This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

REVUE
DE CHAMPAGNE ET DE BRIE

ARCIS-SUR-AUBE. — IMPRIMERIE LÉON FRÉMONT.

REVUE

DE

CHAMPAGNE

ET

DE BRIE

HISTOIRE — BIOGRAPHIE
ARCHÉOLOGIE — DOCUMENTS INÉDITS — BIBLIOGRAPHIE
BEAUX-ARTS

TOME HUITIÈME

QUATRIÈME ANNÉE. — DEUXIÈME SEMESTRE

PARIS
HENRI MENU, LIBRAIRE-ÉDITEUR, 30, RUE JACOB, 30

1880

REVUE

DE

CHAMPAGNE ET DE BRIE

HAGIOGRAPHIE ARDENNAISE

—

SAINT JUVIN, PATRE

(897-961, 30 Septembre)

ORIGINE DU VILLAGE DE CE NOM, CANTON DE GRANDPRÉ

Dans toutes les conditions, on peut arriver à la sainteté, dans toutes on peut même sanctifier ses semblables. La vie de saint Juvin en est une preuve évidente.

Ce saint naquit dans le Dormois, vers l'année 897, de parents très-pauvres, vivant dans une condition de dépendance, dans un véritable esclavage. Ils travaillaient, il est vrai, librement, mais ils devaient donner une partie de leurs modiques ressources à un maître auquel ils appartenaient. Ils eurent trois enfants : saint Juvin et deux filles.

Tout jeune, leur fils donna des preuves d'une grande intelligence et d'une solide vertu. Un prêtre des environs, nommé Alembert, le prit en affection et lui donna des leçons. Ses parents moururent malheureusement avant que son éducation ne fût terminée.

Le disciple dut quitter le maître pour travailler, subvenir aux besoins de ses deux sœurs, satisfaire à ses obligations envers celui dont il était comme l'esclave, et amasser quelques ressources pour affranchir ses sœurs et lui.

Au moment où saint Juvin travaillait ainsi, éclata, dans le Dormois, une révolte générale des serfs. Les plus courageux passèrent la Meuse, se réfugièrent avec leurs familles sous

les murs d'un fort qu'Erlebaud, comte de Castrice, venait de bâtir[1]. Ils construisaient des huttes autour de ce château, avec la permission de Guarin, Bras de Fer, et c'est à eux en partie que Mézières doit son origine.

Dans ce désordre général, Juvin souffrit beaucoup, il fut obligé de se vendre plusieurs fois. Les choses, heureusement, changèrent de face. Le comte Marc, surnommé Peigne-Porc[2], améliora le sort des serfs. Il eut à leur égard une conduite ferme, mais juste; beaucoup revinrent se placer sous sa domination.

Saint Juvin, pour sauvegarder la vertu de ses sœurs, songea à les marier. Usant d'un droit consacré par l'usage, il les affranchit, s'affranchit lui-même en abandonnant au maître auquel il appartenait son petit héritage et les meubles qu'il possédait. Redevenu libre, Juvin vient à Doulcon, se place de nouveau au service du comte Marc, moyennant une somme d'argent, qu'il emploie à marier ses sœurs, en les dotant convenablement. Le comte avait un grand nombre de pourceaux qu'il faisait nourrir dans les forêts de la Serre[3]; il fut très-heureux de trouver un serviteur fidèle et vigilant sur lequel il put compter; il l'envoya dans la forêt voisine de la rivière d'Aire.

Juvin méritait un meilleur sort; il se soumit cependant, ne trouvant rien de plus parfait que de suivre la volonté de Dieu. Il profita du silence des bois pour se sanctifier, en se rappelant les instructions de son ancien maître. Les pâtres, ses compagnons, frappés de sa sagesse, de ses vertus et surtout de sa fidélité à remplir ses devoirs d'état, touchés de sa piété envers Dieu et de sa charité pour eux; entraînés par ses douces exhortations et par ses puissants exemples, finirent par se laisser adoucir. Ils se placèrent sous sa conduite.

Le saint pâtre avait remarqué non loin de la rivière d'Aire, un coteau aride et couvert de broussailles, il le défriche, y élève un oratoire, y réunit ses compagnons et leur apprend à connaître Dieu et à le servir.

Le comte Marc et son épouse Julie connaissent bientôt le changement survenu dans la forêt. Ils font venir Juvin, le retiennent à Doulcon, et, se laissent instruire par lui des vérités de la religion.

1. Chron. Maceriense, *ad ann.* 930, Dom Le Long. p. 161; Marlot. tom. 2, p. 698.
2. Parce qu'il aimait le cri de ces animaux, dit le *Chron. Macer.*
3. Aujourd'hui de l'Argonne.

Pendant son absence, un malfaiteur, du nom de Riblis, jaloux de la confiance que Juvin inspirait à ses compagnons, ruina son oratoire, répandit sur sa personne les bruits les plus diffamants, et parvint à entraîner les pâtres dans leurs anciens dérèglements.

A son retour, Juvin considère, les larmes dans les yeux, le mal causé par le démon. Il n'adresse aucun reproche à ses compagnons; il les ramène doucement dans les sentiers qu'ils avaient abandonnés. Cette fois, ils demeurèrent fidèles à Dieu. Le comte Marc, étonné de cette puissance de Juvin sur ses compagnons, crut de sa dignité de lui rendre la liberté. Il vient sur le sommet du coteau, et, entouré des pâtres, il s'approche du saint, pose la main sur sa tête, et s'écrie : *Juvin n'est plus esclave.*

« — Comment, lui dit ce dernier, puis-je abondonner mon « maître et mon bienfaiteur ?

« — Restez donc, répondit le comte, vous êtes libre de tout « travail : je vous donne l'oratoire, vivez-y en paix. »

Quelque temps après, le comte sentant sa fin approchée, quitte Doulcon, gravit le coteau avec son épouse et vient demander au saint solitaire de nouveaux éclaircissements, surtout sur la résurrection des morts. Comme il restait encore quelques incertitudes dans l'esprit du comte, Juvin, pour le convaincre de la vérité de ses paroles, fit reverdir devant ses yeux le bâton de sa houlette.

Il triompha de ses hésitations au point que le comte ordonna qu'on ne mît sur sa tombe, d'autre inscription que celle-ci : « *Je crois et j'attends la résurrection des morts, Marc qui suis ver et poussière* [1]. »

Averti de sa fin prochaine par un surcroit d'infirmités, Juvin veut dire un dernier adieu à ses compagnons. Il se met en route; dans la forêt, ses forces l'abondonnent; il tombe sous un chêne. Un pâtre veut le relever, il lui demande la grâce de le laisser à cet endroit. Il y reçut les derniers sacrements, et expira le 27 septembre 961, à l'âge de 64 ans.

La comtesse Julie lui fit faire des obsèques magnifiques ; tous les pâtres vinrent lui baiser les pieds, dans son cercueil laissé ouvert. Il devait être inhumé dans la paroisse de Senuc, à laquelle il appartenait, mais le cercueil devint tellement

1. Dom le Long, p. 161.

pesant, lorsque l'on voulut l'y transporter, que la comtesse et les assistants comprirent que le saint voulait demeurer dans son oratoire, où se produisirent de nombreux miracles, dont quelques-uns sont rapportés par les Bollandistes.

Adalberon, archevêque de Reims (988), déclara saint Juvin bienheureux [1], plusieurs paroisses [2] du diocèse et des diocèses voisins le prirent pour patron. Le bréviaire de Châlons lui consacra une légende, le 30 octobre, jour des funérailles.

Dans l'église de saint Thimothée de Reims, on chantait en son honneur un office propre, imprimé en 1639. Un curé du diocèse de Châlons, natif de Saint-Juvin fonda, en 1551, une chapelle en l'honneur de ce saint confesseur, dans l'abbaye de Toussaint, de Châlons.

L'an 1052, l'archevêque de Reims, Guy de Châtillon, craignant que le corps de saint Juvin ne fut profané dans l'oratoire, ouvert de tous les côtés, résolut de transporter ces restes précieux dans la ville de Reims. Les habitants conjurèrent le pontife de ne pas réaliser ce dessein.

L'archevêque céda à des désirs aussi légitimes, il fit ouvrir le tombeau ; le corps y fut trouvé tout entier. Les reliques furent séparés en deux parts et déposées dans deux châsses ; l'une demeura dans l'église de Saint-Juvin, l'autre fut amenée à Reims [3].

L'archevêque Éléonore d'Étampes envoya en 1648, au mois d'avril, un religieux capucin, le P. Hyacinthe qui visita les reliques de saint Juvin, en présence d'une foule innombrable, les exposa à la vénération des fidèles, les remit dans la même châsse et dressa procès-verbal. C'est en souvenir de cette visite officielle que tous les ans, le lendemain de Pâques, on portait en cérémonie dans le village, la châsse du saint patron. La procession fut transférée ensuite au lendemain de la Pentecôte, à raison d'une translation des reliques, plus récente, faite en 1744, le lundi de cette fête.

A cette époque, les restes de saint Juvin furent replacés dans une châsse neuve [4] exécutée à Paris, par le sieur Tibaron. Les

1. Chronique de Mézières ou Signy.

2. Remonville, diocèse de Reims ; Juvigny, de Soissons ; Loisy, de Châlons.

3. Il y avait dans l'église de Châtel (canton de Grandpré) deux parcelles des reliques de saint Juvin. Un titre authentique de 1540, de M. Thomas Cauchon, vicaire-général de Mgr Charles de Lorraine, en fait foi.

4. Cette châsse disparut à la Révolution, mais le coffret qui contenait les reliques et la boite en plomb furent conservés.

GENERAL BOOKBINDING CO.
QUALITY CONTROL MARK

procès-verbaux furent rédigés avec soin, déposés dans le coffre, et expédiés en double, au secrétariat de l'archevêché.

VILLAGE DE SAINT-JUVIN

Quand saint Juvin fut déposé, après sa mort, dans l'oratoire qu'il avait lui-même construit, ses anciens compagnons vinrent s'établir sur le coteau, autour de lui. De là, l'origine du village qui prit son nom.

La comtesse Julie embellit l'oratoire, le dota de revenus, et obtint de l'archevêque Adalbéron, qu'il devint l'église de la paroisse qui fut érigée alors canoniquement.

En 1614, à l'aide des libéralités du comte de Grandpré, Claude de Joyeuse, et des sacrifices que s'imposèrent les habitants de Saint-Juvin, on éleva une nouvelle église, à deux cents mètres environ de l'ancien oratoire, dont le souvenir était conservé par une fontaine qui porte encore aujourd'hui le nom du saint.

L'ABBÉ CERF.

Le Comité de rédaction de la *Revue* croit devoir rappeler que l'authenticité du document connu sous le nom de *Chronicon Maceriense ab Alardo de Gonnilaco Signiacensi*, a été très-judieusement contestée, en Allemagne par M. Wattenbach, et en France, par M. Aug. Longnon. (*Bibl. de l'école des Hautes-Etudes*, XIe fasc. p. 123).

INVENTAIRE DES RELIQUES

Pierreries, Joyaux précieux et Argenterie

de l'Église cathédrale de Langres

Gardés et conservés en la Chapelle de St-Bénigne, dite le Trésor
1709 *

I. — en des rayons sur l'autel

1. Le chef de saint Mammès, martyr des plus célèbres de l'Église grecque, second patron de la cathédrale et de tout le diocèse de Langres; on en fait la feste le 17 août.

Ce chef est dans un buste à demi-corps avec une couronne, le tout de vermeil doré enrichi de plusieurs pierres fines, entre lesquelles est une esmeraude d'une grandeur considérable, qui a esté estimée par un jouaillier, il y a quelques années, 1,800 livres. Elle a esté donnée par l'évesque Guy-Bernard, mort le 28 avril 1481. Jean, le vieil, cardinal d'Amboise, 88me évesque de Langres, donna 1,200 livres pour orner ce chef. De ce même chef pend une petite croix d'or, à quatre diamans avec une chaisne de vermeil, donnée par Pierre de Balavoine, homme de qualité, chanoine de cette cathédrale, il y a près de deux cents ans; et une autre petite croix d'argent avec quatre pierres. Il y a aussi un chasteau d'argent doré, représentant celui de Grancey, que le seigneur dudit lieu voua à saint Mammès dans un incendie. Il y a un camayeu, avec trois grosses perles fines dessous, attaché à la couronne, avec une houppe pendante couverte de perles. Ledit chef tient à la main un sceptre surmonté d'un oiseau avec une croix où il y a cinq pierres, qui font en tout soixante et dix sept.

Ce précieux chef fut commencé à Langres par Jean Drouot, orfèvre, en 1500, et ne fut achevé qu'en 1524, au mois de mars. Il pèse, suivant les mémoires du chanoine Claude Demongeot, en 1562 : « onze-vingt-neuf marcs six onces d'argent fin,

* Cet *Inventaire* a été rédigé en 1709, par Jean-Baptiste Charlet, historiographe du diocèse de Langres. Nous éditons le manuscrit autographe de l'auteur, première rédaction avec ratures et surcharges. Ce manuscrit, que nous possédons, provient de la succession de M. l'abbé Arvisenet, de pieuse mémoire, et porte son *ex libris*.

qui est, à raison de douze livres quinze sols un chacun marc, deux mille neuf cent dix neuf livres quinze sols; et pour la façon, à raison de huit livres le marc, vaut dix huit cent une livres dix huit sols, qui est en tout ledit chef et façon quatre mille sept cent vingt et une livres treize sols [1]. »

Le crâne de saint Mammès est petit et paroit n'estre que d'un enfant au plus de quinze ans, ce qui contrarie le Martyrologe romain, qui fait souffrir un long et cruel martyre à ce saint, dans une grande vieillesse.

Cette relique fut apportée à Langres de Constantinople un peu après la prise de cette dernière ville par les François, le 12 d'avril 1204, sur l'empereur Alexis V, surnommé Ducas Murzuphle. Toutes les reliques de cette ville ayant été pillées, furent mises à la garde de Garnier de Traynel, évesque de Troyes en Champagne, qui estoit en cette croisade. Galo de Dampierre, chanoine de Langres, qui avoit esté eslu évesque de Damas pour ses vertus et les services qu'il avoit rendus à l'armée des croisés, demanda instamment le chef de saint Mammès à l'évesque de Troyes ; toutefois il ne put l'obtenir, parce que l'évesque de Troyes destinait cette relique à sa cathédrale, où il en envoya plusieurs qui se voient encore au trésor de cette église, avec des inscriptions grecques. Mais Garnier de Traynel estant venu à mourir au commencement de l'année suivante 1205, le cardinal nonce apostolique nommé Pierre de Capoue, du tiltre de St-Marcellin, qui estoit en cette armée de la croisade, octroya le précieux chef au dévot chanoine Galo [2]. Le tombeau avec la statue de Galo se voyaient devant la chapelle de saint Mammès, en la nef, auparavant qu'on l'eut changée, il y a quelques années.

Ce fut l'évesque Robert II, dit de Chastillon, qui reçut le chef de saint Mammès avec grande solennité, en 1209, des mains de Galo de Dampierre [3].

1. Cette estimation ne se rapporte pas à la valeur du marc d'argent d'à présent, qui vaut 27 livres 19 sols vingt troisième, le prix de l'argent ayant changé souvent; car on voit que le marc du règne de Charles VII ne valait que 7 livres tournois. Voyez Du Cange et Couteron avec Le Blanc, qui en ont fait des traittés.

2. Quelques manuscrits marquent que ce fut Pierre Langlois, originaire de Langres, chappellain de Garnier de Traynel qui, à l'insçu de son évesque, donna le chef de saint Mammès.

3. On ne rapporte point icy la vie ni l'histoire de ce saint martyr; on peut la voir dans le livre qu'en a fait Alexandre Cordier, chanoine et archidiacre de Langres, et dans le martyrologe de ce diocèse.

Cette relique n'avoit pour tout ornement qu'un petit cercle d'argent en forme de croix sur les sutures, avec ces mots gravés en caractères grecs anciens αγιος μαμας, que l'on y lit encore. Cela fait reconnoistre le précieux chef par les moines grecs du célèbre monastère de Saint-Mammès à Constantinople, d'où il avait été enlevé par les soldats croisés, et ils attestèrent avec beaucoup de larmes que c'estoit bien le chef de leur saint patron, qui souffrit le martyre soubs l'empereur Aurélien, vers l'an 274. Il est à remarquer que cette relique n'est pas la première de ce saint qui ayt esté apportée à Langres, comme nous le dirons bientost; le corps de ce grand martyr demeura tout entier à Jérusalem jusqu'à la fin du sixième siècle, y ayant esté transporté de Césarée de Cappadoce, où il souffrit le martyre. Geoffroy, de Ville Hardouin, qui a escrit l'histoire de cette croisade des Latins, et Camusat, en son *Promptuarium* de l'histoire de Troyes, et l'histoire de la translation des reliques de saint Mammès, que Jean Dubois a tirée de la bibliothèque de l'abbaye de Fleury, en parlent.

2. Les deux bras du mesme sainct Mammès.

Comme on voit dans la vie de Raynard-Hugues, comte de Bar-sur-Seine, 53e évesque de Langres, qu'il ne rapporta qu'un bras du mesme saint Mammès en revenant de la Terre-Sainte, quand il passa par Constantinople vers l'an 1076, il faut qu'on ayt mis en chacun de ces deux bras d'argent doré, chargés de pierreries, une partie du bras rapporté par Hugue-Raynard. M. Tabourot, en son *Histoire des sainctes reliques et ancienneté de Langres*, dit qu'il y a aussi dans le bras d'argent un os de la jambe du saint martyr, sans dire par qui, ni en quel temps il fut apporté à Langres.

Ce fut de l'empereur Michel VII Ducas, surnommé Parapinace, pour avoir diminué la mesure de bled dans une famine, que l'évesque Raynard obtint le bras de saint Mammès, avec beaucoup de peines et après bien des prières; car cet empereur honorait très-particulièrement cette relique en son oratoire.

Raynard de Bar-sur-Seine estant scavant composa en vers et en prose la vie du saint martyr Mammès. On attribue pourtant les hymnes et les répons de l'office qu'on fait de ce saint au bréviaire de Langres, pendant l'octave, à l'abbé d'Auge, autrement Richenoüe au diocèse de Constance en Allemagne, il s'appelait Valfride Strabon, qui veut dire lousche, il vivait au 9e siècle, plus de deux cents ans devant la translation de ce bras, estant mort en 846, suivant Bellarmin en son livre de *Scriptoribus Ecclesiasticis*.

L'église-cathédrale de Langres portant déjà le nom de ce grand martyr, on conjecture assez juste que ce bras a donné occasion à l'illustre chapitre de saint Mammès de prendre par la suitte un bras, ou dextrochère en terme de blason, pour ses armes ; car on voit l'empreinte du bras de saint Mammès dans les sceaux des actes passés en chapitre en 1242 et 1264, soubz les évesques Guy de Rochefort et Guy de Genève ; et soubz les doyens Jean et Othon, de la famille ancienne de Saux, en 1258 ; et devant, en 1169, soubz l'évesque Gaulthier, dans la confirmation des priviléges des chanoines réguliers de Chastillon. Cette explication est plus simple que d'attribuer ces armes aux dextrochères des anciens payens, que ceux de Langres envoyèrent aux légions Romaines en signe d'alliance avec Vindex, qui s'était révolté contre Néron et Galba, suivant Tacite ; ou bien d'allèguer encore d'autres motifs mystérieux, comme un gant que laissa Roland, neveu de Charlemagne, pour l'investiture de la terre de Rolampont, qu'il donna au chapitre, comme le s^r de Saint-Julien, doyen de Châlon, le dit dans ses meslanges historiques, les blasons et armoiries n'ayant commencé qu'après le 10e siècle.

3. Un reliquaire où est l'os de la nuque du mesmes sainct Mammès.

Ce reliquiaire d'argent est en forme d'église, dans lequel il y a *Oschia B. Mammetis*, qui est la nuque du col. Ce fut le premier ossement de ce martyr apporté à Langres par un gentilhomme Langrois, dont on ignore le nom et le temps, revenant de Jérusalem, probablement un peu après le retour de saint Hilaire de Poitiers, qui avait rapporté de Phrygie, où il avait esté exilé en 356 par l'empereur Constance, un doigt du même saint Mammès, que sainte Radegonde, reine de France, fit mettre dans l'église de l'abbaye de Poitiers, où elle fut inhumée en 586. Les religieuses de l'abbaye de Panthémon, de l'ordre de Cisteaux, transférées du voisinage de Beauvais au faubourg Saint-Germain de Paris, possèdent et conservent en leur sacristie une grande partie de l'espaule de ce martyr, dont elles célèbrent la feste le 3e dimanche de carême, avec grand concours du peuple. Les fidèles ont grande dévotion à ce saint : on l'invoque pour estre deslivré de la colique et des douleurs d'intestins, à cause que saint Mammès mourut d'un coup de trident de fer au ventre, qui lui en fit sortir les entrailles. L'église paroissiale de Saint-Séverin de Paris possède aussi un ossement de ce même saint dans une chappelle qui est sous son nom, avec une confrérie érigée en son honneur, réunie

depuis peu à celle du Saint-Sacrement, comme je l'ay appris de M. le curé de cette grande paroisse en 1702.

Ce fut l'évesque Guy-Bernard qui donna le reliquiaire en forme d'église à sa cathédrale, où il commença à siéger en 1453. On l'appelle reliquiaire de la dédicace, à cause que cette relique donna occasion de prendre saint Mammès pour deuxième patron de la cathédrale de Langres.

4. Un gros ciboire de vermeil doré.

5. Un soleil antique de vermeil et de cristal de roche.

6. Une croix d'ébène avec le crucifix d'argent.

7. Quatre calices d'argent avec leurs patènes, et quatre burettes de mesme.

8. Une croix d'argent doré avec quelques pierreries d'ancienne façon, pour estre portée sur un baston aux processions.

9. La chapelle entière de Sébastien Zamet, évesque de Langres, le tout de vermeil doré ciselé.

On a mis, pour accompagner et pour orner les reliques de saint Mammès, toute la chapelle entière de feu M. Sébastien Zameth, 95e évesque de Langres, mort en 1655, le 2 de février. Ce pieux et libéral prélat en fit présent à sa chère cathédrale. Cette chapelle est de vermeil doré, ciselé en bosse, d'un excellent artifice, elle consiste en les pièces suivantes : une croix, six chandeliers semblables, six vases avec des fleurs de soye, un calice et sa patène, deux burettes, la sonnette, deux paix, un grand plat bassin, une esguière, une coupe pour les communiants, le bénitier et l'aspersoir, une coquille, un bougeoir et les mouchettes, le vaisseau des Onctions, deux encensoirs et deux navettes, une crosse et ses mitres ; ce qui est une chapelle très-riche et accomplie d'un magnifique évesque. Il a donné de plus aussi à sa cathédrale plusieurs ornements de drap d'or et de soye, et ne bornant point sa libéralité en son diocèse, où il enrichit plusieurs églises, comme celle des Feuillans de Fontaines, près Dijon, lieu de la naissance de saint Bernard, il fit présent au tombeau de saint Charles à Milan d'une lampe d'argent du prix de 1,600 livres, comme il paroit par la quittance du sacristain de la métropolitaine de Milan, nommé Malaspina, dattée de l'an 1624, que j'ay lue. Ce pieux évesque était fort dévot à saint Charles Borromée, il alla visiter ses reliques quelques années après qu'il eût pris possession de l'évesché de Langres, où sa mémoire est en bénédiction. Le reste de l'argenterie qui est en ce mesme endroit n'est marquée d'aucunes armes ; on ne sçait par qui ni quand elle a été donnée. On y voyait une couronne d'argent, nommée des espousées, qui n'est pas en cet inventaire.

(*A suivre*). L'abbé Ch. Lalore.

DES

POSSESSIONS DES DUCS DE BOURGOGNE

ET DE LEURS SUCCESSEURS

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AUBE

Un certain nombre de communes du département de l'Aube ont formé des seigneuries qui appartinrent à de grands personnages tels que les comtes de Champagne, les rois de France, les ducs de Bourgogne de la première et de la seconde race, les comtes et les ducs de Nevers, les princes des maisons d'Albret et de Foix.

Exposer comment ces seigneuries sont passées dans ces grandes familles, comment tour à tour elles furent divisées et réunies dans une même main, nous a paru de quelque intérêt.

Il est assez difficile, en effet, d'écrire l'histoire de l'une de ces terres si l'on n'a sous les yeux un travail d'ensemble indiquant les grandes phases de ces diverses mutations.

Il s'agit ici de familles très-importantes qui se sont éteintes avant la Révolution ou qui se sont fondues avant cette époque dans des maisons souveraines. Aussi les papiers de ces familles, et notamment les actes de partages et de ventes de terres, ne se rencontrent pas facilement dans les archives publiques. D'autre part, on sait que la Révolution a livré au feu beaucoup d'archives particulières et que dans des temps plus rapprochés de nous une déplorable incurie a terminé l'œuvre de la Révolution en abandonnant au pilon et aux marchands de papiers ce qui avait échappé aux désastres révolutionnaires.

Le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale renferme un inventaire des titres de la maison de Nevers fait par Michel de Marolles, abbé de Villeloin, le traducteur fécond et l'amateur d'estampes que l'on connaît. Il avait été attaché pendant plus de vingt ans à la maison de Nevers. Cet inventaire, qui se compose de six volumes portant les numéros 281 à 286 des Cinq-Cents de Colbert, donne l'analyse d'un très-grand nombre de pièces de la plus grande importance pour l'histoire des terres de notre département ayant appartenu aux

comtes et ducs de Nevers. Bon nombre de ces indications nous ont été d'une très-grande utilité pour le présent travail.

Bien que l'abbé de Marolles fût un homme consciencieux et préparé par ses études à cette sorte de travail, il lui a échappé quelques erreurs de dates dans le cours de son inventaire ; mais ces erreurs, presque inévitables, ne nous dispensent pas de considérer son œuvre comme ayant une importance considérable.

M. le comte de Soultrait, membre du comité des travaux historiques, a publié en 1873, avec le concours de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, un extrait de cet inventaire pour ce qui concerne le Nivernais. Ce volume forme un magnifique in-quarto à deux colonnes, de plus de mille pages, imprimé sur vergé, et fait le plus grand honneur à la Société qui s'est chargée de sa publication. Bien que spécial au Nivernais, cet extrait renferme l'analyse de plusieurs partages et transactions où figurent des terres du département de l'Aube ; nous l'avons cité plusieurs fois parmi les sources de notre travail.

Nous ne nous occuperons pas de la période pendant laquelle un bon nombre des terres dont on va parler furent la propriété des comtes de Champagne et après eux des rois de France. En ce qui concerne les comtes de Champagne nous ne ferions que répéter ce qu'en a dit leur historien, M. d'Arbois de Jubainville [1] ; quant aux rois de France nous avons raconté ailleurs [2] par quels efforts il se maintinrent dans la possession de l'héritage des comtes de Champagne jusqu'en 1328 où plusieurs des terres ayant appartenu aux comtes entrèrent dans la maison de Bourgogne. Nous constaterons seulement que le roi de France comme héritier de nos comtes possédait les seigneuries de *Chaource*, *Isles* (aujourd'hui Isles-Aumont), *Payns*, *Vauchassis* et *Villemaur*, et que Louis de France, comte de Champagne, depuis roi sous le nom de Louis-le-Hutin, y ajouta la châtellenie de *La Grève* et *Crancey* (commune de Saint-Hilaire) par acquisition faite en 1312 [3].

Enfin, nous ne parlerons pas non plus de la seigneurie de Gyé-sur-Seine, bien qu'elle ait appartenu aux ducs de Bour-

1. Voir l'*Histoire des ducs et des comtes de Champagne*, tome IV, pages 890 à 899.
2. *Notice historique sur Villemaur*, Revue de Champagne et de Brie, 1879, tome VII, pages 38 et 39.
3. Arch. nat. J. 195, pièce 92.

gogne d'abord par engagement en 1278, puis en pleine propriété en 1299 [1], parce que cette terre, une fois sortie de la maison de Bourgogne, ne suivit pas le sort de celles dont nous nous occupons ici.

A son avènement au trône, Philippe de Valois se trouva en présence des réclamations d'EUDES IV, DUC DE BOURGOGNE, qui demandait au nom de sa femme, Jeanne de France, comtesse de Boulogne et d'Artois, la restitution de certains biens ayant appartenu en propre à Philippe-le-Long, père de la duchesse de Bourgogne. Le roi de France mit fin à ces réclamations en accordant à la duchesse 3,333 livres de rentes qui lui furent assurées sur les châtellenies de *Villemaur*, *Chaource*, *Isles*, *Vauchassis* et *Payns* [2].

Payns ne resta pas longtemps dans la maison de Bourgogne : deux ans après, en 1330, la duchesse Jeanne en fit don à Miles de Noyers pour les bons services qu'il lui avait rendus [3]. Par contre elle acheta avec son mari en 1337 un quart de la seigneurie de *Jully-sur-Sarce* [4].

La duchesse mourut en 1347 [5] et le duc en 1349 [6].

PHILIPPE DE ROUVRE, petit-fils d'Eudes IV et de Jeanne de France, succéda à sa mère en 1347 dans la seigneurie des terres qui lui avaient été abandonnées en 1328, sauf Payns, et en 1349 il succéda à son père comme duc de Bourgogne [7]. Il eut à terminer des difficultés qui s'étaient élevées entre sa grand-mère la duchesse de Bourgogne et sa tante, MARGUERITE DE FRANCE, COMTESSE DE FLANDRE, Artois et Bourgogne, autre fille de Philippe-le-Long, veuve de Louis de Crécy, comte de Flandre. Ces difficultés étaient relatives au partage de la succession de Philippe-le-Long ; elles furent résolues par l'abandon que Philippe de Rouvre fit à sa tante, en 1350, de 4,000

1. D'Arbois de Jubainville, *Voyage paléographique*, etc., p. 176.
2. Prisée de 1328. Copie du XVIe siècle appartenant à M. le duc d'Estissac.
3. Invent. des tit. de Nevers, III, 2274.
4. Invent. des tit. de Nevers, III, 2378.
5. P. Anselme, I, 94.
6. D. Plancher, II, 203.
7. Philippe de Bourgogne, comte d'Artois, père de Philippe de Rouvre, était mort avant ses père et mère, le duc et la duchesse de Bourgogne. (D. Plancher, II, 239).

livres de rentes à asseoir par moitié sur des terres situées en Artois et en Champagne. Les 2,000 livres de Champagne furent assises sur la châtellenie de *Villemaur* et sur un tiers de la seigneurie de *Maraye*. Les deux autres tiers de Maraye continuèrent à appartenir au duc de Bourgogne [1].

Philippe de Rouvre épousa en 1356 MARGUERITE DE FLANDRE, fille de Louis-le-Male, comte de Flandre, et petite-fille de Marguerite de France, comtesse de Flandre, dont nous venons de parler. A l'occasion de ce mariage, la comtesse de Flandre donna à sa petite-fille les 2,000 livres de rentes qui lui avaient été constituées en Champagne en 1350, c'est-à-dire la châtellenie de *Villemaur* et le tiers de *Maraye* [2]. On constate cependant que Louis-le-Male fut seigneur de *Villemaur* de 1382, année du décès de la comtesse de Flandre, sa mère, jusqu'à sa mort, arrivée en 1384 [3]. Il faut donc supposer que ce dernier fut seigneur usufruitier et que la donation de 1356 fut faite en nue-propriété seulement pour y réunir l'usufruit à la mort de Louis-le-Male.

Philippe de Rouvre mourut sans postérité en 1361 [4]. Sa succession échut à sa tante, la COMTESSE DE FLANDRE, qui devint ainsi propriétaire de *Jully* [5], *Isles*, *Chaource*, *Vauchassis* et des deux tiers de *Maraye* [6].

Ainsi les terres abandonnées par Philippe de Rouvre à sa tante, la comtesse de Flandre, en 1350, rentrèrent dans ses mains, au moins en nue-propriété, par la donation de 1356; au contraire les terres qui étaient restées en la possession de Philippe de Rouvre en 1350 devinrent la propriété de la comtesse de Flandre en 1361.

Ce fut seulement à la mort de la comtesse de Flandre, arrivée le 9 mai 1382, que MARGUERITE DE FLANDRE, DUCHESSE DE BOURGOGNE, sa petite-fille, réunit aux terres qui lui avaient été données en 1356, lors de son mariage, celles dont la comtesse de Flandre avait hérité en 1361. Elle se trouva ainsi propriétaire de *Jully*, *Isles*, *Chaource*, *Vauchassis*, *Villemaur et Maraye* [7].

1. Prisée de 1350, à la suite de celle de 1328.
2. D. Plancher, II. preuves, CCXCI.
3. Arch. de l'Aube, 7 E. 9.
4. P. Anselme, I, 94.
5. Inv. des tit. de Nevers, III, 2170.
6. Garnier. *Inv. somm. des Archives de la Côte-d'Or*, B. 3852-3854.
7. Garnier. *Inv. somm. des Arch. de la Côte-d'Or*, B. 3861.

Il importe de remarquer que depuis le 12 avril 1369, Marguerite de Flandre était devenue la femme de PHILIPPE-LE-HARDI, DUC DE BOURGOGNE, frère du roi Charles V et tige de la seconde race des ducs de Bourgogne [1].

Philippe-le-Hardi ajouta aux terres que lui apporta sa femme celles de *Jaucourt* et de *La Rothière* par acquisitions faites le 22 décembre 1367 [2] et en 1374 [3].

Il mourut le 20 mars 1404 et sa femme le 21 mars 1405 [4].

Leur successeur dans les terres de Champagne fut leur troisième fils, PHILIPPE DE BOURGOGNE, COMTE DE NEVERS [5], tué à la bataille d'Azincourt [6] (25 octobre 1415).

CHARLES DE BOURGOGNE, COMTE DE NEVERS, fils du précédent, lui succéda et mourut sans enfants en mai 1464 [7], laissant une veuve, MARIE D'ALBRET.

Il eut pour héritier son frère JEAN DE BOURGOGNE, duc de de Brabant, après lui COMTE DE NEVERS. Jean de Bourgogne, qui mourut en 1491, épousa 1° en 1435 JACQUELINE D'AILLY [8], 2° en 1471 PAULE DE BROSSE, dite de *Bretagne*, 3° en 1479 FRANÇOISE D'ALBRET. Nous verrons tout à l'heure qu'à cause de ces différents mariages les terres dont nous nous occupons furent divisées entre des enfants de lits différents.

Le règlement de la succession du comte Charles fut fait par un arrêt du parlement de Paris, de l'an 1466, qui attribua à sa veuve, MARIE D'ALBRET, pour sûreté de son douaire de 3,000 livres de rentes, l'usufruit des seigneuries de *Jully*, *Isles*, *Chaource*, *Villemaur*, *Maraye*, *Jaucourt* et *La Grève* [9].

Marie d'Albret testa le 4 janvier 1485 [10] et mourut avant 1488 époque où l'on voit que l'usufruit de ces terres appartenait déjà à FRANÇOISE D'ALBRET sa belle-sœur, troisième femme de Jean de Bourgogne, comte de Nevers [11].

Quant à la nue-propriété elle appartint d'abord à Charlotte

1. P. Anselme, III, 237-238.
2. Inv. des tit. de Nevers, III, 2128 et 2164.
3. Inv. des tit. de Nevers, III, 2158.
4. D. Plancher, III, 217.
5. D. Plancher, III. Preuves, CCI.
6. P. Anselme, I, 251.
7. P. Anselme, I, 252.
8. P. Anselme, I, 252.
9. Inv. des tit. de Nevers, I, 63 et III, 2230.
10. P. Anselme, VI, 213.
11. Arch. de l'Aube. G. 2737 et 2997.—Inv. des tit. de Nevers, III, 3162.

de Bourgogne, femme de Jean d'Albret, fille de Jean de Bourgogne et de sa seconde femme, Paule de Brosse, en vertu d'une donation que lui avait faite son père le 22 juin 1490 [1], puis à ses deux filles, Marie d'Albret, femme de Charles de Clèves, comte de Nevers, et Charlotte d'Albret, femme d'Odet de Foix, comte de Comminge, maréchal de France [2]. Françoise d'Albret ne mourut en effet que le 20 mars 1521 [3]; or Charlotte de Bourgogne était morte le 23 août 1500 [4] et sa troisième fille, Hélène d'Albret, le 28 octobre 1519.

Au décès de la comtesse douairière de Nevers, Françoise d'Albret, *Chaource*, *Isles*, *Maraye* et *Villemaur* devinrent le partage de CHARLOTTE D'ALBRET, femme d'ODET DE FOIX; *Jaucourt*, *Jully* et *La Grève* furent attribués à MARIE D'ALBRET, femme de CHARLES DE CLÈVES, comte de Nevers [5].

Marie d'Albret, comtesse de Nevers, mourut le 27 octobre 1549 [6] laissant pour héritier son fils FRANÇOIS Ier DE CLÈVES, DUC DE NEVERS, à qui échurent en conséquence les terres de *Jaucourt*, *Jully* et *La Grève*. Nous allons voir qu'il hérita dans la suite des terres qui avaient été attribuées à Charlotte d'Albret femme d'Odet de Foix.

Cette dernière laissa de son mariage : GASTON DE FOIX, mort jeune, HENRI DE FOIX, mort sans alliance le 20 septembre 1540 et une fille, CLAUDE DE FOIX, qui survécut à ses frères [7].

Le 29 septembre 1530 les enfants de Foix rachetèrent de Guillaume de Croy, marquis d'Arscot, le *comté de Beaufort* (aujourd'hui Montmorency) avec ses dépendances, parmi lesquelles figurait *Soulaines*, et les seigneuries de *Séant-en-Othe* (aujourd'hui Bérulles), *Ervy* et autres qui lui avaient été vendues le 27 juillet 1519 par Germaine de Foix, veuve de Fernand, roi d'Aragon, et femme de Jean, marquis de Brandebourg [8].

Séant-en-Othe appartenait aux ducs de Bourgogne dès 1386 [9].

1. Inv. des tit. de Nevers. Edit. Soultrait, p. 596.
2. Arch. de l'Aube, 7 E. 13.
3. P. Anselme, I, 253.
4. P. Anselme, I, 253.
5. Inv. des tit. de Nevers, III, 2375. Gén. de Balidart devant Caumartin. — Cfr. Inv. des tit. de Nevers, édit. Soultrait, p. 14.
6. P. Anselme, III, 450.
7. P. Anselme, III, 380.
8. Inv. des tit. de Nevers, I, 157 et III, 2182.
9. Garnier. *Inv. des Arch. de la Côte-d'Or*, B. 3115.

CLAUDE DE FOIX, qui survécut à ses frères, épousa en premières noces, en 1535, GUY, COMTE DE LAVAL, mort sans enfants en 1547, et la même année elle se remaria à CHARLES DE LUXEMBOURG, VICOMTE DE MARTIGUES [1]. Par son contrat de mariage avec ce dernier elle lui fit donation du *comté de Beaufort* et des seigneuries d'*Ervy* et de *Séant-en-Othe* [2]. Elle n'eut de cette seconde union qu'un fils, Henri de Luxembourg, mort sans alliance ; elle mourut en 1553 [3].

Ainsi la descendance de Charlotte d'Albret et d'Odet de Foix se trouvait complètement éteinte, et la succession de Claude de Foix, dernière descendante de Charlotte d'Albret, échut à FRANÇOIS Ier DE CLÈVES, DUC DE NEVERS. Il était déjà seigneur de *Jaucourt*, *Jully* et *La Grève*, ainsi que nous l'avons vu. Le décès de Claude de Foix sans postérité, lui apporta les seigneuries de *Chaource*, *Maraye*, *Isles* et *Villemaur* [4]. Enfin, par une transaction du 29 juin 1554 avec Jean de Bretagne, duc d'Etampes, héritier testamentaire de Charles de Luxembourg, il devint propriétaire du *comté de Beaufort* et des seigneuries d'*Ervy* et de *Séant-en-Othe* [5].

Suivant Courtalon (III, 190), il aurait acheté *Bourdenay*, que nous allons voir figurer dans les partages subséquents.

Le 24 mars 1560 il fit un partage de biens entre ses enfants [6] et donna à son second fils, JACQUES DE CLÈVES, qui fut depuis duc de Nevers, le *marquisat d'Isles* [7] comprenant *Isles*, *Villemaur*, *Maraye*, *Chaource*, *Jaucourt*, *Jully*, *La Grève*, *Crancey*, *Vauchassis* et *Le Galet* [8]. Nous voyons en outre que dès 1562 il avait le *comté de Beaufort* car par acte du 7 février il le donna à sa sœur Henriette de Clèves pour favoriser son mariage *en haut lieu* [9]. Sans doute le mariage alors projeté ne fut pas réalisé et par suite la donation resta sans effet, car nous verrons que lors du partage de la succession de Jacques de Clèves

1. P. Anselme, III, 380.
2. Inv. des tit. de Nevers, I, 31.
3. P. Anselme, III, 380.
4. Cependant on voit qu'il était seigneur de Villemaur dès 1549, qui est l'année du décès de sa mère, Marie d'Albret. (Arch. de l'Aube, 7 E. 8 et 10).
5. Inv. des tit. de Nevers, I, 77.
6. Inv. des tit. de Nevers, édit. Soultrait, p. 15,
7. Arch. de l'Aube, 142/7, fol. 5, recto.
8. Inv. des tit. de Nevers, édit. Soultrait, p. 17.— Le Galet est peut-être la même chose que *Les Galots*, commune de Maraye.
9. Inv. des tit. de Nevers, édit. Soultrait, p. 26. — Cfr. généalogie de Bonnille produite devant M. de Caumartin.

le comté de Beaufort fut attribué à une autre de ses sœurs, Marie de Clèves. Enfin, il résulte du partage de sa succession qu'il avait également *Ervy* et *Bourdenay*.

Suivant M. Monchaussé, auteur d'une statistique du canton d'Aix-en-Othe [1], Anne de Bourbon (sans doute *Jeanne* de Bourbon, femme de Jacques de Clèves) aurait vendu vers 1552 (peut-être en 1562) la seigneurie de *Séant-en-Othe* à Galas de Bérulles.

Jacques de Clèves mourut sans laisser d'enfants, le 6 septembre 1564 [2].

Sa succession resta indivise pendant deux ans entre ses trois sœurs ci-après ; par le partage qui en fut fait le 1er mars 1566 il fut attribué : à HENRIETTE DE CLÈVES, femme de LUDOVIC DE GONZAGUE, le duché de Nevers ; à MARIE DE CLÈVES, mineure, le *comté de Beaufort, Soulaines* compris, le *marquisat d'Isles* (*Isles*, *Villemaur*, *Maraye*, *Chaource*, *Jaucourt*, *Jully*, *La Grève*, *Crancey*, *Vauchassis* et *Le Galet*), et les seigneuries de *Bourdenay* et d'*Ervy*. Quant à CATHERINE DE CLÈVES, comtesse d'Eu, alors femme de Charles de Croy, comte de Porcien, et depuis remariée à HENRI DE LORRAINE, DUC DE GUISE, elle eut des terres situées hors de l'étendue du département de l'Aube [3].

Marie de Clèves épousa en juillet 1572 HENRI Ier DE BOURBON, PRINCE DE CONDÉ, et mourut le 30 octobre 1574, laissant une fille unique, Catherine de Bourbon [4].

CATHERINE DE BOURBON hérita donc de toutes les terres qui avaient appartenu à sa mère ; elle était en outre propriétaire des seigneuries de *Verrières* et de *Saint-Martin* (commune de Verrières) [5]. Elle mourut sans avoir été mariée le 30 décembre 1595 [6].

Le 4 février 1596 ses deux tantes se partagèrent sa succession. CATHERINE DE CLÈVES, DUCHESSE DE GUISE, eut *Jaucourt* et le *comté de Beaufort* [7] qu'elle vendit le 6 juillet 1597 à Gabrielle d'Estrées [8].

1. Mémoires de la Société académique de l'Aube, 1858, p. 469.
2. P. Anselme, III, 451.
3. Inv. des tit. de Nevers, édit. Soultrait, pages 15 à 16.
4. P. Anselme, III, 451.
5. Inv. des tit. de Nevers, III, 2,286.
6. P. Anselme, I, 335.
7. Inv. des tit. de Nevers, édit. Soultrait, p. 16.
8. P. Anselme, V. 709. — Cette terre fut acquise en réalité par Henri IV, qui en fit don à Gabrielle d'Estrées, ainsi que le rapporte Pierre de l'Estoile (édit. Brunet, Champollion, Halphen etc., VII, p. 99).

HENRIETTE DE CLÈVES, DUCHESSE DE NEVERS, eut le *marquisat d'Isles*, sauf Jaucourt, c'est-à-dire *Isles*, *Villemaur*, *Maraye*, *Chaource*, *Jully*, *Vauchassis*, *Le Galet ;* une rente de 52 écus, 13 sols, 4 deniers, sur *La Grève*, et les seigneuries de *Bourdenay*, d'*Ervy*[1], de *Verrières* et de *Saint-Martin*[2]. Elle vendit *Villemaur* à Jacques de Villemor le 8 avril 1598[3], *Chaource* à Charles de Choiseul, marquis de Praslin, le 16 février 1601[4].

La même année 1601 elle vendit *Verrières* et *Saint-Martin* à Honoré de Mauroy, sieur de Batilly, secrétaire du roi, maison et couronne de France[5], et peut-être aussi à la même époque *Jully* à Jacques Vignier, que nous trouvons mentionné à cette date comme seigneur de Jully[6]. Elle mourut le 24 juin 1601[7].

Son fils, CHARLES Ier DE GONZAGUE, DUC DE NEVERS, n'hérita donc que d'*Isles*, *Maraye*, *Vauchassis*, *Le Galet*, *Ervy* et *Bourdenay*. En 1628 il vendit *Maraye* à M. de Bullion, surintendant des finances[8], et mourut en 1637[9].

Charles II de Gonzague, son fils, étant mort avant lui, en 1631[10], il eut pour héritier son petit-fils CHARLES III DE GONZAGUE, DUC DE NEVERS ET DE MANTOUE. Ce dernier vendit *Ervy* en 1645 au cardinal Mazarin[11], et *Isles*, le 12 mai 1648, à Antoine d'Aumont de Rochebaron, maréchal de France[12], qui le fit ériger en duché-pairie sous le nom d'*Aumont* en novembre 1665[13].

Alphonse ROSEROT,
Archiviste-adjoint.

1. Courtalon, *Top. hist.*, III, 158.
2. Inv. des tit. de Nevers, III, 2,286.
3. Arch. de l'Aube, 142/7, fol. 5, r° et 7 E 10.
4. H. d'Arbois de Jubainville, *Voyage paléographique*, etc., p. 25.
5. Inv. des tit. de Nevers, III, 2286.
6. H. d'Arbois de Jubainville, *Inv. somm. des Arch. de l'Aube*, D. 121.
7. P. Anselme, III, 451.
8. Courtalon, *Top. hist.*, III, 158.
9. P. Anselme, III, 713.
10. P. Anselme, III, 714.
11. Annuaire de l'Aube, 1869, 2e partie, p. 17.
12. Courtalon, *Top. hist.*, III, 82.
13. P. Anselme, IV, 865.

LES ÉCOLES ET L'UNIVERSITÉ DE REIMS

I

LES ÉCOLES DE REIMS

La ville de Reims a toujours été renommée par son goût pour les sciences et les belles-lettres. Si l'on excepte de son histoire quelques siècles malheureux, pendant lesquels des révolutions particulières, et même quelquefois générales, plongèrent cette ville, et parfois notre patrie tout entière dans la plus grossière ignorance, les études y furent toujours en honneur. Même avant l'établissement de la religion chrétienne, les lettres y étaient florissantes, et l'histoire nous a conservé le nom d'un Rémois, Julius Auspex, célèbre dans le premier siècle par « son éloquence douce et persuasive. » Ce fut, grâce à un discours entrainant qu'il prononça après la mort de Vitellius. alors que notre pays était agité par de nombreux soulèvements, que Reims put échapper à la défaite inévitable qui aurait été la suite de la guerre à laquelle Trèves voulait l'entraîner.

Après la prédication de l'Evangile dans nos contrées, le premier soin des évêques fut de consolider l'établissement de la religion. Les obstacles qu'ils eurent à surmonter, les persécutions qu'ils eurent à souffrir, ne leur permirent pas de songer à fonder des écoles ; mais dès que le rétablissement de la paix leur en laissa la facilité, ils pensèrent à rendre leur clergé aussi recommandable par sa science que par sa piété.

A qui faut-il faire remonter la fondation de ces écoles, et en particulier celle de l'école cathédrale de Reims ? C'est un problème historique dont il n'est pas facile de donner une solution certaine. Mais on peut l'attribuer à S. Remy, dont l'éloquence et la science attirèrent autour de lui de nombreux disciples, auxquels il communiqua ses connaissances variées en même temps qu'il formait leurs âmes à la vertu. Du moins, si elles existaient auparavant, comme certains auteurs l'affirment, S. Remi leur donna une nouvelle impulsion, et tout nous porte à faire remonter jusqu'à lui la fondation de l'école cathédrale. C'est encore probablement à son zèle que l'on doit l'école de

Mouzon que M. Guizot nous montre existante sur la fin du VIe siécle [1].

Grâce à son influence, les saines traditions littéraires purent se maintenir longtemps encore, et l'introduction des enfants de S. Benoit à l'abbaye de S. Basles, puis à Reims, par les soins de S. Nivard et de son successeur, leur donna un nouvel essor.

Il ne faut pas en conclure cependant que Reims garda toujours le même niveau intellectuel, il y eut de tristes périodes de décadence, causées par les luttes des rois et des maires du palais, auxquelles vinrent se joindre les empiétements sur les biens ecclésiastiques livrés en récompense aux soldats. Mais l'époque de Charlemagne devait régénérer notre société ; de sa main énergique il allait réunir ces éléments épars pour les condenser dans une homogénéité complète, et rendre en même temps aux évêques leur salutaire influence.

Ce fut Alcuin qui aida surtout le grand empereur dans cette réforme de l'enseignement. Il forma dans toute la Gaule des disciples qui se rendirent illustres par leur science. C'est à l'un d'eux, à Hilduin, abbé de S. Denis, que nous devons Hincmar, sous la direction duquel l'école de Reims devint plus célèbre que jamais.

Ce prélat, connu par sa haute science, autant que par son zèle à maintenir la discipline ecclésiastique dans toute sa vigueur, avait rendu par ses soins son école si florissante, qu'on y envoyait des jeunes gens des contrées les plus éloignées ; il en avait confié la direction à son archiprêtre Sigloard [2]. Les progrès qu'on y faisait, acquirent une telle réputation à ses disciples qu'on en vit sortir des abbés, des évêques et même des chanceliers de France. Mais les ravages des Normands, arrivés pendant les dernières années d'Hincmar, ralentirent beeucoup les études. Les disciples furent dispersés, l'ardeur des maîtres s'éteignit, et la barbarie commença à dominer.

Tel fut l'état dans lequel Foulques, successeur immédiat d'Hincmar, trouva l'école de Reims ; mais cet archevêque, non

1. Reims avait alors des écoles civiles gallo-romaines, dans lesquelles les jeunes seigneurs venaient puiser les connaissances qui leur étaient nécessaires. S. Remi qui fit ses études à Laon, suivit probablement les cours d'une de ces écoles.

2. Le directeur de l'école prenait à cette époque le titre de : Caput seu Rector Scholæ Sanctæ Ecclesiæ Rhemensis.

moins ami des lettres que son prédécesseur, entreprit de les remettre en honneur. Il s'entoura des maîtres les plus habiles qui ranimèrent bientôt le goût de la science ; c'étaient : Remy d'Auxerre, qui prépara plus tard l'Université de Paris, et qui excellait dans l'explication des Saintes-Ecritures ; et un autre savant, digne émule du premier, Hucbald, poète et musicien[1]. Pour encourager les clercs dans leurs études, Foulques ne dédaignait pas de les stimuler par son exemple, en prenant part à leurs travaux et en les dirigeant.

Mais la mort de Foulques, assassiné en 900, par les ordres de Baudoin, comte de Flandre, fit tomber de nouveau les études à Reims ; et durant soixante-dix ans, elles furent tellement négligées que l'ignorance envahit même les clercs, que leur mission obligeait à une plus grande instruction. C'est alors que la Providence fit monter sur le siège de Reims l'archevêque Adalbéron. Plein de zèle pour l'instruction de son peuple, ce prélat, afin de remédier au triste état des études, confia la direction de l'école au célèbre Gerbert, son secrétaire, dont il avait apprécié la haute capacité. Sous la conduite de ce maître illustre, l'école de Reims n'eut plus rien à envier aux plus célèbres du royaume, et elle devint la pépinière des grands hommes de cette époque. Ce qui contribua encore beaucoup à entretenir l'émulation des maîtres et des disciples, c'est qu'ils trouvèrent dans l'école de S. Remi de Reims, fondée dès le IXe siècle, des rivaux capables de lutter avec eux.

Les successeurs d'Adalbéron continuèrent à l'école la même protection, et ils furent aidés dans leur tâche par des savants de premier ordre. Citons seulement quelques noms : S. Bruno qui, avant de quitter le monde pour fonder l'ordre des Chartreux, eut l'honneur d'avoir pour élèves le pape Urbain II et l'archevêque Manassès ; Geoffroy le Philosophe, surnommé « le mignon des Muses, l'oracle de la philosophie et l'honneur du clergé ; » Anselme de Laon ; Albéric de Reims qui, après avoir exercé les fonctions d'écolâtre, fut nommé évêque de Châlons, puis archevêque de Bourges ; et Barthélemy de Vir, chanoine de Reims, puis évêque de Laon, aussi recommandable par sa science que par sa piété.

1. Comme poète, Hucbald célébra les louanges des chauves dans des vers, dont le singulier mérite consiste à n'offrir que des mots commençant par l'initiale du nom qu'il a chanté ; comme musicien, il écrivit sur l'harmonie, et inventa des signes, dont eut tort, apparemment, de faire tout l'honneur à Gui d'Arrezo.

Ces jours de splendeur ne devaient pas durer toujours : « Sous Gervais, ainsi que sous plusieurs de ses successeurs, dit l'abbé Bauny dans son Pouillé, les lettres y fleurirent encore ; mais l'obscurité des XIe et XIIe siècles la gagna, et elle ne put se défendre tout-à-fait des ténèbres répandues alors sur presque tout l'univers. Néanmoins le goût des sciences et des arts ne s'y éteignit pas entièrement ; elle ne jetait plus à la vérité cet éclat éblouissant des siècles des Hincmar, des Foulques, des Gerbert, des Guy de Châtillon et des Gervais ; mais il y restait toujours quelques étincelles qui s'entretenaient, pour ainsi dire, sous la cendre et dans l'obscurité de la nuit. On n'y voyait plus comme autrefois tant de grands seigneurs et des maîtres si habiles, mais les sciences s'y perpétuaient cependant quoique dans la misère etl'indigence. »

La résurrection eut lieu sur la fin du XIIe siècle, sous l'épiscopat de Guillaume aux Blanches-Mains, par les commencements de l'association des écoliers, appelés *Bons-Enfants*. L'archevêque les mit sous la direction de l'écolâtre, mais il était réservé à Ivhelle de leur donner des règlements, ces Bons-Enfants étaient une société de jeunes gens pauvres, que le désir d'apprendre, et l'espérance de faire de plus grands progrès, en s'aidant réciproquement de leurs lumières, avaient réunis ; ils s'étaient établis près de la porte Bazée. On peut à bon droit regarder cet établissement comme le berceau de l'Université de Reims ; ceux qui en faisaient partie suivaient les écoles publiques de Notre-Dame, situées dans la rue des Tapissiers. Au mois de mai 1425, Ivhelle les soumit à une constitution divisée en vingt-six articles ; nous allons l'analyser [1].

Selon les statuts du prélat, ces écoliers vivaient en commun sous la direction de l'écolâtre, auquel ils étaient obligés d'obéir, quoiqu'ils ne fissent pas de vœux. Ils récitaient tous les jours, en commun, l'office de la Sainte-Vierge, allaient ensemble à l'église les dimanches et jour de fêtes, et se confessaient tous les mois. Pendant le repas, un d'entre eux faisait la lecture,

1. Voir dom Marlot p. 534, et Actes de la Province de Reims. Le collége des Bons-Enfants était dans l'origine un hôpital fondé pour douze pauvres enfants qui y étaient nourris, logés et instruits ; leur nombre fut augmenté par l'archevêque Guillaume. Ce collège occupait la place où était autrefois une abbaye fondée par S. Gumbert au VIIe siècle, et dont il ne restait plus que la chapelle de S. Patrice. C'est maintenant le lycée, et le nom du collége des Bons-Enfants s'est perpétué à travers les âges, par l'inscription : *Collegium Bonorum Puererum*, que l'on peut lire encore de nos jours.

et ils devaient garder le silence pendant la nuit. Il leur était défendu de sortir sans permission, et lorsqu'ils l'avaient obtenue, le maître désignait un compagnon qui ne devait pas les quitter. L'article X prévoit le cas extrême où la caisse de l'économe serait à sec, alors le maître désignera ceux qui seront chargés d'aller mendier par la ville. Ce dernier article a donné lieu à plusieurs historiens de reprocher à notre archevêque son avarice; mais nous ne pouvons partager leur indignation, car chaque époque doit être jugée avec ses mœurs particulières, et la mendicité à laquelle se livraient les écoliers du XIIIe siècle ne peut être assimilée à celle qui se pratique de nos jours.

Nous avons déjà vu dans ce qui précède, à quel point la religion et la piété étaient mises en première ligne pour toute éducation vraiment sérieuse ; continuons l'examen de la constitution d'Ivhelle, et nous verrons que la règle de ces écoliers était peu différente de celle de beaucoup d'ordres religieux. Ils portaient des cappes ou vêtements de couleur grise, toute autre couleur leur était interdite. Il y avait une fois la semaine un chapitre, dans lequel on se révélait mutuellement, en présence du supérieur, ses fautes, ou bien on s'accusait de celles que l'on avaient commises et qui n'avaient pas été remarquées, afin d'en recevoir la pénitence. La règle les obligeait aussi à se donner la discipline tous les soirs, et les femmes étaient soigneusement écartées de leur demeure. Tel est le résumé succinct de ce curieux document qui mériterait d'être étudié d'une manière plus approfondie. Dans la suite Jean de Vienne supprima la mendicité, et combla de ses libéralités cet établissement, son exemple fut suivi par d'autres archevêques ses successeurs, parmi lesquels il faut citer Guy de Roye à la fin du XIVe siècle.

En 1254, sous le pontificat de Thomas de Beaumetz, Albéric-le-Crevé, *Albericus Crepatus*, fonda aussi un collège pour l'entretien et le logement des écoliers pauvres [1]. Ce collège, qui fut dans la suite réuni à l'Université, vit bientôt ses revenus s'augmenter par des libéralités qui lui permirent d'acquérir une certaine importance. Les chanoines de Sailly lui léguèrent toute leur fortune. Plus tard, Etienne de Lyon, comme nous l'apprennent les archives du chapitre, bien que d'une fortune

1. Ce collège se trouvait derrière l'Hôtel-de-Ville, à l'endroit où est maintenant la rue des Ecrevés.

médiocre qu'il devait à la libéralité de quelques fidèles légua, en 1336, au collège des Ecrevés, sa propriété du Mesnil-l'Epinois, à la condition que les revenus en seraient distribués aux écoliers pauvres de cette maison[1].

(*A suivre*).

J. CHARDON,
Curé de Chappes.

1. « Habens quasi nihil de bonis, nisi quod ei pietas fidelium elargitur. » (Arch. du chapitre).

Le souvenir de cette libéralité se retrouve encore de nos jours, dans le nom d'un lieu dit champ des Ecrevés, ou les Ecrevés, au territoire du petit village du Mesnil-l'Epinois, annexe d'Aussonce, canton de Juniville.

LA FAMILLE DANRÉ D'ARMANCY

ET

LA ROSIÈRE DE SALENCY

La famille Danré est d'ancienne souche Soissonnaise ; l'incendie de l'hôtel-de-ville arrivé en 1600 a détruit malheureusement tous les registres de l'état-civil et ne permet pas de remonter sa filiation au-dela de Charles Danré qui vivait à Soissons à la fin du XVIe siècle et eut trois fils, d'après le contrat de mariage de son petit-fils, nommé Charles, comme lui :

1° Robert, qui suit.

2° Claude, qualifié audit contrat de mariage (1669) bourgeois de Soissons.

3° Nicolas, receveur de l'abbaye Vaux de Castille (1669), lequel eut un fils. Charles Danré, seigneur de Blanzy[1], avocat au parlement de Paris, marié à Suzanne Morillon, de Paris, d'où : Louis-Claude Danré de Blanzy, né en 1710, avocat au parlement, lequel passa au Canada comme conseiller secrétaire du roi notaire, charge qu'il exerça jusqu'à la conquète de 1753. Il épousa à Montréal, le 23 novembre 1737, Suzanne du Bourgue, fille de Denis, seigneur de Clerin, lieutenant d'infanterie coloniale, aide-major de la place de Montréal, et de Jeanne de Selle du Clos.

II. Robert Danré, bourgeois de Soissons, mort avant 1669, avait épousé Anne du Chesne, qui avait pour oncles : Antoine du Chesne, conseiller du roi enquesteur et examinateur au baillage de la Ferté-Milon ; — Nicolas du Chesne, chevalier du guêt à Soissons ; — François du Chesne, chanoine de Soissons et conseiller au présidial. Elle était par conséquent très proche parente de notre grand poète Racine qui, dans ses lettres à sa sœur, de 1661 et 1662[2], parle souvent de son oncle Duchesne

1. Commune de l'Aisne, canton de Braisne.

2. *Lettres inédites de Racine*, publiées par l'abbé de la Roque. 1 vol. in-8°, Hachette, 1862.

« et de son cousin du Chesne[1]. » Robert Danré, eut : 1° Charles qui suit ; 2° Marie, femme de Antoine Racquet, dont le fils devient président trésorier de France à Soissons ; 3° et 4° Françoise et Elisabeth, religieuses à l'abbaye de Longpré.

III. Charles Danré, qualifié écuyer dans son contrat de mariage, en 1643, conseiller au baillage royal provincial et présidial de Soissons, puis nommé par brevet du 7 décembre 1673 conseiller du roi, procureur au bureau des finances de la généralité de Soissons, charge achetée moyennant 25,000 livres à Jean de Boisseret, marquis de Sainte-Marie, procureur du roi honoraire par lettres-patentes du 17 novembre 1692, après une longue maladie qui lui rendit la continuation de ces fonctions impossible : « Voulant traiter favorablement, portent les lettres-patentes, ledit Sr Charles Danré et luy donner des marques de la satisfaction que nous avons des services qu'il nous a rendus et exciter le Sr François Danré, son fils, de nous les continuer avec le même zèle, fidélité et affection, nous lui avans accordé et accordons de se dire et qualifier toujours comme notre procureur de roi... »

Charles Danré épousa en 1res noces, le 9 avril 1669, à Soissons, Marie-Anne Racquet, fille de François Racquet[2] et de

1. En 1697, la famille était représentée par Nicolas du Chesne, chanoine et écolat ; — François du Chesne, conseiller du roi, assesseur en l'hôtel-de-ville de Soisson ; — Samson du Chesne, conseiller au présidial ; — Claude, chanoine de la cathédrale de Saint-Pierre de Soissons. — Armes : d'azur à 3 glands d'or, avec une étoile d'argent en abyme. — Lors de la recherche des faux nobles, en 1661, l'intendant Dorieux constate que la noblesse de la famille était prouvée depuis 1541 et ses membres qualifiés écuyers. (*Armorial de l'élection de Soissons*, avec les notes de l'intendant Dorieux, in-8°, Paris, Aubry, 1866). — Nous devons à M. Lecomte, notaire à Donnemarie et qui a travaillé tout particulièrement l'histoire de la généalogie de Racine, les détails suivants très-précis :

Racine était fils de Jeanne Sconnin, l'un des onze enfants de Pierre Sconnin, procureur du roi aux eaux et forêts et commissaire-examinateur à la Ferté-Milon. Une sœur de la mère de Racine, Anne Sconnin, épousa le 21 février 1628 Antoine du Chesne, originaire de Soissons, avocat de parlement au baillage de Chauny, puis successeur de son père dans sa charge ; veuf le 2 octobre 1667, il mourut à 84 ans, le 12 mai 1687. De cette union naquirent : Claude, Samson et Jeanne, femme de Pierre Parmentier, greffier du baillage royal de Chauny (février 1660). Racine parle dans une lettre du 4 mars, de la célébration de ce mariage dont sont descendus les Parent de Moiron.

Donc madame Danré était la propre nièce de l'oncle par alliance de notre grand poète.

2. Bonne famille de Soissons. Jeanne Racquet avait pour frères : Christophe Racquet, chanoine de la cathédrale ; Antoine Racquet, bourgeois de Soissons (dont le fils Robert était en 1697 président trésorier de France au

Marie Girault ; — et en 2e noces, aussi à Soissons, le 11 décembre 1677, Marie-Anne Morant, fille d'Etienne Morant[1], écuyer, conseiller du roi, lieutenant criminel au présidial, et de Marie Turlut[2].

Du premier lit :

1. François, auteur de la branche des seigneurs de Salency.

2. Jean-François, seigneur de Blanzy (1671), mort sans alliance, le 6 mars 1751, à Soissons, conseiller au présidial.

Du second lit :

3. Samson qui suit.

IV. Samson Danré, écuyer, seigneur d'Armancy[3], Loupeigne[4], Blanzy, né le 29 janvier 1686, devint conseiller du roi et son procureur au bureau des finances de Soissons par la démission de son frère, M. de Salency, qui lui céda cette charge pour 34,000 livres ; il fut nommé le 14 mai 1712. Des lettres-patentes de vétérance lui furent accordées le 8 mars 1761 avec le titre de procureur honoraire du roi au même siége, voix délibérative aux séances et audiences et rang de président-trésorier et général des finances, « ayant rempli, portant les lettres-patentes, ses fonctions pendant plus de quarante huit années avec tout le zèle, l'application et l'intégrité que l'on a pu désirer. » Il avait épousé à Reims, le 6 mars 1714, Marie-Anne Willot, dame de Guyonnet[5], fille de Henri Willot[6], écuyer,

bureau des finances de Soissons); pour sœur, Marie Racquet, femme de Bernard Buirette, lieutenant criminel au présidial. — Le frère de son père, Samson Racquet était conseiller au présidial. — D'azur à trois raquettes d'or, 2 et 1.

1. Etienne Morant était fils de Simon, conseiller du roi, controleur du grenier à sel de Soissons, et de Claude Thévenet ; son frère était chanoine de la cathédrale. — D'argent à une tête de more de sable, tortillée d'argent percée de deux fléches de sable en sautoir.

2. Marie Turlut était fille de Henri Turlut, écuyer, conseiller du roi, lieutenant en l'élection de Soissons, et de Charlotte de Pargny, remariée à Pierre Tabouret, chevalier du guêt dans cette ville. Le frère de Marie avait succédé à la charge paternelle.

3. Fief sur la commune de Loupeigne.

4. Aisne, canton d'Oulchy. Le château appartient à M. de Blavette, petit-fils de Mme d'Armancy.

5. Mlle Willot reçut en dot la ferme de Versigny près de Nanteuil-le-Haudoin, et le fief de Guyonnet.

6. La famille Willot est issue de Jean Willot, conseiller et médecin du roi René d'Anjou en 1440, et a été amenée à Reims avec le cardinal de Guise au milieu du XVI siècle. Louis Willot, conseiller du roi, contrôleur au gre-

conseiller d'honneur au présidial de Reims, et de Anne Le Cœur[1]. Mme d'Armancy hérita dans la suite de son oncle le chanoine Willot du domaine de Courmelois et du fief de la Conge. Elle n'eût qu'un fils.

V. Samson-Marc-Antoine Danré, seigneur d'Armancy, Blanzy, Branges[2], Loupeigne, la Conge, né à Soissons le 15 mars 1722, ayant eu pour parrain Marc-Antoine Turgot, intendant de la province, mort à Reims le 9 février 1808.

M. d'Armancy entra dans les finances, contrairement à l'avis d'une partie de sa famille et notamment de l'abbé Willot; il devint de bonne heure receveur général des traites et gabelles à Reims et demeura en fonctions jusqu'à la Révolution. Il fut question pour lui d'un mariage avec la fille aînée de Louis Racine. Les lettres qui ont été publiées de ce dernier fournissent à ce sujet d'intéressants détails.

Louis Racine était lié avec M. d'Armancy, probablement à cause de l'alliance dont nous avons parlé. « J'ai communiqué à M. et à Mme d'Armancy, écrit-il à sa femme le 6 mars 1745, votre lettre du 1er; elle leur a causé une extrême satisfaction et ils m'ont paru sensibles à tous vos sentiments pour eux. Mme d'Armancy m'a fait entendre que son fils aurait un jour plus de 200,000 livres. Il s'agit d'abord d'avoir l'agrément de l'abbé Huiliot qui ne paraît pas content que son neveu ait pris le parti des emplois de finance; peut-être cet arrangement lui plaira davantage. » Cette négociation se prolongea pendant deux mois, mais sans suite, malgré l'insistance de Racine, et le 8 mai 1746, M. d'Armancy épousa à Reims, Marie-Anne-

nier à sel de Reims, acheta les 2 avril et 10 mai 1625 le domaine de Courmelois. Son fils hérita de la charge paternelle; il vivait en 1649 avec sa femme Apolline Auger qui lui donna : — Henri, dont nous venons de parler; Louis, lieutenant criminel au présidial de Reims; Marie, femme de Pierre Pinguis, écuyer, élu à Reims.

Henri Willot fut d'abord contrôleur au grenier à sel et acquit en 1703 la charge de conseiller d'honneur au présidial; il habitait Courmelois qu'il agrandit considérablement. Son fils, Henri-Louis, fut reçu chanoine de la cathédrale de Reims le 11 septembre 1736; il devint écolâtre et mourut en 1777. Il habita Courmelois où il fit ériger une chapelle castrale par décret de l'archevêque du mois de septembre 1742; il obtint aussi l'érection du bois de la Conge sur ce territoire, en fief de haute, moyenne et basse justice par l'abbé de St Basle, le 17 avril 1741. — D'azur à trois étoiles d'or, 2-1, au croissant de même en abyme.

1. Ancienne famille bourgeoise de Reims.

2. Aisne, canton d'Oulchy.

Andrienne de Bourgogne[1], fille de Pierre-François de Bourgogne, écuyer, conseiller en la cour des monnaies de Lyon, et de Marie-Anne Le Doulx[2].

M. d'Armancy fit de nombreuses libéralités à Reims. La plus importante est la fondation de l'école gratuite des Frères de la Doctrine chrétienne avec salle d'asile de la paroisse Saint-Pierre, en 1782, moyennant une dotation de 26,394 livres, rapportant 850 livres pour le traitement de deux frères maîtres et en décidant que le surplus annuel serait employé à faire apprendre un métier à l'enfant le plus pauvre et le plus méritant. Il fit don de la chaire de l'église Saint-Pierre-le-Viel, qui est actuellement dans la cathédrale, et de burettes de vermeil conservées dans le trésor de cette église.

Il laissa :

1° Pierre-François Samson, qui suit.

2° Marie, mariée à Evrard L'Escabotte de Beaufort, écuyer, président trésorier de France au bureau des finances de Sois-

1. La famille Bourgogne ou Bourgongne fut anoblie par lettres-patentes du duc de Lorraine du 20 septembre 1464. Elle forma plusieurs rameaux. Le premier se fixa en Brie, où il possédait la seigneurie de Mautour et s'éteignit au siècle dernier en trois frères : l'un commissaire des guerres, l'autre abbé de Montier-en-l'Isle, le dernier capitaine au régiment Toulouse. Le second rameau s'établit à Neufchâteau en Lorraine et finit au XVIIIe siècle également en Jean, capitaine au régiment Empereur. Le troisième passa à Reims à la fin du XVIe siècle et fut maintenu par lettres-patentes du 20 septembre 1757. Ses membres paraissent dès le milieu du XVIIe siècle dans l'échevinage rémois et contractèrent les alliances les plus distinguées. — Nicolas Bourgogne, échevin en 1654, épousa Claude Favart (des Favart d'Herbigny) et en eut plusieurs enfants. (D'argent à la face ondée accompagnée d'un croissant et d'une ancre couchée d'azur). L'un d'eux, Pierre-François, conseiller du roi en la cour des monnaies de Lyon, puis receveur général des gabelles, mourut à Lyon le 21 octobre 1757, ayant épousé à Reims, en 1735, Marie-Anne Le Doulx, d'où : Simon, sieur de Croyères, lieutenant au régiment de Condé; Marie-Nicolas (1724-1805), chanoine de Reims (1745), conseiller au parlement de Paris (1755), abbé de Sablonceaux (1784); Raoul, sieur de Menneville, brigadier de cavalerie (1 mars 1780), chevalier de S. Louis (1758); Mme d'Armancy. — La famille s'est éteinte dans les mâles en 1869 dans la famille Henryot de Reims. — De sable à 6 billettes d'or, 3-2 et 1, au chef d'or.

2. La famille Le Doulx paraît à Reims à la fin du XVIe siècle. Claude-François, conseiller secrétaire du roi et receveur général des gabelles, épousa Marie-Anne Fillion (1732); une fille épousa M. de Bourgogne et une autre M. Aubert, s^r du Godard, receveur des tailles, dont sont issus les Jourdain de Muizon, Aubert de la Condamine de Lescure et Lespagnol de Chanteloup.

La famille Fillion appartient à l'ancienne bourgeoisie rémoise. Le père de Mme Le Doulx était secrétaire du roi (1700), et sa mère une Halma, d'une famille protestante de Sedan, issue de fameux imprimeurs de Rotterdam. M. Filion de Villermeur, mentionné comme cousin dans le contrat de mariage, était fermier général du roi.

sons ; morte en 1775, laissant un fils qui épousa Mlle Héricart de Thury, et deux filles : Mme Loisson de Guinaumont et Mme Clément de Blavette.

3° Anne Salvate, épousa le 20 septembre 1790, à Courmelois, Louis-Marie Chrisostôme, baron des Lyons [1], capitaine au régiment Auxerrois, lieutenant des maréchaux de France, chevalier de Saint-Louis, seigneur de Berles, Montier, Chiviescourt, auteur de divers mémoires politique et historiques publiés en un volume in-8°, publié à Liège en 1783, veuf en 1804.

VI. Samson-Pierre-François Danré, chevalier, seigneur d'Armancy, de Loupeigne, Branges, La Conge, dit M. de Loupeigne, né le 30 janvier 1751, mort à Reims le 20 mars 1827. Il succéda en 1784 à son père comme receveur général des traites et gabelles et venait de traiter d'une charge de fermier général à la veille de la Révolution : il y perdit son cautionnement. Pendant toute la période révolutionnaire il demeura dans sa terre de Courmelois où il fut élu maire, fonction qu'il conserva jusqu'à sa mort. Le 28 juillet 1777, il épousa à Valenciennes Anne-Eléonore Quentine de Clozier, fille de Philippe, écuyer, seigneur d'Ino, lieutenant général d'épée au présidial de Châlons, et de Marguerite Godet de Vadenay, laquelle mourut à Reims le 4 avril 1820, ayant eu :

1. Marie-Antoinette-Marguerite, mademoiselle de Loupeigne, née le 16 mai 1778, morte le 26 mai 1853 à Courmelois, ayant épousé en 1797 Félix Deu de Vieux-Dampierre [2].

2. Lise-Marie, mademoiselle d'Amancy, née en 1780, mariée à M. Cliquot de Toussicourt [3], morte en 1811.

3. Marie-Andrée-Remiette, mademoiselle de Branges, née en 1781, mariée à M. de Carpentier de Juvigny [4], mort le 25 février 1817 [5].

1. La famille des Lyons était de la première noblesse de Picardie. Elle remonte à Milet des Lyons, marié en 1265 et à produit deux grands maîtres dans l'artillerie. — D'argent à 4 lions de sable, armés et lampassés de gueule, 2 et 2.

2. Voir sur cette maison la notice sur la famille Godet, précédemment publiée par la *Revue*.

3. Famille rémoise fort ancienne. Le père de M. de Toussicourt était conseiller secrétaire du roi. — Toussicourt est un château près d'Hermonville.— De gueules à 3 fers de pique d'argent.

4. Ancienne famille noble de Normandie, établie au XVIe siècle à Saint-Quentin, puis à Soissons.— D'azur au chevron d'or accompagné de 2 étoiles et un croisssnt d'argent.

5. Laissant deux fils mariés et Mme Moucheton de Gerbrois.

I. La famille de Clozier était une des plus considérables de Châlons où vivait, en 1530, Pierre Clozier, qualifié « noble homme. » Son fils, nommé Pierre également, épousa Marie Josseteau (d'une famille ancienne de Reims : une de ses sœurs épousa Jean Colbert, garde des sceaux du baillage de Vermandois ; une autre, Lancelot de la Salle [1], écuyer : elle fut la trisayeule du bienheureux de la Salle, fondateur des Frères de la Doctrine chrétienne. — (D'azur à la face ondée, accompagnée de 3 croissants d'or). — Mort avant 1594. Il laissa :

II. Pierre de Clozier, écuyer, seigneur de Juvigny, Puitz, marié en en 1594 à Philippe le Duc [2], fille de Pierre, seigneur de Compertrix et de Blanche d'Aoust [3], d'où : Pierre. — Jean, seigneur de Juvigny, dont il fit bâtir le château, et de La Veuve, gentilhomme de la chambre du roi, conducteur général de la cavalerie légère, chargé de missions militaires à Mayence en 1652, en Wurtemberg en 1659, mort en 1662 à Juvigny, laissant de Catherine Hennequin [4], fille de Nicolas, seigneur de Cramant, et de Perette Oulry [5], un fils, gentilhomme de la chambre, mort sans alliance en 1702, et une fille, mariée à Louis Thiboust de Bercy, comte de La Chapelle. — Claude, femme de Charles Roland, conseiller au parlement de Metz [6]. — Marie, femme de Hugues de Châtillon [7], seigneur de Contault.

III. Pierre de Clozier, seigneur d'Ino, Puitz, écuyer, contrôleur général des finances, lieutenant de ville à Châlons, assassiné dans l'émeute des sergiers, qu'il cherchait à calmer, le 13 septembre 1657. Il épousa Anne Marlot [8], fille unique de Pierre, bourgeois de Reims, et de Marie d'Origny [9], d'où Philippe-Madeleine, mariée à Pierre Beaugier [10], sci-

1. Famille noble originaire de Navarre, venue à Reims à la fin du XVIe siècle, éteinte dans notre siècle.

2. Famille noble de Châlons connue depuis le XVIe siècle. — Pierre, lieutenant de ville en 1645. — D'azur au chevron d'or, accompagné en chef de 2 roses et en pointe d'une croix tréflée d'or.

3. Originaire de Picardie : à Châlons au XVIe siècle. — Daniel d'Aoust figure comme seigneur de Coolus au rôle des nobles possédant fiefs au baillage de Vitry en 1597. — De gueules à la colombe tenant un rameau d'olivier, le tout d'argent.

4. Famille de Troyes anoblie au XVe siècle.

5. Famille de la bourgeoisie châlonnaise, connue dès le milieu du XVIe siècle.

6. D'argent à la face de gueules, chargée de 3 besans d'or.

7. Famille noble de Châlons à laquelle appartenait le célèbre Châtillon, ingénieur en chef des fortifications de la Champagne, auteur des vues des villes de France au XVIIe siècle. — D'azur à 3 haches d'or, emmanchées d'argent, 2-1.

8. Famille ancienne de Reims, auquel elle a donné un savant historien. — D'or à 3 merlettes de sable.

9. Famille noble de Vermandois, remontant au XIIIe siècle ; venue à Reims au XVIe siècle. Nombreuses branches. La dernière, des seigneurs d'Agny et Recy, récemment éteinte. — D'argent à la croix ancée de sable, chargée en cœur d'un losange d'argent.

10. Famille noble de Châlons. De ce mariage naquit l'historien de la

gneur de Bignipont. — Anne, mariée en 1635 à Pierre Gruyn de Valgrand, conseiller au grand conseil; leur fille épousa le comte de Montberon, chevalier des Ordres, capitaine-lieutenant des mousquetaires, et leur petite-fille le frère du duc de Guines. — Jeanne, femme en 1666 de Jean de Poiresson[1], seigneur de Chamarande, d'où la marquise de Rose. — Marie, unie le 28 juin 1655 à Jean Leclerc, seigneur de Morains[2]. — Catherine, à Jean-Baptiste Roland, grand-maître des Eaux et Forêts à Metz.

IV. Philippe de Clozier, écuyer, seigneur de Puitz, Ino, Soulières, cornette au régiment du Roi, puis écuyer de la Grande-Ecurie, mort à Châlons le 5 décembre 1685, ayant eu de Blanche Billet[3], fille de Germain, seigneur de Maljouy, et de Perette de Bar[4]. — Philippe-Jean, seigneur de Fortelles, receveur général des fermes à Bordeaux, où il épousa Mlle de la Gerbe, dont un fils receveur de fermes, un autre prêtre et deux filles mariées à M. Pasquier de Franclieux et à M. de Sistac. — Germain-Louis qui forma la branche de Puitz; il fut lieutenant-général d'épée au présidial de Châlons (1728); sa descendance finit au milieu du XIXe siècle en un fils, officier supérieur et chevalier de Saint-Louis.

Champagne. — D'azur au chevron d'or, accompagné de 3 étoiles de même, 2-1, surmonté d'une croix lorraine d'or.

1. Famille noble du Bassigny.

2. La famille Leclerc remonte à Châlons en 1599 à Jean, trésorier des finances : une de ses petites-filles épousa M. Larcher de Pocancy et fut l'aïeule de la femme du marquis d'Argenson, ministre de la guerre, morte en 1752. — Son fils épousa Mlle de Clozier. Leur petit-fils, président trésorier de France, épousa Mlle Le Moyne de Villarsy (d'argent à la bande de gueules, accompagnée en chef de 3 mouchetures d'hermines et en pointe d'un fer a moulin de sable entre 2 épis au naturel), dont il eut : André, seigneur d'Herpont, trésorier de France, père avec Mlle de Papillon (d'argent à 3 papillons de sinople, 2-1) de la comtesse de Vignacourt-Morimont. — Blanche, femme du président Morel, d'où la comtesse du Bois de Riocour.— Benoît, seigneur de Morains et Nuisement, lieutenant général d'épée au présidial, marié à Marie Lallemant (de sable au chevron d'or, accompagné de 3 étoiles, celle en pointe sommée d'un besan d'or), d'où : Mme de Vieux Dampierre; la comtesse de Chieza de Servignasco ; Mme de Pinteville d'Oger, d'où Mme d'Avrainville et la comtesse de Raymond. (D'or au chevron d'azur, accompagné de 3 roses de gueules, feuillées de sinoples). — Les Leclerc, marquis de Tremblay, dont était l'Eminence grise, le fameux père Joseph était une branche des Leclerc de Morains.

3. Cette famille, alors protestante, paraît à Châlons au milieu du XVIe siècle; elle rentra à la génération suivante dans le catholicisme et ses membres occupèrent constamment les plus hautes charges de la ville et de la finance. — D'azur au chevron d'argent, accompagné en chef de 2 moulinets de même, enmanchés d'or et en pointe d'une épée d'or.

4. Ancienne famille de Châlons. Henri de Bar était capitaine royal à Châlons en 1356. — D'argent à la face de sable, surmontée de 3 losanges de gueules, rangées en chef.

V. Philippe de Clozier, écuyer, seigneur de Soulières, Ino, Chouilly, où il passait l'été, président trésorier de France à Châlons ; il épousa Marie Taverne, fille de Louis, seigneur de Morvillier, et de Anne de Cappy[1], et n'eut pas d'enfants.

VI. Germain de Clozier, écuyer, seigneur desdits lieux, capitaine au régiment Dauphin, chevalier de Saint-Louis, blessé mortellement à la bataille de la Sessia (1734) Il eut de Agnès Sebille, fille de François[2], seigneur de Bajacourt, et de Marie Cachapt[3], deux fils officiers au régiment Dauphin.

VII. Philipppe-Simon de Clozier, écuyer, seigneur desdits lieux, lieutenant-général d'épée au présidial de Châlons, marié à Marguerite Godet de Vadenay[4], veuve en 1759 et remariée à Bonaventure du Bois, seigneur de Chantereine, écuyer, commissaire ordonnateur des guerres, dont elle eut la comtesse de Salces d'Apremont.

Armes : D'argent au chevron de gueules, accompagné de 2 croissants de même en chef et en pointe d'une merlette de sable, posé sur un rameau d'olivier de sinople. (Maintenue de l'intendant Larche, novembre 1699).

(*A suivre*). H. B.

1. Famille d'ancienne noblesse, éteinte dans les Bruneteau de Sainte-Suzanne.

2. Ancienne famille châlonnaise. — D'azur au chevron d'or, surmonté d'un croissant d'argent, accompagné de 2 étoiles d'or et une rose d'argent.

3. Famille de la bourgeoisie châlonnaise. — D'azur au chevron d'or, surmonté de 3 étoiles d'argent, accompagné en pointe d'une branche de laurier de même, boutonnée de gueules.

4. Voir l'histoire de cette famille, tom. III de la *Revue*, p. 426.

L'ABBAYE DE SAINT-BASLE DE VERZY

PENDANT LA RÉVOLUTION

V

Dieu permit au bout de dix-sept mois que saint Basle ne resta plus dans l'obscurité : il inspira par un songe à une personne d'aller déterrer ce précieux saint ; on partit à trois le samedi saint entre onze heures et minuit, le 4 avril 1795. Il faisait le plus beau temps qui se puisse, et clair, étant à moitié découvert. Le temps s'obscurcit à n'en plus pouvoir travailler. Les trois hommes bien effrayés ont demandé à Dieu et au précieux saint miséricorde et de leur envoyer la lumière : aussitôt il apparut une clarté au-dessus de la fosse sans pouvoir savoir ce qu'était cette clarté, mais brillant comme le soleil. On sortit de terre ce précieux trésor qui pesait pour le moins 300, à cause de l'humidité : deux des trois l'ont pris dessus leurs épaules ; on partit chez J.-B. Protart pour le nettoyer et le rapproprier, vu le laps de temps qu'elles avaient été en terre.

Après que ces dites châsses aient été bien nettoyées et remises en couleur par ledit Protart, le sieur Barthelmy, curé provisoire de la commune de Verzy, a remis les ossements dans des suaires nouveaux et remis dans les châsses ; on a dressé procès-verbal des témoins qui le signèrent et qui se trouve dans la châsse actuellement avec l'autorisation de l'évêque du département de la Marne.

Copie du procès-verbal inséré dans la grande châsse :

« L'an III de la République française, le 15 germinal, 4 avril 1795 (vieux style), a été déterrée entre 11 heures et minuit, la châsse du bienheureux saint Basle par J.-B. Protart, âgé de 28 ans, natif de Verzy ; et Rémy Camus, âgé de 55 ans, natif dudit Verzy ; et Edouard Colin, dit Potvin, âgé de 40 ans, natif de Chaignon, paroisse de Champloit en Poitou, diocèse de Limoges, lesquels certifient l'avoir trouvée dans le cimetière de Verzy avec tous les ossements qu'on y avait laissés par ordre de la municipalité dudit Verzy le jour de son enterrement, qui a été le XI frimaire, an IIe de la République fran-

* Voir page 428, tome VIII, de la *Revue de Champagne*

çaise (1er décembre 1793, vieux style) ; laquelle châsse, après son déterrement, a été déposée pour y être nettoyée et rappropriée, vu le délabrement qu'elle était après avoir été seize mois dans la terre ; elle a été nettoyée par Remi Camus, Jean-Baptiste Protart et Léonard Colin et Eloy Frenet, et remise en couleur par J.-B. Protart. Après les ossements ont été remis dans un linceuil blanc qui a été donné par Pierre Didier et Jeanne Durand, sa femme, en présence des personnes ci-après nommées qui ont été témoins et ont signé avec nous le présent procès-verbal le 23 germinal de l'an III de la République française (12 avril 1795, vieux style), excepté ledit Colin qui a déclaré ne savoir signer : J.-B. Protart, R. Camus, Jean-Pierre Lagarde, Eloy Frenet, François Champenois, J.-B. Oudard, J.-B. Dupressoir, fils de Sébastien, J.-B. Pierlot, de Villers-Marmery. »

Après que ladite châsse eut été nettoyée et remise en couleur, le sieur Barthelmy, curé provisoire de la commune de de Verzy, a écrit au citoyen évêque pour avoir la permission de la transférer à l'église de sa paroisse et il l'a obtenue.

Copie de l'autorisation ecclésiastique donnée par le citoyen évêque pour exposer les reliques de saint Basle dans l'église de Verzy, laquelle autorisation a été déposée suivant l'ordonnance sur les ossements qui composent les susdites reliques.

« Vu par nous, évêque métropolitain du département de la Marne, la pétition des citoyens catholiques de la commune de Verzy, tendant à obtenir de nous la permission de replacer dans leur église les anciennes reliques de saint Basle que la municipalité dudit Verzy avait fait inhumer le XI frimaire an 2e de l'ère républicaine (1er décembre 1793, vieux style), et qui ont été relevées de terre par la piété de quelques habitans et transportées dans la maison du citoyen J.-B. Protart le 23 germinal an III de l'ère républicaine (12 avril 1795, vieux style) ; vu pareillement les lettres et procès-verbaux qui constatent l'identité de ces saintes reliques avec celles qui avant l'interruption du culte étaient exposées à la vénération des fidèles dans l'église du même lieu ; — après en avoir conféré avec mes vénérables frères, les membres de notre presbytère, nous reconnaissons lesdites reliques pour authentiques ; nous permettons qu'elles soient transférées de la maison du citoyen Protart dans l'église de la paroisse de Verzy, et qu'elles soient exposées à la vénération des chrétiens, et nous invitons les habitants dudit Verzy à se renfermer strictement pour la cé-

rémonie de cette translation dans les bornes prescrites par les lois relatives au culte, lesquelles n'en permettent l'exercice solennel que dans les lieux consacrés à cet usage. C'est à la piété des fidèles à suppléer par la sainteté de leurs dispositions, par la pureté de leurs hommages à la pompe extérieure qu'ils ne pourraient donner à cette consolante translation, et ce sera surtout en s'attachant à imiter les vertus des saints qu'ils auront trouvé le véritable secret de les honorer ; et sera notre présente permission déposée en original sur les ossements qui composent les susdites reliques. Donné à Champigny près Reims, le 7 thermidor an III de la République française (25 juillet 1795), sous notre seing et celui des membres de notre presbytère, et sous le contre-seing de notre sécrétaire. Et ont signé à l'original : Nicolas Diot, évêque métropolitain du département de la Marne ; Courtin, curé de Saint-André à Reims ; Serain, curé de Saint-Remy, de Reims, et par ordonnance : Bouré, premier secrétaire.

VI

Transfération (sic) *des châsses à l'église de Verzy le 9 août* 1795.

Les habitants de Verzy ayant reçu la permission de Mgr l'évêque pour transférer les susdites châsses à l'église, la municipalité ayant donné ordre à la garde nationale de se mettre sous les armes, accompagnée de tous les habitants, l'on a été chercher ces précieuses reliques chez le citoyen J.-B. Protard en grande cérémonie, et le clergé qui attendait ces pieuses reliques aux portes de l'église, l'on a chanté grande messe, la messe des saints abbés, *legens statuit*, les châsses ont été portées par les femmes et filles qui les avaient descendus du couvent ; mémoire de la translation de ces châsses dans la paroisse de Verzy tous les ans, quinze jours après les fêtes de Pâques. Les habitants de Verzy font une fête le lendemain du *Pastor bonus* à l'intention de ces précieuses reliques, et on les porte en procession ce jour-là, et on les expose sur des tréteaux au-devant du portail où elles ont été enterrées, et de là reportées en l'église non pas par des femmes, mais par six hommes qui ont continué de la porter ; la petite châsse est portée par quatre filles, et quatre autres à côté, tenant chacune un cierge : elles sont choisies entre celles qui l'ont descendu du couvent. Voilà la cloture de nos précieuses reliques que nous honorons respectueusement.

Oraison à notre grand protecteur :

« Bienheureux saint Basle, dont bien des habitants de notre commune ont le bonheur de porter votre saint nom, daignez, s'il vous plaît, leur accorder par votre sainte intercession ce dont ils ont besoin, à nous pareillement qui ne cessons de réclamer votre saint nom. Divin protecteur, ne nous abandonnez pas, nous qui sommes vos plus zélés serviteurs et ne nous refusez pas votre divin secours. Amen. »

VII

Le couvent de Saint-Basle fut dans tous les temps d'une grande ressource à Verzy : il y avait dans le couvent tous les dimanches une messe basse à 6 heures, et l'on faisait l'eau bénite pour les voyageurs et pour les communes voisines ; à 9 heures 1/2 on sonnait la grand'messe. A 10 heures la préparation et de suite on sonnait l'entrée du chœur. La messe basse se disait tous les jours comme les dimanches et fêtes.

L'auteur veut bien donner au public une petite description des alentours du couvent qui lui était d'une grande ressource. Il y avait une grande porte qui donnait sur les bois, qui était gardée par deux dogues qui en défendaient bien l'entrée. Cette porte donnait sur une allée qui conduisait à Villers et à Trépail ; au bout de cette allée, il y avait une croix que l'on nommait la croix rouge [1]. Quittant cette croix, on pouvait entrer dans le bois et on y voyait des arbres qu'on appelle des faux, hêtres qui sont à la hauteur de 15 ou 20 pieds de terre, les branches serpentent et retombent en bas en forme de parapluie : là, bien des gens aisés viennent des environs pour prendre le frais dans l'été et y font des excellentes collations en y buvant une bonne bouteille de vin de Champagne. Verzy s'en amusait quelquefois : il y a des gens aisés partout.

Ecarté un peu du couvent, revenons un peu plus près : à 15 ou 16 toises du couvent, il y a un étang appelé l'étang Ballois, là où les religieux conservaient du poisson ; à ce même étang était une vanne par laquelle on lachait l'eau qui venait abondamment, par des conduits, fournir l'eau à la cuisine du couvent et à un réservoir qui était dans leur cloitre, là où ils conservaient le poisson qui leur servait tous les jours. Ce réservoir renvoyait l'eau par un conduit à la distance de 10 toises, à la dépense, et qui fournissait de l'eau pour le réfec-

1. On a élevé une semblable à la même place.

toire qui était à côté, là où celui qui a l'honneur d'en faire la description au lecteur, la passait à ces messieurs de quoi leur passer sous leur nez. Passant à la distance de 10 à 12 toises des murs dudit couvent, était une citerne que l'on nomme la fontaine Sainte-Restitue [1], qui vient se rendre à l'entrée de la grande porte, porte par où Verzy prend son entrée pour venir entendre la messe. A côté de cette porte en y entrant, à main gauche, est une espèce de caveau là où cette fontaine vient se rendre et fournit une abondance d'eau au couvent et aux passants. Cette fontaine renvoie son eau par un conduit qui passe dans la nef de l'église sous le tombeau de saint Basle, et allait se rendre, en passant sous le chœur à un autre caveau, à un petit puits qu'ils avaient dans ce caveau.

Ce caveau renfermait une chapelle qui se nommait la chapelle de la Sainte-Vierge. Souvent on y disait la messe.

L'eau de ce puits dont j'ai parlé servait de l'eau pour la chapelle et la sacristie de l'église qui était à côté dudit caveau, et de la chapelle de Saint-Benoît, où l'on disait la messe tous les jours à 6 heures.

Sortons du couvent, et en sortant il se trouvait une grande place là où on faisait la foire, tous les ans une très-belle foire. L'on y trouvait tout ce que l'on y pouvait désirer : il y avait, en haut de cette place, un bouquet d'arbres de toute beauté, là où les cabaretiers débitaient leurs vins. A côté de ce bouquet d'arbres était un petit bal pour divertir les jeunes gens des environs qui y venaient en foule ; les uns y venaient pour se récréer, et les gens pieux y venaient en pèlerinage : il y avait de l'ordre ce jour-là dans la foire. Les gendarmes ne manquaient pas d'y venir tous les ans et y mettaient le bon ordre. Cette foire se fait à présent au village de Verzy le jour du *Pastor bonus*, quinze jours après la fête de Pâques, qui est le même pèlerinage que ci-devant [2].

1. Les auteurs du *Voyage littéraire des deux Bénédictins*, disent : « On y voit la relique du saint dans une belle châsse d'argent et une fontaine miraculeuse qui sert de médecine aux malades. » Elle aurait été obtenue par la prière du saint : elle existe encore. Le respectable abbé Misset, actuellement curé-doyen, a fait faire en 1852, une nouvelle châsse, représentant en dix tableaux peints les principales scènes de la vie de Basles.

2. Les bâtiments de l'abbaye formaient un vaste parallélogramme : Beaugier cite la bibliothèque et le dortoir comme particulièrement remarquables. L'église avait été reconstruite à la fin du XIVe siècle : elle se distinguait par deux tours élevées, démolies depuis le commencement de notre siècle. La crypte dont nous possédons les chapiteaux datait de la seconde moitié du Xe siècle.

VIII

La confirmation par Mgr l'archevêque de Reims a eu lieu le 3 juin 1826 ; comme n'ayant pas eu le temps de faire une nouvelle translation des reliques de saint Basle, il l'a remis à la confirmation prochaine.

Cette pieuse cérémonie et changement du suaire de saint Basle en soie violette, a eu lieu aussitôt la confirmation en présence des habitants de Verzy, Verzenay et Villers-Marmery et des municipalités de ces trois communes, du chirurgien et du clergé ; on a déposé un nouveau procès-verbal dans la grande châsse de saint Basle, signé par Mgr l'archevêque et M. Gros, premier chanoine de la cathédrale de Reims, le 7 avril 1829.

Note. — Du 6 octobre 1820, grande cérémonie pour la paroisse de Verzy. Saint Basle fut porté en grand triomphe par Verzy et Verzenay à Saint-Remy de Reims, et avait été reçu en grand triomphe par la ville : on compte 20 à 22,000 âmes pour l'entrée et la sortie de la ville [1]. E. de B.

1. La châsse était solennellement conduite à Reims tous les mercredis après la Pentecôte; on la promenait dans les temps de calamités. Dans ces circonstances elle était portée par les filles des villages de Verzy et de Villers-Marmery. Les comptes du revenu temporel de l'abbaye pour 1542, constate que le procureur payait une rente de 2 quartels de blé aux filles de Courmelois, village voisin, sur la Vesle, « qui sont tenues d'ancienneté et accoustumées d'apporter ung gasteau le jour de mi-caresme au lieu de Saint-Basle, et tenues aussi quand on recoit les uns et les autres audit Courmelois le jour Saint-Martin d'iver pour mondit sieur abbé lui bailler les chaussons, (gateaux) accoustumés. » L'abbaye avait à Courmelois une ferme importante.

LE PRIX GÉNÉRAL DE L'ARQUEBUSE

A CHALONS EN 1754 *

N° 8. — MANTES

Messieurs: De Lorme, capitaine en chef, président; Bara, capitaine-lieutenant et empereur; Hubert, député; Aubry, de Sainte-Manehould; De Lavergne, député; Aubé, empereur; Etienne; Ambroise-Aubé; Aubé, roi; Aubry, de Mantes; Le Comte; Etienne, fils.

N° 9. — LA-FERTÉ-SOUS-JOUARRE

Première Brigade

Messieurs: Bourdoin, de la Barre, capitaine en chef; Buron, capitaine-guidon; Gueuvin, major, député; Dramant; Regnard, le jeune; Gobert.

N° 10. — RETHEL

Messieurs: Du Moulin, capitaine en chef; De (*sic*) Moulin, fils, capitaine-enseigne; Le Double, connétable, député; Philippe; Bouché; Gouge Dauphin.

N° 11. — CHASTEAU-THIERRY

Première Brigade

Messieurs: Jean-Maurice Pinterel, de Louverny, conseiller du roi, premier président, lieutenant général au baillage et siége présidial, capitaine en chef, et président; André Cossé, député; François-Victor le Goix; Nicolas Ozanne; Jean Pétré; Remi-François le Gros; Jean-Pierre Sauvigne.

N° 12. — VITRY-EN-PERTHOIS

Messieurs: Jean Mine; Joseph Monvoisin.

N° 13. — CONDÉ-EN-BRIE

Messieurs: Truet, capitaine en chef, Truet, des Couronnes, connétable; Truet, de la Prairie, secrétaire.

N° 14. — MEAUX

Messieurs: De la Gravière, capitaine-lieutenant; de Mully, capitaine-enseigne; Raullin, député; Castel, député; Aublanc; De Valcourt; Brissot; Mutel; Wollée; De Camp; Gobert; Bernier.

N° 15. — ESTAMPES

Messieurs: messire Adrien-Constant-Esprit-Regnaud de Barres,

* Voir page 368, tome VII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

chevalier, comte de Barres, capitaine-gouverneur et grand bailli pour le roi, des villes, châteaux et duchés d'Estampes, baron de Laaz, seigneur de Villeneuve-sur-Anvers, et autres lieux; ancien capitaine commendant des dragons Wallons de la garde de feuë Sa Majesté Impériale Charles VII; Duvergé; Perrier, empereur, député; Creuzé.

N° 16. — AVIZE

Messieurs: Chausson, aubergiste, capitaine-enseigne; Jacquinet, roi, député; Legé; Chausson.

N° 17. — MELUN

Messieurs: Huteau, capitaine-enseigne; Havart, député; Grumeau; Le Beau; Couturon; Girardin; Rudeau.

N° 18. — NOGENT ET VILLENAUXE

Messieurs: Missonnet, major; Guérard, capitaine-lieutenant; Dufour, lieutenant; Marqueron, sergent-major, député; Guérard, le jeune; Gargam; Bontemps; Audiger, député; De Roussel; Larguillon; L'Abbé; Houillier, capitaine, roi de Villenauxe, seul de sa compagnie.

N° 19. — CHAALONS

Seconde Brigade

Messieurs: Regnauld, capitaine-enseigne; Farochon, marchand, député; Lochet; Cambray, l'aîné; Moignon, père; Le Gros-Collard, député; Andruette; Lallemant.

N° 20. — VERTUS

Première Brigade

Messieurs: Buret, capitaine-enseigne; Maillard, sergent-major, député; De la Barlière; Du Mesnil; Du Dauphin; De Saint-Martin.

N° 21. — REIMS

Première Brigade

Messieurs: De Frison, de Beaumont, capitaine en chef, Bergeronneau, trésorier; De Launoy, major, député; Carton, député; Cornette; Andrieux; Mozet; Jacques Tresson, Godinot; Massonnet; Dubois; Jacquelot; Du Chesne.

N° 22. — SOISSONS

Première Brigade

Messieurs: De Brie, capitaine-lieutenant; Morel, roi, député; Pilloy, député: Sommeret; Regnault.

N° 23. — SAINTE-MANEHOULD

Messieurs: Brissier, seigneur de Fagnières, Breuvery et Marson, lieutenant du grand louvetier de France, capitaine-lieutenant;

Vauthier, ancien maître de la manufacture royale du Cormora, capitaine-enseigne ; Le Maire, roi ; Bourgeois ; Bonjour, député ; Le Serrurier ; Regnard ; De Bonnaire.

N° 24. — DORMANS

Première Brigade

Messieurs. Delalot, capitaine en chef ; Gillet, capitaine-enseigne, Drouët, des Moulins ; La Marine ; Cambray ; Du Sauvage, Salmon ; Le Doux, Dugault ; Richelet, Dumoncel, député.

N° 25. — LAGNY

Messieurs : De Silly, capitaine en chef ; Ferrand, capitaine-lieutenant ; Ramard, capitaine-enseigne ; Rivierre, lieutenant-guidon ; Burreau, sous-lieutenant ; François Pepin, sergent ; Nicolas Pepin, roi ; De Camp ; Dat ; Louis Bureau, secrétaire ; Fontaine ; Bellot ; Gaudenne ; Beaudefort ; Rousseau ; Massé ; Genest.

N° 26, PROVINS ET FÈRE-EN-TARDENOIS

Messieurs : Penet, trésorier ; Garret ; Winchon, capitaine de Fère-en-Tardenois, seul de sa compagnie.

N° 27. — CHARLEVILLE

Messieurs : Carbon, écuyer, capitaine en chef, président ; Taillandier, capitaine-enseigne, empereur ; Chevallier, capitaine-guidon ; Dufresne, major ; Gouilly, empereur ; Bouhon, connétable, député ; Durand, député ; Malpan, député ; Midouz ; Francouaille ; Gaspard Bouhon ; Daudet ; Tilinge ; Despiard ; Lallemant ; Dufresne, fils.

N° 28. — TROYES

Messieurs : De la Huproye, capitaine ; Robiat, capitaine-enseigne ; Desjardins, emperereur, député ; Béchuat, roi ; Chemery, trésorier, député ; Malet ; Grillard ; Lombart ; Rousselot le jeune ; Pichot ; Huguier ; Serqueil.

N° 29. — MONTDIDIER

Messieurs : Duchaussel, capitaine en chet ; Soyers, capitaine-lieutenant ; Sacher, capitaine-enseigne ; Denisart, député.

N° 30. — SAINT-DENIS-ET-BEAUMONT

Messieurs : Brideau, capitaine en chef, président ; Le Vasseur, capitaine-enseigne ; Barat, capitaine-guidon ; Poulain, roi ; Bougry, député ; Le Fèvre, Damet, Chevreton, Damy-la-Ville, Bonnevuë, député ; L'Herbette le jeune ; David, L'Herbette l'aîné ; De la Chaussée de Beaumont, seul de sa compagnie.

N° 31. — CHAALONS

Troisième Brigade

Messieurs : Coqteaulx, roi, Chapiteau, Moignon, fils ; Senart, Bichouart, Berthemy, Collart, le jeune ; Pierre Vanin.

N° 32 — SAINT-DIZIER

Messieurs : Pupin, guidon ; Bernardin, roi ; Deschamps, trésorier ; De Lyoncourt, Bouland, Robert.

N° 33. — LE MESNIL

Messieurs : Pierre Jeannin, capitaine en chef ; Gaspard, Jeannin, lieutenant ; Jean de Bade, roi ; Simon, Moreau.

N° 34. — VITRY-LE-FRANÇOIS

Messieurs : Montmarin, capitaine en chef. Hébert, lieutenant ; Jacquemot, enseigne ; Hébert, roi ; De Convenance, De Chivilon, Cornu, l'aîné ; Morin, Muiron.

N° 35. — JOINVILLE

Messieurs : Collas, Marchand, Dalle, Cosson.

N° 36. — ROSAY-EN-BRIE

Messieurs : Nicolas, Toussaints-Mathieu, Le Brun, bailli de Fontenay et notaire royal au châtelet de Paris, et en celui de Melun, commandant ; Antoine, Courteille, valet de chambre ordinaire du roi, capitaine-enseigne ; Du Breuil, père, roi ; Truret, empereur ; Chanut, député ; Broyart, député ; Dumont, Paroy, Nottaire, secrétaire ; Grandays ; Du Breuil, fils, conestable.

N° 37. — CORBEIL

Messieurs : Piat, capitaine en chef : Richard, capitaine-enseigne ; Bertrand, député ; Chambault, Chevallier,

N° 38. — COULOMMIERS

Messieurs : Le Roi, capitaine en chef ; Bernard, major, député ; Barbier, capitaine-enseigne ; Le Fèvre, roi ; Dallair, Beaurepaire, Collinet.

N° 39. — DORMANS

Seconde Brigade

Messieurs : Aubert, lieutenant ; De Baril, Dumont, d'Hurie-Rosoy, député ; Duval, Servenet.

N° 40. — CHASTEAU-THIERRY

Seconde Brigade

Messieurs : Pintrel de Louverny, garde du corps du roi, capitaine-enseigne ; Fois, Chauvel, député ; Bouveche, sergent ; Gallien, De la Haye, Drouet, Le Seure.

N° 41. — VERTUS

Seconde Brigade

Messieurs : Le Roi, député ; Du Saussoy, De la Garde, De Grand-Ruel, De Bon-Cœur.

N° 42. — CRÉCY-EN-BRIE

Messieurs : Géorges-André, Berrier, avocat au Parlement, conseiller du roi, maître particulier des eaux-et-forêts, et lieutenant-colonel de l'arquebuse ; Morent, roi ; Le Prince, major ; Berrier, l'aîné ; De Bellegarde, Fil-de-Soye.

N° 43. — LA-FERTÉ-SOUS-JOUARRE

Messieurs : Le Clerc, capitaine-enseigne : Renard, l'aîné, député ; Du Bois, Audrichon, Remi.

N° 44. — REIMS

Seconde Brigade

Messieurs : Bouchard, roi ; Henri, empereur, député ; Le Moyne, Frisson, député ; Duchatel, député ; Blondel, Mayeur, Fraisson, Noël, Thibault, Prévost, Henri, Parmentier, Rougeot.

N° 45. — BAR-SUR-AUBE

Messieurs : Clausse de Surmont, conseiller du roi ; receveur titulaire de la ville, capitaine en chef ; Vaillant, enseigne ; Paillard, roi ; Parigot, député ; Millière, député ; Boutillier.

N° 46. — MÉZIÈRES

Messieurs : Déliard, maître particulier des eaux-et-Forêts de Sedan, capitaine en chef ; Tisseron, capitaine-lieutenant ; Hanotin, capitaine-enseigne ; Renotte, député ; Noël, empereur, Coffin, roi ; Michel, Feig, Du Conseil, conestable, député ; Jacquemart, Maffrand, Desloges, député ; Mazy, Maugerard, Chauvet, Mahault.

N° 47. GUIGNES-EN-BRIE

Messieurs : Sevenet, receveur des domaines du comté de Coubert, capitaine en chef ; Fontaine, capitaine-lieutenant ; Roty, lieutenant ; Jason, capitaine-enseigne ; Lambert, Guidon ; Notaire, Feuillet, député.

N° 48. — SOISSONS

Seconde Brigade

Messieurs : Godet, enseigne ; Pennier, empereur ; Godart, Morel, Langlois.

N° 49. — CRÉCY-EN-BRIE

Seconde Brigade

Messieurs : De Lumières, capitaine en chef ; Josselin, capitaine-enseigne : Bertin, capitaine-guidon ; Soudin, Fourier ; Bernier, le jeune ; Le Prince, le jeune.

Noms de Messieurs les Chevaliers qui ont remporté les prix des quatre Pantons, avec la mesure de chaque échantillon

PREMIER PANTON à l'Hôtel de l'Arquebuse

PREMIER PRIX. COULOMMIERS : — Messieurs Le Fèvre, 4 lignes un quart de ligne.

2. REIMS : — Bouchard, 4 lignes et demi-ligne.
3. MÉZIÈRES : — Du Conseil, 6 lignes.
4. DORMANS : — Aubert, 9 lignes.
5. MONTDIDIER : — Soyers, 9 lignes 3 quarts.
6. CONDÉ-EN-BRIE : — Truet-des-Couronnes, 1 point 1 ligne et demi.
7. MANTES : — Thomas-Etienne, 1 point 4 lignes et demi.
8. LAGNY : — Denis de Camp, 1 point 9 lignes et demi.
9. SOISSONS : — Regnault, 1 point 9 lignes 3 quarts.
10. MEAUX : — Costel, 1 point 10 lignes.
11. CHAALONS : — Farochon, Mar, 2 points.
12. VITRY-EN-PERTHOIS : — Montvoisin, 2 points 3 quarts de lignes.
13. REIMS : — Noël, 2 points 1 ligne.
14. SOISSONS : — Godet, 2 points 2 lignes.
15. LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE : — Buron, fils, 2 points 4 lignes.
16. COULOUMIERS : — Beaurepaire, 2 points 5 lignes 1 quart.
17. VERTUS : Maillard, 2 points 5 lignes 3 quarts.
18. SAINT-DENIS : — Dame, fils, 2 points 6 lignes.
19. JOINVILLE : — Pierre Dalle, 2 points 7 lignes.
20. EPERNAY : — De Partelaine, 2 points 7 lignes 1 quart.

SECOND PANTON à la Butte du Jard

PREMIER PRIX. SAINTE-MANEHOULD : — Messieurs Brissier, coup de broche.
2. CRÉCY : — Moreau, 5 lignes.
3. REIMS : — Bergeronneau, 8 lignes 1 quart.
4. REIMS : — Fresson, 9 lignes.
5. VERTUS : — Dumesnil, 11 lignes.
6. COULOMMIERS : — Barbier, 1 point 3 lignes.
7. MELUN : — Girardiere, 1 point 5 lignes.
8. CHAALONS : — Cambray, 1 point 5 lignes et demi.
9. LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE : — Dramar, 1 point 6 lignes 3 quarts.
10. LAGNY : — Massé, 1 point 7 lignes 1 quart.
11. CHASTEAU-THIERRY : — Cassé, 1 point 10 lignes 1 quart.
12. CHAALONS : — Laurent, père : 1 point 10 lignes et demi.
13. MÉZIÈRES : — Cossin, 1 point 11 lignes.
14. REIMS : — Bouchart, 1 point 11 lignes 1 quart.
15. SOISSONS : — Regnault, 2 points.
16. TROYES : — Cogniasse des Jardins, 2 points 1 ligne 3 quarts.
17. REIMS : — Frizon de Beaumont, 2 points 2 lignes 3 quarts.
18. CRÉCY : — Le Prince, le fils ; 2 points 3 lignes.
19. CHASTEAU-THIERRY : — Pétré, 2 points 4 lignes.
20. MEAUX : — Raulin, 2 points 5 lignes.

TROISIÈME PANTON à l'Hôtel de l'Arquebuse

PREMIER PRIX. REIMS : — Messieurs Mayeur, 4 lignes et demi.
2. LAGNY. — Rousseau, 7 lignes.
3. REIMS : — De Launoy, 8 lignes.
4. CHASTEAU-THIERRY : — Cossé, 9 lignes 2 tiers.
5. CHARLEVILLE : — Bouhon, 10 lignes.
6. RETHEL : — Bouchée, 11 lignes 3/4.
7. MÉZIÈRES : — Jacquemart, 1 point et demi ligne.
8. LAGNY : — Pepin, 1 point 3 lignes et demi.
9. REIMS : — Cornette, 1 point 3 lignes 3 quarts.
10. SOISSONS : — Regnault, 1 point 5 lignes 1 quart.
11. La FERTÉ-SOUS-JOUARRE : Gueuvin, 1 point 6 lignes.
12. EPERNAY : — De la Faulx, 1 point 6 lignes et demi.
13. SAINTE-MANEHOULD : — Vauthier, 1 point 6 lignes et demie.
14. VITRI-LE-FRANÇOIS : — Hébert, fils : 1 point 7 lignes.
15. CHAALONS : — Lallemant, 1 point 8 lignes 3 quarts.
16. EPERNAY : — Lochet de Buisson, 2 points et demi ligne.
17. NOGENT-SUR-SEINE : — Gargam, 2 points 3 lignes.
18. EPERNAY : — Cazin, 2 points 3 lignes 3 quarts.
19. CHARLEVILLE : — Gouilly, 2 points 5 lignes.
20. MEAUX : — Gobert, 2 points 7 lignes.

QUATRIÈME PANTON à la Butte du Jard

PREMIER PRIX. CHARLEVILLE : — Messieurs Bouhon, 2 lignes 1 quart.
2. SAINT-DIZIER : — Bouland, 6 lignes 3 quarts.
3. SAINT-DENIS : — Poulain, 7 lignes 2 tiers.
4. REIMS : — Bergeronneau, 8 lignes 1 quart.
5. MÉZIÈRES : — Chauvet, 11 lignes et demie.
6. LAGNY : — Bureau, 11 lignes 3 quarts.
7. REIMS : — Henry, 1 point 1 ligne et demie.
8. AVIZE : — Fr. Legé, 1 point 4 lignes 3 quarts.
9. AVIZE : — Chausson, 1 point 7 lignes.
10. GUIGNES : — Rossy, 1 point 7 lignes 1 quart.
11. TROYES : — Rabiat, 1 point 7 lignes et demie.
12. GUIGNES : — Fontaine, 1 point 7 lignes 3 quarts.
13. EPERNAY : — Lochet de Bellenau, 1 point 8 lignes.
14. MANTES : — De la Vigne, 1 point 8 lignes et demie.
15. LE MESNIL : — Moreau, 1 point 8 lignes 3 quarts.
16. CHASTEAU-THIERRY : — Le Goix, 1 point 9 lignes et demie.
17. VITRY-LE-FRANÇOIS : — Hebert, 1 point 9 lignes 3 quarts.
18. VERTUS : — De Boncœur, 1 point 10 lignes.
19. MEAUX : — De la Gravière, 1 point 10 lignes et demie.
20. SAINT-DENIS : — Bridault, 2 points.

Pour remplir mes engagements, je vais, Monsieur, vous faire le détail des blasons et des devises dont sont ornés les drapeaux, étendarts et guidons de chaque compagnie ; j'y ajouterai quelques remarques historiques qui serviront à perfectionner la notice des hôtel et jardin d'Arquebuse. Les villes seront nommées comme dans les lettres précédentes, suivant l'ordre de la marche qui a eté tiré au sort.

Chaalons

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or. D'un côté les armes de France. Au revers, celles de la ville, d'azur à une croix d'argent cantonnée de quatre fleurs de lis d'or, avec la devise *et debus et robur*. L'Ecusson est surmonté d'une couronne de comte.

Au prix général la compagnie des Arquebusiers comme la colonelle, portait drapeau blanc, cette compagnie, ainsi que le constatent ses registres, a eu l'avantage d'être commandée depuis 1560, jusqu'à nos jours, par des personnes distinguées.

1560. Nicolas Brichot, capitaine en chef, Charles le Gorlier, capitaine-lieutenant.

D'argent à la face de gueules, chargée d'une coquille d'or, à trois merlettes de sable, deux en chef et une en pointe.

1571. Guillaume Debar, capitaine en chef.

1607. Pierre Debar, capitaine en chef.

1647. Pierre Lallemant, de Lestrée, écuyer, conseiller du roi au baillage et siége présidial, capitaine-lieutenant.

De sable au chevron d'or accompagné de trois étoiles, deux en chef et une en pointe, surmonté de même : pour supports deux aigles, et pour cimier une naissanse.

1650. Jérôme Truc, écuyer, seigneur d'Omey, lieutenant-général au bailliage et siége présidial, capitaine en chef.

D'azur au croissant d'argent au milieu de trois palmes d'or, deux en chef et une en pointe.

N. Deu, conseiller du roi au bailliage et siége présidial, capitaine-lieutenant.

D'or à l'arbre de synople, au chef d'argent chargé de trois merlettes de sable.

1601. Louis de Braux, écuyer, capitaine-lieutenant.

De gueules au dragon éployé d'or.

1717. Germain Dubois, écuyer, seigneur de Crancé, Chan-

trennes, Livry, Louvercy, commissaire provincial des guerres, capitaine en chef.

D'azur à un chevron d'or, accompagné de trois glands aussi d'or, posés deux et un.

1723. Pierre Tauxière, procureur du roi au grenier à sel, capitaine en chef.

1726. Jérôme Truc, écuyer, capitaine en chef.

1726. J. B. Maupas, écuyer, capitaine-lieutenant.

Une herce de laboureur en champ d'azur sous chef d'argent chargée d'une aigle éployée de sable.

1746. André Descolines, chevalier, etc., capitaine en chef.

D'azur au lion d'Or.

1747. Pierre Fagnier, écuyer, lieutenant au régiment du roi, cavalerie, chevalier de Saint-Louis, capitaine-lieutenant.

D'azur au chevron brisé d'or, chargé de deux lions de gueules affrontés et jouans de la pate, à trois étoiles d'argent deux en chef et une en pointe, avec la devise relative aux étoiles dont le nom grec paraît l'origine de celui de Fagnier.

Habet sua sidero Tellus.

Remarques Historiques

L'Hôtel de Ville de Chaalons, commencé en 1553 et achevé en 1612, mérite l'attention du voyageur. Cet édifice présente dans le plus beau point de vue le goût qui régnait lorsque les arts commencèrent à sortir du cahos de la barbarie.

L'architecture y tient encore du gothique, mais ses licences et ses bizarreries ne sont point dépourvues de grâces. Cette architecture gauloise a de la délicatesse et de la légèreté, quoiqu'elle n'ait pas tout le développement et toute la régularité que prétendait lui donner celui qui en a entrepris la construction. Cet édifice semble annoncer que son architecte avait dessein d'en étendre la face, et de le terminer du côté de l'église de Saint-Alpin par une tour (A) octogone semblable à celle qui s'élève vis-à-vis le derrière du chœur de l'église de Saint-Germain. C'est dans cette tour particulièrement qu'il est aisé de remarquer des membres d'architecture (B) où le bon

(A). Tour du Beffroy qui ne se fait entendre que dans les occasions importantes conformément à ce mot : *Nonnisi, causa gravis.*

(B). Membres, se dit en architecture, des diverses parties d'un bâtiment, et en particulier des petites parties, comme des moulures d'une base, d'un chapiteau.

goût donna des indices remarquables des progrès qu'il ferait dans la suite.

L'Hôtel de-Ville a trois étages. Au premier est un porche à trois grandes arcades, sur lequel s'élève une galerie qui en a même nombre. Au-dessus de l'arcade du milieu de cette galerie est la chambre de l'horloge, et à droite et à gauche des appartemens qui servent de magasins et de décharges aux divers officiers de l'Hôtel. Toute cette face est superbement décorée de colonnes, de statuës, et de bas-reliefs. Les colonnes sont faites en candelabres. L'artiste y a pratiqué des niches, des avant-corps et des retraites toutes chargées de figurines et de grotesques (C) travaillées avec un soin extrême.

La statuë principale est celle de la Sainte-Vierge, au milieu de la galerie. Les autres représentent les vertus morales et théologales qui semblent servir de fondement à la fabrique, et les bas-reliefs offrent autant de traits d'histoire sacrée et profane qui caractérisent quelqu'une de ces vertus. Le sculpteur s'est surpassé dans l'exécution des bas-reliefs, ils sont traités avec toute l'intelligence possible. On y remarque des figures élégamment dessinées et taillées avec autant de précision que de facilité. Quel dommage que la suite en soit interrompuë ! Des six bas-reliefs qui décoraient autrefois l'appui de la galerie, à peine en reste-t-il trois entiers, les autres ont été dégradés et même consumés par les injures de l'air et du temps. Les efforts qu'un ouvrier moderne a fait pour en substituer un à la place de celui dont il ne restait plus de vestiges, n'ont servi qu'à nous montrer qu'il est des conjonctures où nous ne pouvons assez regretter le temps passé.

La devise de François I, les armes de M. de Thomassin et d'autres blasons du même temps extrêmement endommagés, indiquent en quel siècle, et sous quels auspices l'Hôtel de Ville de Chaalons fut élevé.

Le goût qui règne dans sa partie supérieure ne répond pas à celui des décorations dont nous venons de donner une idée. Les armoiries, les trophées d'armes, les chiffres et les autres ornements dont est chargée cette partie, ne sont pas, à beaucoup près, d'un dessein si pur, ni d'une exécution si franche et les curieux peuvent y observer que le siècle de Henri IV,

(C). C'est-à-dire des figures de fantaisie dans le goût de celles qu'on trouve dans des grotes où on a découvert des sépultures antiques. Le terme de grotesque vient de l'Italien *grotta*.

ne donnait pas aux arts qui dépendent du dessein, le même encouragement qu'ils eurent sous François I.

De la gallerie ou grand balcon de l'Hôtel de Ville, on entre dans la grande salle des communes, et de celle-cy dans la chambre du conseil. Ces lieux exhaussés, spacieux, et éclairés de manière à inspirer du respect et à commander le silence, sont presqu'entièrement dépourvus des ornemens qui devraient leur donner un plus grand air de majesté. Autant les richesses de la sculpture ont été en quelque sorte prodiguée à l'Hôtel de Ville de Chaalons, autant celles de la peinture y sont-elles épargnées. Si vous exceptez un beau portrait du roi qui a été placé dans la salle du conseil en 1750, on n'y voit qu'un tableau oval à la cheminée, où la ville de Chaalons personnifiée est assise levant l'écu de ses armes au milieu des quatre vertus cardinales, avec cette inscription en gros caractères d'or sur un linteau seint de marbre noir.

Nihil Nisi Consilio.

Ce tableau est de la main d'Antoine Aubert qui a peint encore dans l'Hôtel quelques dessus de portes d'une composition si froide et d'une touche si pésante qu'on ne se persuaderait jamais que leur auteur avait de l'esprit, et que sa conversation était des plus enjouées. Je ne doute point que si quelqu'un de nos concitoyens se souvient d'avoir vu ce peintre facétieux, il ne nous sçache gré de nous être prévalu du journal du capitaine Hutier pour en assurer la mémoire.

BLASON D'ANTOINE AUBERT PEINTRE

Enfant de chœur à Laon, j'apprenais la musique ;
Quand du goût naturel le pouvoir despotique
Vint m'y dégoûter du Lutrin.
Le séjour de Paris débrouilla mes idées ;
Par des soins généreux aidées,
Elles allaient assés bon train.
Mais Vénus et Bacchus avec toute leur clique
M'ouvrirent le chemin fatal
Qui mena ma vieillesse étique
D'un ignoble atellier dans un triste Hôpital.
Mes contes amusants égayaient la commère,
Et sous le poids de la misère
Je sentis encore l'*Avertin*
De Bocace et de l'Arétin
Dans une ville de Champagne

Pour tout peintre altéré, vrai pays de cocagne
Où par moi le pinceau fut longtemps exercé.
Mon nom en proverbe est passé ;
Quelqu'un y fait-il des sottises ?
Ce sont, dit-on, des *Aubertises*.

Qu'il nous soit permis de profiter de l'occasion pour corriger une faute qui s'est glissée dans la première lettre. On y lit L. Dart, il faut lire Pierre le Dart. Voici de quelle manière le capitaine Hutier, son ami, le fait parler dans son journal.

Mon goût pour la magnificence
D'ornemens superflus a chargé mes tableaux.
Cependant malgré les défauts
Qui font papilloter ma superbe ordonnance
Elle annonce que je vivais,
Non pas toujours en pleine aisance,
Au temps où les *maîtres François*.
De l'astre du plus grand des Rois,
Eprouvaient l'heureuse influence.

C'est à l'Hôtel de Ville de Chaalons que les principales juridictions ont leurs siéges. Son portique mène au présidial. L'escalier par lequel on y monte paraîtrait très beau s'il était mieux exposé, et si son trait, régulier d'ailleurs, n'avait pas quelque chose qui se ressent de la contrainte. Deux énormes piliers le masquent, et l'on ne peut jouir du point où sa beauté se ferait mieux apercevoir. C'est sous le portique du même Hôtel de Ville que se tient quinze jours après Pâques la célèbre foire des Sannes, elle y forme un spectacle plus ou moins brillant, mais toujours intéressant par le concours de l'agréable et de l'utile.

(*A suivre*).

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE

DOM THIERRY DE VIAIXNES

II

Soli Deo honor et gloria.

5 mars 1717.

Aussy tôt après avoir lu votre lettre, qui ne fait que de m'être rendue, je me donne l'honneur de vous écrire pour vous prier instamment, vous conjurer et vous défendre même expressément, si j'ose me servir de ce terme, de faire imprimer ma lettre, que j'ay bien voulu vous confier, ny encore moins celle du P. Quesnel. J'espère même que vous empêcherés qu'on ne les rende publiques, et que vous écrirés à vos amis de ne le pas faire. J'ay des raisons essentielles pour l'empêcher. Je suis trop communicatif : en décrivant celle à M. de Caumartin, je l'ay un peu abrégée ; j'y ay changé quelques endroits ; j'ay supprimé la lettre que j'écrivis au sujet de la Constitution, et sur la quelle je fus remis une deuxième fois à Vincennes. Ainsy la Dame à qui j'ay écrit et ceux auxquels elle a communiqué ma lettre, verroient bien que ce n'est pas la même ; et on jugeroit que celle-cy ne pourroit venir que de moy et être imprimée par mon ordre. M. le duc de Lorraine ne manqueroit pas de trouver mauvais que j'eusse ainsy divulgué une conférence secrette ; il pourroit s'en ressentir sur une partie de notre congrégation, qui est dans ses Etats ; et le coup retomberoit sur moy dans un corps où je dois me ménager. Il y a d'ailleurs certains traits qui regardent le feu Roy, qui ne passeroient pas encore à présent sans bruit. Enfin ce qui regarde certaines prophéties ne seroit pas du goût de tout le monde, et pourroit faire plus de mal que de bien. Donc, mon cher Mon-

sieur, il faut bien se garder de rendre cette lettre publique; on ne la doit communiquer qu'à des gens surs et discrets. Après ma mort on en fera tout ce qu'on jugera à propos. Pour celle du P. Quesnel, quoy qu'il n'y ayt pas de si grands inconvéniens, elle romproit mes mesures, si elle devenoit publique. Il n'est point encore tems. Je ne puis m'expliquer sur les raisons qui me font opposer à cette publication ; mais elles sont très fortes. J'avertiray quand il sera tems; et peut-être la publiray-je moi-même avec celles que je luy ay écrittes et que nous pourrons nous écrire dans la suitte. Ayés donc soin, je vous conjure, que le tout reste dans le secret. On en doit ainsy user entre amys, pour des choses de cette conséquence.

Comme le messager attend cette lettre pour la porter à la poste à Clermont, je n'ay pas le tems de vous mander les nouvelles que je sçay. Je vous diray néanmoins en deux mots que les conférences épiscopales n'auront aucune suitte en faveur de la Constitution. Elle ont seulement ramené quelques évêques à la vérité ; on en comte déjà cinq, Castres, Mascon, Auxerre, Langres et Laon. On asseure qu'ils seront bientôt suivis d'autres. M. le Régent, à ce qu'on dit, a déclaré qu'il ne vouloit plus entendre parler d'accommodement, parce qu'il seroit contraire à l'Etat et y causeroit du trouble. Le pape a envoyé des excommunications contre les principaux chefs de la Faculté de Paris, sçavoir MM. Ravechet, Bida, d'Asfeld, Du Pin, de Bragelonne et Jolain, curé de Saint-Hilaire. M. de Reims a défense de plus inquiéter son diocèse par des mandemens ny autrement au sujet de la Bulle. Monsieur le Doyen de Mouzon vient enfin d'obtenir un arrest de défense du Parlement de Metz, et il retourne dans son presbytère. On a présenté au nouveau chancelier un Mémoire contre l'arrest du Parlement qui les rendoit (*les Jésuites*) habiles à succéder aux biens de leurs parens jusqu'à l'âge de 33ans. Monsieur le chancelier a porté l'affaire au conseil de Régence, dont les avis furent partagés en trois : les premiers furent pour casser l'arrest; les seconds pour défendre absolument aux jésuites de recevoir des novices ; et les troisièmes pour leur défendre d'en recevoir avant l'âge de 32 ans. Il n'y eut rien de conclud. Pardon si je n'en écris pas davantage; je n'en suis pas avec moins d'estime et d'inclination, mon cher Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

D. Thierry de Viaixnes.

A Beaulieu, le 5e mars 1717.

Suscription : A Monsieur de Saint-Jean, prêtre sacristain de l'Eglise cathédrale, dans le Cloître. A Chaalons.

III

..... Vous avés pu voir que j'avois été une espèce de prophète, en parlant à M. le Duc de Lorraine de la nécessité du futur concile, et qu'il faudroit y appeller tôt ou tard. Voilà les choses qui sont en bon train à ce sujet, et elles iront toujours de mieux en mieux.

Mais il n'en faut pas demeurer là pour mettre la doctrine de l'Eglise à couvert. Dès l'année prochaine, il est nécessaire de se réunir pour une deuxième démarche essentielle : c'est une dénonciation juridique au futur concile de toutes les erreurs, hérésies, corruptions de la morale et renversement de la discipline par Molina, Suarez, les casuistes relâchés et leurs sectaires, en un mot par toute la cabale des Jésuites. Il faut remettre sur pied les disputes *de Auxiliis*, si bien poussées par Lémos. Il faut accuser Molina, Suarez et leurs disciples de pélagianisme, de demi-pélagianisme, et même de pire que pélagianisme pour les principes de morale. Il faut convaincre les jésuites dans cette dénonciation de corrompre toute la morale de l'Evangile et de renverser les points les plus essentiels de la discipline. Il faut remettre sur pied tout ce que les anciens curés de Paris, de Rouen, l'auteur des Provinciales, etc., ont écrit contre eux à ce sujet. Il y a assez longtems que les défenseurs de la vérité sont sur la défensive ; il est tems qu'ils attaquent et qu'ils mettent les Molinistes sur la sellette. Depuis l'appel, Rome ne sera plus en état de l'empêcher. Il y a longtems que j'ay dit et écrit qu'il en falloit venir là. J'ay commencé dès l'an 1694 par mon petit ouvrage imprimé, intitulé : *l'Impiété reconnue dans la thèse du P. Honoré Carascouët, jésuite de Caën.* J'ay continué en 1701 dans le Lémos que j'ay donné au public et la grande préface que j'ay mise à la tête de ses Actes. J'avois encore plusieurs écrits sur le même dessein, qui n'ont pas vu le jour. Il faut faire un précis de toutes les hérésies et autres excès des Jésuites et de ceux de leur caballe en matière de doctrine, les bien prouver, et en demander vivement la condamnation au futur concile.

Quand cette dénonciation sera faite publiquement, et adoptée par tous ceux qui auront appellé au futur concile, il faudra encore une troisième démarche, non moins nécessaire que les deux précédentes : c'est d'appeller au futur concile de tout ce

qui a été fait tant contre Baïus que contre Jansénius, et de demander une révision de procès fondée sur ce que les propositions condamnées sont équivoques, sur ce que Rome n'a jamais voulu déclarer quel étoit le sens condamné de chaque proposition, sur ce que les Molinistes soutiennent que la doctrine de l'Eglise opposée à leurs hérésies avoit été rejettée et condamnée par la censure des propositions de Baïus et de Jansénius, sur ce que la Bulle *Unigenitus* a donné dans cette vision tête baissée et a pris le party du molinisme, et sur ce que Rome depuis le concile de Trente n'a pas daigné, en condamnant une infinité de propositions comme hérétiques ou erronées, nous dire quelle étoit la doctrine opposée que nous devions croire ; quoy qu'une proposition ne puisse être hérétique que par son opposition à un article de foy, ou erronée que par opposition à la vérité, et que, pour condamner une hérésie et une erreur, il faille nécessairement faire connoître en même temps la foy et la vérité qui luy est opposée, ce qu'ont toujours fait les anciens papes, les pères et les conciles.....

Je suis ravy que tant de braves gens du clergé de Rouen se mettent en si bon train pour la défense de la vérité, malgré les oppositions et contradictions de leur archevêque. Il faut espérer que Dieu aura compassion de cette Eglise sur laquelle il a versé en tout tems de si grandes bénédictions, qu'il la protégera contre ses ennemys, qu'il luy donnera un chef plus selon son cœur que celuy qui la gouverne si mal aujourd'huy, et qu'il y fera triompher la saine doctrine et prendre le dessus à ceux qui la soutiennent avec tant de courage et au milieu d'un si grand nombre de traverses. Je le souhaite de tout mon cœur. J'ay lu avec édification et avec fruit tout ce que vous avés pris la peine de m'envoyer et de m'écrire touchant plusieurs particuliers de cette Eglise. L'extrait de la lettre de M. Bigot, curé de Limay, m'a touché et fait beaucoup de plaisir. Il y a du bon dans le *Gémissement*, et les *Apostilles* m'apprennent quantité de faits dont la pluspart m'étoient inconnus. Mais je ne crois pas cette pièce d'un goût assés fin pour la rendre publique; il faudroit la retoucher et luy donner des traits plus frappans, avant que de l'imprimer.

Si j'avois pu répondre sur le champ à votre lettre du 16e mars, je vous aurois conseillé d'attendre que quelqu'un ou quelque corps du diocèse de Chaalons appellât, pour vous joindre avec luy. Vous avés eu beau moyen de le faire dans la

suitte, et je ne doute pas que vous ne vous y soyés porté de tout votre cœur. Je ne sçay que confusément l'histoire de vos disgrâces et de vos aventures, et je vous aurois obligation, si vous vouliés bien vous même m'en instruire au juste. L'exemplaire imprimé de la consultation, que vous eûtes la bonté de m'envoyer le 29e mars, me fit un plaisir indicible. Je ne l'aurois pas eu sans vous, et je ne sçaurois assés vous en remercier. La pièce est bonne, quoy qu'abrégée. Le grand mémoire qu'on a imprimé depuis à Paris et au bout du quel il y a l'appel des quatre évêques, l'adhésion de Sorbonne et des facultés de Reims et de Nantes est excellent. Je l'ay lu à notre chapitre général, et je voudrois bien l'avoir icy. On m'asseure que dans une deuxième édition on l'a augmenté de moitié. C'est une pièce sans réplique solide.

.....Tous les capitulans de Champagne, tant supérieurs que religieux députés, y donnoient tête baissée et avec joie (dans l'appel); ceux de la province de Lorraine n'avoient pas moins de zèle et y étoient très disposés ; mais leurs premiers supérieurs jugèrent qu'ils devoient avoir l'agrément du duc de Lorraine, leur souverain. Ce fut un obstacle, qu'il n'auroit pas été cependant impossible de vaincre, sans celuy qu'y apportèrent nos pères de la province de Franche-Comté, qui se sentent encore du génie espagnol, et qui veulent toujours être terre d'obédience, immédiatement soumise au pape, que la pluspart regardent comme infaillible. Leur archevêque de Bezançon avec son suffragant les gâte encore sur les opinions ultramontaines. Ils ne sont pas molinistes ; mais un mauvais thomisme des pères Gonet et Nicolaï s'est introduit parmi eux, et les a gâtés. Non seulement ils reçoivent la Bulle, mais ils vouloient la faire accepter par le chapitre, et menacèrent, en cas de refus, de présenter une supplique au pape pour demander qu'il les séparât de notre congrégation janséniste et opposée à sa Bulle. On les en a empêchés en n'appelant pas, et on n'a pas cru devoir s'exposer à une séparation d'un membre aussy considérable d'un aussy petit corps que le nôtre, qui n'a guère plus de 50 maisons. Mais le chapitre général a approuvé les trois communautés de Mouzon, de Chaalons et de St-Urbain, qui avoient appellé, en a continué les supérieurs avec honneur, et a fait le prieur de Mouzon visiteur de la province de Champagne. De plus, le chapitre général a laissé une pleine et entière liberté d'appeller à toutes les communautés de la congrégation de St-Vanne qui voudroient le faire ; et vous

pouvés compter qu'il y en a plusieurs qui n'y manqueront pas. Enfin elle a élevé le plus qu'il a été possible le peu de Francomtois qui sont disciples de St. Augustin, et a humilié beaucoup les autres qui en sont très chagrins, et dont j'appréhende même les entreprises ; car pour la pluspart [ce] sont des génies aheurtés et intraitables.

Notre président général est le R. P. D. Jérôme Pichon, prieur de St-Vincent de Metz, très bien intentionné et très zélé pour la vérité. Nous avons dans la ville de Metz quatre maisons puissantes de Bénédictins réformés de notre congrégation, savoir St-Vincent, St-Arnould, St-Symphorien et St-Clément. Voicy ce qu'on m'écrit de cette dernière du 12e may ; je ne feray que transcrire les nouvelles qui doivent vous faire plaisir. Elles viennent de source, et sont très sûres.

« Nous allons faire parler de nous au sujet de la Constitu-
« tion. MM. les quatre grands vicaires, Séron, Baudouyn,
« Breyer et Conon l'aîné, M. Bonot, official, et MM. Moria et
« Conon le jeune, tous deux chanoines, nous en facilitent les
« moyens par leur appel de la Bulle *Unigenitus* au futur con-
« cile, qu'ils firent signifier dans les formes le 9e du courant,
« et l'envoyèrent le lendemain à Paris, et aux quatre évêques.
« Cela a fort mortifié Mr notre Evêque, qui, quoy qu'il eût si
« souvent promis d'appeller, ne le fait pas, et empêche même
« autant qu'il peut les autres de le faire. Le lendemain 10e,
« après primes, l'appel fut proposé à cette communauté de
« St-Clément, qui y donna les mains, *nemine contradicente* ;
« l'acte en fut dressé sur le champ, et porté au très R. P.
« président, qui l'approuva dans tous ses chefs. Mais, sur ce
« que nous luy dîmes que nous allions faire venir le notaire
« pour le rendre public et juridique, il nous pria d'attendre
« qu'il eût vu nos autres communautés de Metz, pour les
« porter à nous joindre toutes quatre ensemble et faire un acte
« d'appel en commun, nous asseurant qu'il vouloit se mettre à
« la tête. Le prieur de St-Arnould est le seul qui n'y veut
« point entendre ; mais sa communauté se passera de luy,
« d'autant plus qu'il a promis de n'empêcher aucun de ses re-
« ligieux d'appeller. En sorte que sous peu de jours vous en-
« tendrés que presque tous les Bénédictins de Metz, au nombre
« de plus de 60, auront appellé au futur concile. MM. les
« grands vicaires en sont ravis, et estiment plus notre appel
« qu'ils ne feroient celuy du reste du diocèse. M. notre évêque
« ne sait encore rien de nos résolutions. Le très R. P. président

« doit l'en aller avertir demain ou après. Il ne manquera pas « de jetter feu et flammes et de fulminer contre nous. Mais, « quoy qu'il puisse dire, nous appellerons ; la vérité sera notre « consolation, et nous nous estimerons trop heureux de luy « avoir rendu ce témoignage. »

Je puis aussy vous asseurer, Monsieur, que nos communautés du diocèse de Verdun appelleront dans peu, et que celle-cy ne sera pas des dernières. Excusés-moy si je n'en écris pas davantage. Je suis accablé d'ouvrage. Il faut que je me prépare à ouvrir une Académie de jeunes prêtres dont on m'a donné icy la direction.....

Dom THIERRY DE VIAIXNES.

17 mars 1717.

(*A Suivre*).

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE M. DE DINTEVILLE

Lieutenant-général au gouvernement de Champagne.

1579 — 1586 *

De Pinart, Epernay 7 juillet.

« Monsieur, les articles de la pacification ont esté après beaucoup de peine arrestés et signés ce matin, envoyés au roi, le *Te Deum* chanté et la publication faicte en ce lieu, dont je n'ay voulu faillir aussitôt vous advertir par ce porteur. Vous en entendrez les particularités cy-après, et vous diray seulement que M. de Guise et vous demeurez comme estiez en vos charges; il est vray que l'on luy baille Toul, Verdun, St-Dizier, pour seureté et encore Châlons dedans lequel n'y aura cependant que 5 hallebardiers, Mézières lui demeure aussy avec 20 hommes seulement. M. de Guise vient demain avec la reyne, mère du roy et le cardinal de Bourbon vers le roy, c'est pour se remettre en sa bonne grâce et regarder à la composition de l'armée qu'il faudra avoir pour faire exécuter l'édit que l'on fera pour révocation de l'exercice de toute autre religion que de catholique, apostolique et romaine. »

Au Roi. Troyes, 13 juillet.

Quelle réception faire au duc de Guise s'il passe par ici ?

Du Roi. Paris, 17 juillet.

Que tout doit se passer en ce cas comme avant les troubles.

De M. Brulart. Même date.

« Monsieur, le roy vous faict response. Je ne vous diray autre chose, sinon qu'estant tous accomodés nous demeurons bons amis comme auparavant ; l'édit sera publié demain, et Dieu veuille qu'il ne nous laisse pas une longue traine de guerre, auquel il est faux de tout rapporter et vouloir ce qu'il luy plaict. »

Du Roi, 19 juillet.

Publication de l'édit et tenir la main à son exécution.

* Voir page 434, tome VII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

Du Roi. Paris, 22 aoust.

Qu'il fasse payer à 15 sous la livre les 12 milliers de poudre livrés à la ville de Troyes.

Du Roi, 8 octobre,

Approbation de toute sa conduite si vigilante. — Refus d'un congé, le suivant nécessaire par deça.

Du Roi, 16 novembre.

Que le maire de Troyes refusant de payer les poudres, malgré la lettre du roi, il fasse assembler les gens du conseil et leur renouveler l'ordre sous menace d'aviser.

Du Roi, 17 décembre.

Congé pour venir à la cour.

A M. Brulart. Troyes, 12 juin 1586.

« Monsieur, ayant trouvé la commodité de faire entendre au roi et à vous comme l'élection du maire de cette ville s'est passée suivant l'intention de S. M., je n'ay voulu faillir de ce faire, vous pouvant asseurer que cela n'a esté fait sans difficulté de brigues au contraire. Rosne avec quelques gentilshommes s'estant trouvé en cette ville deux jours auparavant soubs couleur d'avoir quelques affaires particulières à démesler avec M. de Saultour. »

Du Roi. Saint-Maur, 17 juin.

Qu'il a choisi entre les 4 candidats M. Jehan Daubeterre, controleur de finance à Châlons.

Au Roi. Troyes, 1er juillet.

Sur l'heureux appaisement d'une grande sédition causée « par le peu de discrétion de 2 ou 3 jeunes hommes, » et « qui a failli à faire perdre la ville. »

A M. Brulart.

« Monsieur, vous verrez par la lettre au roi le terme où nous avons esté réduits et où nous sommes à cette heure par la grâce de Dieu ; je vous puis asseurer que la ville a couru autant de fortune que de longtemps ; dans deux jours, vous aurez advis du succès et comme tout son passé. »

Au Roi. Troyes, 4 juillet.

Rapport de la sédition. — Il y a 15 jours 2 jeunes gens avec 2 autres du grand prevot de l'hotel, arrivèrent avec une décla-

ration royale de 1580, érigeant les maitrises ès chaque métier de villes de France en faveur de la reyne de Navarre, sans en parler au maire, « ils commencèrent assez indiscrètement à remuer cette vieille drogue » et forcèrent le corps des métiers à composer avec eux, mais envenimmèrent tout en tenant « trop roide. » Les officiers royaux apprirent ce murmure et M. de Dinteville passant ici en se rendant chez lui, il manda ces jeunes gens pour les semoncer, mais ils réclamèrent plus rudement encore après et émurent la populace et dimanche dernier « comme ès jour de feste elle est toujours oysive et la plupart pleins de vin il s'amassa du monde de la plus basse fange devant l'hottellerie où logeoient ces messieurs, des mendiants vinrent, on cria, s'anima ; il y avait 1,800 à 2,000 individus qui envahirent l'auberge et prirent un de ces malheureux qui essaya vainement de se racheter et fut massacré devant la maison d'un des 3 hommes qu'il invoqua. La maison fut pillée, ainsi que celles des deux autres hommes, puis ils se résolurent un sac général de la ville par un roole des meilleures et principales maisons ; » ils vinrent saccager celle de l'argentier « que vous connoissez, » où ils trouvèrent pour armer plus de mille hommes, « ce qui met les gens de bien en grande frayeur, car à la vérité, si cette tourbe eust eu jugement de s'ayder de ce moyen, la ville estoit perdue. » Les magistrats se présentèrent au risque de leur vie à cette foule, mais ils ne furent écoutés et durent se retirer, et enfin durent revenir avec environ 100 hommes et on en vint aux mains, et y eut 100 à 120 blessés. « Cette saignée fut si salutaire que chacun de ces mutins commença aussitôt à s'écarter. » — M. de Dinteville prévenu vint aussitôt et fit saisir les principaux mutins qui furent exécutés hier. Comme quelques-uns se mirent à menacer du feu, M. de Dinteville parcourut le soir la ville dans les rues, avec une bonne escorte et fit faire des patrouilles. — Avis qu'il s'est levé aux environs « une infinité de canailles » qu'il faut reprimer.

Du Roi. Saint-Maur, 5 juillet.

Mande le président Mesgrigny [1] pour connaître à fond cette affaire.

(*A suivre*). ED. DE B.

1. Eustache de Mesgrigny, seigneur de Villebertin, président du bailliage de Troyes, procureur-général, en 1589, au parlement installé par Henri IV à Châlons, il remit l'année suivante Troyes sur l'autorité du roi.

LES ARCHIVES DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

DE

CHALONS-SUR-MARNE

1587. Le 15 mars 1722, né François f. de Messire Pierre Papillon, Ec. S. de la Ferté, trés. de Fr. et de d. Jeanne du Verdier.

1588. Le 17 juillet 1722, dec. Marie-Claude, f. de M. le Gorlier de la Grandcour et Verneuil. Un an et demi.

1589. Le 7 juillet 1722, née Marie-Anne-Louise, f. de M. Pierre Moncet, Esc. S. de Roches et de Chillois, major au Rgt Daufin, Cav. Ch. de St-L. et de d. Louise du Verdier.

1590. Le 5 septembre 1722, dec. M. Pierre Braux, Ec. S. de Vaux et de St-Valéry. 86 ans. Inh. en cette Egl.

1591. Le 20 octobre 1722, déc. d. Catherine Jourdain, veuve de f. M. Jourdain, Sgr de Marson, comm. aux recrues des troupes. Inh. en cette Egl.

1592. Le 14 septembre 1722, dec. M. Jean-Bapte Thiery-Fagnier, S. de Bieuvry, 37 ans. Inh. en cette Egl.

1593. Le 24 novembre 1722, né Jean-Pierre, f. de M. Richard d'Oudan, Esc. S. de Villeneuve, et de d. Jeanne de Voilemont. P. Monsieur Pierre de la Randonier.

1594. Le 22 mars 1723, dec. Messire Daniel Flocart, Esc. C. du R. Pres, trés. de Fr. General des fin. en Ch. 60 ans. Inh. en cette Egl.

1595. Le 18 may 1723, née Zacharie-Pierre, fille de M. Jean-Bte de Parvillez et de d. Anne Paris. R. Messire Zacharie Hocart, S. de Felcourt, mestre de camp d'Inf. Brigadier des armées du R.

1596. Le 3 juin 1723, né Charles Philbert, f. de Messire Pierre Papillon, Ec. S. de la Fertó et de d. Jeanne du Verdier.

1597. Le 6 aoust 1723, a été b. par Mgr Nicolas de Saulx de Tavannes, Ev. Cte de Ch. Pair de Fr. Pierre Memie Nicolas f. de Jean-Bte de Beaux, Ec. S. de Vaux et de St-Valery et de d. Marie-Louise Doulcet.

1598. Le 24 septembre 1723, dec. Marie-Madeleine-Cecile Guyot, ep. de M. Deu de Rapsécourt.

1599. Le 13 octobre 1723, né Jean-Ignace, f. de M. Ignace-Alexis le Lorain et de d[lle] Jeanne Morel.

* Voir page 209, t. VII, 4e année, de *la Revue de Champagne*.

1600. Le 26 octobre 1723, marié Messire Claude-Françoys Esc. S. de Chaufour, f. de M. Joseph Françoys, Esc. S. de Montbayen et de d. Catherine de Bar et de Madelaine Baugier veuve de M. François Boileau, gentilh. de la fauconnerie du R.

1601. Le 28 octobre 1723, né Pierre-Jérome, f. de Pierre-François le Gorlier, Ec. S. de la Grandcour et Verneuil et de Madeleine Grossetête.

1602. Le 15 février 1724, née Marie-Anne-Nicole, f. de Richard d'Oudan, Ec. S. de Villeneuve et de dlle Jeanne de Voillemont.

1603. Le 24 février 1724, dec. Jean Rosnay, Ec. S. de Villers-aux-Corneilles, C. du R., 1er P. au Pr. de Ch. 49 ans, Inh. en cette Egl.

1604. Le 7 mars 1724, né Jacques Noel, f. de M. Jacques Charuel, off. de Mûe la D. d'Orléans.

1605. Le 26 may 1724, marié Mess. François Hubert de Rizaucourt, Ch. L. de Guerpont et de Sulmont, C. de S. A. Mgr le duc de L. et son gryer de Bar, f. de f. M. Nicolas Huber de Rizaucourt et de d. Anne Boulet et dlle Gabrielle Boyot d'Adon.

1606. Le 7 juin 1724, dec. dame Blanche de l'Hospital de la Chapelle, veuve de Nicolas Braux, Ec. S. de Vaux et de St-Vallery. 81 ans, P. St-Nicaise. Inh. en cette Egl.

1607. Le 30 juillet 1724, née Marie-Françoise, f. de M. Jean-Bte de Braux. Ec. S. de Vaux et de St-Vallery, et de d. Marie-Louise Doulcet.

1608. Le 31 août 1724, dec. M. Germain Duboys de Crancé, com. prov. des g. en Ch. Pt d'h. au bur. des fin. de Ch. 59 ans. Inh. en cette Egl.

1609. Le 3 septembre 1724, née Marie-Anne, f. de Mess. Claude Françoys Ec. S. de Chauffour et de d. Madeleine Baugier.

1610 Le 2 septembre 1724, déc. Louis Baugier, Ec. S. de Poix, ancien Lt Col. du Rgt de Quercy, comm. cy dev. p. le R. dans Guastalle, Ch. de St-L. 79 ans. Inh. le 3 en cette Egl.

1611. Le 24 février 1725, dec. dlle Marie-Isabelle-Adrienne le Gorlier de Verneuil. 25 ans. Inh. en l'Egl. de Juvigny,

1612. Le 1er mars 1725, née Anne-Remiette f. de Germain Duboys de Crancé, Esc. comm. prov. des guerres au dép. de Ch. et de dame Remiette Fagnier de Mardeuil.

1613. Le 20 mars 1725, marié en l'Egl, Cat. Mess. Claude de Cabaret de Villeneuve, f. de Mess. André Louis de Cabaret de la Crouillière, Chev. S. dud. l. le Mesnil, Villeneuve, Chionge, St-Ferjeu et de d. Jeanne de Pinteville de la Motte de la P. de Chionges et dlle Marie-Joseph Baugier f. de f. Pierre Baugier Esc. S. de Bignipont et de dame Marie-Anne Givry.

1614. Le 5 août 1725, mort de Messire Nicolas Parchappe des Noyers,

Chev. S. de Vinay, ancien grand Bailli de Chaalons et lieut. du Roy au gouv. d'Epernay. 81 ans. Inh. en cette Egl.

1615. Le 22 aout 1725, née Marie-Louise, f. de M. Richard d'Oudan S. de Villeneuve, et de d[lle] Jeanne de Voillemont. P. François Jean-Marie Morel.

1616. Le 10 septembre 1725, dec. d[lle] Marie Gargam, 68 ans. Inh. en l'Egl. St-Alpin.

1617. Le 14 novembre 1725, née Jeanne f. de Mess. Pierre Papillon Esc. S. de la Ferté et de dame Jeanne le Verdier.

1618. Le 19 décembre 1725, déc. dame Anne d'Origny veuve de f. Jacques le Gorlier, Ec. S. de la Grandcour. Inh. en cette Egl.

1619. Le 6 janvier 1726, dec. M. Jean-Bte Josseteau, C. du Roy, intéressé dans ses fermes. Inh. en cette Egl.

1620. Le 12 janvier 1726, né Claude-Nicolas-Joseph, f. de Messire Clande François S. de Chaufour et de Marie Madeleine Baugier.

1621. Le 29 janvier 1726, né Zacharie-Marie f. de Jean-Bte de Braux Esc. S. de Vaux at de St-Vallery et de dame Marie-Louise Doulcet.

1622. Le 9 fevrier 1726, Marie Rose, f. de M. Jean-Bt[e] de Parvillez et de dame Anne Paris.

1623. Le 22 février 1726, née Marie Anne, f. de M. Fabio Beschefer, valet de chambre de f. S. A. R. Mgr d'Orléaus et de dame Jeanne le Pescheur.

1624. Le 24 mars 1726, née Anne Nicole, f. de M. François Hubert de Rizaucourt, S[gr] de Guerpont, Sulmont et a. l. Grand Gruyer de S. A. R. M. le Duc de Lorraine et de dame Gabrielle Boyot d'Adon.

1625. Le 11 may 1726, née Jeanne Louise, f. de Germain Dubois, Esc. S. de Crancé, et de dame Remiette de Mardeuil.

1626. Le 26 juin 1726, marié Frederic-Mathurin, f. de f. Frederic Delorme, Esc. S. de Clairbois et de dame Richebois de la paroisse St-Sulpice de Paris et d[lle] Marie Francoise, f. de Pierre Papillon, Esc. Sgr de la Ferté, et de f. dame Marie Françoise Merle.

1627. Le 3 juillet, inh. en cette Egl. Mr Adam de Frey, 18 ans, de Messkirch en Suabe, mort en passant par Chaalons pour Paris.

1628. Le 16 août 1626, née Marie Jeanne, f. de Mr Richard d'Oudan Esc. S. de Villeneuve et de dame Jeanne de Voillemont.

1629. Le 17 novembre 1626, déc. M. Philippe de Bar, ancien proc. ez-sièges de Chaal. Inh. en cette Egl.

1630. Le 26 novembre 1726, né Jean-Baptiste, f. de M. Louis le Gentil et de dame Marie Brissier.

1631. Le 17 janvier 1727, né Denis Pierre, f. de Pierre Papillon, Ec. S. de la Ferté et de Jeanne du Verdier.

1632. Le 11 avril 1727, déc. M. Jean-Baptiste de Parvillez, 44 ans. Inh. en cette Egl

1633. Le 17 avril 1727, déc. dame Anne Cappy, veuve de M. Louis Taverne de Morvilliers, 74 ans. Inh. en cette Egl.

1634. Le 28 avril 1727, marié Jacques Brissier, S. de Marson et de Brunery, C. du R. f. de f. M. Brissier et de dame Elizabeth Hocart, et d^lle Marguerite Apoline, f. de M. Jean-Baptiste Lorain de Beuville et de dame Apoline La Guille.

1635 Le 3 mai 1728, née Anne Madeleine, f. de Pierre François le Gorlier, Esc. S. de la Grandcour et de Verneuil, et de dame Madeleine Grosseteste.

1636. Le 23 mai 1727, née Louise, l. de Germain Duboys, Esc. S. de Crancé et de dame Remiette de Mardeuil.

1637. Le 1er juillet 1727, déc. dame Anne Paris, veuve de f. M. de Parvillez, 36 ans. Inh, en cette Egl.

1638. Le 19 juillet 1727, né Esme Philippe Louis, f. de Messire Claude Francoys, Esc. S. de Chaufour et de dame Marie Madeleine Baugier.

1639. Le 2 aout 1727, dec. Zacharie Marie de Braux de Vaux, 15 mois.

1640. Le 8 septembre 1727, né Guillaume Philippe, f. de M. de Vige de Sailly et de dame Marie Jeanne Godard.

1641. Le 27 septembre 1727, déc. dame Madeleine Capy, veuve de M. le Moine, 83 ans. Inh. en cette Egl.

1642. Le 12 janvier 1728, né Jean Marie, f. de M. Philbert de Verdier, off. chez le Roi, et de dame Marie Denise Geoffroy.

1643. Le 26 janvier 1728, née Antoinette Paule Memmie, f. de Jean-Baptiste Braux, Esc. S. de Veux et St Valery et de dame Marie Louise Doulcet.

1644. Le 19 evril 1728, marié Louis François de Chastillon de Beaufort, Esc. S. d'Oger, f. de f. François de Chastillon, v^t Ec. S. d'Oger, trés. génér. des fin. et de f. dame Marie de Beaufort et d^lle Madeleine Pome, f. de Louis Gaulard, S. de la Motte et Courtisols, off. chez le Roi et de dame Madeleine Ytam.

1645. Le 14 mai 1728, dec. dame Marie Thérèse Jourdain, veuve en secondes noces de Jérémie de Fortia, S. de Croisil, 50 ans. Inh. en cette Egl.

1646. Le 20 mai 1728, dec. M. Edouard Mathé, Ec. S. de Vitry-la-Ville, ancien cap, au Rég. de Dampierre, major de Ste-Manehould, 80 ans. Inh. en cette Egl.

1647. Le 20juin 1728, née Antoinette-Jeanne-Elizabeth-Marguerite, f. d'Antoine Jérome Louis de Pinteville, chev. seign. d'Ecury, Nuisement, cap. au rég. de Champagne et de dame Marie Marguerite Chalons. P. Antoine Jean-Baptiste Morel.

1648. Le 5 juillet 1728, née Francoise Marie Jeanne, f. de M. Charles de Ligny, Chev. S. de Mourmelon et de dame Francoise Cantienne de Jean.

1649. Le 7 aout 1728, née Elizabeth, f. de Germain Duboys, Ec. S. de Crancé et de d. Remiette Fagnier de Mardeuil.

1650. Le 19 aout 1728, née Catherine Marie Louise, f. de César Antoine Taverne de Morvilliers, Ec. ch. de St L. Comm. des Guerres et de d. Cécile Dorothée d'Avène. P. Charles Louis Timoléon de Cossé, duc de Brissac, Grand Fannetier de France.

1651. Le 25 février 1729, né Louis François Ménault. f. de Louis François de Chastillon de Beaufort, Ec. S. d'Oger et de dame Madeleine Pome Gaulard.

1652. Le 1er mars 1729, marié en la chap. des rel. de St-Joseph, Messire Charles Antoine d'Argent, Sgr de Deux-Fontaines, mousquetaire du R. f. de M. d'Argent et de dame Marie Antoine de Beauregard et dlle Marie Marguerite Cabrillon, f. d'Antoine Cabrillon et de dlle Jeanne Antoine.

1653. Le 2 juin 1729, née Madeleine Jeanne, f. de Pierre François le Gorlier, Ec. S. de la Grandcour et de Verneuil et de d. Madeleine Grossetête.

1654. Le 29 octobre 1729, marié M. Charles de Bar, f. de f. M. Philippe de Bar, anc. proc. ez-sièges de Chaal. et de f. d. Jeanne Duboys et dlle Françoise, f. de f. M. Pierre Guyot et de dame Marguerite Veri.

1655. Le 10 décembre 1729, né Claude Germain, f. de Germain Dubois, S. de Crancé et de d. Remiette Fagnier de Mardeuil.

1656. Le 1er janvier 1730, né Germain Jean-Baptiste, f. de Jean-Baptiste Duboys, S. de Chanteresne, Jonchery, Souin et de d. Elizabeth Raulet.

1657. Le 1er mars 1730, né Charles Jean, f. de Jean Bremont, trés. des Maréchaussées de Champ. et de Marie Jeanne Collet.

1658. Le 26 juin 1730, née Benigne Félicité, f. de Messire Pierre Mosset, Ch. S. de Chillois et des Roches, lieut.-colonel du Rég. Dauphin, Cav. et de d. Louise du Verdier.

1659. Le 10 juillet 1730, né Nicolas Jacques, f. de Pierre Papillon, Ec. S. de la Ferté et de Jeanne du Verdier.

1660. Le 14 octobre 1730, déc. par. St Antoine, M. Fagnier de Mardeuil, C. du R. Proc. gén. au bureau des Fin. 57 ans. Inh. en cette Egl.

1661. Le 12 janvier 1731, né Germain, f. de Germain Duboys, S. de Crancé, et de d. Remiette Fagnier.

1662. Le 12 fevrier 1731, marié en l'égl. cath. Messire Philippe Aubelin, Chev. S. de Villers-aux-Bois, Gigny, Loisy, et a. l. f. de f. Messire Jean Aubelin, Chev. S. de Villers-aux-Bois et

de d. Marguerite de Joibert de la par. de Villers-aux-Bois, et d^lle Marie Catherine Baugier, f. de f. Pierre Baugier, S. de Bignipont et de d. Marie Anne Givry.

1663. Le 21 février 1731, déc. dame Marie Anne Jourdain, ep. de M. le Gentil de Loisy, off. du R.

1664. Le 8 avril 1731, b. Louis Claude François, f. de Louis François de Chastillon, Ec. S. d'Oger et de d. Madeleine Pome Gaulard de la Motte, né 23 aout 1730.

1665. Le 18 may 1731, né François Jean, f. de Jean Bremont et de Marie Jeanne Collet.

1666. Le 31 juillet 1731. déc. Elizabeth Duboys de Crancé, 3 ans. Inh. en cette Egl.

1667. Le 9 septembre 1731, déc. François Papillon, 9 ans. Inh. en cette Egl.

1668. Le 18 septembre 1731, déc. Jeanne, f. de M. Pierre Papillon, Ec. S. de la Ferté. Inh. dans le cloître de cette Egl.

1669. Le 29 novembre 1731, né Pierre Philippe, f. de M. Philippe Aubelin, Chev. S. de Villers-aux-Bois, et de d. Catherine Marie Baugier.

1670. Le 3 décembre 1731, née Denise Jeanne Baptiste, f. de Pierre Mosset, Ch. S. de Chillois et des Roches, lieut.-colon. au Rég. Dauphin, cav. et de dame Louise du Verdier.

IXe Registre (1732-1739).

1671. Le 26 janvier 1732, b. Bonaventure, f. de Germain du Boys, Ec. S. de Crancé et de d. Remiette Fagnier de Mardeuil.

1672. Le 25 fevrier 1732, dec. de Francoise de Papillon, veuve de M. Jean Fagnier, 76 ans. Inh. en cette Egl.

1673. Le 29 fevrier 1732, déc. M. Claude Hennequin de Matry. Inh. en cette Egl.

1674. Le 15 décembre 1832, né Jean-Nicolas, f. de M. François Charles le Vavasseur de la Héronière, anc. off. de cav. et de d. Marie Perrette le Maître.

1675. Le 22 décembre 1732, déc. Anne Marie Sarry, ép. de M. Paul Etignard, sieur de la Faulotte.

1676. Le 5 janvier 1733, né Antoine César, f. de Jean-Baptiste Braux, Ec. S. de Vaux et St Valery, et de d. Marie Louise Doulcet.

1677. Le 19 janvier 1733, marié Cristophe Corvisart Ec. S. de Cramant de Rougebois et de Maisoncelle, f. de f. Didier Corvisart, Ec. S. desd. lieux et de d. Marie de la Place, et d^lle Marie Anne Catherine Godet. f. de f. Nicolas Godet et de d. Marie Anne Josseteau.

1678. Le 25 janvier 1733, née Anne Germaine, f. de Jean Francois Florimond Cappy, Ec. S. d'Oiry et de d. Marie Louise du Boys de Crancé.

1679. Le 11 mars 1733, née Marie Catherine, f. de Jean-Baptiste du Boys, Ec. S. de Chanteresne, Jonchery, Souin, et a. l. et de dame Elizabeth Raulet.

1680. Le 15 avril 1733, marié Louis Charles Ytam de Beaurepaire, f. de Pierre Ytam, S. de Trugny et de d. Louise Catherine Tremblet, et d^lle Charlotte Taverne de Morvilliers, f. de Cesar Taverne de Morvilliers, et de f. d. Agnès Vernier.

1681. Le 19 avril 1633, né Pierre Joseph, f. de M. Joseph de Vige de Sailly et de d. Marie Jeanne Godard.

1682. Le 1er juillet 1733, déc. d. Louise du Verdier, ep. de Messire Pierre Mosset, ch. S. de Chillois, Ch. de St L. lieut.-colon. au rég. Dauphin, cav. 38 ans. Inh. en cette Egl.

1683. Le 18 juillet 1733, née Jeanne Thérèse, f. de Germain du Boys S. de Crancé et de d. Remiette Fagnier de Mardeuil.

1684. Le 13 septembre 1733, né Claude, fils de Jean Bremont, trés. des g. et de d. Marie Jeanne Collet.

1685. Le 9 octobre 1733, déc. M. Guillaume de Beaujeu, lieut. de Milice dans la comp. de M. de la Pagne, 32 ans.

1686. Le 30 octobre 1733, marié M. Jacques le Goix, S. de Morambert, Athis, Bury, les Isles, f. de f. Louis Claude le Goix, viv. Seig. desd. lieux et de d. Marguerite de l'Espine, de la par. d'Athis, dioc. de Reims, et d^lle Marie Madeleine Fréderic Charuel, f. de f. M. Jean Fréderic Charuel, viv. Gentilh. serv. de Mgr le duc d'Orléans et de f. d. Janne Elizabeth Maupas, en l'égl. cath.

Cte D. DE R.

(*A suivre*).

NÉCROLOGIE

Un nombreux cortège de libraires et d'amis accompagnait, il y a quelques jours, à sa demeure, le corps d'un de nos anciens confrères, M. Ladrange, mort dans sa quatre-vingt-septième année. Pendant plus d'un demi-siècle, il a attaché son nom à des publications scientifiques, littéraires et philosophiques. Il y a plus longtemps encore, il débutait dans le rude apprentissage de la librairie avec André, Baudry, Furne, Guibert, Lheureux, Paulin, et le seul de ses contemporains qui lui survive, il me sera permis de le nommer, M. J.-B. Baillière.

Tous se plaisaient à rendre hommage au caractère droit en même temps qu'à la finesse d'esprit de Ladrange. L'importance des publications qu'il avait entreprises et les justes sympathies dont il fut entouré pendant sa longue et laborieuse carrière pourront faire trouver quelque intérêt à la notice que nous lui consacrons.

Ladrange (Jean-Baptiste), né le 4 août 1793, à Vignory (Haute-Marne), était fils d'un cultivateur. Il fut élevé par un oncle maternel, curé à Vignory, qui lui donna une instruction complète.

En 1813, Ladrange vint à Paris et fut placé commis chez son frère maternel, Volland, libraire, quai des Grands-Augustins. Il y resta jusqu'en 1818, époque à laquelle il se maria et s'établit libraire sur le même quai des Grands-Augustins.

Conjointement avec Verdière, son beau-frère, il entreprit la publication des *Œuvres complètes de Buffon, avec des descriptions anatomiques de Daubenton*, 1824-1832, 40 vol. in-8° avec 776 planches; des *Œuvres de Lacépède*, 11 vol. ; de l'*Histoire des plantes de l'Europe*, par Poiret, 17 vol, avec planches, 1825-1829. Il eut le mérite de mener à bonne fin cette importante entreprise.

En 1822, il commença avec ses bons amis, Guibert, Lheureux et Verdière, la publication du *Répertoire du théâtre français*, en 72 vol. in-18. L'impression en a été faite par Jules Didot, imprimeur du roi. En 1823, il édita les *Œuvres complète de madame Cottin*, en 9 vol. in-18 ; cette édition fut, à cette époque, très appréciée.

En 1829, il publia, avec Furne, la *Correspondance de Grimm*, annotée par Taschereau, en 15 vol. in-8. En 1835, il fonda la librairie philosophique, qu'il continua pendant quarante ans, développant successivement son importance, qu'il quitta en 1874, à l'âge de quatre-vingt-un ans, obéissant à la loi impérieuse d'un repos nécessaire autant que mérité. Le grand mouvement libéral qui suivit 1830 amena chez lui les maîtres de la philosophie : Cousin, Jouffroy, Damiron, de Rémusat, Barthelémy Saint-Hilaire, de Gérando, Matter. A

côté de leurs œuvres, il publia celles de Maine de Biran, de Kant, traduites par Tissot et Barni, 4 vol. in-8 ; de Strauss (*Vie de Jésus*), traduites par E. Littré ; de Ritter, traduites par Tissot, Trullard et Challemel-Lacour, 9 vol. ; de Hegel, traduites par Bénard et Véra ; d'Aristote, traduites par Barthélemy Saint-Hilaire ; d'Hamilton et de Stuart Mill, traduites par Louis Pesse ; de Ravaisson, Vacherot, Alfred Maury, Janet, Fouillée, Ollé Laprune et Ribot. Il venait de terminer l'impression des *Principes de psychologie* de Herbert Spencer, traduits par M. Ribot, lorsque, sur les instances de ses enfants, il céda sa librairie à M. Gustave-Germer Baillière, en 1874, après avoir été pendant cinquante-six ans l'éditeur de livres utiles.

Sans chercher le chemin de la fortune, il s'était préoccupé de donner à ses enfants une instruction supérienre et une éducation très soignée. En 1844, il avait marié sa fille aînée à M. Alexandre Houssiaux, libraire. Nos lecteurs n'ont pas oublié le succès avec lequel Houssiaux exploita la vente, par livraisons, des *OEuvres complètes de Voltaire* et de *Rousseau*, les publications heureuses des *chansons illustrées de Pierre Dupont*, des *OEuvres de Balzac* et de *Victor Hugo*. Je rappellerai encore un joli volume de Scott sur les *noms de baptême* et de nombreux almanach qui eurent, à l'époque, un grand succès. Après la mort prématurée de son mari, en 1859, madame Houssiaux prit la direction de la librairie pour la céder à son gendre, M. Hébert, en 1866. La seconde fille de Ladrange fut mariée à M. Vallée. Son fils aîné sorti de l'Ecole polytechnique en 1843, a conquis dans l'artillerie, les grades les plus élevés ; son second fils, après avoir été élève à l'Ecole navale, a exercé avec distinction d'importants commandements dans la flotte.

J'ai été amené à parler des succès des enfants de Ladrange par le souvenir du bonheur qu'il en éprouvait. C'était le seul compliment auquel il ne fût pas insensible.

Conservons pieusement la mémoire de cet homme modeste qui a honoré notre profession. EMILE BAILLIÈRE.

* * *

Un fonctionnaire qui est resté plusieurs années inspecteur de l'enregistrement et des domaines à Troyes, et a laissé dans notre ville les meilleurs et les plus sympathiques souvenirs, M. Sollier, vient de mourir à La Rochelle où il avait été nommé directeur en 1878, à la suite d'un brillant examen qui lui avait valu cet avancement notable et si bien mérité.

Originaire de Seine-et-Marne âgé de 56 ans seulement, M. Sollier laisse une veuve et plusieurs enfants jeunes encore. Il avait parcouru hiérarchiquement tous les emplois intermédiaires qui l'avaient amené, en dernier lieu, au poste important et envié de directeur à La Rochelle. Il devait son avancement à son travail et à sa remarquable capacité.

M. Sollier est auteur d'un dictionnaire de l'Enregistrement, qui fait autorité dans la matière et qui a obtenu les honneurs de plusieurs éditions. Avant d'être promu inspecteur à Troyes, M. Sollier avait occupé en Seine-et-Marne le poste de vérificateur des domaines à Melun. Comme membre de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, il s'était livré sur place à l'étude de l'histoire locale de ce département. Les mémoires de cette Société savante contiennent trois notices de M. Sollier sur : 1° Un autographe de Colbert ; 2° La léproserie de Moret (Seine-et-Marne) ; 3° La fameuse Négresse de Moret, à laquelle Saint-Simon attribue une royale origine.

La mort si prématurée et si regrettable de M. Sollier ne lui a pas permis d'écrire l'histoire locale de la ville de Moret qu'il se proposait de faire paraître, et pour laquelle il avait amassé et réuni de curieux documents et importants matériaux.

Les nombreux amis de M. Sollier, s'associeront dans l'Aube, Seine-et-Marne et la Charente-Inférieure, à la vive douleur de sa famille. Nous savons que l'inspecteur des domaines de La Rochelle s'est fait, sur la tombe de M. Sollier, l'interprète des regrets de tous en lui disant un dernier adieu.

***

M. l'abbé Quittat, doyen de Montmirail, a prononcé l'éloge funèbre de M. le duc François de la Rochefoucauld, à la cérémonie de ses funérailles.

L'éloquent orateur a dit ce que fut cet homme de cœur, cet excellent père qui ne put survivre longtemps à la mort d'une fille bien aimée. Il a redit aussi la vie militaire du noble défunt. Nous lui empruntons quelques traits qu'on ne lira pas sans intérêt.

A vingt ans, M. de la Rochefoucauld s'engagea comme simple volontaire dans le régiment de spahis. C'était en 1837 aux temps héroïques de la conquête algérienne. Il fut de toutes les luttes. A 22 ans, il était lieutenant. Un jour, parti en reconnaissance, il s'élance sur un groupe d'Arabes. Cerné de toutes parts, un coup de pistolet lui fracasse le poignet. Il continue à se défendre jusqu'à ce qu'il soit enfin secouru par ses compagnons d'armes. Le cavalier arabe qui l'avait blessé, est atteint à son tour et son pistolet, glorieux trophée du champ de bataille, est aujourd'hui l'un des ornements du château. Ce brillant fait d'armes valut à M. de la Rochefoucauld la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Il est nommé capitaine à 26 ans après une charge brillante dans laquelle il avait sauvé de la destruction l'arrière-garde d'une colonne expéditionnaire. La croix d'officier est bientôt après la récompense d'une nouvelle action d'éclat.

L'orateur cite un mot du maréchal Bugeaud : « La Rochefoucauld est le seul officier de l'armée qui ne doive aucune grâce, aucune décoration à la faveur ; il a tout gagné à la pointe de son épée. »

En Crimée, il conquiert le grade de chef d'escadron. En Italie, à Solférino, le duc de La Rochefoucauld, dans une charge restée célèbre, s'élance à la tête de son régiment à travers les rangs ennemis. Il est percé de trois balles et tombe au milieu des cadavres. Le soir arrive, et voulant rejoindre son régiment, ses chers chasseurs d'Afrique, il tombe entre les mains de l'ennemi qui l'emmène prisonnier à Vérone. L'empereur Napoléon envoya l'un de ses aides de camp auprès de lui pour s'informer de son état; il lui envoyait en même temps sa nomination de lieutenant-colonel. L'Empereur d'Autriche, visitant les ambulances de Vérone, s'approcha de lui et lui dit : « Monsieur, je ne puis qu'admirer votre valeur et celle de l'armée française. »

* * *

M. Jules Barbier de Felcourt vient de mourir à Vitry-le-François. Appartenant à une des plus honorables familles du pays, M. de Felcourt jouissait d'une réelle influence et d'une grande popularité. Sa famille est la même que celle du célèbre avocat Barbier, le chroniqueur si estimé du XVIIIe siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire de la Champagne et de la Brie, depuis les origines de la Gaule jusqu'à l'organisation de comté héréditaire, avec Troyes pour capitale, en 1152; par M. l'abbé Étienne Georges, de Troyes, membre de plusieurs sociétés savantes. — Troyes, Léopold Lacroix, et Paris, Henri Menu, libraires-éditeurs, 1879.

La loi du 15 janvier 1790, en constituant l'unité politique et administrative de la France, a fait disparaître nos anciennes provinces; mais lorsque l'on veut s'occuper de l'histoire locale, il faut toujour en revenir à l'organisation primitive qui était basée à la fois sur la topographie du pays et sur l'origine, les mœurs et même le langage des habitants.

La Champagne et la Brie, qui furent longtemps réunies sous les mêmes comtes, l'ont été également et logiquement par les historiens et les chroniqueurs, qui ont rapporté les événements de cette période. Du reste, ces deux belles provinces ont souvent tenté la plume de nos plus féconds écrivains; aussi, ne sommes-nous pas surpris de voir aujourd'hui notre laborieux compatriote, l'abbé Etienne Georges, élever, lui aussi, son monument historique à nos deux provinces, à la suite des Pithou, des Guerrois, des Grosley, des Courtalon, des d'Arbois de Jubainville, des Théophile Boutiot et des Albert Babeau. Mais, de ce que plusieurs auteurs ont écrit déjà l'histoire de la Champagne et de la Brie, il ne faudrait pas en conclure que leurs ouvrages font nécessairement double emploi les uns avec les autres. Chacun d'eux, au contraire, s'est placé à un point de vue spécial et différent pour mettre en relief, soit les personnages, soit les faits, propres à telle époque ou à telle région.

L'ouvrage de M. l'abbé Etienne Georges est, en quelque sorte, le résumé et l'ensemble de l'histoire générale de la Champagne et de la Brie rattachée à l'histoire de France dont elle fait partie. Mais, comme on le voit par le titre même de ce premier volume, la période qu'il embrasse devra nécessairement être suivie d'une autre, dont traitera un second volume prêt à mettre sous presse.

La période dont nous avons seulement à nous occuper ici, comprend six sections, subdivisées méthodiquement chacune en plusieurs chapitres, et dont voici l'analyse succincte :

La première s'étend, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à la conquête des Gaules par Jules César, 51 ans après Jésus-Christ.

La deuxième, depuis cette conquête, jusqu'à la défaite d'Attila dans les plaines de la Champagne en 451.

La troisième, depuis cette défaite, jusqu'à l'établissement du duché de Champagne, vers l'an 580.

La quatrième, depuis cet établissement jusqu'à l'avènement des comtes héréditaires, vers l'an 923.

La cinquième, depuis les comtes héréditaires de la maison de Vermandois, jusqu'à l'avènement de Hugues Ier, qui prit officiellement le titre de comte de Champagne, l'an 1090.

Enfin, la sixième, depuis l'avènement du comte Hugues jusqu'à l'organisation du comté de Champagne et de Brie avec Troyes pour capitale, de 1090 à 1152.

Ajoutons que le style clair, précis et correct de ce livre, joint à l'intérêt propre des faits, en rend la lecture aussi attrayante que profitable. Le nouvel ouvrage de l'abbé Etienne Georges a donc sa place marquée dans toutes les bibliothèques locales, à côté de ceux de nos chroniqueurs les plus estimés, dont nous avons rappelé les noms plus haut.

ARSÈNE THÉVENOT.

* * *

Nous recommandons vivement les deux almanachs de cette année, l'*Almanach de la Champagne et de la Brie* et l'*Arcisien*. On y trouve de nombreux articles historiques dont plusieurs auraient certainement été très-bien placés dans la *Revue*.

L'*Almanach de la Champagne* nous donne le siége de Saint-Dizier en 1544, par l'abbé Fourot ; la suite des champenois célèbres (D.-G.) ; Cartouche à Bar-sur-Seine ; Mitaine, le Diogène châlonnais, par M. A. Denis ; les éphémérides rémoises, par l'abbé Chardron ; l'abbaye de Montierender, etc.

Dans l'*Arcisien*, nous trouvons d'abord un excellent travail : c'est le répertoire des communes de l'arrondissement avec une notice archéologique et historique, succincte et exacte par chacune ; nous citerons ensuite la notice du village d'Ormes, par M. Thévenot ; la vie municipale à Dommartin-le-Coq de 1787 à 1792, étude excessivement intéressante ; il serait à désirer que l'on multiplia ces recherches sur la période révolutionnaire dans nos campagnes ; il y a là une mine féconde à exploiter et qui permettrait un jour de composer un tableau d'ensemble très-curieux.

* * *

Vient de paraître l'*Almanach de la Marne, de l'Aisne et des Ardennes* (Reims, Matot-Braine). Nous y relevons des articles intéressants. *Profils d'artistes champenois*, par le bibliophile Benjamin ; Caqué, graveur rémois (XVIIe siècle) ; Goffin, graveur de monnaies sedanais (XVIe s.) ; Langlois, peintre et graveur de Sezanne (XVIIIe s.) ; Radigues, graveur rémois (XVIIIe s.) ; Savoye, graveur rémois (XVIIIe s.) ; Varlet de Semeuse, graveur rémois (XVIIIe s.). — Traité du prince de Charleville avec un vigneron d'Ay pour planter des vignes au Mont-Olympe (1627). — Entrée de Marie-Louise à Rethel en 1813. — Les Israélites à Reims. — L'abbaye Saint-Médard de Soissons. — La né-

crologie des trois départements pour 1879. — Enfin une note très-intéressante sur l'organisation du musée de Reims dans les nouveaux bâtiments de l'hôtel-de-ville.

Nous noterons en passant qu'on y trouve des toiles des artistes rémois suivants : Boba, dit maître Georges (1579) ; Renard, Martin (1615) ; P.-L. Lallemant, Huillot, Chappe, Legay, Hélard, Lefèvre, Millereau, Tissérand, Dubois, Villebaut, Perceval, de Perthes, Ferrand de Monthelon, Robert, Clermont, Méon, Perrin, Germain (mort en 1842), Herbé, Lienard ; parmi les contemporains : Alexandre, Marchand, Rive. On y voit aussi un grand nombre de portraits de rémois notables dont les auteurs sont inconnus. Le musée possède également nombre de toiles des plus grands maîtres français et étrangers. Il y a aussi une salle d'histoire naturelle très-intéressante. Nous y reviendrons un jour plus en détail.

* * *

Nous signalerons une brochure de M. Gandon, inspecteur général de l'Université en retraite : « Les progrès de l'éducation dans la Marne, de 1829 à 1879. »

Ce travail est intéressant, utile à consulter et conçu dans le meilleur esprit ; nous en extrayons ces chiffres : en 1829, il y avait 40,533 enfants dans les écoles, en 1879, il y en 56,295. Aujourd'hui, toutes les communes du département ont des écoles ; en 1829, il en manquait donc 57.

M. Gandon, qui est un enfant de la Marne, a publié également une brochure sur l'*Enseignement laïque* (Paris, Rousseau, in-8°), dans laquelle il défend dans les termes les plus élevés la cause de la morale et de la religion qu'il déclare *indivisibles*.

* * *

Les monuments de la Renaissance dans l'Oise [1]. — Le savant et infatigable directeur de la Société française d'archéologie a entrepris un magnifique travail destiné à faire connaître les principaux monuments de la Renaissance en France. Nous avons déjà mentionné ici la première livraison de ce recueil consacré à la Flandre, à l'Artois et à la Picardie ; la seconde ouvre la série de l'Ile-de-France et s'occupe des monuments de l'Oise, un des départements les plus riches pour l'archéologie du XVIe siècle. Cette région touche assez à notre province pour que nous en puissions parler avec quelques détails.

La cathédrale de Beauvais n'a été terminée qu'au XVIe siècle, époque où l'architecte Michel Laly fut chargé de la direction des travaux (1532) ; mais ce ne fut que Jean Vast qui eut la satisfaction de planter la croix à 154 mètres au-dessus du sol.

Jean-le-Pot, connu déjà par les belles sculptures de l'église Saint-Etienne de la même ville, exécuta alors les admirables vanteaux de la

1. *La Renaissance en France*, par Léon Palustre. In-f°, 2e livraison, première de l'Ile-de-France. Paris, Quentin, 1879.

porte de la cathédrale que reproduisent avec une merveilleuse exactitude les eaux-fortes de M. Sadoux, consacrés l'un à la vie de saint Pierre, l'autre à la vie de saint Paul. Ce sont, de l'avis de M. Palustre, les monuments les plus parfaits de ce genre que nous possédions en France. Il ne faut pas non plus oublier les beaux vitraux de la Renaissance qui décorent un certain nombre de fenêtres de l'église. M. Palustre les décrit avec soin.

Il faut citer ensuite à Beauvais une maison de la rue Saint-Thomas, remarquable par les carreaux émaillés qui remplissent les interstices de son colombage ; et une autre à pans de bois, dite de l'Image-de-Saint-Jean, type complet de l'architecture civile du XVIe siècle.

M. Palustre nous présente successivement l'église de Meignelay, celle de Ravenel, avec un retable en pierre de 1549 et un remarquable Calvaire. — La Porte-Chapelle de Compiègne aux armes du connétable de Montmorency, les vantaux des portes des églises de Saint-Antoine et de Saint-Jacques ; — le banc d'œuvre de 1587 de Saint-Germain. — L'hôtel-de-ville de Noyon, quoique terminé en 1532, rappelle plutôt le type du XVe siècle. — Les remises du château de Sarcus; — le portail de l'église de Mont-Javeult ; — le petit château de Chantilly, seul vestige de l'ancienne construction d'Anne de Montmorency ; — le manoir de Huleux, près de Crépy-en-Valois, élevé sous le règne de Henri II, probablement par les frères Breton. M. Palustre mentionne encore une jolie porte, datée de 1537, dans la rue de la Hante : mais il ne s'arrête pas au châreau de Mouchy, « bourgeoisement restauré, dit-il, il y a quelque peu d'années. » Ajoutons que le savant archéologue fournit d'intéressants détails sur les architectes qui ont pris part à l'érection des monuments cités et que de charmantes eaux-fortes reproduisent les parties les plus remarquables de ces divers monuments.

La prochaine livraison sera consacrée aux départements de l'Aisne et de Seine-et-Marne. Nous en parlerons donc longuement ; la Champagne ne paraîtra que dans une des dernières. Elle fournira un intéressant contingent.

Pour ne parler que de la Marne, nous signaierons dès aujourd'hui à M. Palustre le beau château de Montmort, construit d'un seul jet au milieu du XVIe siècle sur un haut rempart du XIIIe ; plusieurs maisons à Reims : hôtel de la rue de Mars dont la cour est excessivement remarquable et l'hôtel Montlaurent dans le Barbâtre ; deux ou trois maisons anciennes également à Châlons-sur-Marne avec le reste des fortifications et les superbes vitraux du XVIe siècle dans ses églises St-Etienne, St-Alpin (grisailles remarquables), St-Loup, St-Jean et Notre-Dame où l'on voit la bataille où triompha Saint-Jacques de Compostelle, composition vraiment magnifique. A Epernay, le portail de l'église Saint-Martin et ses vitraux. La Renaissance se montre dans l'ornementation des nefs de la belle église de Somme-Py, de celles de Fismes, de Saint-Jean-sur-Tourbe, de Mesnil-les-Hurlus, au clocher de Saint-Jean de Châlons, au portail de Saint-Alpin dans la même

ville, aux églises de Mesnil-sur-Oger, de Vaudesincourt, Saint-Brice, Noirlieu, Verrières, Reuil, Servon, — celle-ci dans un style grec très-original, sinon flatteur à l'œil, avec des colonnes ioniques et doriques accumulées au portail que surmontent en frise les bustes du Christ et des douze apôtres. On trouve des vitraux du XVIe siècle à Fèrebrianges, à Jâlons, à Villers-Franqueux. Les cloches de cette époque sont assez nombreuses encore.

Ces notes ne sont qu'une simple énumération relevée rapidement à travers nos souvenirs. Nous croyons l'Aube et la Haute-Marne surtout plus riches en monuments de la Renaissance. Nous espérons que M. Palestre ne négligera rien, et, en juger par les deux livraisons parues, nous attendons avec confiance celles qui seront consacrées à la Champagne et à la Brie. Ed. DE BARTHÉLEMY.

* * *

M. le chanoine Ledouble, secrétaire de l'évêché de Soissons, vient de publier un excellent volume qu'il faudrait voir composer pour chacun de nos diocèses. C'est l'*Etat religieux ancien et moderne des pays qui forment aujourd'hui le diocèse de Soissons*. Tous les renseignements s'y trouvent résumés, y compris une note succincte sur la valeur archéologique des églises. Ce travail est excessivement complet; anciens diocèses ayant concouru à former le diocèse actuel; cures, vicariats, chapelles, abbayes, prieurés, couvents, commanderies, ermitages, établissements d'enseignement; état détaillé actuel: patrons des paroisses, reliques, pélerinages hôpitaux, liturgie. On voit que ce tableau ne néglige rien.

Les anciens diocèses de Meaux, Reims et Troyes ont donné au diocèse de Soissons, les paroisses de Gandeleu, Brumetz, Mustigny, Logny, la Celle. En revanche, le diocèse de Soissons a perdu au profit de ceux de Châlons et de Reims plusieurs paroisses.

* * *

Le second volume de l'*Histoire de l'abbaye d'Avenay*, par M. Louis Paris, vient de paraître. Nous le signalerons seulement aujourd'hui, mais la *Revue* en reparlera longuement bientôt. C'est une publication vraiment remarquable et du plus haut intérêt. Ce second et dernier volume commence à l'abbesse de Lévis-Ventadour, en 1608, et se termine au mois de septembre 1792, quand la municipalité d'Epernay prit possession du mobilier du monastère. M. Paris complète son travail par une série de documents formant un tome à eux seuls, lesquels constituent un catalogue de la plus grande valeur historique pour nos contrées. Nous adressons toutes nos félicitations à l'auteur auquel l'Académie de Reims a justement rendu hommage par le don d'une grande médaille à son avant-dernier concours. M. Louis Paris a introduit dans les pièces justificatives des documents inédits excessivement curieux pour l'histoire de la Ligue dans notre province ; sur Dor-

mans, Bisseuil, Mareuil, Sy dans les Ardennes ; sur Reims, la Trève dite d'Avenay intervenue en 1593 pour assurer la liberté du labourage. Toutes ces pièces présentent l'intérêt le plus réel et le plus neuf. Nous allons les faire briévement connaître.

I. Pièces relatives au séjour de François Ier au camp de Jalons en 1544 avec le détail de la composition de l'armée.

II. Rétablissement des fortifications d'Ay en 1578.

III. Dormans pendant la Ligue ; acte de la capitulation consentie par le vicomte de Comblizy au profit des ligueurs en 1590 ; procès-verbal de la démolition du château le 24 septembre.

Prise de Bisseuil par les Ligueurs en 1589 ; réimpression de la plaquette rarissime intitulée : « La deffaite des troupes huguenottes et politiques en Champagne par le Sr de Saint-Paul, ensemble la prise de Bisseuil et la honteuse retraite du baron de Thermes ; à Paris chez Didier Millot, M.D.L.XXXIX. » — Reprise de cette place et capitulation en décembre 1590.

IV. Reddition du château de Mareuil-sur-Ay ; acte de capitulation du 19 juillet 1591, contenant cette convention singulière. Le duc de Nevers y accorde au gouverneur, M. de Vaugré, que 20 coups de canon seraient tirés contre la place, après quoi les portes seront ouvertes.

V. Siège d'Epernay en 1592. — M. Paris rappelle la tradition qui assure que pendant le siège, Henri IV rendait souvent visite à Damery, à la présidente du Puy, qu'il nommait sa « belle hôtesse. » Il ne se prononce pas sur cette légende ; sans la nier, il constate qu'à ce moment le roi était dans toute la ferveur de sa passion pour la belle Gabrielle. Avec Henri IV ce motif ne nous suffirait pas.

VI. Traité d'Avenay pour la liberté du labourage et des vendanges en 1593. M. Paris publie les lettres les plus curieuses et échangées entre Châlons et Reims ; nous croyons seulement qu'il aurait pu en réunir encore un plus grand nombre E. DE B.

CHRONIQUE

LES PORTRAITS DES CHATEAUX EN CHAMPAGNE.

V

Château de Vendeuvre (Aube).

Le château de Vendeuvre fut construit par M. Pavée de Provenchères au commencement du XVIIIe siècle ; c'est un des plus beaux du département de l'Aube. La terre avait été acquise au commencement du XVIIIe siècle par Gabriel Pavée, écuyer, conseiller-secrétaire du roi, mariée en 1715 à Françoise Le Gros[1], mort le 6 mars 1764 à Paris, où une rue a conservé son nom. Le château appartient actuellement au baron Gabriel Pavée de Vendeuvre, ancien député, membre du conseil général de l'Aube. On y voit un assez grand nombre de portraits remarquables.

I. Dans la bibliothèque, garnissant un panneau, un tableau représentant toute la famille au commencement du XVIIIe siècle. M. de Provenchères, fils de Gabriel Pavée, trésorier des deniers du roi, présente le plan du château à sa femme, assise ; son fils debout près de lui ; une vieille bonne amène le second fils, M. de Villeneuve, et ses deux filles (Mme du Manoir et une morte jeune), une sœur aînée (la comtesse de Rochefort) prend une leçon de dessin ; son maître debout, l'épée au côté, est l'auteur du tableau ; on voit encore au fond un vieux domestique, un chien, un perroquet.

II. Deux portraits de M. de Vendeuvre, conseiller à la cour des aides de Paris, fils aîné du précédent.

III. Portrait de M. de Provenchères.

IV. Portrait de sa femme.

V. Portrait de Gabriel Pavée.

VI. Portrait de Françoise Le Gros, sa femme.

VII et VIII. Portraits du père et de la mère de Gabriel Pavée.

IX. Portrait du baron de Vendeuvre, pair de France, père du propriétaire actuel, mort en 1870.

X. Portrait de sa femme, née Marie Esther Dassy.

XI. Portrait de Mme de Vendeuvre, femme du conseiller à la cour des aides, née Langlais.

XII, XIII, XIV. Portraits des père, mère et ayeul de celle-ci. Ce dernier peint par Vanloo.

XV. Portrait de Mme de Tourolle, ayeule de la même. (Pastel).

1. Voir la notice sur cette famille, t. VI, p. 181, 3e année, de la *Revue*.

XVI. Portrait de M. Pavée de la Villeneuve, chevalier de Saint-Louis, major de cavalerie.

XVII. Portrait de sa sœur la comtesse du Manoir de Juaye, morte en 1870.

VI

Château de Chacenay (Aube, canton d'Essoyes).

Cette terre est une des plus anciennes baronnies de l'Aube ; elle avait au moyen-âge des seigneurs particuliers qui figuraient parmi les principaux de Champagne. Pierre Arnauld, écuyer, maître d'hôtel de Monsieur, frère du roi, eut une fille unique, Elisabeth Monique, qui acheta la terre en 1720 ; elle épousa M. Poucher, conseiller d'Etat, et mourut en 1779 laissant Chacenay à Laurent Florimond de Plancy, arrière petit-fils de son frère ; celui-ci mourut en 1803 et laissa Chacenay à Charles Bertherand qui avait épousé Mlle Domillier, fille d'une neveu de M. de Plancy. Le château, artistiquement restauré, appartient à M. Arthur Bertherand, membre du conseil général de l'Aube, petit-fils du précédent et appartenant à une noble famille du Soissonnais, où ses membres figuraient dès le XVIIe siècle au bureau des finances de Soissons comme trésoriers généraux.

I. Portrait de Pierre Arnauld, peint par Largilliere.

II. Portrait de sa femme, peint par Louis de Boulogne. Elle est en grande toilette de velours rouge, tenant une perruche sur le doigt.

III. Autre de la même, cueillant des fleurs d'oranger.

IV. Portrait d'une jeune fille faisant un bouquet, pendant du précédent.

V. Portrait d'Elisabeth Arnauld, fille unique de Pierre, mariée à Claude Poucher, baron de Chacenay, conseiller d'Etat. Elle tient un loup de satin noir à la main.

VI. Portrait de son mari.

VII et VIII. Deux portraits ovales de Mme Poucher : l'une en Pierrette, l'autre en Arlequin, souvenirs des rôles joués par elle sur le théâtre du château.

IX et X. Deux portraits au pastel de M. et Mme Poucher de Chacenay. Elle est vêtue d'une robe en satin feuille-morte, garnie de zibeline : excellente exécution.

XI. Portrait de M. Martin de Pinchesne, époux de la fille du frère de Pierre Arnauld.

XII. Portrait de M. Michel Delpech de Méréville, conseiller d'Etat, mort à Chacenay en 1776.

Château de Loupeigne (Aisne, canton de Braisne).

La seigneurie appartenait dès le milieu du XVIIe siècle à la famille Danré d'Armancy. Un mariage en 1770 la porta à M. L'Escarbotte de Beaufort, écuyer, président trésorier de France au bureau des

finances de Soissons. Le château, restauré récemment, appartient à M. de Blavette, marié à Mlle de Beaufort, petite-fille du précédent. On y trouve plusieurs portraits de personnes signalés déjà à Courmelois.

I et II. Portraits de M. et de Mme d'Armancy.

III. Portrait de M. de Bourgogne de Menneville, chevalier de Saint-Louis, brigadier des armées du roi en 1780, grand-oncle de celle-ci. Il avait formé une collection de tableaux assez estimée, dont plusieurs toiles furent gravées et à lui dédiées.

IV. Portrait de M. de Bourgogne, écuyer, conseiller du roi à la cour des monnaies de Lyon, receveur des gabelles à Reims, père du précédent. (Grand pastel).

V. Portrait de Mme de Bourgogne, née Ledoulx, femme du précédent.

VI. Portrait de Mme Ledoulx, née Fillion (âgée), mère de la précédente.

VII. Portraits de M. et Mme de Bourgogne dans la même toile.

VIII. Portrait au crayon rouge de M. l'abbé de Bourgogne, abbé de Sablonceaux, conseiller au parlement de Paris, leur fils.

IX. Portrait de M. de Bourgogne, échevin de Reims en 1654, père du receveur des gabelles, en perruque Louis XIV.

* * *

Société archéologique de Sens. — Dans sa séance du lundi 1er décembre 1879, la Société archéologique de Sens a procédé au renouvellement annuel de son bureau.

Ont été nommés :

Président, M. Blanc ; vice-président, M. le docteur Compéral ; secrétaire, M. Julliot ; vice-secrétaire, M. Gaudillon ; archiviste, M. de Mauroy ; vice-archiviste, M. Paul Muleur ; trésorier, M. Loriscroie.

* * *

Dans les catalogues de la vente des autographes de la collection de M. H. Lucas, faite au mois de décembre, par M. Et. Charavay, nous relevons comme pièces champenoises :

Pierre du Ruel, marquis de Beurnonville, né à Champignolles, près de Bar-sur-Seine ; ministre de la guerre en 1793, membre du gouvernement provisoire en 1814 et maréchal de France qui, dans une proclamation adressée à Utrecht, le 7 vendémiaire an VI, à l'armée du Nord qu'il commandait en chef, disait :

« Soldats, bientôt peut-être vous donnerez de nouvelles preuves de cette constante unanimité des troupes républicaines ; déjà vos frères de Sambre-et-Meuse n'attendent plus que le signal des combats pour voler à de nouvelles victoires. Vous participerez, sans doute, comme vous l'avez déjà fait, à cette gloire nouvelle, et vous montrerez qu'il

n'y a entre les soldats français de rivalité que pour combattre et pour vaincre. » La proclamation se termine par ces mots : « Vive la République ! haine au royalisme ! haine à l'anarchie ? »

L. a. s. de Charles-Maurice Le Tellier, archevêque de Reims, à l'abbé Bossuet (neveu de l'illustre prélat) ; Reims, 22 juin 1698, 1 p. 1/4 in-4.

« Très-belle lettre sur les disputes entre Bossuet et Fénélon. On dit que M. de Cambrai veut répondre à MM. de Paris et de Meaux. « Je ne comprends pas comment il s'y prendra. Il sera encore bien plus embarrassé lorsqu'il verra la relation de M. de Meaux sur le quiétisme qui va paroistre... »

L. a. s. de Jean Mabillon, l'illustre bénédictin, à Ledieu, chancelier de l'église de Meaux ; 6 août 1700, 3 p. in-4, cachet.

« Très-intéressante lettre où il rend grâces à l'assemblée du Clergé, et surtout à Bossuet, de l'approbation qui a été donnée à la préface du dernier volume de saint Augustin. — Sur le feuillet de l'adresse, Ledieu a mis une longue note explicative des faits qui avaient motivé la lettre de Mabillon. »

* * *

Nous trouvons dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 décembre, un article de M. Ch. Aubertin sur les *États généraux*, qui parle d'un personnage, d'après son nom appartenant à notre province.

« Dans la tourbe des harangueurs de carrefours, il en est un (sous Charles VI) que son importance a distingué des autres et tirés de l'obscurité ; c'est Jean de Troyes, échevin de Paris, concierge de l'huis de fer au palais. L'histoire n'a pas dédaigné de rapporter quelques-uns de ses discours. Sa voix était comme le clairon de l'émeute. Présidant les bandes insurrectionnelles, il allait sous les fenêtres de la demeure royale, interpeller le gouvernement, le sommer de comparaître et d'écouter ses remontrances ; si la harangue restait sans effet, si la liste de proscription était repoussée, l'orateur faisant signe à ses hommes, la bande aussitôt brisant les portes, fouillait les appartements du prince, arrachait les proscrits à sa sauvegarde, les emmenait ou les massacrait sous ses yeux. »

* * *

Nous avons relevé les notes suivantes sur l'exemplaire de l'*Abrégé de l'armorial de Caumartin*, ayant fait partie de la bibliothèque héraldique si remarquable, récemment vendue, de M. Ern. de Rozières. Elles sont de la main du curieux rémois Hédouin de Pons-Ludon, père de celui qui est mort il y a quelques années, l'original le plus étrange que l'on puisse imaginer. Nous les reproduisons sans commentaires, elles datent de 1796.

Dessaulx. — Celui que j'ai connu a été juge de paix, adoré de son canton des Ardennes ; mis en détention avec moi à Belle-Tour (à Reims), l'an II, et à l'âge de 40 ans environ, guillotiné lui douzième, à Paris.

D'Estocquois. — Seigneur de Mondéjeux ; j'ai connu le fils, vieux baron de Longchamps, mort avant sa sœur, veuve de la Goille, morte sans postérité, sont morts vieux tous trois avant 1795.

La Fougère. — Le fils de Jacques, seigneur de Courlandon, lieutenant-colonel du régiment Talmont, veuf sans enfants de l'aînée de Pierre Taillet, huissier, dont le fils unique a émigré.

Frémyn. — Noble homme Antoine Frémyn, secrétaire de Marie de Médicis, lieutenant à Reims en 1615-1617, mort le 28 février 1640 à 82 ans, marié à Simonne Moët, morte le 18 septembre 1624 à 66 ans. — Philippe, leur fils, assesseur civil et criminel au présidial, lieutenant de ville en 1644-1648, mort le 25 août 1662 à 70 ans. — Autre Antoine Frémyn, élu à Reims, mort avant 1660

De France. — N., seigneur de Magneux-les-Fismes, gendarme du roi à Fontenay, a eu un fils page, capitaine au régiment d'Eu ; et le chevalier, capitaine de milices, tous deux chevaliers de Saint-Louis.

Le Gorlier. — Lieutenant-général au présidial de Chaalons avec deux filles, était fils de Nicolas et de N. Roland.

Hédouville. — L'un, M. de Merval superbe officier de Royal-Comtois et émigré ; l'autre, M. de Minecourt, était chevalier de Saint-Louis en 1784, comme élève de l'école militaire ; son frère était général de la Vendée en 1796. J'en ai connu un vieux, chevalier de Saint-Louis, caudataire du cardinal de Rochechouart.

Haudoin. — N. dit d'Œuilly, épousa une Deuil, fille de Deuil-Cloquet, fourrier chez le roi ; son fils unique est émigré, il a une fille. On trouve au tome II de l'*Histoire de France* de Velly, que sous Louis Ier Le Leu de Hédouin (porte mi-partie de gueules et de sable au faisceau de sinople, terminée par une fleur de lys d'or renversée, à la hache d'argent) fut mis à mort par ce roi faible et inique. Les descendants de cette victime de la tyrannie du fils de Charlemagne existent en la personne de Joseph-Antoine Hédoin, né à Reims en 1739, ayant quatre générations de roture, officier en 1757, capitaine en 1776, marié à Epernay à Clémentine Malassis, fille du lieutenant particulier d'Epernay, en 1780, lieutenant-colonel par la loi du 5 septembre 1790, n'ayant de ses cinq enfants qu'Aubin-Louis Hédouin, né en 1783 à Epernay, fixé à Reims depuis sa naissance [1].

1. On avouera que Pons-Ludon, si sévère pour la noblesse des autres, n'y allait pas de main morte quand il s'agissait de lui.

Ivory. — Un capitaine de Bouillon, marié à une Cocquebert, résidant à la Malle, près Reims, en 1790.

Lescuyer. — Un capitaine de dragons, lieutenant des maréchaux, a été colonel de gendarmerie nationale, a eu cinq femmes. dont la dernière veuve de son mari, guillotiné à Paris pour avoir voulu par ordre de Dumouriez, arrêter en 1753, le républicain Bellegarde à Valence.

Lantage. — Un existe en 1796, juge de paix, divorcé.

Des Laires. — Le dernier, mort sans enfant, lieutenant-colonel de Touraine, et sa sœur unique, mariée à un Beffroy.

Moët.—La branche de Louvergny fondu en la maison de Miremont, existant capitaine de dragons retiré (*sic*). Miremont de Berrieux épousa M. Moët de Louvergny ; un de ses fils chevalier de Malte et tous deux capitaines des dragons de Languedoc, mariés. Ils ont huit sœurs (1796), l'aîné veuf eut une fille ; le chevalier marié à une Ferette.

Mésirac. — Une femme de ce nom vivait en 1786 à Romain avec un Mion.

Oudan. — En quittant le régiment, il a épousé Mlle Pernot, aînée de deux filles du procureur du roi des Eaux et Forêts de Reims.

Le Picard de Flavigny. — Chevalier de Saint-Louis, capitaine en 1771 ; son fils garde du corps du roi, cultivateur, près de Istres.

De Renty. — Chevalier de Saint-Louis, marié à une Récour, résidait à Challerange, près de Taissy ; son fils lieutenant des maréchaux.

Roucy.—Une Roucy a épousé une Moyon-Maillefer, d'où postérité.

Sahuguet. — Né en 1742, a épousée un Frémyn et demeura avec elle à Sapicourt, sans postérité.

De Sugny. — Ancien lieutenant du régiment Lyonnais, a épousé à Reims la fille de Andrieux, de Reims ; émigré. J'ay connu un Trestomdant, capitaine des grenadiers à Lille en 1767.

Le fils d'un bourgeois de Chaalons marié à une Frémyn, ex-officier de troupes légères, n'a qu'un fils : il se prétend bâtard de La Tour-d'Auvergne et en porte les armes. Il y a un La Tour, brigadier des gardes, qui se fait surnommer de Prouilly ; son fils était secrétaire de la Chambre ardente ; l'autre ayant été refusé dans l'artillerie, est ingénieur des ponts-et-chaussées en 1786.

Marie de Montfort. — Le représentant sorti de l'école de Brienne, réside avec sa femme à Sainte-Euphraise ; il peut avoir 23 ans en 1796. L'alliance de Verjeur.

Le fils de Canelle-Cocquebert, officier d'artillerie, né à Reims en 1774, est émigré.

Le fils unique de Canelle, seigneur de Bourgogne, près Vantelet, né en 1776.

M. Ledieu, colonel d'artillerie, marié à une La Goille, retiré à Raday, près Damery.

Le fils de Montgeot-Pernot, officier, né à Reims, émigré ; son cousin fils d'une La Valle.

Masson de Verneuil, capitaine au régiment d'Eu, mort sans alliance.

Mezieres a laissé une sœur.

Guillaume de Sauville, conseiller à cour des monnaies (1780), son fils émigra. Le père avait acheté la seigneurie de la baronnie de Vézilly, en 1788, à Adrien Mignon, seigneur de la Bretèche ; il était beau-frère de Varlet de Semeuze, vicomte Saulx-Saint-Remy, maître des comptes à Paris.

*
* *

La *Revue des Deux-Mondes* du 1er décembre contient la fin d'un travail de M. Caro sur « Diderot inédit d'après les manuscrits de l'Ermitage. » Nous y trouvons une appréciation piquante sur le philosophe langrois et sur Mlle Vollant. Comme les deux amis étaient champenois, nous nous empressons de reproduire ce passage du savant académicien :

« Nous n'avons pas à reviser le procès de la vertu problématique de Mlle Vollant. Malgré le ton général de ces lettres et quelques passages terriblement significatifs, les nouveaux éditeurs, pris d'un scrupule assez inattendu, veulent douter encore. Il leur plait de nous faire entendre qu'il y a là une question et qu'elle est loin d'être aussi facile à trancher que le prétendent les lecteurs superficiels de Diderot et les roués littéraires qui sourient des problèmes de ce genre. Il semble cependant qu'il ne puisse y avoir d'hésitation raisonnable en présence de certaines pages où sont évoqués les souvenirs les plus troublants et les espérances les plus équivoques, sans parler des passages où Diderot pose à son amie des questions étranges de casuistique licencieuse, de physiologie grivoise, de ces questions où se dilate une conduite malsaine et qui, en tout état de cause, seraient un véritable outrage, dans l'hypothèse d'un amour platonique, du respect qu'il comporte et des ignorances qu'il suppose. Et puis quelle invraisemblance que de parler de platonisme au XVIIIe siècle et à propos de Diderot, quand on connaît sa manière de voir sur les relations de ce genre ? Est-il douteux qu'à cet égard Mlle Vollant ait été un instant de son école ? — Passion d'abord et des plus vives à son début, pleine de mystère, enthousiaste, à la façon dont le mot s'entendait alors, peu à peu par l'effet de l'habitude qui s'accroit et des années qui viennent, le sentiment qui anime les lettres se modère dans l'expression : peut-être plus profond, il est plus tempéré : il parcourt toute les gradations de l'amour le plus vif à l'amitié sensible encore, mais raisonnable. Au commencement de sa correspondance, Diderot, en vrai amoureux qu'il est, se plaint des obstacles de divers genres que rencontre sa liaison avec Sophie ; il s'irrite de la surveillance qu'on exerce autour d'eux ; il y a des allusions passionnées et des sous-entendus. Peu à peu toutes ses colères se calment : l'expression est encore tendre, mais d'une tendresse qui n'a plus rien à cacher. Diderot finit par admettre la famille dans l'intimité attiédie et élargie de sa correspondance. La mère de Sophie, Mme Vollant, la sœur, Mme Legendre, sont traitées sur le même pied que Sophie ; il y a même un instant où Uranie (Mme Legendre) paraît prendre pour elle une bonne moitié de cette affection. Les phases diverses de ce petit roman sont marquées par les formules qui varient dans chaque période la correspondance ; c'est d'abord ma *tendre amie*, puis mon *amie* ; à un certain moment c'est aux *chères et bonnes amies* qu'on écrit et les dernières lettres portent ces mots significatifs : *Mesdames et amies*. Le roman est fini, la vie réelle a repris le dessus. Nous n'avons plus à rechercher quelle était au juste cette petite bourgeoise

qui a pris une si grande place dans la vie de Diderot pendant 23 années et dont on sait seulement ce que Diderot nous a laissé savoir dans dans ses lettres, qu'elle ne se maria pas, que née vers 1726, elle avait environ 29 ans lorsqu'il l'a connu, qu'elle paraît avoir un ce qu'on appelait alors une figure intéressante plutôt que de la beauté. (Muses et grâces, pardonnez à Diderot qui nous révèle qu'elle avait la « menotte sèche » et portait lunettes vers l'âge de 35 ans). Douée de cette sensibilité qui était la vertu de ce temps-là, instruite d'ailleurs, au courant de tous les livres de philosophie qui paraissaient, docte et éclairée de l'*Esprit* d'Helvetius, très-curieuse des beaux-arts où il semble qu'elle apporte un jugement droit. »

***

L'évêque de Châlons vient de bénir l'église de Somme-Suippe (Marne), complètement restaurée. L'ancienne église était un intéressant édifice du XIIIe siècle, mais lamentablement délabré. On a restitué l'abside éclairée par sept belles fenêtres ogivales que déshonoraient de grossières boiseries, et installé un autel dans le style de l'église, exécuté par M. Durieux, de Reims. Des verrières ont été placées dans les fenêtres et l'histoire sainte y est résumée en 14 médaillon. Les trois nefs ont été reconstruites dans un excellent style. Ajoutons que la pierre de l'autel est celle qui, pieusement conservée, a servi pendant la Révolution aux prêtres qui venaient célébrer secrétement la messe.

***

Le mois dernier, l'archevêque de Reims a consacré la nouvelle église de Saint-Lambert (Ardennes), construite dans le style du XIIIe siècle, qui mérite bien le surnom qu'on lui a déjà donné de « joyau de la rivière d'Aisne. »

***

Nous trouvons dans la première livraison de la *Revue des Sociétés savantes* un excellent rapport de M. l'intendant général Robert, membre du comité, sur les derniers travaux de la Société de Vitry-le-François. Le volume renferme des travaux de M. Mougin sur les foyers gaulois de Plichancourt, sur le cimetière gaulois de Charvais à Heiltz-l'Evêque qu'accompagnent de superbes planches, et une note de M. Pestre sur l'église romane de Plichancourt où l'on remarque des pentures de fer forgé du XIIIe siècle, semblables à celles d'une armoire de l'abbaye de Vezelay, reproduite par M Viollet-le-Duc. Signalons encore dans cette livraison la communication de M. le comte de Marsy de vingt-cinq lettres adressées par Henri IV, Louis XIII, Louis XIV et Louts XV aux abbés de Saint-Hubert des Ardennes pour les remercier des envois de gibier et des présents annuels aux rois de France de deux couples de chèvres et de deux oiseaux de proie en échange d'une rente de 300 francs et d'une sauvegarde permanente ; — et un excellent rapport sur la collection de tableaux de M. de Courdoumet, chanoine de Meaux, mort en 1782.

* * *

Passage du duc de Penthièvre en Champagne, en 1789. — Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, était le dernier héritier des fils légitimés de Louis XIV et de Madame de Montespan. Il fut le seul prince qui put traverser, sans crainte comme sans danger, les jours les plus troublés de la période révolutionnaire; et cette exception, il la dut à sa bonté, à sa bienfaisance, à ses vertus.

Au moment de la réunion des États généraux, le duc ne tenait plus en place, on aurait dit qu'il se trouvait toujours ou trop loin ou trop près du foyer de la politique, de ce centre éclatant et sombre ou s'élaborait un monde nouveau ; il s'en approche, il s'en éloigne, promenant de domaine en domaine, de château en château, ses vagues inquiétudes, ses poignantes curiosités. Ce n'est pas qu'il craigne pour sa vie ; depuis longtemps il en a fait le sacrifice, et l'a offerte à son Dieu, comme il la donnerait volontiers tout entière aux hommes. Mais il a devant lui son pays et son roi, qu'il entoure de ses plus tendres sollicitudes ; il a une fille à chérir, une bru à protéger, de petits enfants à défendre. Son ardente avidité de *voir* et de *savoir* est donc bien légitime ; aussi, dans un intervalle de moins de six mois le rencontre-t-on tour à tour à Vernon, à Anet, à Armainvilliers, à Nogent-sur-Seine, à Chateauvillain, le lendemain de la prise de la Bastille ; puis on le retrouve à Paris, à Clairvaux, à Bar-sur-Aube, à Troyes, à Fontainebleau, à Sceaux, et partout, sur son passage, il est l'objet des hommages d'une foule respectueuse et empressée.

« Jusque dans les plus petits villages, dit son fidèle valet de chambre, « M. de Penthièvre trouva les habitants spontanément rassemblés sur « son passage. Son arrivée et son départ de Clairvaux furent annoncés « par le son de toutes les cloches. En entrant à Bar-sur-Aube, il lui « sembla que c'était un jour de fête : la milice bourgeoise qui com- « mençait à se nommer *garde nationale* était sous les armes ; les « officiers de ville en corps l'attendaient sur la place. M. de Penthièvre, « sensible jusqu'aux larmes à tant de marques d'affection était descendu « de voiture, et marchait à pied entre deux haies d'une foule immense « qui le comblait de bénédictions.

« Arrivé près des officiers et des personnes notables qui venaient au- « devant de lui, on lui adressa des discours dont l'objet principal était « de le prier de ne pas quitter la France, où il était si universellement « aimé. Le prince répondait à tous avec le langage du cœur, son style « naturel. Après avoir reçu ce témoignage d'affection à Bar-sur-Aube, « M. de Penthièvre arriva à Vendœuvre, où il reçut les mêmes hom- « mages.

« Mais à Troyes, ce fut pour M. de Penthièvre un véritable triomphe, « un de ces instants où l'âme de tout être sensible doit goûter une « vive jouissance ; c'est un sage, c'est un homme doux, humble et « modeste qui donne depuis un demi siècle l'exemple toutes les vertus, « qui secoure, console et soulage les malheureux ; c'est un de ces

« hommes rares dont la nature est trop avare; rien n'éclate autour de « sa personne que sa douceur et son amabilité; mais son nom seul « exprime et annonce tout ce qui mérite l'amour et la vénération des « hommes.

« Il fallut encore l'arracher à tous ces témoignages d'affection de la « ville de Troyes, et le même jour, M. de Penthièvre arriva à sa petite « maison de Nogent-sur-Seine, où on l'attendait avec un égal em- « pressement. Les habitants de cette ville qui s'honoraient avec raison « d'un semblable concitoyen, le lui témoignèrent par tout ce que le « sentiment connaît de plus affectueux. Sur la route de Nogent à « Sceaux, par Bray-sur-Seine, Montereau et Fontainebleau, on aurait « cru que tous les citoyens s'étaient entendus pour témoigner dans le « même jour les mêmes sentiments à M. de Penthièvre; Fontaineblean « fit ce jour-là ce que Troyes avait fait la veille; cette ville avait de « plus que les autres des souvenirs bien chers; elle avait vu souvent « ce prince y exercer la charge de grand veneur avec tant de dignité! »

(Honoré Bonhomme, le duc de Penthièvre, sa vie, sa mort).

* * *

Nous trouvons dans le numéro d'octobre de la *Revue archéologique* un excellent travail de M. Alex. Bertrand sur les cimetières Mérovingiens de la Gaule, suivi de la liste dressée par la commission de topographie des Gaules ; il y a eu 557 reconnnus dans la Gaule de César. Ceux de notre province sont : Auberive (Marne), Broussy (id.), La Chapelle (id.), Coizard (id.), Conflans (id.), Férebrianges (id.), Germinon (id.), Haucourt (id.), Landreville (Aube), Langres, Loisy-en-Brie (Marne), Melun, Mondement (id.), Mont-Notre-Dame (id.), Muizon (id.), Oyes (id.), Paley (Seine-et-Marne), Pecy (id.), Plivot (M.), Pouan (Aube), Ricey (id.), Rocroy, Saint-Etienne-au-Temple (M.), Scrupt (id.), Souain (id.), Suippe (id.), Vauciennes (id.), Verrières (A.), Villedommange (M.), Villeseneux (M.), Villevenard (id.). Ajoutons que cette liste n'est qu'un commencement.

* * *

Les origines de la Maison de Saulx [1]. — Le prieuré de Chevigny-Saint-Foy fut fondé en Bourgogne par l'un des premiers auteurs de la maison de Saulx, à la fin du XIe siècle. En 1086, Guy, qui se qualifiait « comte de Saulx par la grâce de Dieu, » donna le lieu dit Chevigny à l'abbaye de Conques, plus son domaine de Goes situé près de là. L'évêque de Langres, Robert de Bourgogne, approuva cette libéralité mais il ne parle dans sa charte, que de Gui de Grancey « *in comitatu de Saltio*, » comme auteur de l'aumône. Ce texte démontre donc un fait indiqué par plusieurs auteurs autorisés, à savoir que les maisons de Saulx et de Grancey auraient eu une origine commune. On connaît en effet une charte du cartulaire de S. Etienne de Dijon, donnée après

1. « Le prieuré de Chevigny-Sainte-Foy et les origines de la maison de Saulx, » par J. d'Arbaumont, in-8°, Dijon, Darantière, 1879.

l'année 1078 par Guy de Grancey, comte de Saulx, et concernant un don antérieur de Girard de Grancey. Dès lors il semble évident que ce Girard aurait eu deux fils : Guy, comte de Saulx, et Girard II de Grancey. Dans ce cas Guy serait devenu comte de Saulx comme héritier collatéral de Guy, premier comte de Saulx qui vivait encore en 1057, comme le prouve une charte publiée par dom Planchet. Il faut remarquer la similitude des armes des deux familles : Saulx porte d'azur au lion d'or, armé et lampassé de gueules ; Grancey, d'or au lion d'azur, lampassé et couronné de gueules.

Nous ne pouvons que signaler le système proposé par M. d'Arbaumont comme très-vraisemblable. Nous en dirons autant de son application au comte de Saulx.

On sait qu'en 967, Achard, évêque de Langres, obtint du roi sa confirmation dans la possession du comté de Langres, uni depuis longtemps à l'évêché. En 1013, Bruno fit du titre comtal un fief en faveur de la maison de Saulx, en se réservant la mouvance et les droits effectifs, et en exigeant l'engagement de prendre au besoin la défense des intérêts temporels de l'évêché ; c'était un titre de comte, de *comes* comme il était compris dans les premiers siècles de la monarchie. Mais pour lui donner une assiette, les sires de Saulx l'ajoutèrent sans doute au nom de leur principale seigneurie. Aucun en effet ne prit le titre de comte de Langres, mais seulement celui de comte simplement ou de comte de Saulx. Aussi dans sa confirmation de la donation de 1086, le prélat dit : « Je suis appelé à confirmer la donation que le sire Guy de Grancey a faite à votre église, parce que le comté de Saulx, dans lequel sont situés ses biens, dépend de mon bénéfice. » Quant à la dénomination du donateur, M. d'Arbaumont y voit une réserve indirecte contre la qualification prise par Guy, à moins que, suivant le système énoncé tout à l'heure, ce Guy, ayant hérité depuis peu de Guy de Saulx, n'eût pas encore obtenu à ce moment l'investiture régulière de l'évêque. Guy III, petit-fils de Guy II, échangea ce fief avec le duc de Bourgogne qui le rétrocéda peu après (1178) à son oncle Gautier, évêque de Langres. Don Planchet remarque qu'alors Othon, fils aîné de Guy III, ne se qualifie plus que sire de Saulx. A partir de la fin du XIIe siècle, les seigneurs de Saulx se détachèrent de la vassalité des évêques de Langres pour se rapprocher des ducs de Bourgogne.

Nous avons cru intéressant de signaler le travail de M. d'Arbaumont : il est composé avec beaucoup de soin et d'érudition. Il ne peut assurément être pris que comme une interprétation nouvelle de texte sans présenter une certitude ; mais il est vraisemblable, logique, il ne diminue en rien d'ailleurs l'illustration de cette grande maison de Saulx, dont le nom a toujours si puissamment marqué dans l'histoire de la Bourgogne d'abord, puis dans celle de la France. B.

* * *

Le gouvernement vient de donner au musée de Châlons le grand

tableau de Jeanne d'Arc, peint par M. Monchablon, si justement remarqué à l'exposition de 1876. C'est une belle toile dans laquelle le peintre a voulu traduire cette phrase héroïque de Jeanne d'Arc dans son interrogatoire : « J'ai dit à mes gens : Entrez hardiment parmi les Anglais, et j'y entrerai moi-même. » Jeanne, tenant d'une main son étendard, de l'autre son épée, se tourne à demi vers les chevaliers qui la suivent et se lance au galop sur les Anglais qu'elle renverse.

* * *

La *Société des sciences et arts de Vitry* a décerné les prix suivants dans sa séance publique du 23 octobre : Médaille d'or à M. Charton, de Vitry, pour son poëme de *Memnon*; une médaille d'argent à M. Person de Sommesous, pour ses travaux de météorologie.

Dans cette séance, M. l'abbé Bagon, curé de Bassuet, ancien élève de l'Ecole des Mines, a lu un rapport très-remarquable sur la géologie du canton de Sainte-Menéhoulde. On y a entendu également une charmante pièce en vers de M. Pujos, ancien juge à Epernay.

* * *

Mgr l'archevêque de Reims vient de bénir à Grandchamp (Ardennes), une très-belle église élevée par la générosité des habitants qui n'ont pas reculé devant une longue et lourde imposition extraordinaire pour arriver à ce résultat. Le monument est dans le style roman, en briques et pierres, avec une tour de 16 mètres; l'ornementation intérieure est complète et très-soignée; de belles verrières garnissent toutes les fenêtres, grâce à la générosité de M. le baron de Fourmont.

* * *

Le 3 décembre a eu lieu à Vitry-le-François l'inauguration du grand orgue sortant des ateliers de M. Cavalier-Coll, dans la chapelle de l'hôpital. M. Widor, l'organiste bien connu de Saint-Sulpice, était venu prêter son concours à cette cérémonie.

* * *

On vient de découvrir à Thuizy (Marne) un cimetière gaulois contenant des vases peints très-remarquables. M. Malinet a fouillé 17 tombes. Nous reviendrons sur cette découverte dont les principaux objets ont été recueillis heureusement par un collectionneur du pays.

* * *

Nous recommandons à nos lecteurs la pauvre église de Fréty, près Rumigny (Ardennes), pour la restauration de laquelle son curé quête avec un admirable dévouement. Cette église, ancienne chapelle du pélérinage Saint-Georges, a été mal restaurées et depuis un siècle est une espèce de ruine. Le village est absolument pauvre. Nous ne saurions trop signaler cette œuvre comme digne de tout l'intérêt de nos lecteurs.

* * *

Liste des intendants de la généralité de Champagne, trouvée aux archives de la Marne :

MM. de Laffemas	1635	
de Choisy	1636	
de Housset	1637	
de Choche	1638	
Gobelin	1640	
de Mesgrigny	1640	
Pussort	1641	
Grimonville	1642	
Jeannin de Castille	1643	
Lecamus	1645	
de Champlâtreux	1647	20 décembre.
Gargan	1654	
Voisin	1656	
de Machault	1665	
d'Erbigny	1666	
de Caumartin	1666	15 novembre.
Hue de Miromesnil	1674	
de Beschameil de Nointel	1690	
Larcher	1692	
de Pommereu	1699	
de Harrouis	1703	
Lescalopier	1711	17 mars.
Lepelletier de Beaupré	1730	1er mai.
Case de la Bove	1749	27 janvier.
de Barberie de St Contest de la Chataigneraie	1750	23 novembre.
Rouillé d'Orfeuil	1764	15 juillet.
Rouillé, Antoine-Louis, nommé sous-intendant	1786	12 février.

On trouve dans l'Election de Vitry, de M. Vaveray, les blasons de plusieurs d'entre eux.

Le Secrétaire Gérant,
Léon Frémont.

LE SACRE DE LOUIS XVI A RHEIMS

Laurent Aymon, seigneur de Franquières, petit-fils et fils de conseillers au parlement de Grenoble, prit possession en 1766 de cette charge transmise dans la famille. Quoiqu'il ait consenti à contre-cœur à se laisser nominalement inscrire au parlement Maupeou, pour éviter une sentence d'exil, il se garda de s'engager dans la querelle, qui passionna tout le royaume et profita de l'occasion pour s'échapper de la magistrature, dont la gravité ne l'avait jamais séduit. S'il continua à figurer sur la liste des membres du parlement, il renonça à siéger désormais. A la bibliothèque de Grenoble, dans la salle consacrée aux notabilités dauphinoises, on conserve de lui un très beau buste en marbre dû au ciseau du célèbre Houdon. Sur le socle on lit cette inscription caractéristique du temps : « Laurent Aymon de Franquières, amateur des sciences et du bonheur des hommes, né le 20 juin 1744, mort le 30 mars 1790. » Sans être un écrivain, comme on s'en apercevra du reste, il aimait en effet les lettres, s'intéressait aux découvertes scientifiques du temps et, ainsi que presque tout le monde alors, se piquait de philanthropie. N'ayant jamais voulu se marier, il consacra surtout aux voyages les revenus d'une fortune considérable. Il visita successivement l'Espagne, l'Angleterre, les Pays-Bas, une partie de l'Allemagne, la Suisse, l'Italie ; il parcourut aussi la plupart de nos provinces, ce qui lui fournit l'occasion de décrire les cérémonies et les fêtes, auxquelles il a assisté. Nous devons à la piété fraternelle la conservation de ses relations de voyage, où se rencontre plus d'une page curieuse. Demeurée la dernière des siens, fidèle à un cher souvenir, Marie-Françoise Aymon de Franquières employa les tristes loisirs de sa vieillesse à transcrire sur des registres les lettres que, dans des temps plus heureux, lui adressait ce frère toujours regretté. Nous avons cité souvent ce recueil inédit dans un travail intitulé la *Vie de province au XVIIIe siècle*, publié d'abord dans le Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, réuni ensuite en volume[1]. M. Edouard de Barthélemy, auquel ses belles

1. Paris, Rouquette, 1877, gr. in-8 de 128 pp.

et conscien cieuses études sur l'histoire de France ne font cependant pas perdre de vue les annales de sa province, nous a demandé d'extraire du manuscrit du conseiller de Franquières les passages relatifs au sacre de Louis XVI à Rheims. Nous sommes heureux d'accéder à son désir, laissant désormais la parole à notre compatriote d'un autre siècle.

ANATOLE DE GALLIER.

A Rheims, ce 18 juin 1775.

Le roy arriva icy le neuf par un très-beau temps. Son entrée fut on ne peut pas plus majestueuse. Il étoit précédé de douze cents hommes à cheval, superbement vêtus et de tous les grands de la cour. Son carrosse étoit attelé de huit chevaux danois, couverts de harnois brodés en or et si larges qu'à peine leur corps paroissoit. Toute leur crinière étoit décorée de ces grandes plumes blanches, qui servent de parure aux dames. Le carosse est de la plus grande magnificence : tout jusqu'aux rayons des roues, est sculpté et doré ; aux quatre angles sont quatre belles figures, qui soutiennent l'impériale ; et au milieu de l'impériale, qui est entourée d'une balustrade dans le goût italien et ornée de groupes, sont plusieurs petits amours aux pieds d'une grande statue qui représente une victoire mettant une couronne sur la tête de Louis seize. Ce trophée éclatant faisoit qu'on voyoit le carrosse de très-loin, et tout cet appareil, que j'ay vu très à mon aise, formoit le plus beau coup d'œil du monde.

Le dix, entre vêpres et complies, Monseigneur l'archevêque d'Aix fit un très-beau sermon au Roy, dont le premier point étoit sur ses devoirs vis-à-vis son peuple, et le second sur ses devoirs vis-à-vis de la religion. Tout l'auditoire en fut enthousiasmé.

Le onze, se fit la cérémonie du sacre, précisément de la même façon que les brochures répandues à ce sujet en parlent.

Le douze, tout le régiment d'Oussard (sic) d'Esterasi (sic) fit dans l'après dinée la petite guerre pendant deux heures devant la reine, que leurs évolutions légères divertirent beaucoup. C'étoit dans une plaine immense à une lieue de Rheims, et il sembloit que leurs chevaux avoient des ailes. Le comte de Provence et le comte d'Artois étoient à leur tête, habillés aussi à la houssarde.

Le matin du treize, le roy fut entendre la messe à l'abbaye de Saint-Nicaise, et à son retour il posa la première pierre de l'Université de Rheims qu'on rebâtit. L'après-dinée Sa Majesté fut reçue solennellement grand maître de l'ordre du Saint-Esprit. La procession des cordons bleus, à laquelle les princes et le Roy assistoient, formoit un spectacle superbe. Après la procession, le Roy tint conseil, dans lequel il nomma sept cordons bleus, qui sont les quatre ôtages [1], l'archevêque de Narbonne, l'ancien évêque de Limoges et M. de Talaru ; mais ils ne seront reçus qu'à la Chandeleur.

Le quatorze, le Roy précédé et suivi de toute sa maison, de tous les princes et les grands seigneurs qui étoient tous à cheval fut au milieu de ce pompeux cortège, monté sur un superbe andaloux, à la messe à l'abbaye de Saint-Remi. Il fut de là toucher les écrouelles, qui étoient au nombre de 2,400. J'assistai de fort près à toute cette cérémonie. Il faisoit une chaleur excessive et malgré cela le Roy s'y prêta de la meilleure grâce du monde.

Le quinze, le Roy et la Reine, escortés de la plus grande pompe, furent à la suite du Saint-Sacrement à la procession de la Fête-Dieu.

Le seize, la cour repartit pour Versailles. Pendant le séjour du Roy à Rheims, je l'ai vu ainsi que la Reine et toute la famille royale deux ou trois fois par jour.

On rôtit en Champagne : pendant tout le temps des cérémonies il n'a plu que le jour du sacre, et comme tout se passoit dans l'intérieur de l'église, cela n'a fait aucun tort à la beauté du spectacle.

Autre lettre du même, de la même date.

Avant d'arriver à Rheims, j'ai passé par bien des pays. Je suis très-content de cette ville que j'habite depuis huit jours. Elle ressemble à Troyes pour la forme qui est très-longue, mais infiniment plus jolye. Elle est très-bien percée et bâtie ; elle a surtout trois rues fort belles, qui la traversent dans toute sa longueur. La place Louis quinze est un fort joly morceau, la place de la Couture est formée par deux rues qui se coupent à angles droits et qui sont d'une largeur étonnante. Les pro-

1. Otages se dit encore des sûretés qu'on donne entre personnes qui n'ont point de différend, *Fidejussis*. Quand on descend la châsse de Sainte-Geneviève, quand on transporte la Sainte-Ampoule, on laisse des personnes de condition en *ôtage* jusqu'au retour. (Dictionnaire de Trévoux).

menades autour de la ville sont les plus belles que j'ay vues en province, et pendant les huit jours du sacre, elles ont été autant et même plus brillantes et plus décorées que celle des Thuilleries. Outre le beau jardin, il y a encore des promenades autour des murailles de la ville. Le ton de la société est icy généralement très-bon, tous les habitants sont polis et honnêtes, parlent très-bien et purement le françois, mais d'un autre côté ils ont une bonhomie qui ressemble beaucoup à l'innocence et à la simplicité. Il y a trois principales églises qui méritent d'être vues : 1° la cathédrale dont le portail et tous les ornements extérieurs sont des chefs-d'œuvre de travail et de proportion. Le dedans, quoique assez beau, n'y répond pas ; 2° Saint-Remy est remarquable par la Sainte-Ampoule et par les riches châsses de Saint-Remi et de Saint-Marcoulf. La Sainte-Ampoule est une petite phiole, grosse comme les deux tiers du petit doigt, remplie d'huile depuis 1300 ans, que Clovis Ier fut sacré par Saint-Remi, qui la reçut par miracle. On se contente pour le sacre des rois d'y tremper le bout d'une aiguille d'or, ce qui fait qu'on n'en use pas beaucoup. Elle est enfermée dans une espèce de boëte, tout enrichie de diamants et d'émeraudes ; 3° Saint-Nicaise est orné d'une fort belle architecture. Le pavé de son chœur est d'un marbre rare, taillé en cubes dans tous les sens et de diverses couleurs. Mais ce qu'il y a de plus singulier dans cette église, c'est un des gros piliers qui la soutiennent, qui tremble et chancelle d'une façon très-sensible, dès qu'on balance le battant de la grosse cloche. Il est bien surprenant que l'édifice n'en soit aucunement altéré. L'harmonie de l'ensemble n'en souffre point, et cette particularité unique subsiste depuis 300 ans.

Les Jésuites avoient à Rheims un collége immense, qu'on a métamorphosé en un superbe hôpital général. A 300 pas de Rheims est le château d'eau, qui renferme une mécanique très-simple, au moyen de laquelle tous les quartiers de la ville sont pourvus d'eau.

Il faut actuellement vous parler du sacre et d'une si auguste cérémonie qui a attiré icy tout le peuple des campagnes d'alentour et tous les gens comme il faut des villes voisines. Mais on s'attendoit à avoir beaucoup plus d'étrangers qu'il n'en est venu. Il y a eu 150 chambres à louer, qui sont restées vacantes. On n'a remarqué qu'un ou deux milords. Les gens riches de Flandres, de Lyon, de Paris même ont tous redouté la cherté du séjour, comptant que tous les logements seroient

pris, et cette crainte réciproque a fait que chacun est resté chez soy. Du reste tous les grands seigneurs de France, les ministres, les ambassadeurs et les princes s'y sont rendus. En un mot, la cour entière s'est transportée de Versailles à Rheims, et le service du Roy ainsi que le travail s'y exécutent journellement. Je n'ay point assisté au sacre n'ayant pu obtenir une place dans le chœur de la cathédrale. Je m'étois cependant plusieurs fois présenté chez le Maréchal et chez M. le comte de Tonnerre. Mais je ne pus les trouver que le 10 à huit heures du soir. Ils me dirent qu'il n'y falloit plus penser, tous les billets étant retenus.

Je venois de voir tous les préparatifs et il ne me restoit que l'office à suppléer. Toute l'église étoit ornée des tapisseries de la couronne, qui sont de la plus belle fabrique des Gobelins. On avoit formé dans le chœur douze grandes et doubles loges de chaque côté. Dans le fond étoit un vaste amphithéâtre en forme de tribune, en face duquel le jubé représentoit une espèce de plate-forme, où l'on avoit établi le trône du Roy. Toutes ces décorations étoient soutenues et embellies d'une infinité de colonnes, de ciselures et de groupes dorés. La cérémonie du sacre a duré sept heures, depuis cinq du matin jusqu'à midy. Au moment où Sa Majesté a été sacrée et couronnée par l'archevêque de Rheims, l'artillerie des places a tiré cent coups de canon. Les gardes françoises et les gardes suisses ont fait plusieurs décharges de mousquetterie, et le peuple qui étoit au nombre de plus de trente mille âmes dans le parvis de la cathédrale n'a cessé de répéter hautement pendant une demi-heure : Vive le Roy ! Tous les grands seigneurs ainsy que les personnes placées dans le chœur signaloient aussy leurs acclamations. Le Roy fut on ne peut pas plus sensible à ce touchant spectacle, et la Reine attendrie jusqu'aux pleurs sortit de sa loge pour verser des larmes de joye et revint un demi quart d'heure après plus brillante encore qu'auparavant.

Le soir de la cérémonie, il y eut dans toute la ville de magnifiques illuminations. Les plus belles étoient celles de l'archevêque qui représentoient le palais de Versailles avec des groupes et des épigraphes, et celles de l'intendant qui figuroient le château de Trianon. J'ay vu tous les présents que le Roy a faits pour son sacre à l'église de Rheims. Les ornements de la messe et des vêpres sont superbes, ils ont été faits à Lyon et ont coûté cent mille écus. Il y a une couronne d'or massif et

un ciboire pareillement d'or massif, qui pèse 18 marcs et coûte soixante mille francs, et dont l'art et le travail sont encore beaucoup au dessus de la matière. Le manteau royal avec lequel il a été sacré est un velours de Gênes, tout semé de fleurs de lys brodées en or et doublé d'hermine mêlée de queue de martre. Ce manteau est immense, son développement à quarante-huit aulnes et la seule doublure a coûté cinq mille francs.

Le 16. Sa Majesté s'en alla à deux heures après midy, et la reine à cinq. Sa sortie fut très-belle, moins pompeuse cependant que son entrée, parceque la plupart des princes et grands seigneurs étoient déjà partis.

Le Roy, la Reine et les princes se sont promené tous les jours dans les jardins publics pour se faire voir au peuple qui étoit dans l'enthousiasme. Le comte d'Artois est allé faire un voyage en Flandres.

LA FAMILLE DANRÉ D'ARMANCY

ET

LA ROSIÈRE DE SALENCY*

II

IV. François Danré, écuyer, seigneur de Salency, Frières, Fallouël, Condren, etc, né en 1671, mort à Soissons le 24 janvier 1724 où il était procureur du roi au bureau des finances (1691), honoraire le 16 mai 1712. Il avait épousé, en 1692, Madeleine Vaillant, fille d'Antoine, écuyer, maire royal de Chauny[1], et de Marguerite Gobeau[2]. Comme seigneur de Salency, François Danré était sénéchal et écuyer de l'évêque de Noyon auquel il rendit hommage en cette qualité le 13 juillet 1697. Très-fastueux, très-généreux, il dépensa une partie de sa fortune, cependant très-considérable, ce qui le força à vendre à son frère sa charge de procureur du roi[3]. Il laissa : Charles-Antoine qui suit et Marie-Madeleine-Françoise, dame de Frières, Fallouël et Condren, mariée à François le Scellier, écuyer, seigneur de Chézelles[4], conseiller au parlement de Metz.

* Voir page 30, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

1. Vaillant ou Le Vaillant, ancienne famille noble du Vermandois où elle a formé les branches de Bovent et de Brusle. — D'argent à 3 têtes de maure de sable, tortillées d'argent, 2 et 1.

2. Ancienne famille habitant à Soissons et à Chauny. — D'azur à un chevron d'or, accompagné de 2 étoiles d'or en chef et d'une étoile d'argent en pointe.

3. Hommage au marquis de Guiscard pour les fiefs composant la seigneurie de Salency, le 25 juin 1708. — Hommage de la duchesse de Villequier à Mme de Salency pour son fief de Bethencourt-en-Vaux relevant de celui de Vieulaine à Salency (27 septembre 1722).

4. Famille noble de Picardie, maintenue le 13 mars 1700, sur preuves remontant à 1525. — Elle est actuellement représentée par trois frères : MM. le vicomte de Chézelles, marié à Mlle de Montesquiou-Fezensac ; Henri de Chézelles, marié à Mlle Merlin d'Estreux de Maingoval ; Arthur de Chézelles, marié à Mlle de Bryas ; et leurs cousins, M. et Mlle Le Scellier de Blécourt. — Une sœur du père de MM. de Chézelles épousa en 1810 le marquis de Lubersac dont le fils épousa la fille du duc de Rauzan-Chastellux et a eu deux fils et une fille. — Armes : d'or à l'aigle d'azur, becqué et membré de gueules.

V. Charles-Antoine Danré, écuyer, seigneur de Salency, Dominois, Leury, etc., mort à Paris où il avait un hôtel le 7 décembre 1754, âgé de 60 ans. Il avait épousé le 7 avril 1723 Marie-Antoinette Grévin de Saint-Thierry, dame de Leury, fille unique de Laurent [1], payeur des rentes de l'hôtel-de-ville, et de Marie Rémond de Sancey [2], morte le 17 avril 1771, laissant deux fils et une fille. — Charles-François Laurent qui suit; — Charles-Samson, écuyer, seigneur de Leury, conseiller correcteur à la cour des comptes de Paris (1760), mort sans postérité en 1817; — Charlotte-Françoise-Marguerite, née en 1734, mariée à Louis de Portelance, écuyer, seigneur de Toury en Orléanais [3].

VI. Charles-François-Laurent Danré, écuyer, seigneur de Salency, Dominois, etc., mousquetaire de la garde du roi (1744), capitaine aux régiments de Vintimille et de Fumel, cavalerie, reçut une assez grave blessure à la bataille d'Ettingen et fut créé chevalier de Saint-Louis le 5 juin 1759. Il quitta peu après le service et épousa le 24 février 1755, à Reims, chez son cousin d'Armancy, Simone Colart de Boutancourt, fille d'Antoine [4], seigneur de Boutancourt, Flise etc., et de Charlotte-Nicole l'Espagnol [5]; veuf sans enfants, le 7 septembre 1771, M. de Salency se remaria à Paris le 27 août 1772 avec Anne-Thérèse de Montguyot de Cambronne, fille d'Alexandre de Montguyot [6] chevalier, vicomte de Cambronne et de Maissemy, baron d'Estrée et de Marguerite Henin de Cuvillers de Balloy [7].

1. Famille soissonnaise. — De gueules à une tête et col de licorne, coupé d'argent, traversé d'une flèche d'or embarrée, et accompagnée en chef de trois étoiles de même, mal arrangées.

2. Même famille que celle des marquis de Montmort en Champagne. — De gueules à 3 roses d'argent, 2 et 1.

3. Famille noble de l'Orléanais. De ce mariage sont nées : la comtesse de Ségur, sans postérité; la comtesse de Lastic-Saint-Jal, d'où le comte de Lastic-Saint-Jal, et la comtesse Paul de Lévezou de Vezins, mère d'un fils et de deux filles Mme de Poumayrac et la vicomtesse de Layrolles, d'où postérité.

4. Famille noble de Champagne. — D'or à la face de gueules, chargée de 3 roses d'argent.

5. Très-ancienne famille champenoise. Branche de Bezanne et de Chanteloup, encore existante. — D'azur à la face d'or, accompagnée en chef de 2 têtes d'épagneul d'argent posées de front, et d'une tour d'argent en pointe.

6. Famille de Picardie, maintenue en 1655 comme d'extraction chevaleresque. — D'azur à la palme d'or en pal, accostée de deux clefs affrontées d'argent soutenues de 3 coquilles mal ordonnées d'or.

7. Flandres, établis en Thiérache au xve siècle, et en Champagne, où elle fut maintenue en 1667. — De gueules à la bande d'or, brisée en chef d'un lion d'azur.

M. de Salency eut un singulier différend à soutenir contre l'évêque de Noyon : le seigneur, l'un des quatre barons de l'évêché avait droit comme écuyer héréditaire, à la monture sur laquelle le prélat faisait sa première entrée dans sa ville épiscopale. En 1766, Mgr de Broglie y vint en carrosse à six chevaux ; dans la circonstance, M. de Salency, après avoir rempli sa charge, avait droit à l'équipage, représentation de la hacquenée traditionnelle. Mais le prélat, sans doute pour éviter ce don onéreux, ne prévint pas M. de Salency qui, n'ayant pas paru, ne put prendre possession des chevaux. Il intenta naturellement un procès ; mais la Révolution éclata avant qu'il ne fût jugé. Il mourut à Compiègne en 1800 et sa femme, à Salency, le 1er février 1815. Pendant la Révolution, ni l'un ni l'autre n'émigrèrent ; quand on vint pour les arrêter, leurs anciens vassaux s'y opposèrent et obtinrent qu'ils demeurassent au château sous leur garde. Une seule fille naquit de ce mariage.

VII. Anne-Marie-Charlotte Danré de Salency, née le 4 juin 1781, mariée le 17 juin 1799 à Pierre-Laurent Mégret de Devise[1] (1744-1840), conseiller général de l'Oise sous la Restauration, etc., fils de Mre Claude-Marie Mégret de Méricourt-Devise, écuyer, gentilhomme du Roi, conseiller secrétaire du Roi au Parlement de Dijon, seigr de Devise, Mericourt, etc., et de Etiennette-Charlotte Fizeaux de Clémont. Elle mourut à Salency le 8 octobre 1836, laissant : Io Marie-Charles-Amédée Mégret de Devise (1800-1854), garde de corps du roi, etc., qui eut d'Anaïs de Larminat, fille du baron de Larminat et de Anne-Marie-Victorine Marrier de Boisd'hyver : 1o Albert-Marie-Pierre Mégret de Devise, ancien officier de cavalerie, propriétaire actuel de la terre de Salency, marié en 1866 à Mlle Marguerite Maigre, fille de Louis Maigre[2] et de Annette Charmois, d'où 2 fils et 2 filles ; 2o Marie-Charlotte-Victorine-

1. Famille remontant à Guillaume Mégret où Meigret, maître des eaux et forêts des duc d'Orléans et Valois en 1376, puis secrétaire du roi Charles VI qui l'annoblit au mois d'août 1408. Deux rameaux encore existants : Mégret de Devise ; Mégret, baron d'Etigny, comte de Chapelaine. — Ecartelé aux 1 et 4, d'azur à 3 besans d'argent, au chef d'or chargé d'une tête de lion arrachée de gueule, aux 3 et 4 d'argent, à la bande d'azur chargée de 3 étoiles d'argent, sur le tout d'azur au chevron d'or, accompagné de 3 étoiles renversées d'or, 2 et 1.

2. Languedoc. — D'azur au lys d'argent, tige, feuillé et terrassé de sinople, accompagné de 2 étoiles d'argent en chef.

Alice, mariée en 1863 au baron Adolphe Duroy de Suduiraut, capitaine d'infanterie, etc., chevalier de la Légion-d'honneur, d'où postérité ; 3° Marie-Louise-Sophie, religieuse visitandine. — II. Charles-Laurent-Jules Mégret de Devise, garde du corps du Roi, puis chef d'escadron de carabiniers, chevalier de la Légion-d'honneur, mort en 1848. — III. Marie-Charlotte-Amélie Mégret de Devise (1804-1838), femme de Charles Bousson, chevalier, colonel d'artillerie, chevalier de Saint-Louis, commandeur de la Légion-d'honneur, d'où postérité. — IV. Léon-Marie-Pierre Mégret de Devise (1809-1862), capitaine d'infanterie, marié en 1850 à Victorine Sénéchal, fille de Jean Nicolas, ingénieur en chef des ponts et chaussées, et de Louise-Marie-Charlotte le Masson, d'où : 1° Marie-Thérèse-Charlotte, mariée en 1869 à M. Esmoingt de Lavaublanche, veuf en 1876, avec deux fils et une fille ; 2° Marie-Louise, née en 1853 ; 3° Robert, né en 1853, ancien zouave pontifical, marié en 1876 à Mlle Marie de Boulancy, d'où postérité.

La famille Danré porte pour armes : d'argent au chevron de sable, accompagné en chef de deux têtes de serpent d'azur, arrachées de gueules, et en pointe d'un arbre de sinople. — Couronne de marquis. — Support : deux lions. (Certificat de d'Hozier, du 27 juillet 1697).

(*A suivre*). H. B.

LE PRIX GÉNÉRAL DE L'ARQUEBUSE

A CHALONS EN 1754*

N° 1. — SAINT-DENIS

Drapeau blanc, au milieu les armes anciennes de France d'azur semé de fleurs de lis sans nombre ; l'écu accompagné de deux palmes vertes. Au dessus, le cri de France ; *Mont-Joye Saint-Denis.*

Clovis, après sa conversion prit pour cri de guerre, *Mon Jove Saint-Denis*, dont on a fait par corruption *Mont-Joye.* Saint-Denis était le patron des français chrétiens. Clovis ayant quitté le paganisme, le nomma *Mon Jove*, c'est-à-dire, celui auquel après Dieu, il avait recours, au lieu de son Jupiter.

N° 2. — VITRY-LE-FRANÇOIS

Drapeau, damas blanc semé de fleurs de lis d'or en broderie avec glands de même. Au milieu sont les armes de France et de Navarre entourées des colliers des ordres et sommées de la couronne royale.

Au revers sont celles de la ville, elle porte de gueule à salamandre d'or au milieu d'un brasier ardent, la tête couronnée d'or, au chef cousu de France. Au-dessus est l'âme de la devise de François Ier restaurateur de Vitry.

Nutrisco et Extinguo

Les habitants de Vitry sont actifs et spirituels, il s'y fait un commerce assés considérable de grains, ce qui rend cette ville une des plus riches de la province.

On remarque qu'entre les citoyens de Vitry et de Chaalons il y a eu dans tous les temps une certaine antipathie, dont on apperçoit encore des vestiges. On demande quelle en peut être la raison.

Cette espèce d'antipathie n'est point particulière à ces deux villes. On voit dans les commentaires de César qu'il y avait autant de factions dans la Gaule que de peuples, et quelquefois presque autant que de familles. La jalousie armait souvent les

* Voir page 45, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne.*

provinces et les villes voisines les unes contre les autres, et ce fut en partie à ces divisions intestines que les Romains durent leurs conquêtes. Telle parait être l'origine de l'antipathie qui subsiste encore aujourd'hui entre un grand nombre de villes voisines.

N° 3. — GUIGNES-EN-BRIE

Drapeau bleu semé de fleurs de lis d'argent. Au milieu sont les armes de M. Bernard de Balinvilliers comte de Coubert, maître des requêtes : elles sont d'azur, à l'ancre de navire d'argent cantonné d'une étoile de même, aux rayons d'or : l'explication du blason symbolique est donnée par l'inscription au-dessus en ces termes :

Aurea stella dedit lumen, dedit anchora firmum

Les supports des armes de M. Bernard sont deux levrettes affrontées.

Le guidon blanc de la compagnie est embelli d'une représentation ingénieuse et galante de l'échange que fait le dieu Mars de sa couronne de lauriers contre celles d'oliviers et de mirte que Vénus lui présente. Le mot de l'emblême est :

Nec semper Mars ferus arma movet

Ce trait paraît emprunté d'un distique faisant partie d'une Elégie où sont représentées les victoires de la beauté.

Invisos Veneri, divûm pater, abjicit ignes
Horrida nec semper Mars ferus arma movet

Le coq apperçu de loin est également l'attribut de la fierté et de la vigilance.

N° 4. — PROVINS

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or. Au milieu sont les armes de France avec leurs accompagnemens. Au revers sont les armes de la ville qui porte d'azur au château flanqué de quatre tours d'argent massonnées et crénelées de sable, couronne de comte, au-dessus est écrit :

Sic florent nostris lilia mixta rosis

N° 5. — REIMS

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de France accollées de Navarre, entourées des colliers des ordres du roi.

Au bas, à droite, sont celles de la ville, elle porte d'argent à deux branches d'olivier, de synople entrelacées et au chef cousu de France ancien. Au-dessous est écrit: *Dieu en soit garde.* A gauche est le chiffre du roi. Le sacre de Louis XIV est l'époque de la première réputation du vin de la montagne de Reims. La cour ne connaissait alors que le vin d'Aï ou de la rivière de Marne. Elle prit tellement goût aux vins de Montagne dont elle but à Reims, que l'on prit soin depuis, de les faire plus tendres, plus légers et plus délicats.

N° 6. — COULOMMIERS-EN-BRIE

Drapeau fond blanc semé de fleurs de lis d'or, d'un côté est un écusson, champ d'azur au soleil d'or rayonnant à 16 pointes, au haut desquelles est cette devise :

Sol ad gloriam Equites ducemque ducit

De l'autre côté sont les armes parlantes de la ville sçavoir : un colombier avec des pigeons.

Guidon fond blanc, une devise au milieu dont le corps est un soleil levant avec un serpent rampant, levant sa tête du côté du soleil. L'âme de cette devise est :

Renovat pæsentia vires

Le serpent qui se ranime aux rayons du soleil, fait allusion au nom de *Columborium* qui lui est plus naturel. On sçait que *coluber*, couleuvre, équivaut à serpent.

Coulommiers est appelé la ville de Valentin, à cause de la naissance qu'elle a donnée au peintre de ce nom que la vigueur de son pinceau rend égal au Carravage et au Manfrede, dont il fut l'imitateur. Les quatre évangélistes et le denier de César du cabinet du roi sont de la main de ce français, que plusieurs prennent pour un maître d Italie.

N° 7. — EPERNAY

Drapeau bleu semé de fleurs de lis d'or avec une croix blanche chargée des armes de la ville, elles sont d'azur, à trois roses d'argent, deux et un.

N° 8. — MELUN

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or. Au milieu sont les armes de France accolées de Navarre, et entourées des colliers des ordres du roi.

Au bas sont celles de la ville, elle porte d'azur semé de fleurs de lis d'or, au château à trois tours d'argent massonnées et crénelées de sable. L'écusson surmonté d'une couronne de comte, est entouré de deux anguilles. Aux angles du drapeau sont des arquebuses en sautoir.

Le roi Charles IX a établi l'arquebuse de Melun, elle a été confirmée par Louis XV, en 1729.

La compagnie de Melun a pour colonel M. le comte de Mailly, chevalier des ordres du roi, lieutenant général des armées de Sa Majesté, premier écuyer de madame la Dauphine.

N° 9. — CORBEIL

Drapeau fond bleu semé de fleurs de lis d'or ; d'un côté est une croix blanche au milieu de laquelle sont les armes de la France accollées de celles de Navarre. Plus bas sont les armes de M. le duc de Villeroi, d'azur au chevron d'or accompagné de trois croix ancrées de même deux et un. L'écusson surmonté d'une couronne Ducale.

Au milieu du drapeau sur une large bande est écrit en lettres d'or :

Cor bello, paceque fidum

Cor bello fait allusion au mot Corbeil, et à son blason qui est un cœur de gueules au milieu duquel est une fleur de lis d'or :

Corbeil Cœur bel

Au revers du drapeau sont les attributs anciens de la compagnie d'arquebuse. La ville de Corbeil est renommée pour ses pêches qui ont un goût exquis, de là le dicton :

Les pêches de Corbeil

N° 10. — MÉZIÈRES

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or. Au milieu les armes de l'arquebuse de la ville : elles sont d'azur à quatre pantons d'argent marqués de sable au milieu, et au chef de gueules à deux rateaux d'or démanchés. L'M capitale d'or est tracée dans la partie supérieure avec cette inscription :

Decus Urbis et Orbis

Au bas est écrit :

Rara insignia

Quatre chevaliers de la compagnie gagnèrent le premier prix des quatre pantons au prix général de Charleville, en 1671.

On a vu avec plaisir les chevaliers de Mézières observer la nouvelle marche des troupes françaises.

A la tête de cette compagnie marchait le Nestor des arquebusiers de quatre provinces M. Noël. Un panton gagné au prix général de Laon en 1700, le rendit célèbre.

Son assiduité aux exercices de l'hôtel perfectionna de jour en jour son adresse. Après avoir trois années consécutives mis l'oiseau bas, son titre de roi fut changé en celui d'empereur. Il s'est distingué au prix de Meaux, au prix de Compiègne ; et 76 ans n'ont point ralenti l'ardeur qui l'a conduit à Chaalons. Chacun a pris un plaisir extrême à le voir et à recueillir, de ses récits mille traits curieux dont nous ferions volontiers usage, si par malheur ils ne ramenaient pas trop souvent l'exclamation :

Damnosa quid non imminuit dies

N° 11. — NOGENT-SUR-SEINE

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de France entourées des colliers des ordres du roi. Au-dessus est un soleil rayonnant à seize pointes, autour est cette devise :

Nec pluribus impar

Plus bas sont celles de M. le prince de Rohan-Soubise, cy-devant gouverneur de la province.

N° 12. — MAGNY-EN-VEXIN

LE FRANÇAIS

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de France et de Navarre avec les colliers des ordres du roi. Plus bas à quelque distance à main droite, est un cartel entouré de rameaux d'olivier. Son champ est chargé de la devise de François Ier qui, pour exprimer qu'il savait céder ou résister à l'amour, selon que l'exigeait l'intérêt de sa gloire, portait une salamandre couronnée et couchée dans un brasier ardent avec ces mots :

Nutrisco et extinguo

A gauche sont les armes de M. de Senozan, conseiller au Parlement et colonel de la compagnie. Ce magistrat a depuis peu d'années acquis la seigneurie de Magny de la maison de

Villeroy dont on voit plusieurs tombeaux dans l'église du lieu. Ces monumens qui méritent l'attention des artistes et des curieux répondent à la beauté du baptistère qui passe pour un morceau exquis d'architecture.

N° 13. — BRIE-COMTE-ROBERT

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or aux armes de France. Le revers a celles de la ville qui porte d'azur à la tour d'argent massonnée de sable. L'écusson est surmonté d'une couronne de marquis.

Plus bas sont les armes de M. Paris de Martmonel, colonel de la compagnie, elles sont d'or à la fasce d'azur. Au milieu du drapeau est écrit en lettres d'or :

Brie-Comte-Robert

La matière et l'art concourent également à l'embellissement de cette enseigne. L'étoffe en est aussi fine que la broderie en est riche, et on peut la regarder comme un précieux monument du goût et de la générosité du chef de la compagnie.

N° 14. — ESTAMPES

Drapeau fond blanc et croix bleuë. Guidon fond blanc avec un soleil d'or rayonnant à seize pointes dans lesquelles est enlacée la devise :

Nec pluribus impar

La compagnie d'Estampes se pique d'observer la discipline militaire des dragons ; elle marche sous les ordres de Messire Adrien Constant-Esprit Regnault de Barres, chevalier, comte de Barres, capitaine, gouverneur et grand bailli pour le roi des ville, château et duché d'Estampes, baron de Laaz, seigneur de Villeneuve-sur-Auver, et autres lieux ; ancien capitaine commandant des dragons Wallons de la garde de feuë Sa Majesté Impériale Charles VII.

Les arquebusiers de France n'osent pas se flatter d'être en tous lieux commandés par des hommes de cette distinction, mais il leur est permis de faire des vœux pour obtenir des chefs qui retracent au moins une partie des vertus civiles et militaires de celui dont nous venons d'expliquer les titres et les qualités. C'est contre leur institution que quelques compagnies avoient pour capitaine en chef des hommes aussi peu versés dans le code militaire, qu'ils ont voulu le paroître dans les procédés judiciaires.

N° 15. — DORMANS

Drapeau blanc. Au milieu les armes de France, et une fleur de lis d'or aux quatre coins du drapeau. Au revers les armes de la ville d'azur au coq d'argent crèté, barbé, onglé, éperonné de même à trois fleurs de lis d'or, deux en chef et une en pointe. L'écu est terminé par une couronne de baron.

Le surnom de coq donné aux chevaliers de Dormans tire son origine de la figure animée de leur blason que la philosophie symbolique prend pour le type de la vigilance. Des vingt-six chevaliers dont la compagnie de Dormans est composée, vingt-cinq se sont rendus au prix général à Chaalons. Un seul a-t-il oublié que ce mot *vigilantia* qui est écrit sur un linteau que porte le marqueur dans les montres solennelles, avertit les chevaliers que la gloire n'est pas le partage de ceux qui s'endorment entre les bras de la mollesse.

N° 16. — SAINT-QUENTIN

Drapeau gironné de huit pointes de Malthe blanches et noires par opposition. D'un côté sont les armes de France entourées des colliers des ordres du roi.

Au bas sont celles de la ville. Ecartelé au 1er et 4e d'argent aux deux arquebuses de sable en sautoir. Au 1er de sable aux trois canons d'argent montés sur leurs affûts de même deux et un. Et au 3e de sable à la tour d'argent massonnée de sable, sur le tout d'azur, le buste de Saint-Quentin de gueules.

Le guidon de même. D'un côté est cette devise :

Hostes in fugam ago, patriamque tueor

N° 17. — CHARLEVILLE

Drapeau noir et jaune par opposition, et croix blanche simplement.

N° 18. — CONDÉ-EN-BRIE

Drapeau aux armes de France, sur un fond blanc, cantonné de quatre fleurs de lis d'or. Le revers est orné des armes de M. le comte de Clermont. L'écu de France est répété au guidon sur un fond rouge. Au-dessus est écrit :

La gloire nous guide

De l'autre côté un trophée d'armes à l'antique est relevé en broderie d'or.

La gloire a réellement guidé M. Truet et ses deux fils à Chaalons. La compagnie des arquebusiers de Condé-en-Brie ne pouvoit pas être représentée par des chevaliers plus propres à lui faire honneur. Pindare lui-même les eût jugés dignes de l'attention de Minerve et des Muses.

Des hamps dont ils font leurs délices,
Quant aux jeux de Chaalons nos tireurs appelés,
Pour de si nobles exercices,
Cessent de paroître zélés ;
Moi-même j'y conduis mes enfants à la gloire,
Par un chemin semé de fleurs,
Qu'autour des noms portés au Temple de mémoire,
Nuance la main des neuf Sœurs.

N° 19. — BAR-SUR-AUBE

Drapeau bleu, croix blanche cantonnée de quatre fleurs de lis. Au milieu brillent les armes de France ; au revers celles de province de Champagne qui sont d'azur à la bande d'argent cottoyées d'une double cottice potencée et contrepotencée de même. L'écu de Champagne est posé sur une croix de la religion de Malthe, dont les angles rentrans sont ornés de fleurs de lis. Les murailles de cette ville sont flanquées de trente-cinq tours.

N° 20. — LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE

Drapeau blanc, semé de fleurs de lis. Au milieu se voit un écusson au champ d'azur portant des fleurs de lis sans nombre, et un léopard passant. Une couronne de marquis surmonte cet écusson auquel deux lions adossés servent de support. Au revers du drapeau sont les armes du seigneur de la ville, M. le duc de la Rochefoucauld qui porte burelé d'argent et d'azur à trois chevrons de gueule, brochant sur le tout. M. de la Rochefoucauld a pour tenans deux sauvages de carnation, et pour cimier une fée aux cheveux épars s'élevant jusqu'à demi-corps d'une cuve ou lavoir duquel sort une queuë de serpent ; de la main droite, elle tient un miroir, de la gauche un peigne : c'est le portrait de Melusine, laquelle a tant exercé la plume de nos vieux romanciers.

N° 21. — SAINT-DIZIER

Drapeau fond blanc semé de fleurs de lis d'or. Au milieu sont les armes de France et de Navarre entourées des colliers

des ordres et sommées d'une couronne royale. Au bas sont les lettres S. D. capitales d'or. Au revers sont les armes de la ville, elle porte d'azur au château à trois tours crenelées d'argent massonnées de sable, portes et fenêtrages de même avec ce mot :

Regnum sustinent

N° 22. — AVIZE

Drapeau blanc, fleurs de lis aux quatre coins. Au milieu, sans écusson formé, trois fleurs de lis d'or, deux et une surmontées d'une couronne royale.

N° 23. — MEULAN-SUR-SEINE

Drapeau jaune semé de fleurs de lis d'argent avec une croix blanche aux fleurs de lis d'or. Les armes de France entourées des colliers des ordres du roi sont au milieu du drapeau qui porte ce titre :

Arquebuse de Meulan

Au revers sont les armes de la ville d'azur de fleurés d'or sans nombre. Autour de l'écusson est cette légende :

Regi et regno fidelissima
Mulinchum Vexini gallici
Civitas

La compagnie de Meulan a pour colonel M. Bignon bibliothécaire du roi, maître des requêtes, prévôt-maître des cérémonies de l'ordre du Saint-Esprit, de l'Académie française, honoraire de celle des inscriptions et belles-lettres.

N° 24. — JOINVILLE

Drapeau écartelé bleu et rouge, semé de fleurs de lis d'or autour d'une croix blanche, au centre sont les armes de la maison d'Orléans, avec ce mot :

Omnia tuta time

Il y a beaucoup de rapport au *Circumspicit undique tutus*, autrefois appliqué au cardinal de Richelieu, et signifie que le sage ne s'endort jamais sur la foi de la fortune, parce qu'il en connoit l'inconstance, et qu'il sçait que le plus violent orage succède bientôt au calme le plus profond.

Au revers du drapeau sont les armes de Joinville ainsi

blasonnées. Un écusson quarré d'azur à trois mords de bride d'or l'un sur l'autre, chef de gueules chargé d'un lion d'or issant.

N° 25. — AVENAY

Drapeau fond bleu avec une croix blanche. Au milieu, un écusson quarré présente les armes de France sans autre ornement que deux palmes liées d'un cordon rouge à grands pendans d'une même couleur.

Au revers, est un écusson de pareille forme. On y voit en champ d'azur la lettre initiale d'Avenay d'or, embellie d'un entrelacs de branches d'olivier. Le cimier est une main armée d'une épée d'argent, le tout est accompagné de deux palmes qui forment un cercle, dont une fleur de lis d'or forme le couronnement.

Avenay s'appeloit autrefois le Val d'Or; ce vignoble produit des vins tendres et délicats. Il n'y a point de province, dit Saint-Evremont qui fournisse de plus excellens vins pour toutes les saisons que la Champagne, elle donne les vins d'Aï, d'Avenay, d'Hautvilliers pour le printemps; ceux de Sillery et Taissy pour le reste de l'année et au-delà.

N° 26. — TROYES

Drapeau blanc avec glands d'or. Au milieu sont les armes de la ville qui porte d'azur à la bande d'argent, cottoyée de deux doubles cottices, potencées et contrepotencées de même au chef cousu de France, l'écusson environné de deux palmes. Au bas sont deux arquebuses passées en sautoir, accompagnées du fourniment et de quelques autres attributs militaires.

Au guidon d'un côté un soleil rayonnant à seize pointes d'or, au-dessus cette devise :

Nec pluribus impar

Au revers du guidon les armes de la ville, avec les mêmes attributs, savoir deux arquebuses en sautoir et leur fourniment.

Les chevaliers de l'arquebuse de Troyes portent une médaille au milieu de laquelle sont les armes de France avec celles de la ville à droite, et celles de son gouverneur à gauche. Entre les unes et les autres sont des armes à feu dont l'usage a tant de fois signalé la valeur et l'adresse de cette compagnie.

Moins lestes, moins adroits étoient les Phrygiens,
Quand le fils de Priam les menoit en campagne,
Que ne sont les braves *Troyens*
Qu'abreuve le vin de Champagne.

N° 27. — ROSAY-EN-BRIE

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de France accollées de Navarre, entourées des colliers des ordres du roi.

Au bas sont celles de la ville ; elle porte d'argent à trois roses de gueules 2. 1. avec couronne de marquis. Au-dessus cette devise :

Rosæ inter flores

J'aimerois mieux : *Florent in armis*

N° 28. — MANTE-SUR-SEINE

Drapeau blanc. Au milieu est un écusson partie d'azur à une fleur de lis d'or, partie de gueules au chêne de sinople chargé de trois glands d'or. Au-dessus des armoiries est un soleil à seize pointes avec cette devise :

Nec pluribus impar

Au bas du drapeau est un chien courant armé d'un collier avec un anneau et ce mot *fidelis comes*. Au milieu du drapeau sur une large bande rouge est écrit, *compagnie de Mante.*

Cette ville capitale du Mantois est renommée pour la qualité de ses vins. Philippe-Auguste y mourut en 1223.

N° 29. — SAINTE-MANEHOULD

La rencontre bien ménagée du blanc et du bleu forme une croix sur son drapeau dont le centre est embelli des armes de France dans tout leur éclat. En bas sont celles de la ville propres à donner l'idée d'une forteresse redoutable aux ennemis de l'Etat : en effet, ses habitants ont soutenu plusieurs siéges avec beaucoup de valeur. En champ d'azur, on y voit la porte d'une place de guerre flanquée de deux tours crénelées et défendues par un lion armé d'un coutelas ensanglanté, la lame en est de gueules, avec cette fière devise au-dessus :

Nul ne s'y ,rote

Monsieur Jacques Brissier, seigneur de Fagnières, Breuvery et Marson, lieutenant du grand louvetier de France, capitaine-lieutenant de Sainte-Manehould, a eu l'épée d'honneur par un

coup de broche, le seul qui ait été fait au prix général. Déjà on a remarqué que ceux qui emportoient le prix aux jeux olympiques, étoient tellement honorés, que quand ils retournoient en leur patrie, on abattoit un pan de muraille pour les faire entrer sur un char dans la ville. Toute la milice bourgeoise de Sainte-Manehould s'est mise en armes pour aller au-devant du vainqueur et il a été conduit en triomphe dans la ville. Les vers suivants sont destinés pour être mis au bas du panton.

Sans s'écarter d'aucun côté
Toujours au plus grand bien aller en droite ligne,
C'est ce qu'aux citoyens, de ce tireur insigne
Apprennent la douceur, la force et l'équité.

N° 30. — CRÉCY-EN-BRIE

Drapeau. Des bandes vertes, rouges, bleuës et jaunes coupées et disposées en ondes, en flammes, en serpents, y partent de tous les angles rentrans d'une croix blanche. Au milieu sont les armes de France sous leur grand pavillon.

Au revers sont les armes parlantes de Crécy, sçavoir d'azur à trois croissans (dont le nom dérive de *Crescere*) enlacés l'un dans l'autre, au chef cousu de France.

Ce dernier écusson est environné de palmes et paroît confié à la garde de deux guerriers qui se reposent ayant leurs armes auprès d'eux. M. le Prince, conseiller du roi, trésorier receveur des revenus de la ville, major de la compagnie et le plus ancien chevalier a fait voir dans les différentes marches qu'il étoit très-versé dans la tactique.

N° 31. — LAGNY-SUR-MARNE

Drapeau à la croix blanche sur un fond bleu et rouge, alternativement semé de fleurs de lis et d'épis d'or. Au milieu de la croix sont les armes de France, et à quelque distance celles de Lagny, qui sont d'azur à l'L d'or, accompagnée d'un cloud d'argent en pal aussi couronné d'or.

Ce drapeau est encore orné d'un soleil et des armes du colonel de l'arquebuse, M. de Villemur, receveur général des finances. Il porte d'argent au chevron de gueules et au chef de gueules chargé de deux étoiles d'or.

Le guidon à fond rouge est semé de fleurs de lis et d'épis d'or en fasce, il est enrichi des armes de France et porte au revers celles de Lagny comme le drapeau.

Lagny fut assiégé par les Anglais en 1432. Charles VII y envoya du secours et fit lever le siége. Le duc de Parme s'en rendit maître en 1590.

N° 32. — CHASTEAU-THIERRY

Drapeau blanc. D'un côté sont les armes de France, de l'autre celles de la maison de Bouillon.

N° 33. — RETHEL-MAZARIN

Drapeau blanc semé d'étoiles d'or. Au milieu sont les armes de la maison de Mazarin: elles sont d'azur à la fasce en devise d'argent chargée de trois étoiles de gueules aux faisceaux consulaires d'or posés en pal, l'écusson est surmonté d'une couronne Ducale.

Au revers sont celles de la ville, elles portent de gueules à trois rateaux d'or sans manche, deux et un.

Armes parlantes, Rethel, Rêteaux, Rasteaux.

Rethel est chef-lieu d'une élection, les habitants sont d'un caractère liant, doux, aimable, il y a dans cette ville grand nombre de personnes de distinction.

N° 34. — VERTUS

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de la ville et de la compagnie. Elles sont de sinople, au cœur de gueules percé de fléches d'argent surmonté d'une couronne de comte. Au-dessus est cette devise :

Vivit post funera virtus

A Meaux, en 1717, à Compiègne en 1729, les chevaliers avoient pour dicton :

Les gens de Vertus

Il est singulier qu'il leur ait pris fantaisie de s'en offenser à Chaalons en 1754. Toute la différence que nous trouvons entre les chevaliers qui ont assisté aux prix généraux de Meaux et de Compiègne, et ceux qui étaient au prix de Chaalons, c'est que les premiers avoient pour uniforme des habits petit gris avec des boutons d'argent, et qu'au prix de Chaalons, ils avoient des boutons d'or.

N° 35. — MEAUX

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de France et de

Navarre entourées des colliers des ordres du roi. Plus bas sont celles de la ville mi-parties de gueules et de sinople. Une M capitale d'or, broche sur le tout. Le chef d'azur est semé de lis d'or, et l'Ecusson est surmonté d'une couronne de comte. Aux deux côtés sont des arquebuses passées en sautoir.

N° 36. — MONTDIDIER

Drapeau blanc. Au milieu sont les armes de France et de Navarre entourées des colliers des ordres du roi.

A la droite sont celles de la ville portant d'azur semé de fleurs de lis d'or à la tour crénelée et massonnée de sable. L'écusson accompagné d'arquebuses en sautoir.

A la gauche sont les armes de M. le prince d'Elbeuf cy-devant gouverneur de la ville, avec celles de M. le duc de Chaulnes, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, son gouverneur actuel. Une croix de Lorraine orne les quatre coins du drapeau.

Au guidon. D'un côté sont les armes de France, de l'autre est un soleil rayonnant à seize pointes, avec cette devise au-dessus :

Nec pluribus impar.

N° 37. — LE MESNIL

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or. Saint-Georges, patron de la compagnie y est représenté à cheval armé de toutes pièces et portant sa lance dans la gueule du dragon. Sur une ligne horizontale est écrit le passage du psaume 112 v. 2. *Sit nomen domini benedictum.*

Le mot de la compagnie est :

Pax ludit cum fulmine Martis

N° 38. — SOISSONS

Drapeau blanc semé de fleurs de lis d'or. Au milieu sont les armes de France avec leur décoration ordinaire. Au bas celles de la ville, de gueules à une fleur de lis d'argent, dans une cartouche de rocaille une grande figure de Cérès appuie sa main droite sur l'écusson, et de la gauche, elle soutient une gerbe de bled, avec cette légende au-dessus, *Augusta Suessionum*. Au bas des armoiries est écrit en gros caractères : L'ARQUEBUSE.

Au revers du drapeau est un trophée d'armes avec cette devise au-dessus.

Aut ludo aut bello

Il eût été plus expédient d'adopter le mot de la devise du Carrousel.

Ludo pugnaque paratur.

Ici, nous saisirions volontiers l'occasion de décrire au moins une partie des peintures sur verre qui rendent l'hôtel des arquebusiers de Soissons recommandable. Ce seroit un bon moyen de prévenir les mauvais effets de la monotomie. Cependant, nous laisserons aujourd'hui échapper cette occasion. Ne nous sommes-nous pas trop apperçu que laplupart de nos lecteurs, plus sensibles aux appas de la dorure qu'à ceux de la peinture, aiment mieux qu'on leur décompose des galons, des broderies, des nœuds d'épée, des nœuds d'épaule, des chapeaux bordés, des cocardes et des plumets, que les siéges, les batailles, les fables héroïques qu'offrent les vitres de l'arquebuse de Soissons.

Dans la légende, on lit *Augusta Suessionum*, parce que le royaume de Neustrie ayant été partagé entre les trois enfants de Clovis, en trois portions égales, Clotaire Ier avait Soissons pour capitale.

N° 39. — VITRY-EN-PERTHOIS DIT LE BRULÉ

Le drapeau n'a rien de remarquable que sa croix formée par la rencontre du verd et du blanc qui le partage.

Le mot de la compagnie doit être :

Decus in armis.

N° 40. — FÈRE-EN-TARDENOIS

Drapeau fond jaune semé de fleurs de lis bleuës. D'un côté les armes de France au revers celles de M. le prince de Conty.

Fère-en-Tardenois est célèbre par sa crystallerie, l'une des plus belles du royaume, l'emplacement des bâtimens est aussi grand que le bourg. Pline, en parlant des verres de crystal, a fait une observation qui convient parfaitement à notre siècle, il dit que leur fragilité même leur donne du prix, et qu'on a mis la gloire du luxe à avoir des choses qui puissent tout d'un coup périr entièrement.

N° 41. — BEAUMONT-SUR-OISE

Drapeau fond rouge semé de fleurs de lis d'or avec une croix blanche. Au milieu de cette croix sont les armes de France entourées des colliers des ordres du roi.

Guidon fond bleu semé de fleurs de lis d'or en broderie. Au milieu un soleil rayonnant à seize pointes, au-dessus duquel est cette devise, *Honore, sed non præmio.* Je crois qu'il faut substituer *Honori, non prædæ.*

Cette compagnie n'a point fait montre au prix général à Chaalons. Elle n'y a comparu que par M. de la Chaussée, l'un de ses chevaliers. En se chargeant de faire seul les honneurs de son corps, M. de la Chaussée a fait voir qu'il était animé de ce véritable esprit de l'ancienne chevalerie dont le pur amour de la gloire réprouvait toutes les subtilités, toutes les recherches, tous les détours de l'intérêt

A l'exemple de Favi-Marescotti qui avoit un ardent désir de se rendre utile à la République, nous avons profité de la brillante fête des jeux de l'arquebuse pour donner un précis des antiquités de la ville de Chaalons, persuadé que cette description seroit agréable à ceux qui ont quelqu'amour pour leur patrie. L'espérance d'intéresser nous a fait trouver léger le poids de notre travail. Si, en commençant ces mémoires, nous avons senti toute la douceur du plaisir, il n'a pas tenu à certains critiques de nous faire éprouver, en les finissant, toutes les amertumes de la répugnance et du dégoût.

Des personnes respectables du sexe,
Dont la piété solide,
Loin d'étaler aux yeux de fastueux dehors
Et d'avoir d'indiscrets transports,
Est pour juger autrui toujours lente et timide.

Ces personnes, telles que madame des Houlières les peint dans ces vers, se sont récriées contre la liberté qu'a prise l'éditeur de mettre en toutes lettres le dicton de GUIGNES-EN-BRIE. On leur sçait gré de cette réflexion, et on applaudit à leur délicatesse. A l'égard des soupçons injurieux, des jugements précipités, des imputations fausses, des froides allusions, des déclamations trop aigres, nous nous croyons dispensé par état et par sentimens d'y répondre; nous en prendrons facilement occasion de souscrire à la sentence du sage.

Risum reputavi errorem, et gaudio dixi: quid frustra deciperis?

J'ai condamné les ris, et j'ai dit à la joie: pourquoi vous trompez-vous si vainement?

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
votre très-humble et très-obéissant serviteur.

A Chaalons ce 26 septembre 1754. ....

P. S. — Mylord Georges Savill a judicieusement observé que le blason était une de ces folies qu'il y a de l'inconvénient à trop mépriser. Nous avons lieu de craindre que l'indifférence, la négligence ou la précipitation de ceux dont nous avons reçu des mémoires ne nous ayent fait commettre plusieurs fautes contre l'art Héraldique. Fautes que le défaut de temps autant que celui de capacité ne nous a pas permis de réparer. Nous en faisons l'aveu, mais nous ne pouvons dissimuler que nous serons peu touché des réprimandes d'une critique chagrine, des murmures de la mauvaise humeur et des plaintes de la vanité.

Vu permis d'imprimer, à Chaalons ce quinze septembre mil sept cent cinquante quatre.

Signé, DE LA FOURNIÈRE.

Noms de messieurs les Officiers et Présidens du conseil tenu à l'arquebuse pour le prix général de Chaalons.

Messieurs : Descolines, président-né, capitaine en chef de Chaalons ; Bridaut, capitaine en chef de Saint-Denis ; Maroteau, capitaine en chef de Saint-Quentin ; Carbon, capitaine en chef de Charleville ; Bourdin-de-la-Barre, capitaine en chef de la Ferté-sous-Jouarre ; Contenot, capitaine en chef de Joinville ; De Lormes, capitaine en chef de Mantes ; De Gesne, capitaine en chef de Sainte-Manehould ; De Lumières, capitaine en chef de Crécy-en-Brie ; De Silly, capitaine en chef de Lagny-sur-Marne ; Pinterel-de-Louverny, capitaine en chef de Château-Thierry ; Desmoulins, capitaine en chef de Rethel ; De La Gravierre, capitaine en chef de Meaux ; Le comte de Barre, capitaine en chef d'Estampes.

LES ÉCOLES ET L'UNIVERSITÉ DE REIMS

II

Université de Reims

§ Ier HISTORIQUE

Arrivons au XVIe siècle sous l'épiscopat de Charles de Lorraine. Ce prélat, malgré les nombreuses occupations de sa vie militante, s'attacha à relever les études qui étaient bien négligées à cette époque, par suite des malheurs de notre pays, et des invasions dont la France avait été le théâtre, fléaux terribles auxquels étaient venues se joindre les guerres intestines et l'hérésie qui faisaient de rapides progrès. Charles de Lorraine ne pensait pas, comme le connétable de Montmorency, que les lettres étaient dangereuses et qu'elles avaient engendré l'hérésie [1]. Il estimait, au contraire, qu'elles charment l'esprit de l'homme en même temps qu'elles l'élèvent ; et loin de les proscrire, comme un danger pour la foi, il croyait qu'elles peuvent servir efficacement la foi elle-même. Telle fut la pensée qui anima le célèbre cardinal dans les efforts qu'il fit pour favoriser l'essor des études sérieuses, et dans la fondation de l'Université de Reims.

Dans ce but il fit venir à Reims, Nicolas Bacquenois, le premier imprimeur qui s'y soit établi, et sut aussi y attirer une foule de savants qu'il s'attacha par les privilèges qu'il leur accorda. Citons seulement : Félicien Hebnot et Richard Dupré, tous deux envoyés comme théologiens au Concile de Trente ; Nicolas Colin, auteur d'ouvrages estimés ; Nicolas Béguin, chanoine ; Nicolas Bothel, professeur de philosophie à l'Université ; et Jean Munier, docteur en théologie.

Le collège des Bons-Enfants subsistait toujours ainsi que celui des Ecrevés, mais les cours en étaient bien restreints, et ceux qui voulaient approfondir une science étaient obligés d'aller, à grands frais, suivre les cours de l'Université de Paris. Ce fut pour suppléer à cette subordination intellectuelle,

* Voir page 22, t. VIII, 4e année, de *la Revue de Champagne*.

1. Regnier de la Planche, Histoire de France sous François II, in-folio, Paris, 1836. p. 170.

que Charles de Lorraine fonda, en 1547, l'Université de Reims. Cette fondation, pour laquelle il avait obtenu du pape Paul III une bulle, en date du 6 janvier 1545, fut confirmée par une charte de Henri II, roi de France, du mois de mars 1547 [1].

La bulle pontificale conférait au cardinal de Lorraine et à ses successeurs les pouvoirs les plus grands et les établissait les conservateurs-nés de tous les privilèges de l'Université. Le parlement fit attendre pendant deux ans la vérification des lettres-patentes du roi. Les pouvoirs si étendus dont l'archevêque était investi, lui parurent porter atteinte aux privilèges de la royauté ; et toujours fidèle à ses habitudes d'opposition à l'influence ecclésiastique, il refusa d'abord l'enregistrement de la bulle ; mais il céda enfin, après avoir reçu des lettres de jussion, et moyennant certaines modifications qui limitaient l'autorité archiépiscopale, et assuraient en même temps des garanties à l'Université [2].

Voici quelques-unes de ces modifications : 1° le bailli de Vermandois, dans le ressort duquel Reims était placé, aurait la connaissance des causes qui appartenaient aux juges laïques, et dans les actes publics, il prendrait le titre de conservateur des privilèges royaux de l'Université.

2° L'archevêque de Reims choisirait une autre personne que son official pour la conservation des privilèges apostoliques, afin que ces deux charges ne fussent pas confondues.

3° En matière criminelle, les ecclésiastiques seraient tenus de répondre devant l'official, et les laïques devant le bailli de Vermandois ; pourvu qu'il ne fût question, ni des crimes privilégiés, ni des cas royaux, parcequ'alors les ecclésiastiques mêmes seraient soumis à la juridiction du roi. Le bailli de Vermandois, comme juge royal, et non comme conservateur des privilèges de l'Université, connaîtrait seul de ces crimes.

4° Quand il s'agirait d'élire un recteur, les docteurs et régents de l'Université présenteraient trois candidats à l'archevêque, qui choisirait celui qu'il voudrait, d'après les statuts qui seraient dressés sur cet article.

5° Les statuts qui seraient déjà faits, ou qui seraient faits à l'avenir par l'archevêque de Reims pour l'établissement de la discipline dans l'Université, seraient soumis au parlement,

1. Voir dom Marlot, lib. XII, p. 793.

2. De Thou, Histoire universelle, T. I, liv. VI, p. 400. — Dom Marlot lib. XII, cap. XIX, p. 797.

pour être par lui examinés, corrigés, réformés, s'il en était besoin.

6° Les licences ne s'accorderaient par l'archevêque ou son grand-vicaire, qu'après que ceux qui devaient recevoir le degré, auraient été examinés par les docteurs et supérieurs des facultés, et auraient obtenu d'eux un certificat de capacité. Ensuite, l'archevêque ou son vicaire leur donnerait la bénédiction pour marque de leur licence, comme il se pratique par l'Université de Paris et par l'écolâtre de celle d'Orléans.

Les exemptions et privilèges accordés à l'Université de Reims étaient les mêmes que ceux qui avaient été concédés, le 17 février 1340, à l'Université de Paris [1]. Les divers rois qui se sont succédé sur le trône, ont confirmé ces privilèges. Dom Marlot cite ces confirmations dans son Histoire de Reims; nous nous contenterons d'ajouter celles qui lui sont postérieures : de Louis XIV en 1665, de Louis XV en 1729 et de Louis XVI en 1779.

Charles de Lorraine s'occupa ensuite de dresser le rôle des supports et officiers de la nouvelle Université ; ce rôle fut approuvé par un arrêté de la cour des aides, en date du 6 mai 1551.

L'Université se composait de quatre facultés : Arts, Médecine, Droit canonique et civil et Théologie. La faculté des arts comprenait deux nations : la France et la Lorraine ; il y avait deux bedeaux pour chaque nation, et chaque faculté en avait aussi deux, ce qui faisait en tout dix bedeaux.

Voici la nomenclature des autres officiers et supports : Un procureur fiscal, un questeur général et un scribe qui étaient à vie.

Deux avocats et un procureur qui faisaient partie du conseil.

Un préfet et un archiviste chargés de la conservation des privilèges apostoliques, ainsi que six ou huit notaires.

Un lieutenant du bailli de Vermandois, domicilié à Reims, avec le titre de conservateur des privilèges royaux ; il avait pour l'aider dans sa charge, un avocat et un procureur royaux, assistés de six notaires, dont le nombre pouvait être porté à huit.

1. Dom Marlot II, 799. Voir aux pièces justificatives A, le texte de ces privilèges accordés par Philippe de Valois.

Un promoteur des privilèges apostoliques.

Deux messagers élus par le Conseil et qui devaient prêter serment.

Trois papetiers, dont l'un était chargé de construire et d'entretenir à ses frais la papeterie dans un lieu appelé la voie Fossart, au territoire de Verpel[1].

Un maître libraire, avec trois autres sous sa direction.

Un enlumineur, un écrivain, un relieur et deux parcheminiers qui devaient résider à Reims[2].

Le premier soin du cardinal de Lorraine, après avoir ainsi constitué le personnel de l'Université, fut de la doter convenablement. En conséquence par un acte du 2 avril 1554, « il détermine et abandonne un fonds de 30,000 livres, pour donner au moins 1,000 livres de rente au dit collége, laquelle somme doit être perçue par le Grand-Maître, et par lui distribuée aux professeurs, principal, régents et aux domestiques dudit collége, conformément à l'acte de fondation d'iceluy, fait par ledit Seigneur, le 1er avril 1554[3]. » Mais le collége des Bons-Enfants était resté sous la direction de l'Ecolâtre, et cette transformation ne pouvait se faire sans son consentement. Par un acte du 16 novembre 1651, le cardinal traite avec lui, moyennant certaines conditions, et évite ainsi de blesser des susceptibilités qui auraient pu nuire à son projet. A ce moment l'écolâtre était : *Venerabilis Vir Magister Nicolaus Vuyart Presbyter, insignis Ecclesiæ Rhemensis scholasticus et canonicus*[4].

1. Verpel est un village du canton de Buzancy, il faisait partie du comté de Grandpré.

2. La plupart de ces officiers étaient obligés de prêter serment; nous donnons aux pièces justificatives B, la formule de ces divers serments.

3. « Reçu à Reims, le 2 avril, par Jean Frémin, licencié-ès-lois, conseiller du roi notre sire, etc , et passé par devant Nicolas Dehuz et Jacques Augier, notaires royaux. »

4. « Actus Concordiæ et Permutationis inter D. D. Carolum Cardinalem a Lotharingiâ, Archiep. Ducem Rhemensem, et Schoslasticum Eccl. Rhem., quo dictus Scholasticus remittit D. Archiepiscopo jus omne, quod ipsi competebat in Collegio Rhemensi, ac potestatem eligendi Primarium et alios : mediante molendino, quod ipse D. Archiep. concedit in perpetuum Scholasticæ Eccl. Rhem. de die 16 nov. ann. 1561. »

L'archevêque cède à l'écolâtre, en échange de son droit « omnem partem et portionem, omne jus, nomenque et actionem, quæ habet in uno molendino vocato Le Moulin de Rhétèze, in decursu Riparæ Vidulæ appellatæ, inter pontes hujus urbis Rhemensis sito. » Mais il ne le lui cède qu'à la charge suivante : « Qui quidem Scholasticus his de causis, tenebitur nominare Capitulo et præsentare unum adolescentulum, in dicto collegio litteris instruen-

Le cardinal affecta en outre quinze prébendes et plusieurs bénéfices simples à l'entretien des professeurs et des élèves sans fortune. Les abbés, les prieurs des monastères, et ceux mêmes des ordres mendiants du diocèse, ayant sous eux vingt ou trente religieux, furent astreints à en envoyer deux à Reims pour étudier les belles-lettres et la théologie. Charles de Lorraine se proposait d'augmenter encore les revenus de cette Université, mais la mort prévint malheureusement son dessein. Citons parmi les bienfaiteurs de ce nouvel établissement les Fournier, les Beauchesne, les l'Evêque et la ville.

Les armes de l'Université de Reims étaient : *d'azur à trois fleurs de lys d'or à la bande de gueules, chargées de trois alérions d'argent, qui est de Lorraine, surmonté d'une main d'argent tenant un livre, et descendant d'une nuée de même.*

« A peine les nouvelles écoles du cardinal furent-elles ouvertes, dit l'abbé Bauny, qu'on vit se ranimer plus que jamais le goût des sciences et des arts. Le soin que prit Charles d'y placer d'excellents maîtres, et d'exciter par des récompenses flatteuses leur émulation et celle de leurs disciples, rendit bientôt aux écoles de Reims leur ancienne célébrité. Parmi les sujets qui illustrèrent le berceau de cette Université, aucun ne s'y distingua plus que le célèbre Antoine Fournier [1]. » Le premier principal fut Nicolas Boucher, célèbre professeur de rhétorique, qui devint évêque de Verdun, et mourut en 1593. Le premier recteur (1550-1552) est : *Joannes Blavier, doctor theologus, Parisiensis, Ecclesiæ Rhemensis canonicus* [2].

Le recteur était nommé par Monseigneur l'archevêque, qui devait choisir un des trois candidats élus dans l'assemblée de

dum ; cui quidem adolescentulo dictus Scholasticus supra dicta parte seu portione Molendini, summam sexdecim librarum Turonensium singulis annis in quatuor terminis anni, æquali portione solvere tenebitur pro dicti adolescentuli alimentis suppetandis. »

Reçu par Jacob Nepveux et Nicolas Corart, notaires royaux.

1. Antoine Fournier, né à Reims d'une famille pauvre, s'éleva par sa science et sa vertu. Il était cher au cardinal de Lorraine, pour lequel il ressentait en retour le plus sincère attachement, et dont il lui donna des preuves en refusant les plus hautes positions. Pour l'en dédommager, Charles lui obtint le bénéfice de Primicier de Metz et le titre d'évêque de Bazilite. C'est à ce prélat qu'on doit les fondations appelées de son nom Furnériennes, dont nous parlerons plus loin. Il avait aussi, en 1600, acheté et fait réparer, pour les leçons de médecine, une maison et un jardin qui existaient avant la Révolution, dans la rue de l'Ecole de Médecine.

2. Nous donnerons, pièces justificatives C, la liste de tous les recteurs de l'Université, depuis sa fondation jusqu'à sa suppression.

l Université. Le recteur avait le droit de convoquer ordinairement et extraordinairement les membres, et de distribuer à chaque assemblée des médailles en argent, sur lesquelles on voyait, d'un côté, les armes de l'Université ; de l'autre le portrait du cardinal de Lorraine.

§ II. ETAT DE L'UNIVERSITÉ EN 1777[1]

I. — FACULTÉ DE THÉOLOGIE

Cette faculté se composait d'un doyen, de deux professeurs de théologie et des autres docteurs.

M. Fournier y a fondé : 1° Six bourses pour six bacheliers, réparties également entre les trois licences.

Trois de ces bourses étaient affectées aux Réguliers, tant fondés que mendiants de la ville de Reims ; cependant on devait accorder la préférence aux religieux de S.-Denis. A leur défaut, elles étaient affectées aux enfants de la ville ou même du diocèse, qui n'avaient pas d'autres bourses. Trois intendants étaient chargés d'en fixer la valeur. Les bénéficiaires étaient tenus d'habiter Reims la plus grande partie de l'année, et d'assister aux leçons du professeur de la fondation furnérienne. Dans le cas où ils cessaient de suivre les cours avant leur promotion à la licence, ils étaient tenus, aux termes de la fondation, à restituer les sommes reçues ;

2° Un professeur de théologie qui devait avoir le titre de docteur. Il était obligé de faire la classe de une heure à deux heures et demie, tous les jours, excepté les dimanches et jours de fêtes ou de congé.

L'acte de cette double fondation fixait les bourses à 50 livres tournois, et la chaire de théologie à 120 ; mais par suite de l'augmentation des biens, les bourses valaient 40 écus, et le traitement du professeur fut porté jusqu'à 100 pistoles qu'on devait lui payer en deux termes, moitié à Noël et moitié à la S. Jean.

Par ce même acte, M. Fournier fondait un obit à S.-Denis. On devait le chanter le 7 mars, jour de la fête de S. Thomas d'Aquin, et toutes les facultés intéressées ainsi que les boursiers devaient y assister en habits de Docteurs ou de Bacheliers en licence.

1. Cet état de l'Université de Reims en 1777 est emprunté au Pouillé de l'abbé Bauny, secrétaire de l'archevêché, ouvrage encore inédit et très-rare.

Charles de Lorraine avait fondé dans la même faculté, deux professeurs et quatre boursiers ; mais depuis la fondation de M. Fournier, on avait réuni les deux chaires, et porté le nombre des bourses à six.

Le professeur fondé par M. Fournier, portait le titre de S. Denis, et celui fondé par le cardinal de Lorraine, le titre de S. Patrice. Malgré la réunion des deux chaires de S. Patrice, le titulaire se trouvait avoir un traitement inférieur de 200 livres à celui de son collègue ; et ce ne fut que plus tard, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, qu'on parvint à les équilibrer.

Le professeur de S. Patrice était astreint à une heure et demie de classe tous les jours, de huit heures jusqu'à neuf heures et demie ; il était à la nomination de Monseigneur l'archevêque.

II. — FACULTÉ DE DROIT

Cette faculté se composait de trois professeurs de droit canonique et civil, d'un professeur de droit français et de trois docteurs agrégés. Ils avaient à leur tête un Primicier qui était toujours le plus ancien des quatre professeurs.

M. Fournier a fondé dans cette faculté deux docteurs professeurs en droit canonique et civil et deux boursiers bacheliers. Cette fondation a été faite à la faculté de théologie, à la condition pour elle de payer à chacun des professeurs la somme de 100 livres tournois, et à chaque boursier celle de trente livres. MM. les Intendants de la fondation avaient la nomination aux chaires et aux bourses. Cependant, aux termes de la fondation, il leur était permis de ne nommer qu'un professeur ; mais alors il était tenu à autant d'heures de classes qu'en comportait la double fondation, et il touchait double honoraire.

Les charges de ces professeurs étaient de tenir la classe dans les écoles de Notre-Dame, deux fois le jour, et à l'heure prescrite par MM. les Intendants et d'y faire des lectures adaptées aux études de droit. Les obligations des boursiers étaient les mêmes que pour ceux de théologie ; ils étaient en outre assujettis à assister aux lectures des facultés de droit et de médecine. Les professeurs de droit et de médecine recevaient de la fondation 120 livres seulement, et les boursiers, 40 livres : « Ces Messieurs, dit l'abbé Bauny, se plaignent quelquefois de ce qu'on n'augmente pas leurs honoraires à proportion de ceux du professeur de théologie ; mais l'opulence dans laquelle

ils vivent prouve le ridicule de leurs plaintes et l'inconséquence de leurs prétentions. »

Cette fondation est du 31 janvier 1613 ; elle porte aussi qu'un obit sera célébré, dans l'église de S.-Denis, pour le repos de l'âme du fondateur, le lendemain de la Nativité ; les intéressés étaient tenus d'y assister en habits de cérémonie.

Quant à l'autre chaire de droit canonique, elle existait dès l'origine de l'Université ; n'ayant reçu aucune fondation, ses honoraires avaient été fixés par les ordonnances pour les licences des étudiants, elle se donnait au concours.

La chaire de droit français devait son existence à l'édit royal de 1690, qui créa une de ces chaires dans chaque Université ; par un édit postérieur, le roi leur assigna une pistole par chaque licence. D'un autre côté, les Professeurs lui ayant attribué les honoraires d'un docteur agrégé, cette chaire valait environ 100 louis ou 1000 écus.

III. — FACULTÉ DE MÉDECINE

Cette faculté était composée d'un doyen, nommé par les membres de la faculté, de deux professeurs et de quelques docteurs régents.

Outre la fondation faite par M. Fournier de deux chaires et de deux bourses, on lui était encore redevable ainsi qu'à M Antoine Beauchesne, son neveu, de la maison où avaient lieu les cours. Cette maison ne pouvait être employée à aucun autre usage, et MM. les Intendants de la fondation avaient le droit de se réserver chacun une clef des écoles.

Cette faculté était chargée de l'entretien du bâtiment, d'un surcens de 31 sous, quatre deniers tournois, envers la recette des anniversaires de l'Eglise de Reims, de 10 sous tournois envers les chapelains de l'ancienne Congrégation et de sa part dans les frais du sacre des rois.

IV. Faculté des Arts. Cette faculté se composait du principal du collège, des huit professeurs et des immatriculés. Nous en parlerons plus loin à l'article : Collège de l'Université.

V. Fondation Furnérienne. On appelle ainsi les deux fondations faites par MM. Fournier et Beauchesne, dont nous avons parlé plus haut.

Par ces actes, M. Fournier avait établi trois intendants pour administrer les biens-fonds qu'il laissait à la faculté de théo-

logie, et un receveur nommé par les intendants qui avaient aussi le droit de le destituer ; ce receveur était chargé, comme son nom l'indique, de percevoir les revenus, et il devait verser une caution suffisante. Nous avons indiqué plus haut les droits que cette fondation conférait aux intendants, qui étaient : le doyen de la cathédrale, le doyen de la faculté de théologie et le prieur de S.-Denis.

Tous les ans, six mois après l'expiration de l'année de recettes, le receveur devait leur rendre ses comptes. Le doyen de la faculté de théologie les communiquait ensuite dans une assemblée de la faculté, et cette dernière en déposait une copie dans ses archives.

Chaque intendant recevait pour honoraires de sa charge 12 livres, le receveur percevait un droit de 1 sol par livre, et le greffier, établi depuis la fondation, touchait 12 livres, plus quelques gratifications annuelles qu'on lui accordait lors de la reddition des comptes.

Les revenus de cette fondation étaient évalués en 1777, à environ 3,500 livres.

(*A suivre*).

J. CHARDON,
Curé de Chappes.

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE M. DE DINTEVILLE

Lieutenant-général au gouvernement de Champagne.

1579 — 1586 *

Au roi. Troyes, 11 juillet.

Pour protester contre ce que les commissaires ont mis au procès-verbal « que j'estois party de cette ville, prévoyant ce qui y debvoit arriver... et je supplie très-humblement Votre Majesté que réparation m'en soit faite après vérification faite. »

Au roi. Troyes, 13 juillet.

Ce qu'il doit répondre aux échevins de Langres qui lui demandent quelle réception ils doivent faire au duc de Guise, s'il vient.

Du roi. Saint-Maur, 10 juillet.

Pour ordonner nouvelles poursuites afin de punir plus de coupables et faire exemple de 3 ou 4 prisonniers à mort. — Poursuivre ceux qui se lèvent.

Au roi. Troyes, 20 juillet.

Que les magistrats et échevins croyent que « le feu estant éteint », cette exécution serait dangereuse en remuant les cendres; supplie d'user de clémence.

Du roi. Paris, 12 juillet.

Qu'il a envoyé des commissions à plusieurs capitaines pour aller en Dauphiné, Rouergue et Auvergne sous le duc de Joyeuse et le duc d'Epernon. Poursuivre ceux qui sont sans commission, en rassemblant au besoin le peuple au son du tocsin.

Des maire et échevins de Troyes, 29 juillet.

« Monsieur, le temps et les festes ont renouvellé la maladye de nostre peuple qui commença hier à insollence plus fort qu'auparavant, et nous contraint l'occurence à vous supplyer nous vouloir assister, n'espérant en pouvoir sortir sans la provision que nous attendons de vostre prudence, attendant

* Voir page 64, tome VIII, 3e année, de la *Revue de Champagne*.

laquelle en vostre présence, nous ferons tout ce qu'il nous sera possible, suppliant, etc. »

Autre lettre plus pressante le lendemain.

Au roi. Troyes, 31 juillet.

Que mardi des artisans se sont rassemblés chez le maire, le requérant de fournir du blé en abondance pour l'avoir à 10 ou 12 sols le boisseau, et firent ouvrir tous les greniers en ville, exigeant aussi la pinte de vin à 1 sol, et menaçant de piller les maisons des gens riches. Qu'il arriva sans délai avec quelques gentilshommes et une partie de sa compagnie ; qu'il fit arrêter 11 mutins et que l'affaire est arrêtée.

Au roi. Chaumont, 29 novembre 1586.

Qu'il est parvenu, suivant ses ordres, à décider les compagnies de lansquenets du colonel Gatz ou Cratz et accepter leur licenciement, lesquels depuis longtemps foulaient le pays.

Du roi, 29 novembre.

Qu'il y a urgence de révoquer l'ordre de licenciement des lansquenets à cause du remuement des huguenots de Sedan et de la surprise de Rocroy. Qu'il rassemble sa compagnie.

Au roi. 1er décembre.

Que les capitaines lui ont déclaré que leurs soldats, licenciés déjà trois fois par parole, refusaient de marcher sans être payés. Qu'il ose proposer au roi de maintenir le licenciement « de si piètres gens », et de choisir ensuite ceux qui sont bons, gagnant ainsi au roi 8,000 livres par mois au moins, et enlevant aux paysans une perte de plus de 3,000 livres par jour.

Du roi.

Approuvé et maintenir le licenciement.

Au roi. Troyes, 10 décembre.

Qu'il est venu ici pour aviser aux remuements que pourrait provoquer la prise de Rocroy qui en surexcite en effet aucuns, mais qu'il n'y a de mal que dans les contrées voisines du Morvan ; que Vézelay est en mauvais état ; que le trésorier n'ayant pas paru, il a dû emprunter 13,000 livres pour parfaire le paiement des lansquenets ; supplie de le mettre à même d'en finir, parce que restant sans rien toucher, ils exigent davantage.

Au roi. Vaucouleurs, 22 décembre.

Qu'il est arrivé la veille en cette ville pour joindre le trésorier Charron ; qu'enfin les lansquenets sont entrés aujourd'hui dans le diocèse de Toul, mais qu'ils ont fait tout le mal possible.

P. S. Depuis l'impression de cette correspondance, nous avons retrouvé encore plusieurs lettres de M. de Dinteville au roi, dans le tome 3361 des fonds français à la Bibliothèque, mais elles sont étrangères aux évènements accomplis en Champagne. Il y en a deux datées d'Etampes (décembre 1587), deux de la Ferté-Alais (même mois), d'autres de Moret (8 décembre), Pont-sur-Yonne (13 décembre), Dijon (29 décembre). Nous y avons retrouvé en originaux le mémoire du 23 mars 1585, la lettre de Châlons du 21, et vingt-sept des lettres datées de Troyes et de Thenelières du 18 mars 1585 au 29 décembre 1587. La suivante seule n'est pas dans le recueil de la Sorbonne et intéresse curieusement notre province :

« Sire, il y a quelques mois que le mariage du sieur de Tourteron, fils du comte de Grandpré et de la demoiselle de Saulx, fille de la dame de Blégny, fut mis en termes et tellement avancé que l'on prétend y avoir des promesses bien expresses. Toutefois pour aucunes causes qui ne sont point encore venues en lumière, l'une des parties a commencé à se refroidir ; au moïen de quoy est intervenue une citation pardevant l'official de Langres au mois de mars prochain. Ceulx qui ont trouvé le terme trop long ont obtenu une autre proposition et faist avancer l'assignation au commencement du mois de février prochain. Les deux parties sont de maison et de grande suitte de parenté. Chacune d'elles délibère de se trouver au lieu le plus accompagné qu'il pourra. On ne veut concevoir ny interpréter autre chose que bien des uns et des auitres, mais la honte et le dommage seroient trop grands de courrir le hazard de cette excuse. Je ny pensai pas, car l'assemblée doibt estre fort grande et la ville est de conséquence. Il est malaisé d'ailleurs que les personnes courageuses venant à se rencontrer desja ulcérées et picquées puissent se démesler sans quelque excès. Toutes ces choses considérées, Sire, n'ayant assez de temps pour recevoir sur ce le commandement de V. M. parceque le terme de l'assignation est proche, je me suis revestu de vostre nom et autorité et mandé aux officiers et maire de la diste ville que j'avois receu lettres de V. M. par lesquelles elle me commande de leur faire entendre qu'ils n'eussent à donner entrée ny admettre en leur diste ville autres que les

parties et leurs suittes ordinaires pour débattre leur différend : dont il plaira à V. M. m'avouer et leur en escrire, bien expressement. C'est à mon avis, Sire, le seul moïen d'empescher que les uns et les autres viennent à une querelle qui malaisément se pourroit apaiser, et oster occasion au peuple de se repaistre de nouvelletz à quoy il n'est que trop enclin en cette saison. Depuis deux jours il m'est survenu une fluxion et catarre qui m'a contraint de garder ma chambre. Si ma disposition l'eust peu permettre je n'eusse failly de me rendre audict Langres par l'opinion que j'ay que ma présence n'y eust point esté inutile, ce que je feray si j'en ay transcrit pour la comodité pour n'obmettre rien de ce qui est de vostre service. Sire, je prie Dieu, etc.

« De Troyes, ce XXVII° de janvier 1588.

« DINTEVILLE. »

ED. DE B[1].

1. D'autres portefeuilles de la Bibliothèque Nationale renferment encore de nombreuses lettres écrites par ou à M. de Dinteville et retracent toute l'histoire de la Ligue en Champagne. Nous en achevons le dépouillement et les feront prochainement connaître aux lecteurs de la *Revue*. Ce sera une des collections les plus importantes de documents pour l'étude de cette période de nos annales dans notre province.

NÉCROLOGIE

A Paris, le 25 décembre 1879, vient de mourir subitement, âgé de 84 ans, Soliman Lieutaud, un amateur graveur de portraits; quoiqu'il ne soit pas champenois, (il était né le 7 février 1795, à Gouville, Seine-Inférieure) il n'en a pas moins rendu de grands services à ses confrères graveurs dessinateurs, et aux nombreux amateurs de la Champagne, qui collectionnent les portraits historiques de cette province spécialement, et ceux de toute la France.

Pendant cinquante ans, il recueillit et collectionna tous les portraits français existants, et, malgré son grand âge, il continuait ce travail de notes et de dates précises qui est à l'état de manuscrit, et qui, je le crains, ne sera jamais publié; chez lui on pouvait voir et souvent acquérir presque à coup sûr des portraits rares ou difficiles à trouver ailleurs.

Cette mort va mettre un arrêt momentané aux recherches en ce genre historique. Voici un des principaux catalogues qu'il a publiés :

Recherches sur les personnages nés en Champagne, dont il existe des portraits dessinés, gravés ou lithographiés, avec de courtes notices biographiques (1856).

Il a légué ses collections à la Bibliothèque nationale, espérons que cette intention sera réalisée par ses héritiers. Son portrait a été gravé.

AD. VARIN.

* * *

M. l'abbé Noirot, un de nos compatriotes, qui a été une des illustrations de l'Université de France, vient de s'éteindre à Paris.

Né à Latrecey, au commencement de 1793, Joseph-Mathias Noirot avait fait presque toutes ses études au collége de Langres à l'époque où cet établissement, dirigé par les abbés Hanriot et Huin, était aussi riche par le nombre de ses élèves que par les talents qui s'y révélaient.

Après son entrée dans les ordres, l'abbé Noirot professa la rhétorique et la philosophie dans plusieurs colléges et fut appelé, en 1827, à la chaire de philosophie du lycée de Lyon. Mais entraîné par son esprit de dévouement et son amour de la plus haute des sciences, il ne borna pas ses travaux aux leçons de chaque jour, à ses devoirs professionnels, et créa bientôt ces cours particuliers et cette école renommée de philosophie où, pendant 25 années, il groupa autour de lui une jeunesse d'élite qui, grâce à la féconde influence qu'il exerça sur elle, produisit tant d'hommes éminents, honneur de leur pays.

Citons au hasard les Laprade, les Parrieu, les Ponsard, les H. Fortoul, les Tissandier, etc., etc. — Mais il suffirait à la gloire de

l'abbé Noirot de nous avoir donné Ozanam, son fidèle disciple, qui a dit de lui : *Un prêtre philosophe me sauva et mit dans mes pensées l'ordre et la lumière.*

« Pendant plus de vingt ans, a écrit Lacordaire, à une époque où « la philosophie chrétienne avait si peu d'organes, un homme modeste « et qui n'a rien écrit, M. l'abbé Noirot conduisait dans les chemins « sérieux de la raison une foule de jeunes esprits dont Ozanam a été « le plus grand, mais dont plusieurs ont atteint comme lui la célébrité « et qui tous, à des point divers de la vie, rapportent à leur maître « commun l'inébranlable fidélité de leurs convictions. »

L'abbé Noirot était chéri de ses élèves et il avait, dit l'académicien Ampère, un don particulier pour diriger et développer chacun dans sa vocation. Son enseignement procédait de la méthode *socratique* qui tend à faire trouver par le disciple les notions qu'on veut lui inculquer. Il était un ami passionné de la science en même temps qu'un éloquent apôtre du spiritualisme chrétien.

Voilà en peu de mots ce qu'était M. Noirot.

Ses qualités éminentes et les succès de son enseignements le signalaient malgré lui à l'attention du gouvernement.

Créé officier de la Légion-d'honneur en 1850, il était, en 1852, appelé au poste d'inspecteur général de l'enseignement primaire, puis peu après a celui d'inspecteur général de l'instruction secondaire, et, en 1854, il était nommé recteur de première classe à Lyon.

Il allait, quelque années plus tard, être placé comme vice-recteur à la tête de l'Académie de Paris, quand il se décida à prendre sa retraite et à jouir d'un repos si légitimement acquis.

Et depuis, chaque année, pendant la belle saison, nous avions plaisir à rencontrer sur les promenades de Langres un prêtre âgé, de petite taille, à la physionomie pleine de finesse, coiffé d'un chapeau droit et la rosette à la boutonnière.

C'était le savant abbé Noirot, une des gloires de notre collége, celui dont Cousin a dit en pleine Sorbonne : *Je ne connais en France qu'un seul professeur de philosophie, c'est l'abbé Noirot.* A. M.

*
* *

Trois familles de la noblesse champenoises viennent d'être frappées pendant le mois de février.

A Reims, Mlle de Miremont, âgée de 76 ans: elle est, croyons-nous, un des derniers membres d'une antique maison d'Auvergne, dont la branche aînée s'éteignit dans les Bourbon-Malause. Une autre branche vint se fixer dans le Rethelois, par le mariage d'Antoine de Miremont avec Jeanne d'Anglure, dame de Noirval et Quatre Champs, veuve en 1395 : son petit-fils devint aussi par mariage, seigneur de Berrieux en Laonnais, que la famille a conservé jusqu'à la Révolution. Guillaume de Miremont était en 1578, maréchal héréditaire du Laonnais,

colonel de la légion du Vermandois, chevalier de l'Ordre. — Alfonse, son petit-fils, grand hopitalier de l'orde de Malte. La famille possèda les seigneuries de Gueux, Lierval, Montaigne, St-Etienne-sur-Suippe, Blezancourt, Aijelles, Gaudelaincourt, Delval, etc, et contracta les plus brillantes alliances. A la fin du siècle dernier, M. de Miremont épousa Mlle de Ferrette, fille du comte de Ferrette et de Mlle du Val de Dampierre, sœur de la marquise de Nazelle. Armes: d'azur au pal fretté d'argent et de sable, accosté de 2 fers de lance d'argent.

A Vitry-le-François, la baronne de Joybert. Cette famille est ancienne à Châlons et dans le Perthois. Simon de Joybert était échanson du roi en 1440: elle possèda les seigneuries de Soulanges, Aulnay, Coulmiers, Ablancourt, la Grandcour, Verneuil, Ardeuil, Loisy, Givry. Aux XVIe et XVIIe siècles, une branche habitait Châlons et fit reconnaître sa noblesse par sentence à l'élection du 7 juillet 1578: elle donna de nombreux officiers à nos armées. La famille a reçu depuis, avant la révolution les titres de comte et de baron. Armes : d'argent au chevron d'azur, surmonté d'un croissant de gueules, accompagné de 3 roses de même.

A Mareuil-le-Port, M. le vicomte de Flavigny. Ancienne famille du Cambrésis connue dès le XIIIe siècle. Nicolas et Quentin, furent archevêques de Besançon en 1235 et 1440 : Agathon, maréchal de camp en 1761. Titres de comte, vicomte de Ribeauville, Renansart, baron d'Aubilly au XVIIe siècle. Armes : Echiqueté d'argent et d'azur.

* * *

Un de nos compatriotes, doué d'une connaissance très-approfondie des choses artistiques du XVIIIe siècle, vient de s'éteindre à Paris à l'âge de quatre-vingt cinq ans. C'est M. Walferdin, ancien représentant du peuple à la Constituante de 1848, né à Bourbonne.

Comme homme de science, M. Walferdin doit être rangé dans la catégorie des savants pratiques.

Entré de bonne heure dans l'administration des douanes, il poursuivit sa carrière avec succès et finit par y occuper un des postes les plus honorables. En 1848, il fut nommé commissaire du gouvernement dans la Haute-Marne, son pays natal. Mais il dut renoncer à ce mandat à cause des fonctions administratives qu'il remplissait. Peu de temps après, étant élu représentant du peuple, il se démit de la place qu'il occupait dans les douanes, et alla siéger à la Chambre dans les rangs de la démocratie. A la Législative il ne fut pas réélu.

M. Walferdin habitait rue Budé, dans l'île St-Louis, une maison de modeste apparence, où il occupait le troisième étage, dans lequel il avait dû faire construire une galerie à plafond vitré.

Depuis vingt ans, M. Walferdin a cédé sa collection à un autre grand amateur, M. de Montbrison. Le prix en avait été fixé à 12,000 francs par an jusqu'à la mort de M. Walferdin; de plus une clause

spéciale lui en laissait la jouissance jusqu'à la fin de ses jours. Donc M. de Montbrison est désormais seul propriétaire de ces richesses artistiques.

Cependant, nous devons dire également que M. Walferdin, malgré cette vente consentie il y a 20 ans, n'avait pas cessé de se livrer aux recherches. Beaucoup d'œuvres, nouvellement trouvées par lui, formeront sa succession. Les amateurs auront donc l'occasion d'acquérir de beaux spécimens.

M. Walferdin ne laisse pas d'héritiers directs. Il a légué, par testament, toute sa fortune à deux amis, elle consiste principalement en objets d'art.

* * *

On annonce la mort du vicomte Dulong de Rosnay, au château de Cannes, près Montereau (Seine-et-Marne). Il était petit-fils du lieutenant général Dulong de Rosnay, créé baron par l'Empereur en 1812 et comte par Louis XVIII.

* * *

M. de Saint-Genis, juge à Vitry-le-François, vient de mourir presque subitement dans cette ville. Fils d'un ancien président de tribunal, il appartenait à une ancienne famille dont les membres occupaient des charges élevées de magistrature à Châlons dès le XVIIe siècle.

* * *

On annonce la mort à Reims de Mgr Gérard, protonotaire apostolique, doyen du chapitre. Il était neveu du cardinal Gousset, qui l'avait amené dans son diocèse.

* * *

Nous devons mentionner la mort d'un des prêtres les plus estimés du diocèse de Reims, l'abbé Peltier, né à Doué (Maine-et-Loire), en 1800, curé de Bezanne. Travailleur infatigable, il a publié successivement les œuvres de S. Bonaventure ; la traduction du Catéchisme de Canisius ; l'Anti-Febronius, de Zaccara ; la Défense de l'Eglise, de Blanchi ; les Œuvres complètes de S. Alphonse de Liguori ; le Protestantisme et la Règle de foi, du P. Perrone. Il a donné aussi plusieurs brochures sur la philosophie moderne, sur l'explication du Syllabus. C'est une perte pour le diocèse et pour le monde savant ecclésiastique.

* * *

Les Missions catholiques, dans le numéro du 19 décembre dernier, donnent le nécrologe des missions en 1878 ; nous trouvons dans ce document les missionnaires suivants appartenant aux différents diocèses de notre contrée :

Diocèse de Troyes. — Le Père Charles Rabaudy, de la compagnie de Jésus, né le 25 novembre 1832, à Villiers, supérieur de la mission de Petché-ly-sud-est, décédé le 24 mars 1878, à Tchang-Kia-Tchouang.

Le Père Louis Duvelle, né le 13 juin 1842, aussi de la compagnie de Jésus, faisant partie de la même mission, décédé au même lieu, le 15 juillet 1878. Il était parti pour les missions le 12 septembre 1877.

Diocèse de Langres. — M. Claude-Charles Dallet, des Missions étrangères de Paris, né à Langres, le 18 octobre 1829, faisant partie de la mission de Hayssour, auteur de l'*Histoire de l'Eglise de Corée*, décédé le 25 avril 1878, à So-Kien (Tong-King occidental).

M. Sudger Delaborde, de la même congrégation, né à Sarcicourt, le 26 mars 1838, décédé le 10 juin 1878, à Siao-Hei-Chan, mission de Mandchourie.

M. Charles-Denis Lamiral, de la même congrégation, né à Aujeures, le 13 janvier 1846, de la mission de la Malaisie, décédé à Marseille, le 16 septembre 1878.

Diocèse de Chalons-sur-Marne. — Mgr Adrien-Hippolyte Languillat, de la compagnie de Jésus, né à Chantemerle, le 28 septembre 1808, sacré le 22 mars 1857, évêque de Sergiopolis *in partibus*, et nommé vicaire apostolique du Petché-ly-sud-est de la mission de Kiang-Nan, décédé le 29 novembre 1878, à Zi-Ka-Wei.

***

La presse a parlé de la mort glorieuse de M. Georges Herbelin, le jeune médecin, interne de l'hôpital Sainte-Eugénie, qui a contracté le croup en prodiguant ses soins aux enfants atteints de cette horrible maladie.

Quelques heures avant de mourir, M. Herbelin a reçu la croix de la Légion-d'Honneur.

Ce jeune homme, victime de son dévouement, était né à Villenauxe où son père exerçait lui-même avec distinction la médecine.

Par une singulière destinée, M. Herbelin père est mort, il y a quelques années, dans les mêmes circonstances.

Les obsèques de M. Herbelin ont été célébrées le 5 janvier dernier. Un nombre considérable d'étudiants et de médecins, suivaient le char funèbre. Le catafalque, sur lequel se détachait la croix de la Légion-d'Honneur, était couvert de bouquet et de couronnes. Deux de ces dernières portaient les inscriptions suivantes : « *Les internes des hôpitaux de Paris, à leur camarade Georges Herbelin*, — *Les internes de Sainte-Eugénie à Georges Herbelin.* » Un détachement du 130e de ligne rendait les honneurs militaires.

BIBLIOGRAPHIE

L'Election de Vitry-le-François divisée par paroisses en ordre alphabétique, beau volume édité par les soins de MM. les membres de la Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François, imprimé par Paul Bouserez, à Tours, 1877-1878.

Cette publication de la Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François n'a été tirée qu'à deux cents exemplaires ; a-t-on voulu lui donner plus de prix par ce tirage restreint, ou bien a-t-on craint de ne pas trouver le placement d'un plus grand nombre? Ce que nous affirmons, c'est que l'impression de ce manuscrit dont la bibliothèque municipale de Vitry possède l'exemplaire unique offre aux esprits studieux un intérêt plus général qu'on ne pense ; sans doute, l'œuvre de Louis de Vaveray ne se distingue nullement par le charme de son style ; mais il renseigne exactement par la précision de ses notes statistiques ; c'est une preuve que l'imagination et l'histoire ne sont pas naturellement destinées à marcher ensemble ; l'imagination crée et colore ; c'est une puissante fée qui se promène capricieusement dans le domaine des fantaisies ; elle n'aime pas à demeurer captive dans la sphère des évènements authentiques ; l'histoire, au contraire, emprisonnée pour ainsi dire dans la sévère exactitude des faits, ne représente point la vérité rêvée, mais la vérité accomplie ; elle est inexorable dans sa loi ; et sa loi, c'est la réalité des choses.

Les éditeurs ont cru devoir le plus souvent respecter les incorrections de langage et l'orthographe du temps ; quelques phrases inintelligibles ou tronquées ont seules été supprimées ; nous ne blâmons point ce scrupule littéraire ; mais, de même que les paragraphes dûs aux annotateurs du docte président de l'élection de Vitry servent d'éclaircissements à divers passages de son manuscrit, de même nous eussions désiré que des documents inédits puisés dans les archives de chaque localité vinssent enrichir, en les complétant, les détails historiques consignés d'une manière parfois trop brève dans le travail de Louis de Vaveray ; les archives locales sont presque toujours pour les investigateurs patients, fécondes en utiles découvertes, parce qu'elles renferment des pièces de toute nature laissées dans l'oubli ; malheureusement on ne fouille pas assez les vieilles liasses communales, et les vieux registres paroissiaux dont les matériaux intelligemment appréciés pourraient donner lieu à une interprétation plus saine des institutions et des mœurs de nos ancêtres.

Le recueil de Louis de Vaveray, unique en son genre, disent les éditeurs, resta pendant de longues années dans les bibliothèques particulières où il fut apprécié de quelques savants hommes ; plusieurs même, notamment Courtalon-Delestre, le consciencieux topographe

du diocèse de Troyes, lui firent de nombreux emprunts. Un des derniers possesseurs, M. de Salligny, juge d'instruction à Châlons-sur-Marne, voulut, par une clause testamentaire, enrichir de ce livre précieux les Archives municipales de Vitry ; c'est du fond de ces catacombes du passé qu'heureusement inspirée, la Société a exhumé le manuscrit dont on ne saurait trop louer le noble et laborieux auteur. Jean-Nicolas-Louis de Vaveray, en effet, investi de la présidence de l'Election de Vitry, consacra les loisirs de cette charge à recueillir avec un soin minutieux les innombrables renseignements qui, bien coordonnés, formèrent enfin le splendide ouvrage mis au jour par un groupe d'esprits d'élite.

Ceux-ci, dans une courte notice, constatent que la famille de l'auteur est originaire de la Champagne où elle exerça d'importantes fonctions jusqu'à la tourmente révolutionnaire qui changea profondément les bases de l'ancien ordre social. S'il faut en croire, ajoutent-ils, les *faits de généalogie et de noblesse* articulés en 1764, l'un de ses membres, aurait, dès le commencement du treizième siècle, possédé en fief partie des moulins de Vitry-en-Perthois ; ils citent, comme personnages du seizième siècle, Guillaume de Vaveray, seigneur de Morambert, Nicolas de Vaveray, gentilhomme du duc d'Aumale, un autre Nicolas de Vaveray, pourvu par Catherine de Clèves de l'office de bailly de Beaufort et de Larzicourt en 1596 et René de Vaveray, bailli et capitaine de Rosnay-l'Hopital. Le dix-septième siècle ne fut pas moins favorable à la fortune de cette famille. C'est ainsi qu'un de ses membres les plus influents, Samuel de Vaveray, avocat au Parlement, lieutenant au bailliage de Larzicourt, capitaine et gruyer des chasses, eaux et forêts dudit lieu, épousa en l'année 1631 demoiselle Claude de Perthe, fille du seigneur de Brabant ; il fut l'aïeul de Louis de Vaveray, père de l'auteur du précieux manuscrit. Louis de Vaveray avait été d'abord revêtu de la charge de conseiller au bailliage et siége présidial de Vitry ; plus tard, nommé président de l'Election, il fut reçu en la Cour le 19 décembre 1699 ; son épouse Madeleine Tisserand mourut le 23 août 1723, après lui avoir donné quatorze enfants ; le président lui-même décéda le 22 juillet 1738, dans sa maison de la rue du Chêne-Vert, à Vitry ; mais son corps fut inhumé à Larzicourt, gros village agréablement situé dans la vallée de la Marne.

L'aîné de ses enfants, Jean-Nicolas-Louis de Vaveray, avocat au Parlement, seigneur de Viâpres, était, depuis 1724, lieutenant particulier, lieutenant des chasses, gruyer des eaux et forêts de la baronnie de Larzicourt, lorsqu'à la mort de son père, il lui succéda dans la présidence de l'Election de Vitry qu'il exerça pendant trente-huit années consécutives. Les occupations de cette charge n'absorbèrent pas tous ses instants. Il sut concilier avec elles l'exploration minutieuse des titres de toutes les seigneuries, cures, paroisses et communautés comprises dans l'étendue du territoire soumis à sa juridiction ; rien n'échappa aux recherches du patient investigateur : l'état des

feux qui composent les différentes paroisses ; les impositions auxquelles leur situation les rend sujettes; l'explication de la nature du sol et des qualités inhérentes à ses productions diverses ; la statistique des habitants, soit pour leurs facultés personnelles, soit pour leurs relations commerciales ; les bénéfices enclos dans chaque paroisse avec les noms des seigneurs et des décimateurs ; tous ces détails sont illustrés de nombreuses armoiries fort intéressantes pour les amateurs d'études héraldiques sur la noblesse de Champagne.

Nous ne voulons pas clore ces notes relatives à la famille de Vaveray, sans les compléter par des particularités inédites que nous avons puisées dans les anciens registres paroissiaux de Rosnay-l'Hopital. Cette famille jouissait d'une grande considération dans ce chef-lieu d'un puissant comté ; elle possédait le domaine seigneurial des Presles dont une ferme subsiste encore, près d'une source d'eau vive, au bas des collines crayeuses que côtoie la route de Brienne à Vitry ; le domaine se composait de Presle-Vieux et de Presle-Neuf ; ces deux petites seigneuries, mouvantes en plein fief des comtes de Rosnay, se développaient dans une des contrées les plus fertiles de cette commune, à proximité du hameau de Courcelles et du village de Blignicourt ; voici, par ordre chronologique, les faits locaux que nous avons relevés dans les liasses relatives aux vassaux des comtes de Rosnay-l'Hopital :

Le 16 janvier 1607, Dumesgnil signe un acte rendu entre nobles hommes Louis de Vienne et Jonathas d'Aillancourt, seigneurs en partie des Presles, contre Remy Dimanche, laboureur à Courcelles, en présence de messire Jean de Brion, seigneur dudit Courcelle.

Le 23 juin 1621, Bruslard signe un aveu et dénombrement fait par Claude du Bouchard, seigneur de Presle-Neuf, au duc de Luxembourg-Piney comte de Rosnay.

Le 9 août 1632, Jacques le Tartier, écuyer, seigneur de Pouilly, garde du scel royal de Troyes, fait savoir que Louis de Vienne, seigneur en partie de Presle-Vieux, a échangé ledit fief avec demoiselle Isabeau Forest, veuve de Jonathas d'Aillancourt.

Le 30 juin 1633, le greffier Pierre-Juste Hémard promet à prudent homme et sage René de Vaveray, écuyer, seigneur de Presle-Vieux, avocat au Parlement, bailli au comté de Rosnay, de faire construire un petit pont sur le fossé de la pâture de Puiseux, du côté des terres labourables, derrière les Presles.

Le 19 décembre 1633, demoiselle Isabeau Forest, veuve de Jonathas d'Aillancourt en son vivant seigneur de Presle-Vieux, présente, tant en son nom personnel que comme mère d'Etienne d'Aillancourt, son fils mineur, au duc de Luxembourg-Piney, comte de Rosnay, baron de Vendeuvre, Pougy et autres lieux, un aveu et dénombrement de la dite seigneurie de Presle, à cause de l'échange fait entre elle et noble homme Louis de Vienne, bailli au marquisat d'Isle-Aumont.

Le 12 mars 1642, René de Vaveray, écuyer, seigneur de Presle-Vieux, rend foi et hommage au comte de Rosnay pour la totalité de sa seigneurie qu'il possède par suite d'acquisitions et d'échanges.

Le 12 mai 1642, le même René de Vaveray rend foi et hommage au comte de Rosnay pour la seigneurie qu'il venait d'acheter à Henri de Bonneau, bourgeois de Yèvres.

Le 1er juillet 1643, René de Vaveray, écuyer, seigneur des Presles et de Blignicourt, bailli et capitaine de Rosnay, présente un aveu et dénombrement à messire François de l'Hôpital, comte dudit Rosnay.

Le 12 juin 1670, Louis de Vienne, seigneur de Presle-Vieux et de Presle-Neuf, présente à madame Françoise Mignot, veuve du maréchal de l'Hôpital, dame et comtesse de Rosnay, l'aveu et dénombrement de la seigneurie des Presles.

Ces extraits des archives départementales de l'Aube se trouvent confirmés par les indications suivantes que nous avons tirées des anciens registres paroissiaux de Rosnay-l'Hopital :

Le 15 janvier 1652, Léon de Vaveray, bailli de Rosnay, époux d'Anne de Montfloix, a tenu sur les fonts du baptême Léon Nérot, fils de Zacharie Nérot, avec Marie Maury, parente de René Maury, lieutenant général du comté de Rosnay.

Le 27 novembre 1652, demoiselle Marguerite de Vaveray, a tenu sur les fonts de baptême avec César Vuillain, César Malot, fils de Jean Malot. Cette demoiselle avait contribué en l'année 1647 à l'établissement de la confré.ie du Saint-Rosaire dans la paroisse de Rosnay.

Le 8 janvier 1653, Léon de Vaveray, écuyer, seigneur des Presles, bailli et capitaine au comté de Rosnay, a tenu sur les fonts de baptême, avec demoiselle Elisabeth Delestre, Léon Simon, fils de Zacharie Simon.

De l'année 1653 à l'année 1659, les registres de catholicité de la paroisse d'Anglus sont cotés et paraphés par Léon de Vaveray, écuyer, seigneur des Presles, d'Aulnay et de Drosnay en partie, par Claude de Vaveray, son successeur dans les fonctions de bailli et capitaine, et par René Maury, lieutenant général.

Le 16 avril 1656, Antoine de Vaveray, fils de Léon Vaveray, seigneur des Presles et autres lieux, a eu pour parrain un de ses parents nommé aussi Antoine de Vaveray et pour marraine demoiselle Hélène de Montfloix.

Le 7 novembre 1660, Charles de Vaveray, second fils de Léon de Vaveray, a eu pour parrain Antoine Paillot, fils de Charles Paillot, conseiller du roi, seigneur de Magnicourt, et pour marraine ladite demoiselle Hélène de montfloix.

Le 28 avril 1663, Claude de Vaveray, troisième fils de Léon de Vaveray et de demoiselle Anne de Mosseron, a eu pour parrain

Claude Berbier du Metz, comte de Rosnay, et pour marraine demoiselle Marguerite Berbier du Metz, fille du comte.

Le 25 novembre 1666, Anne Oudinot, fille de Bernard Oudinot et de Elisabeth Seurat a eu pour parrain maître Bernard du Mesnil, tabellion général au comté de Rosnay et pour marraine demoiselle Anne de Montfloix, épouse de Léon de Vaveray.

Le 15 octobre 1669, Anne de Coussy, fille de Jean de Coussy et de Louise de Vaveray, a été baptisée en l'église paroissiale de Donnement; elle a eu pour parrain l'écuyer Léon de Vaveray et pour marraine demoiselle Anne-Marie de Coussy.

En 1750, Léon de Vaveray signe, avec le curé-doyen de Brienne-le-Château et Louis Berbier du Metz, parent des comtes de Rosnay, abbé de Huiron, le procès-verbal d'abjuration de la protestante Edmée Raulet, veuve de l'écuyer de Pringy.

Tels sont les documents inédits que nous avons extraits de notre répertoire de pièces originales relatives à l'histoire de Rosnay-l'Hopital, l'une des localités les plus anciennes et les plus intéressantes de la région nord-est de l'Aube ; il est vrai que cette localité, déchue de son antique splendeur par suite des querelles féodales et des tourmentes révolutionnaires, n'est plus qu'un petit bourg visité encore par les touristes à cause de son église souterraine du douzième siècle et des vestiges de son enceinte fortifiée ; mais elle reste toujours fière du rôle considérable qu'ont joué ses seigneurs dans la Champagne en particulier et dans la France en général.

L'abbé Etienne Georges.

* * *

Chronique de l'abbaye de Saint-Martin de Huiron, par Dom Baillet, publiée par le Dr Mougin, avec notes, plans et armoiries, 1 vol. in-8°. Châlons, Denis, 1875, tiré à 120 exemplaires.

Nous avons annoncé dans une des dernières livraisons de la *Revue* la publication de l'important ouvrage dont nous venons de transcrire le titre. M. le Dr Mougin a eu une pensée excellente et il l'a exécutée de manière à satisfaire les bibliophiles, car le volume, au point de vue typographique, fait réellement honneur aux presses de M. Bitch, de Vitry-le-François. M. Mougin commence par quelques lignes sur chacune des six abbayes qui existaient autrefois dans la partie de l'ancien diocèse de Chalons qui forme aujourd'hui l'arrondissement de Vitry, en y ajoutant leurs armoiries. Il donne ensuite une note succincte sur l'abbaye d'Huiron, fondée par l'évêque Roger III, en 1078. Puis il cède la plume à Dom Baillet, le savant historien de Montier-en-Der, de Saint-Vanne, de St-Airy de Verdun et de Beaulieu-en-Argonne. Le travail est très-soigneusement fait ; Dom Baillet n'a pas écrit à proprement parler une histoire : il date chronologiquement toutes les chartes, tous les parchemins qui appartenaient à l'abbaye, les copiant et les reliant

succinctement par un bref récit. Ce manuscrit était demeuré inédit; M. A. de Barthélemy en a donné quelques extraits ici-même, mais il était désirable que l'œuvre du savant bénédictin ne restât pas enfouie dans des archives particulières, et nous remercions vivement M. Mougin de sa louable entreprise. Le récit de dom Baillet s'arrête à l'année 1750. Mais depuis longtemps l'abbaye n'existait presque plus que de nom : les protestants la dévastèrent de fond en comble, et c'est seulement en 1668 que les Pères de la congrégation de Saint-Vanne relevèrent ses ruines ; le monastère ne reprit jamais son ancienne splendeur : une reconstruction fut entreprise en 1720 sur un nouveau plan, mais comme le dit M. Mougin, l'abbaye ne fit que languir pendant soixante-dix ans.

La chronique de l'abbaye de Huiron est une des plus utiles publications qui aient paru, relativement à nos contrées, depuis longtemps. Nous souhaitons que l'exemple que M. le docteur Mougin trouve des imitateurs, et que chacune de nos vieilles abbayes soient l'objet d'une publication analogue. E. de B.

***

M. Joseph de Baye publie à la librairie de M. Leroux, 28, rue Bonaparte, un volume dont il corrige les dernières feuilles et qui a pour titre : *L'Archéologie préhistorique*. Cet ouvrage, dont on nous a communiqué quelques chapitres, est d'un caractère éminemment sérieux ; il offre un intérêt général par les nombreux faits inédits qu'il livre à la connaissance et aux études des savants. Il enrichit le domaine de l'archéologie préhistorique d'une quantité d'observations nouvelles, et place, par la force même des choses, notre province au premier rang parmi les contrées les plus favorables à l'étude de la période néolitique.

Pour la Champagne, cette publication est encore plus particulièrement intéressante, puisque les faits scientifiques revêtent un attrait local. Nous lisons sur le titre : Epoque tertiaire ; — Epoque quaternaire ; — La transition entre les deux époques de la pierre ; — Epoque néolithique ; — Grottes artificielles de la Marne ; — Les grottes à sculptures ; — Les sépultures ; — Aperçus anthropologiques ; — La Trépanation préhistorique ; — Flèches à tranchant transversal, etc. Les premiers chapitres résument les connaissances préhistoriques, et préparent à l'étude des chapitres suivants qui révèlent une civilisation inconnue.

Il ne nous est pas permis, dès à présent, d'analyser ces substantielles études critiques écrites dans un style sobre. Tous les faits s'enchaînent et se corroborent. Nulle part les questions se présentent avec une telle abondance de preuves. Des comparaisons empruntées aux diverses contrées célèbres par les découvertes préhistoriques, jettent un grand jour sur les faits mis en avant. Les grottes à sculptures étonnent par l'originalité de l'œuvre ; plusieurs planches, très-soigneusement exécutées, représentent avec fidélité ces sculptures uniques. Les sépul-

tures ouvrent de nouvelles perspectives. La question des flèches à tranchant transversal fournit en abondance les documents propres à faciliter la solution de difficultés si longtemps discutées parmi les archéologues. Enfin le chapitre des parures signale la série importante des ornements personnels en usage à l'époque de la pierre polie. — De nombreuses gravures, dues à un des meilleurs artistes, d'après les dessins de l'auteur, sont intercalées dans le texte et représentent des objets inconnus ou inédits. J. H.

*
* *

L'Enseignement populaire a Charleville, depuis sa fondation jusqu'à nos jours. — Les Sœurs devant le Conseil municipal de Charleville, par Ad. Bourée. — *Charleville*, Typographie A. Pouillard, 1879, in-18 de 36 pages.

Cette petite brochure qui ne s'appuie que sur des faits exacts et des pièces authentiques, nous retrace en termes précis et clairs l'origine de l'instruction populaire à Charleville.

Publié à l'occasion de l'expulsion votée le 26 juillet dernier, par le conseil municipal de Charleville, des sœurs de l'enseignement populaire pour les enfants des classes laborieuses qui leur était confié depuis deux cents ans sans interruption, cet écrit nous montre Idelette de Morel fille du premier magistrat de la cité, renonçant au monde pour se vouer, dès son jeune âge, aux œuvres charitables et à l'adoption des orphelins pauvres; fondant d'abord un orphelinat, puis, sur les sages avis d'un vénérable chanoine de Reims, l'abbé Rogier, le transformant bientôt en établissement d'éducation pour les enfants pauvres.

Un an à peine s'était écoulé que déjà plus de 400 enfants fréquentaient l'école fondée par Mlle de Morel.

Dès 1689, le duc de Mantoue, souverain de la ville, allouait à Mlle de Morel une provision de bois, puis en 1701, il y ajoutait une rente de 200 livres, et en 1694, il donnait à l'Institut l'existence légale à la condition notamment que « *les Dames de la Providence* se voueraient « à perpétuité à *l'instruction gratuite et publique* de la jeunesse de « Charleville et de ses dépendances. »

L'auteur nous apprend comment, en 1792, ces saintes filles, qui, pour donner l'instruction et l'éducation aux enfants des classes laborieuses, avaient renoncé aux plaisirs du monde et à toutes leurs propriétés, furent expulsées et dépossédées de leur maison; comment après une seule interruption de dix ans, elles ont été remises en possession de ce qui restait de leur maison et ont pu, avec leurs ressources personnelles, avec un zèle et un dévouement sans bornes, relever leur établissement de ses ruines et donner ainsi pendant deux siècles aux enfants pauvres du pays l'inappréciable bienfait d'un saine éducation.

Ce petit écrit d'une rédaction claire et concise, sans haine et sans déclamation, est un nouveau document à ajouter à ceux déjà si nombreux recueillis ou publiés dans toutes les parties de la France sur

l'origine de l'instruction populaire chez nous; il doit rester comme une des pièces les plus curieuses, et les plus décisives du procès fait de nos jours avec un certain acharnement aux congrégations religieuses; il prouve une fois de plus « qu'il ne serait pas mal de mieux connaître « le passé pour savoir ce que nous devons a nos pères[1]. »

* * *

LES CHEVALERESQUES, par Amaury de Cazanove. — AU PAYS D'HENRI IV. *Paris*, librairie des Bibliophiles, 1 volume in-18, 1879.

En attendant qu'une plume plus experte que la nôtre rende compte à nos lecteurs de ces vers pleins de sentiments chrétiens et *chevaleresques*, nous nous bornerons aujourd'hui à signaler à nos amis la publication de ce charmant volume que nous apporte le *Pays d'Henri IV*.

L'auteur, *enfant des plaines de Champagne et des forêts de l'Argonne*, a eu de bonne heure du penchant pour la poésie, il le dit dans ses vers :

La fleur s'ouvre à l'aurore, et je devins poète
Au matin de mes jours.

Les anciens élèves du collége de Saint-Dizier n'ont pas oublié ses premiers essais, et se rappellent avec plaisir certaines compositions poétiques qui ont eu les honneurs d'une lecture publique dans les distributions de prix.

Ce petit volume, rempli de belles et bonnes pensées heureusement exprimées, a un mérite bien rare de nos jours, il peut sans danger être abandonné sur une table de salon, et lu par les jeunes filles.

* * *

L'ARCHIPRÊTRE, épisodes de la guerre de cent ans au XIVe siècle, par Aimé Cherest. — 1 vol. in-8°. Paris, Claudin, 1879.

Le livre de M. Cherest vient à point pour répandre une lumière de plus sur une période de notre histoire, encore bien mal connue, quoique depuis peu de temps, MM. Luce et Quicherat lui aient consacré d'excellentes études. Le savant vice-président de la Société historique de l'Yonne s'est proposé de présenter au public un personnage qui a joué un rôle considérable pendant les cruelles années qui suivirent la bataille de Poitiers et dont la biographie n'existait pas encore. Comme il le dit, Arnaud de Cervole, dit l'Archiprêtre, n'est point un de ces hommes d'élite dont la vie exemplaire mérite par elle-même de fixer l'attention et s'impose au respect de l'historien ; dans le cours de son aventureuse carrière, le mal se mélange au bien, et la renommée qu'il a conquise en son temps, celle qui s'attache à sa mémoire, est principalement due au sombre éclat de ses moins bonnes actions. Mais sa biographie n'en a pas moins le plus grand intérêt, parce que

1. Edouard Laboulaye.

elle jette un jour éclatant sur des événements importants auxquels il a pris part.

Baluze avait signalé André de Cervole; puis au XVIIIe siècle, le baron de Zurlauben lui a consacré une notice devenue introuvable, analysée dans le tome XXV des *Mémoires de l'Académie des inscriptions*. M. Dessalles, en 1848, a écrit une courte étude dans un Annuaire de la Dordogne; M. Luce en a parlé aussi, mais trop sévèrement, suivant M. Cherest, qui vient aujourd'hui avec un travail complet, qui est en même temps une œuvre importante pour notre histoire nationale du XIVe siècle.

Arnaul de Cervole, successivement chambellan du roi Charles V, capitaine général des routiers, conseiller de Philippe duc de Bourgogne, passa son temps à batailler depuis la guerre des Compagnies en Provence (1357), jusqu'au rétablissement de la paix entre la France et la Bourgogne en 1365 ; il se montre en Nivernais, en Berry, en Bourgogne, à la bataille de Brignais, en Lorraine, à Cocherel. Son surnom lui venait de ce que, quoique laïque, par une inféodation au moins étrange, il jouissait du revenu de l'archiprêtré de Velines au diocèse de Périgueux; deux documents publics, dont l'un est un traité solennel entre la France et l'Angleterre, lui attribuent officiellement ce titre.

Nous ne pouvons prétendre analyser l'excellent livre de M. Cherest; il nous suffira de dire que nous avons rarement lu un travail qui nous ait plus vivement intéressé et qui renferme plus de détails absolument nouveaux. Toute la partie relative aux événements accomplis en Bourgogne et dans la portion de la Champagne limitrophe de cette province mérite d'être spécialement recommandée à nos lecteurs.

Une fois la paix rétablie, Cervole, passé au service du duc de Bourgogne, organisa une croisade vers laquelle il entraînait des bandes désormais inoccupées, partant très-dangereuses pour les campagnes. Mais une révolte éclata et l'Archiprêtre fut assassiné, comme il arrivait en Savoie, le 25 mai 1366. Les bandes réaffluèrent vers le Châtillonnais et le Tonnerrois, et le duc de Bourgogne dut prendre des mesures énergiques. Ce volume se termine par quelques pages intéressantes sur Jeanne de Châteauvillain, qui avait épousé en troisièmes noces Arnaud de Cervole.

Nous félicitons sans restriction M. Cherest et nous croyons que nos lecteurs penseront comme nous. E. DE BARTHÉLEMY.

*
* *

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DE L'EGLISE ET PAROISSE SAINT-LOUP DE CHALONS-SUR-MARNE, par M. Louis Grignon, 1 vol. in-8°. Châlons, Martin, 1880.

Nous mentionnons avec un vif plaisir une excellente publication, véritable modèle de monographie d'une paroisse urbaine. Notre collaborateur est un véritable travailleur, et son livre mérite une attention spéciale. Tout ce qui peut intéresser la paroisse Saint-Loup au point

de vue historique et archéologique y est établi avec la plus soigneuse érudition.

L'église Saint-Loup est un monument du XIVe siècle, dans lequel on trouve les plus curieux détails archéologiques elle présente une importance particulière parce que plusieurs corporiations avaient choisi cette église pour centre de leurs cérémonies religieuses, les drapiers-sergirs, les ouvriers cuvistes, les cultivateurs, les vignerons, qui y ont tous laissé des souvenirs. M. Louis Grignon décrit les vitraux qui sont d'origine toute moderne, les reliques qui sont nombreuses, les dalles tombales, nombreuses aussi. Les tableaux dont quelques-uns très-remarquables. Nous citerons notamment le tryptique qui jouit d'une certaine célébrité. Les volets extérieurs représentent saint Jean-Baptiste et saint Louis; à l'intérieur c'est l'adoration des Mages, réellement d'une splendide exécution. La tradition attribue cette peinture au Primatice. M Grignon, après une étude des mieux discutées, se prononce pour Hubert Van Eyck ou quelque maître de son temps et de son école.

Un album dû au crayon de M. Gastebois doit paraître prochainement, reproduisant les détails les plus intéressants de Saint-Loup.

* * *

On vient de publier, à Corbeil et à Paris, une Etude sur les anciennes compagnies d'archers, arbalétriers, arquebusieurs, par L.-A. Delaunay, 1879. In-4° jésus de plus de 400 pages, imprimé sur papier vélin, orné de 54 planches gravées à l'eau-forte et de nombreuses figures tirées dans le texte.

Sous le titre modeste: *Etudes*, l'auteur a rassemblé ce que les archives et les musées belges et français lui ont fourni de plus curieux sur l'histoire, encore peu connue, du rôle social et politique des anciennes compagnies d'archers, d'arbalétriers et d'arquebusiers. Après une étude spéciale sur les corps de Bruges, d'Anvers, de Bruxelles et de la Hollande, il s'est particulièrement consacré à l'histoire des compagnies de Corbeil, de l'Ile-de-France et de la Champagne. Les réunions, les prix d'honneurs, sortes de fédération militaire des compagnies, ont amené l'auteur à étudier l'organisation militaire bourgeoise de l'ancien régime en démontrant, à l'aide de documents nombreux et inédits, la puissance de cette organisation militaire territoriale et l'esprit de solidarité de ces corps aguerris dont la cohésion suffisait, en cas de guerre, à maintenir l'ordre à l'intérieur du pays. Les annales de l'Arc, de l'Arbalète et de l'Arquebuse françaises sont retracées dans leurs parties principales et rattachées à l'histoire fédérative. Parmi les villes que ce livre magistral intéresse particulièrement, nous citerons Reims, Troyes, Saint Quentin, Châlons-sur-Marne, Laon, Rozoy, La Ferté, Cambrai, Nogent-s-Seine, Provins, Montereau-Fault-Yonne, Amiens, Dijon, Beaune, Chauny, Mantes, Senlis, Melun, Fère-en-Tardenois, Crespy-en-Valois, Montdidier, Compiègne, Pont-Saint-Maxence, Bar-sur-Seine, Suippe, Fismes, Avize, Neuilly-Saint-Front, Péronne, Joinville, Epernay, Braisne, Villenauxe, Saint-Denis, Vailly, Noyon, Coulommiers, Bric-Comte-Robert, Vertus, Château-Thierry, Crécy-en-Bric, Avenay, Poissy, Beaumont, Bar-sur-Aube, etc., etc., dont les marches principales en 1687 et 1717 à Reims et à Meaux ont inspirés deux gravures reproduites en *fac-simile*. Les autres planches donnent la figuration des armes, colliers bouquets, sceaux, médaillons, jetons de présence, etc., employés dans les diverses compagnies.

CHRONIQUE

Société académique de l'Aube. — Séance du 18 juillet 1879. — Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Correspondance. — Le ministre de l'agriculture adresse un travail sur le gribouri et la pyrale, indiquant les moyens de détruire ces insectes.

Dons faits au Musée et à la Société. — M. Hanier, curé de Villemaure, offre un jeton de Nuremberg, en cuivre, trouvé dans le jardin du presbytère. L'Etat, par l'intermédiaire de l'architecte, donne au Musée de nombreuses pierres sculptées, provenant de la cathédrale de Troyes ; l'une d'elle porte la signature de *Beaugrand*, sculpteur à Troyes, en 1777. M. Truelle Saint-Evron offre plusieurs lettres, une de Grosley, trois adressées à cet illustre troyen. Une de ces lettres est adressée au président Hénault, une autre est de d'Alembert à Grosley, datée du 2 mars 1782; une troisième est de M. Lebeau, poète latin; il y est question du ferrage des chevaux chez les anciens ; sans décider la question, Lebeau penche pour la négative. Une autre de ces lettres est de Dom Bouquet, bénédictin, en date du 26 septembre 1745 ; il y donne à Grosley des nouvelles de Dom Talandier.

M. Lebrun annonce que deux autographes qui pouvaient nous intéresser viennent d'être vendus à Paris ; l'un est signé de Pierre Mignard, l'autre de François Girardon ; il a connu cette vente trop tard pour pouvoir les acquérir. Le même membre fait part à la société d'un don important de tableaux provenant de Mlle Cottini, obtenu à la suite d'une démarche de M. Socard : ces tableaux, d'après M. Charles Blanc, sans être de premier ordre, sont dignes de figurer au musée de Troyes. Des remerciements sont votés à M. Socard, à Mlle Cottini et à M. Charles Blanc. Madame Casimir Périer a donné au Musée une statue en terre cuite de *Ramus*. M. Nicaise offre à la Société une brochure sur le cimetière franco mérovingien de Hancourt. M. Socard annonce le don prochain d'un tableau signé de *Gros*.

Ouvrages reçus. — Monographie du rossignol, de M. Raspail. Le *Bulletin des Agriculteurs de France* consacre quelques lignes à M. Raudot, ancien membre de la Société académique. *Bulletin de la Société linnéenne de Normandie*, communication intéressante de M. Cotteau sur les *Echinides jurassiques*.

M. Vauthier lit un rapport sur le *Neuf-vieux en science*, à propos d'un travail sur le sang, par M. Hayem ; à cette occasion le savant docteur se livre à une étude intéressante sur les globules du sang chez l'homme et les différents animaux et sur le mode d'action du fer dans la guérison de la chlorose : Il ne trouve pas de faits nouveaux dans le travail de M. Hayem, mais seulement des démonstrations plus exactes

de faits déjà acquis à la science; cependant il y remarque des observations pleines d'intérêt sur les études microscopiques destinées à constater l'état du sang. M. Vauthier rend compte aussi d'un travail lu à l'Académie des sciences sur ce qui se passe quand on met des écrevisses dans l'eau chaude. Une conversation s'engage à ce propos sur la maladie des écrevisses qui gagne les affluents de la Seine ; ce crustacé a presque disparu de la Barbuise. On ignore encore la cause de cette disparition; on a constaté seulement que, dans certains endroits, les rats d'eau ont fait une consommation énorme d'écrevisses : faut-il voir dans ce fait la cause ou le résultat de la mortalité? M. Huot dit que, dans la Meuse, on ne trouve plus non plus d'écrevisses; on est obligé d'en faire venir de l'Autriche. On remarque chez les écrevisses mortes de la maladie une putréfaction immédiate accompagnée d'une odeur extrêmement nauséabonde.

M. l'abbé d'Antessanty lit un rapport sur l'*histoire des merles*, par M. Raspail ; il y signale beaucoup d'observations fort intéressantes. M. Baltet montre à la Société une branche de chêne nourrissant plusieurs vers à soie de l'espèce nommée *Attacus Yama-maï*; sauf les tubercules bleus qu'elle n'a pas, cette chenille ressemble assez à celle du *Paon de nuit*. On peut estimer à 1,500 francs par hectare le revenu net produit par l'éducation de ce ver à soie. Il peut être élevé en plein air ; la Société d'acclimatation propose des récompenses à ceux qui voudront se livrer à cette éducation. Le cocon de cette espèce est vert comme la chenille ; la soie est plus ferme que celle du ver-à-soie du mûrier. M. Baltet se propose d'élever cet insecte, comme l'a fait déjà M. l'abbé Hénon, des Ardennes.

M. Babeau lit une notice destinée à l'Annuaire sur une verrière de Linard Gonthier, représentant l'entrée de Henri IV à Troyes, par la porte du Beffroy en 1595. Cette verrière se trouve dans la salle de la bibliothèque. M. Babeau insiste surtout sur sa valeur historique et archéologique, et fait revivre dans une description pittoresque et animée cet événement mémorable de l'histoire de Troyes. Cette notice est destinée à accompagner une reproduction de l'œuvre si remarquable de notre grand artiste troyen.

M. Gréau parle de statuettes provenant de la vente de M. Barre, graveur de la monnaie; plusieurs d'entre elles venaient de Tanagra ; la plus grande, haute de 35 centimètres et représentant une femme drapée, a été vendue fort cher. M. Gréau proteste contre le nom de poterie de Samos donné aux poteries en terre rouge.

M. Leclert, propriétaire à Epagnes, est nommé membre associé. La séance est levée à 5 heures 20 minutes. ***

* *

L'ancienne Commission de la Topographie des Gaules, vient d'être transformée en Commission de la Géographie historique de l'ancienne France avec des attributions très-étendues ; elle doit

continuer les travaux commencés et de plus préparer la confection d'un *Corpus* de pouillés, dresser la nomenclature des lieuxdits par communes; enfin s'occuper de tout ce qui concerne la géographie ancienne de la France. Elle a pour président M. Henri Martin, membre de l'Institut; pour vice-président, M. Rénier, de l'Institut, pour secrétaire, M. Anat. de Barthélemy; parmi ses membres figurent MM. Maury, Robert, Héron de Villefosse, Longnon, etc.

* * *

Une société ayant pour but l'étude des sciences, arts, littérature, industrie et agriculture, vient de se constituer à Saint-Dizier, après autorisation préfectorale.

La société se composera de membres titulaires et honoraires payant une cotisation annuelle de 10 francs, et de correspondants payant seulement 5 francs par an.

Il y a déjà 80 adhérents. Ils ont nommé leur bureau qui est ainsi composé :

Président, M. Charles de Hédouville.

Vice-président, M. Alfred Villeroi, receveur des postes et télégraphes.

Secrétaire, M. l'abbé Fourot, professeur de rhétorique au collége.

Secrétaire-adjoint, M. le docteur Chardin.

Trésorier-archiviste, M. Paulin, vétérinaire.

* * *

M. Emile Bourquelot, conservateur du Musée et de la Bibliothèque de Provins, avait obtenu du conseil municipal de cette ville la consolidation de la Porte-Saint-Jean de la Ville-Haute, un des monuments historiques des plus curieux de France. Ces travaux furent confiés, sans surveillance, à des maçons inintelligents qui ont plus détérioré cette belle porte en quelques jours de travail que les *huit siècles* écoulés depuis sa construction. C'est un acte de vandalisme bien regrettable que le public intelligent de Provins déplore.

* * *

Nous mentionnons pour mémoire la réception de M. Taine à l'Académie française le 15 janvier dernier. M. Taine est de Vouziers et par conséquent champenois. Son discours sur M. de Loménie, son prédécesseur, a eu un succès mérité. M. Dumas lui a répondu. Nous extrayons du discours de ce dernier ce charmant passage sur la Champagne et les Champenois.

« Vous considérez La Fontaine comme le produit naturel et condensé de son pays, de sa race et de son époque. Pour justifier cette définition, vous décrivez avec un grand charme cette Champagne, sa patrie, où les montagnes sont collines et les bois bosquets, où de minces rivières serpentent entre des bouquets d'aune avec de gracieux sourires ; contrée calme et tempérée où le soleil n'est pas terrible

comme au Midi, ni la neige durable comme au Nord; où l'on se laisse vivre sans effort, « mangeant son bien avec son revenu et s'en allant comme l'on est venu. » L'homme, dites-vous, n'y est ni alourdi ni exalté, mais d'un esprit leste, juste, avisé, prompt à l'ironie. Pour produire un La Fontaine, ajoutez-vous enfin, il fallait la finesse, la sobriété, la gaieté, la malice, l'art et l'élégance du XVIIe siècle. Voilà votre système : le pays, la race, le moment, et la condensation de l'ensemble de leurs caractères dans un type choisi. »

* * *

Dans une de nos précédentes chroniques nous avons inséré une note sur le château d'Etoges où l'auteur regrettait vivement la disparition de la célèbre galerie peinte au milieu du XVIIe siècle par le rémois Hélart, en présence de la démolition probable de ce beau monument. Nos lecteurs apprendront avec plaisir que M. Alfred Werlé, qui recherche avec le zèle le plus intelligent toutes les curiosités de notre province, a acquis cette galerie, après avoir eu le soin de faire copier les rares parties peintes sur pierre et par conséquent non transportables, et le plafond couvert des armes des alliances des comtes d'Etoges. Nous croyons même que M. Alfred Werlé se propose de réédifier un jour cette galerie qu'on peut dire unique en son genre.

* * *

Le lundi 19 janvier dernier et les jours suivants, le libraire Labitte devait faire à la salle de la rue des Bons-Enfants la vente de la bibliothèque de François-Vincent Raspail. La vente n'a pas eu lieu.

Nous remarquons dans le catalogue de cette bibliothèque deux livres intéressant particulièrement la Champagne que nous croyons utile de signaler à l'attention de nos lecteurs :

N° 1072 du catalogue. *Les XXIIII livres* de l'Iliade d'Homère, traduits du grec en vers français, les XI premiers par M. H. Salel et les XIII derniers par M. Amadis Jamin. *Paris, Lucas Brayer*, 1577. V. f. fil. tr. dor.

N° 1120. *Virgilii Maronis Opera. Sedani, typogr. ex typis novissimis Joannis Janssonii, 1625.* (Ce titre a été artificiellement composé par le relieur qui a également raccommodé les deux derniers feuillets dont une partie du texte manque). In-16, miniature, très-bien relié en veau.

A la suite de cet article est la note suivante de la main de Raspail :

« Ce petit livre est un monument historique de l'art typographique. « En 1623, Jean Jansson grava un caractère plus petit encore que la « non-pareille et c'est avec ce caractère que, en 1625, il fit imprimer « ce Virgile, à Sedan qu'il habitait alors, ce qui fit donner à ce ca- « ractère le nom de *Sedanaise*. En 1636, Sanlecque en grava un « semblable à Paris avec lequel il imprima un petit éloge de J. Jansson. »

« La non-pareille de J. Jansson est plus petite que celle de la bible « de Vatable par Robert Estienne. »

*
* *

Le libraire Charles Lefebvre de Bordeaux, dans ses derniers catalogues de livres et documents relatifs aux provinces de France, indique les articles suivants, dont les deux premiers, imprimés à Troyes, ne sont pas mentionnés par M. Corrard de Breban dans ses recherches sur l'imprimerie troyenne :

613. *L'importunité et malheur de noz ans*, par M. B. Bailly, conseiller du Roy à Troyes. — A Troyes, de l'imprimerie de Claude Garnier, s. d. (1576), in-8°, mar. rouge, fil. à froid, tr. dor. (Capé). 600 fr.

Volume fort rare, dit M. Brunet, et il a d'autant plus raison, que cet exemplaire est aujourd'hui, nous croyons, le seul connu ; jamais cet ouvrage n'a passé en vente; le présent exemplaire fut acheté en 1810, en Allemagne, par M. Durant de Lançon, alors étudiant à l'Université de Gœttingue; il fut vendu à l'amiable par son fils.

Poésies bien supérieures à beaucoup de celles de l'époque, et curieuses surtout comme tableau des mœurs au seizième siècle. L'auteur n'y épargne pas ses contemporains, et nous donne une assez triste idée des mœurs des magistrats, évêques et abbés de son époque.

731. *Discours prodigieux et espouvantable* de trois espagnols et une espagnolle, magiciens et sorciers, qui faisoient porter le diable de ville en ville avec leurs déclarations d'auoir faict mourir plusieurs personnes et bestail par leurs sortilèges, et aussi d'auoir faict plusieurs dégats aux biens de la terre, ensemble l'arrêt prononcé contre eux par la cour du parlement de Bordeaux, le samedy dixiesme mars 1607. — A Troyes, 1608. In-8°, de 12 pages, rel. pl. mar. rouge, dent. int., tr. dor. (Duru). 60 fr. — Pièce très-rare, fig. sur bois au verso du titre.

973. *Champagne*. Recherches historiques, générales et particulières sur la ville et comté de Bar-sur-Seine, contenant l'histoire naturelle du pays, les rivières, fontaines, mines et singularités qui peuvent s'y trouver ; l'histoire des églises, monastères et autres lieux de dévotion ; l'histoire civile et particulière du pays ; l'histoire de chaque village ou bourg, etc., etc. In-8°, demi-rel. ch. (bel exemplaire). — 40 francs.

Manuscrit d'une très-belle écriture moderne, avec blasons. On y a ajouté une vue ancienne de Bar-sur-Seine.

*
* *

Nous avons trouvé dans les précieux papiers de Bertin du Rocheret, conservés au cabinet des titres de la Bibliothèque nationale, une note sur une famille de musiciens, qu'il semble rattacher à une souche champenoise : il y avait, en effet, une famille noble de nom de Colin à Sainte-Menéhould dès le XVIe siècle ; une famille bourgeoise à Châlons, remontant à la même période. Du Rocheret signale un Colin, père de :

1. Mathurin Colin, dessinateur.

2. N.... lieutenant au régiment de Lénoncourt, ingénieur et peintre.

3. N... Colin, né en 1653, musicien de la chambre de Louis XV, bon peintre, mort en 1742, laissant :

1. Une fille, mariée à un officier de la maison du roi.

2. Une autre, femme de M. Mouchot, inspecteur général du tabac.

3. M. de Blamont, surintendant de la musique de la chambre, oncle de du Ry, qui donna en 1743 l'opéra du caractère de Saint-Pol.

* * *

La même collection établit nettement l'existence à Châlons de deux familles de nom de Châtillon. L'une, d'origine noble, a donné naissance à de célèbres ingénieurs militaires, notamment à l'auteur des vues des villes et châteaux de France, si rares aujourd'hui, et éteinte seulement depuis peu d'années dans la personne du colonel baron de Châtillon d'Oger. — L'autre famille, éminemment bourgeoise, remontait à honorable homme Hugues Châtillon, tanneur à Châlons, où il mourut avant 1554 ; il eut deux fils : Hugues, marié le 5 mars 1554 à Perette de Bar, fille de Nicolas et de Perette Collet; Pierre, marié le 12 août 1557 à Marguerite Lallemant, veuve de Pierre Guyot, greffier du présidial. Parmi leurs descendants on trouve Jacques, médecin en 1650; Marguerite, femme de Jacques Thévenin, libraire à Châlons; Claude, prieur de l'abbaye Saint-Pierre est mort en 1658. — Nous avons cru devoir mentionner cette différence de famille dans la même ville, pour expliquer les obscurités qu'autrement pourrait causer l'examen des extraits de actes de l'état civil de Châlons donnés dans cette *Revue*.

* * *

Lire dans le *Journal de l'Aube* une bonne *Histoire de la médecine à Troyes*, dont la publication vient d'y être commencée. C'est un travail neuf et curieux.

* * *

Un Bibliophile rémois. — Nous croyons devoir signaler le catalogue ci-après indiqué qui existe à la bibliothèque de l'archevêché de Reims et fait connaître toute une suite de lettrés et de bibliophiles rémois. La famille Bachelier était une des plus anciennes de la ville : un de ses membres fut dès 1575 lieutenant des habitants, ce qui constituait la première charge municipale, et aux siècles suivants on retrouve sept ou huit lieutenants du même nom. Elle possédait les seigneuries de Gentes, la Fontaine, les Marets. Un de ses membres, Henri Bachelier de Gentes s'est rendu célèbre par son dévouement aux pauvres et aux blessés. Après avoir passé les trente premières années de sa vie dans le monde, il s'en retira, et sans embrasser la règle

religieuse il se voua aux œuvres de charité avec l'ardeur d'un saint. Pendant les guerres de la Fronde, il s'exposa sans cesse sur les champs de bataille de nos contrées pour relever les blessés. Sa biographie, écrite par dom Bretagne, a été publiée en 1680, chez Potier, à Reims et il mourut le 4 mai 1672.

Grosley cite encore un Louis-Jean-Baptiste Bachelier, vivant à Reims en 1700, comme possédant une bibliothèque célèbre et comme collaborateur de Bayle.

* * *

M. Joseph de Baye, vient d'être l'objet d'une nouvelle distinction. La Société royale d'archéologie du Portugal vient de le nommer membre correspondant.

* * *

Nous signalerons la publication, à la librairie Deligne à Reims, de la première livraison d'un grand ouvrage de M. le docteur Lemoine, sur les *Plantes des environs de Paris et de Reims.* Nous extrayons le passage suivant sur l'introduction du savant auteur, qui nous promet aussi de s'occuper dans ce travail de la flore fossile de nos contrées :

« Le premier travail publié sur la Flore Rémoise remonte à 1770. Il s'agit d'une liste donnée par Buc'hoz et comprenant 68 espèces recueillies dans les environs de Reims, et communiquée par Raussin, docteur-régent de la Faculté de cette ville. En 1835, une nouvelle liste donnée par M. Edouard Saubinet, et résultant des recherches faites en collaboration avec MM. de Belly, Bénand et Gillotin, comprenant 812 espèces.

En 1846, M. de Lambertye publie le catalogue des plantes du département de la Marne et énumère 1,040 espèces et 156 variétés. Enfin, en 1858, M. le Dr Remy père fait paraitre une Flore de la Champagne commencée dès 1847 et comprenant à la fois les plantes pharénogames et cryptogames des départements de la Marne, des Ardennes, de l'Aube et de la Haute-Marne.

Parmi les botanistes qui ont le plus fait pour la Flore Rémoise, nous citerons MM. Saubinet, Levent, Leconte, Grandval et Maldan, directeur de l'Ecole de Médecine de Reims, qui ont surtout étudié les environs de notre ville. Notre ami M. Paul Petit, si justement connu par ses belles recherches sur les diatomées, a également exploré les alentours de Reims. Les recherches de M. Gros-Jean ont porté sur les environs de Fismes ; celles de MM. de Lambertye, de Mellet et Devindé, sur les environs d'Épernay ; celles de MM. Royer, Brisson et Juglard, sur les environs de Châlons ; M. Perrier a étudié les environs de Sézanne ; M. Remy père, Mourmelon, Moranvilliers, Verzy ; MM. J. Remy, Richon, Thiébault et Guyot, les environs de Vitry-le-François ; M. Callay, par son étude de la Flore des Ardennes, a également contribué à bien faire connaître les plantes de notre région.

* * *

Une chaire de géographie historique de la France vient d'être instituée à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes; notre compatriote, M. Auguste Longnon a été chargé de cet enseignement; il traitera, cette année : 1° des noms des lieux, de leur origine, leur signification et leur transformation; 2° les divisions territoriales de la Gaule franque, du VIe au Xe siècle.

* * *

La Famille Parchappe. — Nous croyons curieux de donner, d'après les papiers de Bertin de Rocheret, auxquels nous ferons encore plus d'un emprunt, une notice sur une des plus honorables familles d'Epernay, dont les derniers représentants sont morts dans ces dernières années, l'un général de division, grand officier de la Légion-d'Honneur, député de la Marne; l'autre inspecteur général des services administratifs du ministère de l'intérieur.

Jean Parchappe était échevin d'Epernay et conseiller du roi au grenier à sel lors du siége d'Epernay; profondément dévoué au roi, il fit tous ses efforts pour maintenir la ville en son obéissance, puis, après l'investissement, il s'exposa souvent pour faire parvenir d'utiles renseignements au camp royal. La position cependant, devenant intenable pour lui, il s'échappa un jour avec ses cinq fils; la garnison les ayant aperçus tira sur eux, Jean eut son cheval tué sous lui. Ils arrivèrent au camp le jour même de la mort de Biron. Lui et ses enfants se joignirent aux troupes d'Henri IV, qui signa à Châlons, au mois d'août 1592, des lettres d'annoblissement constatant ses brillants services, notant que Jean Parchappe eut pendant la suite du siége un second cheval tué sous lui et perdit son fils aîné, Pierre, d'un coup de fauconneau reçu auprès du roi.

Jean Parchappe qui devint seigneur d'Aulnay-aux-Planches et de Fresnes avait épousé Olive de Champy : quatre de ses fils firent branches : le cinquième, sieur des Fossés, n'eut qu'un fils Louis, président du grenier à sel d'Honfleur, sans postérité.

I. — Nicolas Parchappe aîné, lieutenant en la prévôté d'Epernay, marié depuis 1586 avec Marie Vauchelet, eut César dont le descendant s'éteignit à la fin du XVIIe siècle, et François Parchappe, lieutenant en l'élection d'Epernay, marié à Madeleine Cocquart; — Robert, greffier en chef de l'élection d'Epernay, qui avait pour descendants au milieu du XVIIIe siècle : Nicolas, marié en 1748, à une fille de M. de Villemer, baron de Saint-Cyr; Pierre, chevalier de Saint-Louis, mousquetaire, tué à Fontenay; Jean-Baptiste, marié en 1745, à Mlle de Lattre d'Aubigny; Suzanne, femme de M. Mopinot, élu à Reims; — Memnon qui forme aussi un rameau.

II. — François Parchappe, fut seigneur de Noyers; il eut un fils, seigneur de Noyers et de Vinay, né en 1645, commissaire des guerres au département de Champagne, lieutenant du roi, commandant à Epernay,

bailli d'épée au présidial de Châlons, dont les fils furent, l'un lieutenant du roi à Châlons, un autre prévot et sénéchal du chapitre à Reims; un autre procureur général de Prémontré; un autre, abbé de Villers-Cotterêts; un cinquième, fut tué à l'armée d'Allemagne en 1733; le dernier, M. de Vinay, se trouva aux batailles de Parme et de Plaisance et succéda aux charges paternelles. De lui descendait le général.

III. — François Parchappe, seigneur de Broussy, eut de Mlle de Soufflier quatre enfants : Jean, capitaine au régiment Picardie; Scipion, capitaine au même corps, tué à la bataille de Parme; Benjamin, capitaine encore dans ce régiment, tué en Bavière en 1743; et une fille mariée à M. de Villemer, baron de Saint-Cyr.

Armes : D'azur aux chevrons d'or, accompagnés de trois colombes d'argent, becquées et membrées de gueules.

* * *

M. Legay, officier d'infanterie, épouse Mlle de Gestas, fille du comte de Gestas, d'une famille de vieille noblesse béarnaise, dont une branche vint s'établir en Champagne sous le règne de Louis XIII. Son aïeul, marquis de Lesperoux, brigadier des armées de Louis XIV et gouverneur de Thionville eut un fils auquel pour ses services, Philippe V, roi d'Espagne, donna le droit de semer son écusson de fleurs de lys d'or sans nombre : son fils et son petit-fils, tous deux maréchaux de camp, furent guillotinés à Bordeaux en 1794. Un des fils de ce dernier fut sous-préfet de Reims pendant toute la Restauration. Armes : d'azur semé de fleurs de lys d'or, à la tour ouverte, ajourée et crénelée d'argent, maçonnée de sable.

* * *

On vient de vendre à Châlons un tableau dû au pinceau d'un artiste rémois, M. Liénard père, mort en 1857 : *Jeanne Grey*, qui a été reçue dans le temps à l'exposition; plus une toile de son cabinet représentant l'intérieur de l'école de dessin à Châlons en 1775, aux armes de M. Gargam de Chevigny, maire royal de la ville à cette époque.

* * *

L'Académie de Reims vient de recevoir : membre titulaire M. Durand-Desaulnois, notaire; honoraires : MM. Dr Aubrion, colonel Chabert, Gandelet, de Namur; Mieusset, de Besançon; Dr Vincent, de Vouziers

* * *

M. Hustin a publié dans l'*Estafette* du 16 février courant, la biographie du sculpteur rémois, R. de Saint-Marceaux, avec un portrait autographe.

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FRÉMONT.

Chateau de Bourbonne

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780

Le terrible incendie qui, le premier mai 1717, dévora la presque totalité de Bourbonne, n'a laissé que fort peu de documents sur l'état de la seigneurie de cette ville.

De l'ancien château féodal on ne connaît que le plan, ses dernières tours ont disparu, ensevelies en 1821 sous les terrasses de l'habitation moderne, et le souvenir en serait déjà perdu si un *donjon* et des *communs*, récemment restaurés par le propriétaire, n'étaient encore debout pour témoigner de son importance d'autrefois.

Quelques pans de murailles, c'est tout ce qui reste aujourd'hui de cette demeure des Choiseul, des Vergy, des Livron : puis viendra le jour où

L'âge qui toutes choses efface,

aura accompli son œuvre sur ces derniers vestiges, alors tout sera dit, rien ne rappellera plus le passé.

Cependant, il existe dans les archives des actes qui concernent le domaine seigneurial, et qui sont d'un grand intérêt historique; mais il n'a fallu rien moins qu'un procès considérable intenté à la ville, pour que ces pièces, ignorées jusque-là, fussent exhumées des cartons où elles étaient enfouies et où elles seraient encore sans cette circonstance.

Pourtant, le hasard, un accident, un incendie eût pu les anéantir, les faire disparaître !

A cette heure même, il est peu de personnes qui aient lu ces documents ou en connaissent l'existence.

Dès lors, il devenait utile, nécessaire de les mettre au jour, c'est ce qui nous a décidé à en faire le sujet de cette étude.

***

On lit dans le père Vignier :

Majoribus collectis copiis, fratrem victum insequitur Theodericus et comprehensum transmittit ad necem, anno salutis 612, *quo Borboniense castrum, in finibus Lingonum, adstruimus, eo in colle ubi Vorvonæ seu Borbonæ, thermarum deæ templum olim steterat.*

D'après ces lignes de l'auteur du *chronicon Lingonense*, il faudrait croire que le roi de Bourgogne, Théoderic ou Thierry II ainsi qu'il est nommé par les historiens, ayant déclaré la guerre à Théodebert son frère, roi d'Austrasie, aurait concentré ses troupes sur les territoires de Langres et de Bourbonne, et fait construire, en ce dernier lieu, un château sur une colline où s'élevait jadis un temple dédié au dieu Borvo.

Cette assertion est sinon certaine du moins fort probable.

On sait, en effet, que Thierry quittant ses quartiers, passa avec son armée par Nogent, Andelot, Reynel, se dirigeant sur « Toul en Loherraine ou il assaillit, combattit et vainquit « Theodebert, et de rechef encore près de Tolbiac et ceste fois « avec tant de désastres pour cettuy qu'il feust arresté et « décapité. »

Or, si l'on considère que le pays lingon était sillonné d'anciennes routes romaines dont l'une, la *Grande-Voie* de Langres au Rhin, mettait directement cette ville en communication avec Bourbonne qu'elle traversait, et permettait, au moyen de nombreux embranchements, de se transporter de là dans différentes directions et notamment dans celles des localités que, comme nous venons de le dire, parcoururent les armées bourguignonnes, on en devra conclure que la concentration des troupes de Thierry en ces lieux, constituait évidemment une mesure stratégique, ayant sa raison d'être, et que dès lors ce fait peut être regardé comme authentique.

De même en ce qui regarde la fortification construite : Bourbonne dont les thermes avaient été si grandioses, si magnifiques, si fréquentés, Bourbonne la ville romaine n'était guère, en 612, qu'une réunion de quelques cabanes, tout au plus digne du nom de hameau, 160 ans auparavant Attila et ses hordes avaient passé par là, massacrant toute la population et ne laissant derrière eux que des ruines.

Toutefois, au point de vue militaire, la position était bonne ; elle commandait à la fois les routes de Langres à Luxeuil [1] ;

1. Par Corre et Jouvelle.

de Langres à Strasbourg[1]; de Besançon à Bourmont et Grand[2], et enfin celle qui, partant de Bourbonne gagnait la Lorraine par Ainvelle et Isches etc., etc.[3] On comprend l'importance de ce point d'intersection de tant de voies différentes; aussi n'est-on point étonné que Thierry y ait ordonné les travaux nécessaires pour en défendre l'approche et protéger les derrières de son armée.

Seulement qu'il y ait fait construire un *Château*, comme on l'a avancé, cela nous paraît plus que problématique.

Le mot *castrum*, employé par Vignier dans cette circonstance, doit, suivant nous, être pris dans son sens le plus strict, à la lettre, et l'ouvrage élevé par Thierry n'a pu être qu'une sorte de camp retranché, ou, suivant l'usage de l'époque, une simple redoute en terre, entourée de murailles ou de fortes palissades.

Les Romains avaient bâti dans les Gaules un nombre considérable de forteresses, mais les barbares en avaient détruit la plus grande partie, et dans les siècles qui suivirent l'invasion, il n'en fut pas construit d'autres. Tous les auteurs qui ont écrit sur l'architecture militaire, au point de vue archéologique, s'accordent à dire qu'on se contenta de réparer les fortifications restées debout; mais *qu'il n'existe pas d'exemple bien authentique de châteaux ou même de murs de défense dont l'origine puisse être rapportée avec certitude à la période comprise entre le Ve siècle et le IXe*.

Il est donc plus que douteux qu'il y ait eu un château à Bourbonne avant cette époque.

Il reste maintenant à savoir si l'emplacement du *Castrum* de Thierry était bien le même que celui où s'éleva plus tard le manoir seigneurial. Vignier dit effectivement que celui-là fut établi sur une colline où se trouvait autrefois un temple de Borvo (*eo in colle*... etc., etc.) Mais quelle était cette colline? Il est vrai que la tradition place sur celle où fut situé le château, un temple détruit, dit-on, par les chrétiens; on parle même d'objets, débris de statues, vases, etc., etc., découverts

1. Cette route avait un embranchement qui, partant d'Andilly ou de Saulxures venait aboutir à Bourbonne.

2. Par Voisey, Bourbonne, Serqueux, Aigremont, où elle coupait la route de Langres à Strasbourg.

3. Celle-ci faisait suite à une autre venant sans doute de Châlons, qui passait près de Fayl-Billot et conduisait à Bourbonne par Laferté, Guyonvelle et Coiffy.

dans les environs et qui auraient appartenu à ce temple, mais tout cela est loin de constituer une preuve, et il nous semble fort difficile de résoudre la question sur d'aussi vagues indices.

Si l'on s'en rapporte aux historiens ou écrivains latins, à Vitruve [1] par exemple, on verra que les Romains avaient l'habitude de construire leurs temples dans des lieux différents, suivant qu'ils étaient dédiés à telle ou telle divinité.

Ceux de Jupiter étaient invariablement placés dans les endroits les plus élevés des villes, ceux d'Apollon, de Mercure, etc., etc., dans les places publiques, sur le versant des coteaux, près des grands chemins. Il est possible qu'à Bourbonne on ait voulu faire à Borvo l'honneur de l'assimiler *au maître du tonnerre*, mais il serait également admissible qu'il eût été traité à l'égal du dieu de la médecine et que son temple eût été édifié non loin des thermes, sur la pente de l'un ou l'autre des coteaux qui les dominaient.

Du reste, dans un titre de 1248 il est fait mention d'Adeline, *dame du vieux château*. « *Adelina domina de veteri castro de Borbonâ*. » Il est évident qu'alors il existait deux châteaux, *le nouveau et l'ancien, le vieux*. Ce dernier ne pouvait-il pas être celui de Thierry, transformé peu à peu en maison forte et demeure seigneuriale?

Nous laisserons à des personnes plus compétentes le soin de prononcer, nous contentant de soumettre à nos lecteurs notre doute et nos observations.

Lors de l'invasion des Barbares, tous ceux des habitants des campagnes qui avaient pu échapper au massacre, s'étaient enfuis et dispersés dans les forêts; ce ne fut que longtemps après que, rassurés, ils osèrent revenir dans leurs anciennes résidences. Les villages se reconstituèrent peu à peu, mais alors leurs populations mêlées de nouveaux venus et composées d'éléments hétérogènes, vécurent isolées les unes des autres ; chaque paroisse formant un centre particulier, un *clan* qui, presque toujours, s'organisait, s'administrait comme bon lui semblait et sans se préoccuper de ses voisins.

Ce défaut d'unité, de relations, cette diversité d'intérêts opposés amenèrent forcément de fréquentes dissensions, d'incessantes querelles, et des luttes continuelles de village à village. La moindre rivalité, le motif le plus léger servait de prétexte à de violentes représailles, et les paysans livrés aux

1. Vitruve, *de architecturâ*.

travaux des champs avaient chaque jour à redouter de voir leurs récoltes anéanties, leurs bestiaux enlevés ou leurs demeures incendiées; heureux encore d'en être quittes pour des pertes matérielles et de n'avoir point à déplorer la mort de quelque membre de leur famille, victime de ces attaques à main armée.

Le vol, le pillage, le meurtre et l'incendie étaient devenus une habitude.

Il résultait de cette triste situation que chacun avait cherché à se mettre autant que possible à l'abri des violences de ses voisins. Dans chaque paroisse, le soin de pourvoir et de veiller à la défense commune avait été confié aux hommes les plus forts, les plus courageux, à ceux qu'on reconnaissait les plus vaillants et les plus propres aux combats. Uniquement chargés de la protection et de la sûreté du village, obligés d'être constamment prêts à combattre, ces guerriers, *milites*, comme on les appelait alors, recevaient à titre d'indemnité et pour subvenir à leurs besoins, une redevance en nature que chaque chef de famille leur payait, proportionnellement à son avoir ou à sa récolte.

Si le village possédait un ancien château, on en avait réparé les murailles, sinon on avait compris la nécessité de fortifier l'endroit le plus propice, pour servir de refuge aux femmes, aux enfants et aux vieillards, et permettre aux combattants de résister plus sûrement à un coup de main, en sorte que dès le IXe siècle il n'était pas une paroisse qui n'eût son château ou sa maison forte [1], lesquels servaient de demeure au *miles* qui en commandait la défense et avait juré d'y veiller *féaument*.

Le fait même de cette protection donnée acquit peu à peu à ces derniers une grande prépondérance sur les autres habitants dont ils devinrent les chefs incontestés.

Puis la féodalité se constitua, et avec elles les châtellenies et les seigneuries, les *fortiresses champêtres;* leurs fortifications primitives furent relevées, réédifiées par les seigneurs et se transformèrent en véritables châteaux-forts.

C'est à cette époque que, selon nous, il convient de placer la construction réelle du château de Bourbonne.

1. Dans quelques-unes même on avait, à défaut d'autres lieux, fortifié l'église.

* * *

La terre de Bourbonne fut d'abord un franc-alleu, c'est-à-dire qu'elle ne relevait de personne, ne payait aucune charge, aucune redevance, et n'était mouvante que de son seigneur qui en avait la justice et la censive [1].

Seulement, il faut croire que la propriété en était fort divisée, car du xe au xive siècle, les actes font mention de quantité de personnes ayant été, simultanément, seigneurs du lieu.

Néanmoins, il n'y en avait qu'un jouissant de ce qu'on désignait alors du nom de seigneurie directe, effective, les autres ne possédant que des droits *utiles* sur quelque portion *de la terre* ou sur un certain nombre de *mégnies* ou ménages de ses habitants.

Dans les dernières années du xie siècle, la première de ces seigneuries était entre les mains de la famille de Choiseul [2].

Nous voyons, en effet, en 1084, Renier Ier de Choiseul, seigneur de Bourbonne, et en partie de Coiffy, Vicq, etc., etc... fonder avec Renier de Nogent, son beau-frère, le prieuré de Varennes, que plus tard, et pour subvenir aux dépenses de son fils Roger partant pour la croisade, il céda aux moines de Molesmes avec tous ses droits sur lesdits villages (1101).

En 1126, Roscelin, seigneur de Bourbonne, figure comme témoin d'une donation faite à l'abbaye de Morimond par Ulric d'Aigremont (gendre de Renier Ier), et Adeline, sa femme.

Puis, voici vers 1170 ou 1175, les noms de Guy Ier, Foulques Ier, et Geoffroy, simplement mentionnés dans des documents de l'époque [3].

En 1179, Pierre et Gérard, fils de Drogon, seigneur de Bourbonne, confirment la donation, faite par leur père à Morimond, d'un pré situé sur le territoire : « Gerardus ergo et « Petrvs frater eivs, Noblez cognominati, filii Drogonis Domini

1. C'est-à-dire qu'il en touchait les redevances.

2. La famille de Choiseul fut une des plus grandes et des plus considérables du royaume ; elle remonte à René ou Renier qui vivait en 1060 et, suivant l'abbé le Laboureur était issue des comtes de Langres ou du Bassigny. Les armes de Choiseul sont : *d'azur à la croix d'or, cantonnée de dix-huit billettes de même*, 5, *à chaque canton d'en bas*, 2 *à* 2. La famille de Choiseul possédait une grande partie du Bassigny.

3. Dans l'impossibilité où nous nous trouvons de classer par familles et généalogiquement les différents et nombreux seigneurs dont les titres nous fournissent les noms, nous nous bornerons à citer, par ordre de date *l'analyse, le sommaire* ou des extraits des documents où nous les puisons et des actes auxquels ils ont rapport.

« de Borbonâ ecclesiæ Morimvndi calvmpniabantvr[1] pratvm « qvoddam qvodd pater eorvm et Gerardus patrvvs eorvm præ- « dictæ domvi dederant ipsam calvmpniam et qvidqvid aliud cal- « vmpniabantur avt calvmpniari poterant ex toto guirpinerunt[2] « et omnia de quibvs domvs eadem inuestita fverat lavdauervnt[3] « promittentes qvod de prato svpra scripto legitimam garentiam « portarent. Testes : Gibertvs de Wolfreicvrt[4], Galterivs de « Solascvrt[5], qui miles cognominatvr Theodebaldvs, de Colum- « bo[6], Petrvs Reicvrtis[7] ..... [8].»

En 1182, Renier II de Choiseul, dit *le Jeune*, seigneur de Bourbonne, donne aux moines de Morimond le droit de vaine pâture dans tout son domaine et leur promet le payement de 60 livres, qu'il a indûment perçues de l'abbaye en réparation de dommages causés. « Rainerivs dominvs Borbonæ nobis[9] dedit « pastvram uanam per totam terram svam, qvin et promisit « qvod nobis sexaginta libras prouinenses[10] per damna ecclesiæ « nostræ illata restitveret[11]. »

En 1199, Renier III[12], seigneur en partie avec ses frères et sa sœur, figure dans une donation faite par le sire d'Aigremont au prieuré de Serqueux[13]. Huit ans plus tard (1207), le même Renier et son frère Henri donnent à Morimond un moulin avec un foulon sur le chemin du village. « Rainerivs dominvs

1. Calumpniari, *réclamer, revendiquer :* calvmpnia, *revendication. Voyez* DU CANGE.

2. Guirpire ou guerpire, *abandonner*, de là les vieux mots français *guerpir, déguerpir, guerpine* (abandon).

3. Landare, *approuver*.

4. Gilbert de Walfroicourt (*Vulferiicurtis*), village des Vosges, au sud-ouest de Mirecourt. Walfroicourt possédait autrefois trois fiefs et un château, il y eut une prévôté royale supprimée en 1720.

5. Gauthier de Soulaucourt (*Soliscuria*), petit village des Vosges sur le Mouzon.

6. Théobald ou Thibault de Colombey (*Columbarium*), Colombey-les-Choiseul (Haute-Marne).

7. Pierre de Récourt, près Montigny-le-Roi (Haute-Marne).

8. Extrait d'une charte de Morimond, *parchemin de notre collection*.

9. Ce sont les moines qui écrivent.

10. La monnaie de Provins qui remonte au XIe siècle, fut répandue au XIIe et au XIIIe. Les célèbres foires de cette ville contribuèrent à la mettre en circulation ; il y avait des *sous* et des *livres* de Provins.

11. Archives départementales (pièces envoyées par le département de la Marne en 1807, et provenant de la généralité de Châlons).

12. Il était fils de Renier II et avait trois frères, Henri, Foulques et Guy et une sœur Villaume ou Guillemette.

13. Renier d'Aigremont appartenait à la famille de Choiseul.

« Borbonæ, cum fratre svo Henrico nobis dedervnt totum mo-
« lendinvm [1] cum batatorio [2] qvod dicitvr à Vadâ [3] in viâ Sarco-
« phagi [4]. »

L'année suivante, ils confirment cette donation [5].

En 1202, Villaume, sœur de Renier III, avait épousé Guy de Trichastel [6], auquel elle apportait en dot une partie de la seigneurie de Bourbonne. Trois ans après, elle accordait aux habitants la charte que voici :

« El non dou pere et dou fil et dou Saint Esperit. Amen.

« Je Willaume, faz savoir à touz ceuls qui verront ces lettres, que ie, par le los de Guion, mon mari, seigneur de Tricastel, et de Jehan, et de Heugue, mes fieux [7] à la requeste de mes sergents et de mes borgeoys et de mes homes de Borbone, avons mis les diz sergents et les diz borgeoys et les diz hommes et lor hoirs à tel franchise et à tel abonnement, que nous leur auons promis par nos saïrements, que nous ne autres par nos commandemenz neu par nos assens, ne feront de taille plus haut de vint et cinc solz en l'an, en homme de Borbonne, se ce n'est par leur acort; et est assauoir que à ce que li plus de la ville s'acorderoit seroit accordé; ne nous ni prendrons home pour son auoir. Cet taille sera faite en tel manière que ie eslirai

1. Un moulin.
2. Foulon.
3. Le moulin du *chemin, du gué* (itinera, vectigalia etiam fluviorum, dit du Cange).
4. Serqueux, village à 3 kilomètres de Bourbonne. Le nom de *Sarcophagus* lui fut donné, parce que là, comme à *Quarré-les-Tombes*, dans l'Auxois, une carrière aurait servi à tirer les pierres dont on faisait les cercueils, et qu'il y aurait eu un entrepôt de ces objets tout fabriqués et prêts à être transportés dans les lieux où on en avait besoin. Un écrivain, qui s'est occupé de cette matière, M. de Mantour, prétend qu'il en a été de même dans d'autres localités. Lors des fouilles opérées dans les alentours de l'église de Bourbonne, sur le terrain de l'ancien cimetière, on a découvert de nombreux sarcophages en pierre meulière de Serqueux; ces sarcophages étaient divisés en deux parties, pour être plus facilement transportables, et ne portaient aucun caractère, marque ou signe indiquant le nom du défunt; il est certain qu'ils avaient été fabriqués à l'avance et en tout cas remontaient à l'époque gallo-romaine.
5. Charte de Morimond. Arch. départementales.
6. La famille de Trichastel ou Trichateau (*thile-castrum*) était originaire de Bourgogne; la seigneurie de Trichateau érigée en marquisat, passa en 1430 dans la maison du Chatelet, alliée à celle de Choiseul. Les armes de Trichastel étaient : *de geules à la clef d'or posée en pal.*
7. Jean et Hugues n'étaient point les propres fils de Villaume, mais bien ceux que son mari avait d'un premier mariage.

un preudome, et li preudome de la ville en esliront un autre, et cil dui esliront le tiers; et cil troi preudome seront esleu chascun an le iour de le mie - Karesme à Borbone; et cil troi ensemble mon prévost, par leur serrement feront et gieteront la taille sur ceulx qui auront poovoir de païer les vint et cinc solz; et ceulx qui n'auront pas poovoir de païer vint et cinc solz, ilz les tailleront selon lor poovoir en bonne foy dedans vint et cinc solz. Cele taille sera fayte une foys lan, et ele sera faite de la feste saint Jehan ivsques à la Saint-Remi quand il nous plaira. Cele taille sera paie par deux termes; de vint et cinc solz paiera leus quinze solz, quinze iors devant la Saint-Remi et les dis solz paiera quinze iors deuant les Bordes[1]. Et à cette fuer et à ces termes paieront cil seur qui len jettera moins de vint et cinc solz. Et assauoir que si aucun des homes de Borbone dessus nommez estoit pris, que ja naviegne, pour ma debte coneue, et il se raemboit, ce que il se raemboit et il chairroit de ma debte, je lie restoreroie à l'esgart des trois preudommes deuant nommez. Avec ces choses avons nous acorde des coruées à Borbone, que je auroi à chascune saison deux foys, et ma courvée du Breuil[2] ainsi come il la me solent faire et moy legnier chascun an à feste Touz-sainz et à la Nativete, à toutes bestes qui traront, fors bues et vaches; et je leur ai quitte la courvée de Messun[3]. Mes os, ma chevachee, la defence de mon chastel et de ma terre, le service à mes amis et de mes seigneurs, de ce n'est-il fait autre mention, mas que ainsi come il le me fasoient auant, le me feront apres. Austrement de ceulx qui tiennent les terres dont ils doivent l'ovre au chastel, et les costumes et les anciennes coruées, ne reste il faiz autres ordenemens, mas que ainsy come ils les paioient auant, les me rendront apres. Apres ce, avons-nous acorde que se auons mestier de viandes aux homes dessus nommez, ou leurs danrées, ou de leurs œvres, ou de lor charroy, à mon chastel efforcier ou à autres choses, les viandes et les danrees

1. Nom donné dans le pays au 1er dimanche de carême qui était appelé dimanche des *Bordes* ou des Brandons, à raison des feux qu'on avait coutume d'allumer ce jour-là. Le mot *Bordes* n'est plus employé de nos jours, cependant il en reste trace dans certains villages des environs de Langres où l'on dit encore *faire un feu de Bordes*, *allumer un feu de Bordes*.

2. Breuil, Brueil, Broil, *bois*, *forêt* (la corvée des bois).

3. Messun, *Messis*, on donnait ce nom à la corvée que devaient les tenanciers pour la garde des moissons et des vendanges, — de ce mot on a fait celui de Messier.

me seroient uendues à l'esgard de trois preudomes deuant ditz, et li ovrier et li charroy et li messages que ou miens commandemens envoieriens me seroient loué à l'esgard des trois preudomes deia nommez; et se ie vuei païer de mes danrées ceux que danrées je auray eues, à ceulx cui ie devroy pour leurs ovres ou pour leur charroy, ou pour leur messagie; il prendront mes danrées à l'esgart du prevost et des trois preudomes deuant ditz, et sï ie demouroie à paier ceulx cui ie deuvroye iusques au terme des tailles, li prevost et li trois preudomes deuant dit lor rabbatroient ce que ie leur devroie de leur taille; et se ie devroie plus à auscun que sa taille, ne monteroit, cil len paieroient des deniers des tailles ou de mes aultres deniers, et li prevost et li trois preudomes deuant dit lor rabatroient ce que ie leur devroie de leur taille. Et li prevost et li trois preudommes dessus nome sont tenu par serment à tenir et à demorer en bonne foy toutes ces convenances dessus dictes. Et est assauoir que si auscun venait de fors pour demourer à Borbone et il y remanait par mon acord ie lui outroy et vueil que il ait la franchise, si come li uns des homes de la ville dessus nommez. Après toutes ces choses est assauoir que toutes mes seigneurie, toutes mes instices, toutes mes coustumes, toutes mes rentes, tous mes drois que ie n'ay relaschie en cette chartre, ie ai retenu et les retien et si come ie les avois deuant que cettre chartre fut faite, ie les vueil auoir et en tans de la chartre et après la chartre, et ie et mi hoir.

« Et pour que ce soit ferme chose et estable, ie Guis, Sires de Trichastel pour les los et pour la volonté de Willaume, ma fame, de cui chief Bourbone dessus nommée est, et à la requeste de Jehan et de Hugue, mes fius, ay scellees ces présentes lettres de mon scel, et pour le commandement de lor les ai bailles et délivres aux preudomes dessus nommez.

« Ce feust fait en l'an de grâce milliesme du centiesme et quatriesme au mois de marz au iour la feste saint Grégoire [1].

En 1214, Foulques, frère de Villaume, cède à Morimond toutes ses prétentions sur le moulin et le foulon y attenant, nommé *batans*, proche le chemin de Serqueux [2].

« Fulcho Dominus de Borbona, miles, dedit nobis quod habe-

1. Du trésor des chartres, registre 4X1. Cette pièce est citée par M. Bougard dans la bibliotheca Borvoniensis.

2. Suivant M. Bougard (Bibliotheca Borvoniensis), *Elisabeth, femme de Foulques, aurait approuvé cette donation.*

bat vel reclamare poterat in molendino et fallone ei conivncto qvod vulgo dicitvr Batans[1] prope viam de Serqueulx[2].

Cette donation fut confirmée en 1227, par Renier de Choiseul, père de Foulques, et ancien seigneur de Bourbonne, ainsi qu'il appert de la déclaration suivante, dans laquelle le doyen de Faverney relate *comment Renerius de Borbone vendy à maistre Gerard de Borbone tout ce que li peres dou dit maistre Gérard avoit à Senaide* (1231).

« Ego Nicholaus decanus Faverneï notum facio omnibus presens scriptum inspecturis quod ego interfui donationi cum fieret quando Renerius quondam Dominus Borbonie dedit pro mutuo magistro Gerardo de Borbona in recumpensatione ecclesiæ de Juvigne cum pertinenciis laude et assensu hæredum suorum quicquid pater eiusdem magistri Gerardi possidebat apud Senaïde[3] in terris, pratis, nemoribus et rebus aliis libere et absolute pro totâ voluntate suâ faciendâ in perpetuum possidendum. Ne vero veritatem falsitas aliquatenùs valeat obumbrare cum versutia humana in malum sit prona, in hujus rei testimonium sigilli mei caractere presens scriptum proposui roborare.

« Datum Borbonie die sabbati proxima post festum beati Martini Yemalis[4].

Le vendredi avant la Saint Clément de la même année, Gérard faisait à l'abbaye de Saint Vincent l'abandon des propriétés dont il vient d'être question :

« Ego prior sancti Pauli et ego Humbertus sancti Johannis Bizuntini cantor, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod magister Gerardus de Borbona clericus in presentiâ nostrâ constitutus dedit et concessit in eleemosinam ecclesiæ sancti Vincentii Bisuntini quicquid habebat apud

1. Surnom donné aux foulons, probablement en raison du bruit et de l'effet produits par les gros maillets en bois tombant successivement sur les matières à fouler. Il existe encore aujourd'hui à Bourbonne une semblable usine qui a conservé, bien qu'elle ait changé de destination, la dénomination de *battant*; comme elle n'est point située dans la direction de Serqueux, il n'est pas probable qu'elle ait été celle dont il est parlé.

2. Sommaire d'un document des arch. départementales.

3. Senaide, village des Vosges, à une lieue de Bourbonne; l'abbaye de Saint-Vincent de Besançon y eut de grandes possessions, ses religieux en étaient seigneurs hauts justiciers.

4. Saint Martin d'hiver (hiems). Original sur parchemin, n° 2, carton J, fonds Saint Vincent. Arch. du Doubs. (*Copie de notre collection*).

Senayde in territorio de Senayde in terris, in memoribus et in pratis et rebus aliis universis in perpetuum libere, quiete et pacifice possidendum et habendum.

« In hujus rei testimonium et ut hoc ratum et stabile permaneat presentem paginam ad petitionem et preces predicti magistri Gerardi sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

« Actum Bisuntii feria sexta ante festum beati Clementis anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo primo[1]. »

En 1235, Hugues de Bourbonne, fils de Guy de Trichastel et frère de Jean, fait don aux moines de Morimond, d'un moulin et d'un terrain à bâtir avoisinant; ce moulin, situé sous le château, était celui connu aujourd'hui sous le nom de *moulin de la ville*. En outre, Hugues accordait à la communauté le droit de pâture sur toutes ses terres, cultivées ou non.

Une seconde charte confirme cette donation avec le consentement des enfants de Hugues : Pierre, Gérard et Guillaume, et Marguerite, femme de ce dernier.

« Hugo miles de Borbonâ, cum pascuis per supra nominatam terram suam dedit nobis molendinum suum in eodem finagio et terram ante idem molendinum ad aliquod ædificandum[2]. »

« Hugo miles de Borbonâ dedit in purâ perpetuâ eleemosinâ Deo et Beatæ Mariæ Morimudi et fratribus ibidem deo servientibus molendum quod est sub Borbona situm et terram ante eumdem molendinum et pacuam in omnibus terris, cultis aut incultis ei pertinentibus[3]. »

Jehan de Trichastel et sa femme Willaume, que nous venons de voir accorder à ses hommes une charte d'affranchissement, n'étaient que les feudataires de la famille de Choiseul de laquelle ils relevaient ; ce qu'ils possédaient à Bourbonne lui étant *jurable* et rendable[4], la preuve en est dans la charte suivante de 1243.

« Johannes dominus de Tylecastro presenti carthâ cognoscit

1. Original sur parchemin, carton 9, n° 2. Archives du Doubs. (*Copie de notre collection.*

2. Arch. départementales. (Sommaire d'une charte de Morimond).

3. Arch. départementales. (Sommaire d'une charte de Morimond).

4. Ceci confirme notre assertion et prouve que la terre de Bourbonne appartint en entier d'abord à la famille de Choiseul, et que celle de Trichastel ne doit figurer que parmi les seigneurs utiles, c'est-à-dire dépendant de cette première maison.

quod tenet de feodo Aalydis dominæ de Caseolo[1] hoc quod habet apud Borbonam reddibile et jurabile ad dictam domum[2].

L'année après, Jehan de Trichastel confirme le don fait aux moines par Aymon de Bourbonne, du sixième des dimes de cette ville (1244).

« Johannes Dominus Thilecastri confirmat donationem nobis factam ab Aymone de Borbonâ, partis sextæ decimarum totius Borboniæ[3].

C'est à cette époque que, suivant M. Jolibois, vivait Adeline, la Dame du vieux château. Qu'est-ce que cette Adeline? Aucun document n'a pu nous renseigner.

En 1257, Guillaume, archevêque de Besançon, approuve l'acquisition faite par les religieux de toutes les dîmes, grosses et menues appartenant à Guillaume de Trichastel, fils de Hugues et à Guidon de Bourbonne.

« Nos Wilhelmus divinâ permissione Bizuntinus archiepiscopus notum facimus omnibus presentibus et futuris quod nos acquisitioni quâ religiosi, abbas et cuncti Morimundi a Domino Guillelmo de Thilecastello et hœredibus suis, et à Domino Guidone de Borbonâ et hœredibus suis de decimis Borbonæ, grossis et minutis et totius territorii ejusdam villæ expresse consensimus et consentimus[4].

D'autres chartes de la même année nous apprennent qu'Eglantine, femme du sire de X... (*nom illisible*) et dame de Bourbonne, vendit à Morimond son domaine qui comprenait le sixième de toutes les dîmes pour la somme de 28 livres tournois.

Que la même portion qui appartenait à Guidon fut cédée par lui moyennant 160 livres.

Que Jean de Bourbonne, dit *Transchant*, donna à l'abbaye le pré qu'il avait non loin de l'écluse du moulin, dit le moulin neuf, sur la rivière de Bourbonne.

En 1259, Jean Ier, seigneur de Choiseul et d'Aigremont, et Renier, sire de Bourbonne, son parent, donnent à l'abbaye le

1. Alix de Dreux dame de Traves, femme de Renard III de Choiseul. Alix était fille de Robert de France, comte de Dreux, 4e fils de Louis-le-Gros; elle eut de Renard de Choiseul, Jehan, chevalier, seigneur de Choiseul-Aigremont, qui fit lui-même plusieurs donations à l'abbaye de Morimond.

2. Sommaire d'une charte de Morimond. (Arch. départementales).

3. Archives départementales, fonds Morimond; copie de notre collection.

4. Archives départementales, fonds Morimond; copie de notre collection.

droit de faire construire un pressoir en ce lieu. Jean était fils de Renard III de Choiseul; il avait été caution du mariage de Marguerite, fille du comte de Champagne Thibaut avec Ferry de Lorraine. En 1264, nous le voyons également céder à Morimond tout ce qu'il possédait sur le territoire de Bourbonne.

Il est probable que ce ne fut point là une pure générosité de sa part, mais plutôt un moyen de se procurer l'argent nécessaire pour subvenir aux frais de la guerre qu'il venait, de concert avec Hugues de Bourgogne, d'entreprendre contre ce même Thibaut.

Jean Ier avait épousé Alix, dite *Berthemote ou Bartholomette*, dame d'Aigremont dont il avait eu trois enfants : Jean II, Renier et Renaud; le premier fut seigneur de Choiseul, le second eut en partage la terre d'Aigremont et le troisième reçut, en 1310, la partie effective de la seigneurie de Bourbonne.

Alix mourut en 1304, laissant un testament, en exécution duquel son mari et son fils aîné fondèrent cette même année, à Bourbonne, un hôpital de l'ordre de Saint-Antoine, destiné à recevoir les malheureux et indigents, à la condition seulement qu'ils fussent atteints du *feu Saint-Antoine* [1]. Cette maladie, qui fit de grands ravages en France au XIIe et XIIIe siècle, était peut-être celle qui avait enlevé la testatrice.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

1. *Le feu Saint-Antoine* n'était autre que l'érysipèle qu'on appelait aussi vulgairement *feu d'enfer*, *ignis infernalis*. On prétend que cette maladie, encore peu connue par les médecins, causait presque toujours la perte du membre auquel elle s'attachait *et qui devenait alors noir et sec comme s'il avait été brûlé*. Les cas étaient si fréquents et si nombreux que, dès la fin du XIe siècle, une congrégation religieuse, dite de Saint-Antoine de Viennois, s'était formée pour soulager les malheureux qui en étaient atteints. Cet ordre était sous la règle de saint Augustin.

LE CHANCELIER JEAN GERSON

(1363-1429)

Son origine champenoise, son autorité dans l'Université, sa médiation en faveur des Frères prêcheurs.

I

L'ORIGINE CHAMPENOISE DE JEAN GERSON

L'un des plus grands hommes que la Champagne ait donnés à la France est assurément Jean Gerson. Ce nom fameux, universellement vénéré dans la chrétienté, est celui de son hameau natal, Gerson, localité voisine de Barby près Rethel [1], qui fut ruinée par les guerres de la Fronde et a totalement disparu depuis un siècle ; les haies de quelques vergers et les sections du cadastre sont aujourd'hui les seuls indices du berceau de l'illustre chancelier. Cette origine est importante pour l'histoire, non-seulement comme curiosité locale, mais parce qu'elle explique le caractère intime de Jean de Gerson, qui garda de son lieu natal et de sa famille une profonde empreinte : issu de souche rurale, il s'apitoya éloquemment sur les maux causés aux campagnes par la guerre de Cent ans, maux cruels dont il avait été dans son enfance le témoin consterné. L'aîné des douze enfants d'Arnaut le Charlier et d'Elisabeth la Chardenière conserva pour cette patriarcale lignée une inaltérable tendresse qui se révèle dans les poésies, les traités et les lettres qu'il adressait à ses frères et sœurs [2] ; il semble avoir composé, en souvenir des plus jeunes élevés sous ses yeux au foyer domestique, le touchant opuscule *De Parvulis ad Christum trahendis*. Sa mère, femme forte qu'il compare à sainte Monique, eut une grande part à son éducation comme le prouve la précieuse lettre adressée à

1. Gerson était situé sur un monticule dominant la vallée de l'Aisne, contigu à Barby, village du canton de Rethel, à 4 kil. de cette ville et à 5 kil. de Château-Porcien (Ardennes).

2. Le Traité *De la montagne de contemplation*, est adressé à ses cinq sœurs, « in cœlibatu conviventes apud Rhemos. »

ses fils, étudiants au collége de Navarre[1] ; cette « femme de labourage » lui transmit une affectueuse douceur qui est le trait distinctif de ses œuvres mystiques. Gerson parut avec éclat au concile provincial de Reims en 1408 ; il s'intitula dans son testament prêtre rémois, *sacerdos Rhemensis diœcesis*, et y rappela sa naissance et son baptême au XIV décembre, jour de Saint Nicaise, fête jadis si solennelle en l'antique métropole[2]. Aussi Morus, le populaire orateur de la Ligue, se plaisait à appeler Gerson : « ce bon père Champenois, cette perle des sçavans. »

De nos jours, l'enfant du hameau de Gerson, celui dont les pères labouraient les champs de Barby, est mille fois plus connu et honoré dans les capitales de la France qu'au lieu de sa naissance. Ni la province de Champagne, ni le diocèse de Reims, ni le département des Ardennes n'ont consacré à sa mémoire le moindre monument, tandis que Paris et Lyon viennent de lui dresser des statues. Lorsqu'on voulut, en 1874, personnifier sur la façade de la Sorbonne les gloires religieuses de la France, on y plaça Pierre Lombard le *Maître des Sentences*, Thomas d'Aquin, l'*Ange de l'Ecole*, Jean Gerson, le *Docteur très-chrétien* et Bénigne Bossuet *l'Aigle de Meaux*. La statue de Gerson, œuvre de M. Joseph Félon, le représente dans la maturité de son âge, debout comme il convient à un orateur, tenant à la main un livre, symbole de ses puissants écrits. A Lyon, le mardi 2 mars 1880, une autre statue, sculptée par M. Charles Bailly, vient d'être inaugurée dans l'une des arcades voisines de l'église Saint-Paul ; elle y fait revivre l'illustre Chancelier instruisant un enfant, scène admirablement opportune dans ce quartier où les vertus de Gerson restent ineffaçables dans la mémoire du peuple.

Pour réparer la longue ingratitude de ses compatriotes, un projet associe la mémoire de Gerson à l'œuvre de reconstruction de l'église de Barby sa paroisse natale[3]. Près de la tombe

1. Bibl. Nation., Manuscrits, anc. 7308, Fr. 990, f° 98. — *Gersoniana* par Vert, in-18, Toulouse, 1856, page 104. — L'*Internelle Consolacion*, Paris, Jannet, 1856, Introd., LXV.

2. *Gersonii Opera* in-folio, Paris, 1606, T. I, p. 13 et 15 des Préambules. « Die XIV decembris in festo sancti Nicasii Rhemens. Natus mundo et renatus Christo. »

3. L'historique du hameau de Gerson, ainsi que les détails sur l'enfance et la famille du chancelier, formeront le sujet d'une étude dont ce projet nécessite la publication : l'auteur espère y joindre une reproduction exacte de la pierre tumulaire d'Elisabeth, précieusement conservée jusqu'à nos jours.

d'Elisabeth la Chardenière et de sa naïve épitaphe en huit vers rimés, une série de bas-reliefs offrira à l'enseignement de tous les scènes les plus expressives de la vie de Gerson : ici le maître puissant dans l'Université, là le curé de Saint-Jean-en-Grève, prédicateur des simples gens, puis l'orateur des rois et des conciles, enfin le vieillard catéchisant les orphelins et confiant à leurs bouches innocentes son dernier cri : *mon Dieu, mon Créateur, ayez pitié de votre pauvre serviteur Jean Gerson !*

En attendant l'exécution de ce projet, accueilli et encouragé par Mgr l'archevêque de Reims, il faut dès maintenant réveiller en Champagne le grand nom de Gerson. A notre époque, où rien ne préoccupe plus justement qu'une bonne instruction à tous les degrés, comment ne s'intéresserait-on pas à l'un des hommes qui ont aidé à l'essor de notre langue, en l'employant des premiers pour l'éducation populaire ? Le rôle politique et religieux de Gerson a été étudié sous bien des faces et par bien des auteurs[1]; son rôle littéraire est moins connu parce qu'il fut moins engagé dans les polémiques des derniers siècles. Non-seulement ses œuvres françaises, négligées par les anciens éditeurs, n'ont pas été suffisamment vulgarisées, mais encore les biographes n'ont pas assez mis en relief les discours et les actes officiels du chancelier de l'Université de Paris. Cependant sa mission fut multiple dans le domaine de l'enseignement : un des côtés les plus caractéristiques de ses efforts vers le progrès fut son ardent désir de la paix, de l'union, de la concorde[2]. Il rêva « ce beau don de paix » dans l'Etat et dans l'Eglise, il voulut au milieu des querelles intestines le réaliser aussi dans l'Université.

II

L'AUTORITÉ DU CHANCELIER GERSON

La postérité surnomma Gerson le Docteur très chrétien, *Doctor Christianissimus*, parce qu'il pratiqua excellemment la

1. M. Ulysse Chevalier en compte 70, dans son *Répertoire des sources historiques*, 2e fascicule. in-4°, Paris, 1878, p. 863 à 865.

2. Gerson prononça maints discours *pro pace, pro unione* ; on peut juger de son zèle pour la paix par ces nobles paroles : « Elevons nos cœurs, ô dévôt peuple chrétien, boutons hors toute autre cure, donnons cette heure à considérer le beau don de paix. Que de fois depuis trente ans avons-nous demandé la paix, soupiré la paix ! » *Oper. Gers.*, t. IV, p. 567.

doctrine chrétienne[1]; d'autres le nomment *Doctor consolatorius*, le Docteur des consolations, parce qu'il releva les âmes par sa foi profonde. Quel siècle eut en effet plus que le sien besoin de consolations et de fortifiantes espérances? L'Eglise déchirée par le grand schisme, la France envahie et meurtrie par la guerre de Cent ans, des papes rivaux, un roi fou, des princes factieux, Armagnacs ou Bourguignons, la misère dans le peuple, la licence dans les cours, voilà la société qu'eut à guérir Gerson. Cependant, il ne désespéra ni de son temps ni de son pays : il comprit au contraire que de ce chaos sortirait une Eglise purifiée, une patrie plus unie, et, loin de maudire ses contemporains, il rallia les âmes d'élite pour les faire concourir au salut commun. Sans rien emprunter à l'éclat des dignités, sa vie s'écoula grave, militante et féconde, entre l'humilité de sa naissance et l'humilité de sa mort : ni les contradictions, ni les échecs, ni l'exil n'abattirent son courage ; tantôt guide de l'Université, tantôt orateur des conciles, tantôt pauvre pèlerin, cachant la fin de sa vie dans l'humilité du cloître, il combattit virilement et put voir ici-bas, sinon la réforme qu'il désirait, du moins l'unité rendue à l'Eglise et la France se relevant sous l'étendard de Jeanne d'Arc.

Gerson, comme tous les hommes supérieurs, avait compris l'âme de son siècle ; il en partagea les tendances et les aspirations sans vouloir comprimer aucun de ses instincts généreux; il lui parla sa langue comme un ami à son ami, avec un irrésistible ascendant, soit qu'il prêchât les simples gens dont il était issu, soit qu'il haranguât les lettrés, les princes et les papes. A tous, il disait la vérité avec cette rude franchise qui est le comble du dévouement : partisan sincère de la monarchie, il la voulait protectrice et justicière[2]; quelle force morale dans cette apostrophe à Charles VI au sujet des misères du peuple : « Toy,

1. Bossuet a dit de Gerson qu'il était l'un des Forts de l'Eglise, le rempart de la foi :

« Veritatis catholicæ invictissimus propugnator, Doctoris christianissimi nomine est illustratus... denique tam sancte vixit ac scripsit, ut dignus haberetur, qui omni suaviorem unguento *de Imitatione Christi* libellum edidisset. » *Defens. Declarat. Cl. Gall.* in-4°. Basileæ, 1730, T. I, p. 11. — S. François de Sales a dit de Gerson : « Cet homme fut extrêmement docte, judicieux et dévot. » Préface du *Traité de l'amour de Dieu.* — Seize synodes diocésains du XVIe siècle, autant de rituels, ont imposé l'usage de l'*Opus Tripartitum*, traité dans lequel Gerson a résumé toute la doctrine et la vie chrétienne. *Op. Gers.* Anvers, T. I, p. CLXXXI.

2. V. *La Royauté et le Droit populaire* par Ch. Jourdain, Mémoire lu à l'Acad. des Inscript. *Journal offic. du 24 février* 1874.

prince, tu ne faicts pas tels maux, tu les souffres faire ; advise si Dieu jugera justement contre toy en disant : je ne te punyrai point, mais si les diables d'enfer te tourmentent, je ne les empescheray point ! » On l'appelait un nouveau Caton[1], quand il flétrissait l'astrologie et les folles visions, les romans immoraux, les scandales des grands, la rébellion des Cabochiens, le tyrannicide de Jean Petit. Réformateur orthodoxe de l'Eglise, il lui donnait pour armes la science et la vertu : en face des abus qui se glissaient dans tous les rangs et des mœurs qui se relâchaient de l'antique discipline, en présence des papes qui se déchiraient les lambeaux de la chrétienté, il agit, il parla, il écrivit avec une sincérité égale à son opportune énergie, marchant droit son chemin, à une égale distance de l'orgueilleuse révolte et de l'abject servilisme[2]. S'il tint aux puissants un franc et hardi langage, il eut pour les faibles, pour le menu peuple et les enfants, des accents de la plus douce persuasion : « Je veuil escripre en françois plus que en latin. Si peuvent avoir clers recours aux livres, aultrement est des simples gens et par especial de mes suers germaines. Entendez-vous, fils et filles, je vous escripray en françois votre A B C qui contient plusieurs points de nostre religion chrestienne[3]. » Gerson voulait l'éducation populaire par la majestueuse simplicité de l'Evangile, lui qui se fit maître d'école de pauvres petits enfants : « Venez avec confiance, leur disait-il, échangeons nos biens spirituels, car pour vos biens temporels, je n'en veux pas. Je vous donnerai l'instruction et vous me la rendrez en prières, mieux encore nous prierons ensemble[4]. » Lacordaire, qui ressemble tant à Gerson, débuta et finit aussi par ce sublime abaissement du génie se faisant, au soir de la vie, l'humble instituteur des enfants. La patrie de Gerson était prédestinée à être, trois siècles plus tard, celle de Jean-Baptiste de la Salle, cet autre éducateur chrétien.

Que de leçons frappantes dans la vie de Gerson et que de

1. Ecce, inquiunt, tertiis è cœlis, cecidit Cato... » *Oper. Gers.*, T. I, p. 121.

2. « Liceat inter abruptam contumaciam et deforme obsequium pergere iter, periculis vacuum. » Ce précepte de Tacite semble la règle de Gerson, réformateur orthodoxe de l'Eglise, qui eut voulu le concile de Trente un siècle plus tôt pour sauver l'intégrité de la chrétienté.

3. *Essai sur les sermons français de Gerson*, par l'abbé Ern. Bourret, (auj. Evêque de Rodez). In-8°, Paris, 1858, p. 4 et suiv.

4. *De parvulis ad Christum trahendis*, Opera Gers. T. III, p. 290. Une traduction en a été publiée par M. Armand Hennequin. In-18, Douai, 1838. — Cet opuscule mériterait la plus large publicité.

pages éloquentes dans le recueil de ses écrits ! Nos pères aimaient à y puiser des enseignements, des exemples ou des consolations, pour les affaires publiques comme pour celles de la conscience. Philosophe, moraliste, poëte, légiste, théologien, le *Chancelier de Paris*, comme on l'appelait, nous a laissé des traités et des lettres qui méritent d'être lus et médités, autant comme modèles de lumineuse raison que comme documents de sagesse pratique. C'est à ce titre que nous offrons ici la traduction de quelques pages transcrites dans ces lourds in-folios trop méconnus de nos jours. Si le nom de Gerson est vénéré chez tous ceux qui ont souci de nos gloires [1], sa mémoire s'accommode à merveille d'emprunts faits à ses œuvres, et il n'en est pas de plus intéressants que ceux qui sont relatifs à son rôle universitaire, à ses actes organiques de chancelier. Pour comprendre sa lettre relative à l'enseignement des Dominicains, il faut en exposer les causes, le but et le résultat. Le problème du concours des réguliers avec les séculiers dans l'instruction, était déjà posé sous des formes, il est vrai, bien différentes des nôtres, mais dignes de l'attention de tous ceux qui aiment à suivre, à travers les âges, les progrès de notre civilisation intellectuelle.

III

LES SÉCULIERS ET LES RÉGULIERS DANS L'UNIVERSITÉ

La querelle des docteurs séculiers de l'Université de Paris contre les ordres mendiants, Franciscains et Dominicains, remonte au XIIIe siècle [2]. Après avoir accueilli en 1221 les Frères prêcheurs, la puissante corporation les exclut de son sein en 1253, à cause de leur refus de prêter serment à ses lois ; elle eût voulu qu'ils fissent cause commune avec elle, lors des interdits qu'elle lançait sur l'enseignement public à la suite de ses démêlés avec le pouvoir royal ; en effet, les Mendiants pro-

1. « Pour moi, disait M. Thiers, je dois dire que le sort de cette Eglise de France me touche beaucoup... parce qu'elle a été une des gloires de notre patrie, parce qu'elle a produit des génies tels que Saint Bernard, Gerson, Fénelon, Bossuet... »

Discours au Corps législatif, le 13 avril 1865 sur le Pouvoir temporel.

2. *S. Louis et son temps*, par H. Wallon, T. II, p. 202. — *Index Chronol. Chart. ad hist. Univ. Paris.* Carol. Jourdain, in-folio, Hachette, 1862, *Proemium*, p. IV et V. — *Hist. Univ. Paris.* Du Boulay, T. III, 282, 75, 92, passim.

gressaient à chacune de ces suspensions et profitaient de plus en plus des avantages de leur pauvreté et de leur vie commune, non moins que de la science d'un grand nombre de leurs maîtres[1]. L'exclusion provoqua un vif débat et des représailles : le Saint-Siége prit en main la cause des moines, et s'efforça de calmer la discorde par des conseils de douceur qui restèrent infructueux. Alexandre IV jugea qu'il fallait agir plus rigoureusement et enjoignit à l'Université de recevoir les Mendiants par une Bulle de 1255. Néanmoins les docteurs séculiers en appelèrent au peuple chrétien par des livres véhéments, dont le plus célèbre, écrit par Guillaume de Saint-Amour, *De Periculis Novissimorum temporum*, fut censuré et valut l'exil à son auteur. Saint Louis prit aussi parti pour les Mendiants et contribua à leur faire rendre le droit de participer à l'enseignement. En réalité, l'Université n'eut pas à s'en repentir, car elle peut se glorifier d'avoir eu dans son sein Albert le Grand, St Bonaventure et St Thomas d'Aquin, qu'elle saluait à sa mort comme l'astre de son siècle en réclamant son corps et ses livres[2].

Tandis que les réguliers faisaient irruption au sein de l'Université, on comprit que la concurrence active valait mieux que la stérile rivalité, et de nouvelles écoles s'ouvrirent tenues par des séculiers[3]. Telle est l'origine des colléges, qui empruntèrent aux couvents des moines leur régularité, leur pauvreté et leur communauté fraternelle ; le plus célèbre d'entre eux, la *Sorbonne*, fut fondé par Robert de Sorbon, avec les largesses de Saint Louis et les dons de ses confrères, chanoines ou docteurs séculiers. Ce qui fut propre et essentiel à cette maison des pauvres étudiants en théologie, *pauperrima Sorbona*, ce fut de rendre ses membres libres de tous vœux et liens monastiques ; cette association séculière, chose curieuse au moyen-âge, acquit une gloire égale à celle des plus réputés monastères ; la piété, les mœurs, la science des premiers Sor-

1. Novi surgunt ordines Dominicanorum et Franciscanorum, paupertati et inopiæ religionis voto pariter addicti, unico pietatis et eruditionis penu divites. » Car. Jourdain, *loc. cit.*

2. « Stellam matutinam proeminentem in hoc mundo, jubar in luce sæculi... » C'était l'Université qui avait en 1218 donné aux Dominicains la maison de la rue Saint-Jacques, d'où ils s'appelèrent *Jacobins*. Wallon, *S. Louis*, p. 202.

3. « Quis ignorat quantum auctoritatis laudisque schola Parisiensis acceperit ab ipsis æmulis quos pertinacissime depugnaverat? » C. Jourdain, *oc. cit.*

bonistes, leur valurent les faveurs des papes et des rois, qui consacrèrent ainsi le triomphe des docteurs séculiers[1]. Désormais, au sein de l'Université, *alma mater*, les chaires se partagèrent entre les éléments jadis rivaux, dont l'union profita à la discipline des écoliers, non moins qu'à la fréquence des cours. Aussi, put-on légitimement, en 1874, placer au portail de la Sorbonne rebâtie par Richelieu, les statues de ses grands docteurs séculiers, Pierre Lombard, Gerson, Bossuet, et mettre en face d'eux Saint Thomas d'Aquin, l'Ange de l'Ecole, l'une des gloires de l'Université de Paris et de la France, sa seconde patrie.

En acceptant les Mendiants dans son sein, dans le *consertium magistrorum et auditorum*, l'Université n'abdiquait en rien l'unité de son régime et de ses statuts : les chaires (spécialement celles de théologie) se partageaient entre les maîtres réguliers et séculiers ; les *scolares* participaient aux mêmes priviléges, soit qu'ils vécussent dans les collèges ou habitassent les couvents ; mais la discipline commune les enveloppait tous dans sa hiérarchie. Sans doute, la diversité des origines amenait dans l'enseignement d'inévitables divergences, des conflits surgissaient naturellement, toutefois pour les calmer, c'était la même autorité : celle du recteur, des chanceliers ou des procureurs des quatre nations. En un mot, il n'y avait qu'une Université. Cette situation était tellement acceptée de tous, que les Mendiants exclus en 1253 n'essayèrent pas d'élever des écoles rivales[2] : tous leurs efforts tendirent à être réintégrés dans la jalouse corporation. Issue en grande partie de l'école épiscopale du parvis N.-D., l'Université parisienne conserva son caractère essentiel d'école séculière, mais elle put, grâce à sa puissante organisation, s'enrichir de nouveaux éléments sans se laisser absorber par eux[3]. Ni les crises fréquentes, ni les querelles intérieures, ni les querelles du dehors entre le pou-

1. Urbain IV écrivait en un langage admirable dans une bulle de 1262 : « Parisiensis Universitas producit viros virtutum ubertate fecundos, quorum graciosa fecunditas in alios effunditur, parvos magnificans, rudes erudiens et debiles efficiens virtuosos... » (Index Chart. T. I.).

2. « Mendicantes, qui in leges Academiæ jurare recusabant, ex universitatis gremio, ipsius sententia, exterminati sunt ; eorum scholæ interdictæ alumnique omnes seclusi spe ac jure magisterii in quavis facultate obtinendi. » C. Jourdain, *loc. citat.*

3. « Ecclesiæ et Scholæ Parisiensis consuetudo indispensabili lege omnes Regulares Decanatu et Cancellariatu Academiæ (quæ clerica non Regularis est) semper exclusit. » *Op. Gers. Dupin*, T. I, CLXV.

voir royal et la papauté, n'empêchèrent l'essor du corps universitaire : au moment du grand schisme et de la guerre de Cent ans, il était prépondérant dans l'Etat comme dans l'Eglise.

A la fin du XIVe siècle, un conflit, non moins grave que celui du XIIIe, brisa l'harmonie entre l'Université et les Frères prêcheurs : de 1382 à 1403, ces derniers furent exclus de l'enseignement au nom de l'unité de la foi. Les causes de la scission furent sans doute multiples, mais l'occasion qui la fit éclater montre bien la prédominance qu'avaient conservée les docteurs séculiers. « Au mois de juin 1382, raconte du Boulay, le dominicain Jean de Montesson, proposa et soutint publiquement, dans la cour de Saint-Thomas, diverses propositions de nature à offenser les oreilles pieuses : les unes étaient contraires à la Trinité, d'autres à la toute puissance de Dieu, d'autres à la conception immaculée de la sainte Vierge [1]. » Le schisme fut bientôt consommé entre les docteurs séculiers et les dominicains qui se rangèrent du côté de Jean de Montesson : l'Université détacha ces derniers de son sein, en leur prohibant les actes, les honneurs et les grades [2]. Tandis que l'Evêque de Paris fulminait contre leurs erreurs, l'Université soutint ses doctrines au tribunal du pape contre l'appel que les Frères prêcheurs y portèrent : elle écrivit des lettres circulaires, elle envoya à Avignon une députation présidée par Pierre d'Ailly ; ce dernier parla en présence du pape et des cardinaux, déjoua les intrigues favorables aux thèses de Montesson, et finalement les fit condamner en 1388 par un jugement solennel, qui livrait leur auteur à la censure de l'Université. La victoire ne désarma pas les esprits excités par ces passions de rivalité : ce fut seulement quinze ans plus tard que les Frères prêcheurs recouvrèrent leurs chaires avec le *statu quo ante bellum*. Durant cet intervalle, la corporation séculière, privée de leur concours, avait trouvé dans son sein d'autres sujets de trouble et de divisions : les meilleurs esprits,

1. « M. Joannes de Montesono ordinis Prædicatorum sub finem mensis Junii 1382 nonnullas assertiones in aula S. Thomæ publice proposuit et propugnavit, piarum aurium offensivas, aliæ ad Trinitatem, aliæ ad Dei omnipotentiam, aliæ ad D. Virginis conceptionem. » *Hist. Univ. Paris*, du Boulay, T. IV, p. 618.

2. « Universitas a se eos totaliter segregavit ad actus scholasticos inibi faciendos aut honores et gradus recipiendos nedum non admisit sed etiam impedivit. » *Du Boulay*, Ibid. p. 618 à 633.

c'est-à-dire les plus calmes et les plus pacifiques, attribuèrent les déchirements intérieurs à cette déplorable mutilation, qui avait arraché du corps enseignant tant de maîtres respectés. Le chancelier Gerson eut dans la réconciliation qui intervint un rôle de modération et de sagesse bien en rapport avec la hauteur de son caractère.

IV

JEAN GERSON ET LES FRÈRES PRÊCHEURS

Jean Gerson fut par excellence le docteur séculier de son temps : fils de laboureurs, il défendit le peuple et les classes moyennes avec une ardente sollicitude[1]; entré à quatorze ans au collége de Navarre, dans le sein de l'Université, « l'autre mère, disait-il, qui m'a nourry dès mon enfance », il lui resta fidèle dans sa vie active comme dans l'exil et la solitude de ses derniers jours. Sans approuver tous ses actes, il fut avec Pierre d'Ailly et Clémangis, l'un des plus considérables représentants du pouvoir social, politique et religieux qu'elle exerça au déclin du moyen-âge; son but constant fut d'employer cette grande corporation, puissance mi-laïque, mi-religieuse, à rendre la paix à l'Etat et l'unité à l'Eglise. Non pas que l'illustre chancelier fût ennemi de la vie monastique[2], car il eut deux frères Célestins, un autre bénédictin à Saint-Remy de Reims, et il exhorta ses sœurs à la profession religieuse; mais il s'appuya naturellement sur le clergé séculier parce qu'il voyait en lui le véritable élément national. Lui-même, chanoine de Bruges, puis curé de Saint-Jean-en-Grève, se tenant à l'écart des hautes prélatures, il eut en grande estime le clergé de second ordre, dans lequel il voyait les successeurs des disciples du Christ[3]. Toutefois à travers les incertitudes et

1. Il disait au roi dans une Remontrance de l'Université : « Las ! un povre homme aura-t-il payé son imposition, sa taille, sa gabelle, son tonage, son quatriesme, les esprons du roi, la saincture de la royne, les trenaiges, les chaucées, les passaiges, peu lui demeure... Le povre homme n'aura pain à manger ! » *Biogr. Didot*, XX, 310.

2. « Cœlestinos aliosque monachos variis operibus ad pietatem et spiritualitatem, ab iis consultus, instruxit ; et vitam ipse Monasticæ simillimam egit. » *Opera Gers. Dupin*, I, CXXXVII.

3. « Anno 1408, in concilio Provinciali Remensi, festis Paschalibus, *Reformationem omnium statuum Ecclesiasticorum* magno affectu longâque oratione commendavit, et in eodem Concilio Tractatum perutilem *De cura Prælatorum* edidit. » *Ibid*, XXXIV.

les contradictions des évènements, on le vit constamment protéger les moines dans l'exercice de leur mission spéciale, non-seulement les vieux Ordres bénédictins, qui depuis longtemps avaient droit de cité, mais aussi les Frères prêcheurs et mineurs de création récente : sans invoquer en leur faveur des principes de liberté et de tolérance méconnus de son temps, il montrait en eux des maîtres savants, des collaborateurs indispensables ; il combattait sans merci leurs maximes ou leurs tendances envahissantes, tout en respectant leur science et leurs privilèges régulièrement acquis [1]. Les Frères prêcheurs en particulier furent si énergiquement défendus par lui à l'encontre de ses confrères, que Wimphling, en éditant ses œuvres, dit « qu'il fut leur rempart, la muraille qui les sauva [2]. »

Si Gerson sauva en 1403 les Dominicains, lorsqu'il plaida avec une énergique éloquence la cause de leur réintégration dans l'Université, il les combattit en deux circonstances mémorables : en 1382, lors des thèses de Jean de Montesson dont il poursuivit la condamnation à Avignon, n'étant encore que bachelier ; et en 1409, quand une bulle pontificale accorda aux Mendiants des prérogatives qui semblèrent excessives aux séculiers. A cette dernière occasion, il prononça devant le peuple de Paris un sermon latin, à la demande de l'évêque de Paris, qui était désireux d'atténuer, par l'intervention du chancelier, les faveurs concédées aux moines. Le langage de Gerson est impartial vis-à-vis d'eux, mais il est empreint d'une fermeté inébranlable : « Il est urgent, disait-il, de définir les droits des Mendiants, pourvu qu'on sache leur donner des limites fixes et équitables, afin qu'il n'y ait vis-à-vis de personne ni préjudice ni abus... Aussi, l'évêque de Paris veut qu'ils renoncent à cette bulle avant de jouir des privilèges et libertés de l'Université : il ne faut pas les en priver à jamais (loin de moi ce conseil), mais il est juste qu'ils soient pris dans leurs propres piéges... [3] » Le chancelier ajoutait : « Je prends la parole

1. Consulter sur les Mendiants et Gerson l'*Essai sur la vie de Gerson*, par l'Ecuy, in-8°, Paris, 1832, au T. I, p. 223 à 233, 286, T. II, p. 28 et 38.

2. « Legant (opera Gersonii) Fratres prædicatores, pro quibus se murum opposuit. » *Op. Gers. Dupin*, I, CLXXX.

3. « ... Utilem esse ordinationem dare privilegia fratribus prædicandi et confessiones audiendi, dummodo certis quibusdam et bonis conservaretur terminis, rectaque ordinatione sine alterius præjudicio et sine abusu... ideo vult (Dominus Parisiensis) hanc scripturam eorum procuratione cassari,

par obéissance et non par satisfaction : Dieu sait quels déplaisirs me causent ces troubles ! jamais je n'ai ressenti de haine contre les Mendiants, et j'ai manifesté mes sentiments lors de la réconciliation des Frères prêcheurs[1]. »

En dévoilant ainsi avec franchise son opinion intime, Gerson était fidèle à sa mission et donnait à sa parole une irrésistible influence. Plus la lutte était ardente, plus l'impartialité devait être rigoureuse : le chancelier, qui ne fut pas toujours aussi constant avec lui-même, eut ce grand mérite de résister à des prétentions exagérées et de sauvegarder en même temps les opprimés ; son langage fut le même à Avignon, à Paris et à Bruges. Il habitait cette dernière ville vers l'année 1398, après avoir momentanément quitté la chancellerie pour occuper sa prébende de Saint-Donat, bénéfice qu'il tenait du duc de Bourgogne, son protecteur en ce moment. Sa haute fonction dans l'Université était purement gratuite : à peine l'avait-il acceptée des mains de Pierre d'Ailly qu'il en sentit tout le poids et toutes les difficultés[2]. Dans la calme et la retraite de Bruges, il mûrit ses projets de réforme dont il transmit le plan à ses amis du collège de Navarre : rien de plus grave que ces méditations d'un solitaire, qui n'avait rien perdu de sa clairvoyance pour avoir quitté le théâtre bruyant des rivalités parisiennes. En méditant les abus qui se glissaient dans l'enseignement, la pensée de Gerson se reporta naturellement sur la valeur des maîtres, sur leur origine et leurs tendances ; il n'hésita pas à poser de nouveau l'ardu problème du concours des Dominicains, que l'Université avait exclus de ses chaires depuis dix-sept ans[3]. Il réclama contre cet arrêt sévère, et se plaignit de l'aveugle opposition qu'on mettait à les laisser rentrer dans le giron de l'Université après leur soumission.

priusquam permittantur uti privilegiis et libertatibus dictæ Universitatis : non quod semper priventur (absit ut hoc facere oporteat) sed rationabile est quod in laqueo quem absconderunt comprehendatur pes eorum. » *Opera Gersonii*, II, 431.

1. « Suscepi magis obediendo quam mihi placendo... Novit Deus qualem displicentiam habui et habebo de hac turbatione. Diu ostendi me non odio habere Mendicantes ut apparet in reconciliatione Fratrum prædicatorum. » *Ibid.*, p. 436.

2. De onere et difficultate officii Cancellariatûs et causis cur eo se abdicare voluerit. *Oper. Gers.*, 1606, T. II, p. 825.

3. « M. Io. Gersonius causam turbationis et scissuræ quæ erat in Universitate, præsertim vero in Theologiæ facultate, confert in resecationem Dominicanorum. » *Hist. Univers. Paris*, Du Boulay, T. V, p. 82.

Depuis deux siècles qu'il durait, le débat entre les séculiers et les réguliers était resté dans les mêmes termes : le judicieux Du Boulay a consigné les pièces de ce procès dans son Histoire de l'Université, de façon à résumer les arguments qui se reproduisaient identiques d'une époque à l'autre[1]. Rien de plus curieux que le réquisitoire des séculiers et la réfutation qu'en fait Saint Thomas d'Aquin : Les religieux, disent les premiers, ne peuvent participer aux chaires, parce que Moyse nous enseigne que le commerce des gens d'origine différente est nuisible : *non arabis simul in bove et asino*[2] ; en outre, les moines ne s'appartiennent pas, *non sunt sui juris*, et ne peuvent en conséquence prêter serment à nos statuts. — Thomas d'Aquin répond[3] : La science, c'est-à-dire le droit d'être instruit et d'instruire appartient à tout le monde : de même que l'œil veille pour tout le corps, ainsi les docteurs de toute condition illuminent la société. Les vœux religieux ne peuvent donc être un obstacle à l'admission dans une corporation enseignante et à l'observance de ses règlements.

Le plaidoyer du chancelier en faveur des Frères prêcheurs forme un commentaire animé de la thèse du Docteur angélique ; les circonstances particulières dont il s'inspire ne font que lui donner un caractère plus frappant. Toutefois, la lettre de Gerson n'entame pas la question de principe, et réserve formellement la prééminence de l'Université sur chacun de ses membres, qu'il soit régulier ou séculier ; en un mot, elle ne fait pas acception de personnes pour donner la licence d'enseigner, mais elle repousse toute corporation rivale. C'est ainsi que l'Université de Paris, jalouse de son autonomie et de ses privilèges, prétendait se régir elle-même pour tout ce qui concernait sa vie intérieure : *fille aînée des rois*, elle ne voulait pas être absorbée par le pouvoir royal ; *fille orthodoxe de l'Eglise*, elle voulait garder ses maximes, son régime et ses statuts à l'abri de toute ingérence étrangère. Cet idéal ne fut ja-

1. Academicorum argumenta contra Societatis affectationem. — Responsiones Mendicantium. *Ibid*, T. III, p. 649.

2. « Non posse conjungi et cohærere homines quibus studia et vota essent diversa... In uno et eodem non debet esse dispar professio. » Du Boulay, III, 649.

3. « Communicatio scientiæ hoc est docere et discere docendoque et discendo proficere tam competit Religiosis quam Secularibus : nec obstare diversitatem officiorum... Sicut oculi sunt in corpore ita Doctores in Ecclesia. » *Du Boulay*, III, 653. Cette dissertation ne peut s'analyser, on doit la lire en entier.

mais complètement atteint, et l'Université eut rarement cette parfaite unité des membres jointe à l'indépendance de la corporation ; néanmoins, c'est l'honneur de ses plus illustres dignitaires d'avoir tenté et parfois réussi à apaiser les passions extrêmes : au milieu de ses agitations tumultueuses, entre les exagérations des uns et les réactions des autres, le chancelier Gerson se plaça au premier rang des hommes de sens et de cœur qui parlèrent de modération et de concorde. Son mâle langage, quoique affaibli par la traduction, mérite d'être ici reproduit en entier comme l'un des plus intéressants documents de notre histoire littéraire.

V

LETTRE DU CHANCELIER GERSON ÉCRITE DE BRUGES VERS L'ANNÉE 1400 AUX ÉTUDIANTS DU COLLÈGE DE NAVARRE A PARIS [1]

(*Seconde partie*)

« ... Bien des causes me forcent à verser des larmes sur cette fâcheuse et triste mutilation qui a retranché de l'Université de Paris et surtout de la Faculté de théologie, une branche nombreuse de la corporation : cette rupture eut pour cause les propositions erronées, téméraires et impies de Jean de Montesson. A Dieu ne plaise qu'on me suppose prendre en main à cette heure la justification ou la défense de ces thèses qui ont été exclues et anéanties ! Les Frères prêcheurs ont pu voir les conséquences de leur faute ; pour moi, c'est avec une foi constante que j'affirme, comme raisonnable et catholique, la condamnation portée contre les erreurs de Montesson : alors qu'on la débattait en cour de Rome, simple bachelier, j'ai participé à l'ambassade d'illustres et sages docteurs envoyés à Avignon pour l'obtenir [2]. Mais est-ce que les vaincus ne peuvent se relever ? Bien plus, est-ce que l'Université,

1. Le texte latin, non encore traduit, se trouve dans l'édition des œuvres de Gerson, de Richer, 1606, au T. I, p. 564. — Il a été reproduit par Du Boulay, *Hist. Univ. Paris*, T. V, p. 82. — Dupin l'a collationné sur le manuscrit de Saint-Victor N° 698, et inséré au T. I des œuvres de Gerson, p. 110. — La première partie de la lettre est relative aux réformes générales de l'Université.

2. Ces personnages étaient : Pierre d'Ailly, grand maître du collège de Navarre, Gilles des Champs et Jean de Neuville, Bernardins, docteurs en théologie, et Pierre d'Alainville, Bénédictin, professeur en droit canon. *Oper. Gers.*, T. I, p. VIII.

cette pieuse mère qui a dû s'irriter contre ses enfants coupables, ne sera pas enfin touchée de miséricorde? Sa colère l'empêchera-t-elle de pardonner? Rejetera-t-elle éternellement de son sein tant de fils séduits par le mensonge? Je vais plus loin : si les Frères prêcheurs dédaignaient la réconciliation, ne serait-ce pas le devoir de l'Université d'imiter le Christ, pieux pasteur recherchant et ramenant avec sollicitude les brebis égarées au bercail? Mais telle n'est pas la situation, car j'apprends que les Frères prêcheurs sollicitent par des vœux suppliants leur retour dans l'Université.

« Ceux dont le zèle est plus grand que la science vont, il est vrai, me poser cette objection : nous sommes prêts, diront-ils, à les recevoir en paix, mais on ne peut mettre de côté l'intégrité de la foi ni l'honneur de l'Université, ni le résultat acquis par ses travaux et ses peines. Certes ces réserves ont leur importance, toutefois je ne vois pas qu'il soit opportun de prolonger une implacable animosité ou de trancher dans le vif de la blessure, car on dirait comme pour Silla : *le remède est pire que le mal.* Nous sommes chrétiens et chaque jour nous assistons à la leçon de charité de celui qui a dit : *Apprenez de moi à être doux et humble de cœur*; *si vous ne pardonnez point, il ne vous sera point pardonné.* Cessons donc de faire appel à la rigueur du droit, cherchons les expédients : j'ai mémoire du moyen qui fit écarter indirectement les Frères prêcheurs de l'Université, en déclarant privés des grades et des honneurs ceux qui ne jureraient pas la sentence portée par la corporation et ratifiée par l'évêque de Paris contre les erreurs de Montesson. Les bacheliers sortants des Frères prêcheurs se refusèrent à ce serment, en alléguant la défense imposée par leurs supérieurs : à dater de cette résistance, on cessa de leur conférer les grades, les chaires et les prédications. Cependant, j'ai su depuis que tous les Frères prêcheurs, ou du moins un grand nombre d'entre eux, accepteraient désormais la condition imposée; dès lors, je ne vois plus de motif pour les repousser.

« Dieu veuille que nous considérions tous, en faisant appel à de bienveillants souvenirs, quelle perte immense ce fut pour la culture intellectuelle que la suppression des sermons des Frères prêcheurs, l'interruption de leurs cours et de leur salutaire enseignement au sein de l'Université! Une mère n'est-elle pas émue de pitié en face des désordres de son fils? Un corps ne souffre-t-il pas de la maladie d'un de ses membres?

Voyez en effet quels dommages souffre notre corporation appauvrie de tant de ressources, et parvenue à cet état qui m'oblige à lui crier : ce n'est point en faveur des Frères prêcheurs qu'il faut pardonner, c'est en notre propre faveur ! Je ne parle pas des vexations, des opprobres et des arrestations qu'ils ont subis, quoique ces maux soient de nature à attendrir des juges animés d'une bienveillante mansuétude ; au contraire, je proclame les nombreuses atteintes que l'Université a reçues d'eux au cours de ses pénibles travaux. Mais ici encore, je pense qu'il vaut mieux oublier ou dédaigner tout cela pour le bien de la paix, pour la réintégration dans notre sein des hommes considérables qui l'ont quitté.

« Notre but est aussi de sauvegarder l'intégrité de la foi et l'honneur de l'Université. Un grand nombre de docteurs abonderont dans mon sens, soit qu'ils aient à cœur la pacification, soit qu'ils aiment à paraître la vouloir, mais je redoute les difficultés qu'ils opposeront à la réconciliation, ne trouvant aucune condition suffisante, craignant d'être calomniés comme déserteurs de la foi et de l'honneur universitaire ; sur ce terrain, il n'y aurait plus de place pour un accord réciproque. Certes, je n'ai pas la prétention de fixer les termes d'un arrangement qui concilierait ces graves intérêts, cependant j'ai la conviction que la paix se ferait si, au lieu d'en appeler à la foule, on assemblait quelques docteurs pris dans l'Université et chez les Frères prêcheurs, pour travailler ensemble au concordat avec droiture et sincérité. Si la persuasion était impuissante, il y a un moyen plus puissant que la diplomatie, les prières ou les présents, c'est l'affirmation catégorique faite aux Frères prêcheurs qu'on ne leur cèdera rien sur le terrain de la foi.

« Qu'ajouterai-je à ces conseils, sinon de vous exhorter à vous recueillir en méditant dans l'intimité de votre âme les maux de cette lamentable scission, et d'employer toutes vos forces et vos lumières à guérir les plaies qu'elle a causées. Déposez tout esprit de rivalité, cherchez la paix, poursuivez-la, tel est le but que j'assigne à vos efforts, tel est l'objet de ma mission en vous écrivant cette lettre. J'ignore si je vous serai utile ou nuisible ; j'ai connu la façon d'agir des hommes, la divergence de leurs vues et de leurs systèmes ; j'ai éprouvé les passions implacables et indomptables de quelques uns ; j'ai connu le langage effréné de leurs répliques et la sauvage brutalité de leurs actes d'hostilité ; en un mot, je sais que le

nombre est petit de ceux qui servent sans égoïsme, en pleine abnégation, la foi de Jésus-Christ. Aussi, ce n'est point à la foule que j'adresse ces conseils, mais à ce groupe d'élite qui peut rendre de si grands services sans nuire à personne. Il en est, je le sais, dont cette lettre susciterait les clameurs ou l'indignation ; ceux-là m'accuseraient de desseins criminels, de mobilité de caractère, uniquement à cause de mes vœux pour la paix avec les Jacobites. Mais qu'on le sache, c'est d'une voix libre, sans crainte d'avoir à en rougir, que je demande aujourd'hui une réconciliation que j'ai naguère modestement sollicitée et souhaitée au milieu des débats qui les firent exclure. Périssent ceux qui se glorifient de voir mutiler honteusement le corps mystique de leur mère ! Périssent ceux qui, loin de vouloir guérir, s'irritent cruellement contre les médecins ! Périssent ceux qui, faisant fi des triomphes pacifiques, sèment la discorde avec une satanique impiété ! La persécution qu'ils exercent avec fureur contre les sages amis de l'unité ne mériterait que le mépris des âmes vertueuses, mais je crains qu'elle ne devienne un scandale redoutable dans l'Université et la République : c'est un fléau qu'il faut redouter comme le pire des maux.

« Si je n'ai pas dévoilé en public ces avis suggérés par un zèle que je crois sincère et dévoué, c'est à vous qu'il appartiendra de mettre au jour ou de céler cette lettre, d'en assurer ou non l'exécution. Qui sait si Dieu n'exaucera pas mes vœux et ne donnera pas sa force aux paroles que je vous confie, afin que ceux qui peuvent entendre entendent, et que ceux qui peuvent comprendre comprennent, et que tous travaillent dans un esprit bienveillant au triomphe de la paix : telle est ma prière, ma supplication vers Dieu que je prends à témoin ; soyez fermes en lui, vous souvenant de moi en vos prières. Ecrit à Bruges. »

Comme l'indique son titre, cette lettre de Gerson avait une autorité immense, autant pour la réforme de la discipline que pour la pacification des maîtres : *Epistola ad studentes collegii Navarræ de regenda disciplina et Dominicanis in gratiam Academiæ recipiendis*[1]. Toutefois son action ne fut pas immédiate,

1. « Extat in Tabulario hujusce reconciliatonis Instrumentum, 21 Aug. 1403, sigillis munitum Dominicanorum et Facultatis theologiæ... pax totaliter et concorditer facta, nihil penitus immutato de his quæ Ordo per prius ante disturbium habuerat. » *Hist. Univ. Paris* ; Du Boulay, T. V, p. 82.

et ce ne fut que trois ans plus tard, le 21 août 1403, que les Dominicains reprirent leurs chaires dans l'Université : un traité scellé de part et d'autre, consacra leur réintégration dans tous les droits, prérogatives et privilèges régulièrement acquis avant leur expulsion. A ce moment, Gerson, de retour de Bruges, avait repris vaillamment sa place dans l'Université pour y combattre d'autres erreurs et y secourir d'autres opprimés par sa plume infatigable ou son ardente parole.

Ce fut cette élévation d'âme qui plaça Gerson si haut dans son siècle et qui lui vaut encore les hommages de la postérité: en 1772, l'Université de Paris proposa pour sujet du prix d'éloquence latine, l'éloge du fameux chancelier, et ce sujet fut de nouveau mis au concours par l'Académie française en 1838. Après avoir étudié, suivant le plan tracé par M. Villemain, la vie et les œuvres de Gerson, le discours de M. Faugère qui remporta le prix, résumait en ces termes le grave enseignement qui en découle : « Lisez et relisez sans cesse les ouvrages de Gerson, élevez-vous avec lui dans ces régions divines où se complait son génie. Sa science n'est pas de celles qui irritent la soif et la faim de l'esprit en prétendant les satisfaire. C'est une science qui donne la tranquillité à l'esprit et la paix au cœur, qui apprend à aimer la vertu plus encore qu'à la comprendre. » Le Docteur très-chrétien aurait une influence plus opportune que jamais : sa parole adoucirait les esprits aigris contre notre société, en leur donnant une vue plus nette des maux du passé ; elle inspirerait aux partis extrêmes la modération et la sagesse, préludes de la concorde, ce *beau don de paix* qui ne s'achète que par des sacrifices réciproques ; elle proclamerait surtout la puissance d'une foi profonde et d'une piété éclairée, dont l'autorité s'accroît par la science, par le désintéressement et la sincérité.

HENRI JADART,
Membre de l'Académie de Reims

Villers-devant-le-Thour (Ardennes), 15 mars 1880.

PORTRAITS

DE

CLAUDE DE LORRAINE

ET

D'ANTOINETTE DE BOURBON

Seigneurs de Joinville

PEINTS PAR LÉONARD LIMOSIN

L'hôpital Sainte-Croix de Joinville possède deux magnifiques émaux, qui représentent, l'un, le portrait de sa fondatrice, Antoinette de Bourbon[1], l'autre celui de son époux, Claude de Lorraine, bienfaiteur de cet établissement.

Ce dernier naquit au château de Condé, le 20 octobre 1496. Il épousa, le 18 avril 1513, Antoinette de Bourbon, sœur de Charles de Vendôme, grande tante du roi Henri IV. Il mourut à Joinville le 12 avril 1550 et fut enterré dans l'église Saint-Laurent de son château[2]. Il était duc de Guise et d'Aumale, marquis de Mayenne et d'Elbeuf, baron de Joinville, gouverneur de Bourgogne, sénéchal de Champagne, chevalier de l'ordre du roi, pair et grand veneur de France.

Son épouse naquit le 25 décembre 1493 et mourut le 22 janvier 1583.

Il furent les bienfaiteurs de la ville et de tous les établissements religieux de Joinville. Le superbe mausolée qui les recouvrait dans la chapelle Saint-Laurent fut profané et détruit par la révolution, seul, le marbre qui supportait leurs effigies subsiste et est placé aujourd'hui sur les cendres de tous les princes de Guise, transportées au cimetière de la ville[3].

Ces deux magnifiques émaux qui font l'admiration de tous les visiteurs, sont l'œuvre de Léonard Limosin.

1. Antoinette de Bourbon fonda en 1567 l'hôpital de Joinville, avec son fils Charles, cardinal de Lorraine.

2. V. du Boullay, le très excellent enterrement du très haut et très illustre prince Claude de Lorraine, duc de Guise. — Paris. 1550. In-12. fig.

3. V. Jules Fériel, notes historiques sur la ville et les Seigneurs de Joinville. Paris 1835. In-8°.

Cet habile émailleur, sur la vie duquel on possède fort peu de documents précis, naquit à Limoges, vers l'an 1505 et mourut en 1577. Son père était François Limosin, courateur et hopte (courtier et aubergiste) [1].

Il vint à Paris en 1528, fut admis à l'école de Fontainebleau et se livra spécialement à l'étude de l'émaillerie, à partir de 1530. Ses premiers émaux signés sont de 1532. Il fut comblé de faveurs par le roi François Ier qui le nomma son peintre et le valet de sa chambre. Il peignit aussi sur toile (1552) et grava même quelques-unes de ses œuvres.

Bien que Léonard ait daté la plus grande partie de ses travaux, les émaux qui nous occupent ne le sont pas.

Il les a seulement signés de ses initiales LL, placées au bas de chaque portrait. Ces plaques émaillées sont de forme rectangulaires et portent 185 millimètres de haut sur 135 millimètres de large et sont enfermées dans deux cadres en bois, autrefois réunis par deux charnières en forme de diptyques. Ces portraits peints en émaux de couleurs sur fond bleu sont d'un dessin pur et d'un éclatant coloris. Claude est représenté de trois quarts à gauche, le nez long, les yeux bleus, la bouche petite, les moustaches longues, ainsi que toute la barbe qui descend sur sa poitrine. Les cheveux sont courts et il est coiffé d'une toque noire. La figure peinte du premier coup sur le fond est redessinée et modelée, ainsi que la barbe, en bistre roux. Le costume est noir garni d'hermine. Au cou il porte le collier de l'Ordre de Saint-Michel. Le buste repose sur une plinthe émaillée verdâtre sur laquelle se trouve le monogramme L. L. de Léonard en lettres d'or.

Antoinette est également représentée de trois quarts à gauche, en émaux de couleurs, sur fond bleu. Son costume noir est celui d'un ordre religieux. Le buste repose également sur une plinthe verdâtre qui porte le monogramme de Léonard Limosin, en lettres noires. Ce portrait la représente à un âge déjà assez avancé.

Léonard fit beaucoup de portraits de princes, de magistrats célèbres et de littérateurs. Peintre des rois François Ier, Henri II, François II et Charles IX, il exécuta aussi les portraits d'un grand nombre de seigneurs de leurs cours. Outre ces deux membres de la famille des Guises, seigneurs de Join-

1. Voir les Archives départementales et de l'Hôtel-Dieu de Limoges.

ville, dont nous parlons, on trouve au Louvre, sous le numéro 254, un émail de ce maître, représentant le duc de Guise, François de Lorraine, et la collection de Monsieur Seymour, membre du parlement anglais, contient aussi le portrait du cardinal François de Lorraine [1].

Les cadres qui renferment ces émaux sont fermés par derrière au moyen de deux panneaux de bois, sur lesquels se trouvent les inscriptions suivantes :

Derrière celui de Claude de Lorraine,

CLAVDE DE LORRAINE
DVC DE GVISE ET
DAVBMALLE — BARON
DE IONILLE — MARCQVIS
DE MEYNE — ET DELBEVF
PER DE FRANCE
GOVVERNEVR DE
BOVRGVOGNE etc.

Derrière celui d'Antoinette de Bourbon et faisant suite à celle de Claude,

ET MADAME
ANTHOINETTE DE
BOVRBON — DVCHESSE
PRINCESSE ET
MARCQVISE DES DICTZ
LIEVX FONDATEVRS
DV MONASTERE NRE
DAME DE PITIE LEZ
IOINVILLE

Ces deux inscriptions sont peintes en lettres jaunes, à l'exception de la lettre initiale C, du nom de Claude qui est rouge.

Ces portraits ont été donnés à l'hôpital par M. Cornet qui fut membre de la commission administrative et son secrétaire pendant de longues années.

Longtemps ils furent appendus à la cheminée de la salle dite des Princes, ou l'on voit, outre le portrait de Claude de Lorraine, celui d'autres membres de la famille de Guise, tous peints sur toile de grandeur naturelle.

1. La collection de M. Seymour, membre du Parlement anglais, contient aussi le portrait du cardinal François de Lorraine, par Léonard Limosin.

Il existe aussi dans une pièce du rez-de-chaussée, servant de parloir, un portrait peint sur bois d'Antoinette de Bourbon, qui la représente dans le même costume que celui de l'émail, mais à un âge encore plus avancé.

Ces deux pièces ont une très grande valeur et sont aujourd'hui l'objet de soins tous particuliers. Plusieurs amateurs en ont offert des prix très élevés, mais l'administration s'est toujours refusée à se dessaisir des portraits de sa fondatrice et de son bienfaiteur[1]. Ce serait au reste, à un musée, de préférence à une collection privée, que devraient passer ces joyaux, afin d'en réserver la vue à tous ceux qu'intéressent l'histoire et les arts.

G. H. G.

1. On en a offert 50.000 fr.

NOTES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA VILLE DE SENS [1]

Je pourrais ici finir ma notice. Mais, pour la rendre plus complète, je vais :

1° Présenter la suite chronologique de ceux qui ont écrit sur l'histoire de Sens ou qui n'ont fait que des recherches sur cet objet.

2° Hasarder quelques réflexions sur les qualités que peut avoir l'histoire particulière d'une ville ou d'un pays.

3° D'après les principes que j'aurai établis, apprécier quelques-uns des ouvrages dont on va connaître les auteurs.

I. — ODORAN est, selon Mathoud, le plus ancien écrivain de Sens, *Senonicorum scriptorum antiquior* [2]. Il était contemporain de l'Archevêque Léotheric, et moine vraisemblablement à Saint-Pierre-le-Vif. Fenel assure qu'en 1045 Odoran avait 45 ans ; autant valait-il dire qu'il naquit l'an 1000.

Je lis dans un manuscrit qu'il a composé une chronique sous ce titre, *Chronicon rerum in orbe gestarum*, qu'elle commence en 675 et finit à l'an 1032, et qu'elle est imprimée dans la collection de Duchesne, tome 2. Cet ouvrage, s'il était seul, exclurait son auteur du présent catalogue. Le titre est trop général, pour qu'une histoire particulière y occupe un grand espace ; et il serait aussi difficile d'y trouver celle de Sens, qu'il le fut à Alcibiade de montrer à Socrate ses possessions territoriales sur une carte géographique. Mais je crois qu'il y a erreur dans ce titre, que Fenel restreint en le présentant ainsi : *Odoranni monachi Senonense chronicon ab anno* 675 *ad annum* 1032.

1. Ces notes sont extraites d'un manuscrit commencé le 25 mai 1752 et fini le 25 novembre suivant par un chanoine du chapitre métropolitain de Sens, elles nous ont paru intéressantes comme indication de source auquel on peut recourir pour écrire l'histoire de cette ville.
(NOTE DE LA RÉDACTION).

2. Il faudrait *antiquissimus*. Ce mot *antiquior* se prend quelquefois pour *melior* : il ne peut avoir ce sens ici ; car l'auteur qui l'emploie, sans mépriser Odoran, estime davantage Geoffroy de Collon. (NOTE DU MANUSCRIT).

On a prétendu que tous les matériaux nécessaires à l'histoire de Notre Ville se trouvaient à Saint-Pierre-le-Vif, et que la chronique de ce monastère est un riche et précieux dépôt de ce qui s'est passé anciennement à Sens. Cette chronique existait-elle avant Odoran? On ne peut l'affirmer sans donner un soufflet à Mathoud qui vient de nous dire qu'à Sens on n'a pas écrit avant Odoran. Je l'affirmerai cependant, et je tirerai de l'offensé même la justification du démenti qu'il reçoit. Elle est fondée sur un passage qu'il cite de Geoffroy de Collon, lequel vivait 200 ans après Odoran. Dans ce passage il est question de plusieurs parchemins où étaient écrits depuis fort longtemps (*longævis temporibus jam transactis*) les noms, actions et sépultures des archevêques de Sens. Puis Geoffroy de Collon ajoute que le caractère de ces écritures était si usé par les années, qu'à peine pouvait-on les lire. Si ces écritures n'avaient eu que 200 ans (et elles ne devaient pas en avoir davantage en admettant l'assertion de Mathoud) elles n'auraient pas été usées de manière à être presque indéchiffrables. Ces manuscrits existaient donc avant Odoran qui, par conséquent, n'est pas le plus ancien écrivain de Sens. Dira-t-on que ces écrits n'étaient qu'une notice très-courte, sans développement d'aucun fait, et qu'on n'est pas un écrivain, pour tenir registre de quelques événements et de leur date? On n'a pas même la ressource de ce subterfuge. Car d'abord les écrits d'Odoran et de ses successeurs n'étaient guère autre chose, comme l'indique le titre de *Chronique* qu'ils portent presque tous: et puis, ceux dont parle Geoffroy de Collon n'étaient rien moins que des abrégés, puisqu'il les appelle *prolixes*, et qu'il se propose, en les copiant, de les réduire à un moindre volume, et d'en tirer seulement ce qu'ils renferment d'utile.

L'assertion de Mathoud ne signifie donc autre chose, sinon que de tous les chroniqueurs de Sens, Odoran est le plus ancien que nous connaissions de nom. Il est fâcheux que son ouvrage ne remonte guère au-dessus du VIIIe siècle. Si voisin du berceau de son monastère, il pouvait nous le mettre entièrement à découvert, aller même plus loin, et avec un peu de recherches, arriver jusqu'à celui de l'église de Sens. Combien lui eût-il été plus facile qu'à nos modernes antiquaires, de dissiper les ténèbres qui couvrent l'histoire de nos premiers évêques et qui s'épaississent à mesure qu'elle s'enfonce dans le passé? A la bibliothèque ci-devant dite du Roi, on voit parmi les manuscrits de Duchesne un *Chronicon Senonense ab anno* 35 *ad annum* 1429. Mais quel fond peut-on faire sur ce qu'on y dit

des deux premiers siècles ? Ces faits ne sont appuyés que sur des conjectures, base ruineuse qui ne vaut pas celle d'une tradition suivie et prouvée par des monuments authentiques.

Vers 1070, on peut placer à cette époque la naissance de *Clarius*. Il a vécu très peu de temps après Odoran, puisqu'il assista aux funérailles de l'archevêque Richer, mort en 1096. Moine à Saint-Pierre-le-Vif, il écrivait au commencement du XIIe siècle. Il revit et augmenta une vieille chronique de son monastère, sous Louis VI, dit le Gros. Cette découverte, que je fais en ce moment dans Mathoud, décide en ma faveur le procès que je viens de lui intenter. Il se dit éditeur de la chronique de Clarius. Fenel la juge fautive pour les dates et plus exacte pour les faits des Archevêques, et il ajoute qu'elle va de l'an 442 à 1184. Il y a sûrement une faute dans cette dernière date : un homme qui, en 1096, avait déjà un certain âge, ne pouvait pas écrire après 1184. Quoi qu'il en soit, Clarius avait la confiance de l'archevêque Daimbert, qui l'envoya comme son représentant au concile de Beauvais.

Vers 1150 — *Robert*, moine de Saint-Marien d'Auxerre, a fait une chronique latine qu'il a poussée jusqu'en 1200. Il y est souvent parlé de Sens.

(*A suivre*).

LA FAMILLE DANRÉ D'ARMANCY

ET

LA ROSIÈRE DE SALENCY*

III

On nous permettra de dire quelques mots de la Rosière de Salency ; cela rentre d'ailleurs complètement dans notre sujet, puisque la seigneurie de ce village et le fief de la Rosière appartenaient à la branche ainée de la famille Danré. Cette rosière est, si nous pouvons ainsi parler, la *vraie* rosière, en ce sens que remontant à la plus respectable tradition, à la fondation de saint Médard lui-même, évêque de Noyon, elle a servi de modèle à celles qui ont été instituées, en assez grand nombre, dans les temps modernes. Voici l'origine de cette création, d'après une note ancienne conservée aux archives de Salency. Nous ajouterons que S. Fortunat, évêque de Poitiers, mort vers 609, a laissé une histoire de S. Médard, en vers latins, dans laquelle il fait allusion à la fête de la Rose.

« L'institution de la fête de la Rose est très-ancienne ; on l'attribue à saint Médard, évêque de Noyon, qui vivait au ve siècle, du temps de Clovis et de Clotaire. Ce bon évêque, qui était en même temps seigneur de Salency, village à une demi lieue de Noyon, avait imaginé de donner tous les ans, à celle des filles de sa terre qui jouissait de la plus grande réputation de vertu, une somme de 25 francs et une couronne ou chapeau de roses. On dit qu'il donna lui-même ce prix glorieux à l'une de ses sœurs que la voix publique avait nommée pour être Rosière. Il détacha de ses domaines 11 à 12 arpents dont il affecta les revenus au payement des 25 francs et des frais accessoires à la cérémonie de la Rose. Par le titre de fondation, il faut non-seulement que la Rosière ait une conduite irréprochable, mais que son père, sa mère, ses frères, ses sœurs et autres parents, en remontant jusqu'à la 4e génération, soient

* Voir page 103, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

eux-mêmes irréprochables : la plus légère tache, le plus petit nuage dans la famille, serait un titre d'expusion. »

Les documents originaux manquent malheureusement en ce qui concerne la rosière, et nous n'avons presque rien retrouvé dans les riches archives locales de M. Albert de Devise, propriétaire actuel de la terre de Salency. Le plus ancien titre est un dénombrement du fief de Vieulaine, sis à Salency, fourni au roi en 1301 par Simon de Margival, seigneur du lieu, mentionnant le fief de la Rose comme existant de toute antiquité. Nous trouvons ensuite le détail de ce fief dans l'aveu fait, le 4 juin 1419, au seigneur de Behéricourt, comme comprenant le pré de la Moutoile, les pâtures de la Rosière et les pâtures de l'Epinay. La déclaration du seigneur, à la date du 23 octobre 1768, fournit des renseignements plus précis : le fief consistait en un champ dit Pré-de-la-Moutoile, de 21 fauchées, loué 70 sols parisis par an par les laboureurs de Salency et de Dominois : « si nouveau veut y avoir part il doit venir à la place de la chapelle Saint-Médard la première semaine de mars montrer au seigneur ou à son officier qu'il a deux chevaux par charrue ou un pour 1/2 part et prouver qu'il est natif de Salency ou de Dominois, y demeurant sur leurs héritages. » Le seigneur y possédait une fauchée de pré en particulier et on lui devait le serment de bien et loyalement partager également le pré, de payer au 15 mars dix sols parisis par chacun, cinq sols par 1/2 part, ou de fournir un gage avant de faucher, sous peine d'une amende de 60 sols par tête.

Les pièces les plus anciennes relatives aux usages de la fête de la rosière sont deux baux à cens passés le 17 février 1618 et le 25 novembre 1640 pour la fourniture des accessoires : le champ dit de la Rosière contenant « environ un quarteron » était cédé moyennant un cens de 12 deniers tournois payables à la Saint-Remy, à charge de « mettre chaque année à la fête de Saint-Médard dans une pièce de terre scéant en la ruelle Binet, appartenant audit preneur, une table garnie de deux bancs et sur icelle une blanche nappe, six serviettes blanches, une salière pleine de sel et un lot de vin clairet, mesure de Noyon, bon et loyal, sans mélange d'eau, avec deux pains blancs d'un sol la pièce, lequel lot de vin sera mis en deux pots d'étain, deux verres, deux couteaux, une demi douzaine d'assiettes d'estain, un demi-cent de noix, un fromage de 3 sols avec un pot de demi lot plein d'eau pour là boire et manger si bon semble audicts sieur et dame de Salency ou celui qui con-

duira la fille qui aura ledict jour la Rose.... ; ladicte table demeurera depuis les trois heures après-midi sur ladicte pièce de terre *où de tout temps* cela s'est observé, jusques à 5 heures du soir, à peine d'une amende de 60 sols parisis. »

Il est certain que la cérémonie du couronnement de la Rosière n'a jamais varié dans ses formes extérieures, et encore aujourd'hui il est curieux de voir subsister cette trace d'un aussi antique usage.

La tradition, comme nous l'avons dit, assure que saint Médard couronna lui-même la première rosière et que celle-ci était sa propre sœur ; le tableau de la chapelle représente cette scène et on en trouve un pareil dans l'église de Saint-Médard de Paris. Depuis les seigneurs conservèrent le droit de désigner la rosière, et vers le milieu du XVIIIe siècle les habitants de Salency imaginèrent d'introduire une grande nouveauté en se réunissant entre pères de famille pour élire trois jeunes filles entre lesquelles à l'avenir le seigneur devait être obligé de faire son choix.

La seigneurie appartenait alors à Charles Danré, qui n'habitait pas alors le château. C'est évidemment à l'aide de ce changement de propriétaire et grâce à l'éloignement du nouveau titulaire que les Salenciens commirent leur innovation. En 1766, M. Le Pelletier de Mortefontaine, intendant de la province, ayant entendu parler de cette fête, demanda des renseignements au bailli. M. Danré le sut et s'empressa de l'inviter à présider la cérémonie à sa place. Ce haut fonctionnaire accepta le parrainage[1], et les habitants virent dans cette circonstance l'occasion de donner une certaine consécration au changement poursuivi par le curé Sauvel.

M. de Mortefontaine vint avec le marquis et la marquise de Genlis, le comte et la comtesse de Genlis, M. de Flavigny, capitaine aux dragons de la Reine, M. le Scellier de Chezelles conseiller au parlement de Metz et beau-frère de M. de Salency. L'intendant, descendu chez le curé, qui était l'instigateur du mouvement[2], reçut le bailli qui vint lui demander de servir de parrain : il accepta et prit la marquise de Genlis pour marraine. Le cortège se rendit alors au château chercher Marie

1. L'intendant créa à cette occasion une pension de 120 francs en faveur de la rosière de 1766, pour, après sa mort, être attribuée, pour l'année seulement, à la rosière couronnée.

2. Procès-verbal du 8 juin 1766. (Arch. du château de Salency).

Cavé, vigneronne et rosière désignée, la conduisirent aux vêpres de l'église, puis à la chapelle Saint-Médard, et l'intendant satisfit à toutes les conditions du cérémonial. La comtesse de Genlis signala cette fête par la chanson suivante qu'elle chanta elle-même à la cure :

C'est la seule innocence
Qu'on couronne en ce jour,
La vertu, la décence,
Ont le pas sur l'amour.
Un beau bouquet de roses
Fait tout notre bonheur,
Un beau bouquet de roses
Est le prix de l'honneur.

La brigue et l'artifice
Sont inconnus ici,
C'est toujours la justice
Qu'on suit à Salency.
On donne son suffrage
A la seule vertu,
A seize ans on a l'âge
Où l'on peut être élu.

On consulte notre âme
Et jamais nos attraits ;
Le moindre petit blâme
Nous exclut pour jamais
Du beau bouquet de roses
Qui fait notre bonheur,
Du beau bouquet de roses
Le prix de notre honneur.

Un père de famille
Etant près d'expirer,
Disait : « Ah! si ma fille
Rose peut mériter ;
A mon heure dernière
J'aurais un doux moment,
Si ma fille est Rosière
Je vais mourir content. »

Un puissant roi de France
Nous a rendus fameux,
Il vint par sa présence
Encourager nos vœux.
Notre reconnaissance
S'est fait la douce loi
De mêler à la danse
Les éloges du roi.

O! toi, charmante rose,
Symbole de candeur.
Le sein où tu repose
Imite ta douceur,
Sa bouche demi-close
Imite ta couleur.
C'est la métamorphose
Car elle a ta fraîcheur.

Ce dernier couplet à l'adresse de l'intendant :

Ecoutez la requête
Des habitants d'ici,
Toujours à notre fête
Venez à Salency ;
C'est un plaisir tranquille
Pour un cœur vertueux,
Et le vôtre est l'asile
De tous les malheureux.

Il paraît que la même assistance revint à Salency le 27 juillet suivant pour assister au mariage de Marie Cavé et des couplets furent adressés cette fois à chacun d'eux. Voici celui de Mme de Genlis :

Trop aimable interprète,
Fais valoir nos chansons,
Les grâces que tu prêtes
Savent adoucir nos sons;
Si nos lyres discrètes
N'osent ici te chanter ;
Si nos voix sont muettes,
Nous savons t'admirer.

Cette innovation, le bruit que la présence de l'intendant causa, émurent à la fin M. de Salency, qui se décida à intenter devant le bailli de Chauny un procès à ses vassaux, en se basant sur le cérémonial de 1766. Le bailli, par sentence du 19 mai 1774, lui donna tort et décida : 1° que les habitants de Salency s'assembleraient, en présence des officiers de la justice, chaque premier dimanche de mai pour élire trois candidats, entre lesquelles le seigneur serait tenu de faire son choix ; 2° que le lieu de l'assemblée serait fixé par lesdits officiers et annoncé par le seigneur à l'issue de la messe paroissiale ; 3° que l'expédition du procès-verbal serait délivrée le même jour ; 4° que si dans la huitaine du jour de l'assemblée, le seigneur n'avait pas fait sa nomination, les habitants pourraient faire eux-mêmes le choix ; 5° que ce choix serait annoncé au prône par

le curé et à la porte de l'église par le syndic ; 6° que le seigneur aurait à fournir le chapeau de roses et une somme de 25 livres; 7° que en cas d'absence ou de refus du seigneur, la rosière désignerait elle-même la personne chargée de la conduire à l'église ; 8° qu'elle se placerait sur un prie-Dieu à vêpres, au milieu du chœur ; 9° que le curé seul aurait le droit de placer le chapeau de roses sur sa tête ; 10° que la rosière pourrait se faire suivre de violons, tambours et gens armés de fusils. Tous ces articles constituaient autant de dérogations aux droits du seigneur de Salency et innovaient complètement la matière en enlevant au seigneur toute initiative et toute direction. Il se décida donc à faire appel au parlement après avoir refusé tout accommodement à l'occasion du couronnement de 1774; il choisit M. Trousseau pour avocat, tandisque les habitants de Salency, habilement conduits par l'abbé Sauvel, leur curé, confiaient leur défense à M. Target. Un volumineux mémoire fut produit au nom de M. de Salency pour réfuter chacun des dix chefs précités, en insistant spécialement sur ce que les dépenses réclamées au seigneur devaient être confondues dans la somme de 25 francs dus à la Rosière. « Ce village, y lit-on au débat, était tout à la fois le séjour de la vertu et du bonheur pour le seigneur et ses sujets, pour les pères et pour les enfants. Pourquoi donc aujourd'hui ce bien si précieux n'est-il plus que pour les filles du village et que leurs parents ont levé l'étendard de la révolte ? Pourquoi les a-t-on vus en vingt-quatre heures intenter cinq procès à leur seigneur et par là substituer le cyprès à l'olivier ? »

Dans ce mémoire, l'avocat rappelle la légende de saint Médard comme seul point de départ authentique de l'institution et constate que la preuve que le seigneur avait droit de couronner lui-même la rosière, existait dans le tableau représentant le saint posant le chapeau de roses sur la tête de sa sœur, tableau enlevé subrepticement depuis deux ans par l'abbé Sauvel. Il décrit rapidement ensuite l'ancien cérémonial observé selon la tradition. Les habitants conduisaient la rosière au château à 2 heures après midi : on remerciait le seigneur de son choix ; celui-ci lui offrait alors la main, la menait aux vêpres, la plaçait avec lui dans son banc, puis, avec le clergé, la conduisait à la petite chapelle Saint-Médard [1], où tête nue,

1. Sise sur la place, à peu de distance de l'église, au bout de la grande rue. C'est un petit édifice sans aucune valeur archéologique, qui a été démoli et reconstruit en 1877. — Le fameux tableau a été alors transporté dans l'Eglise.

les cheveux flottants, elle recevait de sa main le chapel ; de là le seigneur la ramenait à la collation, où les habitants lui offraient une flèche, un bouquet, deux éteufs à battoir, deux étœufs blancs, un sifflet en corne.

L'avocat démontra tout le complot dirigé par le curé qui trouvait le cérémonial trop simple et n'y jouait pas à son goût un rôle assez important : il voulait autour de la rosière douze garçons « du plus beau choix » et douze jeunes filles « lestement vêtues, » avec sonnerie des cloches, instruments de musique, coups de fusil, etc. En même temps il faisait disparaître le tableau de la chapelle, représentant le couronnement par saint Médard, en mettant à la place une peinture retraçant la mise en scène comme il lui plaisait de l'inventer. En 1767, M. de Salency couronna la rosière choisie entre les trois candidats des habitants sans se plaindre, mais il reconnut son imprudence, et en 1773 il nomma seul la rosière Denise Gorot. Les habitants à leur tour ne réclamèrent pas, mais le curé poussa les hauts cris et s'empressa de leur faire faire acte de possession d'an et jour quant au droit de choisir trois candidats. L'affaire fut dès lors vigoureusement menée : le 15 juillet, premier exploit contestant au seigneur le droit d'entrer dans la chapelle de préférence aux autres habitants, et lui reprochant d'en avoir « occupé la porte entouré des cavaliers de la maréchaussée ; » argument faux, M. Danré ayant seulement appelé ces soldats pour lui prêter main-forte contre le curé qui prétendait choisir ceux qui devaient y entrer. Les commissaires départis de la province autorisèrent cependant la communauté à faire valoir ses droits ; le 15 avril 1774, les habitants demandèrent au lieutenant général du bailliage de Chauny d'assigner le seigneur, assignation accordée le lendemain, suivie le 18 d'une condamnation prononcée naturellement par défaut. M. de Salency fit immédiatement opposition et protesta surtout contre la nouvelle prétention des habitants que le seigneur devait le jour de la fête aller, avec les tambours, chercher la rosière chez elle avant dix heures, puis la mener, suivis de douze jeunes filles vêtues de blanc avec une écharpe bleue, à la messe où elle aurait un prie-Dieu et offrirait le pain-bénit ; le seigneur devait faire de même pour les vêpres.

M. Target rédigea un très-habile mémoire en expliquant que le changement du tableau s'expliquait très-honorablement par le désir du curé de placer dans la chapelle la représentation d'une scène éminement intéressante pour l'institution ; il rappelait en

effet l'incident suivant : En 1640, Louis XIII se trouvant au château de Varennes, près de Noyon, chez le marquis de Barbançon au moment de la Saint-Médard, et ayant été prié par M. de Belloy, seigneur de Salency, d'assister à la cérémonie, envoya en son nom M. de Gordes, commandant de ses gardes, en ordonnant qu'en souvenir le chapel de roses fut désormais orné d'un ruban bleu en soie au bout duquel serait attachée une bague d'argent qui devait pendre sur le front de la rosière [1]. Il refutait les arguments de M. Trousseau et le faisait, il faut l'avouer, victorieusement, en produisant un certificat du Sr Garde de Matigny, bailli de Salency, déclarant que 30 ans auparavant, à plusieurs reprises, en l'absence du seigneur, il avait choisi la rosière entre 3 candidats désignées par l'assemblée des habitants ; — et une déclaration analogue de Sr Sezille, receveur de la seigneurie de 1722 à 1735, constatant en outre la présence de « violonneux » à la fête. Enfin M. de Portelance, beau-frère de M. Danré de Salency, joignit sa protestation à tous ces actes hostiles à son parent, à cause des droits éventuels de sa femme, substitués à la terre par testament de son père en cas de décès de son frère sans postérité [2]. Le parlement rendit enfin, le 21 décembre 1774, un arrêt dont la teneur n'était pas douteuse et qui donnait gain de cause aux Salenciens en promulguant un règlement en 18 articles complètement conformes à leurs prétentions et rappelant officiellement toutes les cérémonies à pratiquer et tous les détails du repas et de la fête. Pendant le cours du procès, M. Blin de Sainmore avait adressé à la reine une requête en vers au nom des filles de Salency, à la date du 23 septembre, et nous y trouvons cette peinture très-réussie de la cérémonie :

Mais de la fête annonçant le retour
Déjà la cloche et déjà le tambour
De tous côtés appelle un peuple immense.
On se rassemble ; on part, et le Clergé

1. Le seigneur fit décrire par le notaire Gourdin, le 25 août 1774, ce fameux tableau dont on parla tant dans cette procédure. « S. Médard en habit pontificaux, près d'une chapelle, au-dessus d'un autel avec un chanoine régulier en blanc, surplis et tenant une couronne de roses avec un ruban bleu et une bague qu'il met sur la tête d'une jeune fille à genoux, en blanc, entre son parrain et sa marraine, à genoux aussi ; puis le seigneur appuyé sur sa canne, deux prêtres, 3 enfants de chœur, un bedeau, 12 jeunes filles en blanc avec écharpe bleue, un suisse, un violonneux et du peuple.

2. Il offrit une rente de 100 francs au lieu de celle de 25 réclamée au seigneur.

Vêtu de lin, dans un profond silence
Marche à pas lents en deux files rangé.
Le Curé suit, et la jeune Rosière
En habits blans, ses longs cheveux épars,
N'osant lever sa timide paupière,
Par sa pudeur charme tous les regards.
A ses côtés douze Vierges légères,
Lui disputant de sagesse et d'appas,
En jupon blanc, en corset de bergères,
Ornent sa gloire et ne l'effacent pas.
Dans le Château la Rosière introduite
De son Seigneur reçoit les compliments,
Et de sa main au Temple reconduite
Marche en triomphe au son des instruments.
Au sein du chœur que la foule environne,
Pour cette Reine un trône est préparé,
Elle s'y place et des mains du Curé
Reçoit enfin l'encens et la couronne.

M. de Salency n'eut gain de cause qu'au sujet du fameux tableau. Les habitants durent l'enlever de l'autel pour le placer dans un endroit quelconque de la chapelle en rétablissant une peinture représentant saint Médard couronnant la rosière conformément à l'ancienne peinture, mais aux frais du seigneur.

La cour supprima également un mémoire émané de celui-ci, et un autre des habitants, comme mutuellement injurieux. Le seigneur eut à payer tous les dépens et les affiches du jugement au nombre de trente exemplaires. Les choses restèrent là. Le curé Sauvel triomphant, s'appliqua dès lors à donner une grande célébrité à la fête de la Rose de Salency et il trouva un aide puissant dans l'avocat Target[1], non moins épris de popularité. Il l'invita donc à venir présider la cérémonie en 1776, mais il ne put s'y rendre et fut remplacé par Elie de Beaumont qui échangea avec le curé une longue et empressée correspondance. L'année suivante ce fut le maréchal de Broglie, frère de l'évêque de Noyon, qui rendit par sa présence la fête plus solennelle : il amena avec lui sa femme, quatre de ses fils et sa nièce de Lameth : la noblesse des environs s'empressa d'accourir. Le parrain devait être le maréchal, qui dut refuser « étant botté » et se fit remplacer par son second fils le comte de Rével accompagné de la marquise de Lameth. L'abbé de Sinet y chanta la messe. Une brillante collation eut lieu et fut suivie d'une collation intime à la cure, puis d'un bal sous les charmilles

1. Target refusa tout salaire pour ses services.

du presbytère où MM. de Broglie dansèrent avec la rosière[1]. En 1778, M. Target se rendit enfin aux instantes prières de l'abbé Sauvel[2]. Cette visite exauça les vœux et donna à la fête de la Rose une grande illustration. Au mois de juillet 1779 le peintre David publia le prospectus d'une gravure de la cérémonie : elle devait représenter au premier plan un musicien du village jouant de la musette ; au second, la mère de la rosière fait avancer une de ses petites filles pour qu'elle puisse mieux voir ; au devant, un tabellion assis à son bureau dicte le procès-verbal, tandis que la rosière paraît entourée de jeunes gens avec le drapeau de la Rose, des curieux à diverses places, deux arbres, les façades des maisons de la place du village, un joueur de loterie, des musiciens, etc.[3].

Le *Mercure* du 14 juillet 1782 décrit encore la fête de l'année racontée par Cassini qui y assista[4]. A ce moment l'abbé Sauvel en était complètement arrivé à ses fins : on lui écrivait de tous les coins de la France pour lui demander des détails en vue d'établissement de fête analogue à celle de Salency. C'est ainsi que des Rosières furent installées à Romainville, à Louville près de Chartres par le comte du Roure (1775), Canon-Mesidon Vieuxfumé, par Elie de Beaumont et Target (1775), qui déclara que « Salency est notre métropole. » Saint-Sauveur-le-Vicomte, Centonas, Réchicourt (1779), Soustolles par le prince de Ghistelles (1777), Saint-Farjeux près de Besançon, Nantes par les soins du conseil de ville, Grenoble par les soins de la milice (1781), Saint-Symphorien-d'Ozon, Boulogne, Montricour, Montureux, Briquebec, Bonneville, Condé, Mongeron, Brignoles par le parlement d'Aix (1787), Vauriac (1788), Brassac en Languedoc (1785), Marvaux près de Reims, Bachant près Mons, Bonnétable, la Brède, etc., etc.

Ces lettres sont nombreuses et existent soit à la cure, soit au château de Salency. Celles relatives à Mésidon, Canon et Vieux-Fumé sont excessivement curieuses par l'importance avec laquelle MM. de Beaumont et Target s'occupaient de cette matière.

1. Voir *Affiche de Lorraine*, n° 25, du 19 juin 1777.

2. La rosière fut Mlle Quillet.

3. Le prix de la gravure était fixé à 24 fr. l'exemplaire. Nous ne croyons pas que ce projet ait eu de suite.

4. M. de Sauvigny publia alors *l'Innocence et la Vertu*, idylle sur la Rose de Salency. Paris, Ruault, in-12.

Le couronnement de la rosière continua à Salency sans autre interruption pendant la Révolution jusqu'en 1793; mais il y eut couronnement dès le 3 prairial, an II. Depuis nous n'avons d'autre incident à enregistrer que la visite de la duchesse de Berry le 25 mai 1821 avec Mgr de Bombelles : la rosière fut Marie-Rose-Magdeleine-Geneviève Sozille, puis une autre visite le 10 mai 1826 de Mme la duchesse d'Angoulême, qui passa une partie de l'après midi au château où elle reçut la Rosière de l'année, Marie-Rose-Victoire Lemoine. Depuis le cérémonial a été de nouveau réglementé par une ordonnance épiscopale du 26 mai 1838, qui corrigeait plutôt qu'elle ne changea les anciens usages.

Le premier dimanche de mai, les pères de famille s'assemblent à l'heure de midi pour élire trois candidats, sur la proposition du curé, — après annonce de ladite réunion faite au prône le dimanche précédent et le jour même au son de la cloche ; le sort désigne ensuite entre les trois la rosière ; le choix est annoncé le dimanche suivant au prône. Puis le jour de Saint-Médard, la rosière, précédée de tambours, conduite par les autorités municipales, et ses deux compagnes candidats, suivie de douze jeunes filles choisies par le curé, toutes vêtues de blanc avec les rubans bleus et écharpe concédés par Louis XIII, escortée d'habitants armés, se rend à l'église pour entendre la messe sur un prie-Dieu au milieu du chœur, ses compagnes rangées sur deux lignes à ses côtés, entre ses parrains et marraines. Elle se rend ensuite dans le même ordre à sa demeure où elle offre aux jeunes filles « un modeste repas. » Un peu avant les vêpres elle vient au château chercher ses parrain et marraine, puis revient à l'église conduite par eux. Entre vêpres et complies, le clergé, suivi de la rosière et du même cortége que le matin, se rend à la chapelle, le célébrant tenant la couronne de roses avec le ruban bleu et la bague d'argent ; il la dépose sur l'autel, la bénit, la place sur la tête de la rosière agenouillée et entonne le *Te Deum*. Immédiatement après le cortége retourne à l'église. La rosière après l'office se dirige vers la « table » où se trouve la collation traditionnelle, bénie par le curé, avec la flèche, le sifflet, les éteufs, etc.; puis elle est ramenée avec le même cérémonial chez elle, où elle offre un gouter champêtre à ses parrain et marraine et à leurs invités. La commune paye à la rosière 25 fr. du chef de la libéralité de saint Médard, 120 fr. du chef du don de l'intendant de Soissons, la rente ayant été rembour-

sée. Elle fait en outre les frais du cérémonial : pain bénit, les deux cierges, le chapel de roses, l'anneau d'argent, le ruban, la flèche, le sifflet, les éteufs, le pain, le vin, les noix, le fromage, les jeux et prix.

En 1871 la rosière fut Mlle Désirée Cavé, arrière petite-nièce des rosières couronnées en 1766 et en 1777.

Un garde du corps, bel esprit, M. de Sauvigny, publia en 1770 « *la Rose ou la feste de Salency,* » dédiée à la comtesse de Genlis. Il débute par ces lignes : « Madame, cette feste de la Rose si connue aujourd'hui en France, je l'ai vue ignorée à 3 lieues de Salency. Je vous ai entendu lui donner les premiers éloges. C'est à vous qu'elle doit sa nouvelle célébrité. » Elle est accompagnée d'une charmante gravure de J.-B. Moreau d'après Greuze, représentant la cérémonie. Après une introduction historique tirée du n° 19 de l'*Année littéraire de* 1766, l'auteur a composé un roman de la Rose dont la fable est la suivante : Basile, jeune homme d'un village voisin, aime Lucie, de Salency ; le jeune Alexis la lui disputa comme étant Salencien ; elle est couronnée rosière et M. de Sauvigny la fait vivre sous Louis XIII pour raconter la visite du marquis de Gordes de la part du roi. Ce seigneur décide le mariage avec Basile quoiqu'étranger à Salency [1]. En 1794, Louis XVIII tenant sa cour à Blakembourg, en Allemagne, fut invité à assister à une fête de la Rosière et à décerner une couronne à la fille la plus vertueuse du canton. Au moment où S. M. couronnait la jeune fille, elle lui dit très finement, mais avec tout l'air de la naïveté : « Monsieur, Dieu vous la rende. » Ce fait historique a fourni le sujet d'une jolie gravure intitulée : *Les vœux de la Rosière accomplis.*

H. B.

1. Un vol. petit in-8°, avec titre gravé par Moreau le jeune. Paris, 1770. — Voir également sur ce sujet le récit excessivement curieux de la fête par Mme de Genlis dans ses *Mémoires*.—La Corbeille de Rose ou la Jolie Rosière. Paris, 1816, in-18. Gravure de Girodet.

CORRESPONDANCE INEDITE

DE

DOM THIERRY DE VIAIXNES

IV

..... Comme j'espère passer à Chaalons au commencement du mois d'aoust, nous nous expliquerons sur tout..... Je plains fort le diocèse de Rouen. La peinture qu'on vous en fait est affreuse. Nous n'avons pour le soulager que nos ferventes prières auprès du Seigneur. Nous les employrons d'autant plus volontiers que vos proches parens y auront (part). Dans quelques lettres du P. Quesnel, que vous n'avés pas veues, il y a des secrets que je ne peux pas révéler tant qu'il vivra ; ainsy, mon cher Monsieur, je ne peux vous en envoyer copie, quoy qu'elles soient très-édifiantes. L'appel de nos communautés de Metz est arrêté, sous le vain prétexte qu'il faut attendre que celuy de M. le cardinal de Noailles soit public. J'ay beau presser, je ne saurois rien gagner. On vient de m'écrire que M. le cardinal de Bissy, ayant travaillé avec un célèbre avocat pour dresser un Mémoire contre l'appel des quatre évêques, il l'a voulu présenter à M. le Régent, en luy demandant la permission de le faire imprimer. Ce Prince le luy a défendu, et luy a dit que, s'il paroissoit imprimé, il le feroit condamner à être brûlé par la main du bourreau. M. l'évêque d'Arras a dit depuis peu à ses amys, qu'ayant demandé à M. le Régent la permission de s'en retourner dans son diocèse, S. A. R. l'avoit prié de différer son départ de trois semaines ou un mois. Il y a encore quelque négotiation avec Rome sur le tapis. Dieu veuille qu'elle ne réussisse pas ! car elle ne pourroit être que préjudiciable à la vérité. Le silence et l'inaction de M. le Cardinal inspirent les mêmes dispositions aux personnes même les mieux intentionnées. On languit. J'en gémis. Prions Dieu qu'il donne le courage, le zèle, la fermeté à ceux qu'il a bien voulu éclairer des lumières de la vérité. Ayés la bonté de ne me pas oublier dans vos saintes prières, et de croire que je suis, etc. D. THIERRY DE VIAIXNES.

A Beaulieu, le 30 juin 1717.

* Voir page 401, t. VII et page 57, t. VIII, 4e année, de *la Revue*.

Suscription. A Monsieur Longer de Saint-Jean, sacristain de la cathédrale dans le cloître. A Chaalons.

V

Billet daté de Beaulieu, 20 février 1718, où dom Thierry approuve un ouvrage manuscrit, dont il ne rapporte point le titre, et déclare qu'il est d'avis de recevoir dans la congrégation, « sans rescrit de Rome, » un religieux qui lui fera « honneur, » mais qu'il ne nomme pas.

VI

De Saint-Vanne de Verdun, 27 juillet 1718. — Billet de dom Thierry, malade et à l'infirmerie. Regrets sur le départ du R. P. D. Colomban Plouvier ; « il paroit visiblement que la Providence le veut dans l'ordre de Citeaux, pour y défendre la vérité, qui y est si peu connue, et y maintenir la régularité, qui y reçoit de si grands échecs. » Un mot d'une « fâcheuse affaire » que Longer de Saint-Jean s'est attirée de la part des libraires de Châlons, pour la vente des livres, qu'il ne faisait que par charité ; il y a procès, et la cause est évoquée aux requêtes du Palais ; l'évêque s'est déclaré contre les libraires.

VII

..... Mille obligations, mon cher Monsieur, des deux mandemens de Monsieur de Chaalons que vous m'avés envoyés. Je les ay admirés, particulièrement le second. On les a lus à notre réfectoire, et chacun en a été charmé. Mais que je souhaiterois ardemment qu'il donnât au public l'excellente pièce latine que Sa Grandeur eut la bonté de me lire à Hautvillier ! Je n'ay encore rien vu de plus beau en ce genre. Il faut espérer que quelque jour elle paroitra pour la gloire de la vérité, le bien de l'Eglise et l'édification des fidèles. La lettre de ce Prélat aux Religieuses de son diocèse, dont vous m'avés fait présent, m'a enchanté. Je l'ay envoyée aujourd'hui à nos Religieuses de l'abbaye de Saint-Maur, pour la leur faire lire en communauté. On ne peut rien de plus touchant, de plus solide ny de plus édifiant pour des vierges consacrées à Dieu. Je voudrois bien que notre Prélat en fit autant ; mais, quoy qu'il ayt d'ailleurs beaucoup de mérite, il ne sort presque rien de sa plume. Je vous envoye un exemplaire imprimé de son dernier acte d'appel et d'adhésion ; tout l'essentiel y est, mais on n'y trouve aucun motif ; il se repose sur ceux qu'ont don-

nés les quatre évêques et monseigneur le cardinal de Noailles. Il n'employe personne, et veut tout faire tout seul. Aussy faut-il avouer qu'il a un zèle et une fermeté incomparable pour la défense de la vérité.

Faute de loisir, je ne vous écris point la relation de tout ce qui s'est passé à Verdun depuis six semaines au sujet de la Constitution et des appels ; mais j'espère que vous me le pardonnerés d'autant plus aisément que je prie le R. P. prieur de Saint-Pierre de vous communiquer et vous laisser copier tout ce que je luy écris fort amplement à ce sujet. M. notre évêque m'occupe beaucoup; à peine ay-je le loisir de respirer, et je suis en retard avec presque tous mes amys pour des réponses, quoyque depuis deux mois ils m'accablent de nouvelles. Je ne saurois trouver le moyen de travailler à la grande lettre à M. de la Trappe, et depuis mon retour je n'y ay pas mis un mot. Il n'y en a pas néanmoins encore un quart de fait. Si je l'achève, vous serés des premier à qui j'en feroy part.

..... Le P. Quesnel n'a jamais été novice à la Trappe, mais il y a fait deux ou trois fois d'assés longues retraites.

Le R. P. abbé de Saint-Airy ne sera de retour que sur la fin de cemois, ou au commencement de l'autre. Sa communauté ayant appelé et signé son acte d'appel, il a mis au bas qu'il approuvoit en qualité d'abbé et de visiteur ce que ses religieux avoient fait, qu'il y adhéroit autant que besoin étoit pour confirmer l'acte, et qu'ayant déjà appellé tant à Chaalons que quinze mois après à Hautvillier, ce qu'il spécifie en détail, il confirmoit encore ses appels et appelloit de surabondant, etc. C'est ce qu'il fit le 14 novembre. Beaulieu avoit appellé le 7, et nous n'appellâmes que le 18. Le même jour nous portâmes nos trois actes à M. de Verdun, qui les fit enregistrer le lendemain dans le greffe de son officialité.

Vos nouvelles de Reims m'ont fait bien de plaisir, aussy bien que celles d'Auxerre et de Rouen. Je vous en remercie. Si le R. P. prieur de Chaalons n'a pas nos actes d'appel, j'auray soin de vous les faire décrire tous trois et de vous les envoyer par la première commodité. On m'a fait part de celuy de Saint-Remy de Reims, qui est excellent.....

D. THIERRY DE VIAIXNES.

A Saint-Vanne de Verdun, le 5e décembre 1718.

VIII

Soli Deo honor et gloria.

Mon très-cher Monsieur.... On vous a mal informé de M. l'évêque de Troyes. Il a souscrit il y a longtems à l'acte d'appel de M. le cardinal de Noailles, et il appellera sûrement. Il est vray qu'il diffère, et qu'il ne veut pas que son chapitre et ses curés appellent avant luy, parce qu'il veut les réunir et se mettre à leur tête dans un synode. Je scay qu'il jette des mesures à Paris pour ce sujet. On en sera content dans la suitte. Je n'en oserois autant dire de M. de Metz, qui fait de fort vilains manèges. Je scay encore que Monseigneur de Chaalons voudroit bien donner au public sa pièce latine, qui produiroit un très bon effet; mais certaines gens trop politiques la trouvent trop rigoureuse en certains endroits, et voudroient qu'on l'adoucit; et moy au contraire j'y ay remarqué quelques endroits un peu trop foibles, et je souhaiterois qu'on la fortifiât. Les circonstances changeront, et peut-être que mes désirs seront accomplis en ce point. Je verrois bien volontiers l'appel de Vauclere, parce que c'est le premier de l'ordre de Citeaux, que je considère beaucoup celuy qui en est abbé. Je luy ay et écrit depuis peu, aussy bien qu'à D. Colomban.

Je prie le R. P. prieur de Chaalons de vous communiquer tout ce que je luy envoye, et, pour surcroit d'étrennes, je ne crois pas vous pouvoir faire un plus beau présent que de vous copier icy les deux dernières lettres que j'ay reçues de mon cher P. Quesnel. Les voicy. Elles sont toutes deux d'Utrecht. La première est du 30 septembre 1718.

Lettre du P. Quesnel à D. Thierry de Viaixnes.

« Vous m'oublieriés, mon très cher Père, si je ne vous faisois « quelquefois souvenir de moy ; et je paroitrois ingrat envers « le très-respectable abbé que vous savés (*D. Mathieu Petit-* « *didier*), si, après les bontés qu'il a eues pour moy, je ne « cherchois l'occasion de lui témoigner ma sincère reconnois- « sance. Comme vous avés été le canal par où j'ay receu les « marques particulières de sa bonne volonté pour moy, vous « le serés aussy, je vous en prie, des nouvelles assurances de « mon respet pour luy.

« Je ne scay où vous êtes, mon cher Père, ny ce que vous « faites ; car, d'être sans rien faire, c'est ce que vous ne vou- « driés pas. Si vous êtes vers la Lorraine, dites-moy un peu

« si ces messeigneurs les évêques de Metz, de Verdun, de « Chaalons-sur-Marne, etc., qui, en se joignant à Mr le Car- « dinal en 1714, condamnèrent le livre des *Réflexions morales* « avec cette Eminence, sont encore dans la même disposition. « Depuis le tems des complaisances et des ménagemens qui « arrachèrent cette condamnation de la main même de ceux « qui approuvoient ce livre dans le cœur, n'ont-ils point été « satisfaits des éclaircissemens qu'on a donnés depuis quatre « ans, et qui ont dû dissiper ces nuages de préventions et « effacer les soupçons de Jansénisme dont ils ont noirci ce pau- « vre livre si infortuné? M. l'évêque de Boulogne leur a donné « un bel exemple de la générosité avec laquelle un évêque doit « réparer le tort qu'il a fait à un prêtre et à ses écrits par une « condamnation et une proscription qui laissent une tache sur « l'un et sur l'autre. S'ils ne se rendent pas à la lumière qu'on « leur a portée jusque sous les yeux, ils sont bien à plaindre, « et ils le sont encore plus si, étant convaincus de la pureté « de la doctrine du livre, un respect humain les retient et les « empêche de rendre justice à qui ils la doivent, quelqu'élevés « qu'ils soient au-dessus d'eux. Je vous communique cette « réflexion pour avoir quelque chose à vous dire, mon R. P.; « car des nouvelles des affaires de l'Eglise, ce n'est pas de ce « côté-cy que vous en attendés. S'il est vrai que Rome a tonné « et fait schisme avec ceux qui ne sont pas engoués de la Cons- « titution, et que d'un autre côté M. le Cardinal et sa compa- « gnie publient leur appel, nous allons voir une nouvelle « scène. Dieu veuille qu'elle se termine à sa gloire, à l'hon- « neur de la vérité et au bien de l'Eglise. Je suis sincèrement « et cordialement tout à vous en N. S. J. C. Signé : Dupuis. »

Je ne craignis point de faire lire cette lettre à Mgr de Verdun. Elle produisit de fort bons effets. Il me chargea entre autres choses de luy écrire de sa part, 1° qu'il le regardoit comme un saint prêtre très catholique et qu'il se recommandoit avec confiance à ses prières, 2° qu'il n'avoit jamais prétendu condamner sa doctrine, mais son livre, uniquement parce qu'il causoit du trouble dans l'Eglise, et qu'il en useroit de même de celuy de l'Imitation de Jésus-Christ, s'il étoit dans le même cas, quoy que d'ailleurs il le crût excellent, 3° qu'il y avoit quelques expressions trop dures dans le livre du P. Quesnel, et que, si on les vouloit corriger dans une nouvelle édition, il y donneroit luy-même son approbation. Je fis une fort ample réponse au P. Quesnel. Voicy la sienne, du 1er de décembre 1718.

Lettre du P. Quesnel à D. Thierry de Viaixnes.

« ..... Je reçois avec une respectueuse reconnoissance les « témoignages que Mgr de Verdun vous a donné de sa bonté « pour moy..... La proposition de faire des corrections au « livre des Réflexions morales est dangereuse ; ce seroit un « aveu que ces expressions auroient été bien condamnées, et « donner un sujet de triomphe aux ennemis de la vérité. Feu « M. de Meaux les a justifiées et défendues avec vigueur ; les « évêques qui ont envoyé au pape leurs difficultés les ont aussy « authorisées et justifiées. Ce ne sont pas mes expressions, ce « sont celles de l'Ecriture et de la tradition; je n'en suis pas le « maitre.

« Ce m'est une grande consolation d'apprendre les sentimens « si favorables et les bontés qu'a pour moy Mgr de Chaalons. « Je suis toujours flatté d'avoir quelque part à l'honneur de « sa bienveillance.....

« Il faut que je vous parle d'une chose que j'ay fort à cœur. « Vous n'ignorés pas l'état déplorable où est l'église de ces « provinces. La cour de Rome s'en est emparée, et veut « la gouverner avec une verge de fer. Cependant il y a deux « chapitres qui ont toujours conservé leur authorité, telle que « l'ont les chapitres *sede vacante*. Cette authorité est très bien « fondée, et c'est une injustice criante que de prétendre la « gouverner comme une église de la Chine et de la Perse ou « du Tonkin. Depuis son établissement par saint Villebrod et « saint Boniface, qui ont été de votre ordre de Saint-Benoît, « il s'est toujours conservé un grand peuple très fidèle et « très catholique, et la succession des pasteurs n'y a jamais « été interrompue. La cour de Rome laisse cette église sans « évêque, et prétend la gouverner par un internonce de « Bruxelles ou par le nonce de Cologne. Les deux chapitres « ont chacun leur grand vicaire. Celuy de Harlem, vendu à la « cour de Rome, ne veut point exercer son pouvoir ny donner « des dimissoires pour les ordres. Celuy d'Utrecht, qui est le « métropolitain, l'exerce, établit des pasteurs et donne des « dimissoires ; et à raison de la négligence de son suffragant, « il doit en donner même pour ceux du diocèse d'Harlem et « des autres qui y sont soumis. On peut dire qu'il n'y a de « bons sujets que ceux qui sont de la dépendance du chapitre « d'Utrecht. Ceux que les nonces ont mis en place sont des « misérables ou des lâches, qui signent toutes les Bulles et « tous les décrets de Rome. Et c'est par le refus qu'ils font

« de signer ces Bulles, que les bons sujets sont exclus des « ordres et qu'on ne veut point donner d'évêques. Si donc « dans vos quartiers il se trouvoit un évêque qui voulût « bien recevoir les dimissoires du vicariat d'Utrecht, et « luy ordonner des prêtres, ce seroit un grand secours « pour cette Eglise ; sans cela, elle périra ; les Romains « y entretiendront le schisme, qui est déjà tout formé, et que « les Mendians, qui attirent tout à eux, augmentent autant « qu'ils peuvent pour profiter du trouble. Cette action seroit « bien digne de Mgr de Chaalons... Au reste, tout se pourroit « faire en secret, comme on l'a fait jusqu'à présent. Si j'étois « évêque, moy indigne, voyant l'extrême besoin d'une Eglise « et pouvant luy procurer des pasteurs et luy ordonner des « prêtres, je ne croirois pas en conscience pouvoir le refu- « ser..... »

Non seulement j'ay fait lire cette lettre à Mgr de Verdun, qui en a été très-content, qui l'a retenue six jours, et qui en a fait tirer copie par son secrétaire ; mais j'en ay envoyé copie aussy bien que de la précédente à Mgr de Chaalons, avec une lettre très pressante que je luy ay écrite au sujet des ordinations des Hollandois. Elle arriva à Chaalons comme S. Gr. étoit sur le point de partir pour Paris. Je n'ay point eu de réponse. Apparemment qu'elle voudra auparavant consulter M. le cardinal de Noailles et d'autres de ses amys pour se déterminer. Mais assurément aucune vue humaine et de politique ne devroit empêcher une si bonne œuvre ....

D. THIERRY DE VIAIXNES.

A St-Vanne de Verdun, le 15e de janvier 1719.

Suscription. A Monsieur de Saint-Jean, sacristain de la cathédrale, dans la grande rue, vis-à-vis la porte du Cloître. A Chaalons.

(*A suivre*).

LES ARCHIVES DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

DE

CHALONS-SUR-MARNE

1687. Le 23 janvier 1734, né Jérôme-Marie, f. de Messire Philippe Aubelin, Ch. S. de Villers-aux-Bois, Gigny, Loisy et a. l. et de d. Marie-Catherine Beaugier.

1688. Le 1er mars 1734, Marie-Bonaventure-Christophe Fagnier, Esc. S. de Mardeuil, f. de f. Jean Fagnier, Ec. S. de Mardeuil et de dame Louise Baugier et dlle Remiette-Therèse Bureau, f. de Léonard Bureau, Ec. S. de St-Pierre, Sec. du R. près le Pt d'Aix et de d. Francoise Durand.

1689. Le 25 juin 1734, née Marguerite-Jean-Baptiste, fille de Jean-Bte du Boys, S. de Chanteresne, Jonchery, Souin, et a. l. et de d. Marie-Elizabeth Raulet.

1690. Le 15 septembre 1734, née Anne-Madeleine-Louise, f. de Claude-François, Ec. S. de Chauffour et de d. Madeleine Baugier.

1691. Le 4 octobre 1734, née Paule-Louise-Francoise Pome, f. de Louis-François de Chastillon, Esc. S. d'Oger et de d. Madeleine-Pome Gaulard de la Motte.

1692. Le 5 décembre 1734, née Marie-Jeanne, f. de Germain du Boys, Ec. S. de Crancé et de d. Remiette Fagnier de Mardeuil.

1693. Le 29 décembre 1734, déc. dlle Claude-Angelique Hennequin de Matry, 67 ans. Inh. en cette Egl.

1694. Le 11 janvier 1735, marié Pierre-Louis Baugier, Ec. S. de Bignipont, f. de f. Pierre Baugier, Ec. S. de Bignipont et de d. Marie-Anne Givry, et dlle Marie-Anne-Jacquette Papillon, f. de Pierre Papillon. Ec. S. de la Ferté et de d. Jeanne du Verdier.

1695. Le 18 fevrier 1725, Madeleine-Jeanne-Claire, fille légitime de François-Jean-Marie Morel, Chev. C. du R. Présidt au Prés. cette ville et de d. Marie-Blanche le Clerc, son ép. de cette par. est née et a été b. ayant eu pour p. Nicolas le Clerc. Ch. Sgr de Morains, Présidt trés. de Fr. au bur. des fin. de Champ. et pour m. dame Madeleine Morel, veuve de Nicolas Faudel, Ch. C. du R. en ses Cons. Presidt en la Cour des Monoyes de Paris, rep. par dlle Anne-Jeanne Hocart de Renneville.

* Voir page 67, t. VIII, 4e année de la *Revue de Champagne*.

1696. Le 20 fevrier 1735, dame Marie-Blanche le Clerc, ep. de François-Jean-Marie Morel, Ec. C. du R. Présidt au Prés. de Chaal. agée de 32 ans est déc. et le 21, son corps a été inh. en cette Egl.

1697. Le 14 aout 1735, né Claude, fils de Francois de Ligondez et de d. Marie-Anne Taverne de Morvillers.

1698. Le 8 septembre 1735, né Memie, f. de M. Jean Maupas et de d. Marie Gombault.

1699. Le 1? octobre 1735, déc. d. Marguerite Billecart, veuve de Messire Pierre de Pinteville, Ec. Sgr de Cernon, Domartin et a. l. anc. cap. d'inf. 63 ans. Inh. en cette Egl.

1700. Le 17 novembre 1735, née Nicolle, f. de Jean-Baptiste du Boys, Ec. S. de Chanteresne et de d. Marie-Elizabeth Raulet.

1701. Le 21 novembre 1735, née Marie-Louise, f. de M. Joseph de Vige de Sailly et de d. Marie-Jeanne Godard.

1702. Le 12 décembre 1735, déc. M. Jean-Charles Fagnier de Marsenay, Ec. Lieut. au Rég. de Cambresis, 20 ans. Inh. en cette Egl.

1703. Le 25 janvier 1736, déc. M. Pierre-François Gargam, 52 ans. Inh. en cette Egl.

1704. Le 28 fevrier 1736, né Pierre-François Memmie, f. de Louis-François de Chastillon, Ec. S. d'Oger et de d. Madeleine Pome Gaulard.

1705. Le 10 mai 1736, né Edme Memie, f. de Claude-François, Ec. S. de Chaufour et de d. Madeleine Baugier.

1706. Le 9 juin 1736, déc. Marie-Madeleine Billet, veuve de f. Mre Nicolas Parchappe des Noyers, 72 ans. P. Ste-Marguerite. Inh. en cette Egl.

1707. Le 6 novembre 1736, né Pierre-Charles, f. de messire Philbert-Henry du Verdier, S. de Moncet, off. du R. et de d. Denyse Geoffroy.

1708. Le 12 novembre 1736, marié Jean-Baptiste Benjamin d'Origny, f. de f. Jeremie d'Origny, anc. Lt de Roy à Chal. et de d. Elizabeth Heudelot, et Marie-Anne, demoiselle de Pinteville de Cernon, f. de f. Pierre de Pinteville, Ec S. de Cernon et de Dommartin Lettrée, et de d. Marguerite Billecart.

1709. Le 19 novembre 1736, marié M. Charles-François de Parvillez, f. de Adrien de Parvillez, Sgr de Villeneuve-sur-Fère et de d. Marguerite de Bar, et dlle Louise-Alexandre Baugier, f. de f. M. Pierre Baugier, Ec. S. de Bignipont et de d. Marie-Anne Givry, en prés. de h. et p. d. madame Marie d'Haussonville de Vaubecourt, veuve de h. et très p. Sgr François d'Estaing, chev. de tous les ordres du R. Lieut. gén. de ses armées, Gouv. de Douay et de Chaal.

1710. Le 15 décembre 1736, né Claude, fils de Jean-Bapt. du Boys, Sgr de Chanteresne et de d. Elizabeth Raulet.

1711. Le 27 décembre 1736, né Henry-Jean, f. de Messire Charles-Antoine d'Argent, Ec. Sgr de Deux-Fontaines et de d. Marie-Marguerite Cabrillon.

1712. Le 13 fevrier 1737, déc. Claude-George Fagnier, Ec. Sgr de Marson et a. l. 57 ans. Inh. en cette Egl.

1713. Le 5 mars 1737, né François-Remy-Florimond, f. de Germain du Boys, Ec. S. de Crancé, comm. des guerres, et de d. Remiette Fagnier de Mardeuil.

1714. Le 12 mars 1737, déc. Claude-Jacques Deu du Mesnil, Ec. Lieutenant au Rég. de M. le Dauphin, 30 ans. Inh en cette Egl. des religieuses Mathurins.

1715. Le 30 mars 1737, François-Jean-Marie Morel, chev. Sgr de Vitry-la-Ville, Cheppes, Vouciennes et Glacourt, Cons. du R. Présidt au Prés. de Chaal. veuf de d. Marie-Blanche le Clerc, d'une part, et Anne-Jeanne Hocart de Renneville, damoiselle fille de Jean Hocart, chev. Sgr de Renneville, et de f. d. Marie le Vautrel, d'autre part, tous deux de cette par. après la dispense de cour de Rome au quatirème degré de consanguinité, la publication d'un ban, la dispense de deux autres et la cérémonie des fiançailles ont été mariés en l'Egl. par. de Renneville.

1716. Le 30 mars 1737, déc. Marie-Agnès Braux de Vaux, dlle, 60 ans. Inh. en cette Egl.

1717. Le 4 juin 1737, marié Claude-François-Xavier Deu, Ec. f. de Jacques-Joseph Deu, Ec. Sgr de Perthes, le Mesnil et a. l. et de d. Marie-Anne le Vautrel, et Elizabeth-Thérèse Fagnier, f. de f. Claude-Georges Fagnier, Ec. et de d. Louise Lorain.

1718. Le 17 aout 1737, marié André-Nicolas le Clerc de Morains, Ec. f. de Nicolas le Clerc, Ec. C. du R. Tr. de Fr. en la gén. de Ch. et de d. Charlotte-Rose de Poiresson et dlle Gabrielle-Louise Papillon, f. de Pierre Papillon de la Ferté, Esc. Cons. du R. et de Jehanne du Verdier.

1719. Le 26 septembre 1737, née Marie-Anne-Françoise, f. de Charles-François de Parvillez, Ec. et de d. Louise-Alexandre Baugier.

1720. Le 31 décembre 1737, né Maurice-Remy, f. de Bonaventure-Christophe Fagnier, Ec. S. de Mardeuil et de d. Remiette-Thérèse Bureau.

(*A suivre*). Cte D. DE R.

NÉCROLOGIE

Nous avons annoncé la mort de Mlle de Miremont, mais une mention aussi courte n'est pas suffisante pour une femme qui a fait tant de bien dans sa vie. Nos lecteurs seront certainement de notre avis :

« Née à Brienne (canton d'Asfeld, Ardennes), le 2 août 1805, d'une noble famille qui habitait alternativement Reims, rue St-Hilaire, et ses terres, Mlle de Miremont commença de bonne heure son existence de dévouement aux autres. Les soins qu'elle donna à sa mère pendant une longue et cruelle maladie, ses visites fréquentes aux pauvres malades, à Reims, à Brienne et dans les environs, la disposèrent, dès sa jeunesse, au genre de vie qu'elle devait embrasser plus tard.

« Devenue, par la mort de ses parents, maîtresse d'une fortune relativement considérable, elle résolut de consacrer tous ses revenus à l'éducation des pauvres orphelines, et depuis 40 ans que son œuvre dure, elle a eu, en moyenne à sa charge, de 30 à 40 orphelines par année. Au début, l'œuvre a été un peu aidée ; depuis bien longtemps déjà la fondatrice pourvoyait à tout.

« Le premier orphelinat de Mlle de Miremont fut ouvert en 1840, rue Brûlée, 48, puis transporté rue du Bourg-St-Denis, dans la maison occupée actuellement par la Compagnie du Gaz, et que venait d'abandonner M. Charlier, qui avait posé là les bases de sa belle œuvre de Bethléem. C'est en 1848 que Mlle de Miremont alla s'établir, 9, rue Brûlée, où elle vient de mourir.

« Quand on songe qu'en 1840 et bien longtemps encore après, nous n'avions à Reims d'autre asile pour les orphelines que l'Hôpital général, réservé exclusivement aux enfants de la ville, on comprend le bien qu'a dû faire, pendant ce long espace de temps, la regrettée Mlle de Miremont. Son œuvre, il est vrai, meurt avec elle, mais Saint-Remi, Saint-André, Sainte-Geneviève, la Compassion ont leurs orphelinats. En s'endormant dans le Seigneur, Mlle de Miremont savait que les pauvres petites filles sans parents trouveraient toujours à Reims un asile et des cœurs dévoués : l'ambition de sa vie était réalisée, elle s'endormait en paix. » (*Bulletin du Diocèse*).

* * *

On annonce la mort de M. Louis de Partouneaux, à 45 ans, fils de baron et neveu du général de division comte de Partouneaux ; son aïeul, lieutenant général également était né à Romilly-sur-Seine en 1791 ; il fut un des plus brillants divisionnaires de la Grande armée, il se signala notamment à la retraite de Russie. Il avait épousé Mlle de

Bréa, sœur du général assassiné aux journées de juin ; grand officier de la Légion d'honneur, il avait été député du Var sous la Restauration.

* * *

On annonce la mort du jeune baron de Sachs, dont le père possède le château de la Ville-au-Bois, à Jonchery-sur-Vesle. Il avait épousé Mlle Bazire.

* * *

M. Charles-Gustave Lefebvre, baron de Plinval, est décédé à Paris, le 15 février dernier, âgé de 67 ans.

M. Charles-Gustave Lefebvre, baron de Plinval, était fils de Charles-Gustave Lefebvre, comte de Plinval, seigneur de Bergères, Biffontaine, Boissy et autres lieux. Celui-ci figurait comme tel aux Etats-Généraux de Champagne en 1789. Gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, il servit aux mousquetaires noirs de la garde du roi de 1766 à 1775, passa ensuite comme capitaine de remplacement au régiment de Vermandois, fut fait chevalier de Saint-Louis en 1791, combattit avec les Suisses à la triste journée du 10 août 1792, et fut un des derniers fidèles du roi qui restèrent aux Tuileries. Au retour des Bourbons en 1814, il fut fait chef d'escadron. Il avait épousé Eléonore-Julie-Louise Courtin d'Issy, petite-fille du célèbre diplomate du XVIIe siècle.

Bergères-les-Montmirail formait une importante seigneurie, qui appartenait, au commencement du XVIe siècle, à la famille de Soisy. Plus tard, nous y voyons les Nargonne qui ont eu pour dernier représentant la duchesse d'Angoulême, laquelle épousa Charles de Valois, fils de Charles IX et de Marie Touchet, et mourut à Montmort où est son tombeau qui constate que son décès arriva 127 ans après celui de son royal beau-père ; elle avait 23 ans quand elle se maria et le duc en avait 77. Bergères passa ensuite aux familles de Persan, Guérard, de Malleville par mariage, et à la fin du XVIIIe siècle, par acquêt par M. le comte de Plinval, père de celui dont nous annonçons la mort et possédait encore le château.

* * *

M. Alfum Chevallier, officier de la Légion d'honneur, professeur honoraire de chimie à l'Ecole supérieure de pharmacie, est mort à Paris au mois de novembre dernier. Il était né à Langres, le 17 juillet 1793. Il laisse d'estimables travaux sur la chimie et siégeait à l'Académie de Médecine depuis 1821.

* * *

Mme Husson, veuve du général Husson, qui a longtemps commandé à Troyes sous la monarchie de Juillet et est mort sénateur du second empire, vient de léguer à la ville de Troyes, outre une somme importante, un grand buste en bronze de Napoléon, un petit buste et trois tableaux dont un de Berghem.

* * *

M. Cunin-Gridaine, riche industriel des Ardennes et sénateur de ce département, vient de mourir à Paris le 24 février. Il appartenait au centre gauche. Il était fils aîné d'un ancien ministre de la monarchie de Juillet.

* * *

Nous avons omis de mentionner, à la date du 17 septembre 1879, la mort de M. Hanesse, curé doyen d'Ay (Marne). Né à Rethel en 1825, il a attaché son nom à la reconstitution du collége de cette ville après la guerre et a écrit quelques beaux travaux : l'*Histoire de sainte Macre, patronne de Fismes* (1861) ; *La Confrérie de Sainte-Macre* (1865) ; un Mémoire sur le Sacre, couronné par l'Académie de Reims en 1864, resté inédit ; l'*Histoire et la description de la cathédrale de Reims*, en collaboration avec M. l'abbé Cerf ; il laisse en manuscrit une *Monographie de l'église d'Ay*.

* * *

On annonce la mort de M. Baisson, colonel du 15e dragons, officier de la Légion d'honneur, originaire de Dormans. Il n'avait que 52 ans.

* * *

Le 6 mars est morte au château de Chaltrait (Marne), la comtesse de Gourcy, née Flavie de Mellet, à peine âgée de 42 ans. Son père, M. le comte de Mellet, d'une très-ancienne famille de la noblesse du Périgord, est le doyen des archéologues de la Champagne. Son mari est justement connu pour un talent remarquable comme aqua-fortiste, on lui doit une collection de châteaux de la Marne. Mme la comtesse de Gourcy était justement aimée dans le pays qu'elle comblait de ses bienfaits.

* * *

Mme Louise Doligny, artiste dramatique, vient de mourir à Vitry-le-François, à l'âge de 70 ans.

Après avoir débuté comme danseuse, à l'âge de 16 ans, au théâtre de la Porte-Saint-Martin, elle passa au Gymnase, où elle prit l'emploi d'ingénue et créa, avec Luguet, le rôle de Zélia dans une pièce intitulée *Zélia la Danseuse*. On la vit aussi au Vaudeville, puis à Bruxelles, où elle obtint de nombreux succès.

L'état de sa santé l'avait forcée depuis à quitter le théâtre. Elle s'était retirée à Vitry-le-François, où de braves gens, qui l'avaient recueillie, l'ont soignée avec dévouement jusqu'à son dernier jour.

M. Doligny, mari de la défunte, était neveu du grand Talma et avait joué la comédie avec talent, à la Porte-Saint-Martin, à l'époque des grands drames de Dumas, ainsi qu'à Saint-Pétersbourg.

BIBLIOGRAPHIE

Armorial du département de l'Aube, par Alfred Roserot. — 1 vol. in-8°. Troyes, Dufour, 1879.

Curieuse et importante publication pour les familles en Champagne. M. Roserot s'est occupé des parties de la Champagne méridionale et du comté de Bar-sur-Seine, composant aujourd'hui le département de l'Aube; il donne la description des armoiries des personnes ayant possédé des terres dans cette circonscription ou qui l'ont habitée d'une façon permanente; de celles des évêques, des villes et communautés religieuses et laïques. M. Roserot s'est adressé à toutes les sources connues, et l'on peut dire que son travail est aussi complet que possible. Il donne les noms de famille avec leurs seigneuries et terres titrées, et termine par d'excellentes tables; une surtout qu'on ne saurait trop recommander aux héraldistes : une table alphabétique de pièces héraldiques ; c'est tout ce qu'il y a plus commode pour l'explication des inscriptions que l'on trouve sur les monuments, les vitraux et les tableaux.

Une courte introduction traite du droit de porter des armoiries, lequel n'appartenait pas, comme on le sait, exclusivement à la noblesse; le privilége de celle-ci était d'avoir seule le droit de les timbrer; de l'armorial général dressé en exécution de l'édit de novembre 1696; des noms de famille; de la particule, qu'on a toujours avidement recherchée car La Bruyère lui a consacré un de ses piquants chapitres. M. Roserot aurait pu s'étendre un peu plus longuement sur cette intéressante question; son érudition l'y autorisait pleinement, et il aurait certainement fait plaisir à ses lecteurs. Disant avec raison qu'en France la particule n'a jamais eu de sens nobiliaire officiellement, il aurait pu cependant constater que l'usage, depuis deux siècles, le lui attribue à tort, parce qu'en Allemagne et en Franche-Comté (alors que cette province n'était pas française) ce droit existait; à l'heure actuelle, toute personne annoblie en Allemagne, doit prendre la particule comme conséquence et preuve de son annoblissement. C'est évidemment à cette cause que remonte l'abus qu'il signale pour la France.

Nous ferons une seule observation. M. Roserot indique la famille de Saulx qui avait des seigneuries dans l'Aube, et d'autres en Perthois et en Astenois, comme originaire de la Bourgogne. MM. de Saulx — ou plutôt de Saux — voulurent, en effet, constamment se rattacher à la vieille race des Saulx-Tavanes. Mais, en 1764, leur chef dut signer une déclaration notariée, reconnaissant qu'il n'avait aucune parenté avec la maison bourguignonne. L'original de l'acte est aux archives de la Côte-d'Or.

E. B.

* * *

Encore une étude sur *Bibrax*, publiée par M. C. Mercier, dans le *Bulletin des sciences morales, lettres et arts de Seine-et-Oise*. L'auteur considère Bibrax comme une ville du territoire de Reims, sise à 12 kilomètres d'un lieu situé à la fois à une douzaine de kilomètres de l'Aisne et de la frontière du pays de Reims. Et après une suite d'appréciations soigneusement déduites, M. Mercier se décide à placer Bibrax sur le plateau culminant de la chaîne de collines qui s'étend à 11 kilomètres environ de l'Aisne et de Pont-Arcy, au lieu où s'élève le moulin de Vauxclerc, le long desquelles circule une vieille route gauloise, dite Chemin des Dames. Nous exposons la proposition de M. Mercier sans prétendre la juger. Un plan accompagne cette notice parue à Versailles, à la librairie Aubert.

* * *

ETAT RELIGIEUX ancien et moderne des pays qui forment aujourd'hui le diocèse de Soissons; par Ledouble, 1880. In-8° br.

Démembrement des anciens diocèses de Laon, Noyon, Soissons, Cambrai, Troyes et Meaux, la circonscription du diocèse actuel a subi peu de changements depuis le Concordat. L'auteur étudie la situation ancienne et moderne et donne le pouillé du diocèse. Son livre paraît écrit spécialement pour l'usage du clergé soissonnais; mais les laïques y rencontrent des indications nombreuses sur tous les faits qui se rattachent à l'histoire du Vermandois, de la Brie et de la Champagne.

* * *

Un éditeur-Mécène, M. Quantin, vient de fonder à Paris le plus important journal bibliographique qui ait été publié depuis la fondation de ces gazettes spéciales.

Dernier venu dans la littérature, *Le Livre* s'annonce avec un luxe d'ornementation capable de satisfaire les plus raffinés amateurs d'eaux-fortes, et il compte parmi ses directeur, rédacteurs et collaborateurs ce que l'on est convenu d'appeler en bibliographie, comme en toutes choses, le dessus du panier.

Divisé en deux parties, formant chacune un tout séparé, *Le Livre* débute par une bonne étude bibliographique et littéraire sur un *Index librorum prohibitorum*, récemment publié à Londres. L'auteur, M. Drujon de Troyes, analyse finement le recueil étrange publié par Pisanus Praxi, sur la littérature sotadique. L'*Armorial du Bibliophile*, naguère publié par M. Guigard, trouve dans *Le Livre* un complément utile, réclamé depuis longtemps par les amateurs de reliures écussonnées, chiffrées, armoriées.

Signalons en passant dans ce répertoire héraldique, où la Champagne sera représentée par de nombreux écussons, celui d'Angennes de Rambouillet, abbesse de Saint-Pierre de Reims, l'une des héroïnes des *Historiettes*, de Tallemant.

Un article de M. Bernard, sur les incunables de la Bibliothèque de l'Arsenal, mentionne la Bible imprimée à Venise, en 1476, par Nicolas Janson. Le savant langrois était directeur de la monnaie de Tours, lorsque Louis XI l'envoya à Mayence pour « s'informer secrètement de la taille des poinçons et caractères au moyens desquels se pouvaient multiplier par impression les plus rares manuscrits et pour en enlever subtilement l'invention. » Forcé de recourir aux moyens plus directs, Janson ayant décliné la gloire de fonder l'imprimerie parisienne, le roi fit venir d'outre-Rhin Ubrich Géring et ses acolytes qui élurent domicile à la Sorbonne.

La notice sur deux volumes, à la devise de Groslier, oubliés par Leroux de Lincy dans la savante monographie de cette collection célèbre, nous rappelle une anecdote relative à un autre volume, également inconnu, conservé dans la bibliothèque de l'archevêché de Reims, sous une très modeste demi-reliure en basane.

Ce volume : un Salvien, était recouvert d'une délicieuse reliure en veau, avec ornements à la grecque et entrelacs au milieu desquels brillait la devise IO. GROLIERI ET AMICORVM, quand il fut acheté par Mgr Gousset, prélat ennemi du luxe et dont la rudesse scientifique s'accommodait mal des maroquins ou des veaux fauves ornés, de provenances illustres. Aussi le volume, a peine arrivé à Reims, fut-il confié par le prélat, avecune délicieuse reliure de Clovis Eve, dont nous déplorons encore la perte, à maître Tinot, qui recouvrit d'une basane les volumes déshonorés.

Sauvé par celui qui écrit ces lignes, la couverture du Groslier fut cédée à Tross, acquis à la vente de cet éminent libraire par M. Claudin, elle est aujourd'hui dans le cabinet d'un bibliophile lyonnais qui convoitera toujours l'exemplaire du Salvien de l'archevêché de Reims, exemplaire non rogné, facile à replacer dans sa riche enveloppe primitive.

Puisse ce renseignement sur l'état matériel de ce « corps sans âme » amener un échange de bons procédés entre les riverains de la Vesle et du Rhône. Quel bibliophile ne serait ennemi du divorce entre le volume et la couverture d'un Groslier ?

D'autres reliures précieuses fournissent les illustrations du *Livre*, dont la seconde partie, toute d'actualité, est consacrée aux comptes-rendus des nouvelles publications françaises et étrangères, à la nécrologie, aux petites nouvelles du palais, de la presse, des ventes publiques.

On le voit, le programme du *Livre* est vaste ; mais il est déjà rempli de manière à satisfaire les plus exigeants.

* * *

M. Chabouillet commence dans le numéro de janvier de la *Revue archéologique* un travail très-important sur les « Inscriptions et antiquités provenant de Bourbonne-les-Bains, données par l'Etat à la Bibliothèque nationale. » On y remarque notamment six inscriptions dédiées à Borvo et à Damona, dont l'une gravée sur une grande table de bronze.

CHRONIQUE

Société académique de l'Aube. — Séance du 8 août 1879. — Sont présents : MM. Truelle, président, Gréau, Pron, d'Ambly, Bouquet de la Grye, Deheurle, Baltet, Drouot, Fontaine, d'Antessanty, Briard, Desguerrois, Socard, Ray, Babeau.

Correspondance. — M. le Ministre de l'Instruction publique annonce une allocation de 500 francs. La Société académique de Saint-Quentin adresse les sujets mis au concours pour 1881. M. Boucher a exposé pour le prix de Rome un bas-relief représentant Tobie rendant la vue à son père. Malgré le mérite incontestable de cette composition et par suite de circonstances que nous ne voulons pas apprécier, il n'a pas obtenu le prix auquel il semblait avoir tant de droits. Il est disposé à abandonner cette œuvre remarquable au musée de Troyes, si celui-ci veut se charger des frais de moulage et de transport. Le maire de Troyes offre le cinquième volume du catalogue de la bibliothèque de Troyes.

Ouvrages reçus. — M. le Préfet transmet à la Société une *Instruction sur le souffrage de la vigne*, renvoyée à M. Baltet. Les *Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Marne* contiennent un travail sur la *Vierge de Boulancourt*, un article sur le *Règne végétal de la Norvège*, et un *Essai sur le type de la monnaie de Provins*. Les comptes-rendus de l'*Académie des sciences* sont renvoyés à M. d'Ambly. M. Aubriot, médecin au Gault, offre un travail sur *Le Gault et ses hameaux*, et demande à être nommé membre correspondant.

M. Albert Lenoir a offert à M. le maire de Nogent un fragment d'architecture qui faisait partie de la clôture du cimetière aujourd'hui supprimé. Il l'attribue à Philibert Delorme. Il paraîtrait que d'autres fragments de ces sculptures se trouveraient au mont Valérien ; peut-être pourrait-on les obtenir. Le fragment offert par M. Lenoir aurait été transporté dans le parc de La Chapelle, lors de la suppression du cimetière. M. le maire de Nogent est prié d'en envoyer le dessin. Peut-être retrouvera-t-on aussi la statue de Vénus qui a été donnée en échange de ce fragment d'architecture. La brochure qui contient ces détails est renvoyée au comité de publication.

M. Gréau parle du tumulus d'Hancourt. D'après M. l'abbé Millard, on y aurait trouvé peu de choses ; d'après M. Nicaise, ce serait le contraire. M. Nicaise est d'avis que ce tumulus est mérovingien et non gallo-romain ; cela ressort du dessin des objets qu'on y a rencontrés ; ils sont du IVe, Ve et VIe siècle. A cette occasion, il se livre à des observations sur le nom des armes que l'on trouve dans les sépultures.

Qu'est-ce que la *framée?* Est-ce bien la lance? D'après Grégoire de Tours, il n'en serait pas ainsi, la framée, suivant cet auteur, ne serait autre chose qu'une épée à plus large lame.

Dons faits au Musée. — M. Brisson, de Maizières, offre des clés en fer, trouvées dans les gravières de cette commune.

M. Briard présente à la Société le *Catalogue des plantes observées dans l'Aube;* il en lit la savante introduction où il passe en revue les travaux publiés sur ce sujet et les collections de botanique du département.

M. Baltet présente un arbuste, *Eleagnus reflexa;* les Japonais en mangent les fruits dont le goût se rapproche de celui de la cornouille à laquelle il ressemble beaucoup, et aussi de celui de l'Epine-vinette. On pourrait essayer de l'acclimater dans nos pays. M. Baltet montre aussi plusieurs cocons de ver à soie du chêne.

M. Desguerrois lit plusieurs pièces de vers intitulées *Esquisses et Etudes*. Ce travail est renvoyé au comité de publication.

La séance est levée à cinq heures et demie. ***

***

Lettres du roy Charles VIII, touchant l'hommage à luy fait de la terre et Baronnie de Jainuille en Champagne par René II, Duc de Lorraine.

à Amboise le 27 Décembre 1483,

Charles, par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez et feaulx Gens de nos Comptes et Trésoriers à Paris, aux Baillifs de Troyes, Sens, Chaumont et Vitry, nos Procureurs et Receveurs ès-dits Bailliages et à tous nos autres Justiciers et Officiers, ou à leurs Lieutenans, salut et dilection, scavoir vous faisons que nostre très cher et tres amé cousin, René Duc de Lorraine Nous a ce jourd'huy fait en nos mains les foy et hommage que tenu Nous estoit faire a cause de la Terre et Baronnie de Jainuille sur Marne de la Seneschaucée héréditable de Champagne à luy appartenant à cause de sa dite Baronnie de Jainuille, des Terres et Seigneuries d'*Esclairon*, *Curville*[1], *Troisfontaine* la ville, de *Humbécourt* et de *Corbey?* et leurs appartenances et appendances, tenus et mouuans de Nous à cause de Nostre Comté de Champagne; ensemble de toutes les autres Terres, Fiefs et Seigneuries qu'il tient et peut tenir de Nous à cause de Nostre Couronne; ausquels foy et hommage nous l'auons receu, sauf Nostre droit et l'autruy. Si vous mandons et enjoignons, et à chacun de vous, si comme à luy appartiendra, que pour cause desdits foy et hommage non faits, vous ne faites ni donniez, ni souffriez estre fait ou donné aucun empeschement à Nostre dit cousin, ainçois et sa dite Terre et Baronnie de Jainuille sur Marne, seneschaulcée héréditable de Champagne, Terres et Seigneuries d'Esclairon, Curuille, Troisfontaines la Ville, de Humbécourt et de Corbey, et autres dessus déclarées, leurs

1. Curel ou Eurville?

dites appartenances et appendances sont ou estoient pour ce prins et mis en Nostre main, mettez les luy ou faites mettre incontinent et sans delay à pleine delivrance, pourveu qu'il baille son desnombrement et adueu par escrit, dedans temps d'vn an, à Nostre dite chambre des Comptes, et fera et payera les autres droits et deuoirs pour ce deuz et accoustumez, si faits et payez ne les a. Donné à Amboise le 27 iour de décembre, l'an de grâce 1483, et de Nostre Regne le premier.

(Extrait des pièces de l'Histoire de Charles VIII, par Guillaume de Jalligny, Paris, 1684. In-f°).

Dans le même ouvrage on trouve, page 487 — Traité de mariage de René II, duc de Lorraine et de madame Philippe de Gueldres ;

Page 517, 11 mai 1486, entrée du Roi Charles VIII en la ville de Troyes;

Page 521, exemption de tailles en faveur des habitants de la ville de Troyes, à Troyes le 18 mai 1486;

Page 524, juin 1486, établissement en la ville de Troyes, des foires de Champagne et de Brie qui estoient ordinairement tenues en la ville de Lyon.

Page 533, Testament de René II, Duc de Lorraine, 21 juillet 1486.

Page 674, Provision du gouvernement de Paris, Ille de France et Brie en faveur du comte de Montpensier. 9 décembre 1493.

Page 721, Provision de l'Office de Chancelier de France en faveur de Robert Briçonnet, archevesque de Reims. 30 août 1495.

*
* *

La Champagne et le Valois. — Nous recevons de M. l'abbé Gross, curé de Lévignen (Oise), qui prépare en ce moment une histoire de Valois, l'intéressante note suivante qui démontre qu'une portion du Valois se rattachait anciennement à notre proyince; nous y ajoutons quelques détails sur une famille originaire du château. (Note de la Rédaction).

Le comté de Meaux (Meltien ou Mulcien) anciennement uni sous le nom de *Brie* au comté de Troyes ou de Champagne s'étendait dans une partie du Valois jusqu'à Betz, chef-lieu actuel du canton auquel appartient Lévignen.

Dans ma notice sur Lévignen et ses environs, j'ai remarqué que les comtes de Champagne ont contribué à l'agrandissement du Valois en cédant au XIe siècle plusieurs dépendances de la Brie, Betz, Thury, Acy, etc., aux comtes de Valois. La gruerie de Nanteuil distraite du comté de Crespy par Raoul de Crespy pour former avec d'autres possessions la dot de son fils cadet Thibaut de Nanteuil, fut longtemps partagée entre les comtes de Champagne et ceux de Nanteuil-Crespy. Les uns et les autres avaient leur juridiction distincte. Les bois de Brie comprenaient l'Orceois ou comté d'Oulchy, le Multien en grande partie et une pointe du *Pagus Vadensis* ou Valois. Plus d'une fois des con-

testations furent soulevées entre les officiers des comtes de Champagne et ceux des comtes de Crespy. Qu'il me suffise, en ce moment, de constater la communauté d'intérêts qui a uni dans le principe les provinces de Champagne, Brie et Valois. Issus de Bernard roi d'Italie, les comtes de Vermandois et Valois possédaient en même temps la Champagne, la Brie et le Valois.

Leurs descendants s'étant partagé ces différents domaines, conservèrent toujours entr'eux des rapports d'amitié et s'allièrent ensemble comme Raoul de Valois qui épousa Eléonore, sœur de Thibaut de Champagne. Cette communauté d'origine explique comment plusieurs lieux du domaine de la Champagne passèrent dans le Valois, par cession volontaire.

Au nombre des lieux dont je viens de parler, j'ai cité plus haut : Acy en Multien ou en Brie dont le seigneur rendait hommage à Henri de Champagne en 1172. *Li hers* Barthelemi *de Aci* devait lige et III mois de garde au château de Meaux en qualité de vassal du comte de Champagne, pour son fief de Doui, *Li filz* de Barthelemi devait *liges. Poelin d'Aci, III mois de garde.* Son frère Gautier devait II mois de garde (Extrait du rôle des vassaux du comté de Champagne dressé par Henri I comte de Champagne, publié par d'Arbois de Jubainville).

Jusque dans les trois derniers siècles, on voit s'établir dans cette partie du Valois qui a appartenu à la Champagne des familles champenoises dont je ne citerai que celles qui m'intéressent de plus près, parce qu'elles ont possédé la seigneurie de Lévignen et ses environs. En 1469 la famille de Gorgias alliée à celle de Blois-Châtillon possèda la seigneurie de Lévignen (celle du Donjon de Crespy appartenait à la même époque à la famille de Châtillon dans la personne de Robert de Châtillon, seigneur de Brie-sur-Marne).

En 1636, la seigneurie de Lévignen et Betz appartenait à Jean d'Aubry, originaire du Barrois. Son fils Charles d'Aubry épousa Louise d'Anglure de Savigny, famille alliée en 1623 à celle de Livron des seigneurs de Bourbonne dont parle M. Alfred de Besancenet dans la *Revue de la Champagne*, décembre 1879, page 418. La famille de Châlon La Trémoille citée dans le même article, était depuis longtemps établie dans le Valois à la Ferté-Milon.

La famille d'Anglure, unie par des liens de famille à celle de Jean de Châlon a bien pu être attirée à Betz par cette dernière.

Je me hâte d'arriver à la famille Lallemant, originaire de Châlons pour qui Lévignen fut érigé en comté sous Louis XV en 1723.

Il y a quelques années, j'ai découvert la litre du comte de Levignen dans l'intérieur de l'église de Lévignen. On y voit l'écusson de Lallemant, de gueules au lion d'or, répété vingt-huit fois.

C'est à une circonstance toute accidentelle que je dois la découverte de cette lettre cachée sous une triple couche de badigeon depuis près de 150 ans. Un point colorié aperçu à un des piliers a attiré mon attention et j'ai pu enlever la croûte de badigeon qui l'entourait. Je

suis arrivé à mettre en pleine évidence la litre du comte de Levignen avec ses 28 écussons répétés sur le mur et les piliers de l'église.

*
* *

NOTES DIVERSES SUR LE DIOCÈSE DE LANGRES, TIRÉES DE LA *Revue de Champagne*. — Auteur de l'ouvrage intitulé *Le diocèse de Langres, histoire et statistique*, 4 vol. grand in-8°, j'ai parcouru avec attention, mais un peu tard et seulement après l'impression des quatre volumes susdits les livraisons de la *Revue de Champagne et de Brie*, parues jusqu'à ce jour. Cette intéressante publication m'a fourni des renseignements nouveaux concernant le diocèse de Langres; d'autre part l'étude que j'ai faite de ce diocèse m'a fourni le moyen de corriger certaines inexactitudes, émises dans les livraisons de la *Revue*. Les notes présentes auront donc un double but: 1° celui de rectifier les erreurs historiques ou les opinions hasardées de la *Revue* au sujet du diocèse de Langres ou de ce qui peut y avoir quelque rapport; 2° celui de compléter l'histoire de ce diocèse par des renseignements nouveaux. Quant aux questions historiques ou autres, traitées dans la *Revue*, mais qui sont en dehors de mes études personnelles, je n'en parlerai que très-rarement, laissant aux personnes plus compétentes le soin de les approfondir et de les rectifier s'il y a lieu.

Pour ce qui concerne les fautes purement typographiques de la *Revue*, fautes inévitables dans un recueil composé de tant d'éléments divers et émanant de tant d'auteurs aux goûts variés, je me suis contenté d'en corriger quelques-unes plus capables d'induire en erreur, laissant au lecteur le soin de corriger lui-même les autres.

Dans les notes qui vont suivre je parcourrai chaque volume de la *Revue* l'un après l'autre, en indiquant les sujets de mes observations et les pages où ils se rapportent. N'ayant pas l'honneur de connaitre personnellement les auteurs dont je pourrais contester les opinions, je les prie de croire que je n'agis ainsi que par amour pour la vérité, prêt à me rendre moi-même à leurs justes répliques, s'ils consentent à entrer en lice dans la *Revue*, arène pacifique où sont convoqués dans l'intérêt de l'histoire locale tous les amis de la Champagne et de la Brie.

Je ferai une dernière réflexion avant de terminer cet avant-propos. Très-souvent et pour ainsi dire tous les mois, la *Revue* indique à ses lecteurs les ouvrages nouveaux qui paraissent sur les provinces de la Champagne et de la Brie ou sur quelques monastères ou localités de ces provinces. On accueille sans doute avec plaisir l'annonce de ces ouvrages; mais dans l'intérêt de la *Revue* et pour le plus grand avantage de ses lecteurs, les auteurs de ces ouvrages ou ceux qui s'y intéressent, ne pourraient-ils pas nous en donner des analyses raisonnées et des comptes-rendus plus complets? Les ouvrages historiques surtout mériteraient des notices plus étendues. Que ces ouvrages soient anciens ou qu'ils soient nouveaux, par là-même qu'ils s'occupent de la Champagne et de la Brie ou qu'ils décrivent certains établissements

se rattachant à ces contrées, ils sont pour la *Revue* une mine précieuse et en quelque sorte inépuisable, que l'on peut exploiter avec fruit et sans trop de frais. C'est ce qu'on a déjà fait pour certains ouvrages imprimés ou manuscrits et qu'on peut faire encore pour un grand nombre d'autres qui ne sont pas assez connus et qui méritent de l'être davantage. Espérons que les sages rédacteurs de la *Revue* entreront de plus en plus dans cette voie, sans abandonner au besoin l'usage et l'emploi d'une juste critique, afin que l'esprit du lecteur qui cherche la vérité soit, autant qu'il est possible, préservé de toute erreur. Après ce préambule, j'entre en matière, priant le lecteur de vouloir bien m'accompagner, en se reportant aux passages de la *Revue* indiqués ci-dessous et qui forment les sujets de mes observations.

Extrait du tome premier

Nogent, p. 58. En parlant de différentes villes de la Champagne et d'ailleurs, appelées Nogent, on dit que les Gaulois avaient bâti un autre Nogent, *Noviodunum*, dans la Mérie. Il faut lire *dans la Mésie*: Il s'agit d'Isakscha, ville de la Dobructscha, près de l'embouchure du Danube.

Jeanne d'Arc, p. 66. Après avoir démontré péremptoirement que la Pucelle d'Orléans était véritablement et réellement française et champenoise, étant née à Domremy, annexe de la paroisse de Greux qui dépendait de l'élection de Langres, du bailliage de Chaumont-en-Bassigny et de la prévôté d'Andelot, M. Théodore Pistollet de Saint-Ferjeux prétend que *la ville de Langres est la seule ville qui avec Bourges n'ait pas été occupée par les Anglais*. Cette assertion qui du reste est généralement admise par les historiens langrois, nous paraît néanmoins très-hasardée et même fausse sous certains rapports, car divers documents émanés de la mairie de Langres établissent que cette ville se trouva au moins durant quelques jours sous la domination du roi d'Angleterre, puisque ce fut par son ordre que les Langrois se virent obligés de détruire en 1424 le château d'Angoulevent, près de Peigney. V. *Le diocèse de Langres*, t. 2, p. 360.

Saints Jumeaux, p. 125. Les trois frères jumeaux de Langres qui donnèrent leur sang pour la foi au IIe siècle de notre ère, s'appellent Speusippe, Eléosippe et Mélasippe (et non comme on le fait écrire au P. Vignier *Spiolippe, Eliolippe et Méliolippe*).

Saint Vinard, p. 126. La légende de saint Vinard, patron de Celles, plaisant composé qui a fait une chimère de deux saints fort différents sur l'équivoque d'un mot. C'est tout simplement la vie de saint Genou ou Genoul (et non de *saint Gengoul*), appliquée au patron de ce petit village du Bassigny. Cette critique du Père Vignier au sujet de la légende de saint Vinard qui jusqu'à nos jours (1880) est en usage dans le Propre du Bréviaire langrois, mérite d'être appréciée par quiconque recherche la vérité de bonne foi. Nous ajouterons donc avec le même auteur, si estimé du clergé langrois : « Ceux qui redressèrent sous feu

M. Zamet le Bréviaire langrois, n'ayant point trouvé la légende de saint Vinard dans les vieux Bréviaires en parchemin, escrits à la main, lui en composèrent une de trois leçons par abrégé de neuf (et non *du neuf*) qui se voyent dans le livre d'église du village de Celles. De quoy j'ay deu avertir ceux qui travailleront un jour à la réformation du mesme Bréviaire dans lequel le Docteur Sanrey (et non *Cenrey*) avoit remarqué 400 fautes sans cette bévue qui n'est pas des moindres. » Espérons que cet avertissement de l'auteur, donné il y a plus de 200 ans, portera enfin ses fruits sous Mgr Bouange, évêque actuel de Langres.

Claude Félix, p. 128. Ce pieux et zélé chanoine de Langres, qui fut secrétaire, puis vicaire général de l'évêque Boudet, composa l'ouvrage intitulé : *De Pontificibus urbis Lingonicæ et primo de antiquitate et laude civitatis* (et non *pontificibus urbi)*. Cet ouvrage latin qui est resté manuscrit, se trouve à la bibliothèque de la ville de Langres.

Guillaume Flameng, p, 128. Cet auteur qui vivait au XVe siècle, composa la vie de saint Bernard et celle de sainte Asceline ou Asseline, cousine de saint Bernard (et non la vie de *saint Ascelin*, comme on le lit dans la *Revue*, ni la vie de *saint Anselme*, comme on l'a écrit dans Le diocèse de Langres, t. 1, p. 170). Quant à la *Chronique des évêques de Langres* que lui attribue le P. Vignier, ce n'est point, comme il le dit, un abrégé de l'œuvre de Claude Félix qui vivait au XVIe siècle. C'est donc un ouvrage à part et une sorte de catalogue primitif des évêques de Langres, dont Claude Félix a dû se servir au contraire pour rédiger le sien.

Courtet, p. 129. Les vers latins du poète Courtet, cités pour le poème de sainte Madeleine et pour l'églogue funèbre de Nicolas Bourbon sous le titre d'Amynthas, de Lycon et de Thyrsis, se trouvent estropiés dans la *Revue*, mais on peut les rétablir dans leur intégrité en consultant d'autres recueils.

Noel et Michel Facenet, p. 129. Noël Facenet et Michel Facenet, son jeune frère, le premier grand-archidiacre, tous deux principaux du collège de Langres, étaient des savants distingués ; ils avaient pour neveu Noël Facenet le jeune, qui fut grand-archidiacre de Langres après son oncle. C'est dans ce sens qu'il faut corriger dans la *Revue* les deux dernières lignes de la page 129.

Ecclésiastiques sortis de familles langroises, p. 131. D'après le manuscrit de Claude Charpy, avocat de Langres, transcrit par le Père Vignier, on compte parmi les ecclésiastiques sortis de familles langroises : Humbert Andrieu, curé d'Arc en 1549 et 1569 ; Nicolas Andrieu, aussi curé d'Arc après le précédent vers 1570 ; Simon Andrieu, chanoine de Langres de 1645 à 1695, chambrier et bienfaiteur du chapitre.

L'abbé Vouriot, p. 154. Alexandre-Joseph Vouriot, rentré au diocèse de Langres après avoir fait ses études à Saint-Sulpice de Paris, devint curé de Mussey, puis d'Eclaron, avant de devenir secrétaire de

l'évêché et enfin vicaire général de Langres. A part cette légère rectification, la notice de ce pieux, modeste et savant vicaire général par M. Carnandet est parfaitement juste.

Saint Florentin, p. 194. Ce saint souffrit le martyre vers l'an 404 avec saint Hilaire ou Hélier, son compagnon, dans la Bourgogne au village dit autrefois Pseudun (et non *Pandoue)*, aujourd'hui Sémont ou Semond. Les reliques de ces deux saints furent dans la suite transportées à Lyon au monastère d'Ainay, et de là dispersées en divers lieux. Quant à saint Aphrondise, *Aphrondisius*, dit aussi Aphrodique et Aphrodise, il était honoré comme martyr en Champagne dans la ville de Saint-Florentin, d'où ses reliques ont été transférées en 1094 en l'abbaye de Lagny avec une partie de celles des saints Florentin et Hilaire. Ces deux derniers étaient de la Bourgogne. Quant à saint Aphrondise, il devait être champenois et du diocèse de Sens.

Prieuré de Cirey, p. 207. Nicolas Beugnot ou Bugnot, mort et enterré à Cirey en 1683, avait résigné dès 1668 sa charge de prieur de Cirey qu'il occupait depuis 1645 environ. Son successeur et son neveu Ignace Beugnot ou Bugnot fut prieur de 1668 à 1721 où il résigna le bénéfice à Claude Thibaut (et non *Thiébaut*), lequel était alors curé d'Avrainville et devint ensuite curé de Saint-Martin de Langres. Ignace Beugnot qui, par son testament daté du 7 février 1729, donna ses biens à l'hôpital Saint-Maur de Châlons, mourut le 22 février de la même année (et non en 1721, comme on lit dans *Le diocèse de Langres*, t. 2, p. 518.

Inhumation dans les églises, p. 367. « Le privilège de l'inhumation dans l'intérieur de l'église semble réservé aux prêtres, aux bienfaiteurs et surtout aux enfants. » Cette observation de M. Léon Pigeotte est très-exacte. L'usage mentionné par ces paroles a subsisté en France jusque vers le milieu du XVIIIe siècle, comme en font foi les registres de l'état civil ; mais tandis que les prêtres et les bienfaiteurs qui étaient ordinairement des seigneurs ou des personnes notables de la paroisse, étaient inhumés au chœur de l'église ou dans les chapelles collatérales, les enfants étaient plus communément enterrés dans la nef, près du portail de l'église, et finalement sous le vestibule même.

Nogent-le-Roi, p. 371. M. Arthur Daguin, l'un des plus zélés collaborateurs de la *Revue*, a composé sur Nogent-le-Roi une notice intéressante, qui manque cependant d'exactitude sur certains points. Ainsi, 1° il prétend, d'après M. Pistollet de Saint-Ferjeux, que Nogent-le-Roi était, au XIVe, XVe et XVIe siècle, une ville forte. C'est une erreur. Nogent était alors, comme il était déjà sous les Carlovingiens, une forteresse, mais non une ville. Ce n'est qu'au XVIIe siècle que Nogent commença d'être appelé ville, petite ville de Nogent, comme la désigne le Père Vignier dans sa Décade. D'ailleurs, l'église de Saint-Jean l'Evangéliste de Nogent-le-Haut ou de la ville proprement dite, était simple succursale ou annexe de celle de Saint-Germain, de Nogent-le-Bas, et il en a été ainsi jusqu'à la Révolution.

Il est vrai, longtemps avant cette époque, l'église Saint-Jean, quoique simple annexe, était devenue l'église principale, à cause de la population plus nombreuse réunie autour de son enceinte et auprès du château. Toutefois, malgré l'accroissement de la population, ce n'est que sur la fin du XVIIe siècle que l'on plaça d'office un vicaire à Nogent pour aider le curé dans la desserte de la paroisse.

2° M. Daguin ajoute, p. 373, que dès l'époque du concile de Trente, il y avait un vicaire à Nogent. Cela n'est pas tout à fait exact. Le prieur de Nogent qui avait le titre de vicaire perpétuel, quoiqu'il fût souvent simple clerc, était obligé de se faire remplacer dans la paroisse par un vicaire, appelé dans la suite vicaire perpétuel et communément curé. Ce vicaire perpétuel qui desservait au nom du prieur l'église paroissiale de Saint-Germain et l'église succursale de Saint-Jean, fut contraint, en 1686, par l'évêque de Langres, à cause, est-il dit, de l'accroissement de la population, de prendre à sa charge un vicaire amovible pour l'aider dans ses fonctions. Si donc, avant cette époque, Nogent a eu quelques vicaires, ce n'est pas pour sa population, mais pour aider certains curés devenus infirmes ou âgés. Ainsi, en 1605, nous y voyons M. Catherinet, vicaire sous le curé Etienne Ferron. Dès ce temps-là, néanmoins, Nogent-le-Haut avait une certaine importance, puisqu'il était le siége d'une prévôté royale et que le château était occupé au nom du roi par un gouverneur. Mais, jusqu'à la Révolution, la population nogentaise ne dépassa point celle d'un bourg ordinaire. Ce n'est qu'au XIXe siècle que Nogent, grâce au développement de son industrie, et particulièrement de sa coutellerie qui se débite au nom de la ville de Langres, est devenu une ville proprement dite, sa population ayant plus que quadruplé depuis 1801.

3° Le même auteur prétend, p. 375, que la chapelle de Nogent, donnée à l'abbaye de Saint-Bénigne en 1104, était la chapelle de Nogent-le-Bas, dite plus tard église prieurale de Saint-Germain, et non la chapelle du château. Ce sentiment nous paraît fondé sur de bonnes raisons. Il suit de là que l'opinion de ceux qui font remonter avant 1104, l'origine du prieuré de Nogent, est assez plausible, puisque, dès cette époque et avant même la donation susdite de 1104, le moine Hugues dit chapelain de Jarenton, abbé de saint Bénigne de Dijon, était déjà chapelain de Nogent, c'est-à-dire selon qu'on l'entendait alors, curé de Nogent ayant charge d'âmes. C'est, sans doute, cette considération qui a porté certains auteurs à placer la fondation du prieuré de Saint-Germain vers la fin du Xe ou du XIe siècle.

Le fait est que l'abbaye de Saint-Bénigne avait certains droits sur Nogent en 1066, comme on le voit dans *Le diocèse de Langres*, t. 2, p. 169. Il est à croire néanmoins que cette abbaye ne possédait primitivement à Nogent qu'une simple chapellenie avec charge d'âmes, et qu'ensuite, en 1104, cette chapellenie, à l'aide d'une nouvelle donation, a été élevée au rang de prieuré-cure.

4° Le même M. Daguin, expliquant la charte de donation de l'an

1104, p. 377, entend par les églises données à l'abbaye de Saint-Bénigne avec la chapelle de Nogent, tout simplement les dîmes et autres revenus qui, d'après le droit, reviennent aux curés, expliquant ainsi ces mots : *Capellam de Nojant et ecclesias*. C'est, en effet, l'interprétation de Ducange, qui dit que par églises il faut très-souvent entendre les biens temporels des églises. Mais nous devons ajouter, pour compléter cette interprétation, que ces biens temporels, désignés par le mot église, doivent être attachés à de vraies églises, ce qui suppose qu'avec la chapelle de Nogent, la charte de donation cédait à saint Bénigne diverses églises du voisinage dépendant de cette chapelle.

C'étaient de vraies églises paroissiales données, sans doute, primitivement à l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon, par les évêques de Langres, et placées sous la dépendance de la chapelle de Nogent, qui paraît avoir eu, dès le principe, une certaine importance, probablement à cause de la forteresse. La charte de donation de l'an 1104 remise entre les mains du moine Hugues, chapelain de l'abbé Jarenton, doit donc être regardée comme la confirmation d'une donation antérieure, et comprenant depuis un temps immémorial la chapelle même de Nogent et les églises de sa dépendance avec leurs diverses possessions et biens temporels. C'est ainsi qu'il faut entendre la charte de Robert, évêque de Langres, de l'an 1104, commençant par ces mots : *Ego Robertus, Dei gratiâ Lingonensis episcopus, dedi Deo et sancto Benigno, Divionensis ecclesiæ patrono, capellam de Nojant et ecclesias et cetera omnia que pertinent ad eamdem capellam.*

Antoine Simon, p. 408. Le cordonnier Antoine Simon, bourreau de Louis XVII, est né réellement à Troyes en Champagne, et non à Clinchamp, dans la Haute-Marne, comme l'a avancé M. Emile Jolibois, qui le fait mourir pâtre à Joinville, et comme le suppose *Le diocèse de Langres*, t. 2, p. 46. Du reste, la Haute-Marne peut, sans regret, céder à l'Aube, sa voisine, cette triste célébrité que l'on a attribuée au village de Clinchamp sur des apparences trompeuses. Clinchamp a, en effet, donné le jour le 7 octobre 1754, à un certain Jean-Baptiste Simon, qui mourut pâtre à Joinville, le 24 octobre 1830, homme grossier et brutal, auquel sa femme reprochait son nom de Simon, devenu odieux. Ce Jean-Baptiste Simon, qui, comme beaucoup d'autres, aurait pu servir de bourreau à Louis XVII, est conséquemment différent d'Antoine Simon, le vrai bourreau, né à Troyes, le 5 juillet 1735, et baptisé le 7 du même mois, ayant pour parrain Antoine Préau, prêtre, curé de Moussey, qui, dans cette circonstance, n'a pas eu la main heureuse. Son indigne filleul, mis hors la loi le 10 thermidor, a été guillotiné le même jour, ainsi que Robespierre et plusieurs autres démagogues.

Montcharvot, p. 410. Les médailles en question, qui remontent à l'époque de la Pucelle d'Orléans, ont été découvertes à Montcharvot, près de Bourbonne-les-Bains, (et non à *Montchauvor*).

Jean Magister, p. 441. Ce professeur distingué de l'Université, né à

Langres vers 1815, d'un père coutelier, fit ses études au collège de cette ville, puis devint professeur d'histoire au lycée de Troyes, enfin, en 1852, censeur au lycée de Chaumont, où il mourut dans un âge peu avancé. Il se fit connaître à Troyes par les livres classiques qu'il avait composés, puis par des travaux littéraires justement estimés, et enfin par l'habile direction qu'il imprima au journal l'*Aube*, dont il fut le principal rédacteur de 1845 à 1852. Il avait reçu une éducation chrétienne, dont il conserva toujours les fruits précieux. Je puis en apporter pour preuve les liaisons d'amitié qu'il entretint jusqu'à sa mort avec le vénérable prêtre que beaucoup de Langrois bénissent et qui l'avait préparé à la première communion, ainsi que beaucoup d'autres concitoyens, savoir : M. Jean-Baptiste-Joseph Carbillet, mort en 1870, premier aumônier des Sœurs de la Providence de Langres, et chanoine honoraire.

Ecclésiastiques sortis de familles langroises (suite), p. 460. Jean Bégat, fils de Jean-Agnus Bégat, président au parlement de Dijon, fut au XVIe siècle, chanoine de la Sainte-Chapelle de Dijon et de Saulx-le-Duc. — Hugues Bouvot, fils d'un autre Hugues Bouvot, fut chanoine de Langres de 1499 à 1519, où il mourut. Philibert Ier Bouvot, fils de Guy ou Guyot Bouvot de Lantages, fut chanoine de Langres de 1538 à 1551, où il mourut bienfaiteur du chapitre. Philibert II Bouvot, neveu du précédent, et fils de Simon Bouvot, maître des eaux et forêts de Bar-sur-Seine, fut aussi chanoine de Langres de 1551 à 1569, où il mourut vicaire général de l'évêque. Le P. Vignier a confondu ces deux chanoines du même surnom, et ne parle pas de Jean Bouvot, sorti de la même famille, chanoine de Langres de 1550 à 1551, puis curé de Perrancey. Antoine Bouvot, fils d'Antoine Bouvot, lieutenant général en l'élection de Langres, et de Marguerite Petit, devint chanoine de Saint-Mammès en 1597, puis archidiacre du Bassigny de 1599 à 1625, où il mourut. Une branche de la famille Bouvot était seigneur en partie de Rozoy dit autrefois Rozey et Rozay, *Roseriæ*. — Guillaume Chabut, fils de Guillaume Chabut, et de Colette Allard, fut chanoine de Langres de 1500 à 1521 où il mourut bienfaiteur du chapitre et de l'église Saint-Martin de Langres, en laquelle il fit diverses fondations. Didier Chabut, fils de Jean Chabut, seigneur de Rivières et de Jorquenay, prêtre et Jésuite en 1568.

Madame de Pompadour, p. 499. François Poisson, père de Jeanne-Antoinette Poisson, connue depuis sous le nom de Madame de Pompadour, était né à Provenchères-sur-Meuse, près de Montigny-le-Roi (Haute-Marne). Ce François Poisson était fils d'un simple tisserand de Provenchères. Après avoir épousé Louise-Madeleine de la Motte, il en eut à Paris, le 29 décembre 1721, la susdite Jeanne-Antoinette qui, par ses intrigues et sa beauté, s'est fait un nom dans l'histoire, s'étant séparée de corps et de biens de son mari, brave normand, seigneur d'Étiolle, pour devenir, en 1745, concubine et favorite de Louis XV. Au faîte de sa puissance et de son crédit à la cour, cette dame gratifiée du marquisat de Pompadour dans le Limousin, terre de l'illustre mai-

son de Chenac, eut le bon esprit de ne pas oublier sa famille, composée en grande partie d'artisans, de laboureurs ou de simples manouvriers. Elle ne cessa de leur faire du bien à l'exemple de son père, comme il m'a été certifié à moi-même par un membre de cette famille, domicilié à Rangecourt, à une lieue de Provenchères. Le syndic du diocèse de Langres, chargé par la marquise de Pompadour de donner à son intendant Collin la liste de ses parents pauvres, s'appelait Léger-Bernard Phillibert et non *Philibert*. Il mourut en 1759. Nous ignorons les noms des cousines de cette favorite, qui furent dotées par elles pour se faire religieuses dans les couvents de Langres; mais le Langrois qui nous transmet cette particularité, à l'époque où la marquise de Pompadour mourut au château de Versailles, le 15 avril 1764, après avoir reçu le Saint-Viatique et l'Extrême-Onction, devait être parfaitement informé.

VILLE-EN-BLÉSOIS, p. 505. Jean Martel, prêtre, né à Cheminon, vers 1702, mort en 1779, chanoine honoraire de Meaux, était prieur de Ville-en-Blésois au diocèse de Toul et présentement du diocèse de Langres, au doyenné de Wassy. On voit son épitaphe dans l'église de Cheminon.

(*A suivre*). ROUSSEL, curé de Vauxbons (Haute-Marne).

***

Le livre de notre collaborateur, M. Albert Babeau, sur la *Ville sous l'ancien régime*, paraîtra à la fin d'avril. Cet ouvrage sur la vie publique des villes dans les deux derniers siècles peut être considéré comme la suite et le complément du *Village sous l'ancien régime*, du même auteur.

***

Nous avons dans nos archives un titre du XVIIe siècle qui présente un certain intérêt historique, se rapportant à la famille Toignel, à laquelle appartenait le célèbre docteur catholique du XVIe siècle.

« Table pour justifier de la parenté qui est entre Nicolas de Boham, baron de Nantheuil et Jacqueline de Poissy, sa femme, et entre feu Jehan du Verjeur sieur d'Acy et Perette de Boham, sa femme, et entre M. du Tour et messieurs de Nanteuil.

I. Jehan Thoignel, seigneur d'Espance et autres terres ; Nicole de Basoche, fille de Gaucher de Bazoches, vidame de Chaalons, eurent :

1. Pierre qui suit.

2. Agnes Thoignel, femme de Jehan d'Oigny, seigneur de Saint-Genevieve-en-Thiérache, qui suivra.

II. Pierre Thoignel, seigneur d'Espance, épousa Marie de Vésigneul, dame de Meri (près Châlons), eurent :

1. Claude, qui suit.

2. Nicole, dame de Mery, femme de N. de Verjeur, qui suit.

3. Nicolas, le célèbre théologien.

4. Firmin, qui eut de Fr. de Sacquespée une fille mariée à M. de Beauvau.

III. Claude Thoignel, seigneur d'Espance, eut de Jacqueline du Moulin :

1. Claude, qui suit.

2. Anne, femme de Georges de Nettancourt, qui suivra.

IV. Claude Thoignel, seigneur d'Espance, eut d'Yolande des Ursins :

V. Jehanne Thoignel, femme de Jehan de Proissy, seigneur dudit lieu, d'où :

VI. Jacqueline de Proissy, mariée à Nicolas de Boham, baron de Nantheuil, son cousin au 5e degré, d'où :

VII. Thomas de Boham, baron de Nantheuil, qui eut de Louise-Françoise de la Croix : Claude, baron de Nantheuil.

II. Agnes Thoignel laissa de Jehan d'Ogny :

1. Eléonore, femme de Jehan Cauchon, seigneur de Sillery, d'où est descendu le chancelier Brulart de Sillery.

2. Henriette, qui suit.

III. Henriette d'Ogny épousa Thomas Chardon, seigneur de Nantheuil, d'où :

IV. Madeleine Chardon, baronne de Nanteuil, vicomtesse de Cramailles, femme de Jehan de Boham, seigneur de Vonc et Clamery, d'où :

1. Thomas, qui suit.

2. Perette, femme de Jehan de Verjeur, son cousin au 4e degré, d'où naquit Gabriel, vicomte de Cramailles, qui laissa de Charlotte de Drac : Charles de Verjeur, seigneur de St-Souplet, marié à Jeanne de Fleurigny, d'où Charles, et Charlotte, mariée à Nicolas d'Haussonville, son cousin au 5e degré.

V. Thomas de Boham, baron de Nanteuil, épousa Jacqueline de Proissy, sa cousine au 8e degré, d'où Thomas ci-dessus.

III. Nicole Thoignel eut de N. de Verjeur, seigneur de Perthe en Champagne et Roigné en Bourgogne :

IV. Guillaume de Verjeur, seigneur de Perthe, eut de Jeanne d'Orinville :

V. Jehan de Verjeur, marié à Perette de Boham sa cousine au 4e degré, Gabriel, vicomte de Cramailles, susmentionné.

IV. Anne Thoignel eut de Georges de Nettancourt :

V. Georges de Nettancourt, seigneur de Vaubecourt, marié à Anne d'Haussonville, d'où :

VI. Jehan de Nettancourt, comte de Vaubecourt, eut de sa cousine Ursule de Haussonville :

VII. Jehan de Nettancourt, comte de Vaubecourt, laissa de Françoise de Savigny :

VIII, Nicolas de Nettancourt, baron d'Haussonville, épousa Charlotte de Verjeur, sa cousine au 5e degré.

La famille de Boham, l'une des plus anciennes de la Champagne, existe encore aux environs de Reims ; elle est connue dès le XIIIe siècle et acquit la seigneurie de Vonc au XVIe par mariage avec une fille du comte de Grandpré.

Il est bon de noter que la famile Toignel avait une origine des plus modestes. Originaire de Sainte-Menehould, nous avons constaté dans l'obituaire de l'église parroissiale de cette ville récemment publié par nous, que Epance appartenait au XIVe siècle à la famille de Saux, et que vers cette époque Gérard Toignel figure comme bourgeois, père d'un autre Gérard, sergent d'armes. Mais elle s'éleva tout d'un coup par le mariage de Jean Toignel vers la fin du XVe siècle avec Nicole de Basoches, fille du vidame de Châlons ; Jean acheta alors la seigneurie d'Epance.

* * *

Le passage suivant a été omis à la page 157, ligne 33, du dernier numéro de la *Revue* par une erreur de composition. Nous nous empressons de le rétablir :

Catalogus librorum bibliothecæ D. Nicolai Bachelier, ecclesiæ Rhemensis Decani atque S. S. Pontifici Camerarii ad honores. — Parisiis, typis Viduæ Antonii-Urbani Coustelier, ad ripam Augustinianorum M. D. C. C. XXV, in-4° de 518 pages.

LECTORI

Quam hic proscribimus Bibliothecam, ea primum fuit D. Claudii Bachelier des Marets, qui multo œre, multo labore et ingenti diligentiâ eam instruxerat. Magnum ille sibi nomen apud homines eruditos fecerat. Nefas esset si taceremus in hanc Bibliothecam influxisse magnâ parte libros, quos olim congesserat vir generi litteratorum nunquam obleviscendus, elegantissimus que librorum investigator et judex, D. de Sallo d'Hédouville, in Parisiensi Curiâ senator, eruditorum Diarii ordinandi auctor et scriptor ejusdem. Deinde vero habuit camdens Bibliothecam D. Nicolas Bachelier canonicus Rhemensis et doctor Sorbonicus prœdicti Claudii frater : posteaque transmissa est ad filium ex fratre D. Nicolaii Bachelier, qui fuit pariter canonicus et decanus ecclesiæ Rhemensis, atque S. S. Pontifici Camerarius ad honores[1]. Hic autem excoluit Bibliothecam, quam a Patruis acceperat : cumque esset litteris admodum instructus, librorum accessionne non parva et impendiis tam bonum fundum locupletavit.

Constat ea plurimis codicibus ad omne genus eruditionis spectantibus, usque selectis et melioris notœ, ut cuique perlegenti facile apparebit.

In componenda librorum specie putavimus insistendum illi ordini quem adhibuerunt qui Bibliothecam Tellerianam concinnaverunt. Itaque si qui libri extra ordinem ex dijesti videbuntur, ignosces, Lector, quippe religioni nobis fuit a prœdicto ordine vel minimum discedere, aut apud te reputata humanum esse errare.

1. Déjà chanoine en 1710. Il prit possession du siége archiépiscopal pour Mgr Le Tellier, comme sénéchal du chapitre.

* * *

Eclaircissement demandé sur un point de la chronologie des évêques de Châlons-sur-Marne. — La chronologie des évêques de Châlons-sur-Marne aurait besoin d'être révisée sur plusieurs points. Nous sollicitons en particulier des érudits de la Marne un éclaircissement sur la vacance du siége épiscopal de Châlons, après la mort de de l'évêque Pierre Ier de Hans, le 16 novembre 1261.

A quelle date précise et comment Conon de Vitry succéda-t-il à Pierre Ier de Hans? Les catalogues les plus autorisés placent le commencement de l'épiscopat de Conon, soit en 1262 (date qu'il faut rejeter, comme le prouve le document que nous allons faire connaître), soit en 1263; mais les historiens gardent le silence sur certains débats qui prolongèrent la vacance du siège. Nous indiquerons un document inédit qui fournit quelques éléments pour le renseignement demandé. Le 4 mars 1263, le pape Urbain IV adresse à Nicolas de Brie, évêque de Troyes, un *mandatum* daté d'Orviéto, dans lequel il dit que, le siége de Châlons étant vacant, deux prétendants se trouvèrent sur les rangs : l'un des deux se désiste de ses prétentions, mais il y a des difficultés au sujet de l'autre, en sorte que le pape se réserve de pourvoir au siège vacant, et il mande à l'évêque de Troyes de notifier cette résolution au chapitre de Châlons.

Apud Urbem Veterem, IVo nonas martii, pontificatus Urbani pape IVi anno secundo (Bibliot. Nation., *Moreau* 1208, p. 252).

Nous espérons plus de lumière sur l'élection de Conon de Vitry et sur les démêlés qui la précédèrent. L'abbé Charles Lalore.

* * *

Portraits des Archevêques de Reims qui se trouvent à l'Archevêché :

1° *Portraits en peinture.*

Charles de Lorraine (1538-1574).
Antoine Barberin (1657-1671).
Charles-Maurice Letellier (1671-1710).
Charles de la Roche-Aymon (1762-1777).
Alexandre-Angélique Talleyrand de Périgord (1777-1801).
Jean-Charles de Couci (1817-1824).
Jean-Baptiste-Anne de Latil (1824-1839).
Thomas-Marie-Joseph Gousset (1840-1866).
Jean-François-Anne-Thomas Landriot (1866-1874).

2° *Bustes en marbre.*

Armand-Jules, prince de Rohan (1721-1762).
Thomas Gousset.
Benoît-Marie Langénieux, nommé en 1874.

3° *Portraits en photographie pris sur estampes.*

Seulphe, archevêque en 922.

Gervais de la Roche-Guyon, en 1055.
Simond de Cramant, en 1409.
Pierre Trousseau, en 1413.
Renault de Chartres, en 1443.
Jean-Juvénal des Ursins, en 1457.
Jean de Lorraine, en 1502.
Philippe de Lenoncourt, en 1589.
Philippe du Bec, en 1594.

Portraits des Evêques de Chalons, conservés à l'Evêché de Châlons :

Portrait de Monseigneur Vialart de Herse (1640-1680).
— — Antoine de Noailles (1680-1695).
— — de Choiseul-Beaupré (1734-1763).
— — de Clermont-Tonnerre (1785-1790).
Buste de Monseigneur Jérôme Bourgeois (1556-1572).
— — de Clermont-Tonnerre.

Autres portraits d'Evêques de Châlons conservés à l'hôpital de Châlons dans la salle du conseil :

Monseigneur Cosme Clausse (1574-1624).
— Vialart de Herse.
— de Noailles, transféré à Paris.
— de Saulx-Tavanes (1721-1734).
— de Choiseul-Beaupré.
— Le Clerc de Juigné (1774-1781).

* * *

Portraits au château de Lux (canton de Is-sur-Thil, Côte-d'Or).

Ces portraits concernent la famille de Saulx, originaire, comme on le sait, du diocèse de Langres, dont ses premiers membres portèrent le titre comtal au XIe siècle ; ils nous ont donc paru intéressants à relever. Lux est un village sis à peu de distance de l'ancienne frontière de Champagne ; il avait titre de baronnie, et, après avoir appartenu aux ducs de Bourgogne, passa aux maisons de Malain, de Bellegarde et de Saulx vers la fin du XVIe siècle. M. de Saulx fit restaurer le château et l'on voit son écusson sculpté en pierre dans l'escalier d'honneur. Lux est demeuré depuis constamment dans cette famille et appartient actuellement à Mlle Greppi, fille de la comtesse Greppi, sœur du dernier duc de Saulx-Tavanes.

Dans l'église est la tombe de Henri-Charles de Saulx, comte de Tavanes, lieutenant général en Bourgogne, né à Lux en 1686 et qui y mourut le 30 mars 1761. A Lux mourut également, en 1862, la dernière duchesse de Saulx-Tavanes, fille du comte de Choiseul-Gouffier, ambassadeur de Louis XVI à Constantinople, pair et membre de l'Académie française et de celles des Inscriptions. Henri de Saulx était fils d'une sœur du chancelier Daguesseau ; il commença par servir bril-

lamment ; après une blessure grave reçue à Oudenarde, il dut quitter l'armée ; il se maria avec Anne Amelot, fille de notre ambassadeur à Madrid et se consacra désormais au gouvernement de la province de Bourgogne dont le duc de Bourbon ne s'occupait nullement ; il s'y fit admirer par son intelligence des affaires et un faste magnifique. Mais il eut des graves démêlés avec la municipalité qui lui refusait de lui donner du « monseigneur, » et avec le Parlement à cause de son titre de « commandant en chef. » La querelle prit de violentes proportions et amena de la part de la cour des mesures rigoureures contre plusieurs membres de la Compagnie. Il triompha cependant et conserva toujours la faveur du roi.

On voit au château, dans le petit salon, encastrés dans les boiseries les portraits suivants :

I. Edme de Malain, baron de Lux, lieutenant du roi en Bourgogne, tué en duel par le chevalier de Guise en 1613.

II. Charles Chabot de Brion, amiral de France.

III. Gaspard de Saulx-Tavanes, chevalier de l'ordre, maréchal de France, amiral des mers du Levant (1509 - 19 juin 1573).

IV. Guillaume de Saulx, comte de Tavanes (1551-1637), gendre de l'amiral Chabot, fils aîné du maréchal, chevalier de l'ordre, lieutenant général en Bourgogne, auteur des *Mémoires* de son père.

V. Jean de Saulx, vicomte de Tavanes, second fils du maréchal, maréchal de France lui-même (1550-1625), auteur de *Mémoires*.

VI. Claire de Saulx, mariée en 1647 à M. de la Baume, marquis de Saint-Martin, petite-fille de Jean ci-dessus.

VII. Jacques de Saulx, comte de Tavanes (1619-1683), arrière petit-fils du maréchal Gaspard, lieutenant général des armées, frondeur, auteur de *Mémoires*.

VIII. Cesar de Choiseul, maréchal de France.

Plus trois portraits de femmes et deux d'hommes, inconnus, portant derrière la toile : D.D. Tavanes.

Dans le grand salon :

I. Jacques de Saulx, susmentionné. — Il en existe un autre portrait magnifique au musée de Dijon.

II. Henri-Charles de Saulx, comte de Tavanes, petit-fils dudit Jacques (1686-1761), commandant en chef en Bourgogne, lieutenant général des armées.

III. Nicolas de Saulx-Tavanes (1656-1734), évêque de Châlons (1721), archevêque de Rheims (1733), cardinal (1736), grand aumônier de France, commandeur des ordres du roi, pair de France.

IV. Charles-Michel-Casimir de Saulx, comte de Tavanes, fils de Henri-Charles (1710-1784), lieutenant général, chevalier des ordres, chevalier d'honneur de la reine, marié à Mlle de Fromay, sœur du maréchal de Tessé.

V. Eugénie de Lévis-Châteaumorand, morte en 1739, dame de palais de la reine, femme de Charles-François-Casimir de Saulx, fils des précédents, créé duc héréditaire le 25 mars 1784.

VI. Françoise de la Baume-Montrevel, femme du premier maréchal, mariée le 16 décembre 1546.

En outre un tableau représentant Gaspard de Saulx fléchissant le genou devant Henri II, qui ote son collier de l'Ordre pour le passer à son cou en présence de l'armée pour la part décisive prise par lui au gain de la bataille de Ranty (19 août 1554), en lui disant : « Vous êtes un lion qu'il faut enchaîner. » On sait que les Saulx portent d'azur au lion d'or.

***

Le 2 mars on a inauguré à Lyon la statue de Jean Gerson, notre illustre Ardennais, chancelier de l'Université de Paris au xve siècle. Elle est placée en face de l'église Saint-Paul, où Gerson a pendant plusieurs années instruit les enfants. La statue est due à la générosité de MM. Mangini.

***

L'élan est donné aussi en Champagne : tandis qu'on inaugurait solennellement à Lyon, le 2 mars dernier, la statue monumentale du chancelier Gerson, sa commune natale, Barby, près Rethel, se mettait à l'œuvre pour reconstruire son église à la gloire de son illustre enfant. En une semaine, la souscription atteignit dans ce village le chiffre de 25,000 francs. Tous le cœurs patriotiques de la province, de Paris, de Lyon, de la France entière, s'uniront à cette entreprise pour honorer l'un des grands hommes de notre histoire.

***

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, le 29 février 1880.

Monsieur,

Dans la chronique du dernier numéro de l'intéressante *Revue de Champagne et de Brie*, vous citez un petit opuscule intitulé : *De l'importunité et malheur de nos ans*, par B. Bailly, conseiller du roy à Troyes. — Troyes, de l'imprim. de Claude Garnier (1576), mar. rouge (Capé).

Vous ajoutez que vous croyez que cet exemplaire est le seul connu.

J'ai la satisfaction de vous dire que cet exemplaire m'appartient, et la satisfaction encore plus grande de vous faire connaître que je me fais un plaisir de l'offrir à la bibliothèque de la ville de Troyes.

Veuillez, Monsieur, agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

TRUELLE SAINT-EVRON.

Paris, 229, rue Saint-Honoré.

***

M. Truelle-Saint-Evron, qui a déjà donné à la Société académique de l'Aube une précieuse collection de lettres autographes de Grosley

et de ses correspondants, vient d'acquérir de nouveaux titres à la reconnaissance de ses compatriotes, en offrant à la bibliothèque de Troyes l'ouvrage rarissime de Balthasar Bailly. L'exemplaire, dont il a disposé si généreusement en sa faveur, est beaucoup plus beau que celui de la Bibliothèque Nationale; relié par Capé et dans un état de conservation irréprochable, il avait figuré en 1875 à la vente de la superbe collection Benzon, sous le numéro 162, et avait atteint alors le prix de 380 fr. L'ouvrage de Balthasar Bailly, mentionné dans la 3e édition des *Recherches sur l'imprimerie troyenne*, de M. Corrard de Bréban (p. 70), n'était connu jusqu'à présent dans la ville où il a été imprimé, que par un extrait publié par Simon, dans le numéro du 13 novembre 1782 des *Affiches de Troyes*. A. B.

* * *

Nous lisons dans le *Figaro* du 17 février, sous la signature Ph. de Grandlieu, cette anecdote piquante à propos de la guerre que certains ardents du jour veulent faire aux Fleurs de Lys :

« Napoléon Ier, traversant Epernay à l'improviste, s'arrêta pour déjeuner chez un fonctionnaire et entra brusquement dans un salon dont le tapis, qu'on n'avait pas eu le temps de recouvrir, était tout parsemé de fleurs de lys. Le fonctionnaire, tremblant, dit avec platitude au maître en montrant les fleurs monarchiques : — « Sire, nous les foulons aux pieds ! » — Dégouté de cette bassesse, Napoléon jeta sur son hôte un regard de mépris, lui tourna le dos sans proférer un mot et donna l'ordre de lui préparer son repas à l'hôtel de la Poste. »

* * *

Les étudiants de l'Ecole de médecine de Reims ont fondé le 1er janvier un journal hebdomadaire, l'*Hermès*, qui mérite le succès. La première partie reproduit une leçon de l'un des professeurs ; la seconde des boutades humoristiques accompagnées de piquants dessins.

* * *

La municipalité de Sainte-Ménehould n'a qu'à faire ses paquets. Voici la curieuse lettre qu'elle vient de recevoir. Nous la reproduisons comme une jolie excentricité, tout en craignant tristement pour la raison de son auteur :

« Montrichard (Loir-et-Cher), le 30 janvier 1880.

« *A MM. les Conseillers municipaux de la ville de Sainte-Ménehould.*

« J'ai l'honneur de vous donner avis que la ville (ou commune) que vous représentez et dont vous avez l'entière administration, appartenait en 1656 à Marin Chauvin, le grand-maître religieux de l'ordre de St-Benoist, et l'un des prieurs-antiques de l'abaïe de St-Vincent du Mans, disparu en la même année 1656.

« Louis XIV n'a pas été étranger à cette disparition ; n'ayant plus ce grand-maître il a pu satisfaire ses passions déréglées et étaler un faste ruineux, il s'est livré à un trafic honteux et criminel sur les biens de ce grand personnage sans en donner aucun compte aux héritiers.

« Il s'en suit de cette spoliation que tous les biens de votre commune sont des biens de mineurs, et que vous en devez un compte fidel aux héritiers de Marin Chauvin, qui sont en ce moment en instance auprès de M. le ministre de la justice. Je vous donne cet avis pour votre gouverne afin que vous puissiez commencer de suite dans votre administration les travaux de réaction qui sont nécessaires pour régler avec les héritiers.

« Veuillez agréer, Messieurs, mes bien sincères salutations,

« BERTIN-MORISSARD. »

***

Nous devons encore à M. l'abbé Gross la copie de l'inscription suivante, qui se trouve sur une dalle tumulaire provenant d'une abbaye voisine de Lévignan, actuellement conservée au château de Collenance. La tombe est celle de Anne Lallemant de Lestrée, morte à 22 ans après trois ans en religion.

A l'âge de seize ans je consacray mon âme
Par le feu de l'amour à mon divin époux ;
Il rendit mes travaux moins fâcheux et plus doux,
En coupant, de mes ans, six ans après la trâme.
Il me donna le temps de prononcer mes vœux
Et m'ôta les moyens de ralentir mes feux,
Mais ne j'ay trop peu fait pour vouloir qu'on me loue.
Comme un fleuve qui veut bientôt finir son cours,
Embrasse dans son lit moins de terre et de boue,
Pour finir mes péchés, Dieu raccourcit mes jours.

On sait que la famille Lallemant de Lestrée était une des plus notables de Châlons, dont la dernière représentante, la marquise de Massiac, y est mort récemment.

Plusieurs familles du nom de Lallemant existaient à Chalons-sur-Marne. Celle des seigneurs de Lestrée portait de sable au chevron d'or, accompagné de trois étoiles de même, celle de pointe sommée d'un besan aussi d'or. Une autre dont une branche demeura à Châlons et se continua jusqu'à la fin du siècle dernier. Toutes deux sortaient de la vieille bourgeoisie châlonnaise. La branche de la famille Lallemant, qui nous occupe en ce moment, remonte à Louis Lallemant qui acquit une charge de secrétaire du roi en 1671, ayant épousé en 1656 Marguerite Germain, fille d'un riche négociant en fers. Son fils, Charles-Louis Lallemant, crée comte de Levignen en 1723, seigneur de Betz, Macquelines, Ormoy, fut receveur général des finances à Soissons, puis fermier général, et mourut le 18 février 1730, ayant eu de Catherine Trois-dames :

Louis, comte de Levignen, maître des requêtes en 1719, intendant d'Alençon en 1726, marié avec postérité.

Jacques, évêque de Seez, mort le 6 août 1740.

Michel, seigneur de Betz, fermier général, marié à Marguerite Maillet de Batilly, d'où : Marie-Charlotte, dame de madame la Dauphine, puis de madame seconde Dauphine, mariée en 1736 à Philippe de Pont-Saint-Maurice, lieutenant général ; — et Marie-Françoise, mariée le 17 février 1749 à Gabriel Florent, comte de Choiseul-Beaupré, lieutenant général en Champagne, d'où les Choiseul-Praslin et les Choiseul-Daillecourt.

Etienne, seigneur de Nantouillet, fermier général, marié à Marie Boutin : leur fils unique épousa en 1755 Mlle de Damat-Crux.

N..., femme de Paul Hébert du Buc, maître des requêtes.

Charlotte, mariée en 1715 à M. le Pelletier de la Houssaye, intendant des finances, seigneur de Signy.

Deux filles religieuses de la Visitation à Paris.

Alexis, seigneur de Macquelines, écuyer ordinaire du roi, mariée en 1743 à Marie Le Cocq, fille d'un maître des requêtes, d'où postérité.

L'autre branche demeurée à Châlons y occupa une situation des plus distinguées. Nous lui consacrerons bientôt une étude dans la *Revue*.

* * *

Le Monument du général de la Moricière au Musée de Troyes. — L'administration du Musée de Troyes vient de faire disposer sur un cénotaphe dessiné spécialement par un architecte de Paris les beaux modèles en plâtre des statues du tombeau du général de la Moricière que M. Paul Dubois a bien voulu donner au Musée du chef-lieu du département où il est né. Si la cathédrale de Nantes possède le tombeau définitif exécuté en marbre et en bronze, sous lequel reposent les restes du héros chrétien, le Musée de Troyes a les modèles des figures allégoriques, si fières, si expressives et si nobles qui décorent le tombeau et que l'on a pu admirer aux expositions de Paris. Mieux que le bronze, le plâtre a conservé l'empreinte de l'inspiration de l'artiste ; on y voit pour ainsi dire le premier jet et la retouche ; on y sent davantage la pensée et l'exécution. C'est donc une bonne fortune exceptionnelle pour la ville de Troyes que de posséder ces œuvres absolument originales d'un sculpteur contemporain, qui est non-seulement le plus illustre de la Champagne, mais qui l'est aussi de la France.

Les chefs-d'œuvre de M. Paul Dubois seront accueillis avec d'autant plus d'intérêt et de satisfaction à Troyes qu'ils peuvent se rattacher à la noble et féconde école de sculpture qui a fleuri au XVIe siècle dans cette ville. Cette école, où l'art flamand et même allemand avait exercé son influence, subit sous le règne de François Ier l'ascendant du génie italien. Elle se distingue par des qualités d'élégance, de naturel, de finesse un peu naïve dans l'expression, qui sont propres au génie spécial de

la Champagne, mais auxquelles l'art florentin avait apporté son style. Ce double caractère florentin et champenois, nous le trouvons dans les statues de M. Dubois, qui a su à la fois être l'élève de Michel-Ange et rester un français du XIXe siècle.

Il nous semble inutile de décrire les belles figures allégoriques du tombeau de la Moricière, que l'on a récemment admirées à l'exposition universelle et à propos desquelles la presse française a épuisé les formules de l'éloge. Qu'il me soit permis seulement de faire connaître l'opinion désintéressée d'un critique italien, qui n'hésite pas à déclarer que le monument de la Moricière avait paru l'œuvre de sculpture la plus admirable de l'exposition universelle de 1878 ; et cependant l'on sait combien les italiens sont fiers de leurs sculpteurs contemporains, qui ont tant de qualités de vie et de pittoresque. Le critique italien signale l'influence florentine qui se révèle dans les œuvres de M. Dubois ; mais en même temps il constate la singulière puissance d'assimilation et l'inspiration propre de l'artiste. Si la figure magistrale de la *Méditation* lui paraît avoir des modèles à Florence et à Rome, la *Prière* lui semble plus originale. « Un sculpteur florentin eût disposé autrement, dit-il, les vêtements sous lesquels se modèle son corps délicat et pur ; mais en laissant apparaître à travers le vêtement la « morbidezza » des membres adolescents, le sculpteur français s'est rendu maître du corps et a donné à la personne ce parfum d'innocence, qui est supérieur à la pudeur et ajoute d'une manière efficace à l'expression religieuse de la statue tout entière. » A. B.

* * *

Mentionnons une remarquable conférence faite récemment à Châlons, par M. Jules Remy, de Louvercy (Marne), qui a passé la plus grande partie de sa vie en voyages, qui a publié il y a quelques années un remarquable ouvrage sur les Mormons. Cette fois, M. Remy a retracé un épisode de son voyage dans l'Hindoustan en 1863, une visite au monastère bouddhiste de Pemmiantsi, dans le Thibet.

Mais avant d'arriver à la partie purement pittoresque et descriptive de son voyage, l'orateur a donné à ses auditeurs quelques notions sur le bouddhisme. Ce n'était pas là une tâche facile : dans l'Europe civilisée par le christianisme, on a peine à comprendre ce que peut être une religion sans culte, sans Dieu, sans croyance à l'immortalité de l'âme. L'ancienne religion de l'Inde était le brahmanisme, dont l'idée fondamentale est celle de la migration successive des âmes dans les corps des divers animaux, suivant leurs mérites ou leurs démérites, jusqu'au jour où, purifiées, elles parviennent au paradis de Brahma. Le bouddhisme, qui succéda au brahmanisme, fut fondé 1000 ans environ avant notre ère par Chakiah-Mouni, fils du roi de Kapila, pays situé sur les frontières de l'Aoude et du Népaul. Cette religion, qui est aujourd'hui celle de 400 millions d'hommes répandus dans le Thibet, la Chine, le Japon, l'Indo-Chine, etc., promet à ses adeptes non pas

une vie future, mais l'anéantissement, le *nirvana*. L'homme qui, par ses fautes, n'a pu mériter de rentrer dans le néant, est condamné, sur la terre, à une existence nouvelle.

Le boudhisme s'est peu à peu altéré depuis Chakiah-Mouni ; ses successeurs y ont ajouté des pratiques grossières ; et le monastère de Pemmiantsi, visité par M. Jules Remy, donne une triste idée de l'ignorance des prêtres bouddhistes. Il ne croient pas en Dieu, mais ils ont la crainte des mauvais esprits, qu'ils chassent au moyen d'exorcismes et de formules.

Aux environs de ce monastère, dans ces hautes vallées de l'Hymalaya, où l'homme peut contempler les neiges éternelles et, à ses pieds, une verdure éternelle, vivent des populations qui ont conservé une singulière coutume, celle de la *polyandrie*. A l'inverse de ce qui se passe chez les peuples de l'Orient, une femme possède plusieurs maris ; le ménage n'est complet que lorsque ceux-ci sont au nombre de douze, et chose étrange, la jalousie est inconnue parmi eux.

* * *

Monseigneur de Saulx-Tavanes. — Nous avons trouvé dans une note contemporaine, non signée, les renseignements suivants sur le passage de Mgr de Saulx à l'évêché de Châlons :

« Le siége ne fut vacant que trois mois et demi, parce que le roy y nomma, au premier juin de l'an 1721, M. l'abbé de Tavanes, appelé Nicolas, 2e du nom, de la très noble maison de Saulx de Tavanes, originaire de Bourgogne, qui y possédait Saulx-le-Duc, échangé depuis avec le comté de Langres qui est demeuré longtemps dans cette maison. Guillaume de Saulx avait épousé la sœur de saint Bernard : elle eut en mariage la terre de Fontaine, proche de Dijon, où ce saint avait pris sa naissance. Gaspard de Saulx, maréchal de Tavanes et ses descendants ont été pour la plupart lieutenants généraux pour le roy de Bourgogne.

« Cet évêque est le frère de M. le comte de Tavanes, lieutenant général de Bourgogne, qui a présidé cette année aux Estats en qualité de commissaire du roy, où il s'est distingué tant par sa magnificence dans la dépense qu'il a faite à traiter la noblesse de la province et les députés eux Estats, que par les heureux talents qu'il a hérités de ses illustres ancêtres.

« Il est neveu de M. le chancelier d'Aguesseau du costé de sa mère ; avant sa promotion à l'épiscopat, il était archiprêtre de Pontoise.

« Ses bulles furent expédiées en septembre seulement à cause de la mort de Clément XI, et il fut sacré en l'église des Théatins par M. de Fleury, ancien évêque de Fréjus, précepteur du roy, assisté des évêques de Vabres et de Mirepoix, le 9e novembre suivant. Il prêta serment au roy le 11 de ce mois et prit le 3 décembre séance au parlement comme comte et pair de France.

« Le 13, il arrive à Jaalons au soir et fut le 14 au matin à son château de Sarry.

« Il fit le mesme jour son entrée à Châlons.

« Le 25 octobre 1722, il assista au sacre de Louis XV ; le 13 juillet 1724, il maria dans sa chapelle de Sarry le duc d'Orléans et la princesse de Bade, auxquels il donna un grand repas et avant il étoit allé dans son carrosse avec le prince à Lépine au devant de la princesse.

« En 1725, il fut député à l'assemblée du clergé. Au mois de juin, il est nommé premier aumônier de la reine et assista à son mariage à à Fontainebleau le 6 septembre suivant.

« Le 23 juillet 1727, il célébra au château de Sarry le mariage du duc de Bourbon.

« Il publia un cathéchisme pour la jeunesse. Il fut nommé en 1733 archevêque de Rouen.

* * *

Un Règlement de police a Perthes en 1788. — La commune de Perthes qui, aujourd'hui, fait partie du canton de Saint-Dizier (Haute-Marne), devait être en 1788 plus importante qu'elle n'est aujourd'hui, elle avait alors une mairie royale et un substitut du procureur général du Roi, nommé Pierre Bellard.

Nicolas-Joseph Jacquemard, était, à cette époque, maire, juge royal, civil, criminel et de police à Perthes, et il avait pour greffier Nicolas Chevillon.

Une première ordonnance de police rendue pour la ville de Perthes, le 26 septembre 1786, afin de maintenir le bon ordre et la tranquillité, était peu observée par les habitants, et le nombre des irrévérences, et des scandales qui se commettaient, soit à l'église, soit les jours de dimanches et fêtes ne faisaient qu'augmenter. Les auberges et cabarets assez nombreux dans ce lieu, situé sur la grande route étaient fréquentés par la jeunesse pendant les offices religieux, les habitants travaillaient toujours les dimanches et fêtes sans nécessité et sans permission ; beaucoup de désordres se commettaient dans la paroisse, et notamment, il y avait de fréquentes querelles entre les garçons, pour gagner les gants aux jours de mariage ; les danses publiques se continuaient fort avant dans la nuit ; enfin, il se commettait journellement dans l'église un abus très-scandaleux, les garçons en distribuant des liards aux quêteuses, leur faisaient faire autant de révérences qu'ils donnaient de liards. En raison de ces désordres, le substitut du procureur du roi en la mairie royale de Perthes, requit le maire, juge royal, civil, criminel et de police, de rappeler les habitants à l'exécution de l'ordonnance de 1786 et de prendre de nouvelles mesures pour réprimer les abus signalés plus haut.

Sur ces réquisitions, le juge royal, criminel et de police de Perthes, rendit une ordonnance en treize articles, homologuée en Parlement par arrêt du 11 avril 1788.

Voici l'analyse de cette ordonnance :

Il est enjoint à tous les habitants de se comporter, dans l'église et pendant les offices religieux, avec recueillement sans pouvoir y causer, rire ou s'y promener.

Il leur est défendu d'entrer dans l'église en habits indécents ou en vestes ; de conduire leurs chiens dans l'église.

Il est défendu : aux parents de laisser courir dans la nef et dans le chœur les enfants, avec recommandation de les faire sortir lorsqu'ils pleurent trop longtemps.

Aux garçons et aux filles de s'attrouper aux processions pour y rire, causer et badiner, sous peine de trente sols d'amende.

Aux fidèles d'attacher aux murs de l'église leurs chapeaux ou autres objets ; de troubler les chantres ou le chœur, en affectant une voix discordante.

Aux quêteuses de faire à l'avenir plus d'une révérence à chaque personne, à peine de dix livres d'amende, tant contre les quêteuses que contre les garçons ayant exigé plus d'une révérence.

Aux aubergistes et cabaretiers de recevoir des habitants de Perthes pendant les offices religieux.

Aux habitants de travailler les dimanches et jours de fête sans nécessité et sans permission,

Aux jeunes gens de s'assembler aux jours de mariages pour gagner les gants à peine de vingt livres d'amende.

Enfin, les pères et mères, maîtres et maîtresses sont déclarés responsables de leurs enfants, serviteurs et domestiques.

***

Nous apprenons avec plaisir que, dans sa séance solennelle du 1er mars, l'Académie des sciences a accordé une récompense de mille francs, pour ses découvertes paléontoligiques dans les environs de Reims, à M. le docteur Lemoine, professeur à l'Ecole de médecine de Reims.

***

On vient de découvrir à Reims, en pratiquant des fouilles pour l'installation de tuyaux de gaz, un vase contenant 450 monnaies de Gordien III.

***

Une découverte de grande importance vient d'être faite dans les travaux de déblais, qui ont eu lieu sur l'emplacement de l'ancien presbytère de Saint-Memmie, à Châlons, non loin du tombeau même du grand saint qui, le premier, évangélisa les Châlonnais.

Les ouvriers terrassiers ont mis au jour des débris de l'époque gallo-romaine et notamment des petites fioles en verre irrisé.

Elles ont été cédées à un amateur.

Il est regrettable que l'autorité compétente ne se soit pas émue de cette trouvaille, afin d'assurer, s'il y avait lieu, la conservation, en un lieu consacré, de vases précieux.

* * *

La Société historique de Langres a décidé la publication des cartulaires de Vignory, par M. d'Arbaumont; ce sera un précieux document pour l'histoire de la Haute-Marne.

* * *

Mlle Lescornet vient de léguer au musée de Langres le portrait de son frère Joseph.

* * *

On vient de découvrir à Langres les traces d'une voie romaine inconnue jusqu'à présent : elle passe sous la porte romaine et traverse le chemin de cette ville à Brevoines.

* * *

Mentionnons encore, pendant que nous parlons de la Haute-Marne, la publication dans le *Bulletin de la Société de Langres*, d'une plaquette très-rare que possède M. Brocard : « Déclaration et protestation du Roy, faite le 11 août 1589, avec une lettre dudit seigneur roy addressée aux sieurs de Langres, plus la réponse d'iceux. A Langres : M. D. LXXXIX. »

* * *

Notre collaborateur, M. Morel, actuellement receveur des finances à Nyons (Drôme), continue avec succès les fouilles qu'il a si fructueusement pratiquées en Champagne. Il vient de découvrir dans les environs de cette ville une salle romaine pavée en mosaïque; il y a trouvé de nombreux débris de poteries romaines, une bague, des épingles en buis, etc.

* * *

M. Grivot, procureur de la République à Vouziers, vient de publier un intéressant travail sur la pêche à la ligne au point de vue judiciaire.

* * *

M. Henri Renault du Motay vient de publier dans le *Journal de la Mayne* de janvier une étude très soigneusement composée sur notre pape Urbain II, qu'il appelle avec raison « une de nos gloires nationales. » M. du Motay le fait descendre des sires de Châtillon : c'est une erreur que nous démontrerons prochainement. Urbain était fils du sire de Lagery qui n'avait aucune parenté, croyons-nous, avec les Châtillon, mais était vraisemblablement leur vassal. M. du Motay, dans

une note, mentionne les Châtillon de Châlons, qui ont fourni tant d'éminents ingénieurs militaires au XVIIe siècle, en ajoutant qu'il ne lui semble pas qu'il existe une communauté d'origine avec les puissants châtelains de la vallée de la Marne; jamais cette communauté n'a même été soulevée et nul n'y avait jamais songé: l'origine des Châtillon de Châlons est parfaitement connue et leurs armes ne laisseraient, au besoin, subsister aucun doute.

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FRÉMONT.

LES ROIS DE FRANCE A TROYES

AU SEIZIÈME SIÈCLE

Les fêtes données par les villes au seizième siècle pour honorer l'entrée des rois de France ont eu un incomparable éclat; elles témoignaient de l'accroissement de leur pouvoir et du respect qu'il inspirait. La première entrée des rois dans les villes était une sorte de prise de possession, un acte visible de souveraineté. Il semblait jusqu'alors qu'une sorte de consécration manquât à leur autorité. Le maréchal de Vieilleville raconte qu'après la mort de François Ier, Henri II se rendit à Paris « non pour y paroistre en roy, car il n'y avoit pas encore fait son entrée, mais en habit incogneu pour donner ordre aux affaires. » Depuis Charles VIII, la plupart des rois de France se conformèrent à cette coutume qui tomba complètement en désuétude à partir de Louis XIV. La monarchie était alors assez puissante pour ne plus avoir besoin de ces formes. La présence du roi fut toujours regardée comme un honneur, mais elle n'avait plus la même signification. C'était un honneur d'autant plus apprécié que l'entrée solennelle n'était pas l'apanage de toutes les cités. Lorsqu'Henri II traversait les villes sans importance, il les « passait en chasseur, sa trompe en écharpe[1]. » Mais Troyes méritait bien que le roi « se parât » en sa faveur, et l'on verra que ses habitants n'épargnèrent rien pour accueillir d'une manière brillante les princes qui y entraient pour la première fois au milieu d'un cortège imposant et nombreux.

Ces cérémonies fournissaient aussi l'occasion de mettre en relief le talent des artistes que la ville renfermait en grand nombre et de montrer sa richesse, son goût et ses ressources. Les comptes municipaux, les délibérations de l'échevinage, que nous avons pu consulter, nous permettent d'essayer de reconstituer quelques-unes des décorations superbes et éphémères que l'on élevait dans ces circonstances et de pénétrer, non-seulement sur le théâtre où se déployait la fête, mais dans les coulisses où on la préparait. Ils nous révèlent aussi des

1. *Mémoires du maréchal de Vieilleville*, liv. II, ch. X, liv. III, ch. IX.

mœurs et des usages disparus, et nous font voir quelques traits du caractère des hommes de ce temps dans les réjouissances auxquelles ils se livraient. On peut juger en effet du degré de civilisation d'un peuple par la nature des plaisirs qu'il recherche et qu'il prend.

I

LOUIS XII

I

Transportons-nous par la pensée dans un des carrefours de la ville de Troyes, en l'an 1500. Représentons-nous l'aspect étrange et pittoresque d'une ville du moyen-âge construite en bois, avec ses maisons aux portes étroites, aux escaliers saillants qui sont défendus par leurs bornes de pierre, aux étages s'avançant les uns sur les autres et dominés par le toit proéminent du pignon. Toutes ces maisons présentent une physionomie distincte; les unes sont couvertes d'ardoises, sombres sous le ciel nuageux, étincelantes au soleil; les autres montrent sur leur paroi le réseau de leur charpente enchevêtrée; celles-ci leurs lignots ciselés, leurs poutres sculptées; celles-là sont revêtues de peintures à fresque ou décorées de statues. Ajoutons de toutes parts des enseignes étranges ou bizarres, tableaux ou emblêmes, suspendus à des potences de fer forgé; des devises joviales, philosophiques ou pieuses; des blasons rehaussés d'enluminures; çà et là des tourelles accrochées aux façades ou placées en encorbellement dans les encoignures; par dessus les pignons, au-dessus des gargouilles, dressons les épis en terre cuite ou les girouettes en métal découpé dont la silhouette tranche sur le ciel clair; plaçons enfin, au-delà de la perspective échancrée et inégale des rues, les flèches aiguës des églises, qui se présentent aux regards toutes les fois que les faîtes des maisons permettent de les apercevoir.

C'est dans ces carrefours que le trompette de l'échevinage appelle les habitants, le 21 juillet 1500. Il est vêtu, selon l'usage, d'une casaque mi-partie bleue et violette, sur les manches de laquelle sont brodées les armes de la ville; il fait entendre au loin les notes claires de son instrument, dont la banderolle porte le blason de France et celui de la cité. Le sergent crieur

et le clerc du bailliage l'accompagnent[1]. De toutes parts, les passants accourent ; les habitants sortent de leur maison ; des têtes curieuses se montrent entre les meneaux étroits des fenêtres ; le carrefour déjà si animé le devient davantage. N'a-t-on pas vu deux fourriers du roi, à la livrée de France[2], parcourir les rues de la ville ? La proclamation du sergent-crieur n'aurait-elle pas quelque rapport à la prochaine arrivée de Louis XII ? En effet, quand le silence est obtenu, on peut entendre le sergent-crieur annoncer à haute voix la convocation immédiate d'une assemblée générale des habitants, qui se tiendra, comme de coutume, dans le cloître des Jacobins, pour entendre la lecture des lettres de Louis XII que les fourriers viennent d'apporter.

Tous les chefs de famille, les chefs d'hôtels, comme on le dit alors, soit nobles, soit artisans, s'empressent de se rendre au couvent des Jacobins, dont les cloîtres récemment achevés leur sont ouverts. Monsieur le bailli, messieurs les gens et officiers du roi, maire et echevins et notables y occupent une place réservée. Les habitants, au nombre de quatre ou cinq cents peut-être, les entourent. Les fourriers du roi sont introduits ; ils apportent une lettre écrite par Louis XII « à ses chers et bien amés les manans et habitans de Troyes », et dans laquelle il leur annonce sa prochaine arrivée. Aussitôt la lettre entendue, on décide que des préparatifs seront faits sans délai pour le recevoir, et que le jour même à midi, le lieutenant du prévôt, deux marchands notables et deux sergents[3] se rendront avec les fourriers dans toutes les maisons pour marquer celles où l'on pourra loger les princes, les gens du Grand conseil et des finances, et les autres personnages qui doivent accompagner le roi.

Les rois de France à cette époque ne mènent point une vie sédentaire. Louis XII fut l'un des plus nomades ; il va de ville en ville, de château en château, s'occupant des affaires de l'état,

1. A Jehan Aubry, trompette, Michau Duclo, sergent cryeur et le clerc du bailliage pour avoir esté publier ung cry aux quarefours de la ville... V s. t.—Dépenses faites et payées par Nicolas Mauroy. Archives de Troyes, K. 3.

2. Les chevaucheurs d'écurie qui étaient au nombre de 234 sous Charles VIII furent réduits à 120 par un édit de février 1509. *Anc. lois françaises*, XI, 553.

3. Simon Coeffart, lieutenant, Nicolas Hennequin, Nicolas Largentier, marchands, Loys Jacquet et Nicolas Peloton, sergents.

de la guerre et de la chasse. Dès 1498, il avait dû venir à Troyes, mais son voyage avait été différé. Au mois de juillet 1500, il est à Lyon et y reçoit les ambassadeurs du pape, des rois d'Espagne et d'Angleterre, de la seigneurie de Venise, de l'archiduc d'Autriche. La diplomatie commence à prendre plus d'influence ; c'est l'époque de Commines et de Machiavel. Louis XII attend des ambassadeurs d'Allemagne, qui doivent venir en grand nombre [1], et pour les recevoir il leur a donné rendez-vous à Troyes.

Pendant que ses fourriers préparent les logements des ambassadeurs et des personnages de la cour [2], deux maîtres d'hôtel du roi, Gilles Rivaut et Sacey, accompagnés du lieutenant du prévôt de l'hôtel, Jean de Corguilleray [3], viennent s'entendre avec le bailli, les officiers du roi et les échevins sur les préparatifs à faire [4]. Les uns sont du ressort de la police et de la voirie ; les autres consistent à disposer des spectacles et des décorations dignes à la fois de la ville et des hôtes qu'elle attend.

Avant tout l'on s'assure de l'état sanitaire. En ces temps de peste, c'est une précaution qui n'a rien de superflu. Les curés des églises, les maîtres spirituels des hôpitaux, les médecins et les chirurgiens sont mandés ; ils affirment unanimement que depuis un an il n'y a eu à Troyes aucun malade de la peste ou d'autre maladie contagieuse. Ils envoient un certificat conforme au gouverneur de Champagne, qui le transmet au roi [5]. Mais la peste sévit tout à l'entour. Une garde est mise aux portes, avec la mission d'empêcher d'entrer en ville les hommes qui viennent « des lieux où l'on se meurt [6]. »

1. Arch. de Troyes, K. 3.

2. Ils y « vacquerent pour douze jours... « et ont les d. fourriers laissé à la ville leur registre desdiz logis. Reg. K. 3. fol. 4. r°. — Le 5 août, l'échevinage ordonne de se conformer aux ordres des fourriers et, d'après leurs instructions « d'establir rateliers et mengeoires. A. 3. fol. 35. — La ville nourrit les fourriers, leur donne du vin et même de l'hypocras... A Pierre Pyon, apotiquayre, pour l'achat de trois pintes ypocras pour lesdis fourriers, XV s. t. Reg. K. 3. fol. 5. r°.

3. Un Guillaume de Corguilleray était alors prévôt des maréchaux de France, chargé de la conduite de 15 archers du roi. Père Anselme, VIII, 687.

4. Reg. des délibérations municipales, Arch. de Troyes. A. 3. fol. 30. v°.

5. Dél. mun. du 22 juillet 1500. Arch. mun. A. 3. fol. 30 r°.

6. C'est assavoir Auxerre, L'auxoys, Joigny, Bouilly, Chaumont, Vitry, Chaalons, Espernay, Vertus et aultres lieux où peste a cours. » Arch. mun. A. 3. fol. 36. r°.

La question des approvisionnements vient après la question sanitaire. A une époque où les communications sont difficiles et où chaque centre de population vit à peu près exclusivement des produits du territoire qui l'entoure, on comprend que les maîtres d'hôtel du roi aient pour mission spéciale de s'enquérir de la quantité de blé, de vin, de foin et d'avoine qui sont à leur portée. Des sergents sont envoyés dans les faubourgs pour s'en assurer. Les approvisionnements en farine laissent à désirer. Aussi les « maistres du métier de la boulangerie doivent-ils se fournir de bonne et blanche farine en quantité double de celles qu'ils possèdent. » Afin qu'ils puissent faire moudre leur blé plus rapidement, on défend aux propriétaires des moulins « des toilles » et à papier de les faire marcher[1]. On interdit aussi de pêcher dans les rivières à deux lieues de distance; on invite, à son de trompe, tous ceux qui ont « oysons, cochons, chappons, poulletz et aultres volailles, et aussi foings, avoines, paille, fruiz et autres vivres, » de les apporter incontinent en ville pour les vendre; on leur promet de les « bien payer et contenter. » Quant aux marchands, on leur interdit de renchérir leurs vivres, sous peine de confiscation ou d'amende[2]. On expulse les bouches inutiles, les vagabonds, les mendiants. « Que tout homme, dit l'échevinage, qui n'a maison ou adveu, soient vacabonds, belistres, malades, caymens et autres de petit estat non natifz de ceste ville, vuident incontinant icelle ville, à peine d'estre fouetez par les carrefours, et après, s'ilz sont trouvez faisans le contraire, d'estre penduz et estranglez[3]. »

Si la mendicité à cette époque était une plaie, le remède était vif; il ne s'explique que par la facilité avec laquelle on prodiguait la peine de mort. En même temps, on prenait d'autres mesures dont les habitants devaient profiter sans regret ; c'étaient celles qui concernaient la voirie.

On aura une triste idée de l'entretien des rues, en lisant les nombreuses ordonnances que l'on édicte pour en assurer la propreté ; la plupart de ces rues renfermaient des immondices

1. Les molins de la Pielle et des toilles et aussi ceulx a papier estans au-dessus de la ville seront clos et tenus sans moldre ni besongner. — Arch. mun. A. 3, fol. 31, v°.

2. Une ordonnance de 1508 enjoint aux maîtres et au prévôt de l'hôtel de s'entendre avec les gouverneur et officiers des villes pour faire une taxe des denrées et des marchandises. — *Anciennes lois françaises*, t. XI, p. 533.

3. Reg. A. 3, f. 32, v°.

de tous genres ; on ordonne aux habitants de les mener à un quart de lieue de la ville[1], de curer les ruisseaux[2] ; on ne veut plus que les teinturiers y jettent les débris de leur industrie ; on interdit à toutes personnes et même aux enfants un usage qui existait encore dans la rue du Bois du temps de Grosley ; on leur prescrit d'établir des « chambres privées » dans leurs maisons[3] ; de réparer les trappes des caves, de supprimer les obstacles dans les rues où le roi doit passer[4].

Les voyers du roi et de la ville inspectent ces rues ; en 1510, ils signalent une maison et deux galeries sur la place de l'Estappe au vin[5] « qui sont en voye de choir ou de tomber » ; l'échevinage les fait démolir ; ils ordonnent aussi qu'on abatte, moyennant 100 livres d'indemnité aux propriétaires et les vieux bois, deux corps de logis qui font saillie de douze ou treize pieds sur la place du Marché-au-Blé. Une ordonnance plus générale veut qu'on enlève sans délai les « vieilles galeries, saillyes, bancs et avanstoiz sortans sur rues. » Mais malgré le zèle des voyers, la plupart des rues restent avec leurs galeries chancelantes, sur lesquelles vont s'entasser les habitants pour voir passer le roi et son cortège.

La réforme de ce déplorable état de la voirie est un des premiers bienfaits qu'apportait sa présence. La ville, en effet, n'était nettoyée que dans des circonstances exceptionnelles, à

1. « Que chascun en droit soy oste tous les fyens de la ville et des faubourgs et les menent ou facent mener hors des advenues et chemins a ung quart de lieue ou plus de la ville. Ibid., fol. 32, v°.

2. On défend aussi en 1500 que « nul de quelque estat qu'il soit ne se despouille ne trouve nu, tant a la vue de monde et en soy baignant, sans advoir et tenir sur luy petix draps, à peine de prison et d'amende. » A. 3, f. 32, v°.

3. A ceulx qui n'ont chambres privées en leurs maisons qu'ils... facent crotz ou pertuye en terre et y mettent vieulx vaisseaux et sieges pour l'aisance d'eulx. Ord. du 1 avril 1510.

4. On veut aussi « que chacun se dispose à recevoir ses hostes le plus honnestement, joyeusement, doulcement que faire se pourra... que tous hostelliers nectoyent leurs maisons et les parent le mieulx que possible, et aussi que ung chascun netoye ses cheminées et les mectent hors du danger du feu... que chacun enferme ses chiens par nuyt en maniere qu'ilz ne facent aucun bruit en ladi. ville, à peine de dix sols d'amende et faire tuer lesd. chyens. » Reg. A. 3, fol. 32 et 35.

5. « Deux galeries, une haulte et l'autre moyenne, estans en l'estappe au vin, et une maison appartenant à Nicolas, fils de Iehan Moley, sortant hors de ladi. maison et auprès et dessous lesquelx convient le Roi en son entrée en ceste ville passer... ordre d'abattre une galerie fort ruynée et pourrie en danger de tomber. » Ord. du 4 et 8 avril 1510. Reg. A. 3.

la veille des foires, par exemple. On profite aussi de cette circonstance pour relever le pavé, qui dans plus d'un endroit était défectueux [1].

Mais, au jour indiqué, la plupart de ces défauts qui nous choquent justement aujourd'hui devaient disparaître ; les inégalités du pavé étaient dissimulées sous une couche de sable, qui empêchait les chevaux de glisser ; les vieilles galeries étaient recouvertes des plus belles tapisseries qu'on pouvait trouver, et aux principaux carrefours s'élevaient des décorations superbes ou bizarres qui faisaient l'admiration du peuple et des grands.

II

Un des premiers actes des maîtres d'hôtel du roi, des officiers et des échevins, ce fut de choisir plusieurs personnages pour prendre la conduite des « mystères et joyeusetés » qui seraient offerts au roi. A leur tête, se trouvait Nicole Garnier, maître ès lois, qui fut plus tard bailli de l'évêque [2] ; Garnier et ses collègues s'empressèrent de se mettre en relations avec les peintres de la ville les plus estimés, et conclurent un marché avec eux dans un déjeuner qui leur fut offert par l'échevinage à l'hôtel de ville.

A cette époque, nul ne délibère sans boire ni manger. Quand les maîtres d'hôtel du roi et le prévôt de l'hôtel se réunissent avec les échevins, ceux-ci leur offrent du vin de Beaune, du pain, des fromages et des fruits [3]. Il en est de même dans toutes

1. Le voyeur fera relever le pavement de la rue devant les lices du cymetiere Nostre Dame, qui est la rue par laquelle les seigneurs passeront pour aler en l'ostel du roy. Dél. du 27 août 1500. Reg. A. 3, fol. 38 v°.

2. Inv. Arch. Aube. G. 502 à 506. Les autres sont Jehan Nevelet, Jehan de Mesgrigny, messire Jehan Guigniart, Jehan Aubert et Jehan Malyefer, à qui l'on donne « à chacun quarante sols tornois pour avoir vacqué dessous ledit Guarnier à mettre sus les choses dessus dites. » K. 3, fol. 26. On paya 42 s. 6 d. pour leur « despance de bouche. »

3. ... Illec fut dépensé un gouter tant en achat de six pintes vin de Beaune à XV deniers, cinq d'autres vins à VI d. comme pour II s. VII d. de pain, fromages et fruitz...

Semedy ensuivant pour ung gouter fait oudit lieu par aucuns des dessus ditz... IX s. t. VII d.

... Jeudi ensuivant, XXX° du mois de juillet, pour ung desjeuner fait en l'eschevinage par aucuns eschevins et les conduisans les mistères. V s. X d.

Vendredi ens., XXXI° et dernier jour dud. mois, pour desjeuner et gouter oudit hostel lesd. conduisans les misteres. V s. 1 d.

les conférences auxquelles donne lieu le soin des intérêts publics. Les hommes de ce temps, même les plus élevés par leur rang et leur caractère, ont des goûts assez vulgaires, que révèle leur physionomie. Le type de la figure humaine, à la fin du quinzième siècle, a une sorte de trivialité qu'il n'a point plus tard. Si l'on contemple les portraits des princes, la plupart d'entre eux ressemblent à des paysans ; ils en ont les traits, ils en ont presque les instincts. Les plaisirs même qu'on leur offre ont une certaine naïveté qui nous surprend. L'art faisait tous les jours d'immenses progrès, mais le fantastique, le trompe-l'œil exerçaient encore un véritable prestige, non-seulement sur les masses, mais sur les classes supérieures.

Les peintres, auxquels les notables chargés de conduire les mystères s'adressaient, étaient parmi les plus distingués de ceux que renfermait la ville. Jaquinet et Nicolas Cordonnier, sans doute le père et le fils, appartenaient à une famille de peintres et de sculpteurs dont les générations devaient, pendant un siècle et demi, manier le pinceau et le ciseau avec succès. Comme les deux autres peintres qui furent mandés, Jehan et Pierre Copain, les deux Cordonnier avaient travaillé à la décoration de la cathédrale dont la nef venait d'être achevée et dont on allait commencer le portail[1]. Il y avait en ce moment une admirable activité artistique à Troyes ; la magnifique châsse de Saint-Loup était terminée ; les immenses verrières de la nef de Saint-Pierre venaient d'être posées ; les ravissants vitraux de l'abside de Sainte-Madeleine allaient bientôt l'être, et bientôt l'on pourrait voir sortir du ciseau de Jean Gaide son célèbre jubé. Ce n'était ni l'émulation, ni les bons modèles, ni l'inspiration qui manquaient aux artistes de Troyes : les Cordonnier et les Copain avaient certes plus de talent qu'il n'était nécessaire pour la besogne que leur demandaient l'échevinage et les « conducteurs de mystères. »

Samedi ensuivant, premier jour d'aoust pour la cause que dessus, VI s. VIIII d.

Mardi, IIIIe jour d'aoust pour ung souper fait audit hostel par Messieurs les mayre, eschevins et officiers de la ville, lesquiaulx furent tout ledit jour ensamble, pour conclure sur tout ce qui estoit affayre pour laditte entrée, pour ce que le roy avait escript lettres a lad. ville, par lesquelles y faisoit savoir qui seroit en icelle à la my aoust. XXV s. X d. t.—Reg. K 3, fol. 2 et 3.

1. Léon Pigeotte. *Travaux d'achèvement de la cathédrale de Troyes*, p. 40 et 43.

Au déjeuner de l'hôtel de ville, entre le beurre et le fruit, on convint du prix qu'on leur donnerait. Chaque maître dut recevoir six sous huit deniers par jour ; leur garçon, 2 sous 4 deniers; un bon varlet cinq sous tournois[1]. Qu'on ne se récrie pas sur ces prix d'apparence si minime ; Jeançon Garnache, le maître maçon, on pourrait dire l'architecte de Saint-Pierre, ne recevait que 4 s. 2 d. par jour ; mais au pouvoir actuel de l'argent, ils auraient valu 7 fr. 15 c. ; les six sous six deniers de Jaquinet Cordonnier valaient plus de dix francs de nos jours[2].

Les travaux demandés aux artistes étaient depuis longtemps à la mode. Les effigies de personnages religieux ou mythologiques, les fontaines merveilleuses, les scènes allégoriques, héroïques ou édifiantes s'étaient souvent reproduites depuis l'entrée d'Isabeau de Bavière à Paris ; mais chaque ville s'efforçait de faire valoir sa richesse, son goût et son esprit inventif par le choix et le luxe de ses décorations. Déjà, en 1486, à l'entrée de Charles VIII, la ville de Troyes avait déployé toutes les ressources d'un art plus ingénieux que délicat[3]. Parmi les représentations qui furent faites, plusieurs pouvaient être reproduites; mais il fallait en inventer de nouvelles ; et c'est à cette invention que s'appliqua l'esprit expert de Nicole Garnier.

Quand Charles VIII s'était approché de Troyes, il avait aperçu auprès de la porte de Belfroy un géant qu'on disait être Goliath, sur le point d'être abattu par le petit David. Il sembla à Nicole Garnier, que cette fois on ne pouvait mieux faire garder la cité troyenne que par le preux Hector. Il rappelait

1. Mercredy, jour Saint-Leu, XXIXe jour dud. mois, pour ung des jeuner fait audit hostel de ville par messieurs le mayre, aucuns eschevins et les dessusdiz conduisans les mystères et les peintres, c'est à savoir Jaquinet Cordonnier, Nicolas Cordonnier, Jehan Copain et Pierre Copain, auxquiaulx fut marchandé à la jornée pour vacquer au fait desdiz misteres à VI s. VIII d. pour chascun d'eulx, à II s. IIII d. pour leurs guarsons et V s. t. pour un bon varlet, auquel desjeuner fut despancé tant en vin, pain, beurre que fruit, VI s. VIII d. — Ajoutons qu'on leur paie « pour le vin dudit marché dix sols tornois. » C'était le pot de vin qu'on donna longtemps en nature. — Arch. mun. A. 3, fol. 2. v^{o}.

2. Pigeotte, p. 190.

3. Grosley, Récit en vers de N. Le Bé. *Ephémerides*, Edition Patris-Debreuil, I, 127. — *Entrée et sejour de Charles VIII dans la capitale de la Champagne en* 1486, Paris, 1874. M. Assier a donné à la suite de ce récit des extraits du compte de Jehan Hennequin, conservé aux Archives de la ville.

l'origine fabuleuse de la ville, qui flattait l'amour-propre des habitants, par le choix de ce héros troyen. Afin qu'il fût plus imposant, on le fit de taille gigantesque[1]; on n'épargna ni le papier[2], ni la vieille toile[3], ni la terre glaise[4] pour le mouler; deux boisseaux de farine de froment furent employés pour la colle. Un tonnelier et son valet sont chargés de faire le corps et de le « cercler[5] » pour qu'il soit solide; les attaches des bras et du corps sont en osière; ses jambes, ses mains sont en carton, qu'on coud à grand renfort d'aiguille et de fil. Puis les peintres arrivent; ils « estoffent » la tête et les mains, le cousteau et la hallebarde du héros; on lui colle des poils pour figurer ses cheveux et sa barbe; et lorsqu'il est couvert de feuilles d'étain doré et argenté[6] afin de simuler son armure, il ne reste plus qu'à le mettre en place avec sa hallebarde de bois à la main[7].

En même temps qu'Hector, les mêmes artistes fabriquent un Samson. Seulement son armure est moins complète, et son chapeau est recouvert de feutre[8]. On prépare des poulies[9] pour « faire devaler » du haut de la porte de Belfroy une jeune fille, chargée de souhaiter la bienvenue au roi. Dans la ville, on élève au coin des Croisettes un arbre dont les feuilles en papier[10] sont montées sur fil de fer. Une fontaine, où doit cou-

1. A remoler le grand Hector pour estre a l'entrée de la porte du Beuroy. K. 3. f. 8.

2. A Guillaume Pietrequin et Guille le Ber pour seize mains de grand papier pour coler et moler. XI s. VIII d.

3. A Nicolas Ludot pour achat de seize livres vieil drapeau... A Pierre Copain pour l'achat de deux draps chacun et de deux toilles et demye...

4. Pour le louage d'un cheval pour aler à Mongueux pour hativement avoir de la terre grasse pour moler. II s. V d.

5. A Jehan Lombart tonnelier pour le salayre d'un jour, son varlet, a faire et sercler le corps dudit Hector. III s. IIII d. Reg. K. 3 fol. 9 r°.

6. ... Pour six douzenes d'estain blanc pour plusieurs pièces de l'abilement Hector. VII s. VI d. t.

7. ... Pour l'achat du bois de la haiche de la halebarde de Hector. II s. VI d. t.

8. A Jehan Aubeuf pour achat de deux draps de lit pour moler les bras, jambes et mains de Sançon. XI s. IIII d.

... A Parent le chappelier pour achat de feutre pour couvrir le chappeau de Sançon, XVI st. VIII d.

9. A Mangin le serrurier pour quatre chevilles pour les poiyes a devaler ledit ange. V s. t.

10. A Guille Pietrequin pour l'achat de trente-six grans tables de papier pour faire lesd. feuilles. LX s. t... pour achapt de quatre onces vernis pour vernir les feuilles des arbres contre la pluye, II s. VI d.

ler du vin blanc, sera dressée sur la place du marché à blé[1]. Elle est dominée par l'effigie d'un dieu dont la tête « estoffée de ceruze et de vermillon » est garnie d'une barbe et de cheveux en poils de queue de cheval. Deux autres fontaines ornent la place de l'hôtel de ville; l'une décorée de trois colombes; l'autre de trois enfants, sculptés en bois par Jaquinet Cordonnier et son frère Etienne, qui font couvrir leurs têtes de feuilles d'or et d'argent[2].

Plus loin, on édifiera, vis-à-vis la porte de l'Hôtel-Dieu-le-Comte[3], trois tours en bois, peintes avec art[4], sans doute par allusion aux trois châteaux, *tres arces*, dont la ville aurait tiré son étymologie. Enfin, et c'est la dernière surprise qui doit frapper le roi, on a figuré en proportions saisissantes l'animal qu'il a pris pour emblême : le porc-épic. Sa tête est taillée dans un bloc de « pierres de Troyes »; son corps est couvert de soies de pourceau, et sur ce corps les tailleurs d'images posent ce qu'ils appellent ses « grandes et moyennes plumes[5]. »

Toutes ces fontaines, ces emblèmes, ces personnages doivent être accompagnés d'écriteaux destinés à recevoir des vers ou des dictons. C'est Nicole Garnier qui les rédige; il reçoit six livres « pour son salayre d'avoir ordonné et composé les moralités et joyeusetés qui se devaient faire au long de la ville ; » et la ville paie les dépenses de bouche de deux prêtres qu'il a appelés dans son hôtel pour « faire les escripteaux de la signi-

1. 246 livres de plomb en table pour faire des corps nouveaulx avec ceulx qui furent faiz il y a deux ans... IIII liv. VII st... à Guilleminot, sarurier, pour une clef faite par luy pour l'uys de la vignée de Monsieur le Mayre François de Marisy pour besongnier les huchiers et paintres au pinacle et couverture de la fontaine du marché du blef.

2. Pour l'achat de dix-sept feulies de fin or et quarante feulies d'argent pour estoffer les trois testes des enfans, V s. V d. t.

3. Cette porte était située près du bras de la Seine qui bordait l'Hôtel-Dieu et sans doute dominée par la tour où se trouvait l'horloge. Voir mon travail sur l'*Hôtel-Dieu-le-Comte au seizième siècle*, p. 15.

4. A.. estoffer le commancement des trois tours de devant l'ostel Dieu. Reg. K. 3.

5. De nombreux articles du compte concernant la fabrication du porc-épic; on colle sur son corps quatre mains de papier, on le garnit de quatre peaux de moutons ; on achète 300 de *tret* fait a propos pour servir à faire « ses grandes et moyennes plumes; » on achète du charbon « pour faire feu pour haster de sécher led porc. » En plus, trois petits porcs épics devaient orner la nouvelle fontaine dressée devant Saint-Pierre. Arch. de Troyes, K. 3. On va chercher à Tonnerre « Jacquinot le tallieur » pour « y ouvrer. »

fication des mystères et des joyeusetés qui estoient pretz à faire[1]. »

III

Malheureusement, tous ces travaux, toutes ces dépenses furent inutiles. Au mois d'août, on apprit que l'arrivée du roi, d'abord annoncée pour le 12, était retardée. Il était parti de Lyon le 21 juillet, se dirigeant sur Roanne et Cosne. En route, il avait écrit, qu'en attendant les ambassadeurs de l'Empire, il allait « chasser les cerfs en Gastinoys. » Il les chassa avec tant d'ardeur que son cheval, lancé à bride abattue, tomba sous lui et lui rompit l'épaule[2]. » Pendant qu'un nommé Louis Saint-Prix le pansait, un chevaucheur d'écurie de Monseigneur d'Orval, gouverneur de Champagne[3], vint annoncer que le roi arriverait à Troyes avant la Notre Dame de septembre. Cette nouvelle fut confirmée par un chevaucheur du roi envoyé par M. de Gyé[4]. Mais le 3 septembre, le héraut d'armes Picardie, revenant d'Allemagne, s'arrêta à Troyes; il était pressé de continuer sa route, et deux sergents de l'échevinage lui prêtèrent un cheval, que consentit à lui louer l'imprimeur Macé Pantou[5]. Les

1. Dél. mun. du 7 août 1500. A. 3, fol. 36. v°.

2. Jean d'Auton, *hist. de Louis XII*, ed. 1620, p. 145.

3. M. d'Albret, sieur d'Orval, était déjà gouverneur en 1487. Boutiot, *hist. de Troyes*, III, 187.

4. A Gabriel Bernier, chevaucheur d'escurye du roy nostre dit seigneur, pour son vin et salaire d'avoir apporté à laditte ville lettres de Monsr de Gyé pour parellement advertir de la venue du roy dedans le huitieme jour du mois de septembre, pour ce que le dit seigneur de Gyé fut pryé estant en ceste ville en faire savoir des novelles quant y seroit en cour, deux escus de lxx s. t. M. de Gyé est sans doute Pierre de Rohan, seig^r de Gié, maréchal de France depuis 1475, mort en 1513. La ville est toujours inquiète de l'arrivée du roi. Le 30 août, elle paie I s. VIII d. « à Guilaume Bougrant, clerc, pour avoir mis au net les lettres missives envoyées de par la ville par led. Jehan Richart à messieurs le cardinal de Rouan et Sr de Gyé pour par eulx estre advisé au vray de la venue du roy ou non... Le dit jour audit Jehan Richart pour son voyage d'aler porter lesdittes lettres, et dudit voyage retorna le mercredi midy IXe jour de septembre ensuivant pour sa dépense et salayre dud. voyaige, VIIIiv. VI s. VII d. » L'échevinage n'avait ordonné ce voyage qu'après en avoir averti mons^r le bailli alors à Thennel ères. Reg. K., fol. 3.

5. A Guillaume du Hamel et Jehan Rose sergents pour leurs salayres d'avoir esté presser Macé Pantou à bailler ung cheval de louage le jeudy au soir, IIIe jour du mois de septembre, à Picardye, héraut d'armes du Roy nostre dit seigneur, lequel venoit d'Allemaigne de devers les ambassaides et aloit hastivement au Roy, IIII s. V d.... Audit Macé pour sa parpaye de

nouvelles qu'il apportait modifièrent sans nul doute les intentions du roi. Le 19 septembre, Gilles Rivaut communiqua à l'assemblée une lettre qu'il venait de recevoir de Louis XII. Celui-ci lui écrivait que les ambassades annoncées ne viendraient point à Troyes, par ce qu'on lui enverrait d'autres « plus petis personnages, qu'il ferait aler à luy où il serait. » Il se rendait à Blois. En terminant, il disait que l'on pouvait disposer des provisions réunies, et qu'il savait aussi bon gré aux habitants de leurs préparatifs que s'il avait eu l'occasion d'en profiter[1].

L'échevinage et la population éprouvaient une déception réelle. Ce n'était pas seulement les fontaines, les charpentes qu'il fallait démolir, les pieus qu'il fallait enlever des rues, en comblant les trous qu'on avait faits dans le pavé ; ce n'était rien que de démonter Hector et Samson, et de porter dans le grenier à sel et dans la grange située sur la porte de Belfroy les têtes, les bras et les jambes de ces héros, que l'on eut le soin de remplir de foin pour les « entretenir en nature », afin de s'en servir dans une autre occasion. Il y avait eu des dépenses plus considérables. Telles étaient celles qui avaient été faites pour acheter les présents et notamment les vins que, suivant l'antique usage, on devait présenter au roi et aux seigneurs de sa suite. L'échevinage avait commandé à l'orfèvre Nicolas Petit une coupe en or, du prix de 1145 liv. 6 s. 8 d., qu'il destinait au roi[2]. La coupe pouvait être, à la rigueur, conservée. Il n'en était pas de même des vingt-quatre queues de vin de Beaune qui revenaient rendues à Troyes à 418 liv. 2 s. t.;

neuf jours, ledit cheval que le dit Picardye a detenu, pour chacun desquels jours il n'a voulu payer que deux sols, et il avoit esté loué deux solz six deniers tornois par Nicolas Mauroy, receveur de la ville, pour ce, VI s. VI d. t.

1. ... Et leur en savoit aussi bon gré comme se il luy avoit esté, et quy les heust receu luy mesme et que en autres leurs affaires, quand ilz le requérront, il en aura mémoyre. Reg. K. 3, fol. 4. v°.

2. La coupe d'or pour présenter au Roy. A Nicolas Petit orfevre la somme de onze cens quarante-cinq livres six solz huit deniers tornois à luy payée pour l'achat et façon d'une couppe d'or ordonnée à faire pour present au Roy nostre sire à sa joyeuse et novelle entrée en sa ville de Troyes, laditte coupe d'or à vingt et trois caratz pesant huit mars quatre once onze deniers a six vingtz huit livres tornois le marc, de marché et accort fait à luy par messrs les mayre et eschevins, valant pour l'or mil quatre vingtz quinze livres six solz huit deniers tornois et cinquante livres tornois pour la façon et déchet d'icelle.. payé aux ouvriers pour boyre, en les visitant à veoir faire laditte coupe, V s. t. Arch. de Troyes, K. 3, fol. 5, v°.

et que l'on avait emmagasinées dans la « cave de l'Aygle[1]. » On ne pouvait les garder sans craindre de les voir se détériorer. On en donna plusieurs muids à quelques grands personnages, tels que le chancelier et le gouverneur de Champagne qui passèrent à Troyes à cette époque. Plusieurs notables, Guillaume Molé, Michel Angenoust, en achetèrent. On fut réduit à en vendre au public « à la pinte. » Deux muids de vin blanc furent perdus par accident[2]. Ce ne fut qu'en subissant des pertes sensibles que l'échevinage put enfin se défaire de cette provision.

La ville avait en outre acheté du foin, de la paille et de l'avoine. Elle les garda jusqu'à nouvel ordre. Cependant elle ne comptait plus sur l'arrivée du roi, puisqu'elle ordonna de vendre les charpentes qui devaient servir à jouer les « mystères[3]. » Elle avait fait, il est vrai, un emprunt de 2000 l.; s'il ne fut pas nécessaire de le lever[4], il n'en fallut pas moins acquitter les dépenses engagées; elle donna en outre deux douzaines de fines serviettes de lin à Gilles Rivaut, pour qu'il fit « bon rapport » au roi du zèle que la ville avait déployé à faire les préparatifs qui lui avaient été demandés[5]. C'était un ancien usage d'offrir des présents aux grands et de les indemniser ainsi de leur zèle pour le bien public; ce qui passerait aujourd'hui pour un acte de corruption réprimé par les lois, n'était considéré alors que comme la rémunération légitime d'un service rendu.

1. La queue de Beaune contenait 228 litres. Chacune valant 17 l. 5 s. environ, et la livre pouvant être évaluée à environ 32 fr. de nos jours, ce vin aurait coûté plus de 600 fr. la queue. C'est à peu près le cours moyen des premiers crus de Beaune aujourd'hui. On acheta aussi 5 trentains de vin de l'Auxerrois à 110 s. t. le trentain. Un échevin, Michel Angenost, se rendit à Nogent à cheval « savoir s'il y trouvroit à vandre du vin d'Yrancy. — Reg. K. 3, fol. 6 et 7.

2. K. 3. fol. 6, r°.

3. Dél. du 9 sept. 1500. A. 3, fol. 38 v°.

4. Cet emprunt forcé portait sur 320 personnes. Un écrivain, Nicolas Fernin, a reçu 20 sous pour faire seize-vingts quittances en papier, pour bailler recognaissance a ung chascun des personnes nommés audit impost.. duquel mpost aucung n'an a esté levé — K. 3. f. 18 r°.

5. Dél. du 10. A. 3. — Ces serviettes furent achetées par Jehan Bury et [illegible] Angenost, échevins, à Nicolas Mauroy, quinze livres cinq sols, envi- [illegible] nos jours. Reg. K. 3. fol. 5, r°.

IV

Près de dix ans s'écoulèrent avant que le roi Louis XII vint à Troyes. Au mois de mars 1510, sa prochaine arrivée fut annoncée par l'évêque. Instruit par l'expérience, on n'y voulut point croire, et on envoya demander à ce prélat s'il en était bien certain [1]. Sur sa réponse affirmative, on poursuivit avec ardeur les « besongnes et joyeusetés » que l'on comptait faire pour célébrer l'entrée du roi.

Pendant plus de quinze jours, ce fut une émotion, une agitation, un branle-bas général, comme en 1500. Le gouverneur de Champagne prescrit des préparatifs ; M. de Saint-Liébault vient veiller à l'exécution de ses ordres. Les fourriers arrivèrent le 12 avril. Les sergents de l'échevinage publient de nouveau à son de trompe dans tous les carrefours les ordonnances relatives aux approvisionnements et à la voirie. Une assemblée générale donne au maire et aux échevins le pouvoir de faire exécuter « toutes les joyeusetés et plaisances qu'ils aviseront », ainsi que d'acheter les vins et toutes les provisions nécessaires [2].

Tandis que les voyeurs du roy et de la ville parcourent les rues, font démolir les galeries qui menacent ruine, enlever les avant-toits et les bancs qui gênent la circulation, tandis qu'ils font la visite des cours d'eau, on ordonne aux habitants et aux seigneurs des villages, dont le territoire est traversé par la route de Paris, d'en réparer les ornières [3]. Tout est disposé pour que le roi reçoive une impression favorable ; ce n'est pas la ville et ses abords tels qu'ils sont dans la réalité qu'il est appelé à voir ; c'est une cité, parée comme en ses jours de fête, avec des chemins tels qu'ils devraient être.

Le 15 avril, dès le matin, quatre-vingts jeunes bourgeois, habillés à leurs frais, par l'ordre de la ville, de livrée blanche et de couleur tanne, la tête couverte de toques rouges, s'avançaient au delà de Saint-Martin-ès-Vignes à la rencontre de Louis XII. Vêtus très magnifiquement de soie, montés sur de

1. Dél. municip. du 21 mars 1509, nouveau style 1510. Reg. de dél. mun. A. 3.

2. Dél. du 2 avril 1510. Reg. A. 3.

3. Ordre « aux habitans des Marots et de Pouilly de faire reparer les crots ès chemins par où le roi passera... au seigneur de La Chapelle-St-Luc de faire reparer la route au dessus de sa maison... La route de Paris passait sur les terres de sa seigneurie. Dél. du 2 avril 1510.

beaux chevaux bien harnachés, ils paraissaient « accoutrés comme gentilshommes de grosses maisons[1]. » Dans les faubourgs, aux Maraux et à Pouilly, les habitants avaient au devant de leurs maisons dressé des tables, sur lesquelles ils avaient placé du pain, du vin et des fruits. L'échevinage leur avait ordonné de les « présenter aux gens du seigneur-roi, en leur faisant le plus grand et le plus honnête accueil possible[2]. On n'imagine pas un meilleur accueil à leur faire que de leur offrir du pain et du vin, comme on en donne à ceux qui délibèrent des affaires publiques. Lorsque Rabelais, sous François Ier, dépeindra avec une verve puissante la gloutonnerie de Gargantua, il se rappellera sans doute le formidable appétit des hommes de son temps[3].

Vers midi, le roi arrivait à la porte de Belfroy. Il était accompagné du légat Georges d'Amboise, du chancelier de France[4], de MM. de Bourbon[5], de Dunois[6], de Nemours[7], de Nevers[8], de Lorraine[9] et de la Trémoille[10]. M. de Nemours n'était autre que le jeune et valeureux Gaston de Foix, neveu du roi, qui devait trouver à Ravenne une mort glorieuse; M. de Bourbon devait acquérir une célébrité moins enviable, lorsqu'il tourna contre son pays l'épée de connétable que François Ier lui avait donnée. Outre ces personnages, on attendait M. d'Alençon qui ne vint pas. Une suite nombreuse de seigneurs, d'officiers et de serviteurs escortaient le roi. Le gouverneur de Champagne était venu au-devant de lui. Les officiers de l'échevinage l'attendaient en dehors de la porte. Quatre notables, François de Marisy, Jean Menisson, François Hennequin, Claude Molé portaient le dais qui devait l'abriter[11]. Sans doute, on

1. Jean de Saint-Gelais, *hist. de Louis XII*, 1622, p. 224.
2. Dél. du 2 avril 1510.
3. Voir un arrêt du conseil de 1534 prescrivant aux officiers des Compagnies d'archers, de n'avoir à leur disner et soupper que bœuf, mouton et poulaille. *Anc. lois françaises* XII, 385.
4. Jean de Ganay, chancelier de 1507 à 1512.
5. Charles, duc et connétable de Bourbon, tué en 1527.
6. François d'Orléans, comte de Dunois, duc de Longueville, mort en 1512.
7. Gaston de Foix, duc de Nemours, tué à la bataille de Ravenne en 1512. Il était fils de Jean de Foix et de Marie d'Orléans, sœur de Louis XII.
8. Charles de Clèves, comte de Rethel, duc de Nevers.
9. Antoine de Lorraine, dit le Bon, duc depuis 1508.
10. Louis II de la Tremoille, né en 1460, tué à Pavie en 1525.
11. En 1500, les notables désignés avaient été François de Marisy, Nicole Gouau, licencié en lois, François Perignon et Michel Angenost.

avait conservé celui qu'on avait fait en 1500, et qui était de drap d'or garni de franges de soie jaune et rouge[1]. Les comptes de l'entrée du roi n'ont pas été conservés, de sorte qu'on ne saurait affirmer si une jeune fille descendue du sommet de la porte de Belfroi vint offrir à Louis XII les clefs de la ville; ce que nous savons, c'est qu'il fut harangué par Simon Liboron, procureur du roi, ancien maire et député de la ville aux Etats de 1506[2]; nous savons aussi qu'on offrit au roi, à la porte par laquelle il entra, un cœur d'or du poids de cent vingt écus, qui s'ouvrait pour laisser apparaître une fleur de lys, et qu'on lui donna ensuite une autre pièce d'orfévrerie, représentant un porc-épic en or écrasant un serpent[3]. Le porc-épic, c'était l'emblème de Louis XII; le serpent c'était la guivre ou serpent ailé qui figure dans les armes de la ville de Milan, que le roi avait conquise.

Si le roi dut être flatté de ces présents, il fut à coup sûr touché plus vivement de l'enthousiaste accueil qui lui fut fait. Sans doute, des fontaines, des emblêmes, des statues avaient été dressés dans les carrefours comme en 1500. Toutes les rues, qui conduisaient de la porte de Belfroy à la cathédrale, étaient tendues, par les soins de l'échevinage, « de la plus belle et bonne tapisserie » qu'on avait pu trouver[4]; le peuple se pressait sur les pavés sablés, et de toutes parts, sur les gale-

1. A Jehan Bury pour l'achat de soye jaune et rouge de quoy ont esté faites les franges du siel qui se devoit porter sur le roy et pour la façon d'icelles, pour tout la somme de LXXIX s. IX d. t. et pour l'achat du drap d'or duquel a esté fait led. siel, c'estoit de provision de la ville, pour ce néant. A Jehan Champion, cousturier pour son salaire d'avoir fait ledit siel du dit drap d'or et y avoir assis les dittes franges, XX s. t. Reg. K. 3, fol. 19 r°.

2. Après ce, a esté esleu en lad. assemblée pour haranguer devant le roy honnoré homme et saige maistre Symon Liboron, licencié en loix. Voir sur ce personnage mon étude sur les *Portraits de deux députés de Troyes*, *Ann. de l'Aube*, 1877.

3. Le 27 mars, on avait décidé de faire faire « ung coeur d'or de cent à six vingt escus de poix, qui s'ouvrira et dedans une fleur de lis, qui sera presenté aud. Seigneur à la porte par où il entrera, et si sera fait un porc a pie d'or soubz lequel ara ung serpant qu'il subjuguera, qui lui sera presenté après son entrée faite en ceste ville. Le 30, M. de S. Liebaut approuva les préparatifs et trouva « le présent beau. »

4. Il fut donné charge le 2 avril à Pierre Maillet et autres « de prendre gens avec eulx et tandre et faire tandre la grant Rue de la porte de Belfroy jusques à Saint-Pierre, de la plus belle et bonne tappisserie qu'ils pourront finer en lad. ville pour decorer et embellir la rue par où le roy fera son entrée. »

ries de bois, aux fenêtres, aux lucarnes, une foule attentive, émerveillée, enthousiaste, se montrait. Elle était parée de ses plus beaux habits de fête, et l'échevinage avait même interdit aux femmes, aux filles et aux servantes de porter des coiffures vulgaires que l'on appelait *calles*[1]. De toutes parts, sur les gradins des échafauts, plusieurs milliers d'enfants, filles et garçons, tous habillés à la livrée du roi, chantaient des vers en son honneur, et témoignaient ainsi « la joie merveilleuse » que les habitants éprouvaient en voyant leur souverain. « L'entrée, dit un contemporain, fut aussi belle que je croy que on en aye point veu faire il y a longtemps[2]. » Et Louis XII s'avançait lentement, au son des cloches, au milieu des cris répétés de *vive le roi*, qui s'élevaient de toutes parts du milieu de la foule qui s'écartait avec peine pour le laisser passer.

Après s'être arrêté à Saint-Pierre, où l'évêque et le chapitre le reçurent avec le cérémonial usité, le roi se rendit au vieux palais des comtes de Champagne, où ses appartements avaient été préparés. Ce palais qu'on appelait la Salle du roi à cause de l'immense salle qu'il renfermait, contenait de nombreuses chambres, à coup sûr un peu dénudées, mais que, selon l'usage du temps, il était facile de transformer, en les décorant de tapisseries et en les garnissant de meubles[3]. Les seigneurs de sa suite furent logés chez les chanoines de Saint-Pierre et de Saint-Etienne, chez les bourgeois et jusque dans les hôpitaux[4].

Les échevins se multipliaient pour que les approvisionnements ne vinssent point à manquer. Des notables allaient recommander au collège des bouchers de ne point renchérir leurs « chairs » tant que le roi serait dans la ville, et de « tenir les gens dudit seigneur en amour » ; on engagea les boulangers à faire du « bon pain blanc : » on stimula les pêcheurs ; on envoya chercher du beurre dans les environs. La ville, en effet, regorge de monde, et les précautions ne sont pas superflues.

1. Ord. du 1er avril 1510.

2. Jean de Saint-Gelais, p. 225.

3. En 1498, Louis XII reçoit des ambassadeurs vénitiens dans une auberge d'Etampes, dont il avait fait tendre l'intérieur de drap de velours alexandrin semé de fleurs de lys d'or. Baschet. *La diplomatie vénitienne*, p. 356.

4. Recette à l'hôpital Saint-Nicolas « des hostes qui estoient logez audit hospital adonc que le Roy estoit à Troyes. » *Inv. des Arch. de l'Aube*, G. 2535.

Le soir les rues sont illuminées. Chaque ménagier, « de trois voisins l'un, doit placer des falots ou des lanternes à ses fenêtres hautes[1]. »

L'affluence ne diminua point pendant le séjour du roi, qui dura quinze jours. Toutes les fois qu'il se montrait, les démonstrations d'enthousiasme recommençaient. Partout, dans la ville, on faisait « feux nouveaux et tables rondes. » Un contemporain affirme que Louis XII se tint à son logis à plusieurs reprises pour la grande presse qu'il avait quand il allait dehors[2]. La présence du roi n'était pas seulement une occasion de fêtes ; c'était aussi une occasion favorable pour faire connaître les besoins de la ville, obtenir la confirmation de ses privilèges, en demander de nouveaux. Au milieu des fêtes royales et populaires, l'échevinage n'oubliait pas les intérêts municipaux. Le 17 avril, il se réunissait avec les notables à l'hôtel de ville, et l'on résolut que le maire irait le lendemain demander au roi la confirmation des anciens droits, l'abolition de l'imposition de 12 deniers pour livre et la création d'une nouvelle foire.

Le maire, selon l'intention des notables, communiqua préalablement leurs demandes au chancelier, au gouverneur, aux généraux des finances et aux trésoriers, qui étaient à la suite du roi. Ceux-ci se récrièrent vivement contre l'abolition de l'impôt des douze deniers, qui rapportait par an de 800 à 1000 livres tournois. Cette demande, suivant eux, était déraisonnable, et le roi ne l'accorderait jamais. Quant au rétablissement des anciennes foires, il n'y fallait pas songer, tant que durerait « la guerre au delà des monts. » Mais si les habitants de Troyes, ajoutèrent-ils, voulaient prendre à ferme l'imposition des 12 deniers, le roi leur accorderait une foire franche de quinze jours, au mois de mars ou mai[3].

Les foires de Troyes, si célèbres au XIe et XIIe siècle, avaient été presque abandonnées au XVe. Charles VII, en 1445[4], et Charles VIII, en 1486, essayèrent de les faire renaître ;

1. Dél. du 17 avril 1510 et du 12. Reg. A. 3.
2. Jean de S. Gelais, p. 224.
3. Dél. du 18 avril 1510.
4. Un arrêt du conseil d'Etat de 1716 cite des lettres patentes de Charles VII, du 19 juin 1445, qui reconnaissent à Troyes l'établissement ancien de deux foires, l'une nommée la foire chaude Saint Jean de Troyes, ouverte du mardi d'après la quinzaine Saint Jean-Baptiste à la fête Sainte-Croix en septembre, la seconde, dite la Foire Froide de saint Remy, allant du lendemain de « Toussaint au lendemain de la Circoncision. — Voir aussi sur les foires de

mais leurs dates coïncidaient avec celles des foires de Lyon, qui attirant un plus grand nombre d'étrangers, en avaient causé la décadence. Il importait donc à la ville de Troyes d'en obtenir une au mois de mai. Elle leur fut accordée du 7 au 22 mai. Les lettres patentes, qui la décrétaient, ne furent enregistrées à la cour des Aides qu'au mois de février 1511[1], quoique des notables se fussent rendus à Paris, dès le mois de mai, pour en poursuivre l'expédition.

L'échevinage adressa deux autres requêtes au roi. L'une avait pour but de faire réprimer les grandes « buveries » et les exactions dont l'élévation d'un compagnon à la maîtrise était l'occasion dans les corps de métiers ; la seconde demandait la suppression des avant-toits, des bancs, des vieilles galeries qui nuisaient à la circulation et à la sécurité des rues. Réprimer la gourmandise, améliorer la viabilité, telles étaient les réformes que l'échevinage regardait comme urgentes. Le roi avait pu apprécier l'opportunité de la seconde ; malgré les efforts et le zèle des voyeurs, il avait pu être frappé des obstacles que de toutes parts les avant-toits, les saillies, les bancs, les trappes avaient apportés à son passage et à celui de sa suite ; il consentit donc à ordonner qu'on y remédiât[2].

Louis XII laissa un souvenir plus durable de son passage en contribuant à la construction de la magnifique tour de la cathédrale, dont les soubassements s'élevaient à quelques pieds au-dessus du sol. Il renouvela, pour quatre ans, sur les instances du chapitre, un droit d'un denier sur le minot de sel, qu'il lui avait déjà accordé en 1508. Quoique le chapitre dût multiplier les présents, non-seulement pour se rendre favorables les conseillers du roi, mais pour obtenir l'entérinement des lettres patentes qui lui accordaient un droit sur les gabelles, il n'eut qu'à se louer de la libéralité de Louis XII[3], et cette libéralité lui permit d'accélérer les travaux de la tour qui est encore aujourd'hui, par ses dimensions, le monument le plus remarquable de la ville.

Troyes : Grosley, *Ephémérides*. Ed. Patris-Debreuil, 1re part. Chap. 7. — Bourquelot, *Etudes sur les foires de Champagne. Mem. ac. des Inscriptions*, Nouvelle série, IV et V, 1865.

1. Le 27 février 1511, Jean de Saint-Aubin rapporta de Paris les lettres patentes qui furent publiées le samedi avec toute la solennité possible. — Dél. de l'échevinage, A. 3.

2. Dél. des 18 et 24 avril 1510. Reg. A. 3.

3. Pigeotte, *Travaux d'achèvement de la cathédrale de Troyes*, p. 93.

Il est encore, on pourrait le dire, le témoignage de la générosité de Louis XII et de sa présence à Troyes en 1510. Jean de Saint-Gelais disait, après avoir raconté l'enthousiasme qu'il y rencontra, que « oncques seigneur ne fut si bien veu de ses sujets. » En effet, Louis XII est peut-être le seul roi qui ait été populaire de son vivant et après sa mort. Les guerres, qu'il poursuivit en Italie avec des troupes recrutées volontairement, ne pesèrent point sur les populations. Si le nom de Père du Peuple lui fut donné, c'est qu'il s'efforça de protéger les faibles et de ne point aggraver leurs charges. Sous les derniers Valois, on regrettait encore sa sagesse et ses vertus, et plus d'une fois, à Troyes même, l'on formula le vœu de voir revenir les impôts au taux où ils étaient du temps du bon roi Louis XII[1]. L'attachement que les peuples éprouvaient pour la royauté était alors profond, et François Ier pouvait dire quelques années plus tard qu' « entre les rois de France et leurs subjets y a tousjours eu plus grande conglutination, lien et conjonction de vraye amour, naïfve dévotion, cordiale concorde et intime affection, qu'en quelconque autre monarchie ou nation chrestienne[2]. »

ALBERT BABEAU.

1. Arch. mun. de Troyes. *Doc. inédits publiés par la Société académique de l'Aube*, I, Intr., p. XXXIII.
2. *Anc. lois françaises*, XII, 217.

LES RELIQUES DES TROIS BENEDICITE

A LA CATHÉDRALE DE LANGRES

Parmi les nombreuses reliques que renfermait le trésor de la cathédrale de Langres, il en était de considérables, connues sous le nom de reliques des *Benedicite*. Réunies d'abord toutes ensemble dans un même tombeau, devant le maître-autel, elles furent divisées en 1605 ; une partie resta au tombeau primitif et l'autre fut renfermée dans un splendide reliquaire, don du roi Charles IX. De qui étaient ces restes sacrés? Etaient-ils ceux des trois enfants de la fournaise, comme l'ont prétendu un certain nombre d'auteurs, et dans ce cas, quelles auraient été l'époque et l'occasion de leur translation à la cathédrale ? Ces reliques, quelle que soit d'ailleurs leur nature, ont-elles eu une histoire ? Ont-elles été l'objet d'un culte spécial à Langres ? Que sont-elles devenues à la Révolution ? Autant de questions auxquelles je me propose de répondre, en puisant de préférence les renseignements dans les manuscrits inédits sur l'histoire de Langres.

I

De qui étaient les reliques appelées des Benedicite ?

Il n'y a pas d'accord sur ce point entre les auteurs, et il est très-difficile, sinon impossible, de trancher définitivement la question. Deux opinions sont en présence : l'une, la plus ancienne, se prononce en faveur des trois enfants de la fournaise. Une tradition plusieurs fois séculaire, la dévotion constante du peuple langrois et même des étrangers, le nom que portent ces reliques, sont autant de preuves qui l'appuient. Ajoutez à cela l'inscription gravée sur la pierre sépulcrale qui recouvre leur tombeau et qui vient consacrer la créance populaire[1]. Parmi les historiens qui ont soutenu cette opinion nous pouvons citer Richard Roussat dans son livre *De mutatione temporum* ; Denis Gautherot dans l'Anastase de Langres ; Alexandre Cordier dans la Vie de saint Mammès ; Charlet dans son Abrégé des vies des Evêques de Langres ; l'abbé Mathieu

1. Cette inscription est citée plus loin.

dans ses Notices abrégées des Evêques de Langres. Nous trouvons d'autres témoignages dans tous les inventaires du trésor de la cathédrale ; ceux de Nicolas Simony et d'Antoine Thibaut, 1649 ; de Charlet, 1716, et du chanoine Henriot, qui se servirent l'un et l'autre « d'un gros in-folio manuscrit de Théodecte Tabourot, chanoine de Langres, qu'on a coutume de mettre entre les mains de l'intendant des reliques [1] ; » celui de 1742, certifié, en 1762, par un nommé Gérard, sont très-explicites. Comme tous ces passages doivent être cités dans la suite, nous ne les donnons pas ici.

Malgré cette tradition, ces faits et ces témoignages, des auteurs n'ont voulu voir dans les trois Benedicite que les reliques des trois saints jumeaux, Speusippe, Eléosippe et Mélasippe, précipités pieds et poings liés dans un immense bûcher, au village d'Urbatus (Saint-Geosmes), à quatre milles de Langres, mais respectés des flammes, qui ne consumèrent que leurs liens. La confusion était facile, disent ces auteurs. Quelle analogie, en effet, entre les trois martyrs langrois et les trois jeunes hébreux ! Ce sont des jeunes gens de part et d'autre, au nombre de trois; ils ont tous subi l'épreuve du feu, sans en être incommodés ; loin de là, pleins de vie au milieu des flammes, les uns et les autres chantent les louanges de Dieu. Quelques prédicateurs, frappés des traits de ressemblance entre ces martyrs de l'ancienne et de la nouvelle loi, auront établi des rapprochements que le sujet indiquait par lui-même, et ainsi la confusion se sera établie. Cela est d'autant plus vraisemblable que la cathédrale de Langres ne possédait point de reliques des saints Jumeaux [2]. Est-il croyable qu'à une époque où les Eglises regardaient comme leurs plus précieuses richesses le nombre considérable de leurs reliques, et faisaient entreprendre de longs voyages pour en rapporter, la cathédrale ne se fût nullement soucié de se procurer les restes sacrés de ses propres enfants, dont les corps reposaient à la porte de la cité. Dans les moments de troubles on aura apporté les reliques des saints martyrs à Langres, et l'église-mère en aura conservé quelques parcelles comme prix de l'hospitalité accordée.

1. Manuale Lingonensis Ecclesiæ ad usum Florenti Michel Divionæi, canonici Lingonensis. Lingonis, anno 1737. Ms. 405 bis E, bibliothèque de la ville de Langres, fol. 126.

2. On lit cependant dans l'*Histoire ecclés. du diocèse de Langres*, par l'abbé Mangin, t. I, p. 151, que le chapitre offrit à Louis XIII, lors de son passage à Langres, des reliques des trois Benedicite, de saint Didier et des *saints Jumeaux*.

Le P. Vignier, sans toutefois se prononcer catégoriquement contre l'origine judaïque de ces reliques, discute la tradition et fait ressortir les difficultés qu'elle renferme. Florent Michel, dans son *Manuale*, que nous avons déjà cité, dit que de son temps, un certain nombre de personnes la rejetaient, entre autres le doyen du chapitre, Antoine Jolly de Fleury d'Arlay, qui fit faire des recherches dans les archives pour s'éclairer à ce sujet. Le résultat fut la découverte du procès-verbal de l'ouverture du tombeau, que l'on fit en 1675. Nous le donnons en entier plus loin. MM. Daguin et Godard, dans les *Mémoires de la Société archéologique de Langres* (t. I, p. 102), se sont faits les échos de ces doutes. On conçoit qu'au milieu de tant de divergences, il soit difficile de donner une solution précise. Nous en laissons le soin à des historiens plus compétents, et nous passons à l'étude des autres questions.

II

A quelle époque et à quelle occasion aurait eu lieu la translation?

Nous parlons dans l'hypothèse de ceux qui admettent l'origine orientale des trois Benedicite. Ce serait, d'après le P. Vignier, vers l'an 490, ou, selon d'autres, vers 475 que l'empereur Zénon de Constantinople aurait donné ce précieux souvenir à un comte de Langres, en reconnaissance du secours qu'il en aurait reçu contre ses ennemis d'Italie. Comme le P. Vignier a discuté longuement ce point, nous insérons ici son travail[1].

« L'on tient d'ancienneté que les saints corps des trois enfans de la fournaise de Babylone, appelez Ananias, Misaël et Azarias, autrement Sidrach, Misach et Abdenago... ont été transportés des parties orientales à Langres et mises dans l'église cathédrale. Mais quand et par qui? C'est ce qui est douteux et qui en rend la tradition mal assurée. La tombe de pierre qui est au pied du grand autel de Saint-Mammès, sur laquelle ils sont représentez en demy-relief, avec une épitaphe de vers léonins escritte en lettres gothiques, est la plus forte preuve que l'on en allègue pour justifier la tradition, bien que cette inscription ne passe pas, en remontant, plus haut que le 10e siècle, au jugement de ceux qui s'y connoissent et non pas

1. Décade historique, I Par., L. 2, c. 16.

même le 12e, et je tiens pour probable qu'elle est de la façon de Guillaume Antoine, natif de Langres, sçavant homme pour son siècle et archidiacre du Tonnerrois entre l'an 1410 et 1420 et me fonde sur ce qu'il est écrit de lui dans l'obituaire de Saint-Mammès qu'il fit raccomoder la tombe des trois enfans de la fournaise gissant d'ancienneté devant l'autel où ils sont encore. Quelques uns estiment qu'ils furent envoyés à Langres même avant la venue de N. S. lorsque les langrois avaient leurs princes ou roys particuliers.... Les plus judicieux renvoient ce transport au temps de l'empereur Zénon, fondez sur l'inscription de leur tombe, dont voici la fidèle copie :

Hoc jacent in sarcophago
Sidrac, Misac, Abdenago
Igne usti ut Pelago ;
Quos rex Persarum Zenonas
Misit ad urbem Lingonas
Ad effugandum dœmonas[1].

Pour les rendre en français avec la mesme simplicité et en rymes approchantes, on peut dire :

Cy gisent dedans ce tombeau
Sidrac, Misac, Abdenago
Brulez du feu comme de l'eau;
Que le roy des Perses Zénon
Envoya au pays Lingon
Pour en desloger le démon.

On allègue, pour confirmer la vérité du transport de ces trois corps, un vieil interprète sur la prophétie de Daniel, nommé Hugue, duquel on a transcrit un passage, qui serait très-considérable, s'il estoit d'un autheur d'il y a mille ans. Mais de quarante autheurs du nom de Hugues, dont nos compilateurs de bibliothèques ont fait mention, il n'y en a pas un de ceux à qui on le peut attribuer qui passe cinq cents ans....

La difficulté est à dire quand, par qui et à quelle occasion a été fait ce transport incroyable selon quelques-uns, parceque :

1. On trouve des variantes. Ainsi dans l'abbé Mangin on lit :

In hoc jacent sarcophago
Sidrach, Misach, Abdenago
Igne usti ut Pelago,
Quos rex Persarum Zenonas
Transferri jussit Lingonas
Ad effugandum dæmonas.

T. I, p. 151.

1° La cause qu'on en allègue semble une raillerie injurieuse mesme à ceux de Langres ; et de moy je ne la reçois point au sens que le vulgaire luy donne, et pense plutost que le rimeur qui a dit que le roy de Perse avait envoyé ces corps à Langres pour chasser les démons, a voulu signifier que les os de ces saints jeunes hommes avoient la vertu de faire desloger, avec l'aide des exorcismes, les malins esprits des corps des possédez, estant lorsqu'ils furent transportez renommez pour cela dans Constantinople.

2° Quant à ce qu'on dit que ce fut un comte ou prince de Langres à qui ils furent donnez, il est très-difficile de nommer ce comte.....

Mais il importe peu du nom pourvu que l'on puisse justifier du temps à peu près..... (Il y a ici une note pour démontrer la possibilité des possessions et des obsessions du démon).

Le vénérable et judicieux écrivain de la vie de saint Mammès remarque fort bien, sur la fin de son deuxième livre, que les os des trois saints Ananias, Azarias et Misaël étoient encore à Constantinople quand le P. Daniel le Stylite y mourut, qui fut, selon Baronius, l'an 489, souz le règne de l'empereur Zénon ; d'où il conclut que ce ne peut estre qu'après cette année-là que ces sacrées reliques furent tirées de Constantinople et transportées ailleurs ; et que le roi ou l'empereur qui les accorda en reconnaissance du secours receu par le Seigneur Langrois ne fut autre que cet empereur Zénon, appelé Zenonas pour faire la rime, et qualifié roy de Perse, peut-estre parce qu'il estoit natif d'Isaurie, qui est sur les confins de la Perse ; ou parce que l'autheur de l'épitaphe, aussi pauvre historien que mauvais poète, croyait que ces ossements furent transportés immédiatement de Babylone à Langres [1].

Certainement voilà ce qu'on peut dire de plus vraysemblable touchant cette merveilleuse acquisition de si considérables reliques. Néantmoins il s'y rencontre encore la difficulté :

1° En ce que Zénon mourut la 2me année après le decez du P. Stylite lorsqu'il étoit en pleine paix, laquelle duroit, il y avoit déjà plus de 12 ans, savoir dès le dépouillement de Basilisque son compétiteur, arrivé en 477, et n'avoit eu depuis ce temps le besoin de secours étranger ni contre Basilisque, ni contre Odoacre roy d'Italie, contre qui il n'eut jamais beaucoup à désmeler, au moins en Orient.

1. M. Alexandre Cordier, vicaire-général de Sébastien Zamet et de Louis III Barbier de la Rivière, archidiacre du Tonnerrois.

2° En ce qu'il me paroist peu croyable qu'on ait tiré de Constantinople pour un Seigneur particulier une semblable relique en un temps qu'elles y étoient si honorées que le P. Daniel voulut que son corps fût enterré proche d'elles, ou comme escrit Metaphraste, en sa vie, qu'elles fussent mises sur son tombeau, afin qu'on leur attribuât les miracles qui s'y feraient.

Outre que on peut s'estonner comme quoy il seroit arrivé que Grégoire de Tours qui a escrit un siècle après tant de choses des miracles des reliques des Saints, spécialement de ceux du diocèse de Langres, n'en eut rien dit, ny aucun légendaire après luy.

A une partie de cela le sieur Gautherot [1] répond qu'outre les sus allégué Hugues, commentateur de l'histoire de Daniel; Gothescalcus Hollem, en son explication des préceptes [2]; Jean de Mandeville Anglois, en son voyage de Hiérusalem, fait l'an 1333 [3], et Richard Roussat, chanoine de Langres, en son livre *De la mutation des temps* [4], certifient que ces reliques estoient à Langres de leur temps; mais tous ces gens ne se fondent que sur l'épitaphe et la tombe qui est en l'église de Saint-Mammès.

Quant à ce que le mesme escrit que le roy François I passant par Langres en 1521 voulut voir et honorer ces vénérables ossements que l'on m'a assuré n'estre que de petits enfants et qu'il fit présent à l'église d'un coffret d'argent pour les mettre, comme en effet ils y furent posez l'an 1605, 84 ans après, cela de vray est une marque de sa dévotion mais non pas une parfaite résolution des doutes. »

1. Denys Gautherot, qui a écrit la première histoire imprimée de Langres, intitulée : *Anastase de Lengres*.

2. Religieux Augustin. Des auteurs ont mis *Préceptaire*, comme traduction du titre latin.

3. Il avait demandé à voir les reliques des trois jeunes Hébreux, on lui répondit qu'elles étaient à Langres.

4. Richard Roussat fit imprimer à Lyon, en 1550, un livre intitulé : *De mutatione temporum*, où par l'autorité de l'Ecriture et par des raisons astronomiques, il cherche à démontrer que la fin du monde est proche. C'est de cet ouvrage qu'il est question ici. Richard Roussat n'avait fait que compléter un écrit de maître Pierre Turel, recteur des écoles de Dijon, publié précédemment sous le titre : *La période du Monde*. — Théodecte Tabourot, chanoine de Langres (1675), *Histoire des sainctes Reliques et ancienneté de Langres*. Mss. in folio de 800 pages appartenant à la bibliothèque du Grand Séminaire de Langres. Ce manuscrit est une copie faite sur l'original, qui appartient à Mme Pistollet de St-Ferjeux, par Mgr Luquet, mort évêque d'Hésebon, alors architecte à Langres.

III

Quelle fut leur histoire ?

Quoi qu'il en soit de la nature des reliques des Benedicite et de l'époque à laquelle elles furent apportées à Langres, un fait certain, c'est qu'elles y étaient honorées en 1051. En effet, le pape saint Léon IX, passant à Langres dans le courant de cette année, accompagné d'Alimard, 67me archevêque de Lyon, fit un sermon en leur honneur et accorda des indulgences [1].

Vers 1406 ou 1420, Guillaume Antoine, chanoine de Langres, leur fit creuser un tombeau au chœur de la cathédrale, contre le maître-autel. Elles y furent enfermées dans trois petits cercueils de pierre et recouvertes d'une dalle sur laquelle on fit sculpter en relief trois jeunes gens.

Les *Benedicite* eurent leurs jours de gloire. Plusieurs souverains les visitèrent avec beaucoup de dévotion. Ce fut d'abord François Ier, au mois d'août 1521. On lit dans les chroniques de l'époque que, pendant qu'il était prosterné sur leur tombeau, on vint lui annoncer la nouvelle de la naissance d'un fils. Par reconnaissance pour leur protection, il voulut lui donner le nom de l'un d'eux, et l'enfant fut appelé Charles Abdenago. Il avait même promis trois reliquaires précieux pour les mettre ; mais il mourut avant d'avoir exécuté sa promesse [2]. Théodecte Tabourot nous a laissé le récit détaillé de la visite de François Ier. Il en a puisé les éléments dans le livre de Richard Roussat, témoin oculaire ; dans une lettre écrite par Georges Senault, « lequel, quoiqu'il ne fut des plus profonds en doctrine, étoit présent ; » et dans une décision capitulaire du 6 novembre 1521 qu'il cite en note [3].

Le roi était à Langres depuis plusieurs jours : il n'y faisait pas « grande chère, parce qu'il observait les jeûnes qu'il faut pour guarir les écrouelles : ce qu'il effectua avant de sortir du pays. »

Le 16 août, au soir, pendant le souper, « ils se prirent à parler, lui et l'évêque, des saints et dignes lieux de ladite cité,

1. Charlet, Inventaire des saintes Reliques. — Manuale Florenti-Michel, loc. cit.

2. Idem.

3. Théodecte Tabourot. Ms. de la bibl. du Grand Séminaire, p. 552, Cf. 548. 766.

et lui fut remis en mémoire ce qu'on avoit auparavant avancé des trois petits corps saints, qui étoient une rareté et somptuosité signalée, et lui fut récité qu'au même lieu où ils étoient inhumés se trouvoit une foudremaine et abîme ; ce que le roi désirant voir et connaître, laissa le souper et s'y transporta d'un désir ardent et en cela faut juger qu'il étoit un second hercule. Plusieurs torches furent incontinent allumées et des fallots, d'autant qu'il pouvoit être huit heures en nuit. Etant là présent, il fit premièrement mettre en bas leur ancienne tombe, puis piocher par les maçons ; et se trouvèrent en piochant deux autres tombes l'une sur l'autre : la première sans aucunes écritures, l'autre étoit écrite, mais tellement effacée par la vieillesse qu'on ne put la lire. Ces deux tombes furent levées et falloit encore piocher beaucoup pour trouver lesdits saints, pouvant être onze heures en nuit ; et pour lors l'évêque considérant qu'il étoit tard, dit au roi que le temps s'approchoit pour se reposer, qui lui fit réponse qu'il étoit pressé du sommeil et que c'étoit pour lui qu'il parloit, et se prirent tous deux à sourire et commenda le roi de donner un écu aux maçons, non pour leur peine, mais pour avoir du vin et meilleur courage à poursuivre leur travail, et furent commises des personnes pour voir et observer jusqu'à ce que lesdits saints corps seroient découverts. Se trouva qu'à la fin en piochant un maçon frappa sur le bois de l'un des coffres de ces trois saints corps, et du coup l'entama ; et pour lors le chanoine gardien des saintes reliques étant là présent et assistant au travail des ouvriers, prit une pièce dudit coffre d'une odeur exquise, et furent ensuite découverts entièrement les trois petits coffres carrés ; on cessa aussitôt et se remit le tout jusqu'au retour du roi qui, le samedi environ les cinq heures du matin, visita le lieu, et lui furent avec certitude montrés les saints ossements des trois enfants qu'il considéra accompagné de sa cour, avec beaucoup de révérence et vraie dévotion, et promit de les ajuster d'une belle robe de blanc, c. a. d. qu'il les fesoit enchâsser le plus tôt qu'il pourroit et resserrer dans d'autres coffres d'argent, fit surseoir et voulut que le tout demeurât sans bouger en l'état auquel il étoit, quoiqu'il eut bien désiré pour lors de les faire relever, mais il étoit empêché en d'autres affaires qui le retenoient davantage et souhaitoit surtout de voir l'abîme duquel on lui avoit fait récit disant que cela étoit difficile à croire et usant de telles paroles : C'est comme on dit à Paris du pont de Saint-Cloud, duquel on raconte que si un roi passoit pardessus, il mourroit incontinent ; ce que toutefois j'ai expérimenté et

suis encore ici, Dieu grâce, sain et sauf. Après qu'il eut visité Montigny-le-Roy, estimé et loué le Bassigny, il retourna en la cité de Langres dans son logis à l'heure du souper après lequel il recommanda fort touchant les trois enfants de la fournaise d'attendre son retour, qui ne seroit pas long, et qu'il amèneroit pour voir relever lesdits corps saints Madame la Régente sa mère et la Reine sa femme[1].

Charles IX vint à Langres le 16 février 1564, avec une cour nombreuse et voulut voir les saintes reliques. « Il fit livrer une grosse somme d'argent pour accomplir et continuer la bonne volonté du roi François Ier, et le surpasser en magnificence, à dessein de l'employer en trois riches coffres pour les enfants de la fournaise, et d'y renfermer les saints et précieux ossements de leurs corps. Il n'y en eut néanmoins qu'un parachevé entièrement, le roi étant trop tôt décédé. Et passa le reste de l'argent ou somme qui avait été destinée à ce sujet en d'autres mains que celles de MM. du chapitre. Fut ledit coffre resserré pendant quelques espaces de temps dans la chambre des comptes, et depuis fut transporté au trésor, et s'adaptèrent audedans d'icelui trois coussinets de taffetas rouge pour poser sur iceux des ossements séparés de ces dicts trois saints et fameux enfants, et deux autres semblables coussinets y furent joints pour encore poser d'autres ossements des plus considérables dudit trésor[2]. » Ce coffre d'un travail exquis étoit en vermeil, orné de pierreries et de belles peintures sur émail. Il fut fait par un habile orfèvre du nom de Joseph, en forme d'arche d'alliance, parce que ces saints appartenoient à l'ancien Testament[3].

Ce ne serait qu'en 1605, selon l'abbé Mangin, le 18 juillet, que le tombeau aurait été ouvert, une partie des reliques retirées et placées dans le reliquaire offert par le roi, puis portées processionnellement dans la ville, le jour des saintes Reliques[4].

Depuis cette époque, tous les inventaires des reliques de la cathédrale mentionnent le présent royal. On lit dans l'un d'eux, dressé en 1649 : « Un gros coffre d'argent doré, gravé

1. Théod. Tabourot, p. 551.
2. Théodecte Tabourot, p. 583. Il suit dans son récit, Abel Jouant, auteur contemporain de Charles IX, qui a décrit le voyage de ce prince dans la Champagne et la Lorraine.
3. Idem.
4. M. Mangin, t. I, p. 151, note.

et esmaillé, appelé des *Benedicite*, enrichy de plusieurs chastons sur lesquels sont pierres et perles. Deans ledit coffre sont cinq sachets, pleins de reliques de plusieurs saints et des *Benedicite*, et depuis quelque temps il y en a plusieurs esgarées et perdues[1]. »

Celui de Charlet s'exprime ainsi : « 5° Un riche coffre d'argent chargé de pierreries, avec de l'émail où sont les reliques des trois enfants de la fournaise de Babylone. » Et dans les notes explicatives sous le numéro 5 : « Le Roy Charles IX... en 1564... fit ce riche présent au trésor de Saint-Mammès. »

Lorsque Henri III fut appelé à succéder à son frère Charles IX, il traversa la ville de Langres pour se rendre à Reims, à son retour de Pologne. L'évêque, le chapitre et la ville rivalisèrent de zèle pour lui faire une réception digne d'un roi. Il était accompagné de sa mère, du cardinal de Bourbon, du seigneur de Daumal, du marquis d'Elbeuf, du comte de Retz et d'une foule de nobles seigneurs. C'était le jeudi 3 février 1575. Le lendemain, il se rendit, à huit heures, à la cathédrale, y entendit la messe, visita les reliques dites des *Benedicite*, et manifesta le désir d'emporter un ossement de chaque cercueil[2].

Le cardinal de Bourbon sollicita aussi des reliques de saint Mammès et des trois Enfants. Le chapitre lui accorda *particulam ex oschiâ colli B. Mammetis, et ex singulis dictorum trium puerorum corporibus singulas ex eorum sepulcro detractas*[3].

Louis XIII manifesta le même désir, le 3 août 1639, pendant le séjour qu'il fit à Langres, à cette époque. Les chanoines accédèrent à ses vœux et lui remirent des reliques des *Benedicite*, de saint Didier, patron de la ville, de saint Mammès, titulaire de la cathédrale, et des saints jumeaux Speusippe, Mélasippe et Eléosippe[4].

Les chanoines de la cathédrale firent ouvrir une dernière fois le tombeau des *Benedicite*, le 15 décembre 1675, afin de

1. Inventaire des reliques, pierreries et joyaux précieux en la Chapelle des reliques de l'Eglise de Langres, fait par noble et scientifique personne M. Nicolas Simony, chanoine, et en présence aussi de noble Antoine Thibaut, aussi chanoine..., ce jourd'huy samedy, onzième septembre mil six cents quarante-neuf... Extrait du quatrième Quaternaire d'Antoine Thibaut, ms. de la Bibliothèque de la ville de Langres.

2. Extrait du registre des délibérations du chapitre de la cathédrale cité par Tabourot, p. 776.

3. Id., p. 777.

4. Mangin, t. I, p. 150.

le restaurer et de l'éloigner un peu du maître-autel. On dressa un procès-verbal dont Florent Michel nous a gardé une copie faite sur l'original. Je le cite textuellement, parce qu'il mentionne la cause et les diverses circonstances de cette dernière ouverture [1].

Extrait d'un procès-verbal de l'ouverture du tombeau des enfants de la fournaise dans le chœur de l'église de S. Mamés, appelés à Langres les trois Benedicite.

Messieurs ayant résolu dès le 16 mars 1675, que pour plus grande décence de leur chœur, le tombeau de pierre des trois Benedicite, seroit reculé du pied du grand autel, et un peu rabaissé et qu'au lieu des trois figures de pierre mal faites, usées et cassées, représentant les *Benedicite*, qui étoient sur les tombeaux, il en seroit fait et posé trois de cuivre, invitèrent Monsieur Delecey, chanoine, et Mrs Tasset et Deserrey, intendants de la fabrique, de vouloir donner leurs soins et leurs peines pour led. ouvrage, et pour cet effet ayant fait ouvrir le tombeau, ils y trouvèrent trois petits cercueils de pierre qui étaient dans un caveau, et ayant commandé aux ouvriers de les reculer du grand autel sans les ouvrir, d'autant qu'on étoit persuadé qu'ils renfermoient les reliques de ces trois grands saints par une tradition quasi immémoriale et par deux procès-verbaux des 6 novembre 1521 et 1575 par lesquels il appert que les roys François I et Henry III, d'heureuse mémoire, firent ouvrir les tombeaux de ces grands saints pour vénérer leurs reliques, les baiser et manier et que ce dernier *voulu* emporter de chaque cercueil un ossement.

Comme donc on travailloit pour reculer ces petits cercueils, qu'on croyoit pouvoir être reculés sans être ouverts, il arriva par la Providence de Dieu que l'ouvrier voulant en détacher un du lieu où il étoit posé, il l'ouvrit contre son dessein et contre l'ordre exprès de Mss susd. Srs Delecey, Tasset et Desserrey, lesquels étoient là présents et qui n'abandonnoient point les ouvriers qui y travailloient. Ce qui leur donna la dévotion de faire l'ouverture des deux autres et ils *trouver* les précieuses relliques de ces trois grands saints fort saines et entières ainsi que l'attestoient les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

1. Florent Michel, p. 128.

En ayant donné avis à Mrs susd. Sieurs, il fut résolu, le 18 du même mois, que Mrs du présidial et Mrs de ville y seraient appelés par leur Secrétaire, avec tous les Supérieurs des ordres relligieux, qui furent priés de vouloir s'y trouver le même jour à deux heures apres midi en leur Eglise pour être les spectateurs et tous les fidéles témoins de la vérité de tout le narré cy-dessus, où ils eurent la dévotion de se trouver et furent les admirateurs de ces merveilles.

Le lendemain 19, l'on fit tirer du caveau trois petits cercueils de bois, qui étoient dans ceux de pierre mentionnés cy-dessus et les sacrés ossements en ayant été tirés, qui étoient en chacun d'iceux et posés dans trois autres petits cercueils de bois de chêne fort propres et faits exprès, doublés de satin rouge en dedans.

Il furent exposés à la vénération du peuple tout ce jour-là, et encore jusqu'au lendemain deux heures après-midy et pendant tout ce temps là gardés par Mrs tour à tour très-soigneusement, après quoy on les remit avec grande dévotion et concours de peuples dans trois petits cercueils de plomb qu'on fit reculer de l'autel, ainsi que Mesd. Srs l'avoient ordonné, l'on posa ces sacrées reliques, disposées comme cy-dessus dans leurs trois petits cercueils de pierre, et ensuite le tombeau qui couvre led. caveau fait à neuf, l'on y mit une lame de cuivre, et dessus lad. lame trois figures de cuivre en relief, représentant les trois *Benedicite* que l'on avoit [fait] faire avec beaucoup de frais et de soins, où ces précieuses reliques reposent à présent.

IV

Les reliques des Benedicite ont-elles reçu un culte public à Langres ?

Dans les anciens Bréviaires on ne trouve aucune mention de fête en l'honneur des trois *Benedicite*; cependant on leur rendait une sorte de culte public qui consistait à faire brûler un cierge sur leur tombeau : Florent Michel nous apprend que c'était par suite d'une fondation faite par le trisaïeul de M. Véron[1], chanoine chambrier de son temps; et ensuite à y faire

1. La cathédrale de Langres a compté pendant le XVIe, le XVIIe et le XVIIIe siècle cinq ou six chanoines de la famille Véron. Celui dont parle Florent Michel est Jérôme-Lazare Véron, né en 1700, décédé en 1768. Son trisaïeul,

chanter, chaque samedi des Quatre-Temps, le cantique *Benedicite* par les enfants de chœur de la cathédrale [1].

V

Que sont devenues les reliques des Benedicite?

Les ossements qui se trouvaient dans le reliquaire donné par Charles IX ont disparu à la Révolution avec le trésor de la cathédrale. Quant à ceux qui étaient dans le tombeau devant le maître-autel, une note marginale du *Manuale* de Florent Michel nous fait connaître leur sort. Elle doit être de la main de M. Barrois de Sarrigny, chanoine et grand-chantre de l'église cathédrale, qui possédait, dès l'année 1777, ce manuscrit dont il a fait présent à la bibliothèque de la ville, le 21 septembre 1831. On lit : « Ce plomb (dont étaient faits les cercueils), ayant excité l'avidité des paveurs de l'église, à la Révolution, les trois petits cercueils furent extraits du caveau ci-dessus, et leurs reliques, dont ils se soucièrent moins, furent abandonnées aux ministres de ce temps et placées sous le maître-autel et sous celui de la chapelle du fond de l'église. »

A. Tachy
Vicaire de St-Martin de Langres.

Nicolas Véron, avocat, qui fut auteur de la fondation, avait été ennobli en 1540, 7 juin, par l'empereur Charles-Quint. Cette ancienne famille, qui a fourni des sujets distingués au barreau et à l'armée, existe encore de nos jours.

1. Florent Michel, et aussi un Journal des offices de S. Mammès du 1 May 1728 au 30 Avril 1729. Mss. de M. Mahudel, chanoine. On lit à la date du 22 mai, samedi des Quatre-Temps de la Pentecôte : « On entre à neuf heures et demie à cause des cinq leçons et du Benedicite, qui se chante devant sur *tombeaux* par les enfants de chœur. »

LE MARÉCHAL DE FABERT A SEDAN

Un important travail consacré au maréchal de Fabert vient d'être publié par un officier érudit et laborieux, M. le commandant Bourelly. Jamais la vie de cet illustre homme de guerre n'avait été sérieusement étudiée, et le livre que nous venons de lire comble cette lacune. Son auteur a recherché tout ce qui pouvait toucher à la vie politique et militaire de Fabert dans les divers dépôts de nos archives publiques. La première partie de cette histoire a seulement paru, s'arrêtant à l'année 1652, au moment où Mazarin se retira à Sedan. Nous voudrions ici, après avoir donné quelques détails sur les commencements de Fabert, raconter son rôle comme gouverneur de Sedan. C'est un épisode considérable pour l'histoire ardennaise : sa place à ce titre est dans notre *Revue*.

I

Abraham Fabert, second fils d'Abraham Fabert, seigneur de Moulins et d'Anne des Besnards, naquit à Metz, le 11 octobre 1599. Son bisayeul habitait Strasbourg : son fils fut appelé à Nancy par le duc Charles III pour diriger l'imprimerie ducale et mérita par ses services des lettres de noblesse datées du mois de novembre 1603. Le père du maréchal se signala par sa brillante conduite militaire, ce qui ne l'empêcha point de continuer ses travaux typographiques. Le jeune homme commença comme imprimeur, mais cette carrière lui souriait peu, pas plus que la carrière ecclésiastique que son père eût désiré lui voir embrasser. Il aimait les choses militaires. Lors de l'entrée du marquis de la Valette, en 1613, comme gouverneur de la ville, Fabert commandait les compagnies des enfants convoqués pour recevoir le fils du duc : on remarqua sa vaillante tournure et la façon dont manœuvrait sa troupe, et la même année il entra dans les Gardes-françaises comme cadet d'une des compagnies en garnison à Metz. Sa carrière fut assez cruellement éprouvée et il fut une fois cassé du grade de capitaine par le mauvais vouloir de Luynes. Il ne cessa pour cela de se battre bravement et nous ne le revoyons redevenir capitaine du régiment de Rambures qu'en 1631 après une brillante campagne en Piémont. Il revint alors à Metz pour

réorganiser la forge de Moyeuvre que son père lui avait cédée, et puis épousa Claude Richard de Clevant d'une famille noble de Lorraine. Il n'en reprit pas moins presque aussitôt son épée : prisonnier un moment à Thionville, il recouvra promptement sa liberté par l'intervention de Richelieu ; depuis lors son nom est constamment cité dans vingt combats, tout en étant mêlé à de graves incidents : un moment même, poursuivi par le père Joseph, il songea à perdre Richelieu pour sauver le duc d'Epernon, et en parla à Louis XIII qui recula devant les moyens d'exécution. En 1639, Fabert était en Italie et recevait une grave blessure au siége de Turin et il devenait à cette époque le protégé particulier du cardinal dont il avait été l'ennemi acharné, mais secrètement, paraît-il. En 1640, il décida la prise d'Arras dont il avait vivement conseillé l'attaque. En 1641, il paraît aussi en Champagne pour combattre vivement à la bataille de la Marfée à laquelle il assista. Il prit ensuite une action assez prépondérante dans les conseils militaires, se rendant souvent de Rethel où était l'armée, à Reims où se trouvait la cour, décidant la prise de Donchery, suivie de la reddition de Sedan, par les habiles négociations de Puységur, ainsi que de la rentrée en grâce du duc de Bouillon, sollicitée avec ardeur par Cinq-Mars.

Fabert accompagna ensuite le roi dans le Midi, assista aux péripéties du drame de Cinq-Mars ; il avait dû retourner en Roussillon (août 1642), après avoir pris Trévoux par un habile stratagème : il arriva pour assister à la capitulation de Perpignan. Pendant ce temps — le procès du duc de Bouillon, compromis, comme on sait, dans la conspiration de de Thou et de Cinq-Mars, s'instruisait—l'exécution des deux principaux coupables, fit disparaître la dernière hésitation de ce prince, et pour sauver sa tête, il se décida à céder ses Etats au roi. La proposition fut agréée avec empressement, car c'était le but que poursuivait Richelieu : la clause fut signée et le duc obtint le 15 septembre des lettres de grâce et d'abolition. Le cardinal s'empressa de chercher un gouverneur pour la principauté « estimant qu'il falloit mettre là-dedans un homme merveilleusement sage pour se bien conduire avec les habitants, ministres et la mère du duc qu'on ne croit pas qui en veuille sortir sa vie durant. » Son choix se porta sur Fabert que le roi agréa et Fabert apprit en chemin, comme il revenait du Roussillon, sa nomination : il rencontra à Marcigny, près de Roanne, le cardinal qui lui déclara que le connaissant désintéressé comme il était, il allait s'occuper du côté matériel de sa

charge ; en conséquence il lui annonça que madame de Fabert recevrait mille écus par mois pour sa table, puis dix mille écus pour monter sa maison : « Adieu, lui dit-il, en le congédiant, retirez-vous sans me faire aucun remerciement. »

II

Mazarin fut envoyé immédiatement dans la principauté pour régler avec la duchesse la disposition exécutoire de l'acte de cession, notamment au sujet de l'intention du roi de continuer à faire jouir les Sédanais du bénéfice de la neutralité stipulée par le traité antérieur. Mazarin donna à ce sujet la plus formelle garantie à MM. de Briquemault, de Réal, bailli de la ville et président du conseil souverain et Rambour, ministre protestant mandé dans ce but à Donchery le 25 septembre. Dans l'après-midi la duchesse Eléonore quitta la ville avec ses enfants, au milieu des démonstrations d'une population véritablement désolée, et quatorze compagnies de gardes-françaises et suisses vinrent se ranger sur la place d'armes de Sedan : le cardinal suivit ; les clefs lui furent présentées à la porte et il monta au château où il reçut le corps de ville : au même instant Fabert arriva, mais « si las » qu'il demanda qu'on le laissa reposer jusqu'au lendemain[1].

Le lendemain, Fabert fut solennellement installé et Mazarin quitta Sedan le 6 octobre et revint à Paris où il chercha à faire rattacher le gouvernement de Sedan à celui de Cham-

1. Quelques mots sont nécessaires pour faire connaître brièvement l'histoire de la principauté jusqu'à ce moment. Simple fief dépendant de l'abbaye de Mouzon, puis fief de la couronne au XIVe siècle, Sedan fut conquis en 1424 par Erard de la Marck : la ville et son territoire fut érigé en souveraineté indépendante par Robert IV, fils du maréchal de Fleurange et gendre de Diane de Poitiers (1538). Il achète peu après la seigneurie de Raucour. Henri, son successeur, amena le protestantisme dans ses Etats, puis en 1591 l'héritière de la Marck porta la principauté à Henri de la Tour-d'Auvergne, vicomte de Turenne, lequel se remaria avec Elisabeth de Nassau. Frédéric-Maurice, son fils aîné, embrassa le catholicisme tout en rendant un édit pour assurer la liberté religieuse de ses sujets (1638). On sait le rôle qu'il joua alors dans les troubles intérieurs du royaume, sa conduite à la Marfée, sa participation à la conspiration de Saint-Mars, son arrestation et sa soumission.

Un conseil souverain fonctionnant, sous l'autorité du prince, administrait la principauté, la justice était rendue par une cour prévôtale et un bailliage, repartissant tous deux au conseil souverain. Les communes étaient gérées par des échevins nommés par le prince sur une liste présentée par les conseils locaux. Sedan était le siége d'une académie devenue célèbre.

pagne, mais Fabert parvint à conserver son indépendance par l'influence de Richelieu, et il ne tarda pas à obtenir une large extension de ses pouvoirs.

La tâche du nouveau gouverneur était aussi difficile que délicate. La population regrettait sincèrement son prince : le conseil souverain manifesta une vive opposition dès le commencement en refusant l'enregistrement de lettres royales donnant à Fabert le droit de nommer à tous les emplois civils et militaires. Fabert montra une excessive prudence et une rare patience tout en demeurant résolument ferme à maintenir des prérogatives sans lequelles il sentait qu'il ne pourrait gouverner.

Quand il eut épuisé toutes les voies de conciliation, il se décida à agir énergiquement : il rassembla le conseil, exigea l'enregistrement, destitua quelques-uns des magistrats et des fonctionnaires les plus récalcitrants et rendit compte ensuite de sa conduite au roi qui l'approuva complètement. L'avènement de Mazarin redoubla d'ailleurs son zèle : sa tentative d'apaisement cependant ne réussissant point, le bruit se répandit que le roi songeait à rendre la principauté à son ancien souverain ; un mouvement grave devenait imminent et Fabert dut sévir en envoyant au supplice quelques-uns des plus coupables. « Dans un nouveau gouvernement, écrivait-il à Chavigny, c'est une clémence que de faire d'abord des exemples qui diminuent le nombre des séditieux en arrêtant le cours de leur révolte : un peu de sang répandu à propos, en épargne beaucoup. »

Le calme se rétablit en effet et Fabert songea à en profiter pour relever le catholicisme dans la principauté ; il agit adroitement sur les principaux ministres réformés pour obtenir d'eux des mesures de tolérance et il y parvint : le Saint Sacrement put d'abord être porté ouvertement à travers les rues aux malades ; les processions furent rétablies, les moines réinstallés dans leur abbaye de Saint-Hubert. Aussi une ordonnance fut promulguée le 29 février 1644 pour « le rétablissement de l'entière liberté et exercice de la religion catholique dans la ville et souveraineté de Sedan et Raucourt. » Une mission de Lazaristes fut envoyée par saint Vincent de Paul sur la demande de Fabert et la cure de la ville leur fut confiée. Louis XIII mourut peu après, laissant 64,000 livres pour subvenir aux frais de cette mission, somme capitalisée, pour constituer une rente perpétuelle destinée à entretenir dans la prin-

cipauté six prêtres et deux frères de la Mission. La mort du roi devait rendre de l'espoir aux séparatistes Sédanais, qui trouvaient d'ailleurs un appui naturel auprès des protestants soumis en apparence, mais au fond vivement froissés. Les mécontents saisirent le prétexte de la procession de la Fête-Dieu (4 juin 1643) pour manifester leur mauvais vouloir en affectant de tenir leur boutique ouverte, malgré la recommandation des autorités ; ils prirent même rapidement une attitude plus menaçante et Fabert dut faire arrêter en sa présence les plus mutins.

M. de Réal, président du conseil souverain, vivement attaché à ses anciens princes et qui ne cachait pas ses sentiments, était en même temps un esprit sage et prudent, qui pour mieux défendre la cause qu'il servait, eut le courage de répudier hautement ces bruyantes manifestations ; il cherchait avant tout la prospérité du pays et Fabert trouvait en lui un appui précieux, bien qu'il n'ignorât pas que Réal tenait Frédéric-Maurice minutieusement au courant de tout ce qui se passait : seulement il savait qu'avec un conseiller comme Réal, le duc de Bouillon ne cèderait jamais aux entraînements d'une minorité exaltée dans le sens d'un coup de force pour recouvrer sa souveraineté.

Fabert cependant n'était pas sans de graves inquiétudes personnelles : le gouvernement de la Régence lui inspirait peu de confiance et l'accueil bienveillant fait au duc de Bouillon lui inspirait des craintes sérieuses sur la possibilité d'une restauration. Il s'ouvrit de ses soucis à Mazarin qui non-seulement lui répondit, mais lui fit écrire par la reine : « Je ne sais qui sont les mauvais esprits qui ont voulu vous faire croire que j'eusse méfiance de votre fidélité. Je la tiens à l'épreuve de toutes sortes de choses, voire du mépris et je vous tiens pour un bon serviteur. » (24 juillet 1649), ajoutant qu'elle ne pouvait ni voulait rendre Sedan à son ancien propriétaire, mais cherchait seulement à l'indemniser « d'une manière libérale. » Fabert communiqua cette dépêche à Réal en le prévenant que Frédéric-Maurice était informé en même temps de ces résolutions de Marie de Médicis. Les échevins mis au courant de la situation par le président du conseil souverain, vinrent alors déclarer au gouverneur qu'ils s'inclineraient respectueusement devant la volonté royale. Fabert s'empressa de témoigner de sa bonne volonté en saisissant toutes les occasions de prouver sa résolution d'être véritablement conciliant et accommodant.

Après d'assez longues négociations et de sérieuses difficultés, Mazarin parvint à décider Frédéric-Maurice à se contenter de l'équivalent de ses terres souveraines en terres démembrées du domaine royal au titre de duché-pairie, et la réserve des honneurs souverains: on avait en même temps désintéressé son frère, qui devait être le grand Turenne, avec le bâton de maréchal de France. Fabert reçut alors les patentes de gouverneur des villes, château et principauté de Sedan et Raucourt (15 janvier 1644). Il présenta alors un mémoire détaillé de tout ce qu'il croyait utile de faire dans la principauté: augmentation du clergé, construction de deux temples, à condition que les protestants restitueraient les églises aux catholiques ; mise en état de la place ; réunion de Donchery au gouvernement de Sedan ; installation d'un régiment de deux compagnies. Mazarin approuva tous ces projets en conférant en outre à Fabert une large prépondérance dans le choix des officiers de la ville et lui faisant donner le grade de maréchal de camp.

Fabert s'était rendu à la cour pour traiter ces graves affaires : il rentra à Sedan le 20 avril, comme Frédéric-Maurice venait de quitter la France pour Rome et ne dissimulant nullement ses projets de ne pas tenir ses engagements. Le 24 avril, Fabert reçut le serment de fidélité des habitants et fonctionnaires de Sedan, en les prévenant qu'à l'avenir la justice y serait rendue au nom du roi, mais en s'engageant à respecter les privilèges locaux, « même en l'exercice de la religion prétendue réformée. » La cérémonie fut longue et pompeuse: trois jours après Fabert la renouvela dans la plaine de Balan pour les fonctionnaires de tous les bourgs et villages et des officiers de la milice ; puis, le 10 mai, il présida à l'audience solennelle d'ouverture du conseil souverain en déclarant révoqués deux de ses membres qui s'étaient signalés par leur opposition et avaient d'ailleurs quitté prudemment déjà le pays. Ces mesures et surtout la parfaite équité du gouverneur amenèrent promptement les meilleurs résultats: les dissidences s'apaisèrent réellement pour faire place à une véritable concorde.

En dix-huit mois, Fabert avait surmonté les plus graves difficultés et mis la principauté dans l'état le plus satisfaisant. Le véhément Pierre du Moulin, qui depuis vingt ans passionnait Genève, reconnut cet heureux apaisement dans l'épître dédicatoire d'un de ses livres adressés à Fabert. « Ayant pour but le service de Leurs Majestés, lui dit-il, vous vous com-

portez en sorte que les deux religions là sont ensemble en paix, et que les unes et les autres ont de l'émulation à vous aimer et honorer. Votre vigilance fait que nous dormons sûrement. Vous subvenez à nos craintes par votre pourvoyance. »
A la fin de mai, deux députations sédanaises se rendirent en cour pour confirmer de vive voix leur serment de fidélité ; en échange ils reçurent une large confirmation de leurs privilèges et de leurs franchises, avec toute satisfaction au sujet de l'exercice de la religion prétendue réformée : deux nouveaux temples leur furent même accordés, à Givonne et à Francheval avec les fonds nécessaires pour l'achat de cimetières particuliers. Dès lors l'attachement des Sédanais à la France fut sincère, et on en eut la preuve quand au mois de septembre suivant, un sieur Fourier, dévoué au duc de Bouillon, voulut tenter un coup de main avec l'appui des Espagnols : il fut arrêté et exécuté sans que cet événement causa la moindre agitation dans la principauté. Peu après, l'archevêque de Reims vint à Sedan pour régler les affaires religieuses conformément aux disposition de l'édit de Rueil. Il fut magnifiquement reçu et sa prosence ne donna lieu à aucun incident fâcheux, tout au contraire.

III

Fabe.t ne s'occupait pas moins activement de la sécurité de son gouvernement : dès le 6 mai, il avait renouvelé le traité qui mettait réciproquement les territoires de Sedan et de Luxembourg à l'abri des hommes de tous partis armés et de réquisitions ; il avait établi sur pied un régiment spécialement affecté à la principauté : il organisa ce corps avec un soin tout particulier et il mit sa satisfaction à lui voir faire bonne figure, quand il l'envoya rejoindre les armées opérant en Champagne. A la fin de 1644, Fabert quitta Sedan pour aller rejoindre le comte d'Harcourt en Catalogne ; il rentra dans son gouvernement au mois de juillet suivant, mais il jouissait d'une faveur à la cour qui, tout en augmentant son influence, lui causait de graves difficultés par la jalousie qu'il inspirait et qui redoubla quand on le vit nommé membre du conseil d'Etat et privé. Il ne fit aucune attention aux attaques de ses ennemis, et se consacra de plus en plus à la mise en bon état de défense de la place confiée à sa garde.

Il dut aller passer les six derniers mois de l'année 1646 à l'armée d'Italie ; à son retour il chercha vainement à se faire

rembourser la somme considérable avancée par lui pour l'entretien de son régiment ; il en demanda la réduction à quatre compagnies, ce qui ne l'empêcha pas encore de contribuer par son crédit à obtenir la somme que les travaux des fortifications de Sedan nécessitaient et qu'on ne pouvait trouver dans les coffres vides de l'Etat. Mais les questions militaires n'absorbaient pas exclusivement Fabert : tout ce qui concernait Sedan l'attirait et à ce titre il devait porter son attentien sur la fabrique des draps qui avait pris une rapide extension depuis l'ouverture du premier établissement en 1618 : il accueillit avec empressement une compagnie venue pour fonder une grande manufacture en lui faisant accorder de larges avantages qui lui permirent de prendre bientôt une rapide extension.

Rien n'était cependant terminé avec Frédéric-Maurice pour son désintéressement au sujet de la principauté dans laquelle il espérait toujours rentrer. Fabert poussait vivement Mazarin pour en finir, mais le cardinal ajournait toujours. Pendant une absence du gouverneur qui dut se rendre aux eaux au mois de mai 1647, quelques Sédanais encouragés par son absence et aussi par la faiblesse ou peut-être la complicité de ses lieutenants, M. de Mygene, se montrèrent assez remuants ; le duc de Bouillon en même temps l'attaquait vivement à la cour, le représentant comme d'une violence exagérée. Mazarin voulait arrêter le mal au début, résolu de remplacer le conseil souverain par un présidial et d'envoyer quelques troupes. Fabert eut le plus grand mal à faire comprendre au ministre le danger de pareilles mesures qui allaient infailliblement rejeter dans les bras de ses anciens maîtres une population profondément blessée de voir le peu de respect qu'on gardait pour ses privilèges. Il y réussit cependant et il profita du regain de popularité qu'il y gagna pour obtenir des bourgeois de Sedan de coopérer de leurs bourses aux réparations des fortifications de la ville, tout en y engageant sa propre fortune, malgré la représentation de ses amis et de ses parents. Mais à toutes ces observations il répondait « que si pour empêcher qu'une place que le roi lui avait confiée ne tombât au pouvoir des ennemis, il falloit mettre à une brèche qu'il avoit faite sa personne, sa famille et tout son bien, il ne balanceroit pas un moment à le faire. »

Nous ne parlerons pas du rôle de Fabert dans les événements de la Fronde, événements qui n'étaient pas sans lui

créer d'assez graves difficultés par sa liaison avec quelques-uns des hommes qui s'y trouvaient compromis comme Chavigny et par les velléités du duc de Bouillon à en profiter pour regagner ses Etats. Placé à l'extrémité d'une de nos frontières, Sedan était une place de première importance et sa conservation exigeait une active surveillance.

Fabert y revint au commencement de 1649 avec le droit de nommer aux charges de judication : il reconnut promptement les progrès des anciens partisans de la maison de la Tour et il débuta en expulsant dix des familles les plus compromises, en interdisant sous des peines sévères toute communication avec les frondeurs et en organisant solidement la défense de la principauté par la mobilisation de 5300 hommes constituant la milice locale. Il se tenait soigneusement au courant des incidents du dehors, tant pour sa propre sûreté que pour pouvoir tenir au courant le gouvernement.

Les appréhensions de Fabert n'allaient pas tarder à se réaliser : il avait d'abord redouté vivement le passage des allemands de d'Erlach qui, bien qu'à notre solde, ne reculaient devant aucun brigandage ; à force de démarches auprès de Mazarin, il put détourner ce fléau qui se fit sentir si cruellement en Champagne, mais au printemps de l'année 1650, les troupes de Turenne vinrent mettre la principauté à feu et à sang, après que leur chef eut vu repousser par Fabert sa demande d'assurer la subsistance de son corps d'armée : « Un de leurs plus grands plaisirs, écrit Fabert à Chavigny le 20 mars, est de brûler les enfants dans les maisons où ils mettent le feu. » Ils ne se retirèrent que quand le pays eut été complètement dévasté. Au mois de mai, le bruit courut que Sedan allait être assiégé ; la retraite non motivée des Espagnols empêcha cette attaque, et Fabert ne songea plus alors qu'à assurer et à hâter la rentrée des moissons de la campagne. Au mois de novembre, Mouzon fut enlevé après sept semaines de siége, les pertes subies par les assiégeants les empêchèrent de faire subir le même sort à Donchery, mais tous les bourgs et les villages furent dévastés et ruinés, les pénibles événements joints au chagrin que causait à Fabert l'inimitié croissante de Mazarin contre Chavigny, avec lequel il était intimement lié, le découragèrent profondément et lui firent désirer vivement d'être déchargé de ses fonctions et de pouvoir rentrer dans la vie privée. Le péril du poste où il se trouvait sut combattre ce dégoût et l'empêcha de réaliser un projet sur lequel il s'était longuement ou-

vert avec Chavigny. Le gouvernement de son côté ne négligeait rien pour l'engager plus étroitement à son service : en juillet 1650 ses terres de Bourgogne étaient érigées en marquisat de Larrey et le 20 septembre il recevait le brevet de lieutenant-général.

La Champagne était alors dans la plus misérable situation : Turenne venait d'être battu à Somme-Py et les Espagnols étaient en pleine retraite au commencement de 1651. Aucune province n'avait certainement eu plus à souffrir des désordres et des exactions des gens de guerre, soit soldats du roi, soit troupes étrangères, tant amies qu'ennemies. L'heure du repos était cependant encore éloignée. De nouveaux instruments de dévastation furent amenés par le général Rosen avec ses allemands à la solde de la France. Fabert réclama vivement : Mazarin chercha à arranger les choses en envoyant de l'argent à Rosen et en lui recommandant du prix de ménager « le plat pays. »

La Fronde cependant n'avait pas désarmé ; tous les partis s'étaient coalisés pour obtenir la mise en liberté des Princes et l'éloignement de Mazarin. Le cardinal effrayé s'enfuit secrètement de Paris et arriva après divers détours à Rethel (février 1551) et il manda Fabert qui le décida à aller se fixer à Schlestadt, après avoir été obligé de se réfugier un moment à Sedan où le gouverneur de la ville lui ménagea une réception digne de son rang.

Fabert devint l'intermédiaire entre la Reine et Mazarin pendant le séjour de celui-ci à Rethel : Anne d'Autriche le consultait sur tout comme s'il avait toujours été officiellement à la tête du gouvernement et c'est d'accord avec lui qu'elle signa le 20 mars l'échange définitive des souverainetés de Sedan et Raucourt contre les duchés - pairies d'Albret et de Château-Thierry, et avec maintien de privilège, rang, préséance, et comme par le passé pour le duc de Bouillon. Une des clauses du traité plaçait la « Terre souveraine » dans le ressort du Parlement de Paris, ce qui devait amener la ruine de l'académie et déposséder nombre de magistrats hors d'état de payer les nouvelles finances. Fabert qui ne l'apprit qu'au bout de quatre mois, comprit le tort qu'une pareille mesure allait causer, outre qu'elle démentait toutes les assurances qu'il avait maintes fois répétées aux Sédanais. Il en écrivit amèrement et à Mazarin et à Chavigny. Il eut gain de cause et une déclaration royale du 3 juillet constata « l'erreur » qui s'était

glissée au détriment des sédanais dans la convention du 20 mars.

A ce moment la situation de Fabert est vraiment étrange. Du fond de Sedan, il prend une part décisive aux affaires de la France. « Ce n'est pas trop dire, remarque M. Bourelly, qu'à partir de ce moment (octobre 1651) Fabert est l'âme de l'entreprise de guerre qui doit signaler le retour de Mazarin en France. » Le cardinal l'avait chargé de tout diriger; il dut accueillir les offres de service, stimuler les hésitants, lever des troupes, disposer de l'argent laissé à Sedan par le cardinal, entrer en relation avec les maréchaux et généraux ennemis de la Fronde, surveiller la frontière sans cesse menacée, enfin préparer l'ouverture de la campagne par le siége de Mouzon. Le 22 décembre, le cardinal entrait dans Sedan avec 3 ou 4,000 hommes et en repartait le 29; un mois après il avait repris au grand jour les rênes du gouvernement.

A la fin de l'année 1652, Condé reporta encore la guerre sur les frontières de la Champagne. Joint au comte de Fuensaldagne, il s'empara de Château-Porcien dont il fit son quartier-général, et puis peu après de Rethel et de Sainte-Menéhould. Sachant Sedan trop bien gardé, le prince se jetta ensuite dans le Barrois.

La plupart de ces places furent reprises avant la fin de l'année, notamment Château-Porcien. La rigueur de l'hiver empêcha seule la poursuite des ces succès, auxquels Fabert contribua largement par les renseignements précis qu'il fournissait à la cour et aux généraux. Mazarin venait de passer plusieurs semaines auprès de lui : il le quitta le 28 novembre.

C^to E. DE BARTHÉLEMY.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780

Les moines attachés à l'hôpital devaient appartenir à l'ordre spécial de Saint-Antoine de Viennois, ils devaient jouir de tous droits d'usage dans le pays et le territoire de Bourbonne, tant dans les forêts, rivières, teres, prés et vignes que dans les pâturages, essarts et glandées; de plus, ils ne pouvaient être tenus à aucune indemnité, dans le cas où leur bétail aurait causé quelques dommages aux autres habitants.

D'un autre côté, Jean de Choiseul leur abandonnait en toute propriété pour la fondation de l'hospice:

1° Son propre jardin sis à Bourbonne dans le coteau dit *des jardins* et s'étendant depuis la voie publique ou la rue jusqu'à la grange de Sire Richard de Bourbonne, chevalier.

2° Une chenevière tenant à ce jardin.

3° Vingt livrées de terre de revenu annuel[1].

4° Un pressoir construit par la testatrice, avec une maison et ses dépendances, le tout situé à Bourbonne.

* Voir page 162, t. VIII, 4e année de la *Revue de Champagne*.

1. Le mot *libratis* (librata) employé dans le texte a été souvent controversé, les uns ont vu dans cette expression, un synonime de *libra*, la livre monétaire, divisée en sols, deniers, obole, etc. D'autres ont prétendu que librata indiquait, lorsqu'il étoit question de propriété, une certaine division des terres analogue à celle de la monnaie; « et libratum esse modum agri « ant pratis ad valorem annuum pecunarii redditus et ad certum librarum « monetæ currentis numerum exactum et æstimatum adeo ut qui certum nume- « rum librarum terræ alteri daret ad hoc teneretur arbitrio et judicio boni viri, « certam agrorum mensuram quæ in reditu tot nummorum libris valeret dare. » Il n'est point question dans le texte d'une somme, mais d'une quantité de terre; cependant nous pensons avec *du Cange*, que l'acception que nous venons de donner est celle qu'on doit adopter dans le cas présent et que la quantité de propriété donnée devait produire 20 livres de revenu annuel. Du reste, nous en trouverons la preuve dans les documents postérieurs.

5° Un champ appartenant au Sire de Choiseul, et nommé le *champ de la Bergerie*.

6° Un autre champ, une vigne et un jardin, au lieudit *plainfays*, et ayant appartenu autrefois à Guidon, prêtre.

7° Deux fauchées de pré dans le Breuil, appartenant au seigneur.

8° Les essarts d'une forêt ayant appartenu à un sieur *Chauchain*, de Montigny, et qui était située entre le chemin conduisant de Bourbonne à Pouilly, le bois appartenant à Hugon, seigneur de Bourbonne en partie, et la forêt du Sire de Choiseul jusqu'au ruisseau qui coulait entre les finages de Bourbonne et de Pouilly.

9° Jean et son fils s'engageaient de plus, pour eux et leurs successeurs, possédant le donjon de Bourbonne, à donner aux moines deux bonnes fauchées de pré en un autre lieu.

Voici, du reste, le texte de l'acte de fondation :

« Nos officialis curiæ Bizuntinæ, notum facimus universis quod « coram Simone de Borregio curato de Borbonâ curiæ nostræ « jurato mandato ad hœc a nobis specialiter deputato cui quo « ad omnia et singula hoc instrumento contenta commisimus, « et per idem instrumentum committimus, vicis nostris ratifi- « camus, confirmamus et approbamus et cui fidem quo ad « hoc et ad majora plenariam adhibemus propter hoc persona- « liter constituti, nobiles milites dominus Joannes dominus de « Caseolo et dominus Borbonie in parte et dominus Joannes « ejus primogenitus, executores testamenti domine Bartolomete « dictæ Alix uxoris quondam dicti domini Caseoli, spontanei « et in certa sciencia confessi sunt in jure, coram dicto mandato « nostro quod predicta Bartolometa in sua ultima voluntate « quam valere et habere perpetui roboris firmitatem voluit, « mandavit et precipit fieri Borbonie quoddam hospitale quod « esset sub regimine abbatis beati Antonii Viennensis et eidem « esset subjectum in spiritualibus et temporalibus, in quo reci- « perentur omnes infirmi infesti morbo qui dicitur *Ignis sancti* « *Antonii*, et quod viginti libratæ terre omnis redditûs illis « infirmis de Sancto Antonio ibidem situerentur, quam volun- « tatem prenominati executores exequi et totaliter adimplere « volentes ne dicta textatrix voto suo fraudaretur tradiderunt, « deliberaverunt ac in jure, coram dicto mandato nostro, con- « fessi sunt se tradidisse et deliberavisse in perpetuum « religioso viro fratri Nicolaï preceptori domûs sancti Antonii « de Armoneriis (?), recipienti et acceptanti nomine religiosi

« viri abbatis sancti Antonii Viennensis pro platea dicti « hospitalis ad edificandum et construendum dictum hospi- « tale: hortum ipsius domine Joannis, Domini caseoli, situm « Borbonie in *irco* qui dicitur *des jardins* prout se intendit a « strata publica usque ad grangiam domini Richardi de Bor- « boniâ militis, unâ cum quâdam chenevierà sitâ prope dictum « hortum qui fuit previsti dicti Capys (?). Confessi sunt etiam « pronominati dicti executores pro predictis viginti libratis « terre omnis redditûs, secundum voluntatem et mandatum « dicte deffuncte tradidisse et deliberavisse preceptori predicto, « unâ cum rebus aliis, torcular a predicta testatrice edificatum « et factum, Borbonie situm in magno vico Borbonie cum « domo, fundo, et appendiciis ipsius et campum ipsius domini « de Caseolo qui dicitur *de la Bergerie*. *Item*, campum, vineam « et jardinum qui dicitur de *Plainfays*, qui fuerunt quondam « Domini Guidonis presbiteri. *Item*, duas falcatas prati in « brollio Borbonie ipsius domini de Caseolo. *Item*, idem domi- « nus de Caseoli vel heres ipsius qui tenebit Dongionem « Borboniæ, alibi magistro dicti hospitalis duas equaliter bonas « Falcaturas prati déliberavit. *Item les esserts*, quondam sileti « dicti Chanchin de Montaigneyo qui dicitur Crorat (?), prout se « extenduntur a via publica per quam itur a Borbonia apud « Pouilleyum usque ad nemora Hugonis de Polleyo, Domini « Borbonie in parte, et a nemoribus ipsius domini Caseoli « usque ad rivum qui fluit ceu currit inter finagium de Borbo- « nia et finagium de Polleyo, cum appenditiis et pertinentiis « universis, omnium et singulorum predictorum divertientes si « videlicet dictus dominus Caseoli suo et executoris nomine ac « hœredes ceu successores dicte defuncte de omnibus et sin- « gulis supradictis et dominum preceptorem nomine abbatis « sancti Antonii predicti corporaliter investientes et in posses- « sionem inducentes tenore presentium litterarum transferentes « in Dominum preceptorem quo supra nomine, quidquid juris, « proprietatis, possessionis, actionis, reclamationis Dominii « sive usufructus sibi quo supra nomine et heredibus dicte « defuncte in premissis vel aliquo premissorum penitûs reti- « nentes. Voluerunt insuper prenominati executores nominibus « quibus supra, quod preceptor ceu magister de Armoneriis (?) « qui pro tempore fuerit, possit in dicto hospitali magistrum « instituere, et quod Magister[1] ipsius hospitalis aliquem infir-

1. Le maître, — le supérieur.

« mum aut mendicantem in dicto hospitali recipere non ten-
« eatur, nisi infectos dicto morbo qui dicitur *Ignis sancti*
« *Antonii*. Prout superius est expressum predictus miles
« dominus Caseoli et Borbonis in parte, confessus est in jure
« coram dicto mandato nostro sepedicto, preceptori liberam et
« plenariam potestatem dedisse et concessise acquirendi, cum
« rebus supra dictis, in villa et finagio de Borbonia in dominio
« suo in feudis et retrofeudis suis usque ad quadraginta libratas
« terre annui redditûs ac etiam et concessit quod fratres et
« inhabitantes in dicto hospitali habeant in perpetuum plenum
« usagium in villa, finagio et territorio de Borbonia, in nemo-
« ribus, aquis, pratis, terris, vineis, piscariis, preriis, pasturagiis
« et omnibus aliis usanciis, sicut habent alii de Borbona, et
« quod, si animalia ipsorum capientur in damno alterius quod
« pro restitutione damni sint immunes nulla pena ceu amenda
« ab eis exigendo, ita tamen quod dictum hospitale cum bonis
« suis acquisitis et in feudis et retrofeudis suis sint de bonâ
« gardiâ ipsius Domini Caseoli vel heredis sui dongionem
« Borbonie tenentis, volentes insuper dicti executores, nomi-
« nibus quibus supra, quod dictus magister ceu preceptor
« possessionem omnium et singularum rerum predictarum
« valeat et ei liceat per se vel per suos, quos ad hoc reputaverit
« idoneos auctoritate suâ propriâ apprehendere, tenere et habere,
« contradictore aliquo non obstante addentes nominibus quibus
« supra predicto hospitali et magistro omnia jura et actiones
« sibi nominibus quibus supra competentia ac competentes ac
« constituentes dictum magistrum procuratorem in rem suam
« in omnibus ac singulis supradictis ; promisit insuper sepe
« dictus dominus Caseoli, suo et executorio nomine predicto,
« omnes et singulas res supradictas predicto magistro et ejus
« successori in dicto hospitali deffendere, garentire et pacificare
« francas, liberas et immunes et ab omnibus censibus, talliis,
« exactionibus, costumis et ab omni alio onere et genere servitii
« ac servitutis cujuscumque, in judicio et extra, semper et
« ubique, contra omnes, quandocumque et quotiescumque
« eisdem fuerit necesse ; premissa autem et prout facta sunt
« premiserunt dicti executores nominibus quibus supra, vide-
« licet, de Caseolo predictus fide ab ipso propter hoc in manu
« dicti mandati nostri corporaliter preposita loco et nomine
« juramenti et dictus Joannes filius suus bona, fide firmiter et
« inviolabiliter observare et nunquam de cetero contravenire
« ceu contra presens instrumentum, ceu contra aliquod ceu
« plura contenta in eodem, per se vel per alium ceu alios facta

« consensa ceu verbo in judicio vel extra, item velpalam, quâ-
« cumque ratione, occasione sive causa, se nominibus quibus
« suprâ heredesque suos specialiter et expresse dictus domi-
« nus Caseoli heredem suum qui tenebit dongionem Borbonie
« dicto preceptori ceu magistro quod ad premissa omnia firmiter
« et perpetuo observando obligantes et supponentes expresse
« jurisdictioni et coercitioni curiæ Bisuntinensis ubicumque
« maneant vel existant, volentes nominibus quibus suprâ, quod
« in ipsos tanquam in jure convictos et confessos et super
« permissis et quolibet premissorum per dictum mandatum
« nostrum vice et loco nostri viva voce monitos heredesque
« suos ad premissa omnia prout facta sunt tenenda et adim—
« plenda et inviolabiliter observanda per excommunicationis
« sententiam compellamus et compelli faciamus, exceptione
« aliqua non obstante (?), renuntiantes in premissis fide data ex
« certa scientia nominibus quibus supra rei sic (*mot illisible*)
« geste, conditioni sine causa vel ex injusta ceu minus suffi—
« cienti causa omnis exceptionis, doli, mali, circonventionis
« legionis, deceptionis, de infestum ordinis ac omnibus alii
« exceptionibus, rationibus et allegationibus totius juris cano—
« nici et civilis, facti que et consuetudinis propice et statuti ac
« privilegiorum orveis que contra presens instrumentum vel
« hoc factum possent objici vel apponi et precipue jure dicenti
« generalem renonciationem non valere, premissa autem et
« singula prout facta sunt confessi sunt sepedicti executores
« nominibus quibus supra, in jure coram dicto mandato nostro
« vera esse, in quorum omnium singulorum et promissorum
« testimonium ad requisitionem prenominatorum executorum
« nobis insumatum per dictum mandatum cui fidem plenariam
« adhibemus in hac parte sigillum curie Bisuntinensis pre—
« sentibus litteris duximus apponendum.

« Nos vero prenominati, Joannes dominus Caseoli et Joannes
« filius ejus, qui premissa omnia et singula prout facta sunt
« coram dicto et mandato et jurato dicti officialis confessi fui-
« mus et adhuc confitemur vera esse ac rite et legitime facta
« fuisse, et qui predictas res omnes et singulas admortimus et
« mortifficamus ac promisimus et promittimus dicto hospitali
« et magistro deffendere, garantire et pacificare francas, liberas
« et immunes, ubicumque, contra omnes ab omni onere, servitii
« et servitutis, ejus, que sigilla nostra una cum sigillo dicte
« curie Bizuntinensis presentibus litteris duximus apponenda
« in robur et testimonium perpetue firmitatis omnium et sin-

« gulorum premissorum ; datum 4 nonas aprilis anno domini « millesimo trecentesimo quarto [1]. »

En 1280, le fils de Hugues de Trichastel, Guillaume, avait donné aux moines de l'abbaye de Morimond le droit de faire paître leurs troupeaux sur tout ce qu'il possédait à Bourbonne. Ce droit ne fut reconnu qu'après l'autorisation et l'approbation de Renier de Choiseul, seigneur de Bourbonne; ce qui est une preuve de plus que la seigneurie effective appartenait à la famille de ce dernier et que les Trichastel n'avaient jamais eu dans le pays que des droits secondaires ou utiles.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

1. Ordre de Malte et de Saint-Antoine, hôpital de Bourbonne. Archives du Doubs ; (copie de notre collection).

CORRESPONDANCE INEDITE

DE

DOM THIERRY DE VIAIXNES

IX

.... Je n'ay point de réponse de M. de Chaalons, ce qui m'a fait résoudre de m'adresser à M. de St-Malo pour l'ordination des candidats de Hollande. Le port de St-Malo seroit fort commode. Je ne scay si je pourray réussir par cet endroit. Chacun craint pour ses intérêts et pas assés pour ceux de la vérité et de l'Eglise.....

Je vous remercie humblement de l'exemplaire imprimé de l'appel de la cathédrale de Chaalons, que vous m'avés fait la grâce de m'envoyer. J'en fis hier présent à Mgr notre évêque, qui le reçut fort gracieusement. Je me contenteray de la copie manuscrite que vous avés eu la bonté de me faire tenir auparavant... J'aime à présent nos Châlonnois, qui prennent en main avec tant de zèle la défense de la vérité. Ils réparent avantageusement leur indolence passée. Si elle avoit duré, je crois que j'aurois à la fin renié ma patrie.....

A la première occasion, je vous envoiray copie de l'acte d'appel de neuf prêtres de la communauté de St-Vincent de Metz. Il est beau, mais un peu long. J'ai négligé de vous le faire parvenir, parce qu'il n'a pas eu les suittes que l'on en espéroit. Il fut à la vérité envoyé à Paris ; mais, comme il y manquoit quelque formalité, il fut retourné ; et ces religieux, qui appelloient à l'insçu de leur supérieur, pour éviter quelques inconvénients, se contentèrent d'adhérer à l'acte de la communauté de St-Clément. Il y a plus d'un mois que j'ay celuy de Chatrices, dont vous me parlés ; il y a du bon, mais il est trop facétieux pour une matière si sérieuse, et je ne serois point d'avis qu'on le rendît public, à moins qu'on ne le corrigeât en disant sérieusement ce qu'on ne fait qu'en badinant.....

A St-Vanne de Verdun, le 4e février 1719.

D. THIERRY DE VIAIXNES.

* Voir page 214, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

X

..... Je connoissois particulièrement feu M. le curé de St-Eloy, que j'estimois infiniment, et qui étoit fort attaché à notre famille. Vous m'avez fait plaisir de m'envoyer ce qu'il a fait en l'honneur de feu M. de Vialard. Cela me renouvelle la mémoire de ce très saint évêque, qui m'a donné la confirmation et mes premiers ordres, et qui me vouloit du bien. Pour le diaconat et la prêtrise, je les ay reçus de M. le cardinal de Noailles; et ainsy vous voyés que je suis ordonné de bonne main.

J'ai envoyé selon vos intentions en Lorraine la pluspart des mémoires contre l'université du Pont à Mousson dans les diocèses de Toul et de Metz, et vos actes d'appel, dont je suis très content. Je n'ay aucun exemplaire de certaines brochures où sont les entreprises du suffragant de Trèves à Carignan et ailleurs.....

Je ne luy (*au P. Quesnel*) ay point encore fait de réponse, non seulement parce que je n'en ay point reçu de M. de Chaalons, dont je n'en attends plus, mais parce que j'attends certaines nouvelles de Paris avant que de luy répondre. Je suis bien aise de ce que vous ayés envoyé à Rouen copie des deux lettres.....

Voicy copies de deux lettres d'un insolent Capucin à deux curés de ce diocèse. M. de Verdun, à qui j'en ay donné les originaux, les doit envoyer dans peu à M. Chazau, premier président du Parlement de Metz, qui a promis de donner à ce Capucin un *veniat* à la barre du Parlement, de luy bien savonner la tête en pleine audience et d'ordonner ensuite à ses supérieurs de le chasser du ressort du Parlement comme un brouillon et un perturbateur du repos public. Comme je n'ay point d'autre copie de ces deux lettres, je vous prie de me les renvoyer à la première occasion. — Le provincial des Capucins de Bretagne a publié une lettre circulaire pour toutes les maisons de sa province, par laquelle il leur ordonne de se séparer de communion et *a divinis* de tous les appellans, de quelque pays qu'ils puissent être, avec défense de demander ny de recevoir aucun pouvoir de prêcher et de confesser de pas un des évêques appellans. Cela est bien insolent. — L'affaire du s^r Teinturier est bien avancée en Sorbonne. Les commissaires ont extrait quatre propositions de son discours au chapitre de Verdun, et les ont censurées très vigoureusement. L'extrait et les notes ou censures des commissaires ont été inscrites

dans les registres par conclusion de la Faculté, qui a ordonné qu'on écriroit à Teinturier pour qu'il eût à s'expliquer et à se rétracter avant le *prima mensis* d'avril, à faute de quoy son nom seroit rayé et biffé des registres de la Faculté. Il n'est que licencié de Sorbonne. — Le sieur Charlet, archidiacre de notre cathédrale, autre brouillon insigne, vient d'en être quitte à bon marché pour ses incartades. M. d'Harmenonville a joué M. de Verdun; il n'a communiqué à M. le Régent ny les informations ny la lettre de ce prélat; il s'est contenté, de concert avec M. d'Argenson, d'ordonner audit Charlet de demander excuse du passé à M. de Verdun, en présence de témoins, et de luy promettre d'être plus sage à l'avenir. La cérémonie s'en fit vendredy dernier en présence de M. le Doyen et de M. du Bouley. M. de Verdun fut assez mou dans sa mercuriale, et Charlet en jubile. — Le Sr Jacquemin a eu depuis peu un *veniat* en cour, où il est, et où on le laissera se morfondre ; on croit qu'on l'obligera de se défaire de sa charge ; son corps, le regardant comme flétri, ne veut plus le souffrir. — Vous savez que le P. Tellier reçut à Amiens le 17 février une lettre de cachet qui l'exile au collège de La Flèche, au milieu du royaume, pour l'éloigner des frontières de Flandres ; il partit le 18, disant que c'étoit luy qui l'avoit demandé, afin qu'on ne le rendît plus responsable de la conduite de l'évêque d'Amiens. Mais on est persuadé du contraire, et on en a même des preuves. — Le Parlement de Bezançon, après bien des refus et des espèces de séditions dans la ville, a été enfin obligé de rendre un arrest par lequel il déclare abusives les lettres *Pastoralis Officii*, et ordonne, entre autres choses, qu'on enseignera dans la province les propositions fameuses touchant le pape de l'assemblée de 1682. Mais il a ajouté une mauvaise clause à la fin, savoir que c'est sans préjudice de l'enregistrement de la constitution *Unigenitus* par ordre de Louis XIV.

Il ne m'est pas possible, mon cher Monsieur, de vous en écrire davantage, etc.....

D. THIERRY DE VIAIXNES.

A St-Vanne de Verdun, le 6e mars 1719.

(*A suivre*). G. HÉRELLE.

LES ARCHIVES DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

DE

CHALONS-SUR-MARNE

1721. Le 3 fevrier 1738, Jean-Charles, f. lég. de François-Jean-Marie Morel, chev. Sgr de Vitry-la-Ville, Vouciennes, Cheppes et Glacourt, C. du R. Presidt au Prés. de cette ville, et de d. Anne-Jeanne Hocart de Renneville, est né et a été b. P. Jean Hocart, ch. Sgr de Renneville, M. Dame Charlotte-Rose de Poiresson ép. de Nicolas le Clerc, ch. Sgr de Morains.

1722. Le 8 mars 1738, né Louis-Joseph, f. de Claude-François-Xavier Deu, Ec. Sgr de Perthes et de d. Elizabeth-Thérèse Fagnier.

1723. Le 3 avril 1738, est déc. d. Anne-Jeanne Hocart de Renneville, ép. de François-Jean-Marie Morel, Sgr de Vitry-la-Ville, Voucienne, C. du R. Presidt au Pres. de cette ville, 28 ans. Inh. le lendemain en cette Egl.

1724. Le 29 juin 1738, née Charlotte-Louise, f. d'André - Nicolas le Cler de Morains et de d. Gabrielle-Louise Papillon.

1725. Le 24 aout 1738, né Adrien-Louis, f. de Charles - François de Parvillez et de d. Louise-Alexandre Baugier.

1726. Le 17 septembre 1738, déc. d. Jeanne Henriet, veuve de Nicolas des Collines, Sgr de Bisseul. 66 ans.

1727. Le 3 octobre 1738, née Louise, f. de Jean-Baptiste du Boys, Sgr de Chanteresne et de d. Marie-Elizabeth Raulet.

1728. Le 22 novembre 1738, déc. Claude-Philippe Clozier de Soulières, Ec. Sgr de Chouilly, Présidt trés. de Fr. 66 ans. Inh. en cette Egl.

1729. Le 9 décembre 1738, déc. Claude de Rosnay, anc. cap. de dragons, chev. de St-Louis, 79 ans. Inh. en cette Egl.

1730. Le 16 décembre 1738, marié Jean-Baptiste Deu, Ec. Cap. au Rég. de Picardie, 30 ans, f. de Jacques-Joseph Deu et de d. Marie-Anne le Vautrel et dlle Anne-Madeleine Hocart, f. de f. Daniel Hocart, Ec. C. du R. Présidt des Trés. de Fr. et de d. Anne Gerard.

1731. Le 9 fevrier 1739, marié François le Maistre de Géronville, Sgr de Blacy en partie, off. en la conetablie de Fr. 60 ans, et dlle Marie Paris, 39 ans, f. de Mr Antoine Paris et de d. Tanche Duret.

* Voir page 30, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

1732. Le 14 avril 1739, déc. Jean-Bapt. de Bar, baron de Sommevesle, 67 ans. Inh. en cette Egl.

1733. Le 29 avril 1739, née Marie-Anne-Charlotte-Xavière, f. de Nicolas-Francois Mérigot de Blanzy et de d^lle Charlotte Godet.

1734. Le 11 mai 1739, née Marie-Anne Tanche, f. de François-Xavier Godet de Marson et de d^lle Tanche Paris.

1735. Le 16 mai 1739, déc. M. Jean-Baptiste Maupas, Ec. S. de Saint-Martin-aux-Champs, cap. L^t de l'arquebuse de Chaal. 33 ans. Inh. en cette Egl.

1736. Le 21 juin 1739, déc. d. Elizabeth-Therèse de Papillon, veuve de f. Pierre Deu, Ec. Sgr de Vieux-Dampierre, et a. l. Inh. en cette Egl.

1737. Le 7 juillet 1739, né Claude-Jean-Baptiste, f. de Claude-François-Xavier Deu, Sgr de Perthes et de d. Elizabeth-Therèse Fagnier.

1738. Le 20 septembre 1739, né Jean-Henry, f. de M. Philbert-Henry du Verdier, Sgr de Moncetz en partie et de d. Marie-Denise Jeoffroy.

Xe REGISTRE (1740-1749).

1739. Le 31 janvier 1740, né Jean et Antoine-César, f. de Jean-Baptiste du Boys, Sgr de Chanteresne et de d. Marie-Elizabeth Raulet.

1740. Le 4 mars 1740, née Marguerite-Louise, f. de Charles-François de Parvillez et de d. Louise-Alexandre Baugier.

1741. Le 11 mai 1740, né Joseph, f. de Jean-Baptiste Varin et de Marie-Jeanne Galant.

1742. Le 16 juin 1740, né Pierre-François, f. de François-Xavier Godet de Marson et de d. Tanche Paris.

1743. Le 7 juillet 1740, né Jean-Baptiste-Joseph, f. de Jean-Baptiste Deu, Ec. cap. au Rég. de Picardie, et de d. Anne-Madeleine Hocart.

1744. Le 27 janvier 1741, né Louis-François, f. de Louis-François de de Chastillon, Ec. S. d'Ogier et de d. Madeleine-P.mme Gaulard.

1745. Le 26 janvier 1741, déc. d. Agnès Lorain, veuve de M. Jean-Baptiste Fagnier, Sgr de Breuvery, 62 ans. Inh. en cette Egl.

1746. Le 30 janvier 1741, déc. M. Jean Bremont, anc. tr. de l'extr. des g. 64 ans. Inh. en cette Egl.

1747. Le 3 juin 1741, marié Thibaut Buirette, f. de f. Louis Buirette de la paroisse de Ste-Marebouhl, et Marie-Elizabeth le Beuf.

A suivre. Cte D. DE R.

NÉCROLOGIE

On annonce la mort de M. le baron Lefebvre, décédé à Charleville, dans sa 79e année.

Fils de M. le général Lefebvre, mort à Floing, près de Sedan, et de Mlle de Trévisani, qui comptait parmi ses aïeux un doge de la République vénitienne, le jeune Lefebvre fit à Paris de brillantes études et obtint, vers 1821, le prix d'honneur de mathématiques spéciales au grand concours général.

Passionné pour les arts, les sciences, les belles-lettres et pour tout ce qui constitue la culture de l'esprit, il dirigea par ses conseils éclairés l'éducation de biens des jeunes gens. Il fit lui-même, sans le secours d'aucun maître, l'instruction d'un filleul qu'il aimait comme un fils et qu'il fit entrer à l'école polytechnique avec le n° 2. C'est ce jeune capitaine d'artillerie, dont la mort, à Sedan, provoqua chez le baron Lefebvre, frappé dans sa plus chère affection, ce vaillant et douloureux éclat de patriotisme que tout le monde connaît ici et qui lui valut la croix de la Légion-d'Honneur et les unanimes sympathies de tous nos concitoyens. Ayant appris la mort de ce jeune officier, le baron s'engagea à 69 ans dans la compagnie de francs-tireurs du capitaine Wuillemet. Animé d'une rage patriotique contre l'envahisseur qui venait de lui tuer son enfant, on put le voir toujours le premier aux avant-postes, faisant le coup de fusil comme un jeune homme, et bravant le feu de l'ennemi avec un dédain obstiné. Un jour, pourtant, on vit passer une civière, c'était le baron Lefebvre qu'on rapportait de Belair, les deux cuisses traversées par une balle prussienne. Il fut décoré.

* * *

La famille des Réaulx vient de perdre un de ses membres, le comte Gabriel. L'une des plus anciennes du département de l'Aube, la maison des Réaulx pour laquelle la terre de Brantigny fut érigée en marquisat sous Louis XIV, occupe dans notre province une position considérable.

* * *

Mme Nicolette-Jeanne Vereul de Vismes, veuve de M. de Vismes, ancien maire de la ville de Sézanne, est décédée à Paris, le 29 Mars 1880, dans sa 82e année.

* * *

Mme Theuveny vient de mourir à 37 ans, à Sézanne. Elle était fille de M. Etienne, député de la Marne autrefois, et petite-fille de M. Etienne, pair de France, membre de l'Académie Française, l'un des directeurs du *Constitutionnel*, sous la Restauration.

CHRONIQUE

Nous extrayons du compte-rendu le passage suivant du compte-rendu de la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, section d'Archéologie.

M. Morel, receveur des finances à Nyons (Drôme), correspondant du ministère de l'instruction publique, a lu un mémoire intitulé : « Sépultures gauloises de Courtisols (Marne) et découverte d'un torque avec figure humaine. »

L'objet capital de cette communication, c'est ce torque. Jusqu'à présent, on n'a guère d'exemples d'armes, d'ustensiles ou d'objets de parure gaulois présentant la figure humaine. Avec sa précision habituelle l'auteur du mémoire a décrit successivement les diverses fosses du cimetière de Courtisols, dont il a comparé le mobilier avec ceux des autres cimetières antérieurement fouillés par lui. M. Morel, qui a examiné une multitude de *torques*, espère qu'un jour on arrivera à déterminer à quelle tribu de la Gaule appartenaient les squelettes rencontrés çà et là, rien que par l'examen du torque.

M. Edouard Fourdrignier a donné ensuite, sur une découverte récente qu'il vient de faire, des explications verbales, auxquelles M. Alexandre Bertrand a ajouté d'intéressantes observations. Voici le résumé de cette importante communication :

« M. Bertrand demande la parole pour présenter, au nom de son inventeur, M. Edouard Fourdrignier, de Suippes (Marne), une importante découverte archéologique. Il s'agit de deux nouveaux spécimens de casques gaulois à forme conique.

« Parmi les nombreuses sépultures de la Champagne, cinq nouvelles tombes à char viennent d'être explorées au commencement de ce mois. Outre les nombreux débris en fer ayant servi à la construction de ces véhicules, tels que cercles de roues, esses, etc., mors de chevaux en fer, puis vases immenses de 50 à 60 centimètres de hauteur, à forme carénée et couverts de dessins nombreux rehaussés de peinture, l'une de ces tombes contenait un casque. Cette coiffure était en cuir. Plusieurs fragments métallifiés ont pu être conservés. Vingt-six boutons en bronze retenaient cette enveloppe. Un vaste bouton, en bronze également, formait sa sommité. Le devant ou le couvre-nuque avait deux cocardes juxtaposées comme au casque de la Gorge-Meillet déjà découvert par M. Fourdrignier. Le côté opposé était orné d'une pièce unique : c'est une plaque en bronze, ajourée par un dessin en dentelle d'un magnifique travail. Le centre représente une fleur qui se trouve entourée par un être fantastique d'un seul corps se terminant par deux têtes de serpent opposées dont les lèvres sont enroulées en forme de trompe.

« Outre ce casque il y avait deux phalères en bronze : l'une est d'un travail ajouré de la même facture que la plaque du casque, les dessins ici sont des spirales entrelacées. L'autre phalère est pleine ; son centre en forme de bouton creux a, incrustée en son milieu, une croix en or circonscrite dans un anneau du même métal.

« En même temps que cette curieuse découverte nous est signalée, M. Fourdrignier a exhibé un autre casque provenant d'autres sépultures qu'il a également explorées. Cette autre coiffure se compose encore de vingt-six cocardes ayant une grande analogie avec les cocardes du casque de la Gorge-Meillet.

« Le même savant place sous les yeux de M. le ministre et des assistants les restes de ces coiffures qu'il a recueillies ; il appuie les explications qui viennent d'être données, de grandes planches qu'il a dessinées. L'une représente le casque de Berru, et les trois autres les casques de la Gorge-Meillet, de Cuperly et de Thuizy, suite de ses heureuses découvertes dans la Marne. On se souvient de la lecture faite à la Sorbonne en 1877 par M. Fourdrignier à propos de sa double sépulture de la Gorge-Meillet qui, par sa restitution *in situ* de la tombe, telle qu'il l'avait trouvée, eut un si grand succès en 1878 au Trocadéro.

On sait que le casque de Berru, le premier découvert en Champagne l'a été par M. de Barthélemy. En dehors des communications faites par lui à la Sorbonne, M. Fourdrignier s'est rendu à la Société d'anthropologie, et a fait une communication sur les doubles sépultures de Thuisy et sur les casques coniques, qui a valu à l'auteur les félicitations de M. Henri Martin, de l'Institut.

*
* *

La Société nationale des Antiquaires de France a, dans sa dernière séance, entendu la lecture d'une notice rédigée par M. l'abbé Lucot, archiprêtre de Châlons, sur Jeanne d'Arc. Ce travail a pour but de faire connaître une annotation intercalée dans un feuillet de garde au manuscrit 10579 de la Bibliothèque qui est un *ordo* ou coutumier de l'église de Châlons. Ce manuscrit qui avait appartenu à Etienne de Givry, évêque de Troyes, fut donné à l'église de Châlons, le 24 janvier 1426 par l'évêque Jean de Sarrebruck.

L'auteur anonyme de la note en question vivait, d'après son écriture, au commencement du xve siècle ; il fait remarquer que la fête de l'Annonciation tombe, en 1429, le Vendredi-Saint et que cette rencontre, d'après la croyance publique, coïncidait avec de grands événements ; il cite à l'appui de cette croyance les exploits de Jeanne d'Arc et donne quelques détails sur son passage en Champagne et sur le sacre du roi à Reims.

*
* *

Lettre sur une fable de Lafontaine. — Il n'est certainement, monsieur, aucun de vos lecteurs qui ne connaisse la fable de La Fon-

taine, intitulée la *Laitière et le Pot au lait*; mais peu d'entre eux savent peut-être que c'est dans les récréations et joyeux devis de Bonaventure des Perrier, valet de chambre de la reine de Navarre, sœur de François Ier, qu'il a trouvé le sujet de cette fable si jolie, si recommandable par le ton d'enjouement et l'aimable naïveté qui y règnent.

Ils ne seront pas sans doute fâchés de voir ici la copie rapprochée de l'original. Au reste, le but de ce parallèle n'est point d'affaiblir la gloire de ce grand homme. Je ne suis pas du nombre des détracteurs des écrivains du siècle de Louis XIV, ni de ces furets qui s'enterrent dans la poussière des bibliothèques pour tâcher d'y faire quelque découverte qui leur procure le frivole mérite de crier au plagiat contre des auteurs célèbres. Je saurai toujours distinguer l'homme de goût qui tire parti de la perle qu'il a ramassée sur le fumier, du copiste servile, du geai superbe qui se pare grossièrement des plumes du paon, c'est à mon avis parce que nous n'imitons pas assez les sublimes modèles de l'antiquité et les grands écrivains du siècle d'or de notre littérature, que les lettres se trouvent réduites aujourd'hui chez nous à cet état de langueur où nous les voyons. Si La Fontaine eût pu être imité comme il a su imiter lui-même, nous n'éprouverions pas tant d'ennui ni de dégoût, lorsque par malheur nous tombons sur quelques-uns de ces nombreux recueils de fables et de contes insipides qui ont paru depuis lui jusqu'à nos jours. Je reviens à mon objet, et je commence par traduire le texte de La Fontaine.

LA LAITIÈRE & LE POT AU LAIT

Perrette sur sa tête ayant un pot au lait
Bien posé sur un coussinet
Prétendait arriver sans encombre à la ville.
Légère et court vêtue, elle allait à grands pas,
Ayant mis ce jour-là, pour être plus agile,
Cotillon simple et souliers plats.
Notre laitière ainsi troussée,
Comptait déjà dans sa pensée
Tout le prix de son lait, en employait l'argent;
Achetait un cent d'œufs, faisait triple couvée.
La chose allait à bien par son soin dilligent.
Il m'est, disait-elle, facile,
D'élever des poulets autour de ma maison :
Le renard sera bien habile,
S'il ne m'en laisse assez pour avoir un cochon.
Le porc à s'engraisser coûtera peu de son,
Il était quand je l'eus de grosseur raisonnable;
J'aurai, le revendant, de l'argent bel et bon.
Eh! qui m'empêchera de mettre en notre étable
Vu le prix dont il est une vache et son veau,
Que je verrai sauter au milieu du troupeau.
Perrette là-dessus saute aussi, transportée.
Le lait tombe, adieu veau, vache, cochon, couvée;

La dame de ces biens, quittant d'un œil marri
Sa fortune aussi répandue
Va s'excuser à son mari,
En grand danger d'être battue.
Le récit en farce fut fait
On l'appela le pot au lait.

Voyons comment ce sujet se trouve traité dans les récréations de des Verriers.

Comparaison des alchimistes à la bonne femme qui portait une potée de laict au marché.

Chacun sait que le commun langage des alchimistes est qu'ils se promettent un monde de richesses et qu'ils savent des secrets de nature que tous les hommes ensemble ne savent pas ; mais qu'à la fin tout leur cas s'en va en fumée, tellement que leur alchimie se pourrait plus proprement dire, art qui mine ; et ne les saurait en mieux comparer qu'à une bonne femme qui portait une potée de lait au marché, faisant son compte ainsi : qu'elle la vendrait 2 liards, de ces 2 liards elle achèterait une douzaine d'œufs, lesquels elle mettrait couver et en aurait une douzaine de poussins : ces poussins deviendraient grands, elle les ferait chaponner : ces chapons vaudraient 5 sols la pièce ce serait un écu et plus, dont elle achèterait 2 cochons mâle et femelle, qui deviendraient grands et en feraient une douzaine d'autres, qu'elle vendrait 20 sols la pièce, après les avoir nourris quelque tems : ce serait 12 francs dont elle achèterait une jument, qui porterait un beau poulain ; lequel croîtrait et deviendrait gentil ; il sauterait et ferait *hin;* et, en disant *hin*, la bonne femme, de l'aise qu'elle avait en son compte, se prit à faire la ruade que ferait son poulain, et en la faisant sa potée de lait va tomber, et se répandit toute ; et voilà ses œufs, ses poussins, ses chapons. ses cochons, sa jument et son poulain tous par terre : ainsi, les alchimistes, après qu'ils ont bien fournayé, charbonné, lutté, soufflé, distillé, calciné, congelé, fixé, liquéfié, vitrifié, pétrifié, il ne faut que casser un alambic pour les mettre au compte de la bonne femme.

***

Nous lisons dans les comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, en 1879 (IVe série, tome VII, p. 264) :

M. de Longpérier communique à l'Académie une note sur un vase d'argent antique, appartenant à la riche collection de M. le baron R. Seillière. Ce vase, trouvé en Champagne, dans un champ qu'on labourait, est en forme de coupe profonde, presque hémisphérique, et est muni, un peu au-dessous de l'orifice, d'un rebord de trois centimètres, décoré de figures en relief : six paires d'animaux, alternant avec six têtes humaines de profil. Ce système d'ornementation relie le vase à d'autres ustensiles, de la même catégorie, trouvés sur divers points de la France, notamment à Caubiac, près Toulouse, à Berthonville, près Bernay, etc. Les marques de profil qui, au nombre de six, sont dis-

tribués symétriquement sur le rebord, offrent une analogie sensible avec les têtes qui se voient sur une grande quantité de tétradrachmes frappés en Asie-Mineure pendant le 1er siècle avant notre ère, et donnent lieu à une utile comparaison. M. de Longpérier pense que le transport à Rome des trésors d'Attale, roi de Pergame, a exercé une grande influence sur l'art de l'Italie et de la Gaule. La coupe présente, sous le pied et sous le rebord, diverses inscriptions tracées à la pointe. En cursives : TITI DVRI et REGI VENETIANI; ce dernier nom a été écrit avec plus de soin, sous le rebord, en capitales de cette forme que les Gaulois avaient rapportées de leurs italiques. Le nom de la famille *Regia* est connue depuis longtemps par une inscription d'Antibes.

Le surnom *Venetianus* ne doit pas être pris pour un ethnique ni confondu avec *Venetus*. C'est un dérivé de *Venetius*, nom de famille assez rare, mais dont l'existence est cependant attestée par une inscription recueillie près de Ravennes, dans laquelle figure *Caius Venetius*, fils de *Publius*. — La précieuse coupe de M. le baron Seillère a été l'un des ornements de l'Exposition de 1878, et M. de Longpérier se propose de publier un mémoire spécial à son sujet.

* * *

Nous signalons dans le numéro 13 de la *Semaine religieuse de Reims*, une étude de notre collaborateur, M. Jadart, sur l'église Notre-Dame de Revin (Ardennes), monument très-intéressant du commencement du XVIIIe siècle, où l'on remarque de très-belles boiseries sculptées.

* * *

Le dernier numéro de la *Revue de Goële* contient la suite de l'histoire de Nanteuil-le-Haudoin.

* * *

MM. de Bouteiller et de Braux viennent de publier un second volume des *Recherches sur la famille de Jeanne d'Arc*; il renferme notamment des enquêtes généalogiques des plus intéressantes faites à la fin du XVe siècle, et qui concernent tout particulièrement notre province, puisque celle de novembre 1476 a été dressée par les officiers de la prévôté de Vitry à Sermaize, Faveresse et autres villages environnants. Les auteurs ne tranchent pas la question de l'origine lorraine ou champenoise de Jeanne. Ils constatent cependant que Jacques d'Arc était né à Ceffonds, près de Montiérender en Champagne, où existe encore la « maison d'Arc » et où des titres originaux prouvent qu'elle a appartenu au XVe siècle à Jean d'Arc, demeurant à Domrémy. La famille d'Isabeau Romée, au contraire, était de Vouthon, dans le Barrois mouvant, près Gondrecourt. A ce propos, MM. de Bouteiller et de Braux ont fait une assez curieuse découverte, c'est que le nom de *Romée* n'était nullement un nom patronymique, mais un surnom

absolument personnel à la mère de la Pucelle, provenant sans doute de quelque pélerinage à Rome : ses frère et sœur sont, comme souvent elle-même, appelés « de Vouthon ». Nous ne saurions trop signaler cette publication qui fournit de nombreuses corrections à faire dans tous les ouvrages qui, jusqu'à ce jour, ont traité des origines de Jeanne d'Arc.

* * *

Château de Thugny (Ardennes), appartenant à M. le comte de Moreton de Chabrillan.

Portraits :

D'Antoine Crozat, peint par Hippolyte Rigaud.

Marie Legendre, femme d'Antoine Crozat, peinture attribuée à Chardin.

Louis-Antoine Crozat, baron de Thiers, peint par Vanloo.

Le comte d'Evreux, en costume de guerre, peinture de l'école française.

Portrait de l'abbé Carpentier, peinture de l'école française.

Le comte de Montmorency, peinture attribuée à Hippolyte Rigaud. cadre ovale.

La comtesse de Montmorency, peinture attribuée à Hippolyte Rigaud, cadre ovale.

Portrait de A. de Montmorency, baronne de Thiers, peinture ovale de l'école française.

Portrait de la comtesse de Béthune, peint par L. Tocqué, cadre carré.

Portrait en pied du roi Louis XIV, en costume romain, peinture attribuée à Lebrun, cadre carré.

Portrait du duc de Choiseul, portrait attribué à Vanloo.

* * *

Parmi les monuments religieux que recommande dans la contrée le mérite de l'art, se place l'église de La Neuville-au-Pont (Marne), dont la fondation remonte à la fin du XIIIe siècle. Quoique les ravages du temps et les mutilations du vandalisme révolutionnaire aient détruit une partie des ornements distincts du style ogival, le temple conserve encore assez de vestiges de son caractère primitif pour fixer l'attention des archéologues. Aussi, les prêtres qui se sont succédé dans la paroisse se sont-ils tous montrés jaloux de provoquer des restaurations facilitées d'ailleurs par le sentiment du beau chez les intelligents ouvriers de la localité. Rien n'a arrêté cet élan, ni les malheurs de l'époque, ni les fléaux dont le sol a été frappé, ni la médiocrité des ressources. Persuadés que les défaillances ne doivent point paralyser les œuvres de Dieu, et qu'en dépit des obstacles, une confiante initiative obtient toujours un résultat, nos prêtres n'ont jamais laissé leur charité inactive, et chacun a la consolation devant le Seigneur de

pouvoir répéter ces paroles du psalmiste: « Seigneur, j'ai aimé la beauté de votre maison; je me suis plu à embellir le lieu où habite votre gloire. »

Dès l'année 1857, M. l'abbé Panet, aujourd'hui doyen de Saint-Just, fit exécuter aux voûtes de l'abside une réparation qui dissipa la crainte d'une ruine imminente. Douze ans plus tard, quand les dettes antérieures furent couvertes, on songea à faire disparaître le plancher informe qui recouvrait la grande nef. Et comme les recettes de la fabrique suffisent à peine aux charges de son budget, on sollicita le concours de l'administration. La municipalité, désireuse de rendre au monument sa régularité primitive, vota une large subvention, à l'aide de laquelle fut rapidement mené à bonne fin un travail où la solidité s'alliant à la délicatesse révèle, avec l'habileté de nos constructeurs, la hardiesse de conception de l'architecte, M. Jules Marmottin, enfant du pays.

Encouragé par les bienveillantes dispositions d'esprit qui l'avaient soutenu dans la réalisation de ce projet, M. l'abbé Quittat se montra assez audacieux pour tenter un nouveau genre d'embellissement.

Il s'agissait de restituer aux fenêtres les vitraux peints qui ont dû les décorer autrefois. Les circonstances n'ayant point permis de préparer de nouvelles ressources, ce fut au moyen de souscriptions prudemment recueillies qu'on acquit en peu de temps de magnifiques verrières.

Au-dessus des autels latéraux on admire, d'un côté la sainte Vierge, et de l'autre saint Joseph. Il ne fallait pas oublier la patronne de la contrée, sainte Ménehould: elle a sa place dans un vitrail du transept; on la voit au pied de la colline où la dévotion a érigé un pèlerinage en son honneur, et que nous aimons à gravir en murmurant les invocations inscrites en relief sur les marches établies au versant par les soins et la générosité de M. l'abbé Tostin. Signalons encore Blanche de Navarre, comtesse de Champagne, qui, en fondant le village, l'a doté de forêts, source principale de ses revenus. Les autres sujets représentent pour la plupart les patrons des donateurs.

Restait la décoration du sanctuaire, qui s'imposait comme le couronnement d'un plan d'ensemble suivi jusqu'alors avec un succès encourageant. C'est à cette tâche dont les difficultés avaient été aplanies par M. l'abbé Monceau, que s'est dévoué M. l'abbé Ludot, son successeur. Doué d'une ardente activité, il fut assez heureux pour pouvoir, sans compromettre la solidité des murs, élargir les trois fenêtres du fond, et les garnir de verrières; celle du centre représente l'apparition de N.-S. à la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque.

Mais l'entreprise la plus sérieuse devait consister dans le remplacement du maître-autel, qui blessait l'œil par son défaut d'harmonie avec l'ensemble. Grâce à l'empressement des paroissiens, on a réuni des fonds suffisants pour réaliser l'acquisition d'un autel qui, récemment installé, change l'aspect du sactuaire et ouvre à la pensée

religieuse des horizons plus étendus. Nous le devons au ciseau délicat de M. Pierson, de Vaucouleurs, bien connu en Lorraine. Véritable artiste, dont l'ambition est de mettre exclusivement son talent au service des monuments religieux, il se recommande à la fois par la perfection de ses ouvrages et le sentiment de foi chrétienne qui en inspire l'idée. Pour lui, la réclame étale des exagérations dont se blesserait sa modestie; il préfère laisser parler ses œuvres, dont l'autel de la Neuville-au-Pont est un heureux spécimen.

Ce travail revêt le caractère du XIVe siècle. Le tombeau, dont les moulures dessinent des arcatures, se trouve divisé par deux colonnettes. Au milieu, se détache en haut relief le Bon Pasteur à la recherche de sa brebis égarée; sur le massif s'appuie un gradin délicatement ornementé et supportant une galerie qui, découpée en ogives à jour et divisée par des pilastres à clochetons, s'élève avec grâce. La niche d'exposition qui surmonte le tabernacle fixe principalement l'attention, autant par son élégance que par la richesse des sculptures; elle se termine par une flèche octogonale ajourée, dont les supports sont, comme les clochetons de la galerie, garnis de rampants et de crochets découpés avec goût. Enfin, de chaque côté se dressent deux pilastres aux sommets élancés et dont la partie inférieure, creusée en niche, reçoit deux statuettes. Dans l'ensemble des proportions comme dans les détails d'exécution, l'artiste a su observer si fidèlement les règles de la science et en même temps plaire aux yeux, que la critique la plus sévère ne trouverait rien à y relever.

L'inauguration de ce pieux monument fut, le dimanche 7 mars, l'occasion d'une cérémonie imposante, à laquelle les paroissiens assistèrent nombreux et recueillis. Tous avaient fourni leur obole matérielle, tous voulurent acquitter la dette du cœur par l'union de leurs prières.

*
* *

Nous croyons curieux de reproduire les deux documents suivants qui constatent avec quel empressement les municipalités de Rethel et de Château-Porcien au XVIIe et XVIIIe siècle, désiraient voir les frères de la doctrine chrétienne se charger de la direction de leurs écoles primaires.

I

Lettre de M. de La Salle, chanoine de Reims, aux Echevins de Château-Porcien.

Messieurs les Maire et Echevins de Chasteau-Porcien.

Reims, ce 20e Juin 1682.

Messieurs,

Quand je ne prendrois que peu d'intérest a ce qui regarde la gloire de Dieu, il faudroit que je fusse bien insensible pour ne pas me laisser toucher par les instantes prières de Monsieur vostre doyen et par la manière obligeante avec laquelle vous me faites l'honneur de m'escrire aujourdhuy. J'aurois grand tort, Messieurs, de ne pas vous envoyer

des maistres descolles de notre communauté, veu lempressement et lardeur que vous me témoignez avoir pour linstruction et léducation chrestiennes de vos enfans. Soyez donc, je vous prie, persuadez que rien ne me sera plus à cœur que de seconder en cela vos bonnes intentions, et que des Samedy prochain je vous enverray deux maistres descoles dont jespere que vous serez satisfaits, pour commencer leur escolle le lendemain de Saint Pierre. Je vous suis extremement obligé de toutes vos honnestetés et vous prie de me croire avec respect en N. S.

Messieurs,

Votre tres humble et tres obeissant serviteur,
De la Salle, prestre, chanoine de Reims.

II

Délibération du Conseil de Rethel en faveur des Frères

Du 19 Octobre 1787. Conseil général [1].

M. Roger, maire, dit : « Vous savez, Messieurs, de quelle utilité sont les frères des écoles chrétiennes pour l'instruction de la jeunesse indigente, leur bonne conduite et leurs mœurs irréprochables leur ont dans tous les temps mérité la bienveillance, l'estime et l'intérêt du corps municipal, qui a toujours saisi les occasions de leur être utile, il s'en présente une nouvelle de venir à leur secours. — Leur maison est composée de 5 frères, leur revenu dont nous avons le détail monte annuellement à 1155l — leur dépense annuelle pour habillement, soutien, entretien de linge, bois, chandelle, charbon, blanchisseuse et entretien des maisons qui leur appartiennent, est évaluée à 819l ; il ne leur reste donc pour leur nourriture que 336l, — or, il est de toute impossibilité qu'ils vivent à cinq avec une somme aussi médiocre, tous les comestibles étant actuellement portés à un prix exhorbitant.— La ville leur donne annuellement 250l, nous avons l'honneur de vous proposer d'ajoûter à cette somme 250l ; la ville ne peut faire un plus digne usage de ses revenus : nous nous flattons donc que cette proposition sera unanimement accueillie. »

Il a été arrêté qu'au lieu de 250 livres que la ville a anciennement accordées aux frères des écoles chrétiennes pour leur subsistance, il leur sera payé annuellement, à compter du 1er juillet dernier, une pension de 500 livres, eu égard à l'augmentation des comestibles, à la condition expresse que leur maison demeurera toujours composée de cinq frères.

* * *

Encore une belle publication à mentionner : c'est une série de châteaux de France, par M. Storelli qui, à un texte savant, joint de

1. Extrait du Registre des délibérations du Conseil de ville de Rethel, pour l'année 1787, folio 62, verso, Registre cart. des Archives communales de cette ville.

superbes eaux-fortes[1]. La nouvelle livraison est consacrée au château de Blois, et elle intéresse nos lecteurs, par les détails fournis d'après des recherches vraiment neuves sur les origines des comtes de Blois dont sont également issus nos premiers comtes de Champagne. Le comté de Blois fut compris au IXe siècle dans le duché de France, possédé alors par les héritiers de Robert-le-Fort, qu'une charte, suspecte peut-être, désigne comme cousin germain d'Eudes de Blois, Les ducs de France avaient à Blois, comme dans les autres comtés, un lieutenant qualifié vicomte; le premier comme Guenegaud, vivait à la fin du Xe siècle. Son petit-fils, Thibaut-le-Tricheur, prit, comme ses collègues, le titre de comte vers le milieu du XIe siècle. L'aîné de ses fils, Eudes, fut comte de Blois, Chartres et Tours; son fils Thibaut, mourut sans postérité vers 1004, au retour d'un pélerinage de Rome, et ses domaines passèrent à son oncle paternel, Eudes le Champenois, qui devint aussi en 1015, comte de Troyes et de Meaux. La notice historique a ensuite à s'occuper natuellement de plusieurs sires de Chatillon qui furent comtes de Blois. Nous recommandons vivement cet ouvrage aux curieux de l'histoire de la Champagne.

***

Les Inscriptions du doyenné de Lagny (Seine-et-Marne). — Nous trouvons dans le tome IV des Inscriptions de la France du Ve au XVIIIe siècles, compris dans la collection des documents inédits, la série des inscriptions existantes encore dans l'ancien doyenné de Lagny, qui compte trente-sept paroisses. Il nous a semblé intéressant d'en dresser une rapide énumération.

Champigny-sur-Marne. — Eglise Saint-Saturnin : Fondation de Roch Chevallier, bourgeois du lieu, 1545; tombe de demoiselle Duhamel, bienfaitrice, 1781; cloche donnée par M. Lefevre d'Ormesson et la comtesse de Lastre de Neuville (XVIIe siècle).

Chenevières. — Eglise : Tombe de Jean Gaubart, marchand, 1464; de Pierre de Lion, 1552; de Jean Pelletier, prévôt (dalle historiée), 1576; cloche donnée par M. le comte d'Ormesson, 1755.

Amboile. — Eglise : Fondation pour l'entretien de l'école, par l'intendant d'Ormesson, avec le legs de l'abbé Jean Chaillon, 1708; tombe de Claude Hibout, procureur fiscal de M. d'Ormesson, 1722; cloche donnée par Antoine de la Bruyère, conseiller d'Etat, 1712.

Combeaux. — Eglise : Tombe historiée, excessivement ancienne, dite des Gencian (XVe siècle); cloche donnée par Jean Doé de la Galezière, 1799.

Ponteaux. — Eglise : Fondation par Jacques Bourdin, prêtre, 1517; cloche de 1558; dalles de Mathurin Collot (XVIe siècle); de Roze Thieullin, curé, et Marin Thieullin; son frère, curé, 1628, énumérant les conditions de leurs testaments.

Boissy. — Eglise : Fondation par Anne Robinot, 1640; cloche

1. In-4°, Tours, Mame, 1880.

donnée par Pierre Le Noir, abbé de Saint-Sulpice, de Bourges, 1775.

Pontcarré. — Eglise : Dalles du XIVe siècle, à personnages ; de Geoffroy Camus, conseiller d'Etat, 1596 ; concessions d'indulgences pour la confrérie Saint-Roch, 1671 ; cloche donnée par Pierre Camus de Pontcarré, aumônier du roi, 1683.

Emerainville. — Eglise : Institution de la confrérie de la Charité, 1639 à 1640 ; tombe de Denis Le Camus d'Hemery, 1686 ; cloche donnée par Louis Philippeaux de la Vrilliers, 1643 ; dalles à personnages de l'abbaye de Malnoue : Antoinette de Balsac, 1584 ; Catherine Vivian, religieuse, 1740 ; Marie Rouxel de Médavy de Grancey, 1652 ; Catherine Moraut, religieuse, 1704 ; une avec légende effacée, 1567 : Louise Hesselin, religieuse, 1581 ; Agnès Le Clerc, religieuse, 1583 ; Geneviève La Rouille, prieure, 1608 ; Barbe Fournier, religieuse, 1641 ; Marie de la Baume, 1694.

Villeneuve-Saint-Denis. — Inscription commémorative de l'érection en 1559, de la croix du cimetière, 1757.

Jossigny. — Eglise : Tombes à effigies de Marie la Boularde, veuve de Jean de Jaussignis, chevalier, 1411 ; de Denis du Duit, secrétaire du Roi, 1550 ; cloche donnée par Samson Sacarlerne, 1559 ; tombes de Madeleine Ladvocat, fille de Louis Ladvocat, conseiller d'état, 1649 ; de Jérôme de Bragelongne, marquis d'Hautefeuille, 1657 ; de Anne, sa fille, femme de Augustin Le Conte, conseiller à la cour des aides, 1734.

Serris. — Eglise : Trois dalles de curés, XVIIIe siècle ; cloche donnée par Augustin Le Conte des Graviers, 1792.

Chanteloup. — Eglise : cloche donnée au XIIIe siècle par Pierre, chevalier de Chanteloup.

Chessy. — Eglise : Tombe de Paul Peyron, ancien abbé de la Charmoye en Champagne, 1707 ; tables des commandements de l'église et de Dieu (XVIIe siècle).

Montévrin. — Eglise : Tombes de Michel Parent, vicaire du lieu, 1514 ; de Anne, femme de Louis de Vion, chevalier, 1522 ; de Nicole de Roubers, à effigie, 1561 ; de Jeannette le Fin, XVIe siècle ; de Pascal Meffrey, religieux de Saint-Jean-de-Dieu, 1718 ; cloche de 1620.

Lagny. — Eglise abbatiale : Epitaphe d'Evrin, prêtre, 1077, l'un de monuments épigraphiques les plus curieux de nos provinces ; tombes de Marie d'Oigny, 1283 ; d'un chevalier lucquois, 1312 ; de Marion de Charri, XIVe siècle, à effigie ; de Jean Morel, chirurgien, 1578 ; de Charles le Roux, religieux de l'abbaye, 1583 ; de dom Lescuyer, 1589 ; à effigie ; plusieurs autres fragments historiés du XIVe siècle, dont une dalle d'abbé.

Saint-Thibaut-des-Vignes. — Eglise prieurale : cloche de 1745.

Gouvernes. — Eglise : Tombe de Nicolas Gaudite, seigneur de Gligny, 1549, très-historiée ; cloche de 1703.

Conches-en-Brie. — Eglise : Cloche de 1539.

Bucq-Saint-Georges. — Eglise : Tombe de Philibert Duhesmes, chapelain, 1779 ; cloche de 1676.

Bucq-Saint-Martin. — Tombe d'Agnès la Boularde, femme de Pierre de Fay, 1412, à effigie; d'Alain Leclerc, curé, 1482, à effigie; d'Eloy le Roy, curé, 1640; de Gaspard du Bois, curé, 1691; cloche de 1730.

Guésmante. — Eglise: Tombe d'Etienne Boulard, écuyer, 1397; de Bénigne Rousseau, fille de la Charité, 1742.

Collégien. — Eglise : Tombes de Nicolas de Lamare, maître gantier, 1536; Antoine Guyer, maître des comptes, 1702; Jean du Bois, curé, 1551; Claude Parvy, seigneur de Lamirault, 1773.

Torcy. — Eglise : Tombe de François de la Croix, seigneur du Morent, 1582; cloche de 1775.

Lognes. — Eglise : Tombe de Philbert, curé, 1775.

Gournay. — Eglise ; Tombes de François Michault, sergent royal, 1574; Jacques Pylle, maître des comptes, 1538; Etienne Levassor, chatelain du lieu, 1661; Claude de Court, vice-amiral, 1752.

Noisy-le-Grand. — Eglise : Tombes de Perette Franchin, bienfaitrice, 1650; François Ducray, frère convers, 1717: Barbe de Bernard, 1763; Camille Schillemann, flamand, 1779.

Villiers-sur-Marne. — Dédicace de l'église, 1503; tombes de Jacques Guillot, solliciteur au palais, 1551; Pierre Dudé, maître des eaux et forêts, 1592.

Bry-sur-Marne. — Reconstruction de l'église, 1510; tombes d'Antoine Bernardin, seigneur de Bry, 1548; Nicolas Paillot, conseiller du roi, 1700; Sébastien Guérin, avocat, 1719; Charles Carré de Lorme, directeur général des fermes, 1760.

Ferrière-en-Brie, — Eglise : Tombe d'un chevalier, à effigie, XIVe siècle; famille Lempereur, XIVe siècle; Jean Lempereur, bourgeois, et sa femme, à effigie, 1334; Louis Le Picart, à effigie, 1535; tombes des curés, à effigie, 1550; cloche 1600.

* * *

NOGENT (HAUTE-MARNE). — Ce n'est pas d'hier que nous avons appelé l'attention de M. le Directeur de la *Revue* sur les incorrections typographiques et autres de son journal; cependant, malgré ses instances, nous nous sommes tenu coi parce que nous n'avions ni le loisir ni la science nécessaire pour entreprendre un tel travail. Nous sommes aujourd'hui au comble de nos vœux; voici un erratum qui paraît enfin, et un erratum courtois s'il en fut jamais, prouvant à certain critique revêche que rectification et politesse peuvent marcher de pair.

Si nous applaudissons au zèle de M. l'abbé Roussel, est-ce à dire que nous acceptions toutes ses rectifications? Nullement, d'autant plus que l'auteur n'a pas l'habitude d'indiquer ses *instrumenta.* Quoique nous ne voulions en aucune manière engager de polémique, nous ne pouvons nous empêcher de répondre aux critiques qui nous concernent personnellement, celles qui portent sur notre article : ***Les Eglises, Chapelles et Prieuré de Nogent.***

1° Nous avons dit que Nogent était, dès le XIVe siècle, une ville forte ; M. Roussel prétend que ce n'était qu'une forteresse. Si M. Roussel appelle *forteresse* une place de guerre comme l'était Nogent-le-Haut, qui comprenait une citadelle (le château), et un bourg, celui-ci possédant des rues bordées de maisons, une église, des chapelles, des monuments publics (halle de la prévôté, maison de ville, etc) ; si cette citadelle et ce bourg, enclavé, il est vrai, entre le premier et le troisième fossé de la citadelle, ne constituent qu'une forteresse, nous sommes d'accord avec M. l'abbé Roussel. Mais nous croyons que le terme français qui désigne une telle place de guerre est *ville forte* et non forteresse. Nogent-le-Bas avait son enceinte particulière.

2° Nous avons dit que dès le concile de Trente, le prêtre desservant Nogent-le-Bas prit le titre de curé vicaire-perpétuel, et qu'il fut suppléé à Nogent-le-Haut par un vicaire. M. Roussel prétend que c'est une erreur, et que Nogent-le-Haut n'eut régulièrement de vicaire qu'à partir de 1686. Nous pourrions donner ici la liste des vicaires de Nogent-le-Haut depuis 1550 environ, mais nous préférons renvoyer notre critique aux archives de la ville ; il verra la preuve de ce que nous avons avancé dans les pièces classées sous la rubrique « Eglises » et dans les registres baptistaires. Ces derniers lui apparaîtront dès 1580 signés du vicaire ou du curé, suivant que l'un ou l'autre de ces prêtres officiait dans la ville haute ou dans la ville basse ; il n'y a donc pas lieu de parler de vicaires de curés infirmes ou malades. Ces registres lui prouveront encore que les naissances annuelles sont presque aussi nombreuses à Nogent-le-Haut qu'à Nogent-le-Bas jusque vers le troisième quart du XVIIe siècle, et que c'est à partir de cette époque que Nogent-le-Haut l'emporte sur la ville basse ; les deux parties de la ville étaient donc alors à peu près aussi populeuses. Enfin, les registres des délibérations de la commune lui feront voir qu'en frimaire an III, Nogent comptait 1,831 habitants ; or, la population se chiffrant à 3,655 habitants en 1876, n'a pas *plus que quadruplé depuis 1801*.

3° Par la charte de 1104, l'évêque de Langres donna des biens sis à Nogent à l'abbaye de Saint-Bénigne ; celle-ci en délégua l'administration à l'un de ses moines avec le titre de prieur, d'où création du prieuré de Nogent. Voilà notre opinion.

M. Roussel dit que *dès avant la donation de 1104, le moine Hugues, dit chapelain de Jarenton, est déjà chapelain de Nogent*. Nous prions notre critique de nous indiquer les sources où il a puisé ce renseignement, car, depuis 1875 que le deuxième volume de son *Diocèse de Langres* est publié, nous avons compulsé de nouveau tous les fonds des archives de la Haute-Marne, tous les cartulaires de l'évêché et du chapitre de Langres, de Saint-Bénigne, etc., et pas une charte ne nous a présenté cette double qualification du moine Hugues. Jusqu'à preuve du contraire, nous persistons à croire que M. Roussel a fait un seul personnage de deux prêtres portant, il est vrai, le même nom, mais ayant des emplois différents.

Quant aux droits que Saint-Bénigne aurait eu sur Nogent dès 1066, nous ne voyons pas que la charte en question y fasse la moindre allusion : Renier de Nogent, il est vrai, est témoin dans cette charte de 1066, mais de ce fait on ne peut tirer la déduction que l'abbé de Saint-Bénigne avait certains droits sur Nogent.

4° Du Cange explique *ecclesiæ* par *decimæ ecclesiasticæ cæteræque obventiones quæ ex jure curionibus debentur*. Dans notre charte de 1104, nous devons donc traduire le mot *ecclesias* par les mots *droits curiaux* attachés non pas, comme l'avance M. Roussel, à diverses églises du voisinage, mais à la chapelle même de Nogent, à l'église Saint-Germain ; la phrase complétive : *et cetera omnia que pertinent ad eamdem capellam*, le prouve surabondamment.

Il n'est pas possible de regarder cette charte de 1104 comme la confirmation d'une donation antérieure; aucun titre ne peut venir en effet à l'appui de cette hypothèse. A défaut d'autres preuves, il suffirait d'invoquer les habitudes de l'époque : une charte confirmative n'aurait pas été rédigée dans les termes de celle qui nous occupe, et le denier troyen dont il est parlé dans le titre s'oppose du reste à toute idée de confirmation. Disons, en terminant, que ce denier est encore de nos jours appendu à la charte, bien que certain auteur ait prétendu le contraire.

Voilà, en quelques mots, ce que nous croyons devoir répondre aux remarques que M. l'abbé Roussel a bien voulu nous faire. Ne pouvant entrer ici dans de plus longs détails, nous renverrons notre critique à notre histoire du canton de Nogent, dont nous pensons commencer la publication avant la fin de l'année. Nous espérons alors le convaincre, car dans ce traité volumineux, dont nous avons mis près de vingt ans à amasser les matériaux, nous n'avançons pas un fait qui ne soit accompagné de ses preuves, et nous n'accordons en général notre confiance qu'aux titres originaux. Arthur DAGUIN.

*
* *

Aux environs de Reims, dans le terrain tertiaire inférieur, M. le docteur Lemoine a mis au jour et très habilement exploité un gisement de précieux débris. Il a exhumé un nombre énorme d'ossements qui permettent de reconnaître une faune très particulière offrant de grandes ressemblances avec la faune éocène de l'argile de Londres décrite par M. Richard Owen, comme avec la faune des terrains suessoniens du nouveau Mexique récemment découverte par M. Capellə, M. Lemoine a réussi à reconstituer dans une certaine mesure plusieurs types fort remarquables dont on n'avait encore signalé que des fragments.

*
* *

M. Joseph de Baye vient de recevoir du roi Humbert, la croix de l'ordre de la couronne d'Italie, pour ses travaux archéologiques.

*
* *

On annonce le mariage de Mlle de Gourcy, fille du comte de Gourcy, et petite-fille du comte de Muller, de Chaltrait, avec le comte des Hayes de Nétumières, officier de cavalerie, et appartenant à une des plus anciennes familles de Bretagne.

* * *

M. Wallon qui explorait les régions peu connues de l'île de Sumatra a été assassiné avec son compagnon, M. Guillaume, par les indigènes. ancien élève de l'Ecole central. M. Wallon était originaire du département de la Marne. Le gouvernement de la colonie Hollandaise est parti avec des troupes pour rechercher les corps de nos compatriotes et châtier les auteurs de ce crime déplorable.

* * *

NOTES DIVERSES SUR LE DIOCÈSE DE LANGRES, TIRÉES DE LA REVUE DE CHAMPAGNE (*Suite*). *Extrait du tome deuxième.* — GRAND-PRIEURÉ DE CHAMPAGNE, p. 5. — Robert d'Achey, parent de Jean d'Achey (et non *d'Ache* ou *Dache*), commandeur de Boult, était bailli de Morée et grand-prieur de Champagne ou de Voulaines au diocèse de Langres en 1542 et 1548.

DÉPUTÉS AUX ETATS-GÉNÉRAUX DE 1576, p. 7. — Parmi ces députés, nous trouvons dans le diocèse de Langres : Gabriel le Genevois, abbé de Mores et doyen de Langres, député pour le clergé aux bailliages de Langres, de Chaumont et de Bar-sur-Seine ; Guillaume Roze, doyen de l'église de Chaumont, aussi député pour le clergé de Chaumont ; puis pour le tiers-état à Langres : Guillaume Médard et Antoine Bouvot (et non *Bounot*), père d'un autre Antoine Bouvot, qui fut chanoine de Langres et archidiacre du Bassigny ; à Chaumont : Nicolas Jobelin, François Goutière et Robert Neurrien ; à Bar-sur-Seine : Jean du Rud et Jacques Vignier, ce dernier, de la famille de l'historien langrois du même nom.

DÉPUTÉS AUX ETATS-GÉNÉRAUX DE 1614, p. 10. — A Bar-sur-Seine, pour le clergé : Guillaume Minet, trinitaire, ministre de la Maison-Dieu de Bar-sur-Seine, dite communément la Gloire-Dieu ; pour la noblesse : Antoine de Lenoncourt ; pour le tiers-état : Lazare Coqueley. A Chaumont, pour le clergé : Denis Largentier, abbé de Clairvaux et Pierre Piétrequin, doyen de Chaumont ; pour la noblesse : Juste de Pontailler ; pour le tiers-état : François Legrand et François Juliot. A Sens, pour le clergé : Jacques du Perron, cardinal, et Sébastien Zamet, désigné évêque-duc de Langres et pair de France, comte de Montsaugeon (et non de *Monthageon*). D'après la date de ces Etats généraux, réunis à Paris le 20 octobre 1614, nous devons rectifier une petite erreur des historiens langrois qui datent de 1615, la nomination de Sébastien Zamet au siége de Langres. Ce prélat dut être nommé à cet évêché tout après la mort de son prédécesseur, Charles d'Escars, arrivée le 3 novembre 1614, après avoir été primitivement désigné au même siége durant la maladie dudit Charles d'Escars.

ECCLÉSIASTIQUES SORTIS DE FAMILLES LANGROISES (suite), p. 52. — Jean

de Cirey, appelé mal à propos Bernard, fils de Nicolas de Cirey, homme illustre en science et en vertu, fut abbé de Balerne, puis de Cîteaux en 1470, et mourut en 1503. Pâris de Cirey, neveu de Jean de Cirey, et fils d'un autre Pâris de Cirey et de Marguerite de Mantes, devint prieur de Saint-Etienne de Dijon vers 1480. Jean de Cirey, neveu du précédent, et fils de Bernard de Cirey et de Jeanne Legoux, se fit religieux à Saint-Bénigne de Dijon vers 1510, et vivait encore en 1562, époque où il fut nommé commissaire pour la réforme de l'abbaye de Lagny. Bénigne de Cirey, neveu du précédent, et fils d'un autre Bénigne de Cirey, qui fut élu douze fois maire de Dijon de 1509 à 1524, devint chanoine et infirmier de Saint-Etienne de Dijon vers 1520. Le titre seigneurial de cette famille était le village de Cirey dans la Côte-d'Or. Guillaume de Daillancourt (et non *Nicolas*), fils de Jacquinot de Daillancourt, fut abbé de Molesmes de 1504 à 1511, où il mourut à Varennes dont il était aussi prieur. Claude Fagotin, fils de Gérard Fagotin et de Jeanne Gousset, devint conseiller-clerc au parlement de Paris. Pierre Robert, secrétaire de l'évêché de Langres en 1454 et 1473, n'était point dans les ordres sacrés, ses fonctions de secrétaire n'exigeant point rigoureusement qu'il fût dans les ordres; il était marié, et de sa femme Bonne de Frettes, il eut plusieurs enfants, entr'autres Marie Robert, qui épousa Jean Fèvre de Champlitte, souche d'une famille distinguée. François Gastebois, fils d'un autre François Gastebois, receveur général, et de Bernarde Balenot, fut d'abord homme d'armes des ordonnances, puis, vers l'an 1620, il se fit prêtre et devint aumônier du roi. Il avait trois frères consacrés à la religion : Jean Gastebois, aussi aumônier du roi; Pierre Gastebois, commandeur de Sainte-Madeleine de Dijon et Etienne Gastebois, commandeur d'Esnouveaux. La famille Genevois ou de Genève, issue des anciens comtes de Genève, s'établit à Langres, selon le P. Vignier, dès le milieu du XIIIe siècle, sous l'épiscopat de Guy de Genève. Raymond Genevois, prêtre, possédait, en 1329, une maison sise à Langres, en la rue Longe-Porte, près de la maison habitée, dans la même rue, par son parent qui était peut-être son propre frère, le jurisconsulte Humbert Genevois, lequel, la même année 1329, céda sa dite maison au chapitre de Langres pour son anniversaire, puis mourut le 24 août, après avoir aussi fondé son anniversaire en la chartreuse de Lugny. Anselme Genevois, notaire et tabellion à la cour de Langres vers 1320, et qui donna à l'église Saint-Mammès deux livres tournois pour son anniversaire, pouvait être le père du susdit Humbert, et, à son tour, Humbert put être le père d'Etienne Genevois, jurisconsulte ou avocat en 1334, énoncé comme défunt en 1373 au plus tard. Etienne Genevois dut être l'aïeul de Guy Genevois, aussi notaire et tabellion à la cour de Langres, et celui-ci dut être pareillement aïeul d'un autre Guy ou Guyot Genevois, père de Jean Genevois, prêtre ou ecclésiastique vers 1500. De la même famille est sorti Gabriel le Genevois, doyen de Langres en 1550, puis évêque de Noyon. Il était fils de Pierre le Genevois, seigneur de Blaigny, procureur du roi à Chaumont et de Guillemette de Sancey,

et jouit durant sa vie d'une haute considération. On cite encore Pierre le Genevois et Odot le Genevois, chanoines de Bar-sur-Aube au XVIe siècle, Claude le Genevois, qui concourut, en 1570, pour la cure de Champignol, et Jean-Baptiste le Genevois, chanoine de Langres en 1578. On trouve de plus Philippe et Claude Genevois, le premier prébendier, le second, concurrent d'un canonicat de Saint-Mammès au XVIe siècle, André Genevois, curé de Sennevoy en 1566, Gérard Genevois, curé de Rivières-le-Bois en 1621, Pierre Genevois, religieux du Val-des-Ecoliers et curé de Poinson-les-Nogent en 1616, Etienne Genevois, chaumontais, directeur des Ursulines de Chaumont au XVIIe siècle, Alexandre Genevois, prémontré, mort en 1734, curé de Rochefort, Nicolas-Antoine Genevois, chaumontais, chanoine de Langres en 1759, et Pierre Genevois, né à Mussy, vicaire de Vallières en 1768, puis chanoine de Tonnerre. L'antique famille des Genevois est éteinte de nos jours dans le diocèse de Langres.

Guillaume de Castelnau, p. 59. — Cet abbé de Lagny créé cardinal vers 1502 ou 1507, connu sous le nom de cardinal de Clermont, était neveu du cardinal Georges d'Amboise et de Jean d'Amboise[1] l'ancien, évêque de Langres. Il devint successivement évêque d'Agde et de Valence, puis archevêque de Narbonne et enfin d'Auch. Quelques-uns disent qu'il fut aussi évêque de Die et de Senez (et non *de Dié et de Sener*).

De Cirey, p. 62. — Dom Jean de Cirey (et non *de Ciry*), moine de Saint-Bénigne de Dijon, fut l'un des trois commissaires nommés en 1562 pour la réforme de l'abbaye de Lagny.

De Dommartin, p. 105. — Le général de Dommartin, champenois, fut blessé grièvement au combat d'Ollioules (et non d'*Allioles*). Il conseilla de tirer des pièces du parc d'Antibes (et non d'*Aulibes*). Un ordre du 29 messidor à la municipalité d'Antibes (et non d'*Aulibes*) montre quelle résistance on rencontrait parmi les ouvriers.

Grand-prieuré de Champagne, p. 113. — Adrien de la Viéville de Vignacourt, né le 18 février 1692, chevalier de Malte, fut grand-prieur de Champagne ou de Voulaines au diocèse de Langres, de 1757 à 1775, où il dut mourir.

Famille de Giey, p. 114. — La famille langroise en question s'appelait de Giey (et non de *Gicy*). On écrivait aussi de Gié ou de Gyé. Le diocèse de Langres possédait deux localités de ce nom, savoir : Giey-sur-Seine et Giey-sur-Aujon. Toutefois, il ne paraît pas que la famille de Giey qu'on dit originaire de Bretagne, ait pris son nom de ces localités. V. *Le diocèse de Langres*, t. 4, p. 210.

Ecclésiastiques sortis de familles langroises (suite), p. 114. — Pierre de Giey, prieur de Saint-Gengoul de Langres et bailli de l'évêque sur la fin du XVe siècle. Pierre de Giey (autre), moine de Flavigny au XVe siècle. — Hugues Girard, fils de Jacques Girard, conseiller

1. Je mets : Jean d'Amboise (l'ancien) pour le distinguer de Jean d'Amboise (le jeune), tous deux évêques de Langres.

au parlement de Dijon, et de Jeanne Vion, fut chanoine de Langres de 1540 à 1572. — Jean Gentil, neveu de Hugues Girard, chanoine, et fils de Jean Gentil et d'Odette Girard, se fit jésuite au XVIe siècle.— Nicolas Girault, fils de Claude Girault et de Guillemette Goyat, fut chanoine de Langres de 1470 à 1487. Jean Girault, fils de François Girault et de Jeanne de Giey, fut chanoine de Langres de 1546 à 1570 (et non de 1546 à 1547, comme l'indique une faute typographique dans *Le Diocèse de Langres*, t. 4, p. 99). — Bernard des Barres, fils de Jean des Barres et de Guillemette Tabourot, devint président au parlement de Dijon en 1576, puis chanoine de Langres et archidiacre de 1595 à 1599.

Prieuré de Varennes, p. 178. — En 1665, l'évêque de Châlons-sur-Marne, Félix Vialart de Herse qui, à cette époque, possédait déjà le prieuré de Varennes au diocèse de Langres, promit d'unir les biens de ce bénéfice, alors affermés 3,300 livres, au collége de Vitry-le-François, en faveur des Pères de la Doctrine chrétienne qu'il y établissait vers le même temps; mais, pour des raisons qui nous sont inconnues et peut-être pour le motif que ce bénéfice étant hors de son diocèse, n'était pas de sa pleine compétence, ce dessein ne put aboutir, et l'union projetée n'obtint aucun résultat, malgré plusieurs démarches faites à cette intention par cet évêque, de 1665 à 1672, où il mourut.

Ecclésiastiques sortis de familles langroises (suite), p. 215. — Gabriel Delecey, dit aussi de Lecey, fils de Christophe Delecey et de Louise Piétrequin, fut chanoine de Langres en 1612, puis archidiacre du Barrois en 1639. Un autre Gabriel Delecey, neveu du précédent, fut aussi chanoine de Langres, ainsi qu'un troisième Gabriel Delecey, leur parent, qui fut chantre de Saint-Mammès et vicaire-général. — Jean Magnien, fils d'Antoine Magnien, procureur du roi en l'élection de Langres et de Henriette Genevois, se fit religieux durant le XVIe siècle dans un ordre non spécifié. — Jean Milleton, fils de Jean Milleton, bourgeois et de Jeanne Bourrelier, fut ordonné prêtre au XVIIe siècle. Plusieurs autres prêtres de la même famille sont cités dans *Le diocèse de Langres* pour les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. — Eudes ou Odon Petit, fils de Richard Petit et de Bernarde de la Tour, se fit chanoine régulier au XVe siècle. Anselme Petit, fils de Simon Petit, maître-d'hôtel du roi Charles VIII et de Claire de Chessey, fut chanoine de Langres, mais non archidiacre, comme le dit le P. Vignier, qui s'est trompé sur ce point, le confondant avec le suivant. Anselme Petit, fils de Gilles Petit, seigneur de la Marnotte, lieutenant à la garde des clefs de la ville de Langres, et de Catherine Tabourot, fut chanoine de Saint-Mammès, archidiacre du Dijonnais et prieur de Belroy; il mourut en 1571. Il avait deux frères, Jean et Hilaire, qui devinrent moines de Clairvaux, et un troisième, Antoine Petit, qui fut chanoine de Saint-Mammès, prieur de Belroy, après son frère Jean Petit (et non son *neveu*), et enfin prieur-curé de Balesmes. Un troisième Anselme Petit, mort en 1611, fut chanoine de Langres, mais non archidiacre. Nicolas Petit, fils de Gilles Petit et de Bonne de Giey, fut

chanoine de Langres au XVIe siècle ; il avait deux frères, Jean et Pierre, qui furent aussi chanoines de Langres, et un troisième, nommé François, qui devint abbé d'une abbaye non désignée. — Jean Pignard, dit aussi Pinard, fils de Pierre Pignard et de Catherine Girault, devint chanoine de Saint-Mammès en 1505, puis archidiacre du Bassigny, enfin doyen de Langres. Ce prêtre distingué, qui était seigneur de Blanzy, fonda à Langres plusieurs chapelles.

MORIMOND, p. 221. — Thomas de Braux, parrain en 1636, de Thierry, fils de Philippe de Lhôpital, prend le titre d'abbé de Morimond par une prétention non justifiée, Morimond ayant alors pour abbé Claude Briffault.

LANEUVILLE-AU-TEMPLE, p. 222. — Charles de Vaivre, dit ailleurs Charles de Vivien, écuyer, commandeur de Laneuville-au-Temple, est en 1637, parrain à Châlons, de Charles-Louis, fils de Charles de Nettancourt. La résidence habituelle des commandeurs de Laneuville était Châlons-sur-Marne.

DE LANGRES, p. 229. — Jean de Langres, ainsi appelé de la ville où il était né, était, en 1106, procureur général de la Grande-Chartreuse. Son sceau a été recueilli par l'archiviste P. Demay, ainsi que celui de Jacques d'Audelonçourt, doyen de Langres en 1354.

ECCLÉSIASTIQUES SORTIS DE FAMILLES LANGROISES (suite), p. 262. — Guillaume Antoine, archidiacre du Tonnerrois de 1393 à 1414, homme savant qui laissa sa bibliothèque au chapitre de Saint-Mammès. Simon Antoine, surnommé de Brouille (et non de *Broville*), doyen de Langres de 1433 à 1463. Cette famille était alliée à celle de Récourt par le mariage d'Anselme de Récourt avec Bonne Antoine de Brouille. — Prudent de Récourt fut chanoine et trésorier de Langres de 1517 à 1539. — François Raviet, fils de Jean Raviet, conseiller au grand-conseil de Dijon, et de Marthe de Récourt, devint chanoine de Langres et archidiacre du Bassigny de 1541 à 1554. — Richard Roussat, fils de Jean Roussat et d'Antoinette Martin, fut chanoine de Langres au XVIe siècle, mais il ne fut pas grand-archidiacre, quoi qu'en dise le P. Vignier ; c'était un homme savant, auteur de divers ouvrages. Christophe Roussat, frère de Richard, fut aussi chanoine de Langres. Leur père, le célèbre Jean Roussat, fut en commerce de lettres avec le roi Henri IV. Un autre Richard Roussat, neveu des chanoines précédents et fils de François Roussat et de Guyette Gastebois, devint aussi chanoine de Langres au XVIe siècle. Un troisième Richard Roussat, cousin du précédent et fils de Claude Roussat et de Madeleine Noirot, fut ordonné prêtre au même siècle. La famille Roussat s'étant alliée à la famille Fagotin, de Chaumont, nous trouvons : Jean Fagotin, chanoine de Chaumont de 1575 à 1593, et qui devait être le fils d'Adrien Fagotin et de Cyre Roussat ; Claude Fagotin, neveu du précédent et fils de Gérard Fagotin et de Jeanne Gousset, fut conseiller-clerc au parlement de Paris au XVIIe siècle ; Etienne Fagotin, neveu dudit Claude, fut chanoine de Chaumont et conseiller-clerc au présidial de

cette ville, dans le cours du même siècle. Anselme de Sancey, docteur en théologie, fils de Simon de Sancey et de Bonne d'Aubepierre, fut chanoine-théologal, puis doyen de Langres, et mourut le 15 août 1481. Guy de Sancey, neveu du précédent et fils de Nicolas de Sancey et d'Antoinette Girault, se fit moine à Clairvaux dans la première moitié du XVIe siècle. — Florentin Sauvage, fils de Nicolas Sauvage, seigneur d'Angoulevent, et de Louise Genevois, fut chanoine régulier à Saint-Geômes au XVIe siècle. Jean-Baptiste Sauvage, petit-neveu du précédent, fils de Nicolas Sauvage, conseiller à Chaumont, et d'Anne Vafey, se fit jésuite au XVIIe siècle. Son cousin-germain, Antoine Piétrequin, fils de Gabriel Piétrequin, élu de Langres et de Guyette Sauvage, devint chanoine et grand-archidiacre de Langres, et mourut en 1656. — Michel Siclier, dit aussi Séclier, fils de Louis Siclier, seigneur de Chalancey, et de Jeannette Alban, fut chanoine de Langres de 1514 à 1544. Son neveu, Christophe Guillaume, fils d'Anselme Guillaume et de Jacquette Siclier, devint prêtre au XVIe siècle. — Jean Thibault, fils de Philippe Thibault, lieutenant au bailliage de Langres, et de Guyette de Giey, fut ordonné prêtre au commencement du XVIe siècle. Un autre Jean Thibault, neveu du précédent et fils de Gilles Thibault et de Jeannette de Récourt, fut chanoine de Langres en 1515, puis archidiacre, et enfin trésorier. Son neveu, Christophe Thibault, fils de Philippe Thibault et de Jacquette Genevois, fut chanoine de Langres de 1533 à 1549. Nicolas Thibault, fils de Denis Thibault et de Bonne Petitjean, prêtre et bachelier en théologie, mourut en 1689 curé de Rançonnières. — Jean Thierry, docteur en droit, fils de Philippe Thierry, lieutenant à Langres, et de Quentine Arbelot, se fit minime sur la fin du XVe siècle. Son neveu, Guillaume Viard, fils de Pierre Viard, de Bar-sur-Aube, et de Marguerite Thierry, de Langres, devint frère servant et commandeur dans l'ordre de Malte, au commencement du XVIe siècle. Le petit neveu dudit commandeur, Thibaut Thierry, fils de Guillaume Thierry et de Bonne d'Aubepierre, fut chanoine de Langres de 1552 à 1581.

Prieuré de Wassy, p. 269. — Le prieuré de Notre-Dame de Wassy fut cédé aux Jésuites du collége de Reims par le prieur Antoine de la Haye des Salles, chanoine de Toul, vers 1610 ou, selon d'autres, en 1625, à charge par ces Pères d'entretenir audit prieuré deux prêtres séculiers, pour y célébrer la messe et y réciter le saint office tous les jours. *Prœtereà alendi in prioratu sanctæ Mariæ apud Wasseium sacerdotes sæculares duo, qui canonicas horas sacrumque in eo ritè quotidie celebrant.*

Mores, p. 279. — Samson, archevêque de Reims au XIIe siècle, puissant promoteur de l'établissement de l'abbaye de Mores au diocèse de Langres, fut après son décès inhumé dans l'abbaye d'Igny, près Reims, où l'on voyait son tombeau. Pierre de Bar, d'abord prieur de Clairvaux, devint ensuite abbé de Mores, puis d'Igny, qu'il gouverna pendant 16 ans; il mourut cardinal en 1252.

Morimond, p. 284. — Jean de Montigny, *de Montiniaco*, ou de

Martigny, comme l'appelle l'historien Dubois, fut abbé d'Igny pendant 4 ans, puis abbé de Morimond en 1393, supposé que Jean de Montigny soit le même que Jean de Martigny, ce qui nous paraît douteux, la liste des abbés d'Igny offrant peu d'exactitude. D'ailleurs, d'après cette liste défectueuse, ce Jean de Montigny serait devenu abbé de Morimond en 1475, ce qui est contredit par l'histoire de cette abbaye.

Jean-René de Saint-Belin, p. 322. — La plupart des biographes champenois parlent de Jean-René de Saint-Belin qui, élevé à la cour de Lorraine, fut à la fois un habile militaire et un littérateur distingué, mais ses ouvrages sont perdus, l'auteur ayant peu avant sa mort, par suite de profonds chagrins, consumé tous ses manuscrits. Ce Jean-René de Saint-Belin, seigneur de Thivet, était frère d'Anne de Saint-Belin, dame douairière de Neuilly-sur-Suize, dont il est question dans *Le diocèse de Langres*, t. 2, p. 106. Il était fils de Jean Ier de Saint-Belin et de Charlotte de la Rivière, et dut naître vers 1580, peut-être au château de Neuilly, dont son père était seigneur. Il était oncle et parrain de Jean-René de Bussy-Sommyèvre, baron de Neuilly.

Antoine-Simon, p. 326. — La requête de Marie-Jeanne Aladame, veuve d'Antoine Simon, cordonnier, demeurant dans le bâtiment des Cordeliers n° 5, section de Marat, requête renvoyée à la commission des secours publics le 1er nivose an III, puis au comité des secours publics le 22 frimaire an V, est la preuve péremptoire que le sieur Jean-Baptiste Simon, né à Clinchamp (Haute-Marne) et mort pâtre à Joinville en 1830, est tout différent du cordonnier Simon, bourreau de Louis XVII.

Cardinal de la Luzerne, p. 359. — César-Guillaume de la Luzerne, né à Paris le 17 juillet 1738, baptisé le 18 dans l'église Saint-Sulpice, fut peu après agrégé comme chevalier à l'ordre de Malte. Mais s'étant ensuite destiné à l'état ecclésiastique, il entra, au sortir du collège dans le séminaire de Saint-Magloire où il fit, sous les Pères de l'Oratoire, des études fort brillantes. Il fut ordonné prêtre le 27 mars 1762, alors qu'il terminait ses études théologiques au collège de Navarre et qu'il y éclipsait tous ses rivaux, étant proclamé le premier de sa licence, à la suite d'un brillant examen. Il était alors et depuis l'âge de 16 ans, c'est-à-dire depuis 1744, chanoine *in minoribus* de la métropole de Paris. Il était de plus, depuis 1746, abbé commendataire de Mortemer. Après son élévation au sacerdoce, il fut, en 1762, nommé chapelain de Notre-Dame-de-Pitié au diocèse de Grenoble, et de plus grand-vicaire de l'Archevêque de Narbonne. En 1764, il fut désigné par la province de Vienne comme agent général du clergé. En 1770, au mois de juin, il fut nommé évêque de Langres, et comme tel il s'acquit par ses ouvrages une réputation universelle. A son retour de l'exil, en 1814, il passa à Langres où on lui fit une ovation brillante. Il mourut à Paris le 21 juin 1821, âgé de 84 ans, cardinal depuis 1817. Mgr Fèche, chanoine de Troyes, auquel nous empruntons ces lignes, dit que, sous l'influence de ce digne prélat, les prêtres dissidents au diocèse de Langres, tant du clergé séculier que du clergé régulier ne

furent *qu'en nombre à peine sensible*. C'est une erreur trop bienveillante de l'auteur. Ces prêtres furent au diocèse de Langres, comme ailleurs, en nombre suffisant pour y occuper toutes les paroisses ; mais tôt ou tard la plupart de ces prêtres, dissidents ou assermentés, rétractèrent leurs erreurs. Le même auteur dit dans une note que M. Claude Arvisenet, archidiacre sous Mgr de la Luzerne, fut, en 1801, nommé par lui curé de Langres. Nous croyons qu'il avait été nommé curé, non pas de Langres, mais de Saint-Pierre de Langres, paroisse supprimée peu après, lors du Concordat, et remplacée pour le service de la ville entière par l'église cathédrale de Saint-Mammès.

Clément Macheret, p. 396. — D'après le factum communiqué par M. A. Daguin, Clément Macheret, mort en 1660, curé d'Hortes, naquit à Hortes même de parents pauvres, savoir de Claude Macheret, laboureur, et d'Etiennette Bourrier. Ledit Clément avait une sœur nommée Etiennette et un frère dont le nom n'est pas désigné. Comme il montrait d'heureuses dispositions pour la piété et pour l'étude, un de ses oncles, qui était moine et sous-prieur à Clairvaux, se chargea de le faire instruire, espérant que son neveu se fixerait à Clairvaux comme religieux. C'est pourquoi il le fit étudier à ses frais au collége de Chaumont-en-Bassigny, puis à Dijon, le mettant en pension chez maître Bernard Méguin, chanoine de la Chapelle-aux-Riches, où il resta depuis le mois de mars 1623 jusqu'au mois de novembre de la même année, après quoi il prit à Clairvaux l'habit de novice, probablement par complaisance pour son oncle, autant que par dévotion. Mais, quelque temps après, le sous-prieur son oncle étant mort, le neveu jeta, comme on dit vulgairement, le froc aux orties, et rentra à Hortes où il perdit aussi peu après son père. Sa mère, devenue veuve, fut assignée en 1626, pour payer au susdit Bernard Méguin la pension de son fils ; mais l'assignation demeura sans effet, par la raison, est-il dit dans la plaidoierie, que *les études du jeune homme lui sont devenues non-seulement infructueuses, mais dommageables et qu'elles lui ont fait perdre sa jeunesse, au lieu de l'employer à un honneste métier pour gagner sa vie*. Clément Macheret, en dépit de ladite plaidoierie, fut ordonné prêtre vers 1630, puis il devint chapelain de Saint-Pierre de Langres, recteur de l'hôpital Saint-Laurent, enfin curé d'Hortes en 1637, auteur de manuscrits précieux sur les événements arrivés de son temps, tant à Langres que dans les environs. D'après l'exposé de ce factum, Clément Macheret dut naître, non pas vers 1575, comme on lit dans *Le diocèse de Langres*, t. 2, p. 474, mais bien vers 1605.

Les deux Nicolas Bourbon, p. 417. — Nicolas Bourbon l'ancien, fils de Jean Bourbon, maître de forges, naquit en 1503 à Vendeuvre, alors du diocèse de Langres. Ce célèbre poète latin composa, jeune encore, le *Ferraria* ou la Forge, et dans la suite son livre principal intitulé *Nugæ* ou les Bagatelles. Marguerite de Valois, sœur de Francois Ier, le chargea de veiller à l'éducation de Jeanne d'Albret, sa fille, qui devint mère du roi Henri IV. Il vivait encore en 1550, retiré à Candé, où il jouissait d'un petit bénéfice sur les frontières de l'Anjou et de la

Touraine. Il n'était pas dans les ordres sacrés, mais il devait être clerc, puisqu'il mourut en possession d'un bénéfice ecclésiastique.

Quant à Nicolas Bourbon le jeune, il était petit-neveu du précédent et naquit en 1574, à Bar-sur-Aube, fils de N... Bourbon, médecin. Il est vrai qu'il s'intitule et signe quelquefois *Borbontus Vandoperanus*, Bourbon de Vendeuvre; mais c'est en souvenir du lieu de son origine et des traits de similitude qu'il avait comme poète avec son grand-oncle, et peut-être aussi de ce que son père a pu venir se fixer à Vendeuvre, après que sa mère l'eut mis au monde à Bar-sur-Aube. Le jeune Bourbon, après avoir fait à Paris des études très-brillantes, professa la rhétorique au collége des Crassins, puis à celui de Calvi, ensuite à celui d'Harcourt, devenu de nos jours le lycée de Saint-Louis. Il compta parmi ses élèves le célèbre Jean Chapelain, très-connu dans la République des lettres, et se distingua lui-même par diverses pièces de poésie latine, qui rappellent l'élégance et la facilité d'Ovide et lui méritèrent, pour son siècle, le titre de premier poète latin du royaume de France. Mais vers 1609, âgé d'environ 35 ans, il abandonna ses cours de rhétorique, pour se disposer à recevoir les ordres sacrés. Ce ne fut pas la plus mauvaise de ses nombreuses métamorphoses, dont il plaisantait lui-même sur la fin de ses jours.

(*A suivre.*) ROCHEL, curé de Vauxbons (Haute-Marne).

Le Secrétaire Gérant,

LÉON FÉRMONT.

Touraine. Il n'était pas dans les ordres sacrés, mais il devait être clerc, puisqu'il mourut en possession d'un bénéfice ecclésiastique.

Quant à Nicolas Bourbon le jeune, il était petit-neveu du précédent et naquit en 1574, à Bar-sur-Aube, fils de N... Bourbon, médecin. Il est vrai qu'il s'intitule et signe quelquefois *Borbonius Vandoperanus*, Bourbon de Vendeuvre; mais c'est en souvenir du lieu de son origine et des traits de similitude qu'il avait comme poète avec son grand-oncle, et peut-être aussi de ce que son père a pu venir se fixer à Vendeuvre, après que sa mère l'eut mis au monde à Bar-sur-Aube. Le jeune Bourbon, après avoir fait à Paris des études très-brillantes, professa la rhétorique au collége des Crassins, puis à celui de Calvi, ensuite à celui d'Harcourt, devenu de nos jours le lycée de Saint-Louis. Il compta parmi ses élèves le célèbre Jean Chapelain, très-connu dans la République des lettres, et se distingua lui-même par diverses pièces de poésie latine, qui rappellent l'élégance et la facilité d'Ovide et lui méritèrent, pour son siècle, le titre de premier poète latin du royaume de France. Mais vers 1609, âgé d'environ 35 ans, il abandonna ses cours de rhétorique, pour se disposer à recevoir les ordres sacrés. Ce ne fut pas la plus mauvaise de ses nombreuses métamorphoses, dont il plaisantait lui-même sur la fin de ses jours.

(*A suivre.*) ROUSSEL, curé de Vauxbons (Haute-Marne).

Le Secrétaire Gérant,

LÉON FRÉMONT.

A
B
C
D
E
F
Par C. Chastillon

NOTICE HISTORIQUE

SUR

LA MAISON DE GRANDPRÉ

Introduction

La maison de Grandpré, l'une des plus illustres familles féodales de Champagne, n'appartient pas exclusivement à cette province. Elle tient une place dans l'histoire générale de la France orientale. Elle doit cette place à la part que prirent plusieurs de ses membres aux événements dont ils étaient contemporains ; elle la doit aussi au grand nombre de domaines qu'elle possédait dans le Rémois, le Verdunois, en Picardie, dans le diocèse de Troyes et jusque dans l'Ile-de-France. Les épopées du moyen-âge ont célébré des exploits fabuleux de sires de Grandpré ; les alliances avaient mis ceux-ci dans la parenté de toute la haute féodalité.

Aussi l'*Art de vérifier les dates* a consacré un article à la famille de Grandpré, la comprenant ainsi dans le petit nombre des maisons féodales dont la chronologie pouvait être utile aux recherches historiques. Mais cette notice est très-incomplète ; la ligne directe, qui seule est donnée, n'est pas exactement traitée ; les branches collatérales sont passées sous silence. J'ai pensé qu'une étude plus sérieuse et plus détaillée ne pouvait manquer d'offrir quelque intérêt.

L'origine illustre des seigneurs de Grandpré, leur parenté avec les dynasties souveraines de cette partie de la France, étaient assez notoires, à la fin du douzième siècle, pour être rappelées dans les chansons de geste qui, souvent au milieu de fables, conservent d'anciennes traditions. Dans *Garin le Loherain* nous voyons Henri de Grandpré au nombre des chevaliers qui viennent à l'appel de Fromont de Lens [1] ; il est tué par Auberi [2] « le Bourgoin » ; nous voyons aussi, après la prise de Verdun, Begon de Belin, oncle d'Auberi, se rendre à

1. Paulin Paris, *Garin le Loherain, chanson de geste mise en nouveau langage*, p. 61.
2. *Ibid.*, p. 332.

Rethel. Il passe à Grandpré où il fait un riche butin, ravage le pays et démantèle le château[1].

Une version d'Hervis, de Metz, parle ainsi de Pierre, fils de saint Seurin, neveu de sainte Hélène, et aïeul du lorrain Hervis :

Li autres fis au baron s. Seurin
Il eut à non li dus Pieres l'anti
Qui tint Grantpré et Blanmont et Chini
Tout le Barroi et tout le Bassegni
Et Loherainne et To et Nansi[2].

Un peu plus loin, nous voyons le duc Pierre, qui s'était ruiné par des libéralités exagérées, engager ses domaines et, parmi eux, Grandpré; le nouveau possesseur était Henri, riche banquier de Metz, dont le père, Huon de Bordeaux, avait été forcé de s'expatrier de France à la suite d'un homicide ; Huon était, lui-même, fils du duc Sevin de Bordeaux. Henri eut pour fils Thierry qui devint prévôt de Metz :

Ains que X ans fussent tot acompli
Par marchandise et par son grant sens fist
Que Henri Loheraine toute à manburni
Se tint Grantpré et Blanmont et Chini[3].

Le comté de Grandpré, situé à l'extrémité orientale de la Champagne, sur les limites des diocèses de Reims et de Verdun, fut formé, vers le milieu du dixième siècle, d'un démembrement du comté carolingien du Dormois qui correspondait aux anciens doyennés ecclésiastiques de Dun, de Grandpré et de Cernay[4].

J'insiste sur un fait que l'on n'a pas assez remarqué et qui est encore peu connu, malgré le soin avec lequel MM. d'Arbois de Jubainville et Longnon ont cherché à le mettre en évidence. Ce fait, cependant, permet de comprendre l'histoire de

1. *Ibid.*, p. 104.

2. Stengel, *Mittheilungen aus franzosischen handschriften der Turiner Universitäts Bibliothek,* p. 27, vers 192 à 196.

3. *Ibid.*, p. 28, vers 247-50.

4. L'existence du comté de Dormois, à l'époque carolingienne, est établie par les textes dès le commencement du IXe siècle ; je ne puis mieux faire que de renvoyer mes lecteurs à l'excellent travail de mon ami et confrère M. Aug. Longnon (*Etude sur les pagus de la Gaule*, 2e partie, p. 46 et suiv. et 128). On ne sait à peu près rien des comtes de Dormois de ce temps ; les détails donnés par le document apocryphe connu sous le nom de *Chronicon Maceriense* ou *Chroniqus de Signy*, ne sont qu'un roman historique sans valeur. ne connaissons qu'un comte de Dormois, Marc, rappelé dans la e saint Juvin ; il aurait gouverné le Dormois et l'Astenois, sans que ions deviner l'époque à laquelle il vivait.

cette partie de la Champagne, histoire assez obscure si on ne le prend pas en sérieuse considération. C'est que, jusqu'à une époque, relativement peu ancienne, un certain nombre de fiefs compris dans le Dormois et l'Astenois étaient considérés comme terres de l'Empire. Les empereurs d'Allemagne tenaient à y maintenir leur suzeraineté; ainsi en 1162, pour recouvrer sa liberté, le comte Henri-le-Libéral consentait à faire hommage à Frédéric Ier de Belrain, Bourmont, Cornay, Dampierre-en-Astenois, Gondrecourt, La Fauche, Possesse, Raucourt et Reynel; cet état de choses durait encore au milieu du treizième siècle, et, dans l'histoire des comtes de Grandpré nous verrons souvent varier les limites féodales entre le comté de Champagne et la Lorraine.

Nous devons donc jeter un coup d'œil rapide sur l'histoire de la région dont nous nous occupons, antérieurement aux événements qui passeront ensuite sous les yeux des lecteurs.

En 855, lors du partage des états de l'empereur Lothaire, son second fils, du même nom que lui, reçut la région connue sous le nom de Lorraine (*Lotharingia*); dans cette région figurent trois comtés situés au diocèse de Reims : le *Dormois*, représenté à peu près exactement aujourd'hui par les cantons de Vienne-le-Château, Grandpré, Buzancy, Dun et Varennes; le *Mouzonnais*, répondant aux cantons de Mouzon, Raucourt et Sedan ; le *Castrice*, comprenant les cantons de Signy, Flize, Mézières, Renwez et Monthermé.

Le roi Lothaire mourut à Plaisance le 8 août 869 ; aussitôt l'un de ses oncles, Charles-le-Chauve, s'empara d'une partie de ses états. Dès le 5 septembre il était reçu à Verdun par l'évêque Hatton ; peu après il était proclamé roi à Metz. Louis-le-Germanique, autre oncle du défunt, prétendit, lui aussi, avoir part au butin. Le 10 août 870 intervint un traité par lequel Charles-le-Chauve avait la Lorraine occidentale, c'est-à-dire : Verdun, Toul, le Barrois, la Woëvre, le Dormois, ainsi que les abbayes de Saint-Mihiel et Montfaucon.

Après Louis-le-Germanique, en 876, son fils Louis II eut à résister aux entreprises de Charles-le-Chauve qui mourut en 877 ; deux ans plus tard, à la mort de Louis-le-Bègue, un parti essaya de faire proclamer Louis II de Germanie comme roi de la France occidentale. Ce prince prit les armes et ne consentit à s'arrêter qu'après avoir obtenu la cession de la partie de la Lorraine jadis attribuée à Charles-le-Chauve ; un moment, en

888, Charles-le-Gros, le dernier survivant des fils de Louis-le-Germanique, réunit sous son sceptre la France et l'Allemagne, mais, après sa déposition et l'élection du comte Eudes, la partie orientale de l'ancien empire de Charlemagne échut à Arnoul, qui créa roi de Lorraine son fils naturel, Zwentibold.

Zwentibold, ayant été assassiné en 900, les Lorrains reconnurent Louis II, le dernier des carolingiens d'Allemagne, qui mourut sans postérité en 911. Ils se donnèrent ensuite à Charles-le-Simple qui posséda cette région jusqu'au moment où il fut dépossédé de sa couronne. Les Lorrains se tournèrent alors du côté de Henri Ier, roi d'Allemagne, à l'instigation du duc Giselbert; ils furent administrés par des ducs bénéficiaires jusqu'à l'archevêque Brunon (953-965). Celui-ci divisa la Lorraine en deux duchés relevant de l'Empire : la Haute et la Basse Lorraine. Le Dormois fut compris, à partir de 955, dans la Haute Lorraine, ou Lorraine Mosellane.

Ce court résumé était nécessaire pour rappeler les événements politiques qui, à plusieurs dates, placèrent une partie des diocèses de Reims et de Châlons sous l'autorité des souverains de l'Allemagne. On comprend que ces traditions influèrent sur la suzeraineté réclamée par ceux-ci, et particulièrement sur la revendication de l'empereur Frédéric Barberousse en 1162.

Ce fut au milieu du XIe siècle, et par conséquent à la suite de la nouvelle division établie par l'archevêque Brunon, que la féodalité se développa dans la Lorraine Mosellane. Les anciens comtés carolingiens disparaissent alors pour faire place à des fiefs nouveaux; parmi ceux-ci, quelques-uns conservent, dans leurs dénominations, le souvenir des circonscriptions territoriales précédentes dont ils n'étaient que des démembrements. C'est aussi à ce moment que les évêques de Verdun commencent à avoir une autorité temporelle à côté des comtes qui, tout en conservant leur titre avec opiniâtreté, ne furent plus tard, de fait, que de simples voués.

Nous avons vu, plus haut, que le *pagus Castricensis*, le *pagus Mosomensis*, le *pagus Dulcomensis*, compris dans le diocèse de Reims, formèrent la partie occidentale de la Lorraine Mosellane. Examinons rapidement quelles transformations ils subirent à partir du milieu du dixième siècle.

Le Castrice, dont on connaît deux comtes, Erlebaud, mort en 920, et Frédéric, qui vivait au commencement du onzième siècle, disparaît cinquante ans plus tard absorbé en grande partie par le comté de Rethel, démembrement du Porcien, qui

paraît s'être assez rapidement accru au profit de la famille à laquelle appartenait Artaud, archevêque de Reims. Il ne resta plus qu'un souvenir de sa circonscription conservé dans les limites de l'ancien doyenné de Mezières.

Je ne puis, en ce moment, donner de notions précises sur les transformations de l'ancien comté de Mouzon; aujourd'hui, comme il y a huit ans, je dirai, avec M. A. Longnon, qu'il appartient aux érudits des Ardennes et des pays limitrophes, d'étudier dans ses détails l'histoire des seigneuries archiépiscopale et abbatiale de Mouzon.

Le Dormois forma un assez grand nombre de fiefs, d'importance très-inégale; les deux plus considérables furent le comté de Grandpré et le comté de Dun qui avait encore la dénomination de Dormois en 1065, après avoir appartenu à un comte Frédéric que nous allons retrouver dans un moment.

Le comté de Grandpré, à son origine, comprenait ce qui forma depuis les châtellenies de Grandpré, de Buzancy, d'Autry et de Cernay ; ces trois derniers fiefs étaient tenus par des familles qui relevaient immédiatement de Grandpré. Le comte avait en outre l'avouerie des vassaux de Notre-Dame de Reims, à Manre, ainsi que celle de l'abbaye de Montfaucon, et il tenait en fief, des comtes de Bar, les châtellenies de Vienne-le-Château et de Hans.

Voici l'énumération des paroisses que formait chacune de ces châtellenies :

Grandpré. — La Croix-aux-Bois, Longwé, Olisy, Brécy, Termes, Mouron, Senuc, Grandpré, Briquenay, Thénorgues, Verpel, Beffu, Champigneulle, St-Juvin, Marcq, St-Georges, Sommerance, Cernay, Fléville, Exermont, Châtel, Apremont, Baulny, Andevanne, Bantheville, Landres.

Buzancy. — Je ne puis indiquer ici que quelques-unes des localités relevant de cette châtellenie dont les fiefs ont été à plusieurs reprises détachés et réintégrés à sa circonscription : Authe, Autruche, Harricourt, Bar, Sivry, Imécourt, Chennery, Fossé, Bayonville, Rémonville, Nouart, Tailly, Barricourt, Beaufort-en-Argonne, Saulmory, Montigny, Sassey.

Autry. — Autry, Binarville, Bouconville, Condé, Grandhan, Montcheutin, Lanson, Machault, Séchault.

Cernay. — Ardeuil, Cernay, Fontaine, Gratreuil, Massiges, Ripont, Rouvray.

VIENNE-LE-CHATEAU. — Vienne, Servon, St-Thomas.

HANS. — Berzieux, Courtémont, Dommartin, Hans, Laval, Malmy, Melzicourt, Minaucourt, Somme-Bionne, Wargemoulin, Vienne-la-Ville, Ville-sur-Tourbe, Virginy.

Après avoir rappelé la topographie féodale de la région dont nous nous occupons en ce moment, et la circonscription du comté de Grandpré, proprement dit, cherchons à déterminer les origines de la famille qui posséda celui-ci pendant plus de trois siècles.

Comme je pense pouvoir établir que les comtes de Grandpré sont issus de la maison de Verdun [1], je suis obligé de réunir ici tous les témoignages qui pourront aider à dresser un tableau exact de la famille de Godefroi-le-Vieux, auquel le roi Otton Ier donna, vers 950, le comté de Verdun.

GODEFROI-LE-VIEUX, un moment comte de Hainaut, est connu par la longue captivité qu'il eut à supporter par suite de son dévouement malheureux aux rois d'Allemagne ; rendu à la liberté, il semble avoir été forcé de laisser le comté de Verdun à son fils Frédéric et s'être retiré dans les terres qu'il possédait en Brabant. C'était à Eenham, sur l'Escaut, à peu de distance d'Audenarde [2]. La date de sa mort n'a pas encore été déterminée ; il semble, cependant, que l'on peut la fixer à l'année 1006 ; c'est alors, en effet, que Baudouin IV, comte de Flandre, petit-fils de sa femme, chercha à s'emparer des biens que le chef de la maison de Verdun possédait dans le bassin de l'Escaut.

Il avait épousé Mathilde, fille de Herman, comte de Saxe, veuve en 962 de Baudouin III de Flandre, fils du comte Arnoul Ier. Cette princesse mourut elle-même en 1009 ; elle est comptée parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de Saint-Vanne [3].

De ce mariage naquirent :

I. Adalbéron, évêque de Verdun de 984 à 990.

1. On désigne généralement cette maison sous le nom d'*Ardennes* ; cette dénomination me semble inexacte puisqu'il n'a jamais existé de duché ou de comté d'Ardenne.

2. *Gesta episcop. Camerac.* ap. Pertz, t. VI, p. 299, et t. VII, p. 465.

3. *Gesta episcop. Verdun.* Id., t. IV, 48, 490. — VIII Kal. Junii. Domina Matildis comitissa, digne memorabilis que locellum nostrum honestavit auri et argenti donariis et prediis (Necrol. S. Vitonis).

II. Godefroi, duc de Basse-Lorraine, de 1005 à 1023 ; il mourut sans alliance. Après la profession religieuse de son frère Frédéric, Godefroi paraît avoir eu le comté de Verdun ; il en portait le titre en 1012 lorsqu'il faisait la guerre à Gautier, châtelain de Cambray, accompagné de son autre frère le comte Herman [1].

III. Gothelon, duc de Basse-Lorraine après son frère aîné, de 1032 à 1043. D'une femme dont le nom n'a pas été retrouvé, il eut :

1. Godefroi, qui lui succéda et dont nous aurons encore à parler ;

2. Gothelon, qui gouverne le duché de Haute-Lorraine de 1023 à 1043 ;

3. Frédéric, pape sous le nom d'Etienne IX ;

4. Ode, épouse de Lambert II, comte de Louvain ;

5. Ragelinde, épouse d'Aubert II, comte de Namur ;

6. Mathilde, épouse de Henri, comte palatin en Basse-Lorraine.

IV. Frédéric, comte de Verdun de 990 environ jusqu'à son retour de Palestine, avant 1012 ; il fut moine à Saint-Vanne, et laissa le comté de Verdun à son frère aîné Godefroi. Je suis très porté à penser que Frédéric eut de son père une partie de l'ancien comté de Dormois qui forma plus tard la seigneurie de Dun ; elle est mentionnée en 1065 dans une donation de l'empereur Henri IV à Thierry évêque de Verdun : « quoddam castrum, Dunum nominatum, in comitatu Dulcomensi Fredirici comitis. » L'autre partie du Dormois, forma justement le comté de Grandpré, part du comte Herman qui suit [2].

1. *Gesta episcop. Camerac*, ap. Pertz, t. VII, p. 467.

2. T. VIII. Id. Jan. Venerande memorie dominus Fridericus, monachus ejus loci, ex comite conversus, frater Godefridi et Gozelonis ducum. qui nobis Boriacum contulit. (Necrol. S. Vitonis). — Il alla en Palestine en 997 (*Gesta episc. Vird.* ap. Pertz, t. IV, p. 49) ; avant de partir il fit des libéralités à l'église de Verdun, rappelées par le continuateur de Bertaire : « comes Fredericus, cum esset adhuc in laicali habitu, prebendæ fratrum Sanctæ Mariæ omnes centenas eorum potestatum quibus multum inquietabantur ob remedium animæ suæ, Hierosolimam pergens, reddidit. » Je crois avec l'abbé Clouet (*Hist. de Verdun*, t. I, p. 377 et seq.) que là se bornèrent les libéralités du comte Frédéric, et que la cession du comté faite par lui à l'évêque Herman est un roman historique. Le comté de Verdun était un bénéfice, dépendant de l'Empire, qui ne constituait pas un fief héréditaire de plein droit ; à chaque mutation de titulaire, le nouveau comte devait recevoir une investiture. L'empereur Otton III abandonna à l'évêque Heimon et à ses succes-

V. Herman, dont la vie va être résumée dans un instant.

VI. Henri ou Hezelo, dont l'existence nous est connue par la chronique de Saint-Laurent-de-Liége [1].

VII. Ermengarde [2].

I

COMTES DE GRANDPRÉ. — HERMAN Ier.

Herman, témoin dès 979 d'une donation faite par son père et sa mère à l'abbaye de Saint-Pierre de Gand [3], administra, dit-on, le comté de Verdun pendant l'absence de son frère Frédéric, parti pour un pèlerinage en Terre-Sainte; il avait eu l'autre partie du Dormois dont le chef-lieu était Grandpré, et nous le voyons, en 1212, comme comte de Grandpré, recevoir de son frère aîné, Godefroi, une avouerie, à Somme-Aisne, échangée contre celle de Manre [4]. Frédéric ayant embrassé la vie religieuse aussitôt après son retour de Palestine, le comté de Verdun était revenu à Godefroi, chef de la famille, qui le tint jusqu'à sa mort en 1023; c'est, selon moi, à cette dernière date que Herman, succédant à Godefroi, eut, avec Eenham, les biens situés en Brabant. Il y fonda deux églises sous les vocables de Saint-Laurent et de Saint-Sauveur [5]; plus tard, lorsqu'il consentit au mariage de sa fille Mathilde avec Renier V, comte de Hainaut, il abandonna à celle-ci ses fiefs de Brabant.

Herman assista son frère Godefroi dans les guerres que celui-ci eut à soutenir contre Lambert comte de Louvain et Aubert comte de Namur; en 1003, il allait au secours de Baudri évêque de Liége, attaqué par ce même Lambert; prisonnier à la bataille de Florennes, après des prodiges de valeur,

seurs le droit de donner cette investiture, ce qui amena de graves différends entre les prélats et les descendants de Godefroi-le-Vieux qui prétendaient que le comté était pour eux une propriété patrimoniale.

1. On a eu tort, jusqu'à ce jour, de confondre Henri avec son frère Herman; cette confusion résulte de ce que l'un et l'autre sont désignés par les contemporains sous le vocable *Hezelo*, alors forme familière des noms *Herman*, *Henri*, *Hildrad*, etc. Cet Henri eut deux enfants qui, suivant une légende, s'entretuèrent dans une querelle, alors qu'ils étaient encore très-jeunes. (*Chron. S. Laurent. Leod.* ap. Pertz, t. VIII, p. 266). Henri vivait encore en 1034, cinq ans après la mort d'Herman, et assistait le 3 novembre à la dédicace de St-Laurent-de-Liége. (D. Martenne, *Ampl. Coll.*, t. IV, col, 1046 et seq.).

2. *Bollandistes*, 25 janvier, t. II, p. 645, n° 36.

3. Aub. Miræus, *Oper. Diplom.*, 2e éd., p. 544.

4. Mabillon, *Ann. Bened.*, t. IV, p. 633.

5. *Gesta episc. Camerac.*,ap., Pertz, t. VII, p. 465. — Sigebert de Gembloux, ad ann. 1005.

il recouvra la liberté grâce à Ermengarde, mère du comte de Namur [1].

Ce comte est mentionné tout particulièrement dans le nécrologe de Saint-Vanne, à cause de ses pieuses libéralités ; il fut enseveli dans cette abbaye en 1029 après y avoir pris l'habit religieux [2]. Sa femme était Mathilde, fille de Louis comte de Dagsbourg ; la sœur aînée de celle-ci, Helwige, avait épousé Hugues IV, comte de Nordgau, seigneur d'Eguisheim, auquel elle apporta Dagsbourg. C'est donc par erreur qu'Aubri de Trois-Fontaines qualifie Herman « comte de Dabo. » Par son mariage il était oncle de saint Bruno et du pape Léon IX [3].

Les enfants de Herman furent [4] :

1. Godefroi, qui suit.

2. Grégoire, archidiacre de Liége, puis moine à Saint-Vanne [5].

1. Id., p. 467, 468 et 469.

2. *Gesta episc. Virdun*, ap. Pertz, t. IV, p. 48 et 49. — *Ann. Blandin.* ad annum 1025. Id. t. V, p. 26. Voici la mention contenue dans le nécrologe de Saint-Vanne : « V. Kal. Junii. Anno Incarnationis Dominice MXXIX, obiit pie memorie dominus Herimannus, ex comite conversus, qui pre cunctis mortalibus locum hunc ditavit suis donis et possessionibus. Dedit enim Haslud cum ecclesia in Fessua una ; in Rugericurte XII mansos ; in Hermefregehem, unam ecclesiam. Pro his omnibus concambuit nobis comes Balduinus Flandrensis : Bonvillare cum dimidia ecclesia, Hevenges similiter cum dimidia ; in Vitreio vineas ; in Condeit similiter vineas cum quadam parte ecclesie ; in Harvia XX mansos cum familia magna. Sine isto concambio tradidit nobis Monnau et ecclesiam cum silva spaciosa, Fontagiam quoque cum ecclesia, familia et vinea optima ; theloneum et monetam Mosomensem et duas ecclesias, unam in Gravia, alteram in Ham et capellam indominicatam in predicta Gravia cum duobus mansis. Pro dictis vero Gravia et Horvia cum appendiciis habemus per permutacionem ecclesiam de Bronceio et duas partes decimarum tam grossa quam minuta. »

L'inventaire du trésor de Saint-Vanne enregistre en outre une croix en or, haute de 20 pouces, due à la libéralité d'Herman ; elle portait l'inscription : *Hermannus comes Vird.* Dans son tombeau, dit l'abbé Clouet, on trouva une plaque en plomb avec la légende : *Hermannus nobilis comes et monachus obiit V. Kal. junii. anno MXXIX.*

3. Schœpflin. *Alsat illust.*, t. II, p. 480. — Chron. Alb. mon. Tr.-Font, ad ann. 1005 : « Hujus Godefridi Ardenensis fuit uxor Matildis, comitissa Saxonie, que peperit si episcopum Virdunensem Alberonem, de quo supra diximus, comitem Fredericum, Sancti Vitonis monachum, comitem de Daburc Hermannum, cujus fuit filius Gregorius Leodyensis episcopus, et duos duces prosapia inclitos, Godefridum istum et Gothelonem.

4. On chercha à rattacher plusieurs familles à Herman de Verdun. D'après une tradition locale, *Guido ad Barbam*, fondateur de l'abbaye de Huiron, descendait de ce personnage. Krœmer ne donne pas moins de 27 branches à la maison de Verdun. (*Mém. de l'Acad. de Metz*, 1842, p. 112).

5. Hugues de Flavigny, ap. Pertz, t. VIII, p. 370, 374, 375.

3. Odile, religieuse puis abbesse de Sainte-Odile.

4. Mathilde, épouse de Renier V, de Mons, comte de Hainaut[1]. Leur fille, Richilde épousa : 1° Herman, mort en 1050, d'où naquit Roger, évêque de Châlons-sur-Marne ; 2° Baudouin VI, comte de Flandre; 3° Guillaume, comte de Hereford. J'ai fait remarquer plus haut que Mathilde avait eu en dot les fiefs de Brabant de la maison de Verdun. En effet, nous voyons en 1063 le comte Baudouin donner aux Bénédictins Eenham avec son château et ses églises, « sicut nos recepimus de manu Herimanni comitis[2]. » Il résulte de l'examen attentif des dates que Baudouin n'a pu avoir ces biens que de Herman, mari de Richilde ; celui-ci les possédait évidemment par sa femme, petite-fille de Herman, comte de Verdun et de Grandpré.

5. Herman, mort jeune[3].

6. Bathilde, morte jeune.

7. Godefroi[4], bâtard, mort du vivant de son père.

GODEFROID

Nous savons peu de choses sur ce personnage dont le nom nous est donné par Hugues de Flavigny. Nous ne trouvons jusqu'à ce jour, aucun acte qui le mentionne, et c'est sous toutes réserves que nous proposons de voir son souvenir conservé dans le nécrologe de Saint-Vanne au XIV des calendes de novembre[5]; nous n'osons pas non plus affirmer qu'il eut le Clermontois en nous appuyant sur un passage d'un contrat de mariage d'un comte Aldebert, en 1068, mentionnant les aleux

1. « Alteram quoque filiam, dit Sigebert de Gembloux, tradidit nuptui Reginero Montensi comiti simul cum tota provincia Brabantensi. »

2. Aub. Mirœi op. diplom., 2e éd., p. 151.

3. « Hezælo comes, post mortem ducis, castrum Eiham cum provincia Brabantensi suscepit et diu tenuit. Hic enim genuit filium nomine Herimannum et filiam nomine Bertildem qui, dum adhuc juvenes erant, defuncti sunt et in ecclesia apud Felseka sepulti, qui postea multis miraculorum signis claruerant, sed a Virduncusibus monachis furtim ablati sunt. » (Sig. de Gembloux, ap. Pertz, t. VI, p. 399).

4. Hug. de Flavigny, ap. Pertz, t. VIII, p. 375 : « Dedit etiam (Herimannus) pro anima filii Godefridi ex concubina nati, in claustro tumulati, non tamen juxta fratres et patrem, duas ecclesias quarum una dicitur Ham, alia Gengeavia. » — « XII Kal. nov. Godefridus, filius Herimanni comitis, pro cujus anima date sunt nobis duc ecclesie, una quæ vocatur Gengeavia, alia Ham, ab ipso comite nobis tradite. »

5. « XIII. Kal, nov. Godefridus comes, et Henricus comes Barrensis qui nostre ecclesie devotus extitit et Ugo frater ejus. »

de Malaincourt, Dombasle, Récicourt et Autrecourt, situés « in episcopatu Virdunensi, in comitatu comitis Godefridi[1]. »

L'existence de Godefroi est certaine, d'après le témoignage de Hugues de Flavigny, qui le mentionne avec son frère Grégoire : « duos filios bonæ spei arbores, » Il est probable qu'il ne vécut pas très-vieux ; sa femme aurait été Milessende que nous trouvons dans l'obituaire de Saint-Denis de Reims : « VII, id. nov. Obiit Milesendis comitissa de Grandi-Prato que multa bona fecit nobis. » Dans mon système, je pense qu'il fut père d'Herman II, qui suit.

HERMAN II OU HESSELIN

Nous allons examiner les actes dans lesquels figure Herman II; ici nous nous trouvons en présence d'une nouvelle difficulté. En effet, l'absence de textes à dates précises ne permet guère de déterminer le moment où Herman ou Hesselin II[2] fut remplacé par Hesselin III. Jusqu'à plus ample informé, j'attribue à Herman II les actes antérieurs à l'année 1080, et je me fonde sur ce fait qu'en 1081, on voit

1. Clouet, *Hist. de Verdun*, t. II, p. 85. On remarquera la rédaction de l'acte qui parle ici du comté d'un comte Godefroi, comme nous avons vu citer plus haut, le comté de Dormois d'un comte Frédéric, longtemps après la mort de celui-ci ; il se termine par la mention suivante : « Regnante rege Henrico, præsidente cathedræ Virdunensi domino Theoderico episcopo, comite et marchione Godefrido. » Il me paraît peu probable que le comte et marquis Godefroi-le-Bossu soit le même que le comte Godefroi mentionné quelques lignes plus haut.

Il n'est pas inutile de résumer ici ce que l'on sait au sujet de la transmission du comté de Verdun. — Bénéfice donné à Godefroi-le-Vieux, le le comté de Verdun paraît avoir été confirmé successivement à ses fils Frédéric, Godefroi, duc de la Basse-Lorraine, et Herman, d'où les prétentions de leurs descendants à le considérer comme un fief patrimonial. L'empereur Otton III ayant donné à l'évêque Heimon le comté et par suite le droit de conférer l'investiture au comte laïque qu'il choisirait, celui-ci nomma Louis de Chiny qui paya de sa vie son dévouement au prélat, et les descendants de Godefroi-le-Vieux défendirent leurs droits jusqu'à la déchéance de Godefroi-le-Bossu qui fut, en 1045, privé par l'empereur de tous ses bénéfices ainsi que de ses dignités; il rentra en grâce en 1065 et le comté resta dans sa famille jusque vers 1096, date à laquelle Godefroi-de-Bouillon, partant pour la croisade, remit le comté à l'évêque Richer. — Ce court résumé donne l'explication des luttes perpétuelles des évêques et des comtes de Verdun, en même temps qu'il fait comprendre la différence qui existe entre les comtes de Verdun de l'époque carolingienne et ceux qui, sous ce titre, n'étaient en droit que des voués épiscopaux.

2. Hesselin II, car Hesselin, forme française de *Hezelo* est comme ce dernier nom une forme familière de Herman, de Henri et autres noms germaniques commençant par la lettre H.

paraître Roger comme comte de Porcien[1]; or Roger, était frère de Hesselin III[2], dont le père, Hesselin II, avait gouverné le Porcien ; en effet, c'est sans doute comme administrateur de ce comté qu'il donna à Saint-Denis de Reims l'aleu d'Ambly situé dans le Porcien.

Nous venons de dire que Roger, comte de Porcien, était frère de Hesselin III, mais, selon toute apparence, il était seulement frère utérin. Leur mère, Alix, avait d'abord épousé Renaud comte de Porcien qui, vers 1045, fonda l'église de Chaumont-la-Piscine; en 1087, Roger donna Remaucourt à Saint-Thibaut de Chaumont[3].

Ces faits permettent de compléter et de rectifier l'*Art de vérifier les dates* qui affirme que Herman, le premier comte de Grandpré mentionné, avait épousé la veuve de Manassès Ier, comte de Rethel. Il s'agit ici de la veuve de Renaud, comte de Porcien. Nous examinerons, dans un autre travail ce que la critique moderne permet d'affirmer sur les origines des comtes de Porcien et des comtes de Rethel.

Vers 1065, Herman II est témoin de l'acte par lequel le duc Godefroi-le-Bossu, rentré en possession du comté de Verdun, règle des droits des sous-voués du diocèse ; en 1069, il figure dans la charte de donation de Saint-Dagobert de Stenay à l'abbaye de Gorze par le même duc, et l'année suivante, dans l'acte par lequel les chanoines qui, jusqu'alors, avaient desservi la chapelle du château de Bouillon, furent remplacés par des religieux de Saint-Hubert[4]. Entre 1073 et 1076, il joignait ses

1. En 1081, Arnoul, évêque de Soissons, fait la dédicace de l'église de Chaumont-en-Porcien, en présence de Roger, comte de Porcien ; celui-ci y fut enterré ainsi que Aelis, sa mère. (*Gall. Chr.*, IX, 351, 326 à 328).

2. Le nécrologe de N.-D. de Reims place l'anniversaire de Herman II au 3 des ides de mars, et celui de Saint-Denis au IV : « III. Id. Mart. Herimannus comes de Grandiprato. — IV id. Mart. Ob. Hermannus comes qui dedit nobis allodium de Ambleio. » Une charte de Manassès, archevêque de Reims, mentionne dès 1100 l'aleu d'Ambly parmi les possessions de l'abbaye de Saint-Denis; en 1121, l'archevêque Raoul s'exprimait ainsi: « Dedit quoque ipse ecclesie Hescelinus de Grandiprato allodium suum de Ambleio, tam in terris quam in pratis et silvis et tota piscaria. » On voit par ce texte qu'à cette époque on donnait au même personnage les noms de Herman et de Hesselin.

3. Bollandistes ; Juin, t. III. p. 102. En 1111, Raoul, archevêque de Reims, s'exprime ainsi : Quocirca ecclesiam de Calvomonte, magnis quondam « Porciensium comitum prædiis, *Raynaldi scilicet et Rogeri, filii ejus*, honoratissime ditatam.

4. Wassebourg, p. 244. — Pr. de l'hist. de la maison de Luxembourg, p. 53. — Chron. de Saint-Hubert-en-Ardennes.

efforts à ceux de l'archevêque de Reims et des évêques de Metz et de Verdun pour soustraire l'abbaye de Moiremont aux vexations de son voué qui était alors le seigneur de Vienne-le-Château.

De son mariage avec Alix de Porcien naquirent :

1. Hesselin III, qui suit.

2. Baudouin, croisé avec son frère, mort en Palestine. C'est par erreur que plusieurs historiens le mettent au nombre des comtes de Grandpré. Le Nécrologe de N.-D. de Reims est très précis en ce qui le concerne. « IV. non. jun., Obiit Balduinus de Grandiprato, frater Hecelini comitis. »

3. Richard, évêque de Verdun de 1107 à 1113; ce prélat refusa l'archevêché de Reims où il joua un rôle très-actif dans la querelle des investitures et soutint le parti de l'empereur contre le pape. Il mourut misérablement au Mont-Cassin, au moment où l'évêque d'Albano lui apportait l'absolution pontificale.

HESSELIN III

Je n'ose affirmer si ce fut ce comte ou son père qui figure parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de Saint-Airy[1]. L'acte de confirmation de l'empereur Henri IV qui y fait allusion nous apprend seulement que le fait eut lieu sous l'épiscopat de Thierry (1046-1089).

A cette époque, le Verdunois fut le théâtre d'événements assez graves.

Godefroi-le-Bossu étant mort, sans héritiers, Thierry, évêque de Verdun, suivit le parti de la comtesse Mathilde, veuve du défunt, au préjudice de Godefroi de Bouillon, neveu. Les alliés du prélat, parmi lesquels figurèrent Aubert de Namur et Hesselin de Grandpré, furent battus et ce dernier fait prisonnier. Sur ces entrefaites, l'empereur appela Godefroi auprès de lui, afin de s'acquitter du service féodal, et celui-ci, pour défendre ses intérêts, pendant son absence, ne trouva rien de mieux que de les confier à son prisonnier Hesselin, avec la mission de forcer l'évêque de Verdun à se soumettre.

Je n'ai pu découvrir à quel prix Hesselin consentit à changer

1. D. Calmet, 1re éd. pr., t. I, col. 486 : « Addidit etiam et curtem Marley, cum omnibus ad eam pertinentibus, integre et absque conditione, quam recepit de comite Hermanno, Sancto Agerico. »

de parti ; mais il est certain qu'au retour de Godefroi de Bouillon, le comte de Grandpré guerroyait à sa suite. Godefroi s'était emparé de Stenay qui tenait pour la comtesse Mathilde; il avait construit à Montfaucon une forteresse qu'il démantela après sa réconciliation avec le prélat. Hesselin livra bataille devant cette place à Frédéric, fils du comte de Toul, qui le défit.

Godefroi de Bouillon prenant la croix, en 1095, renonça à la lutte ; il céda Bouillon à l'évêché de Liége, Stenay et Mouzay à l'évêché de Verdun, et laissa aux évêques la liberté de disposer à leur gré de la vouerie. Parmi les seigneurs qui suivirent son exemple nous retrouvons ses compagnons d'armes, Hesselin de Grandpré et Dudon de Clermont. Le premier mourut à Verdun peu de temps après avoir pris la croix, et le bruit se répandit que sa mort était une punition céleste, du tort qu'il avait causé à l'évêché de Verdun.

Sa femme était Ermengarde, fille de Faucon, seigneur de Montfaucon au comté de Bourgogne, et de Alix de Roucy ; il en eut :

1. Henri 1er, qui suit.

2. Adèle, qui avait épousé N. de *Crissa*, d'où naquit Richard, évêque de Verdun (1163-1171).

HENRI Ier

Ce comte, encore mineur, succéda à Hesselin III sous la tutelle de Richard de Grandpré son oncle, alors archidiacre et depuis évêque de Verdun.

L'évêque Richer avait donné la vouerie de Verdun à Renaud de Bar que Richard de Grandpré se hâta de remplacer par Guillaume de Luxembourg ; après la mort de Richard (1115), l'évêque Henri de Winchester s'étant intrônisé avec l'aide de Renaud de Bar, l'empereur donna la vouerie à Henri de Grandpré afin de mettre un terme, disait-il, aux déprédations des deux tyrans.

Le comte de Grandpré surprit Verdun pendant la nuit, à l'aide de fausses clefs ; il faillit s'emparer de l'évêque qui n'eut que le temps de s'enfuir à moitié nu et, traversant la rivière à la nage, de se réfugier auprès de Renaud de Bar. Celui-ci assiégea vainement, dans Verdun, Henri de Grandpré qui, aidé de mercenaires flamands, tint la campagne, ravagea le Barrois, battit son ennemi auprès d'Osches et s'empara de Clermont qu'il livra aux flammes.

(*A suivre*). ANAT. DE BARTHÉLEMY.

LE CHATEAU DE BARBEREY

(AUBE)

Il n'est personne parmi les amateurs d'art, dans le département de l'Aube, qui ne connaisse le beau château de Barberey, près de Troyes, dont M. Fichot a publié une bonne lithographie à deux teintes dans l'Album pittoresque et monumental du département de l'Aube, par Amédée Aufauvre (p. 53). Aufauvre estime qu'il date de la Renaissance ; on verra tout-à-l'heure qu'il n'en est rien.

On ignorait jusqu'à présent l'époque précise de sa construction ; en faisant le classement et l'inventaire des papiers provenant des anciens seigneurs de Barberey, conservés aux archives de l'Aube, dans la série E[1], nous avons été assez heureux pour découvrir un document contemporain de la construction du château et où elle est indiquée en termes précis. C'est une sentence rendue le 26 juillet 1626, par le lieutenant en la mairie royale de Barberey. Les habitants prétendaient avoir le droit de passage par un chemin appelé la Ruelle l'Empereur, servant de limite à l'enclos du château et conduisant du village aux moulins. Le seigneur, Jean I le Mairat, conseiller au Grand-Conseil, qui était en outre seigneur de Droupt-Saint-Bâle, Lavau et La Vallotte (commune de Lavau), prétendait au contraire que son droit de propriété sur ce chemin n'était grevé d'aucune servitude. Il importait grandement à Jean le Mairat de se mettre pour l'avenir à l'abri de semblables contestations, car il faisait alors construire un nouveau château et il avait résolu d'en augmenter les dépendances en étendant les limites de l'ancien enclos seigneurial au-delà du chemin en question. Il obtint gain de cause.

Voici le passage intéressant de ce document ; il y est dit à propos de la Ruelle l'Empereur qu'elle est « atenant du circuit du *chastel que ledit seigneur fait bastir* en la motte où d'ancienneté estoit la maison seigneurialle dudit Barberey, à prendre ladite ruelle dès le prey de l'estang appartenant audit seigneur et tirant droict et jusques au chemin des molins du-

1. Liasse 359.

dit seigneur ; attendu que ledit seigneur entend comprendre ladite ruelle au dedans de l'enclos et circuit de sondit chastel. »

Il est donc établi qu'on travaillait à la construction d'un nouveau château au milieu de l'année 1626. Il serait intéressant de savoir si l'on commençait seulement alors les travaux ou s'ils touchaient à leur fin. Un autre document, antérieur de quelques mois seulement[1], parle encore de l'ancien château. C'est un aveu et dénombrement du 2 décembre 1625, où la maison seigneuriale et ses dépendances sont ainsi décrites : « une mothe contenant environ deux arpents, fermée de viels fossez et hayes, au dedans de laquelle y a ung vieil corps de logis de pierre, couvert de thuille, en ruine, et qui ne fut jamais parfaict, et ung colombier, tenant d'une part à la ruelle de l'Empereur, d'un bout aux terres dudict sieur et d'autre bout au grand chemin pour aller aux molins. » Si dans les titres postérieurs il n'était plus question de cet ancien château on pourrait supposer qu'il a été démoli à la fin de 1625 ou au commencement de 1626 et qu'on a construit au même endroit le nouveau château dont les travaux n'auraient pas pu commencer avant 1626. Or, il est certain que l'ancien château existait encore en 1725 ; nous avons en effet un mémoire de travaux exécutés pendant cette année aux « deux château (sic). » Cette vieille construction disparut, ou tout au moins tomba en ruines dans le cours des vingt-cinq années suivantes ; c'est ce que prouve un mémoire de 1750 intitulé : « Mémoire des marchandises que j'ay fournye (sic) à Monsieur de Barberey pour *sons* (sic) châteaux (sic). »

Il résulte de ces dernières citations que les deux châteaux ayant existé simultanément la nouvelle construction a été faite sur un emplacement différent de celui de l'ancienne, et que par suite en 1625 les travaux de construction pouvaient déjà être commencés. Mais il est permis d'admettre qu'ils étaient peu avancés, sans quoi l'aveu et dénombrement de 1625 aurait fait mention de la nouvelle construction.

On a vu par la description de l'ancien enclos seigneurial, donnée en 1625, qu'il n'avait guère plus de deux arpents de superficie ; on a constaté également par la citation de l'année 1626 que M. le Mairat avait résolu de donner à son nouveau château des dépendances dignes de l'importante construction

1. Loco citato.

qu'il avait entreprise. Un aveu et dénombrement de Barberey fourni en 1678 par Jean II le Mairat, fils de Jean Ier, aussi conseiller au Grand-Conseil, donne la description sommaire du château construit par son père et nous fait voir quelle étendue avait été attribuée au nouvel enclos seigneurial.

Nous terminons par cette citation :

« Une motthe (sic) contenant environ dix huict arpans, fermée en partie de murailles et en partye de hayes vives, audedans de laquelle il y a un chasteau basty de pierres de thaille blanches et bricque, couvert d'ardoise, enclos de fossez remplis d'eaux vives, avec planchettes et ponts levis, sur le bort desquels et dehors est un colombier à pied. »

ALPHONSE ROSEROT.

LA CHARTREUSE DU MONT-DIEU

Au milieu de la belle forêt du Mont-Dieu [1], appartenant aujourd'hui à l'Etat, dans une de ses gorges la plus reculée et sans doute la plus sauvage autrefois, le touriste pourra encore voir les restes de la seule maison que possédaient les Chartreux dans le diocèse de Reims.

Beaucoup de constructions à la vérité ont disparu, mais ce qui subsiste est digne d'une exploration et témoigne par son élégance du bon goût des moines. Les visites mondaines qu'ils recevaient fréquemment d'hôtes de qualité semblent les avoir poussés à se départir dans leur architecture des lignes sévères propres à leurs bâtiments. Le Mont-Dieu était le premier gîte des princes de Sedan sur la route de Paris; la huguenote Eléonore de Bourbon y trouvait une hospitalité empressée et l'ostracisme impitoyable qui arrêtait les personnes du sexe au seuil du monastère s'adoucissait en faveur de la souveraine de Sedan et de ses dames d'honneur.

Le propriétaire actuel, M. Camus, qui fait l'accueil le plus gracieux aux visiteurs, a réuni des richesses mobilières, recueillies à grande peine dans le pays, et qui en partie proviennent de l'abbaye.

Les annales de Dom Ganneron et les mémoires de ce religieux nous auraient permis d'écrire une histoire plus complète de cette chartreuse, mais les recherches faites depuis longtemps pour découvrir le possesseur de ces précieux manuscrits n'ont amené aucun résultat, nous pourrons cependant en citer à l'occasion quelques passages qui ont été recueillis dans un manuscrit à la bibliothèque de Sedan, œuvre du Père Norbert, capucin. (Chronologie des faits concernant la ville et les principautés de Sedan, Raucourt, etc. 1778).

Deux auteurs font mention des travaux de ce savant et laborieux cénobite qui prononça ses vœux au Mont-Dieu et y vécut jusque vers l'an 1664, le premier Fontette (Biblioth. historique de la France, tome 4, page 351), parle ainsi des annales : « Il y avait deux exemplaires, l'un en latin, l'autre en français, ces dernières annales sont plus détaillées et plus

1. Canton de Raucourt, arrondissement de Sedan (Ardennes).

circonstanciées. On n'y voit pas seulement les faits propres à la Chartreuse depuis son établissement, mais encore beaucoup de choses relatives à l'histoire du pays. »

Le second, le Père Lelong (Dictionnaire n° 34,265) donne sur les mémoires cette notice envoyée par D. Vincent, bibliothécaire de l'abbaye de St-Remi de Reims :

« Ils sont conservés dans la Chartreuse du Mont-Dieu, diocèse de Reims. Ce manuscrit in-folio est assez intéressant non par la façon dont il est écrit, mais par les recherches que l'auteur a faites dans les provinces où il y a des maisons de son ordre et dans lesquelles il a demeuré. Il y parle des Essuens, peuple dont il est question dans les commentaires de César et dont jusqu'à présent la demeure a paru incertaine. Il prétend d'après d'anciens manuscrits qu'il cite que la Thiérache ou Tierasse en faisait une partie (ce pays s'étend comme l'on sait en Champagne comme en Picardie), Dom Ganneron conclut d'après les manuscrits dont il fait usage que Tierasse s'explique par Terra essuerum.

« Il décrit l'intérieur du pays et ensuite les bornes, enfin il conduit l'histoire des Essuens depuis l'an I de Jésus-Christ jusqu'à l'an 1640. On trouve dans ce manuscrit la fondation des abbayes, la succession de leurs abbés, l'origine de plusieurs villes et villages, la succession des comtes de Rethel et la plupart des autres seigneurs des terres titrées qui se trouvent enclavées dans son pays des Essuens.

« Suit dans son manuscrit une histoire tripartique des archevêques du diocèse et de la province de Reims, tirée de différents auteurs et spécialement de quelques anciens manuscrits. La succession des évêques paraît assez soignée, mais pour les faits, il est rare que l'auteur cite des garans. Il donne d'abord un précis de la vie de chaque évêque, ensuite celui des grands hommes ou des saints qui ont vécu dans le diocèse. Il en fait autant pour la province de Reims, ce qui forme des colonnes. De plus, il donne un martyrologe de l'Eglise de Reims dans lequel sont placés par ordre des mois et des jours les saints et bienheureux que l'Eglise honore jusqu'au temps où il vivait c'est-à-dire en 1640. On trouve encore dans ce manuscrit un recueil ou catalogue de toutes les reliques et des endroits de piété du même diocèse. Enfin, l'on y voit différentes vies des saints particuliers à la Champagne et autres personnages illustres de cette province. »

Voici le récit sans doute un peu légendaire qui nous est donné sur l'origine du Mont-Dieu, par Dom Marlot, dans son histoire de la ville, cité et université de Reims, t. 3, p. 406 :

« Le vénérable Odon (ou Eudes), abbé de Saint-Remy de Reims, ayant résolu de visiter les saints lieux de Rome et de rendre visite au tombeau des bienheureux apôtres entreprit le voyage avec toute la dévotion qui luy fut possible. Un jour qu'il estoit en prière dans sa chambre et comme en extase, il lui sembla voir certains moines rangés devant un autel, chantant les louanges de Dieu avec tant de ferveur et de majesté qu'il en fût ravi : leur habit blanc et d'une forme toute particulière les fit meconnoistre à Odon, lequel conceut à l'instant l'extrême désir de savoir qui ils estoient. La mesme vision se présenta encore d'autres fois sans qu'il en pût descouvrir le secret, mais Dieu, qui en estoit l'autheur, le luy révéla par un moyen fort extraordinaire : Cet abbé ayant satisfait à ses dévotions, et séjourné à Rome autant qu'il avait besoin pour ses affaires, reprit son chemin par les Alpes qui séparent le Piedmont d'avec la Savoye et le Dauphiné, où il s'égara quelque peu de la route de France, et marchant sans guide dans les détours des montagnes, il s'éleva un brouillard si épais qu'à peine pouvoit-il voir les précipices qui l'entouroient. Après avoir beaucoup cheminé, il entendit de bonne heure le son d'une cloche qui le conduisit heureusement à travers les rochers et fit qu'il arriva enfin dans une place où est le monastère de la Grande-Chartreuse.

« Le supérieur, adverti qu'un prélat de France estoit à la porte, part de sa cellule et l'accueille avec toute la charité, douceur et bienveillance que pouvait espérer un inconnu, et d'abord le mène dans l'Eglise suivant la coustume, comme on allait commencer la grand'messe où Odon reconnut aussitost les mesmes religieux qu'il avoit veus en esprit estant à Rome de quoy il fut fort joyeux, et addressant la parole au révérend Pere qui le conduisoit, s'enquit de quel ordre il faisoit profession, car alors l'institut des PP. Chartreux estoit peu connu en France ; le Révérend Père lui dit fort humblement qu'ils estoient enfants de Saint-Bruno, autrefois chanoine et escolastre à l'Eglise de Reims. L'abbé, ravi de cette bonne rencontre, admira les secrets de la divine Providence, qui l'avoit conduit parmi les neiges et les rochers pour contempler de ses yeux ce qu'il n'avoit veu jusque-là qu'en esprit ; en faisant réflexion en lui-mesme qu'une telle faveur u'est point arrivée sans sujet,

il résolut de ce moment de contribuer à l'establissement d'une pareille compagnie dans la Champagne, et ouvrant sa pensée au Révérend Père prieur, le pria de luy accorder avant que partir un nombre compétent de religieux pour peupler le monastère qu'il méditoit. La charte de la fondation porte qu'il fut encore confirmé dans cette généreuse résolution par le conseil du révérendissime Hugues, évêque de Grenoble, d'heureuse mémoire, et que le vénérable Guido, prieur des pauvres chartreux (c'est le titre qu'il prend), consentit volontiers à ce nouvel établissement par la promesse qu'il lui fit d'envoyer au plus tôt les religieux qu'il désiroit, d'où se tire une pensée évidente de l'année du voyage de l'abbé Odon, que plusieurs remettent en 1157, lorsqu'Innocent II assembla tous les évêques orthodoxes au concile de Pise, pour s'appuyer de leurs suffrages et authorité contre les injustes efforts ds l'anti-pape Anaclete; car il est constant que ce prélat fut du nombre de ceux qui partirent de France pour secourir le Saint-Siége en cette nécessité... L'abbé Odon avait fait auparavant un voyage à Rome, et le dessein de se signaler par cette illustre fondation fut éclos avant la tenue du concile, bien que la charte narrative des particularités d'un si bel œuvre n'ait esté expédiée que six ans après, aussi les Mémoires du Mont-Dieu nous asseurent que la première pierre fut posée le 10 des calendes de juin 1130, deux ans après le décès du révérendissime évêque de Grenoble, quatre ans avant le concile de Pise, et sept ans avant l'expédition de la charte.

« Le très-digne abbé Odon, estant donc de retour à Reims, ne pensa plus qu'à exécuter son glorieux dessein, et en ayant concerté avec ses religieux assemblés en chapitre, qui l'approuvèrent d'une commune voix, comme méritoire devant Dieu, honorable à leur maison et grandement utile au public. Il choisit de leur advis, un lieu dépendant de son monastère, fort propre à la solitude, nommé le Mont-Boson, mais qu'on appela depuis le Mont-Dieu, pour honorer les sublimes et divers exercices de ceux qui l'habitent où il commença de bastir l'eglise à ses dépens, avec les cellules choisies et officines nécessaires pour l'establissement d'une si célèbre compagnie. »

C'est par ordre du prieur Guigon (ou Guigues), cinquième prieur, général de la Grande-Chartreuse que l'abbaye prit le nom de Mont-Dieu; d'après M. Jean Hubert (Mélanges d'hist. ardennaise), cet endroit devrait sa dénomination primitive au comte Boson, fils de Richard le Justicier, premier duc d'Autun et de Bourgogne et de la princesse Adélaïde qui joua un

rôle sinistre au Xe siècle qui livra aux flammes l'Eglise de Verdun en 917 et qui prit une part si active à la déchéance de Charles-le-Simple. Quand le comte Boson, ajoute-t-il, avait terminé quelque guerre ou accompli quelque acte de brigandage dans la contrée, il venait se renfermer dans un de ses châteaux entre Montmédy et Stenay, d'où il épiait l'occasion de détrousser les voyageurs.

L'annaliste de la Chartreuse dit que la Montagne du Mont-Dieu s'appelait autrefois Bazan, que ce nom lui fut donné à cause du temple qui y avait été érigé en l'honneur de Bazan, roi des Sicambres vivant sur ce lieu en 250, que sur ledit monticule, près la queue de l'étang Croisette et du champ Beauduin, situé au midi de la Chartreuse était ce temple, que sur ses débris on y avait élevé une chapelle au vrai Dieu, qu'ayant été ruinée de vétusté ou autrement, on s'était borné à planter une croix à la place qui existait encore en 1300; il ajoute que Clodion, successeur de Bazan, plein d'une religieuse vénération pour lui avait bâti plusieurs autres temples dans l'intérieur des Ardennes et sur les confins de la France orientale et occidentale, — Ganneron, pour donner plus de poids à ce qu'il avance, dit qu'en creusant l'étang de la Croisette, on a trouvé des fragments pourris de lampes, chandeliers et autres objets, que de son temps, près des murailles de la Chartreuse, on a découvert beaucoup de débris humains d'une grandeur et grosseur prodigieuses, plus un sépulcre de pierre dans lequel il y avait des ossements presqu'entièrement réduits en cendres, fort avant en terre se trouvait aussi un gros chêne tout entier. Cela prouve, continue-t-il, les changements arrivés dans ce pays anciennement habité par des peuples bien plus robustes et plus forts que ne le sont ceux de maintenant.

Nicolas Bergier fait remarquer que l'on trouve près de la Chartreuse du Mont-Dieu plusieurs monuments qui annoncent que ce même Bazan a habité cette contrée, savoir deux censes lieux célèbres autrefois, l'une sur la rivière de Suippes, l'autre sur celle de Bar à une lieue et demie du Mont-Dieu et qui portent encore le nom de Bazancourt. La rivière de Bar elle-même et l'ancien village de Pont-Bar détruit par les ravages des Anglais en France s'appelaient anciennement Basionum flumen, pons Basionis et n'ont pu être ainsi nommés que parce que Basan avait établi en cet endroit un passage pour pénétrer dans les Gaules.

Un cartulaire (écriture du XVe siècle) conservé aux Archives

départementales, renferme la charte de fondation du Mont-Dieu, que nous reproduisons en donnant la traduction française :

Universorum Domino qui est summa sanctitas, famulantibus et in sacro religionis proposito perseverantibus maximè his qui abjectis sæularium negotiorum sarcinis, jam prægustant in tranquillitate vitæ quam suavis est Dominus, nos benignos esse convenit et non solum eorum necessitatibus aliquod levamen impendere, verum etiam si quid eis devotio fidelium contulerit, ut illæsum ad ipsorum usus permaneat, sollicite curare.

Ideirco memoriæ cunctorum tam præsentium quam futurorum fixum esse volumus, quod ego Odo, humilis minister ecclesiæ S. Remigii, totumque capitulum ejusdem monasterii communicato mecum labore, prompta voluntate et pia devotione præbentes assensum cænobium in quo usus et sacras consuetudines Carthusianorum honestis moribus fratres teneant et custodiant, in fundo ecclesiæ nostræ, videlicet in loco qui nunc Mons-Dei nuncupatur, nam antiquitus vocabatur Mons Bosonis in honore B. Virginis Mariæ et S. Joannis Baptistæ construximus.

Hoc totum factum est consilio D. Hugonis felicis memoriæ gratianopolitani episcopi, nec non assensu reverendi Guidonis carthusiensium pauperum prioris, qui et primos sacræ hujus institutionis magistros ad nos misit, et ut ille locus Mons-Dei vocaretur præcepit et statuit.

Il nous convient d'être bienveillants pour le seigneur de tous, qui est la souveraine sainteté et pour ses serviteurs qui persévèrent dans le dessein sacré de la religion, surtout pour ceux qui ayant fait abjection des choses du siècle, goûtent déjà dans la tranquillité de la vie combien le Seigneur est doux ; nous devons non-seulement les soulager dans les nécessités, mais si la dévotion des Fidèles leur a concédé quelque don, nous devons veiller à ce qu'ils en usent sans difficultés.

C'est pourquoi nous voulons que tous, tant présents que futurs, sachent que moi, Odon, humble abbé de l'Eglise de St-Remi, en ayant conféré avec le chapitre de ce monastère, nous avons construit d'un commun accord et avec une pieuse dévotion un couvent dans lequel les Frères observent la règle des Chartreux sur les terres de notre Eglise, c'est-à-dire dans le lieu qu'on appelle Mont-Dieu, car on le nommait anciennement Mont-Boson en l'honneur de la Bienheureuse Vierge Marie et de saint Jean-Baptiste.

Nous avons accompli ce travail d'après l'avis de D. Hugues, évêque de Grenoble, d'heureuse mémoire et de Guido prieur des pauvres Chartreux, qui nous a envoyé les premiers maîtres de cette institution sacrée et qui a ordonné d'appeler ce lieu Mont-Dieu.

Venerabilis etiam Raynaldus II, remensis archiepiscopus in hoc opere strenuus cooperator extitit et ejus voluntate et consilio evocatio carthusiensium fratrum facta est, et constitutio loci.

In hoc siquidem monte fratribus ibidem in ordine carthusiensi Deo militantibus et secundum sacras ipsius institutiones a sanctis eorum prædecessoribus datas degentibus, prædictum cœnobium, et quicquid ecclesia nostra in præcinctu ejusdem cœnobii infra subscriptos terminos possidet communi totius capituli nostri assensu gratanter, et ab omni assensu et exactione liberum dedimus.

Concessimus etiam et terras quas rustici infra eosdem terminos possidebunt, si dono vel pretio prædicti fratres acquirere poterunt, libere et absque ullo censu in perpetuum habeant.

Similiter de omnibus Richardus Mosomensis abbas cum suis fratribus, et D. Ursio S. Dionysii abbas et ejus congregatio habeant liberam donationem, et ab omni querela absolutam prompta devotione obtulerunt et dederunt.

Willelmus etiam de Setona et Nicolaus et Guido de Altreio quicquid ibi tenebant et quod usibus pauperum Christi utile ac necessarium visum est, pro remedio animarum suarum jam dictis fratribus simili modo, pari liberalite dederunt.

Hi sunt autem termini quibus prædicta loca limitantur ab oriente plaga versus meridiem ab alia usque ad rivulum qui defluit in Amosias, ab Amosiis usque ad viam regiam, a via regia sicut tendit in Forest, de

Le vénérable Raynald II, archevêque de Reims, coopéra très activement à cette œuvre, et c'est d'après son conseil et sa volonté que nous avons élevé ce monastère et réuni des frères Chartreux.

Nous avons donné avec joie du consentement de tout notre chapitre et sans redevance d'impôts, aux frères qui combattent pour Dieu sur ce mont dans l'ordre des Chartreux et selon les institutions sacrées données par leurs saints prédécesseurs, ledit monastère et tout ce que notre Eglise possède dans l'enceinte de cette abbaye en deça des limites que nous désignerons plus bas.

Nous concédons, et sans aucune redevance, à perpétuité, les terres que les paysans posséderont dans ces limites, si les frères peuvent les acquérir en don ou à prix d'argent.

Richard, abbé de Mouzon et D. Ursis, abbé de St-Denis, firent avec dévotion et librement des donations à leurs frères.

Guillaume de Stonne, Nicolas et Guy d'Autry, donnèrent avec une égale libéralité à leurs frères tout ce qu'ils possédaient dans ces parages et tout ce qui parut nécessaire et utile à l'usage des pauvres du Christ pour le salut de leurs âmes.

Voici quelles sont les limites dans lesquelles ces lieux sont enfermés : du côté de l'Orient, la plaine qui regarde le midi jusqu'au ruisseau qui coule dans l'Amosie, de l'Amosie jusqu'à la voie royale, de la voie

Forest per verticem Montis Rouel sicut vergit usque Chermel, de Chermel usque in Boulem rivulum a Boulem sicut defluit usque in Barrum flumen.

Item ab alia versus septentrionem plagam usque ad rivulum qui dicitur Asrepe sicut item rivulus defluit in Barrum.

Ut autem hæc munificentia nostra in perpetuum vires obtineat et inconcussa illibataque in omne conservetur tempus et permaneat, auctoritate privilegii D. Innocentii papæ II muniri fecimus.

Sed et nos sigilli S. Remigii impressione, et honorabilium annotatione personarum ac testium roboramus et confirmamus, et quicumque hoc infringere tentaverit, anathematis sententia percutimus.

Sig. Gaufridi catalaunensis episcopi, Sig. Alvisii atrebatensis episc. Sig. Odonis abbatis S. Remigii. Sig. Ingubramni altovillariensis abbatis. Sig. Richardi mosomensis abbatis. Sig. Hellini abbatis S. Theodorici Sig. Joranni abbatis, S. Nicasii. Sig. Ursionis S. Dionysii abbatis, Sig. Fulconis, abbatis sparanensis.

Actum Remis anno incarnati verbi 1137, regnante Ludovico Francorum rege anno XXX, archiepiscopatus D. Raynaldi anno XI, Iordinationis vero nostræ anno XVIII.

royale à Forest, de Forest au sommet du Mont Rouel jusqu'à Chermel, de Chermel jusqu'au ruisseau Boul, du Boul jusqu'au fleuve Barre où il se jette.

Du côté du septentrion, la plaine qui s'étend tout le long du cours du ruisseau appelé Asrepe qui se jette dans le Barre.

Afin que cette donation ne soit jamais contestée et se conserve toujours intacte, nous l'avons appuyée de l'autorité d'un privilège du pape Innocent II.

Nous l'avons confirmée par notre seing et le seing de témoins et de personnes honorables, et quiconque osera l'enfreindre qu'il soit anathème.

Signé Geoffroy, évêque de Chalons, Alvisius, évêque d'Artois, Odon, abbé de St-Remi, Engubrand, abbé d'Hautvillers, Richard, abbé de Mouzon, Hellinus, abbé de St-Thierry, Joran, abbé de St-Nicaise, Ursion, abbé de St-Denis, Foulques, abbé d'Epernay.

Fait à Reims l'an de l'incarnation du verbe 1137, la 30me année du règne de Louis, roi des Francs, la 12e de l'archiépiscopat de D. Raynald et la 18e de notre ordination.

Le *Gallia Christiana* nous apprend qu'Odon mourut le 4 juin 1151 et fut inhumé au nord du chœur de St-Remy de Reims, mais son tombeau ainsi que celui de l'archevêque Radulphe-le-Vert qui avait été enseveli au midi, furent transférés un peu plus bas lorsque le chœur fut entouré d'une grille en fer. La statue d'Odon le représente avec un scapulaire de

moine, et tenant dans la main un plomb de maçon pour indiquer qu'il est le fondateur du Mont-Dieu. Il aima profondément le monastère qui célébrait sa fête avec solennité ; après son Christ, il ne parlait jamais que du Mont-Dieu et son âme n'était si gaie que lorsqu'on lui vantait cette maison ; Hugues continua avec ardeur l'œuvre inachevée de son prédécesseur.

Ganneron dit que l'édifice n'a été réellement commencé que sous Renaud, archevêque et successeur de Radulphe (ou Raoul) le Vert en l'an 1132 et qu'il ne fut habitable qu'au bout de quatre années de travail en 1136, qu'alors seulement on avait construit une petite Eglise, appelée depuis chapelle St-Bernard parce que c'était là où l'abbé de Clairvaux disait la messe lorsqu'il venait au Mont-Dieu, il y avait uue cellule très-petite et très simple au coin du cloître, à l'orient méridional.

La grande Eglise ne s'éleva qu'après et fut consacrée en 1144 par Samson, archevêque de Reims, assisté des évêques Geslin, de Soissons et Milon, de Térouane ; cette Eglise n'étant pas en rapport avec la grandeur du monastère à ce que dit Marlot, le prieur Dom Nicolas de Arziliers en fit bâtir une beaucoup plus spacieuse avec les aumônes des gens de bien et particulièrement avec les charités de l'abbé Joran de Clinchamp et de ses religieux. Au-dessus du portail, on lisait cette inscription en caractères gothiques qui nous est rapportée par Marlot et le *Gallia Christiana*.

Montis prima Dei CL a M. fundamenta locavit.
Bis septem demus si tamen inde prius. —
Hanc tibi Christe domum sancti venerabilis abbas
Remigii extruxit nomine dictus Odo. —
Quam faciunt celebrem Bernardi cella, sacellum
Et zona et casula et littera missa simul.

L'édifice terminé fut dédié par l'archevêque Pierre Barbet en l'honneur de Dieu, de la Sainte Vierge, de Saint Jean-Baptiste, de Saint-Remy, principal patron et de tous les saints, le 5 février 1290. Ce temple était celui que l'on voyait encore avant la révolution, accompagné d'une très-belle sacristie et qui avait autrefois un trésor rempli de précieuses reliques richement enchassées, que les calvinistes ont en partie détruites ; on y conservait aussi la lettre *de vita solitaria*, en manuscrit, attribuée selon Marlot à saint Bernard, suivant Mabillon au prieur Guigues, et enfin par d'autres auteurs à Guillaume, abbé de Saint-Thierry. Le Mont-Dieu gardait encore le cœur du comte de Soissons tué à la Marphée, son corps qui avait éte transporté après la bataille à l'abbaye, fut ensuite enlevé et inhumé dans

le tombeau de sa famille et son armure alla aux antiquités de Sedan (aujourd'hui au musée d'Artillerie des Invalides).

Le Mont-Dieu n'acquit véritablement son importance qu'au XVIIe siècle, le cloître était magnifique et percé de 188 arcades, il ne logeait qu'une trentaine de religieux non compris les convers, ayant chacun une cellule et un jardin particulier.

L'Eglise qui avait 22 toises de longueur, était parquetée de marbre de diverses couleurs et surmontée de deux dômes et de terrasses couvertes en plomb, huit chapelles de la plus grande magnificence ornaient l'abside et les bas-côtés. La chartreuse était environnée de larges fossés revêtus de pierres de taille, avec un pont-levis, près duquel s'élevait une chapelle pour les fermiers. L'entrée présentait deux corps de logis : l'un bâti par le duc de Mazarin et l'autre destiné à l'archevêque de Reims.

C'était un des plus beaux monastères de France et qui était regardé comme un chef-d'œuvre de goût.

On rapporte que Louvois en passant au Mont-Dieu en fut frappé et dit que s'il en avait eu plus tôt connaissance, il aurait fait bâtir la place Vendôme sur son modèle.

Indépendamment des faveurs accordées au Mont-Dieu par l'abbaye de St-Remy, cette maison reçut encore des donations de la part des archevêques Renaud, Samson et Guillaume de Champagne, des abbés de St-Nicaise, de Mouzon, de St-Denis de Reims, de Catherine de Croï, princesse douairière de Sedan, des comtes de Rethel, Manassès et Baudoin, de Nicolas de Bourcq, de Guillaume de Stonne et de Guy d'Autry, chevaliers, etc... Ce sont ces derniers qui lui ont fait présent d'une partie de sa forêt qui s'étendait alors du côté nord jusqu'au pont de Maire.

Les reliques de St-Gibrien qui étaient gardées à St-Remy, attirant par leur vertu miraculeuse un grand nombre de pèlerins à ce que disent les mémoires, Odon se procura en grande partie avec leurs aumônes l'argent nécessaire à la construction de l'abbaye du Mont-Dieu, dont le pape Innocent II confirma l'établissement par une bulle du 23 octobre 1136, confirmée elle-même par d'autres bulles des papes Eugène III, Grégoire IX, Innocent IV, Clément IV, Jean XXI, Nicolas IV, Jean XXII, Clément VI, Grégoire XI, Clément VII, conférant aux religieux toutes les immunités dont jouissait la Grande-Chartreuse, statuant que l'ordre monastique établi au Mont-Dieu, selon la règle et l'institution des frères chartreux, devra

être observé à perpétuité sans pouvoir être attaqué ni contesté, renouvelant et confirmant les privilèges du monastère, l'exemptant du paiement des décimes, etc.

Les rois de France dispensèrent les religieux de décimes et de subventions, ces privilèges s'étendirent plus tard sur les vins, les grains et autres denrées nécessaires à la maison. de même que sur la vente des bois et autres biens dont elle était propriétaire ; les princes, les seigneurs leur accordèrent des remises d'impôts, des droits d'aisances dans leurs terres, les exemptèrent du logement des gens de guerre, etc.

La Chartreuse du Mont-Dieu semblait être appelée à une existence sans trouble, il n'en fut pas ainsi, car elle eut beaucoup à souffrir des guerres sans fin qui désolèrent le pays. Les Anglais, les Espagnols l'envahirent, puis les Calvinistes qui lui firent le plus grand mal.

En 1567, le colonel Genlis, officier de l'armée des protestants de France, étant logé à Attigny au mois d'octobre, envoie un détachement sous la conduite d'Adolphe de Louville, seigneur d'Artaise, s'emparer de l'abbaye du Mont-Dieu. Les soldats brûlent et foulent aux pieds les reliques qui étaient si précieusement conservées dans le monastère, ils mettent le feu à l'oratoire et à la chapelle de St-Bernard, les religieux sont obligés de prendre la fuite emportant avec eux le cordon, l'aube, la chasuble et les autres ornements du saint et ce qu'ils purent sauver du pillage, les uns errèrent dans la forêt, les autres se retirèrent à Mézières, Mouzon, aux châteaux de Sif, de Chémery, à Donchery.

Ce Genlis, après avoir pillé et brûlé l'abbaye de St-Hubert, fut attaqué d'une fièvre si violente en 1569 qu'il mourut comme enragé, ce qui fut regardé comme une punition de la Providence.

C'était la troisième fois depuis six ans que les Chartreux étaient contraints de se sauver et que le Mont-Dieu était pillé et dévasté ; dans leur seconde fuite, les moines s'étaient réfugiés huit mois à Mézières, mais jamais, dit l'auteur des Annales, le monastère n'avait encore éprouvé un si cruel désastre.

Ces actes ont-ils eu lieu par l'ordre et le consentement de Henry Robert, prince de Sedan? Beaucoup d'historiens le nient. Car on peut croire que ces dévastations furent la conséquence du mouvement des troupes, toujours accompagné en de guerre, surtout à cette époque, de désordres et de

Cette opinion se retrouve dans un manuscrit, à la bibliothèque de Sedan, qui a pour titre : *Histoire de la principauté de Sedan et lieux circonvoisins*, 1778, *par un citoyen de Sedan.*

« Quelques auteurs, (entr'autres Marlot) y est-il dit, ont accusé les Sedanais de cette barbarie, c'est à tort, car il est certain que nos princes catholiques ou protestants ont toujours protégé le Mont-Dieu qu'ils honoraient souvent de leur visite, qu'en 1581, Guillaume Robert et sa mère, Françoise de Bourbon, y envoyèrent un trompette de Sedan avec un détachement de leurs troupes, pour sauvegarde contre les Huguenots qui ravageaient les environs, que Henri de la Tour menaça de châtiment tous les soldats qui commettraient quelque insulte envers les personnes et les biens de la Chartreuse, disant que ce serait l'insulter lui-même et le blesser dans la prunelle de son œil. »

Quoi qu'il en soit de cette protection des princes de Sedan à l'égard du Mont-Dieu, il est de fait qu'elle ne fut pas très efficace et assez puissante pour préserver cette maison de nouveaux malheurs.

En 1589, le sieur de Ville-Longue, gouverneur du château de la Cassine, enjoint à la chartreuse du Mont-Dieu de lui fournir tous les vins et denrées nécessaires à la garnison dudit château, sous peine de livrer tous les biens et héritages du monastère au pillage des soldats. Le comte de Brienne, logé à Chémery avec un corps de troupe et imitant l'exemple d'Adolphe de Louville, envoie un détachement pour enlever tous les grains et denrées d'une cense appartenant aux Chartreux, située à Maisoncelles, tout le village fut exposé au pillage.

Les religieux à cause de leur situation isolée au milieu des bois, ayant été plusieurs fois attaqués et rançonnés par des malfaiteurs, avaient obtenu de plusieurs rois de France, entr'autres d'Henri II, le privilège de pouvoir conserver en leur maison du Mont-Dieu, censes et dépendances, toutes sortes d'armes tant défensives qu'offensives, soit hacquebuttes, pistolets ou autres armes pour résister aux forces, invasions et pilleries qui pourraient leur être faites. Pendant les guerres de la ligue dans les souverainetés, ils eurent l'imprudence de mettre armes et munitions à la disposition des défenseurs de leur foi, cette complaisance leur coûta cher, car les protestants leur firent de dures représailles.

D'abord le sieur de Nueil, commandeur du château de Sedan leur fait enjoindre de payer par mois une somme de cin-

quante écus pour l'entretien de la garnison, sous peine d'être pillés par les soldats.

Cette punition n'était pas assez sévère, le seigneur d'Artaise, Adolphe de Louville qui déjà, comme nous l'avons vu, les avait rudement rançonnés lui-même, parvint à aigrir contre eux La Noue, gouverneur général de Sedan, sous Charlotte de La Marck.

La Noue sollicite alors et obtient du roi Henri IV, un brevet par lequel Sa Majesté lui cédait en pur don et toute propriété, la chartreuse du Mont-Dieu, ses appartenances et dépendances mobilières et immobilières sans aucune réserve, le tout cependant à l'utilité et au profit de la ville et forteresse de Sedan, ce qui le fit surnommer abbé commendataire de la Chartreuse.

Muni de ce pouvoir, La Noue envoie un détachement de 120 hommes, infanterie et cavalerie, commandé par le capitaine Lambert avec les sieurs Nicolas Billeroy, Béchet et des Merllières, commissaires députés à cet effet pour prendre possession du Mont-Dieu le 31 décembre 1589, le capitaine Lambert arrivé dès la pointe du jour à l'abbaye, fait sauter avec des pétards les portes qui n'étaient pas encore ouvertes. Le frère Philippe, convers, accourant au bruit pour fermer la porte de la tour, tomba mort percé de coups, un vieillard éprouva le même sort ; les religieux sont poursuivis l'épée dans les reins, puis les soldats pénétrant dans l'Eglise s'emparent des vases sacrés et profanent le lieu saint.

Des Merllières, l'un des commissaires et agent général de La Nôue, après avoir tout saisi, réunit le lendemain, jour de la Circoncision, tous les religieux qui n'avaient pas pris la fuite, assemblés en la salle du Chapitre, le commissaire y entre le pistolet à la main suivi de ses soldats en armes, puis s'adressant à Dom Antoine Ravel, vicaire du cloître faisant fonction de supérieur en l'absence du prieur Dom Morel qui s'était sauvé, il lui fit défense de recevoir aucun novice, le roi ayant donné en toute propriété la chartreuse du Mont-Dieu à La Noue, en qualité de gouverneur général des souverainetés de Sedan, Raucourt, etc.. au nom duquel il en prenait possession en vertu de sa commission.

Il déclara ensuite que par un principe de charité ordinaire à ceux de la religion réformée, le sieur La Noue consentait à laisser vivre et mourir les chartreux actuels en ladite abbaye, que l'admoniteur de cette maison affermée 2000 écus par an était chargé de pourvoir à leur subsistance et à leur entretien

conformément au vœu de leur culte; qu'en conséquence, il leur fournirait du pain, des pommes de terre et de l'eau pour chaque jour. Ceci réglé, le chirurgien de la troupe pansa les blessés de la veille, les soldats restèrent trois semaines dans le monastère en s'y livrant à toutes sortes d'excès.

Dom Jean Dagonneau, d'abord procureur, puis prieur de la Chartreuse où il avait prononcé ses vœux vers 1556, s'était réfugié à Reims pendant la bourrasque, il consulta les docteurs Cuissotte et Morus sur cette question : « les religieux doivent-ils donner de l'argent à leurs ennemis pour se racheter de leurs vexations. », et en ayant reçu pour réponse : « que s'ils ne peuvent faire autrement, les religieux doivent sans scrupule de conscience, donner de l'argent ou tout autre chose de semblable » il se rendit à Sedan pour proposer un accommodement à La Noue.

Il convint de donner une fois payée, la somme de 1200 écus au gouverneur général, qui se départit de toutes ses prétentions sur la Chartreuse et renonça à la concession que le roi lui en avait faite; les religieux rentrèrent alors en possession de tous leurs biens, et les troupes se retirèrent.

Catherine de Bourbon, dans une correspondance avec le prieur, déclara avoir envoyé son laquais à M. de La Noue auquel elle a écrit « avec autant d'affection qu'il se peut dire et en avoir reçu pour réponse que le feu roi avait fait saisir tout le revenu du couvent parce que les Religieux s'étaient retirés de son obéissance. »

Quelque temps après, la Chartreuse était encore pillée et saccagée par les Huguenots qui avaient pris les armes sous la conduite des princes de Rohan et de Soubise ; les troupes de Mansfeld et de Christian « portèrent le fer et le feu dans tous tous les environs de Mouzon et du Mont-Dieu, commettant toute sorte de brigandage dans les lieux où elles pénétrèrent, sans épargner les souverainetés de Sedan et Raucourt; la Besace et Artaise furent presqu'entièrement réduits en cendres. — Les Chartreux du Mont-Dieu se sauvèrent à Reims pour ne pas tomber entre les mains des troupes de Mansfeld.

Enfin la révolvtion de 1789 éclata et les moines furent obligés de se disperser, puis vint la Terreur, le Mont-Dieu devint maison de sûreté, et pendant ces neuf mois environ d'horreur, 73 sedanais furent internés dans l'abbaye pour une durée plus ou moins longue avec d'autres détenus politiques ; les membres

de la municipalité de Sedan n'en sortirent que pour monter sur l'échafaud.

C'est pendant cette triste époque que se commit la destruction de tous les objets d'art et de la bibliothèque qui passait pour une des plus riches du pays et conservait autrefois un grand nombre de très-beaux et rares manuscrits, œuvres des premiers pères du monastère ; elle avait perdu beaucoup de sa valeur, il est vrai, à la suite d'un incendie survenu pendant le priorat de Jean de Verdun et qui dévora plusieurs chartes et mémoriaux de l'histoire de la maison.

En exécution des décrets de la Convention nationale, tous les biens du Mont-Dieu furent mis en vente le 3 floréal an III. La chartreuse fut adjugée 350,400 livres à une bande noire qui, après en avoir tiré le plus de profit possible, la revendit à un sieur S... qui commit le vandalisme de démolir la plus grande partie de ce qui restait debout. Lorsque la famille Camus acquit la propriété du Mont-Dieu, elle ne trouvait plus que les appartements destinés aux étrangers visiteurs formant l'aile gauche de la façade, les communs et le pavillon du concierge.

Le revenu du Mont-Dieu, d'après la polyptyque de 1779, était de 100,000 fr. en monnaie actuelle, ses biens consistaient en :

1° La forêt située aux alentours de l'abbaye et qui produisait annuellement par ses ventes de coupes de bois 9 à 10,000 livres.

2° Une vaste ferme que les religieux exploitaient eux-mêmes dans le Mont-Dieu, la culture de la terre étant une occupation obligatoire pour eux.

3° Un très-grand nombre de censes en grains dont voici la nomenclature à peu près complète, extraite des archives départementales.

3 Cences à la Corrérie. — 2 à la Forge. — 2 à la Tuilerie. — 1 au Moulinet. — 2 à Nocières.— 2 à la Grange Haut-Mont. — 1 aux Grandes-Armoises. — 4 censes dites la vieille Cense, la Jenotte, Pont-Bar, la cense du capitaine Liart. — à Bairon, cense du Grand-Moulin. — Cense du petit moulin. — Censes d'Hambuy, de la Bourgine, de la Jacobée, de la Vigarde, des Courtiseaux, de Remontée, des Fourcières, de l'arbre gelé, de la Loire. — Cense dite derrière le terme, ban de Sauville. — 2 censes aux Petites Armoises. — Censes de la Neuville, Artaize, Maisoncelles, Prix, Saint-Louis à Armageat, Sauvilles,

moulin à vent, la Gravelle, Outre Bar, Némery, Courte soupe, le Chesne, Montgon Vendresse.

4° Des rentes en grains et en vins à Maisoncelles, Torcy, Vuala, Vandy.

5° Des rentes en argent à Omicourt, le Chesne, Sauville, Neuville-les-Maire, Maisoncelles, Chéhéry, Mouzon, Villers devant Mouzon, Donchery, Mézières, Ste-Menehould, Dun-le-Chatel, Guignicourt.

6° Des rentes et surcens à Bairon, Tannay, Pont-Bar, Reims. Jouy et Pargny.

Malgré leurs richesses, les moines s'inspiraient toujours de la pensée de leurs fondateurs ; sous les arceaux grandioses de leur cloître, sous les dalles de marbre de leur Eglise, leurs habitudes étaient restées aussi humbles que sous le toit de la plus pauvre chaumière, l'austérité de la vie y était rigoureuse, l'observance de la règle étroite et les exercices aussi fréquents que nombreux.

L'existence de ces religieux roulait dans un cercle perpétuel de travail et de prières ; ils vivaient dans le plus grand silence et ne pouvaient le rompre que lorsque leurs affaires les appelaient au dehors. Ce régime était tellement sévère qu'en 1217 le général accorde une fois par semaine, un jour de promenade à la campagns pour remédier aux grandes maladies, tant spirituelles que corporelles, occasionnées par une constante solitude.

Leur nourriture était frugale et consistait en légumes cuits à l'eau et sans graisse, sauf deux exceptions par semaine où la pitance était meilleure, une fois d'œufs et une fois de poisson. En carême, un seul repas aux approches de la nuit.

Le poisson que leur fournissaient 22 étangs situés autour du couvent et dans les fermes environnantes, remplissait un réservoir placé dans la cuisine et masqué par une trappe. L'étang de Bairon qui appartient aujourd'hui à l'Etat, leur donnait des pèches magnifiques, en 1776, on prit en 4 jours 7201 carpes sans compter celles consommées et données, 2335 brochets et brochetons, plus un certain nombre de perches, tanches et anguilles.

Plusieurs chartreux du Mont-Dieu se distinguèrent dans l'étude des lettres comme écrivains et comme poètes, nous citerons entr'autres François Ganneron, Jean Dagonneau, Jean de Billy, Simon, Engelbert, annalistes, historiens et poètes et

Bernard Carasus qui devint général de son ordre. La bibliothèque de Charleville possède quelques manuscrits exécutés par les moines de l'abbaye aux XIIe et XIIIe siècles et qui ont failli être la proie des flammes le 5 mai 1876.

La chartreuse du Mont-Dieu tenait à gloire d'être fille de la Grande Chartreuse de Grenoble et eut l'honneur d'avoir produit celle du val St-Pierre en Thiérache au diocèse de Laon et du val Dieu au Perche, de tenir le huitième lieu d'antiquité entre les maisons de St-Bruno, et même d'avoir été la première instituée dans le royaume suivant les limites qu'il avait alors.

Marlot nous dit qu'elle fut gouvernée par de célèbres personnages qui étaient au nombre de 72 depuis sa fondation jusqu'au moment où il écrivait.

Le premier prieur, d'après lui, fut le vénérable Geoffroy, grandement renommé pour les belles vertus dont il était orné.

Simon, son successeur, se trouve marqué avec éloge dans les épîtres de Pierre de Celle, abbé de St-Remy, et vivait l'an 1161. — Jean de Sarisbury lui donne de grandes louanges et dit qu'il fut délégué avec Bernard de Grammont par Alexandre III pour exhorter le roi d'Angleterre à recevoir saint Thomas de Cantorbéry en son amitié. Le même pape en parle aussi avec respect *prior de Monte Dei, de ordine carthusiensi et litteratus est et honestate ac religione prædicatur insignis.* — Il ne paraît pas qu'il ait vécu au Mont-Dieu au-delà de 1195 ou 1196.

Le troisième fut un saint homme, nommé Engelbert, qui a souscrit en une charte avec Raoul, prieur du val St-Pierre en 1197.

Nous aurions voulu donner la série entière des prieurs du Mont-Dieu, mais nous sommes forcés de nous arrêter ici, car les renseignements nous manquent, si nous pouvons en obtenir bientôt, comme nous l'espérons, nous ferons connaître avec plaisir les résultats de nos recherches dans un prochain numéro.

Léon Guillaume.

L'ÉGLISE DE SAINT-URBAIN DE TROYES

Viollet-le-Duc, excellent maître en cette matière, s'est passionné d'admiration pour l'église de Saint-Urbain. C'est, dit-il, « un édifice qui, à lui seul, résume en les exagérant avec une grande adresse, toutes les théories des constructeurs de l'école gothique... telle qu'elle est, l'église de Saint-Urbain indique chez le maître de l'œuvre qui fut chargé de son érection une hardiesse singulière et une science de constructeur faite pour étourdir. Il était un de ces artistes chez lesquels les principes les plus avancés de la théorie s'allient à une expérience profonde, à une pratique qui n'est jamais en défaut, à une connaissance sûre de la qualité des matériaux, à des ressources infinies dans l'exécution et une originalité naturelle ; c'était pour tout dire en un mot, un homme de génie... et l'église Saint-Urbain est certainement la dernière limite à laquelle la construction de pierre puisse atteindre, et, comme composition architectonique, c'est un chef-d'œuvre[1]... C'est un chef-d'œuvre, que l'on considère la conception générale ou l'entente des détails[2]. » L'église de Saint-Urbain doit donc attirer l'attention et fixer l'admiration de tous les archéologues. Un mot sur quelques particularités de la construction de cette église.

Jacques Pantaléon, natif de Troyes, devenu pape sous le nom d'Urbain IV, fit construire l'église collégiale de Saint-Urbain. Le 20 mai 1262 Urbain IV initiait le public au pieux dessein qu'il avait formé : « Voulant rendre à jamais mémorable l'endroit où est situé notre maison paternelle, nous avons résolu de transformer cette demeure, qui fut le lieu de notre naissance et le témoin de nos premiers pas dans le pèlerinage de cette vie, en un temple consacré à notre créateur sous le vocable de saint Urbain, pape et martyr[3]. » C'est ce qui explique, selon un manuscrit du commencement du XVIe siècle,

1. *Diction. raisonné de l'Architecture franç.*, t. IV, p. 182-192.

2. *Ibid.*, t. IX, p. 237. Pour avoir une idée des détails les plus intéressants de cette belle église il faut lire dans le *Dictionnaire* de Viollet-le-Duc les articles *Arc-boutant, Balustrade, Croix, Dais, Fenêtre, Gargouille, Porche, Porte, Vitraux.*

3. Voir à cette date nos *Chartes de Notre-Dame-aux-Nonnains.*

la vénération spéciale de tous les vrais troyens par rapport à cette église bâtie par un pape qui fut leur *concitoyen et leur frère*[1].

Urbain IV tira du trésor pontifical pour la construction de l'église et la fondation des prébendes canoniales de Saint-Urbain la somme de 10,000 marcs sterlings d'argent fin valant 29,077 livres[2] qui représentent 3,532,855 fr. 50 c. de la monnaie actuelle[3].

Dès la fin de l'année 1262 le double dessein d'Urbain IV entra en voie de réalisation, les fondations de l'église furent jetées et les procureurs du pape se mirent en devoir d'acheter des immeubles pour fonder les prébendes canoniales[4]. Cependant les somptueux projets du pape étaient loin d'être accomplis lorsque le 4 octobre 1264 il mourut à Pérouse, où il fut inhumé dans l'église de Saint-Laurent.

L'œuvre d'Urbain IV fut poursuivie avec un grand zèle par le pape Clément IV son successeur et par le cardinal Ancher son neveu, natif aussi de Troyes[5].

Au printemps de 1266 le chœur et les transepts étaient certainement achevés et très-probablement la nef était construite en grande partie : les charpentiers et les plombiers avaient établi les combles et la couverture du chœur et des transepts, les portes étaient posées, les stalles ornaient le chœur et le maître-autel était érigé dans le sanctuaire ; les constructions alors existantes coûtaient 12,851 livres, soit 1,561,396 fr. 50 c. de notre monnaie. L'édifice allait être livré au culte. Dès le 21 octobre 1265 le pape Clément V convoquait les fidèles à venir gagner les indulgences le jour où le maître-autel serait consacré et le 28 du même mois le pape accordait des indulgences

1. Voir nos *Chartes de Saint-Urbain*, p. 352. (T. v de notre *Collection des principaux Cartulaires du diocèse de Troyes*).

2. *Ibid.*, p. 249-264.

3. Sous le règne de saint Louis la livre valait 20 fr. 25 de notre monnaie et de plus actuellement le pouvoir commercial de l'argent est sextuple de ce qu'il était sous le règne de saint Louis, donc 29,077 l. × 20,25 × 6 = 3,532,855 fr. 50.

4. Voir nos *Chartes de Saint-Urbain*, p. 233-268.

5. *Ibid.* p 248-280. Viollet-le-Duc sur la foi d'une tradition erronée admet que l'église Saint-Urbain, telle qu'elle est maintenant, fut construite sous le pontificat d'Urbain IV. « Ce monument, dit-il, fut commencé, rapidement construit ; il resta inachevé cependant, le successeur d'Urbain IV n'ayant probablement pas jugé à propos de continuer l'œuvre de son prédécesseur. » *Diction.*, t. IV, p. 183.

aux fidèles qui visiteraient la nouvelle église le jour de la fête de saint Urbain, le 25 mai ; ce jour, en 1266, devaient sans doute concorder la solennité de la consécration du maître-autel et la solennité de la première fête patronale de la collégiale[1].

Ici se placent des événements mémorables. Lorsqu'en 1266 tout était prêt pour la consécration du chœur de Saint-Urbain on sait ce qui arriva, les religieuses de Notre-Dame-aux-Nonnains, qui croyaient leurs intérêts lésés par l'établissement de la nouvelle collégiale, résolurent d'empêcher la cérémonie qui devait avoir lieu le 25 mai. Ayant réuni un grand nombre d'hommes, elles envahissent à main armée la nouvelle église, arrachent les portes avec leurs gonds, renversent le maître-autel[2], enlèvent et dispersent les engins du chantier et les outils des ouvriers, entraînent au loin des colonnettes et des pierres sculptées[3]. Le 7 juin suivant les coupables étaient cités à comparaître devant le subdélégué du conservateur des priviléges de la collégiale[4]. Les chanoines ayant fait faire de nouvelles portes, elles furent enlevées par les religieuses et leurs suppôts dans une seconde invasion qui suivit de près la première ; les dommages encourus par la collégiale furent estimés 100 marcs d'argent, soit 35,235 francs de notre monnaie[5].

Ces deux invasions criminelles motivèrent la bulle *Per execrabilem insolentiam*, le 1er octobre 1266[6].

Aux dommages dont nous venons de parler, il faut joindre les ravages d'un incendie qui faillit réduire en cendres les nouvelles constructions de Saint-Urbain au printemps de 1266. Cet incendie nous est révélé par un compte qui embrasse, selon nous, les exercices de 1263-1266[7], et il se rapporte à deux périodes de temps ainsi désignées : dépenses avant l'incendie de l'église (*Ante combustionem*) et dépenses après l'incendie de

1. *Chartes de Saint-Urbain*, p. 263, 264 et 265.

2. *Lapidem marmoreum altaris*. Ces termes dans le style liturgique désignent l'autel portatif, c'est-à-dire la pierre d'autel qui était de marbre. La construction de l'église de Saint-Urbain, si parfaitement entendue et d'une architecture gothique si pure, ne comportait pas un maître-autel tout en marbre.

3. Voir à cette date nos *Chartes de Notre-Dame-aux-Nonnains*.

4. *Chartes de Saint-Urbain*, p. 269.

5. *Chartes de Saint-Urbain*, p. 304. — Le marc d'argent sous le règne de saint Louis vaut 58 sous : 100 marcs = 290 livres et 290 l. × 20 fr. 25 × 6 = 35,235 fr.

6. Voir à cette date nos *Chartes de Notre-Dame aux Nonnains*.

7. *Chartes de Saint-Urbain*, p. 264-268.

l'église *(Post combustionem)*. Ce compte, fort curieux, ne porte pas de date ; mais 1° les dépenses qu'il énumère se rapportent aux exercices de 1263-1266, comme le prouvent les chartes qui précèdent et suivent ce compte, en lui servant pour ainsi dire de pièces justificatives ; 2° d'après ce compte même, quand l'incendie eut lieu, les combles venaient d'être posés et les stalles mises dans le chœur, or ces travaux d'achèvement concordent avec l'érection du maître-autel qui devait être consacré le 25 mai 1266, et qui fut renversé quelques jours auparavant par les religieuses de Notre-Dame-aux-Nonnains ; 3° cet incendie eut lieu au printemps, car parmi les premières dépenses portées au compte dans le chapitre intitulé *Après l'incendie* figurent les frais pour le fauchage des céréales de la collégiale.

Nous ne saurions évaluer les dommages résultant de l'incendie de 1266, les murs furent endommagés, les combles et le clocher dévorés, le mobilier fut détruit. C'est seulement de nos jours que tous les dégâts causés aux constructions de Saint-Urbain ont été compris : quand au mois d'octobre 1876 les ouvriers commencèrent les travaux pour la réparation de l'antique col- légiale, les architectes constatèrent avec étonnement, que les pierres, dans le chœur et les transepts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, jusqu'aux murs-bahuts, étaient profondément calcinées. Mais en 1266, après l'incendie, l'architecte de Saint-Urbain crut que son œuvre avait encore assez de solidité pour passer aux âges futurs et en provoquer l'admiration si justement méritée.

On se met donc aussitôt à l'œuvre pour réparer les désastres de l'incendie et pour achever les constructions commencées. Les chanoines cherchent à battre monnaie pour augmenter le *residuum pecunie* du compte de 1263-1266 ; ils engagent à cet effet des vases sacrés et vendent même un ciboire et deux potets d'argent[1]... C'est alors, pensons-nous, que le cardinal Ancher donna à la fabrique de Saint-Urbain la somme de 500 livres tournois[2], au pouvoir de 60,750 francs de notre monnaie. Enfin le 9 janvier 1267 le pape Clément IV sollicite la charité des fidèles pour l'achèvement de la collégiale « ut opus hujusmodi valeat consummari[3]. »

A quelle époque l'église Saint-Urbain telle qu'elle est fut-

1. *Chartes de Saint-Urbain*, p. 268.
2. *Ibid.*, p. 269.
3. *Ibid.*, p. 274.

elle terminée? Viollet-le-Duc pense que l'église actuelle de Saint-Urbain appartient entièrement au XIIIe siècle, et nous avons déjà dit qu'il accepte même comme un fait historique la tradition erronée qui attribue la construction totale de cet édifice aux deux dernières années du pontificat d'Urbain IV. Toutefois le savant archéologue a hésité quelque peu avant d'affirmer son opinion :

« Si la date de la fondation de l'église Saint-Urbain, dit-il, et celle de l'interruption des travaux n'était pas un fait historique d'une authenticité incontestable, on serait tenté de supposer que cet édifice fut construit vers le commencement du XIVe siècle. Nous-même, devant des preuves aussi peu discutables, nous avons hésité longtemps avant de croire que le XIIIe siècle avait vu commencer et achever ce qui existe de ce monument; ayant pour habitude de nous fier tout d'abord aux signes archéologiques, nous ne pouvions donner à la construction de Saint-Urbain une date antérieur au XIVe siècle; mais une étude approfondie de la construction nous a fait voir que la tradition historique était d'accord avec le fait. On ne construisait plus ainsi au XIVe siècle[1]. »

Cependant on travailla encore à l'église de Saint-Urbain au XIVe siècle. Le 22 avril 1351, Jean V d'Auxois, évêque de Troyes, fit publier par tout le diocèse des indulgences papales pour l'achèvement de l'église collégiale[2]; enfin c'est seulement en 1389 que cette église, telle qu'elle est, fut consacrée par Pierre d'Arcis-sur-Aube, évêque de Troyes[3].

Aujourd'hui les travaux de restauration de l'église Saint-Urbain se poursuivent avec la plus grande intelligence de l'idée primitive, sous l'habile direction de MM. Selmersheim et Brouard, architectes; déjà le chœur, renaissant pour ainsi dire de ses cendres et débarrassé des rides profondes que lui avaient creusées six cents ans d'existence, s'élance radieux, provoquant les regards et ravissant l'admiration de tous ceux qui ont le sentiment du beau en architecture.

CH. LALORE.

1. *Diction.*, t. IV, p. 181.
2. *Chartes de Saint-Urbain*, p. 319.
3. *Ibid.*, p. 330.

NOTICE SUR LA GLOIRE-DIEU

Entre Plaines et Courteron, à l'entrée d'une vaste forêt, dans une vallée fertile, resserrée entre deux chaînes de montagnes, s'élève une ferme appelée la *Gloire-Dieu*. A droite, la Seine baigne ses murs, et un pont jeté sur le fleuve lui donne accès sur la route qui conduit de *Bar à Châtillon*. Cette ferme était autrefois un monastère. Là vivaient, saintement, sous la conduite d'un prieur, dans une demeure qu'ils avaient bâtie de leurs propres mains, quelques disciples de cet homme pieux et charitable qui avait nom *Jean de Matha*. Non contents de prier, d'aider les prêtres voisins dans l'exercice de leur ministère, les *Trinitaires*, car c'est ainsi qu'ils se nommaient, se mirent à défricher le sol encore à demi-inculte, et les produits qu'ils en tirèrent, joints aux offrandes qu'on leur faisait de toutes parts et aux dîmes qu'ils percevaient sur les communes de Gyé, Neuville et Courteron, leur servirent à racheter les captifs, à soulager les malades, à adoucir le sort des pauvres et des malheureux, à fonder une autre maison de leur Ordre, à *Neuville-sur-Seine*, et enfin à construire la belle église de Courteron qu'ils dédièrent à la *T. S. Trinité*, sous le vocable de *S. Lambert*[1], particulièrement affectionné de ces religieux. C'est ainsi qu'ils travaillaient à la *gloire de Dieu*, au salut du corps et de l'âme des peuples qui leur donnaient en retour leur estime et leur affection. La petite paroisse de Courteron eut le bonheur de voir ces humbles *Mathurins*, avec leur manteau blanc et leur croix rouge et bleue suspendue à la poitrine. Ils y ont prêché, baptisé, enterré, en un mot, rempli toutes les fonctions de la charge pastorale, sous la dépendance des curés de Gyé, dont ils étaient les vicaires ou succursalistes. Le souvenir s'en est conservé ; la mémoire du F. *Blampignon*, comme celle du F. *Champion*, aux Riceys, est encore en bénédiction dans ce pays, et s'il est resté, jusque dans ces derniers temps, comme un oasis au milieu du désert, comme une île luxuriante de foi au milieu du torrent d'impiété qui a envahi nos contrées jadis si profondément chrétiennes, c'est aux Trinitaires, après Dieu, qu'il convient d'attribuer ce résultat. Mais le souffle de 93 a

1. La *Ste Trinité* et *S. Lambert* sont encore les deux fêtes patronales de l'église de Courteron.

passé par là. Les Frères, entendant l'orage qui grondait menaçant et terrible, se dispersèrent épouvantés, et leur couvent devint la proie des loups. Un Voltairien, bien connu de la contrée, et dont la figure sinistre apparaît à toutes les époques de trouble, au prix de quelques deniers seulement, recueillit tout l'héritage des moines. Il le revendit plus tard, au poids de l'or. Depuis, il passa en d'autres mains, et l'on s'est constamment appliqué à détruire les vieilles constructions des religieux, de telle sorte qu'aujourd'hui il ne reste presque plus rien de ces glorieux vestiges du passé[1]. Le nom de *Gloire-Dieu*, que n'effacera jamais la fureur révolutionnaire et quelques pièces tirées de la poussière des archives apprendront seuls désormais aux générations futures qu'il y eut des moines en cet endroit. C'est pourquoi il importe de réunir tous les documents épars, à l'aide desquels, dans la suite, on pourra peut-être composer une *Chronique* exacte et complète du monastère de la *Gloire-Dieu*.

Dans ce but, nous allons reproduire cinq actes que nous avons trouvés dans un vieux *Cartulaire de la Bibliothèque de Châtillon*, et qu'on nous assure avoir été fidèlement copiés sur le texte original lui-même. Les deux premiers concernent les droits des Frères au sujet des dîmes, oblations et sépultures ; les deux autres sont relatifs à des dons faits à l'abbaye de Notre-Dame de Châtillon[2], en présence du ministre de la Gloire-Dieu qui les approuve et y appose sa signature. A ces actes, nous joindrons la liste des Religieux qui ont habité le monastère depuis 1628 jusqu'aux approches de la Révolution ; il y aura certainement quelques lacunes dans cette nomenclature, mais notre conscience nous rend le témoignage que nous avons relevé avec le plus grand soin tous les noms qui se trouvent dans les anciens registres paroissiaux de Gyé et de Courteron.

PREMIER ACTE

Le premier acte touchant les frères de la *Gloire-Dieu* est de 1234. C'est l'époque de la naissance du monastère, puisque *S. Jean de Matha* ne fonda son ordre qu'en 1198. Il s'agit dans cette pièce écrite en latin, et que nous traduisons en français, d'un accord intervenu entre les frères de la *Gloire-Dieu*,

1. On voit encore les ruines de leur petite chapelle et d'une tour qui dominait le monastère.
2. Aujourd'hui l'Hôpital.

le *curé de Gyé* et l'abbé de Châtillon. Pour bien déterminer les droits de chacun sur les dîmes, oblations ou sépultures ; pour éviter tout conteste à ce sujet, on fit une transaction rédigée par le prieur de la Gloire-Dieu, et ainsi conçue :

« Moi frère Nicolas, Grand Ministre de l'Ordre de la Sainte-Trinité et des Captifs, tout indigne que je suis, et les autres ministres et frères réunis en Chapitre général à Cerfroid [1], faisons connaître à tous que sur les instances du Ministre et des frères de la Maison de Dieu de Neuville, nous avons donné et concédé à nos maîtres et amis, l'abbé et les Frères du couvent de Ste-Marie de Châtillon et au curé de Gyé-sur-Seine deux muids de vin à percevoir annuellement, à l'époque des vendanges, sur notre dîme de Gyé. De plus, nous avons reconnu et concédé aux mêmes le droit de percevoir toutes les offrandes des paroissiens de Gyé, Neuville et Courteron, qui seront présentées aux messes dites, soit pour les vivants, soit pour les morts. Et si quelqu'un des susdits villages choisit sa sépulture dans le cimetière de notre Maison de Neuville, nous ne pourrons le recevoir qu'avec l'assentiment du Curé du lieu. Et sera tenu le Ministre de ladite Maison, quel qu'il soit, de prêter serment qu'il exécutera toutes ces choses. Et pour que cette transaction ait toute sa force, nous avons fait apposer au bas de la présente lettre le sceau de notre Chapitre général. Fait l'an de grâce M.CC.XXXIV [2].

DEUXIÈME ACTE

Il est de l'an 1291 et relate en ces termes un différend sur

1. Cerfroid, au diocèse de Meaux.

2. Ego frater Nicholaus Major Minister Ordinis S. Trinitatis et Captivorum licet indignus cæterique ministri et fratres in generali Capitulo apud Cervum frigidum congregati, notum facimus universis quod ad instantiam Ministri et fratrum domus Dei de Novavilla dedimus et concessimus dominis et amicis nostris Religiosis viris Abbati et Conventui S. Mariæ Castellionis et presbytero de Gyeio super Sequanam duos modios vini in decima nostra de Gyeio annuatim in tempore vindemiarum percipiendos. Recognovimus et concessimus eisdem quod ipsi percipiant omnes oblationes Parrochianorum de Gyeio et Novavilla et Curterione quandocumque contigerit eas offerri dum missa celebrabitur sive pro vivis sive pro defunctis. Sivero aliquis de parrochianis dictarum villarum sibi in Cimeterio dictæ Domus nostræ de Novavilla sepulturam elegerit, nullum recipere possumus sine presbyteri illius loci assensu. Ad prædicta autem adimplenda tenetur juramento interposito Minister dictæ Domus quicumque fuerit. Quod ut ratum habeatur, sigilli nostri generalis Capituli munimine præsentes litteras fecimus roborari. Actum anno gratiæ M°.CC°XXX°. quarto.

venu entre les frères de la Gloire-Dieu, le curé de Gyé et l'abbé de Châtillon :

« A tous ceux qui les présentes verront, le frère Nicolas, humble Ministre et les frères de la Maison de la Gloire-Dieu de l'Ordre de la Sainte-Trinité et des Captifs, au diocèse de Langres, salut dans le Seigneur. Sachez qu'un différend s'est élevé entre l'Abbé, le Couvent de l'Eglise de la B. Marie de Châtillon et le curé de Gyé, d'une part, et les Ministres et frères de la Gloire-Dieu d'autre part, touchant le droit d'inhumer dans notre Maison ou Cimetière les corps des paroissiens des Eglises de Gyé, Courteron et Neuville, où l'Abbé et le Couvent ont droit de patronage, et aussi touchant les offrandes qui se font dans notre maison ou Cimetière, quand les paroissiens des dites Eglises y sont enterrés. Mais enfin il y eut entre nous Ministre et frères d'une part, et l'abbé de Châtillon et les frères et le curé de Gyé d'autre part, un concordat, une transaction, un pacte conclu de cette façon, à savoir : que Nous Ministre et frères, nous ne pourrions enterrer aucun des paroissiens des dits villages dans notre Maison ou Cimetière, à moins qu'il n'ait choisi là spécialement sa sépulture, et encore faudra-t-il que le corps ait été présenté à l'Eglise paroissiale, que la Messe y ait été célébrée, et qu'on ait obtenu au préalable pour la levée du corps le consentement de l'Abbé, du Couvent et du Curé [1]. En outre, il fut convenu que le jour où les corps des paroissiens des dits villages seraient livrés à la sépulture ecclésiastique, toutes les oblations qui se feraient dans nos Eglises entre les mains du Prêtre, dans la célébration des Messes, appartiendraient à l'Abbé, au Couvent et au curé de Gyé. En foi de quoi, nous Ministre, pour nous et pour nos frères, avons apposé notre sceau à la présente lettre. Nous avons aussi demandé le sceau de notre Vénérable Maître *Lambert*, Archidiacre du Laçois, au diocèse de Langres, et il l'a apposé comme il suit : Nous, Archidiacre, à la prière du Ministre et des frères, avons apposé notre sceau à la présente lettre, en même temps que le sceau dudit Ministre. Fait le Jeudi après les Octaves des Apôtres Pierre et Paul, l'an du Seigneur, 1291 [2]. »

1. Manifesté par eux ou par un délégué.

2. « Universis præsentes litteras inspecturis frater Nicholaus minister humilis et fratres Domus Gloriæ Dei Lingonensis diœcesis Ordinis S. Trinitatis et Captivorum salutem in Domino. Noveritis quod cum discordia verteretur inter Religiosos Viros Abbatem et Conventum Ecclesiæ B. Mariæ de

TROISIÈME ACTE (1240)

Odon, chevalier de Gyé, donne à l'abbé de Châtillon 9 deniers de cens annuel qu'il prélevait sur une terre située près de la *Gloire-Dieu.*

« A tous ceux qui la présente page verront, le sieur *Caparum* salut : Sachez que le sieur Odon, chevalier de Gyé, comparaissant par devant nous, a laissé à l'Abbé et au Couvent de Châtillon neuf deniers de cens annuel qu'il avait sur une terre située près de la Maison de l'Ordre de la Sainte-Trinité et des Captifs, *appelée la Gloire-Dieu.* Le Ministre avait ordonné au dit chevalier de prélever ces deniers tous les ans sur une vigne qu'il possédait près du pont de ladite Maison. En foi de quoi, sur la demande dudit Ministre et dudit Chevalier, j'ai apposé mon sceau au bas de la présente lettre. Donné à Gyé, le dimanche avant la fête du B. Apôtre Matthieu, l'an du Seigneur MCCXL.[1] »

Castellione super Sequanam ac Curatum de Gyeio super Sequanam ex una parte, et nos Ministrum et fratres ex altera, super jure funerandi corpora in Domo seu Cimeteriis Parrochianorum Ecclesiarum de Gieio, de Curterione et de Novavilla in quibus dicti Abbas et Conventus jus obtinent Patronatus, et super oblationibus quæ fiunt in Domo seu Cimeteriis nostris quando dicti Parrochiani in Cimeteriis nostris sepeliuntur. Tandem inter nos Ministrum et fratres ex parte una et Abbatem Conventum et Curatum prædictos super hiis concordatum transactum et pacificatum extitit in hunc modum videlicet quod nos Minister et fratres aliquem de parrochianis dictarum villarum non possumus sepelire in Domibus et Cimeteriis nostris nisi specialiter ibidem elegerit sepulturam et quousque in Ecclesia Parochiali corpus fuerit præsentatum et ibidem Missa celebrata, nisi de ipsorum Abbatis, Conventus et Curati vel eorum mandati processerit voluntate ; et quod illa die quo corpus vel corpora parrochianorum dictarum villarum tradentur Ecclesiasticæ sepulturæ omnes oblationes quæ fient in Ecclesiis nostris ad manum sacerdotis in celebratione Missarum, erunt Abbatis, Conventus et Curati prædictorum. In cujus rei testimonium nos prædictus Minister pro nobis et dictis fratribus nostris sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum. Et sigillum V. viri Magistri Lamberti Archidiaconi Laticensis in Ecclesia Lingonensi rogavimus nomine quo supra apponi. Et nos prædictus Archidiaconus sigillum nostrum una cum sigillo prædicti Ministri ad supplicationem dictorum Ministri et fratrum præsentibus litteris duximus apponendum. Actum die Jovis post Octavas Apost. Petri et Pauli. Anno D.M°.CC°. nonagesimo primo. »

1. « Universis præsentem paginem inspecturis, Dominus Caparum salutem. Noveritis quod Dominus Odo Miles de Gieio in nostra præsentia constitutus quitavit Abbati et Conventui Castellionis novem denarios censuales annuatim persolvendos quos habebat super quamdam terram sitam prope Domum Ordinis S. Trinitatis quæ dicitur Gloria Dei, quos denarios Minister ejusdem Domus assignavit prædicto Militi annuatim persolvendos super

QUATRIÈME ACTE (1260)

Le frère Nicolas, Ministre de la Gloire-Dieu, appose sa signature au bas d'une donation faite par Isabelle de Neuville et son fils Guillaume, en faveur de l'abbé de Châtillon.

« Nous, Maître Jean de Tavelles, Archidiacre du Laçois, et Nous frère Nicolas, Ministre de la Gloire-Dieu, de l'Ordre de la Sainte-Trinité et des Captifs, faisons savoir à tous présents et futurs, qu'en notre présence, et comparaissant pour ce spécialement, Isabelle de Neuville, veuve de Thomas dit Rosti et Guillaume le Clerc, son fils, ont reconnu qu'ils avaient vendu spontanément et abandonné pour toujours à l'Abbé et au Couvent de la B. Marie de Châtillon-sur-Seine et à leurs successeurs, toute la part qu'ils avaient, ou pouvaient, ou devaient avoir dans les moulins dudit Neuville pour 18 livres de forts Provins, de laquelle somme les dits Isabelle et Guillaume se tinrent devant nous pour payés entièrement, et promirent avec serment de se porter garants envers et contre tous de ladite vendition à la dite Eglise, et même de ne jamais revenir dans la suite sur cette vendition directement ou indirectement. En foi de quoi, à la demande des dits Isabelle et Guillaume, nous avons apposé notre sceau à la présente lettre. Fait l'an du Seigneur 1260, au mois de février [1]. »

vineam suam sitam juxta Pontum prædictæ Domus. In cujus rei testimonium præsentes litteras ad petitionem dicti Ministri et dicti Militis sigilli mei munimine roboravi. Datum apud Gyeium die Dominica ante festum B. Matthæi Apost. Anno Dom. M°.CC°.XL°. »

1. « Nos Magister Johannes de Tavellis Arch. Laticensis Nosque frater Nicholaus Minister Domus quæ dicitur Gloria Dei Ordinis S. Trinitatis et Captivorum, Notum facimus univers. præs. et fut, quod in præsentia nostra propter hoc specialiter constituti Isabella de Novavilla Relicta Thomæ dicti Rosti et Guillelmus Clericus ejus filius recognoverunt spontanei se vendidisse et in perpetuum quitavisse Abbati et Conventui B. M. de Castellione super Sequanam et successoribus eorumdem totam partem quam habebant vel habere poterant vel debebant in Molendinis de jam dicta Novavilla pro decem et octo libris Provinensium fortium, de cujus summa pecuniæ prædicti Hysabella et Guillelmus se tenuerunt coram nobis pro pagatis ad plenum, et promiserunt suo præstito juramento de dicta venditione dictæ Ecclesiæ contra omnes gentes portare garantiam, et etiam quod contra dictam venditionem nec per senec per alium venient in futurum. In cujus rei testimonium ad petitionem supradictorum Hysabellis et Guillelmi sigilla nostra præsentibus litteris duximus apponenda. Actum anno D. M°.CC°.LX° mense februario. »

CINQUIÈME ACTE (1296)[1]

Au nom du Seigneur. Ainsi-soit-il. L'an de son Incarnation 1296, au mois d'avril[2].

Moi, Jean de Gié, damoiseau, fils de défunt André de Brocia, chevalier, fais savoir à tous présents et futurs que moi et ma très-chère sœur Marguerite, ayant choisi notre sépulture dans le cimetière des religieux ministre et frères de la maison de la Gloire-Dieu située au finage de Courteron, et mes pères et aïeux ayant fondé ladite maison, je donne quitte, cède, concède et abandonne aux dits religieux, le fond, les appartenances et tous les appendices de *ma rive ou fleuve*, qui prend d'un côté à la rive ou fleuve de Mgr l'évêque de Langres, au dessus de la dite maison de la Gloire-Dieu, et s'étend de l'autre côté jusqu'à la rive ou fleuve de Mgr le duc de Bourgogne et de noble femme la dame de Coulans. Fait en présence de Guidon, notaire de Châtillon, Guillaume de Mussy, Théobald de Gevrolles, etc.

LISTE DES RELIGIEUX DE LA GLOIRE-DIEU
DE 1628 A LA RÉVOLUTION

1628 f. Jean Angenoust, ministre.
1637 f. Claude Thiéblemont.
1640 f. Louis Lambert.
1645 f. François.
1649 f. Moreau.
1662 f. C. Saulmot.
1662 f. A. Cheneveul.
1684 f. Jean Rousseau.
1686 f. Bernard Maignien.
1687 f. Maillard, prieur.
1688 f. Basile Lardouin.
1691 f. E. Brissart.
1692 f. Alipe Augustin.
1692 f. Jean Blampignon, Ministre.
1701 f. Agnus Caumont.
1705 f. Jean Remy.
1707 f. Auger.
1721 f. Jean Mauriceau.
1721 f. Mestrault.
1629 f. Louis Bourgeois.
1741 f. Fontaine, prieur.
1746 f. Lambert.
1747 f. Marmiton.
1766 f. Emmanuel.
1772 f. Henrion, prieur.
1774 f. Joseph Regnault, prieur.

1. In Nom. Dom. Amen. Anno Incarn. ejusdem 1296, mense aprili. Ego Johannes de Gicio, filius defuncti Andreæ de Brocia militis, domicellus notum facio universis præs. et fut. quod pro eo scilicet quod ego et carissima consors mea Margarita elegimus sepulturam nostram in cœmeterio Religiosorum ministri et fratrum Domus Gloriæ Dei sitæ in finagio de Corteron, et pro eo scilicet quod progenitores et antecessores mei dictam domum fundaverunt, do quito cedo concedo et delibero dictis Religiosis ripariam meam seu flumen meum, fundum altum, pertinencias, appenditias universas dictæ ripariæ meæ, prout se ingerit à riparia seu flumine Dom. Ling. Episcopi quæ est de super Domum Gloriæ Dei prædictæ et se ingerit ex alia parte usque ad ripariam seu flumen Dom. ducis Burgundiæ et nobilis mulieris Dominæ de Coulans. — Actum in presentia Guidonis notarii Castellionis, Guillelmi de Muxeio, Theobaldi de Gevrolis, etc.

2. Vignier, tom. III, p. 513.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780

Jean II de Choiseul qui avait succédé à son père mort en 1308 [1], fit, de concert avec Regnard de Bourbonne son frère, de grandes libéralités à l'église de Morimond; puis en 1311, nous le voyons, dans l'acte suivant, avec Alix de Grancey sa femme, ajouter encore aux donations précédemment faites à l'hospice Saint-Antoine.

« Je Jehan, sire de Choiseul et je Alixes de Grancey dame « dudit lieu faisons assauoir à tous que comme messire de « Choiseul père de moy Jean dessudit qui fut et ie eussions « assis au frères de l'hospital Saint-Antoine de Bourbonne « terre pour vingt livrées de terre lesquelles ma dame ma mère « avoit donnez aus dits freres en son testament et ie et Mes- « sire Regnard d'Aigremont mes freres et Messire Regnard de « Bourbonne mes frères ayant trouvé par prudhommes dignes « de foy que l'assise de ladite terre ne vaut que quatorze « livres de terres et nous trois soyons et sommes tenus de « asseoir ausdits frères six livres de terre pour accomplir et « parfaire les dites vingt livres et il m'en affiert asseoir esdicts « frères quarante soudées [2] pour raison de mon tiers. Ie Jehan « et Alixes dessusdits avons assis et asseons ausdits frères et « à lours successeurs pour vingt soudées de terre tout ce que « nous avons ou debvons et pouuons auoir au moulin de

* Voir page 302, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

1. Jean Ier de Choiseul fut enterré dans l'église de Morimond, à l'entrée du chapitre.

2. Ainsi que nous avons dit, les subdivisions des mesures agraires étaient analogues à celles de la monnaie du temps — la Quadrantata ou Quadranta était le 1/4 de l'Acre, l'Obolata la moitié, la Solida ou Souldée valait 12 Acres et 20 Souldées formaient la Librata ou Livrée de terre, équivalant par suite à 240 Acres.

« Bourbonne qui est dict le moulin de la Châtre, c'est assavoir « en bled en pourchets et en censes en la maison de fonds, en « l'assise et appertenances dudit moulin et en devestons nous « et nos oirs et les dits frères et lours successeurs en reuestons « à tousiours comme de leur propre heritage et leurs en por- « terons bonne et loyal garantie contre toutes gens, comme « suzerains de la choses dessus dite et comme ce que nous « tenons de aluel. Après Jehan et Alixes dessus dits voulons « et octroions que les dits frères aient et preignent chacun an « en notre pré de Bourbonne, en pré qu'on dict *à Grandpré*, une « charrettée de foing tant comme trois chevaux pourront mener « dès le dict pré iusque chez leur, à une fois chacun an ius- « ques après le decedz de notre aimee borgeoise Hannotte « qui feust femme Jurget, et après son decedz de la dite Han- « notte, nous promettons asseoir esdicts frères pour la dite « charretée de foing vingt souldées de terre au raport de « prudhomes en l'héritage du dit Jurget que la dite Hannotte « tient. Lesquelles vingt souldées de terre demorront et seront « esdits frères et à leurs successeurs à tousiours avec ce « que nous leur auons délivré au même lieu dessus dit et les « dites vingt souldées de terre assises après le decedz de la « dite Hannotte la dite charrettée de foing rentrera à nous « ou à nos hoirs. Et pour ce que ce soit chouse ferme et « estable nous Jehan et Alixes dessus dits avons mis nos scelz « en ces présentes lettres faites et données l'an de grâce mil « trois cent et unze au mois d'aoust [1].

Il parait que ce moulin de la Châtre, avait une certaine importance car ainsi qu'il résulte d'un titre du 3 février 1311, par lequel Regnier ou Regnard de Choiseul sire de Bourbonne autorise la vente d'une partie du moulin de la Châtre, consentie a l'hôpital Saint-Antoine par deux de ses sujets, il était partable entre plusieurs seigneurs ou particuliers.

« Je Regnars de Choiseul sire de Bourbonne chevalier fait « assavoir à tous ceux qui verront et orront ces présentes « lettres : que par devant moy pour cette chose vindrent per- « sonnellement Iean fils de Valin qui fut et Oudotte sa femme « mes homes de Bourbonne et recogneurent de leur bonne « volontés sans nulz contraignemens que il, pour leurs grande « necessités et pour leur grand proffict, ait vendu en héritaige

1. Ordre de Malte et de Saint-Antoine, hôpital de Bourbonne, archives du Doubs, copie de notre collection.

« à frère Demenge procureur de l'hôpital Saint-Antoine de « Bourbonne et au commandeur et es frères du dit hôpital et « à leurs successeurs à tousiours, une leur partie qu'ils avoient « en un moulin de Bourbonne que lon dict le moulin de *la* « *Châtre* ce qu'il y avoient, pouvoint ne devoint auoir, c'est « assavoir le quarantiesme du dict moulin de bled et d'argent « et trois mailles de cense qu'ilz avoient au dit moulin chacun « an et quant que pouvoint ne devoint auoir en la maison du « dit moulin, en fons, en siége, en l'assise, en l'aigne [1] et en « toutes aultres chouses qu'ilz y povoint avoir ne doient pour « raison de leur dite partie du dict moulin. Et est faicte ceste « vendue pour le prix de sept livres et diz solz de bons tour- « nois petit fors monnoye laquelle somme d'argent les dits « vendeurs ont eue et receue du dict frère Demenge procureur « et des dits frères dessus dits en bonne monnoye loïallement « nombrée, laquelle est tornée et rentrée en leur proffict et s'en « sont tenus pour bien payés et en sont deuesti pour eux et « pour leurs hoirs de leur dicte partie du moulin dessus dit et « en la dite cense et des autres debtes et en ont revestu le dit « procureur, le commandeur et les frères du dit hospital pour « lour et pour leurs successeurs et en vraye proufession et « possession les en ait mis pour (tousiours mais) et renoncent « et ait renoncé à toutes exceptions de fraulde et de barat, de « monnoye non nombrée, d'estre deceu de plus de la moictié « et an droit qu'il dit que generale renonciation non vault et à « toutes autres choses qu'à leur ou leurs hoirs pourroyent « ayder et esdicts frères et à leurs successeurs à nuire en « iugement.

« Et ont promins par leurs sermens donnés sur sainctes « evangiles que contre cette vendue ne yront ne vinront ne « feront venir par leur ne par leurs hoirs ne par aultre en « requoy ne en apertains emporteront léaul garantie à (tousiours « mais) esdits frères et à leurs successeurs. Et quant à ce tenir « et garder fermement, les dits vendeurs en ont obligées leurs « et leurs hoirs, leurs biens et les biens de leurs héritiers, « meubles et non meubles, présents et advenir, ou qui fussent « et puissent estre trouvés en la iuridiction de ma court « Regnars dessus dit, ou de la court de mes hoirs qui seront « seigneurs du chastel de Bourbonne et veullent que à ce faire « et tenir estre contraincts par la prise de leurs corps et des

[1] Le droit sur la laine des agneaux.

« corps de leurs hoirs, de leurs biens et des biens de leurs « hoirs, pour garantir ceste vendue es frères dessus dicts et à « leurs successeurs ils ont requis que les vendeurs à moy « Regnars dessus dit leur seigneur que je la dite vendue veulx « estre et octroïé et misse mon scel en ces présentes lettres en « tesmoignage de vérité, et Je Regnars dessusdit ay voulu et « octroie, veul et octroye ceste dite vendue et ay donné et « donne pouvoir et authorité esdits vendeurs de faire cette « vendue et octroye que les dits frères et leurs successeurs « aient et possèdent paisiblement comme leur propre héritage « la dite partie du dit moulin et les debtes si comme il est cy « dessus divisé et la dite vendue à amortir esdits frères et « leurs successeurs.

« En tesmoignage de la quelle chouse Je Regnars dessus « dict, à la requeste des dits vendeurs Jehan et Oudotte sa « femme, i'ay scellées ces présentes lettres de mon scel en « tesmoignage de vérité qui furent faictes l'an de grâce mil « trois cent et unze le tiers jour de febvrier.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

LES ÉCOLES ET L'UNIVERSITÉ DE REIMS

VI. Collège de l'Université, dit des Bons - Enfants. Ce collège était composé d'un principal, de huit professeurs, de trois sous-principaux maîtres de quartiers, de quinze boursiers et de deux chapelains de S. Patrice, tous sous la surveillance d'un grand-maître, qui avait son logement dans le collège, et qui était à la nomination de Monseigneur l'archevêque, ainsi que le principal. Ce dernier nommait lui-même les divers maîtres.

Les professeurs étaient nourris et logés dans le collège et recevaient en outre des honoraires convenables.

Au commencement, leur traitement était modique ; mais les étrennes du jour de l'an, les présents des fêtes et ceux des thèses que les maîtres faisaient soutenir à leurs élèves, vers la fin de l'année, l'augmentaient d'une manière considérable. Les archevêques de Reims, voulant rendre l'instruction complètement gratuite, supprimèrent ces droits onéreux pour les parents, et assignèrent en compensation 800 livres aux professeurs de philosophie et de rhétorique, et 500 livres à chacun des autres. Le professeur de rhétorique jouissait en outre d'un revenu de 100 livres, pour un discours académique qu'il était tenu de prononcer tous les ans dans la salle des Actes du collège devant toutes les facultés assemblées. Le sujet de ce discours était indéterminé et à son choix. Le principal et les professeurs jouissaient aussi, comme à Paris, du droit de *septemnium* [1].

La pension que l'on donnait au principal pour la nourriture des professeurs était de 2,400 livres, provenant d'une fondation de M. le Besgue ; mais en 1773 elle fut augmentée par Monseigneur l'archevêque à cause de la cherté des vivres et portée à mille écus.

Les bourses fondées au collège étaient : 1° Quatre bourses affectées aux jeunes étudiants qui faisaient le service de S. Patrice, et que pour cette raison on appelait boursiers patriciens. Le revenu de chacune était de 40 livres, perçues par le

* Voir page 124, t. VIII, 4e année, de *la Revue de Champagne*.
1. Voir aux pièces justificatives D le tarif des droits.

principal, à charge de donner aux boursiers le logement et la nourriture, à l'exception du pain, qui leur était donné en aumône par les directeurs du Séminaire. Le chapitre de Reims présentait à ces quatre bourses. Les enfants de chœur de la cathédrale avaient, pour les obtenir, la préférence sur ceux de S. Symphorien, et ces derniers passaient avant ceux de Ste Balsamie.

2° Une bourse fondée par M. Triplot, pour un enfant originaire de Sery ou des villages voisins. Le droit de présentation appartenait au curé, conjointement avec le maire et le conseil municipal de Sery ; elle était à la collation de Monseigneur l'archevêque et rapportait 40 livres.

3° Une bourse fondée par M. Bonvent ; le titulaire devait être, ou parent du fondateur ou originaire de Crépy-en-Valois ou des environs. La nomination à cette bourse, dont le revenu était de 80 livres, appartenait alternativement aux membres du chapitre de Crépy et à ceux de S. Symphorien, elle était à la collation de Monseigneur l'archevêque.

4° Une bourse fondée par M. Boucher pour un sujet du village de Jonchery-sur-Suippe ou de Somme-Suippe. Cette bourse, dont le revenu était de 60 livres, 10 sols, était à la collation de Monseigneur, et à la présentation du curé conjointement avec les principaux du village.

5° Une bourse de 80 livres de revenu, fondée par M. Egan, ancien professeur de philosophie du collège, en faveur d'un Irlandais. Elle était à la présentation du grand-archidiacre et du grand-maître du collège ; et à défaut d'irlandais, on la conférait à un sujet du diocèse.

6° Une bourse fondée par M. Charlier, pour un de ses parents ou pour une personne originaire de Sommepy. Cette bourse, dont le revenu n'était que de 18 livres, était à la collation de Monseigneur l'archevêque, sans présentation préalable.

7° Deux bourses fondées par M. de la Marche, d'une valeur de 50 écus chacune. Le plus proche parent du fondateur devait présenter des personnes parentes ou alliées de M. de la Marche ; et à leur défaut, des sujets originaires de Jametz ou de Juvigny-en-Clermontois ; toutes les deux étaient à la collation de Monseigneur l'archevêque.

8° Quatre bourses de création récente, établies par lettres-patentes sur les biens des jésuites, lors de leur réunion à l'Université. Deux de ces bourses de la valeur de 400 livres chacune, étaient à la nomination du roi pour des gentilshom-

mes de la province de Champagne ; les deux autres de 300 livres, à celle de M. le marquis de Puizieux, successeur des Brûlard, fondateurs de la maison des jésuites ; on les affectait à des sujets du marquizat de Puizieux et Sillery.

9° M. Frémin, ancien pénitencier de la cathédrale, pour exciter l'émulation parmi les écoliers du collège, avait fondé des prix annuels. Il avait laissé pour cela une ferme et une maison, situées à Reims, près de la porte aux Férons et vis-à-vis de la rue de la Poissonnerie, le tout d'un revenu triennal de 1,400 livres. Ce revenu était distribué de manière à donner pendant deux ans pour 400 livres de prix chaque année et pour 600 la troisième année.

Les deux chapelains du collège avaient la charge de dire la messe tous les jours aux écoliers, de les confesser, de leur faire des instructions tous les dimanches, de chanter les vêpres, de veiller sur les boursiers de S. Patrice, et de leur faire chaque jour la prière du soir et du matin. Ils percevaient pour ces fonctions 200 livres chacun sur les revenus du collège. Ces deux chapelains étaient à la nomination de Monseigneur qui choisissait ordinairement deux des sous-principaux.

Le collège jouissait, depuis la suppression des jésuites, de 32,000 livres de revenu annuel. Ses biens étaient administrés par Monseigneur qui pouvait déléguer un grand-vicaire pour le représenter, par le bailli de l'archevêché, deux échevins de la ville, le grand-maitre du collège, et un proviseur receveur nommé par Monseigneur. Ce dernier devait avoir chez lui un coffre-fort fermant à trois clefs ; l'une de ces clefs était remise au bailli, la seconde au grand-maître, et il gardait la troisième.

La suppression du collège des Jésuites et sa réunion à celui de l'Université, nous amène à parler de diverses fondations qui leur avaient été faites, nous allons les résumer.

Suivant le compte rendu au parlement par la ville de Reims on trouve : 1° que M. François Brûlard, aumônier du roi et abbé de Laval-Roy, a fondé au collège des jésuites une chaire de philosophie, pour laquelle il a donné une ferme située à Ruisselois.

2° Qu'il a été fondé dans le même collège une chaire de théologie, moyennant un principal de 11,625 livres, représenté par un fief et cens situé à Aulnay, diocèse de Châlons, plus une ferme de 60 arpents près de Reims, et 8 arpents de prés à Vinay.

3° Que M. le marquis de Puizieux a fondé des prix, et qu'il a donné pour cela un capital de 1,000 livres, dont l'emploi se trouve confondu dans les biens d'acquisition.

4° Que la dame de Villers a légué un fonds de 1,600 livres, dont le revenu devait être affecté à l'augmentation et à l'entretien de la bibliothèque des Pères.

5° Qu'une dame Maillefer a donné 1,000 livres pour fonder une lampe dans l'église des jésuites, aujourd'hui église de S. Maurice.

Telle est l'histoire abrégée de cette célèbre Université de Reims qui devait disparaître dans la tourmente révolutionnaire, au moment même où l'augmentation de ses revenus allait lui permettre de faire plus de bien.

(*A suivre*).

J. CHARDON,
Curé de Chappes.

LES ARCHIVES DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

DE

CHALONS-SUR-MARNE

1748. Le 29 juillet 1741, né Charles-Nicolas, f. de Jean-Baptiste Varin et de Marie-Jeanne Galant.

1749. Le 27 septembre 1741, né Louis-Claude, f. de Claude-Francois Xavier Deu, Ec. Sgr de Perthes et de d. Elizabeth-Therèse Fagnier.

1750. Le 17 novembre en 1741, née Marie-Louise, f. de Francois-Xavier Godet et de d. Tanche Paris.

1751. Le 30 décembre 1741, né Charles-César, f. d'André des Collines, Sgr de Bisseul, et de d. Marie-Nicolle de Collet du Quesnay.

1752. Le 17 janvier 1742, marié en l'Egl. St-Joseph, M. Estienne Barbier, Ec. Cons. du R. Présid. Trés. de Fr. au bur. des fin. de Ch. f. de f. Michel Barbier et de d. Catherine Vuillaume de la par. de Vitry le Francois d'une part, et Marie-Madeleine Hocart, f. de Jean Hocart, Chev. Sgr. de Renneville, Felcourt, et de d. Madeleine le Vautrel.

1753. Le 1er mars 1742, née Marie-Anne-Memmie, f. de Jean-Bapt. Deu, Ec. Cap. au Rég. de Picardie et de d. Anne-Madeleine Hocart.

1754. Le 1er avril 1742, née Henriette-Claude, f. de François-Charles de Parvillez, Ec. et de d. Louise-Alexandre Baugier.

1755. Le 25 mai 1742, déc. M. Jean-Bapt. Lorain de Beuville, 74 ans. Inh. en cette Egl.

1756. Le 5 juin 1742, marié M. Edme-Charles de Pinteville, 31 ans, veuf de dlle Marguerite Stapart, et dlle Marie-Geneviève, f. de f. M. Pierre le Moyne de Villarsy, et de f. d. Marguerite le Gay.

1757. Le 8 aout 1742, née Marie-Pomme, f. de Louis-Nicolas de Pinteville, adv. en P. et de dlle Jacquette Despot.

1758. Le 15 janvier 1743, né Claude-Hyacinthe, f. de François-Xavier Godet de Marson et de d. Tanche Paris.

1759. Le 25 janvier 1743, né Pierre-Paul, f. de Claude-François-Xavier Deu, Ec. Sgr de Perthes et de d. Elizabeth-Therèse Fagnier.

1760. Le 29 mai 1743, né Charles-Alexandre, f. de M. André des Colines, Sgr de Bisseul et de d. Marie-Nicolle de Collet.

* Voir page 311, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

1761. Le 11 aout 1743, déc. M. Nicolas Deu de Rapsécourt, anc. off au Rég. de la Reine, dragons. Inh. en cette Egl.

1762. Le 1er mars 1744, déc. Jacques-Joseph Deu, Sgr de Perthes, du Mesnil et a. l. 1er Pr. Tr. de Fr. au bur. des fin. de Ch. 73 ans. Inh. en l'Egl. des rel. de la Trinité.

1763. Le 21 mai 1744, déc. Marie Deya, veuve en 1er noces de Messire Jean-Baptiste de Pinteville, Sgr de Montcetz, viv. L. Col. au Rég. de Moulins et eu secondes noces de Mre Pierre du Moulinet, viv. 1er Présid. au B. et S. P. de Ch. 83 ans. Inh. en cette Egl.

1764. Le 8 aout 1744, déc. dame Anne-Françoise de Corvisar de la Cour, veuve de Louis-Marc-Antoine de Mangin, Ec. Sgr de Lisle, et a. l. 40 ans. Inh. en cette Egl.

1765. Le 29 septembre 1744, b. par nous Claude-Antoine de Choiseul Beaupré, Louis, f. de Mr Joseph Cambray et de d. Marie-Jeanne Lamairesse. P. très h. très p. et très exc. Prince Mgr Louis Dauphin de France, rep. par Messire Claude-Antoine de Choiseul-Beaupré. M. Mad. Suzanne-Catherine de Cotte, ép. de M. Charles-Etienne Pelletier de Beaupré.

1766. Le 1er octobre 1744, déc. Jean-Baptiste de Braux, Ec. Sgr de Vaux, St-Valery et a. l. 64 ans. Inh. en cette Egl.

1767. Le 22 novembre 1744, né Jacques Melchier, f. d'André des Colines, Ec. S. de Bisseul. et de d. Marie-Nicolle de Collet du Quesnay.

1768. Le 4 décembre 1744, née Madeleine-Thérèse, f. de Claude-François Deu, Sgr de Perthes et de d. Elizabeth-Therèse Fagnier.

1769. Le 27 décembre 1744, né Jean-François-Xavier, f. de Jean-Baptiste Deu, Ec. Sgr de Montigny, anc. cap. au Rég. de Picardie et de d. Anne-Madeleine Hocart.

1770. Le 2 fevrier 1745, déc. d. Marie-Louise-Françoise-Xavière de Corvisier, ép. de M. de Bar de Bussi, Ec. 51 ans. Par. de la Ste-Trinité. Inh. en cette Egl.

1771. Le 23 juillet 1745, déc. d. Marie-Anne Givry, veuve de Pierre Baugier, Ec. S. de Bignipont, 76 ans. Inh. en cette Egl.

1772. Le 4 novembre 1745, née Perrette-Charlotte-Nicolle, f. d'André des Collines, Ec. Sgr de Bisseul, et de d. Marie-Nicole Collet du Quesnay.

1773. Le 29 mai 1746, né Esprit-Louis, f. de Jean-Baptiste Deu de Montigny, Ec. et de d. Anne-Madeleine Hocart.

1774. Le 5 novempre 1746, marié Pierre-Paul de Cohignac de la Rue, 35 ans, f. de f. Paul de la Rue, un des nobles échevins de la ville de Rennes et de Jeanne Joulant, et dlle Françoise le Maistre, f. de M. François le Maistre, Sgr de Géronville et de f. d. Marie-Anne le Vavasseur.

1775. Le 24 avril 1747, né Jean-Baptiste-Claude, f. de Claude-François-Xavier Deu, Ec. Sgr de Perthes et de d. Elizabeth-Thèrèse Fagnier.

1776. Le 1es octobre 1747, né Antoine Maurice, f. de Pierre-Louis Bureau, Ec. Sgr de Charmoy, St-Pierre et Fagnières, et de d. Louise Duboys de Crancé.

1777. Le 27 avril 1747, déc. dlle Louise-Françoise Cappy, 50 ans. Inh. en cette Egl.

1778. Le 4 janvier 1748, née Rose-Blanche, f. de François-Xavier Godet de Marson et de d. Tanche Paris.

1779. Le 16 mars 1748, née Jeanne-Thérèse-Geneviève, f. de Jean-Baptiste Deu, Ec. Sgr de Montigny et de d. Anne-Madeleine Hocart.

1780. Le 11 avril 1748, déc. M. Charles de Parvillez, 91 ans. Inh. en cette Egl.

1781. Le 3 septembre 1748, marié Messire Henry Baugier, Ec. Sgr de Fontaine-Chausson et a. l. veuf de d. Charlotte Coquart de la Motte et dlle Francoise de Rosière, f. de Messire Charles-Isidore de Rosière, Ec. trés. gén. de l'armée d'Italie et de f. d. Cécile de la Croix.

1782. Le 11 fevrier 1749, marié Messire Paul le Cordelier, 40 ans, Ch. Sgr de Verneuil, Brig. de la seconde Cie des Mousquetaires, Ch. de St-Louis, f. de f. Messire Daniel le Cordelier, Ch. Sgr de Verneuil, et de d. Claude-Antoinette de Raquet.e de la par. St-Remy dud. Verneuil, et dlle Jeanne-Madeleine le Gorlier, 19 ans, f. de Messire Pierre-François le Gorlier, Ch. Sgr dud. Verneuil, la Grandcour et de f. d. Madeleine Grosteste.

1783. Le 2 fevrier 1749, déc. M. François le Maistre de Géronville, off. de la Connétablie. Inh. en cette Egl.

1784. Le 13 mai 1749, né Pierre-Paul, f. de M. Pierre-Paul Lallemant de Lestrée, Chev. ancien officier au rég. Royal cavalerie et de d. Anne-Agathe Léger.

1785. Le 5 juillet 1749, née une fille de Pierre-Louis Bureau, Ec. S. de Charmoy et de d. Louise du Bois de Crancé. Ondoyée à la maison.

1786. Le 10 juillet 1749, déc. d. Louise du Bois de Crancé, ép. de M. Pierre-Louis Bureau, Ec. S. de Charmoy et de St-Pierre, 22 ans. Inh. en cette Egl.

1787. Le 1er octobre 1740, déc. Anne-Madeleine Hocart, ép. de Jean-Baptiste Deu, Ec. S. de Montigny, ancien capitaine au rég. de Picardie, 37 ans. Inh. en cette Egl.

1788. Le 19 décembre 1749, déc. Paul de Corvisier, Ec. S. de la Chapelle et de Braux, 80 ans. Inh. en cette Egl.

(*A suivre*). Cte D. DE R.

BIBLIOGRAPHIE

CARTULAIRE DE SAINT-PIERRE DE TROYES. CHARTES DE LA COLLÉGIALE DE SAINT-URBAIN DE TROYES, par M. l'abbé Ch. Lalore. — Ce volume, qui est le tome V de la *Collection des principaux Cartulaires du diocèse de Troyes*, comprend le *Cartulaire de Saint-Pierre* et les *Chartes de Saint-Urbain*.

Deux cent vingt-quatre pièces de l'an 1085 à l'an 1399 composent le *Cartulaire de Saint-Pierre*. Ces pièces, complétées par plusieurs documents qui figurent dans l'*Introduction*, constituent les sources authentiques de l'histoire du Chapitre de Saint-Pierre. On y trouve les renseignements les plus sûrs et les détails les plus intéressants sur la constitution du Chapitre, les dignités et les prébendes ; sur le chœur, le personnel qui le composaient, les règlements disciplinaires et liturgiques qui le régissaient; sur les immunités et la juridiction du Chapitre, son pouvoir spirituel et temporel (le pouillé et les lettres de terrier résument ces documents); sur des mœurs d'un autre âge et sur des usages curieux qui ont disparu. En parcourant le *Cartulaire de Saint-Pierre* on se mêle à la vie d'une institution ecclésiastique qui a fait la gloire du diocèse de Troyes jusqu'à la Révolution.

Les *Chartes de Saint-Urbain* comprennent cent soixante-six pièces qui se rapportent à la collégiale papale depuis son origine, en 1262, jusqu'à la fin du XVIe siècle. Parmi ces pièces on trouve le compte de la construction de l'église et de la fondation des prébendes canoniales; ce compte, qui se rapporte aux années 1263-1266, révèle un incendie qui ravagea le chœur de l'église au moment où il venait d'être achevé, en 1266. Un grand nombre de chartes sont, à proprement parler, les titres de la fondation de la collégiale et les titres de la constitution du Chapitre. D'autres pièces établissent les luttes de la nouvelle institution canoniale pour se maintenir debout malgré l'opposition redoutable des comtes de Champagne et des religieuses de Notre-Dame-aux-Nonains. Parmi ces documents nous avons remarqué deux inventaires très-intéressants, l'un de 1277 et l'autre de 1468; et aussi la pancarte des indulgences et des reliques de l'église Saint-Urbain qui fut rédigée au commencement du XVIe siècle.

Ce volume, qui est une mine féconde pour l'histoire, se termine par une table très-détaillée : le mot *Troyes*, par exemple, nous paraît renfermer méthodiquement de riches éléments pour servir à une histoire ecclésiastique et civile de cette ville. T. S.

* * *

L'Archiprêtre, tel est le titre d'une nouvelle brochure, et sous ce

1. *L'Archiprêtre*, épisodes de la guerre de Cent Ans au XIVe siècle, par Aimé Cherest. — 1 vol. in-8°. Paris, Claudin, 1879.

titre, on désigne Arnaud de Cervole[1]. Quel est ce personnage? Jusqu'ici, il est resté à peu près inconnu. Les vieilles chroniques, en font à peine mention; quelques-unes même le confondent avec Robert Knolles, fameux aventurier qui, profitant des malheurs de la France, porta la ruine et la désolation dans les campagnes. Cependant l'archiprêtre a joué un grand rôle dans les événements militaires de la seconde moitié du XIVe siècle. Gentilhomme périgourdin, d'une bravoure à toute épreuve, il s'égara quelques instants, dans le camp des routiers[2]; mais bientôt, il rentra dans le devoir, mit son épée au service du roi, et lui garda jusqu'au dernier moment, une fidélité inviolable. Pendant dix années consécutives, de 1356 à 1366, il s'illustra par ses exploits guerriers en Provence, dans le Nivernais, dans le Berry; il prit part aux batailles de Brignais et de Cocherel en Bourgogne, à l'expédition de Lorraine et d'Alsace; enfin, à la tête de nombreuses *compagnies*, il méditait une croisade en Orient, quand il fut tué par ses propres soldats. Dans cette courte analyse, nous avons la biographie de l'Archiprêtre. Ce travail n'est pas sans mérite. Il y a bien, ici et là, quelques erreurs; on y rencontre, comme le reconnaît l'auteur lui-même dans son *Introduction*, des longueurs de détails, des digressions, des citations qui coupent le récit, nuisent à la clarté du style et font souvent perdre de vue le héros principal; il nous semble aussi que l'historien n'a pas à juger les faits, mais qu'il doit simplement les exposer, laissant aux lecteurs toute liberté d'appréciation. A part ces observations, il ne nous coûte pas de dire que l'œuvre, dans son ensemble, est marquée au coin de l'impartialité. Elle renferme des documents précieux pour la Bourgogne et la Champagne; nous allons les résumer, en suivant l'ordre chronologique.

Le premier fait important est de 1356. Il est tiré d'un manuscrit des chroniques de Froissart[3], qui nous apprend que *Jean, sire de Châteauvillain*, dernier descendant mâle de la famille, *Gauthier de Brienne*, duc d'Athènes, et plusieurs autres chevaliers et écuyers de Bourgogne, assistèrent à la désastreuse bataille de Poitiers, combattirent en désespérés, et tombèrent morts à côté du roi.

En 1358, Hugues de *Châtillon, seigneur de Dampierre*, grand-maître des arbalétriers, de concert avec l'archiprêtre et quelques autres seigneurs, s'efforcent de repousser une bande de pillards qui, sous la conduite de Robert Knolles, dévastaient le Berry et le Nivernais[4]. Alors, la France est déchirée par la guerre civile, la guerre

1. Ses contemporains l'ont surnommé l'*archiprêtre*, parce qu'il touchait, on ne sait en vertu de quel privilège, les revenus de l'*Archiprêtré de Vélines*.

2. C'étaient des bandes de paysans qui parcouraient la France, brûlant les châteaux, rançonnant les villes, et répandant partout sur leur passage le meurtre et la terreur.

3. Chr. de Froissart, éditées par M. Luce, t. V. p. 253. — Froissart-Buchon, t. I, p. 342-349-501.

4. P. Anselme. Hist. gén. (2e édition, Paris, 1730, t. VI p. 702.)

sociale et la guerre étrangère. Edouard III tient la campagne avec une armée formidable ; Charles-le-Mauvais renouvelle ses prétentions à la couronne ; des bandes anglo-navarraises occupent le château de Beaufort[1] ; et les deux frères *Thiébault* et *Jean de Chauffour*[2] s'unissent à elles et ravagent tout le pays autour de *Langres*, *Troyes* et *Chaumont-en-Bassigny*. D'autres compagnies commandées par Eustache d'Auberchicourt, établissent leur quartier général à *Gyé-sur-Seine*[3], tandis que Robert Knolles assiège Auxerre, et que Guillaume Starqui se fixe à *Ligny-le-Châtel* et à *Bragelogne*, d'où il fait des incursions jusque sous les murs de Troyes[4]. Pour tenir tête à tous ces ennemis, les Bourguignons fortifient les villes et les châteaux, convoquent le ban et l'arrière-ban de la noblesse et appellent tous les paysans valides sous les armes. Devant ce déploiement de forces les Anglo-Navarrais s'éloignent, et les seigneurs bourguignons profitent du répit qui leur est accordé pour aller en Brie et en Champagne combattre sous les drapeaux du régent. Ils se distinguent au siége de *Melun*, à la bataille de Nogent-sur-Seine, et quelques-uns même, comme Eudes de *Grancey*, Philippe de *Jaucourt* et Jean de Saulx s'avancent jusqu'à *Châlons-sur-Marne* qu'ils parviennent à arracher des mains de Pierre Audlez qui voulait s'en emparer par surprise[5].

Ces succès partiels avaient déjà ranimé le courage de l'armée française ; elle allait tenter de plus grands exploits, quand les Bourguignons furent obligés de reprendre en toute hâte le chemin de leur pays. Un franc-comtois, Jean de Neufchâtel, et Gérard de *Mairey* méditent une attaque contre la Bourgogne. Ils concentrent à *Molême* des forces considérables, se font livrer par trahison le fort de Brion-sur-Ource, et les Bourguignons, pris au dépouvu, sont mis en déroute[6].

Quelques mois plus tard, tandis qu'Edouard III, débarqué de Calais, marche sur Reims, se dirigeant vers la Bourgogne, le même Gérard de Mairey et Jacques de Beaudoncourt, seigneur de Beire-le-Châtel, à la tête d'une grande compagnie, ravagent le nord de la Champagne. Surpris par les troupes bourguignonnes, près de Montréal-en-Auxois, ils sont tous deux faits prisonniers, et condamnés à avoir la tête tranchée. Le frère de Gérard, Anselme de Mairey qui s'était furtive-

1. On en voit encore les ruines près de *Montmorency*.

2. Avant le XIIe siècle, *Chauffour*, *Bar-sur-Seine* et les pays des environs appartenaient à la *Bourgogne* ; ils en furent distraits à cette époque, pour faire partie de la *Champagne* et former le *comté de Bar-sur-Seine*. — Rectification d'une note de l'auteur empruntée à Courtépée.

3. *Gyé-sur-Seine* n'est pas du canton des *Riceys*, mais de *Mussy*. — Rectification d'une note de l'auteur.

4. Au mois de janvier 1359, *Henri de Joinville*, comte de Vaudémont, battit, sous les *murs de Troyes* une partie de ses bandes qui étaient installées dans la *forêt d'Othe*, et les refoula vers l'Auxerrois.

5. Froissart-Buchon, t. I p. 398.

6. Courtépée, descrip. du duché de Bourgogne, t. IV, p. 252, 3.

ment introduit au donjon de Semur, dans le but de délivrer les captifs, allait subir le même sort, quand il mourut le vendredi après la saint Denis (1360)[1].

A la suite de cet échec, la grande compagnie se dispersa ; mais elle reparut bientôt plus nombreuse et plus menaçante. Pour en finir, le roi Jean devenu l'héritier de Philippe de Rouvres, confia le gouvernement du duché à Henri de Bar; plaça Tancarville à la tête d'un grand commandement, et sollicita l'épée de l'archiprêtre. Celui-ci fit des prodiges de valeur à la bataille de Brignais, près de Lyon; mais l'armée royale n'en fut pas moins défaite et réduite à traiter avec l'ennemi[2]. A partir de ce moment (1362), l'Archiprêtre nous appartient. Ayant obtenu la main de Jeanne de Châteauvillain[3], il devint l'un des seigneurs les plus riches et les plus puissants de la Bourgogne et de la Champagne[4], et cette union l'attache définitivement à notre pays. Désormais, il lui consacrera son épée et en fera le principal théâtre de ses exploits. L'occasion ne se fit guère attendre.

En décembre 1362, deux francs-comtois, Hugues et Louis, fils et successeurs de Jean II de Châlon-Arley, sous prétexte de dommages commis en Franche-Comté par les gens de l'Archiprêtre, répondirent aux dévastations de ses soldats, en portant le feu dans sa terre de Châteauvillain. Ils ne tardèrent pas à s'en repentir. A la tête d'une troupe de gascons et de bretons, l'Archiprêtre allait user de représailles sanglantes. Déjà il assiégeait le château de Vitteaux-en-Auxois, quand le comte de Tancarville accourut et réconcilia les parties. Les Châlon-Arlay en furent quittes pour une indemnité de 2,000 florins[5].

En 1363, la guerre éclate en Lorraine, entre le sire Henri de Joinville et le duc Jean de Lorraine. Le premier appelle à son secours l'Archiprêtre. Il le connaissait depuis longtemps; tous deux avaient soutenu la cause du roi à Poitiers; tous deux avaient été faits prisonniers par les Anglais, d'ailleurs, Henri de Joinville, descendant de l'historien de saint Louis, exerçait, comme son illustre aïeul, les fonctions de sénéchal en Champagne, et Jeanne de Châteauvillain était la nièce de Jean de Noyers, comte de Joigny, qui avait épousé la sœur du sire de Joinville. Il n'en fallait pas tant pour décider l'Archiprêtre. Il arrive aussitôt, suivi d'une troupe de Bretons, d'Anglais, de Gascons et de Normands, ravage la Lorraine, le Barrois, s'empare de plusieurs forteresses, et si l'on en croit les historiens de Joinville, remporte une victoire complète à Saint-Blin, près de Metz.

1. Froissart-Buchon, t. I. p. 453, 4.
2. Id. t. I, p. 457.
3. Elle avait épousé en premières noces, Jean, sire de *Thil* et de *Marigny*, qui lui avaient laissé ces deux terres en héritage, l'une à titre de douaire, et l'autre, à titre d'usufruit. (P. Anselme, t. II. p. 243.)
4. Il possédait la terre de Châteauvillain en Champagne et celle d'Arc-en-Barrois en Bourgogne (ibid.)
5. Histoire de la Franche-Comté, par Ed. Clerc, tome II, p. 132-3.

La guerre des Francs-Comtois venait de se rallumer. Le comte de Montbéliard, Henri de Montfaucon et Jean de Neufchâtel avaient fait irruption sur la Bourgogne et occupaient déjà toutes les places fortes qui commandaient la rive gauche de la Saône. A cette nouvelle, le sire de Montaigu et l'Archiprêtre prennent les armes. Accompagnés d'une troupe de Bourguignons, ils s'avancent à marches forcées, franchissent la Saône et se trouvent en présence des Francs-Comtois. La bataille était imminente, lorsqu'un messager annonce aux deux camps, de la part de Charles V et de la comtesse Marguerite, que des négociations sont entamées, et qu'en conséquence, les hostilités sont suspendues. Alors, les adversaires devenus alliés, emploient toute leur ardeur belliqueuse à combattre un ennemi commun, Jean de Chauffour, qui ravageait les deux Bourgognes. Celui-ci, assiégé dans le château de Dampierre-sous-Salon, tombe entre les mains des troupes ducales. Le sire de Montaigu le livre à un tribunal militaire, et il est décapité à Langres, dans le mois d'août 1364.

La paix était faite avec Edouard; Charles-le-Mauvais renonçait à ses prétendus droits à la couronne; il ne restait plus qu'à éloigner les compagnies qui avaient contracté l'habitude du pillage, et qui trouvaient dans la guerre un moyen de subsistance. Dans ce but, on médita une croisade en Orient. L'Archiprêtre fut chargé de réunir ses troupes dispersées et de les discipliner. A force de promesses et de menaces, il y réussit; déjà les compagnies en masse passaient la frontière, lorsque tout à coup un mécontement éclate, elles se soulèvent contre l'Archiprêtre, et celui-ci, défendu seulement par quelques soldats, tombe percé de mille coups. CHAUVET.

* * *

LES HABITANTS DE L'AUBE PENDANT LES AGES PRÉHISTORIQUES, par M. Emile Pillost, extrait de l'Annuaire de ce département, br. in-8, éditeur Dufour-Bouquot, Troyes. 1879-1880.

L'intéressante étude de M. Emile Pillost sur l'âge de la pierre dans l'Aube démontre que ce département était habité dès cette époque ; mais l'histoire des Tricasses ne commence en réalité qu'au temps de la Gaule ; l'étymologie évidemment celtique de leur nom démontre que cette peuplade était déjà constituée au moment où nos ancêtres luttaient pour leur indépendance nationale. Les numismatistes ont même reconnu que, dès cette date, elle possédait des monnaies : le savant M. de Saulcy, dans son *Aperçu général sur la numismatique gauloise*, décrit un exemplaire du type considéré par lui comme tricasse; il porte, d'un côté, l'empreinte de trois quadrupèdes, vraisemblablement des chats, disposés en cercle, et un collier de perles ; sur l'autre côté, apparaissent trois autres figures, peut-être des poissons, aussi disposés en cercle, le tout sans épigraphe. D'autres pièces de monnaie non moins antiques ramassées en divers lieux du département, à Troyes, à Essoyes, à Landreville, à Trancault, à Saint-Parres-les-Vaudes, à Mailly, à Saint-Loup-de-Buffigny, à Châtres, justifient d'une popula-

tion assez nombreuse pour se grouper sous le titre de confédération. Elle occupait originairement les bords de la Seine, de l'Aube et de leurs principaux affluents ainsi que les plaines fertiles formées par le diluvium ou terrain quaternaire, entre les Senons au couchant et les Lingons au levant ; son territoire s'étendit ensuite au fur et à mesure que se produisirent les défrichements de la forêt d'Othe au sud-ouest et de la forêt du Der au nord-est.

C'était à peu près le territoire actuel du département de l'Aube ; ce département, situé, pour sa partie orientale, sur les terrains de formation jurassique ; et, pour sa partie occidentale, sur les terrains de formation crétacée, affecte, dans ses contours légèrement mouvementés, la forme d'un polygone irrégulier avec une large langue de terre qui s'avance dans la Brie champenoise vers Paris, comme pour puiser à ce foyer de la civilisation française les éléments de son activité agricole, industrielle et commerciale ; à ce triple point de vue, en effet, notre circonscription départementale semble aujourd'hui une des plus favorisées, malgré ses plateaux monotones, inféconds et presque dénudés, qui vont d'ailleurs se fertilisant de plus en plus sous l'influence de nombreuses plantations de sapinières. Toutefois l'agriculture, l'industrie et le commerce de cette région de la Champagne était loin d'offrir un état aussi prospère pendant les âges préhistoriques.

Il est vrai que Cuvier et les savants de son école ne croyaient pas que l'homme eut vécu en ces âges extrêmement reculés et qu'il eut connu les étranges animaux détruits par l'invasion des glaces dans nos climats ou émigrés dans les régions boréales ; mais, d'après les découvertes faites dans les graviers d'Isle-Aumont et de Saint-Julien, dans les terriers des Hauts-Clos de Croncels, dans le tuf calcaire de la Saulsotte, dans le diluvium de Chessy et en d'autres contrées de notre département, il est facile de constater que les premiers habitants de l'Aube connaissaient le mammouth, éléphant à longs poils et à défenses recourbées, puisqu'ils en dessinaient au trait la figure sur les os des animaux qui leur servaient de proie ; l'ours des cavernes, puisqu'ils en perçaient les dents et les griffes pour se faire des parures et des trophées ; le rhinocéros lanigère et à narines cloisonnées, puisqu'on trouve mêlés à des débris humains les ossements de ce quadrupède ; le renne, puisque nos plus anciens ancêtres se nourrissaient de sa chair et que ses os portent des traces d'incisions faites avec des couteaux en silex.

Les paléontologistes n'ont-ils pas fourni d'ailleurs la démonstration expérimentale de l'existence de l'homme avant l'époque glaciaire pendant la période diluviale autrement appelée quaternaire, c'est-à-dire au moment où la Seine, l'Aube, et leurs principaux affluents, la Barse, la Voire, n'étaient point encore encaissés dans un lit aussi nettement limité que celui dans lequel coulent aujourd'hui ce fleuve et ces rivières ? Ces cours d'eau traversaient d'immenses lacs qui, depuis, ont constitué par leurs alluvions la plaine de Troyes, celle de Nogent,

celle de Brienne et celle d'Ervy ; les amas énormes de grèves calcaires déposées dans la vallée de la Seine comme dans la contrée de Brienne, à droite de la vallée de l'Aube, ne sont-ils pas les irrécusables témoins de ces changements naturels ?

Des faits récents reculeraient, dit-on, l'existence de l'homme jusque vers le milieu de la période tertiaire ; dans ce cas, l'antiquité de son origine ne se pourrait chiffrer que par des myriades d'années : sans doute, la grandeur de ce nombre étonne ; pourtant, en regard de l'incommensurable laps de temps que la terre a vu s'écouler à travers les phases de son développement graduel, ce nombre n'est rien. On a essayé d'évaluer le temps nécessaire seulement pour l'édification de l'ensemble des couches terrestres, et l'on est arrivé à un total d'environ cinq à six cents millions d'années. Ainsi, quelque vieux que paraisse l'homme préhistorique et bien qu'il soit le rameau le plus jeune de l'arbre organique du monde, il a derrière lui un passé en comparaison duquel s'évanouissent comme un songe les milliers de siècles de la tradition universelle. Car, même en admettant que l'homme ait vécu vers le milieu de la période tertiaire, il ne remonterait pas bien haut sur la vaste échelle des couches terrestres ; dans son livre sur l'antiquité du genre humain, sire Lyell, géologue anglais, a divisé cette échelle, seulement dans la portion qui renferme des fossiles, en trente-huit degrés ; le nombre paraît trop faible encore, puisqu'on a découvert de nouvelles couches pourvues de débris organiques ; or, sur cette échelle, l'homme même de la période tertiaire n'atteint que le cinquième degré ; d'innombrables générations de plantes et d'animaux l'ont donc précédé dans l'incalculable succession des êtres ; et il joue, en quelque sorte, l'acte dernier d'un drame grandiose dont l'humble début se cache dans les arcanes insondables de la nuit la plus profonde.

Comment se fait-il qu'aucun document traditionnel ne subsiste de tout ce long passé enfoui dans les ténèbres de ces âges écoulés et qu'aucun rayon de lumière ne vienne éclairer une obscurité si complète, si ce n'est le flambeau encore vacillant de l'archéologie, c'est-à-dire de l'union de la géologie et de la paléontologie avec l'archéologie ? Evidemment nos primitifs ancêtres vivaient dans un tel état de rudesse native qu'ils n'éprouvaient pas le besoin d'une tradition et ne possédaient aucun moyen de la fixer. Jusqu'à l'invention de l'écriture, ils ne connurent que la tradition orale qui, en réalité, a conservé les traces d'une très-haute antiquité. Cette tradition ne pouvait s'exercer que dans des limites extrêmement restreintes ; elle était entravée par la pauvreté d'un langage très-imparfait non moins que par l'absence d'événements notables. La vie des vieux Tricasses fut d'une simplicité, d'une uniformité extrêmes ; c'était une lutte incessante, monotone, contre les animaux sauvages qui l'attaquaient de toutes les manières et contre les difficultés presqu'insurmontables de la nature ambiante. Toutefois leurs combats avec les grands mammifères antédiluviens pouvaient avoir donné lieu à des exploits dignes de mémoire ;

effectivement la lutte avec les animaux joue un rôle prépondérant dans les plus antiques récits des peuples civilisés ; aussi a-t-on conjecturé avec raison que ces légendes n'étaient pas seulement l'œuvre d'une imagination poétique, mais que, pour une part du moins, elles reposaient sur la vérité ; on a pensé notamment que les terrifiantes narrations de rencontres effroyables avec des monstres venaient de ce que l'homme avait réellement combattu les animaux terribles et bizarres du diluvium.

Quoi qu'il en soit, les savants ont divisé en trois âges d'une durée incalculable toute la période préhistorique : l'âge de la pierre, l'âge du bronze et l'âge du fer. Ces trois âges s'engrènent ensemble ; ils sont sortis lentement l'un de l'autre ; car il y eut des transitions graduelles, spécialement entre l'âge de la pierre et l'âge du bronze, comme l'atteste le mélange des instruments en silex et en alliage de cuivre et d'étain trouvés dans plusieurs lieux de sépulture ; à ce propos, il importe de signaler un fait très-curieux pour l'histoire de l'évolution intellectuelle de l'homme ; c'est que les premières armes de bronze furent encore fabriquées sur le modèle des anciens instruments de pierre, de même que les plus vieux ustensiles de fer furent modelés sur le type des objets de bronze qui les avaient précédés ; certainement nos premiers ancêtres n'auraient pu s'élever spontanément à l'idée d'un véritable instrument métallique ; il leur fallut d'abord remarquer que la matière nouvelle pouvait se plier à des formes meilleures : mais avons-nous pour cela le droit de critiquer leurs facultés intellectuelles peu développées, nous qui, aujourd'hui même et sur une plus large échelle, avons une peine extrême à nous dépouiller des vieux systèmes et des vieilles méthodes dans le domaine de l'esprit comme dans le domaine de la matière?

Ces grossiers aborigènes ou autochtones de la période diluviale ou quaternaire, que les anthropologistes regardent d'ailleurs comme les rejetons, les descendants d'une race plus primitive encore de la période tertiaire, ont laissé des traces de leur existence dans diverses stations du département de l'Aube. Les habitants de l'époque paléolithique, c'est-à-dire ceux qui vivaient pendant la première étape de l'âge de la pierre, devaient être plus barbares que les sauvages actuels de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie. Tous les voyageurs affirment qu'il y a une frappante similitude entre les armes, les habitudes, les industries de ces peuplades grossières, et celles des hommes préhistoriques, autant du moins que les rares reliques de ces derniers permettent de les concevoir ou plutôt de les deviner. En effet, l'inspection des crânes humains trouvés en différentes contrées de la forêt d'Othe démontre des êtres à instincts extrêmement grossiers; quelques-uns rappellent de loin le type du crâne de Néanderthal par la dépression du front en arrière, par l'allongement postérieur de la tête et par la saillie très-accusée des arcades sourcillières ; ils indiquent une race d'une intelligence très-basse et d'une très-haute a[illegible] ; ils semblent se rapprocher des singes anthropomorphes.

Du reste, les paléontologistes assurent que les Tricasses, comme leurs congénères de l'époque paléolithique ne parlaient qu'un langage rudimentaire, monosyllabique, formé de sons gutturaux; entièrement nus ou misérablement vêtus de la peau des animaux ou de l'écorce des arbres, habitant seuls ou par familles isolées sous les ombrages des forêts, au fond des grottes naturelles, dans les fissures des rochers, sur le bord des fleuves, ils n'avaient pour armes défensives et offensives, pour ustensiles de ménage et outils de travail, que des rognons de silex simplement taillés par éclats. On a découvert des objets de ce genre dans les grèves de le Seine, au milieu des prairies de la Chapelle-Saint-Luc, dans les terres jaunes du finage des Noës, provenant de la formation tertiaire de Montgueux, souvent aussi sur les plateaux de la forêt d'Othe; ils n'offrent aucune marque d'un travail délicat, aucun poli, nulle ornementation; avec eux, on ne voit pas trace de métal; point de poteries; pas d'animaux domestiques; au contraire, les ossements d'animaux depuis longtemps disparus, ainsi que le mammouth, le renne, le rhinocéros, l'ours des cavernes se rencontrent en quantité.

Vers la fin de l'époque paléolithique, les Tricasses employaient les bois de cerf et de renne à fabriquer des aiguilles pour coudre les peaux dont ils se faisaient des vêtements; ils fendaient les crânes pour en enlever le cerveau qu'ils mangeaient avec friandise; ils brisaient les os longs pour en extraire la moëlle dont ils enduisaient leurs rudes habits. Pendant que leurs mœurs s'adoucissaient ainsi, survinrent des phénomènes glaciaires qui refroidirent nos contrées; des torrents énormes dénudèrent les plaines, anéantirent une foule d'animaux, engloutirent dans des couches stériles les débris de l'industrie de l'homme et, après des intervalles d'une étendue qu'il serait difficile d'apprécier, commença l'époque néolithique caractérisée par des armes, des outils et des ustensiles en silex plus habilement travaillés. Ces instruments ne s'obtenaient plus comme jadis par la taille, par des chocs plus ou moins adroitement dirigés, mais ils étaient aiguisés par le frottement et polis quelquefois avec une grande perfection. En outre, ils étaient ornés de dessins gravés et presque toujours munis de trous destinés à recevoir un manche. Ces antiques productions de l'industrie humaine fourmillent pour ainsi dire dans les gisements de cette époque; on signale, entre autres, les nombreuses panoplies de la station de Villy-en-Trodes, la plus riche et la plus intéressante du département de l'Aube par la forme perfectionnée des outils qui rappellent les types américains et par la matière employée qui consiste en un calcaire lumachelle très-dur, susceptible d'un beau poli. Les nuclei, les percuteurs, les grattoirs, les haches, les pointes de flèches de cette ancienne localité où se trouvent superposés tous les âges de la civilisation présentent des configurations aussi curieuses que variées: quelques spécimens affectent la forme des haches de guerre des Indiens; certaines pointes de flèches portent, de chaque côté du pédoncule, une rainure ou cannelure longitudinale.

Les Tricasses de cette époque n'avaient plus la physionomie presque simienne de leurs ascendants ; leur menton était mieux accentué ; leurs arcades sourcilières saillissaient d'une manière moins prononcée ; l'anatomie de leur mâchoire inférieure démontre qu'ils devaient parler un langage articulé. Ce qui distingue, en outre, ce perfectionnement graduel, c'est que d'incontestables vestiges indiquent que nos barbares ancêtres commençaient dès lors à cultiver le sol, à élever le bétail ; ils n'étaient pas seulement pêcheurs et chasseurs, mais agriculteurs et pâtres ; ils n'habitaient pas seulement des cavernes, mais ils construisaient des pilotis pour y ériger leurs demeures et des dolmens pour leur servir de sépultures, comme l'attestent les habitations lacustres des marais de Villechétif, de Saint-Pouange, de Saint-Germain et les monuments celtiques de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine. Des fouilles intelligemment pratiquées en plusieurs autres localités de l'Aube prouvent qu'ils allaient chercher dans les montagnes de l'Europe orientale certaines roches rares et précieuses pour confectionner leurs instruments de luxe et qu'ils rapportaient différents coquillages des rives de l'Océan pour se faire des parures ; ils tissaient des fibres végétales pour la confection de leurs vêtements et pour en composer aussi des engins de pêche ; ils fabriquaient des poteries usuelles avec de l'argile pétrie à la main ; et, dans leurs heures de coquetterie, les femmes surtout employaient l'ocre rouge pour se farder.

Le passage de l'âge de la pierre à l'âge du bronze marqua une nouvelle marche ascendante vers la civilisation. Le soc de la charrue et la pioche de l'antiquaire ont mis à jour des preuves matérielles de cette transition progressive, tantôt à la surface du sol, tantôt dans les cavités mystérieuses des tumuli. On signale des pointes de flèches en bronze, des lames à deux tranchants, des armilles, des colliers, des anneaux de même métal, sans ornements ni dessins, de la fabrication la plus primitive, au milieu de toutes les formations géologiques de l'Aube, notamment à Villenauxe, à Auxon, à Barbuise, à Neuville, à Ramerupt, à l'Abbaye-sous-Plancy, à Méry-sur-Seine. Comme objets d'art de la même période, il y a lieu de citer deux statuettes en bronze recueillies à une grande profondeur au centre de la cité troyenne, l'une dans la rue Urbain IV, l'autre dans les ondes du moulin de Jaillard, ainsi qu'un petit bœuf trouvé dans les champs plantureux de Lusigny et les torques découverts dans la région barséquanaise ; à cette époque, les Tricasses savaient déjà opérer l'alliage des métaux et les travailler ; aussi le bronze a-t-il été promptement remplacé par le fer ; toutefois cette substitution ne s'effectua qu'au moyen d'un perfectionnement graduel. Cette lenteur des progrès de nos sauvages aïeux ne saurait surprendre, si l'on songe d'une part aux énormes obstacles qu'eut à surmonter l'homme primitif et si l'on considère, d'autre part, que chez lui, les impulsions tant internes qu'externes vers le progrès étaient faibles ou absentes; car le penchant vers l'immobilité n'est-il pas le trait caractéristique du sauvage? Il n'y a pas de raison pour que ce

caractère ne persiste presqu'indéfiniment, à moins d'une impulsion du dehors, comme l'ont observé les voyageurs chez les sauvages actuels qui, durant des milliers d'années, s'arrêtent au même degré de civilisation.

L'âge du fer, bien plus caractérisé que l'âge du bronze dans le département de l'Aube, se manifeste principalement à travers la région montagneuse de la forêt d'Othe dont le terrain superficiel se compose d'une argile ferrugineuse exploitée longtemps avant l'invasion romaine ; si l'inspection de cette région naturelle n'établissait ce fait d'une façon péremptoire, quantité de dénominations locales prouveraient la présence du minerai de fer et l'ancienne existence de plusieurs forges. Le bourg de Rigny-le-Ferron, le village de Ferreux, le hameau du Mineroy, des Minières, les Ferronnes et autres lieux désignés sous des appellations non moins significatives, n'indiquent-ils pas que là subsistaient des exploitations métallurgiques dont les dépôts de scories furent d'ailleurs utilisés pour la construction de la plus importante des voies romaines, celle de Lyon à Boulogne, entre Avrolles et Troyes ? Cette longue route, assise au bas du versant méridional de la forêt d'Othe, sur les finages d'Auxon, de Montigny, de Chamoy, de Saint-Phal, de Crésantines, de Villery, de Laines-aux-Bois, renfermait, sous une épaisse couche de terre végétale, des matériaux en mâchefer. Une autre voie romaine, celle de Troyes à Joigny par Vauchâssis et Saint-Marc, n'est-elle pas nommée, dans certaines parties de son parcours, la voie ferrée, sans doute à cause de l'emploi, dans sa construction, de dépôts de scories abondamment répandus dans le voisinage ?

Quel vif et profond intérêt ne réveillent-ils pas en nous, ces témoignages les plus antiques de l'industrie humaine ? Ils révèlent par quels essais informes nos vieux ancêtres furent obligés de débuter dans leur longue et pénible marche vers la civilisation ; ils nous apprennent combien fut imperceptible dans le principe cette culture de l'esprit destinée à atteindre infiniment plus tard à un si haut degré de puissance. Ne dédaignons pas ces essais tellement irréguliers dans la forme qu'un œil inexpérimenté hésiterait à y reconnaître l'œuvre d'une main d'homme. Si les Tricasses de ces âges préhistoriques ne les avaient pas tentés, s'ils n'avaient pas persévéré dans leurs efforts, nous n'aurions ni nos cités splendides, ni nos palais somptueux, ni les productions du génie qu'on y admire ; et le premier Tricasse, qui frappa un caillou en silex contre un autre pour en régulariser la forme, donnait en même temps le premier coup de ciseau qui a enfanté les chefs-d'œuvre de Girardon et de Simart ; assurément, ce fragile marteau en silex des premiers habitants de l'Aube ne saurait se comparer à ces lourds martinets qu'une chute d'eau ou l'action de la vapeur mettent en mouvement dans nos usines ; il y a bien loin de leurs rudes peaux de bêtes à ces tissus soyeux que produisent nos métiers ; ils ne se doutaient certainement pas qu'un jour les machines les plus ingénieuses, inventées par leurs descendants lointains, centupleraient le

travail des mains; ils ne pouvaient pas prévoir non plus nos lignes ferrées qui nous transportent si rapidement d'un pays à un autre, nos télégraphes qui rendent les communications presqu'aussi promptes que la pensée, nos microscopes qui explorent la profondeur des cieux.

Quand on réfléchit à ces immenses progrès accomplis par la science et l'industrie depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, les merveilles de cette civilisation graduelle semblent doublement précieuses, puisqu'elles sont comme le magnifique couronnement d'un édifice social dont la construction lente et laborieuse a épuisé les forces de tant de générations humaines; et que ceux-là qui posèrent, pour ainsi dire, la première pierre, n'ont pas même soupçonné la sublime grandeur à laquelle il devait atteindre. Pour le penseur, pour le philosophe, nulle humiliation ne saurait résulter de la connaissance de ces humbles et barbares origines de notre espèce; au contraire, ils trouveront, dans le fait même de l'élévation péniblement progressive de l'humanité la meilleure preuve de la grandeur de ses forces; ils puiseront, dans la contemplation de ce laborieux avancement vers un état civilisé, un encouragement à grandir encore au triple point de vue moral, intellectuel et physique. E. G.

CHRONIQUE

Nous avons reçu la communication suivante :

A Monsieur le directeur de la *Revue de Champagne et Brie*.

Nous avons lu dans la Revue archéologique du mois de mars dernier les judicieuses observations de M. Mazard, au sujet du mémoire de M. le comte de Gozzadini, relativement à la découverte de la sépulture de Ceretolo. Nous étions heureux, il nous semblait que nous étions à fouiller dans une de ces mille tombes que nous avons déjà trouvées dans la Marne.

Ce guerrier est, comme ceux que nous retrouvons, couché dans la fosse, sans linceuil ni traces de cercueil; les bras étendus le long du corps, son épée avec son fourreau en fer placée au côté droit, la poignée à la hauteur de la hanche, l'épée accompagnée de sa chaîne de suspension composée de deux parties qui semblent, au premier aspect, être formées de deux fils tordus, est bien une chaîne maillée qui, avant d'être soudée par la rouille, devait avoir une certaine flexibilité. Nous en possédons de semblables qui ne nous laissent aucun doute à ce sujet.

La lance, qui était au côté gauche de la tête, se trouvait placée comme dans nos tombes de la Marne, et je pense que sa pointe était en haut, ce qui a toujours lieu quand il y a une épée; car, dans le cas contraire, les lances sont à l'extrémité des pieds et la pointe en bas.

L'armille, qui se trouve au bras gauche, au-dessus du coude, est une sorte d'anneau qui n'est jamais ouvert et qui est sans ornement; le sujet qui le porte n'a jamais de bracelet, ce qui devait être, supposons-nous, une marque de distinction, car cette armille nous ne la trouvons qu'aux guerriers qui sont accompagnés d'une épée; nous ne la trouvons point à ceux qui n'ont que des lances; car, l'exposé du mobilier funéraire et la place que chacun des objets occupaient dans la sépulture, font que nous partageons l'opinion de M. Mazard. Ce sujet de Ceretolo (Italie) était bien, à notre avis, un des congénères de ceux qui reposent dans nos fosses crayeuses de la Champagne.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

COUNHAYE.

Suippes, 1er mai 1880.

* * *

Nous apprenons avec plaisir que l'infatigable explorateur de Caranda et de Sablonnière, M. Frédéric Moreau, vient de faire une nouvelle découverte dans notre arrondissement. Nous laissons la parole au savant chercheur :

« Je viens de découvrir, dit-il, un nouveau cimetière mérovingien à Breny, canton d'Oulchy. Il promet de rappeler celui de Caranda par son importance et ses produits comme vous allez pouvoir en juger.

« Il n'y a pas 15 jours, nous apprenions qu'on avait trouvé une boucle en bronze sur le territoire de Breny. Nous nous y sommes transporté de suite et avons reconnu que nous étions en présence d'une vaste nécropole ne paraissant pas avoir été violée.

« Nous avons rencontré l'empressement le plus intelligent de la part de la population de ce village pour nous en faciliter le travail. Nous nous sommes mis aussitôt à l'œuvre, nos ouvriers encore sans abri, forcés de bivouaquer dans leurs chariots, pour lutter contre les giboulées de mars arrivées en avril. Nous ne pouvions pas prendre des dispositions définitives avant de savoir sur quoi nous allions opérer.

« Nous avons été récompensé de nos efforts, car dans l'espace de 10 jours à peine d'essais, nous avons recueilli une grande quantité d'armes, haches, coutelas, javelots, flèches, plaques de ceinturons et de charmants bijoux comme colliers, fibules, boucles d'oreilles, bagues, etc. La céramique est considérable comme dans tous les mobiliers funéraires mérovingiens et nous avons recueilli des vases en verre et même en bronze.

« Pour la cinquième fois, le silex, contesté à l'époque mérovingienne, a fait hardiment une nouvelle apparition dans les tombes de Breny. C'est donc une question jugée. »

On voit que c'est une découverte réellement importante et digne d'être signalée. Nous félicitons vivement M. Frédéric Moreau qui ne laisse échapper aucune occasion et sait mettre à jour tant de trésors cachés depuis des siècles. (*Progrès de l'Aisne.*)

* * *

L'Eglise de Sainte-Ménehould. — L'église de Sainte-Ménehould est un monument des plus intéressants dont nous croyons qu'on a trop rarement parlé. Elle est située au sommet du rocher dont le château occupait une partie et qui en a conservé le nom, et autour duquel on reconnaît encore d'importants vestiges de fortifications.

On sait que la ville de Sainte-Ménehould fut d'abord un château appelé *Château-sur-Aisne*, qui reçut ensuite le nom de la pieuse fille du comte Sigmar, qui avait répandu le christianisme dans ces parages. Un centre de population se forma au pied de la côte et, grandissant rapidement, devint le chef-lieu de l'Astenois dont la circonscription forma plus tard celui de l'un des archidiaconés du diocèse de Châlons ; cet archidiaconé a conservé jusqu'à présent la même dénomination. Drogon, duc de Champagne, restaura le château et construisit la première église, dédiée à la Vierge en 866, par l'évêque Erchenraüs.

D'incessantes guerres menacèrent constamment cette ville jusqu'au

XIIIe siècle ; en 1208, la comtesse Blanche de Champagne dota Sainte-Ménehould d'une charte communale. Lors de la réunion du comté à la couronne, le roi remplaça par un chapelain royal les moines de Moiremont pour desservir la paroisse. La ville eut encore de tristes jours de guerre à traverser, et à subir plusieurs siéges mémorables, notamment durant la Ligue, puis en 1652 et en 1653. Un terrible incendie détruisit, en 1719, la ville basse ; elle fut promptement rebâtie sur un plan uniforme qui lui donne aujourd'hui un cachet de véritable élégance.

L'église occupe l'extrémité sud du rocher. Elle dut être reconstruite au XIIIe siècle à en juger par l'architecture du chœur, et terminée probablement dans la première moitié du XIVe. L'édifice est excessivement massif à l'extérieur, mais présente un grand intérêt à l'intérieur ; on y compte cinq nefs aboutissant aux transepts. Celle du centre est formée de cinq travées ogivales, soutenues par des piliers flanqués de quatre colonnes à chapiteaux, celles de l'intérieur de la nef se prolongeant jusqu'à l'intersection des nervures de la voûte ; dix fenêtres ogivales éclairent le haut. Les deux premiers collatéraux présentent des dispositions analogues, mais les piliers qui les séparent des basses nefs sont garnis en dehors de trois colonnettes accolées. La basse nef de gauche est moderne et seule n'est pas voûtée ; sur celle de droite s'ouvrent trois chapelles d'un bon style du XIVe siècle. La première est en mauvais état ; la seconde a pour clef de voûte un écusson aux armes de la famille Hocquart, d'argent au chevron de gueules accompagné de trois roses de même. Au milieu est une pierre tombale portant cette inscription :

« Cy gist — Pierre Favdel (1) — et — décédé en cette ville le 4e septembre 1707, aagé de 100 ans moins 3 mois ; il a désiré estre enterré en cette chapelle. Gist avssi Madeleine Henneqvin, sa chère espovse, décédée dès le 1er jvin 1660, aagée de 38 ans. Priez Diev povr le repos de levrs âmes ! »

On voit également dans cette chapelle un tableau de la Vierge avec cette légende :

« Ce présent tableav a esté donné par Jacqves Salmon, marchand à la Pomme de Pin, et Clavde Slacot, sa femme, 1651. »

Et encore un autre tableau du XVIIe siècle, représentant la Vierge apparaissant à deux dames en riches costumes de deuil, accompagnées de plusieurs enfants.

Cette chapelle fut doublée au spirituel au commencement du XVIIe siècle, en ce sens que par testament Claude de Godet y fonda une chapelle dédiée à saint Claude, en la dotant du fief de La Grange-aux-Bois, près de la ville ; son oncle Godet de Renneville exécuta cette clause en 1610. Tous deux y furent enterrés, ainsi que Claude

1. Echevin qui complimenta Louis XIV lors de son entrée après le siége de 1653.

de Godet, seigneur d'Ecury. Cette famille était une des plus considérables de la noblesse du diocèse de Châlons où elle forma de nombreuses branches.

Godet de Renneville avait été lieutenant-général au bailliage de Sainte-Ménehould, et, pendant la Ligue, avait par son énergie conservé la ville au roi, qui l'en nomma gouverneur. Quand Henri IV vint en 1603, comme Renneville le haranguait, il l'interrompit en lui disant : « Plût à Dieu que chacun eût fait comme vous ; nous n'aurions pas tous les maux que nous souffrons ! »

Dans la troisième chapelle, également en médiocre état, est une pierre tombale représentant un seigneur en robe fourrée, avec sa femme ; sur un fronton admirablement travaillé, on lit :

« Cy-gist fevs nobles personnes, maître Jehan Toignel, consallier dv roy. hre. s. lievtenant dv bailli de Vitri et S. de Svgny et de Cheppes en Rethelois, et damoiselle Collette le Evr, sa femme, fondatevrs de cette chapelle, qvi trespassèrent led. deffvnt en l'an M. CCCC. LXIII o mois de may et ladite damoiselle en l'an M.CCCC.L. e. v. o mois de may p. p. evx. »

Les transepts sont d'une belle hauteur et en bon état ; une chapelle élevée de deux marches s'ouvre de chaque côté du chœur en face de l'arcade des nefs. Une grande fenêtre flamboyante éclaire le bras droit. Celui de gauche, fermé par une porte, renferme, appliqué dans le mur, un trépassement de la Vierge ; la mère de Dieu couchée, les pieds soutenus par des enfants qui lisent ; en arrière, huit pleureuses tenant des livres ; le tout sur une arcade ogivale trilobée, l'extrados garni de choux et de guirlandes de roses finement feuillées s'enroulant autour de la voussure.

La chapelle de droite a été fondée en 1352 par Colart de Saux, seigneur du Perthois, qui y fut inhumé huit ans plus tard. Depuis la fin du XIVe siècle, elle fut affectée à la corporation des vignerons, à la charge de l'entretenir ; ils firent peindre les voûtes ; de nombreuses dalles des sociétaires jonchaient le sol ; sur l'une, on lisait avant le dernier repavage :

« ... Si qvqte : livres : XII : sols : VI : deniers : povr : célébrer : chvn : jovr : vne..... »

Cette chapelle est éclairée, comme celle de gauche, par deux fenêtres ogivales géminées, surmontées de deux roses à quatre lobes ; des culs de lampes soutiennent les arêtes des voûtes ; toutes deux communiquent avec le chœur par une petite porte ogivale trilobée. La chapelle de gauche servait aux cérémonies des corporations de la cité ; on y voit un tableau du XVIIe siècle, représentant la ville protégée par sa patronne, qui s'adresse à des personnages dans lesquels il faut, dit-on reconnaître Louis XIII et Richelieu. Derrière est une petite salle voûtée du XVe siècle, dite le Trésor.

Trois autres chapelles existaient : celle de Notre-Dame-du-Champenois, fondée au XIVe siècle ; celle de Sainte-Barbe, en 1352, par

Thierri Fretel ; celle de Sainte-Madeleine, par Jean Fretel, fils du précédent, pannetier et conseiller du roi.

Le chœur est beau et gagnerait beaucoup à être dégagé des grands tableaux modernes qui remplissent quatre de ses vastes baies. Il est éclairé par cinq hautes fenêtres ogivales, encadrées de deux archivoltes avec colonnettes à chapiteaux à nœuds, et séparées par des faisceaux de plus petites colonnettes semblables. Tout autour règne une élégante arcature du XIIIe siècle, actuellement masquée par de très-médiocres boiseries.

Les chapiteaux de cette église sont très-variés : des crochets, des feuilles de chêne, des fers de lance, dans les collatéraux, quelques têtes humaines. Dans la chapelle des vignerons, il en est un particulièrement curieux : un chêne chargé de glands, vers lequel se dirigent trois porcs conduits par un paysan. Cette chapelle en a reçu le surnom de *Chapelle des cochons* et cette expression se retrouve dans le testament de Marie Lescarnelot, femme de Germain Baudier, seigneur de Berzieux, en date du 8 août 1638 :

« Il est, veut et entend, ladite testatrice que ses trois fauchées de pré de Verrières et sa maison, soient données à la chapelle qui est appelée la chapelle des cochons en l'église de Sainte-Ménehould. »

L'édifice est surmonté par un clocher carré, peu élevé et percé sur chaque face par une ouverture formée de deux baies ogivales trilobées, surmontées d'une rose. Un cordon de billettes court autour de la corniche ; l'abside est soutenue par de massifs contre-toits ; une tour ronde est dans l'angle nord du transept ; on y lit cette inscription :

« Epitaphe de Messire Jehan Preschevr, qvi, décédé le 17 avril 1595 et Messire Olivier Colsennet, le 30 octobre 1605, les derniers dv nom de levrs familles, ayant très-bien vescv, ont gravé dans levr ville levr nom, levr honnevr ; enfin povr estre mievx, levr corps sont ici posés et levrs âmes avx cievx. »

Le portail est masqué par un porche moderne ; il consiste en une arcature formée de trois archivoltes ogivales, reposant sur des colonnes engagées avec chapiteaux à crochets ; au-dessus trois fenêtres en plein ceintre accolées, celle du milieu plus haut ; au-dessus encore, dans le pignon, une ouverture carrée. Dans le mur, un tombeau du XIVe siècle ; c'est une grande arcade trilobée avec roses à quatre lobes, accostées de deux plus petites, trilobées, entourées d'une plus grande arcade à choux, posée sur des montants à pinacles. Au-dessus du tombeau, une galerie aveugle d'ogives trilobées ; l'inscription est effacée.

On eut plusieurs fois à réparer à l'église, mais sans en changer l'ensemble architectonique. Les principaux travaux furent exécutés en 1638, 1740 et 1766. Les cloches datent de 1757. Tout autour de l'abside, on remarque, engagés dans la muraille, comme de simples blocs de maçonnerie, des fragments de pierres sculptées, quelques-unes très-finement, datant des XIVe et XVe siècles. Il serait intéressant de retirer tous ces débris, dont plusieurs sont encore très-curieux.

Notons encore près du portail une très-grande dalle funéraire en marbre noir, avec incrustations en marbre blanc, sur laquelle les deux époux défunts étaient représentés. Ce monument du XIIIe ou XIVe siècle au moins, est malheureusement complétement fruste par l'usure. E. DE BARTHÉLEMY.

* * *

Nous mentionnerons le mariage de Mlle de Villiers, fille du vicomte de Villiers, membre du conseil général de la Marne, et de Mlle Darsus, avec son cousin le vicomte de Villiers de la Noue, capitaine d'état-major, chevalier de la Légion-d'honneur, dont la mère est une La Baume Pluvinel. La famille de Villiers est de vieille souche parlementaire et possède depuis longtemps le château de la Noue près d'Esternay dans la Marne.

* * *

Nous avons trouvé dans une généalogie manuscrite de la famille de Wignacourt, dressée en 1764 par Ennad Robert, comte de Wignacourt et de Morimont, seigneur de Vauxelles en Rethelois, chevalier de Saint-Louis et major de cavalerie, et conservée dans la famille :

La famille de Wignacourt, l'une des plus illustres de l'Artois et qui a fourni deux grands maîtres à l'ordre souverain de Malte, se rattache assez intimement à notre province. Racet de Wignacourt (VIIIe degré), seigneur de Coullombleville en Ponthieu, s'établit en Champagne par son mariage en 1460 avec Marie de Bezonnes, fille unique de Pierre, seigneur deBezonnes, contrôleur au grenier à sel de Reims, pannetier du roi, d'où la lignée a continué jusqu'à nos jours.

Un de ses descendants cadets forma rameau au commencement du XVIIIe siècle. Ce fut Jean-Henri, comte de Wignacourt, capitaine de cavalerie (1689-1761), chevalier de Saint-Louis, devenu possesseur du château de Bussemont près de Vitry-le-François, par son mariage, le 6 avril 1722, avec Marie-Anne de Tournebulle, fille de Louis, seigneur de Bussemont, Scrupt, Saint-Lumier, Blame, et de Marguerite Deu. Au sujet de cette dernière, notre auteur insère la note suivante :

« Louis de Tournebulle s'était marié le 10 mars 1687 à La Chaussée; sa femme était fille de Nicolas II Deu, écuyer, conseiller du roi, lieutenant général au présidial de Châlons (1632-1615), et de Marguerite Maillet. La famille Deu est une ancienne famille qui existe à Châlons depuis près de trois siècles, portant d'argent à l'arbre de sinople, au chef d'or, chargé de 3 merlettes de sable. Jacques I Deu avait épousé Edeline Vasse et mourut en 1533 ; il en eut entre autres : Didier Deu, mari de Claudine de Hée, mort en 1587, dont vint Nicolas I Deu, conjoint en 1594 à Barbe Horguelin et mort en 1641, père de Jacques II Deu, marié en 1625 à Anne Jourdain et mort en 1644, laissant Nicolas II Deu, marié en 1664 à ladite Marguerite Maillet. Ils ont laissé : 1° Jacques-Louis Deu, seigneur de Perthes, mort en

1743, ayant eu de Madeleine Le Vautrel trois fils et deux filles ; — 2° Jeanne Deu, unie à M de Pinteville, seigneur de Montcetz, la Motte, etc.; 3° Marguerite Deu, femme de Louis de Tournebulle, d'où la comtesse de Wignacourt et Marie, femme de Philibert Durand, seigneur d'Anxy, Saint-Vrain, grand-maître des eaux et forêts de Bourgogne. »

M. et Mme de Wignacourt laissèrent plusieurs enfants : l'auteur de la généalogie ; une fille chanoinesse à Poulangy ; une autre mariée en 1760 au comte de Gourcy et un fils aîné, comte de Wignacourt et de Bussemont (1720-1761), capitaine de cavalerie, marié le 24 octobre 1758 au château d'Herpont à Charlotte Leclerc de Morains, morte en 1764. — Au sujet de la famille Leclerc, l'auteur ajoute : « La famille Leclerc était une maison noble établie depuis longtemps à Châlons. Un de ses ancêtres, Jean Leclerc, seigneur de Morains, fut nommé le 17 août 1675 secrétaire du roi, vétéran le 5 juillet 1696 ; il avait épousé Marie de Clozier, dont Nicolas, seigneur de Morains, trésorier de France à Châlons, marié le 25 novembre 1656 à Charlotte de Poiresson, d'où postérité ; — Jean, conseiller au présidial de Châlons, marié le 26 octobre 1697 à Catherine Le Meyne, fille de Pierre, seigneur de Montcetz et de Catherine Coquart, d'où Mme de Wignacourt. »

M. et Mme de Wignacourt eurent trois filles mariées aux comtes de Trogoff, au baron de Klopstein et une sans alliance, décorée de la grand'-croix de Malte, morte à Châlons en 1849.

*
* *

« Les friponneries de Richelet ». Sous ce titre, M. Henri Bouchot a publié un travail très-curieux dans le dernier numéro du *Cabinet historique*. Il trouva dans les liasses des archives de la prévôté de Vitry-le-Français, aujourd'hui déposées aux archives de la Marne, une pièce fort piquante sur les escapades du savant grammairien de Cheminon, quand il revint en Champagne après son expulsion de la famille où il était précepteur à Dijon, en 1655. Richelet courtisait les jolies filles, composait des poésies plus que légères, faisant assommer les gens qui le gênaient; nous signalons tout particulièrement ses aventures avec Louise Garnier, fille d'un chirurgien protestant de Vitry. L'article est très-intéressant, très-nouveau, et il nous fait voir l'*austère* Richelet tout à fait indigne de l'estime des honnêtes gens.

*
* *

Mme la marquise douairière Hennequin de Villermont, née Bruneteau de Sainte-Suzanne, qui vient de mourir, était fille et petite-fille des comtes de Sainte-Suzanne, pairs de France.

Sa famille, originaire de Champagne, s'est alliée à celles de Monspey, d'Averton, de Zorn de Bulach, etc.

Un de ses grands oncles, Claude-François Bruneteau, chevalier, né à Sainte-Suzanne en 1757, assista aux assemblées électorales de la no-

blesse du bailliage de Châlons-sur-Marne en 1789. Son aïeul, le comte de Sainte-Suzanne, page de Mme la comtesse de Provence, général de division en 1796, commandait l'aile gauche de l'armée française, sous les ordres de Moreau, lors du passage du Rhin au mois d'avril 1800. Il fut nommé sénateur en 1804, comte de l'Empire en 1816, pair de France en 1814. Il mourut en 1830, et son fils aîné, héritier de sa pairie, donna sa démission en 1832.

Armes : D'azur, au lion d'or, accompagné de deux colonnes d'argent couronnées, et d'une étoile d'or en chef.

La famille Hennequin, originaire de Flandre, est établie en Champagne de temps immémorial. La souche s'est divisée en deux branches principales : celle de Willermont, dont le chef, né à Rouen en 1815, a pris des lettres de naturalisation en Belgique, et celle des marquis d'Ecquevilly, dont le chef était, de nos jours, Armand-François Hennequin, marquis d'Ecquevilly, né en 1747, maréchal de camp et chevalier de Saint-Louis avant 1789, lieutenant-général en 1814, pair de France le 17 août 1815. Il avait épousé Mlle Cécile de Durfort, fille du marquis de Civrac et de la marquise, née de Pardaillan d'Antin. Leur fils aîné, Amable Hennequin, marquis d'Ecquevilly, fit la campagne d'Espagne en 1823 comme lieutenant-colonel de cavalerie.

Armes : Vairé d'or et d'azur, au chef de gueules, chargé d'un lion léopardé d'argent. Devise : *Spes mea Deus.*

* * *

On vient de placer dans le Musée de Provins le portrait de M. Charles Lenient, habilement restauré par le peintre Tanty. On sait que le portrait de notre compatriote, l'éminent professeur de la Sorbonne, a été peint en 1847 par M. Emile Lafont, et était placé depuis cette époque dans une salle du collège où M. Lenient a fait ses premières études et qu'il a illustré par ses succès. Bien que l'endroit fut sec et aéré, le temps, cet impitoyable destructeur, commençait déjà à exercer ses ravages sur la toile, quand l'administration municipale avertie en décida la restauration en même temps que le Conseil demandait à ce qu'il fût placé ensuite au Musée.

* * *

On annonce la mort de Mme Ogier de Baulny, fille du comte Menjot d'Elbenne, officier démissionnaire en 1830 et de Mlle Ogier d'Ivry. La famille Menjot d'Elbenne est champenoise, originaire du Châlonnais et compte depuis des siècles ses membres représentant dans l'armée et dans la magistrature, notamment des conseillers d'état et au Parlement de Paris et de Normandie, à la Cour des Comptes, un mestre de camp, un député au conseil des Cinq-Cents, etc. Il ne faut pas oublier Antoine Menjot, conseiller et médecin de Louis XIV. D'azur au lion d'or, accompagné de 3 roses d'argent.

* * *

Nous avons annoncé la mort de M. Wallon, assassiné dans l'île de Sumatra.

M. Wallon était un de nos concitoyens, né à Villers-aux-Bois; un de ses deux compagnons, M. Guillaume, est né à Vertus. Ces jeunes gens avaient été envoyés en mission scientifique par le gouvernement français aux Iles de la Sonde.

Les parents de M. Wallon habitent encore Villers-aux-Bois.

Il fit ses études au collège d'Epernay. En 1875, il fit son volontariat d'un an, enrôlé au 26e chasseurs à pied à Epernay.

M. Wallon avait déjà entrepris, il y a deux ans, un voyage d'exploration à Sumatra, sous la direction de M. de Saint-Paul-Lias.

De retour dans son pays, il se maria, un an plus tard, en Espagne. Il repartit ensuite pour l'île de Sumatra d'où il ne devait plus revenir.

Voici les derniers renseignements parvenus sur la mort tragique de ces braves jeunes gens qui, sur ces lointaines plages, ont honoré le nom français :

Une dépêche adressée à la Société académique indo-chinoise donne quelques détails sur la mort de M. Wallon. C'est en remontant la rivière Huela, à Atchin, dans la partie septentrionale de Sumatra, qu'il aurait été assassiné par des brigands atchinois, avec un de ses compagnons, M. Jules Guillaume.

M. Wallon remplissait une mission scientifique et économique de la Société académique indo-chinoise, et c'est pour faciliter ce voyage que M. le marquis de Croizier, président de la Société, avait sollicité et obtenu pour lui le titre de missionnaire du ministère de l'instruction publique. Embarqué à Toulon, le 20 novembre dernier, à bord de l'*Annamite*, M. Wallon avait été débarqué à Singapour, d'où il s'était dirigé sur Batavia. Les autorités néerlandaises l'avaient parfaitement accueilli, et c'est avec l'appui du gouverneur général Von Lansberge qu'il avait gagné Sumatra.

Complètement acclimaté et mis au courant de la langue et des usages d'Atchin par une première exploration exécutée en 1867-77, muni de toutes les ressources nécessaires, M. Wallon était donc dans d'excellentes conditions pour mettre à profit des relations amicales qu'il s'était créées parmi les populations de l'intérieur, et pour rapporter des contrées si riches et si peu connues qu'il se proposait d'étudier en qualité de géographe, de géologue et de naturaliste, une ample moisson de renseignements utiles et nouveaux, tant au point de vue purement scientifique qu'au point de vue industriel et commercial.

M. Wallon était ingénieur civil des mines : il laisse une jeune femme à peine relevée de couches et un petit enfant qui n'aura jamais vu son père.

Un service funèbre est organisé par la Société académique indo-chinoise pour le repos des âmes de MM. Wallon et Guillaume.

Le Secrétaire Gérant, LÉON FRÉMONT.

REIMS AU XVIIe SIÈCLE

« C'est une ville très-grande, environnée de blanches murailles, remarquable de loin par ses hautes tours, à l'intérieur par ses magnifiques églises. » Tel est le bref tableau que traçait l'allemand Sincerus, en parlant de Reims, quand il parcourut la France au XVIIe siècle. Reims était en effet déjà la grande cité à laquelle depuis tant de siècles était attaché l'honneur de voir nos rois venir s'agenouiller dans sa merveilleuse cathédrale pour y recevoir l'onction sacrée. Historiquement, politiquement, religieusement, Reims a occupé en France le premier rang, et, encore aujourd'hui au point de vue industriel et commercial, la cité du sacre peut revendiquer une des premières places dans notre pays, si elle a perdu ses droits à la célébrité autrement qu'à titre de souvenirs respectables et respectés.

La situation géographique de Reims lui a assuré toujours une situation importante. L'histoire est là pour le prouver. Reims existait avant l'invasion romaine et fut la capitale des *Remi* qui allèrent au devant de César et surent ainsi éviter les périls d'une défaite qu'ils prévoyaient. La période romaine se passa tranquillement : une seule fois les représentants des divers peuples de la province parurent avoir la velléité de secouer un joug en résumé bien peu incommode et le rémois Julien Auspex parvint à leur faire abandonner ces dangereux projets. Vers le second siècle de notre ère — au plus tard croyons nous — Saint-Sixte vint prêcher le christianisme à Reims et réussit dans sa mission après quelques cruelles épreuves qui se traduisirent par le martyre de plusieurs rémois, Maur, Timothée et d'autres, mis à mort à la Pompelle.

Attila et ses soldats saccagèrent, dit-on, la ville malgré la noble résistance de l'évêque Nicaise; un demi-siècle plus tard les Vandales renouvelèrent ces scènes de désolation. C'est alors que parut saint Remy dont on connaît le rôle pour l'affermissement de la monarchie française.

Pendant toute la période mérovingienne, Reims eut à souffrir des guerres qui ne cessèrent point entre les rois d'Austrasie et de Neustrie. Le calme reparut seulement avec Charlemagne et ensuite avec l'épiscopat de Hincmar qui fit exécuter

des travaux considérables dans la ville, en même temps qu'il imprimait un vif éclat à ses écoles monastiques. La fin de la dynastie carolingienne ramena les mauvais jours dans le Rémois. L'avènement de Hugues Capet y mit fin : à ce moment l'église de Reims absorbe toute l'attention ; son école, dirigée par saint Bruno, parvint à un rare éclat ; les conciles s'y multipliaient et en faisaient comme un centre religieux exceptionnel. Les choses se modifièrent quand, en 1135, pendant une vacance du siége archiépiscopal, les bourgeois obtinrent de Louis VII une charte communale en dépit des efforts du clergé qui amena ainsi les Rémois à prendre à plusieurs reprises les armes. Et ce n'était guère la peine, car Augustin Thierry nous dit : « Au XIIe siècle la commune de Reims cesse de jouer un rôle politique ; elle ne fut point abolie, mais elle s'éteignit sans violence et sans éclat sous la pression de l'autorité royale. »

La guerre de Cent Ans ruina les Rémois dont la capitale subit un siège justement célèbre. Jeanne d'Arc fit oublier ces malheurs en amenant Charles VII recevoir la sainte Ampoule. Mais la Ligue vint renouveler longuement ces désastres et encore après la Fronde. Depuis ce moment l'histoire de Reims ne présente plus aucun fait qui la distingue de celle des autres villes du royaume. Les sacres seuls lui conservaient une primauté officielle.

Nous voulons un instant nous imaginer Reims au milieu du XVIIe siècle, après la fin de ces guerres de la Fronde qui amenèrent malheureusement tant d'ennemis dans ses environs, tant de soldats dans ses murs, ce qui alors causait toujours une vive terreur aux bourgeois. Mais la prospérité ne tarda pas à renaître, trop vite même, car un de ses plus ingénieux chroniqueurs, Oudard Coquault s'écrie à ce même moment : « Prions le Seigneur que la paix n'aveugle point le peuple en desbauches, excès et vanités pour rappeler encore l'ire de Dieu sur nous. »

Reims alors était entièrement entouré de remparts comme ceux que l'on voit encore près la porte Dieu-Lumière : la Vesle arrosait un des côtés. En arrivant par cette même porte on entrait par la grande rue qui a conservé dans son nom le souvenir de la voie qui conduisait aux villages habités par des Barbares ; elle conduisait à la halle du Barbâtre, non loin des églises Saint-Martin et Saint-Timothée où la voie se partageait, comme encore aujourd'hui en rue Neuve et rue du

Barbâtre. La vieille ville se développait en longueur au levant tandis que la nouvelle, comprenant les bourgs Saint-Denis et de Vesle s'étendait au couchant à travers de nombreux jardins. En s'avançant le long du Barbâtre on passait devant Saint-Nicaise puis devant l'abbaye Saint-Pierre-les-Nones et on arrivait, en laissant à droite et à gauche les marchés aux draps et aux blés et en traversant celui aux chevaux, à l'Hôtel-de-Ville près duquel s'élevaient l'hôtel du Présidial et la commanderie de Malte d'un côté, et de l'autre, vers la rue de Mars, la maison du Saumon de Hollande, rendez-vous alors des viveurs rémois. On descendait ensuite vers la rue Neuve où se dressaient le collège des Jésuites, le couvent des Cordeliers, les abbayes de Saint-Denis et de Saint-Etienne-aux-Dames et l'on arrivait à la grande place de la Couture, où se tenaient des foires considérables et où affluait la population rémoise. Des arcades l'entouraient déjà entièrement avec des boutiques occupées presque exclusivement par des tonneliers. Près de là, dans la rue de Gueux se trouvaient les magasins des principaux marchands de vins. Il n'y avait pas encore de théâtre, mais un jeu de paume très-fréquenté et le jardin des chevaliers de l'arquebuse où l'on donnait souvent des fêtes. Les remparts servaient de promenades.

Reims, nous l'avons dit, jouissait d'une grande importance et par son privilège de lieu du sacre des rois et par son archevêché qui avait les titres de duché-pairie et de primatie de la Gaule Belgique. Mais indépendamment de ces honneurs exceptionnels, la ville était déjà le siège d'un commerce important et de nombreuses juridictions.

Sans parler de son Conseil de ville, fortement organisé et où les habitants les plus considérables tenaient à honneur de siéger sous la présidence d'un lieutenant des habitants, élu annuellement, qui avait remplacé depuis 1429 le lieutenant du capitaine royal, nous trouvons à Reims un présidial institué en 1551, un bailliage royal, démembrement du célèbre bailliage de Vermandois ; une justice consulaire, une élection, une maîtrise des Eaux et Forêts, un grenier à sel, un bureau des traites foraines, un hôtel de monnaie, les bailliages de l'archevêché, du chapitre, des abbayes de Saint-Remy et de Saint-Nicaise, du prieuré de S.-Maurice, du Vidamé, de la commanderie du Temple ; le tribunal de l'échevinage et le buffet de l'échevinage chargé de la justice municipale proprement dite, une chambre ecclésiastique, une officialité, une juridiction du point d'honneur.

Les administrations financières étaient nombreuses. Reims était exempt de garnison : la police était faite par les archers de la ville et par plusieurs brigades de la maréchaussée. Les compagnies de l'arquebuse et de la milice locale, fortement constituées, servaient pour les cérémonies d'honneur et prenaient les armes dans les circonstances nécessaires.

Au point de vue religieux, outre son chapitre métropolitain qui comptait huit dignitaires, cinquante-six chanoines et soixante-et-un chapelains, il y avait à Reims les collégiales de Saint-Symphorien, Saint-Timothée, Sainte-Balsamie ; la commanderie de Malte ; les abbayes d'hommes de Saint-Remy, Saint-Nicaise, Saint-Denis ; les abbayes de femmes de Saint-Pierre, Saint-Etienne, Sainte-Claire ; des couvents de Cordeliers, de Dominicains, de Jacobins, de Carmes, de Capucins, de Minimes, de Jésuites, de Chartreux au Mont-Dieu, de Carmélites, de Visitandines. Mentionnons encore les frères de la Doctrine chrétienne institués par l'un des plus illustres enfants de Reims, le bienheureux de la Salle ; la Congrégation, les religieuses de Longueau, réfugiées en ville à la suite de la Fronde ; les séminaires. Il y avait quatorze cures : Saints André, Denis, Etienne, Hilaire, Jacques, Julien, Jean, Martin, Maurice, Michel, Pierre, Symphorien, Timothée, sans compter la cathédrale. Trois hôpitaux : l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital général et la maison de Saint-Marcoul.

L'administration centrale était représentée à Reims par un subdélégué de l'intendant de Châlons.

Au point de vue matériel, Reims n'a pas beaucoup changé dans ses quartiers anciens. On retrouve les anciennes maisons en assez grand nombre, les rues n'ont pas été pour la plupart redressées ou élargies : elles ont même conservé souvent leurs noms anciens si originaux et bien préférables à ceux de célèbres inconnus qui, dans quelques siècles, intrigueront singulièrement les curieux. Mais au milieu du XVIIe siècle, sa police municipale laissait encore bien à désirer. C'est en 1648 seulement que l'on commença à adjuger l'enlèvement des boues et à s'occuper un peu plus de l'entretien du pavé. En 1698 furent accrochées les premières lanternes. Depuis 1633, la mendicité y était sévèrement réprimée.

Reims comptait alors un grand nombre d'anciennes familles qui y constituaient une société intelligente et désireuse de se distraire. Les vieux noms ne manquaient pas, ils ont à peu près tous, aujourd'hui disparu : Amé, Bachelier, Blanchebarbe,

Beguin, de Bezannes, Bidet, Coquebert, de Coussy, Callou, Cauchon, Clicquot, Danré d'Armancy, Desaulx, d'Origny, d'Y de Séraucourt, Dallier, Lespagnol, Favart, Frizon, de Failly, Fremyn de Sapicourt, Le Frique, Graillet, Godinot, de la Goille, Hachette, Josseteau, Le Leu d'Aubilly, Levesque, de La Motte, de la Salle, Maillefert, Moët, de Muizon, Mopinot, Marlot, de Montfort, de Montigny, Oudan, de Paris, de Perthes, Roland, Rogier, Souyn, Goujon, de Vergeur, Vuillot, de Villelongne, pour ne citer que les principaux sans parler des gentilshommes des environs qui passaient une partie de l'année à Reims.

A cette époque la société était nombreuse et brillante : on aimait les réunions et les fêtes : on peut même juger du goût de toute la population pour les divertissements par l'ardeur avec laquelle on multipliait les fêtes publiques et les efforts d'imagination que l'on faisait pour rendre de plus en plus brillants les feux de joie qui se renouvellaient à chaque événement politique heureux. Il faut lire la relation du luxe déployé à l'occasion des fêtes provinciales données par les chevaliers de l'arquebuse et dont Coquault nous fournit les détails ; par dessus tout à l'occasion des Sacres.

Tallemant de Reaux constate l'existence d'une société animée à Reims, car il y place plus d'une de ses piquantes historiettes et M. Louis Paris nous a fait pénétrer au plus intime en nous montrant les exploits mondains du chanoine Maucroix au temps où son ami La Fontaine et bien d'autres fins esprits venaient l'y visiter. La marquise de Brosses faisait au milieu du XVIIe siècle les beaux-jours de Reims et le bonheur du poète Maucroix : fille du baron de Joyeuse Saint-Lambert, qui habitait Reims pendant l'hiver, sa beauté y attirait plus d'un brillant gentilhomme. Vers le même temps il y avait aussi à Saint-Etienne une abbesse, qui eut promptement un salon suivi : c'était Isabelle d'Angenne, fille de la marquise de Rambouillet : nulle ne pouvait introduire plus sûrement dans notre ville le genre de la préciosité. Voici le portrait que nous en donne Tallemant : « Elle est gaie, confiante, bonne et spirituelle, mais non pas tant que Mme de Montaursier ni que Mlle de Rambouillet. Elle sait gouverner, de sorte que toutes les religieuses et toute la ville même de Reims l'aiment extrêmement. Comme elle parlait pour venir ici en cette année (1654) pour un procès qu'elle a, elle alla à Saint-Remi voir la Sainte-Ampoule. Il y avait une presse étrange. — Jésus, dit-elle,

quelle foule ! ne l'avez-vous jamais vue ? — Ce n'est pas pour la Sainte-Ampoule, disent-ils, que nous venons, c'est pour Madame de Saint-Etienne. »

La Fontaine passa tout l'hiver de 1656 à Reims chez Maucroix. A cette époque cette ville était véritablement riche en artistes ; les Rémois d'ailleurs aimaient le luxe, l'installation élégante. Le récent travail de M. Loriquet sur l'histoire de la Tapisserie à Reims, donne les plus curieux détails sur le luxe des intérieurs rémois. Au XVIIe siècle on peut citer les peintres Moilon, Hélart, Tisserant, le dessinateur Baussonnet, les graveurs Colin, Moreau, Regnesson, et par dessus tout le gendre de celui-ci, l'illustre Robert Nanteuil.

Il y avait aussi pas mal de beaux esprits, de petits poètes, dont les noms n'ont pas percé, mais qui faisaient bonne figure alors dans les salons. Quant aux élégantes de ce temps-là, les poësies de Maucroix nous permettent de les connaître. Ce sont d'abord les séduisantes abbesses de Saint-Etienne et de Saint-Pierre ; la comtesse Cauchon de l'Héry dont l'esprit semble le plus brillant ; Mme de Berrieux, depuis remariée au marquis de Rothelin ; la coquette dame de Muire, Mme Paris ; la comtesse d'Aubeterre, la comtesse de Beaujeu que Maucroix chante un jour déguisée en avocat ; la charmante Biscarras qui entra plus tard à Saint-Etienne ; Mlle de Sillery ; Mlle Pinguis, appartenant à l'une des meilleures familles de la bourgeoisie, lectrice de *Cyrus* et précieuse émérite.

Mais je m'arrête. Je ne puis écrire ici l'histoire de la sociabilité à Reims : je veux seulement en indiquer quelques traits pour ce qui concerne le XVIIe siècle, convaincu qu'il y aurait là pour un érudit local un filon précieux à creuser. Nous avons voulu seulement présenter un croquis de ce qu'a été le vieux Reims. Ses anciennes maisons, ses monuments encore debout donnent une idée suffisante de ce qu'était son aspect matériel quand la foule de promeneurs parcouraient les rues du Barbâtre (via barbarorum), de la Belle-Image, de la Belle-Tour, Chantraine, du Chat, de Mars, du Clou dans le fer, du Cœur navré, des Demoiselles, des Deux-Anges, de l'Echauderie, des Ecrevés, de l'Ecrevisse, Folle-Peine, de la Grosse-Ecritoire, du Maillet - Vert, des Marmouzets, Nulle - Part, Pavée d'Andouilles, du Quarrouge, des Quatre chats grignants, des Trois Resinets ; et quand les forains venaient prendre logis à l'une des auberges des quatre Fils Aymon, de l'Ane rayée, du Dieu d'amour, des Trois-Maures, etc.

Encore un mot cependant avant de finir. Nous avons parlé en commençant de l'éclat des écoles rémoises. Le goût de l'étude y persévèra. L'Université, fondée en 1554 jouissait d'une légitime réputation : elle embrassait toutes les branches de l'enseignement supérieur et devait avoir sous sa dépendance trois papetiers, quatre libraires, un enlumineur de livres, un relieur et deux parcheminiers. La faculté de médecine en particulier était très-estimée. Les Jésuites installèrent un collège en 1608 qui acquit un grand développement.

Disons encore qu'au XVIIe siècle, le commerce rémois consistait principalement dans la drapperie, à laquelle Colbert imprima un puissant développement et le vin de Champagne pour lequel le goût se répandit surtout à partir de cette époque. Nous le constaterons en finissant par cette anecdote sur Saint-Evremond qui était un gourmet entre les plus raffinés. « Un jour qu'il mangeait chez M. de Lavardin, évêque du Mans, cet évêque se prit à le railler sur sa délicatesse et sur celle de MM. d'Olonne et de Boisdauphin. Ces Messieurs, dit le prélat, outrent tout à force de vouloir raffiner sur tout. Ils ne sont pas moins difficiles pour le vin et ils n'en sauraient boire que des trois coteaux, d'Ay, d'Hautvillers et d'Avenay. — M. de Saint-Evremond ne manque pas de faire part à ses deux amis de cette conversation, et ils répétèrent si souvent ce qui avait été dit des coteaux, et en plaisantèrent en tant d'occasions qu'on les appela les *trois coteaulx.* » C'est ce qui explique ces vers de Boileau dans sa satyre sur un ami ridicule :

Surtout certain hâbleur à la gueule affamée,
Qui vint à ce festin, conduit par la fumée,
Et qui s'est dit profès de l'ordre des Coteaux.

Comte E. DE BARTHÉLEMY.

LES ROIS DE FRANCE A TROYES

AU SEIZIÈME SIÈCLE[1]

II

FRANÇOIS Ier

I

La première entrée de François Ier à Troyes eut lieu en 1521. Elle eut un caractère moins enthousiaste et moins cordial que celle de Louis XII. On était à la veille de la lutte que son successeur devait soutenir contre Charles-Quint. Les préoccupations belliqueuses dominaient, et tout en disposant les préparatifs ordinaires, l'échevinage ordonna de visiter l'artillerie et les munitions de guerre, dont le roi pourrait s'enquérir[2].

Il avait dû venir à Troyes au mois de décembre 1520 ; mais la peste s'étant déclarée dans la ville, ses projets furent ajournés. Le 4 avril suivant, l'évêque Guillaume Parvi, et M. de Châteauvillain, lieutenant-général du gouverneur de Champagne, annoncèrent simultanément la prochaine arrivée du roi, de la reine et de la mère du roi, Louise de Savoie. M. de Châteauvillain, qui devait venir présider aux préparatifs, émettait en même temps la prétention de se faire héberger « hors des hostelleries », aux dépens de la municipalité. Elle lui répondit qu'elle n'avait point logé ses prédécesseurs et qu'il pouvait se loger où bon lui semblerait. M. de Châteauvillain insista, mais sans parvenir à vaincre la résistance de l'échevinage.

Celui-ci trouvait sans nul doute que la présence du roi devait être suffisamment onéreuse pour ses finances sans cette dépense nouvelle. Comme de coutume, l'assemblée des habitants, réunie sous les galeries du couvent des Frères mineurs, avait voté un emprunt et nommé les commissaires chargés de désigner les citoyens les plus « suffisants » qui seraient appelés à y souscrire. L'emprunt, auquel les membres les plus

1. Voir la livraison d'avril 1880, p. 257-277.
2. Délib. du 19 novembre 1520. Arch. mun. de Troyes. Reg. A. 5.

estimés de la bourgeoisie de Troyes apportèrent le plus fort contingent, atteignit 5738 livres[1].

Ce n'était pas trop pour recevoir convenablement le roi et la suite considérable qui l'accompagnait. Près de cinq cents seigneurs et dames formaient son escorte, lorsqu'il arriva le lundi 22 avril, vers six heures du soir, monté sur un coursier « habillé de drap d'argent[2]. »

Quatre-vingts jeunes gens étaient allés à cheval à sa rencontre avec les officiers, les échevins et les notables. Ils

1. Compte de Nicolas Mauroy, K. 5. Parmi les plus forts imposés, citons Nicolas Doé, 60 l. t., Claude Moley, 80 l. t., Claude de Mesgrigny, 20 l. t., François de Marisy, 40 l. t. ; les libraires Jehan Lecocq, 10 l. t. ; Jehan Oudot, 10 l. t. et Macey Panthoul, 100 s. t ; Pierre Corrard, 25 s. t. ; Guille Passerat, 100 s. ; Jacques Angenost, 10 l. t. ; Pierre Peillet, 100 s.

2. Les registres des délibérations municipales qui parlent plutôt des préparatifs faits pour les entrées que des entrées elles-mêmes donnent sur l'arrivée de François Ier des détails qu'il nous semble intéressant de reproduire *in extenso* :

« Le lundi apres *Jubilate* vingt deuxieme jour d'avril l'an mil cinq cens vingt ung, environ l'heure de six heures du soir, le Roy nostre seigneur nommé Francois, acompaigné de mons^r d'Allançon, mons. l'admiral, mons. le grant maistre, mons^r le gouverneur et plusieurs autres princes et seigneurs en gros nombre, feist sa nouvelle et joyeuse entrée en ceste ville de Troyes. Et estoit monté sur ung coursier habillé de drap d'argent. Et entra dans ceste ville par la porte de Belfroy, et tira par devant les Trois testes au marché du bled ; illec en l'estappe au vin, tirant par la grant rue et la citey droit à saint Pierre, et fut logé en l'hostel episcopal de ceste ville ; sur le quel seigneur par ces devant nommez se portoit le ciel tel que dessus est dict.

Ledit jour et environ ung quart d'heure après semblablement la Royne et madame la mere du Roy acompaignées de madame d'Allansson, madame la grant maîtresse, madame de Nemours et plusieurs autres dames et damoiselles feirent leur entrée en ceste ville. Et estoit logée la Royne aud. hostel episcopal et madame en l'hostel de mess^e Noel de Vanlay, maistre de l'euvre et fabrique de l'église de Troyes.

Messieurs les officiers du Roy, maire, eschevins, nobles, bourgoys, manans et habitans d'icelle ville furent au devant dud. seigneur en gros nombre, tous bien honnestement accoustrez et montez, et semblablement environ IIII^xx compaignons habillez de la livrée du Roy de velours, satin, damas et autres draps de soye de blanc, tanné et noir, lesquels mons^r le gouverneur présenta au Roy, et luy feirent la reverence. En quoy faisant mons. le maire Pierre Maurroy par l'ordonnance de mondit seigneur le gouverneur... porta les clefs d'icelle ville au Roy nostre dit seigneur, lequel les print et les bailla au capitaine de la garde de son corps.

Et quant le Roy fut à son logis tous les dessus dits retournerent au devant de la Royne et de ma dame, lesquelles entrèrent ensemble chacune en une lictiere sur lesquelles se portoit le ciel tel que devant est dict par les devant nommez. » (Reg. A. 5).

étaient vêtus de velours, de satin et de soie, aux couleurs de sa livrée, qui était le blanc, le noir et le tanné[1]. Aux abords de la porte de Belfroy, était disposé un jardin artificiel formé de branches d'arbres et de mais, au milieu desquels étaient placés dans des cages de fil d'archal une grande quantité d'oiseaux, tels que serins, linotes, chardonnerets, alouettes, merles et étourneaux, que l'on avait dressés à chanter le mieux qu'il était possible[2]. Au pied du jardin, de nombreuses jeunes filles offrirent aux seigneurs et aux dames des bouquets de romarins[3], auxquels étaient mêlées des violettes, des giroflées et d'autres fleurs dont la tige était recouverte de dorures.

Pendant qu'on les distribuait, le roi, arrivé à la porte de Belfroy, vit sortir tout à coup d'une tour une belle fille, bien et richement accoutrée. Elle lui offrit une image de la Foi, suspendue par une chaîne à un cœur d'or. Cette fille, qui représentait la belle Hélène, annonçait au roi dans un quatrain que la foi n'était autre que la clef de son cœur. Cette allégorie que l'on trouvait ingénieuse avait été inventée par Maître Nicole Chiffory, qui fut le principal ordonnateur de cette entrée[4], comme Me Nicole Garnier l'avait été de celle de Louis XII.

François Ier avait alors pris place sous un dais de velours violet[5] parsemé de fleurs de lis d'or, et sur les mantelets duquel étaient brodés l'écusson de France et une salamandre. Quatre notables[6], vêtus de damas noir, portaient les bâtons

1. Le tanné était couleur saumon.

2. A Pierre Cladrot pour avoir serché et mis plusieurs oyseavlx, tant serins, lunettes, channereaux, allouettes, merles, estorneaulx, iceux les avoir tous rendus à icelluy jardin et à l'environ, pour les avoir gardez une nuyt afin de les aprivoiser pour myeulx chanter, et après icelle entrée les avoir rendus aux parties, d'accord fait à luy. xxxvij s. iij d. A (*en blanc*) pour sa recompense d'un serin et caige de fil d'archal prins et emporté par un archer du Roy. X s. t. Compte K. 5.

3. Pour l'achat de romarins employez tant à embellir icelluy jardin que en huit cents quatre vingts bouquets presentez aux seigneurs et dames à icelle entrée par jeunes filles en passant par devant icelluy jardin et aussi par autres jeunes filles estans sur l'eschaffaut fait devant l'hostel de ville, C. s. t. — Pour l'achat et fourniture de vyolettes, girofles et autres fleurs et dorure d'iceulx huit cens quatre vingts bouquets, non compris led. romarin, VI l. IIII s. I d. t. Compte K. 5.

4. Il avait fait « la devise » des mystères et joyeusetés « déclarez au long en ung cayer de papier estant par devers led. Me Nicolas Chiffory. Arch. de Troyes. Reg. A. 5. Dél. du 19 nov. 1520.

5. A Claude Moley, marchant, pour le ciel du Roy cinq aulnes 3 quartiers et demy velours violet à 115 s. t. l'aulne.

6. Jacques Dorigny, Pierre Lespervier, Odard de Villemor et maître Etienne Saulnier.

du dais. Le cortège s'avança lentement en suivant l'itinéraire ordinaire. Aux Trois Têtes, devant l'hôtel de ville et devant l'hotel de la Hâche, s'élevaient des échafauts couverts de petits enfants ; les garçons, vêtus de la livrée blanche, tannée et noire, les filles en roquets, en cottes rouges, les cheveux découverts, chantant *Vive le Roi* et présentant des bouquets aux seigneurs et aux dames. Comme à la porte de Belfroy, « des gens honnestement accoustrés » leur offraient du pain, du vin et des pommes, qu'ils étalaient à divers endroits sur des tables disposées devant eux.

Selon l'usage, les rues étaient tendues de tapisseries, garnies de mais, sablées [1] et jonchées. Mais nous n'avons pas trouvé traces de fontaines et de décorations bizarres comme celles que l'on signale à l'entrée de Charles VIII et de Louis XII [2]. Peut-être ces sortes de décorations n'étaient-elles point du goût de François Ier ? Peut-être les préoccupations d'une guerre prochaine y avaient-elles fait renoncer ?

Comme de coutume, le chapitre de la cathédrale reçut le roi au seuil de l'église [3]. Il reste encore un souvenir de l'entrée de François Ier et de Claude de France sur la partie intérieure du pilier central du grand portail, qu'on construisait alors. Les salamandres du roi y sont sculptées en relief à côté des hermines de la reine Claude de France, duchesse de Bretagne, et du porc-épic qui avait été l'emblème de son père Louis XII.

Le roi cette fois descendit à l'évêché [4]. L'évêque, Guillaume Parvi ou Petit, était un orateur éminent, qu'il avait en vertu du concordat de 1516, désigné pour le siège de Troyes. De nouveaux bâtiments, qui subsistent encore aujourd'hui, avaient été récemment construits, et présentaient une installation

1. Led. jour de l'entrée sera respandu parmy les rues par lesquelles le Roy passera bonne et grosse quantité de sable et même grève por garder les chevaulx de glisser. Reg. A. 5.

2. Cependant les tailleurs d'images et les peintres furent employés, comme l'atteste l'extrait suivant : à Lyenard Boyau pour l'occupation de plusieurs chambres estans en l'ostel de la Coronne occupées dès l'iver passé jusques à present par les menuysiers et tailleurs et painctres. IIIIxx l. viij s. t.

3. Le chapitre avait pris ses mesures pour l'ornement de l'église (*ornentur altaria, suspendatur aulea*) et recommandé de ne pas se presser dans les chants religieux... *Fiant prolatio et debito pause tam in psalmodia quam ceteris modis canendi*. Arch. de l'Aube, G. 1281, fol. 387 v°.

4. On posa des « barrières à l'environ de l'évêché et dedans le cloître Saint-Etienne afin de garder harnois et chevaux d'y passer. »

meilleure que celle qu'avait pu offrir à Louis XII le massif palais des comtes.

Un quart d'heure après l'entrée du roi, la reine Claude de France et la mère du Roi, Louise de Savoie, arrivaient aux portes de la ville. Madame Marguerite d'Angoulême, sœur du roi, alors duchesse d'Alençon[1] et plus tard reine de Navarre, les accompagnait, ainsi que la grande maîtresse[2] et plusieurs autres dames ou demoiselles. Les litières de Claude de France et de sa belle-mère se placèrent sous un dais de damas blanc[3], dont les mantelets semés de cent cinquante fleurs de lis et de cent hermines[4] noires étaient revêtues des armes de la reine brodées en soie et métal. Quatres notables[5], accoutrés le plus « gorgiasement » qu'ils avaient pu, portaient le dais.

La reine avec son cortège se dirigea vers l'évêché, où ses logements avaient été préparés, tandis que Louise de Savoie[6] se rendait à l'hôtel du chanoine Noel de Venlay, maître de l'œuvre et fabrique de l'église de Troyes.

Les chanoines de ce temps, surtout les dignitaires du chapitre, étaient de riches personnages qui pouvaient recevoir dans leur hôtel des princesses. Et cependant, quelque vaste que fût leur demeure, le mobilier n'était pas toujours opulent, ni nombreux. L'hôtel de Noel de Venlay était situé dans le cloître Saint-Pierre; les dépendances en étaient vastes; une batterie de cuisine considérable en airain et en fer, une vaisselle d'étain assez pesante en garnissaient la cuisine, où se trouvait une armoire à deux étages et à deux guichets fermants. Dans la

1. Marguerite d'Angoulême, sœur aînée de François Ier, née en 1492, épouse de Charles III, duc d'Alençon. Après la mort de celui-ci, elle se remaria en 1527 en secondes noces, avec Henri d'Albret, roi de Navarre; mère de Jeanne d'Albret, elle fut l'aïeule de Henri IV.

2. Anne Lascaris, femme de René de Savoie, comte de Tende, grand-maître de France de 1519 à 1525.

3. On y emploie 11 aunes de Paris de damas blanc, à 62 s. 6 d. l'aune et 12 onces 7 treseaulx de soye fillée à 6 l. 10 s. la livre.

4. A Arthur Vigier, brodeur, pour avoir fait de broderie l'escusson de la Royne avec ung cent de armynes, XVI l. t.

5. Jehan Molé, Denis Clerey, Jehan de la Panouse et Jacques de Pleurre.

6. Louise de Savoie avait quelques uns des attributs de la souveraineté ; François Ier lui avait concédé le droit, à sa première entrée dans une ville, de faire grâce aux criminels. *Anc. lois françaises*. XII, 191. Elle avait aussi le titre de régente, et en exerçait les fonctions pendant l'absence de son fils. Ord. du 15 juillet 1515. *Ibid.* p. 38.

salle basse autour d'une table « encornée aux deux bouts », longue de huit pieds et couverte d'un drap vert, étaient rangées des escabelles ; un vieux buffet carré, une chaire à dossier, un petit lit garnissaient la pièce. C'était dans la salle haute, où le chanoine devait mourir l'année suivante, que Louise de Savoie fut logée sans nul doute. Selon la coutume du temps, deux lits s'y trouvaient ; ils étaient entourés de rideaux de toile blanche, avec ciel, dossier, mantelets et franges. Quatre pans de vieille serge rouge garnissaient les murs ou les fenêtres. La large cheminée contenait deux « chiennets à crosse » ou chenets à tête recourbée ; à côté un petit soufflet « à souffler feu. » Une table avec ses tréteaux, accompagnée d'un banc à perche, et un « buffet à demy rond à deux guichets fermans à clef » étaient, après les lits, les deux meubles les plus apparents de cette pièce. Elle avait pour dépendances une petite garde-robe, « une estude » ou cabinet de travail, garni d'un « bureau » avec guichet et tiroir fermant à clef, et sans doute une galerie, qui, comme dans la plupart des maisons du seizième siècle, reliait entre eux les corps de logis du premier étage. C'était là que le chanoine renfermait dans de grandes armoires ses robes de drap noir ou gris brun fourrées de peaux d'agneaux ou de renards[1]. Il y avait, il est vrai de le dire, des bénéficiers dont le mobilier était plus riche et surtout plus artistique que celui de Noel de Venlay ; mais peu importait aux gens de Louise de Savoie, qui apportaient leurs tapisseries, leur literie et tout l'attirail de voyage que l'on emmenait avec soi à cette époque. Encore en 1560, les députés du Tiers-Etat de Tours qui se rendront aux Etats généraux de Blois emporteront avec eux leurs lits[2].

La suite du roi et des princesses était considérable. Avec une partie de leurs meubles, ils emmenaient une partie des gens de leur maison. Madame de Savoie a ses portiers de l'hôtel, auquel la ville doit donner des gratifications ; elle en

1. Recepte d'argent de la vendue des biens meubles de messire Noel de Venlay (août 1522). Cette recette s'élève à 1932 l. t. 17 s. 10 d. (plus de 60,000 fr.) Il y avait, il est vrai, parmi les objets vendus, une argenterie assez considérable et des créances importantes. Archives de l'Aube, G. 2309.—Voir sur le mobilier des chanoines de Saint-Pierre l'*Inventaire des Archives de l'Aube*, rédigé par M. d'Arbois de Jubainville et mon travail sur le mobilier des chanoines de Saint-Etienne dans la *Revue de Champagne*, t. VI, 241-250.

2. Quittance du charretier Michel Bonnet. *Doc. inédits publiés par la Société académique de l'Aube*, t. I, p. 86.

donna aussi aux portiers de l'hôtel du roi, aux huissiers de la chambre du Roy, aux laquais du roi et de la reine, aux trompettes, aux fourriers, au maréchal des logis, aux archers et aux sergents du prévôt de l'hôtel. Elle n'oublie pas les ménétriers du roi, et « le roy d'herauts d'armes » n'est pas un personnage à se laisser oublier [1]. La ville, dans son hospitalité, multiplie les cadeaux. Si elle donne de l'argent aux petits, elle offre du vin aux grands.

Elle a acheté du vin de Beaune tant blanc que clairet à 20 liv. la queue ; elle en envoie trois muids à M. d'Alençon, trois à M. l'amiral [2], six à madame de Savoie, la régente, six à la reine, six au roi ; elle en envoie en brocs et en flacons aux seigneurs de la suite [3]. Sans doute ces grands personnages ne feront pas leur profit de ces provisions, ils les donneront en gratifications, je n'ose dire en pourboire, à leurs serviteurs, qui les revendront souvent aux habitants pour ne pas les emporter ; mais c'est toujours la ville qui paie.

C'est elle aussi qui paie les fins tabliers blancs à fleurs, les fines serviettes de lin, les fins tabliers, les serviettes qu'on achète par aunes et par douzaines pour offrir aux officiers du roi, à M. de Châteauvillain, et surtout à la duchesse d'Alençon, à la régente, à la reine [4]. Quant au roi, elle a décidé qu'elle lui offrirait une statue en argent, représentant Hector armé et à cheval.

La ville veut que ce travail d'orfévrerie soit « le plus somptueux et gorgiatz que l'on pourra [5]. » Nicolas Passot, le peintre, en fait le patron [6] et c'est Jean Papillon, le célèbre artisan de

1. Les fourriers reçoivent 30 liv., les trompettes et les ménétriers 10 liv., les laquais et les archers 8 liv. Le maréchal de logis du roi, logé au « Sainct Esperit, » toucha 16 liv. ; le roy d'armes 12 liv. Compte K. 5.

2. Guillaume Gouffier, seigneur de Bonnivet, amiral de France.

3. En tout 87 queues 1/2. Compte K. 5. Arch. de Troyes.

4. On offre à la Reine « 58 aulnes et demie de fin tablier blanc à fleurs de 4 aulnes de large, à 55 s. t. ; pour la régente, 39 aulnes et demie à 48 s. t. 4 d. ; pour la duchesse, 37 aunes. On achète ailleurs des douzaines de fines serviettes à 7 l. 10 s. à 6 l. 6 s. t. par douzaine. Ce sont deux femmes qui sont chargées de ces acquisitions ; elles plient et brodent le linge, et le font serrer, ployer et presser à la pierre par quatre hommes. Compte K. 5. Le chapitre de Saint-Pierre donne aussi de fins tabliers, « de quatre aulnes de largeur » à 50 sous l'aune et des douzaines de serviettes à 7 l. 10 s. la douzaine, à Mons. l'amiral, à M. le grand maistre, MM. de Saint-Blanchet et de Villeroy. Arch. de l'Aube, Reg. G. 1588, fol. 293 v°.

5. Dél. du 18 avril 1521. Reg. A. 5.

6. A Jehan Passot paincire pour avoir fait le grant patron de Hector et aultres... L s. t.

la châsse de saint Loup, c'est Jean Papillon qui « en conduit les ouvrages. » L'échevin Henrion Dorey a acheté lui-même les métaux ; il en surveille la fonte ; tandis que Jean Papillon, pendant 256 jours, à 5 sous par jour, dirigera, guidera, corrigera la façon, la taille et la ciselure. S'il ne reçoit que 5 sous par jour, c'est peut-être que trop vieux pour mettre lui-même la main au ciseau, il ne peut plus que donner des conseils. De nombreux orfèvres, moins renommés, mais encore estimables, travaillent sous ses ordres et touchent un salaire supérieur. Tels sont Estienne Boulenger, Nicolas Dubart, Guillaume de la Hupperoye et d'autres, qui reçoivent de 10 sous à 7 sous 6 deniers par jour. On presse les travaux jusqu'à travailler la nuit ; mais malgré le zèle et l'activité de l'échevinage et des orfèvres, on ne put parvenir à terminer la statue avant le départ du roi. Aussi le samedi qui suivit son entrée, les échevins et les notables, conduits par le gouverneur, vinrent-ils « faire la révérence au roi » et s'excuser de ne pouvoir lui offrir le présent qu'ils devaient lui faire. Ils avaient chargé de porter la parole en leur nom Me Christophle Merille, lieutenant général du bailli. Merille dit qu'on pressait le plus possible les ouvriers, et qu'aussitôt l'ouvrage parachevé, on s'empresserait de le porter au roi dans le lieu où il serait. François Ier, satisfait du zèle de la ville, y consentit.

Huit jours seulement après son départ, le précieux objet d'art fut terminé. On le plaça dans un « estui, en façon de coffret, » rempli de 28 livres de coton, recouvert de canevas, de basanes et de bougran. On le mit sur une civière, garnie de sangles et d'épaulières, et trois hommes le portèrent jusqu'à Dijon en passant par Langres. Ils mirent dix jours à faire ce voyage. Jean Papillon et deux échevins, Jean Acarie et Jacques Menisson, escortaient le présent royal. L'amiral Bonnivet voulut bien l'offrir au roi au nom des habitants de la ville. Le groupe avait une aune de Troyes de hauteur. Hector, le cheval et la terrasse sur laquelle il était placé, pesaient cinq cent cinquante marcs d'argent. Le héros troyen était armé, son cheval était bardé de toutes pièces, et leurs armures étaient rehaussées d'ornements d'or [1]. Le roi reçut « bénignement » ce présent, qu'il trouva « fort gorgias et très beau. »

1. Ung Hector de Troyes armé, monté sur ung cheval bardé de toutes pièces, le tout d'argent fin et dorey de fin or où il appartient, et led. Hector à cheval de haulteur d'une aulne de Troyes ou environ. Et poisent homme, cheval et terrasse sur laquelle led. cheval est assis qui est aussi d'argent cinq cens cinquante marcs d'argent comprins la dorure. — Dél. mun. du 15 mai 1521. — L'aune de Troyes valait un peu plus de 81 centimètres.

Que devint cette œuvre d'art, due au talent d'un orfèvre illustre et qui excita l'admiration d'un roi renommé par le goût éclairé et magnifique qu'il témoigna toujours en faveur des arts ? Fut-elle donnée par François Ier en gratification à quelque seigneur, ou fut-elle conservée dans quelque résidence royale jusqu'au jour où elle aurait été, comme tant d'autres chefs-d'œuvre d'orfévrerie, envoyée à la Monnaie ? Quoi qu'il en soit, la perte en est singulièrement regrettable. Une statue équestre, qui avait mérité les éloges de François Ier, devait avoir une valeur et présenter un intérêt qu'on ne saurait méconnaître.

Le roi fut si satisfait qu'il accorda aux échevins de Troyes les demandes qu'ils lui adressèrent au nom de leurs concitoyens. Il leur octroya une nouvelle foire franche de quinze jours au mois d'octobre et un droit sur le sel des greniers des environs [1]. Comme Louis XII, il avait voulu que sa présence fût utile à la ville.

II

Lorsque François Ier répondit à Christophle Merille qu'il était satisfait de la ville, il dit en même temps qu'il fallait la fortifier le plus que l'on pourrait [2]. Le roi était en effet venu à Troyes, sous l'impression d'une guerre imminente et sérieuse contre son rival Charles-Quint. Martin Du Bellay dit qu'il n'y trouva, lorsqu'il y arriva, « nulle armée, tant petite fût-elle [3]. » Dans la ville, c'était possible, car un des privilèges auxquels les villes tenaient le plus, c'était l'exemption de loger les gens de guerre. Mais il n'en était pas moins certain que 2,000 hommes de pied étaient réunis sous les murs de Troyes. Ils étaient commandés par Charles de Reffuge connu sous le nom de l'écuyer Boucquart, par Lorge et par Maulevrier. Pendant deux jours, on passa les hommes en revue, ou pour employer l'expression du temps, *on en fit la montre* au village de Bréviandes et devant l'église Sainte-Savine. Comme leur séjour était une charge des plus onéreuses pour ces villages, la ville leur envoya 4046 pains blancs à 14 deniers le pain et 20 queues de vin. Elle fit aussi distribuer 600 pommes et du vin aux capitaines.

1. Séance de l'échevinage du 17 juin 1521, Reg. A. 5.
2. Le Roy feit response qu'il se contentoit bien de la ville et prioit que on la fortifiast le plus que l'on pourrait. Reg. A. 5.
3. *Mémoire de Martin de Bellay*, éd. Buchon, p. 342.

Ces soldats recrutés volontairement et qui faisaient de la guerre un métier étaient la terreur des populations. On ne parvenait à les maintenir dans le devoir que par la discipline la plus rigoureuse. Les capitaines Boucquart et Lorge firent dresser en plusieurs lieux de la ville neuf potences « pour signe patibulaire afin de mouvoir les *piétons* à eulx gracieusement conduire par la dicte ville et aux champs. » La précaution ne fut pas tout à fait inutile, car un malfaiteur fut pendu à l'une de ces potences, plantée au coin du château [1].

L'échevinage de son côté prit des précautions contre les désordres que leur présence aurait pu provoquer la nuit. Il fit allumer dans toutes les rues des fallots, entretenus à ses frais, où l'on brula plus de 2600 tourteaux pendant les six nuits que le roi passa à Troyes [2].

Celui-ci déploya une grande activité pendant son séjour. Il expédiait des ordres de toutes parts pour faire lever des troupes de cavaliers et de piétons ; il visitait les remparts ; il passait des revues ; il monta même sur le grand clocher de la cathédrale [3], sans doute pour mieux se rendre compte de la position et de la force de la ville.

Son séjour ne se prolongea pas au delà de la semaine ; le samedi 27 avril, vers trois heures, il sortit par la porte Saint-Jacques, se dirigeant vers l'abbaye de Montiéramey, où il devait rester pendant quelques jours [4]. La reine et les princesses l'accompagnaient. Comme à leur arrivée, on leur présenta du vin et des pommes, trois cents pommes « de Carpendu, » qui furent distribuées et mangées sur place.

Pendant leur séjour rien n'avait été épargné pour les bien traiter ; le chapitre de Saint-Pierre avait envoyé à quelques personnages ses plus grosses carpes et ses plus grands

1. A l'executeur de la haulte justice pour avoir despendu ung homme malfaiteur qui avoit esté pendu au coing du chasteau à l'une d'icelles potances et porté en terre, XII s. t. Compte K. 5.

2. Compte K. 5. En outre, l'échevinage prescrit « que chacun tienne en sa fenestre une chandelle ardente et une lanterne pour allumer et esclairer les passants. » Reg. A. 5.

3. Au vinaigrier pour une livre de grosses chandeles pour allumer ès viz de l'eglise le jour que le roy monta au hault clochier après vespres. Paié XVIII d. t. Arch. de l'Aube, G. 1588, fol. 294 v°.

4. L'abbé de Montiéramey était alors Jean Raguier, neveu du dernier évêque de Troyes, Jacques Raguier. *Gallia christiana*, XII, col. 560-561.

brochets[1]. Quel appétit avait donc cette brillante cour de François Ier, à qui l'on ne se lassait point d'offrir et qui ne se lassait pas d'accepter[2] ?

François Ier revint plusieurs fois à Troyes. Il s'y trouvait quelques mois plus tard, en septembre. Mouzon était pris ; Mezières menacé. Le roi quitta Dijon et la Bourgogne, où il avait passé l'été, et en se dirigeant vers Reims et Mezières, il s'arrêta à Troyes[3].

Il y revint au mois de janvier 1529[4] ; il s'y trouvait le 31 janvier 1533[5]. Mais aucune fête extraordinaire ne fut donnée en son honneur. Il n'en fut pas de même en 1533, lorsque sa seconde femme, la reine Eléonore d'Autriche entra pour la première fois dans la ville.

III

Aucune entrée ne fut célébrée d'une manière plus brillante. Après le désastre de Pavie, après la captivité du roi, surtout après le terrible incendie qui avait détruit en 1524 près du quart de la ville de Troyes, la prospérité et la richesse étaient plus grandes que jamais. La population s'était relevée avec une merveilleuse vitalité. La ville s'était reconstruite, offrant dans les quartiers récemment incendiés des rues plus larges et plus belles, que dominaient plusieurs églises restaurées et agrandies. Les avant-toits, les galeries disparaissaient, et si les pignons, les gargouilles et les lignots restaient, les couvertures et les cheminées en bois étaient définitivement proscrites. Dans cette ville en partie rebâtie rien n'égalait la pompe et la richesse des membres des corporations industrielles. Comme on l'avait fait à Paris[6], l'échevinage voulut qu'il se revêtissent

1. Pour ung grand brochet et quatre grans carpes envoyées à mons. le général Hurault en son logis du Daulphin, XIV s. t. On en envoya aussi chez mons. l'aumosnier. Arch. de l'Aube, G. 1588, fol. 293 v°.

2. Il faut reconnaître que son passage entraîna peu de dégâts. On paie seulement 6 l. 8 s. 3 d. pour « occupation et degastement de linge de table tant pour led. seigneur, ses gentilzhommes et archiers, d'estain, potz, poesles pour la cuisine et des lessyves faites que pour récompense d'un pan de courtines et une sonnette perdue. Reg. K. 5.

3. Martin de Bellay, p. 347.

4. Arch. de l'Aube, G. 1282, fol. 235 v°.

5. Courtalon, I, 102. François Ier serait aussi venu à Troyes en 1539 et 1542. (Boutiot, III p. 376 et 382).

6. A l'entrée d'Eléonore à Paris, en 1530, l'échevinage engagea les différentes corporations à s'habiller d'une parure et livrée, de soie s'il était possible, aux couleurs de la ville. — Godefroy, *le Cérémonial français*, I, 784.

d'un costume uniforme, qu'on appelait alors la livrée, pour célébrer l'entrée d'Eléonore d'Autriche. Tous s'y conformèrent ; tous rivalisèrent de luxe et d'élégance. En tête venaient les drapiers, en pourpoints de velours à « bouffetures de gris. » Les grossiers et épiciers étaient habillés les uns en velours, les autres en satin ou en taffetas. On aurait pu admirer les merciers, en satin violet « à bouffures de taffetas jaune-paille; » les papetiers, en satin blanc à « bouffures violettes; » les esguilletiers, les épingliers et les courtepointiers, en violet et jaune ; les trente pâtissiers que possédait la ville, en blanc et violet. Dans les riches corporations, le satin dominait ; dans les plus pauvres, le taffetas. Tous les orfèvres sont en satin noir et blanc ; il y a dix barbiers et chirurgiens, quatre sont en satin. Les « painctres, libraires, enlumineurs, tailleurs d'ymaiges et brodeurs » sont au nombre de vingt sept. Deux seulement, Thibault Tommeau et Jacques Julyot sont en satin ; leur costume est violet et blanc. Le violet et le noir dominent dans la majorité des corporations ; mais dans aucun corps de métier, on ne s'habille autrement qu'en soie [1].

C'est l'époque du luxe excessif dans les habillements, que mit à la mode François Ier, et qui persista jusqu'à sa mort, après avoir atteint son apogée dans la première partie de son règne. « Les termes manquent, dit M. Quicherat, pour exprimer le travail des ciseaux et de l'aiguille sur les pourpoints élégants. Ce n'étaient que découpures, bordures et appliques [2]. » Des édits somptuaires avaient essayé de réagir contre le luxe extrême des étoffes. Dès 1518, on avait proscrit le velours, le satin et même le taffetas lorsque celui-ci était cramoisi; on ne les permettait qu'aux princes du sang et de l'Eglise. En 1532, on défendait aux financiers de porter des draps de soie [3]. Mais

1. « C'est l'estat des mestiers de la ville de Troyes de ceulx qu'ilz accoustreront de livrée à la venue et joyeuse entrée de la Reyne et messrs les enfans aud. Troyes. » Figurent dans cette liste les drapiers, les grossiers et espissiers, les merciers, les couturiers, les papetiers, les orfèvres, le peletiers, les tanneurs, les parcheminiers, les bouchers, les cordonniers, les fondeurs, les esguilletiers, les potiers d'estain, les espingliers, les forbisseurs, les coustepoinctiers, les menuisiers, les massons, les paintres-libraires-enlumineurs-tailleurs d'images et brodeurs, les cardeurs, les bonnetiers, les charpentiers, les couvreurs, les serruriers, les cordiers-selliers, les barbiers et cirurgiens, au nombre de 10, les paticiers, les boulangers, qui sont 51, les tonneliers (28), les tisserans de toilles (28), le marinier, les artilleurs, les tonneurs, les vinaigriers et les fruictiers. — Arch. de Troyes, A. A. 44, 2e liasse.

2. *Hist. du Costume en France*, p. 364.

3. J. Quicherat, *Histoire du Costume en France*, p. 354. — *Anc. lois françaises*, XII, 361.

les ordonnances ne pouvaient arrêter une vogue dont la première impulsion venait de la cour; et à Troyes, comme nous venons de le voir, les boulangers et les tonneliers mêmes s'habillaient de taffetas, dans les grandes circonstances.

Un autre indice de la prospérité de la ville, c'est la valeur des présents d'orfèvrerie qu'elle offre à la reine et aux fils du roi qui l'accompagnent, le dauphin, les ducs d'Orléans et d'Angoulême. L'échevinage ne put traiter avec les orfèvres de la localité[1], malgré leur réputation; ils s'adressèrent à deux orfèvres de Paris renommés à cette époque, Piramus Triboulet et Jehan Hoteman. Le présent destiné à la reine était en or; il pesait plus de cinq marcs, et le métal seul valait 820 l. t. Piramus Triboulet demanda 225 liv. pour la façon. Hoteman fit les présents que l'on devait offrir aux trois fils du roi; ils étaient en argent doré, et celui du Dauphin valait à peu près le double de celui de chacun de ses frères. Un échevin, Vincent Nevelet, fut chargé de les acheter, d'en surveiller l'exécution et le transport à Troyes. Le marché avec les orfèvres, pour plus de sûreté, fut passé devant notaires. Nevelet stimulait les ouvriers, il leur donnait du vin « pour les faire diligenter et bien faire. » Lorsque les présents furent terminés, on les plaça dans des étuis de cuir, doublés de satin rouge, aux armes de la reine et des princes; on les enveloppa de coton, de peaux et de toile cirée, et on les chargea sur des chevaux, qui les amenèrent à Troyes à petites journées.

On n'offrait pas alors de présents aux princes, sans les accompagner d'un compliment en vers. Nevelet s'adressa pour en avoir un à un poète, ou, comme on disait alors, à un fatiste surnommé *Mère Sotte*[2], et qui n'était autre que le célèbre Pierre Gringoire.

1. On avait emprunté 6,000 l. aux plus riches bourgeois; mais les orfèvres « ne voulurent marchander à faire le présent à XXII l. le marc d'argent. » Reg. A. 9.

2. Nous donnons en entier le compte de Nevelet pour l'achat de ces présents :

S'ensuit la despence faicte par Vincent Nevelets eschevin de la ville de Troyes, en ung voyage par luy faict à Paris par l'ordonnance de messrs les maire eschevins et conseillers de lad. ville por achetter quattres présens d'or et d'argent dorey pour présenter à la Royne à sa joyeuse entrée en ceste d. ville et à messrs mons. le daulphin, monsr d'Orléans et mons. d'Angoulesme, fils du Roy, led. voyage commencé le samedi xe jour de janvier l'an mil v c trente-trois.

Pour le présent de la Royne qui est d'or à xxij caras pesant cinq mars trois oz et demye, moins une maille, à cent cincquante deux livres tournois le marc vallent huit c. vingt six livres tornois.

Le goût des mystères et des joyeusetés était plus vif que jamais. De grands projets avaient été faits. En dehors de la ville devaient s'élever trois portes ; sur celle de droite on aurait placé l'*Eglise*, avec ses suppôts chantant des motets ; sur celle du milieu *Noblesse triomphante* entourée de trompettes et de clairons ; enfin, sur celle de gauche, *Republicque accompagnée de labeur* et de joueurs d'instruments. Chacun d'eux, Eglise, Noblesse et République devait dire « un dizain en rimes » en l'honneur de la reine, et à peine auraient-ils eu terminé, que devait se présenter devant eux un grand troyen nommé Hector,

Pour la fasson a esté paié à Piramus Triboulet, orfèvre de Paris, la somme de deux c. vingt cinq livres tournois.

Item par le présent de mons^r le dauphin qui estoit d'argent dorey par tout pesant xiiij m. deux gros de xv é. sol le marc vallent quattres c. soixante xiii livres tournois xi s. t.

Item pour le présent de mons. d'Orleans qui est d'argent dorey par tout pesant sept mars sept oz un gros aud. prix de xv écus d'or soulay le marc vallent deux c. soixante vi livres vi s. t.

Item pour le présent de mons. d'Angoulesme, qui est pareillement d'argent dorey partout, pesant sept mars cincq oz cinq gros au prix de xv é. d'or soulay le marc, deux c. cinquante ix livres xix s. vij d. t.

Les d. trois présens d'argent dorey ont esté fais par Jehan Hoteman, orfèvre de Paris, qui a esté paié au prix de xv éc. d'or soulay de chacun marc, comprins les fassons, comme j'ay faict aparoir aux sus dits sieurs par la signature dud. Hoteman et ainsi leurs ay fait apparoir de celle dud. Piramus Triboulet pour le présent de la Royne.

Payé pour quattres estuys de cuir doublés de satin rouge, ensamble y avoir faict maictre des armoyries sur chascun la somme de dix livres tournois.

It. paié pour des sainctures de cuir pour les pendre la somme de v s. t.

It. pour trois quartiers taffetas vert pour maictre au présent de la Royne, xxij s. t.

It. paié en coton pour maictre autour desd. présens la somme de xxiiij s. t.

It. pour sept peaulx, deux aulnes et demye toille sirée et de la cordelle, xxiii s. t.

It. pour deux paniers pour maictre sur un bas pour porter lesd. présents avec un flassart pour maictre dessus, la somme de xviij s. t.

It. pour le rembourage du bas du sommier, y avoir mis ung crampon, une sangle et des cordes pour traverser lesdits paniers, xv s. t.

It. paié pour avoir levé des notaires de Paris le marché que j'ay faict aus. notaires, iiij s. t.

It. pour le vin de tous les houvriers à plusieurs fois pour les faire diligenter et bien faire, iiij liv. t.

It. pour les poultrais de tous lesd. présens que j'ay envoyé à mesdits sieurs par Nicolas Anceau comprins les armoiries de la Royne et de Champagne que jé faict enluminer pour les orfèvres et faiseurs d'estuis, la somme de L s. t.

It. pour deux chevaulx de loyage prins au Pavillion ensamble le salaire de celluy qui lui est venu querir et rameney ceulx qui estiont demorez aud. Pavillion, xx s. t.

accompagné des membres de l'échevinage [1]. Ce plan fut-il réalisé ? Nous ne saurions l'affirmer. Nous savons seulement que les clefs de la ville furent remises à la reine. Ce n'étaient pas des clefs en vermeil, comme celles qu'on offrait aux souverains, à une époque où les portes n'étaient plus que des barrières d'octrois. C'était des clefs en fer, qu'on avait relimées, blanchies et remises à neuf pour la circonstance [2]. La remise des clefs, c'était en faveur des souverains l'abandon des droits de garde que la ville exerçait en temps ordinaire ; c'était par conséquent une marque de soumission absolue.

Les réjouissances ordinaires furent sans nul doute offertes à la reine Eléonore. L'arbre des Croisettes portait des fleurs de

It. payé pour celluy qui a ramency mon cheval de cheulx Symon le Gras de Marigny, ensamble la noriture d'illec et d'avoir remmener celluy dud. Legras qu'il m'avoit presté et dont ne luy a esté rien payé, x s.

It. pour un fatiste appellé mère sotte qui a faict les dictons desdits présents en ryme. xxxv s.

It. plus pour deux chevaulx du cousin Denis Clerey qui sont venux à Paris apporter argent et pour remporter lesd. présents qui ont servy par xiiij jours à v s. par jour, la somme de lxx s. t.

It. pour despence desd. deux chevaulx et de deux hommes qui les menoient la somme de xj l. t. viij s. t.

It. payé à l'un desd. hommes qui est le serviteur de mons^r le Maire pour son salaire d'avoir servy vij jours à conduire le sommier qui portoit lesd. présents et compris viij s. t. pour une paire de souliers, la s. de xlviij s. t.

It. pour les paines du serviteur du cousin Denis Clérey d'avoir apporté led. argent et vaquez a rapporter lesd. présents et autres vaccations par luy faictes pendant que il estoye à Paris, x s. t.

It. payé pour la despence de bouche de moy, mon serviteur, de Nicolas Anceau et de nos chevaulx, lequel Anceau j'avoys mené avec moy pour rapporter novelles expresses aux susd. seigneurs de ma charge, lequel rapporta les poultrais et marché desd. présents, où j'ay vacqué par vingt-trois jours à xxx s. par jour, xxxiiij l. x s. t.

It. pour les vacations dud. Anceau et de son cheval, ensamble de moy, mon serviteur et deux chevaulx qui ont vacqué pour les xxiii jours, ce qu'il plaira a mesdits sieurs, L l. t.

Pour toutte de la mise : ij m. ciiij xxvij liv. t. xix s. x d.

Arch. mun. de Troyes, AA. 44, 2e liasse.

1. Ordonnance de ce qui se pourroyt faire pour l'entrée de la Royne. — Cette pièce est sans date. Arch. mun. A. A. 44e 2.

2. A messieurs les maire et eschevins de la ville de Troyes — supplie humblement Yvonnet du Bois pauvre homme sarrurier qu'il vous plaise le faire paier d'avoir relimer, blanchir et racouster les clefz de touttes les portes de la ville a l'antrée de la Royne, lesquelles luy furent données par le recepveur Jonchères et le sire Huguet le jeune, eschevin, et avoir rendues belles et bien nettoyees comme toutes neufves : et ce faire falut qu'il refusast tou plain de besongnes par lad. entrée où il eust beaucoup gaigné. A quoy, vous aurés regard, s'il vous plaist, et vous ferés bien. — Arch. de Troyes.

lis, du sein desquelles sortaient, non pas des rois, comme à l'entrée de Charles VIII, mais des jeunes filles représentant des reines [1]. Une mascarade de Maures eut un grand succès [2]. Au-devant de l'hôtel de Ville était dressée une fontaine. Mais nous avons surtout des détails sur un mystère qui fut disposé pour offrir d'un manière plus saisissante le présent qu'on destinait à la reine [3].

Lorsqu'elle se présenta devant l'échafaud où le mystère avait été préparé, des rideaux de couleur glissèrent sur leurs coulisses et laissèrent apercevoir un théâtre garni de tapisseries sur lequel se trouvaient des bergers et des bergères. Ils étaient groupés et assis autour d'une table couverte de beau linge,

1. A Emon Pietrequin papetier demeurant à Troyes, la somme de 115 livres tournois pour achat de 115 grands feuilletz... mis et employez aux grandes fleurs de lys et autres pour l'arbre des roynes... à... bourrelier... pour achapt de quinze sangles qu'il a livrées pour atacher et soutenir les filles en leur siége de l'arbre des Roynes... 15 s. t. Fragment d'un compte, Reg. A. 6.

2. Courtalon, I, 100.

3. Voici le texte qui le décrit:

Gilles Fournier et Jehan Thierry dit Secrétaire, conducteurs par hault de l'escharfault où se fera le don à madame la Royne, et leurs aides et gardes par bas, feront tapisser ou tapisseront led. escharfault par derrière et aux deux coingts, et pourvoieront de custodes et courtines coulissés de couleur pour mettre sur le devant dudict escharfault, affin de les ouvrir et tirer quant l'entrée se fera.

Ne laisseront monter sur ledict escharfault aucunes personnes que de bien n'y serviront, et appelleront le jour de l'entrée de bonne heure ceulx qui servent de personnages, mistères et conduites de secretz dudict escharfault, assavoir :

Champenoise simplicité, le fils Jaques de Marisy.

Bacchus, maistre Jehan de Moussan.

Cérès.

Bergers, bergères.

La fille du contrerolleur, maistre Michel du Pont.

Belin serrurier.

Lesditz Fournier et Thierry feront tenir aux dessusdits personages bonnes contenances et gestes telles qu'ils leur seront monstrés par Nicolas Maulroy avant que ouvrir les custodes et cortines.

Lesd. Fournier, Thierry et gardes, seront pourveuz d'une villette, d'ung marteau, d'ung cent ou deux de bonnes fortes espingles et de clous suffisamment.

Ilz ne desplaceront ne lesditz personnaiges aussi que une heure après l'entrée faicte, affin que ceulx de la ville et les estrangers puissent veoir les mistères à leur aise, après ladicte l'entrée.

Les ditz Fournier et Thierry ou l'ung d'eulx solliciteront Belin le serrurier, qui sera en leur compaignie, de faire la descente de l'enfant qui présentera le don, et le remonter quant il aura joué et faict son personnage.

garnie de sept à huit tasses d'argent, et sur laquelle étaient servis du pain, du vin, des tartes et des gâteaux. Bacchus et Cérès présidaient sans doute à leur repas, et, tandis qu'ils étaient groupés selon les indications données, voici que le fils de Jacques de Marisy, représentant *Champenoise simplicité*, descendait du haut du théâtre, par un engin de serrurerie, pour présenter à la reine le don que lui offrait la ville. Après avoir joué son personnage, il remontait en l'air, tandis que les bergers et les dieux étaient obligés de rester immobiles pendant une heure, afin que les habitants et les étrangers pussent voir *les mystères* à leur aise après le passage de la reine. Toute cette représentation, dirigée par Nicolas Mauroy, avait été conduite par Gilles Fournier et Jean Thierry, dit Secrétaire.

(*A suivre*). ALBERT BABEAU.

Si lesdictz Fournier et Thierry font quelques raisonnables fraiz et despences pour les choses dessusdictes, seront remboursez par messrs de la ville, en les baillant par déclaration.

Lesditz Fournier et Thierry, oultre ce que dessus, feront provision de beau linge, de six ou huit tasses d'argent, pain, vin, tarte et gasteau, pour couvrir une table ronde qui sera dedans le pavillon dudict escharfault, laquelle est faicte et préparée avec, et pourvoyeront de quatre ou cinq escabeaux pour asseoir les bergers, bergères à table audict pavillon.

(*D'une autre écriture*). Ordonné est au recepveur payer à Jean Thierry dit le secrétaire, la somme de 18 solz tournois pr les cy dessus. Faict ce xxvje jour de febvrier v c xxxiij.

INVENTAIRE DES RELIQUES

Pierreries, Joyaux précieux et Argenterie

de l'Église cathédrale de Langres

Gardés et conservés en la Chapelle de St-Bénigne, dite le Trésor
1709 *

II. — SUR LES RAYONS CONTRE LA MURAILLE VIS-A-VIS LA FENESTRE

10. — Une image d'argent de saint Gérard, évesque de Toul, dans laquelle il y a une dent du saint.

Cette image de saint Gérard est d'un rare artifice, avec cinquante-neuf pierres. La dent de ce saint fut envoyée le 15 mars 1498 par le chapitre de la cathédrale de Toul à celui de Langres, qui lui avait donné des reliques de saint Gengoul, martyr, auquel saint Gérard avait fait bastir en la ville de Toul une belle église collégialle. Saint Gérard fut évesque de Toul de 963 à 994 ; le saint pape Léon IX, qui avoit esté évesque de la mesme ville, soubz le nom de Bruno, le canoniza publiquement en 1052.

11. — Une grande croix d'or toute couverte de pierreries avec un gros rubis au milieu; au dedans un morceau considérable de la vraie Croix.

Cette précieuse croix a esté donnée par une reine de Navarre. Quelques manuscrits portent que ce fut Yolande, reine d'Arragon, sœur du cardinal Louis de Bar, administrateur de l'évesché de Langres de 1395 à 1413 ; mais les armoiries qui sont gravées sur le pied de cette croix font connoistre qu'elle fut donnée par Jeanne, reine de Navarre, femme de Philippe, fils de France, qui fut le roi Philippe-le-Bel, en 1285.

12. — Une image d'argent de saint Jean l'évangeliste, tenant un tonneau aussi d'argent ou il y a de la ceinture du saint.

Cette image de saint Jean l'évangéliste, premier patron de l'église de Langres, paroit plus ancienne qu'aucune pièce du trésor ; elle est d'une médiocre grandeur. Le tonneau qu'elle tient représente celui d'huile bouillante où fut jeté le saint, et d'où il sortit sans aucun dommage, suivant Tertulien ; ce qui arriva sous l'empire de Domitien, devant la Porte Latine, à Rome.

* Voir page 10, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

13. — Une grande image de la Sainte Vierge tenant l'Enfant Jésus, en vermeil doré.

Cette belle image de la Sainte Vierge, d'une assez bonne main, fut donnée par Gérard Travaillot, chanoine de la cathédrale de Langres, archidiacre du Dijonnois, doyen de la chrestienté et curé de Saint-Jean de Dijon en 1440. Ses armes, qui sont un cerf passant, d'or, sur un champ d'azur, se voyent sur le piedestal. Le diadème de l'Enfant Jésus a seize pierres, et à la couronne six, puis à la ceinture dix-huit. Il y a de plus à cette statue une petite poire d'argent doré pendante du col avec un cordon de soye; une croix d'or esmaillée, ornée de deux diamans, deux rubis et trois perles, avec un crucifix d'or en bosse d'un costé, et de l'autre une Nostre-Dame; un dixain de douze gros grains de lapis et la croix de mesme; deux crucifix d'or avec leurs chaisnes aussi d'or. Au dedans de cette image il y a plusieurs reliques; comme des habits de Nostre-Seigneur et de saint Jean l'évangéliste, des cheveux et du lait miraculeux de la Sainte Vierge.

14. — Une image de saint Joseph tenant l'Enfant Jésus, en argent.

L'image de saint Joseph tenant d'une main le saint Enfant Jésus, sur un piedestal, le tout d'argent, rempli de reliques, est un présent de Louis Pitois, chanoine de la cathédrale en 1535.

15. — Un riche coffre d'argent chargé de pierreries et esmaillié, ou sont les reliques des trois Enfants de la fournaise de Babylone.

Ce magnifique coffre fut promis par le roy François Ier, passant à Langres avec la reine, qui honorèrent les reliques des trois saints, en 1521, au mois d'août, en présence de Michel Boudet, évesque de Langres, premier aumônier du roy. Quelques parcelles de ces reliques, comme aussi de saint Mammès, des saints Gémeaux et de saint Didier furent accordées au roy et à la reine. Charles IX visita les reliques des trois saints en 1564, au mois de mai, et effectua la promesse de son ayeul en donnant ce riche et précieux coffre au trésor de Saint-Mammès. Ce fut un nommé Joseph, habile orfèvre, qui fit le coffre en forme d'arche d'alliance, parce que ces saints étoient de l'Ancien Testament. Le reste des corps de ces trois hébreux sont au chœur de la cathédrale, devant le grand autel, soubz une tombe de cuivre élevée de huit poulces, avec leurs trois statues couchées, solides et de même metail. On ouvrit ce tombeau en 1605, le 18 juillet, et en 1675, le 17 décembre, en présence du présidial et d'un grand nombre de personnes.

Il y avoit auparavant un tombeau de pierre, avec ces vers Léonins, ou plutôt rimes latines :

In hoc sarcophago
Jacent Sydrac, Missach, Abdenago,
Igne usti ut pelago;
Quos persarum rex Zenonas
Transferri jussit Lingonas
Ad depellendum demonas.

Ce fut Guillaume Antoine, chanoine de Langres, et archidiacre du Tonnerrois, docteur en droit, qui fit faire le tombeau en cuivre; il est lui-même enterré devant la chaire, dans la nef de la cathédrale, son squelette est en relief sur sa tombe; il vivoit en 1406. Le roi Louis XIII voulut voir aussi ces reliques en 1639, au mois d'août. Il y a plusieurs siècles que cette cathédrale les possède : la tradition porte que ce fut un comte de Langres, sans dire le nom, qui les obtint de l'empereur Zénon en récompense des signalés services qu'il lui avoit rendus contre Odoacre, roi des Hérules, qui avoit occupé l'Italie en l'année 476. La vertu des reliques de ces saints du Vieil Testament chassa les démons qui infestoient le pays de Langres. Ainsi ce serait saint Aproncule, X^e^ évesque de Langres, qui auroit receu ces sacrés ossemens. Il est constant que l'on transporta de Babylone les reliques de ces saints, pour les mettre au tombeau de saint Siméon le Stylite, mort en 460, comme il l'avoit demandé, afin que s'il s'y faisait des miracles, on les attribuât à ces saints, et ce par un sentiment d'une grande humilité. L'empereur Léon fit apporter le corps de saint Siméon à Constantinople, et il fut mis dans une église magnifique qu'il lui avoit fait bastir. Ainsi, il est assez probable que Zénon, son successeur, ait pu donner des reliques de ces trois Enfants de la fournaise. Cela demande une particulière dissertation, pour examiner et bien establir la vérité de ce fait. Je diray encore que la reine Claude estant enceinte, lorsqu'elle estoit avec François Ier à Langres, ce roy touché de dévotion pour nos saints hébreux, promit que si la reine accouchoit d'un fils, il porteroit le nom d'un de ces trois saints. La reine ayant eu un fils, il fut nommé Charles Abdenago, avec le titre de duc d'Orléans; il mourut peu de temps après.

Quelques graves autheurs parlent de la possession de ces reliques par l'eglise de Langres : ainsi Hugues, sur Daniel, qu'il a interpretté; Richard Roussat, chanoine de Langres, en son livre *De mutatione temporum;* le chevalier Jean de Mande-

ville, anglais, dit dans ses Voyages d'Orient, que s'estant informé à Babylone où estoient les corps de ces trois saints, on luy dit qu'ils avoient esté transportés à Langres: cet escrivain vivoit en 1335. Le pape saint Léon IX passant à Langres en 1050, accompagné d'Alinard, LVIIIe archevesque de Lyon, tiré du clergé de Langres, après avoir consacré Harduin, LIIe evesque de Langres, et Fromond, XLVIe évesque de Troyes, fit une prédication en l'honneur des trois saints de la fournaise, et donna des indulgences. Les enfants de chœur de cette cathédrale chantent sur le tombeau des trois saints tous les samedis des Quatre-Temps le cantique *Benedicite*, composé par ces enfants hébreux en la fournaise de Babylone, où ils furent jettés par les ordres de Nabuchodonozor l'an du monde 3455, sans avoir esté aucunement endommagés par le feu, quelque violent qu'il fût.

16. — Les deux chefs d'argent doré de sainte Valerie et de sainte Florine des Onze mille Vierges martyres.

Ces deux chefs ont esté apportés par le cardinal Louis de Bar, évesque de Langres, les ayant eu de Cologne, lorsqu'il fut envoyé légat en France et en Allemagne par le pape Alexandre V en 1409. Ce cardinal fonda en la cathédrale de Langres, l'anniversaire de sa sœur Yolande, femme de Jean Ier, roi d'Arragon; il fonda aussi le prieuré de Cheirey, à une lieue de Langres, pour des Hyéronimites.

17. — Un bras d'argent avec quarante et une pierreries, renfermant le bras de saint Bénigne.

Il estoit juste que le bras de saint Bénigne, apostre de ce diocèze, qui y a planté la foy et baptizé les premiers chrétiens, fût conservé en la mère église; ce saint fut martyrizé soubz Marc-Aurèle, vers l'an 170. Il estoit disciple de saint Polycarpe, évesque de Smyrne en Asie, qui avoit esté luy-mesme disciple de saint Jean l'évangéliste.

18. — Un bras d'argent contenant une relique du bras de l'apostre saint Jacques le Majeur.

Suivant le P. Vignier, jésuite, ce fut Geylon, XXXIXe évesque de Langres, qui, retournant du voyage de Saint Jacques en Galice, vers l'an 883, apporta ce bras de l'apostre saint Jacques, nommé le Majeur, fils de Zébédée, frère de saint Jean l'évangéliste.

Il paroit pourtant par une chartre de Louis le Débonnaire, dattée du 9 de septembre la première année de son empire,

indiction 6, qui revient à l'an 814, que le bras de saint Jacques estoit déjà en l'église de Saint-Mammès, suivant M. le chanoine Thibaut, qui l'a remarqué en ses manuscrits.

Geylon, qui estoit auparavant abbé de Tournus, avait déjà apporté à Tournus le corps de saint Philibert; en revenant d'Espagne, il rapporta de Narbonne le corps de saint Prudent, martyr, diacre, qu'il mit à Bèze, abbaye qu'il chérissait au diocèse de Langres.

19. — Chef d'argent de saint Jacques le Majeur.

Depuis quelques années, on a fait un buste d'argent de ce mesme apostre, où l'on a mis quelques parcelles de ses reliques.

20. — Chef d'argent doré de saint Gengoul, martyr, reposant sur un autre reliquiaire, aussi d'argent doré, qui lui sert de base, et qui contient une coste de saint Maurice et des reliques de ses compagnons. Ce buste est orné de vingt-cinq pierres précieuses.

Saint Gengoul souffrit le martyre pour la justice, il fut assassiné par l'adultère de sa femme, le 11 may en 760, en une de ses terres au Bassigny. Son corps fut porté, en majeure partie, à Varennes, au voisinage, en l'église qu'il avoit fait bastir soubz l'invocation de saint Pierre; le reste des précieuses dépouilles du saint fut mis dans une châsse, comme nous le dirons cy après. On trouve de ses reliques à l'abbaye de Tart, au diocèse de Langres, et en Allemagne, et en Lorraine, à Toul, où il y a des églises basties soubz l'invocation de son nom, qui y est révéré. Il commandait les armées du roi Pépin.

Ce buste est chargé de vingt-cinq chattons avec pierres, en comptant celles qui sont sur la relique de saint Maurice, chef de la légion Thébaine, qui fut martyrizé avec ses soldats proche de Sion au Vallais dans les Alpes, soubz l'empire de Maximien, vers l'an 285.

21. — Buste d'argent doré de sainte Catherine, vierge et martyre.

Ce petit buste de sainte Catherine, vierge et martyre d'Alexandrie, où elle souffrit le martyre soubz l'empire de Maximien, après avoir confondu les philosophes payens par sa sagesse. Ce buste a une couronne sur sa teste avec plusieurs pierres; on ne sait point qui l'a donné.

22. — Beau reliquiaire d'argent, bien travaillé, sans reliques.

Ce reliquiaire, comme il est escrit au dos, fut donné par Jean de Taviaux (*de Tavellis*), chanoine et archidiacre du Bassigny et du Laçois (*Latiscensis*), où est Chastillon-sur-Seine, homme sçavant, vivant en 1252 et 1260.

23. — Petit chef de saint Laurent, en argent doré, très beau.

L'hospital devant l'église-cathédrale porte son nom; il est entretenu avec beaucoup de charité et de propreté par le Chapitre, qui y tient pour le service des pauvres malades des religieuses hospitalières; deux chanoines en sont les intendans. Il fut fondé par cet insigne Chapitre l'an 1202, en la maison du chanoine Estienne de Pontaillé, d'une ancienne noblesse, décédé en 1201. L'acquisition que le Chapitre avait faite quelque temps auparavant de Guy, seigneur de Trichâteau, es villages de Cohons et de Vaux, fut employée à cette bonne œuvre, qui s'est beaucoup augmentée ensuite par les charités et libéralités des chanoines. Ce fut en 1689 que l'hospital Saint-Laurent fut restabli en l'estat où l'on le voit aujourd'hui, par les soins particuliers de feu l'illustre Pierre Gaillard, docteur de Sorbonne, doyen très-mérité de ce noble chapitre, mort le 13 avril 1699.

24. — Petit chef de sainte Magdeleine.

25. — Trois croix antiques à doubles croisons, en argent.

26. — Deux navettes d'argent.

27. — Reliquiaire de vermeil doré, avec une couronne aussi de vermeil, enrichie de pierreries, ou il y a une espine et de l'esponge de Nostre Seigneur.

Ce précieux reliquiaire a esté donné par Anselme de Maizière, langrois, mary de Bonne de Germinet. La sainte Espine est un don de Germinet, médecin du roi saint Louys. Anselme Petit, chanoine, fonda une procession à l'église de Saint-Martin, paroisse de la ville de Langres, où l'on porteroit cette relique, et l'on y faict des prières sur les tombes des Petit et des Tabourot, anciennes familles de cette ville. Il y a une vieille tapisserie peinte en la cathédrale, où le nom de cette dame de Germinet est escrit. La couronne qui est sur le reliquiaire est à six grands fleurons garnis de pierres; on croit qu'elle a esté donnée par un duc de Bourgogne.

28. — Reliquiaire d'argent en forme d'église, dit des XII Apostres, porté par quatre petits images, avec vingt-huit pierres.

Ce reliquiaire, très vieil et bien faict, dit des douze Apostres, à cause qu'il y a dedans quelques parcelles de leurs reliques, fut autrefois porté par le grand archidiacre dans ses visites. On croit que Charlemagne le donna.

29. — Reliquiaire en forme de psalterion, en argent, dit de saint Estienne, enrichi de vingt-sept pierreries.

Ce reliquiaire, bien travaillé, dit de saint Estienne, fut

donné par Antoine Bonnyer, chanoine, vivant en 1508. Il y a dans ce reliquiaire des reliques de saint Irénée, évesque de Lyon, et martyr soubs l'empereur Sévère en 202; et de saint Léger, évesque d'Autun, martyrizé par le cruel Ebroïn, maire du palais des rois de France Clotaire III et Thierry, en 678.

30. — **Reliquiaire** d'argent, en forme de coffret.

On croit qu'il y a encore des reliques de ce saint Léger en ce petit reliquiaire.

31. — **Reliquiaire** d'argent doré, sur un pied.

32. — **Un bras d'argent de saint Gengoul**, martyr; avec des reliques de saint Nicaise, archevesque de Rheims, et de saint Grégoire, XVIe évesque de Langres.

33. — **Belle croix d'argent**, en forme de pyramide, ou sont des os de saint Ignace, évesque d'Antioche, martyr soubz Trajan l'an 107.

34. — **Petite image de saint Mammès**, martyr, tenant une phiole où il y a de son sang miraculeux.

Le sang miraculeux de saint Mammès sortit de l'os de son bras, enchassé dans de l'argent enrichi de pierres, lorsque l'évesque Godefroy voulut détacher les plus précieuses de ces pierres pour subvenir aux frais de la guerre de la croisade preschée par saint Bernard, son parent, en 1147. La tradition porte que l'outil de l'orfèvre ayant eschappé et entamé l'os, il en sortit du sang abondamment pour estre distribué en plusieurs lieux; la plus grande partie fut mise dans un petit coffre dessous les pieds du grand crucifix d'argent derrière le grand-autel, sur lequel est escrit en gros caractères de ce temps-là :

« Hic est de sanguine sancti Mammetis. »

L'église collégiale de Saint-Jean à Grancey en a dans une petite phiole de cristal que jay vüe encore teinte de couleur rouge. Il y a plusieurs exemples de ces sangs miraculeux : ceux de saint Janvier, à Naples; et du bras de saint Nicolas de Tolentino en la Marche d'Ancône; de saint Estienne à Besançon soubs l'évesque Chelidonius, vers 444, sont assez semblables.

35. — **Reliquiaire** d'argent, dit du Saint-Sépulchre.

Ce reliquiaire est ainsi appelé à cause qu'il est plein de la terre et des pierres du sépulchre de N. S. Jésus-Christ, que nos évesques, qu'on sçait avoir esté à la Terre-Sainte, ont probablement apportées.

36. — **Petit reliquiaire** en cuivre doré, ou sont des reliques de saint Germain, évesque d'Auxerre.

Les reliques de saint Germain qui sont en ce reliquiaire

doivent estre regardées comme rares, les hérétiques ayant brûlé son corps quand ils se rendirent maîtres de la ville d'Auxerre, vers la fin du XVIe siècle. Ce saint prélat vivoit au Ve siècle; il mourut à Ravenne le 31 juillet 435, suivant Baronius.

37. — **Reliquiaire** en argent, en forme de coste reposant sur deux **griffes** aussi d'argent. Il renferme une coste de saint Yves et quelques parcelles du chef de saint Mammès et d'un doigt de sainte Marguerite, vierge et martyre.

38. — **Trois coffres de bois peint** avec des vitraux; ils sont pleins de reliques de plusieurs saints.

Ce fut le chanoine Antoine Bonnyer, dont on a déjà parlé, qui a fait faire ces trois cassettes où il y a des reliques de sainte Barbe; le poulce de saint Barthélemy, apostre, donné par les moines de Vaux-la-Douce, abbaye de ce diocèze [1]... Il y a un de ces coffres rempli de la terre sainte. Les autres reliques, qui y sont en grand nombre, sont probablement des premiers évesques de Langres, réputés saints; et de saint Anathole, évesque d'Asie (et non d'Escosse, comme je l'ay fait voir au *Martyrologe de Langres*). On fait au bréviaire de Langres, le 30 janvier, sous le rite double, la réception des reliques de ce saint, dont Nicolas de Flavigny, archevesque de Besançon, fit l'élévation en l'église collégiale de Salins en Franche-Comté, le 1er septembre. Ce prélat avait esté doyen de Langres, ce qui fait conjecturer que ce fut luy qui fit présent de ces reliques à Langres; il mourut le 7 septembre 1235.

39. — **Mître de l'évesque Guy-Bernard**, mort le 28 avril 1481, elle est toute couverte de perles avec quarante-deux pierres fines; il y a aussi sa crosse et son calice.

40. — **Deux anciennes navettes en argent; une paix en cuivre doré; deux bastons d'argent de chantre; un baston d'yvoire** qui sert encore au maistre des cérémonies aux processions.

41. — **Grande croix plate**, grecque, couverte de feuilles d'or et d'un grand nombre de pierres, d'esmaux et d'inscription.

Cette riche croix est large et haute, au derrière de laquelle est la face de Nostre Seigneur couronnée d'or, d'une matière ancienne; elle est portée aux principales processions par un prestre des huit prébendiers de la cathédrale.

42. — **Cotte-maille de fer de saint Gengoul, martyr.**

1. Cette abbaye fut fondée par Manassès, doyen de la cathédrale en 1152, qui devint ensuite évesque de Langres. Ce fut en reconnaissance des secours que le Chapitre de Langres leur donna avec des sommes considérables d'argent pendant les guerres, que les religieux de Vaux-la-Douce donnèrent cette précieuse relique. Les hérétiques enlevèrent leur trésor et leurs reliques. Ces religieux reprirent l'argent et les pierreries ou estoit enchassé le doigt de cet apostre.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Étude historique sur les documents existant aux archives
612-1780 *

Jean II avait été dans la nécessité de compléter la donation ite à l'hospice Saint-Antoine par sa mère et de remplir intéalement, pour la part qui lui était afférente, les engagements is vis-à-vis des moines. A son tour, Regnard de Bourbonne it, en 1313, parfaire la portion qui lui incombait et payer le pplément de la fondation faite.

« Je Regnard de Choiseul, sire de Bourbonne fais savoir à tous ceulx qui verront et orront les présentes lettres, que comme Messire Jean de Choiseul mes amés, pères, et messire Jean de Choiseul mes amés frères eussent assis ès frères de l'hospital de Sainct Antoine de Bourbonne terre pour vingt livrées de terres, lesquelles Madame ma mère avait données es dit frères en son testament et lesdits frères ne s'en tinsent à payés et je messire Iean dessus dit et messire Regnard sires dAgremont mon frère aïant trouvé par prudhommes de foy que la dite assise ne vault que quatorze livrées de terre ainsy nous trois sommes tenus d'assere es dits frères six livrées de terre pour accomplir et pour parfaire les dittes vingt livrées de terre et il en affier à moy Regnars dessusdit et nommé pour ma partie c'est asseavoir pour le tiers à asserre es dits frères, quarante souldées de terre, leur ay assis, assiéz et assignons sur le moulin de la Châtre, c'est asscavoir sur le décime que ie ay au molin le quel j'ay à deschoitte [1] de par Benoiste, fille Viennel le filz Prel qui fut et d'aquest et d'achapt que je ay faict au dit Viennel de telle partie comme il y avoit et ce décime ay je donné et octroyé tout entièrement ausdits frères et à leurs successeurs, pour les dittes quarente souldées de terres tant ce que je

* Voir page 385, t. VIII, 4e année, de *la Revue de Champagne*.

1. On appellait deschoittes ou eschoittes tout ce qui échéait par succession.

« avois pouvois et debvois avoir tant d'eschoitte de par la dite « Benoiste que d'achapt faict au dit Viennel et à Gillotte sa « femme et tant le droict qu'ilz y avoient c'est asscavoir en « bled, en porchiet, en censes, en la maison du dict molin « ensemble deux pièces de pré séant au finage de Bourbonne, « au lieu qu'on dict en la Mazelle[1] et sied entre le pré Besancon « Dominadel d'une part et le pré le Courdaut[2] et l'autre sied « entre le pré ès enfans Villniol qu'est de Bar d'une part et le « pré ès-enfants Veury d'autre part lesquelles deux pièces de « pré contiennent faulx et demye de pré qui m'étoient « eschoittes de la dite Benoiste et me suis devestu du décime « du dit moulin et des dettes dessus nommées et des dittes « pièces deux de prés pour moi et pour mes hoirs et en ay « revesti les dits frères pour tousiours pour leur et pour leurs « successeurs et les en met et les en ay mis en vraye posses- « sion corporellement et leur en promet à porter léaul garentie « envers tous et contre tous à tousiours et la chose dessus dite « fermement tenir soubz l'obligation de mes biens et des biens « de mes héritiers.

« En tesmoing de la quelle chose pour ce qu'elle soit ferme « et stable je Regnars dessus nommé pour moy et mes héritiers « en ay baillé ces présentes lettres scellées de mon scel esdits « frères pour leur et pour leurs successeurs en tesmoignage « de vérité, faict en l'an de grâce mil trois cent treize le mer- « credi devant la Magdelaine[3].

Pour en finir avec le moulin de la Chastre citons encore la donation du huitième de cette usine faite à l'hôpital Saint-Antoine par Jeanne de Laferté-sur-Amance en 1322.

« Je Jeanne de La Fertey sur Amance femme de Messire « Joffroy chevalier, seigneur de Dombrot, salut.

« Comme je eusse à ma vie sur le cinquiesmes du moulin de « la Châtre séant auprès de Bourbonne sur appance apperte- « nant à la maison de Saint-Antoine de Bourbonne l'octiesme, « sçaichent tous que de l'authorité du dit chevalier mon mary

1. La Maizelle ou Mézelle est encore une source très-abondante qui se trouve près de Bourbonne, l'origine de ce vocable a été probablement le vieux mot *Mézel* ou *Mésel* qui signifiait lépreux, nous verrons plus loin que l'hospice Saint-Antoine avait non loin de la source une maladrerie ou maladière.

2. Pré du *Cours d'Eau*.

3. Fonds des ordres de Malte et de Saint-Antoine, hôpital de Bourbonne. Archives du Doubs, copie de notre collection.

« donnée à moy de ce faire je ay donné et octroie à la religieuse « personne frère Pierre, commandeur de la dite maison et à ses « successeurs et à la dite maison ledit octiesme pour trente-deux « penaulx de bled que ja en a heu du dit commandeur et m'en « tiens pour bien appayez et la revestu et en saisine du dit « octiesme. Et prometz par mon serment que iamais ne venray « encontre ces choses mais les aurai tousiours fermes et sta- « bles. Et parce que je n'ay pas de scel j'ay prié et requis mon « dit seigneur et mary et monsieur Simon curie de Bourbonne « qu'ils mettent leurs scelz à ces présentes lettres en tesmoi- « gnage de ces choses.

« Et je Joffroy dessus nommé à la prière et requeste de la « dite Jeanne ma femme à qui j'avais donné authorité de ce faire « ay mis mon scel à ces présentes lettres en louant et confir- « mant icelles.

« Et je Simon curie de Bourbonne dessus dit j'ay mis le « mien à la dite prière et requeste. Ce fut faict en l'an de « grâce mil trois cent vingt et un le lundy après la Chandeleire « presents Guillou le prevost, Lambelot du Chastel et maistre « Raynard prudhomme clerc[1].

A cette date, c'est-à-dire vers 1313, se place un fait qui, bien que relaté par plusieurs chroniqueurs, nous a semblé très-discutable. Ce fait le voici :

Il résulterait de lettres de Louis de Navarre, comte palatin de Champagne et Brie, fils de Philippe-le-Bel, et plus tard roi de France, que ce prince saisi des réclamations de son frère Philippe de Poitiers, palatin de Bourgogne et sire de Salins, lequel se plaignait : « *de voir les gens de Champagne justicier* « *et sergenter dans plusieurs lieux de la baronnie et comté tels* « *que Bourbonne, Luxeuil, Jussey, Cherlieux, etc., etc., et à* « *son préjudice,* » aurait ordonné une enquête sur les faits incriminés et prescrit de réintégrer Renard de Choiseul, sire de Bourbonne, dans les droits qu'il y avait et qu'il avouait tenir du comte Philippe.

En suite de cette ordonnance Hubliet, prevost et sergent de Jussey, commis pour garder et deffendre « *Monseignor Regnard* « *de Choiseul et Ma Dame Guillaume de Borbone et les aultres* « *seignors qui de lour tiennent ensemble tous les hommes et* « *habitans de la ville de Borbone et leurs biens come ceulx que*

1. Fonds de Malte de l'ordre de Saint-Antoine, hôpital de Bourbonne. Archives du Doubs.

« *lon avoe a estre de fie liege de la Comte de Bourgongne,* » ayant dressé un procès-verbal, on paraît en conclure que Bourbonne, pays d'extrême frontière de la Champagne, aurait alors appartenu à la Franche-Comté.

Nous avons dû rechercher ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans cette assertion, et nous avons reconnu qu'elle était très-contestable et en tous cas très-exagérée.

Othon IV, comte palatin de Bourgogne, avait eu de Mahault d'Artois sa femme, une fille nommée Jeanne qu'il avait songé à marier à un des enfants du roi de France, Philippe-le-Bel. Des ouvertures avaient été faites dans ce but dès l'année 1291, et il avait été stipulé que dans le cas où il plairait à Philippe de consentir au mariage de son fils aîné avec Jeanne, Othon et sa femme s'obligeaient « à obtenir du Roy d'Allemagne ou de « l'Empereur, qu'ils quitteroient l'hommage qu'ils avoient au « comté de Bourgogne, et en ce cas promettoient au beau-père « de leur fille la baronnie de Salins et les contez d'Artois et de « Bourgogne après le décez de lui comte palatin. »

En 1294, ce projet qui n'avait point abouti fut repris. Cette fois on arrêta que Jeanne de Bourgogne prendrait pour époux celui des enfants du roi de France que lui-même désignerait. Il fut ajouté que dans le cas où ce dernier viendrait à mourir avant d'avoir fait son choix, sa veuve Jeanne de Navarre et son fils ou successeur y pourvoiraient.

En faveur duquel mariaige « dit un auteur du temps, dans un traitez des droits du Roy » *Othon et Mahault assignèrent en dot à leur fille et luy donnèrent la comté de Bourgogne et totam baroniam et tous leurs biens ; et dès lors s'en dessaisissant eulx et leurs hoirs entre les mains du Roy sans que jamais il peussent retourner à eulx ou à leur fille comtesse.*

Par contre Philippe donnait au comte cent mille livres pour les arrhes du marché; il s'engageait en outre à lui verser comme compensation de l'abandon de ses terres : 1° la somme de dix mille livres par an, pendant toute sa vie; 2° celle de cinquante mille comptant pour payer ses dettes; 3° enfin quarante mille livres le jour où il entrerait en pleine possession du comté.

Conformément à ces conventions, le roi de France choisit pour Jeanne son deuxième fils, Philippe, comte de Poitiers. Le mariage, retardé par la mort d'Othon qui trépassa en 1303, eut lieu en 1306, et la même année Jehan de Chalon, sire d'Arlay, *reconnut avoir pris en garde du Roy Philippe-le-Bel,*

le comté de Bourgogne pour le tenir et gouverner tant qu'il plairait audit seigneur Roy, avec promesse de rendre ledit conté audit Roy et à ses successeurs les rois de France lorsqu'il en serait requis.

Les clauses du traité de mariage de Jeanne et de Philippe de Poitiers avaient été approuvées et ratifiées par les autres enfants d'Othon et notamment par Robert d'Artois; et deux ans plus tard, lorsque la mort de Louis-le-Hutin, son frère aîné, eut appelé le nouveau duc de Bourgogne au trône de France, Philippe-le-Long donna à Jeanne, sa femme, le comté de Bourgogne pour en jouir pendant toute sa vie.

On voit, dès lors, que Philippe-le-Bel posséda ce comté jusqu'au mariage de son fils, c'est-à-dire en 1306, époque à laquelle ce dernier eut le gouvernement de Bourgogne sous la suzeraineté du roi de France. Ce serait pendant cette période que Philippe aurait adressé des réclamations à Louis de Navarre, son frère aîné, comte palatin de Champagne et Brie ; réclamations qui auraient motivé la mission du sergent Hubliet, dont nous parlons plus haut.

Nous extrayons de l'ouvrage de M. Bougard le document qui y a trait, et qui existe aux archives de Dijon [1].

« A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Philibert « de Vauldrey, conseiller et chambellan de Monseigneur le « Duc et Conte de Bourgoingne et son bailly d'Amont ou dit « Conte Salut. Savoir faisons que aujourd'hui, date de cestes, « honorable homme et saige Jehan Poinsot, conseillier de mon « dit seigneur et son procureur ou dit bailliaige, a exhibées « judiciairement et nous a présentées deux lectres en par- « chemin, la première scellee d'un petit scel en double queuhe « de cire vert en la barathelle duquel a une flour de liz et est « comme contenu est en la dite lectre le scel de la prevoste de « Paris.

« Et la seconde est une copie escripte en parchemin qui n'est « scellee ne signée et s'ensuit la teneur d'icelles. Et première- « ment sensuit teneur de la dicte et premiere lectre. A tous « ceus qui ces lectres verront Jehan Ploiebancin garde de la « prevoste de Paris Salut. Sachent tuit que Nous le jeudi « apres Pasques flories, l'an de grâce mil ccc et treze, veismes « unes lectres scellées du scel nostre Seigneur le Roy de « Navarre contenant la forme qui sensuit.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

1. Tome 1, page 825.

LES ÉCOLES ET L'UNIVERSITE DE REIMS

Pièces Justificatives

A

Privilèges accordés, le 17 février 1340, par Philippe de Valois, à l'Université de Paris, et étendus par Henri II et ses successeurs à celle de Reims.

Philippus, Dei gratiâ, Francorum Rex. Notum facimus..... (Ici le roi énumère la nécessité d'avoir des hommes instruits, la gloire qu'on retire de la protection accordée aux lettres, etc.).

Horum habita consideratione, præfatis Magistris et Scholaribus ipsius Universitatis præsentibus pariter et futuris, et ad ipsum studium accedentibus, aut se ad venieudum sine fraude et actualiter præparantibus ac in ipso commorantibus, concedimus de gratia speciali, et certa scientia, et de nostræ plenitudine potestatis : Ne quisquam Laïcus, cujuscumque conditionis vel eminentiæ existat, sive privata persona, præpositus, vel Ballivius, præfatos Magistros et Scholares, aut ad ipsum studium accedentes, vel se ad veniendum sine fraude actualiter præparantes, aut ad propria redeuntes, de quarum scholaritate constabit per proprium juramentum, in personâ, familiâ, sive rebus, occasione Pedagii, Taliæ, Impositionis, Coustumæ, vel aliorum hujusmodi personalium onerum, aut alterius exactionis cujuscumque personalis inquietent, molestent, aut alias quovis modo extorquere præsumant. Item, quod Magistri et Scholares Parisiis studentes, per quoscumque Judices Regni nostri sæculares, extrà muros Parisienses inviti in causâ personali, ad eorum judicium, vel examen non trahantur nec citentur ; nec hoc procurent facere Laici subditi ipsius regni nostri. Item, quod bona eorum, et munitiones de quibus habent et habebunt vivere et sustentari in ipso studio memorato, statu eorum considerato, occasione guerrarum, nec aliâ occasione quacumque, per quoscumque, cujuscumque conditionis, statûs, vel eminentiæ existant, pro nobis aut nostris subditis non expiantur, aut aliàs quomodolibet arestantur. Ad præmissa vero diligenter exequenda, et sine debito terminanda, ne Magistri et Scholares Universitatis præfatæ, vagandi a studio assumant materiam, sed potiùs in ipso continuè perseverent, nec interruptionem studii, occasione præmissorum possint sibi aliqualiter vindicare : dilectum nostrum Præpositum Parisiensem præsentem et futurum, executorem, gardiatorem omnium et singulorum supradictorum, per nos iisdem Magistris et Scholaribus dictæ Universitatis concessorum tenore præsentium deputamus ; dantes dicto

* Voir page 389, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

Præposito præsenti pariter et futuro ac etiam committentes tenore præsentium in mandatis, ut præfatos Magistros, Scholares, nostris præsentibus gratiis, Privilegiis, franchisis et libertatibus supradictis uti faciat et gaudere : rebelles autem, ipsos Magistros et Scholares dictæ Universitatis in præfatis nostris gratiis, Privilegiis, franchisis, et libertatibus impedientes, ut a rebellionibus et impedimentis hujusmodi omnino desistant, viriliter compellendo : non obstantibus quibuscumque privilegiis, indultis vel concessis, vel in posterum concedendis quibuscumque personis, non facientibus de verbo ad verbum expressam de hujusmodi Privilegiis mentionem : Salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno.

B

Codex Juramentorum in Universitate Remensi præstandorum.

I Discipulorum studentium

Ego N. *Primo* juro me servaturum Jura, Libertates, Privilegia et Statuta facta et facienda Universitatis Remensis.

Secundo. Juro me exhibiturum honorem et reverentiam Domino Archiepiscopo Duci Remensi, dictorum Privilegiorum Conservatori, D. Rectori dictæ Universitatis, et Decano meæ Facultatis; et ad quemcumque statum pervenero, iisdem obediturum in omnibus mandatis licitis et honestis ; servaturumque pacem et concordiam inter supposita Universitatis.

Tertio. Juro nullibi me revelaturum secreta hujus Universitatis in præjudicium ejusdem.

Quarto. Juro me fideliter dicturum nomen et cognomen meum, et si quod beneficium habuerim, aut ex nobili genere natus fuerim, et cujus diæcesis sim.

Ità juras? Ita juro ✠. In signum tuæ sinceritatis, hanc piam Christi in cruce pendentis osculare imaginem.

II Juramenta Magistrorum, Doctorum, Præceptorum, et omnium qui in Universitate Remensi recipi cupiunt.

Ego N. fide orthodoxâ recipio et credo, posthâc recepturus et crediturus, duodecim articulos fidei catholicæ in symbolo Apostolorum contentos, decem præcepta legis divinæ, Ordinationes, et Concilia Ecclesiæ Catholicæ, septem Ecclesiæ Sacramenta a Ch. Salvatore nostro instituta, Baptismum, Confirmationem, Sacros Ordines, Matrimonium, Sacramentalem Confessionem, Sacro Sanctam Eucharistiam in qua vere et realiter Corpus et Sanguis Ch. continentur et Extremam Unctionem. Deum similiter imprimis amandum judico, timendum, orandum et reverendum. Sanctos qui cœlesti beatitudine fruuntur, honorandos, imitandos et orandos. Lutheranorum aliorumque Hæreticorum Sectam et eorum Doctrinam tanquàm erroneam et hæreticam, execror et abhorreo : et hæc omnia meis Auditoribus tradere atque persuadere conabor.

Item. Juro me nec publicè nec privatim prælecturum Auditoribus meis Authores impudicos, hæreticos, aut de falsâ doctrinâ suspectos, sed cultos et probatos, quos mihi præscribet Remensis Universitas.

Item. Juro me observaturum Jura, Privilegia, Statuta facta et facienda, Libertates et Consuetudines laudabiles hujus Universitatis Remensis, meæ Nationis et Facultatis.

Item. Juro me, quoad vixero, honorem et reverentiam exhibiturum Domino Archiepiscopo Duci Remensi ; D. Rectori et Procuratori Nationis meæ, iisdemque obediturum in licitis et honestis, nec revelaturum Secreta Universitatis et Facultatis meæ; nec opem laturum adversariis D. Rectoris, Procuratoris et Suppositorum ejusdem Universitatis.

Item. Juro me servaturum pacem et concordiam inter supposita dictæ Universitatis, necnon in supplicationibus publicis et congregationibus tàm Universitatis quàm meæ Nationis affuturum in habitu decenti et honesto, D. que Rectorem comitaturum in iisdem supplicationibus faciendis.

Pro Scriba.

Item. Juro me fideliter officium Scribæ exerciturum in honorem et utilitatem Universitatis, conclusiones et decreta D. Rectoris ac totius Universitatis ad acta relaturum ; litteras Gradûs, Temporis Studii, Nominationum et alias hujusmodi, solùm præceptoribus et studentibus capacibus, juxtà Ordinationes et Concordata daturum, et pro mercede laboris, id solum quod ab Universitate mihi præceptum fuerit acceptum.

Ità juras ? Ità juro. In signum, etc.

III Juramentum Rectoris.

Juro me fideliter exerciturum officium Rectoratûs in honorem et utilitatem hujus Universitatis Remensis.

Item. Juro me nulli daturum Sigillum Rectoratûs nisi iis de corpore Universitatis Remensis, et non recepturum ultrà jura ordinaria pro Sigillo magno et parvo ; nec ullum Scholasticum ad juramenta admissurum sine testimonio Primarii et Præceptoris in Gymnasio Bonorum Puerorum docentis, aut alio a fundatore Universitatis recepto et approbato.

Item. Juro me servaturum Leges, Ordinationes, Libertates et Statuta facta et facienda dictæ Universitatis, similiter pacem et concordiam inter supposita ejusdem.

Item. Neminem, cujuscumque fuerit Gradûs sive Statûs, admittam ad Societatem et Confœderationem sive incorporationem hujus Universitatis Remensis, nisi priùs juramentum fidelitatis, obedientiæ et honoris, præfatis Dominis Archiepiscopo et Rectori præstiterit.

Item. Juro me procuraturum ut Successor meus hæc omnia palàm et publicè juret.

Ità juras ? Ità juro, In signum, etc.

IV Juramentum Procuratoris.

Primo. Juro me fideliter exerciturum officium Procuratoris ad honorem et utilitatem universæ Facultatis Artium, et meæ Nationis, necnon servaturum Statuta facta et facienda, Jura, Privilegia et Libertates Universitatis et meæ Nationis.

Item. Me non permissurum pecuniam Universitatis et Nationis inutiliter exponi, et expositæ pecuniæ quantitatem, modum et formam fideliter relaturum Suppositis Nationis.

Item. Me procuraturum ut Successor meus hæc omnia juret in institutione.

Ità juras? Ità juro. In Signum, etc.

V Juramentum Receptoris.

Primo. Juro me officium Quæstoris fideliter exerciturum ad honorem et utilitatem Universitatis et Nationis.

Item. Juro me pecuniam receptam sine consensu Suppositorum Nationis non expediturum; et de eâdem acceptâ Dominis deputatis ad finem mei Magistratûs fideliter rationem redditurum, quoties requisitus fuero, debitamque pecuniam in promptu soluturum.

Ità juras? Ità juro. In Signum, etc.

VI Juramentum Consiliariorum.

Juro me honorem et reverentiam ad quemcumque statum pervenero, D. Archiepiscopo Duci Remensi, Privilegiorum Universitatis Conservatori, D. Rectori et Procuratoribus exhibiturum, pacemque et concordiam inter fœderatos et Supposita ejusdem servaturum.

Item. Juro me fideliter exerciturum officium N. mihi commissum, ad honorem et utilitatem totius Universitatis Remensis, Scolasticorum, Magistrorum et Suppositorum ejusdem servaturum : Jura, Privilegia, Statuta facta et facienda dictæ Universitatis, et ejus secreta non revelaturum in contemptum et præjudicium cujuspiam.

Item. Domino Rectori et Universitati auxilium et consilium, quoties rogatus fuero, pro libertatibus et privilegiis conservandis præstabo, et coràm quibusvis Judicibus, sive Ecclesiasticis, sive Sæcularibus, Jura et exemptiones concessas tuebor, causasque super his motas aut movendas persequar et defendam.

Quod ut faciliùs atque promptius facere possim, continuam et actualem residentiam in hâc civitate facturum promitto, sub pœnâ privationis mei Statûs et Privilegiorum.

Ità juras? Ita juro. In Signum, etc.

VII Juramentum Bidellorum.

Primo. Juro quod fideliter Officium mihi commissum exercebo ad honorem et utilitatem Universitatis et Nationis; et quod a nemine exigam ultrà pretium, videlicet in Determinantiis, Licentiis, et Magisteriis in Artibus, et aliis actibus seu officiis a me peractis.

Item. Quod obediam D. D. Rectori, Procuratori et Magistris meæ Nationis, in licitis et honestis.

Item. Juro me servaturum Statuta Universitatis facta et facienda, Jura, Privilegia, Libertates, et laudabiles Consuetudines, et pacem inter Supposita Universitatis ; nec revelaturum Secreta ejusdem ; et ubi Scivero quemcumque attentare contrà jura et privilegia Universitatis, revelabo D. Rectori, Procuratori aut Suppositis ejusdem.

Item. Juro ad jussionem Rectoris vel Procuratoris Nationis meæ, Comitia Seu Congregationes Singulis Magistris me denunciaturum, et D. Rectorem ab ejus domo ad locum Congregationis vel disputationis publicæ, deindè a loco Congregationis publicæ ad ejus domum cum clavâ seu massâ et habitu decenti comitaturum.

Item. Quod verum et fidele registrum faciam omnium Licentiatorum ac Magistrorum, servatis unius cujusque Ordine ac Gradu.

Item. In die renovationis Officiorum quotannis facienda, me submittam voluntati D. Rectoris aut Procuratoris meæ Nationis et Suppositis ejusdem, supplicando eisdem ut me in meo Officio contineant.

Ità juras ? Ita juro. In Signum, etc.

VIII Serment des Libraires.

Premièrement. Je jure de garder les droits, franchises et libertés de l'Université de Reims ; aussi les statuts qui sont faits et se feront en icelle ; et porterai honneur, révérence et obéissance à Monseigneur l'archevêque duc de Reims, à M. le Recteur, Procureur et Suppôts gardant paix et amitié entre eux.

Secundement. Je tiendrai Boutique de Librairie en cette ville de Reims, laquelle fournirai de bons livres convenables et nécessaires aux étudiants, sous peine de privation de mon office et privilèges ; aussi que ne vendrai Livres méchants, hérétiques, ou suspects d'hérésie.

Tiercement. Que de trois mois en trois mois, demanderai à M. le Recteur, ou le Principal du Collège, quels livres seront nécessaires aux Maitres et aux Ecolliers, pour en faire provision de bonne heure.

Quartement. Que je vendrai à prix juste et raisonnable vos Livres, sans y commettre fraude ni abbus ; et si mettrai en ma Boutique un Tableau auquel seront écrits les noms et prix des Livres qui seront en vente et contenus dans ma dite Boutique. Et si aucun m'apporte Livres hérétiques, ou suspects d'hérésie, retiendrai les dits livres, et incontinent les apporterai à M. le Recteur.

Quintement. Je ne révélerai les secrets d'icelle Université, et ne ferai par moi ni par autrui, chose qui porte préjudice à la dite Université ou Suppôts d'icelle ; mais leur donnerai support et ayde en tout ce que je pourrai ; et si assisterai aux processions publiques et indiquées par M. le recteur.

IX Serment des Parcheminiers et Papetiers.

Premièrement. Je jure que j'exercerai l'office de N. fidèlement et justement au profit et honneur de l'Université de Reims et Suppôts

d'icelle, sans y commettre ni permettre par d'autres y être commises aucunes fraudes ou abbus.

Secundement. Je porterai honneur, révérence et obéissance à Monseigneur l'archevêque duc de Reims, à MM. les Recteur, Procureur et Maîtres de la dite Université, leur donnerai support et ayde en tout ce que je pourrai.

Tiercement. J'assisterai aux processions publiées par M. le Recteur de la dite Université, et garderai les privilèges, franchises, libertés et statuts qui sont faits ou se feront en icelle ; et si je sçais aucuns secrets, ne les révélerai ; et ne ferai, par moi, ni par autrui, chose qui soit au préjudice de la dite Université.

Quartement. Je jure de faire provision de bon et loyal N, et tiendrai boutique dans la ville de Reims, pour l'utilité et profit de la dite Université, lequel vendrai à juste prix : et si je sçais aucuns abbus par aucuns y être commis, en advertirai MM. le Recteur et Suppôts de la dite Université. Le tout à peine de privation de mon office et privilèges : et si ferai ma demeure en cette ville de Reims.

Pour le maître de la Papeterie.

Je promets faire bâtir et construire un moulin à papier au lieu de N, ou autre lieu commode, dedans les limites du diocèse de Reims ; et après qu'il sera fait et parfait, l'entretiendrai suffisamment pour faire et livrer papier en la dite Université de Reims, sur peine de privation de mon état.

X Serment des Messagers.

Premièrement. Je jure que j'exercerai l'office de N. fidèlement et justement au profit et honneur de l'Université de Reims et Suppôts d'icelle, sans y commettre ni permettre par aucuns y être commises aucunes fraudes et abbus.

Secundement. Je porterai honneur, révérence et obéissance à Monseigneur l'archevêque duc de Reims, MM. les Recteur, Procureurs et Maîtres de la dite Université de Reims, leur donnerai support et ayde en tout ce que je pourrai.

Tiercement. J'assisterai aux processions publiées par M. le Recteur et garderai les franchises, privilèges, libertés et statuts qui sont faits et se feront en icelle. Et si je sçais aucuns secrets, ne les révélerai ; et ne ferai par moi, ni par autrui, chose qui soit un préjudice de la dite Université de Reims.

Quartement. A la pétition et réquisition de chacun Etudiant et Suppôt de la dite Université, porterai lettres et paquets, ou ferai sûrement porter pour le dit Ecollier et Suppôt, en quelque lieu que ce soit ; et en rapportant réponse et enseignement de mon message, je me contenterai de salaire et loyer raisonnable, et ferai ma résidence à Reims

XI Serment d'autres Suppôts, comme Relieur, Ecrivain, Enlumineur, etc.

Premièrement. Vous jurez que vous porterez honneur, révérence et obéissance à Monseigneur l'archevêque duc de Reims, conservateur des privilèges de l'Université de Reims ; à MM. le Recteur, Procureur, et Maîtres d'icelle ; leur donnerez support et ayde, en tout ce que pourrez ?

Secundement. Vous assisterez aux processions publiées par M. le Recteur, et garderez les Franchises, Privilèges, Libertés et Statuts qui sont faits et se feront et si sçavez aucuns secrets, ne les révélerez ; et ne ferez par vous, ou par autrui, chose qui soit au préjudice de l'Université ?

Tiercement. Vous jurez que vous exercerez l'office de N. fidèlement et justement au profit et honneur de la dite Université de Reims et Suppôts d'icelle : sans y commettre ni permettre d'y être commises aucunes fraudes ou abbus ?

(*A suivre*).

J. CHARDON,
Curé de Chappes.

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE

DOM THIERRY DE VIAIXNES

XI

Soli Deo honor et gloria.

La précipitation avec la quelle, mon très cher monsieur, je fis mon dernier paquet pour vous, fut cause que j'oubliay de vous y mettre les lettres du R. P. prieur de Chatrices, avec mes réponses au sujet de son appel *Pastoralis officii*.....

Vous savés sans doute que, quoyqu'on ayt agi à l'égard de D. Joseph Louviot avec une douceur, une modération, et une charité qu'il ne méritoit pas, ayant sçu que des néophytes luy avoient donné un démenti authentique et qu'on avoit intercepté de ses lettres et de celles du Sr Teinturier, très mauvaises et très séditieuses, il a fait un trou à la lune et est décampé le propre jour de la St Jean. Il resta quatre jours caché chez un habitant de Montierender, sans qu'on sache où il entendit la messe le dimanche. Le 5e jour il partit pour St Dizier avec un homme qui portoit un gros balot de papiers; les gardes l'arrêtèrent pour visiter ce balot ; il se tira d'affaire à son ordinaire par des mensonges, et en disant entre autres choses que c'étoient des écrits qu'il portoit à un jeune religieux de St Urbain nommé F. Michel Abbreuveu. Un des gardes le reconnut et alla le soir lui rendre visite à l'auberge ; il le trouva qui mangeoit un poulet ; c'étoit bien tôt violer les obligations essentielles ; telle est la conduite des partisans de la Constitution. Il dit à ce garde qu'il alloit à Verdun prendre de l'argent et chercher le Sr Teinturier pour le consulter ; que, de là, il iroit à Rome, où il feroit beau fracas, et qu'il étoit sûr d'avoir un bon bénéfice. Nous n'avons point sçu qu'il ayt paru en ces quartiers.....

Mes dernières lettres de Paris portent : 1° que le Pape est fort mal, qu'on l'avoit crû mort pendant six heures, et qu'au départ du courrier il étoit au huitième jour d'une fièvre conti-

* Voir page 308, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

nue ; 2° qu'avant que de tomber malade, il avoit nommé trois cardinaux, Gualtero, Cassoni et la Trémoille, pour chercher les moyens d'apaiser les troubles que cause la Constitution *Unigenitus*, et qu'on disoit à Rome que le sentiment de ces commissaires étoit que S. S. révoquât la Bulle, et en donnât une autre ; je ne crois pas la dernière partie de cette nouvelle; 3° qu'il n'y avoit eu aucun docteur exilé au sujet de M. Petitpied, et qu'au contraire sa réhabilitation avoit été magnifiquement confirmée tout d'une voix au *prima mensis* de juillet ; 4° que ce docteur étoit tombé malade à Paris, mais pas dangereusement, et qu'il avoit permission d'y rester jusqu'à son entière guérison ; après quoy il iroit à son exil de Troyes ; 5° que M. le Régent, passant le bac à Asnières, le curé avoit pris la liberté de luy dire qu'il avoit bien la douleur de ce qu'on l'avoit privé du meilleur et du plus édifiant de ses paroissiens, en exilant M. Petitpied ; sur quoy S. A. R. avoit répondu seulement que cela ne dureroit pas, et qu'on avoit eu tort de le rétablir en Faculté sans en avoir demandé et obtenu l'agrément du Roy ; 5° que M. de la Vrillière avoit signifié verbalement aux principaux docteurs de la part de M. le Régent qu'ils eussent à observer et faire observer en toute rigueur la dernière déclaration du Roy, et surtout qu'on ne mît rien dans les thèses et qu'on n'eût aucune dispute sur ce qui pouvoit avoir le moindre rapport à la Constitution ; sur quoy la Faculté a envoyé une députation à M. le Régent pour luy représenter que cela étoit impossible, et qu'il ne falloit plus enseigner la théologie, puisque presque toutes les vérités de la religion étoient enveloppées dans la Bulle *Unigenitus*, et que, la Faculté ne pouvant abandonner sa doctrine, elle enseigneroit toujours les libertés de l'Eglise Gallicane, la faillibilité du pape, la supériorité du concile, l'autorité des Rois indépendante des papes, etc. ; je ne sçay pas encore ce que cette députation a produit ; 6° que la publication de la deuxième partie de l'ordonnance de M. de Paris, le gros ouvrage de M. Petitpied contre M. de Soissons, et la vigoureuse réponse de M. d'Angoulême à ce prélat demeurent suspendues jusqu'au bout de l'année de la trève, quoy que tout cela soit imprimé ; 7° que M. le cardinal de Bissy est venu en poste de Meaux à Paris pour demander à M. le Régent la permission de faire imprimer 4 gros volumes contre l'Instruction Pastorale de M. le cardinal, sur ce que, disoit-il, les jansénistes remplissent le monde de mauvais écrits, aux quels on ne répond pas ; ayant été refusé, il jetta feu et flamme à son retour à St Germain des Prez, et

dit entre autres choses que le Roy n'avoit pas le droit d'empêcher les évêques de défendre la religion, et qu'il ne laisseroit pas de faire imprimer son ouvrage ; 8° nos pères de St Germain l'ayant prié de venir présider dans leur église à la cérémonie du *Te Deum* pour la prise de Fontarabie, cette Éminence le refusa, sur ce qu'on s'y étoit déclaré contre la Bulle ; 9° que M. le nonce Bentivoglio, qui aime la comédie et qui y va souvent, s'est avisé de faire un ouvrage en faveur des théâtres contre celuy de feu M. de Meaux, et il le vouloit faire imprimer; M. le cardinal de Noailles, l'ayant sçu, a fait défense à tous les imprimeurs de le mettre sous la presse sous peine d'excommunication ; M. le nonce l'ayant présenté à quelques uns, sur ce qu'ils luy opposèrent cette défense, il leur répondit que, selon la doctrine de M. le Cardinal, ils n'y doivent avoir aucun égard, puisque Son Em. croyoit que la crainte d'une excommunication injuste ne devoit pas empêcher de faire son devoir ; réponse, conduitte et sentimens dignes d'un Bentivoglio et d'un partisan de l'*Unigenitus*.....

A St Vanne, l'onzième juillet 1719.

D. THIERRY DE VIAIXNES.

XII

..... Personne ne m'a si bien instruit que vous, Monsieur, de ce qui s'est passé à Reims depuis 3 ou 4 mois ; et sans vous j'en aurois ignoré plusieurs choses qu'il ne falloit pas que j'ignorasse. Continués, je vous prie, de m'informer de ce qui y arrivera de nouveau, tant pour la Faculté que pour la conduitte de l'archevêque. On mande tout nouvellement de Paris, et de bon endroit, que non seulement M. de Reims, après avoir fait les soumissions requises, n'a pas été envoyé à son exil de Montrichard, non seulement qu'il a eu une audience favorable de M. le Régent, et qu'il en a été fort gracieusé, mais que de plus son A. R. a consenti qu'il signât cardinal de Mailly, et luy a promis que dans quelques mois il recevroit la barrette de la main du Roy ; mais qu'en attendant il a eu ordre de sortir de Paris, où il ne se pouvoit empêcher de parler, et qu'il se tient en quelque endroit de son diocèse, où il est comme *incognito*.

..... J'ai fort désapprouvé le patelinage de la Faculté de Reims sur ce sujet (le formulaire), quoy que je n'ignorasse pas les périls où ils se trouvoient. Mais l'intérest de la vérité doit toujours prévaloir dans un cœur vrayment chrétien.....

Pour moy, Dieu me fait la grâce d'être dans la ferme résolution de mourir plustôt sur un échafaux, et au milieu des plus cruels supplices, que de signer jamais en aucune manière ce maudit formulaire, que je regarde plus que jamais comme la cédule du diable. Vous pouvés en assurer tous ceux que vous jugerés à propos.

Les Récollets sont rétablis dans ce diocèse, aussy bien que dans celuy de Chaalons. Touttes ces variations ne me plaisent pas. Je n'attend rien de bon de la trop grande politique du nouvel archevêque de Rouen.....

J'ay fait tout ce que j'ay pu auprès de M. de Verdun en faveur de dom Colomban Pelletier. Après de grandes espérances, je n'ay pu rien obtenir. J'ay instruit de tout dom Robert Péronne, et je l'ay prié de vous en faire part. Sur votre recommandation, j'ay reçu icy M. Périn du mieux qu'il m'a été possible, et je luy ay rendu tous les services qui pouvoient dépendre de moy. Je crois qu'il vous en a instruit à son retour. Je vous remercie de m'avoir fait connoître un homme d'un aussi rare mérite..... Dom Louviot est toujours à Saint-Maximin de Trèves, sous la protection du suffragant, qui luy fait espérer quelque chose du pape. M. de Soissons, en passant icy, congratula sa mère d'avoir un fils qui avoit fait une action si héroïque, et l'assura que dans peu il auroit une bonne cure.

Je n'ay pu vous envoyer la requête du R. P. Président à M. le Régent, 1° parce que M. le cardinal de Noailles, l'ayant trouvée trop longue, l'a refondue et abrégée, et que je n'ay pas cette dernière, 2° parce qu'on n'y a pas répondu et qu'elle n'a eu aucune suitte. D. Jacques Léger n'ayant pu rien obtenir de M. de la Trappe ny de M. de Cisteaux, nonobstant les recommandations de M. de Paris et de M. de St Simon, s'est enfin retiré? de M. le Cardinal et de M. de Caumartin, évêque de Blois, s'est retiré dans le prieuré de Sénard, à 5 lieues de Paris, dont ce dernier évêque est titulaire, pour y établir sa réforme de la Trappe. Je crois que c'est le meilleur party qu'il pouvoit prendre. J'en ay reçu une grande lettre du 1er de ce mois.

M. le doyen de Ste Menehould ne m'envoie plus rien depuis très longtems. L'incendie de la ville a dérangé notre commerce, qui n'a jamais été bien grand. J'ay plus de 900 vers du poëme de M. de Grécour, chanoine de Tours, au sujet de la Constitution ; mais il y a des lacunes. On dit qu'il y en a plus

le 1,500. Cette pièce excellente en son genre mériteroit d'être endue publique ; peut-être qu'on y contraindroit l'autheur en aisant imprimer ce qu'on en a, tout imparfait qu'il est. Chaun en voudroit avoir.....

De St Vanne de Verdun, le 11e de l'an 1720.

D. THIERRY DE VIAIXNES.

XIII

De St Vanne, 29 février 1720. — Lettre de dom Thierry à Longer de St-Jean. Il lui renvoie son « Philotanus, » qu'il a corrigé sur un manuscrit très-correct ; il subsiste toutefois quelques lacunes que l'auteur même n'a pas voulu remplir, ayant défense de M. le Régent de le faire imprimer. M. de Verdun a reçu avec plaisir un exemplaire de l'acte de M. Gilot de Reims ; « cela lui a fait d'autant plus de plaisir qu'il estime plus ce docteur persécuté, et qu'il savoit la calomnie. J'envoiray l'autre exemplaire en Hollande. On m'avoit envoyé de Paris la relation de la mort du P. Quesnel imprimée ; mais M. de Verdun m'ayant retenu l'exemplaire, je n'en pouvois plus faire part à mes amys. Ainsy, mon très cher, je vous ay rès grande obligation de votre copie : elle courra par tout Verdun, et me restera..... Il y a un mois que je me rouillai très vivement avec M. de Verdun, jusqu'à luy dire ue je ne le verrois plus et que je sortirois de son diocèse ; uis tout est raccommodé, et il me fait plus de caresses et me noigne plus de bonté et de confiance que jamais. Notre uillerie même n'a pas été inutile ; ce fut au sujet de la siture du formulaire ; il approuvoit la conduite de M. de ns à l'égard de son Université, me disoit que, s'il en avoit il en useroit de même, et m'annonçoit que dorénavant il t signer ce maudit formulaire à tous ceux qu'il envoiroit ordres ou qu'il institueroit dans quelque bénéfice. Je me vay avec force contre tout cela, et fis voir à S. G. que n'étoit plus opposé à son appel, qui étoit une révocation signature, ny à sa foy et à sa doctrine. La dispute dura ueures, son indignation contre moy ne dura que jusqu'au nain. Il me fit dire de l'aller voir, et m'envoya quérir ues jours après. Tout se passa le plus gracieusement du Il me dit entre autres choses que s'il avoit été à la M. de Bains, il auroit répondu à M. de Soissons comocteur, qu'il approuvoit ses réponses, qu'il étoit prêt gner, et que je pouvois le certifier à toute la terre. Il

ajouta qu'il voyoit bien qu'on abusoit de la signature du Formulaire en faveur de la Bulle.... Que j'aurois de choses à vous dire sur tout cela ! Je l'ay mandé fort au long à M. du Bouley..... »

XIV

Soli Deo honor et gloria[1].

Je vous ay obligation, Monsieur, de l'exemplaire que vous avés bien voulu m'envoyer de la Lettre Pastorale de M. l'Electeur de Cologne au clergé et aux fidèles de ses quatre diocèses, du 6e juillet 1719, et qui commence par ces mots : *Omnem operam pro pastoralis sollicitudinis munere semper adhibuimus*. J'avois déjà ouï parler de cette très mauvaise pièce, et on m'en avoit envoyé quelques extraits, qui m'en avoient donné de l'horreur et qui me l'avoient fait mépriser. Mais je n'aurois pas cru qu'on y eût porté si loin l'erreur, l'impiété et le blasphème. Je n'ay garde d'attribuer la composition de cette lettre pastorale à M. l'Electeur de Cologne. Il y a trop de travers d'esprit pour qu'un prince, ou plutôt pour qu'un homme de bon sens ayt été capable de fagotter un si mauvais tissu de tant de pauvretés. Mais, à la manière des grands, S. A. E. s'est reposée sur quelque chétif écrivain, qui paroit avoir un peu lu, mais qui ne comprend pas ce qu'il lit, et qui est fort ignorant en matière de théologie. Le prince Clément de Bavière ne laisse pas d'être très coupable devant Dieu et devant les hommes d'avoir fait publier sous son nom et par son autorité une lettre si contraire à la foy de l'Eglise, si capable de scandaliser les Catholiques, et si propre à donner aux Protestants de nouvelles prises contre nous et à les fortifier dans leur schisme et leurs hérésies.

(*A suivre*). G. HÉRELLE.

1. Bien que cette pièce ait la forme épistolaire, par sa longueur et par son développement méthodique elle ressemble beaucoup moins à une lettre qu'à un mémoire en règle. Dom Thierry de Viaixnes y développe 31 objections principales contre le Mandement du prince électeur de Cologne ; et l'original a 71 pages de petit texte. Nous ne reproduisons que les passages les plus caractéristiques de ce document curieux, dont le style a toute la véhémence d'un pamphlet.

QUELQUES NOTES INÉDITES

SUR LE PÈRE JOSEPH, DIT L'ÉMINENCE GRISE

1577 - 1638[1]

Le Père Joseph dont le nom est intimement uni à la politique du cardinal de Richelieu, appartenait à la famille le Clerc du Tremblay et le Clerc de Cotier d'Aulnay, de fort ancienne noblesse de Paris. Une de ses branches, établie à Châlons vers l'an 1600, prit le surnom de la seigneurie de Morains qu'elle possédait, remplit en Champagne des charges importantes et s'éteignit à la fin du siècle dernier dans les familles Larcher de Pocancy, Morel de Vitry-la-Ville, Deu de Vieux-Dampierre, de Pinteville, de Chiéza et de Wignacourt.

François le Clerc du Tremblay naquit à Paris, rue St-Avoie, le 4 novembre 1577 ; il était fils de Jean le Clerc, seigneur du Tremblay, ambassadeur à Venise, né le 30 septembre 1534 (fils de Jean le Clerc, seigneur du Tremblay, et de Madeleine Barthelemy), mort à Paris en sa maison rue St-Avoie, et inhumé le 14 avril 1587 en l'église Saint-André-des-Arts dans la sépulture de ses ancêtres, et de Marie de la Fayette, morte au château de la Bastille le 8 novembre 1635, fille de Claude de la Fayette et de Marie de Sousa. Baptisé avec grande pompe en l'église Ste-Marie de la Bretonnerie six semaines après sa naissance, il fut tenu sur les fonts par le duc d'Alençon, frère du roi, et par la duchesse d'Angoulême, sœur naturelle de ce prince. Ayant terminé ses études, il parcourut l'Italie, l'Allemagne, puis servit comme volontaire au siége d'Amiens, sous le comte de Montmorency, et accompagna ensuite en Angleterre son parent, M. de Berziaude-Mesle, ambassadeur extraordinaire près de la reine Elisabeth.

Au retour de ce voyage, résolu à quitter le monde pour embrasser l'état ecclésiastique, il choisit l'ordre de St-François, et en prit l'habit avec le nom de Joseph à Orléans ; ni les conseils de ses proches, ni les supplications de sa mère ne purent vaincre sa résolution. Vainement obtint-elle du Parlement un arrêt en date du 2 février 1599 pour le faire sortir de l'ordre,

1. Ces Notes sont extraites des papiers bleus du Cabinet des Titres à la Bibliothèque nationale.

avec lettre de jussion du roi, prescrivant aux Capucins d'obéir à cet arrêt; vainement le procureur-général de la Guerche se transporta-t-il avec elle à Orléans pour le faire exécuter : on dut céder devant la volonté du jeune moine qui prononça ses vœux le 3 février 1600, au couvent de la rue Saint-Honoré, entre les mains du Père Ange de Joyeuse, en présence de toute sa famille et du consentement de sa mère qui s'était désistée de ses poursuites.

Le frère Joseph alla étudier à Bourges la théologie; il y reçut l'ordre de prêtrise après un cours de deux ans, et revint à Paris professer la philosophie au couvent de la rue St-Honoré: pourvu de lettres de prédicateur, il fut successivement envoyé à Meudon avec la charge de maître des novices ; à Bourges en qualité de gardien, où il s'acquit une grande réputation de missionnaire et de prédicateur; puis au Mans, en 1606, à Angers, à Rennes et à Saumur, où, par l'entremise et le crédit d'Eléonore de Bourbon, abbesse de Fontevrault, il fit établir un couvent de son ordre, malgré l'opposition de Du Plessis-Mornay, gouverneur de cette ville. Rappelé à Rennes en 1607, il fut envoyé à Chinon à la prière d'Antoinette d'Orléans-Longueville, vicaire générale de Fontevrault, avec laquelle il travailla à la réformation de cet ordre. Une obédience du 3 janvier 1611 le mit dans la province de Touraine, dont il fut promu définiteur la même année. Peu après, nommé commissaire pour visiter toutes les maisons de la province, il fut élu provincial au bout de douze à treize ans de religion.

En 1614, il commença à créer à Poitiers un nouvel ordre sous le nom de Congrégation de Notre-Dame du Calvaire, dont Antoinette d'Orléans-Longueville fut fondatrice. Parti de Paris le 16 mai 1616, pour aller solliciter à Rome la confirmation de cette institution, il y arriva le 28 juin, et en repartit seulement le 10 mars 1617, ayant obtenu du pape le pouvoir de fonder des missions dans le Poitou et son agrément pour continuer à travailler à l'établissement de l'ordre du Calvaire. Le pape le chargea également de divers brefs pour les rois de France et d'Espagne, au sujet d'une croisade des princes chrétiens contre les Turcs ; on se servit de ce prétexte pour l'envoyer en Espagne en 1618; il quitta la France le 20 juillet, arriva le 14 août à Madrid, en repartit après s'être acquitté de sa mission et rentra à Paris au mois de janvier 1619.

Ce fut alors qu'il s'insinua grandement dans les affaires de la cour, pacifiant d'abord les troubles survenus entre le roi et

la reine-mère au sujet de la faveur croissante de Luynes. Toujours occupé de grands et chimériques desseins, il persuada à Charles de Gonzague d'établir un nouvel ordre militaire, sous le titre de milice chrétienne, pour combattre les infidèles; le rendez-vous de la noblesse appelée à lutter pour cette cause ayant lieu à Nevers, il s'y rendit en qualité de commissaire du pape et reçut le serment des nouveaux croisés dans la cathédrale, avec beaucoup de solennité, le jour de la Toussaint 1619.

Après la paix d'Angers il rejoignit le roi et le suivit en Béarn, où il allait veiller au rétablissement de la religion catholique; il remplissait alors les fonctions de missionnaire : il accompagna également Louis XIII au siége de Saint-Jean-d'Angely, 1621, et, après la reddition de la place, il y fonda une maison de son ordre, ainsi qu'il l'avait déjà fait en divers lieux de Béarn.

En mars 1623, il assista au chapitre tenu à Orléans; s'étant purgé de l'accusation d'hérésie portée contre quelques-uns de ses ouvrages, il fut élu provincial à l'unanimité. Il était encore dans cette ville, quand Richelieu, avec lequel il était étroitement lié depuis plusieurs années, ayant été nommé premier ministre le 29 avril 1624, l'en informa par lettre expresse, le priant de venir partager avec lui le maniement des affaires. Aussitôt son chapitre terminé il se rendit donc à Saint-Germain-en-Laye, où le cardinal se trouvait avec toute la cour.

Au mois de mars 1625, il dut de nouveau aller à Rome assister au chapitre général de son ordre en qualité de provincial; il y arriva le 10 avril, s'étant acquitté le 13 mars d'une mission du roi à la cour de Turin. Pendant son séjour à Rome le pape lui accorda chaque semaine deux audiences pour traiter les questions qui avaient motivé son ambassade; il lui donna la Préfecture ou direction des missions du Maroc, du Canada et du Levant, et lui permit de vaquer aux affaires de l'Etat que lui confieraient le roi et son ministre. Cette permission lui fut confirmée par le général et par le cardinal protecteur de l'ordre.

A son retour en France, et après avoir rendu compte à Louis XIII et à Richelieu de ses négociations à Turin et à Rome, il alla tenir son chapitre à Tours, et demanda à être déchargé désormais des intérêts de l'ordre, que sa résidence près du cardinal-ministre ne lui permettait plus de gérer; il se réservait seulement les missions du Levant; puis il vint de-

meurer à Paris au couvent de la rue Saint-Honoré, partageant avec Richelieu le soin du gouvernement.

En août 1627, il partit pour La Rochelle qu'assiégeaient les troupes du roi; il y arriva en octobre, fut logé au quartier du cardinal, et y demeura jusqu'à la reddition de la place. Au commencement de l'année 1629, le roi étant allé secourir Cazal, le Père Joseph l'y accompagna, assista à l'attaque du Pas de Suze et, à la conclusion de la paix, fut envoyé près du duc de Mantoue lui rendre compte de la campagne. Etant venu rejoindre le cardinal en Piémont, il en repartit après l'entière exécution du traité le 26 mai, pour se rendre avec lui au siége de Privas, place qui fut emportée d'assaut. On cite de lui dans cette circonstance le trait suivant qui montre le pouvoir dont il était investi et la manière dont il en usait : le matin de l'action il montait à l'autel pour y célébrer la messe au milieu du camp, lorsqu'un officier vint l'avertir qu'on prenait la ville, et lui demander comment on devait traiter les soldats de la garnison. Qu'on les tue tous, s'écria-t-il, qu'on les tue tous ; et continuant le *Confiteor*, il se frappa la poitrine en prononçant *mea culpa, mea culpa, mea maxima culpa.* Quelques instants après un second courrier, ignorant que le Père Joseph avait été prévenu, s'approcha de lui tandis qu'il se lavait les mains et lui adressa la même question. Mais je l'ai déjà dit, qu'on les tue tous, répliqua avec fougue le capucin, point de quartier, *lavabo inter innocentes manus meas*, ce sont des rebelles, qu'on les tue tous.

A la fin de cette même année 1629, on le retrouve accompagnant de nouveau le roi à Cazal, assiégé une seconde fois par les Espagnols et les Impériaux; à la suite de cette expédition, Louis XIII le choisit pour défendre à la diète de Ratisbonne les intérêts du royaume. Brulart fut revêtu, à cet effet, d'un caractère public avec titre d'ambassadeur, et le père Joseph reçut le secret de la négociation ; ses lettres de créance pour l'empereur furent datées de Grenoble le 29 juin 1630; il partit de cette ville le 2 juillet suivant, accompagné des sieurs de Saint-Etienne, son beau-frère, de Creil et Bachelier, et de deux religieux, ses secrétaires ; il prit à Soleure Brulart et arriva le 30 dudit mois à Ratisbonne. Les négociations n'aboutirent qu'en octobre et le traité de paix avec l'empereur fut seulement signé le 13 par le père Joseph et l'ambassadeur.

Le cardinal fut-il mécontent des conditions du traité, ou

commençait-il dès cette époque à prendre ombrage de la faveur du religieux ? A son retour, il le reçut froidement et l'invita à aller demeurer au couvent de la rue Saint-Honoré ; peu après cependant, éprouvant le besoin de rapprocher de lui une intelligence qui secondait si puissamment la sienne, Richelieu rappelait le père Joseph de cette sorte d'exil, et mettait à sa disposition un appartement dans ses diverses résidences, dans sa demeure de Rueil, au Louvre, à St-Germain-en-Laye et à Fontainebleau. En janvier 1631, le roi lui assignait également une pension pour lui et pour les quatre capucins attachés à sa personne, et attribuait à son service un des carrosses de la cour. A la fin de l'année 1635, il lui donnait une preuve insigne de sa gratitude en le nommant au cardinalat pour la première promotion qui serait faite en faveur des couronnes ; le 6 juin 1636 il écrivait même à ce sujet au comte de Noailles, son ambassadeur à Rome, lui donnant ordre de solliciter vivement du pape cette haute distinction. Le maréchal d'Estrées ayant remplacé le comte de Noailles, Louis XIII réitéra ses ordres par lettres du 12 mars, du 27 septembre et du 8 octobre 1637, afin que de nouvelles instances fussent faites pour la promotion de ce religieux au cardinalat. Mais la volonté du roi échoua devant celle de son ministre : Richelieu appréhendant que ce moine ambitieux se trouvant revêtu de la pourpre, ne devînt son rival et ne le supplantât au ministère, traversa par des ordres secrets la demande des ambassadeurs, et obtînt que le pape prétextât à la cour de France l'incompatibilité de l'habit de Saint-François avec la pourpre romaine.

Frappé d'apoplexie à Compiègne le 11 mai 1638, le père Joseph quitta la cour et se retira rue St-Honoré dans le couvent de son ordre. Le 14 septembre suivant, il se rendit à Rueil sur les sollicitations pressantes du cardinal ; mais le lendemain 12, au soir, tandis qu'il faisait collation, il eut une nouvelle attaque dont il ne put se remettre. Après trois mois de souffrances, il succomba le samedi, 18 décembre 1638, à 11 heures du matin, âgé de 61 ans dont 40 de profession. Son corps fut immédiatement transporté en grande pompe, dans un carrosse à six chevaux, suivi de toute la maison du cardinal de Richelieu, au couvent de la rue St-Honoré ; il y fut inhumé le lendemain, près du père Ange de Joyeuse, devant les marches du grand autel. La tombe de marbre noir et l'inscription latine qui désignaient sa sépulture y furent placées

par les soins du cardinal. Le 22 décembre un service solennel fut célébré en cette église, et l'oraison funèbre prononcée par le père Léon, carme réformé, en présence de Richelieu, des princes, d'un grand nombre de prélats et de seigneurs de la cour, et des membres du Parlement. Son cœur fut accordé aux religieuses du Calvaire de Paris, et déposé dans leur chapelle au Marais[1].

Cte D. DE RIOCOUR.

1. Nous publierons prochainement un travail sur la famille Le Clerc, lequel démontrera la communauté d'origine de la branche du père Joseph et de celle de Champagne.

BIBLIOGRAPHIE

La ville sous l'Ancien Régime, par Albert Babeau. Paris, Didier et Cᵉ 1880, in-8°.

En écrivant l'*Histoire de Troyes pendant la Révolution* et en signalant les nouvelles institutions qui allaient remplacer celles qui régissaient la France à cette époque de son histoire appelée l'Ancien Régime, M. Albert Babeau avait deviné l'intérêt que présentait leur étude et, appréciant toute la richesse, en documents historiques de ce filon qu'il venait de fouiller, il avait bien compris que M. Alexis de Tocqueville l'avait à peine entamé et qu'il y avait immensément à prendre même après lui. Aussi, depuis bientôt dix ans et sans peut-être se rendre compte du parti qu'il pourrait tirer des matériaux recueillis, il appliqua les remarquables aptitudes de son intelligence et sa facilité plus remarquable encore pour le travail, à l'étude de l'histoire de cette époque. De là le livre sur *Le Village sous l'Ancien Régime* et bien des travaux d'une importance secondaire publiés dans les *Mémoires de la Société Académique*, dans l'*Annuaire de l'Aube* et dans des Revues. M. Babeau se trouvait en possession de trop de matériaux pour ne pas compléter par un travail spécial sur la ville sous l'ancien régime la série de ses études sur les institutions municipales, dont le *Village* est la première partie et dont la *Ville* est la seconde partie.

Cette seconde partie offrait de grandes difficultés. L'auteur en indiquant l'objet de son livre, fait connaître dans les premières lignes de l'introduction de ces difficultés :

« La diversité des institutions municipales est un des caractères de cette période (les deux siècles qui ont précédé 1789). On peut dire que le XVIIᵉ siècle c'est le moyen-âge qui finit, le XVIIIᵉ c'est l'ère contemporaine qui commence. Le régime des lois générales tend à se substituer au régime des chartes et des coutumes. De là tant de contradictions et de contrastes entre les coutumes anciennes et les lois nouvelles, les privilèges garantissant les vieilles libertés et combattus par le pouvoir central au profit de l'égalité devant la loi; la lutte de l'aristocratie qui cherche à défendre ses prérogatives et de la démocratie qui grandit. »

A raison de cette diversité signalée par l'auteur, son travail sur *La Ville* exigeait bien plus d'étendue. En effet le livre sur *Le Village* ne comporte que 370 pages, chiffre fort respectable déjà, tandis que le livre qui vient d'être publié donne 560 pages, 200 en plus. Le livre *Le Village* se divise en 5 livres se subdivisant dans leur ensemble en 19 chapitres, le livre sur *La Ville* contient 9 livres, se subdivisant en 32 chapitres. Les difficultés que l'auteur a eues à surmonter, il les

a trouvées dans les variétés résultant non pas seulement de la différence entre la ville et la campagne, mais des différences existant dans les institutions des villes elles-mêmes changeant suivant que ces villes appartenaient à telle ou telle province. Aussi de là pour l'auteur, qui voulait être complet, l'impossibilité de prendre telle ville de province qu'il aurait jugée convenable, de faire l'exposé et l'historique de ses institutions, l'offrant ainsi comme le type de la vie municipale en France pendant les deux siècles qui ont précédé la Révolution. Il a été obligé de procéder autrement pour faire connaître, le plus complètement possible, toutes les institutions régissant les villes de France. Il a recherché quelles étaient ces diverses institutions, il en a formé des groupes suivant qu'elles se rattachaient ensemble et tenaient par quelque lien commun à un même objet. Telle est la raison de la division en 9 livres, chacun portant pour titre l'objet considéré comme commun. Ces titres sont les suivants : 1° *Les Habitants* ; 2° *La Municipalité ;* 3° *Les Finances* ; 4° *La Garde ;* 5° *Les Juridictions* ; 6° *L'Edilité* ; 7° *L'Assistance* ; 8° *Le Culte* ; 9° *L'Instruction.*

Chacun de ces livres se subdivise lui-même. Ainsi le premier livre intitulé : *Les Habitants* se subdivise en cinq chapitres. Le premier traite des droits de la Bourgeoisie ; le second des Corps et Corporations ; le troisième des Assemblées générales ; le quatrième des Elections Municipales ; le cinquième de l'Intervention de l'Etat. L'auteur aborde sous chacun de ces chapitres, avec les développements convenables les institutions se rattachant à l'objet indiqué par le titre, les définit et signale les différences qui existent dans leur application dans certaines villes. Toutes ces indications sont accompagnées de notes énonçant les sources où ces indications ont été puisées.

Que de chapitres dans ces neuf livres se rencontrent, qui sont d'un intérêt actuel et pleins d'enseignement pour apprécier certaines des institutions qui nous régissent déjà ou dont on veut doter la France. Nous citerons entre autres le chapitre sur les *Elections municipales*; il nous montre la diversité des systèmes : le suffrage universel, le suffrage restreint, le suffrage à deux degrés, même le suffrage à trois degrés ; les contradictions, les protestations et les annulations de scrutin qui sont la suite de ces systèmes. Nous pourrions citer encore le chapitre sur les *Processions*, on y verra combien, même aux derniers jours de l'Ancien Régime, à cette époque où le philosophisme dominait dans les classes élevées, ces solennités étaient chères aux populations. Nous pourrions encore appeler l'attention sur les chapitres : *Les Ecoles primaires*, *L'Instruction secondaire*. Mais les limites de cet article ne nous permettent pas de pousser plus loin l'analyse du livre, il nous semble que ce que nous venons d'en dire suffit pour le faire connaître et pour faire connaître la méthode que l'auteur a suivie. Pour tout lecteur désireux d'apprendre quelle était la vie publique de nos cités avant la Révolution il y a beaucoup à recueillir et à retenir ; pour l'érudit qui voudra faire des recherches sur cette époque, en réalité bien moins connue qu'on le penserait, ce livre sera

un répertoire méthodique où l'on retrouvera toujours l'institution que l'on voudra spécialement étudier.

Pour ces recherches, la table des matières telle qu'elle a été dressée en fin du volume suffira, nous l'espérons ; cependant que l'on nous pardonne cette légère critique, nous aurions préféré que l'auteur ait, dans cette table, distribué les matières par ordre alphabétique, pour les recherches, il y aurait eu économie de temps.

Nous avons trop le sentiment de notre insuffisance et de notre incompétence pour nous permettre de donner au livre que vient de publier M. Babeau, des éloges qui, de notre part, seraient sans autorité ; cependant, il nous semble qu'il n'y a pas témérité à nous de dire que ce livre est appelé à rendre de réels services à la science et d'espérer que, parmi les lecteurs sérieux et les savants auxquels il s'adresse, il y rencontrera le légitime succès que son frère aîné *Le Village sous l'Ancien Régime*, a déjà obtenu près d'eux. LÉON PIGEOTTE.

* * *

M. Fabrezat vient de publier à Béziers une intéressante biographie de Mgr Aymard-Claude de Nicolay, dernier évêque de cette ville sous l'ancien régime. Cet éminent prélat a appartenu un moment à notre diocèse. Né à Paris en 1738, Mgr de Nicolay fut d'abord chanoine de Paris, vicaire général de Verdun et de Reims. Nommé à Béziers le 26 juin 1771, il reçut à cette occasion une lettre des plus flatteuses de son archevêque lui annonçant sa promotion. Le prélat lui recommandait de l'attendre à Reims. Les revenus de l'évêché de Béziers s'élevaient à 40,000 fr., sur lesquels Mgr de Nicolay avait à acquitter 17,300 fr. de pension, dont une de 3,000 fr. à Jean-Baptiste Ninnin, official du chapitre de Reims. Mgr de Nicolay mourut le 23 janvier 1825. Son siége avait été supprimé en 1805.

* * *

Nous mentionnons un livre fort intéressant qui vient de paraître à la librairie Bray : « Vie de Madame Molé, fondatrice de l'institut des sœurs de la Charité de Saint-Louis (1763-1825) », par le marquis de Ségur. Fille d'un Lamoignon, Madame Molé appartient à la Champagne par son mariage contracté en 1780, avec l'arrière petit-fils du grand Molé, descendant lui-même d'un Molé qui eut, en 1429, l'honneur d'ouvrir les portes de Troyes à Charles VII se rendant à Reims pour son sacre.

Madame Molé a été, dans la plus haute acception du mot, une grande servante de Dieu. Rendue veuve par un arrêt de Fouquet-Tinville, arrêtée elle-même, Madame Molé se consacra à ses deux enfants qu'elle voulut marier avant de songer à Dieu ; elle donna ensuite libre cours à ses projets d'entrer en religion et fonda, en 1803, l'Institut auquel elle a attaché son nom.

Il faut lire ce livre, écrit sans exagération, mais avec un incontestable talent, pour comprendre ce que peut faire une femme douée de qualités et de volonté comme Madame Molé. Nous le recommandons à la fois comme la lecture la plus saine et la plus intéressante. E. B.

CHRONIQUE

Société académique de l'Aube. — Séance du 17 octobre 1879. — Sont présents : MM. Truelle, président, Gréau, d'Arbois, Pron, de Cossigny, Lalore, Bouquet de la Grye, d'Ambly, Deheurles, Baltet, Drouot, Fontaine, d'Antessanty, Briard, Desguerrois, Bacquias, Socard, Ray, Nancey, Babeau.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Correspondance. — On annonce la mort de M. Carnandet, homme de lettres, membre correspondant, décédé à Saint-Dizier. M. Hérelle envoie la copie d'un document relatif à Arcis, qu'il a trouvé à la Bibliothèque nationale. M. Deheurles fait hommage à la Société de son discours sur l'enseignement secondaire, prononcé à la distribution des prix du collége de Châtillon. M. Babeau offre un travail sur le *Mobilier des chanoines de Saint-Etienne de Troyes*, du XIVe siècle au XVIe.

Ouvrages reçus. — Notice sur le phylloxéra, rapports et documents; on y trouve le récit de la découverte de la tache phylloxérique à Meursault; on a constaté cette tache sur 220 ceps de vigne; cette vigne a été traitée par le sulfure de carbone, traitement qui paraît avoir réussi; mais d'autres taches ont été constatées dans la Côte-d'Or ; le sulfure de carbone doit être employé à petite dose. Le ministre de l'agriculture et du commerce envoie le catalogue des brevets d'invention, année 1879. — *Revue des Sociétés savantes des départements*. M. A. de Barthélemy y parle, en termes élogieux, du dernier volume des annales de la *Société académique de l'Aube* ; il mentionne particulièrement le travail de M. Socard, sur la *Franc-Maçonnerie à Troyes*, celui de M. Le Brun, sur *Mignard*, etc.

M. Briard dépose la fin de son *Catalogue des plantes de l'Aube*.

M. Lalore lit une étude sur les *Obituaires*, dont la nature et l'importance varient suivant les siècles; il parle en particulier de ceux de Saint-Pierre, de Saint-Etienne, de Saint-Urbain, de Saint-Remy, de Saint-Loup, de Notre-Dame-aux-Nonnains (XIIIe siècle), du Paraclet; ce travail pourrait figurer dans le second volume des *Documents inédits*.

M. Baltet présente une branche de *Ptilea* encore ornée de sa belle verdure ; on peut s'en servir au lieu de houblon pour la fabrication de la bière; cet arbuste n'a pas besoin d'être taillé, ne demande aucune culture et pousse dans les endroits les plus secs; il est originaire de l'Amérique du Nord : ses graines ressemblent à celles de l'orme. M. de Cossigny fait observer que cet arbuste ne saurait produire la *lupuline*, résine qui se trouve dans les cônes du houblon et qui fait la qualité de la bière. M. Baltet montre une pomme appelée *Reine des Reinettes*,

elle se conserve jusqu'au mois de mars ; elle est fort cultivée en Allemagne.

M. Babeau dépose sur le bureau une *Histoire générale de Montsuzain*, par M. l'abbé Pingat ; ce travail est renvoyé à l'examen de M. Pigeottte.

Deux commissions sont nommées pour examiner les mémoires envoyés pour le concours.

M. Babeau dépose aussi le décalque d'une pierre tombale qui se trouve à l'église de Messon.

M. le président annonce que l'on recevra bientôt la dernière statue du tombeau de Lamoricière et le bas-relief de M. Boucher.

M. Babeau lit un travail sur un tableau représentant la Cène, qui se trouve à la chapelle des fonts de la cathédrale de Troyes ; c'est une copie faite librement de la Cène de Léonard de Vinci ; elle a été commandée par un chanoine de Saint-Pierre ; ce tableau est en mauvais état et il est urgent de le restaurer. M. Babeau propose de nommer une commission pour l'examiner et voir s'il serait possible de le réparer ; ou demanderait au conseil de fabrique s'il peut se charger de cette restauration, sinon, on le prierait de le déposer au Musée. MM. Le Brun, Gréau, Pron, Vaudé, Babeau et Truelle sont nommés membres de de cette commission.

M. de Cossigny demande que, si l'on agrandit le Musée, on fasse participer à cette extension l'installation des collections minéralogiques et géologiques trop négligées jusqu'ici et qui manquent d'espace.

Le *Catalogue des plantes de l'Aube*, de M. Briard, est renvoyé au comité de publication, ainsi que le travail de M. Lalore sur les *Obituaires*. La séance est levée à cinq heures moins cinq minutes.

* * *

La Société académique de l'Aube a acquis pour le Musée de Troyes le remarquable bas-relief que M. Boucher, de Nogent-sur-Seine, avait exécuté pour le concours du prix de Rome de 1879. On peut s'expliquer, en le voyant, le suffrage persistant des membres de l'Institut qui se sont déclarés en sa faveur pendant les 57 scrutins auxquels le choix d'un lauréat a donné lieu. C'est une œuvre à la fois touchante et agréable, qui plaira à tous ceux qui aiment à voir l'expression des sentiments obtenue d'une manière simple et vraie. Le jeune Tobie approche des yeux de son père aveugle le fiel de poisson qui doit lui rendre la vue ; derrière le père, la mère élève ses regards vers le ciel ; derrière le jeune Tobie, l'ange semble présider au miracle qui va s'accomplir. La pose de ces personnages est juste et naturelle, mais rien n'égale celle du vieux Tobie. Il est assis, et sa figure vénérable tournée vers son fils qu'il ne voit pas encore, exprime d'une façon admirable l'appréhension, la foi et l'espérance qui l'animent. Cette figure excellente permet d'augurer favorablement de la carrière de

M. Boucher, qui est à la fois l'élève et le compatriote de M. Paul Dubois. On retrouve en effet dans son œuvre quelques traits du style de ce dernier : on y trouve aussi l'inspiration champenoise des sculpteurs troyens de la renaissance et du XVIIe siècle, « cette douceur aimable et aisée, la recherche des formes rondes et coulantes, par dessus tout... l'amour de la jeunesse fraiche et pleine. » Ces qualités qu'un critique autorisé de *La Gazette des Beaux-Arts*, M. de Montaiglon, signalait dans les œuvres de M. Paul Dubois, nous sommes heureux de les constater dans le bas-relief de son élève, M. Boucher, qui continuera, nous l'espérons, les traditions des grands sculpteurs du département où il est né. A. B.

* * *

Fontaines du vieux Reims. — L'établissement des *fontaines* est dû, à Reims, à M. l'abbé Godinot, chanoine de l'Eglise métropolitaine; il y consacra une partie de sa fortune. On sait qu'il dépensa dans la ville plus de 500,000 francs. Elles furent exécutées par les soins du R. P. Féry, minime, qui construisit une machine destinée à faire arriver les eaux dans la cité. Au-dessus de la porte d'entré de l'établissement, sur une plaque de marbre, on lisait :

« A la mémoire de M. Jean Godinot, chanoine de l'Eglise métropo-
« litaine de Reims, bienfaiteur de cette ville, qui lui doit l'établissement
« de ses fontaines, l'an de grâce 1748. M. Jean-Louis Lévesque de
« Pouilly étant lieutenant des habitants. »

On comptait autrefois dans la ville dix-sept fontaines :

1. Saint-Timothée.
2. Minimes, rue Ferry.
3. Place Saint-Maurice,
4. Rue des Carmes.
5. Rue d'Anjou.
6. Rue des Orphelins.
7. Rue des Augustins.
8. Place Saint-Pierre-l.-Dames.
9. Place de la Couture.
10. Saint-Bernard.
11. Place de Ville.
12. Rue des Marmouzets.
13. Hôtel-Dieu.
14. Boucheries.
15. Temple.
16. Parvis Notre-Dame.
17. Place du Marché-aux-Draps.

Au moment du sacre de Charles X, le Conseil municipal conçut le projet de donner à ces fontaines les noms de quelques bienfaiteurs de Reims : 1° à la mémoire de M. Jean Godinot (exécutée) ; 2° Fontaine Féry ; 3° Puisieulx ; 4° Jean-Louis Lévesque de Pouilly ; 5° Dom Marlot ; 6° Clicquot-Blervache ; 7° Tronsson du Coudray ; 8° de Saint-Contest ; 9° Jean-Simon Lévesque de Pouilly ; 10° Dom Thierry Ruinart, 11° Colbert ; 12° Barberie de Courteille ; 13° Rogier (exécutée) ; 14° Talleyrand-Périgord ; 15° Nicolas Bergier ; 16° Antoine Frémin ; 17° Godinot (exécutée) ; 18° Machault.

Que sont devenus, pour la plupart, ces souvenirs du vieux Reims ?

Sur la place des Boucheries, créée en 1763, existe encore une fontaine très-belle, exécutée par le célèbre sculpteur Adam l'aîné. Elle a

la forme d'un portique surmonté de quelques degrés qui vont en se rétrécissant et servent de piédestal à un vase. Dans la partie inférieure du monument sont deux têtes de lions dont la gueule jette de l'eau dans un bassin en pierre.

Que deviendra ce reste du vieux Reims, quand les petites constructions qui l'entourent depuis 1770 disparaîtront? Espérons qu'il sera respecté et conservé. Qui empêcherait de transporter cette fontaine dans les promenades? Par exemple dans le *Boulingrin* situé au bas de l'ancien calvaire, ou même sur l'emplacement de la croix de la mission?

On l'alimenterait quand on dirigera les eaux dans le faubourg de Saint-Thomas. Une fontaine, ce nous semble, n'est jamais déplacée dans une promenade.

Il en est une seconde très-remarquable aussi, transportée sur la place Saint-Nicaise, au moment où durent être construites les Halles.

Elle paraît jadis la place de la Halle-aux-Draps. Sur une base décorée de quatre tables de marbre noir fixées avec des boutons de cuivre, s'élève un socle de marbre rouge : il supporte un vase de bronze. Quatre serpents entrelacés, d'une très-fine exécution, forment ses anses. Des gueules de dragons, dans la partie inférieure du monument, vomissent dans un bassin en marbre l'eau que leur fournit le réservoir. Des bornes rangées en cercle protègent, ou mieux devraient protéger ce gracieux monument du siècle dernier, dans lequel les enfants jouent à loisir.

Ne pourrait-on pas placer cette fontaine, en vue de sa conservation, dans le nouveau jardin des promenades? Elle y ferait certainement belle figure.

Nous n'émettons que des idées : d'autres peuvent, sans contredit, en avoir de meilleures. Mais du moins conservons, le plus possible les souvenirs que nos ancêtres nous ont légués, surtout quand ils ont de la valeur. De nos jours, on ne dépenserait pas si volontiers les fonds de la commune, si l'on avait la certitude que dans quelques années, ceux qui viendront après nous détruiront sans raison ce que nous élevons avec tant de peine et de soin. C. C.

* * *

Lettre d'un chanoine de la collégiale de Lirey à un de ses amis. — Mai 1751.

Vous désirez, Monsieur, que je vous fasse part du succès d'une tentative que j'ai faite l'année dernière, pour suppléer aux essaims de mouches à miel, et du détail de mon opération.

J'aurais tort de ne pas me rendre à vos invitations, puisque je suis en état de les satisfaire, et parce que ma découverte est de nature à intéresser le public, et j'ai cru que la qualité de membre de la société était pour moi, vis-à-vis du public, un motif d'invitation aussi pressant pour l'instruire de ma découverte, que le titre d'ami qui m'engage

aujourd'hui à vous satisfaire. Aussi, je désire que vous rendiez ma lettre publique. Voici le fait :

J'ai pris une forte ruche qui menaçait, mais inutilement, de jeter un essaim. Des dix rayons ou couteaux, comme s'expriment nos gens de campagne, j'en détachai la moitié ; c'est-à-dire les cinq qui donnaient le plus de prise à cette extraction et à cet enlèvement. Je les plaçai ensuite dans une ruche nouvelle et vide. J'adaptai ces cinq rayons dans la ruche, et je les y tins suspendus par une fiche de bois de chêne qui traversait le haut du panier de la ruche, à six pouces environ de son sommet.

Après cette opération, je laissai cette nouvelle ruche en possession de la place qu'occupait la première, sur laquelle j'avais fait ce retranchement, et qui avait été transportée ailleurs. Dans cette transmigration, une partie des mouches s'est tenue invariablement attachée à son ancien manoir, mais l'autre partie reconnaissant son bien, n'a point quitté ses rayons placés sur l'ancienne base, et dans une autre ruche. Elle s'est appliquée constamment à étendre les bornes de son habitation, en travaillant sur le fond des cinq rayons. J'ai été avec quelques-uns de mes confrères le spectateur du travail infatigable avec lequel ma nouvelle colonie se cimentait un établissement fixe. Sans témoigner aucun regret de son ancien domicile par quelque sortie tumultueuse, elle a paru, au contraire, travailler avec un grand zèle pour se *remparer* contre le froid et la faim. En voyant avec admiration cette activité et cette ardeur qui étaient communes aux deux ruches, je fus porté d'abord à concevoir les plus flatteuses espérances de ma tentative. Mais un sentiment plus réfléchi me fit penser que je devais attendre au printemps pour porter un jugement arrêté sur le succès de mon entreprise. Enfin, le temps du doute est passé, et je vois cette nouvelle colonie, qui a essuyé les rigueurs de l'hiver, manœuvrer au commencement de ce printemps avec autant de succès que toutes mes autres ruches,

Je suis, etc.

Le 7 May 1751, à Lirey, au diocèse de Troyes.

Lirey (chapitre et église collégiale fondés par Geoffroy de Charny, en 1353).

*
* *

Lettre à M. Garnier, imprimeur du Collège de Troyes, octobre 1770

Depuis, Monsieur, que vous imprimez pour notre Collège, vous indiquez le lieu de ses exercices par ces termes qu'on lit au bas des programmes d'invitation : *In aûla collegii Trecensis* en substituant *Trecensis a Treco-Pithœnii* dont on a toujours usé d'après l'inscription jud. que l'homme célèbre qui l'a doté et établi dans sa maison paternelle, encore reconnaissable à une porte qui existe dans la rue du Bois et dont le fronton est chargé des armes pleines de MM. Pithou : un nom aussi avantageusement connu dans les

lettres ne peut déparer des exercices qui ont la littérature ou les sciences pour objet.

Peut-être, ce nom composé, ce *Trecopithœanum* vous a-t-il paru d'une fabrique barbare et peu latine; mais vous deviez être rassuré à cet égard, par l'analogie de ce mot avec le *Tornaco-Bellovacum* religieusement conservé par l'université de Paris pour indiquer un de ses principaux collèges: des puristes de province peuvent passer des termes que l'Université de Paris croit pouvoir et devoir conserver.

Une excessive délicatesse pourrait au contraire se trouver choquée du *Trecencis* substitué au terme consacré. En effet ce *Trecencis* que nous employons aujourd'hui pour désigner ce qui appartient au territoire ou diocèse de Troyes, est absolument étranger à tous les monumens historiques où il est question de ce Diocèse. Si vous consultez Pline, Ptolémée, Ammien Marcellin, les Itinéraires, la carte de Peutinger, vous trouverez partout les habitans du Territoire ou de la cité de Troyes, désignés par le nom de Tricasses ou Tricassini et le chef-lieu de cette cité appelé Augustobona, *Augusta-Tricassium* ou *Trecorum*: il était alors d'un usage général que les villes principales portassent le nom du peuple dont elles étaient le chef-lieu.

Dans les tems postérieurs, Saint Camélien, évêque de Troyes, souscrivant au premier Concile d'Orléans assemblé par Clovis, s'intitule: *Trecassinæ urbis Episcopum*. Dans l'histoire de Grégoire de Tours, Troyes est nommée *Treca*, *Trecassii Urbs*, *Trecassium civitas*, enfin dans les Annales de Saint Bertin, Saint Prudence, qui ont composé la meilleure partie, et qui devait sçavoir le nom de la ville qui l'avait pour évêque, ne la nomme que *Trecas* ou *Augustam Trecorum*. Dans ces monumens, l'adjectif, avec la terminaison en *ensis* n'est employé pour désigner aucun diocèse: *Parisii, Meld. Tricassini*, *Bellovaci*, y indiquent uniquement les diocèses de Paris, de Meaux, de Troyes et de Beauvais, etc[1].

Le XIIIe siècle a vu naître votre adjectif dans quelque sacristie ou secrétariat. Le premier monument qui l'offre pour Troyes est la chronique écrite par Yperuis, moine de Saint-Bertin, vers la fin du siècle que je viens de nommer. Cet écrivain, parlant de l'entrevue de Louis-le-Bègue et du pape Jean VIII, dit qu'elle se fit *in civitate Trecensi*. Dans un mémoire du même tems sur la translation du corps de saint Wast, de Beauvais à Arras, Beauvais constamment nommé jusqu'alors *Bellovacum*, du nom du peuple dont il était le chef-lieu, paraît pour la première fois sous le nom barbare de *Bellovagensis civitas*.

1. Conformément à ces monumens, MM de Chavigny, qui de l'âge de nos pères, ont successivement rempli le siége de Troyes pendant un demi-siècle, se souscrivaient dans les actes latins, à l'exemple de saint Camélien, l'un de leurs prédécesseurs: *Tricassinæ Urbis Episc.*

Il résulte de ces faits que si par une délicatesse que l'exemple de l'Université de Paris doit rassurer, vous vous croyez autorisé à rejeter le *Treco-Pithœanum*, au moins lui devriez-vous substituer non le *Trecense*, mais le *Trecassium* ou *Tricassium*, consacré par l'analogie des monumens qui font texte pour nous. Une dernière raison devrait vous décider pour le *Tricassinus*, borné dans l'usage actuel à désigner tout ce qui appartient privativement à la ville de Troyes. En effet, le collège de Troyes n'est pas le collège du diocèse, plusieurs villes de ce diocèse, Sézanne, Villenauxe, Nogent, ont aussi des collèges, car où n'y en a-t-il pas aujourd'hui ?

En un mot, Monsieur, rendez à notre collège un nom dont il s'est toujours honoré, un nom dont s'honorent les lettres, un nom qui consacre la bienfaisance de MM. Pithou envers les lettres et leur patrie.

Je suis, etc. GROSLEY.

***

Napoléon à Brienne[1]. — Par une bizarre coïncidence celui qui fut Napoléon Ier devait commencer et finir en quelque sorte sa carrière au même lieu, en Champagne. Brienne devait le voir apprenant l'art militaire et luttant dans sa suprême campagne contre les forces coalisées de l'Europe. Nous ne nous occuperons ici que de ses débuts.

Le 25 mars 1779, Charles de Buonaparte, député de la noblesse de Corse, recevait l'avis officiel de l'admission de son fils Napoléon à l'école Brienne.

L'école était de récente création, le comte de Saint-Germain en arrivant au ministère de la guerre songea à modifier le système d'éducation employé pour préparer les jeunes gens à la carrière des armes. Les écoles de Paris et de la Flèche lui paraissaient trop luxueuses, leur entretien trop dispendieux: il en décida la suppression le 6 février 1776 et il les remplaça par dix colléges; Brienne fut compris dans cette liste. Le choix de cette localité était dû à l'influence de l'archevêque de Toulouse dont le frère possédait la terre de Brienne.

Le collége dirigé par des Minimes, sous la direction des Pères Louis et Dupuis, compte soixante élèves bourciers et soixante non bourciers :

1. Nous empruntons ces détails à une publication récente (*Bonaparte et son temps*, 1769-1799, par le commandant Iung, 2 vol. in-18, Paris, Charpentier), qui présente un véritable intérêt, car, si la vie de Napoléon est connue dans tous ses détails depuis le Consulat, il en est tout autrement pour ses commencements, demeurés presque complétement dans l'ombre. C'est un travail véritablement neuf composé aux sources originales et presque toujours inédites. Il est fâcheux que M. Iung laisse trop percer le peu de sympathie que lui inspire son héros. Nous ne pouvons approuver toutes ses appréciations, encore moins celles qui portent trop souvent contre les questions religieuses, mais nous ne saurions contester l'originalité, la valeur, l'intérêt de ce livre qui demeurera un complément indispensable de toutes les histoires du premier Empire.

la pension était également de 700 livres pour les uns et pour les autres.

Napoléon y arrive le 24 avril amené par son père, et le lendemain il entrait dans la classe de huitième. Tout dépaysé au milieu de jeunes gens à lui inconnus, de partis si divers, de rangs différents, il y continua ses habitudes de solitude et de sauvagerie. Cela ne lui réussit probablement pas, car le 5 avril 1780, il écrivait assez durement à son père pour lui représenter la situation pénible que lui causait sa pauvreté : « Je suis las d'afficher l'indigence, disait-il, et d'y voir sourire d'insolents écoliers qui n'ont que leur fortune au-dessus de moi, car il n'en est pas un qui ne soit à cent points au-dessous des nobles sentiments qui m'animent. Eh quoi ! Monsieur, votre fils sera-t-il continuellement le plastron de quelques paltoquets ? » Nous ne savons pas si M. de Buonaparte augmenta la pension de son fils, mais l'humeur de celui-ci ne paraît point s'être adoucie et un beau jour, un de ses camarades, M. Pouget des Isles, ayant parlé de la Corse et du père de Napoléon en termes très-désobligeants, ce dernier céda à un acte de violence qui le fit mettre à la chambre de discipline. Il adressa aussitôt à M. de Marbeuf, son protecteur, une lettre, non d'excuses, mais de fières explications en offrant de quitter l'école du moment où il serait forcé, sans protester, de laisser traîner dans la boue son respectable père (10 octobre 1783. M. de Marbeuf fit lever la punition. Napoléon venait de passer ses examens avec succès pour la marine. La mort de M. de Keralio, inspecteur des écoles et qui avait remarqué la valeur de Napoléon bouleversa toutes les promotions et les plus favorisés obtinrent les places de marine. Napoléon fut donc éliminé et maintenu à l'école jusqu'à la promotion prochaine en étant placé à la tête d'un peloton. Son père, craignant une année perdue, se hâta d'adresser au ministre une supplique dont la conséquence fut la proposition immédiate de son fils pour l'artillerie, promulguée le 16 juillet 1784 : Napoléon quitta Brienne le 17 octobre 1784 et le 23 il entrait comme cadet-gentilhomme dans la compagnie établie à l'école militaire de Paris avec MM. de Montarby de Dampierre, de Comminges, de Laugier de Bellecourt et de Castries. Il commençait définitivement son apprentissage et faisait le premier pas dans la voie où il devait s'élever si haut.

* * *

Nous avons signalé il y a quelque temps la découverte d'un cimetière gaulois à Thuisy (Marne), dans lequel on a trouvé quelques vases à peintures. M. Malinet-Deheppe a continué ses recherches et fouillé 19 nouvelles tombes. Nous croyons devoir reproduire la note même qu'il a dressée à ce sujet, en exprimant le vœu que tous les fouilleurs champenois imitent cet exemple :

N° 18. — Une fibule en bronze bien ouvragée, trois pots dont deux brisés (rouge et noir).

N° 19. — Fosse déjà fouillée, deux pots unis, un bracelet en bronze.

N° 20. — Fosse également bouleversée, 5 pots, un ouvragé, d'autres petits assez remarquables, un couteau.

N° 21. — Fosse fouillée, un javelot à la tête.

N° 22. — Fosse d'enfant de 9 à 10 ans, un vase brisé, une fibule en fer.

N° 23. — Trois pots, un brisé, trois fibules, deux en bronze ouvragées et une en fer, deux bracelets ouvragés ayant dans leur circonférence trois anneaux. Un collier ouvragé, très-remarquable avec six boutons, dont deux ont disparu.

N° 24. — Un pot uni; collier en forme de vis et s'agraffant, cassé par pression de la terre.

N° 25. — Deux vases, l'un ouvragé, et l'autre en fragments, bracelet en fer au poignet gauche.

N°s 26 et 27. — Une double fosse, la première trois vases, un ouvragé. La seconde 5 vases (un rouge brisé) petits pots à boire ouvragés, deux bracelets en bronze crantelés et un collier bien ouvragé, trois fibules en bronze.

N° 28. — N'ayant aucun objet. Fosse déjà fouillée.

N° 29. — Fosse d'un chef, où quatorze anneaux gisaient sur la poitrine du défunt, dont trois doubles bracelets en fer, en jayet, un collier en fils de bronze tordus et ouvragés, une fibule en fer.

N° 30. — Fosse n'ayant que des débris de personnes, 4 à 5 avec une seule tête, deux pots, un bien ouvragé, une fibule en fer.

* * *

Nous extrayons les lignes suivantes d'un compte-rendu du Salon :

Nous remarquons d'abord un buste du célèbre peintre Meissonnier, dû à l'habile ciseau de M. de Saint-Marceaux, qui, l'an dernier, obtint la grande médaille. Cette fois, le statuaire a fait un chef-d'œuvre de vigueur et de ressemblance. Son Arlequin est finement taillé et fort bien avenu.

Parmi les statues monumentales, nous mentionnerons, bien que le sujet sorte du département, celle de Mgr Landriot, archevêque de Reims, par M. Thomas, membre de l'Institut, c'est un morceau de maître, largement et consciencieusement traité. La ressemblance est parfaite. Le prélat est à genoux, couvert du manteau épiscopal. Il est difficile de faire mieux.

* * *

La Société académique de Saint-Quentin a tenu dimanche dernier, à Fervaques, sa séance annuelle sous la présidence de M. Pierre Bénard.

Nous lisons à ce sujet dans le *Journal de l'Aisne* :

« Notre sympathique confrère, M. Edmond Delière, rédacteur en chef du *Guetteur*, qui n'en est plus à compter ses victoires dans les

tournois poétiques, a conquis, cette fois encore, une couronne d'autant plus méritoire, qu'elle récompense en même temps un acte de loyauté et de justice.

« M. Delière avait pris pour sujet de poésie la mort de l'infortuné curé de Cuchery, l'abbé Miroy, héroïque martyr de la guerre de 1870.

« Le ciseau de M. René de Saint-Marceau, le jeune et déjà célèbre sculpteur rémois, a consacré à jamais le souvenir de l'abbé Miroy.

« Ce souvenir glorieux de nos désastres a heureusement inspiré à son tour M. Edmond Delière. On en jugera par la citation suivante :

« Qu'il se livre, l'auteur d'un acte inexpiable,
Ou sinon !... » Mais qui va se livrer à merci ?
Qui donc ? L'abbé Miroy. C'est moi le seul coupable !
Dira-t-il au vainqueur en disant : Me voici !
Pasteur de ce troupeau qui doit une victime,
L'abbé Miroy s'offrit tout entier. Il savait
Quel châtiment suivrait son mensonge sublime,
La mort pouvait venir. Tranquille, il l'attendait.
Il regarda la mort, le front haut, l'œil en flamme.
Nul bandeau ! L'infini devant lui s'entr'ouvrait,
Dans un pardon auguste il exhala son âme,
Tandis que, tout ému, le vainqueur admirait !...
... Est-ce pour allumer l'ardeur des représailles
Que des luttes d'hier j'évoque ce héros ?
Oh ! non, le temps n'est plus des sinistres semailles,
Et la paix qui sourit nous voile les bourreaux.
...Mais nous avons besoin de fouiller dans l'histoire
Afin d'y découvrir les filons ignorés
Qui recèlent l'or pur de nos mines de gloire
Et les offrir aux cœurs d'idéal enivrés.
...D'obscurs noms que l'oubli ronge sur une pierre,
Eveilleront partout d'héroïques tableaux ;
Et vous ferez jaillir du sein de la poussière
Une immense épopée aux éternels rameaux.
...Jetez à pleines mains les fleurs sur cette tombe ;
Vous en verrez sortir de fécondes lueurs,
Eclairant le péril où l'ignorant retombe
Et d'utiles leçons parleront sous ces fleurs.
Apportez au martyr votre offrande fleurie,
Enfants qui souriez à votre jeune espoir ;
Il vous dira comment on meurt pour la Patrie
Et quel est le chemin, âpre et doux, du Devoir.
. . . . . .

* * *

« Ci-après s'inscrivent les gens d'armes du païs du Rethelois amenés par le sieur de Rond, chevalier-bachelier, leur capitaine, venus au mandement de Mgr de Bourgogne à Dunkerque en juin 1405, et payés par l'ordonnance dudit sieur, c'est à savoir chacun chevalier banneret

un franc par jour, chacun écuyer demi franc, archers et piquevaires chacun 4 sols parisis par jour, en la manière qui s'ensuit[1] :

Premièrement : CHEVALIERS BACHELIERS

Ledit sieur de Rond.
Le sieur de Loz.
Le sieur de Serny.
Le sieur de Montjeu.

ÉCUYERS :

Barast de La Voire.
Jean de Loz.
Jean le Franc.
Henri d'Eauvereines.
Gilles de Billy.
Perrener de Prosnes.
Henri Pechier.
Arnoul de Remmerie.
Jean de Serny.
Lupart de Veclu.
Regnaud de Courtevron.
Tantes de Courtevron.

CHEVALIER BACHELIER :

Gobert de Suzanne.

ÉCUYERS :

Jean Journet.
Pierre d'Espaigny.
Jean de Plé.
Alard d'Agicourt.
Guyot de Neufliza.
Rassequin et Jannequin d'Agicourt.
Jean de Vendy.
Robert de Renmont.
Le bâtard de Balay.
Le moine de Verrières.
Olivier de Guincourt.
Guyot de Marquigny.
Jacques de Meure.
Sarrasin d'Alaincondel.
Simon de Guincourt.
Robert de Fresne.
Jean Lalemant.
Guy, Jean et Oliv. d'Escannevelle.
Mansart de Licfan.
L'ermite de la Grave.
Alardin Blanchart.
Colard Patran.
Franquet d'Escairelles.
Jacquemain de Merg.
Lambequin d'Ante.
Geoffroy de Villers.
Perrenot de Sorbon.
M. de Bonhamme.
Jean, Gérardin, Jacques de Vaux.
Jean de la Fontaine.
M. de Mainmont.
Colard de Saint-Martin.
Hurtasse de Targilimont.
Josse Hardy.
Josse de Barle.
Guiot de Vaulx.
Jean d'Artaise.
Jean Hurtefalis.
Lescour de Sorbon.
Regnaud de Sorbon.

CHEVALIER BACHELIER :

Henri de Blez.

ÉCUYERS :

David de Daurond.
Jean Leple.
Miquiel de Jacqueton.
Ernoul Robert.

1. Papier Villeveylle. Monstres franc-comtoises et bourguignonnes. Fr. nouv. acquit 1036.

Broquemarc.
Sandre de Prenes.
Amand de Dupenne.
Guillot de la Tour.
Baudin Mandre.
Jean du Blé.
Jacquemin le Grave.
Guillet Visorge.
Michel Pique.
Desrasme de la Folie.
Pierre de Morelle.
Jean du Petit Rieul.

PIQUEVAIRES :

Coppin Benoist.
Tassin Féroul.

CHEVALIERS BANNERETS :

Gué de Rammont.
Jean de Villers.
Le sieur de Serlus.

ÉCUYERS :

Jean de Pêle.
Arnoul de Nourcelles.
Girard Dablay.
Jean de Lannay.
Jean de Sorbon.
Sarrasin de Sersanne.
Jean de Moufles.
Monassis de Valeran.
Alex. Doingnes.
Jacques du Bourg.

ARCHERS :

Le bâtard de la Beuvrière.
Huet de Méry.
Mathieu de Villy.
Vuillemet du Pont.
Jean Maillard.
Baudesson Qualier.
Jean, l'Arbalétrier.
Colin de la Beuvriere.
La Trompette.

La dépense totale a été de 1,244 fr. et 15 sols tournois.

* * *

M. le docteur Vincent, de Vouziers, nous signale la découverte d'une sépulture mérovingienne près de Buzancy (Ardennes) : elle contenait un vase en terre noire d'une bonne facture; deux morceaux de fer incrustés d'argent ayant dû servir d'épaulières, une plaque de ceinturon en bronze, une fibule et un collier composés de morceaux de terre émaillée de formes et dessins très-variés, mêlés à quelques grosses perles de verre : il y avait également une épée. Il serait à désirer que l'on recherchât si cette tombe n'était pas isolée.

* * *

Le ministre des Beaux-Arts vient de charger notre compatriote, M. de Saint-Marcent de l'exécution du buste de Bailly pour être placé dans la salle du Jeu de Paume de Versailles.

* * *

Nous apprenons la mort de M. Camu-Bertherand, décédé le 12 mai, dans son château de Saint-Thierry, à l'âge de 81 ans.

M. Camu-Bertherand a été activement mêlé à la vie industrielle de la ville de Reims et s'est acquis, durant sa longue carrière, une renommée fort justifiée d'honorabilité et de capacité.

Successivement Juge au Tribunal de Commerce, Membre de la Chambre de Commerce, Vice-Président de la Caisse d'Epargne, M. Camu a encore siégé au Conseil général, comme représentant du 1er canton de Reims. La croix de la Légion-d'Honneur était venue consacrer les services rendus par notre vénérable concitoyen dans toutes ces fonctions non rétribuées.

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FRÉMONT.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES SUJETS TRAITÉS DANS LA QUATRIÈME ANNÉE DE LA

REVUE DE CHAMPAGNE ET DE BRIE

A

ABBAYE (l') de Saint-Basle de Verzy pendant la Révolution : 428, t. VII ; 39, t. VIII.
ABBAYE (l') de Beaulieu : 414, t. VII.
ABBAYE (l') de Huiron (bibliographie) : 377, t. VII.
ABBAYE (l') de Saint-Martin de Huiron (bibliographie) : 146, t. VIII.
ACADÉMIE nationale de Reims ; 145, t. VII.
ALMANACHS : 79, t. VIII.
ARCHÉOLOGIE préhistorique (bibliographie) : 147, t. VIII.
ARCHIPRÊTRE (bibliographie) : 149, 396, t. VIII.
ARCHIVES des Actes de l'Etat civil de Châlons-sur-Marne, par le comte David de Riocourt : 50, 209, t. VII ; 67, 221, 311, 393, t. VIII.
ARMORIAL du département de l'Aube : 226, t. VIII.
ARMORIAL Waignard (bibliographie) : 142, t. VII.
ARTISTES de la Champagne et de la Brie au Salon de 1879 : 74, t. VII.
AUTOGRAPHE du marquis de Beurnonville : 86, t. VIII.
ABBAYE (l') d'Avenay (bibliographie) : 141, t. VII.

B

BARBEREY (château de), par M. Alphonse Roserot : 353, t. VIII.
BARBIER de Felcourt (nécrologie) : 77, t. VIII.
BAS-RELIEF de Bouchet : 477, t. VIII.
BAUGLAUDRE (Henriette de) : 440, t. VII.
BECQUEY (Louise) : 441, t. VII.
BÉDIGIS (François-Nicolas), né à Servon, canton de Ville-sur-Tourbe : 153, t. VII.
BÉNÉDICTION de Saint-Memmie à Châlons : 221, t. VII.
BIBLIOTHÈQUE champenoise (bibliographie) : 143, t. VII.
BIBLIOTHÈQUE et Musée de Provins : 399, t. VII.
BON Berger de Jehan de Brie : 219, t. VII.
BONTEMPS de Saint-Cernin (de) : 440, t. VII.
BOULLENOIS de Senuc (de) : 439, t. VII.
BOURBONNE-LES-BAINS, par M. de Besancenet : 410, t. VII.

Bulletin de la Société historique de Langres (bibliographie) : 59, t. VII.
Bulletin de la Société des sciences historiques de l'Yonne : 54, t. VII.

C

Cardinal Gousset ; sa vie et ses œuvres : 380, t. VII.
Carnandet (Jean-Baptiste : nécrologie : 375, t. VII.
Cartulaires de Saint-Pierre de Troyes. — Chartes de la collégiale de Saint-Urbain, par l'abbé Lalore : 396, t. VIII.
Champagne et le Valois : 232, t. VIII.
Chapelaine près Somsois : 63, t. VII.
Charleville ; enseignement populaire : 148, t. VIII.
Chatillon-sur-Marne : 155, t. VII.
Chausses (les) de Jehan de Soudron, par M. L. Grignon : 30, 109, 376, t. VII.
Chevaleresque (bibliographie) : 149, t. VIII.
Chronique du village de Vallant-Saint-Georges : 386, t. VII.
Cimetière de Cumières : 71, t. VII.
Cimetières mérovingiens de la Champagne et de la Brie : 93, t. VIII.
Clépin (Gabriel) ; nécrologie : 371, t. VII.
Communications relatives au département de la Marne : 389, t. VII.
Concours de l'Académie de Reims : 419, t. VII.
Concours régional de Charleville : 147, t. VII.
Congrès archéologique de France : 399, t. VII.
Contre-Révolution à Troyes : 459, t. VII.
Correspondance inédite de M. de Dinteville, par Ed. de Barthélemy : 45, 125, 388, 352, 434, t. VII ; 64, 133, t. VIII.
Correspondance inédite de dom Thierry de Viaixnes : 404, t. VII ; 57, 214, 308, 461, t. VIII.

D

Décade historique du diocèse de Langres, par H. : 171, 246, t. VII.
Défaite d'Attila dans les plaines de Champagne : 151, t. VII.
Diderot, correspondance avec Mlle Vallant : 394, t. VII.
Diderot inédit d'après les manuscrits de l'hermitage : 90, t. VIII.
Diocèse de Langres, par l'abbé Roussel (bibliographie) : 380, t. VII.
Discours (un passage d'un) de M. Depeyre : 153, t. VII.
Don au musée de Châlons : 70, t. VII.
Dulong (le général Etienne) : 67, t. VII.

E

Ecoles de l'Université de Reims, par l'abbé Chardon : 24, 124, 389, t, VIII.
Eglise de Margerie : 344, t. VII.

Eglise de Sainte-Menéhould : 409, t. VIII.
Eglise de Mourmelon-le-Grand, sa chaire et son autel ; 157, t. VII.
Election de Vitry-le-François, divisée par paroisses (bibliographie) : 142, t. VIII.
Election de Vitry-le-François : 396, t. VII.
Erreurs de la décade historique du diocèse de Langres : 400, t. VII.
Excursion botanique dans le canton de Versy : 71, t. VII.
Etat civil de Jeanne d'Arc : 444, t. VII.
Etats généraux, (documents inédits sur les), tirés des archives de Vitry-le-François : 442, t. VII.
Evangeliaire carolingien de la Bibliothèque d'Epernay : 87, t. VII.
Excursion de la société la Fraternelle rémoise : 158, t. VII.

F

Fabert (le maréchal) à Sedan, par E. de Barthélemy : 291. t. VIII.
Famille Danrée d'Armancy et la Rosière de Salency : 30, 103, 202, t. VIII.
Famille Parchappe : 159, t. VIII.
Famille Thoignel : 241, t. VIII.
Famille Wagnicourt : 413, t. VIII.
Ferté-sur-Amance (la) : 392, t. VII.
Fêtes dans la Marne : 419, t. VII.
Fête de Saint-Ayoul de Provins : 70, t. VII.
Fontaines du Vieux Reims : 478, t. VIII.
Fortifications de la Marne : 410, t. VII.
France africaine. Conférence de M. A. Leroy, de Reims : 383, t. VII.
Frère (le) de Grosley et ses enfants : 225, t. VII.
Friponnerie de Richelet : 414, t. VIII.

G

Gauville (vicomte de) ; 438, t. VII.
Gens d'armes du païs de Reims : 485, t. VIII.
Gérard de Naurois : 222, t. VII.
Gerson (le chancelier Jean), par Henri Jadart : 111, t. VIII.
Gloire-Dieu (notes sur la), par M. l'abbé Chauvet : 378, t. VIII.
Gonzalle (Jean-Louis) ; nécrologie : 373, t. VII.
Guide du voyageur dans Reims : 382, t. VII.
Grottes sépulcrales découvertes à Avigny (bibliographie) : 138, t. VII.

H

Habitants (les) de l'Aube pendant les temps préhistoriques : 400, t. VIII.
Hannesse (Charles), curé d'Ay : 437, t. VII.
Héroïnes (les) de la vie privée : 383, t. VII.

Histoire de l'abbaye d'Avenay : 82, t. VIII.
Histoire de la Champagne et de la Brie (bibliographie) : 78, t. VIII.
Histoire de l'église Saint-Loup de Châlons : 413, t. VII.
Histoire du Gant (bibliographie) : 219, t. VII.
Histoire populaire de la ville de Reims : 139, t. VII.
Hôtel-Dieu (l') de Château-Thierry : 151, t. VII.

I

Inconnu (l') se disant Louis XVII arrêté à Vitry-le-François : 151, t. VII.
Inscriptions du doyenné de Lagny (Seine-et-Marne) : 323, t. VIII.
Intendants (les) de la généralité de Champagne : 96, t. VIII.
Inventaire des reliques de la cathédrale de Langres, par M. l'abbé Lalore : 10, 441, t. VIII.

J

Jean de Troyes, échevin de Paris : 87, t. VIII.
Jeanne d'Arc, peint par Monchablon ; 95, t. VIII.
Jolly (Paul), né à Châlons ; nécrologie..... : 52, t. VII.
Josse, vicaire général à Meaux : 440, t. VII.
Josserau de Raguet Brancion : 376, t. VII.
Juvin (Saint-), pâtre ardennais, par M. Cerf : 5, t. VIII.

L

Lobry ; nécrologie : 376, t. VII.
Ladrange ; nécrologie : 74, t. VIII.
Lallemant de Lestrée (la famille) : 249, t. VIII.
Langres. Notes diverses sur le diocèse : 234, 328, t. VIII.
Lefebvre, baron de Plinval (nécrologie) : 225, 313, t. VIII.
Lettre de l'empereur Alexis Ier au comte de Flandre : 55, t. VII.
Lettre d'un chanoine de Lirey : 479, t. VIII.
Lettre de Grosley à M. Garnier, imprimeur à Troyes : 480, t. VIII.
Lettres du roy Charles VIII touchant l'hommage de la terre et baronnie de Joinville en Champagne : 231, t. VIII.
Lettre sur une fable de La Fontaine : 315, t. VIII.
Lévesque de Blives : 222, t. VII.
Liétaud (Soliman); nécrologie : 137, t. VIII.
Le livre de Mgr Cortet : 387, t. VII.
Louis XV à Reims : 61, t. VII.

M

Mabillon, dom Jean ; 53, 445, t. VII.
Manuscrits de la bibliothèque de Charleville, par M. B.: 321, t. VII.

Manuscrits des bibliothèques de France : 378, t. VII.
Marceaux (M. de Saint-) : 78, t. VII.
Marcilly. Un chapitre de M. Frédéric Gilbert intéressant cette commune : 448, t. VII.
Mariages champenois : 61, 148, 221, 413, t. VIII.
Mémoires de Jean Foulquart, par E. de B.: 191, t. VII.
Mémoire de tante Gertrude : 385, t. VII.
Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne : 218, t. VII.
Miremont (Mlle de) ; nécrologie : 138, 224, t. VIII.
Monographie de l'abbaye d'Igny, par M. J. Chardon : 25, 100, 256, 356, t. VII.
Mont-Dieu (la chartreuse de), par M. Léon Guillaume . 356, t. VIII.
Monument à Urbain II : 221, t. VII.
Monument du général de La Moricière au musée de Troyes : 250, t. VIII.

N

Nadaud de Buffon : 476, t. VII.
Napoléon à Brienne : 482, t. VIII.
Neuville-au-Pont (Marne). Eglise : 319, t. VIII.
Nogent (Haute-Marne) : 325, t. VIII.
Noirot (l'abbé) ; nécrologie : 137, t. VIII.
Notice de M. Lucat : 315, t. VIII.
Notice historique sur la maison de Grandpré, par M. Anatole de Barthélemy : 339, t. VIII.
Notes de Maurice Le Tellier, archevêque de Reims, sur le curé Jean Meslier : 60, t. VII.
Notes intéressant plusieurs localités de la Marne : 406, t. VII.
Notes relevées sur l'abrégé de l'armorial de Caumartin : 87, t. VIII.

O

Opérations électorales du Tiers-Etat dans le bailliage de Vitry-le-François pour les Etats généraux en 1789, par Henri Jadart : 161, t. VII.
Ordonnances des souverains de Sedan : 409, t. VII.
Origines de la famille Colbert : 390, t. VII.
Origine de la maison de Saulx : 93, t. VIII.

P

Panégyrique d'Urbain II : 381, t. VII.
Partouneaux ; nécrologie : 224, t. VIII.
Passage du duc de Penthièvre en Champagne en 1789 : 92, t. VIII.
Picot de Dampierre : 456, t. VII.

Plaisir des champs : 391, t. VII.
Poete champenois (un) : 53, t. VII.
Portail de la cathédrale de Reims : 382, t. VII.
Portraits des archevêques de Reims : 244, t. VII.
Portraits de Claude de Lorraine et d'Antoinette de Bourbon, seigneurs de Joinville : 195, t. VIII.
Portraits de famille en Champagne ; 452, t. VII ; 84, 245, 319, t. VIII.
Possessions des ducs de Bourgogne dans le département de l'Aube : 17, t. VIII.
Pouillé du diocèse de Reims (bibliographie) : 143, t. VII.
Prieur, né à La Ferté-Gaucher : 52, t. VII.
Princesse (la) douairière de Monaco : 439, t. VII.
Prix général de l'Arquebuse à Châlons : 121, 261, 368, t. VII ; 45, 107, t. VIII.
Prudent (l'abbé) : 390, t. VII.

Q

Questions historiques (les) au conseil municipal de Reims : 410, t. VII.
Quittat, doyen de Montmirail (nécrologie) : 76, t. VIII.

R

Rapport sur trois fermes de Champagne : 396, t. VII.
Recherches historiques et chronologiques sur l'arrondissement de Vitry-le-François (bibliographie) ; 140, t. VII.
Recherche sur la famille de Jeanne d'Arc : 318, t. VIII.
Règlement de police à Perthes en 1788 : 253, t. VIII.
Reims au xviie siècle, par M. Ed. de Barthélemy : 417, t. VIII.
Relique de Saint-Etienne apportée de Constantinople à Châlons-sur-Marne en 1205, par M. A. Deschamps : 5, t. VII.
Reliques des trois Bénédicité à la cathédrale de Langres, par A. Tachy : 278, t. VIII.
Rethel et Château-Porcien, deux documents : 321, t. VIII.
Rochefoucauld (duc de La) : 441, t. VII.
Rois de France à Troyes au seizième siècle, par M. Albert Babeau : 257, 424, t. VIII.
Rouin, patron de l'Argonne : 395, t. VII.

S

Sacre de Louis XVI à Reims par Anatole de Gallier : 97, t. VIII.
Saint-Lambert (Ardennes). Eglise : 91, t. VIII.
Saint-Loup de Châlons-sur-Marne : 150, t. VIII.

Saulx-Tavanes (Monseigneur de) : 252, t. VIII.
Sceaux inédits de Troyes, par M. d'Arbois de Jubainville : 81, t. VII.
Seigneurie et Feaultez de Bourbonne, par Lacordaire : 163, 300, 385, 449, t. VIII.
Sens. Notes pour servir à l'histoire de la ville : 199, t. VIII.
Sépultures de Rigny, canton de Marcilly-le-Hayer : 160, t. VII.
Sermaize-sur-Saulx : 399, t. VII.
Société académique de l'Aube : 146, 220, 388, 451, t. VII ; 152, 230, 476, t. VIII.
Société archéologique de Seine-et-Marne à Provins : 64, t. VII.
Société archéologique de Sens : 86, t. VIII.
Sociétés savantes Champenoises et Briardes à la Sorbonne : 314, t. VIII.
Sollier, Nécrologie : 75, t. VIII.
Somme-Suippe. Restauration de l'église ; 91, t. VIII.
Souvenirs du Vieux Reims : 223, t. VII.

T

Tableau des fiefs titrés de la province de Champagne : 392, t. VII.
Thomassin (Amable-Denis) : 390, t. VII.
Tolérance religieuse de prêtre à rabbin, par M. Emile Cahen, rabbin de Reims : 384, t. VII.
Tombeau d'Héloïse et d'Abélard : 478, t. VII.
Tombeck (Henri), mathématicien et géologue ; nécrologie : 373, t. VII.
Tombes de la Marne et de Seine-et-Marne : 408, t. VIII.
Travaux de la Société de Vitry-le-François : 91, t. VIII.
Travail de M. l'abbé Genet, de Charleville : 411, t. VII.
Travaux en cours d'exécution de restauration et entretien de monuments historiques de la Champagne et de la Brie en 1879 : 414, t. VII.

U

Uhrich (Jean-Baptiste) ; nécrologie : 376, t. VII.
Urbain (Saint) de Troyes, par M. Lalore : 373, t. VIII.
Urbain II (le monument à) : 62, t. VII.
Usage ardennais : 222, t. VII.

V

Vase d'argent antique trouvé en Champagne : 317, t. VIII.
Vandières (histoire de) ; bibliographie : 56, t. VII.
Villemaur, notice historique, par Alfr. Roserot : 38, 91, 180, t. VII.
Ville (la) de Reims sous l'ancien régime : 473, t. VIII.

Vin de Champagne : 68, t. VII.
Vitraux du Sacré-Cœur de la cathédrale de Reims : 400, t. VII.
Voyage littéraire de dom Guyton en Champagne : 338, 422, t. VII.

W

Walferdin nécrologie : 139, t. VIII.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie L. Frémont, Place de la Halle

REVUE
DE CHAMPAGNE ET DE BRIE

ARCIS-SUR-AUBE. — IMPRIMERIE LÉON FRÉMONT.

REVUE

DE

CHAMPAGNE

ET

DE BRIE

HISTOIRE — BIOGRAPHIE
ARCHÉOLOGIE — DOCUMENTS INÉDITS — BIBLIOGRAPHIE
BEAUX-ARTS

TOME NEUVIÈME

CINQUIÈME ANNÉE. — PREMIER SEMESTRE

PARIS
HENRI MENU, LIBRAIRE-ÉDITEUR, 30, RUE JACOB, 30

1880

REVUE

DE

CHAMPAGNE ET DE BRIE

CHARTES

RELATIVES A L'HÔPITAL SAINT-ÉTIENNE DE CHALONS

Un de mes amis, M. Louis Bertrand, juge au tribunal de Corbeil, m'a prié de lui copier cinq chartes relatives à l'histoire de Jâlons-les-Vignes. Comme ces documents intéressent également l'histoire de l'hôpital Saint-Étienne de Châlons, j'ai pensé qu'il serait bon de les publier dans la *Revue de Champagne et de Brie*, et j'en donne ci-dessous la transcription.

M. Edouard de Barthélemy[1] parlant de l'hôpital Saint-Etienne dit qu'il existait à Châlons près de la cathédrale dès l'année 920. Après avoir indiqué quelques-unes des libéralités dont cet établissement fut comblé et les agrandissements qu'il reçut à diverses époques, M. de Barthélemy ajoute qu'un règlement arrêté par le chapitre, en avril 1261, « *pro hospitali nostro Cathalaunensi* » fixe le nombre des convers et des converses à vingt, des prébendes à cinq, décide que les sœurs auront 25 ans au moins, 50 ans au plus, exclut sans rémission ceux ou celles qui failliraient à leurs devoirs et ordonne aux *maîtres* de rendre des comptes annuels.

Ant. HÉRON DE VILLEFOSSE.

I

Charte du XIIe siècle, sur parchemin, portant au dos cette mention : *De terra Bardin de Jaluns cum domo et appendentiis.*

Ego Jacobus decanus et totum Cathalaunensis ecclesie capitulum, omnibus notum fieri volumus quod Isembardus, homo noster de Jalonibus, iturus Ierosolimam, totam hereditatem

1. *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*, tome I, p. 222.

suam, scilicet domum suam cum appendiciis ejusdem domus et quicquid habebat in vineis et pratis et terris arabilibus, totum hospitali nostro sancti Stephani dedit in perpetuam possessionem, laude et assensu Marie uxoris sue, et fratris, et sororum suarum. Fratres vero ejusdem hospitalis dederunt ei decem libras ad perficiendum iter Iherosolimitanum, ita quod cum redierit nichil requiret ab eis, sed, si voluerit esse frater ejusdem hospitalis, recipient eum. Uxori vero Isembardi dimidium modium annone, singulis annis, quamdiu in hoc seculo vixerit, reddendum promiserunt, duos sextarios frumenti, duos siliginis et quatuor tremesii, et, si fraternitas eorum placuerit ei, recipient eam in sororem. Preterea eidem Marie partem domus anterioris, quam hospitali dederunt, fratres hospitalis ad manendum in vita sua cum manso concesserunt, ita quod ipsi conversi eamdem domum de suo retinere et censum singulis annis reddere promiserunt; et alteram partem domus, non ut alicui conducant sed in proprios usus, et curiam eidem domui junctam retinuerunt. Isembardus vero et Maria uxor ejus, data fide, promiserunt quod rectam garentiam contra omnes qui ad justitiam venire voluerint fratribus hospitalis portabunt. Plegii Isembardi sunt : Robertus miles, Rogerus grossus, Johannes grassus, Garnerus frater ejusdem Isembardi, Petrus diabolus. Plegii Marie sunt : Remigius pater ejus, Rogerus avunculus ejus. Quod ut ratum habeatur sigilli nostri impressione confirmamus.

(Le sceau pendant sur bandelettes de parchemin a disparu).

II

(*5 Janvier 1313.*)

Charte de 1312 (1313), sur parchemin. — La mention, qui est au dos, est en partie effacée. Les noms des parties contractantes sont effacées dans l'original.

A tous ceux qui ces lettres verront..... gardien] dou seel de la prévosté d'Esparnay, salut. Sachent tuit que par devant [nous..... ..... et damoiselle Helissans sa fame, fille jadis Maquerel de .... loialement et en non de vente, quicté, cessé et ostroié a tous jours perpétuellement a frère Jaque..... ..... pour les

frères, les sueurs et pour le commun profist dou dit ostel quatre sols sis [deniers] tournois de cens.....
..... portans los, ventes, vest, devest, et justice jusques à sept sols sis deniers, que li dit vendeur avoient et devoient avoir, si comme il disoient, en la ville de Jalon et au terrouir, seur plusieurs héritages, à lev[e]r[1] et à recevoir chacun an au jour de la feste Saint-Remi en vendenges. Itemt out le cens, les los, et la justice que li dit vendeur avoient, pooient et devoient avoir en la ville de Jalon, et ou banc dicelle, pour cause du dit Maquerel jadis père à la dicte damoiselle. Ce fu faite ceste vendue parmi le pris et la somme de sept livres de tournois petiz, et vint sols tournois pour le vin dou traitié de la dicte vendue. Dou quel pris et de laquelle somme li dit vendeur se tindrent tout enterinement a bien paié par devant nous. De laquelle vendue dessus dicte li dit vendeur se dévestirent en nostre main comme en main souverainne. Et voldrent et acordèrent par devant nous que li dit acheteres en fust saisiz et vestuz comme de pur et loial achet. Et nous, pour le dit acheteur et ses successeurs, en revestimes Thibaut de Matougues[2], sergent le Roy, par le bail et par la teneur de ces présentes lettres. Et promistrent li dit vendeur par devant nous, par leur loials créans et seur pene de l'amende le Roy, que contre la vendue dessus dicte par euz ne par autres ils n'iront, ne venront, ne venir ne feront, a nul jour ou temps à venir. Ainçois la vendue dessus dicte, en la menière que dessus est dit, au dit acheteur, à ses successeurs et à ceus qui de lui ou de ses successeurs averont cause, garentiront déliveront et deffendront de tous empeschemens et de toutes obligacions vers tous et contre tous, en jugement et hors jugement, toutes fois que mestiers sera et il en seront requis. Et rendront et paieront tous cous, despens et domages que li porteres de ces lettres diroit par son simple sairement, sanz autre preuve traire, qui seroient fait et soustenu par deffaut de leur garentie. Et quant à ce qui est dessus dit entériner et acomplir, li dit vendeur en ont obligié par devant nous, chascuns pour le tout, euz, leur hoirs, tout leur biens et les biens de leur hoirs, meubles et non meubles, présens et à venir, ou que il soient veu et trouvé, à justicier, vendre et despendre par l'agent le Roy jusques à tant que les convenences dessus dictes soient entérinées et acomplies, comme pour chose cogneue et adjugié en

1. La charte porte *levr*.
2. Matougues, commune du canton d'Ecury-sur-Coole (Marne).

la court le Roy. Et renoncèrent en ce fait à toute fraude, à toute décepcion, à bénéfice de division, à toutes grâces et privilèges donnez et à donner, à privilège de crois prises, à penre, au droit disant général renonciacion non valoir, et à toutes autres aides, raisons, franchises et deffenses que on porroit dire ou oppo[se]r[1] contre la teneur de ces lettres. En tesmoing de ce, nous, à la requeste des diz vendeurs, avons mis le seel de la prévosté d'Esparnay en ces lettres, sauf le droit le Roy et l'autrui. Ce fut fait présens : Thomas de..... ..... et Jehan Graine..... ..... l'an de grâce mil trois cens et douze, le mescredi après la circoncision nostre Seigneur.

(Le sceau a disparu.)

III

(*14 Mai 1322.*)

Charte de 1322, sur parchemin, portant au dos cette mention : *La lettre de V moitons de pré à Jalon, que Messire li evesques de Chaalons a donné à l'ostel Saint-Estene*, et d'une autre écriture : *Prez à Jallon.*

Universis presentes litteras inspecturis capitulum Cathalaunensis ecclesie, salutem in domino. Noveritis quod, in presencia Johannis de Joinvilla, clerici, fidelis notarii nostri jurati, ad hoc deputati, propter hoc personnaliter constitutis Perrardo dicto le Dent, Eudeto la Joute, Coleçonno[2] le Royer, et Theobaldo dicto le Lombart, de Jalons, ex una parte, et venerabile et discreto viro domino Johanne Hape, concanonico nostro, ex alia parte, prefati Perrardus, Eudetus, Coleçonnus et Theobaldus, spontanei recognoverunt se, una cum Robineto Barbette, de Alnayo[3], et Roberto Templario, de Jalonno, vendidisse et quittasse dicto domino Johanni, perpetuo, duas pecias pratorum in finagio de Jalonno sitas, unam videlicet in prato ad fossata juxta fundum ejusdem domini Johannis, ex una parte, et fundum Oudeti la Joute, ex alia ; et aliam qui dicitur pratum ad pratellum juxta pratum Johansonni[4] Haymet, ex una parte, et pascua communia de Jalonno, ex alia, continentes

1. Sur la charte, on lit : *oppor.*
2. C'est de ce prénom *Coleçonnus* que viennent les noms de famille : *Colesson, Coleçon* et *Colson.*
3. Aulnay-sur-Marne, commune du canton d'Ecury-sur-Coole (Marne).
4. *Johansonnus* a fourni le nom de famille *Jeanson.*

circiter quinque moitonnos pratorum. Que due pecie pratorum erant dictorum venditorum et quas pro suis tenebant et possidebant, ut hec omnia dicebant Perrardus, Eudetus, Coleçonnus et Theobaldus predicti, et se suosque consortes predictos dictis d[uobus] peciis pratorum devestivisse in manu Robini Hurepey, scabini et tamque scabini de Jalonno, et per ipsum scabinum dictum emptorem investi[turam] fecisse, mediantibus novem libris turonensium, dictis Perrardo, Eudeto, Coleçonno et Theobaldo, suo et dictorum suorum consortium nomine, et pro ipsis, ex parte dicti emptoris traditis et solutis. Et promiserunt ipsi Perrardus, Eudetus, Coleçonnus et Theobaldus, nominibus quibus supra, fide data, et sub suorum omnium presentium et futurorum obligatione bonorum, de predictis venditis dicto emptori ejusque heredibus et successoribus bonam et legitimam portare garentiam adversus omnes, juri et legi parere volentes, ad usus et consuetudines loci, et contra premissa imperpetuum non facere, nec venire. In cujus rei testimonium nos, ad relationem dicti notarii nostri, cui in hiis et majoribus fidem plenariam adhibemus, sigillum nostrum ad causas presentibus litteris duximus apponendum. Actum et datum anno domini millesimo trecentesimo vicesimo secundo, feria quinta, post dominicam qua cantatur *cantate*[1].

JOHANNES PASQUER.

(Le sceau pendant a disparu).

IV

(*9 Juillet 1392.*)

Charte de 1392, sur parchemin, portant au dos cette mention : *Pour les maistre, frères et seurs de l'ostel-dieu Sainct-Estenne de Chaalons, de dix sols tournois de cens contre les hoirs la Chique, de Jalon*, et d'une autre écriture : *Dixs ols tournois de cens annuel et perpétuel à Jallon.*

A tous ceulx qui ces présentes lettres veiront, Thibaut le Gouz, prévost de Sens, et Jehan Tubole, licencié en loys, garde du scel de la dicte prévosté, salut. Savoir faisons que par devant Piette le Prignat, commis juré, substitut establi en l'absence de Estienne Mengot, clerc, tabellion juré de la dicte prévosté, auquel quant à ce qui s'ensuit nous avons commis et

1. *Cantate domino*, introït du 4me dimanche après Pâques. En l'année 1392 Pâques tombant le 4 avril, la charte est du 14 mai.

commettons nostre povoir, establiz personnellement Estenes la Chique, demourant à Jalon, lequel recognut avoir pris et retenu à l[i]eu[1] de cense ou rente annuelle et perpétuelle pour lui, pour ses hoirs et pour ceulx qui de lui auront cause, des maistre, frères et suers de l'ostel Dieu Saint Estenne de Chaalons, une pièce que vigne que terre, ainsin comme elle se comporte, assise au terrouer et finaige de Jalon ou lieu dit en son [nom] *le mont*[2], tenent d'une part à l'éritaige Remi le Nassier et Colin le Piat, et d'autre part à l'éritaige de la Simonnette, à tenir et possider ladicte pièce que vigne que terre par le dit preneur, au tiltre que dessus, et en prandre et avoir les fruiz, prouffiz, yssues et émolumens qui en venront et ystront, dès maintenant, à perpétuité pour lui, pour ses hoirs et pour ceulx qui de lui auront cause, pour le pris et la somme de dix solz tournois de cense ou rente annuelle et perpétuelle que le dit preneur, ses hoirs, ceulx qui de lui auront cause, en seront tenuz rendre et paier ausdiz maistre, frères et suers et à leurs successeurs, ou au porteur de ces lettres, chascun an, perpétuellement, au terme de la Saint Martin. Et commancera le premier terme et paiement à la Saint Martin d'iver prouchenement venent; et ainsin à ce dit terme, chascun an, perpétuellement. Et sera tenuz le dit preneur la dicte pièce, que terre que vigne, soustenir et maintenir en bon estat et convenable, tellement que les diz maistre, frère et seurs yl puisset p[ra]ndre et avoir, chascun an, perpétuellement, la dicte cense ou rente, au dict terme, si comme le dit preneur disoit. Promettens le preneur, par sa foy pour ce donnée corporelment en la main du dit juré, que contre les accensissemens et convenences dessus dictes jamais ne venir, ne par autre venir fera ou tempsà venir; ainçoys les aura agréables, tenra, gardera fermes et estables à tousjours, sans rappel, sur peine de rendre et réserver ausdiz bailleurs tous coustz, despens, dommaiges et intérètz qui seront faiz ou soustenuz par deffaut des choses dessus dictes ou d'aucunes d'icelles non faictes, tenues, paiées, soustenues, entérinées et acomplies comne dit est. Obligans, quant à ce, le dit preneur ausdiz maistre, frère et suers et à leurs successeurs, soy, ses hoirs, ses biens et les biens de ses hoirs, meubles, et immeubles, présens et à venir, ou qu'ilz puissent estre trouvez; et iceulx soubzmit à justicer, quant à ce, à la juridicion et contrainte du Roy nostre Sire, à la dicte prévosté et à toutes

1. La charte porte : *à leu.*
2. La charte porte : *en son le mont.*

autres jurisdicions, ou qu'il se transporte par f...se, vendue et explettacion de tous ses diz biens. Renonçans, en ce fait, le dit preneur, et par sa dicte foy, à toutes actions, exceptions et déceptions de fait et de droit, à toutes bacces, franchises, cautelles, cajallacions, allégacions, raisons et deffenses, à toutes graces, respiz, priviléges et dispensacions données et à donner, et généralement à tout ce que l'on pouroit dire ou proposer contre ces présentes lettres. Présens à ce faire : Symon de Collet et Jehan de France, du dit Jalon, si comme le dit commis iuré nous a rapporté par cest escript. En tesmoing de ce, nous, à la relacion du dit commis juré, avons scellé ces présentes lettres du scel de la dicte prévosté. Donné à Jalon, le neufviesme jour de juillet, l'an mil trois cens quatre vins et douze.

P. LE PRIGNAT.
Ita recepi.

(Le sceau pendant a disparu.)

V

(*11 Février 1454.*)

Charte de 1454 (1455), sur parchemin, portant au dos cette mention : *Vendue pour Pasquier Maingon, maistre de l'ostel-Dieu, contre Sohier du Degré et Marie, sa femme. Chaalons, J. de Rosières*, et d'une autre main : *environ deux fauchées de prez à Jallon.*

A tous qui ces présentes lettres verront et orront, Gobert Fournet, licencié en lois, chanoine de Laon, conseiller du Roy nostre Sire, et garde du seel de la baillie de Vermendois, à Laon, establi de par icellui seigneur, salut. Sachent tuit que par devant nostre amé et féal Jehan de Rosières, clerc, demeurant à Chaalons, commis et estably de par nous, pour oir, recevoir et à nous rapporter ce qui s'ensuit, furent présens en leurs personnes Sohier du Degré, escuier, et Marie sa femme, demeurant à Chaalons, la dite femme licenciée de son dit mary quant à ce ; et recongnurent, et chacun pour le tout, de leurs plains grés et bonnes voulentés, sans force, avoir bien et léalment vendu, cédé et transporté, pour tousjours, perpétuelment, à Pasquier Maingon, ou nom et comme procureur, gouverneur et receveur de l'ostel-Dieu Saint-Estienne dudit Chaalons, pour et au proffit dudit hostel, une pièce de pré contenant une fauchée et trois quartiers ou environ, séant au terroir de Jalon, tenant d'une part à l'éritaige dudit hostel-Dieu, et bou-

tant de l'un des boutz aux pastures dudit Jalon, chargié icellui héritaige de ses charges anciennes, et franc d'arréraiges jusques au jour dui. Et fut et a esté fait ce présent vendaige, pour et parmy le pris et la somme de huit livres tournois pour principal, et treze solz quatre deniers tournois au vin que lesdiz vendeurs en ont, pour ce, confessé avoir eu, receu dudit achetteur, et dont ilz se tindrent pour contens en la présence de nostre dit commis, en la main duquel lesdiz vendeurs se dévestirent et désaisirent dudit héritaige, voulrent et consentirent que ledit hostel-Dieu en fust et soit vestus et saisis par la teneur, confection, bail et tradicion de ces présentes lettres, pour en joir et user à tousjours, perpétuelment, comme de leur propre héritaige. Et promistrent lesdiz vendeurs, et chacun pour le tout, par la foy de leur corps pour ce donnée corporelment, en la main de nostre dit commis, et soubz l'obligacion de tous leurs biens et des biens de leurs hoirs, meubles et inmeubles, présens et advenir, ou quilz soient et seront, lesquels ilz ont pour ce soubzmis en toutes jurisdicions quelzconques pour iceulx prendre, vendre et exploicter comme de chose cognue et adjugié en droit, à tenir et avoir pour agréable, ferme et estable, à tousjours, ce présent vendaige; et icelluy garentir, délivrer et deffendre fermement et entièrement, envers et contre tous, de tous troubles et empeschemens quelzconques, sans deffaillir et sans contrevenir en aucune manière, sur peine de l'amende du Roy nostre Sire, et de rendre et restituer tous coustz et frais qui, pour deffault de ce, seroient fais et soustenus, dont ilz voulrent le porteur de ces lettres estre creuz par tout par son simple serement, sans autre preuve fere, renonçans, en tout ce fait, lesdiz vendeurs par leurs dite foy, généralment à toutes choses quelzconques à ces lettres contraires, et spécialment au droit disant général renonciacion non valoir. Et est assavoir que lesdits vendeurs, et chacun d'eulx pour le tout licencié comme dessus, ont donné et, par ces présentes, donnent en prix, don irrévocable, et en aulmosne audit hostel-Dieu, pour tousjours, deux fauchiées de pré en trois lieux séans ou terroir dudit Jalon, qui jadis furent le chantre dudit Chaalons, appartenant ausditz vendeurs à cause du naissant paternel du dit Sohier. En tesmoing de ce, nous, à la relacion de nostre dit commis, qui tout ce nous a rapporté, avons seellé ces présentes lettres du seel de la baillie dessusdite, saufs tous drois. Ce fut faite onze jours, ou mois de février, l'an de grace nostre seigneur mil quatre cens cinquante quatre.

De Rosières.

(Le sceau pendant a disparu.)

NOTRE-DAME DES ROSIERS

(ORDRE DE CITEAUX)

près Monthois (Ardennes)

Les auteurs du *Gallia christiana*, au chapitre : *de Abbatiis diocesis Remensis extinctis*, s'expriment ainsi : « De Rosariis, Parthenone ordinis Cisterciensis, pauca occurrunt..., » et ils n'ajoutent à cette mention que des détails incomplets sans liaison entre eux. (Tom. IX, col. 179).

Dans ce passage, il s'agit de la maison conventuelle des Rosiers, aujourd'hui écart de la commune de Séchault, canton de Monthois (Ardennes). D'intéressants débris archéologiques témoignent que cette localité méritait une attention qu'elle n'avait pas obtenu jusqu'ici, car on n'a rien publié la concernant, sauf la note du *Gallia christiana*. Le laconisme des auteurs s'explique aussi par la rareté des renseignements et par la difficulté de les réunir, les archives des Rosiers ayant été détruites.

Cette notice va donc combler une regrettable lacune de notre histoire ecclésiastique locale en coordonnant les indications sommaires du *Gallia christiana* avec celles qui sont éparses dans les chartriers rémois et dans les archives des pays voisins. A ces indications se sont jointes celles que renferment les documents recueillis par le vénérable M. Marmotte, de Monthois.

ABBAYE DES ROSIERS

Les Rosiers furent d'abord une abbaye de femmes, puis un prieuré régulier de l'ordre de Citeaux. Baudoin II, sire d'Autry, qui vivait dans la première moitié du treizième siècle, avait eu de longs dissentiments avec l'abbaye d'Avenay qui appartenait à l'ordre de Cîteaux. Il avait déjà témoigné de la sincérité de sa réconciliation par de riches donations à l'abbaye, lorsqu'il fut affligé par la perte de son fils aîné Enguerrand. C'est alors qu'il fonda le monastère des Rosiers, et appela des religieuses d'Avenay pour occuper la maison nouvellement créée.

Renaud, second fils de Baudoin, marié depuis peu, suc-

comba à son tour, et il ne resta plus des trois frères que Baudoin, déjà clerc au moment du décès de ses aînés, et plus tard archidiacre d'Astenay, au diocèse de Châlons-sur-Marne.

La mort d'Enguerrand eut lieu en 1239 ; le premier titre connu portant la suscription d'une abbesse des Rosiers est de 1241. On doit donc placer en l'an 1240 la fondation de ce monastère.

Il avait reçu de son fondateur : 1° le droit de haute, moyenne et basse justice sur le hameau des Rosiers, dont l'existence serait ainsi reconnue comme antérieure à celle du couvent lui-même.

2° La moitié des dîmes de Montcheutin, village voisin ; l'autre moitié fut donnée au monastère de Saint-Remy, et affectée au service de l'aumônerie. En 1267, à la suite d'une contestation entre les deux possesseurs, Baudoin d'Autry, l'archidiacre, dut expliquer les intentions de son père, et déclara que la dîme de Montcheutin appartient aux Rosiers pour moitié. (Papiers de Saint-Remy, prieuré de Senuc). Un dénombrement de la seigneurie d'Autry, daté de 1389, confirme le même fait.

3° Partie des dîmes et terrages du Boussel et d'Autry. Une autre partie du Boussel fut donnée aux Prémontrés de Belval.

Baudoin II, voyant sa descendance masculine près de finir, employa ses derniers jours à assurer l'avenir des fondations pieuses de sa famille, comme le témoigne une charte qu'il donna en novembre 1246 à l'abbaye de Belval (Pièces justificatives, n° 1). Il mourut peu après, et voulut que son corps reposât dans le chœur de l'église des Rosiers. Sa dalle tumulaire existe encore aujourd'hui, et l'on y lit l'inscription suivante, dont les caractères sont incrustés de plomb :

CI.GIT.MESSIRES.BAVDVINS.SIRES.DAVTRI.CHEVALIERS.FONDERES.DE.CESTE.MAI :: SON.QUI.TRESPAS :: SA.LAN.DE.LINCARNATION.NOSTRE.SIGNEVR.MCCXLVI-ANS.AV.VIIOVR.DOV :: MOIS.DE.NOVENBRE.PRIES.POUR.LVI.

Les cinquante années qui suivirent sa mort, virent s'accroître encore les revenus des Rosiers. Nicolas le Guellart des Armoises, célèbre personnage dont nous avons donné ailleurs la biographie, voulut aussi contribuer à la prospérité d'une maison de l'ordre qui avait accueilli sa fille : généreux envers Belval et Moiremont, il dut l'être plus encore

envers les Rosiers auxquels il demanda la sépulture. C'est lui qui paraît leur avoir donné une grande partie de la forêt même au milieu de laquelle le couvent était bâti. On peut du moins l'inférer d'une charte qui est analysée dans la généalogie de la maison des Armoises, p. 11 et 12.

En 1285, un chanoine de Reims, Hugues Lelarge, qui fit des aumônes à la plupart des maisons religieuses du diocèse, laissa aux Rosiers, vingt sols parisis de rente : « .... Item monialibus de Rosariis, viginti sol. paris. » (Varin, *Arch. adm. de Reims*, 2e partie, p. 1002).

Cette rente était assise sur une maison située dans la rue Saint-Etienne à Reims, et qui fut plus tard désignée sous le nom des Rosiers. Elle devint en effet la propriété du couvent, et on la trouve mentionnée dans les *Cahiers des tailles de l'Echevinage de* 1287, en ces termes : « Les nonnains de Rosier, 4 solz. »

Les cahiers de 1328 en parlent encore dans le chapitre : « *ci sont contenues les abeyes et li clerc et les églises de leur héritage.* » « ... Li Rosiers, 2 sols. » Varin, *Arch. adm.*, ne donne que le commencement de cette liste avec treize cotes ; les Rosiers sont sous la vingtième.

En conservant cette maison, à Reims, les religieuses des Rosiers suivaient la tradition des autres monastères du diocèse, qui se ménageaient ainsi un refuge dans la métropole, lorsque la province était désolée par la guerre. Les cahiers de l'Echevinage nous montrent la même précaution observée par les abbayes de Crécy, Belval, Sainte-Vaubourg, Longwé, toutes situées dans le voisinage des Rosiers et exposées aux mêmes périls.

La maison de Reims fut aliénée au XVIe siècle : elle conservait encore en 1656 le nom des Rosiers, quoiqu'elle eut cessé depuis longtemps de leur appartenir.

« Les rois et reines de France eux-mêmes ne dédaignèrent pas de s'inscrire parmi les bienfaiteurs de cette église. » Ainsi parle D. Lange, procureur au dix - huitième siècle, dans un *Avertissement aux habitants de Séchault*, qui entreprenaient sur les biens de la maison conventuelle. Les souverains auxquels il fait allusion, ne peuvent être que la reine Jeanne de Champagne et son mari Philippe-le-Bel, puis Marie Stuart. La première ne cessa de témoigner pour les monastères du diocèse de Reims une vive sollicitude qu'entretenait dans son esprit son aumônier Jean de Grandpré, moine de Saint-Denis, et de

Landèves. Jeanne de Champagne est rappelée avec Philippe son époux en tête de la confirmation royale de la charte d'Autry.

Quant à Marie Stuart, Autry était compris dans son douaire de reine de France, et comme dame d'Autry, elle dut continuer aux Rosiers les bienfaits des seigneurs du lieu, ses prédécesseurs.

Pendant cette période de prospérité, l'abbaye des Rosiers voulut, comme les autres établissements religieux contemporains, avoir une *fille*, et fonda en 1244 l'abbaye de Clairmarais, située aux portes mêmes de Reims, dans le bourg de Vesle.

Baudoin II d'Autry concourut à la fondation en vendant à Clairmarais la dîme de Bouconville moyennant un prix illusoire, stipulé en vue seulement de satisfaire aux devoirs féodaux de Baudoin envers les comtes de Grandpré desquels il tenait Bouconville (*Cartulaire de Saint-Nicaise*, p. 284). En 1312, Clairmarais fut réuni à Clairvaux, d'après le P. Anselme (*Généal. de Grandpré*, chap. Henri V), et fut rasé en 1359 lors des préparatifs faits pour la défense de Reims contre les attaques d'Edouard III d'Angleterre.

Après sa reconstruction Clairmarais ne fut plus qu'un simple prieuré sur lequel les Rosiers conservèrent quelques droits. Le prieur avait rang dans le clergé diocésain (*D. Marlot*, édit. fr., tom. Ier, p. 699).

Le nombre des religieuses résidant aux Rosiers n'est indiqué par aucun document : il devait être peu considérable, car l'église était de petites dimensions, et le service religieux ne réclamait que deux chapelains, tant pour l'abbaye que pour le hameau. Enfin l'abbesse avait un rang de séance très-modeste dans le clergé du diocèse.

D. Marlot faisant l'histoire du concile de Senlis (1326) dit :

« Le greffier de la cour ecclésiastique appelle hautement les abbés, abbesses, doyens et plus notables bénéficiaires du grand archidiaconé suivant leur ordre.....; puis ceux du petit archidiaconé :

« 1° L'abbé d'Hautvillers ; 2° l'abbé d'Esparnay ; 3° l'abbé de Sainct Basle ; 4° l'abbé de Belleval ; 5° l'abbé de Longvoye ; 6° l'abbesse d'Avenay ; 7° l'abbesse des Rosiers. » (*Marlot fr.*, tom. IV, p. 43).

Cette dernière avait le pas sur les dignitaires suivants, qui primaient encore les doyens : le chapitre de Montfaucon, les prieurs de Dun, de Memmes (Mame, près Buzancy), de Grandpré, de Saint-Thomas, de Senuc, de Sainte-Vaubourg.

On ne connaît les noms que de deux abbesses des Rosiers.

— Eustachia, abbesse au moment de la fondation, est rappelée dans la *Gallia christiana* comme ayant conclu, en 1241, un traité avec le monastère de Saint-Remi. Voici des détails sur ce fait. Saint-Remi revendiquait certains droits sur la forêt qui environne les Rosiers, et le terrage de quelques biens à Leringes. Baudoin, pour terminer ce différend, fit aux deux parties des abandons sur ses propres biens : il donna aux Rosiers ses droits sur la forêt en litige, et à Saint-Remi ses droits sur Grandham. Entraînés par ces sacrifices, les Rosiers s'engagèrent à payer annuellement à l'aumônerie de Saint-Remi deux setiers de froment et autant d'avoine, à la mesure de Manre, et s'interdirent d'acheter sans le consentement de Saint-Remi des terres sur la censive de cette église. Saint-Remi, de son côté, abandonna ses réclamations sur la forêt et le terrage, et garantit les Rosiers contre toute révendication de Saint-Nicaise sur les biens et la masure en litige appartenant à Guiard de Leringes. Ce lieu de Leringes dont le nom a disparu, devait être très-voisin de Challerange, si ce n'est pas Challerange même. On trouve le nom de Challerange écrit : *Chaleringes*, *Chalerenges*. (*Gros Cart. de S. Remi*, p. 389 ms).

— Après un intervalle d'environ soixante ans, paraît le nom d'Aloïse (*Alosa*), abbesse en 1303. C'est pendant son administration que Nicolas des Armoises mourut et reçut la sépulture aux Rosiers, comme bienfaiteur du monastère. Profitant de ses libéralités, l'abbesse conclut divers échanges de biens éloignés et d'une surveillance difficile, contre d'autres plus favorablement situés. Elle en vendit aussi dont la possession n'était d'aucun avantage pour sa communauté. (Pièces justificatives n° 2).

Dans cette même année 1303, les démêlés du roi Philippe-le-Bel et du pape Boniface VIII étaient arrivés à leur état le plus aigu. Le 13 juin, le roi ayant accueilli la requête de Plasian qui réclamait la convocation d'un concile général, des commissaires royaux parcoururent les provinces pour provoquer des adhésions à cette résolution. La charte de l'abbesse des Rosiers paraît rédigée sur une formule officielle et ne présente rien de particulier ; elle est du mardi après la Nativité de la Vierge, c'est-à-dire du commencement de septembre 1303, mois à la fin duquel on avait déjà recueilli sept cents actes analogues. Peu de temps après, le 11 octobre, le décès

de Boniface VIII mit fin à cette agitation plus politique que religieuse.

L'adhésion d'Aloïse (Arch. Nat. J. 488, n° 577) est revêtue de son sceau, qui a été moulé pour la grande collection des Archives nationales et catalogué sous le n° 9255. En voici la description :

Fragment de sceau ogival de 45 mm.

Abbesse debout avec sa crosse et son livre.

Légende : .....TISSE .....OSERIIS. (*Sigillum abbatisse de Roseriis*).

Contre-sceau rond de 22 mm. de diamètre, brisé.

Personnage debout en robe.

Légende : .....DICTINO..... (*Ordinis Benedictinorum?*)

Depuis l'an 1316 jusqu'au milieu du quinzième siècle, des bandes de routiers dévastèrent à plusieurs reprises la contrée des Rosiers, dans les intervalles des guerres effroyables du temps. Autry, brûlé vers 1349 puis reconstruit, fut occupé par la compagnie anglaise d'Eustache d'Auberchicourt, avec Manre, autre village tout voisin. Vaux-les-Mouron fut brûlé vers 1430, et resta inhabité pendant plus d'un siècle.

L'abbaye des Rosiers subit le contre-coup de ces désastres; pour comble de malheur, le relâchement de la règle religieuse et le désordre des mœurs s'y introduisirent et ne tardèrent pas à en amener le remplacement par un simple prieuré.

On lit dans une enquête, faite en 1408 au sujet de la juridiction de l'abbé de Saint-Remy, le passage suivant, qui caractérise bien l'état affligeant du clergé des campagnes rémoises à cette époque :

« Pierre de Troissy, prévôt de Louvemont et religieux (de « Saint Remy) dépose que : Il y a dix neuf ans, Jehan Ysam- « bert, religieux au prieuré de Senuc, fut cité pour avoir « battu une femme dudit lieu, et *avoir eu la compaignie d'une « nonnain de l'abbaye des Rosiers.* » (*Papiers de Saint Remy*, Renseignements).

D'autre part un dénombrement de la seigneurie d'Autry de l'an 1389, déclare que *les religieux* des Rosiers ont une rente sur le terrage de Montcheutin.

L'abbaye existait encore au commencement de 1389, puis pendant la même année on la voit occupée non plus par des femmes, mais par des religieux. C'est donc à ce moment précis que les Rosiers devinrent un simple prieuré dépendant de Clairvaux.

PRIEURÉ DES ROSIERS

La suppression de l'abbaye paraît avoir été prononcée par l'autorité royale, sans le concours du pouvoir ecclésiastique, comme le prouve un bref apostolique de 1519, cité par Pinsson, *Traité des Régales*, tom. II, p. 915, et analysé par la *Gallia christiana*. Ce bref conférait au roi la présentation des *abbesses* de Clairmarais, des Mazures et des Rosiers; mais Pinson constate en même temps que *ces abbayes n'ont pas été rétablies et que le roi très-chrétien s'abstient d'y nommer des abbesses.*

Bien plus, en 1702, le bailli de Reims déclare qu'il considère le roi comme fondateur du prieuré des Rosiers, le prenant sous sa sauvegarde et protection.

Jusqu'en 1511, l'existence des prieurs des Rosiers n'est indiquée que par des actes insignifiants ne donnant même pas les noms de ces religieux. Cette longue période paraît s'être écoulée à reconnaître les droits du prieuré aussi bien que ses charges; ce qui tendrait à démontrer que déjà un grand désordre régnait dans les archives de la maison.

— Jean Gilmer était prévôt des Rosiers, lorsqu'il fut élu abbé de Mouzon le 16 mars 1511, d'après Marlot, 1512 d'après l'abbé Bouillot. Son père était probablement un autre Jeau Gilmer, homme de corps de l'abbaye de Belval nommé sergent du roi par Louis XI pour la protection de cette abbaye par lettres du 21 octobre 1476 (*Cart. de Belval*, ms. p. 78). Un autre membre de la même famille, Charles Gilmer, que l'abbé Bouillot dit être né à Boulzicourt, fut recteur de l'Université de Paris en 1572.

Jean Gilmer des Rosiers eut un procès pour son titre abbatial de Mouzon, contre Pierre Daguerre qui prétendait à l'abbaye par grâce expectative, étant appuyé du crédit de Gratian Daguerre, baron de Rumigny, gouverneur de Mouzon. Il ne l'emporta sur ce compétiteur qu'en 1521, et mourut le 28 septembre 1531 à Thin-le-Moutier dont il s'était réservé le prieuré, (*Marlot fr.* tom. III, p. 32. — *Gall. christ.* col. 266, tom. IX).

— En 1515, dom Jean Galichet, prieur, fait reconnaître devant les commissaires aux francs-fiefs, l'amortissement de tous les biens du prieuré des Rosiers, sauf celui d'un legs à lui fait par Jean de Rouvroy, seigneur de Trières à la charge de quatre messes par an ; ledit amortissement est octroyé pour ce dernier legs « sans finance quant à présent attendu la pau-

cité du temps dudit legs ou aumosne. » La famille Galichet existait encore au dix-huitième siècle aux environs de Reims. Un de ses membres était notaire à Rilly-la-Montagne en 1779.

— Dom André DU CHASTENET, prieur en 1531, fit prononcer par une sentence arbitrale que les deux tiers des dismes de Trières « appartiendront et demoureront tousjours comme d'ancienneté il souloit, » au prieur des Rosiers. La moitié d'un pré contesté est adjugée ou sieur Claude de Rouvroy, seigneur de Trières, qui sera associé aux offices qui se célébreront pour les bienfaiteurs de l'église des Rosiers.

C'est ce même prieur qui en 1537 appela d'une sentence portée contre lui par le vicaire de l'abbé de Clairvaux. Marinus, abbé de Vauclaire, au diocèse de Laon, et l'abbé de Signy furent désignés pour juger cet appel. (*Gall. Christ.*, tom. IX, col. 179). Nous n'avons rien retrouvé concernant ce procès.

Viennent ensuite les noms de : Louis DE SUGNY, prieur en 1557. — Errard DANCOIX, religieux de Saint-Denis de Reims, prieur en 1579.

De 1601 à 1655, les fermiers des Rosiers sont contraints à plusieurs reprises par justice à payer, malgré les malheurs des guerres, la redevance de dix septiers de froment et autant d'avoine, dont le prieuré était tenu envers l'aumônerie de Saint-Remi.

Mais le prieur n'est pris à partie que dans la sentence du bailliage de Reims du 15 nov. 1651, qui condamne « le prieur de Rosières à payer aux religieux de S. Remi quatre années d'arrérages échus, et à continuer tant qu'il sera prieur de Rosières. » (*Lemoinne*, Invent. de S. Remi, aumônerie, liasse 356, n° 3).

La suite des prieurs se continue par D. Claude LARGENTIER, docteur en théologie, neveu de Denis Largentier, abbé de Clairvaux. Il déploya une grande activité pour réparer les désastres de son prieuré résultant de la guerre dite *des Importants*.

Au printemps de 1617, les localités de la vallée de l'Aisne furent ravagées par les troupes des princes et par celles du roi au moment du siège de Sainte-Menéhould et de la destruction de Richecourt. Le 11 juin, Claude Largentier obtint une première sentence du bailli de Vitry reconnaissant que « de tout temps il y a eu aux Rosiers une justice : « mesmes aussi l'Epée du Roi auroit esté tenüe en ladite charge de Juge et Procureur fiscal,

pour faire tous actes de justice, avec permission audit Largentier de nommer auxdits offices. »

D. Largentier revendiqua tous les droits usurpés sur son prieuré, et une sentence du bailli de Vitry du 11 décembre 1617 donne à cet égards des détails intéressants :

« Audit prieuré il y a et dépend plusieurs beaux droits, certains droits et usages, avec droit de justice haute, moyenne et basse pour connoistre des différends entre les bourgeois, et des malversations qui se commettent auxdits bois et sur le terroir dudit prieuré ; et il y a eu autrefois jusqu'à quatorze ou quinze maisons et demeurances avec certain nombre de bourgeois, touttes lesquelles depuis soixante ans ont esté ruinées et desmolies par les guerres, tellement que de présent il n'y reste que ledit prieuré et le logis pour la demeurance du fermier ; et dès lors y avoit un juge establi avec des officiers pour l'exercice de laditte justice, laquelle est demeurée vacante par aucun temps durant lesdittes guerres, mesmes depuis dix ans ; et désirant ledit Largentier restablir laditte justice et ledit prieuré en sa première splendeur, » etc.

En 1627 l'exercice de la justice ayant encore été interrompu, on fut obligé de recourir à une nouvelle information, et après avoir entendu cinquante témoins, le bailli de Vitry ordonna par sentence du 11 août le rétablissement de la justice des Rosiers en son état primitif.

En 1620, lors de la confection du terrier de Séchault, Claude Largentier déclara avoir droit au menu cens sur plusieurs terres de Séchault, droit à la *chapelle de feu* pour moitié, droits dans lesquels il est rentré depuis peu en vertu des édits, et il entend réserver la possibilité de rentrer dans ceux qu'il a trouvés aliénés. (*Arch. Nat.*, pièce en papier, du 18 décembre 1620).

En 1621, Claude Largentier devint coadjuteur de Denis, son oncle, dans l'administration de l'abbaye de Clairvaux, et lui succéda en 1624 en qualité d'abbé. Il n'entra pas sans difficulté en possession de son siège, et dut en obtenir la confirmation par un arrêt du conseil privé daté de 1626. (*Gall. Christ.*, tom. IV, col. 813). Il avait obtenu des dispenses du pape pour conserver les bénéfices dont il avait été précédemment pourvu, et ses adversaires, battus sur les autres points, l'attaquèrent sur ce dernier : « Le jeudi 6 mai 1632, fut appointé au conseil une cause en laquelle il s'agissoit de sçavoir, si l'abbé de Clairvaux pouvoit tenir par dispense du Saint-Père, le prieuré des Roziers, dépendant de son abbaye et de sa collation. — On

disoit : ...qu'une même personne fût pourvüe de la mère et de la fille, cela estoit un inceste spirituel, parce que tout bénéficier contracte un mariage spirituel avec son bénéfice.

« L'on disoit au contraire que l'on ne pouvoit pas dire que ce fussent deux bénéfices ayant charge d'âmes, parceque le prieuré des Roziers, quoique conventuel de fondation et *de habitu*, ne l'étoit point toutefois *in actu*, parce qu'il n'y avoit point de cloître, point de dortoir, et tous les bastiments y étoient ruinez. De plus, que la dispense de tenir le prieuré des Rosiers étoit à condition d'y rétablir par l'abbé de Clairvaux la conventualité, et d'y faire rebâtir le cloître et les logements des religieux.

« M. l'avocat général Bignon, conclut au refus d'homologation de la dispense parce que la condition de faire rebâtir le monastère pouvait demeurer *in pendenti* tant que le pourvü vivoit, et ainsi il tiendroit deux bénéfices incompatibles jusqu'à son décès sans y avoir satisfait. — Oui, mais, dit-on, il est obligé de bailler caution et il l'a baillée. — Mais envers qui ses cautions sont elles obligées ? Sur toutes ces considérations, la Cour trouva qu'il y avoit lieu de délibérer d'avantage sur l'affaire. (Voy. Bard., tom. II, liv. Ier, chap. 22. *Journal des Audiences du Parlement*, liv. II, chap. CVIII, ann. 1632, p. 133, du 1er volume de l'édition publiée en 1757). »

La décision ne nous est pas connue, mais il est probable qu'elle fut défavorable à Largentier.

Il mourut le 7 septembre 1653, âgé de soixante dix ans, après avoir été abbé pendant vingt neuf ans. Son épitaphe, placée dans le cloître de Clairvaux, indique qu'il était originaire de Troyes. D'après le *Voyage littéraire en Champagne* de D. Guyton, son écusson portait deux flambeaux surmontés d'une crosse tournée en dehors. Il se voyait à la voûte du cloître près de l'église, et à un pilier-boutant de l'église au nord et au couchant. « Au pied de cette chapelle deux tombes l'une au dessus de l'autre. » Probablement celles de l'oncle et du neveu. (*Revue de Champagne et de Brie*, livrais. de nov. 1879, p. 338).

Pendant les guerres de la Fronde et de la révolte de Turenne, les bords de l'Aisne furent particulièrement flagellés. Dès 1637, il y eut des logements de gens de guerre et des pillages à Pontfaverger, Rethel, Attigny et Buzancy. A partir de 1649, la campagne est à un tel point de désolation que rien de semblable ne s'était vu même pendant la guerre de cent

ans. En 1651, Rosen, successeur d'Erlach, occupe la rivière d'Aisne, d'Attigny à Monthois, et se rend plus insupportable qu'Erlach lui-même. Les autres généraux du roi, lassés de tant de crimes, finissent par charger les troupes de Rosen et les détruisent. (*Mém. d'Oudard Coquault*, p. 195).

C'est à cette époque que le prieuré des Rosiers fut dévasté, l'église brûlée.

— D. Antonin Bouquier, titulaire du prieuré depuis 1649, ne pouvait espérer le relever de ses ruines, car il fallait de longues années de ressources accumulées pour réparer un aussi complet désastre. Il avait cependant affermé son temporel pour douze cents livres par an à Jean Collart, notaire à Buzancy, « plus la charge de cent sous par an pour ses gages, au bailli des Rosiers, et six quartets de froment, mesure des Rosiers, au procureur fiscal. » Mais ce fermage n'était pas payé à cause des guerres, et les Rosiers n'avaient même pas le nécessaire pour s'acquitter des redevances et subvenir aux frais du culte, lorsque D. Bouquier mourut en 1662.

Dom Nicolas Langlois, religieux de Clairvaux, pourvu du prieuré, eut à soutenir un long procès contre Henry Benoist, autre religieux, et Jean Duhan, laïque, qui se prétendaient en possession du même bénéfice. D. Langlois, avec la décision et l'énergie qu'il montra pendant toute sa carrière, fit saisir le prieuré, nommer des séquestres judiciaires, et profita de l'instance engagée pour faire liquider les dettes de ses prédécesseurs. Devenu maître des Rosiers par le gain de son procès en 1665, il rassembla les titres épars de la maison, en fit faire des copies authentiques, déposées en minutes chez les notaires les plus voisins, fit rendre gorge aux usurpateurs des biens et réunit bientôt des sommes suffisantes pour commencer les réparations.

Un traité d'entreprise pour ces travaux fut passé le 28 octobre 1671 « entre dom Langlois, prieur des Rosiers, y demeurant, d'une part, et Jean Cousin, maître maçon demeurant à Monthois, et Gilles Moreau, aussi maître maçon, demeurant à Montfauxel, d'autre part. » Ceux-ci s'engagèrent à reconstruire sous la direction du prieur, la grange, et à réparer l'église, en œuvre de pierre de taille et *gaize* (roche tendre du pays) sur les anciennes fondations de pierre, « depuis le pignon de la grange jusqu'au pignon du maître hostel de l'église, » et à couvrir le tout de chevrons et tuiles. Ce travail dut être terminé à la fin d'août de 1672... « Fait et passé aux Rosiers en pré-

sence de discrète personne *Louis de Maucroy*, prieur de Crécy, et chanoine de Nostre Dame de Reims, et *Jean Gillet*, marchand demeurant audit prieuré des Rosiers, témoins. » (Acte de Guiot Martin, notaire à Challerange).

Continuant son œuvre, D. Langlois présenta requête au bailli des Rosiers, Me Nicolas Lefaulconnier, procureur à Sainte-Menéhould, le 26 nov. 1675, « aux fins d'obtenir permission de passer bail emphythéotique de la ferme de la Houppe, » sise ou terroir de Montcheutin. Le préambule de ce bail montre l'état de misère dans lequel se trouvaient alors les biens du prieuré :

« Pardevant Jean Motté, notaire royal héréditaire demeurant à Monthois, fut présent Dom Nicolas Langlois, prieur des Rosiers, y résidant, qui a dit que dudit prieuré dépendent soixante arpens de terre en une pièce appellée la Houppe, située sur le dit ban de la Houppe, lesquels depuis le malheur des guerres et l'incendie causés audict prieuré par l'insulte des ennemis de l'Estat, seroient demeurés incultes et en nature de bruyères, faute de maison pour y loger laboureur... comme aussi la quantité de cent onze arpens de boïs taillis qui sont joignant lesdittes terres appellés le bois de la Houppe, et communément le bois des Rosiers, lequel bois est fort dégradé par les habitans circonvoisins, faute pareillement de logement pour veiller à la conservation d'iceluy, lequel ledit prieur n'a pu faire construire et édifier pour avoir été obligé d'employer tous le revenu du prieuré tant à l'édification de l'église comme des bastiments et murailles dudit prieuré. »

Le bail impose entre autres obligations au fermier, la construction d'une maison, en une place à bâtir sise à Montcheutin en lieudit la *Truanderie*. Cette maison fut démolie définitivement en 1745 par D. Pineau, procureur des Rosiers.

Dom Langlois ayant céssé d'être bénéficier des Rosiers, la désignation de son successeur se fit attendre, et Nicolas Lescouet, de Grandpré, fut nommé par le Roi économe des Rosiers. La vacance dura de 1680 à 1688. A partir de cette époque il y eut, à côté du prieur, un procureur chargé des affaires litigieuses.

Voici la liste des titulaires des deux offices :

PRIEURS

D. Charles Pigeard, de 1692 à 1702. — D. Sébastien Richardot, docteur en Sorbonne, 1711-1724. — D. Daumier,

1730. — D. Joseph MAYEUR, procureur général de l'abbaye de Clairvaux, 1751-1755. (Il demeurait à Paris au Collége Saint-Bernard, et se retira à Clairvaux jusqu'à sa mort, lorsque le prieur suivant fut pourvu des Rosiers). — D. Marie-Emmanuel GRILLOT, secrétaire de l'abbaye de Clairvaux.

PROCUREURS

D. Claude DE VOUGE, de 1688 à 1715. — D. BASSET, 1731-1752. — D. PINEAU, 1752. — D. Edme LANGE, 1755. — D. Jacques-Joseph d'AUTREVAUX, 1757. — A partir de cette époque l'office de procureur est supprimé.

Il n'y a rien de remarquable dans l'histoire des Rosiers pendant le dix-huitième siècle, si ce n'est un procès gagné par D. Mayeur et D. Lange sur les habitants de Séchault en 1755, et grâce auquel plusieurs pièces historiques furent conservées.

— D. BASSET, procureur des Rosiers depuis 1731, est l'auteur d'un écrit intitulé l'*Anti-Vénus physique, ou critique de la dissertation sur l'origine des hommes et des animaux, et critique de la dissertation sur l'origine des noirs*, sans lieu d'impression. 1746. Deux parties en un volume in-12 de 219 pages.

Maupertuis avait publié en 1743 et 1744, sous le voile de l'anonyme, deux éditions de la *Vénus-Phisyque* sous des titres différents ; le public l'ayant accueillie avec indifférence, Maupertuis nia en être l'auteur.

D. Basset s'appliqua à démontrer que la *Vénus-Physique* ne peut être que de Maupertuis ; puis il plaisante avec esprit le langage incorrect, les citations latines impropres, les idées fausses, la galanterie gauche pédantesque, la présomption de ce géomètre qui, sans études préalables, s'aventure à parler d'anatomie, et cela dans le seul but de singer les connaissances *encyclopédiques* de Voltaire.

Basset ridiculise avec raison les billevesées de cet astronome donnant *ex professo* la solution des problèmes les plus ardus de la physiologie ; il met à nu la pauvreté de ce petit livre où l'auteur, à part quelques bizarreries de son crû, n'a fait que rééditer, en les estropiant, les théories discréditées des philosophes anciens et des anatomistes du dix-septième siècle.

Voici sur la *Vénus Physique* l'appréciation de D. Basset dont la justesse est irréprochable (*Anti-Vénus*, pag. 142 à 143) :

« De sorte que l'anonyme pourroit dire, comme un poëte de ma connoissance disoit d'une tragédie de sa façon, *que si elle n'etoit pas applaudie, il n'y auroit pas de sa faute, puisqu'il n'y avoit pas mis une seule pensée de lui, et qu'il les avoit toutes prises dans Tacite et d'autres auteurs latins ou grecs.* L'anonyme, dis-je, s'il n'étoit modeste, pourroit se vanter du même avantage, en disant que son ouvrage n'est qu'une compilation de ce qu'ont écrit sur l'origine des animaux différents auteurs latins, anglois, hollandois et françois ; ainsi il n'a proprement nulle part à la matière ; mais en récompense la forme est toute de son fonds, n'en déplaise au judicieux Médecin qui a décidé qu'il n'y avoit en France que M. de M. qui en fût capable : et l'on peut dire à la louange de cette forme que le style en est, à la vérité, dur, embarrassé, diffus, plein de répétitions, sans justesse et sans délicatesse, mais, qu'à ces bagatelles près, il n'y a rien à reprendre à cet ouvrage. »

L'écrit de D. Basset est loin d'être sans mérite, le style en est vif, la verve soutenue, le raisonnement juste. Les défauts que l'on y remarque ont pour cause les défauts mêmes de la *Vénus Physique;* D. Basset lui-même déclare qu'ils sont dus à la rapidité de son travail, l'ouvrage de Maupertuis ne lui ayant été confié que pendant deux jours, et Basset s'étant surtout attaché à suivre l'ordonnance de l'œuvre critiquée.

D. Marie-Emmanuel GRILLOT, secrétaire de l'abbaye de Clairvaux, prieur des Rosiers en 1774, l'était encore en 1789, et y résidait lors de la convocation des Etats Généraux.

Cependant aux *procès-verbaux de l'assemblée du Bailliage de Reims*, publiés par M. Paris en 1869, on trouve cette mention, p. 301 :

« M. CLOCHEPÉRI, prieur de Rozière, seigneur du fief d'Avesgres dans la paroisse de Marvaux, non comparant, contre lequel il est donné défaut. »

L'Assemblée nationale ayant supprimé les ordres religieux et confisqué leurs biens, les Rosiers subirent le sort commun et D. Grillot dut quitter le prieuré. Les titres et archives saisis furent, dit-on, transportés à Châlons-sur-Marne. Il est certain que le dépôt de Châlons ne les a point transmis à celui de Mézières avec les papiers des autres établissements religieux ardennais, car l'*Inventaire sommaire des titres des Ardennes*, ouvrage admirablement fait, n'en contient pas la moindre trace. On doit donc les considérer comme entièrement perdus.

Dans les derniers temps, dom Grillot fut obligé de demander des gardes à la municipalité de Séchault pour se mettre à l'abri des insultes ; l'excitation des esprits en vint à ce point qu'un jour, comme il revenait de visiter le comte de Lardenois résidant à Termes, les habitants de Senuc qu'il avait comblés de bienfaits, arrêtèrent sa voiture et voulurent le jeter à la rivière. En quittant les Rosiers, D. Grillot se réfugia à Cernay et finit par émigrer. Il mourut en exil quelque temps après son départ ; il avait été réduit à faire des jouets d'enfants pour gagner sa vie, et il en avait envoyé quelques-uns à ses anciens amis des villages voisins.

« Les 12 avril 1791 fut vendu le prieuré des Rosiers, ban de Séchault, consistant en une chapelle, maison de maître, bâtiments du fermier, jardins, chennevières, un corps de ferme et cent arpents de bois, à Fratry de Lançon ; actuellement possédé par Béchet Balan, moyennant 89,700 fr. » (*Répertoire des ventes des biens nationaux du district de Grandpré*, une des rares pièces sauvées de l'incendie des archives de ce district en 1792. — Arch. des Ard.).

Le bois de la Houppe, territoire de Grandham, dont il a été question plus haut, était resté à l'Etat. Il a été aliéné le 23 juillet 1832.

Etat des Rosiers. — Souvenirs archéologiques conservés. — Les Rosiers sont situés au milieu d'une grande plaine parcourue par le ruisseau d'Alin qui se jette dans l'Aisne, après avoir donné le mouvement au moulin d'Avesgre ancienne dépendance du prieuré. Ils forment un carré entouré de fossés larges, profonds et toujours remplis d'eau. Ces fossés sont anciens, car les habitants de Séchault accusés en 1755 par le prieur de s'introduire avec leurs bestiaux dans sa propriété, répondaient que les fossés ne le leur permettaient pas. Le carré ainsi fermé contenait : le hameau, situé vers l'angle nord-est, et dont les fouilles ont mis au jour plusieurs fois les débris incendiés ; — le prieuré, la ferme et l'église ; — un parc dont la carte du dépôt de la guerre donne un dessin très-exact, et qui n'a été transformé que depuis quelques années. On retrouve sur cette carte la disposition générale indiquée en un plan appartenant à M. Béchet, et ainsi intitulé : *Plan général de la terre des Rosiers, appartenant à Monsieur Marie-Emmanuel Grillot, prêtre, religieux de l'abbaye de Clervaux, prieur titulaire du prieuré de Notre-Dame des Rosiers, dont le détail suit.*

On pénètre dans la propriété au nord par une large et haute

arcade de pierre dont la construction remonte au dix-huitième siècle, et l'on arrive bientôt à un vaste quadrilatère allongé, entouré de bâtiments.

En 1820, un remaniement des édifices conventuels, détermina à peu près l'état actuel : ils furent affectés à l'exploitation agricole, et il ne reste rien qui mérite d'être signalé.

En même temps, l'église fut tranformée en maison de maître.

Cette église, située dans l'axe de l'entrée principale, était du style ogival du treizième siècle, et orientée. Elle n'avait qu'une nef et le transept du côté de l'évangile.

L'abside est quadrangulaire.

La grande porte était jadis protégée par un porche très-orné mais en mauvais état, que l'on a été obligé de sacrifier lors de l'appropriation en habitation. Les fenêtres ont été fermées par de la maçonnerie, les contreforts détruits.

On ne peut plus juger s'il a existé une flèche.

La nef est occupée par les appartements, mais le chœur et le transept ont été peu modifiés. Des piliers cylindriques cantonnés de colonnettes portant des chapiteaux à crochets encore intacts, soutenaient des voutes à nervures et à tores. — Les voûtes ont dû s'effondrer pendant l'incendie de 1651 qui a laissé partout sur les murailles les traces rouges de ses flammes.

En 1820 on a fouillé le sol, exhumé les restes de Baudoin d'Autry, de Nicolas des Armoises et de toutes les personnes ensevelies dans le chœur. On a trouvé cinq crânes dans ces sépultures ; les armures des deux chevaliers avaient résisté à la destruction. Ces restes furent enterrés dans le cimetière de Séchault près de la grande porte de l'église.

Les pierres tumulaires furent posées dans le pavage de l'église de Séchault, mais comme elles étaient menacées d'une usure rapide, M. Béchet les redemanda et les fit placer debout : celle de Baudoin d'Autry au dehors du chevet de l'église ; celle de Nicolas des Armoises, dans le vestibule même de la maison, où il lui a donné pour supports deux jolis chapiteaux de la nef.

Dans ces transports, la pierre de Baudoin fut brisée en deux longitudinalement, mais les morceaux sont reliés soigneusement par du ciment. — L'inscription a été transcrite précédemment. La pierre ne porte au centre aucun emblème.

La dalle de Nicolas des Armoises est admirable d'ornemen-

tation et d'exécution. Elle représente ce chevalier revêtu de son armure, couché, les mains jointes, les piedsposés sur un lion. Il est entouré d'une riche architecture dont le haut forme un dais orné de clochetons. L'inscription qui court le long des bords est conçue en ces termes :

CI : GIST : NOBLE : HON : MES : SIRES : NICOLES : : DIZ : LI : GVELLARS : DES : AMOISES : CHEVALIERS : QVI : TRESPASSA : LAN : DE : GRACE : : NOTRE : SEIGNOVR : MCCC : Z : : III : LE : DEISIME : IOVR : DES : KALANDES : DE : IANVIER : PRIIEZ : POUR : LAME : DE : LVI.

Cette dalle, signalée par M. Bretagne de Nancy, est d'un intérêt particulier pour l'histoire de Lorraine ; elle démontre péremptoirement la fausseté de la légende donnant Androuin des Armoises pour géolier a Ferry III lorsque ce duc fut emprisonné par ses sujets. Nicolas des Armoises n'était pas Lorrains, et ce fut après lui seulement que ses parents ont quitté la Champagne pour le Barrois.

Une autre pierre tumulaire, celle d'une abbesse sans doute, fut encore enlevée du chœur des Rosiers et employée comme évier au moulin d'Avègre. Elle a été complètement taillée et il n'existe plus rien des inscriptions qui pouvaient y être tracées.

Les Rosiers sont aujourd'hui un charmant domaine, réunissant au confortable et aux agréments modernes, d'intéressants souvenirs du passé sur lesquels M. Béchet veille avec sollicitude ce dont on il faut lui savoir gré.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1

En novembre 1246. Semaulte, 2e liasse, cotté B-2.

Chartre de Baudouin d'Autry donnant à l'église de Belval la moitié des terrages de Boussel.

Je Baudoyns sires d'Autri fas counessant à tous saus qui ses lettres verront et orront que li sires Renaus d'Autris mes fils par le créant dame Anès sa feme a doné en aumosne a leglise de Beleval pour faire son anniversaire chascun an la moitié des terrages de Boussel que il avoit aquis et achates à Raullet d'Ollysi, et jou de qui li fies muet ai l'aumosne à leglise de Beleval otroie et confermee en tele maniere que li couvens de leglise de Beleval doit avoir en pitanse cest blef le

jour que il fera lanniversaire le signeur Renaus devant dit, et li oir le segneur Renaut mon fil on retenu en lor mein le ban et la justice de ceste aumosne et l'amende si elle i escheoit. Et pour se que se soit ferme chose et tenue de moi et de mes oirs et des oirs le segneur Renaut mon fil jou et fait saeler ses lettres de mon sael en tesmongnage. Ses lettres furent saelees et donnees en lan que li miliaires corroit par mil et dous sans et quarante sis ans es mois de novembre. (*Cartul. ms. de Belval*,, p. 26).

N° 2

9 junii 1303. Vaudieulet. 1re liasse, cotté OO-26.

Redemptio 22 *libratarum terræ contra Moniales de Rosariis a Religiosis Bellevallis facto.*

Universis presentes litteras inspecturis, Alosa Dei patientia abbatissa de Rosariis, cistertiensis ordinis, remensis dyocesis et ejusdem loci conventus, salutem in Domino.

Noverint universi quod nos recepimus et nos bene et legitime recepisse recognovimus a religiosis viris... abbate et conventu monasterii Bellevallis, ordinis Premonstratensis, Remensis dyocesis, tricentas libras turonenses cum trigenta libris turonensibus pro viginti duabus libratis terre quas vir venerabilis Balduinus de Autreyo quondam archidiaconus Stadiensis in ecclesia Cathalaunensi nobis et ecclesie nostre predicte pro remedio anime sue legavit in testamento suo seu ultima voluntate sua super waingiagio et redditu ville de Vallibus in Dueleto quas dictas viginti duas libratas terre dicti religiosi viri abbas et conventus monasterii Bellevallis poterant a nobis redimere mediante dicta pecunie summa quotiescunque sibi placuerit et visum fuerit expedire, prout in testamento dicti venerabilis viri domini Balduini de Autreyo quondam archidiaconi Stadiensis in ecclesia cathalaunensi plenius continebatur etc..... Et hec solutio dicte pecunie summe facta fuit in presentia Clarembaudi Anceleti, servientis regis Francie, Ponceleti prepositi de Chalerengiis, Jacquemini dicti Hachet, armigeri, dominorum Johannis et Petri capellanorum in Ecclesia de Roseriis, et Johannis de Montois, clerici fidelis curie domini Remensis ecclesie archidiaconi notarii. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini M.CCC. tertio, die dominica post Octavas Trinitatis. (*Cart. ms. de Belval*, p. 59).

H. VINCENT.

LES ROIS DE FRANCE A TROYES

AU SEIZIÈME SIÈCLE[1]

III

HENRI II

La prospérité de la ville de Troyes atteignit son apogée sous le règne de Henri II. La contrée dont elle était le centre jouissait d'une aisance qu'elle n'avait pas connue depuis des siècles. Dans la ville comme dans les villages environnants, on élève des églises, on les restaure, on les décore de vitraux peints et de statues; on construit dans la ville des hôtels en pierre et des maisons en bois décorées de sculpture; toute une pléiade de peintres et de sculpteurs, qu'on appelle alors des tailleurs d'images, est occupée à ces travaux. La plupart ont été appelés à seconder les grands artistes italiens qui ont décoré le palais de Fontainebleau; ils en ont rapporté les principes et la pratique d'un art nouveau. Parmi eux se trouvent des peintres et des sculpteurs de race troyenne, appartenant à des familles où les fils suivent, de génération en génération, la profession de leur père, tels que les Pothier et les Cordonnier; mais celui qu'ils reconnaissent comme leur maître est un italien, qui s'est fixé à Troyes. Dominique Florentin, c'était son nom, avait travaillé avec la plupart d'entre eux à Fontainebleau, où il se trouvait en 1539, à l'époque du passage de Charles-Quint[2]; collaborateur du Primatice, à la fois peintre, sculpteur, architecte et graveur[3], il paraissait désigné plus que nul autre à diriger les préparatifs de l'entrée de Henri II.

C'est lui qui est, en effet, chargé de conduire « les ouvrages, singularitez et besognes » que l'échevinage juge à propos de commander pour cette circonstance[4]. Il a la haute-main sur

1. Voir la livraison de juin 1880, p. 257-277.
2. Cte de Laborde, *les Comptes des bâtiments du roi*, I, p. 136.
3. Voir mon mémoire sur *Dominique Florentin, sculpteur du seizième siècle*. Paris, Plon, 1877.
4. Compte de la dépense du roy Henry et de la reyne à Troyes. Archiv. munic, K. 8.

les peintres[1], sur les menuisiers, sur les charpentiers. L'échevinage a décidé que six échafauds seraient élevés sur le parcours du cortége. Le charpentier Jehan Peschat, qui s'en est chargé doit les faire suffisamment « larges, spacieux et bien assurés. » Les peintres[2] sont appelés pour décorer des toiles qui doivent les garnir et les recouvrir, pour peindre les écussons qui seront posés contre les édifices publics, pour orner de fleurs de lis les enseignes de la milice. Les tailleurs d'images vont chercher dans la grange, où il git entouré de foin, le preux Hector, dont la tête est tellement endommagée qu'elle ne peut plus servir, et un Atlas, qui est sans doute le Samson d'autrefois que le goût croissant de la mythologie a métamorphosé de la sorte. On construit aussi un cheval, un Pégase, dénommé le *Cheval de Pegasus*, et qui doit figurer sur un échafaud en face l'hôtel de la Cloche. Et c'est un artiste du plus grand talent, François Gentil, l'émule de Dominique, qui est appelé à « raccoutrer » et à refaire ces effigies; il sculptera la tête d'Hector; il taillera une main de bois pour Atlas; il travaillera au cheval avec Nicolas Dauge, René Senequin et Thienot Blampignon; il réparera également l'ange de l'Annonciade, qui s'élève au-dessus

1. Marché du 12 avril 1548, par les maire et eschevins de la ville de Troyes. — Cejourd'huy a esté convenu et marchandé à Jehan Peschat le jeusne, charpentier demeurant aud. Troyes, de faire et parfaire de son mestier de charpentier et livrer boys et trappans pour six eschaffaulx pour mettre dessus quelques honestetez et joyeuses choses pour la nouvelle entrée du Roy et de la Royne, qui se fera de brief en ceste ville, et iceux eschaffaulx faire assez larges et spacieulx bien assurez assez, ung devant les trois testes pour y mettre des chantres et une bergerye, ung audevant l'hostel de la cloche pour y mettre ung cheval, ung au marché du bled, ung en l'étappe au vin, ung audevant l'ostel de la Hache, et ung autre à la porte du Belfroy ; pour la façon desquelz et livrer boys que led. Peschat reprendra après les monstres faictes, et moyennant ce sera payé aud. Peschat la somme cinquante-deux livres dix solz par le sire Jehan Le Tartier, commis au payement des affaires de lad. nouvelle entrée. Signé Peschat. Boyau. — Arch. de Troyes, A. A. 44, 1.

2. Voici les salaires que recevaient alors les peintres et les imagers. Dominique Florentin, 30 sous; François Gentil, 15 s.; Nicolas Dauge, 12 s. 6 d.; les peintres Erardot, Guyot et Jehan Cautelle, Guillemin et Michel Charonot, Jacques Cochin, Nicolas Cordonnier, Jehan Gendret, Pierre Lambert, Jacques Parrot, François, Jacques, Loys, Nicolas et Pierre Pothier, Jehan Tailliet et Michel Thays, chacun 10 sous, ainsi que l'imager Pierre Senequin; les imagers Jehan Rousseau, Thienot Blampignon, Charles Colin, Edmey Huot touchent, le premier 8 sous, les autres 7 sous 6 deniers. Les peintres Guyot Drouynot, Jehan Eustache, Nicolas Fagot, Erard Regnault, Gauthier Sancey, Jehan et Pierre La Tasche sont payés six sous tournois. Le sou vaut alors environ 80 centimes de nos jours.

de la porte du Belfroi, en lui remettant deux ailes, un rouleau, un sceptre et une main[1].

On lui confiera une tâche plus digne de lui, lorsqu'on lui demandera le modèle du présent que l'on doit faire à la reine. Dominique est chargé de celui qu'on doit offrir au roi. Tous deux le font en bois estoffé, c'est-à-dire peint. Gérard Vierrey, Loys et Nicolas Pothier[2], sont appelés à peindre ces modèles et à les dorer. L'orfèvre Henryet Boulanger est chargé de la façon des présents; on lui paie 282 l. 5 s. t. pour ce travail, et le prix de l'argent qu'on emploie dépasse 1000 l.[3].

Pendant qu'on prépare ces pièces d'argenterie, où, grâce à Dominique, se trouvait peut-être un reflet du talent de son compatriote Cellini, on dresse de toutes parts des échafauds dans les rues. Comme de coutume, on construit une fontaine devant l'hôtel-de-ville, et cette fois trois vertus la décoreront. Une porte de triomphe, ornée de douze colonnes à chapiteaux sculptés, s'élève sur « l'Estappe au Vin[4]. »

Les rues sont garnies de lierre, d'écussons, d'inscriptions placées sur des tableaux[5]. On y voit l'arbre des douze pairs, oú les douze pairs, accompagnés de leur écusson, ont sans nul doute remplacé les rois qu'on fit voir à Charles VIII, et les reines qu'on montra à Eléonore d'Autriche[6]. Un jardin rempli

1. A Françoys Gentilz pour avoir fait deux esles à l'ange de l'Annonciade du Belfroy, ung sceptre, un main, le roulyau dud. ange et racoustrer les dois de Hector de Troyes qui estoient rompuz, la somme de xxx s. t. Compte de Jehan Morise, commis pour le paiement des matières et ouvrages pour l'entrée du Roy. — Arch. mun., anc. fonds, 55, pièce 32.

2. ..... à Loys Pothier, painctre demeurant aud. Troyes, la somme de quatorze livres tournois pour plusieurs estoffes et dorures d'or fin et d'argent pour la modelle du don faict au Roy... Le peintre Nicolas exécuta un portrait du présent fait à la royne. Compte K. 8.

3. Un procès fut intenté à Henryet Boulanger, lors de la livraison. Les jurés de la corporation et les essayeurs de la monnaie furent chargés de faire une expertise. On trouva au titre l'argent des « trois personnages qui se trouvaient dans le présent du roi, » mais les manteaux et les chapeaux de triomphe étaient d'un titre un peu inférieur. Pour le présent de la reine, on signala quelques malefaçons. L'orfèvre dut remédier à ces défectuosités. — Arch. m., a. f., 55, pièce 28.

4. A Robert Bonamy tailleur pour avoir taillé deux chappiteaux pour la porte de triomphe de l'Estappe au Vin, 50 s. t. — Arch. mun., anc. f. 55, pièce 32.

5. A Nicolas le Cordonnier et Jacques Passot pour treize tâbles d'atente qu'ilz ont escriptes à vi s. t. la pièce. — Anc. fonds, layette 55, pièce 32.

6. A Nicolas Pothier, pour deux coronnes pour deux enffans de l'arbre des douze pers, l'une du Roy et l'autre du conte de Champaigne. — Ibidem.

de bergers, au milieu desquels se trouve le dieu Pan[1], est disposé devant les trois têtes. C'est, sans doute, un des mystères que l'on charge maistre Josse de Lespée, de Reims, de « mener et de conduire[2]. »

Le goût des mystères est plus vif que jamais à Troyes. En 1540, on avait joué le mystère de la *Vengeance de Notre-Seigneur*, dont la représentation avait duré six semaines. En 1541, on célébra ceux de Saint-Loup et de la Sainte-Hostie[3]. Il y avait aussi à Troyes de joyeux compagnons qui, sous le nom de sots, contribuaient au plaisir du public. Les mystères auxquels présida Josse de Lespée n'avaient aucun caractère sacré. Il groupa sans doute les bergers du jardin et le dieu Pan, qui était en bois; il contribua également à l'arrangement des trois mannequins de bois, qui représentaient les enfants de Henri II et de Catherine de Médicis, François, Elisabeth et Claude[4]. On n'avait rien trouvé de mieux que de les faire habiller par un couturier, de mettre aux filles des chevelures postiches, dont « le loyage coûta 5 sous tournois », et de les coiffer de bonnets, afin que l'illusion fût plus complète[5]. Enfin Josse de Lespée s'occupa sans doute de l'engin qui devait faire descendre du haut de la porte du Belfroy la belle fille chargée d'offrir au roi et à la reine un lis d'argent et un cœur d'or[6].

Ce fut le neuf mai 1548 que le roi et la reine arrivèrent devant cette porte. Ils avaient l'intention de visiter une partie des villes de leur royaume, et Troyes, l'une des premières, fut appelée à l'honneur de les recevoir. Selon l'usage, les magistrats municipaux les attendaient; selon l'usage, ils s'étaient

1. ..... pour avoir faict la chevelure et la barbe du dieu Pan, lequel estoit aux jardins avec les bergers, 15 s. t. — Arch. mun., a. f., 55.

2. A maistre Josse de Lespée, dem à Reims, la somme de soixante-douze livres dix solz tornois à luy accordée d'avoir ordonné, conduict et faict plusieurs secretz, singularitez et enrichissemens pour ladicte entrée. Compte K. 8. Voir aussi A. A. 44, I.

3. Recueils de Sémilliard, III, 136. — En 1553, Jacques Langerot, joueur d'histoires et de moralités, de Troyes en Champagne, donnera des représentations à Draguignan. *Rec. des Soc. savantes*, 6e série, t. III, p. 445.

4. François, né en 1544, fut depuis François II; Elisabeth, née en 1545, épousa Philippe II, roi d'Espagne; Claude, née en 1547, devint par son mariage duchesse de Lorraine. *Art de vérifier les dates*, I. 644.

5. Mém. de Martin Fergent. — Arch. mun. A. A. 44.

6. A Jehan Chevry, orfevre dem. à Troyes, la somme de trente-huict livres 17 s. 6 d. pour un liz d'argent et un cueur d'or presentez ausd. sr et dame à leur d. entrée..... Pour dix sercles de fil de letton pour devaler la fille qui fera le present au roy..... Anc. fonds, 55, pièce 32.

fait habiller de neuf pour la circonstance et, précédés de leurs sergents, également vêtus de neuf, ils pouvaient étaler avec orgueil leurs robes de velours rouge et violet que la ville leur avait payées. Les compagnies bourgeoises, depuis peu réorganisées, dont l'effectif se serait élevé à quatre mille hommes environ, étaient aussi allées au-devant du roi, déployant leurs bannières, dont la ville avait fait également les frais; telles étaient les treize bannières des compagnies de pied, les enseignes des capitaines des bandes, en taffetas blanc et noir[1], l'enseigne *coronel* ou colonelle de l'infanterie, qui fut peinte par Jean Pothier, enfin l'enseigne de la compagnie des Mores. Selon l'usage du temps, on avait costumé et travesti à la moresque une compagnie de gens de pratique : et le prince des sots avec ses suppôts s'était travesti en sauvage[2]. Cette double mascarade ne devait pas déplaire au roi, si l'on en juge par le plaisir extrême qu'il prit quelque temps après à voir les ébats d'un certain nombre d'habitants de Saint-Jean-de-Maurienne déguisés en ours[3].

Un nombreux et brillant cortége accompagnait le roi et la reine. Parmi ceux qui le composaient on distinguait Madame Marguerite de France, sœur du roi[4], le connétable de Montmorency[5], les ducs de Nevers[6], de Guise[7] et d'Aumale[8], les maréchaux de Saint-André[9] et de la Mark[10], les cardinaux de Lorraine[11], de Guise[12] et de Chatillon; enfin, Madame la grande

1. A Sire Guille Hennequin, marchant dem. aud. Troyes, la somme de quarante-six livres quatre solz neuf denierz tornois pour la vente et délivrance de certaine quantité de taffetas blanc et noir quy ont esté employez es enseignes faictes en lad. ville aux capitaines des bandes... Jacques Drouot, marchand, fournit aussi des taffetas pour « deux enseignes de coulleur blanc et verd. »

2. Courtalon, I, 106.

3. Mém. du maréchal de Vieilleville. II.

4. Marguerite de France, née en 1523, morte en 1574, épousa, en 1559, Philibert-Emmanuel, duc de Savoie.

5. Anne de Montmorency, connétable depuis 1528, mort en 1567.

6. François de Clèves, duc de Nevers, gouverneur de Champagne, mort en 1561.

7. Claude de Lorraine, premier duc de Guise, mort en 1550.

8. Claude de Lorraine, fils du précédent, duc d'Aumale, mort en 1573.

9. Jacques d'Albon de Saint-André, 1505-1562.

10. Robert IV de la Marck, duc de Bouillon, mort en 1566.

11. Charles de Lorraine, frère du duc d'Aumale, cardinal depuis 1547, mort en 1574.

12. Jean de Lorraine, frère du duc de Guise, cardinal depuis 1518, mort en 1550.

sénéchale qui n'était autre que Diane de Poitiers, veuve du comte de Maulevrier, grand sénéchal de Normandie, et alors âgée de 49 ans. Le roi était, en outre, précédé et suivi de cinq compagnies d'archers de sa garde, de compagnies de suisses attachées à sa personne et à celle de la reine, de son trompette, de joueurs de fifre et de « tabours », sans compter les archers de la première porte, le héraut d'armes, les huissiers du conseil et de la chambre privée, les « chambellans », les maréchaux de logis, enfin la foule des laquais du roi et de la reine[1].

Le roi, en entrant dans la ville, s'était placé sous un dais garni de velours rouge et violet, brodé d'or de Chypre et d'argent. Il put, au milieu des spectacles de tous genres qui lui était offerts, remarquer que tous les enfants des bonnes maisons étagés sur les échafauds étaient richement vêtus de ses couleurs et de celles de la reine, les uns en noir et blanc, les autres en blanc et vert[2]. Faut-il croire, comme l'a écrit un chroniqueur, que tous les hommes étaient habillés de même? Nous en doutons, mais nous pensons qu'ils s'associèrent aux cris de *Vive le Roi*[3] que les enfants avaient mission de pousser sur son passage.

L'affluence du peuple est immense, comme de coutume; le succès de l'entrée fut tel que les courtisans la déclarèrent « triomphante et magnifique, et qu'elle fut mise par eux au nombre des plus belles de toutes les villes de France[4]. »

Au-devant de l'hôtel-de-ville, repeint à neuf, les joueurs d'instruments de monseigneur le révérendissime cardinal de Lorraine faisaient retentir leurs « cornetz[5] », au moment du passage du cortége. Plus loin, les chanoines de Saint-Urbain, en surplis et en chappes, précédés de la croix, se tenaient sous le portail de leur église qui regarde la grande rue[6]. Quant au

1. Compte K. 8.

2. A Jehan Peschat pour avoir fait six eschaffaulx et plusieurs endroitz de la ville sur lesquelz estoient les enfans des bonnes maisons dicelle ville richement vestuz et habillez des couleurs du roy et de la reine. — Arch. mun. K. 8.

3. Manusc. de Sémilliard, III, 153.

4. Mémoires de Vielleville, liv. III, ch. VIII.

5. Ils reçurent « sept escus sol pour leurs peines sallaire et vaccations. » Compte K. 8.

6. Ce d. jour a esté délibéré que ung chacun de messrs ensembles les vicaires, chappelains et habituez de ceste esglise se trouveront demain à une heure après midi en icelle église vestus de surpelliz et chappes attendant l'entrée du tres-chrestien Henry roy de France et icelluy entré le recevront dessoubz le portail dicelle avec les croix du costé de la grand Rue, et icelluy passé se retireront au cœur de lad. église, auquel sera chanté *Te Deum* et

chapitre de la cathédrale, il attendait le roi au grand portail de l'église, en se gardant bien d'en sortir pour ne pas s'exposer au tumulte et au désordre causés par le peuple qui en garnissait les abords[1].

Le séjour du roi et de la reine, qui dura du 9 au 14 mai[2], se passa sans avoir laissé d'autre souvenir dans l'esprit des chroniqueurs ecclésiastiques que l'interdiction de sonner les cloches de Saint-Pierre, par suite de la maladie de la maréchale de Saint-André, qui était logée chez un chanoine, sous l'horloge de la cathédrale[3]. Comme toujours, la ville prodigua les présents de vin aux grands seigneurs, les dons en argent aux archers, aux valets et à certains officiers du roi et de la reine. Elle n'oublia point les gâteaux, dont elle fit offrir des corbeilles aux seigneurs qui passaient devant l'hôtel-de-ville le jour de l'entrée. Elle en envoya également pour les goûters de monseigneur de Nevers et de madame de Guise, qui était logée chez le marchand de soie Guille Hennequin[4].

Il est resté un souvenir à Troyes, sinon du passage de Henri II, du moins de son règne. Le portail latéral septentrional de l'église Saint-Nizier est d'une élégante architecture, qui porte le cachet de son époque. Dans le triangle du fronton est sculptée l'initiale de son nom, surmontée d'une couronne. Dans la frise, sont également sculptés trois H avec le double C placé de telle sorte que, n'atteignant pas les jambages de la lettre H, on ne peut, comme au Louvre, le prendre pour D. Cependant, dans deux médaillons placés à droite et à gauche de la partie supérieure du centre de la fenêtre, on remarque trois croissants entrelacés. Il nous semble impossible d'y voir les emblèmes de Diane de Poitiers, qui pourtant était venue à Troyes en même temps que Catherine de Médicis; mais ne semble-t-il pas intéressant de signaler les initiales d'un souverain et d'une souveraine placées sur une église qui ne relevait pas de leur domaine direct et qui, croyons-nous, n'avait reçu d'eux aucun bienfait particulier?

(*A suivre*). ALBERT BABEAU.

faicte distribution aux assistans, ainsin qu'on a coustume faire à une feste annuelle. — Dél. cap. du 8 mai 1548. — Arch. de l'Aube, 10, G. 6, fol. 75.

1. Del. cap. de S. Pierre du 9 mai. Ibid. G. 1283, fol. 372. « Nec ultra progredient, ad evitandam turbam, tumultum populi et confusionem, secundum quod continetur et modus recipiendi describitur in ordinario hujus ecclesie. »

2. Del. cap. de Saint-Etienne. Ibid. G. G. 17, fol. 33.

3. Manuscrits de Sémilliard, III, 153.

4. Ord. de paiement du 26 juin 1548.

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE

DOM THIERRY DE VIAIXNES

Parler comme on y fait du pape Clément XI et de sa Bulle *Unigenitus*, c'est révolter tout le monde chrétien, c'est sapper les fondemens de la foy, c'est condamner ce que l'Ecriture sainte et la tradition nous enseignent plus clairement, c'est nous donner un homme sujet à erreur comme une espèce de Dieu infaillible, c'est renverser toutes les notions de la plus saine théologie, et faire dépendre toute la religion de la parole d'un homme plus exposé qu'un autre à être trompé et à tromper les autres, plus sujet à se conduire par des vues humaines et temporelles en matière de religion, et plus en pouvoir de sacrifier tout à ses préventions, ses intérêts, son ambition et ses autres passions. Clément XI ne seroit pas le premier pape qui se seroit conduit de la sorte, surtout dans ces derniers siècles ; il ne feroit que suivre les errements d'un Grégoire VII, d'un Boniface VIII, d'un Jean XXII, de plusieurs Alexandres, d'un Jules II, d'un Sixte V et de quantité d'autres, dont nous déplorons encore les égarements. Mais, grâces au Seigneur, leurs chutes n'ont point ébranlé la solidité du St Siège. Quoyque ces chefs se soient égarés, le corps de l'Eglise est resté dans la voye de la vérité, et, nonobstant tous les schismes et les divisions au sujet de tant de souverains pontifes, l'unité de l'Eglise n'en a pas moins subsisté.... Cela soit dit, Monsieur, par parenthèse, et pour vous faire voir que personne n'est plus convaincu de l'unité de l'église que moi, ny plus fortement attaché au St Siège. Mais, quand celuy qui l'occupe s'égare, je l'abandonne dans son égarement, et je m'attache à ceux qui soutiennent d'autant mieux ce St Siège qu'ils suivent plus exactement la foy de l'Eglise. Je reviens à notre Lettre Pastorale en question.

Après que j'en eus fait la lecture, ma première réflexion fut que rien ne pouvoit nuire davantage à la Bulle *Unigenitus* que cette horrible Pastorale. Car enfin il ne paroît pas même que

* Voir page 461, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

l'auteur ny M. l'Electeur ayent seulement lu cette Bulle. S. A. E. la reçoit et veut que chacun la regarde comme règle de foy, non parce qu'il la trouve bonne en elle-même après l'avoir sérieusement examinée, non parce que chacune des cent une propositions y sont bien et légitimement condamnées, non parce que Clément XI a suivi exactement dans cette condamnation les règles canoniques : tout cela ne l'embarrasse pas ; mais uniquement parce que Clément XI est infaillible dans ces sortes de condamnations, parce qu'il est toujours inspiré de Dieu quand il décide, et que le St Esprit le luy révèle aussy immédiatement qu'il fit à St Pierre, lorsqu'il dit au Sauveur du monde qu'il étoit le Christ fils du Dieu vivant ; parce que Dieu parle par la bouche de Clément XI, comme il a fait par la bouche de St Pierre, parce que toute l'Eglise le croit, parce que toute l'Eglise n'est fondée que sur la foy du pape et ne peut subsister que par là, parce que parler autrement que Clément XI dans son *Unigenitus* c'est se séparer de l'Eglise Catholique, parce que l'appel d'une Bulle dogmatique au futur Concile n'est jamais permis, mais est toujours illicite, captieux, téméraire, frivole et schismatique, parce qu'on doit se séparer de communion de tous ceux qui appellent et les regarder comme des schismatiques, des excommuniés et des hérétiques, les avoir en horreur comme des empoisonneurs et en agir avec eux comme avec des payens et des publicains.

Voilà, Monsieur, le précis et tout le fond de cette lettre pastorale. Tels sont les uniques motifs qui engagent Joseph-Clément de Bavière à recevoir la Bulle *Unigenitus*. Tels sont les principes de sa théologie et de sa conduitte en cette occasion. Principes si faux, si erronés, si scandaleux, si impies, si blasphématoires, qu'il suffit de les envisager pour les avoir en exécration ; cependant principes uniques sur les quels on fonde l'acceptation de la Bulle, et sans les quels on ne l'accepteroit pas.....

N'avés-vous pas été surpris de ce pompeux étalage de titres, de dignités, de bénéfices ecclésiastiques et séculiers, qui paroissent si magnifiquement à la tête d'une pièce destinée pour enseigner les fidèles sur des matières de religion ? M. l'archevêque de Cologne en croit-il être bien plus habile, bien plus éclairé dans la religion, bien plus versé dans l'intelligence de l'Ecriture sainte et de la tradition, bien plus foncier théologien, et bien plus en droit de juger des matières les plus importantes

de la foy et de la morale, parce qu'il est Archichancelier d'Italie, Prince, Electeur de l'Empire, Duc de Bavière, du Palatinat, de Westphalie, de Bouillon, Comte, Lantgrave, etc..... En matière de religion et de christianisme, c'est par l'humilité, la charité et les autres vertus chrétiennes que les ministres du Seigneur font valoir les lois et les vérités du christianisme, et non pas par le faste, les richesses, l'ambition, la domination.... Que cet archevêque, dans une lettre pastorale où il ne s'agit que de matière de religion, n'imitait-il du moins la conduite des papes qui, pour toute qualité, ne prennent que celle de Serviteur des Serviteurs de Dieu?...[1]

..... Il est faux de toute fausseté que presque tous les évêques de l'Eglise Catholique ayent reçu la Constitution comme règle de foy. Cela a été démontré par plusieurs excellens écrits qui ont été donnés au public, et entre autres par la célèbre Instruction Pastorale de M. le cardinal de Noailles et par l'excellentissime Mémoire des quatre évêques. Tous ceux qui ont reçu cet *Unigenitus* sur le seul fondement de l'infaillibilité du pape, sans avoir examiné cette pièce, et peut-être même sans l'avoir lue, et sans en avoir porté aucun jugement sérieux, n'ont donné qu'une acceptation chimérique, frivole, ridicule, et qui fait plus de tort à la Bulle qu'elle ne l'autorise. Le nombre de ces aveugles n'est pas si grand qu'on se l'imagine. Le plus grand nombre est de ceux qui ont gardé le silence dans l'étendue du monde chrétien, et qui ne se sont point expliqués; ile n'ont point voulu prendre de part aux disputes qui agitent l'Eglise, et ont voulu rester tranquilles et jouir d'une fausse

1. Dom Thierry, poursuivant son attaque contre l'archevêque de Cologne, lui reproche : 1° d'être chargé d'un archevêché et de trois évêchés, ce qui lui rend impossible l'accomplissement des devoirs de l'épiscopat et fait de lui un « prévaricateur continuel des ordres de Dieu et des lois de l'Eglise; » 2° de s'emparer des biens et des revenus de ces Eglises, qui ne devraient appartenir qu'à ses suffragants; 3° les intrigues, les injustices et les nullités de son élection, qui n'a été ratifiée « que par pure politique humaine. » Il lui oppose ensuite l'exemple du savant et zélé prélat de Montpellier, à qui conviendraient bien mieux qu'au prince de Bavière toutes les protestations de sollicitude pastorale qui forment le préambule du mandement. — Arrivant ensuite à la critique doctrinale, il expose : 1° que l'Eglise Catholique et Apostolique n'est *Romaine* que parce qu'elle a son premier siège à Rome, circonstance accidentelle et qui pourrait changer; 2° que, si le pape est vicaire de J.-C. sur la terre, tous les apôtres ont eu la même prérogative, à laquelle participent aujourd'hui tous les évêques leurs successeurs, de sorte que « le pape n'est le premier qu'entre ceux qui lui sont égaux en caractère, en pouvoir et en juridiction; » 3° que les propositions ont été condamnées sans discussion et contre toutes les règles de l'équité.

paix; comme des chiens muets, ils n'ont pas voulu aboyer contre les mercenaires qui entroient dans la bergerie de J. C. pour y égorger ses ouailles. L'Empereur a fait défense de disputer de la Bulle, de la recevoir ou de la rejeter dans toute l'étendue de ses Etats. Le duc de Lorraine l'a imité. On ne peut dire que le silence de tous ces évêques soit une acceptation au moins tacite, et leur inaction un consentement; c'est au plus une preuve de leur indolence et de leur peu de zèle pour l'intérêt de la vérité et de l'Eglise. Il ne suffit pas à un juge de s'absenter du tribunal ou de n'ouvrir pas la bouche, dans un jugement qu'il doit prononcer, pour être censé avoir porté son jugement. Son silence, sa retraite est une bien plus grande preuve de son opposition que de son consentement. D'ailleurs, que d'évêques éloignés, qui n'ont ni vu ni entendu parler de la Bulle! Il n'y a proprement qu'en France et en Flandres où la chose ayt été agitée, et où les évêques ayent jugé. Mais là, excepté une vintaine d'évêques qui ont jugé unanimement que la Bulle étoit non recevable, et qu'il en falloit appeller au futur concile, les autres, flamans et françois, se sont divisés entre eux; les uns ont fondé leur acceptation sur l'infaillibilité du pape, c'est-à-dire sur une erreur très pernicieuse et une fatuité ridicule : tels sont les évêques flamans et presque point de françois; quelle acceptation! Les autres ont voulu des explications, l'un d'une façon, l'autre d'une autre; et très peu, pour ne pas dire aucun, n'a reçu en France l'*Unigenitus* purement et simplement. N'est-ce donc pas en imposer, que de dire aussi hardiment que fait M. de Cologne, que presque tous les évêques du monde catholique ont reçu et publié la Bulle avec tant de soumission d'esprit et de joie[1]?.....

..... Imbu des erreurs du cardinal Sfondrate, que nous

1. Nous ne pouvons reproduire ici les longs développements de la critique dogmatique. Il nous suffira de signaler les principaux arguments dont l'auteur fait usage. 1° L'*Unigenitus* ne peut être une règle de foi. 2° Il est vrai que la France est troublée par ces disputes; mais « c'est le pape lui-même « qui cause ces troubles par son indigne bulle, source d'erreur et de cor- « ruption; ce sont les adhérents qui suscitent la guerre et la division. » 3° Le futur concile seul pourrait donner autorité à la Bulle, mais il la rejettera. 4° L'archevêque commet une étrange impiété et un blasphême en écrivant qu'il respecte la Bulle comme « un oracle divin. » 5° Ce que condamne l'*Unigenitus* n'est que la doctrine de l'Ecriture, des Pères et de la tradition. 6° La forme même de la Bulle est « monstrueuse, » en ce qu'elle substitue au jugement réfléchi de l'Eglise les lumières d'un seul, ou plutôt ses préventions et ses intérêts.

regardons avec justice comme les parties honteuses de l'ordre de St Benoît, il (Clément XI) s'en étoit déclaré le protecteur avant qu'il fût élevé au souverain pontificat, il avoit fait imprimer son détestable ouvrage et en avoit empêché la condamnation, que quelques uns des plus habiles prélats du royaume avoient déféré juridiquement à son prédécesseur. Disciple d'un tel maître, il a voulu condamner dans le P. Quesnel ce qui étoit contraire à la doctrine d'un Sfondrate. Il a voulu favoriser les sentimens des Jésuites, que Clément VIII et Paul V ont réprouvés après un long examen juridique et qu'ils ont été sur le point de condamner authentiquement..... Le St Père a-t-il étudié les vastes, importantes et très difficiles matières sur les quelles il a prononcé? Les a-t-il examinées à fond par luy-même ? Chacun sçayt qu'avant d'être pape il étoit meilleur politique que bon théologien, et qu'il avoit plus étudié les intérêts des princes que les vérités de la religion. Depuis qu'il a été élevé sur le Saint Siège, en a-t-il eu le temps ? Ne s'est-il pas plus appliqué aux affaires temporelles qu'aux spirituelles? N'a-t-il pas plus travaillé pour étendre son authorité et amplifier ses droits que pour approfondir les matières de la grâce et de la morale ? Cela est de notoriété publique. Encore luy pardonneroit-on son peu de connoissance, s'il avoit recherché et suivi les lumières de ceux qui étoient plus en pouvoir et en état de luy en donner. Mais qu'a-t-il fait? Il a assemblé un petit nombre de consulteurs, qui n'étoient nommés que parce qu'on savoit bien qu'ils ne diroient que ce qui plairoit au St Père, et qui ne manqueroient pas de condamner en détail un ouvrage que Sa Sainteté avoit déjà censuré en gros par un bref envoyé en France, et qui y fut rejeté. Selon la relation, que j'ay veüe, de cette consultation, qui dura si peu pour l'examen de tant de matières importantes, ce ne fut qu'une pure comédie. L'un disoit qu'une proposition étoit erronnée, l'autre soutenoit qu'elle étoit hérétique, un autre vouloit qu'elle ne fût que captieuse ou mal sonante ; en un mot, ils ne convenoient pas dans les qualifications. Que fit-on ? On les mit toutes dans la Bulle, afin de ne pas se tromper. Et afin que cet amas confus de 25 qualifications ne fît pas peur, on leur mit en queüe un pousse-cul, je veux dire un *respectivè*, afin que chacun le plaçât comme bon luy sembleroit. Oh ! la belle décision !.... Un pauvre cardinal dominicain voulut parler en faveur de la vérité et de la justice; il ne fut pas seulement écouté, et encourut bientôt la disgrâce du pape. Bien loin d'avoir cité le P. Quesnel pour qu'il eût à répondre sur les ac-

cusations des Jésuites, on ne veut pas seulement en entendre parler. Il le demande humblement et instamment au pape ; et, par l'injustice la plus criante qui fut jamais, non seulement on n'a aucun égard à ses instances, mais dans la Bulle on le charge des injures les plus atroces et les plus outrageantes, comme s'il avoit été pleinement convaincu.....[1]

..... Les Jésuites, profitant de leur indolence (des Jacobins), ont toujours gagné du terrain en faveur de l'erreur, et par les voies les plus iniques. N'osant continuer ouvertement une guerre qui leur étoit défendue, ils ont employé les intrigues, les tortuosités, les souterrains pour perdre les Thomistes. Ils se sont acharnés contre un Jansénius, dont ils savoient bien que le système n'étoit pas si opposé au leur que celuy de saint Thomas. Car, comme l'un d'entre eux a eu l'insolence de me le dire dans ma prison de Vincennes de la part du P. Daniel, un janséniste n'est qu'un demi thomiste, mais un thomiste est un double janséniste, et son système ne diffère pas de celuy de Calvin. Si tôt que les Jansénistes seront à bas, continuoit-il, il faut que les Thomistes succombent d'eux-mêmes. Pour en venir à bout, qu'est-ce que n'ont pas fait les Jésuites ? Que d'intrigues, que de fourberies, que de calomnies, que de fureurs, que de violences, que de persécutions n'ont-ils pas employées contre tous ceux qui ne donnoient pas dans leurs nouveautés, dans leur pélagianisme, dans leur corruption de la morale, dans leur renversement de la discipline ecclésiastique? On n'entendoit parler que de supplices, que de prisons, d'exils, de persécutions contre les prétendus Jansénistes; on leur faisoit une guerre implacable. Cependant ceux-ci avoient beau protester qu'ils condamnoient toutes les erreurs qui pouvoient

1. Dom Thierry réitère ensuite avec une extrême vigueur ses attaques contre l'archevêque de Cologne, qui lui paraît être « un vieux bonhomme qui radote, » et contre l'infaillibilité pontificale, qui lui semble contredite par l'Ecriture, l'histoire, la doctrine et le bon sens ; saint Paul lui-même s'élève contre saint Pierre, *quia reprehensibilis erat*. Il rappelle à ce propos les textes sacrés, que ses adversaires interprètent faussement et ridiculement, le rôle jusqu'alors reconnu des conciles, qui jugent, approuvent ou condamnent les décisions des papes, la condamnation célèbre prononcée par le Concile de Constantinople contre Honorius II, les énormes erreurs professées par Libère, Clément III, Boniface VIII, Jean XXII, lesquelles furent condamnées par les conciles ou rétractées par leurs auteurs, les déclarations de Grégoire XI, de Adrien IV, qui reconnaissent la faillibilité des papes, etc. Il examine ensuite la question canonique du droit d'appel au concile, qu'il résout affirmativement avec le secours des textes et de l'histoire ; loin que cette opinion soit téméraire et schismatique, c'est l'archevêque de Cologne et le pape lui-même qui se séparent de la tradition et de la vérité, et qui s'excommunient en retranchant les autres de leur communion.

être dans le livre de Jansénius, quoy qu'ils n'en connussent pas ; ils avoient beau certifier qu'ils réprouvoient tous les sens hérétiques des 5 propositions, ils avoient beau assurer et prouver qu'ils ne suivoient que la doctrine toute pure de St Paul, de St Augustin, de St Thomas, qui sont les grandes lumières et les guides assurés sur les matières de la prédestination et de la grâce : on ne les écoutoit pas ; la passion la plus furieuse, la vengeance la plus animée, la violence la plus cruelle n'en faisoient qu'éclater davantage.....

.....[1] Quoy qu'en puisse penser Clément XI en condamnant la 79e proposition et les 6 suivantes, je crois que l'Ecriture sainte est pour tous les hommes, qu'elle ne renferme que la parole de Dieu, ses volontés, son testament, dont il est nécessaire que tous les hommes ayent connoissance ; qu'en tout tems, en tout lieu, toutes sortes de personnes la doivent lire ou se la faire lire, et en méditer l'esprit et les mystères ; que l'on n'en doit point en général interdire la lecture ny aux laïques, ny aux personnes du sexe, mais seulement à quelques particuliers que l'on sauroit en abuser ; et que c'est interdire aux chrétiens l'usage de la lumière et leur faire souffrir une espèce d'excommunication, que de leur défendre la lecture des livres saints. Voilà quels ont toujours été les sentimens de l'Eglise depuis son établissement ; voilà pourquoy Dieu nous a donné les Ecritures ; voilà ce que nous prescrit St Paul, lorsqu'il nous dit : *scrutemini Scripturas ;* voilà ce que les saints Pères ne cessent de nous inculquer, surtout St Chrysostôme, St Augustin, St Jérôme, St Grégoire, etc..... Malgré la condamnation de la 86e proposition, je crois que c'est un usage aussi ancien que l'Eglise, une pratique apostolique et conforme aux desseins de Dieu, que le peuple, dans les assemblées, unisse sa voix à celle de toute l'Eglise et de ses ministres, lorsqu'on y récite les louanges du Seigneur ; et je souhaiterois ardemment que cela se pratiquât avec la même ferveur que dans les premiers siècles..... Je crois, comme un article de foy, que la crainte d'une excommunication injuste ne nous doit pas empêcher de faire notre devoir. Je crois qu'un chrétien, qui est toujours attaché à Dieu, à J. C. et à son Eglise, ne sort jamais de cette Eglise, quoy qu'il soit excommunié de cette Eglise par la méchanceté des hommes, fussent-ils papes ou évêques. Je crois que c'est véritablement imiter St Paul

1. Dom Thierry, dans une longue et éloquente profession de foi, critique ce qu'il considère comme les « égarements » de Clément XI. Nous n'en détachons que les passages relatifs à la lecture des livres saints, au chant des fidèles pendant les offices, et à l'excommunication.

que de souffrir en paix l'excommunication et l'anathème injuste, plutôt que de trahir la vérité, que de s'élever contre l'autorité, ou que de rompre l'unité. Oui, toute excommunication injuste est nulle devant Dieu ; elle ne nous doit jamais empêcher de faire notre devoir, ny de dire la vérité ; elle retombe sur la tête de celuy qui l'a lancée injustement. Il faut assurément être infiniment aveuglé et avoir bien peu de religion pour révoquer en doute toutes ces vérités.....

Vous trouverés sans doute, Monsieur, ma lettre trop vive et trop dure dans les expressions ; vous me dirés que je n'ay pas assez de respect pour la dignité et le caractère de M. l'Electeur de Cologne, et que chacun dira qu'il y paroît trop de passion et un zèle outré, qui rebutera ceux qui pourront la lire.

Je vous réponds, Monsieur, 1° que je sçay par expérience que les ennemis de toute vérité prennent pour foiblesse tous les ménagemens qu'on a pour eux ; ils croient qu'on doute ou qu'on craint, quand on leur parle de leurs excès avec politesse et respect ; ils se prévalent des moindres douceurs qu'on leur dit, et les plus grandes et incontestables vérités ne les frappent point quand on les leur représente doucement... Ils méritent d'être traités comme J. C. traitoit les Scribes et les Pharisiens, auxquels ils ressemblent si fort et qu'ils surpassent en tant de manières.... 2° Je réponds que personne n'a plus de respect que moy pour le caractère épiscopal... J'ay une bien autre idée des évêques que n'en a le pape.....

Au reste, Monsieur, je finis en vous assurant que, me confiant en la grâce de mon Dieu, je ne cesseray en toute occasion d'invectiver contre les hérésies qui inondent l'Eglise..... Je suis prêt de répandre jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour la défense de la vérité. Je sçay, Monsieur, que vous n'en doutés pas ; mais je vous prie d'en assurer tous nos amis, et l'archevêque de Cologne même, si vous en avez l'occasion. Je n'en serois qu'avec plus d'estime et de reconnoissance, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

D. THIERRY DE VIAIXNES [1].

En l'Abbaye de St Pierre de Chaalons-sur-Marne, le 20e nov. 1720.

1. On voit par les extraits précédents avec quelle audace dom Thierry attaquait l'*Unigenitus*, son auteur et ses partisans. En cela, il ne faisait qu'exprimer les sentiments communs de ses confrères. Il paraît que le pape, extrêmement irrité de la hardiesse des Bénédictins de Saint-Maur, songeait à supprimer cette congrégation en France ; une délibération des cardinaux, du mois de juillet 1719, le confirma dans cette intention. Mais le P. Conrad, procureur général de l'Ordre, avec la recommandation du cardinal Albani, obtint pour les religieux un répit, en promettant que les appellants se rétracteraient. Nous savons que Dom Thierry préféra l'exil à cette rétractation.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780 *

« Ludovicus regis Francorum primogenitus, Dei gracia rex « Navarrie Campanie Brieque, comes Palatinus, Baillivio Calvi- « montensi salutem. Audita querimonia gencium Carissimi « Germani nostri Philippi comitis Pictavensis et Burgondie « palatini ac domini Salinensis quod gentes et justiciarii nostri « comitatus Campanie predicti in plerisque locis in baronia et « comitatu ejusdem comitis sitis ut dicitur, videlicet Borbona « de Luxovio Juxiaco Ecclesia et terra Cariloci ac pertinenciis « locorum eorumdem, eidem comiti plura gravamina inferunt « et in ipsis locis justiare intuntur in prejudicium dicti comitis « et suorum oppressionem subdictorum, Mandamus et com- « mictimus vobis quatinus pro parte dicti comitis pro dicto « Bougrat milite ad oc vocato vobiscum tam super saisina « quam proprietate omnium predictorum inquiratis vocatis « evocatis cum diligencia veritatem et inquestem quam inde « feceritis sub vestro et dicti militis sigillo nobis remictatis « fideliter inclusam eaque per gentes nostras in locis predictis, « videlicet Juxiaco ecclesia et terra Cariloci aresta capta vel « levata fuisse reperitis indebite et de novo dicto comiti vel « ejus gentibus restitui facientes aut recredi ea eciam que de « bonis Renardi de Choyssello in taliis in dicta villa de Bor- « bona quas idem Renardus ab eodem comite se tene advoat « gestes nostras cepisce vel arrestasse constituit eidem militi « deliberari facientes aut recredi damus autem omnibus justi- « ciariis et subdictis nostris ceterisque quorum interest pre- « sentibus in mandatis ut vobis et dicto militi in premissis et ea « tangentibus pareant efficaciter et intendant. Datum Parisiis « III die Apvrillis anno Domini millesimo CCC terciodecimo.

« Et nous ou transcript de ces lectres avons mis le scel de « la Prevoste de Paris, lan et le jour du jeudy dessusdit. Ainsi « signé Montaigny. Item sen suit la teneur de la dite coppie « donnée par Jehans de Lonvy, sires de Raon, Claude et Ro- « bers, sires de Mily, baillif de Bourgogne, faconz savoir à

* Voir page 449, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

« touz que Nous estaublissons et avons estaubli Hubliet pre-
« vost de Jussey, porteur de ces lettres, sergent pour garder
« deffendre Monseignor Renard de Choissuel et ma dame
« Guillaume de Borbone et les autres seignors qui de lours
« tennent ensemble tous les hommes et habitans de la ville de
« Bourbonne et lour biens comme ceulx que lon avoe a estre
« du fye liege de la conte de Bourgoingne, de toutes sortes
« injures, violences, novelletez et oppression indehues, pour
« iceulx tenir et garder en leur justes possessions et saisine,
« pour requerir ceulx et leurs biens à rendre ou faire recreance
« ou que ils soient prins et arrestez droit faiçant par nous
« pour saisir, pour rester, pour multer, pour poinc mectre de
« par Monseignor le Roy. Et pour faire tout ceu que es dites
« chouses et environ icelles appartiendra de faire. Et mandons
« et commandons à tous noz subgez et feiaulx que audit
« nostre sergent obéissent et entendent diligemment quant aux
« choses dessus dites. En tesmoingnaige de laquelle chose,
« nous avons requis et fait mectre en ces lettres le scel de
« Monseignor le Roy de France, que l'on use en la cour de
« Dole. Ensemble les noz feals. Donné a Dole, le mardy devant
« la feste de la saint Bartholomey, apostre, l'an nostre seignor
« courant par mil trois cens et vingt. *Autre coppie*, de par le
« gardien de Bourgoingne et le bailly de Bourgogne. Prevoz
« de Jussey, nous te saluons et ce te envoyons une commission
« de Bourbonne et te mandons que tu faces diligemment ce
« que il appartiendra que le droit Ma Dame la Royne soit
« gardez et de ses seubgez ; ne soffre que nulz y justiçoit ne
« sergentoit de par Champagne ne de par autre seignorie fors
« que de la Contey de Bourgoingne et si tu treuves home offi-
« ciant de autre seignorie deffend li de par le Roy, si come
« conte de Bourgoingne de par Ma Dame la Royne, si
« comme contesse sus que quan que il se peut meffaire et
« sur poinne de cors et de havoir que il ne sergentoit ne offi-
« cioit, mas ce par lour et devant bonnes gens li faiz tel com-
« mandement, et se tu le treuves desobeissans si l'on pran et
« moinne à Gray et se tu as mestier de ayde requier Monsr
« Renard et tous les autres Gentilz hommes de Bourbonne, de
« par le Roy, se mestier en has que a ce soient aydants à
« grant force et petite. Donné à Dôle le mardy après la Nostre
« Dame la my houst. *Autre coppie*. Jehans de Lonvy, sires de
« Raon, garde de la Conte de Bourgoingne a Hubliet prevot
« de Jussey, salut. Nous avons vehues tes lectres que tu nous
« as envoyes de ceu que tu as fait au mointenant le droit de

« la Conte de Bourgoingne à Bourbonne, lesquelx leuz est
« dou fie liege de la dite Contey et est dedans les poins de la
« baronnie dicelle par ensi comme li de Borbonne lavouent et
« comme la commune fame et renomme dou pays le tesmoigne
« et ce il est enfiat comme tu le nous as mandey il nous plait
« bien ceu que tu en as fait, Et mandons et commandons que
« tu le droit et le honor de la Contey de Bourgoingne a cellui
« leu et as appartenances deffendes et gardoies dehuement
« sans faire tort à autruy et se tu as mestier de confort ne de
« haide si me le fax à savoir et Mandons et commandons à
« tous les subgez de la Conte de Bourgoigne que en ces choses
« et aux dépendances dicelles obeissent et à toy entendent.
« Donne le Xe jour de septembre l'an mil CCC et vint. Desquelles
« lettres dessus transcriptes ledit procureur nous a requis lui
« estre octroye un transumpt pour lui valoir et lui en aidier ou
« mestier lui sera comme de l'original d'icelles. Oye laquelle
« requeste nous avons prinses et receues en noz mains lesdites
« lectres et icelles avons veues et fait veoir par plusieurs assis-
« tans pour savoir s'il y avoit personne que aucune chose voulsit
« contrarier ou empeschir audit transumpt et pour ce que nul
« na contrarie a louctroy dudit transumpt et que icelles lectres
« avons trouvées estre saines et entieres avons audit procureur
« de Monseigneur ouctroyé et ouctroyons ledit transumpt par
« lui quis des dites Lettres dessus transcriptes, pour lui en
« aidier et valoir comme de l'original d'icelles ou mestier sera.
« Auquel transumpt nous avons mis et interposé, mectons et
« interposons nostre autorite et decret. En tesmoing de ce
« Nous avons fait mectre le scel aux sentences de la cour
« dudit bailliage a ces presentes lettres. Donne judiciellement
« au dit Vesoul le XIe jour du mois de décembre mil CCCC
« quarante sept. Signe P. Bee, notaire [1]. »

Si l'on examine le document qui précède, on voit d'abord que les lettres du comte de Champagne visent à la fois les lieux de Bourbonne (*Borbona*), de Luxeuil (*Luxovio*), de Jussey (*Juxiaco*), et de Cherlieu (*Cariloci*). *Ac pertinensiis locorum eumdem;* ensuite qu'il n'est question, en ce qui regarde Renaud de Choiseul que du bien que ce dernier avoue tenir du comte de Bourgogne. (*De bonis quas idem Renardus ab eodem comite tenere advocat*). Enfin, nous y trouvons la preuve que le comte était sous la puissance et la suzeraineté du roi de France puisque on avait requis et fait mettre à ces lettres le scel de ce dernier.

1. Archives de la Côte-d'Or, tome I, page 825.

Or, partant de là, il est probable qu'avant 1306, alors que Philippe-le-Bel administra le comté qui venait de lui être concédé à toujours, pour lui et ses successeurs, par le traité passé avec Othon, il y eut un remaniement, une fusion des juridictions de la plupart des localités placées sur les anciennes frontières.

Bourbonne, dans ce cas, eût pu ressortir à telle ou telle subdivision franc-comtoise, sans pour cela cesser de faire partie du royaume de France; mais il n'en fut point ainsi, car les modifications dont nous venons de parler ayant encore dans la suite amené un litige sérieux entre le roi et le duc de Bourgogne, Philippe, auquel Marguerite de Flandre avait apporté en dot le comté, au sujet des juridictions de la prévôté de Jussey, de la terre de Jonvelle et autres lieux, il fut procédé, pour terminer le différend, à une enquête minutieuse dont nous voyons le résultat dans la pièce suivante que nous empruntons à l'histoire de Jussey, de MM. Coudrier et Châtelet.

« *Mémoire concernant les juridictions en litige entre le roi* « *de France et le Comte de Bourgogne, sur la prévôté de Jussey,* « *la terre de Jouvelle et autres lieux.* »

« Comment les villes contenues en ce roole estoient de pre-
« vostel de Coiffy, paisiblement, avant ce que le Roy, nostre
« Sire, fut prins en Angleterre, ce que par ladvis des personnes
« cy-dessous escrites, Je Jehan de Danrémont, tabellion royal
« et substitut ès prévostez de Coiffy, Bourbonne et Passavent,
« certifie pour vérité à tous, soubs mon scel et seing manuel,
« cy mis le second jour d'octobre M. CCCLXXXXVIII.

« Plusieurs tesmoins disent et déposent par leurs sermens
« que ils ont vu de ressort de Coiffy, anciennement Chauvirey,
« et les villes y appartenant, que sont à Messire Jehan de
« Chauvirey et à Messire Vaulcher, chevaliers; c'est assavoir
« Chauvirey-les-Chastels et Chauvirey-le-Vilz, Vitry et Ouges.
« Et de présent, Monseigneur de Bourgoigne les fait ressortir
« à Vesoul.

« Item Charlieu, Montigny, Levernoys, Betoncourt-sur-
« Amance, Betancourt-sur-Soone, Gourgons, Cornot, Malvil-
« liers sont de l'abbaye de Charlieu, et de présent on les faict
« ressortir à Jussey.....
« Jussey et toutes les villes cy-dessus nommées y ressortis-
« sant, qui est, si comme l'on tient d'ancienneté fied du Roy
« nostre Sire et de la Contey de Champaigne, et à présent se

« tiennent de ladite Contey. Et toutefois il y a emmy du chastel « de Jussey une grosse tour, que ils cognoissent bien estre du « fied du Roy, et l'on dit que icelle tour est le chief du dit « Jussey et de tous les fieds et rière-fieds, appartenans au dit « Jussey. Fresne-sur-Apance, qui est par moitié à Monsei- « gneur de Bar et ès héritiers messire Jehan de Sainct Loup, « chevalier, pour indivis. C'est à savoir, Monsr de Bar, tient « de la coronne de France, et ledit chevalier tient de chastel de « Jussey et rière-fied de Champaigne.

« Jonvelle sur Soone, ou le chastel est receptable au Roy « contre toute personne, excepté celle du Conte de Bourgoigne, « pour mettre prisonnier et gettier hors ; et le bourg de Saincte « Croix qui sied de ça la Soone en royaume, fied du Roy ou « du moins rière-fied.....

« Et il y a un pont sur la Soone, lequel a V Arvoz dont « entre les trois et les deux Arvoz y a une ymaige de Nostre « Dame, sa cotte armoyée de fleurs de lys qui deffense les fieds « de la dite ville. C'est assavoir le chastel et la ville deçà la « dite ymaige, du fied ou rière-fied du Roy, du ressort de « Coiffy ; et la ville par delà l'ymaige du fied de la Contey de « Bourgoigne et du ressort de Vezoul cnmme ils dient, et « comme leur dit est escript en la Chambre des comptes à « Paris.

« Fignevelle, Gondoncourt, Courre, Villers Sainct Marcellin, « Montcourt, fieds du Roy nostre Sire de la nouvelle reprinse « à cause de la comté de Champaigne.....

« Vouzey[1] qui est au seigneur de Jonvelle, Le Commandeur « de la Rommaingne, membre de l'hospice St Jehan de Jéru- « salem, y hat une signorie et les foires et marchiez d'illec, de « la garde du Roy.....

« .....

« Pour scavoir la vérité du chastel de Jonvelle-sur-Soone et « de ses appartenances, une enqueste soit faitte es registres « Girard de Longchamp, baillif de Chaumont, où il est escript « comme Thiébault Luppe de Bar-sur-Aube, fist adjourner « messire Philippe de Jonvelle, en son hostel séant à Chaumont « et illec furent débatues les prétentions du dit seigneur de « Jonvelle.

« Et aussi en la chambre des Comtés à Paris, l'on trouvera « les droits que le Roy, nostre dict seigneur doibt havoir aux « dits Jonvelle, Jussey et aultres parts de la prévôté.

1. Voisey, canton de La Ferté-sur-Amance.

« S'ensuivent les tesmoignaiges et noms des témoins enten-
« dus pour ce aux dicts Coiffy et Chaumont, etc. »

On voit que non-seulement Bourbonne n'avait jamais fait partie de la Franche-Comté, qui pourtant alors relevait du roi de France, mais encore que, comme elle, certaines localités franc-comtoises : Chauvirey, Vitrey, Ouges, etc., étaient de la juridiction de Coiffy. Les réclamations produites en 1313 étaient donc mal fondées, ou bien n'affectaient que quelques biens ou droits que certains seigneurs de cette ville possédaient en dehors de son territoire.

Par exemple, il est question, dans le titre, de *Guillaume de Borbone*, celle-ci n'était autre que Guillemette, dame de Monthureux-sur-Saône et de Bourbonne, que nous voyons se déclarer débitrice d'une rente de dix deniers tournois envers l'hôpital Saint-Antoine.

« Scachent tous que ie Guillaume dame de Monstureul sur
« Sone et de Bourbonneen partie, recognois que ie doibs a tou-
« siours à l'hospital de Sainct Antoine de Bourbonne, dix
« deniers tournois et maille de cens annuelle la veille de Noël
« chascun an sur le moulin de la Châtre de Bourbonne, sur ce
« que ie y ay et les payeray doresnavant sans empeschement.

« Et pour ce qui ie n'ay point de scel j'ay faict sceller ces
« lettres par Guillaume de Monstureul mon frère, de son scel.
« Et ie devant dict Guillaume les en ay scellées à sa requeste.

« Donné samedy de Sainct Pierre, en febvrier l'an mil trois
« cent et vingt [1].

Or, Monthureux-sur-Saône étant une terre de surséance, partie Lorraine et partie Franche-Comté, était mouvante des deux suzerains, en sorte que dame Guillaume se trouvait à la fois justiciable de Lorraine, de Comté et de Champagne.

Ne pouvait-il en être de même pour le sire de Choiseul? En tous cas pour ce dernier, si sa seigneurie avait appartenu à la Franche-Comté, il eût dû, ainsi que le voulaient les coutumes de ce pays, faire le devoir d'hommage à son seigneur féodal et lui bailler dénombrement et déclaration de son fief, à peine de perdre ses droits [2]; et cependant on ne trouve nulle trace d'un acte de ce genre.

1. Fonds Saint-Antoine, hôpital de Bourbonne; archives du Doubs (copie de notre collection).

2. Coutumes de Franche-Comté. Tiltre 1er, Des Fieffs. — Art. III. Item sera tenu le vassal et son successeur de faire le devoir d'hommage en la personne de son seigneur s'il est au comté de Bourgogne, et s'il est absent dudit

Mieux encore; si le domaine de Bourbonne avait été dans la mouvance du comte de Bourgogne, Regnard de Choiseul n'eût pu, sans le consentement de ce dernier, vendre au roi de France la moitié de sa seigneurie, ainsi que nous verrons qu'il le fit en 1324; car la règle était positive.

« En cas d'aliénation, transport ou vendage de chose de fief. « possession réelle ne pourra en être prise sans le consente- « ment du seigneur du fief, et la vente ou l'aliénation n'en « pourra avoir lieu qu'avec le congé et grâce spécial de « celui-ci. »

C'est clair.

Comment se fait-il alors qu'il ne soit, en aucune façon parlé du comte de Bourgogne dans l'acte de vente?

Comment pourrait-on croire que ce dernier ait laissé, sans mot dire, les seigneurs de Bourbonne quitter sa mouvance et se rendre feudataires du roi et de la couronne de France?

Philippe de Poitiers en réclamant contre les agissements des gens de justice de Champagne, avait trop montré qu'il tenait à ses propres droits et à ceux de ses vassaux, pour négliger d'intervenir dans l'acte de 1324 alors qu'il en aurait eu le pouvoir.

Puis encore, le sergent Hubliet avait, dit le document, l'ordre de *garder et deffendre Messire Regnard et dame Guillaume et* LES AUTRES *seigneurs de Bourbonne*. Parmi ces derniers, figuraient en première ligne les moines de Saint-Antoine et ceux de Morimond; Bourbonne étant à la Franche-Comté, les uns et les autres eussent mentionné dans leurs cartulaires, dans leurs chartes, qu'il en était ainsi, c'est certain; or, les bibliothèques de Chaumont et de Bourbonne et les archives départementales possèdent une grande quantité d'actes provenant de Morimond surtout. Il n'en est pas un où il soit question de Bourbonne franc-comtois.

Il est bien possible que certains seigneurs de la contrée et le sire de Choiseul lui-même, aient possédé sur le territoire du comté de Bourgogne quelques terres ou héritages

comté et qu'il ait demeuré dehors quarante jours continuels, ledit vassal pourra offrir et présenter ledit hommage en la place et maison dudit seigneur.

Art. IV. Le vassal est tenu après qu'il a fait l'hommage à son seigneur de la chose qu'il tient en fief de lui, de bailler audit seigneur de dans quarante jours après l'hommage fait, son dénombrement et déclaration de la chose qu'il tient en fief..... Au défaut dudit dénombrement non baillé dans ledit terme, ledit seigneur peut mettre en sa main ladite chose et sans icelle la tenir.

qui les en aient rendus justiciables, mais on ne saurait en induire pour cela que Bourbonne ait cessé d'appartenir à la Champagne et au Bassigny. En présence des réclamations plus ou moins fondées, plus ou moins exagérées des gens de Bourgogne et des seigneurs intéressés, on a confondu le bailliage, le ressort ou la chatellenie qui n'indiquent que le territoire de la justice, avec la mouvance, la féodalité. C'est ce qui a causé l'erreur.

Jusqu'à la vente de 1324, la seigneurie de Bourbonne fut et demeura un franc alleu, ne relevant et ne dépendant de personne. La cession que Regnard de Choiseul en fit *librement* au roi en est la preuve indiscutable.

***

En 1317, les moines de Morimond qui avaient eu quelques difficultés avec les habitants de Bourbonne, relativement au *paiement des dixmes*, sur le taux desquelles on n'était point d'accord, terminèrent le différend au moyen d'une transaction qu'approuvèrent également les autres décimateurs. Aux termes de cet arrangement, ces derniers s'engagèrent à verser aux habitants la somme de six cent soixante livres tournois, moyennant quoi ceux-ci se soumettaient à payer dorénavant la dîme à la douzaine.

L'année suivante, Messire Simon, curé, procureur des habitants, *agréa, accepta, loua et confirma le payement de la somme précitée, payée par les moines de Morimond.*

La transaction fut successivement signée dans la suite par des seigneurs ayant quelques droits à Bourbonne. Ainsi, en 1319, « *Bartholemy dit Chaulderon de Roscourt*[1] *et Villaume de Choignes*[2], *escuyers* » *et leurs femmes confirmèrent le traité pour eux et leurs hommes en présence de* « *Pierre Thierrey garde du scel en la prévosté de Coiffy*[3]. »

Puis, *Jehan de Marolles, chevalier, Perrin et Girard de Bourbonne, escuyers et frères, ratifièrent pour eux et Jehan de*

1. Rocourt, commune du canton de Vignory (Haute-Marne.)
2. Choignes, village situé non loin de Chaumont.
3. Ceci prouve encore une fois que Bourbonne faisait partie de la Champagne ; s'il en eût été autrement, en quoi le garde du sceau de la prévosté de Coiffy eût-il été mêlé à cette affaire?

(Documents de Morimond, archives de la Haute-Marne, copie de notre collection.)

Jussey[1], *les dixmes de Bourbonne et reçurent des décimateurs 45 livres tournois.*

Enfin, en 1323, Gérard, escuyer, fils de Wichard de Bourbonne, chevalier, pour la somme de trente livres qu'il reçut de l'abbé de Morimond, confirma l'accord pour la dîme à raison de 12 l'un et se soumit à payer comme les autres [2].

Tel était l'état de la seigneurie au moment où Regnard de Choiseul vendit à Charles-le-Bel le peu qui lui en restait. La fondation de l'hôpital Saint-Antoine, de nombreuses donations à l'ordre de Saint-Vincent de Besançon[3] n'avaient point peu contribué à diminuer ses droits et ses possessions seigneuriales.

L'abbaye de Morimond, à son tour en avait acquis ou s'en était fait donner une bonne partie, de même qu'elle avait successivement absorbé les domaines utiles que nous avons vus se grouper autour de la seigneurie effective.

***

Charles IV, le Bel, était monté sur le trône en 1321. Ce prince, qu'on surnomma le justicier, probablement, dit un auteur du temps, pour sa sévérité à garder les droits de chacun, avait maintenu dès son avènement le droit et la justice, persuadé *qu'il n'y auoit que les Royaumes bien fondez sur les loix qui peussent durer et que comme il n'y avoit aucune réuérence du droict, ny des lois, c'estoit à luy que reuenoit la charge de la tuision, garde et deffence des loix et des homes.*

Voulant mettre fin aux difficultés que suscitaient ès frontières de Champagne et notamment à Bourbonne les réclamations dont nous venons de parler, il fit proposer au sire de Choiseul de vendre à la couronne une portion de la seigneurie, laquelle relevant alors directement du roi de France, serait à

1. Jehan de Jussey était soumis à la dîme pour certaines propriétés qu'il avait à Bourbonne.

2. Archives de la Haute-Marne, parchemins de Morimond, copie de notre collection.

3. Cet ordre eut plus tard à Bourbonne un prieuré qui ne fut réellement fondé qu'en 1364; mais, dès 1140, Humbert, archevêque de Besançon, lui avait cédé l'église Sainte-Marie de Bourbonne, et depuis 1250, les seigneurs de cette ville lui avaient reconnu outre la possession de cette église, celle de la chapelle du château et toutes les dîmes appartenant à la seigneurie. L'archevêque Guillaume confirma ette donation. Par la suite, les sires de Bourbonne firent de nombreuses et importantes concessions au prieuré.

l'abri de toutes difficultés ultérieures. Il est probable que l'état des finances de Regnard de Choiseul était à ce moment assez peu florissant et que ce fut le principal motif qui le décida à consentir à la proposition qui lui était faite.

Toujours est-il que le 26 mai 1324, la vente eut lieu; en voici les termes ainsi que l'énoncé de la prisée qui la précéda.

« C'est la valüe de la terre que Messire de Choiseul chevalier « a et puet auoir en la ville de Bourbonne es appartenances « de la quelle terre led. Cheualier a vendu la moitié à Roy « prisée par Monsieur Pierre de Tiercelin[1], Chevalier le Roy, « Baillif de Chaumont, par la vertu des lettres du Roy envoyées « audit Baillif sur et desquelles la teneur suit :

« Charles, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre « au baillif de Chaumont, salut; comme nous avons fait achepter « pour nos et pour nos successeurs de nostre amé Regnard « de Choiseuil, chevalier, la moitié de tout ce qu'il avoit, « pouhoit et devoit avoir en la ville de Bourbonne et apparte- « nances et chousses qu'il s'ensuyvent cy après nommées et « spécifiées; c'est à savoir : La moitié des hommes et des « femmes demorans et habitans en lad. ville et ès confins, « auec la moitié de la taille d'iceulx.

« Item la moitié de toute la justice et signorie haute et basse « d'icelle ville et du finage.

« Item la moitié des bois que led. chevalier a et apparte- « nances de lad. ville.

« Item la moitié de ventes des foires et marchés dud. lieu.

« Item la moitié de la revenüe des bains et yaue sallée de « Bourbonne dont l'en a fait et puhet faire.

« Item la moitié du banvin[2] accoutumé à payer en lad. ville, « pour certain prix et certaine recompensation que pour ce l'y « doit estre faite, c'est à savoir par payant pour chacune dix « livres de terre, quatre vingt livres à une fois frans et quittes « au dit Chevalier et avec ce icelui Chevalier nous a baillé les

1. Probablement de la famille des Tiercelin de Brosses, qui portaient *d'argent à 2 tierces d'azur en sautoir, cantonnées de quatre merlettes de sable.*

2. On nommait ainsi le droit qu'avaient les seigneurs de vendre leur propre vin, à l'exclusion de toutes autres personnes de leur domaine, pendant un certain temps de l'année, fixé à l'avance dans les chartes ou coutumes. Le droit de Banvin fut réglementé plus tard; une décision de 1556 prescrivait que ceux qui avaient ce droit devaient représenter le vin du cru de leur seigneurie aux commis des aides, à inventorier. (Lettres patentes).

« fiés à garder de lad. ville sans prix ou retenant par devers « soi le chastel dud. lieu, avec certaines aultres chousses qui « seront nommées et desclairées ès lettres de la vente qui sur ce « sera faite. Nous qui voulons la prisée des chousses à nous « vendues comme dit est être faite deuement, vous mandons et « commettons par la teneur de ces présentes que vous en votre « propre personne vous transportez aud. lieu et appelez avec « vous des bonnes gens du pays saiges et connaissans en telles « chousses, faite faire icelles prisées justement et loyament et « icelles faites et complettes comme dû est, envoyés à nos amés « féaux les gens de nos comptes à Paris afin que illuc soit veu « et examiné et que lad. somme que lad. vente sera prisée « payement et satisfaction soient faites aud. chevalier selon « les convenances traités et accordées entre nous et lui et si « faites en telle manière que si briefvement que par nous n'y « est deffaut.

« Donné à Paris le vingt sixiesme iour de may l'an de grâce « mil trois cent vingt quatre.

« A laquelle prisée furent appellés et présens avec le dit « Baillif les personnes cy après nommées, c'est assavoir : Ly « abbé de Vaux[1]. Ly prioure de Varanne[2]; Messire Jouf- « froy de Danfaule[3], Messire Jouffroy de Donbrot[4], Messire « Richard de Vantoumiiles (?), chevaliers; Humbert de Poissons[5]

1. Vaux-la-Douce (*Vallis dulcis*) était une abbaye d'hommes, dans le diocèse de Langres; elle appartenait à l'ordre de Citeaux et avait été fondée, dit dom Calmet, par Adélaïde, sœur de Lothaire II, empereur d'Allemagne et femme de Simon Ier, duc de Lorraine. Cette princesse, de mœurs dissolues, ayant été convertie par saint Bernard, résolut de fonder un monastère de Citeaux et choisit l'emplacement où s'élève encore aujourd'hui le village de Vaux-la-Douce, canton de La Ferté. — Henry, évêque de Toul, archidiacre de Langres, confirma cette fondation par une charte datée de 1138.

2. Le prieuré Saint-Gengulph ou Saint-Gengoul de Varennes avait été fondé par Rénier de Choiseul, seigneur de Bourbonne, et Rénier de Nogent, vers 1084. — Il appartenait à l'abbaye de Molesmes. Ses moines étaient co-décimateurs de Coiffy avec le Roi de France.

3. Damphal, aujourd'hui simple ferme du canton de Montigny, fut, paraît-il, autrefois un village ou hameau, qui était un écart de Provenchères et qui eut ses seigneurs particuliers. Les moines de Morimond possédaient une grande partie du territoire.

4. Dombrot-sur-le-Vair, village des Vosges, entre Bourbonne et Mirecourt ; et qui fait partie du canton de Vittel. La seigneurie appartint en 1444 à la famille de Bougey, maison illustrée de l'ancienne chevalerie Lorraine et qui portait : *d'or au lion de sable*.

5. Poissons, aujourd'hui chef-lieu de canton du département de la Haute-Marne, arrondissement de Wassy, était une seigneurie dont la majeure partie avait été donnée, au XIIIe siècle, aux moines de Saint-Urbain.

« lieutenant dud. Baillif; Gebers de Soinerie (?), Gruyer de « Champmachey (?); de Kirmy, prévost de Montigny[1]; Jehan « Rubille, prévost de Nogent[2]; Robinans de Jeres, prévost de « Coiffy[3]; Simon Rubille, Jacquemins de Launoy; Guillaume « Lallemand, sergent d'armes le Roy; Mestre Jehan de Choi- « tillon; Girard, dit moine, baillif; le comte de Bar; Jehan le « baillif de Joinville; Gaulchier de Monstesclere[4] et mestre « Henry de Montigny; le lendemain de la Trinitey l'an de « grâce mil trois cent vingt-quatre.

« Messire Jouffroy de Dombrot, chevalier, mestre Remond, « prodhommes; Pones de Soing[5]; Garnier le prevost, Lam- « beloitte du Chastel; Pernot Pignodelle; Thierry Andely; « Gabriez Gribielle, Jacquin Gribielle; Jehan Thierrion, Guil- « laume Martin; Esthevenin de Montaut[6]; Jehan Colon, Jacoit « Lapostolle, Drohin de Lyane; Claude Besanson; Pure et « Loissant (?); Loysau le sergent, tous demeurans en lad. ville « de Bourbonne, témoins tous inviés et diligemment examinez « sur la vallüe et prisée des susdits lesquels dient tuis par « lours serments et par une vois concordant et chacun par soy « sans aucunq estre en discords que led. chevalier a en lad. « ville, huit vingt maingnies[7] d'hommes de présent, de quoi « chacun doit aud. chevalier par an vingt cinq sols pour taille « cens[8] plus payer pour cause de taille vallant deux cent livres, « mais pour ce que aulcungs en y a qu'il ne sont pas puissans « de payer, il chiere de cette somme par lours prisée quarante « livres et vallant bien au reuenant pour cause de taille à bon « prix suffisant, huit vingt livres par an en heritaige.

« Item dient par lours serments que en lad. ville a environ « quatorze maingnies d'hommes qui se dient frans lyquels

1. Montigny-le-Roi, chef-lieu de canton du département de la Haute-Marne, arrondissement de Langres. — Voir notre Notice sur l'ancienne forteresse royale qui y existait.

2. Nogent-le-Roi, petite ville de l'arrondissement de Chaumont.

3. Coiffy-le-Chastel, aujourd'hui Coiffy-le-Haut. Le roi y possédait une forteresse commencée en 1255, et en raison de laquelle les seigneurs de Bourbonne lui durent plus tard l'hommage.

4. Monteclair, ancienne forteresse construite sur une montagne escarpée qui domine le bourg d'Andelot (Haute-Marne) et le village de Rimancourt; c'était une des sentinelles avancées de la Champagne du côté des frontières de la Lorraine.

5. Soing, village de Franche-Comté.

6. Sans doute *Montot*, village du canton d'Andelot.

7. Ou *Mégnie* (famille, ménage).

8. On nommait taille-cens, par distinction des autres tailles, la rente seigneuriale, foncière, laquelle était imprescriptible et non rachetable.

« vallent audit chevalier chacun an vingt quatre livres de scire « et quinze sols, prisée la livre de scire à feu de deux sols six « deniers, pour tout soixante et quinze sols par an.

« Item dient qu'en lad. ville ait enuiron soixante hostines[1] « vendant, esquelx il a présent pour qualité des heritaiges qui « ne sont point labourés, esquels hostines se pourra attrare « mout[2] de gens et de habitans pour ce tems à venir pour cause « de la signorie du Roy, et en présomptions que grans proffits « en puissent encourre venir lesquelles chosses ne sont mises « en pris pour ce que présentement ne vallent rien et plaid « aud. chevalier qu'elles soient prisées selon coustumes du « pays ou on li l'ait hors de pris.

« Item a ledit chevalier en lad. ville une rente que lon appelle « vente ou estelaige et payaige laquelle rente vaut par an « soixante et dix livres.

« Item a en lad. ville yaue chaude où ly bains sont, qui val- « lent de rente par an six livres.

« Item la justice haulte et basse que led. chevalier a en lad. « ville et es appartenances et prisée et vaut bien à bon pris « pour an par les tesmoings des dessus dits soixante et dix « livres, excepté tant seulement que ledit chevalier retient la « justice de son chastel et du balle[3] d'icelui, laquelle est passé « en ce prix et ce cas de haute justice il écheut, led. chevalier « en aurait la connaissance et le jugement et soit l'excusation « faite en la justice commune.

« Item vaut ly banvin en lad. ville, par an à la part du « chevalier cent sols.

« Item la tonsure de quatre cent arpens de haut bois d'en- « viron trente-six ans en prisée pour chascun arpent *au feur* « de soixante sols, vallent pour tout mille deux cent livres.

« Item la tonsure de six vingt et dix arpens de menu bois « de l'aaige d'enuiron quinze ans est prisée *au feur* de vingt « sols l'arpent, vallent pour tout six vingt et dix livres.

« Item ly tresfond[5] des dits bois tous mis à terre assises pour « six cent trente arpens vallent pour tout quarante deux livres « de terre.

1. Ou *Hostier* (auberge, hôtellerie).
2. *Moult*, de *multus* (beaucoup).
3. Probablement pour bailliage.
4. *Feur*, vieux mot (*modus*, *species*) au mode, façon, manière; ici l'on doit traduire les mots *au feur* par : *sur le pied de*, etc.
5. *Tresfond*, propriété foncière.

« Avec les dessus nommés furent appellés à faire lad. prisée « les personnes des villes voisines cy après écrites c'est assa- « voir : de la ville de Frenex (*sic*)[1] : Gerard Detout, Collin Ligo- « drioz, Henri Pichenie; Moncharvot : Guyot, Sansile, de « Moingiot, fils de Moingiot, fils Curnot, Henrion Le Breton, « Richar le Clerc ; Coiffy la ville : Humblot, Lirosty, Jehan « Soles, Simonnin Regillier, Simonnin Bandoes ; Coëffy le « Chastel : Huguenin Thomassin, Drohin de Riboville, Henriot « Leromer, Guyot Lepelletier, Jourux Houdot, fils Fleuriot, « Guyot Gevre, sire Hue Jouffroy Lemaire, Lambert, Le Ber- « gier; Vuiller Saint-Marcellin[2] : Richard le Seurre, Richard « Courvoisier de Monchevin, Bouda.

« Lesquels tuis ensemble et chacun par soy lue délibérations « et avis sur ce rapportés par leurs serments. Lad. prisée estre « faite bien et loïaument si come il leur sembla le n'y amander « n'y savoient ne ne vouloient et fuit fait à Bourbonne le len- « demain de la Trinitey l'an de grâce mil trois cent vingt « quatre.

« Après ce est assavoir que comme ly dit chevaillier ait « bailler au Roy ses fiés et garde la moitié des issües et des « prouffits qui l'en y vauront excepté le cas de la traiyère[3] « que ly Roy aura tous seulx et son ly fiés et garde de susdit « cy dessous nommés et speciffiés.

« Premièrement ly nons des gentis hommes qui tiennent en « la ville et finage de Bourbonne en fiés dud. chevalier c'est « assavoir : Messire Jehan de Maroille[4] chevalier; Bastro- « mains Chaudron (*probablement le Bartholomeus Chaulderon « dont nous avons parlé naguère*), Girard de Amecourt, Estienne « Dubullon[5]; Jehan Bonnette, Huot de Choux, Guyot de Simes « (sic); Thomas de Buremer, Henri de Pariot.

« Item ce sont les gardes de la ville et du finaige de Bour- « bonne, appartenant neament aud. chevalier.

« Premièrement le Prieuré de Plein Mont, les hôpitaux de

1. Fresnes-sur-Apance (canton de Bourbonne), c'était une terre de sur-séance, dont la possession fut souvent contestée.

2. Villars-Saint-Marcellin, aujourd'hui commune du canton de Bourbonne, de laquelle elle est distante de 4 kilomètres environ, faisait autrefois partie de la Franche-Comté et avait plusieurs seigneurs; nous aurons plus tard l'occasion de revenir sur cette localité.

3. Probablement de trayer (*trainer*).

4 Maroille pour Mareilles, commune du canton d'Andelot.

5. Du Bullon pour du Beuillon, seigneurie touchant à Lancuvelle-les-Coiffy, et dont les propriétaires relevèrent plus tard des sires de Bourbonne.

« Saint-Antoine, les religieux de Chairlieu[1], les religieux de « Morimond, les hospitaulx de Saint Jehan de Jérusalem.

« Item ce sont les noms des gentishommes qui tiennent en « arrière fiefs dud. chevalier en la ville et au finaige de Bour- « bonne.

« Premièrement : Messire Thibault de Rougemont[2] sire de « Trichastel tient dudit Messire Renard en fiés liegement tout « le domaine que la dame de Monstrerelle[3] et suis frère tiennent « en la ville et au finaige de Bourbonne ce sont les frères de « ladite Dame, primo Messire Jouffroy de Donbrot, Messire « Jehan de Mauroilles, Messires Gille de Daillecourt[4] Bastro- « mains Chaudron maire du Viezchastel (?) et Perrin Dela- « grande, Girard ses frères, Guillemin de Choygne[5], Guyot de « Lamarche[6], Huot du Bullon, Huguenin du Bernet, Guyot « du Bellin[7], Jehan chambellan, mestre Jehan de Choisteillon[8], « Jouffroy fils, Richard de Villers, Pierre de Montbeillard[9], « Jehan Poures Alleman, Philippe du Pouillay[10].

1. L'abbaye de Cherlieu (Franche-Comté).

2. Les Rougemont, famille de Franche-Comté, portaient *d'or à l'aigle de gueule membrée, becquée et couronnée d'azur.*

3. Monthureux-sur-Saône, terre de Surséance sur les limites de la Lorraine et de la comté de Bourgogne. — Les seigneurs de ce lieu portaient : *d'or à la bande d'azur.*

4. Daillecourt, village du Bassigny, dans le canton de Montigny-le-Roi.

5. Choignes, commune des environs de Chaumont (Haute-Marne).

6. Lamarche, petite ville des Vosges, arrondissement de Neufchâteau ; à 16 kilomètres de Bourbonne. Si l'on en croit dom Calmet, son nom lui aurait été donné par cette raison qu'elle était située sur les confins du Barrois et de la Champagne. A l'époque où se passaient les faits que nous relatons, Lamarche venait d'être cédée (1301), par le comte de Bar, Henry, au roi de France, Philippe-le-Bel, qui la rendit plus tard au fils du donateur, Edouard, lors du mariage de ce dernier avec la sœur de la reine. Les armes de Lamarche sont : *d'azur à la croix d'argent, contournée de quatre rocs d'or.*

7. Peut-être *Saint-Blin*, ancien prieuré qui donne naissance au village de ce nom, lequel est situé dans l'arrondissement de Chaumont. Il y eut aussi une famille de Saint-Belin qui portait : *d'azur à trois têtes de béliers d'argent couronnées d'or et posées* 2 *et* 1.

8. Chasteillon, sans doute Châtillon-sur-Saône (Vosges), à 12 kilomètres de Bourbonne. — Ce village était défendu autrefois par un château dont on voit encore les ruines et qui commandait la vallée de la Saône.

Le domaine de Châtillon appartint longtemps à la famille du Chatelet, maison illustre qui descendait en ligne masculine des ducs de Lorraine et dont les armes étaient : *d'or à la bande de gueules, chargée de trois fleurs de lys d'argent.*

9. Montbeillard, ferme près de Montcharvot.

10. Le Pailly (*Palleyum*), commune de l'arrondissement de Langres, canton de Longeau ; le château est un des beaux types de l'architecture de la Renaissance.

« Ce sont les chousses que led. chevalier retient pour lui « expressément tous hors lad. compaignie.

« Premièrement : son chastel de Bourbonne, les foussés d'en- « tour, la grange devant, la plaige de la haulte[1] jusques à la « dite grange et jusques au chatel de son curtil[2], son sauve- « cours, ses vignes, ses prés et terres graignables[3], sa rivière, « les courvaiges[4] des bœufs, vaiches, et des chevaux et de « toutes aultres bêtes trahan en la ville et au finaige de Bour- « bonne, ses feines[5], ses emblies[6] de grain, d'argent et de « géline[7] qu'on lui doibt à la saint Remy et à la saint Martin, « le lendemain de Noël et à Pâques sur chacun feu, la géline « à caresme entrant, ses corvées de charüe selon la Chartre, « ses prés à faire faulcher, fener et charier si comme il est « accoustumé selon charoy de buche pour son Longueniere (?) « que on lui doit à la Toussaint et à Noël, la garde que l'y est « à coustume pour garder son chastel, le charroy pour son « chastel et pour faire ses autres besoignes selon la Chartre « conformée du Roy et dud. chevalier, ses fours et moulins « banals sur ses homes de ladite compagnie et sur cels qui « ils vauront.

« Item est assavoir que ly Roy aura son receu[8] au chastel « dud. chevalier lequelx chatel n'est rendauble à nulx.

« Item est assavoir que Prevost commis sera mis au lieu « tant de par le Roy quant de par led. chevalier soit par admoi- « ment ou par manière de garde lequelx ne se pourra entre- « mettre de Prevost jusques à ce qu'il ait fait serment audit « chevalier ou à son commandement sans rien quitter ce n'est « du gré dudit chevalier ou de ses hoirs et fera li dit Prevost « chacun an li dit serment.

« Item est assavoir que prison commune sera faite à lieu

1. Emplacement situé devant les fossés du château et où se trouvent actuellement encore les écuries et les communs.

2. Le château du Curtil n'était autre que le donjon de la porte actuelle. — Le mot Curtil ou mieux Courtil signifiait basse-cour et désignait les lieux où se trouvaient les écuries et les communs.

3. Pour gaigniables, *labourables;* on disait aussi gaignier — d'un laboureur.

4. Corvéages ou corvées.

5. Faisne ou Foisne. Glandée.

6. Il nous a été impossible de trouver l'origine et la signification de ce mot; mais il est évident qu'il indique des *redevances*.

7. Poules. — (Le droit de géline était dû au seigneur à certaines époques de l'année).

8. Sera reçu — aura droit de logis.

« tant de par le Roy quant de par ledit chevalier pour les pri-
« sonniers léans[1] mectre.

« Item est assavoir que ly Roy requiert au tems à venir en
« la ville et au finaige de Bourbonne que ly dit chevalier y
« aura la moytié par meix, la moitié de l'argent payant que la
« chousse povoit valloir selon coustume de païs et esprinses[2] et
« cil d'eux qui ensin ligneront, taurons laquest (sic) entier-
« rement qu'il auront fait et empourteront les issues jusqu'à
« ce que ly autres ly délivreront l'argent de deans les doux
« ans après l'achapt fait il lui pourroit venir dès la en avant ce
« n'estoie du pré de l'acheptant[3].

« Item est assavoir que des convenances des susdites seront
« fait lettres si bonnes comme on pourra au proffit du Roy et
« au proffit dudit chevalier et aura chacun les sonnes.

« In compoto campagniæ finito a marge dite trois cens trente
« six sic scribitur. »

Au-dessous est écrit :

« *Collationné à l'original estant en la chambre des comptes*
« *de Bourgongne et Bresse par nous conseiller du Roy auditeur*
« *en icelle commissaire ceste part, signé* Hemery. »

« Collationné par nous Ecuyer conseiller secretaire du Roy
« maison couronne de France et de ses finances. »

(Signature illisible[4].)

La moitié de la seigneurie effective allait donc désormais appartenir au roi de France, et c'était là une propriété de bien maigre valeur puisqu'en dehors du château, des terrains y attenant, de quelques corvées et de redevances insignifiantes que s'était réservés le sire de Bourbonne, la prisée qui avait été faite n'atteignait que le chiffre de 6 ou 700 livres.

Mais si l'acquisition royale était sans importance au point de vue pécuniaire, peut-être avait-elle été motivée par de sérieuses considérations dans un autre ordre d'idées et nous ne serions point étonné que le prétexte donné par le souverain de mettre fin par là aux difficultés survenues, n'eût caché une raison politique à laquelle l'attitude des seigneurs du pays n'était point étrangère. (*A suivre*).

1. Léans (*dedans*), on employait ce terme pour signifier emprisonner. Mettre un homme *léans*, c'était dire qu'on le mettait en prison.

2. Estimation. Du verbe espreindre, presser. Tirer la quintessence.

3. Nous ne possédons pas l'original du titre, peut-être aussi la copie qui est entre nos mains est-elle inexacte; toujours est-il que cette phrase est complètement inintelligible.

4. Copie de notre collection.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de l'Aube pour 1880, publié sous les auspices de la Société académique, 54e année. Troyes, Dufour-Bouquot, éditeur, rue Notre-Dame. Librairie Léopold Lacroix et chez tous les libraires. Vol. in-8°.

Indépendamment de ses *Mémoires*, la Société académique de l'Aube publie un *Annuaire* du département. Cette publication, parvenue à sa cinquante-quatrième année, n'a été placée sous ses auspices que depuis 1835. Elle se divise en deux parties principales :

La première partie, véritable *vade-mecum* des administrateurs et des administrés, se compose de documents officiels la plupart fournis par les bureaux de la préfecture ; chaque chapitre est précédé d'un exposé explicatif des établissements publics de l'Aube.

La seconde partie, destinée spécialement aux amateurs de recherches locales, contient des travaux sérieux et utiles sur l'histoire, l'archéologie, la biographie, la statistique des villes ou des villages. De belles planches lithographiées, dues à des artistes locaux et sorties des presses de M. Dufour-Bouquot, accompagnent quelques-unes de ces consciencieuses études.

I

Quelques comtes de Brienne et l'abbaye de Beaulieu, d'après les pièces originales, par M. l'abbé Etienne Georges, de Troyes, membre de plusieurs sociétés savantes.

Cette notice, par laquelle s'ouvre la série des divers travaux historiques de la seconde partie de l'*Annuaire de l'Aube*, rappelle que les ancêtres des comtes de Brienne remontaient au dixième siècle et se rattachaient par des liens d'assez proche parenté à la race capétienne. Ces gentilshommes religieux et chevaleresques comme les comtes palatins de Troyes. contribuèrent à la prospérité matérielle de l'abbaye de Beaulieu. Cette prospérité avait atteint son apogée pendant la période du dix-septième au dix-huitième siècle ; c'est du moins ce qu'on peut conclure de la déclaration faite, le 31 décembre de l'année 1728, par François Desmaisons, abbé de Beaulieu, et par François de Vinay, prieur, à l'assemblée générale du clergé de France. Par suite de la tourmente révolutionnaire de 1793, l'abbaye tomba, comme bien d'autres, dans le domaine national, et devint la propriété des seigneurs de Jessains, connus alors sous le nom de Bourgeois. De cette famille seigneuriale, dont plusieurs membres occupèrent d'importantes préfectures sous les règnes de Napoléon Ier et de Louis-Philippe, la maison abbatiale, transformée en château aux bords de la rivière d'Aube, passa à un nouveau possesseur, M. Croissant, actuellement maire de la commune de Trannes.

II

Henri IV à Troyes, par M. Albert Babeau, secrétaire de la société académique de l'Aube.

L'auteur fournit de curieux renseignements sur les passages des souverains dans la vieille capitale de la Champagne ; l'entrée de Henri IV à Troyes doit sa notoriété, moins à l'éclat des fêtes et à l'entrain des réjouissances publiques qu'aux vitraux splendides où Linard Gontier, dernier des grands peintres-verriers du pays des Tricasses, a tracé les épisodes de ce fait mémorable. Le séjour du Béarnais dans la ville des Thibaut n'eut point le caractère solennel et joyeux des séjours qu'y firent Charles VIII, Louis XII, Henri II et Charles IX. La population troyenne, lasse des agitations de la Ligue, avait acclamé le héraut d'armes venu pour proclamer le roi Henri IV ; l'échevinage en partie avait prêté les mains à ce revirement politique. Grâce au brillant pinceau de Linard Gontier, on peut saisir la physionomie de la cité, au moment où, soumise à l'autorité du roi de Navarre, elle accueillait le premier monarque de la dynastie des Bourbons ; grâce aussi à la plume élégante et facile de M. Albert Babeau, on connaît les circonstances de l'éclatant témoignage de fidélité qu'Henri IV reçut d'une des villes les plus considérables de son royaume.

III

Histoire et statistique de l'instruction primaire à Troyes, depuis la Révolution jusqu'à nos jours, par M. Arsène Thévenot, membre de la Société académique de l'Aube.

L'instruction des classes populaires, tel est le but très-louable que s'efforcent d'atteindre nos contemporains ; de tous côtés l'on rivalise d'efforts pour l'amélioration du sort des maîtres et de celui des élèves, sous le double rapport moral et matériel. Troyes, notamment, n'a reculé devant aucun sacrifice pour assurer aux enfants des deux sexes les bienfaits d'un enseignement élémentaire, classique et professionnel, aussi solide que varié. M. Arsène Thévenot a pensé avec raison que son titre d'ancien instituteur communal l'autorisait à combler la lacune laissée dans la grande enquête faite, il y a quelques années, par l'inspection académique pour toutes les écoles du département de l'Aube ; dans ce but, il a puisé aux sources officielles ; il a fouillé dans les archives départementales et dans celles de la ville de Troyes ; il a interrogé la plupart des maîtres et maîtresses, tant publics que libres, sur leurs écoles respectives ; et, par la mise en œuvre du produit de ces diverses investigations, il a composé une notice précieuse au double point de vue de l'histoire et de la statistique des établissements scolaires de la capitale de la Champagne.

Dans la partie historique, M. Arsène Thévenot expose avec précision, avec clarté, les faits dans leur ordre chronologique : au moment où la Révolution changea, dit-il, l'ancien ordre politique, administratif et social, il existait à Troyes seulement trois écoles primaires publi-

ques gratuites pour les garçons et quatre pour les filles ; les premières étaient dirigées par les Frères de la Doctrine chrétienne, les autres par les Sœurs du Bon-Pasteur, de Saint-Vincent-de-Paule, de l'Enfant-Jésus et des Ursulines. Toutes ces écoles congréganistes disparurent après la promulgation de la constitution civile du clergé et la suppression des divers ordres religieux. Les écoles de charité, rétablies en 1792, furent tenues par des maîtres qui durent apprendre à leurs élèves la *Déclaration des droits de l'homme* et le *Catéchisme* de la constitution française. Les mêmes maîtres prêtèrent, par devant les officiers municipaux, le serment civique décrété par l'Assemblée constituante. Mais les Frères se virent forcés d'évacuer la maison occupée par eux rue du Cloître-Saint-Pierre, parce qu'ils avaient refusé le serment.

D'après un décret de la Convention en date du 29 frimaire an II, les citoyens et citoyennes qui voulaient user de la liberté d'enseigner devaient déclarer à la municipalité leur intention. M. Arsène Thévenot reproduit la liste des instituteurs et institutrices de Troyes qui firent leur déclaration au secrétariat de la mairie conformément au décret. Le directoire du district de Troyes, par une délibération en date du 19 germinal an III, désigne les locaux des dix-sept écoles primaires de la ville, la plupart libres et payantes. Un arrêté municipal du 11 brumaire an V, charge le citoyen Milony de s'assurer si les livres élémentaires de la morale républicaine sont spécialement en usage dans ces écoles, où les maîtres et maîtresses recevaient également les deux sexes. Un autre arrêté en date du 12 frimaire an VI soumet les instituteurs et les institutrices à l'examen du jury d'instruction et au rapport d'un certificat de civisme de la part de l'administration locale. Les délégués des écoles dressent, le 6 floréal de la même année, un procès-verbal de visite qui révèle l'existence de plus de cinquante établissements scolaires à Troyes. Un nouveau procès-verbal de visite daté du 25 du même mois constate de nombreuses infractions à l'emploi des livres républicains.

Quelques écoles congréganistes avaient été rétablies, lorsqu'en 1815 s'effectua l'introduction de l'enseignement mutuel à Troyes ; cette méthode eut immédiatement ses partisans et ses adversaires; parmi ceux-ci figurait le clergé; c'est qu'au moment de la formation des écoles nouvelles, le clergé, appuyé par une notable partie des habitants de la ville, s'agitait pour obtenir le rétablissement des Frères de la Doctrine chrétienne au titre d'instituteurs communaux. Déjà le marquis de Chamoy, par son testament olographe du 8 février 1818 avait légué une somme de deux mille francs pour contribuer à cette restauration scolaire. Dans la suite, plusieurs autres legs ou dons particuliers vinrent s'ajouter à cette première mise de fonds. Le conseil décida, en 1820, qu'il mettait à la disposition des Frères de la Doctrine chrétienne la maison située à l'extrémité de la rue du Grand-Cloître-Saint-Pierre, ainsi qu'une somme annuelle de cinq cents francs. Cette double décision, équivalente à une reconnaissance officielle des

Frères au titre d'instituteurs communaux, provoqua une réclamation très-vive de la Société d'enseignement mutuel. Pendant plusieurs années, la méthode mutuelle l'emporta sur la méthode simultanée, à travers les péripéties de la rivalité des écoles laïques et des écoles congréganistes à Troyes. Ce ne fut qu'en l'année où l'on supprima les primes d'encouragement aux moniteurs que commença la substitution de l'enseignement simultané à l'enseignement mutuel.

Quant à la partie statistique de l'important et consciencieux travail de M. Arsène Thévenot, nous nous bornerons à constater avec lui que le nombre actuel des établissements scolaires de la ville de Troyes s'élève à soixante-dix : six pour l'instruction secondaire ou spéciale et soixante quatre pour l'instruction primaire et professionnelle proprement dite. Les soixante quatre établissements primaires se divisent en vingt neuf communaux ou publics et gratuits, et trente cinq libres ou particuliers, la plupart payants. L'auteur donne une notice substantielle sur chacune de ces écoles ; il indique son origine, son installation, ses vicissitudes et son personnel ; puis il termine par un résumé statistique où il présente, dans un tableau d'ensemble, le nombre de classes, celui d'élèves inscrits et d'élèves présents.

IV

Rapport sur les statistiques communales, par M. Victor Deheurle, membre résidant de la Société académique de l'Aube.

On ne saurait trop encourager les recherches sur l'histoire et sur la statistique des villages de chaque département ; aussi la Société académique de l'Aube, heureusement inspirée, a-t-elle fait un appel aux instituteurs de sa circonscription départementale pour les engager à recueillir, avec un soin scrupuleux, tous les documents relatifs à leur commune respective. Ce bienveillant appel a été entendu par un grand nombre d'instituteurs qui se sont livrés à des investigations patientes non-seulement dans les archives, mais aussi dans les souvenirs de la population. Leurs travaux ont été examinés par une commission et classés par ordre de mérite ; on a tenu compte principalement de la statistique proprement dite. La partie anecdotique offre sans doute un attrait véritable ; mais les faits qui se rattachent à la longévité intéressent plus vivement l'historien et le philosophe pour bien juger une époque, pour trouver les éclaircissements et les expériences destinés à préparer les solutions du problème social. C'est le ***Mémoire*** de M. Baroche qui a remporté la médaille d'or à ce concours des statistiques communales de l'Aube. Il est reproduit à la suite du ***Rapport*** de M. Victor Deheurle sous le titre de ***Statistique de la commune de Dosches***, excepté plusieurs tableaux, certaines nomenclatures et des pièces justificatives qui accompagnaient le travail primitif.

V

Notice sur les habitations préhistoriques de l'époque lacustre de Villechétif, près Troyes, par M. Emile Pillot.

L'étude des prémiers hommes, de leurs mœurs, de leur industrie, préoccupe plus que jamais les savants de tous les pays. C'est surtout en France, en Belgique, en Angleterre, que les découvertes les plus importantes ont été faites. D'après ces découvertes, on est parvenu à classer à peu près chronologiquement les diverses transformations de la race humaine, et l'on a divisé en deux grandes périodes les temps qui ont précédés l'emploi des métaux : ces deux grandes périodes appelées, l'une paléolithique, l'autre néolithique, se subdivisent chacune en plusieurs époques. M. Emile Pillot, dans son intéressant travail, ne traite que de la question des habitations lacustres, c'est-à-dire de la fin de l'époque néolithique où les hommes établissaient leurs demeures dans les marécages et sur les rives des lacs à l'aide de pilotis. La station de Villechétif renferme de précieuses reliques de ces habitations lacustres ; chaque fois que le jeune archéologue a exploré cette contrée marécageuse, il a trouvé des objets très-propres à faciliter l'étude des âges préhistoriques ; il serait à souhaiter que des fouilles se fissent d'une manière régulière et persévérante ; on ne tarderait point à reconnaître que les stations du département de l'Aube ne sont ni moins riches ni moins variées que celles des pays les plus renommés de l'Europe ; on y constaterait la présence de tous les types d'instruments, depuis la hache grossière des alluvions quaternaires jusqu'aux outils perfectionnés du premier âge du bronze, à l'exception toutefois de quelques formes exceptionnelles de silex du Danemarck.

Et. G.

* * *

L'Art de Greffer les Arbres, Arbrisseaux et Arbustes fruitiers, forestiers et d'ornement, par Charles Baltet, deuxième édition, entièrement refondue et suivie d'un *Appendice* sur le rétablissement de la vigne par la greffe ; un volume in-12 de 400 pages avec 127 figures dans le texte ; Paris, G. Masson, éditeur, 120, boulevard St-Germain, 1880.

Parmi les travaux des poètes, des savants, des artistes, et en général de tous les hommes d'un mérite sérieux, on distingue toujours une œuvre supérieure qui est le critérium de son talent ou de son génie, et qui met le sceau à sa réputation en servant à son nom de passeport pour l'immortalité. Or, M. Charles Baltet, horticulteur à Troyes, est incontestablement l'un de ces hommes de mérite, et son beau et bon livre l'*Art de Greffer* est précisément, selon nous, cette œuvre capitale, cet *opus magnum* qui restera et a valu à son nom la légitime autorité dont il jouit dans l'horticulture française. Du reste, cet ouvrage dont la première édition parut en 1869, a été traduit dans presque toutes les langues de l'Europe, notamment en allemand, en anglais, en italien, en flamand et en russe ; c'est dire assez combien son utilité pratique universelle est universellement reconnue. Ce livre, en effet, est le véritable *Vade mecum* des horticulteurs et des amateurs d'arboriculture, car il décrit et enseigne toutes les méthodes connues d'appliquer le greffage « à la multiplication des végétaux, à leur construction et à leurs productions utiles ou simplement orne-

mentales. » C'est, en un mot, le traité didactique et technique le plus intéressant et le plus complet qui ait été publié sur la matière. Un ouvrage d'une utilité pratique aussi grande, aussi incontestable, devrait être dans toutes les mains et particulièrement dans toutes les bibliothèques scolaires.

La seconde édition qui vient de paraître est augmentée de tous les progrès réalisés depuis dix ans dans la science horticole, qui a pris de nos jours un si grand développement en France et est devenue une des principales branches de la richesse publique. Ajoutons que les terribles ravages causés par l'hiver dernier dans nos jardins et nos vergers, et qu'il est urgent de réparer au plus tôt, donnent à l'*Art de Greffer* un intérêt d'actualité plus grand encore.

C'est un ouvrage important et sérieux, qui se recommande par des qualités de premier ordre, et particulièrement par l'ordre, la méthode, la clarté et la précision. L'auteur de ce travail en tirera un grand honneur et ses lecteurs un grand profit.

ARSÈNE THÉVENOT.

***

LA HÉRONNIÈRE D'ECURY ET LE HÉRON GRIS, par M. F. Lescuyer. St-Dizier, Firmin Marchand, libraire éditeur, 1878. — *Classification des oiseaux de la vallée de la Marne*, basée sur la nature, l'utilité, la puissance, le lieu, l'époque et la durée de leurs travaux, par M. F. Lescuyer. Châlons-sur-Marne. Imprimerie Martin, 1880.

Les naturalistes ont constaté que les productions du règne végétal et du règne animal ne sauraient atteindre leurs plus grands développements sans l'intervention d'éliminateurs capables d'opérer partout et toujours les destructions nécessaires des plantes parasites et des animaux nuisibles totalement ou partiellement épargnés par les agents atmosphériques ; or les oiseaux interviennent d'une manière incessante à tous les étages de l'élimination, non-seulement comme éliminateurs végétativores et animalivores, mais encore comme régulateurs de l'action éliminatrice ; il serait donc à souhaiter que les habitants des villes et des campagnes eussent une connaissance plus approfondie de ce rôle providentiel des oiseaux dans les harmonies de la nature ; ils se montreraient moins insouciants à l'égard des dénicheurs de nids et des chasseurs impitoyables qui tuent par plaisir ou par intérêt ces charmants petits êtres gardiens nés de nos récoltes ; ils songeraient que ces précieux auxiliaires de notre économie rurale peuvent vivre sans l'homme, mais que l'homme vivrait difficilement sans eux. En effet, ne sont-ce pas les oiseaux qui poursuivent sans relâche, tantôt dans les régions aériennes, tantôt le long des haies vives, tantôt aux bords des étangs et des rivières, tantôt sous l'écorce des arbres ou à travers l'épais feuillage, tantôt au fond du calice des fleurs ou à la surface du sol, les myriades d'insectes qui échappent à notre vue ? Ne sont-ce pas les oiseaux qui, par un admirable instinct, se transportent très-souvent, très-vite, très-loin, pour chercher, trouver, manger avec

une avidité insatiable, les graines presque imperceptibles dont la force de reproduction serait excessive, si elle n'était modérée par ce moyen puissant de l'élimination ?

C'est précisément ce rôle très-utile des oiseaux dans le plan divin de la création qu'un savant ornithologiste champenois, M. F. Lescuyer, a mis dans tout l'éclat de l'évidence par des arguments tirés de ses ingénieuses observations et de ses patientes recherches. Il n'entre pas dans le cadre de cette *Revue* d'apprécier les nombreux ouvrages où ce laborieux investigateur a exposé avec autant de clarté que d'éloquence sa théorie de l'élimination végétale et animale. Deux de ses études d'ornithologie : *La héronnière d'Ecury* et la *Classification des oiseaux de la vallée de la Marne*, se rattachent plus spécialement à l'histoire naturelle de la Champagne ; elles suffiront à donner une idée des procédés d'investigation employés par lui pour se rendre un compte exact de la tâche éliminatrice qu'accomplissent les diverses espèces d'oiseaux de nos contrées pour maintenir l'équilibre providentiellement établi entre toutes les forces qui fonctionnent dans ce vaste et splendide univers.

Non loin de la station de Jalons, ligne de l'Est, département de la Marne, arrondissement de Châlons, canton d'Ecury-sur-Coole, commune de Champigneul, dans le parc du château du comte de Sainte-Suzanne, à proximité des habitations, le visiteur s'arrête émerveillé à l'aspect d'environ deux cents nids de deux à trois mètres de circonférence chacun, tous tissés de grosses baguettes solidement enchevêtrées les unes dans les autres et placés dans les crochets que formeut les branches à leur naissance ou perchés sur les extrêmités des cimes; plusieurs centaines d'oiseaux, dont les proportions gigantesques et les évolutions majestueuses ont quelque chose d'imposant, poussent des cris d'alerte ; les uns fuient à grand bruit pour s'élever dans les airs ; les autres restent près de leurs œufs pour veiller à l'éclosion de leur progéniture ; ceux-ci, immobiles comme des statues, projettent sur la terre des ombres du plus curieux effet ; ceux-là, planant à toutes les hauteurs, apparaissent éclatants de lumière, quand le soleil vient frapper leur plumage aux teintes d'azur accentuées de blanc et de noir. C'est la héronnière d'Ecury, une véritable ville d'oiseaux, une capitale de hérons ; son existence remonte aux temps les plus reculés ; il est même probable qu'elle était peuplée aux époques préhistoriques ; en tous cas, les titres de 1382, actuellement entre les mains du comte de Sainte-Suzanne, en font mention.

Peu d'endroits devaient sembler aux hérons aussi favorables pour un établissement principal que la région d'Ecury entrecoupée de marais très-étendus et sillonnée de côteaux peu élevés ; les superbes échassiers pouvaient y compter sur une nourriture abondante et sur de vastes horizons où leurs ennemis ne circuleraient pas sans être aperçus. Ces avantages étaient également appréciés par les outardes et les cigognes qui, depuis les plantations de sapins, deviennent de plus en plus rares le long des falaises crayeuses de la Champagne ;

si l'on supprimait la héronnière d'Ecury, les hérons disparaîtraient aussi de nos contrées ; fort heureusement elle demeure enclavée dans le domaine de la famille de Sainte-Suzanne ; le garde du château veille à sa conservation ; ainsi certains intérêts agricoles du nord-est de la Champagne se trouvent protégés ; car il est incontestable que les hérons détruisent les poissons, les lézards, les vipères, les couleuvres, les salamandres, les annélides, les insectes qui grouillent dans les roseaux ; ils mangent, non-seulement les criquets, les limaces, les rats d'eau, les mulots, les campagnols, mais encore quelques petites plantes marécageuses. Ne serait-il pas logique de croire que les petites héronnières signalées dans la forêt d'Orient, près de Piney-Luxembourg, dans la vallée de la Voire, près du village de Rances, et parmi les étangs de la région du Der, n'étaient, pour ainsi dire, que des succursales de la héronnière d'Ecury ? M. Lescuyer affirme que, dans les divers pays situés à trente, quarante, cinquante, soixante kilomètres de cette sorte de chef-lieu des hérons de la Champagne, on voit venir ces échassiers de la direction d'Ecury et retourner dans les mêmes parages. Cette hypothèse paraît d'autant plus admissible qu'il faut aux hérons très-peu de temps pour opérer ces traversées sans stationnement, puisqu'ils parcourent deux kilomètres en trois minutes.

Les nids de la héronnière d'Ecury se trouvent généralement rapprochés les uns des autres sur des aunes et des frênes dont le pied plonge dans un terrain marécageux et dont la tête s'élance à quinze ou vingt mètres de hauteur. Leur groupement donne à penser que les hérons se sont préoccupés du moyen de protéger leurs nichées contre les ennemis de l'air aussi bien que contre ceux de la terre. En effet, l'emplacement où ces magnifiques échassiers ont fixé leur demeure affecte la forme ovale et mesure cent dix mètres de large du nord au sud, quatre-vingt dix mètres du levant au couchant. Au centre, en raison de la profondeur du marais, il y a très-peu d'arbres, par suite très-peu de nids ; en sorte que l'enceinte, de quelque côté que viennent les oiseaux de proie, leur présente une ligne imposante de hérons dont les tourbillonnements et les cris suffisent souvent pour éloigner les plus hardis agresseurs. Deux groupes établis, l'un au nord-est, l'autre au sud-est, pourraient bien être les deux forteresses principales de cette espèce de camp retranché.

Ces constructions aériennes, plus ou moins demi-sphériques, garnies de brindilles au fond de leur cuvette plus ou moins creuse, durent des années, grâce aux réparations qu'elles reçoivent à chaque printemps ; il en est de plus jolies, de plus élégantes ; mais aucune d'elles n'est plus que ces dernières en rapport avec le besoin des oiseaux qui les travaillent, tant il est vrai que tout s'harmonise même dans les plus minutieux détails de la création ; il est vrai que les hérons ne sont point artistes en structure à la façon du loriot et du chardonneret ; on peut néanmoins les considérer comme d'habiles bâtisseurs ; ils savent parfaitement calculer la force de résistance qu'ils trouveront

dans les matériaux destinés à l'édification de leurs nids et dans les branches qui doivent les soutenir à l'épreuve des plus violents coups de vents. En 1875, deux hérons d'Ecury avaient reconnu qu'un vieux nid, composé de branches d'aune à demi-pourries, ne serait pas assez solide pour recevoir leurs petits ; ils le prirent pour fondation d'un nouveau ; les plus gros brins de cinq ou six centimètres de pourtour et d'environ trente à soixante centimètres de longueur servirent aux accôtements ; quelques-uns furent dirigés de l'extérieur au centre, comme les rayons d'une circonférence ; au fur et à mesure de leur pose, des brindilles de bois et de légers roseaux étaient placés de manière à rendre les couches très-compactes ; certaines racines et des attaches en terre de marécages relièrent les baguettes les unes aux autres ; de tendres végétaux herbacés les recouvrirent pour donner de la douceur et de l'élasticité au plancher de l'édifice. M Lescuyer n'y remarqua ni les feuilles séches, ni les plumes, ni les mousses mentionnées par quelques auteurs comme partie intégrante de l'ameublement des nids de héron.

Quand des oiseaux de proie ou d'audacieux dénicheurs s'approchent de cette intéressante fédération d'échassiers, la sentinelle la plus vigilante donne un coup de trompette ; à ce signal d'alarme, tous les habitants de la héronnière lancent aussi leurs cris de détresse ; soudain, de plusieurs kilomètres à la ronde, accourent d'autres hérons pour commencer une guerre d'épouvantails et brandir leurs formidables becs ; mais, une fois le danger disparu, ils ne font plus entendre leurs notes stridentes ; ils compriment moins vivement l'embouchure de leur gosier assez semblable au cor de la trompe ; ils en tirent des sons quelquefois assourdis, le plus souvent éraillés, toujours variés, qui rappellent de temps en temps le chuchotement des mégères, le tic-tac du moulin, le sifflement de l'oie, le râlement d'un moribond, le grondement du chien ou le mugissement du bœuf. Ce langage n'a rien de musical sans doute ; mais le héron n'a pas été choisi comme le rossignol pour les solos dans les concerts de la nature ; il est, tout au plus, chargé de quelques accompagnements de contrebasse dans les mélodieuses circonstances où le chant des oiseaux retentit comme un hymne à la gloire du Créateur.

M. Lescuyer, en observateur intelligent, a constaté qu'instinctivement les hérons s'établissent, chaque année, dans le parc du château d'Ecury, proportionnellement aux ressources qu'ils entrevoient pour leur subsistance, mais pas en nombre tel qu'en échange de leurs services agricoles, ils soient obligés de prélever un tribut trop lourd sur les populations rurales de la Champagne. Ces puissants protecteurs de nos moissons ne reviennent que trois à quatre cents pour le moment de la reproduction, quoiqu'ils fournissent tous les ans un contingent d'au moins deux à trois cents héronneaux. De plus, les trois premiers mois de 1872 et de 1875 furent relativement chauds ; la végétation se développa de bonne heure ; les animalcules de toute espèce se multiplièrent plutôt qu'à l'ordinaire ; pour ces motifs, l'éclosion des héron-

neaux s'effectua d'une manière plus hâtive ; par suite de cette précocité, ils séjournèrent plus longtemps au sein de nos contrées. Ne sont-ce pas là autant de faits qui démontrent les harmonies naturelles de la production et de l'élimination ? Il n'est pas possible effectivement d'admettre que la mort enlève une moitié des habitants de la héronnière d'Ecury ; si donc plusieurs des hérons du domaine seigneurial de Sainte-Suzanne ne reviennent pas s'y installer, c'est que, malgré les attractions si puissantes de ce séjour, ils s'expatrient pour exercer au loin leur métier d'écumeurs de marais.

Les habitués de la héronnière d'Ecury reviennent de leurs lointains voyages dans les premiers jours de février par bandes de vingt, trente, quarante, non par couples comme d'autres migrateurs ; ils se tiennent d'abord dans les champs qui avoisinent le parc du château ; ils se marient aussitôt que s'attiédit la température et se logent dans les anciens nids ; si ces nids sont détériorés ou pas assez nombreux, les hérons les réparent ou en construisent d'autres ; le mâle et la femelle y travaillent soit isolément, soit ensemble ; ils couvent et vont alternativement chercher leur nourriture ; ce mouvement d'aller et retour commence dès l'aurore et ne cesse qu'au crépuscule ; aux heures principales des repas, le matin et le soir, les cris d'impatience et de joie que poussent les héronneaux à l'arrivée du père ou de la mère produisent une cacophonie très-animée qui n'est pas sans charme. Ces petits restent des mois avant de pouvoir prendre leur vol ; leur première éducation se prolonge jusqu'à la fin de juin. La plupart d'entre eux, à cette époque, essayent leurs forces, ils se répandent dans les marais d'alentour où, à défaut de poissons, ils avaient beaucoup d'animalcules qui peuplent les eaux stagnantes et les terres fangeuses.

Ces familles de hérons, que certains naturalistes disent solitaires, forment cependant une espèce de république fédérative depuis des siècles à Ecury ; quand on songe qu'elle se compose de plus de cent cinquante couples réunis dans le même lieu, beaucoup sur les mêmes arbres et les mêmes branches, on s'étonne comment ces couples peuvent vivre en paix. M. Lescuyer pense que ces relations de bon voisinage sont dues, non-seulement au respect que les hérons se portent réciproquement, mais aussi à l'autorité reconnue des anciens. Ne voit-on pas les colonnes de grues, quand elles traversent nos pays, se former et se reformer sous la direction de l'une d'elles, et, quand elles s'abattent dans la plaine, quelques-unes monter la garde ? Vers la fin de juillet, tous les hérons d'Ecury, sans exception, s'en vont par groupes de familles dans la direction du midi ; ce départ s'accompagne de circonstances qui, dans leur ensemble, accusent, non pas un capricieux désir, un simple déplacement de résidence, mais un déplacement régional et les préliminaires d'une longue excursion. Quand les émigrés reviennent à leur parc de prédilection, ils apparaissent par bandes de trente, quarante, cinquante, proportionnellement aux ressources de la contrée. Ainsi les hérons d'Ecury ne bornent pas leurs

services à l'agriculture de la Champagne ; ils les portent aux cultivateurs des autres provinces de France pour revenir toujours sur le territoire champenois recommencer une tâche qu'eux seuls peuvent accomplir.

Ces hérons gris dont M. Lescuyer a étudié si consciencieusement l'organisme figurent comme une des plus importantes espèces dans la *Classification des oiseaux de la vallée de la Marne*. On sait que cette vallée, composée de plaines et surtout de côteaux à pentes douces, jouit, depuis Chaumont-en-Bassigny jusqu'à Châlons, d'une température modérée, très-favorable au développement des productions végétales et des productions animales. Les terrains calcaires qui s'étendent de Saint-Dizier jusqu'à Chaumont comme les plateaux crayeux des arrondissements de Châlons et de Vitry, tout en fournissant différents minerais de fer et divers blocs de pierre, présentent une couche d'humus d'une certaine valeur. Les collines qui se déroulent de Sainte-Menéhould et de Saint-Remy jusque dans le Bassigny sont couvertes de bois ; elles forment une lisière des magnifiques forêts de l'est de la France. D'autres côteaux généralement à terre légère ont été plantés de vignes ; quelques-uns à pentes rapides sont restés à l'état de pâturage. Les plaines se sont embellies de cultures très-avancées ; les plantes herbacées s'y montrent aussi vigoureuses que variées. De superbes prairies s'étalent dans les bassins de la Marne, de la Saulx et de la Blaise. On rencontre par-ci par-là quelques pièces d'eau stagnante ; trois groupes principaux forment les angles d'une grande région triangulaire : les étangs de l'Argonne, les étangs du Der et les marais de Saint - Gond ; tous se garnissent de nombreuses plantes aquatiques. Environ quinze cents espèces arborescentes ou ligneuses peuplent la vallée de la Marne, à savoir : neuf cents pharénogames et six cents cryptogames ; la plupart ont une force de reproduction considérable. M. Lescuyer atteste qu'un chêne a fourni en un an trente deux mille glands ; un hêtre, cinquante sept mille faînes; un saule, deux doubles décalitres de graines ; un charme, trois doubles décalitres et demi ; un orme, cinq cent mille fruits ; un seul pied de pavot, trois mille grains.

Les éléments d'une très-grande richesse agricole se trouvent donc accumulés dans la vallée de la Marne, depuis Chaumont jusqu'à Châlons, c'est-à-dire sur un espace d'environ cent dix-sept kilomètres de longueur et d'une largeur moyenne de cinquante cinq kilomètres. D'après ces détails exposés par M. Lescuyer dans son *Introduction à l'étude des oiseaux*, il est facile d'entrevoir ce que serait devenu le nombre incalculable des végétaux de cette vallée, sans l'intervention providentielle de tous les agents de l'élimination, L'ingénieux ornithologiste, persuadé qu'entre la faune de la Lorraine et la faune de la Champagne il n'y a pas de grandes différences, présume qu'environ six mille espèces d'animaux, parmi lesquels il compte deux cent quatre-vingt-sept oiseaux, ont été attribués par le Créateur à la vallée de la Marne. De ces six milles espèces environ d'animaux, la plupart de ceux qui

sont chargés directement d'éliminer les végétaux ne sont pas des oiseaux ; ceux-ci n'interviennent le plus souvent que pour l'élimination des graines malfaisantes et des insectes nuisibles, sur les plantes, sur les buissons et sur les arbres, dans la plaine, dans les bois, dans les marécages, près des habitations rurales. Parmi ces deux cent quatre-vingt sept espèces d'oiseaux, les unes sont sédentaires, les autres de passage régulier ou accidentel.

Comment sont-elles réparties dans la vallée de la Marne et quelle est l'industrie spéciale de chacune d'elles? C'est ce qu'à force d'observations patientes et d'analyses consciencieuses M. F. Lescuyer a résumé dans sa brochure récente où il a basé la classification de ces nombreuses espèces sur la nature, l'utilité, la puissance, le lieu, l'époque et la durée de leurs travaux.

L'abbé Etienne GEORGES, de Troyes.

* * *

Nous avons parlé dans le dernier numéro, avec les éloges qu'il mérite, du beau livre consacré à *Madame Molé*, fondatrice des Sœurs de la Charité de Saint-Louis, par M. le marquis de Ségur. Nous ne pouvons passer sous silence le nom d'une champenoise qui y figure avec honneur, Mlle Thérèse Prévoteau, née aux environs de Reims, le 8 mai 1793, d'une famille de riches propriétaires de vignobles ruinés par la Révolution ; son père se retira en Bretagne. La jeune Thérèse attira l'attention de Mgr de Pancemont, évêque de Vannes, qui la confia à Madame Molé ; celle-ci l'adopta véritablement et quoique Mlle Prévoteau, à cause de sa santé, ne prononça jamais de vœux, elle se dévoua complètement à sa bienfaitrice et à son œuvre. Après la mort de Madame Molé, Thérèse se fixa pendant quelques années auprès de la vicomtesse Christian de Lamoignes, mais elle ne put prolonger sa séparation de son cher Institut ; elle revint donc à Vannes, donnant réellement l'exemple d'une sainteté parfaite. Elle y mourut le 20 novembre 1858.

* * *

Le dernier numéro du *Cabinet historique* donne la fin des Mémoires de H. Thibaut, peintre à Sainte-Ménehould, sur les deux sièges de cette ville en 1652 et 1653, annoté par M. Hérelle. C'est un document des plus curieux.

CHRONIQUE

Voyage de Charles IX en Champagne. — Dans ses pièces historiques « fugitives », publiées au siècle dernier, recueil actuellement rarissime lui-même, le marquis d'Aubaïs reproduit le voyage de Charles IX en France, écrit par Abel Jouan, à Paris, en 1566, en ajoutant que déjà, à cette époque, « cette pièce quoique imprimée, devoit, par sa rareté, avoir autant de prix qu'une pièce manuscrite. » Elle ne passe, en effet, presque jamais dans les ventes, et, pour la première fois, nous l'avons vu chez notre éditeur Menu, d'où elle n'a fait qu'un saut pour trouver place dans la bibliothèque d'un amateur champenois. Il nous a donc paru curieux d'en extraire ce qui concerne notre province.

Après la clôture du concile de Trente et la prise du Havre, la reine-mère eut la pensée de faire parcourir tout le royaume par son fils. Charles IX quitta donc Paris le 24 janvier 1564, pour n'y rentrer que le 1er mai 1566. Abel Jouan a tracé de ce long voyage un bref et exact itinéraire.

Après un séjour de deux semaines à Fontainebleau, le roi fit son entrée et coucha le lundi 13 mars 1564 à Montereau, « petite ville et chasteau. » Il y dîna le lendemain et coucha à Pont-sur-Yonne, « village et chasteau, » pour passer l'Yonne le 15 sur le pont de bois, et faire son entrée et coucher à Sens, « grande bonne ville, par les rues d'icelle l'eau passe courant qui est une chose fort nette. » Il y resta le 16, et le vendredi 17e jour du dit moys de mars, le roy partit de Sens pour aller disner à Pont-sur-Yonne qui est une petite ville ; puis après disner le roy alla faire son entrée et coucher à Villeneuve-l'Arcevesque, belle petite ville. Pour ce jour 6 lieues.

Auquel lieu le dit seigneur séjourna deux jours, puis partit le 21e jour de mars pour aller disner à St-Liebault qui est un pauvre village et chasteau ; puis après disner ledict alla coucher à Sainct Lye qui est un petit village et chasteau. Pour ce jour 8 lieues.

Et le mercredi 22e jour dudict moys, tout le jour audict lieu.

Et le jeudy 23e jour de mars disna audict lieu ; puis après disner ledict seigneur partit pour aller faire son entrée à Troyes en Champaigne qui est une grande et forte ville, évesché, auquel lieu les habitants d'icelle ville lui firent une belle entrée. Pour ce jour 2 lieues.

Ce qui estoit escrit aux quatre lieux qui estoient séparés en quatre endroits en ladicte ville quand le roi y fit son entrée.

Ce qui estoit sur la porte de la ville sur laquelle il y avoit un Charlemagne haut eslevé :

Charles, voici votre ayeul Charlemaigne
Que la victoire et la fame accompaigne
Pour demontrer que les faists glorieux

Des puissants roys, tant soyent victorieux
Servent bien peu, si leur gloire animée
Malgré le temps ne suit la renommée
Et si leur nom d'aage en aage croissant
Après la mort au monde n'est vivant :
Or, ce grand roi fut vaillant dans sa vie,
Aussi sa mort de l'oubli n'est suivie,
Mais en faisant de la parque le sort
A surmonté les siècles et la mort.

Vous, Charles roy, qui tenez sa province
Vrai héritier des honneurs de ce prince,
Qui tant de fois, amoureux de vertus,
A tant de fois en guerre combattu,
Vous serez tel ou serez plus encore.
Et votre nom depuis le sablon More
Ira aux Scites, et jusqu'où le soleil
Ouvre les yeulx et les ferme au sommeil
La renommée ira de vos louanges
Remplir le cœur des nations étranges.

La seconde sur laquelle estoit un sainct Loys, environné de toutes sortes d'armes :

Regarde ici, France victorieuse
De ses haineurs superbes glorieux
Que maints trophées et maintes sortes d'armes
Et maints harnois à despoillé jendarmes.

De tous costés haultement environnent:
Ce sont les cieulx que tel honneur luy donnent
Par la vertu qui conduit la puissance
D'un jeune roy, du monde l'espérance,
Des autres rois les forces furent grandes.
Ils ont soubs eulx fait marcher de grandes bandes ;
Mais ce roi cy a conservé sa terre,
Et jeune d'âme avec sa mère a faict
Que l'aage d'or en France s'est refaict.

Ce qui estoit au tiers où estoit une Pallas :

C'est Pallas qui l'olive inventa
Et l'inventeur du cheval surmonta,
Si belle aussi de terres environnée.
Montre, ô roy, que tu as ramenée
La paix tranquille, ayant de toutes parts
Vaincu l'horreur de Bellone et de Mars,
Et que la terre aujourdhuy recommence
A s'engresser d'une heureuse semence,
Quant à la marée encore nous produit
Pour honnorer son vaisseau plein de fruicts.

Ce qui estoit au quart, sur lequel estoit une grande pyramide sur un grand portail :

Tu seras notre Hector, nous serons tes Troyens,
Tes très humbles subjetz, tes loyaux citoyens,

Et tes vassaux issus de la gente Priamide,
Or, tout ainsi qu'on voit ferme la pyramide
Sans jamais s'ébranler, nous aurons envers toy
Un cœur ferme et content d'avoir ung si bon roy.

En ce mesme lieu de Troyes, le roi confirma la paix entre S. M. et la reine d'Angleterre le 6e jour d'avril oudit an 1564, auquel lieu le roi séjourna 24 jours et y fit la feste de Pasques; puis en partit le dimanche 16e jour d'avril après disner pour aller coucher à S. Sepulchre, petit village. Pour ce jour, 3 lieues.

Et le lundi 17e jour dudict mois, disna audict lieu et coucha à Arcy-sur-Aulbe, beau village et chasteau. Pour ce jour, 5 lieues.

Le mardi 18e jour dudict mois disna audict lieu et coucha à Poivre, petit village et chasteau. Pour ce jour, 5 lieues.

Le mercredi 19e jour dudict mois, disna à Dammartin[1], petit village, et coucha à Lescuirie sur Cosne[2], petit village. Pour ce jour, 6 lieues.

Le jeudi 20, disna et coucha à Challons en Champaigne, bonne et forte ville, évesché, en laquelle le roi fit son entrée. Pour ce jour. 2 lieues.

Auquel lieu le roi séjourna cinq jours; puis en partit le mardi 26e jour dudict mois après disner et alla coucher au May[3], belle petite maison. Pour ce jour, 3 lieues.

Le mercredi 27e jour dudict mois, disna audict lieu et coucha à Vitry-le-François, petite ville en laquelle le roi fit son entrée. Pour ce 4 lieues.

Auquel lieu le roi séjourna 2 jours; puis en partit le samedi 27e jour dudict mois pour aller disner à Bignicourt, pauvre village et coucha à Sermoise, qui fait le commencement des terres du pays de Lorraine. Pour ce jour, 6 lieues.

Et le dimanche dernier du mois d'avril, disna audict lieu et coucha à Fain, beau village et chasteau. Pour ce jour, 5 lieues.

Il passa ensuite à Bar-le-Duc, Ligny, traversa Gondrecourt, Legniville, Rinuzel, pour faire son entrée à Chaumont en Bassigny, ville forte, le 13 mai, après avoir passé le matin sous Monteclair, beau et fort chasteau.

Le dimanche 14, disna à Rolempont, beau village.

Le 15, disna encore et coucha à Langres, qui est une belle et bonne ville, grande et forte sur une montagne et fortifiée, évesché, de laquelle les habitants sortirent en armes en fort bonne ordonnance qui estoient environ 6,000 habitants pour recevoir le roi et en ce lieu fait son entrée qui fut magnifique.

1. Dammartin-Lestrée, dont la seigneurie appartenait alors à la famille Mathé.

2. Ecury-sur-Coole, alors de la famille de Pinteville.

3. Omey, alors à la famille Godet, branche de Farémont. Ce château appartient actuellement à M. Ponsard, conseiller général de la Marne.

Passa le 16 à Langres, disna le 17 à Longeau, pauvre village et coucha à Longsogeon, grand village et chasteau.

Le jeudi 18, disna à Trischasteau, grand village et chasteau, et coucha à Jeumeau, beau village.

Le 19, disna au Mesnil, village et chasteau, et coucha aux Chartreux près de Dijon.

Au retour, Charles IX passa encore un peu en Champagne.

En quittant Auxerre, le 15 avril 1566, il disna à Regennes, « beau chasteau de l'évesque », passa l'Yonne à Joignit où il fit son entrée, « belle et bonne ville. »

Le 20, il disna à Remeau, « pauvre village », entra à Villeneuve-le-Roi, « bonne ville », et coucha à Sens, où il passa le lendemain.

Le 22, le roi disna à Sergines, « grand village enclos de larges fossés », entra et coucha à Bray-sur-Seine », belle et bonne petite ville au duc de Nemours. »

Le mardi 23, il passa la Seine sur le pont de Bray pour sortir du pays de Champagne et entra en Brie : disna à Montmontois, « grand village enclos de larges fossés », coucha à Nangis, « beau village, beau chasteau »; le 23, disna à Toquin, beau village », et coucha à Monceau, chasteau appartenant à la reine. Il y passa 5 jours. Le 30, disna à Bussy-saint-Georges, « petite ville », passa la Marne à Saint-Maur-les-Fossés, coucha à Saint-Maur, « beau petit chasteau », et rentra le lendemain à Paris.

* * *

Mlle de Sauville de la Presle, à Vandières (Marne), possède deux portraits de famille intéressants :

Celui de Philippe François-Emile de Chartongne, chevalier, seigneur de Bertoncourt, le Chesne, Vantelet en partie, et lieutenant des maréchaux en Champagne. Toile carrée, en uniforme, peint par Jean Chappe, 1789.

Et celui de Louis Jarot, officier chez le roi, co-seigneur de Vandières, marié en 1759 à Elisabeth Hubert. Toile carrée, habit de velours.

M. de Chartongne, d'une ancienne famille ardennaise, épousa Antoinette de Villemor : sa fille se maria en 1740 à M. de Champagne, seigneur des Hautes et Vandières en partie, capitaine au régiment du Roi, chevalier de Saint-Louis. De cette union naquirent plusieurs filles, dont l'une épousa le vicomte de Flavigny, une autre M. du Buat, capitaine au régiment de Penthièvre, chevalier de Saint-Louis ; leur petite-fille est le possesseur de ces deux tableaux.

* * *

Une souscription est ouverte au presbytère de Barby (Ardennes), pour la reconstruction de l'église de ce village, où est né le 13 décembre 1363, le chancelier Gerson, fils d'Amand Le Charlier et de Elisabeth Le Chardière. Quelques débris intéressants de l'ancien édifice sont

igneusement conservés : un devant d'autel, flambeaux, plusieurs ıtues du XVIe siècle, dont celles de deux saint Jean, deux portails ulptés, des fonts en pierre, etc.

* * *

Parmi les pierres tombales qui se trouvent à l'église Notre-Dame, mieux conservée est notamment celle de Claude de Chastillon, uyer, né à Châlons, en 1560, où il fut inhumé en cette église. On sur sa tombe l'inscription suivante :

Cy gist.....
..... conseiller du Roy et
Son ingénieur en ses camps et armées et
Les provinces de Champagne et Brie, Toul, Verdun
Et païs Messin. chéri des grands, admiré des
Doctes, honoré des siens, aymé de tous,
Affable en conversation, entier en fidélité,
Excellent en toute vertu, lequel, après avoir
Heureusement et courageusement employé ses
Inventions mathématiques aux fameux siéges
De la Fère, Laon, Amiens, Montmelian et aultes
Occasions d'importance sous les règnes d'Henry
Le Grand et Louis le Juste, rendit son ame à Dieu
Et son corps sous ce tombeau le 27 avril 1616
Aagé de 56 ans.
Et Damelle Jeanne Peupin sa femme qui ne pouvant
Souffrir l'absence de son cher espous est allée
Le rejoindre au ciel le 4e jour d'octobre en suivant
Et Pierre de Chastillon leur fils escuyer seigneur
De Louvigny, conseiller du roy en ses conseils,
Intendant des fortifications de Champagne et
Picardie, qui après avoir servy le Roy 45 ans avec
Une fidélité et une assiduité sans égale est venu
Rendre son âme à Dieu, entre les bras de sa
Famille le 10 jour de décembre 1668, aagé
De 69 ans — Priez Dieu pour eux.

* * *

Nous relevons quelques notes intéressantes dans la 2e livraison de *Revue des Sociétés savantes :*

Une charte du 9 avril 1372, conservée aux Archives de l'Aube et mmuniquée au Comité des travaux historiques par M. Roserot, ıstatant la renonciation des habitants de Villemaur à la charte de nmune que le comte Thibaut leur avait octroyée au mois de juin 32, moyennant une rente de 170 livres. Au XIVe siècle, les suites des erres réduisirent les gens de Villemaur à une telle misère que ne uvant plus s'acquitter, ils songeaient à quitter le pays. Cette rente partenait alors à Guillaume de Dormans, chancelier de France ; la

dame du lieu, Marguerite de France, comtesse de Flandre, accueillit les gémissements de ses vassaux et consentit par acte passé devant le Prévôt de Paris, à indemniser le chancelier et à annuler la rente : en échange les habitants renoncèrent à leur charte et devinrent bourgeois et justiciers libres de la comtesse.

M. de Boislisle a fait un rapport sur un envoi de 43 lettres inédites d'Henri IV au marquis de Choiseul-Praslin de 1590 à 1610, presque toutes relatives à la Champagne où le marquis était lieutenant-général de la province pour les pays entre Seine et Yonne.

Les importants documents communiqués par le comte Ed. de Barthélemy prendront place dans le prochain volume complémentaire de la Correspondance de Henri IV publiée par le gouvernement.

* * *

La Société de l'Ecole des chartes vient d'élire M. Anatole de Barthélemy vice-président pour 1880-1881. Notre compatriote a été également élu vice-président de la Société de l'Histoire de France.

* * *

On vient de restituer un monument intéressant dans l'église Saint-Remy de Reims. Il y existait autrefois une couronne de lumières d'une grandeur extraordinaire, représentant une sorte d'enceinte fortifiée, flanquée de tourelles dorées et percées à jour en forme de lanternes. Marlot nous apprend qu'elle portait 96 chandeliers représentant le nombre des années de la vie du saint. Elle était en fer et en cuivre doré. Marlot la fait remonter au concile général tenu sous Léon IX. Cette couronne disparut naturellement à la Révolution, mais quelques dessins en ont été heureusement conservés, notamment un tracé par Jacques Cellier, organiste de la cathédrale avec les mesures exactes. On vient de reproduire ce monument d'une façon absolument exacte en bois doré, exécuté par M. Balteau, de Reims, aux frais d'un généreux archéologue de cette ville, elle a été inaugurée le jour du Sacré-Cœur (6 juin) à la procession générale.

* * *

Nous trouvons dans la *Champagne* une note intéressante relative à la découverte récemment faite sur l'existence d'un puits très-ancien, aux dimensions étonnantes, et dont l'origine première ne sera probablement jamais connue.

Au milieu des bois de Signy-l'Abbaye, restes de cette vaste et antique forêt qui, il y a vingt siècles, couvrait tout le pays des Ardennes à l'extrémité d'un vaste plateau en partie défriché à une époque très-reculée, se trouve un puits immense, d'une profondeur remarquable, quoique beaucoup exagérée (on l'estimait à trois cents pieds) ; tout autour, des hêtres gigantesques et des chênes séculaires. Le rebord ou margelle, ainsi que les vingt-cinq ou trente premières rangées de

pierres formant le revêtement intérieur, en ont été enlevés, il y a environ cent ans, par les habitants du hameau voisin ; de sorte que la terre s'étant éboulée tout autour, l'orifice actuel du « Vieux puits » — c'est le nom sous lequel on le désigne dans la contrée — ressemble à un précipice effrayant, dont l'aspect donne le vertige aux curieux imprudents qui veulent contempler de trop près le gouffre béant !

L'anecdote suivante servira à donner, à ceux qui ne l'ont pas encore vu, une idée du diamètre et de la profondeur de ce puits ou plutôt de cet abîme.

C'était en 1842, à l'époque de l'affouage, un gros chêne qui avait poussé sur le bord fut abattu ; l'arbre légèrement incliné du côté du puits, glissa et tomba à pic, pour ainsi dire, avec un fracas épouvantable dans l'immense trou ; tronc et branches, tout fut englouti.

Les boquillons, pour s'amuser, s'avisèrent de jeter pardessus une grande quantité de bûches et de fagots auxquels ils mirent le feu. On put, pendant près d'un mois, voir sortir des entrailles de la terre une épaisse colonne de fumée, comme du sommet d'un volcan.

La partie du bois, jadis défrichée et qui n'a cessé d'être cultivée, est connue, de temps immémorial, sous le nom de Vieux-Faurigault, par opposition à la cense du même nom, située à un kilomètre de là ; elle porte des traces d'incendie encore très-apparentes aujourd'hui ; par-ci par-là, des débris d'ardoises effritées par le temps et par le soc de la charrue ; de légères dépressions du sol que les gens du pays attribuent à l'effondrement d'anciennes caves ; tout le côté occidental de la clairière continue de s'appeler « la Haie-des-Moines. »

Cette dernière dénomination, ces vestiges joints la découverte récente d'une vieille croix en fer paraissant être du douzième siècle, tout cela faisait croire à plusieurs que c'était peut-être là l'emplacement d'un ancien couvent. D'autres, à cause du nom de *bois du Château nemus Castri* que porte une partie voisine de la forêt présumaient que le fameux puits avait été creusé pour les besoins de la garnison d'une forteresse, bâtie en cet endroit, pendant la période gallo-romaine. Ce n'était, toutefois, qu'une simple hypothèse, ne reposant sur aucune tradition sérieuse, sur aucun document authentique.

Cent fois, j'ai moi-même visité cette localité, j'ai examiné les débris dont le sol est parsemé, consulté les vieillards ; temps perdu ; le sphinx restait muet. Aucun renseignement à ce sujet dans le grand cartulaire de l'abbaye de Signy déposé aux archives départementales, à Mézières. M. Sellière, de Montaubois, lui-même, qui a entrepris d'écrire la monographie de Signy, laquelle renferme, dit-on, des détails très-curieux sur la fondation, le développement et la disparition de la célèbre abbaye, n'en fait aucune mention.

J'avais renoncé à des investigations qui n'aboutissaient à rien, quand, il y a quelque temps, en traduisant un court extrait du petit cartulaire de Signy, que M. Duchénois, l'obligeant paléographe de la bibliothèque de Reims, avait bien voulu me transcrire de sa main, je lus une phrase qui fut pour moi une révélation.

Or, il s'agissait dans ce passage d'une querelle entre les habitants de Lalobbe et les moines de Signy. Ceux-là, ne pouvant se résigner à payer à ces derniers certaines redevances, parmi lesquelles se trouvait l'obligation de fournir annuellement *quarante poules* pour faire du bouillon aux frères malades, s'entêtèrent et enfin refusèrent net de payer. On plaida ; les *vilains* durent obéir aux bons pères et continuèrent d'envoyer des poules.

Un jour pourtant, les hommes de Lalobbe (gens rancuniers de leur nature), cédant à leur ressentiment et aussi aux exhortations de leurs femmes, allèrent ravager un champ d'avoine et un pré appartenant à l'abbaye ; d'autres, plus enragés, précurseurs de nos modernes nihilistes, coururent la nuit suivante *mettre le feu à la ferme du Fourigault :* granges, poules et lapins, tout fut flambé, tout fut rôti !

Les ravageurs furent punis ; on leur imposa une grosse amende, et ils durent aller pieds nus s'agenouiller devant la porte du monastère, faire amende honorable et recevoir une bonne fessée. On n'osa fouetter les femmes, mais elles reçurent de leur curé l'injonction de jeûner au pain et à l'eau le samedi précédent le dimanche des Rameaux.

Cependant, observe la chronique latine, on excepta les incendiaires de la métairie Faurigault, parce qu'on ne connaissait pas encore sûrement les noms des vrais coupables (1225).

Incendium tamen dômus Fagi Rigaldi exceptum fuit in receptione prædictarum emendarum, quod nondum quis hoc feciscet erat probatum (*1225*).

A cette époque, c'est-à-dire il y a près de sept siècles, la ferme du Faurigault était donc une dépendance de l'abbaye de Signy.

*
* *

On écrit à l'*Aube* :

Quelques prestataires de la commune de Molins, occupés à niveler le chemin rural dit *Chemin de Pel-et-Der*, viennent de mettre à découvert des ossements qui paraissent remonter à l'époque gallo-romaine et appartenir, les uns à des enfants adolescents, les autres à des personnes adultes. D'après l'inspection attentive des fosses, on a remarqué que les cadavres étaient couchés alternativement, les uns du levant au couchant, les autres du couchant au levant. Quatre cadavres offraient leurs ossements assez bien conservés pour qu'on constatât que deux d'entre eux avaient un bracelet au bras, un autre portait également un bracelet au bras, mais aussi un collier au cou ; le quatrième n'avait aucun ornement. Ces objets, en cuivre oxydé, restent en possession des prestataires. Dans chaque fosse il y avait des vases en terre noire de la forme d'un cône tronqué ; ils accompagnaient les ossements ; mais ils ne renfermaient aucune trace qui pût indiquer ce qu'ils avaient contenu. Les bracelets ne sont pas ouvragés ; le collier seul est artistement travaillé.

Le lieu où ces trouvailles ont été faites se nomme, dans le plan cadastral de Moslins, le *Croç-des-Fosses*. La couche de terre végétal n'a

guère que trente centimètres d'épaisseur ; elle est sèche, rougeâtre, graveleuse ; elle repose sur un sous-sol composé de pure grève, contiguë à une ancienne carrière de même nature. Cette espèce de cimetière s'étend sur une légère éminence. au midi du village, à environ trois cents mètres de l'Auxon, rivière qui traverse Molins du sud au nord, dans l'angle droit de la route nationale de Troyes et de la route départementale d'Arcis-sur-Aube, On observe encore sur le pan coupé des champs riverains du chemin rural plusieurs ouvertures de fosses qu'il serait utile de fouiller.

***

On voit dans l'église de Verceil, dans le Milanais, l'inscription suivante sur une dalle de marbre blanc incrustée dans le pavé des transept.

Ecusson aux armes

D. O. M.
LVDOVICVS DE NETTANCOVRT D'HAVSSONVILLE
COMES DE VAVBECOVRT MARCHIO D'HORNE.ET
DE CHOISEVIL VIDAME DE CHAALONS, ETC.
LOCVM TENENS GENERALIS EXERCITVVM REG.
CHRISTIANISSIMI.
ET
NECNON METARVM, VERVDINI EPISCOPATVVM
CATALAVNI GVBERNATOR, AC VERCELLARVM
STIRPE MAGNVS, MERITIS APVD REGEM MAJOR,
IN SEIPSO MAXIMVS,
ASSVETVS IN BELLIS GLORIAM GLADIO SVO DEBERE
NON SORTI,
DVM ITERVM DVX SVRGIT IN HOSTEM,
PERICVLI CONTEMPTOR IN VIRTVTE SVA MORTVVS EST
ANNO A PARTA SALVTE MDCCV
DIE XVII MAII
ÆTATIS SVÆ LIX.

M. de Nettancourt était fils de Nicolas, comte de Vaubecourt, et de Claire Guillaume, fille du vidame de Châlons. Il fut pris à Vigerano, et ne laissa pas de postérité de Catherine Amelot de Gournay. C'est M. de Laurière qui a publié cette inscription dans le *Bulletin monumental*.

***

Livres champenois. — Nous allons faire connaître sous cette rubrique quelques livres champenois rarissimes. Nous devons cette première note à l'obligeance du plus savant de nos bibliophiles, nous avons nommé le baron Pichon, qui, contrairement à tant de collectionneurs avares et jaloux, aime à faire connaître ses richesses. On sait que sa bibliothèque est une des plus riches qui existent comme raretés, comme éditions et comme reliures.

Nous citerons d'abord un livre dont nous croyons l'exemplaire unique et qui fait connaître un auteur champenois absolument inconnu :

Discovrs de l'instrvction des ieunes seignevrs, Paris, Charles Sevestre, 1612, petit in-8° de 129 pages encadré d'un double filet, dédié à Henri de Levis, comte de la Voute par Fr. Antoine de la Porte : portrait du comte, jeune et grand écusson à ses armes. — Le texte du privilège daté du 18 novembre 1612, nous apprend que La Porte était conseiller du roi, Elu en l'élection d'Epernay. — C'est un discours assez ampoulé, conçu dans un excellent esprit, avec une épitre dédicatoire des plus louangeuses.

Vient ensuite un petit in-quarto :

Nicolas Querculi Turtronensis Rhemi epigrammatvm libri dvo ad Nicolaum Iucundum abb. Belvallum. Eiusdem Endecasyllaborum liber unus, ad Claudium Aubertinum canonic. cathalaunensem. Quibus subicitur Sibyllinorum oraculorum Periocha ad Franciscam Verrienem mulierem cum primis nobilem. — Parisiis apud Thomam Richardum, sub Bibliis aureis, e regione collegii Remensis, 1553. — Nicolas Chesneau dit Querculus, est né à Tourteron (Ardennes) : il était en 1580 doyen du chapitre Saint-Symphorien de Reims. Lacroix du Maine cite plusieurs traductions de lui, mais ne paraît pas avoir connu le volume que nous indiquons. Celui-ci est excessivement curieux. Il commence par une épitre dédicatoire à Nicolas de Joyeuse (Nicolao Jucundus), abbé de Belval (de Belvaco), à la suite on tronve une épigramme de Louis Micquellus, rémois, une autre de Nicolas Beschefer. Ensuite s'ouvrent les épigrammes de l'auteur divisés en deux livres et où nous en rencontrons adressées, en fait de champepenois, à Robert de Joyeuse, comte de Grandpré, à Charles Chesneau, père de notre poëte, à Nicolas, Christophe, Jules et Simon ses frères, à Louis Beschefer, archidiacre de Châlons, à Pierre Beschefer, médecin, à Barthelemi Alexandre, modérateur de lettres de l'Académie de Reims, à François Beschefer, à Nicolas Beschefer et Julienne Chesneau, à Pierre Domballe. Après ces épigrammes commence le livre de Endecasyllabes dedié au chanoine Aubertin avec des pièces dédiées à Jean Aubertin, chanoine et secrétaire de l'évêque de Châlons, à François Hocart, à Jean Vultéins, poëte rémois, et Jean Roland. Le livre des Oracles termine le volume dont nous citerons seulement l'épitaphe de Jean Vultéins :

Hor Rhemus tumulo jacet poeta
Vulteins viridi sepultus œvo ;
Cujus posteritas legis phaleucos,
Et plures elegis probe sonantes :
Hic dormire igitur negas poetam ?

Plus cet épigramme de Nicolas Beschefer qui se qualifie de « jurisperitus ; » il est adressé au lecteur :

Errant qui dicunt alienis imita plautis
Naturam semper quæque referre suam.

Jussere sorba pyris quantamiu distrihua, aiunt,
Ad radice sapor qui fuit inque vigat.
Lux triomphali quorum tibi comita lauro
Nit agreste sapit ; nit nisi laurus insert.
Huic fructus bana est : et quæ Dodona negavit,
Hæc Fhœbo sudat roscida mella suo.

Le troisième volume est encore plus curieux. C'est un petit in-4° de VII et 130 et 65 feuillets. Son titre est :

Academica Parentalia a collegio remensi soc. Iesv. persolvta reverendissimo domino D. Francisco Brularto abbati olim Valliregio christianissimi regis a conciliis intimis eivsdem collegii fundatori munificentissimo. — Remis, apud Nicolavm Constant, typographum regivm, ad insigne Coronæ armæe. M.D.C.XXXI. Une vignette représente un cartouche très-élégant sur lequel est une couronne royale fleurdelysée soutenue par deux anges tenant une palme à la main.

Le livre est dedié par les professeurs du collége de Reims à Noël Brulart, bailli de l'Ordre de Malte, et à Pierre Brulart, marquis de Sillery, vicomte de Puisieux et Ludes, conseiller d'Etat.

Nous trouvons ensuite la « Delineatio luctuosæ domus, » divisée en cinq parties : *vestibulum*, *atrium*, *cubiculum*, *lararium*, *monumentum*.

L'*atrium*, comprenant cinq odes, se termine par une généalogie en prose de la famille Brulart depuis Gaspard, « prœfectus Machinarum Gallicarum » sous Charles VI et Charles VII, avec un quatrain pour chacun de ses membres.

Le *cubiculum* comprend une épître familière de la Grammaire aux autres sciences et facultés ; une ode sur la mort de l'abbé de Laval-Roi, « ce cher mignon des cieux ; » la relation des obsèques du même personnage qui eurent lieu magnifiquement à Reims en l'église Saint-Maurice ; une démonstration mathématique prouvant qu'en fondant la maison de Jésus à Reims, l'abbé Brulart s'était bâti une maison dans le ciel ; une consolation philosophique ; une exhortation théologique à la résignation. — Le *monument* s'occupe d'épitaphes. Après se trouve le drame : « Nobilissimi reverendissimique D. Francisci Brularti christianissimi regis a consiliis intimis, collegii remensis societatis Iesu fundatoris munificentissimi piis manibus domus æternæ a Joannis Eleemosynarii drama. » Une pagination différente comprend des panégyriques, deux en latin, deux en français, dont l'un en vers et un en vers grecs.

On voit que les jésuites n'ont pas marchandé l'expression de leur reconnaissance à leur généreux bienfaiteur. Reims, d'après le panégyrique en prose française, avait désiré posséder François Brulart comme archevêque, « elle l'avait connu quand elle voulut (comme les Tyriens firent à leur Dieu) l'attacher avec des chaînes d'or au soin de son salut. Mais pour ces témoignages de bienveillance ne purent préjudicier au dessein d'une vie privée, ny ce dessein au plaisir qu'on eut

de le faire prélat. Toute la Champaigne sçait qu'ensuite de plusieurs autres bénéfices on donna l'abbaye de la Valle-Roy plustost à sa vertu qu'à son désir et aux vœux du public, qu'au crédit des siens. » Une planche reproduit les armes des Brulart avec la crosse d'abbé sur un fonds semé de larmes, avec cette légende : « Defigam partibus arma. »

Ce livre est certainement l'un des ouvrages rémois les plus rares et les plus curieux. B.

* * *

Monsieur du Charmel. — Il est question dans les *Mémoires de Saint-Simon* d'un champenois qu'on n'a jamais pensé à faire connaître. Le personnage mérite cependant qu'on mette à part les pages que lui consacre son noble ami.

A la date de 1696, Saint-Simon dit : « Un autre avec qui je liais amitié fut du Charmel que j'avais vu plusieurs fois à la Trappe. C'était un gentilhomme tout simple de Champagne, qui s'était introduit à la cour par le jeu, qui y gagna beaucoup et longtemps, sans jamais avoir été soupçonné le plus légèrement du monde : il prêtait volontiers, mais avec choix, et il se fit beaucoup d'amis considérables. M. de Créqui le prit tout à fait sous sa protection. Il lui fit acheter du Maréchal d'Humières une des deux compagnies des cent gentilshommes de la maison du Roi au bec à corbin. Cela n'avait plus que de nom. M. de Créqui, fort bien alors avec le roi, et avec un air d'autorité à la cour, étant premier gentilhomme de la chambre, lui fit avoir des entrées sous le prétexte de sa charge; le roi le traitait bien et lui parlait souvent; il était de tous les voyages et au milieu des meilleures compagnies de la cour. Tout lui riait : l'âge, la santé, le bien, la fortune, la cour, les amis, même les dames et les plus importantes qui l'avaient trouvé à leur gré. Dieu le toucha par la lecture d'Abbadie : *De la vérité de la religion chrétienne*. Il ne balança, ni ne disputa, et se retira dans une maison joignant l'institution de l'Oratoire. Le roi eut peine à le laisser aller : — Quoi, lui dit-il, Charmel, vous ne me verrez jamais ! — Non, Sire, je n'y pourrais résister, je retournerais en arrière ; il faut faire le sacrifice entier et s'enfuir. — Il passait sa vie dans toutes sortes de bonnes œuvres, dont une pénitence dure jusqu'à l'indiscrétion, et allait le carnaval tous les ans à la Trappe; il y demeurait jusqu'à Pâques, où, excepté le travail des moines, il menait en tout la même vie que les religieux.

« C'était un homme d'une grande dureté pour soi, d'un esprit au-dessous du médiocre, qui s'entêtait aisément et ne revenait pas de même, de beaucoup de zèle qui n'était pas toujours réglé, mais d'une grande fidélité à sa pénitence, à ses œuvres et qui se jetait la tête la première dans tout ce qu'il croyait de meilleur. Avant sa retraite, fort honnête homme et fort sûr, très-capable d'amitié, doux et bonhomme. »

A la date de 1706, au moment où il était choisi pour l'ambassade de Rome, Saint-Simon continue :

« Je reçus en ce temps une véritable affliction par l'exil de M. de Charmel avec qui depuis longtemps j'avais lié une vraie amitié et que je voyais le plus souvent qu'il m'était possible dans sa retraite de l'Institution. Les ressorts de son exil méritent de trouver place ici. » Après avoir brièvement rappelé ce qu'il a précédemment écrit, Saint-Simon continue : « Il faut maintenant expliquer quel il fut dans sa retraite. Ce fut un homme à cilice, à pointes de fer, à toutes sortes d'instruments de continuelles pénitences. Jeûneur extrême et sobre d'ailleurs à l'excès, quoique naturellement grand mangeur et d'une dureté générale sur lui-même impitoyable. Il passait le carême à la Trappe, au réfectoire soir et matin à la portion des religieux, et sans manquer aucun de leurs offices du jour et de la nuit. Outre cela, longtemps en prière en quelque lieu qu'il fût ; et le vendredi saint à la Trappe, il passait à genoux à terre, sans appui, sans livre, sans changer de posture, sans branler depuis la fin des Matines jusqu'à l'office. Avec cela toujours gai et toujours libre et aisé. Il avait une fidélité inflexible sur tout ce qu'il se proposait. On ne saurait moins d'esprit qui couvrait un grand usage du monde et de la meilleure compagnie, mais que sa retraite avait rouillé. Il s'était livré à Paris à beaucoup de bonnes œuvres, qui le faisaient un peu courir et se mêler de trop de choses. Au latin près qu'il avait retenu du collège, il ne savait rien du tout que ce que les lectures de piété lui avaient appris, et comme il était naturellement tourné à la dureté de l'autorité âpre, il le fut aisément du côté janséniste. »

M. du Charmel se lia avec tous les gens les plus marqués à ce coin. Intimement avec Nicole, avec Boileau, le précepteur des fils de M. de Luynes, le bras droit de l'archevêque de Paris, qui à force de maladroites habiletés se fit reléguer par le prélat dans un canonicat de Saint-Simon, grasse retraite, mais sans aucune influence.

M. du Charmel qui voyait intimement le cardinal de Noailles le quitta pour demeurer fidèle à l'abbé Boileau. Mgr de Paris ne supporta pas tranquillement cette conduite et força du Charmel à venir le trouver. Celui-ci s'y rendit après une vive résistance. Ces avances furent inutiles et l'austère pénitent s'enfonça de plus en plus dans sa résistance. Les jansénistes entretenaient avec soin son irritation et du Charmel vint promptement aux sentiments les plus violents.

A cette époque le roi avait vu plusieurs gentilshommes le quitter pour se consacrer à Dieu : on sait que cela lui déplaisait fort et un jour passant en revue, dans une conversation, à Marly, les principaux de ces personnages, il attaqua vivement du Charmel qui ne paraissait plus jamais devant lui, en lui reprochant ses menées et ses intrigues. Le duc de Tresmes, qui l'aimait beaucoup, le défendait, « en ricanant jaune. » Cavoye, non moins lié, l'abandonna par politique. En revanche le duc d'Harcour qu'il connaissait peu, prit hautement sa défense, tellement que le roi l'arrêta et parla d'autre chose. M. d'Harcour n'en resta pas là et faisant sentir à Cavoye l'indélicatesse de sa conduite, le décida à écrire à du Charmel pour le prévenir en

le pressant de lui répondre une lettre qu'il pût montrer au roi en y exprimant le regret de ne pas l'avoir vu depuis longtemps et le désir d'être prochainement reçu. « Le Charmel » montra cette lettre à Saint-Simon en lui déclarant qu'il ne s'y conformerait pas. Quelques jours après, Louis XIV, encore à Marly, reprit cette conversation et parla, quoique plus légèrement, de M. du Charmel en demandant à Cavoye ce qu'il devenait. Cavoye revint à la charge plus vivement auprès du solitaire, en lui exposant franchement le péril auquel il s'exposait. Saint-Simon, cette fois, le pressa chaudement aussi de suivre ces sages conseils ; du Charmel céda et écrivit une lettre très-froide. » Tout cela fut reçu médiocrement. « Il parait que du Charmel craignait de céder à la séduction d'une réception amicale du roi et de ne pas avoir la force de quitter une seconde fois la cour. « Il avait refusé Mme de Maintenon il y avait peu d'années, d'un commerce de bonnes œuvres qu'elle avait voulu lier avec lui. Il appréhenda tout autre commerce qu'avec Dieu, pour qui il voulut réserver sa liberté entière. » Sur ces entrefaites le cardinal de Noaïlles fut informé que des émissaires du P. Quesnel, réfugié en Hollande, venaient souvent trouver M. du Charmel : le prélat se figura que ce dernier songeait à faire quelque publication contre lui : des espions furent mis en campagne ; le cardinal fortement excité par d'habiles intrigants, n'eut pas de peine à convaincre du Charmel de jansénisme intransigeant, car celui-ci affichait ses convictions avec exagération : aucun de ses amis ne pouvait jamais lui faire entendre raison là-dessus. Le cardinal n'eut donc pas de peine à obtenir du roi une lettre de cachet fixant M. du Charmel dans son château du Charmel près de Château-Thierry (10 février 1706). Il chargea même Pontchartrain de faire exécuter cet ordre dans les 24 heures par la maréchaussée. Saint-Simon prévenu au concert de la cour par Mme de Mailly, le soir même, essaya de prévenir ce coup : le maréchal de Noaïlles, de son côté, chercha à faire convertir cet exil en un internement aux camaldules de Grosbois, comme il le désirait, parceque c'était un monastère où il allait passer tous les mois quelques jours. Saint-Simon accuse le maréchal d'avoir desservi en cette circonstance son trop confiant ami et il se brouilla de ce jour avec lui. Il prévint sur le champ du Charmel qui était déjà parti. « Il est difficile de comprendre avec combien d'humilité et de douceur cet homme, naturellement impétueux, reçut sa lettre de cachet et la garda à vue et avec quelle ponctualité il obéit. »

Du Charmel aurait vivement désiré redevenir libre. Mais, confiant en Dieu, il ne voulut jamais faire la moindre démarche. Même quand le duc de Lorraine, pressé par M. de Craon, fils d'une sœur de l'exilé, offrit sa médiation, du Charmel refusa, le priant « de le laisser dans l'état où Dieu l'avait mis. » Mais le roi ne le comprit pas ainsi, il ne vit là qu'un entêtement à résister à sa volonté et il se montra véritablement dur envers le pauvre du Charmel. Celui-ci atteint de la pierre, sollicita la permission de venir à Paris pour se faire tailler et Louis XIV fut assez impitoyable pour le lui refuser. L'opération eût

lieu avec Charmel et le malade en mourut trois jours après (1714) ; il avait 68 ans. « Il mourut, dit Saint-Simon, dans les plus grands sentiments de piété et de pénitence. Il est bien rare de les pousser aussi loin et de soutenir aussi longtemps avec la même fermeté et la même exactitude qu'il fit les siennes, parmi une infinité de bonnes œuvres. »

M. du Charmel appartenait à une ancienne famille de la noblesse du Soissonnais dont le premier auteur connu fut Jean de Ligny, créé chevalier par le duc de Bourgogne en 1381. Un de ses descendants acquit la vicomté du Charmel en 1578. Notre pieux solitaire était fils de François de Ligny, chef de la branche cadette qui eut la vicomté du Charmel : il avait épousé Henriette de Gournay, fille du sénéchal de Nancy et de Charlotte de Ligniville. La branche aînée avait le titre de comte de Ligny. E. DE B.

***

LA CHAMPAGNE ET LA BRIE AU SALON DE PARIS EN 1880

Peinture. — Notre région, c'est-à-dire la Marne, la Haute-Marne, l'Aube et les Ardennes est convenablement représentée au Salon de cette année. Elle y compte 49 peintres, 18 sculpteurs, 24 dessinateurs et 6 graveurs, et dans ces groupes se distinguent plusieurs individualités qui, pour parler en argot d'atelier, ont déjà fait brillamment leur trouée. Commençons-en le compte-rendu par les peintres.

***

Beaucoup de bruit autour de la grande toile de M. Bastien Lepage (de Damvillers), représentant *Jeanne d'Arc* au moment où elle entend les voix qui l'incitent à marcher au secours du roi.

Tous ceux qui se cantonnent obstinément dans la routine de l'art académique et officiel ont jeté les hauts cris devant cette toile peinte d'une brosse ferme et vigoureuse. Au lieu d'un type idéal, d'une vierge belle comme une madone italienne, l'artiste a représenté le type de Jeanne d'Arc comme il a dû certainement exister, une villageoise dans toute sa simple et rustique beauté. Pour beaucoup de personnes, quel sacrilège !

Il convient de féliciter l'artiste d'avoir bravé la théorie de l'art conventionnel, et d'avoir tracé du même coup un nouveau sillon dans la peinture d'histoire. Abstraction faite du paysage qui est médiocre et des figures visionnaires qui font sourire, la Jeanne d'Arc restera comme une œuvre forte et énergique, de grand et utile effet.

J'aime moins le portrait du préfet de police Andrieux, par le même artiste. C'est cherché, visiblement peint pour symboliser la fonction, mais, je le crois, à côté de l'original. J'ai connu M. Andrieux avant qu'il fût à la préfecture de police et je ne le retrouve que vaguement dans le petit cadre de M. Bastien Lepage. Une année d'investiture changerait-elle à ce point la physionomie d'un titulaire? Je ne le pense pas.

M. Paul Dubois (de Nogent-sur-Seine) que nous retrouverons également à la Sculpture, a envoyé deux tableaux; une *Etude* et deux *Portraits* de jeunes filles dans un seul cadre. Ces portraits sont patiemment achevés et d'une grande puissance d'expression. L'aspect général en est peut-être un peu lourd, mais on ne saurait nier la justesse des détails et l'habile diffusion du coloris. Il y a sans doute plus d'art dans la petite tête intitulée *Etude*, mais ici le peintre n'avait pas à observer les lois absolues de la reproduction typique et c'est pourquoi je considère sa grande toile comme plus méritoire.

Un bien complet artiste, M. Adrien Moreau (de Troyes). Son *Centenaire* est une œuvre qu'on étudie longuement et avec un sincère plaisir. C'est l'aïeul à table, dans son vert jardin, entouré de sa famille et au moment du toast à sa santé séculaire. J'oublie de vous dire que la scène est au XVIe siècle, motif de costumes et d'apparats chatoyants! Tout cela est rendu avec un talent exquis et une science parfaite. — Deux pas plus loin, autre tableau de la même époque, une *Halte*, c'est-à-dire un cavalier et une noble dame assis en devisant sur l'herbe. Rien de plus vif comme effet pictural que ces étoffes éclatantes tranchant sur le vert foncé du gazon et du feuillage. Certes l'idée en est simple et à la portée de tout le monde, mais combien manqueraient cette note harmonieuse de composition et de coloris, avec cette exécution maitresse! Oui, encore une fois, M. Adrien Moreau est un bien complet artiste.

Vu également avec plaisir l'envoi *Au chat*! de M. Rudaux (Verdun). Deux gamins s'apprêtent à lâcher un chien sur un matou effaré qui s'arc-boute sur le rebord d'une fenêtre. La peinture est un peu terne, mais elle n'a aucune dissonnance et, point capital, la proportion de la composition est d'accord avec le sujet.

M. Hector Leroux, également de Verdun, a peint un grand tableau qu'il intitule *Ecole de Vestales*. Ces vierges antiques, réunies en grand nombre dans le temple de leur déesse, vaquent à l'entretien du feu sacré. C'est d'un bel arrangement et d'un dessin correct, mais c'est froid, classiquement froid, malgré le feu qui brûle dans le réchaud du premier plan... Même observation pour l'autre cadre de M. Leroux, une *Vestale endormie* qui n'est, d'ailleurs, qu'une découpure de son grand tableau.

Cette froideur règne aussi dans la *Charlotte Corday*, de M. Jules Aviat (Brienne-le-Château), mais je me hâte d'ajouter que l'effet général est bien étudié et que, somme toute, le tableau peut compter parmi ceux qu'on remarque. L'artiste a pris le moment où Charlotte, après avoir tué Marat, s'est reculée derrière le rideau de la fenêtre où elle reste debout, immobile et comme pétrifiée de son crime. Il y a, dans cette même salle, deux autres « Charlotte Corday, » et je dois dire que celle de M. Aviat est encore la plus vraie et la plus sincèrement peinte.

Voici un effet hivernal dramatisé de façon originale, par M. A. Gaillard (Chaumont). C'est le Pont-au-Change, à Paris, en décembre der-

nier, au moment où une escouade de balayeurs d'occasion y travaille la neige pour un salaire municipal. Une trouvaille, ce tableau ! C'est bien là toute une collection de ces batteurs de pavé que l'hiver fait circuler dans Paris et qui courent ventre affamé à l'affut de n'importe quelle besogne. Population hétéroclite, aussi bigarrée de mœurs que de vêtements, et que l'artiste a saisie sur le vif avec un rare bonheur. Son *Enlèvement de la neige* est une des études les plus réussies du Salon. C'est du bon réalisme. Le même artiste a encore un portrait de vieille dame à lunettes et tricotant avec une attention méticuleuse. Figure fouillée avec talent et précision.

D'un excellent réalisme aussi sont les *Vignes*, de M. Armand Beauvais (Bar-sur-Aube), prises en pleine campagne berrichonne et rendues avec une rare vérité locale. Dans ses *Environs de Veules*, l'artiste a été tout aussi heureux : c'est bien ce gazonnement plat et bête piqué d'arbres idiots. Et, croyez-le bien, pour peindre une nature, au demeurant nue et vide, de façon que la toile soit tout de même intéressante, il faut plus de talent qu'on ne pense !

Mais voici de la poésie : *Le Soir au Village*, par M. Arsène Dubois, à Crésantignes (Aube). Rien de plus calme que ce coin pittoresque où le ciel, d'une justesse de couleur irréprochable, se mire à peine encore dans une nappe d'eau dormante qu'envahit déjà le crépuscule. Les *Coteaux de Javenant*, pris par un temps orageux, sont bien moins réussis.

Avec M. Daux (Reims), nous retrouvons la peinture de genre fantaisiste, une *Femme jouant avec des colombes*. La femme est nue et couchée à plat ventre sur le tapis d'un boudoir somptueusement agencé. Deux colombes blanches folâtrent autour d'elle. Motif gracieux, mais peint avec trop de préoccupation du joli et du coquet. Mieux vaut le *Portrait* de femme du même artiste : voilà de la grande peinture dans un petit cadre.

Quand j'aurai cité, comme un bon et vigoureux morceau, les *Fleurs et Feuilles*, de Mme Moreau-Ficatier (Troyes), et, comme un petit-chef-d'œuvre de finesse et de virtuosité coloriée, les *Papillons* de Mlle Césarine Mermet (Langres), vous aurez eu le dessus du panier des envois de notre région.

Cela ne veut pas dire que les autres envois manquent d'intérêt. Au contraire, la plupart témoignent de beaucoup de talent et il importe d'en indiquer rapidement la portée et l'effet.

Résumons-les par départements.

* * *

Pour la Marne et notamment pour Châlons, je relève tout d'abord un *Escalier de l'Opéra*, par M. Victor Navlet, d'une note un peu sombre mais de facture consciencieuse ; un *Camille Desmoulins au Palais-Royal*, par M. Joseph Navlet, reproduction réussie d'une foule grouillante, peinte avec beaucoup de verve ; un tableau militaire du

même artiste, représentant la halte en plaine d'une division de cavalerie au moment où arriva la nouvelle du premier désastre à Wissembourg, tableau moins heureux que le premier ; une scène de genre, l'*Espion*, et un type de *Fumeur*, tous deux par M. Juglar, et d'une exécution assez vive, mais trop hâtée ; et enfin deux *Portraits* bien intentionnés, par Mme Alix de la Perrelle-Poisson.

Outre M. Daux déjà nommé, Reims compte encore six autres exposants : M. Barau, avec un motif danois, *Chaumière dans les dunes*, grassement brossé et ne manquant pas de vie ; M. Paul Guillot, avec un *Jugement de la Servante*, c'est-à-dire un amateur qui donne une audition au piano à sa bonne... endormie, idée assez spirituelle et assez lestement traduite, et une *Hyate sous la tente* peu intéressante ; M. Detouche, avec un *Episode des dragonnades* (1685) ; M. Jubréaux avec des *Lilas* qui gagneraient à être moins empâtés ; M. B. Legros, avec une *Botte d'oignons frais* ; et M. Marquant-Vogel avec un *Portrait* de femme.

Viennent ensuite M. Gruchy, d'Epernay, avec un *Coin d'église* bien observé et assez rondement peint, et un *Portrait* d'homme, de touche claire et nette ; M. Grasset, de Vitry-le-François avec un très-joli *Effet de neige*, petit panneau qu'on désirerait plus achevé ; M. Jacquin, de Fère-Champenoise, avec une scène d'acrobates dite *Avant la séance* et un bon petit tableau, *Jeu d'Oie*, qui dénote de l'observation et de l'habileté ; et enfin M. A. Sauvage, de Possesse, avec un *Portrait* d'homme.

* * *

La Haute-Marne nous a déjà montré M. Gaillard et Mlle Mermet. Voici encore un joli tableautin, *Sous bonne garde*, un reître surveillant une jeune femme prise de butin, par M. Eug. Richer, de Langres ; un assez expressif *Portrait* d'enfant par M. Miot (id.) ; une *Bataille* sur le point de se livrer entre un chat qui se ramasse sur le tapis et un perroquet perché sur le dos d'un fauteuil, fantaisie bien détaillée mais d'une gamme trop sombre, et une nature morte, l'*Arrivée du gibier*, par M. Charles Royer (id.) ; — deux petits panneaux de peinture facile et réussis comme expression, *une Leçon difficile* et *deux Ecolières*, par Mlle Aline Boulian, de Bourmont ; un *Soleil couchant* et un *Soir* par M. Alph. Morlot, d'Isômes ; un *Bric à Brac* par M. Beaujeu, de Pierrefaite et enfin une *Ferme* dans le Pas-de-Calais, par M. Arsène Mathieu, de Brousseval, paysage d'assez bon aspect malgré ses tons foncés.

* * *

Enfin vous avez déjà vu le contingent considérable de l'Aube. J'y ajouterai encore, avec mention spéciale, M. Monginot, de Brienne, dont le buisson de petits oiseaux intitulé *Un Massacre* est une nature morte qui vaut infiniment mieux que son grand diable de *Pierrot galant*, symphonie en jaune majeur compliqué de blanc.

Ensuite il y a M. Gotorbe, de Troyes, avec un *Portrait* d'enfant de bonne et solide peinture; M. Pinta, d'Ervy, avec deux paysages hauts en couleur, soigneusement observés, mais d'un effet un peu décoratif; M. Thiéblin, de Méry-sur-Seine, avec une *Nature morte*, fleurs dans un verre à Champagne; et finalement, M. Pépin, du Petit-Mesnil, dont la *Prairie dans l'Eure*, bien que haut perchée, m'a semblé un bon petit morceau de peinture travaillé sur place.

***

Sculpture. — Abordons la question de sculpture.

M. Paul Dubois, de Nogent-sur-Seine, que nous avons déjà cité à la peinture, a exposé comme sculpteur, le buste en plâtre de M. Pasteur, l'éminent membre de l'Institut. C'est une œuvre sévère et sérieuse, l'image exacte du savant dont elle reproduit les traits. Elle compte pour un des meilleurs envois de la section. — M. Franceschi, de Bar-sur-Aube, a également beaucoup de succès avec ses deux portraits. L'un, buste en plâtre de Mlle Gabrielle Krauss, de l'Opéra, en Pauline de *Polyeucte*, est d'un modelé superbe, fièrement compris, peut-être un peu plein vu de face, mais, par contre, très-frappant et très-ressemblant en profil. L'autre, buste en bronze de M. Albert Wolff, le caustique courriériste du *Figaro*, est admirable de type et de cachet personnel. — Un autre buste en plâtre, *Portrait* d'homme, par M. Eugène Lapayre, de Boulages (Aube), se distingue par son énergie et le port puissant de la tête, laquelle d'ailleurs, se prête parfaitement à cette attitude. — Voici maintenant un groupe de Mlle Mathilde Thomas, de Troyes, un *Cheval russe attaqué par des loups*, qu'on peut, sans conteste, considérer comme une belle œuvre. La composition en est correcte, d'un dessin anatomique très-serré, et il s'en dégage une *furia* qui étonne de la part d'une poigne féminine. Ce groupe est beaucoup remarqué.

Une chose charmante à voir et à étudier, c'est le *Nid* de M. Croisy, de Fagnon (Ardennes). Deux bébés, l'un en chemise et l'autre tout nu, se sont peletonnés dans un fauteuil et dorment à poings fermés. C'est une trouvaille de grâce et d'abandon enfantins, et le tout est travaillé de main de maître. Les visiteurs ne se lassent pas de stationner devant ce groupe dont le motif attire et dont l'exécution satisfait les connaisseurs les plus experts. Le même artiste a été moins heureux dans sa terre cuite reproduisant les traits de M. Léonce Détroyat, directeur de l'*Estafette*. Mais il faut reconnaître qu'œuvre de copie n'est pas œuvre d'imagination, et qu'en matière de portrait, on ne fait pas toujours ce qu'on voudrait bien.

Je dois encore signaler comme des envois très-regardés : deux bronzes allégoriques, la *Cigale* et la *Fourmi*, d'un jet heureux et de facture souple, par M. Léon Bohn, de Bar-le-Duc; — une *Vénus Astarté* aux formes classiques artistement modelées, par M. Alfred Boucher, de Nogent-sur-Seine; — une *Biblis changée en source*, également classique, mais d'aspect mou, par M. Aug. Suchetet, de

Vendeuvre-sur-Barse (Aube); — un buste traité avec une grande attention, par M. Anatole Jacob, de Troyes; — un *Mercure inventaut la lyre*, très-coulant de torse, par M. Rougeron, de Récourt (Haute-Marne); — un buste d'un bon jet, quoiqu'un peu lâché d'exécution, par P. Jacques, de Consenvoye (Meuse); — et deux superbes *Chiens de Saint-Hubert*, par M. Lecourtier, de Gremilly (Meuse), qu'on remarque pour leur accent de vérité, le naturel de leur pose et le *brio* de leur facture.

Mentionnons enfin une *Psyché*, par M. Déloye, de Sedan; une statue de jeune fille, par M. Bacquet, de Villemaur (Aube); un portrait-médaillon, par M. Ménagoz, de Bienville (Haute-Marne); et les bustes de MM. Chavailliaud, de Reims; Colle, de Charleville; Deloye, déjà nommé, et Janson, d'Arcis-sur-Aube.

Dessin. — J'ai tout d'abord à constater le vif succès qu'obtient un *Portrait* d'homme, sur porcelaine, par Mlle Eudoxie Poinsot, de Montmédy. C'est d'un travail exquis, d'une finesse extraordinaire, et conduit avec une habileté extrême : ni trop effacé ni trop bruyant; c'est presque parfait.

On remarque également beaucoup deux faïences de Mme Eugénie Bigot, votre concitoyenne. L'une, *Fleurs de Printemps*, panneau décoratif carrelé, avec une jonchée de fleurs sur l'extrême avant-plan et un coin du paysage ondulé fuyant au loin; l'autre, *Fleurs d'Automne*, dans un plat creux, sous émail, d'un effet charmant. On connaît la difficulté d'obtention du procédé sur faïence, ainsi que la dose de science expérimentale qu'il exige. Sous ce rapport, les deux envois de Mme Bigot accusent un talent très-souple, très-correct et dont le cachet personnel n'échappe pas au visiteur compétent. Il convient de féliciter votre concitoyenne de ses deux beaux et bons envois.

Viennent ensuite : un très-bon fusain, rondement mené, *Sous les Sapins*, par M. Conrad de Wildenberg, à Langres; — une gouache, dessin d'éventail gentiment délié par Mme Rosa Moreau-Ficatier, de Troyes; — deux aquarelles de M. Pellé de Saint-Maurice (id.), très-bonne de couleur, mais dont l'une, un *Coin de salon*, m'a semblé un peu trop largement travaillée pour sa dimension; — également deux aquarelles de M. F. Seillière, de Reims, un *Garde*, crânement campé, et une *Scène d'église*, deux dames en prière, d'une rare précision de pose et d'expression; encore une aquarelle également très-jolie et très-vivace, *Fleurs et Papillons*, ainsi qu'un *Portrait* d'homme, sur porcelaine, par Mme Angèle May, de Fayl-Billot (Haute-Marne); — un bon portrait (faïence) de jeune fille, par Mme Césarine Mermet, de Langres; et un cadre de neuf études très-sérieuses et très-achevées, d'un trait remarquable, par M. Alphonse Morlot, d'Isômes (Haute-Marne), que nous avons déjà eu le plaisir de citer, croyons-nous, à la section de Peinture.

Je trouve encore sur mon carnet d'annotations : M. Joseph Navlet, votre concitoyen, également déjà nommée à la Peinture, avec deux grandes compositions à l'aquarelle, *Camille Desmoulins au Palais-*

Royal et la *prise de la Bastille*, cette dernière plus claire et plus soigneusement travaillée que la première; M. Ernest Maingot, de Ville-en-Tardenois, avec trois croquis d'après nature; M. Albert Tissandier, d'Anglure, avec deux vues d'église assez réussies; M. H. Guiot, de Chaumont, avec une vue de la localité, aquarelle un peu haut perchée, mais qui me semble bonne; M. Claude Pestel, de Bar-le-Duc, aux deux faïences, émail cru, une marine et un paysage, très-vivants et d'un bon grain; M. Adolphe Morin, de Stenay (Meuse), avec une *Gardeuse de dindons* assez bien typée; Mme Marie Lebon, de Bar-le-Duc, avec un pastel et éventail; — Mlle Eugénie Léautez, de Troyes, avec un paysage au fusain; M. Félix Léautez, son élève, avec une aquarelle, *Çoquelicots*; et M. Arthur Dufays, de Plaine-sur-Seine, avec un *Portrait* d'homme soigneusement travaillé.

Gravure. — En premier lieu, il y a à signaler une chromo-lithographie représentant un *Marin*, d'après M. Drummont, par M. J. Paquin, de Verdun, page très-expressive et exécutée avec une remarquable dextérité.—Ensuite quatre gravures à l'eau-forte, par M. Louis Faudacq, de Givet, un *Feu flottant* à Mardyck, et les *Environs de Paimpol*. Ces marines côtières, finement prises, se distinguent par la sobriété et la justesse de leur dessin.

M. Armand Beauvais, de Bar-sur-Aube, que nous avons remarqué à la Peinture avec ses *Vignes*, a reproduit ce tableau à l'eau-forte avec assez de réussite, mais nous préférons de beaucoup la toile à la gravure. — Citons encore vos concitoyens, MM. Adolphe et Amédée Varin, ce dernier avec une gravure de grande dimension, une *Noce dans les Abruzzes*, un peu papillottante, mais travaillée avec beaucoup de verve et, en somme, d'un pittoresque effet.

Et, pour terminer, enregistrons l'envoi d'un autre de vos concitoyens, M. Paul Montarlot, consistant en une eau-forte, *Le vieux chapitre à Meaux*, que le jury de placement aurait dû, me semble-t-il, abaisser davantage vers la cymaise.

Architecture et Art monumental. M. Paul Selmersheim, de Langres expose cinq sujets ou croquis de monuments pris dans le département de l'Oise. Malheureusement ils sont si haut placés qu'il devient impossible de les examiner en connaissance de cause. Je dois donc me borner à les indiquer seulement.

L'art monumental est représenté, pour votre région, par deux artistes: M. Victor Biennourry, de Bar-sur-Aube, avec un grand panneau destiné au lycée Saint-Louis et représentant l'*Institution des Quinze-Vingts*, composition très-étudiée, mais dont l'effet souffre d'un ton sombre et embrouillé qui domine tout l'œuvre; — et M. Laurent Detouche, de Reims, qui a exécuté un projet de décoration (médaillon) intitulé *La République*, et sur lequel vous me permettrez de ne pas insister, artistiquement parlant... A. C.

***

Le marquis du Cauzé de Nazelles, baron de Guignicourt, vient de mourir à 85 ans, dans son château de Guignicourt (Aisne). Ancien officier de hussards, le marquis de Nazelles appartenait à une très-ancienne famille noble de Guyenne. Louis XV érigea le marquisat de ce nom en 1753, en faveur d'Erard du Cauzé, capitaine de dragons, qui épousa Catherine de Bezannes, laquelle lui apporta les terres de Prouvais et de Guignicourt et se fixa en Champagne. Leur fils fut gouverneur de Châlons-sur-Marne en 1767 et épousa Aimée de Lépine, dame de Melette. Ils eurent plusieurs enfants : l'un d'eux fut le père du défunt dont nous parlons ; un autre fut vicaire général à Châlons ; un troisième, fut tué par les Cosaques sur les marches de l'Hôtel-de-Ville de Châlons dont il était adjoint et est enterré à Lépine.

Le marquis de Nazelles laisse deux fils, l'un, ancien officier, marié à Mlle Le Leu d'Aubilly ; l'autre capitaine de cavalerie et deux filles, Mme de Croizilles et la comtesse de Balathie. — Armes : de sable au lion d'argent, armé et lampassé de gueules ; à la bande d'or, chargée de trois molettes de sable, sur le tout.

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FRÉMONT.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

LA MAISON DE GRANDPRÉ

L'année 1122 vit finir la querelle des investitures. L'empereur ayant fait un concordat avec le pape, la paix fut conclue en 1124, entre Renaud de Bar et Henri de Grandpré, à l'abbaye de la Chalade, grâce à la médiation de Ferry comte de Toul. En 1130, l'évêque de Verdun Henri de Winchester, obligé de se démettre au concile de Châlons, eut pour successeur Orson de Watronville et un an après Aubéron de Chiny. Celui-ci, pour faire cesser les exactions du voué Renaud de Bar, obtint la suppression de la vouerie et lui donna en échange Clermont, Vienne-le-Château et Hans. Renaud de Bar inféoda ces deux derniers fiefs au comte de Grandpré, probablement à la suite de la paix qui suivit les événements dont nous allons parler.

Renaud de Baulny, vassal du comte Henri, avait dévalisé des marchands de Huy, pourvus d'un sauf-conduit du comte Renaud, alors qu'ils passaient sur ses terres ; de là un conflit. Henri voulut défendre son vassal, et Hugues de Bar, fils de Renaud, vint assiéger le château de Baulny dans lequel le comte de Grandpré s'était enfermé. Celui-ci sut conserver la place, puis, le siège levé, et ne croyant plus avoir affaire à l'ennemi qui se retirait, il prit le chemin de Vienne ; c'est dans ce trajet qu'il eut un bras cassé par suite d'une chute de cheval. Hugues de Bar, à cette nouvelle, revient sur ses pas, surprend et défait les troupes du comte de Grandpré sur la lisière du bois de la Gruerie. Henri, blessé et découragé, conclut une paix dont la principale condition fut la démolition du château de Baulny.

C'est en 1133 qu'Aubéron, évêque de Verdun, fonda, avec l'assentiment de Renaud de Bar et de Henri de Grandpré, l'abbaye de Belval, de l'ordre de Prémontré sur un terrain que Renaud tenait en fief de l'évêché et que Henri possédait en arrière-fief ; parmi les aumônes que, d'accord avec sa mère, celui-ci, fit au nouveau monastère nous remarquons *li Brois*,

Voir page 339, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

situé près de la Wiseppe, et une terre à Aincreville. Quatre ans plus tard, dans la paroisse de Brécy, Philippe, abbé de Belval, fondait l'abbaye de femmes de Cressy qui subsista jusqu'au XIIIe siècle, puis devint un simple prieuré dépendant de Belval.

A la mort de son oncle, Roger, comte de Porcien, qui n'avait pas laissé d'héritier mâle, Henri Ier eut la portion de ses biens qui forma le fief de Château-Porcien : c'est à ce titre qu'il confirmait, en 1134, à l'abbaye de Cuissy les aumônes faites par ses prédécesseurs, principalement sur le territoire d'Hauteville; en 1148, de concert avec la petite fille de Roger, qui avait épousé Clérembaud de Rosoy, il donnait N.-D. de Château-Porcien à l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims.

En 1135, le comte de Grandpré figure parmi les fondateurs de l'abbaye de Signy.

Henri Ier mourut vers 1150 et fut enseveli dans le chœur de l'abbaye de Belval suivant les uns, à Foigny suivant Aubry de Trois-Fontaines. De Alix, fille de Roger de Joinville[1] et d'Audiarde de Vignory, il eut :

1. Henri II, qui suit.

2. Geoffroi, seigneur de Balham et Château-Porcien, qui, avec sa descendance, sera l'objet d'un chapitre particulier.

3. Alix, dont je n'ai pu déterminer encore l'alliance, mais qui est connue par un diplôme de 1137 de l'archevêque de Reims ; elle fut la fondatrice de l'abbaye de Cressy, et avait plusieurs fils dont l'aîné se nommait Jean.

4. Renaud, auteur de la branche de Sommepy, qui aura son article.

5. Robert, archidiacre de l'église de Châlons, de 1150 à 1163[2].

Henri II

La vie de ce comte ne présentant aucune circonstance qui se rapporte à l'histoire générale, nous nous contenterons,

1. Quelques auteurs la nomment Béatrix, d'après un passage d'Aubry de Trois-Fontaines ; un acte de 1187, de l'abbaye de la Valroy, que nous rappelerons à propos de Geoffroi Ier de Château-Porcien, la nomme Alix.

2. Les chartes nous font connaître d'autres personnages qui paraissent appartenir à la famille de Grandpré, mais dont il est difficile, dans l'état des connaissances actuelles, de retrouver le point d'attache. C'est d'abord *Barthélemy* de Grandpré qui, avec Julienne sa femme, donna à Belval, avant 1172, la terre de Fossé. C'est ensuite *Jean* qui, avec le consentement de Marguerite sa mère, de Béatrix sa sœur et de Thierry, époux de celle-ci, donna en 1212 à la commanderie de Saint-Jean de Romey des terres sises à Aincrexille, à Bantheville et à Bouru (Arch. Nat. S-5038, suppl; n° 35).

après avoir rappelé qu'il prit la croix en 1178, de résumer succinctement les actes dans lesquels il figure ; nous suivons ainsi la méthode dont M. d'Arbois de Jubainville nous a donné un si bon exemple dans son *Histoire des comtes de Champagne*. Nous ajouterons seulement quelques commentaires lorsqu'il y aura lieu.

1151. Henri II restitue à l'abbaye de Saint-Remy de Reims une rente de 30 sous jadis aumônée par son père sur le moulin de Hans ; cet acte fait à la demande de Samson, archevêque de Reims, fut ratifié par Aubéron, évêque de Verdun.

1163. 26 *mai*. Le pape Alexandre III charge Henri, archevêque de Reims, de juger une contestation entre les abbayes de Saint-Remy et de Montiérender au sujet d'une dîme ; de plus, d'enjoindre aux chanoines de Grandpré de restituer à Saint-Remy le corps d'un fils du comte de Grandpré (Martene, *Ampl. coll.* 11691).

11 *février*. Le même pape charge l'archevêque de Reims d'intimer au comte de Grandpré l'ordre de cesser, d'exiger de l'abbaye de Saint-Remy une rente de 30 sous ; même injonction le 6 septembre 1168. (*Ibid.* 686 *et* 756).

1168. 3 *Juin*. Le même pape charge l'archevêque de Reims de forcer le comte de Grandpré à restituer à *Avril de Manso* les hommes et les biens à lui appartenant, dont il s'était emparé pendant que le plaignant était parti pour la croisade (*Ibid.* 818).

1170. Henri fait plusieurs libéralités au prieuré de Grandpré pour le repos de l'âme de son père et de sa femme, à la condition que le prieur desservira par lui-même, ou par un autre chanoine, la chapelle de son château. Ces donations consistent dans la terre de Fumuy, commune de Grandpré, dans l'usage de ses bois, de ses cours d'eau, et de ses pâturages pour les bestiaux du prieuré (*Cartul. de Grandpré, n°* 5*;* Arch. mun. de Reims).

1175 (nouv. style). 6 *mars*. Le pape Innocent III mande à l'archevêque de Reims d'intimer l'ordre au comte de Grandpré et à ses complices de réparer les dommages qu'il avait causés à l'abbaye de Moiremont. — Ce texte fait allusion à un incident peu connu, sur lequel il me semble utile de donner quelques détails. Henri, comte de Grandpré était voué de Moiremont, mais il comprenait singulièrement les devoirs de sa charge. Vers l'époque à laquelle il succéda à son père, pour des motifs que nous ignorons, il expulsa les moines ; ceux-ci revinrent

avec Guillaume, leur abbé ; mais il s'éleva entre eux de telles discussions que celui-ci se démit de ses fonctions ; il eut Geoffroi pour successeur. A ce moment, le comte de Grandpré intervint de nouveau, et cette fois saccagea et brûla l'abbaye ; les moines sont expulsés de nouveau. A son tour, Geoffroi abandonna la crosse, ainsi que Simon, son successeur, et l'ordre ne semble avoir été rétabli, au temporel comme au spirituel, que sous Thomas, qui vivait à la date du bref pontifical que nous venons de rappeler (Martene *Ampl. coll.* II, 1006 ; *Gall. christ.* X, *instr.* 176 ; *Cartul. de Moiremont*).

1176. Henri II, de concert avec son fils Henri, donne au prieuré de Saint-Thomas, pour le repos des âmes de son père et de sa femme, la pêche dans l'Aisne, depuis son confluent avec la Bionne, jusqu'à l'embouchure du ruisseau de Chimeron ; il laisse à tous ceux qui relèvent de lui, chevaliers, hommes libres et serfs, la faculté de donner et de vendre, réservant le cens qui lui est dû. Parmi les témoins figure Renaud de Sommepy, frère du comte (Arch. du prieuré de Saint-Thomas).

1178. Henri et Geoffroi, son frère, sont à Château-Thierry, auprès du comte Henri Ier qui venait de prendre la croix. Ils sont alors témoins de la charte par laquelle le comte de Champagne approuve les acquisitions présentes et futures de l'abbaye de Prémontré (D'Arbois de Jubainville, t. III, p. 375 et 471)[1]. — La même année, Henri de Grandpré et son fils aîné, voulant réparer des préjudices causés par lui à l'abbaye Saint-Nicaise de Reims, à Saint-Hilaire-le-Petit, lui donne la dîme de Mont-Saint-Remy, acquise par le comte de Pierre Flael, chevalier, qui les tenait de lui en fief (*Cartul. de Saint-Nicaise*, *f°* 78).

1188. D'accord avec Thibaud, comte de Bar, Henri de Grandpré fonde sur la Wiseppe, à six kilomètres à l'ouest de Stenay, une ville neuve, à laquelle ils donnent le nom de Beaufort, avec une charte de commune (Bibl. Nat. ; *coll. La Ravallière*, *vol. B.*, *BE.*)

Henri II avait épousé Leugarde[2], fille de Guillaume, comte

1. Henricum vero Campaniæ comitem, liberalitate nominatissimum, ad hoc induxit idem abbas (Clarevallis) ut pro peccatis suis crucesignatus iter arriperet Hierosolimitanum ; et cum eodem comite quidam nobiles transfretaverunt, in quibus fuit comes de Grandi prato et Walfardus de Balaham, frater ejus. (Aubry de Trois-Fontaines, *ad annum* 1178).

2. L'obituaire de Saint-Denis de Reims porte : « VII idus martii, Leucardis, comitissa de Grandi Prato pro cujus anima Henricus, maritus ejus, dedit sancto Medardo allodium de Femuis. » Leugarde était décédée avant 1170.

de Luxembourg; elle fut ensevelie au prieuré de Saint-Médard de Grandpré. Cette alliance donna au comte des droits sur le comté de Thionville, la vouerie de Saint-Maximin de Trèves et de Saint-Willebrod d'Eternach. Les enfants du comte Henri II sont :

1° Henri III qui suit.

2° Robert, primecier, puis évêque de Verdun, de 1208 à 1217.

3° Un enfant dont le nom n'est pas connu et qui avait été présenté dans son enfance comme oblat à l'abbaye de Saint-Remy de Reims (Voyez l'acte du 26 mai 1163).

Henri III

Nous avons vu Henri III figurer avec son père dans des actes de 1176 et de 1178; en 1190, il manifestait l'intention de prendre la croix, et il réalisait ce projet en 1211, en prenant part à la croisade contre les Albigeois. Tué sous les murs de Carcassonne, son corps fut rapporté à l'abbaye de Belval[1].

1190. Henri III confirme les aumônes faites par son père au prieuré de Grandpré, et rappelle la donation d'une rente de froment faite par son aïeul, ainsi que le droit de recueillir des essaims d'abeilles dans ses bois. Personnellement, il ajoute deux moulins, l'un à Imécourt, l'autre auprès de Verpel, s'engageant à n'en pas construire de nouveaux sans le consentement du prieur; les hommes de Sivry et de Verpel seront tenus d'y apporter leur blé; il donne en outre 100 sous sur l'assise de Verpel, et 10 deniers et une obole que lui devait le prieuré; enfin il ratifie une donation de Hugues de Chéhéry, consistant, entr'autres choses, en un cens à Montfélix (*Cartul. de Grandpré;* arch. de Reims). La même année, il approuve un engagement fait à Belval par Bertrand d'Orchimont, chevalier (*Ann. ord. Prem.*, I, 257).

1198. 17 *mai*. Il fait savoir que Geoffroi de Saint-Jean, pour réparer les préjudices causés par lui aux religieux de Moiremont, abandonne un bois, situé à Maffrécourt, qu'il avait acquis au détriment de l'abbaye, et renonce à ses prétentions sur les dîmes de Valmy (*Cart. de Moiremont*).

Entre 1200 et 1208. Il donne au chapitre de Verdun, Agnès, fille de Halewis et de Viard, célerier de ladite église, ainsi que

1. In itinere horum crucesignatorum mortuus est comes Henricus de Grandiprato cruce signatus. (Aubry de Trois-Fontaines, *ad ann.* 1211).

leurs descendants, à perpétuité, à moins qu'ils ne reviennent résider sur sa terre (*Cart. cap. vird.* f° 40).

1202. Il donne aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem sa maison de Romey avec 115 journaux de terre et le droit de prendre du bois dans ses forêts pour le chauffage exclusivement, se réservant la garde de la nouvelle commanderie. La même année, il approuve une donation faite à cette maison, de biens sis à Aincreville, par Gautier Camus, de Dannevoux (Bibl. Nat. *suppl.* 5038, 28, 29 *et* 33).

1203. *Septembre.* Henri fait avec Blanche, comtesse de Champagne, un accord par lequel sont réglés leurs droits respectifs à Saint-Jean-sur-Tourbe. La forteresse reste à la comtesse, le bourg au comte de Grandpré ; le tout est tenupar Gilles de Saint-Jean qui doit hommage aux deux seigneurs ; les hommes des abbayes de Saint-Remy de Reims, de Saint-Pierre d'Avenay et de Saint-Martin d'Epernay, qui résident sur le territoire de Saint-Jean relèveront de la comtesse (*Lib. princip.*)

1209. Henri III fonde une chapellenie dans son château de Hans ; le chapelain doit être à sa nomination et résider. (Bibl. Nat. *Lat.* 5211 *a. p.* 81).

De Agnès, fille de Raoul de Coucy, Henri laissa un fils, de même nom que lui, qui fut son successeur à Grandpré. Sa seconde femme, Ade, fille de Jacques d'Avesnes, lui donna quatre autres enfants ; devenue veuve, elle épousa Jean, comte de Soissons :

1° Henri, qui suit.

2° Jacques, auteur de la branche de Hans, qui aura son article.

3° Geoffroi, évêque de Châlons-sur-Marne, de 1237 à 1247.

4° Yolande, femme de Pierre, seigneur de Bayonville, morte le 7 mars 1259 ; une charte de Ade, sa mère, fait allusion à cette fille, à la date de 1212, sans la nommer.

Henri IV

On a pu constater que, dans le milieu du douzième siècle, les comtes de Grandpré étaient devenus français et se désintéressaient de ce qui se passait en Verdunois ; Henri IV tenait son rang de seigneur féodal, vassal du comte de Champagne ; il était à la bataille de Bouvines[1], il soutenait fidèlement son

1. *Chron. Sith.*, ap. D. Bouquet, XVIII, 60. Fueruntque cum eo (rege) Eudo Burgundiæ et Henricus Barrensis duces, comites quoque de Sancto Paulo, de Grandiprato, de Bellomonte, etc.

suzerain contre Erard de Brienne et contre Henri de Bar. Sa fidélité lui valait de nombreuses preuves de reconnaissance de son seigneur féodal, et ses domaines, déjà considérables, s'étendaient encore; dans plusieurs circonstances, il fut pleige de la comtesse Blanche, de Henri de Bar et du comte de Champagne.

1208. *Décembre.* Du vivant de son père, Henri IV fut caution, avec Garnier du Bourg et Guillaume de Fismes, de la vente d'une pêcherie faite par Pierre du Bourg, chevalier, à l'abbaye de Saint-Thierry (Bibl. nat. *S. suppl.* 5038, *n*os 6 *et* 8. — *Cart. de Saint-Thierry, f*o 149, *v*o).

1212. Henri IV figura à l'assemblée des barons, dans laquelle la comtesse Blanche régla le mode de succession de ses vassaux, morts sans laisser d'enfants mâles. (*Inv. du Trés. des chartes*, II, fo 64).

1er *Octobre.* Il était en procès avec sa belle-mère, au sujet de la fixation du douaire de celle-ci, et de la dot de la fille d'Ade; après une tentative de transaction faite à Vienne-le-Château, le différend persista (*Lib. principum*). La même année, il fait confirmer une vente et une aumône faite par Jean le Diable, à Saint-Denis de Reims, sur les dîmes de Brécy (*Cartul. de Saint-Denis*, fos 84 et 85).

1213. *Décembre.* Il est au nombre des pleiges qui garantissent au roi de France l'exécution de la promesse faite par la comtesse de Champagne de payer 20,000 livres parisis, dans le cas où elle n'aurait pas mis à exécution le traité de Compiègne dans la quinzaine de Noël prochain. (Delisle, *Cat. des act. de Ph. Aug.* p. 334, no 1468). — La même année, il s'engage envers le roi, pour Thibaut, comte de Champagne, au cas où ce dernier manquerait à rendre le service qu'il doit, ou refuserait de se soumettre au jugement de sa Cour. (Dupuy, *Inv. du Trés. des chartes*, II, fo 87, ro.)

Henri IV accorde une charte à la commune de Grandpré. (Coll. de Lorraine).

1215. *Février* 1216. Il s'engage à soutenir le comte Thibaut de Champagne contre les filles du comte Henri et contre Erard de Brienne (D'Arbois, *Cat. des act. des comtes de Champagne*).

1216. *Septembre.* Il fait hommage au comte de Champagne pour les châtellenies de Grandpré, de Buzancy, de Cernay, d'Autry, de Saint-Jean-sur-Tourbe, et pour ce que le seigneur de Cornay tient de lui. (Coll. de Champ. 137). Dans le même recueil on voit des lettres d'avril 1215, par lesquelles Eudes

de Cornay se reconnaît homme lige de la comtesse Blanche, sauf ce qu'il doit aux comtes de Bar, de Rethel et de Grandpré.

1217. *Août.* Partage de la succession de Guillaume de Garlande entre ses trois gendres : Jean, comte de Beaumont, Henri, comte de Grandpré et Guy le Bouteiller. Henri, pour sa part, a le fief de Livry (*Tr. des Ch.* reg. JJ-31, f° 72, r°.)

1218. Henri IV est pleige du mariage de Henri de Bar avec Philippote de Dreux.

1220. *Juillet.* Il reçoit du comte de Champagne la garde de la forteresse de Château-Porcien.

1222. *Février.* Accord entre le prieur de Gournay, et le comte et la comtesse de Grandpré, au sujet d'un cens de 20 sous parisis à Montreuil-sous-Bois, donné jadis par Jeanne, comtesse de Beaumont (*Cart. de Gournay*).

1220. *Mars* 1221. Il est au nombre des barons qui rendent compte au roi de la conduite de l'évêque de Paris dans le procès que ce prélat avait avec celui-ci, pour le clos Bruneau (Delisle. *Cat. des act. de Ph. Aug.* p. 451).

Mars 1222. Henri IV est pleige auprès du roi de France de la foi promise par le comte Thibaut, au mois de février précédent (*Ibid.*, p. 470).

1223. *Mai.* Le comte de Champagne lui restitue le village d'Epaux sur lequel il avait mis la main.

1224. *Mai.* Il donne quittance à Eudes, maréchal de Champagne, de 80 livres que ce dernier lui devait.

Le comte et Marie, sa femme, ratifient la donation récemment de 30 sous parisis faite à l'abbaye de Saint-Antoine des Champs, par la comtesse de Beaumont, sur la seigneurie de Montreuil-sous-Bois.

1225. Il donne la maison de *Nova Villula*, à l'abbaye de Saint-Vanne de Verdun.

1226. *Saint-André*, 30 *novembre*. Il était en discussion avec Hugues, comte de Rethel, au sujet du bois de Bazancourt, dont la jouissance appartenait à l'abbaye de Saint-Denis de Reims (*Cart. de Saint-Denis*, f° 111).

1227. *Mars.* Il approuve la vente de la dîme de Brécy, faite à la même abbaye par Mahaut du Thour et ses enfants. (*Id.* p. 112.) — Le lundi après la fête de saint-Barnabé, il se trouvait à Cormicy, où il assistait à l'hommage rendu à l'archevêque de Reims par Anseau de Dampierre, pour les fiefs de

Pontfaverger et de St-Mard-sur-Suippe[1]. (*Cart. de l'Arch.* c. f° 79.)

1229. *Janvier.* Il s'engage à soutenir le comte de Champagne de tout son pouvoir contre le comte de Bar, durant une période de dix années. (*Coll. de Champagne*, 137, vol. X, 241). — A la même date, le comte de Champagne prend un engagement semblable envers le comte de Grandpré, et, par un autre acte, il lui donne, en augmentation de fief, les terrages qu'il avait *apud Espaus et boschum de Foresta.* (Chantereau-Lefebvre, *Tr. des fiefs*, pr. p. 196 et 194).

Février. Le comte de Champagne donne à Henri IV tout ce qu'il avait à Saint-Jean-sur-Tourbe, la motte exceptée, et dans les villages arrosés par la Tourbe ; plus la gruerie des bois que le comte de Grandpré possédait près de Nogent-en-Othe et Coursan (Chantereau-Lefebvre, *Tr. des fiefs*, pr. p. 196. — D'Arbois, V, p. 276, 277, 278).

Henri IV mourut en 1229[2]. De Marie de Garlande, fille de Guillaume, seigneur de Garlande et d'Alix de Châtillon, il eut :

1° Henri V, qui suit.

2° Jean, mentionné avec son père dans un acte relatif à l'abbaye de Clairmarais.

3° Alix, première femme de Jean, seigneur de Joinville ; elle mourut en 1290 et fut ensevelie dans l'abbaye de Benoîtevaux.

(*A suivre*). ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

1. Saint-Mard (*Sanctus Medardus*) était l'une des deux paroisses de Pontfaverger.

2. *Annales Mosomag.*, ap. Pertz, III, 164.

QUELQUES DOCUMENTS HISTORIQUES

RELATIFS A LA BARONNIE DE BAYE EN CHAMPAGNE

La baronnie de Baye occupait anciennement un rang distingué dans la Champagne ; il a semblé utile de réunir les documents historiques qui la concernent, pour les sauver de l'oubli.

Un ancien manuscrit conservé à Baye porte la mention suivante : « Baye — Baya — ancienne baronnie en Champagne est le fief le plus éminent de la mouvance de la comté pairie de Chaalons.

« Quoiqu'il s'écrive comme Baye, Golphe, cependant il ne se prononce pas de même. On en fait deux sillabes comme si on écrivait Baïe et on appuye un peu sur la première. »

Lesage dans sa géographie historique et statistique de la Marne a consigné un antique récit tiré d'un manuscrit dont la singularité n'échappera à personne. Les données contenues dans ce document sont très-discutables et résisteraient avec peine à l'examen d'une critique éclairée. Nous citons un passage qui donnera une idée de la facilité avec laquelle les questions d'origine étaient résolues par l'auteur de notre manuscrit : « La guerre civile qui suivit la mort de Jules-César obligea le « sénat romain à rappeler ses cohortes éloignées. Celle qui « occupait la Fortelle se sentit assez puissante pour refuser « d'obéir ; s'étant choisi un chef et seigneur nommé Baïus, « elle se retira dans le fond d'un bois où elle bâtit les fort et « cité de Baye, sans renoncer à partager avec ses frères les bé- « néfices des forges. Baïus eut trois fils ; l'aîné (Aubert) fonda « Champaubert ; le second (Venard) fit construire Villevenard, « et le troisième (Jossius), Joches. Venard seul laissa un fils « nommé Coizart, qui, riche du bien de ses oncles et de son « père, et moins pacifique que ce dernier, aguerrit ses troupes « et rendit ses tributaires les princes d'Epernay, de Montmi- « rail, de Montmaur, vers l'année de la naissance de Jésus- « Christ, en fit capitaine son fils Maurus, et mourut quelques « années après percé d'une flèche empoisonnée, que lui dé- « cocha un de ses soldats, condamné pour ce crime à être « écartelé. Sous Maurus, saint Memmie, citoyen romain et « disciple du prince des apôtres, vint de Châlons, qu'il édifiait

« et convertissait, secondé par saint Donatien et saint Domi-
« tien, consacrer trois églises à Fèrebrianges, la première à la
« Sainte-Vierge, la seconde à saint Jean Baptiste et la troi-
« sième au protomartyr saint Etienne : Etoges en eut une
« consacrée à saint Jacques ; Coizart, une à saint André ;
« Villevenard, une aux saints Innocents ; Baye et Montmort,
« chacun une à saint Pierre. »

Naissance de saint Alpin au château de Baye

Saint Alpin naquit au château de Baye, village du diocèse de Châlons, situé à 48 kilomètres de cette ville. La date de sa naissance varie suivant les historiens. Les uns la fixent à la fin du IVe siècle et les autres en l'an 409. Cette dernière date semble la plus admissible. C'est du reste, celle que l'on trouve dans Baronius. L'abbé Rorbacher a conservé aussi cette même date. Le père de saint Alpin occupait un rang distingué à Baye. On prétend que la famille de Béthune tire son origine de la famille de saint Alpin ; c'est là une tradition dont les preuves ne sont pas établies. Un office particulier de Saint-Alpin qui se célébrait le 2 mai, jour de la translation de ses reliques et le 7 septembre, jour de sa mort, contient le passage suivant ; cet office était en usage du temps de Geoffroy de Soreau, évêque de Châlons en 1453 :

« Alpinus in agro cathalaunensi in vico qui Baia dicitur
« illustri genere natus est parentibus christianis quorum ge-
« nerosa posteritas antiquam cum pietate nobilitatem retinet;
« hunc autem parentes ejus et bonis curarunt imbuendum. »

Il existe une chambre dans le château de Baye qui a toujours été désignée sous le nom de chambre de saint Alpin, elle est contiguë à la chapelle. Il est probable que la chapelle a été construite sur l'emplacement où est né saint Alpin. Ce choix semble indiqué assez naturellement.

Saint Alpin était contemporain de saint Loup, évêque de Troyes et de saint Germain, évêque d'Auxerre qu'il accompagna dans une mission en Angleterre. Saint Alpin fut élevé sur le siége de Châlons en 433. Il est généralement admis que le saint prélat préserva la ville de Châlons des fureurs d'Attila. Il assista au concile de Tours en 460. En 480 suivant les conseils des médecins, saint Alpin se fit transporter à Baye afin d'y trouver le repos nécessaire à sa santé. Ce changement de résidence n'eut pas l'effet désiré. Il mourut à Baye le 7 septembre 480 à l'âge de soixante-et-onze ans.

« Annis quadraginta septem in episcopatu æger ex medico-
« rum concilio Baiam defertur. Ibi morbo ingravescente mi-
« gravit ad Dominum septimo idus septembris clarus mira-
« culis. »

Saint Remi, évêque de Reims, assisté de plusieurs autres évêques voisins, présida à ses funérailles. Les dépouilles mortelles furent déposées dans une crypte située au-dessous du sanctuaire de l'église de Saint-Pierre de Baye. Le corps de saint Alpin resta jusqu'à l'an 860 dans la crypte, qui existe encore aujourd'hui ; à cette époque il fut transporté à Châlons et déposé dans l'église de Saint-André qui prit dès lors le vocable de Saint-Alpin. Cette translation eut lieu sous le pontificat d'Erchanraud, évêque de Châlons. La cérémonie de la translation fut un véritable triomphe, car l'éclat du nom de saint Alpin était rehaussé par des miracles. Dans les hymnes consacrées à la gloire de saint Alpin, on trouve ces paroles :

« Genitrix Baia felix
« Et decora spiritum vitæ et æternæ
« Gaudia lucis. »

C'est seulement vers le XIe siècle que nous retrouvons des documents sur les possesseurs de Baye. En 1019, Hugues, dit Bardoul, IIe du nom, seigneur de Broyes, de Beaufort, de Baye, de Trie-le-Bardoul et Charmentré, appartenant à la famille de Broyes, était seigneur de Baye ; il mourut en 1112. Il avait épousé Emmeline de Montlhéry, fille de Miles, dit le Grand, seigneur de Montlhéry et de Lithaise, vicomtesse de Troyes. Hugues II eut pour fils Simon Ier du nom, seigneur de Broyes, de Beaufort, de Baye, Trie-le-Bardoul et Charmentré. Il possédait la terre de Baye en 1113 et mourut en 1141. Il avait épousé Félicité de Brenne ou Brienne, fille d'Erard, comte de Brenne en Champagne ; de ce mariage naquit Hugues, IIIe du nom. Broyes, ancienne maison éteinte qui tire son origine de la châtellenie de son nom, située en Brie, près la ville de Sézanne. De Broyes portent : « d'azur à trois broyes d'or, posées en pal et rangées en face. »

En 1100 il fut présenté un dénombrement par Archambault qui faisait foy, que dès ce temps il y avait des fiefs mouvants *muëment* de Baye, qui étaient arrière-fiefs du comté de Châlons. Ce témoignage a été produit au XVIIe siècle, par l'évêque de Châlons, comme pièce citée dans son procès avec M. Delon, seigneur et baron de Baye.

Vers la même époque l'abbaye d'Andecy fut fondée, près de Baye. Effectivement en 1131, Thibaut, comte de Champagne, apporte à l'abbaye naissante d'Andecy le concours de son autorité et de ses largesses. Cette abbaye, d'abord prieuré dépendant de Molesme, avait été ramenée à la stricte observance par les soins de Simon Ier, seigneur de Broyes et de Baye qui y avait fait transporter des reliques du prieuré de Jully, diocèse de Langres. Elle avait été enrichie aussi de divers domaines par la libéralité de Simon et de plusieurs seigneurs du voisinage, parmi lesquels : Hugues de Montmort, Manassès de Pleurs et Hélie de Montmirail, Anseau de Trainel. Thibaut confirma ces donations, en ajouta d'autres, et dispensa pour l'avenir cette abbaye de tous droits d'amortissements et ne se réserva sur elle qu'un simple droit de garde.

Les mêmes faits se trouvent consignés dans les termes suivants : Simon ou Hugues de Broyes fonde en 1131, sur le territoire de Baye, l'abbaye de femmes, dite de N.-D. d'Andecy et lui fit des dons considérables. Thibaut II, comte de Champagne, par une charte de la même époque enrichit le monastère. Suivant quelques chroniques, la communauté d'Andecy n'était qu'un prieuré dépendant de la riche abbaye de Molesme, diocèse de Langres. Ces détails concordent peu en apparence avec les dates de fondation des deux monastères. L'abbaye de Molesme passe pour avoir été fondée en 1175 et celle d'Andecy en 1131. La difficulté ici est plus apparente que réelle. Car nous voyons qu'en 1131, Andecy était l'objet des libéralités de plusieurs seigneurs, elle existait donc déjà et son origine pouvait remonter plus haut. Il a dû en être ainsi de l'abbaye de Molesme. Effectivement, nous voyons qu'en 1145, le pape Eugène III, plaça l'abbaye d'Andecy sous la filiation de Molesme. Molesme existait donc alors et la date de 1175 peut parfaitement n'être que le moment d'un notable accroissement.

Ces dates sont justifiées par le témoignage même de la chapelle d'Andecy qui remontait au XIIe siècle, comme l'affirmait l'architecture de ce monument détruit depuis la révolution. Quelques chapiteaux qui en proviennent conservés au château de Baye, ne permettent pas de confusion au sujet de leur date.

Dans les mêmes temps, c'est-à-dire en 1128 se fondait l'abbaye du Reclus, près Baye. Nous voyons en effet que déjà en 1141 elle était l'objet de grandes libéralités de la part de Pierre

de Turier, qui lui donna la propriété du lieu dit : *Don du Comte* ou *Fontaine de Valois*. L'abbaye appartenait à l'ordre de Cîteaux. Le baron de Broyes, seigneur de Baye, lui abandonna les aisances de son bois de Talu en 1197 ; mais auparavant elle avait encore été l'objet de libéralités de la part de Simon, qui mourut en 1141. Cette coïncidence de la mort de Simon de Broyes avec l'accroissement donné en 1141 à l'abbaye du Reclus paraît très-vraisemblable. Aussi le baron de Broyes fut-il aussi considéré comme fondateur.

Il y a lieu de croire que le XIIe siècle vit déployer une grande activité dans la baronnie. Le château de Baye lui-même fut reconstruit en l'an 1150. Simultanément, ou à peu près le monastère du Reclus était aussi reconstruit. Nous voyons dans l'histoire des comtes de Champagne qu'en 1164 ou mieux du 12 avril 1164 au 13 avril 1165 qu'Henry, comte de Champagne donne un emplacement pour rebâtir l'abbaye du Reclus, plus le droit d'usage et de pâturage dans la forêt de Vassy et la permission à ses hommes d'entrer en religion dans le monastère.

Dans un ancien manuscrit ayant pour titre : *Observations sur le trésor de Baye*, on lit ce qui suit : « Par la lecture que l'on « prit du titre intitulé *carta fundationis*, il paraît que cet acte « daté de 1168 n'est pas le premier titre de fondation de l'ab- « baye du Reclus, ou en ce cas les seigneurs de Broyes et de « Baye ne seraient devenus fondateurs qu'à partir de 1168 par « une dotation considérable. Par cette pièce il résulte qu'un « Hugues de Broyes, touché de la pauvreté du couvent du « Reclus, ordre de Cîteaux, et sollicité par Henri pour lors « évêque de Troyes, concéda aux religieux quelques rivages « de la rivière de Morains, le droit de tuillerie et quelques « autres objets. » Ces détails allégués dans le procès avec l'évêque de Châlons prouvent que l'abbaye du Reclus existait en 1168, puisque son état de pauvreté provoquait la généreuse assistance de Hugues de Broyes, baron de Baye.

Les observations sur le trésor de Baye corroborent les faits qui viennent d'être rappelés. Effectivement il y est dit : « Quoique les titres qui se trouvent dans le trésor de Baye « soient en partie rongés par les rats, les autres très-difficiles « à lire, l'on trouve l'original et nombre de copies anciennes « et qui paraissent confirmer la fondation de l'abbaye du Reclus « en 1168. Le parlement dans les motifs de son arrêt de 1617 « donne à cette fondation une époque plus reculée, car il

« semble qu'il la met de même date que la fondation de « l'abbaye d'Andecy qui est en 1131 et que le Parlement date « 1130. Ces deux erreurs ne sont pas considérables parce que « ces époques n'étaient alléguées que pour prouver l'erreur « dans laquelle l'évêque de Châlons était tombé en prétendant « que la baronnie de Baye n'avait été fondée que comme un « simple fief en 1200, ce qui était réellement démenti par les « fondations d'Andecy et du Reclus qui sont du siècle précé- « dents. » Ces données historiques nous montrent combien les couvents d'Andecy et du Reclus sont intimement liés à l'histoire de la baronnie de Baye.

Du reste, le même manuscrit atteste qu'à l'égard de l'abbaye du Reclus le plus ancien titre qu'ayent les barons de Baye est une chartre d'Hugues de Broyes, IIIe du nom, seigneur de Baye en 1168. Ce n'est pas celui de la fondation de cette abbaye. Le Parlement de Paris dans les motifs qu'il a donnés de l'arrêt qu'il avait rendu entre l'évêque de Châlons, seigneur suzerain de Baye et le baron de Baye, le 29 avril 1617, assigne la même époque à la fondation de l'abbaye du Reclus et d'Andecy, le même fondateur Simon de Broyes. Les dates, les faits s'accordent parfaitement sur ce point.

On a également conservé le souvenir d'une intervention qui concourt au même but. Un Hugues de Broyes, qualifié Hugues IIIe, fils de Simon, seigneur de Baye, confirme en 1172 la fondation faite par Simon de Broyes, son père en 1131, du monastère du Reclus.

L'histoire des comtes de Champagne contient un détail qui rentre dans le même cadre d'idées : « De Provins du 4 avril « 1176 au 23 avril 1177. (Pruvini 1176) Henri le Libéral, « comte de Champagne, reconnait devoir à l'abbaye du Reclus « huit muids quatre setiers de grains de rente jusqu'à ce qu'il « leur ait acquis à Nœroi la terre nécessaire pour une « charrue. »

Henri II, comte palatin de Champagne, trouvant cette maison (l'abbaye du Reclus) mal située donna aux religieux le lieu de la Vieille-Grange ou la Cense-Malassise, où ils bâtirent eux-mêmes et couvrirent avec de la tuile façonnée par leurs mains. Parmi d'autres bienfaits considérables le baron de Broyes, seigneur de Baye, abandonna à ces religieux, les droits qu'il avait sur les moulins de Baye et autres pour l'entretien d'une lampe ardente sur son tombeau. Ces faits sont tous antérieurs à l'an 1200.

Nous avons signalé comme détenant la terre de Baye la famille de saint Alpin, puis la famille des seigneurs de Broyes qui paraissent avoir été au XIIe siècle les constructeurs du château de Baye.

Le manuscrit intitulé : observations sur le trésor de Baye, établit qu'il n'a jamais paru douteux que la terre de Baye fût de tout temps une ancienne baronnie dont l'origine a été inconnue. Le sieur Delon de Lorme lors du procès avec l'évêque de Châlons a prouvé que les seigneurs de Baye avaient fondé les abbayes d'Andecy et du Reclus. La première en 1131 et l'autre peu après. Que dans les années subséquentes ils avaient fait d'autres libéralités, que par tous ces titres de fondation et de donation ils avaient pris la qualité de chevaliers, seigneurs de Baye, qu'aux assemblées et actes anciens passés avec les comtes de Champagne, ils avaient occupé après ces comtes les premiers rangs par la dignité de leurs terres. Que dans un titre de 1124 extrait de la chambre des comptes, Simon de Châteauvillain avait dans un acte passé avec le comte Thibaut été qualifié de troisième baron de Champagne comme étant baron de Baye.

L'existence de l'abbaye du Reclus s'affirme de différentes manières dans le cours du temps. En septembre 1223, Blanche, épouse de Thibaut IV, fait connaître un compromis entre l'abbaye du Reclus et Renault de Commercy.

Dans les mêmes temps, en juin 1239, Ulhric, abbé et le couvent du Reclus abandonnèrent à Thibaut IV : 1° leur droit d'usage dans la forêt du Gault ; 2° une rente de huit muids et de quatre setiers de blé (mesure de Vertus). Ils reçoivent de Thibaut en échange cent quatre vingts arpents du bois de Chaperon acheté par Blanche et par Thibaut, seigneur de Broyes.

L'abbaye d'Andecy qui n'avait d'abord été qu'un prieuré de la dépendance de Molesme de laquelle les religieuses se rachetèrent moyennant des dîmes qu'elles abandonnèrent aux religieux de cette abbaye, ainsi que le prouve une bulle du pape Alexandre de 1258 et une transaction qu'elles passèrent avec ces religieux en 1259, et ce n'est que depuis cette époque que leur supérieure prit le titre d'abbesse.

Le premier Châteauvillain, baron de Baye, dont l'existence a déjà été signalée a dû être le constructeur de la chapelle du château de Baye. C'est du commencement du XIIIe siècle que date la chapelle du château de Baye. Elle se trouve accolée à

l'extrémité nord du château et communique avec lui. Le plan en est simple et conforme au type des chapelles de cette époque. La première moitié se compose d'une travée plus longue que large à voûte sur nervure croisée retombant sur des colonnettes appliquées et munies de chapiteaux à crochets. La seconde se développe en abside à sept pans, donnant huit compartiments à la voûte également portée sur nervures qui correspondent à des colonnettes engagées dans les angles des murs. Cinq fenêtres en lancettes ogivales éclairent ce sanctuaire et sont encore décorées de précieuses verrières datant du XIIIe siècle.

Un arbre de Jessé et différents sujets de l'ancien et du nouveau testament ont fourni les motifs de cette décoration, réalisée avec le charme naïf, la grande puissance de dessin, l'éclat des couleurs à la fois vives, douces, translucides, qui caractérisent les meilleures œuvres de cette époque.

Un témoignage archéologique concorde avec ces dates, il existe un carreau en terre émaillée du XIIIe siècle, trouvé au château de Baye, aux armes de Châteauvillain qui portaient : « de gueules semé de billettes d'or au lion de même brochant sur le tout. » Les Châteauvillain, seigneurs de Baye, formaient une branche de la maison de Broyes. De la maison de Châteauvillain sont ensuite sorties deux branches : la première celle des seigneurs de Pleurs et la seconde, celle des seigneurs de Baye qui eut pour auteur Hugues de Châteauvillain, second fils de Simon II, mort en 1314. Ces seigneurs ont fini à Jean de Châteauvillain, seigneur de Vauclerc et de Baye, mort sans enfants vers 1372.

La famille de Béthune succéda aux Châteauvillain. Un dénombrement fut rendu en 1402, par Jean de Béthune qui possédait la terre de Baye, à Charles de Poitiers, évêque de Châlons.

Le premier Béthune, seigneur de Baye fut donc Jean de Béthune, IIe du nom, dit Locres, chevalier, seigneur d'Aubèches, de Bailleul, de Baye, de Hautbois, d'Avraincourt, Toulon, etc..... fils de Jean de Béthune, Ier du nom et de Jeanne de Coucy. Il servit vaillamment les rois de France et d'Espagne, épousa Isabeau d'Estoutville, fille de Robert d'Estoutville et de Marguerite de Montmorency ; elle était sœur de Jean d'Estoutville, mari de Jeanne d'Harcourt et nièce de Jeanne de Bourbon, reine de France. L'ancienne

maison d'Estoutville qui est éteinte portait : « Burelé d'argent et de gueules au lion de sable brochant sur le tout. »

Vers 1434, Robert de Béthune, IXe du nom, seigneur de Mareuil, de Baye, de Coucy, etc....., conseiller chambellan du roi Charles VII, servit ce prince dans ses guerres contre les Anglais, fut fait chevalier à l'assaut de la ville de Montereau, suivant l'usage de ce temps-là en 1437, se trouva encore au siège de Pontoise en 1471 et n'existait plus en 1476. Il avait épousé par contrat du 22 janvier 1450, Michelle d'Estoutville. qui survécut à son mari et eut par arrêt de 1476, la garde noble de ses enfants. Elle était fille de Guillaume, chevalier, seigneur de Torcy, grand-maître des Eaux et Forêts de France et de Jeanne, dame de Doudeauville et Nouvion et de Caumartin. Robert de Béthune est fils de Jean de Béthune, IIe du nom, aussi seigneur de Baye.

Les seigneurs de Baye portaient le titre de baron ; déjà, en 1475, les seigneurs de Baye sont qualifiés du titre de baron et portent ce titre dans leur dénombrement à l'assemblée des états et à la rédaction de la coutume de Sens. Dans la rédaction du procès-verbal de cette assemblée rapportée par Penon, la présence des seigneurs de Baye est signalée en leur donnant le titre de baron de Baye.

En 1488, le seigneur de Baye permet aux religieux du Reclus, d'échanger deux moulins qu'ils avaient à Baye et quelques rentes également à Baye, Talu et Villevenard, contre 80 arpents de bois provenant de la succession des Châteauvillain.

Jean de Béthune, IIIe du nom, fils de Jean II, chevalier, seigneur de Mareuil, de Baye, de Hautbois, d'Avraincourt, Cougy, Toulon, Bailleul, Nouvion, Caumartin, etc....., soutint de grands procès pour la succession de sa mère et obtint en 1501 un arrêt qui lui adjugea les terres de Nouvion, de Doudeauville et de Caumartin. Il mourut en 1512. Il avait épousé vers 1480, Jeanne d'Anglure, fille de Simon dit Saladin d'Anglure, conseiller et chambellan de René d'Anjou, roi de Sicile et de Jérusalem, et de Jeanne de Neufchâtel. Les armes d'Anglure sont : « d'or à sonnettes d'argent sans nombre supportées sur des chevrons de gueules renversés. » Parmi ses enfants, on remarque Isabelle, religieuse, puis abbesse de N.-D. d'Andecy, près Baye, morte vers 1536, après avoir gouverné cette abbaye près de trente ans.

En 1509, le 12 février, Jean de Béthune, seigneur de Baye, avait octroyé aux habitants de Baye une charte par laquelle il

leur concédait certains droits entr'autres l'usage d'une pièce de bois dite des Nouës, sise entre Baye et Villevenard.

En 1512, nous voyons Alpin de Béthune, fils de Jean III, chevalier, seigneur de Mareuil, Cougy, Nouvion, Hautbois, Bailleul, Toulon, Châtillon, Fromentières, Chaltrait, Champaubert, Lorry, Beaunay, Broussy, baron de Baye, etc..., lequel rendit de grands services à l'état pendant les guerres contre l'empereur Charles-Quint, comme le témoigne dans ses lettres Charles, duc de Vendôme, quatrième aïeul de Louis XV qui le qualifie son cousin, comme en effet il l'était par la maison de Luxembourg, Jeanne de Luxembourg, ayant épousé Jean de Luxembourg. Alpin de Béthune servit le roi François Ier dans ses guerres contre l'Espagne sous Charles de Bourbon et mourut avant le 16 septembre 1546. Il avait épousé le 25 juin 1509 Jeanne des Ursins, morte en 1544. Les armes des Ursins sont : « bandé d'argent et de gueules de six pièces, au chef d'argent chargé d'une rose de gueules soutenue d'or. » Elle était fille aînée de Jean, IIIe du nom et de Louise de Varie.

En 1546, Jean de Béthune, IVe du nom, fils d'Alpin de Béthune, Chevalier, Baron de Baye, de Rosny, seigneur de Hautbois, d'Avraincourt, de Nouvion, de Beaunay, de Caumartin, Talus, Joches, Villevenard, Châtillon, etc....., mourut en 1554 au château de Coucy, où il s'était retiré après avoir été dépouillé de tous ses biens par suite de sa mauvaise conduite. Il avait épousé le 19 juin 1519, Anne de Melun, dame de Rosny et de Villeneuve-en-Chevrie, près Mantes, morte le 13 janvier 1440. Elle était la troisième fille de Hugues, vicomte de Gand, chevalier de la Toison d'or, gouverneur d'Arras et de Jeanne de Hornes, dame de Hébuterne.

En 1542, nous voyons François de Béthune, fils du précédent, chevalier, baron de Rosny, seigneur de Baye, Villeneuve, etc..... Il suivit le parti de Louis de Bourbon, prince de Condé pendant toutes les guerres civiles du royaume. Il embrassa la nouvelle religion, fut fait prisonnier à la bataille de Jarnac, courut de grands dangers le 13 mars 1569, plus tard il fut mis en liberté et en possession de ses terres, dont il jouit paisiblement jusqu'à sa mort, arrivée à la fin de 1575. Il avait épousé : 1° le 13 janvier 1557 Charlotte Dauvet, fille de Robert, président à la chambre des comptes et de dame Briçonnet, nièce du cardinal de ce nom, archevêque de Narbonne. Les armes de Dauvet sont : « Bandé d'argent et de gueules ; » 2° Marguerite de Louvigny, veuve de Jean, baron de Clère, de

Baumez et de la Croix-Saint-Leufroy, seigneur de Goupilières et autres lieux, morte sans enfants.

En 1546, il est fait mention que les religieux de l'abbaye du Reclus obtinrent le droit de justice dans leurs terres, du seigneur de Baye.

En 1547, les abbesse et religieuses de l'abbaye d'Andecy font une déclaration de leur temporel qu'elles présentent au roi. Après l'énumération faite de ces biens, elles ajoutent : « tous lesquels biens nous ont été donnés par Simon de Broyes, notre fondateur. »

En 1554, vente par Jean de Béthune au duc de Nivernais de la seigneurie de Baye.

A la date 1555, on lit dans la Chesnaye des lois : « Baye — terre seigneurie est l'une des quatre anciennes baronnies de Champagne, située dans le diocèse de Sens et au-dedans du bailliage dont elle relève. Elle appartenait lors du procès-verbal de rédaction des coutumes de cette ville du 4 novembre 1555, au duc de Nivernais, pair de France, gouverneur de Brie, Champagne et Luxembourg.

A la même époque les manuscrits conservés à Baye établissent que Baye avait encore en 1555 une importance considérable. Huit prêtres y possédaient en propre des maisons, sans compter ceux qui y demeuraient comme locataires, les curé et vicaires. Les anciens titres le qualifient ville, c'était au moins un gros bourg.

La terre de Baye échut à une des filles du duc de Nivernais, Marie de Clèves. Cette dernière eut en 1564 à opter alors sous la curatelle du cardinal de Bourbon, car elle était mineure, entre la prévoté et le bailliage. Elle opta pour le bailliage. Le bailly de Baye avait droit d'assises auxquelles sont tenues de comparoir tous les officiers des justices desdits fiefs qui sont tenus d'y apporter pour être jugées toutes les instances qui se trouvent instruites dans leur juridiction qui reste fermée pendant la durée desdites assises qui est de quinze jours, le tout sous peine de trois livres d'amende contre chacun contrevenant. Ces assises se tiennent tous les ans le premier mercredi d'après la Saint-Martin.

Marie de Clèves fut mariée au duc de Bourbon, prince de Condé, 1568. Catherine de Bourbon, princesse de Condé succéda au duc de Bourbon, prince de Condé. Catherine étant morte sans enfants, sa succession fut partagée entre la du-

chesse de Nivernais et Catherine de Clèves, duchesse de Guise, ses tantes maternelles.

En 1603, par contrat de vente, le domaine de Baye fut cédé à Jean Delon de Lorme par Catherine de Clèves. Cet acte porte la date du 22 février. Jean Delon de Lorme était le père de la célèbre Marion de Lorme. M. et Mme de Lorme ont été inhumés dans la crypte de Saint-Alpin, à l'église paroissiale de Baye, leurs sépultures out été détruites.

En 1606, le sieur Delon acheta de Jaqueline de Béthune le 20 mars 1606 les terres de Talus et Bannay, qui relèvent en plein fief de Baye.

Le sieur Delon ayant acquis la terre et baronnie de Baye de la duchesse de Guise, il paya le 10 juillet 1608 à l'évêque de Châlons les droits de quint et requint et rendit son hommage conforme à celui qui avait été rendu par la duchesse de Guise. Le tout fut reçu par l'évêque de Châlons. Après l'hommage reçu le sieur Delon au mois d'octobre 1608 présente un dénombrement conforme à celui qu'avait rendu la même duchesse de Guise le 29 juillet 1599.

Le dénombrement ayant été présenté aux officiers de l'évêque de Châlons, il fût reçu sans être blâmé et mis dans le trésor de l'évêché de Châlons. Par suite de désaccord entre M. Delaporte, grand-vicaire de l'évêque de Châlons, et M. de Lorme un procès considérable survint. Le résultat de ce procès fut heureux au point de vue de l'histoire. Nous lui devons la conservation d'une foule de documents qui auraient certainement disparus et a fixé le nombre des fiefs qui dépendaient de la baronnie de Baye.

Le procès dont il a été question ne fut pas terminé immédiatement. En 1617, il y eut un arrêt du 29 avril rendu entre M. de Lorme et Henri-Cosme Clause, évêque de Châlons. Cet arrêt est un titre authentique qui fixe le véritable état de la terre de Baye relativement au seigneur suzerain dont elle relève. Dans l'instruction qui a été très-vive, l'on trouve des éclaircissements sur tous les fiefs de la baronnie. Ce fut vers la même époque qu'eut lieu la guérison de M. de Lorme. « En « 1620, Mme de Lorme, femme de M. de Lorme, baron de « Baye (Marne), trésorier de France, fut guérie par l'interces- « sion de N.-D. de Liesse d'un dangereux mal de mamelle qui « lui était resté d'une de ses couches. C'est elle-même qui l'a « déclaré en offrant à sa bienfaitrice une mamelle d'argent. »

Quelques années après, la baronnie de Baye fut vendue par autorité de justice sur les enfants de M. Delon de Lorme, baron de Baye. M. Larcher en fut l'adjudicataire.

Larcher ou l'Archer, ancienne noblesse de Bretagne qui n'a rien de commun avec la famille du même nom, qui tire son origine de Paris. Les Larcher portent : « d'azur au chevron d'or, accompagné en chef de 2 roses d'argent et en pointe d'une croix patriarchale de même. »

Pierre Larcher, III° du nom, marquis d'Esternay, baron de Réveillon, de Baye, de la Fortelle, d'Ormoy, Villevenard, Joches, Talus, Bannay, etc....., reçu conseiller au grand conseil en mars 1652, président de la chambre des comptes le 10 juillet 1654 et conseiller du Roi en tous ses conseils d'état et privés et direction des finances, mourut le 14 novembre 1712. Il avait épousé le 15 juin 1654 Françoise Mangot, morte le 18 décembre 1662. Fille d'Anne, seigneur de Villarceau, conseiller d'état et doyen des maîtres des requêtes et de Marie Phélipeaux; de ce mariage il eut :

Michel Larcher, III° du nom, marquis d'Olizy, Boujacourt, Nogent, le Chemin, baron de Baye, Villevenard, Joches, Talus, Bannay, etc....., conseiller au grand conseil le 24 septembre 1671, grand rapporteur en chancellerie le 19 mars 1672, maître des requêtes le 23 février 1687, commissaire de la chambre souveraine pour la réformation de la justice aux Grands-Jours le 11 août 1688, intendant de la généralité de Rouen le 25 février 1690, puis de celle de Champagne le 24 décembre 1691, conseiller du Roi en tous ses conseils et président de la chambre des comptes sur la démission de son père le 17 février 1700, est mort le 9 avril 1715. Il avait épousé : 1° par contrat du 5 mars 1675, Gabrielle Rioult de Douilly, fille de Pierre, seigneur de Douilly, Curzay, Estouy, etc....., et de Marie Mestayer, depuis remariée à François, marquis de l'Hospital ; 2° Marguerite le Cornier, sans enfants. Du premier lit il eut cinq enfants dont trois morts en bas âge.

Michel Larcher était beau-frère de M. Berthelot de Pleneuf qui avait épousé aussi une fille de M. Rioult-Douilly de Cursay.

En 1673, les religieux du Reclus ont rendu à M. Larcher un dénombrement qu'ils déclarèrent conforme à celui rendu à M. Delon en 1612.

Egalement en 1673, l'abbaye d'Andecy qui comptait 40 religieuses et rapportait 20,000 livres, obtint un privilège. Un

arrêt de 1673, reconnut à l'abbesse les droits de haute, moyenne et basse justice en preuve de quoi le carcan fut attaché près de la porte principale et conféra à l'abbaye le titre de fondation royale. Peu de temps après, la maison tombant en ruines dut être reconstruite, ce qui mit le trouble dans les finances. Il fallut vendre des terres et le Roi permit à l'abbesse d'exiger 30,000 livres de dot sur chaque nouvelle religieuse, 14 août 1695. Les constructions furent terminées avant 1717.

En 1677, Baye n'avait point encore perdu de son importance. On trouve dans les papiers du château de Baye une pièce qui en témoigne.

« Nous évêque et comte de Châlons certifions à tous qu'il « appartiendra que la paroisse de Baye qui est de notre dio- « cèse a grand besoin d'un vicaire parcequ'elle est fort nom- « breuse et qu'elle a beaucoup de hameaux écartés. — Fait à « Châlons le 2 septembre 1677. » Cependant en 1680 les murs de clôture de Baye furent détruits. On a conservé le souvenir de ce fait, il s'agit ici des murs du village.

La baronnie de Baye avait encore une très-grande importance au XVIIe siècle; suivant le vocabulaire des lieux régis par la coutume de Sens, loi municipale du bailliage de Baye, elle était composée de Baye, chef-lieu, Courjeonnet, Joches, Andecy abbaye, Reclus abbaye, les Aulnois, Talus, Villevenard, les Boulins, Montereux ou Maucreux, Saint-Gond, Champaubert, Montarmé, Rambecourt, Trohan-le-Petit, le bailliage de Sainte-Margerie et de Corbeil.

Les abbesses et religieuses d'Andecy, prétendirent dans le courant du XVIIe siècle être de fondation royale. Cette prétention donna lieu à un procès entre les religieuses et les barons de Baye et par arrêt du 19 juillet 1687 rendu entre M. Larcher et les religieuses abbesses d'Andecy et le sieur Barbin, baron de Broyes et M. le Procureur général intervenant au nom du Roi : 1° Il est permis à M. Larcher de se dire fondateur de l'abbaye d'Andecy sans néanmoins que pour raison de ladite qualité il puisse prétendre aucun droit sur ladite abbaye ; fait défense auxdites abbesses et religieuses et couvent de qualifier ladite abbaye de fondation royale ; 2° les religieuses sont gardées au droit et possession de haute, moyenne et basse justice aux lieux et domaines dépendants de la vieille et nouvelle Andecy ; 3° D'y avoir colombier à pied ; 4° De mettre un poteau avec un carcan devant la porte de l'abbaye ; 5° Maître Larcher

est maintenu dans le droit de banalité des pressoirs dans l'étendue de sa seigneurie de Villevenard ; 6° Sur les autres appellations et demandes de M. Larcher ensemble sur l'opposition à l'exécution d'un arrêt du 29 avril 1617 les parties sont mises hors de cour.

En 1708, la seigneurie de Baye changea de mains. Par acte du 9 janvier 1708, Michel Larcher céda par échange le domaine de Baye à son beau-frère Etienne Berthelot de Pleneuf.

Berthelot, famille d'ancienne noblesse de Bretagne, où elle a formé plusieurs branches, l'une desquelles s'est établie en Picardie au commencement du XVIIIe siècle. Ce fut en faveur de celle-ci que l'Ile d'Orléans fut érigée en comté sous le titre de Saint-Laurent. Les Berthelot portent : « d'azur au chevron d'or accompagné de trois besons de même, deux en chef et un en pointe. »

Etienne Berthelot le premier détenteur de Baye de ce nom, né en 1663, second fils de François, comte de Saint-Laurent et d'Anne Renault de Duchy, sa seconde femme, ses père et mère, seigneur de Pleneuf, baron de Baye, Villevenard, etc..., et ancien directeur général de l'artillerie de France. Il mourut en 1727 et avait été marié deux fois. 1° Avec Marie-Henriette-Françoise Galand ; 2° avec Agnès Rioult-Douilly de Cursay. Il eut deux fils dont le baron de Baye et trois filles, une religieuse. Mme de Quémadeuc et la fameuse marquise de Prie. On conserve au château de Baye un portrait de la deuxième femme de M. Berthelot de Pleneuf tenant sur ses genoux la marquise de Prie encore enfant.

M. et Mme de Pleneuf avaient acquis Baye pour leur fils, il fut immédiatement nommé dans les actes baron de Baye comme on peut le voir dans l'acte passé à Paris devant les notaires le 19 janvier 1708. La publication du contrat d'échange fut faite au bailliage de Châlons le 19 juillet 1712. Le dénombrement de la baronnie fut fourni au seigneur, évêque de Châlons le 25 janvier 1713.

L'arrêt relatif au procès entre M. Delon, baron de Baye et le seigneur, évêque de Châlons, fut porté en 1717. M. Delon qui avait gagné le procès avait produit 171 pièces pour soutenir ses droits.

La sentence de décret de ladite baronnie de Baye porte la date du 30 juillet 1721.

En 1725, M. de Montmort rendit hommage et dénombrement au seigneur de Baye pour le fief de Montarmé.

Madame d'Etoges rendit pareil hommage au baron de Baye le 11 décembre 1726, pour son fief de Fontaine-Aubron.

Le 5 novembre 1747, reconnaissance par les habitants de Villevenard de la banalité des moulins et pressoirs et autres droits généraux dûs et attachés à la seigneurie de Baye.

François Berthelot, II° du nom, chevalier, seigneur de Pleneuf, baron de Baye, de Villevenard et autres terres, né le 29 août 1703, lieutenant-général des armées du Roi, grand croix et grand cordon de l'ordre militaire de Saint-Louis; commandant des deux compagnies de Cadets gentilshommes du Roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, depuis 1753 et en 1766 grand bailli d'épée des ville et bailliage de Saint-Dié, a épousé par contrat du 26 août 1740 Cécile-Elisabeth Rioult-Douilly de Cursay, sa cousine-germaine, née au mois de juillet 1714. Ils ont eu : Alexandre, Etienne, Hippolyte qui suit, Madame de Berchény, Madame de Girardin et Madame de Loras.

En 1756, le baron de Baye, commandant des deux compagnies des cadets gentilshommes du roi de Pologne, duc de Lorraine, est nommé commandant honoraire de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il fut revêtu du grand cordon rouge par le roi de Pologne. Le dossier de M. de Baye au ministère de la guerre constate en effet que cet officier général fut nommé commandant honoraire sur les instances du roi de Pologne auquel le cordon rouge fut envoyé pour en décorer M. de Baye dans la cérémonie de l'inauguration de la statue de Louis XV à Nancy.

Du 7 avril 1758, acte de foi et hommage et dénombrement du fief de Fontainebleau rendu par Mme la marquise de Saint-Vallier au baron de Baye.

« Le 22 juin 1758, inventaire à la requête de M. Claude-Nicolas Collet, avocat au parlement de Paris, exécuteur des testamens et codiciles olographes de feüe dame Agnès Rioult-Douilly, veuve de Messire Etienne Berthelot de Pleneuf, vivant conseiller du Roy en ses conseils, ancien directeur général de l'artillerie de France, baronne de Baye, dame de Villevenard, Joches, Tallus, Bannay et autres lieux, décédée à Paris le 15 may dernier. Des 6 avril 1757, 20 février et 17 mars 1758 et contrôlé à Paris le 22 may suivant, vûs au greffe des juridictions, etc.....

« Le sieur Leroy comme fondé de la procuration de Messire Etienne-François Berthelot, chevalier, baron de Baye, seigneur de Villevenard, Joches, Tallus, Bannay et autres lieux, maré-

chal des camps et armées du Roy, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandant de deux compagnies des cadets gentilshommes de S. M. le Roy de Pologne et grand bailly d'épée de Saint-Dié, habile à se porter héritier pour un quart et quant aux portions avantageuses à lui déférées par ladite dame de Pleneuf sa mère. Suit l'inventaire de ce qui existait alors au château de Baye comme meubles, livres, etc..... »

La mention suivante se trouve dans la *Gazette de France* du 18 août 1759. « Le sieur de Baye attaqué le 8 août par un corps de 1200 hommes à Eimbeck où il était resté avec quelques troupes de l'arrière-garde, fait une très-belle résistance et ne se laisse point entamer. » Un tableau conservé à Baye le représente sous les murs d'Eimbeck.

En 1767, on a commencé la construction d'une église au Reclus, sur les restes de l'ancienne église dévastée dans le temps des guerres de religion. Il n'existait plus qu'une espèce de chapelle qui menaçait ruine. M. le baron de Baye et Mme son épouse en posèrent la pierre fondamentale. L'inscription qui y a été jointe fait mention de leur titre de fondateurs. La même inscription a été aussi gravée sur une des cloches qu'ils ont nommée.

En 1770, le baron de Baye et Madame son épouse le 17 juillet ont assisté à la bénédiction de la nouvelle église de l'abbaye du Reclus. Ils ont été reçus dans le chœur où on avait placé exprès des sièges, on leur a offert l'encens et dans l'acte qui a été dressé de cette cérémonie on y a joint aux qualités de M. le baron de Baye, celle de fondateur de l'abbaye dans la mention qu'on y a faite de leur présence.

Alexandre-Etienne-Hyppolite Berthelot de Baye, fils de Messire Etienne-François Berthelot, seigneur de Baye, mestre de camp de cavalerie, maréchal général des logis de l'armée et de dame Cécile-Elisabeth de Cursay, son épouse, né à Paris le 3 novembre 1745 ; parrain Etienne-Louis-Alexandre Berthelot abbé commendataire de l'abbaye royale de Saint-Martin de Massay, diocèse de Bourges, oncle paternel de l'enfant ; marraine Cécile-Thérèse-Pauline Rioult-Douilly de Cursay, épouse de Messire Etienne Guinot, marquis de Montconseil, maréchal des camps et armées du Roi et inspecteur d'infanterie, tante maternelle de l'enfant ; le père de présent à l'armée du Rhin. (Acte de baptême, paroisse Saint-Sulpice, dossier des généraux).

L'an de grâce 1779, le troisième jour de septembre, à neuf heures du soir, est décédé après avoir reçu les sacrements de pénitence, d'Eucharistie et d'extrême-onction, haut et puissant seigneur François Berthelot, âgé de 74 ans, cinq jours, chevalier, baron de Baye, lieutenant-général des armées du Roi, grand croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, ancien commandant des cadets gentilshommes de Sa Majesté le feu roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, grand bailli d'épée de Saint-Diez, seigneur de Villevenard, Joches, Talu, Bannay et autres lieux, fondateur des abbayes de N.-D. d'Andecy et du Reclus, et le quatrième du dit mois, son corps a été inhumé en la chapelle de la Sainte-Vierge, dans l'église dudit Baye, avec les cérémonies accoutumées faites par nous Jacques-François Degaulle, prêtre, curé de Villevenard, doyen de la chrétienté de Vertus, en l'absence de maître Thomas-Nicolas Martinot, curé de cette paroisse, en présence de haut et puissant seigneur Messire Alexandre-Etienne-Hyppolite Berthelot, baron de Baye, lieutenant des gardes du corps de Monsieur, frère du Roi, maître de camp de dragons, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, son gendre ; de Didier Charpentier, curé de Courjeonnet et de Joches, de maître Michel Petit, lieutenant ; François-Jean Béchar, procureur-fiscal ; de Claude-François Degaulle, greffier du bailliage dudit Baye, soussignés. (Extrait des registres de la paroisse de Baye).

Alexandre-Etienne-Hippolyte Berthelot, chevalier, seigneur et baron de Baye, né le 4 novembre 1745, a été exempt des gardes du roi de Pologne, colonel de dragons en 1770 et ensuite major des gardes de Monsieur, frère du Roi, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, a épousé demoiselle Pinel du Manoir, fille de Philippe Pinel du Manoir, colonel des milices de la Guadeloupe et de Madeleine Giraud d'Orzol.

Amour-Auguste Berthelot, baron de Baye, né à Paris, le 15 décembre 1782, fils de haut et puissant seigneur Alexandre-Etienne-Hippolyte Berthelot, baron de Baye, premier lieutenant des gardes du corps de Monsieur, frère du Roi, brigadier des armées du Roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de haute et puissante dame Robertine-Jeanne-Marie-Reine Pinel du Manoir, baronne de Baye, son épouse. Parrain, très-haut et puissant seigneur Louis-Joseph Amour, marquis de Bouillé, lieutenant-général des armées du Roi, gouverneur-général des Yles-du-Vent. Marraine, haute et

puissante dame Célestine-Augustine Pinel du Manoir, épouse de très-haut et puissant seigneur Vicomte de Saint-Chamans, colonel commandant du régiment de la Fère, infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (Archives de la marine, acte de baptême du 16 décembre 1782. Paris, paroisse de Montmartre).

Baron J. DE BAYE.

INVENTAIRE DES RELIQUES

Pierreries, Joyaux précieux et Argenterie

Dé l'Église cathédrale de Langres

Gardés et conservés en la Chapelle de Saint-Bénigne, dite le Trésor
1709 *

IV. — Contre le mur vis-a-vis de l'autel du trésor

43. — Une image d'argent de saint Louis.

Il y a dans cette image du cilice du saint, le reste estant aux Jacobins de la ville de Langres, probablement donné par le mesme sieur de Germinet, natif de cette ville, médecin de ce saint roi de France, dont on a cy-devant parlé.

44. — Une image de saint Vallier, archidiacre de saint Didier, IIIe évesque de Langres.

Cette image tient un livre où il y a des reliques du saint. Les moines de Molôme, qui ont le reste de son corps [1], accordèrent un os de sa cuisse et de sa mâchoire, et une coste à Jean Josbert, grand-archidiacre, en 1446.

Saint Vallier estoit d'une noble famille de Langres; il fut enveloppé dans la persécution des Allemans, conduits par Chroscus, vers l'an 264, soubz l'empire de Galien, et non par les Vandales en 411, comme plusieurs autheurs et mesme le bréviaire diocézain le portent, comme je l'ay fait voir dans une dissertation particulière à la fin du martyrologe de Langres. Saint Vallier, en latin Valerius, voulant sauver le reste du troupeau de saint Didier, tira vers la Saône, pour gagner le mont Jura; mais les barbares arrestèrent et massacrèrent toute cette troupe sur les bords de cette rivière, à Port-sur-Saône, dit en latin *Portus Buccinus*, où il y a une chapelle sous le nom de ce saint. Ses reliques sont à présent dans une châsse de bois doré, en l'abbaye de Molôme, proche Tonnerre, à plus de trente lieues de la Saône, sans scavoir quand ni par qui elles y ont esté transportées; elles furent presque réduites en cendres dans un incendie.

* Voir page 441, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

1. Bolland., *Acta SS.*, t. IX octobr. col. 529. Notre texte porte Molôme et non Molême.

45. — Le bras droit de saint Didier, évesque et martyr.

Ce bras fut mis au trésor des reliques de la cathédrale lorsqu'on fit la translation du corps de saint Didier, le 19 janvier 1314, sous l'épiscopat de Guillaume de Durfort de Duras, LXXIIe évesque de Langres, qui y apporta aussi les deux machoires de ce saint, qui peuvent estre dans ces coffres de bois peint, dont nous venons de parler au n° 38, ou dans un caveau soubz le pavé de cette chapelle du trésor, où un chanoine estant entré, il y a quelques années, y vit plusieurs ossemens dans du taffetas rouge, sans nom, qu'on croit estre de saints. Le tombeau de ce saint martyr est en l'église du prieuré qui porte son nom, dédiée par l'évesque Robert de Bourgogne en 1001, s'appelant auparavant de sainte Magdeleine, et qu'il donna à saint Robert, abbé de Molesme et fondateur de Cisteaux, avec lequel il avoit une estroite amitié. Dans ce même prieuré, on voit une belle châsse d'argent, qui renferme le reste des ossemens de saint Didier; son chef est d'argent doré, chargé de pierres fines d'un excellent ouvrage; il y a une célèbre confrérie pour la garde de ces reliques. Le prieuré de Saint-Didier est despendant de Molême, mais en commende.

46. — Bras de saint Grégoire, évesque de Langres.

Saint Grégoire, XVIe évesque de Langres, mourut à Langres, le 4 de janvier 541. Son corps fut transporté à Dijon, et inhumé en l'église de Saint-Jean, où l'on voit encore son tombeau. Ses reliques furent rapportées à Langres, et mises dans une châsse derrière le grand-autel de la cathédrale, comme nous allons le dire. Son chef est en l'église de l'abbaye de Saint-Bénigne à Dijon, qu'il y fonda en 535.

47. — Le chef de saint Grégoire, pape.

Il est d'une considérable grandeur, tout d'argent, où il y a quelques reliques. Il fut donné par N. Cornefert, prestre, chapellain de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Langres. (Ce prestre donna aussi sa chapelle d'argent cizelé, consistant en une croix, six chandeliers égaux, six vases avec des fleurs de soye, un calice avec sa patène, deux burrettes, deux encensoirs avec deux navettes, et un grand plat bassin; ce don magnifique fut accompagné de fondations.

Le chapitre lui donna sépulture en la cathédrale en 1676.)

48. — Le chef de saint Jacques-le-Majeur.

Le chef de saint Jacques-le-Majeur fut fait aussi d'argent,

vers le même temps. Il y a quelques parcelles de l'os de son bras, dont nous avons parlé ci-dessus.

49. — Deux anges d'argent.

Ces deux anges sont d'une grandeur considérable et servent à supporter le pavillon sur le Saint-Sacrement, quand on l'expose sur l'autel. Il y avoit plusieurs autres pièces d'orfèvrerie, qu'on porta au billon, suivant l'édit du roi, en 1686.

50. — Un poisson d'argent.

Ce poisson d'argent, assez grand, a esté donné par le cardinal Louis de Bar, dont nous avons parlé. (Louis avoit pour armes, deux barbeaux adossés). Ce poisson peut être le symbole hiéroglyphique du silence qu'on doit garder en l'église, suivant le prophète : *Tibi silentium...* Il a esté long-temps suspendu à une longue poutre, dite la perche, traversant la largeur du chœur de la cathédrale, chargée de cierges, qu'on a ostée depuis quelques années.

51. — Un œuf d'austruche.

A ceste même perche estoit aussi attaché un œuf d'austruche, dont la parfaite rondeur representoit la perfection de la vie canoniale. Il a esté donné par Hugues de Rochecorbon, LXVIIe évesque de Langres, mort à Damiette le 13 avril 1250, ayant suivi saint Louis en ses voyages d'outremer. Il y a encore un semblable œuf soubz le jubé, devant l'image de marbre blanc de la Sainte-Vierge. L'austruche qui cache et oublie ses œufs dans le sable, figure aussi la malice du pécheur.

V. — Dans la sacristie de la cathédrale

52. — .....

Il y a plusieurs calices d'argent doré avec leurs patènes, des burrettes de même, des livres d'épitres et d'évangiles revestus encensoirs avec leurs navettes, chandeliers, plats-bassins et d'argent cizelé, et un canon de la messe garni de 24 plaques aussi d'argent, de riches ornemens de drap d'or, de brocard, de velours en broderie et de soye, tant anciens que modernes, qui sont en grand nombre. En 1703, MM. du Chapitre ont fait faire une chasuble, deux tuniques et trois chappes de velours rouge, tout en broderie, qui ont cousté plus de 12,000 livres.

VI. — Dans le chœur de cette insigne cathédrale

53. — Un crucifix plus grand que nature, revestu en grand prêtre habillé de long avec une ceinture dorée, attaché à quatre cloux.

La statue et la croix fort haute et large sont couvertes de

lames déliées d'argent avec de gros cristaux sur les bords. Ce fut un don, suivant quelques manuscrits, que les pères du second concile de Nicée firent à Charlemagne, après avoir condamné les Iconoclastes en 787. Son fils, Louis-le-Débonnaire, en fit présent à Langres, où il séjourna quelque temps, pendant que ses enfans lui firent la guerre. Ce crucifix fut mis d'abord en la chapelle de la Trinité sur le vieux jubé; mais le cardinal de Givry ayant fait démolir ce jubé, pour faire celui d'à présent, d'architecture des mieux entendues, en pierres blanches, on transporta le crucifix sur l'autel dit des Prébendiers. Il y a plusieurs reliques en sa poitrine, que feu M. Thibaut, chanoine, a visitées, et il en a fait l'inventaire suivant : de la vraye Croix de Nostre-Seigneur; de la pierre de son sépulchre ; des pierres de l'estable de Bethléem ; de saint Didier ; de saint Jacques ; de saint Estienne ; des cheveux de S. Eloy, de son estolle et de son voile ; du sépulcre de la sainte Vierge ; des pierres du Jourdain, où Nostre Seigneur fut baptizé. Il y a encore dans la poitrine de ce crucifix une petite châsse de bois et d'yvoire. Elle est remplie des reliques suivantes :

De saint Pasteur; du suair de Notre Seigneur et du sépulcre; de saint Pierre et de sainte Pétronille ; une dent de saint Martial ; de saint Jacques, frère de Nostre Seigneur ; de saint Amand ; de sainte Gertrude; des os du prophète Elisée ; des cheveux de saint Germain ; de saint Jean et de saint Théodore; de saint Martin. Soubz les pieds de ce crucifix, en un petit coffre, on mit une grande partie du sang miraculeux de saint Mammès, sorti de l'os de son bras, comme nous avons dit cy-dessus ; il est à présent comme du ciment. Ces reliques, dont nous venons de parler, ont été mises en la poitrine de ce crucifix, après qu'il fut envoyé à l'empereur Charlemagne. C'est la manière des Orientaux d'habiller Jésus-Christ en croix. Cet antique crucifix est fort vénérable et majestueux.

54. — Le maître-autel : le devant et le rétable.

Le devant et le rétable du grand-autel sont d'argent en bosse, avec un crucifix accompagné des statues de la sainte Vierge et de saint Jean d'une moyenne grandeur, le tout très-bien travaillé. Ce fut le chanoine Guillaume de Bonjaille qui commença cet ouvrage ; il mourut en 1360, mais Jean Pignard, doyen de la cathédrale, l'acheva et l'augmenta de beaucoup. C'estoit un homme scavant et magnifique, comme il paroit par ses fondations et les ornemens riches qu'il a donnés à plusieurs églises. La principale de ses fondations fut celle de la chapelle de la

Cène, dite la Chapellote, en la rue de la Porte-au-Pain, en la place de la maison d'un habitant nommé Taffinon, qui fut razée, et luy brûlé vif pour fait d'hérésie en 1549, avec plusieurs autres.

55. — Statues de la sainte Vierge et de saint Mammès, sur le grand-autel.

Sur cet autel, il y a deux belles grandes statues d'argent. L'une, au costé de l'Evangile, est de la sainte Vierge, tenant son fils, d'une grande beauté, donnée par Antoine Piétrequin, chanoine de Langres, qui escrivit deux livres pour respondre à l'hérétique François Monginot. Cette image fut présentée le 13 août 1653, et bénite par feu M. Gaillard, doyen, avec grande cérémonie, au son des cloches et de la musique, avec un grand concours de peuple, elle est estimée 1,500 livres. Antoine Piétrequin, fils de Gabriel Piétrequin, est mort en 1661. Ses armes estoient : d'azur au chevron accompagné de trois croix recroissettées, au pied fiché, le tout d'or.

L'autre est de saint Mammès, au costé de l'espitre, de pareille grandeur que celle de la Vierge, donnée en 1440, par Gérard Travaillot, aumosnier des ducs de Bourgogne, chanoine de Langres et archidiacre du Dijonnois (il estoit aussi curé de Saint-Jean et doyen de la chrestienté de Dijon). Ses armes estoient un cerf; elles se voyent sur le pied d'estail de cette image, dont la couronne et la robbe sont enrichies de quelques pierres; ces mêmes armes se voyent aussi sur les portes de quelques maisons canoniales, que Jean Travaillot, doyen de Langres, et Guillaume, official, de sa famille, ont habitées et réparées. Ce Gérard a donné aussi l'image de Notre-Dame, qui est au trésor, comme nous l'avons dit.

56. — Deux grands chandeliers d'argent.

Il y a deux fort grands chandeliers d'argent massif sans cizelures, faits aux frais du chapitre depuis 30 ans ou environ, sur lesquels il y a des cierges de cire blanche, qui bruslent jour et nuit sans interruption devant le Saint-Sacrement qui est suspendu sur le grand-autel. L'un de ces cierges a été fondé par l'évesque Hugues de Montréal, LX° évesque de Langres, mort en 1233, et l'autre par le chapitre. La dépense passe la somme de 400 livres par an.

57. — Une lampe d'argent.

Cette lampe d'argent, d'une grosseur considérable, fut faite par MM. du chapitre il y a quelques années, où l'on voit les armes du chapitre, à sçavoir de gueules, à une main d'ar-

gent ouverte, les doigts en pal et fusée, signifiant l'union et intelligence qui doit estre entre les chanoines. Quelque temps après que cette lampe fut faite, le feu du ciel tomba sur la couverture de l'église sans l'endommager, et se glissa par le trou de la voûté sur les chaînes d'argent, les fondit et souda aussi proprement qu'auroit pu faire un orfebvre.

58. — Grande châsse d'argent.

Derrière le grand-autel il y a une grande châsse d'argent, du poids de LXXX marcs, sur une colonne antique de pierre tout d'une pièce, dans laquelle l'évesque Guy de Genève, LXIXe évesque de Langres, en 1212, mit la moitié du corps de saint Grégoire, évesque de Langres, mort en 539, sa teste et l'autre moitié de son corps sont en l'église de Saint-Bénigne à Dijon, qu'il fonda en 535. On retint à Langres cette moitié, quand on y réfugia ce corps saint au IXe siècle, pendant que les Normans ravageaient la France. Une grande partie du corps de saint Gengoul, martyr, massacré par l'adultère de sa femme en 760, fut mise en la mesme châsse en mesme temps ; on voit sa teste presque entière et plusieurs de ses ossements au prieuré de Tart, comme le raconte l'histoire de Saint-Estienne de Dijon.

59. — Statue de Nostre-Dame de Confort.

Assez proche du grand-autel, du costé de l'évangile, il y a une grande statue de pierre de Nostre-Dame, devant laquelle il y a une lampe d'argent. Cette statue est en vénération, ayant esté miraculeusement conservée pendant un incendie de l'église ; on l'appelle Nostre-Dame de Confort.

60. — Statue de la Sainte Vierge en marbre blanc.

Et soubz le jubé, il y a une autre lampe d'argent devant une belle image de la Sainte Vierge de marbre blanc, avec un évesque en petit, à genoux à ses pieds ; c'est la figure de Guy Baudet, LXXVIe évesque de Langres, mort en 1338, chancelier de France. Il fit faire cette statue de marbre et fonda l'*Inviolata* qu'on chante devant aux quatre principales des festes de la Sainte Vierge. En 1654, le 6 de janvier, une femme folle et enragée de Charmoy jeta cette image à terre, sans qu'elle en fût rompue, quoique d'un marbre fort cassant ; l'autel en fut mis en pièces. On fit une amende honorable à la Sainte Vierge, et on remit cette image en sa place avec procession et beaucoup de solennités ; on y a grande dévotion.

61. — Les tapisseries de la vie de saint Mammès.

Ce qui orne beaucoup cette église, sont les huit grandes

pièces de tapisserie de haute-lice, relevées de soye, d'un dessin admirable, représentant la vie de saint Mammès. Elles sont, non du fameux Raphaël d'Urbin, le premier des peintres d'Italie, comme quelques-uns le pensent, mais d'un de ses élèves nommé en un manuscrit Lacuna, dont pourtant Vassari ni Félibien, qui ont fait les vies des peintres, ne parlent point. Le cardinal de Givry, Claude de Longwy, nommé à l'évesché de Langres en 1530, fit faire cette tapisserie; elle cousta 1,200 escus, suivant les mémoires du chanoine Flameng, qui estoit une somme considérable en ces temps-là. Ce cardinal magnifique y est dépeint avec une grande prestance, comme le montre sa statue de bronze sur son tombeau de marbre noir et de pierres blanches à costé de l'épître, près du grand-autel.

62. — Les tapisseries de la vie du patriarche Jacob.

Il y a encore de fort grandes et belles tapisseries de haute-lice, mais d'un ouvrage moins exquis, de l'histoire du patriarche Jacob, qui viennent des meubles de M. le cardinal de Richelieu, acheptées 10,000 livres, léguées par feu M. Louis de la Rivière, XCVI^e évesque de Langres, mort le 30 janvier 1670, à Paris. Son intention fut de conserver celles du cardinal de Givry, en ne les tendant pas si souvent, et mettant celles-cy en leur place.

63. — Tableaux dans l'église.

Les beaux tableaux qu'on voit en cette église en sont encore un ornement. Celui de la Nopce de Cana en la chapelle du Neuf-Autel, apporté de Rome et donné par le cardinal de Givry, est un des plus rares; on le croit de Raphaël, ou de l'un de ses plus habiles élèves, comme Jules Romain. Deux tableaux de la Prison de saint Pierre et celui du Trespassement de la Vierge, en la chapelle de Saint-Jean des fonts, sont de Jacques Prévost de Gray, élève du même Raphaël. Il a aussi donné le dessin du crucifix sur le jubé. Le tableau de la Nativité de Nostre-Seigneur, en la belle chapelle de M. l'archidiacre Piétrequin, avec les peintures de la voûte sont d'un peintre du duc de Lorraine, qui lui donna le marbre dont elle est embellie.

LES CONSTRUCTIONS DE SAINT MAMMÈS

Cette cathédrale est bastie en forme de basilique; les matériaux sont de grandes pierres de taille dures, et sa voûte de tuf. L'architecture en est simple, mais très solide; le chœur paroît

plus ancien que la nef, estant d'une architecture du meilleur goust, et plus délicate. La voûte est soutenue de piliers de pierre tous d'une pièce, avec des chapiteaux bien travaillés, qui pourroient venir de débris d'un temple du paganisme ; on en voit encore des restes dans les anciens murs de la ville. Cassiodore assure dans sa chronique que Drusus dédia un temple à Auguste dans la ville de Langres : « His consulibus « Druso, Nerone et L. Quintio, apud Lingonum gentem tem- « plum Cæsari Drusus sacravit. »

Cette église, la première et la mère de toutes celles d'un des plus grands diocèses de France, a en longueur 266 pieds, depuis son grand portail jusqu'au fond des chapelles derrière le chœur, et en largeur 70 pieds ; sa hauteur est de 66 pieds. Il y a plusieurs autels avec des chapelles, la pluspart fort propres et dottées. Elle fut d'abord dédiée à Dieu sous l'invocation du nom de saint Jean l'Evangéliste, en reconnaissance de ce que la foy avoit esté apportée en cette partie des Gaules par saint Bénigne, prestre de l'église de Smyrne en Asie, envoyé par saint Polycarpe, qui estoit disciple du saint Evangéliste, qui estoit, après Dieu, le principe duquel la foy estoit émanée et venue jusqu'à Langres. Nous avons dit cy-dessus la raison qui fit donner à cette église le nom de saint Mammès.

On n'a rien de certain du temps qu'elle fut bastie ; on peut seulement conjecturer que ce ne fut qu'après le temps de la conversion de Constantin, qui permit en 312 d'élever des temples publics au vray Dieu, dont il venoit d'embrasser la religion après avoir abandonné les idoles. On sçait pourtant que les empereurs Alexandre, fils de Mammée, Philippe, Claude et Constance Chlore favorisoient les chrestiens qui pouvoient avoir quelques églises ; saint Didier, notre IIIe évesque, fut inhumé incontinent après sa mort en une église de Sainte Magdelaine, quoique ce fut plus de cinquante ans avant la conversion de Constantin, comme nous l'avons fait voir dans une dissertation à la fin de notre Martyrologe Langrois.

Les quatre clochers et toute la couverture de l'église de Saint-Mammès furent bruslés en 1562, un samedi 11 d'avril, à huit heures du soir, par un coup de foudre qui tomba sur un grand clocher couvert de plomb, posé sur le chœur : deux clochers aux costés du portail, avec une tour dite de la Guette, furent entièrement consumés du feu avec les cloches au nombre de quatorze, pesant 25,000 livres ; tout le dégast qu'avoit causé cet incendie fut restabli en 1563.

On fit d'autres cloches au nombre de treize. La plus grosse, nommée Beaufroy, pesant 11,951 livres; la bénédiction s'en fit le 22 de mars de la mesme année, après complies, par M. François Mangeard, évesque de Négrepont, chanoine et théologal de Langres; le parrain fut Anne du Chastelet, abbé de Flabemont, chanoine, grand-vicaire et grand-archidiacre; et la marraine N. Tabourot, veufve de Gilles Petit, grenetier; Boniface, habile charpentier, la monta.

On ne restablit que deux cloches, du dessin de Jean Tabourot, chanoine, chantre et official, sçavant dans les beaux-arts, mort en 1595. L'architecture de ces clochers est très-bien entendue; ils sont terminés en dômes couverts de plomb; mais particulièrement le clocher sur le chœur passe pour un chef-d'œuvre et pour l'un des plus beaux et des plus hardis ouvrages du royaume. Toute cette grande despence se fit aux frais du chapitre, le cardinal de Givry étant mort dès l'an 1561. Ces deux nouveaux clochers ont cousté plus de 50,000 livres, somme très-grande en ces temps-là.

A l'intérieur, plusieurs bas-reliefs en pierre blanche très-bien exécutés en beaucoup d'endroits de l'église sont à voir, mais surtout le jubé tout de pierres de Tonnerre, la plus belle après le marbre. Il passe pour un chef-d'œuvre de l'art, et ne cède rien aux arcs triomphaux de l'ancienne Rome; ce fut le cardinal de Givry, si souvent nommé icy, qui le fit faire; un habile sculpteur, nommé Me Estienne, l'acheva en 1555, il cousta alors pour la façon 5,500 livres, et le reste de la despence monta encore une fois autant; cent pièces d'or et d'argent aux armes et devises de ce magnifique cardinal furent mises aux fondations.

A son imitation, l'évesque de Poictiers, Jean d'Amoncourt, son parent et son grand-vicaire, chanoine et archidiacre de Langres, fit construire en la mesme église une chapelle des plus magnifiques, avec de belles statues. Le tableau dessus l'autel est de Jacques Prévost.

Les vitres des chapelles à l'entour du chœur sont très-belles; celles de la Résurrection du Lazare et du Martyre de saint André, égalent les tableaux les plus achevés.

Voilà ce que j'ai remarqué de cette illustre cathédrale, qui va de pair avec les premières de France. Mais ce qui la relève infiniment plus que tout cela est la ponctualité, la régularité et la décence avec lesquelles s'y fait le service divin, d'une modestie et d'une majesté peu commune; elle est desservie

par cinquante-deux prébendes, neuf dignités, plusieurs prêtres et chapellains, et un chœur de musique et de chantres tous bien rentés et entretenus, fort assidus a l'office; ce nombreux et auguste chapitre a à sa teste un évesque duc et pair, comte, marquis, baron et seigneur de plusieurs lieux. Dans le temps que j'écris ces lignes siége dans cette ancienne et noble église messire François-Louis de Clermont-Tonnerre, XCVIII^e évesque, dont la haute naissance et le rare et personnel mérite, la science, le zèle et la charité envers son troupeau en ce temps de famine, donnent un dernier éclat à cette église de Langres, ma chère patrie, pour la gloire de laquelle je me fais un honneur singulier et une satisfaction tout entière d'employer ma plume et mes veilles, par un très-juste retour et reconnaissance que je luy dois.

Non nobis solum nati sumus, ortûsque nostri partem Patria vindicat, partem parentes, partem amici [1].

1. Cicero, lib. I, n. 22, ex Platone ad Architam, *Ep.* 9.

LES ÉCOLES ET L'UNIVERSITÉ DE REIMS

C

Generatio D. D. Rectorum omnium Universitatis Remensis, ab anno fundationis 1547, *ad annum* 1790.

1.	Joannes Blavier, Doctor Theolog. Paris. Eccles. Rem. canon	1550-1552
2.	Petrus Wiet, Doctor Theolog. Paris. Eccles. Rem. canon. et Eccles. paroch. S. Stephani curatus	1553
3.	Joannes Noblet, Doctor Medicus, Pariensis, Lector ordinarius	1554
4.	Bartholomæus Alexandre, Magister Artium	1555
5.	Joannes le Senne, Doctor Medicus	1556
6.	Hugo Meslier, Doctor Theolog	1557
7.	Nicolaus Vaucher, Magister Artium	1558
8.	Joannes Cossart, Doctor Theolog. Pariensis, Eccles. Rem. Canon. et pænitentiarius	1559
9.	Jacobus Pigron, Philosophiæ Professor, Artium Doctor	1560
10.	Nicolaus Pintheau, Philosophiæ Professor	1561
11.	Balduinus Roucon, Lector Theolog	1562
12.	Petrus Prestot, Humanitatis Professor, Artium Doctor	1563
13.	Pontius Thomas, Doctor Theolog	1564
14.	Joannes Cornu, Doctor Theolog	1565-1566
15.	Gerardus de Lalobbe, Doctor Theolog	1567
16.	Joannes Le Bègue, Licentiatus Theolog. Eccl. Rem. Canon	1568
17.	Petrus Gilbaut, Jurium Professor, Juris Pontificii Lector, Eccl. Rem. Canon	1569
18.	Noelmus Gillet, Doctor Artium, Bursarius Patricianus	1570
19.	Petrus Millet, Humanitatis Professor, Artium Doctor	1571
20.	Guillelmus Le Bègue, Philosoph. Professor	1572-1573
21.	Remigius Pavillon, Licenciatus Theolog	1574
22.	Joannes Boucher, Philosoph. Profes	1575

* Voir page 454, tome VIII, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

23. Joannes Cousin, Doctor Theolog. Eccles. Rem. Canon..... 1576
24. Joannes Ancelin, Doctor Theolog. Paris. Eccles. Rem. Canon 1577
25. Joannes Vassogne, Jurium Doctor, Eccles. Rem. Canon. pænitent..... 1578
26. Simon Droux, Bursarius Patricianus, Philosoph. Profes..... 1579
27. Joannes Caillet, Philosoph. Profes..... 1580
28. Michaël Anceiin, Philosoph. Profes 1581
29. Thomas Picotin, Philosoph. Profes 1582
30. Claudius Aubert, Grammatices Profes..... 1583
31. Pontius de Germont, Doctor Theolog..... 1584
32. Joannes Aubert, Philosoph. Profes 1585
33. Petrus Noizet, Humanitatis Profes..... 1586
34. Jacobus Guérin, Artium Professor..... 1587
35. Ægidius Fliche, Philosoph. Profes 1588
36. Joannes de Foigny, Artium Professor..... 1590-1591-1592
37. Franciscus Hardy, Artium Profes 1593
38. Joannes Galicet, et Jacobus Vilin, Artium Professores 1594
39. Marcus Germont, Artium Profes 1595
40. Petrus Robin, Jurium Licentiatus, et Eccles. Rem. Canon 1596
41. Claudius Dambraine, Doctor Medicus 1597
42. Guillelmus Lagnier, Licentiatus Theolog..... 1598
43. Theodoricus Moet, Artium Magister, et Eccles. Rem. Canon..... 1599
44. Joannes Gauthier, Doctor Theolog. et Eccles. Rem. Ecclesiastes..... 1600
45. Nicolaus Pinchart, Eccles. Rem. Scholasticus.. 1601-1602
46. Joannes Bossumé, Doctor Theolog..... 1603-1604
47. Joanes Gormont, licentiatus theolog 1605
48. Matthæus Kelisson..... 1606
49. Guillelmus Parent, Doctor Theolog..... 1607
50. Guillelmus Gifford, monachus benedictinus, dictus Gabriel à Sancta-Maria, doctor theolog., archiepiscopus deinde Remensis..... 1608
51. Paulus Renard, Doctor Theolog..... 1609
52. Pontius Geoffrin, eccl. rem. canon..... 1610
53. Pontius Gautier, jurium licentiatus..... 1611
54. Petrus Mogis, artium professor 1612
55. Claudius Pintat, philosoph. profes..... 1613
56. Nicolaus Thulier, licentiatus theolog..... 1614

57. Petrus Dozet, philosoph. profes. eccl. rem. canon 1615
58. Joannes Lallement, artium doctor..... 1616
59. Andreas Oudet, artium doctor..... 1617
60. Nicolaus Desjardin, jurium licentiatus..... 1618
61. Petrus Coquault, jurium licentiatus, eccles. rem. canon 1619
62. Henricus Bazin, licentiatus theolog..... 1620
63. Claudius Violart, jurium licentiatus, eccles. rem. canon..... 1621
64. Henricus Jobart, jurium licentiatus, eccles. rem. canon..... 1622
65. Henricus Geoffroy, philosophiæ profes..... 1623
66. Nicolaus Bertrand, doctor. theolog..... 1624-1625
67. Jacobus de Singery, artium doctor..... 1626
68. Henricus Melot, artium doctor..... 1627
69. Nicolaus Manneron, artium doctor 1628-1629
70. Michael Loreau, doctor theolog..... 1630
71. Joannes Roland, artium doctor 1631
72. Jacobus Godinot, doctor theolog..... 1632-1634
73. Simon Pothé, artium doctor..... 1635
74. Claudius Gillat, doctor medicus..... 1636
75. Andreas Clocquet, bacal. theolog. et eccles. rem. canon 1637-1638
76. Hubertus Bourin, doctor theolog..... 1639
77. Claudius Bourguet, doctor theolog..... 1640-1641
78. Nicolaus Colin, doctor theolog..... 1642-1643
79. Robertus le Large, artium doctor..... 1644-1645
80. Joannes Cruchart, doctor theolog..... 1646
81. Philibertus Queutelot, doctor theolog..... 1647
82. Franciscus Duchemin, jurium doctor et professor..... 1648
83. Gerardus Audry, artium doctor..... 1649-1651
84. Joannes Cloquet, doctor theolog..... 1652
85. Thomas le Fricque, artium doctor..... 1653
86. Jacobus Charlot, doctor theolog..... 1654
87. Oudardus Duchemin, doctor theolog..... 1655
88. Petrus Routier, jurium doctor et profes. et eccles. rem. canon..... 1656
89. Michael de Blanzy, artium doctor..... 1657
90. Ludovicus Bonvent, doctor theolog..... 1658
91. Claudius Roussel, doctor theolog..... 1659
92. Thomas Mercier, doctor theolog. jurium universitatis propugnator acerrimus, et libertatis ejus vindex invincibilis 1660-1662
93. Franciscus Josseteau, artium doctor..... 1663
94. Nicolaus Rogier, doctor theolog..... 1664
95. Simon Lhermite, doctor theolog..... 1665

96. Nicolaus Oudinet, doctor theolog..... 1666
97. Thomas Clocquet 1667-1668
98. Henricus Hennart, artium doctor..... 1669
99. Petrus Roussel, doctor theolog..... 1670
100. Henricus Gons, theolog. licentiatus..... 1671
101. Andreas Clocquet, doctor theolog. rector iterum 1672
102. Guillelmus Rogier, theologiæ bacalaureus formatus..... 1673
103. Franciscus Picquot, theologiæ licentiatus et artium doctor 1674
104. Nicolaus Bonel, doctor theolog..... 1675
105. Jacobus Quillart, doctor theolog,..... 1676
106. Antonius Bernard, doctor artium..... 1677
107. Nicolaus Bernard, theolog..... 1678
108. Antonius Lempereur, theologiæ bacalaureus formatus..... 1679
109. Nicolaus Rogier, theolog. licentiatus..... 1680
110. Remigius Favart, doctor theolog 1681
111. Philippus Maillefer, theolog. licentiatus 1682
112. Ægidius Bernard, artium doctor, theolog. licentiatus, philosoph. professor..... 1683
113. Nicolaus Delamotte, theolog. licent..... 1684
114. Gerardus Favréau, artium doctor, collegii primarius..... 1685-1686
115. Henricus Legoix, doctor theolog..... 1687
116. Jacobus Pilier, artium doctor..... 1688
117. Joannes Lépicier, doctor theolog..... 1689
118. Nicolaus Fremyn de Monchery, doctor theolog. 1690-1691
119. Petrus Levêque, doctor theolog..... 1692
120. Petrus Godinot, doctor theolog..... 1693
121. Claudius Pilier, artium doctor 1694
122. Joannes Ledoux, doctor theolog..... 1695-1696
123. Joannes Hardy, doctor theolog. S. Stephani Parochus..... 1697-1698
124. Jacobus Hachette, doctor theolog..... 1699-1700
125. Lancellotus Bourguet, doctor theolog. S. Mariæ Magdalenæ Parochus..... 1701
126. Nicolaus Legros, theolog. licent..... 1702-1703
127. Joannes Franciscus de Bagne, doctor theolog. S. Joannis Parochus 1704-1705
128. Petrus Colmart, artium doctor..... 1706-1707
129. Antonius Curiot, doctor theolog. S. Juliani Parochus..... 1708-1709
130. Joannes Lacourt, doctor theolog. S. Symphoriani canon..... 1710
131. Remigius Claudius Hilet, doctor theolog. S. Martini Parochus..... 1711

132. Joannes Delosse, theologiæ et artium doctor, collegii primarius..... 1712
133. Joannes Carolus de Chamisso de Sutry, doctor theolog. eccles. metrop, rem. canon..... 1713
134. Joannes Lebègue, doctor theolog. eccles. metrop. canon..... 1714-1715
135. Joannes-Baptista-Carolus Filion, doctor theolog. eccles. rem. canon..... 1716-1717
136. Joannes-Franciscus Maillefer, doctor theolog. S. Symphoriani canon..... 1718-1720
137. Claudius Legoix, doctor theolog. S. Mariæ Magdalenæ Parochus..... 1721-1722
138. Ludovicus Girard, doctor theolog. regis jussu. 1723
139. Nicolaus Parchappe de Vinay, sorbonicus, universitati rem. aggregatus..... 1724-1725
140. Carolus-Franciscus Graillet, theolog. licentiatus 1726
141. Henricus Bona, Doctor Theolog., S. Symphoriani canon..... 1727
142. Franciscus Clouet, Doctor Theolog., S. Juliani Parochus..... 1728-1729
143. Robertus Pitat, Doctor Theolog. Eccles. Metrop. canon..... 1730-1734
144. Nicolaus Fremyn de Monchery, Doctor Theolog. Eccles. Rem. canon. et Penitentiarius, Rector iterum..... 1735-1745
145. Petrus de Saulx, Doctor Theolog. Collegii Primarius, Eccles. Metropol. canon..... 1748-1750
146. Nicolaus Gaubréau, Doctor Theolog. S. Timothei Parochus..... 1751-1752
147. Joannes-Franciscus de la Salle, Doctor Theolog. Decanus, Eccles. Metrop. canon 1753-1755
148. Nicolaus Polonceau[1], Theolog. Professor, S. Symphoriani canon 1756-1757
149. Nicolaus Parchappe de Vinay, Doctor Sorbonicus, Universitati Remensi aggregatus, Abbas sanctissimæ Trinitatis a Bello-loco, Rector iterùm..... 1758-1759
150. Joannes Taton, Doctor Theolog. S. Symphoriani Parochus..... 1760-1761
151. Antonius Migeot, Philosoph. Profes., sede Archiepiscopali vacante, a Capitulo inter tres præsentatos electus..... 1763
152. Robertus Franciscus Rondeau, natu major, Doctor Theolog., diœcesis Promotor, Eccles. Rem. canon 1764-1766

1. Pendant le rectorat de M. Polonceau, on a fait frapper des médailles pour les assemblées, rétabli le cartulaire et nommé un garde des Archives.

153. Joannes-Baptista de Lorme, Doctor Theolog. S. Mariæ Magdalenæ Parochus..... 1767-1768
154. Joannes Chrysostomus Rondeau, Doctor theolog. Professor, S. Symphoriani canon. et Eccles. Pænitentiarius..... 1769-1770
155. Claudius Husson, Rhetorices Profes..... 1771-1773
156. Nicolaus Léa, Doctor Theolog. Eccl. Rem. canon..... 1774-1775
157. Andreas-Nicolaus Savart, Doctor Theolog. S. Jacobi Parochus..... 1776-1777
158. Nicolaus Polonceau, Doctor Theolog., Curiæ præsidialis Consiliarius..... 1778-1779
159. Nicolaus Molet, Philosoph. Profes..... 1780-1781
160. Nicolaus Malherbe, Doctor Theolog., S. Petriveteris Parochus..... 1782-1783
161. Joannes Taton, Doctor Theolog. S. Symphoriani canon. Theolog. et Parochus, iterùm .. 1784-1785
162. Joannes-Baptista Pierrard, præcearæ Artium Profes. Philosoph. necnon Licentiatus Theolog..... 1786-1787
163. Joannes-Nicolaus Macquart, in præclarâ Artium facultate Rhetorices Professor, necnon Theolog. Licentiatus..... 1788-1789
164. Stephanus Carolus Paquot, Doctor Theolog. Eccles. paroch. S. Joannis Parochus..... 1790

Chanceliers

Les Chanceliers de l'Université étaient à vie ; voici les noms des premiers :

1. Joannes Bridout, Doctor Theologus.
2. Richardus du Pré, Canonicus Remensis.
3. Joannes le Bègue, Doctor Theologus.
4. Petrus Dozet, Doctor Theologus, Ecclesiæ Remensis Canonicus et Archidiaconus Campaniæ.
5. Ludovicus Eleonorius de Tristan, Ecclesiæ Remensis Canonicus et Archidiaconus Campaniæ.

Le dernier chancelier était M. Rondeau, chanoine de l'Eglise de Reims.

(*A suivre*).

J. CHARDRON,
Curé de Chappes.

CORRESPONDANCE INÉDITE

DE

DOM THIERRY DE VIAIXNES

XV

Soli Deo honor et gloria.

Monsieur et très intime amy,

La première lettre que j'écris icy est pour vous et afin de vous instruire du succès de mon voyage et de mon heureuse arrivée. C'est tout le compliment que vous aurés de moy ; car, connoissant mon cœur comme vous faites, et combien il vous est attaché, il seroit inutile de vous rien ajouter sur ce sujet.

J'arrivay agréablement à notre abbaye de Huyron, quoyque très mal monté et un peu fatigué ; et j'y fus accueilly comme un ange du ciel. Jamais on ne reçut tant de caresses. Comme j'y restay le dimanche de la Passion, j'eus le tems d'y beaucoup parler des affaires de l'Eglise, et j'y trouvay cette petite communauté de cinq prêtres très bien disposée en faveur de la vérité.

Il n'en fut pas de même de celle de Montiers-la-Celle, proche Troyes, où j'arrivay le lundy après douze heures de marche, fort fatigué, et n'ayant qu'une pomme cuitte et deux ou trois verres de mauvais vin dans le corps. Le prieur est pour la Constitution avec des explications, dont il la croit susceptible ; les 4 autres prêtres ne prennent aucune part aux disputes qui sont dans l'Eglise et s'en embarrassent peu. Il faudroit bien du tems pour les ramener à leur devoir.

Je passay le mardy, le mercredy et le jeudy à Troyes, où je me fatiguay encore à courir les rues ; mais j'eus la consolation de retrouver quantité d'amys qui pensent bien, qui sont très zélés pour la vérité et ses intérêts, et qui me firent toutes les caresses imaginables. Je couchay deux nuits chez M. Parchappe, le chanoine. En général, la plus part des ecclésiastiques de cette ville pensent bien et sont bien intentionnés.

* Voir page 39, tome IX, 4e année, de la *Revue de Champagne*.

Plusieurs même sont assés disposés à renouveller leur appel; mais aucun ne veut faire la première démarche, et il n'y a personne assés accrédité ny assés zélé pour engager les autres à s'unir à luy; chacun craint, et veut rester en repos. Toute leur ressource est de dire que, si on exige quelque chose d'eux en faveur de la Bulle, alors ils s'expliqueront fortement et rendront témoignage à la vérité. Mais je leur ay fait voir que leur foiblesse et leur lâcheté ne méritoient pas que Dieu leur en fît la grâce. Leur nouvel évêque ne veut pas souffrir qu'on fasse rien, et promet de ne rien faire dont on ne soit content. Je ne m'y fie pas. Cependant le P. de l'Oratoire qui prêche à la cathédrale est sur la liste imprimée de ceux qui ont renouvellé leur appel. Je l'entendis prêcher le jeudy; tout son sermon rouloit sur les deux amours, la charité et la cupidité; il y établit très fortement tout ce qui à ce sujet est condamné par la Bulle, sans la nommer. Je l'allay voir l'après dîné, et j'en fus très content, aussy bien que de son supérieur et de ses confrères, dont un est encore sur la liste des renouvellans. Les chanoines de la cathédrale font tout leur possible pour que M. Le Gros prêche l'octave du St Sacrement dans leur église. Il y consent; et on travailloit à avoir l'agrément de M. l'évêque de Troyes. Je ne sçay si cela réussira; mais je le souhaite. Je n'ay pu joindre M. Philippe, le grand vicaire; il étoit à la campagne. J'ay été infiniment content et édifié de M. le curé de St Nicier et du jeune prêtre directeur du petit séminaire, pour qui vous m'aviés donné une lettre. Il ne tiendroit pas à eux que tout le monde ne se déclarât hautement et authentiquement pour l'appel; mais ils ne sont pas assés accrédités pour en venir à bout. Ils m'ont paru vous être fort dévoués. Pour le R. P. prieur de St Martin, qui est tout estimable et dont je n'ay qu'à me louer, il se plaint un peu de ce que sans son aveu vous avés fait imprimer certain manuscrit qui regardoit le P. Quesnel, et me dit qu'il se mesfioit de votre imprudence. Du reste il loua votre zèle. Le P. Grossart, lorsque j'étois seul avec luy, s'expliqua presque de même, et insista particulièrement sur la publication que vous aviés faite de la lettre qui regardoit le P. de Mongiffort, prieur des Chartreux de Rouen; ce qui, dit-il, a rendu odieux le pauvre Père de Gravanterre dans tout son corps. Je vous excusay de mon mieux. Du reste M. Grossart est solidement de vos amys. J'allay exprès voir ce bon Chartreux, et luy remis votre lettre en main propre; mais je ne pus luy parler en particulier sur votre chapitre, parce qu'outre quatre ou cinq chanoines, et

entre autres M. Denyse le grand archidiacre, avec lesquels j'étois venu, plusieurs Chartreux entrèrent avec nous dans la cellule du P. Gravanterre, et ne nous quittèrent pas pendant près de trois heures qu'on ne s'entretint que des affaires de l'Eglise, et surtout de la mort du pape, dont on venoit d'apprendre les circonstances. J'en doutois encore ; mais le lendemain on me fit voir entre autres les lettres de M. l'ancien évêque de Troyes, de son neveu archevêque de Sens, et du nouvel évêque, qui me convainquirent de la réalité de cette nouvelle. Je ne vous en diray rien, parce que je suis persuadé que vous en êtes encore bien mieux informé que moy. La première réflexion que je fis fut que Dieu se moquoit des supérieurs de notre belle Diette, qui pour appaiser le Pape avoient déposé notre très digne supérieur de Chaalons et dispersé sa communauté, et qu'ils méritoient que Sa divine Majesté les envoyât en l'autre monde en porter les actes à Clément XI, pour le consoler et le divertir, ou plustôt pour être au moins témoins des tourmens qu'il souffre pour son *Unigenitus*. Le grand interrogatoire de M. d'Aspheld étoit déjà à Troyes. J'y en ay veu des mss. Le bruit même couroit qu'il y en avoit des exemplaires imprimés, qui étoient venus de Paris. Mais je n'en ay pu voir pour y confronter mon manuscrit. Ce bruit a été cause que le libraire n'a point voulu se charger de l'impression, dans la crainte de n'en avoir point de débit. Il eût voulu que j'en achetasse 500 exemplaires; et vous savés que je ne suis point en pouvoir de faire cette dépense. Voilà tout ce que je saurois vous apprendre de Troyes, sinon que j'y parlay beaucoup en faveur des ecclésiastiques du diocèse de Reims qui se sont réfugiés dans celuy de Chaalons, et que je sollicitay vivement qu'on les reçût dans celuy de Troyes, en cas de persécution, et qu'on leur y donnât de l'employ. J'y trouvay les esprits tout à fait disposés, et on m'assura que M. de Troyes ne demanderoit pas mieux, non seulement parce qu'il manquoit de sujets, mais surtout parce qu'il savoit par expérience que ce seroient les meilleurs curés de son diocèse. J'ay particulièrement insisté pour M. Chaumart, vicaire à Vertu, pour lequel je me suis rendu caution. On m'a promis de faire tout ce qu'on pourroit pour luy. Je vous prie d'avoir la bonté de l'en faire avertir. Je serois cependant fâché que le diocèse perdît un aussy bon sujet.

Le vendredy 4e avril, j'arrivay sans aucun fâcheux accident à notre abbaye de Montiéramey, pour le dîné; on m'avoit donné un religieux de mes amys pour m'accompagner. J'y fus

reçu avec toute la cordialité possible par le digne supérieur qui y préside et par toute la communauté, qui est de douze religieux de chœur. Si j'eusse pu rester là une quinzaine de jours, il ne m'eût pas été difficile d'y faire renouveller l'appel. La plus part y sont disposés. Mais, personne ne les pressant, je prévois qu'ils resteront dans l'inaction et le silence, à moins qu'on ne les veuille obliger à faire ou signer quelque chose en faveur de la Constitution.

Le lendemain samedy, j'arrivay enfin icy sur les trois heures, sans autre accident, sinon que le mauvais cheval que je montois se laissa tomber deux ou trois fois, et une fois en se relevant il me froissa la main droite contre une pierre ; elle en est encore enflée, et j'ay beaucoup de peine à écrire, mais il me paroît que cela n'aura pas de suitte. On m'attendoit, et je fus reçu de toute la communauté avec les plus grandes marques de joye et toutes les caresses possibles, surtout du R. P. prieur, qui étoit résolu de sortir d'icy au chapitre général prochain, mais qui me promet d'y rester, supposé qu'on m'y laisse. C'est le seul sur qui je puisse faire fond pour le renouvellement d'appel. Les autres, quoy qu'appellans, n'en veulent point entendre parler ; et le souprieur, avec un autre, s'y opposent formellement. Du reste, ce sont tous génies que je connois, et avec les quels je m'accomoderay très bien. La situation de cette abbaye est des plus agréables ; l'air y est merveilleux, la nourriture excellente ; l'office divin s'y chante fort bien. Nous sommes huit religieux de chœur. Nous avons un bon abbé commendataire, qui réside icy ; c'est un Béthune, proche parent de feu M. de Verdun. Ce n'est pas un fin génie, ny un grand docteur, mais il est doux et paisible, et m'a déjà dit que feu M. de Verdun avoit pris un bon parti. Du reste, je ne vois personne à deux lieues autour d'icy que je puisse cultiver ; on ne sçait aucunes nouvelles ; on ne voit pas même les gazettes ; il n'y a point de livres, et il n'est pas possible d'y pouvoir travailler aux affaires de l'Eglise. Cependant, la divine Providence m'y ayant envoyé, je ne demanderay point d'en sortir, et je me contenteray de requérir vivement au chapitre qu'on remette la communauté de Chaalons telle qu'elle étoit avant notre sortie, et cela pour les intérêts de la vérité et la réputation de notre congrégation.

Le dimanche des Rameaux je restay icy dans la dévotion. Mais dès le lendemain notre R. P. prieur me conduisit à Molesme, abbaye de nos pères de St Maur à trois lieues d'icy, où

je trouvay de braves religieux qui souhaitoient ardemment de me voir, surtout le R. P. prieur, qui avoit prié qu'on l'avertît de mon arrivée, afin qu'il vînt aussy tost me rendre visitte. Ce fut là une joye et une feste que je ne peux vous décrire. Je leur ay laissé quantité de pièces, qu'ils me doivent rapporter après Pasques ; et je puis me flatter qu'y ayant été écouté avec avidité, ma visite n'y a pas été inutile. M. de Langres, notre évêque, n'inquiète personne, ny ses grands vicaires non plus.

Mon adresse est : Religieux bénédictin de l'abbaye de Potthières sur Seyne, à Mussy l'Evêque, route de Troyes, Champagne. Quoyque Mussy l'Evêque ne soit qu'à une lieue d'icy, on n'y va qu'une fois la semaine, ce qui retarde bien nos lettres....

Ayés, je vous prie, Monsieur, la bonté d'assurer de mes respectueux attachemens M. votre très digne doyen, M. Laigneau l'archidiacre mon cher parent, M. Taignier le grand vicaire, M. Gilot le théologal, M. le grand pénitencier, M. Hilet le promoteur, M. l'abbé le Lorrain, M. de Vaugency, et tous ceux de vos chanoines qui sont de nos amys. N'oubliés pas non plus M. Houssette, M. Tassin, M. le curé de St Nicaise, M. Richavel, etc. J'embrasse très respectueusement le R. P. prieur de Toussaint et sa communauté, surtout le P. de Thiège, M. le directeur du séminaire et les deux professeurs. Je salue M. Viardin. Adieu, mon très cher. Disons souvent à Dieu : *Da quod jubes, et jube quod vis.*

A Potthières, le 11e avril 1721.

D. THIERRY DE VIAIXNES.

Suscription.

A Monsieur

Monsieur Longer de Saint Jean, prêtre, sacristain et chapelain de l'église cathédrale, chez M. Viardin, dans la grande rue de Marne, proche la porte du cloître. A Chaalons en Champagne.

XVI

Soli Deo honor et gloria.

Monsieur et très intime amy,

Je n'ay qu'un moment pour vous écrire et à votre cher secrétaire. Mais je ne veux pas échapper cette occasion de vous

faire tenir le long mémoire que j'ay envoyé à notre chapitre, où il a été lu et examiné par trois de nos définiteurs, mais auquel, par politique et pour ne pas cabrer davantage nos Comtois et nos Lorrains, on n'a eu aucun égard, ou du moins très peu. Car le R. P. D. Bercaire Mariette, ce saint homme, est fait doyen et maître des novices à St Vanne ; et notre cher D. Placide Clouet est envoyé souprieur à Beaulieu, pour y élever un nouveau noviciat, et il y a toute apparence qu'il succédera au prieur qui y est aujourd'hui. Le reste des dispersés demeurent dans leurs postes ; et je suis très content dans le mien, où j'ay déjà fait quelques prosélytes dans le voisinage..... Ne communiqués mes lettres ny mon présent mémoire à qui que ce soit de nos religieux de St Pierre, sinon au seul procureur de St Pierre en luy demandant le secret, en sorte qu'il ne le dise pas même à son prieur ; et ne dites à D. Léon Chevalier, que j'aime, que ce que vous voudrés que tout le monde sache. Pour mon grand mémoire, il faut que vous me soyés ce que vous m'êtes pour que je vous le confie. Voici les prières que je vous fais à son sujet :

N'abandonnés l'original à qui que ce soit, sinon à M. Houssette, pour le transcrire... Que s'il arrivoit que vous fussiés obligé de quitter Chaalons, je vous prie de le remettre bien cacheté en dépôt à Madame du Hanin la veuve qui demeure chez M. de Villermont votre voisin, et de m'en donner avis ; car vous pouvés toujours m'écrire par la poste, comme je vous ay marqué....

Le prieur et le souprieur sortent d'icy, et on en met deux autres de ma connoissance et fort de mes amys. J'espère que tout ira bien. Je suis très content et en parfaite santé.....

A Potthières, le 7e may 1721

D. THIERRY DE VIAIXNES.

Suscription :

A Monsieur Longer de St Jean, etc.

XVII

Soli Deo honor et gloria.

Monsieur très fidèle et très intime amy,

Sans autre compliment, car vous savés ce que je vous suis, et mon union cordiale avec vous augmente tous les jours, je

commence par répondre à vos lettres du 7 et 14 de ce mois, ou, ce qui est la même chose, de votre secrétaire.....

Tout ce que vous me mandés de nos Messieurs de Reims me fait infiniment de plaisir ; j'espère que Dieu, pour lequel ils combattent, les soutiendra jusqu'au bout et les fortifiera toujours de plus en plus. J'ay admiré l'extrait que vous m'avés envoyé du prosne de M. Cabrisseau, le jour du dimanche *in albis*. Rien n'est plus sage, ny plus vigoureux. Le Seigneur le bénira. J'ay fait lire le mandement extravagant du P. de Vaux, abbé de Landève, à ses confrères de Châtillon. Ils en ont été scandalisés. Le moins qu'ils en ont dit, c'est qu'ils le regardoient comme un membre pourri, comme la partie honteuse de leur congrégation et comme un homme qui trahissoit sa foy.

Puisque nous sommes sur Châtillon, je vous diray une petite histoire qui s'y est passée le 1er jour des Rogations. Le chapelain des Carmélittes, nommé M. Joly, de Dijon, avec qui j'ay eu quelques conférences, qui a été quelques années à Rome, et dont les amys de la vérité se défient un peu à Châtillon, s'avisa, lorsque sur la fin de la procession de tout le clergé on vint à chanter ces paroles des litanies : *ut inimicos Sanctæ Ecclesiæ humiliare digneris*, s'avisa, dis-je, de s'écrier tout haut et à voix très intelligible : « Les plus grands enne-« mis de l'Eglise sont les Jésuites ; que ces frippons soient « humiliés comme ils le méritent, aussy bien que les gueux « de Capucins, leurs valets de pied, qui sont de même fa-« rine ! » Cet enthousiasme fut entendu de tous les ecclésiastiques, et en fit rire plusieurs. Il n'y en a que deux à Châtillon vendus aux Jésuites. L'un de ces deux là, surpris de ces paroles, tourna la tête, tout en fureur, pour voir qui les avoit prononcé et qui étoit l'autheur d'une telle réflexion. Mais il tomba des nues quand il vit que c'étoit M. Joly, qu'il croyoit de son parti. Il fallut se taire malgré luy. Heureusement qu'on étoit sur la fin de la procession : sans quoy la distraction auroit été plus longue. Un chanoine de cette ville m'écrivit le lendemain cette historiette, et je n'ay fait que copier cet endroit de sa lettre.

Il y a dans Châtillon un brave principal du collège, nommé M. Gonet. Il est disciple de M. du Rieux, et pense très bien. Je crois qu'il a envoyé depuis peu son acte de renouvellement d'appel en Sorbonne ; mais je crois qu'il n'est signé que de deux ou trois ecclésiastiques. Les autres sont trop difficiles à

émouvoir, parce qu'ils ne veulent pas troubler le repos qu'on leur laisse dans ce diocèse léthargique. Le prieur des Feuillans s'est contenté d'envoyer son acte à Paris à dom Gayot son frère, pour en faire ce qu'il jugera à propos. Les chanoines réguliers n'ont rien fait. On m'écrit de Troyes que plus de 60 ecclésiastiques ont signé. Je suis infiniment content de M. Grossard. Je ne saurois encore vous en dire davantage sur son compte, parce qu'on m'a demandé le secret. Il nous serviroit bien, si je restois icy ; mais il n'y a plus d'apparence.

Je n'attendois rien moins de M. l'abbé de Tavannes que ce que vous avés veu et sceu ; ce n'est qu'un petit prélude. Il se laissera toujours conduire au bransle de la cour, et en fera bien d'autres, si elle ne réprime son attachement funeste, tant pour la doctrine des Jésuites que pour leur caballe. Je vous plains, mon très cher, sous un tel pasteur ; mais aussy vous en aurés plus d'occasions et de moyens d'acquérir de plus grands mérites devant Dieu ; et je sçay que c'est là le principal objet de vos actions.

J'avois déjà le fragment du sermon de D. Jean Rousseau, du 1er dimanche de l'Avent. Il m'a envoyé celuy du commencement du Carême, qui est bien plus considérable, et qui a causé sa disgrâce. Si vous le désirés, je vous l'envoiray. M. l'évêque d'Auxerre s'est bien appaisé depuis à son sujet, et luy a même rendu service auprès de ses supérieurs. Il reste fort content aux Blancs-Manteaux, il prêche dans Paris, et dom Charles Vigreux, prieur de St Pierre le Vif à Sens, qui m'est venu voir icy, et qui est son oncle à la mode de Bretagne, lui a obtenu l'Avent et le Carême prochain dans la cathédrale de cette ville.

D. Joseph Belhomme m'a envoyé le mandement de M. d'Arras du 22e mars en son entier. J'y ay fait quelques réflexions. Tout ce que je vous puis dire icy en faveur de ce prélat, que j'ay tant estimé, est qu'on voit bien que ce bon vieillard retourne en enfance. *Homo factus est.* Cette pièce est un *farrago* de contradictions, de bon et de mauvais ; mais le fond n'en vaut rien. Sa suspense des censures est des plus ridicules. C'est une vraye radoterie. J'ay fait une ample réponse à M. Belhomme.

Vous m'avés fait un grand plaisir de m'envoyer l'extrait de la carthe intitulée : *La Tour de* [illegible]. Il y a du bon dans cet extrait ; mais il y a bien de la co[illegible]n. Si j'avois à refondre

cette pièce, j'y voudrois marquer le caractère et détailler la conduitte de chaque évêque de France en particulier. Excepté les trois célèbres appellans et M. de Mirepoix qui est mort, à peine en trouveroit-on deux qui puissent faire une même classe. Il y en a même plusieurs qui ne savent ce qu'ils sont. Je me contenterois d'abord de diviser tous les évêques de France en appellans, en acceptans et en silentiaires ; et puis, sous chaque titre, je ferois encore voir la différence de sentiment et de conduitte de chaque évêque avec les variations dans lesquelles ils sont tombés. Mais je vous avoue qu'il y en a au moins une vintaine sur le compte desquels je ne suis pas assez instruit.....

Que je souhaiterois de voir la réponse de feu M. Opstraet à M. de Wilth! Mais, si je vas en Hollande, comme il y a bien de l'apparence, je seray à la source pour l'avoir. Je serois aussy bien curieux de voir la prière dont vous me parlés pour avoir un bon Pape. Ce que vous me spécifiés de l'acte de Reims est très sensé, très sage et très prudent, et je l'approuve en son entier, La vérité ne perd rien de ses droits dans le tour qu'on a pris. Au contraire, à mon sens, elle y trouve son compte. Vous m'avés fait un insigne plaisir de m'instruire sur ce point, qui peut être fort bien imité en bien des endroits.....

Vous ne seriés pas content si je ne vous parlois de la situation de mes affaires. En voicy un petit abrégé. Vous en trouverés un plus long détail dans la lettre au R. P. procureur D. Thomas Wirix, qui mérite toute votre estime, et à qui vous pouvés vous confier sans crainte.

La lettre de cachet qui m'exile hors du Royaume est très réelle. Elle fut expédiée dès le 3e de ce mois, et envoyée quelques jours après à M. l'Intendant de Champagne. Celuy-cy, après l'avoir gardée assés longtems, la renvoya en cour, avec avis que l'abbaye de Potthières n'étoit point de son département, mais de celuy de l'Intendant de Paris. La cour la renvoya donc à M. Bignon pour me la faire signifier. Mon frère, qui est allié de cet Intendant, la vit sur la table le 19e de ce mois. M. Bignon luy dit le mystère du retardement, et ajouta qu'il ne pouvoit s'empêcher d'exécuter les ordres du Roy, et qu'il alloit l'envoyer à son subdélégué dans l'élection dont l'abbaye de Potthières dépendoit, qui est celle de Tonnerre, afin qu'il me la délivrât en main propre et qu'il reçût de moy une décharge et récépissé ; mais qu'en même tems il écrivoit

au P. abbé de Moyenmoutier, notre président, pour qu'il m'envoyât une obéissance pour sortir du Royaume, avec ordre de la part du Roy à notre congrégation de pourvoir à ma subsistance pendant tout le tems de mon éloignement. J'attend avec tranquillité et résignation l'arrivée de M. le subdélégué de Tonnerre. Je me porte parfaitement bien. Il semble que Dieu augmente mes forces pour faire le voyage d'Amsterdam, où je suis résolu de me retirer pour bien des raisons, où je prévois que je seray encore beaucoup mieux qu'icy, et où je jouiray d'une plus grande sureté et liberté que partout ailleurs. Jamais je n'ay été si guay, si tranquil, ny si content. Il faut que je console moy même notre communauté, et je me sens une consolation intérieure que je ne sçaurois exprimer.

Vous savés sans doute qu'il y a déjà eu onze lettres de cachet délivrées aux plus braves gens de Paris, et que les exilés se sont déjà rendus à leurs postes, excepté M. Bégon, attaqué d'une dangereuse maladie, et M. Fouillou, qui s'est caché, et qu'on croit se devoir retirer secrettement en Hollande. Pour M. Petitpied, il en est quitte pour se retirer à Anières, selon les conseils de M. le cardinal de Noailles. On assure que la cour n'en demeurera pas là. Je ne vous diray rien du nouveau pape, qui est, dit-on, très opposé aux Jésuites, ou plustôt à leur morale corrompue et à leur ambition démesurée. Ces pères persécutent depuis longtems la famille du cardinal de Conti, ou, si vous voulez, d'Innocent XIII, et cela au sujet d'un de ses frères, Jésuite, qui, peu auparavant sa profession, donna, à la sollicitation du cardinal de Conti, et secrètement, une riche succession qui lui étoit tombée à l'exclusion de la Société. Ces pères, l'ayant sceu depuis, ne l'ont jamais pardonné à ce cardinal, l'ont persécuté et toute sa famille, et ont fait ressentir leur vengeance à leur propre confrère, qu'ils ont maltraité pendant plusieurs années, et contraint enfin d'abandonner la Société. Ce pape, m'a-t-on dit, n'est point un grand casseur de requêtes ; il n'a point pris parti pour la Constitution du vivant de Clément XI ; il s'est contenté de rester dans l'inaction et le silence ; quelques uns veulent qu'il ayt reçu l'accommodement ; mais tout le monde convient qu'il est doux et paisible, et qu'il ne poussera pas l'affaire de l'*Unigenitus*. Du reste, vous en savés apparemment autant et plus que moy sur ce nouveau Pape ; aussy je ne vous en diray pas davantage.....

Vendredi dernier, 23e de ce mois, on célébroit la feste de

saint Didier, martyr, évêque de Langres. Il est le patron d'un village à une lieue d'icy, nommé Monliot, où nous sommes curé primitif, et où nous allons tous les ans dire la grande messe le jour de cette fête. La veille, à 7 heures du soir, on me chargea de cette fonction. En y allant le matin, je résolus de prêcher. Mon prosne dura plus d'une heure. J'y débitay bien de grandes vérités, avec tout le zèle que le Seigneur voulut bien me donner. Il n'y avoit que 3 ecclésiastiques, avec 5 ou 6 personnes de distinction, mais un grand nombre de peuple, dont j'eus la consolation d'en voir quantité de touchés jusqu'aux larmes. On parle déjà beaucoup de ce sermon dans le voisinage ; le bruit ne manquera pas d'aller bientôt jusqu'à Langres. Mais je suis seur qu'on n'y trouvera rien à mordre. Je n'en ay pas écrit un mot. J'auray du moins avant mon départ la consolation d'avoir prêché hautement la vérité dans le pauvre diocèse de Langres. Le curé m'a dit qu'on n'avoit jamais si bien prêché dans sa paroisse.

A Potthières, ce 27e may 1721.

D. THIERRY DE VIAIXNES.

Suscription :

A Monsieur,

Monsieur de St Jean, etc.

G. HÉRELLE.

LES ARCHIVES DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

DE

CHALONS-SUR-MARNE

XIe REGISTRE (1750-1759).

1789. Le 2 janvier 1750, déc. Messire Pierre-François le Gorlier, Ch. S. de la Grandcour et de Verneuil en partie. prem. et ancien Présid. au Prés. 68 ans. Inh. en cette Egl.

1790. Le 2 mars 1750, marié Pierre-Louis Sagué, 31 ans, Ec. S. de Breuvery, f. de f. Philippe Maurice Sagué, Ec. S. dud. lieu et de d. Jeanne Gargam et d^lle Marie-Anne Billet, 20 ans, f. de Claude-Jean-Nicolas Billet, Ec. S. de la Pagerie et a. l. et de d. Marguerite-Louise Corvisart.

1791. Le 22 mai 1750, b. Memmie, f. de Pierre-Paul Lallemant de Lettrée, Chev. ancien officier au Rég. Royal cavalerie et de d. Anne-Agathe Légé, né le 20 avril 1750.

1792. Le 1er janvier 1751, né et b. Nicolas-Jean-Bapt., f. de Pierre-Louis Sagué, Ec. S. de Breuvery et de d. Marie-Anne Billet.

1793. Le 5 fevrier 1751, déc. Marguerite-Louise de Rommécourt, ép. de Claude de Bœuf de St-Martin, S. de Braban. 68 ans. Inh. en cette Egl.

1794. Le 25 avril 1752, marié Estienne-Pierre Chanoine, Ec. avocat du Roy au bur. des fin. 25 ans, de la paroisse d'Epernay, et d^lle Louise-Catherine, f. de César-Antoine Taverne de Morvilliers, et de d. Cécile Dorothée d'Avene.

1795. Le 11 juillet 1752, née Perrette-Nicolle, f. de Pierre-Louis Sagué, Ec. S. de Breuvery, Villers, et a. l. Chev. de St-Louis, capitaine au rég. de Picardie et de d. Marie-Anne Billet.

1796. Le 8 novembre 1752, b. Marie-Julie, f. de Pierre-Jean Bocquet, Ec. S. d'Anthenay et de d. Suzanne-Denise Chanoine.

1797. Le 14 novembre 1752, née Marguerite-Julie, f. de Pierre-Paul Lallemant de Lettrée et de d. Anne-Agathe Léger.

1798. Le 8 janvier 1753, marié Claude de Bœuf, Ec. S. de St-Martin et de Braban, 54 ans, veuf de Marguerite-Louise de Romécourt et d^lle Marie-Louise de la Tour, f. de Armand-Jules-César de la Tour et de d. Marie de Burgny.

1799. Le 16 janvier 1753, marié Messire Philippe-Alexandre Delattre, S. d'Aubigny, lieutenant général au baill. d'Epernay, f. de f.

* Voir page 393, t. VIII, 4e année, de *la Revue de Champagne.*

Messire Alexandre-Firmin Delattre, S. d'Aubigny, Louvrigny, Romery, Mizy, le Mesnil, et de d. Marie-Anne-Ursule Denizet, et dlle Anne-Marguerite d'Argent, f. de Charles-Antoine d'Argent, S. de Dommartin-sur-Auve et de d. Marie-Marguerite Cabrillon.

1800. Le 3 fevrier 1753, né Nicolas, f. de Pierre Jourdain de Marson, Chev. de Saint-Louis, capitaine au Régiment de Provence, et de d. Jeanne de Fortia.

1801. Le 3 septembre 1753, déc. Marie-Anne le Vautrel, veuve de Jacques-Joseph Deu, S. de Perthes. Inh. en l'Egl. de la Trinité.

1802. Le 10 novembre 1753, déc. Messire Pierre Papillon, Ec. S. de la Ferté, premier président au bur. des fin. Inh. en cette Egl.

1803. Le 15 novembre 1753, marié Messire Augustin-François Mouffle de Champigny, Cons. au Parlement de Paris, de la paroisse St-Nicolas-des-Champs de Paris, et dlle Marie-Jeanne Galien, f. de M. Claude Galien et de d. Louise Itam.

1804. Le 22 avril 1754, marié Nicolas-Jacques Papillon d'Hauteroche, Président trésorier de Fr. f. de f. Messire Pierre Papillon de la Ferté et de d. Jeanne du Verdier, 24 ans, et dlle Marie-Antoinette-Louise Bremont, 21 ans, f. de f. M. Jean Bremont et de d. Marie-Jeanne Collet.

1805. Le 27 octobre 1754, née Marie-Louise-Augustine, f. de Messire Augustin-François Mouffle de Champigny et de dlle Marie-Jeanne Galien.

1806. Le 19 novembre 1754, marié M. Louis-André Yvernel, 35 ans, Cons. d'honneur au Baill. et Siège présid. et dlle Anne-Catherine du Casau.

1807. Le 16 janvier 1754, déc. Adrien de Parvillez, Ec. Président trésorier de Fr. au bur. des fin. de Champagne. 82 ans. Inh. en cette Egl.

1808. Le 4 fevrier 1754, déc. Jeanne du Verdier, veuve de Messire Pierre Papillon, Ec. S. de la Ferté. 63 ans. Inh. en cette Egl

1809. Le 22 février 1754, déc. très-haute et très-puissante damoiselle, Madlle Charlotte de Choiseul-Beaupré, 82 ans, née le 5 octobre 1672, morte dans le Couvent des Dames Religieuses de St-Joseph. Inh. en leur Egl.

1810. Le 8 septembre 1754, déc. Henry Baugier, Ec. S. de Fontaine. 53 ans. Inh. en cette Egl.

1811. Le 21 janvier 1755, marié Jean-Baptiste Deu de Montigny, Ec. veuf de Marie-Madeleine Hocart, et dlle Perrette-Claude de Parvillez, f. de f. Adrien de Parvillez et de Marguerite de Bar.

1812. Le 12 may 1755, née Louise, f. de Nicolas-Jacques Papillon d'Auteroche et de d. Marie-Antoinette-Louise Bremont.

1813. Le 30 novembre 1755, née Marie-Louis-André, f. de Messire Augustin Mouffle de Champigny, Chev. et de d. Marie-Jeanne Galien.

1814. Le 16 mars 1755, déc. M. Pierre Bocquet, off. chez le Roy. 70 ans. Inh. en cette Egl.

1815. Le 16 juin 1755, déc. Jean-Baptiste-Claude Billet, Ec. S. de Montcetz, Montjouy et St-Martin-aux-Champs. Inh. en l'Eglise de St-Alpin.

1816. Le 14 octobre 1755, déc. Ignace-Alexis le Lorain, 66 ans.

1817. Le 9 avril 1756, b. Jean-Gabriel, f. de M. Nicolas-Jacques Papillon d'Hauteroche, trésorier de Fr. et directeur du vingtième, et de d. Marie-Louise Brémont. P. M. Denis-Pierre-Jean Papillon, Intendant des Menus plaisirs de S. M.

1818. Le 1er juin 1756, Messire Antoine-François, baron du Boys de Riocour, chevalier, baron d'Amblin, seigneur de Champigneul et a. l Cons. d'Etat de S. M. le Roy de Pologue, et premier président de la Chambre des Comptes de Lorraine, âgé de 33 ans, f. de Messire Nicolas-Joseph, baron du Boys de Riocour, seigneur de Villers, Remoncourt, et a. l. Cons. d'Etat de S. M. le Roi de Pologne et ancien premier président de la Chambre des Comptes de Lorraine et de défunte dame Anne d'Hoffelize, de la paroisse Saint-Roch de Nancy, et damoiselle Madeleine-Jeanne-Claire Morel, 21 ans, damoiselle fille de Messire François-Jean-Marie Morel, chevalier, seigneur de Vitry-la-Ville, Vouciennes, Cheppes, St-Martin, Glacourt, le Fresne, et a. l. Cons. du Roy, président honoraire au présidial de cette ville et de défunte dame Marie-Blanche le Clerc, après la publ. d'un ban dans cette paroisse, dans celle de St-Roch de Nancy, et St-Nicolas-des-Champs de Paris, et la cérémonie des fiançailles, ont été mariés par Mgr Notre Evêque dans l'Eglise cathédrale.

1819. Le 23 décembre 1757, née Jeanne-Félicité, f. de Charles-Jean Bremont, Lieut. général au Baill. de Chaal. et de d. Marie-Angelique Félicité.

1820. Le 21 avril 1757, déc. M. César-Antoine Taverne de Morvilliers, Ec. ancien capitaine de cavalerie, chev. de Saint-Louis, Commiss. ord. des guerres du dép. de Champ. 75 ans. Inh. en cette Egl.

1821. Le 4 février 1758, marié François-Charles-Joachim Baudouin, Ec. f. d'Augustin Baudouin, Ec. Sgr du vicomté de Coole, des Seigneuries de la Chapelle, Faux, Aulnay, Tours-sur-Marne, Uvosy et Vraux, et de d. Magdeleine Rapinat, et damoiselle Claudette-Louise de Gruthus, f. de M. Jean-Bapt. de Gruthus,

Ec. S. de Granhan et Charpenterie, trésorier principal de l'extraord. des guerres au départ. de Champ. et de Dame Claude Chastel.

1822. Le 22 janvier 1758, déc. dame Marie-Jeanne Collet, veuve de M. Jean Bremont, viv. Sgr de Vouciennes et St-Basle, ancien trésorier de l'extraordinaire des guerres. 63 ans. Inh. en cette Egl.

1823. Le 29 juillet 1758, déc. Jean-Baptiste, f. de M. Pierre-Paul Lallemant de Lestrée et de d. Anne-Agathe Léger.

1824. Le 6 fevrier 1759, marié M. Odile-Sebastien de Tarade, 41 ans, chev. de St-Louis, capitaine au corps royal de l'artillerie, dem. à Paris, par. St-Roch, f. de f. Mre Sebastien de Tarade, cap. de dragons et de d. Anne Desjanots et dlle Nicole, f. de Mre Jean-Baptiste Dubois, Ec. Sgr de Chanteresne, Jonchery, Souain et a. l. et de d. Elizabeth Raulet.

1825. Le 16 avril 1759, née Catherine-Charlotte, f. de Nicolas-François de Hennequin, comte de Frenel et de d. Marie-Charlotte Ducoin.

1826. Le 9 novembre 1759, né François, f. de Messire François de Chastillon, chev. Sgr d'Oger et de d. Elizabeth Canelle.

1827. Le 21 novembre 1759, né Jean-Baptiste Odèle, f. de Sebastien-Odèle Tarade, Ec. Ingénieur en chef au dép. de Péronne et de dlle Marie-Nicole Dubois.

1828. Le 25 janvier 1759, déc. Philbert-Henry du Verdier, 60 ans, Off. chez le Roy. Inh. en cette Egl.

1829. Le 18 aoust 1759, déc. Jean-Baptiste Deu de Montigny, Ec. ancien capitaine au régiment de Picardie, 51 ans. Inh. en cette Egl.

1830. Le 1er septembre 1759, déc. d. Louise Ytam, 77 ans, épouse de M. Gallien.

XIIe REGISTRE (1760-1769).

1831. Le 28 fevrier 1760, supplée les cér. du bapt. à Jacquette-Félicité, f. de Nicolas-Jacques Papillon d'Hauteroche et de d. Antoinette-Louise Bremont. Née 15 septembre 1757.

1832. Le 28 fevrier 1760. né et b. Charles-Nicolas, f. de Nicolas-Jacques Papillon d'Hauteroche et de d. Antoinette-Louise Bremont.

1833. Le 6 mai 1760, marié M. Billecart, Cons. du R. et dlle Anne-Marguerite Piètre.

1834. Le 31 juillet 1760, déc. Pierre-Ignace Jourdain, 60 ans, trés. de l'extraordin. des guerres en Champagne.

1835. Le 10 octobre 1760, déc. Messire Jean Dubois de Crancé, chev. Sgr de Marson, 57 ans. Inh. en cette Egl.

1836. Le 18 octobre 1760, déc. d. Claudette-Perrette de Parvillez, veuve de Jean-Baptiste Deu de Montigny. Inh. en cette Egl.

1837. Le 30 novembre 1760, déc. dame Marguerite de Joubert, 80 ans, veuve de Messire Philippe Aubelin, Ec. S. de Villers-au-Bois. Inh. en l'Egl. des Rel. de St-Joseph.

1838. Le 19 janvier 1761, né Marie-Louis-Memie, f. de Jean-Ignace le Lorain et de Marie-Augustine-Pome Chedel.

1839. Le 19 janvier 1761, déc. d. Anne Lambert, veuve de M. Charles de Noyers, 86 ans. Inh. en cette Egl.

1840. Le 22 fevrier 1761, déc. d^lle Marie-Anne Billet, 64 ans. Inh. en cette Egl.

1841. Le 28 mars 1761, déc. d. Anne Gérard, veuve de Messire Daniel Hocart, chev. Sgr du Fresne. Présid. des trés. de France au bureau des finances de Champ. 84 ans. Inh. en cette Egl.

1842. Le 13 mai 1761, dame Marie-Marguerite Cabrillon, ép. de Charles-Antoine d'Argent, Ec. Sgr de Dommartin-sur-Auve, 55 ans. Inh. en cette Egl.

1843. Le 9 juillet 1761, marié Léonard-Louis Fagnier de Mardeuil, f. de Christophe-Bonaventure Fagnier, Ec. Sgr de Mardeuil, Sivry et Breuvery-sur-Coole et de d. Remiette-Thérèse Bureau de St-Pierre et d^lle Marie-Anne-Jeanne, f d'Etienne Barbier, Ec. Sgr de Felcourt, Président Trésorier de France et de d. Marie-Madeleine Hocart de Renneville.

1844. Le 22 septembre 1761, marié Louis Gueriot, Ec. C. du R. receveur des tailles, 27 ans, f. de Claude-Efienne Gueriot, Ec. et de d. Catherine Durand de Blonzac de la P. St-Loup, et d^lle Anne-Jeanne Nicole, f. de Nicolas Lorain de Beuville et de d. Anne Mathieu.

1845. Le 18 janvier 1762, b. Anne-Madelaine-Marguerite-Julie, f. de Pierre-Louis Bureau, Ec. Sgr de Charmoy et de Marie-Anne-Ernestine d'Origny d'Agny.

1846. Le 15 fevrier 1762, déc. d. Louise-Antoinette Baugier, par. St-Antoine, veuve de Jean Fagnier, Ec. S. de Mardeuil, Breuvery-sur-Coole et Sivry. Inh. en cette Egl.

1847. Le 27 mars 1762, déc. d. Antoinette Bourgegne, veuve de Jean Rosnay, Ec. Sgr de Villers, Montain, et a. l. 75 ans. Inh. en cette Egl.

1848. Le 30 juin 1762, b. Adélaïde-Louise, f. de George-Gaspard Fagnier, Ec. S. de Marsenet, chev. de St-Louis et de d. Marie-Françoise de Corvisart.

1849. Le 18 juillet 1762, déc. M. Jean Maupas, Cons. du Roy 62 ans.

1850. Le 5 novembre 1762, déc. M. Joseph Charuel, ancien officier de S. A. Madame la Duchesse d'Orléans. 80 ans. Inh. en cette Egl.

1851. Le 16 novembre 1762, b. Nicolas-Louis, f. de Louis Gueriot, Ec. et de Anne-Jeanne-Nicole Lorain de Beuville.

1852. Le 20 février 1763, déc. Jacques de Torcy, Cons. du Roi, 70 ans.

1853. Le 26 avril 1763, marié Jean-Baptiste-Pétronille Gueriot de la Filonière, 27 ans, f. de f. Claude-Etienne Gueriot et de dame Catherine Durand de Blonzac, et d^lle Anne-Marie Deu de Montigny, f. de f. Jean-Baptiste Deu de Montigny et de d. Anne-Madeleine Hocart.

1854. Le 22 juillet 1763, déc. Claude Gallien, 85 ans. Inh. en cette Egl.

1855. Le 12 septembre 1763, b. Anne-Denise-Claire, f. de Marie-Louis Guériot, et de Anne-Jeanne-Nicole le Lorain de Beuville.

1856. Le 26 février 1764, né François-Xavier-Jean, f, de Jean-Baptiste Turpin, Président Trés. de Fr. et de d. Louise Gargam.

1857. Le 10 mars 1764, déc. Marie-Anne-Jacquette Papillon, f. de Pierre-Louis Baugier, Ec. S. de Bignipont, Fontaine, etc. 51 ans.

1858. Le 7 mai 1754, né Claude-Gabriel, f. de Jean-Baptiste-Pétronille Guériot de la Filonière, et de d. Marie-Anne Deu de Montigny.

1859. Le 4 juillet 1764, déc. d^lle Marie de Bœuf de Brabant, 63 ans.

1860. Le 28 aout 1764, marié Henry-Jean d'Argent, 27 ans, Ec. ancien officier au Reg. de Lyonnois, f. de Charles-Antoine d'Argent, Ec. Sgr de Dommartin et de Marie-Marguerite Cabrillon, et Madeleine-Thérèse Deu, 19 ans, f. de Claude-François Xavier Deu, Ec. Sgr de Perthes et de Elizabeth-Thérèse Fagnier.

1861. Le 14 janvier 1765, née Adélaïde-Louise, f. de M. Jean-Baptiste Turpin et de Louise Gargam.

1862. Le 4 mai 1765, né Jean-Baptiste-Augustin, f. de Louis Guériot, Ec. et de d. Anne-Jeanne-Nicole le Lorain de Beuville.

1863. Le 7 décembre 1765, né André-Marie-Memmie, f. de Jean-Baptiste de Rosnay de Villers, Ec. Sgr de Montain et a. l. et de d. Marie-Anne Guyot.

1864. Le 6 janvier 1767, née Marie-Louise, f. de M. Jean-Baptiste Turpin et de Louise Gargam.

1865. Le 15 janvier 1767, née Marie-Joseph, fille de César-Marie de Cappy, Chev. Sgr des Grandes et Petites Ecuries, de Champagne, de la Baronnie de Lettrée, de Bussy, et de d. Marguerite-Joseph-Françoise Bontemps. P. François-Florimond de Cappy, Sgr d'Oiry. M. Marie-Anne-Françoise de Chastillon.

1866. Le 7 juin 1767, déc. Claude-François-Xavier Deu, Ec. Sgr de Perthes, Hurlus, le Menil et a. l. 63 ans. Inh. en cette Egl.

1867. Le 29 août 1767, déc. Etienne Barbier, Ec. Sgr de Felcourt et a. l. 53 ans. Inh. en cette Egl.

1868. Le 17 novembre 1767, né Antoine-François-Dominique, f. de Jean-Baptiste de Rosnay de Villers, et de Marie-Anne Guyot.

1869. Le 17 novembre 1767, marié Claude Jacquier, f. de Jean-Baptiste-Nicolas Jacquier, Ec. Sgr de Brusson et de d. Marie-Madeleine Legoux, et d^lle Louise-Perrette Lemoyne.

1870. Le 26 janvier 1768, déc. Louise Lorain, 87 ans, veuve de Claude-George Fagnier, viv. Ec. Sgr de Marson. Inh. en cette Egl.

1871. Le 10 février 1768, marié Jean-Baptiste Label, Cons. du R. au B. de Bar, f. de Maistre Jean Label, Bailli au Bailliage comté de Vaubecourt, et de f. d. Marie-Louise-Barbe-Gabriel Médard, et d^lle Marie-Anne-Françoise Berthélemy, f. de M. François Berthélemy de Mutigny, Sgr de St-Martin-aux-Champs, Cons. Proc. du Roy et de f. d. Marie Adnet.

1872. Le 14 février 1768, marié Messire Charles-Jean-Pierre Collart, Chev. S. de Boutancourt, Gouverneur de la ville d'Enghein, mousquetaire de la deuxième compagnie de la Garde ord. du R. de la par. St-Roch de Paris et pendant son quartier de service à l'hôtel des mousquetaires, faubourg St-Antoine, et Agathe-Félicité-Germain Remiette, f. de Mre Pierre-Louis Bureau, Ec. Sgr. de Charmoy, St-Pierre, Villers, et de f. d. Louise Dubois de Crancé.

1873. Le 7 février 1769, marié Pierre-Dominique Deliège, de St-Mars, Ec. Garde du corps du Roi, comte de Villeroy, f. de François-Dominique Deliège de St-Mars et de d. Marie-Colombe de Chicot de Milly, et Marguerite-Catherine-Nicole, f. de Pierre-Nicolas Deu de Sommevesle, Ec. off. du Roi et de f. d. Catherine de Bar.

1874. Le 20 fevrier 1769, déc. Joseph de Vige de Sailly. 77 ans.

1875. Le 11 avril 1769, déc. Marie-Catherine de Tarade, femme de Germain Dubois de Loisy, Ecuyer de main de Madame la Dauphine, officier de la Garde ord. du Corps du Roi, chev. de St-Louis, commandant pour le Roi de la ville et faubourg de Chaal. Inh, en cette Egl.

1876. Le 17 septembre 1769, née Jeanne-Charlotte, f. de Nicolas-Jacques Papillon d'Hauteroche et d'Antoinette-Louise Bremont.

1877. Le 19 septembre 1769, M. Michel Cailloux, Ec. Garde du corps du Roi et d^lle Anne de Parvillez se sont mariés à Avize.

(*A suivre*). Cte D. DE R.

BIBLIOGRAPHIE

Bérangère de Chandoré, par M. Em. Rignier (Verdun, Ch. Laurent, libraire, etc.).

Nous souhaitons de grand cœur la bienvenue et le succès au nouvel ouvrage de M. Rignier. Après *Valentine de Guichaumont*, qui fut son heureux coup d'essai ; après les *Héroïnes de la vie privée*[1], où l'on dirait que la forme seule appartienne au roman, voici venir *Bérangère de Chandoré*, dont l'héroïne partira de Voirsom, « gros village sis en Champagne » pour aller s'éteindre dans une salle de l'hôpital Saint-Louis à Paris. Tout d'abord — car l'anagramme est transparente — nous félicitons l'auteur de son attachement au pays natal. Libre à qui voudra de l'accuser de chauvinisme : c'est près du berceau que naît le patriotisme, c'est en aimant son village que l'on apprend à chérir la grande patrie.

A Voirsom donc, en juillet 18 . sévissait une affreuse épidémie ; les convois funèbres se succédaient sans interruption, et Charles de Chancenay, étudiant en médecine, venait de conduire au champ du repos sa mère, puis une parente, quand, au retour, il se croise avec le cortége d'un cousin, Victor Auger, qui laissait à sa veuve trois filles, dont l'aînée, Victoire ou Léontine, semble abîmée dans le chagrin. Cette communauté d'épreuves rapproche Charles de celle qui deviendra Bérangère. Jusque-là, il n'a ressenti pour elle que cet éphémère attachement que l'on porte à ses compagnons d'enfance ; mais cette piété filiale, cette profonde et sympathique douleur lui font soupçonner dans l'âme de Victoire Auger des trésors d'affection qui suffiront à lui donner le bonheur. Aussi, près de se rendre à Paris, promet-il à la jeune fille de lui garder intact un cœur riche de dévouement et de générosité.

Sur ces entrefaites, une femme de condition et de fortune équivoques était venue se retrancher dans l'obscurité de Voirsom : elle *s'appelait* Mme Cantilène et devait s'appeler autrement. La famille Auger crut pouvoir trouver une distraction à ses chagrins près de la Parisienne nouvellement débarquée, dont les manières annonçaient tant de grâce et de distinction. Victoire chanta, et Mme Cantilène voulut bien lui reconnaître une belle voix, un heureux talent pour interpréter, en petit comité, les poésies de Béranger : « Quel dommage d'étouffer en province de si merveilleuses dispositions ! c'était sur les théâtres de Paris, c'était au feu de la rampe que devait se produire un tel astre !.. » Fière de tels encouragements, la naïve provinciale se rendit à Paris. Mme Cantilène l'avait adressée à l'une de ses amies,

1. *Revue de Champagne et de Brie*, VIII, 383.

femme entre deux âges et d'un passé problématique, qui *se nommait* Sainte-Amaranthe. Grâce à cette protectrice, Victoire reçut les leçons d'un certain Martial Vosgien et, quelques semaines après, un théâtre de troisième ordre annonçait les débuts de Mlle Vittoria, artiste milanaise. Mais, hélas ! malgré la faveur avec laquelle il l'avait accueillie, le public indiscret usa

« De ce droit qu'à la porte on achète en entrant, »

si bien que notre cantatrice tourna ses vues d'un autre côté.

Une lettre bientôt annonçait à Mme Auger que sa fille, devenue par une nouvelle métamorphose Bérangère de Chandoré, était sur le chemin de la fortune et qu'elle allait, sous les auspices et aux frais de sir Georges Bankson, visiter l'Italie, où s'épanouit et mûrit le talent. A partir de ce moment, c'est à son carnet qu'elle confiera ses impressions, ses joies, et plus tard ses craintes et ses déboires.

A Marseille, les touristes ont fait la connaissance de la famille Bonnet qui se rend également en Italie, et d'un couple moins régulier, composé de M. Henry Davenel et de Mlle Octavie Baudouin, peintre amateur. Avec celle-ci, Bérangère admire les splendeurs de Florence, les beautés plus majestueuses et plus sévères de Rome. Mais de jour en jour les allures et les propos de sa compagne deviennent plus sérieux : le Colysée, les églises, tant de souvenirs chrétiens agissent sur son âme, et une lettre, un jour, annonce à M. Davenel qu'Octavie Baudouin, regrettant son passé, cache dans un monastère son repentir et son expiation. Tout le monde, à l'hôtel où se trouvaient réunis les touristes, la traita de folle et de visionnaire, Bérangère principalement ; toutefois cette séparation modifie ses sentiments : elle poursuivra ses promenades artistiques, elle continuera ses chants d'allégresse ; mais déjà certaine note grave annonce le changement.

Voici Naples et son incomparable ciel, et son golfe sans rival, et cette mer si séduisante dans son calme et sa splendeur ; ce soir, la famille Bonnet s'y promène joyeusement avant de reprendre la route de France... Hélas ! la promenade s'est faite, mais un orage imprévu vient de bouleverser la mer, et Julie, la jeune amie de Bérangère, a péri dans le naufrage. Puis, non loin de là, notre voyageuse rencontre le convoi funèbre d'une enfant que ses parents accompagnent de leurs prières et de leurs larmes. Pourquoi tant de lugubres présages ? Oh ! retournons à Paris ; nous aurons là les enivrements de la joie. Cependant, le rire se nuance de tristesse, et le carnet reçoit des confidences qui ressemblent à des remords, bien que le souvenir de Charles de Chancenay ramène encore le sarcasme et l'aigreur.

Mais un mal indéfinissable s'est déclaré : une toux opiniâtre, une pâleur significative, et l'altération des traits nécessitent un voyage aux Eaux-Bonnes, et Bankson déguise mal ses appréhensions. Il est soucieux pour Bérangère, peut-être pour autre chose encore. L'argent s'épuise, les créanciers pressent, les parents se refusent à de nouveaux envois ; enfin Georges abandonne celle dont il eut le tort d'entretenir les espérances, et Bérangère retrouve dans Sainte-Amaranthe

et dans la famille Hervé les secours et les discrètes consolations dont elle a si grand besoin. L'expiation n'est pas à son terme ; c'est à l'hôpital qu'il faut aller chercher des soulagements indispensables. Là sous les traits d'une sœur de charité, Bérangère retrouve cette Octavie qui l'a quittée au sortir de Sainte-Agnès à Rome ; et dans l'interne qui vient aider le docteur, elle reconnaît Ch. de Chancenay, celui dont elle a dédaigné, tourné en ridicule la généreuse affection : nobles cœurs qui remplaceront le fugitif attachement d'un chevalier de circonstance ! Bérangère ne mourra pas sans s'être réconciliée avec ses amis véritables et avec Dieu, et quand il faudra conduire sa dépouille au cimetière, celui qui la pleurera le plus, sera ce même Charles qu'elle repoussa si longtemps.

Telle est la trame de ce roman, de cette histoire plutôt ; car on sent que l'auteur a peint dane cette œuvre autre chose que des aventures et des peines imaginaires. Heureux serons-nous, si nous pouvons inspirer à quelques lecteurs de la *Revue* le désir de le suivre dans le développement de cette émouvante nouvelle !

A. Fourot.

* * *

M. Bouchot, élève de l'Ecole des chartes, dont la *Revue* publiera prochainement un important travail sur la prévôté de Vitry, vient de faire paraître chez Pessez, à Vitry-le-François, une brochure excessivement curieuse sur « l'Histoire du Perthois » au XIVe siècle. En faisant des recherches dans les registres du Trésor des chartes, il a chemin faisant recueilli tous les faits concernant le Perthois : son travail est malheureusement très-limité : il ne s'étend que de la déroute de Poitiers à l'année 1369. C'est une chronique excessivement curieuse et d'autant plus intéressante que nous y rencontrons à chaque pas les noms des villages de la région. Nous en extraierons seulement l'histoire du sieur de Vervin, de Troyes, captif des Grandes Compagnies et enfermé dans un noir cachot : il y était depuis quelques instants songeant qu'il ne pourrait jamais payer la rançon à laquelle il était taxé, quand il découvrit attachés comme lui un chevalier et sa femme. Celui-ci attendait depuis longtemps, devant payer 43 livres, quand enfin il obtint la permission de sortir pour aller quérir cette somme, mais, sans plus se soucier de sa femme, il ne reparut plus. Henri de Vervin, touché de compassion cède aux prières de la dame et se porta caution pour elle. Oublié à son tour, il parvint cependant à s'échapper et courut alors chez son débiteur qu'il traita durement. Le chevalier refusa de se battre et fut enlevé par des amis de Henri de Vervin qui l'emprisonnèrent à Saint-Loup-aux-Bois, en Ardennes. Henri s'étant éloigné pour guerroyer, son prisonnier parvint à se défaire de ses chaînes et sauta dans les fossés où il se noya.

La brochure de M. Bouchot est remplie de récits de ces guerres et prouve l'importance d'un travail d'ensemble où l'on condenserait pour

une longue période les innombrables faits perdus dans les registres du Trésor des chartes. B.

* * *

Un jeune fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, connu déjà par de sérieux travaux historiques, vient de consacrer un livre intéressant : *Le Volontaire de 1789, général du premier empire* (1 vol. in-12. Paris, Dillet), à son ayeul maternel, Jean-Baptiste Girard, duc de Ligny. M. le baron du Casse a eu une heureuse inspiration et son livre est une excellente réfutation des détestables études romanesques consacrées aux hommes et aux choses de la guerre du premier empire, par MM. Erckmann et Chatrian.

Jean-Baptiste Girard appartenait à une riche famille industrielle d'Aups en Provence. Il s'engagea de bonne heure dans la marine pour entrer peu après dans l'armée de terre. Sa carrière rapide permet à son biographe de tracer un tableau vrai et curieux de la vie militaire à cette grande époque. Il termina sa carrière comme général de division à la veille de Waterloo et sa conduite à la bataille de Ligny, où il fut blessé mortellement, lui valut le titre ducal, dont la concession lui fut officiellement annoncée par une lettre du ministre de la guerre du 21 juin 1825.

Nous avons parlé de ce livre parcequ'il forme en quelque sorte le pendant de la belle étude sur le général de Dommartin, de notre collaborateur M. de Besancenet : ce sont deux ouvrages qu'il faut avoir et lire en même temps. E. B.

CHRONIQUE

Société académique de l'Aube. — Séance du 21 novembre 1879. — Sont présents : MM. Truelle, président, Gréau, Le Brun, Vignes, Pron, Pigeotte, de Caussigny, Gayot, d'Ambly, Baltet, Huot, Drouot, Fontaine, Carteron, d'Antessanty, Petit, Bacquias, Vauthier, Briard, Socard, Ray, Nancey, Babeau.

Ouvrages reçus. — Les volumes des sociétés savantes d'Amérique récemment parus. M. Guibout offre un volume intitulé : *Nouvelles études sur les maladies de la peau ;* renvoyé à M. Vauthier. Société académique de Reims. Notice sur *les Tendues*, par M. Lécuyer ; renvoyé à M. Ray. Comptes-rendus de l'académie des sciences ; renvoyés à M. d'Ambly. Les mémoires de la Société de Cambrai contiennent un travail sur *les Cités ouvrières sous le triple rapport moral, social et économique*. Cette notice constate qu'à Mulhouse ces cités ont très-bien réussi. Les ouvriers sont devenus propriétaires de leurs logements. La Société a vendu 674 maisons sur 700.

M. Vignes regrette que la Société de Troyes n'ait pas suivi les mêmes règles que celle de Mulhouse. M. Fontaine répond qu'elle a fait ce qu'elle a pu, mais elle s'est fondée au moment où il fallait absolument trouver des logements pour les Alsaciens-Lorrains ; elle n'a pas eu le temps de construire, cependant elle a bâti quelques maisons ; ce qui lui a manqué, c'est le concours des ouvriers. A Mulhouse, la population ouvrière étant beaucoup plus considérable, il était plus facile de réussir. La chambre de commerce de Troyes offre le compte-rendu de ses travaux pour 1879. *Les mémoires de la Société des ingénieurs civils* renferment un article intéressant sur les mines du Laurium.

Dons faits au Musée. — M. Millard donne les instruments de physique composant son cabinet. Le Musée reçoit encore des médailles romaines offertes par un anonyme, un très-ancien fer à cheval, trouvé à Balignicourt, etc...

Le bas-relief de M. Boucher est arrivé à Troyes : on en fait circuler la photographie.

M. Pigeotte rend compte de l'*Histoire de Montsuzain*, par M. l'abbé Pingat. Ce travail est instructif, plein d'intérêt et de recherches minutieuses ; l'intérêt qu'il offre est surtout local. Cependant certains chapitres seront lus avec profit par tout le monde. M. Pigeotte conclut au renvoi de cet ouvrage au comité de publication.

M. l'abbé d'Antessanty lit une note sur la *Licinus cassideus*, insecte fort rare de la famille des carabiques, qu'il a trouvé récemment au pied d'un orme à Droupt-Saint-Basle.

M. Nancey lit le début d'un ouvrage intitulé : Paraphrase des satires de Perse.

M. Baltet montre à la Société le médaillon de M. Jules Benoît, exécuté par M. Boucher.

M. Gréau a entendu parler d'un nouvel insecte qui, en Algérie, attaquerait les pommes de terre. On n'a pas encore de renseignements précis à ce sujet.

La séance est levée à 5 heures 1/4.

***

Séance du 19 décembre 1879. — Le procès-verbal est lu et adopté.

Correspondance. — M. Bouquet de la Grye, qui change de résidence, donne sa démission ; la Société exprime le regret qu'elle éprouve de voir s'éloigner un membre si distingué.

M. Grisier-Gaurier offre un échantillon d'un ciment de sa composition, qui est renvoyé à M. Ray pour le Musée industriel. M. Arsène Thévenot informe la Société qu'il travaille à une statistique intellectuelle du département de l'Aube, qui sera comme le panthéon de nos illustrations locales. Il demande que l'on conserve dans les archives de la Société un registre où l'on inscrirait tous les membres avec indication de leurs travaux. Il désire placer son travail sous les auspices de la Société académique, et exprime le vœu qu'une commission soit nommée pour collaborer à son œuvre. Cette demande est renvoyée au bureau.

Ouvrages reçus. — *L'art préhistorique dans l'Ouest, et spécialement la haute Normandie*, par le vicomte de Pulligny ; l'auteur a trouvé chez un cafetier des assiettes et des lagènes gallo-romaines. *Société des antiquaires de France* ; notice de M. Edmond Guillaume sur des bronzes trouvés à Reims en 1878, en creusant les fondations d'une maison ; ils étaient enfouis à quatre mètres de profondeur ; des objets antiques avaient été trouvés déjà dans le voisinage. Quatre pièces de monnaie en argent étaient mêlées à ces bronzes. Ces objets précieux ont été acquis par le cabinet des antiques de la Bibliothèque nationale. Le *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur* contient des *Recherches sur l'âge de pierre et de bronze*, accompagnées de quelques figures.

M. l'abbé d'Antessanty lit une note sur les effets produits par le froid et la neige sur les mammifères et les oiseaux. Les chauves-souris, qui sembleraient devoir être engourdies profondément par une température aussi rigoureuse, étaient au contraire réveillées de leur sommeil hivernal et voltigeaient en grand nombre dans les cours et les classes du lycée. Toutes étaient des pipistrelles (*vespertilio pipistrellus*). Quand les grandes neiges ont commencé à tomber, on voyait les *choucas* voltiger dans les cours et venir chercher leur nourriture jusque sous les fenêtres ; les *alouettes huppées* trottinaient avec confiance devant les élèves et les *pinsons* entraient par bandes dans les études. Au bout de quelques jours, tous ces oiseaux avaient disparu.

M. Baltet dit que le froid a fait périr beaucoup d'arbustes. Il y a eu chez lui, en plein air, 30 degrés et 24 contre un bâtiment. Les vignes ont beaucoup souffert, parceque les sarments n'étaient pas suffisamment lignifiés. Les effets désastreux du froid sont d'autant plus regrettables, que les arbres étaient admirablement préparés. La gelée a atteint aussi les platanes qui bordent le canal ; plusieurs sont profondément fendus ; il est à remarquer que la fente traverse même les nœuds.

M. Montachet envoie une notice sur les seigneurs de Brienne-Venisy. On y trouve des renseignements intéressants sur les templiers ainsi que de curieux détails sur la petite ville de Venisy. Le château a été démoli en 1849. Une transaction entre Erard de Brienne et les templiers, en 1236, montre que ces derniers étaient puissants à cette époque. Ce travail est renvoyé à l'examen de M. d'Arbois.

La séance est levée à 4 heures 1/2. ***

***

Société historique et archéologique de Chateau-Thierry. — Mardi 15 juillet, la Société archéologique de Château-Thierry, représentée par douze de ses membres au nombre desquels figuraient M. le sous-préfet de l'arrondissement et M. le maire de la ville, se rendait à Breny, où l'attendait M. Frédéric Moreau, pour visiter les fouilles que fait exécuter l'infatigable chercheur de Carenda, de Sablonnière et d'Arcy-Sainte-Restitue sur l'emplacement d'un ancien cimetière remontant principalement aux époques franque et mérovingienne.

Breny, était en effet, lors de la conquête franque, une terre du fisc qui passa dans les mains du domaine royal ; puis, en 855, fut donnée par Charles-le-Chauve, en échange de biens dans le Laonnois, à un diacre du nom de Fulbert, lequel peu après en fit don à l'abbaye de Saint-Crépin-le-Grand de Soissons.

Selon plusieurs, Breny serait le *Palatium Brennacum* de Grégoire de Tours jusqu'ici attribué à Braine-sur-Vesle près de Soissons, mais la question est loin d'être décidée parmi les historiens et les archéologues ; les fouilles de Breny offrent donc, outre leur attrait particulier, le désir de savoir si elles ne contribueront pas à trancher la difficulté historique que présente le texte obscur de l'historien.

M. Moreau avait fait à la Société la galanterie de faire disposer quatre tranchées de telle sorte qu'il n'y eût plus à donner sur les sépultures reconnues que le dernier coup de raclette pour découvrir ce qu'elles pouvaient renfermer.

Neuf sépultures ont été explorées, deux étaient contenues dans des cercueils de pierre, les autres avaient été faites dans le sol même à une profondeur d'un mètre quinze centimètres et deux mètres ; il en a été extrait sous les yeux des visiteurs plusieurs poteries en terre noire, une épingle et une boucle en bronze et quelques objets en fer ainsi que plusieurs grattoirs et couteaux en silex.

Toutes les tombes ne contiennent pas d'objets à recueillir ; on remarque en effet que plusieurs d'entre elles, et notamment celles en pierre, ont été violées ; néanmoins les fouilles de M. Moreau sont pratiquées avec un soin et une intelligence si remarquables par les auxiliaires qu'il a su former qu'aucun objet mobilier ne leur échappe ; on s'en convaincra facilement en apprenant que du 15 avril au 15 juin il n'a pas été recueilli à Breny moins de 444 objets tant en fer, qu'en bronze, céramique et verrerie, sans compter environ 300 silex ouvrés.

Parmi tous ces précieux restes d'un temps déjà si éloigné de nous et dont les assistants ont pu contempler de beaux échantillons, nous citerons notamment une épée, quatre umbos de boucliers garnis de leurs manipules, des haches, des francisques, un siège pliant en fer le seul qui à notre connaissance ait encore été découvert, neuf colliers en perles de pâtes coloriées, des bracelets, deux vases en bronze, deux sceaux en bois et fer et un grand nombre de vases tant en terre qu'en verre.

Quatre monnaies de Zénon, Tetricus, Julia, Maesa et Anastase font remonter à l'époque gallo-romaine beaucoup de sépultures ; mais quelques-unes sont certainement plus anciennes et doivent précéder l'époque de la conquête par les Romains.

Depuis 1873, M. Moreau a fouillé 11,000 sépultures dont 3,000 à Carenda et le reste à Fère, Arcy et Breny ; M. Frédéric Moreau a fait à lui seul plus de découvertes en ce genre que tous les chercheurs réunis qui l'ont précédé, aussi le nom de M. Moreau est désormais acquis à la science et comptera dans l'avenir parmi ceux qui ont apporté le plus de lumières à l'archéologie.

La Société par l'organe de son vice-président a vivement remercié M. Moreau de son excellent accueil et du plaisir qu'il avait procuré ; elle ne s'est séparée de lui qu'après de cordiales démonstrations et en emportant l'espérance que quelques-uns des objets de la nombreuse collection de M. Moreau pourraient peut-être prochainement figurer dans les vitrines de son Musée, tel est du moins le désir qu'a exprimé la Société et que nous serions heureux de voir réaliser.

La Société archéologique avait dans la matinée visité Oulchy-le-Château, elle a terminé son excursion en donnant un coup d'œil à l'intéressante église de Breny.

***

Nous mentionnerons le mariage de M. le baron de Klopstein, issu par les femmes de la branche des Wignacourt de Champagne, dont la *Revue* parlait récemment, avec Mlle de Montangon, fille du feu comte de Montangon, d'une ancienne famille de la noblesse champenoise, qui a fait pardevant M. de Caumartin ses preuves, depuis Pierre, écuyer, seigneur de Dienville, en 1503. Armes : Gironné d'or et d'azur de six pièces.

***

Il existe à la Bibliothèque royale de la Haye un journal manuscrit de la Régence en deux volumes qui constitue un document aussi important que curieux pour notre histoire intime.

Il doit être prochainement publié et l'éditeur a été assez heureux pour démontrer que l'auteur n'est autre que Buvat, le rédacteur du journal publié il y a quelques années par M. Campardon. Or, Buvat, employé à la bibliothèque du roi, était né à Châlons-sur-Marne ou aux environs de cette ville. Nous publions ici les passages du manuscrit de la Haye concernant la Champagne, particulièrement les événements religieux à Reims :

27 avril 1716.

On plaide actuellement à la Grand'Chambre une cause sur un appel comme d'abus intenté par des chanoines et des curés de Reims que l'archevêque a excommuniés comme Jansénistes. J'entendis M. le Chevalier, leur avocat, qui commença en disant qu'il reconnaissait le Pape comme chef de l'Eglise, mais sans pouvoir lui reconnaître une autorité sans borne.

22 mai 1716.

Voici quelque chose de particulier. Le nonce a été chez le Régent se plaindre du plaidoyer de la Grand'Chambre au sujet de la Constitution et de l'affaire de Reims, le priant d'interposer son autorité pour arrêter la licence des avocats qui perdent le respect dû au Saint-Siége.

4 décembre.

Il y a un arrêt du Parlement sur requête qui permet aux religieux de Sainte-Geneviève de Reims de faire assigner leur archevêque pour répondre sur son entreprise, et cependant ils continueront à desservir leur séminaire en la manière accoutumée. Vous ne sauriez croire jusqu'où va l'animosité de ce prélat contre ceux qui s'opposent à la Constitution et le désespoir où il est d'apprendre la résistance de son clergé à son dessein.

2 avril 1717.

L'archevêque de Reims a donné un mandement dont plusieurs curés et chanoines ont interjeté appel comme d'abus au Parlement, et cet appel fut relevé par des lettres de grand'chambre, scellées le propre jour de Pâques par extraordinaire afin qu'elles puissent être signifiées à Reims à l'archevêque avant le temps porté par ce bel ouvrage. D'un autre côté il y aura mardi arrêt qui le déclarera nul et abusif à la requête du procureur-général, et qui prononcera encore d'autres précautions contre ce prélat jésuite, digne aspirant au cardinalat, sans quoi il serait peut-être moins zélé pour Rome.

On reçut hier des nouvelles de Reims que la cathédrale et d'autres églises avaient été fermées le jour de Pâques au grand scandale du peuple et que l'on y attendait impatiemment la lettre d'appel comme d'abus.

5 avril.

Nous verrons demain ce qui se passera au Parlement contre l'archevêque de Reims, à qui le chancelier a écrit en termes très-forts pour lui marquer de lever l'excommunication, sinon que le Parlement en viendra aux dernières extrémités.

Le Jeudi-Saint un prêtre ayant au refus du vicaire de Saint-Symphorien à Reims, parceque le curé avec 100 autres ecclésiastiques de la ville sont en suspens, voulu publier la bulle en chaire, et ayant commencé à parler contre le curé qui était présent, celui-ci se retira, et fut suivi en même temps de tous ses paroissiens sans exception d'aucun. De quoi l'archevêque a fait informer comme d'une sédition, mais le lieutenant criminel et le procureur du roi n'ayant pas trouvé des preuves, ils n'ont pas voulu décréter l'information, en sorte que malgré les bruits du prélat, l'affaire en est restée là.

9 avril.

Le Régent a envoyé un exprès à l'archevêque de Reims à qui il a écrit fortement avec menace d'en venir aux dernières extrémités et de l'abandonner entièrement au Parlement, s'il ne révoque pas ce qu'il a fait et ne devient plus modéré à l'avenir. Il sera tondu dans le Parlement, et par les MM. de la cabale des Jésuites, qui ont très-mal conseillé le Pape, lui persuadant qu'en étant ferme, il fera ployer le Régent.

14 mai.

M. Chevalier qui plaida hier dans la Grand'Chambre la cause de Reims, y a soutenu avec véhémence des plus vives que l'appel au futur concile est orthodoxe. Elle sera jugée le 28.

31 mai.

La cause de l'archevêque de Reims fut jugée vendredi et l'arrêt déclare nul et abusif le mandement du Prélat qui avait excommunié 12 chanoines et 7 curés de Reims avec ordre de le transcrire en marge du registre de l'officialité, avec 200 livres de dommages et intérêts envers chaque chanoine et 400 envers chaque curé, et tous les dépens. Nos plaisants disent qu'il y a de la simonie dans cet arrêt, et que tout cet argent va servir à acquérir un chapeau de cardinal.

8 avril 1718.

Le Parlement de Paris fait semblant d'ignorer la dernière lettre de l'archevêque de Reims et remet d'en parler après Quasimodo.

6 avril.

La dernière lettre de l'archevêque de Reims depuis le brulement de sa première, parait imprimée, de sorte que nous allons voir si le Parlement donnera encore un nouvel arrêt. Je crois qu'il fermera les yeux cette fois, parceque sachant la vision du Prélat et qu'il fait gloire de tout ce qu'on prouve contre lui, ce serait à ne jamais finir que de rendre sans cesse ses arrêts.

* * *

OBSERVATIONS AU POINT DE VUE CATHOLIQUE SUR L'ARTICLE INTITULÉ : ***Les habitants de l'Aube pendant les âges préhistoriques***, par M. Emile Pillost, inséré dans la *Revue*, pages 400 et suivantes du tome VIII.

Cette étude de M. Pillost tend à démontrer que les habitants de l'Aube remontent à des millions d'années et que leurs ancêtres primitifs furent des sortes de singes, privés du langage articulé, ou des hommes tellement sauvages qu'ils ressemblaient plus aux singes des forêts qu'aux hommes civilisés de notre époque. Tout en respectant les bonnes intentions de l'auteur, j'aime mieux, quant à moi, admettre pour premier ancêtre Adam, créé de Dieu avec le don du langage et tous les attributs nécessaires pour accomplir ses nobles destinées. Quoi qu'en disent les savants, la Genèse de Moïse est encore la meilleure explication de la création de l'homme. Quant au système de l'auteur, énoncé dans la *Revue*, il est en opposition avec l'enseignement de l'Eglise admis par tous les chrétiens, et il fait injure à Dieu et à l'homme lui-même. C'est ce que je me propose de démontrer.

1° Ce système est en opposition avec l'enseignement de l'Eglise. En effet selon cet enseignement, inculqué à tous les chrétiens dès leur enfance, la création de l'homme sur la terre est d'une époque relativement récente et qui ne peut se reporter au-delà de 6000 ans. Ouvrons l'Evangile. Nous y trouverons un passage assez explicite ; c'est celui où saint Luc, énumérant la généalogie de Jésus-Christ selon la chair, la comprend en 76 générations, savoir :

1° D'Adam à Noë (époque de sa naissance) 10 générations, ainsi calculées par Moïse au Ve chapitre de la Genèse : Adam âgé de 130 ans engendra Seth, qui âgé de 105 ans engendra Enos. qui âgé de 90 ans engendra Caïnan, qui âgé de 70 ans engendra Malaleal, qui âgé de 65 ans, engendra Jared, qui âgé de 162 ans engendra Hénoch, qui âgé de 65 ans engendra Mathusala, qui âgé de 187 ans engendra Lamech, qui âgé de 182 ans engendra Noë. Ces 10 générations comprennent ensemble 1056 ans.

2° De Noë à David (à l'époque où il fut sacré roi) 24 générations contenant 1878 ans et reportant l'âge du monde à 2934 ans.

3° De David devenu roi à Jésus-Christ naissant à Bethléem, 42 générations contenant 1066 ans et reportant l'âge du monde à 4000 ans.

L'ère nouvelle de Jésus-Christ à nous étant de 1880 ans, il s'ensuit que l'âge du monde depuis Adam jusqu'à nous est de 5880 ans.

La moyenne des 10 générations d'Adam à Noë est de 105 ans, ce qui n'est pas étonnant pour cette époque où les hommes vivaient jusqu'à 900 ans et plus. La moyenne des 24 générations de Noë à David est de 78 ans, ce qui n'est pas non plus surprenant, Noë n'ayant engendré ses enfants Sem, Cham et Japheth qu'à l'age de 500 ans, et ses descendants jusqu'aux patriarches ayant vécu plusieurs siècles.

La moyenne des 42 générations de David à Jésus-Christ est de 25

ans seulement, c'est-à-dire 4 générations par siècle. C'est encore la moyenne des générations depuis le commencement de l'ère chrétienne jusqu'à nos jours.

Le total des générations d'Adam à Jésus-Christ est donc de 76.

Et le total des générations de Jésus - Christ à nous, étant en moyenne de 4 par siècle, est aussi pour les XIXe siècles écoulés de 76.

Ces 76 générations de l'Ere chrétienne ajoutées aux 76 générations de l'Ere antérieure donnent en moyenne pour chaque homme vivant aujourd'hui sur la terre 152 ancêtres paternels, remontant pour les champenois et en général pour tous les Européens à Japheth, fils de Noë, né l'an du monde 1556, et de Noë à Adam de qui sont venus tous les hommes et qui fut lui-même créé de Dieu immédiatement, comme l'indique l'Evangéliste saint Luc par ces mots simples et significatifs : *Adæ qui fuit Dei.*

Selon cette doctrine dont les chrétiens sont imbus dès leur enfance, les divers systèmes des savants touchant la prétendue existence d'hommes qu'ils appellent préhistoriques et qui auraient vécu plusieurs millions d'années avant Adam, s'écroulent complètement. Rendons-nous donc au témoignage de Moïse, le plus ancien des historiens, auteur d'ailleurs inspiré de Dieu, lequel nous apprend dans son livre de la Genèse que le monde a été créé en six jours et qu'après avoir tiré du néant toutes les choses visibles et invisibles et tous les animaux de la terre, Dieu le sixième jour de la création fit Adam, le premier homme, formant son corps du limon de la terre et lui créant par son souffle divin une âme faite à l'image et à la ressemblance de la nature divine.

Dès le premier moment de sa création l'homme fut mis en jouissance de la raison et il fut établi sur la terre comme le roi de toute la création. Doué du langage, il conversa avec le Créateur qui lui dicta ses devoirs et lui imposa une religion. Chacun des animaux, reconnaissant Adam pour son roi, comparut devant lui et reçut d'Adam lui-même son nom propre et spécifique, conforme à sa nature. Né pour la société, Adam reçut de Dieu une compagne, Eve, formée d'une de ses côtes pendant son sommeil et qu'il accepta pour épouse en s'écriant dès son réveil : *Voici l'os de mes os et la chair de ma chair*, langage sublime, qui marque admirablement l'union tendre et indissoluble qui doit exister entre l'homme et la femme sous la loi du mariage.

Mais j'entends les savants se récrier et prétendre contre l'autorité des Livres saints et contre l'opinion du naturaliste Cuvier que l'homme a vécu sur la terre des millions d'années avant l'époque indiquée par Moïse. Voyons leurs raisons.

1° Les découvertes modernes, disent-ils, prouvent que les premiers habitants de l'Aube connaissaient le mammouth, l'ours des cavernes, le rhinocéros lanigère et le renne, puisque les os de ces animaux portent des traces d'incisions faites par l'homme avec des couteaux en silex.

Admettons ce fait, admettons encore que les plaines de l'Aube ont été habitées par des hommes, alors que les eaux de la Seine et de l'Aube formaient de vastes lacs. La conclusion à en tirer, c'est qu'avant le déluge, le sol de la Champagne, étant encore dans ses conditions primitives, possédait pour habitants des hommes ayant à leur usage des couteaux en silex et des animaux qui plus tard ont disparu de cette contrée. On peut encore supposer avec vraisemblance que les os de ces animaux, sur lesquels l'homme a laissé son empreinte, ont été transportés des terres boréales dans la Champagne par la violence des eaux du déluge.

2° Les habitants de l'époque paléolithique ou de la première étape de l'âge de la pierre, ajoutent-ils, étaient plus barbares que les sauvages actuels de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie, et l'inspection des crânes humains trouvés dans la forêt d'Othe démontre des êtres à instincts extrêmement grossiers, d'une intelligence très-basse et d'une très-haute antiquité ; ils semblent se rapprocher des singes anthropomorphes.

Ah ! nous y voilà. Au lieu de faire remonter l'homme à Adam, type de perfection, on le fait remonter aux singes anthropomorphes, autrement dits orangs-outans ou hommes des bois. Que dirons-nous de cette prétention ? Loin d'essayer de la réfuter, nous l'accorderons pleinement, pourvu que nos adversaires nous accordent une chose, c'est que ces hommes primitifs, si sauvages et si ressemblants à des singes, n'étaient en réalité que des singes. Par ce moyen ingénieux l'autorité de Moïse sur la création de l'homme se trouve à couvert, et de leur côté les savants se trouvent parfaitement libres d'entasser siècles sur siècles pour expliquer les divers phénomènes de la nature. Dieu, il est vrai a créé le monde en six jours, mais ces jours ne sont pas essentiellement resserrés dans l'espace de 24 heures. Chacun d'eux peut comprendre une époque indéterminée que les savants et les naturalistes peuvent étendre à leur fantaisie, pour expliquer les différentes couches de la terre, la formation des terrains divers, des pierres avec leurs multiples incrustations de poissons et d'autres animaux. C'est ici qu'on peut dire, sans crainte d'être taxé d'hérésie : ***Tradidit mundum disputationi eorum.*** Dieu a livré le monde à leur dispute. Ils peuvent donc ici s'en donner à cœur-joie, pour expliquer, selon les données de la science humaine, tout ce que Moïse nous raconte au Ier chapitre de la Genèse touchant l'œuvre des six jours, notamment la création des herbes et des plantes diverses au 3e jour, des poissons et des oiseaux au 5e jour ; enfin la création des reptiles, des bêtes de somme et des autres animaux de la terre au matin du 6e jour. Parmi ces animaux nos savants rencontreront les singes anthropomorphes, ces êtres qui par leur attitude et la structure de leur corps, ressemblent à des hommes, sans cesser pour cela d'être des bêtes. Or, rien n'empêche que les savants, pour expliquer la présence de certains ossements assez ressemblants à ceux de l'homme, n'y voient les ossements des singes anthropomorphes qui certainement ont été créés

avant l'homme et qui ont pu séjourner sur la terre des millions d'années avant l'homme lui-même. De cette manière les savants ont toute liberté d'imaginer des époques diverses et très-reculées pour expliquer la formation de l'Univers et de tous les êtres qui y sont contenus. Quant aux hommes qu'ils appellent préhistoriques et qui sont remarquables *par la dépression du front en arrière, par l'allongement postérieur de la tête et par la saillie très-accusée des arcades sourcillières*, je l'ai dit et je le répète : ces prétendus hommes qui auraient existé sur la terre des millions d'années avant les temps historiques, ne sont et ne peuvent être que des singes. Or de ce que les singes, du moins les singes anthropomorphes, aient avec l'homme une certaine ressemblance par leur structure et la forme de leurs ossements, il ne s'ensuit pas, malgré les dires de plusieurs, qu'ils soient nos ancêtres. Pour ma part je répudie une semblable parenté, et je m'écrie avec Sénèque, philosophe païen : *Major sum et ad majora natus, quàm ut corporis mei mancipium fiam*. Je suis trop grand et ma destinée est trop sublime, pour que je m'avilisse en devenant l'esclave de mon corps. Par cette belle maxime Sénèque se considère comme étant par sa nature humaine bien supérieur aux animaux, qui tous, singes ou loups, sont esclaves de leurs appétits brutaux.

La Bible est donc le livre par excellence qui nous fait connaître l'origine de l'homme et ses sublimes destinées. Aussi, quand le savant arrive au 6e jour de la création, c'est-à-dire à la formation du premier homme, la sainte Eglise lui crie : Halte-là ! Ici l'histoire commence avec la religion, et la fable doit se retirer pour se cacher dans l'ombre.

Du reste, sans vouloir me prononcer sur les diverses époques dites préhistoriques et sur ce qu'on appelle l'âge de pierre, l'âge de bronze et l'age de fer, je rappellerai que Moïse dans le IVe chapitre de la Genèse, nous indique assez clairement les progrès de l'humanité dès l'origine du monde. Ainsi nous voyons les enfants d'Adam devenir bergers ou laboureurs ; nous les voyons bâtir des villes et construire des tentes pour eux et leurs troupeaux ; nous les voyons inventer la guitare et d'autres instruments de musique ; de plus nous voyons l'un d'eux, Tubalcaïn, qui peut-être le Vulcain de la fable, forger le fer et l'airain. Aux savants qui nous parlent de l'âge de pierre, de l'âge du bronze et de l'age du fer, on peut donc répondre, la Bible en main, que dès le commencement du monde les hommes ont selon leurs goûts, leurs aptitudes ou leurs besoins employé tantôt la pierre, tantôt le fer et tantôt le bronze, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des théories ou à des classifications vagues et incertaines.

2° J'ai dit en second lieu que le système de l'auteur était injurieux à Dieu et aux hommes. Le créateur de l'Univers, étant infiniment sage, donne à tous les êtres qu'il place en ce monde les moyens propres à l'accomplissement de leur fin et de leur destinée. C'est ce que nous remarquons même dans les êtres insensibles ; c'est ce que nous

voyons d'une manière frappante dans les animaux dont les instincts merveilleux excitent notre admiration. Et l'on voudrait nous faire croire que l'homme, le roi de l'Univers. le chef-d'œuvre du Créateur, l'homme, cette intelligence merveilleuse servie par des organes et destinée à vivre éternellement avec Dieu, soit demeuré durant des millions d'années dépourvu des moyens d'accomplir ses nobles destinées, sans temple, sans autel et conséquemment sans religion, n'ayant pas même un langage articulé pour communiquer soit avec Dieu, soit avec ses semblables ! C'est là une prétention inadmissible, absurde même et qui outrage la sagesse divine. Cette prétention n'est pas moins injurieuse à la nature humaine. En effet l'homme est essentiellement un être religieux et sociable. Un peuple peut s'avilir et tomber dans la barbarie, mais il ne saurait vivre sans religion et sans société. C'est ce que les païens eux-mêmes ont reconnu. Ces deux choses, la religion et la société, étant nécessaires à l'homme, il a dû en tout temps être pourvu des moyens de pratiquer la religion et de vivre avec ses semblables. A cet effet Dieu a révélé dès le commencement à nos premiers parents la religion et le langage. C'est pour quoi nous voyons dans la Genèse Adam et Eve, ainsi que leurs enfants, honorer Dieu par la religion et communiquer entre eux par le langage.

Il faut donc rejeter comme dénué de tout fondement le système de M. Emile Pillost qui prétend que l'homme a formé peu à peu son langage, qu'il est demeuré pendant longtemps réduit à un langage rudimentaire et monosyllabique, formé de sons gutturaux, avant d'adopter le langage articulé. Disons donc à la gloire de Dieu et à l'honneur de l'homme lui-même, que le Créateur a mieux fait les choses que les savants ne le supposent. Il a créé l'homme parfait dès le commencement ; il en a fait dès le premier jour un être religieux et sociable. Si par la suite le péché a dégradé l'homme, en lui faisant perdre la justice originelle, et si le péché de nos premiers parents, corrompant le genre humain dans son germe, a rendu toute leur postérité coupable et malheureuse, Dieu cependant ne nous a point abandonnés, mais au contraire il nous a donné les moyens les plus efficaces pour nous relever en réparant toutes nos ruines et en nous établissant même dans une condition supérieure à celle de l'innocence primitive.

Disons en finissant un dernier mot sur la Bible dont nous avons invoqué le témoignage dans cet article. La Bible est un livre que les savants ne mettront jamais en défaut, mais qui au contraire dirigera toujours les savants dans leurs recherches. Pour n'en citer qu'un exemple tout récent, je transcris les lignes suivantes sur *le Bulletin français*, 4 juin 1880. « M. Skène, consul d'Angleterre à Alep, a retrouvé sur la rive occidentale de l'Euphrate un haut monticule, formé des décombres d'une grande cité. Cette ville ruinée n'est autre que la capitale d'un vaste empire, que l'antiquité classique n'a pas connu, et dont le nom ne nous avait été transmis que par quelques passages

de la Bible. Avec ces quelques lignes du livre saint, on a eu le point de départ de l'histoire des Hittites, et l'on a trouvé la suite et la fin de ses annales dans les monuments égyptiens. » Ce peuple qui au temps des Patriarches habitait au sud de la Palestine, ayant pour capitale à l'occident d'Hébron la ville appelée Cariath-Sépher ou ville des lettres, aujourd'hui Dabir, étendit dans la suite ses limites du côté de l'orient, et établit pour sa nouvelle capitale Carskémish, assise sur l'Euphrate. Cette ville, tombée ensuite au pouvoir des Assyriens, fut choisie pareillement pour capitale de leur empire, jusqu'à ce que par la succession des temps ayant perdu de son importance sous la concurrence de Tyr, elle s'éteignit peu à peu, puis les sables du désert l'ayant couverte entièrement, elle entra dans la nuit de l'oubli d'où les savants viennent de la tirer. Deux témoins encore vivants nous rappellent le souvenir de cette antique cité des Hittites ou Hethéens qui l'ont possédée avant les Assyriens et qui ont plusieurs fois menacé d'envahir l'Egypte, savoir la Bible d'une part, et de l'autre les monuments de Thomès III, roi d'Egypte, qui remontent au XVIe siècle avant l'Ere chrétienne, conséquemment à plus de 3000 ans.

ROUSSEL, curé de Vauxbons (Haute-Marne).

***

Ce qu'on pouvait lire dans le *Luxemburger Zeitung* du 15 mai 1876[1] :

Voici, de la dernière guerre franco-prussienne, un épisode intéressant et peu connu jusqu'à ce jour :

Le 22 août 1870 fut une rude journée pour le maire de Saint-Dizier : c'était l'arrivée des Prussiens, et la besogne ne manqua pas. On protestait contre les réquisitions et les billets de logement, et le maire devait être là pour aplanir les difficultés et résoudre les cas embarrassants. La nuit allait enfin lui apporter le repos indispensable.

Il était déjà bien tard, lorsque l'on vint frapper à la porte de son bureau, et alors entra une dame âgée, aux cheveux blancs, avec une petite moustache comme en ont assez souvent les françaises : c'était Mme Varnier, une des plus considérables de la ville. « Que désirez-vous, Madame ? » demanda le maire. — « Je viens vous demander un officier à loger ; je n'en ai reçu que 20 au lieu de 21 que je puis recevoir ; or, je tiens beaucoup à avoir ce nombre complet, remarqua-t-elle avec un sourire particulier. Le maire lui promit de lui envoyer aussitôt un lieutenant de dragons qui ait protesté contre son pitoyable logement.

Madame Varnier était une veuve âgée, une patricienne de la ville, tout à fait française ; mais elle voulait, à l'arrivée des premiers prus-

1. Nous laissons au journal allemand, la responsabilité de son récit. Du reste, le personnage dont il s'agit n'est plus, et certains détails que nous avons été à même de vérifier ne sont pas d'une parfaite exactitude. Nous devons la traduction de cet article au savant et trop modeste linguiste M. L. Aubriot, prof. au Collége.

siens, avoir sa maison remplie ; elle pouvait disposer de onze chambres, dix à deux lits et une à un seul, par conséquent loger 21 hommes. Personne ne devait manquer, et tout cela... en l'honneur du roi de Prusse !

Pendant que madame Varnier faisait sa démarche auprès du maire, les 20 officiers de diverses armes s'étaient réunis dans la grande salle à manger pour dîner en commun à 7 heures. Le 21e convive, le lieutenant de dragons, parut bientôt et prit place devant le couvert resté libre. Le dîner fut magnifique, les mets les plus délicats se succédaient : nulle trace des misères de la guerre. La conversation n'eut rien de gêné ni de pénible ; Madame donnait le ton. Les officiers se félicitaient de cette splendide réception ; aussi, grande fut leur surprise, lorsque Madame Varnier les pria de changer de logement. Mais leur étonnement fut de courte durée. La dame leur dit qu'elle ne savait pas à qui devait échoir la chambre à un lit, mais que celui qui l'aurait pourrait se vanter d'un honneur rare, d'un grand privilège, qu'il se souviendrait longtemps de son séjour à Saint-Dizier et qu'il en parlerait avec orgueil.

Chacun voulait savoir ce qui se cachait sous ces allures mystérieuses. Madame Varnier prit un grand plat chargé de morceaux de gâteau. « Messieurs, dit-elle, je vais faire circuler ce plat : il contient 21 parts, dans l'une d'elles est une fève ; celui qui l'aura sera roi, et la chambre est à lui. » De minute en minute croissait l'étonnement de la société. Le plat n'avait pas encore fait le tour de la table, quand le lieutenant R... officier de réserve de la Poméranie, s'écria triomphant : « la fève, la fève ! » On le félicita, on rit, on plaisanta sur le mot de l'énigme ; puis on se sépara, non sans s'être délassé d'une rude étape par un splendide festin couronné de larges libations de Champagne.

Le lendemain, on s'empressa de demander au lieutenant R... comment il avait passé la nuit. « Mal, fort mal, répondit-il d'un ton maussade ; j'ai fait des rêves étranges ; enfin, j'ai mis mon revolver sous mon oreiller... » Le mystère devait s'éclaircir au déjeûner, où Madame Varnier réunit de nouveau tous les officiers. » Comment, dit-elle au lieutenant R...., comment avez-vous passé la nuit, Monsieur, dans cette chambre que votre roi Guillaume, alors jeune prince, occupa il y a 57 ans ? » Puis elle raconta comment en 1814 — elle avait quinze ans alors, — le roi Guillaume, avec beaucoup de hauts personnages, avait logé dans la maison de son père ; comment le prince Guillaume y était venu un jour aussi avec d'autres officiers et avait occupé la chambre en question. Ce noble et aimable prince, par ses manières charmantes, avait produit sur elle une impression ineffaçable, et elle ne donnerait pas pour tous les trésors du monde les quelques mots qu'il lui avait laissés comme souvenir. « Le prince, continua Mme Varnier, rayonnante de bonheur, était parti de Saint-Dizier depuis plus d'un jour, quand ma bonne se précipita soudain

dans ma chambre et, hors d'haleine, me cria de venir voir ce que le prince avait laissé... »

A ces mots, tous les officiers, impatients de connaître le mot de l'enigme, suivirent Mme Varnier dans la chambre historique, et, arrivés près d'une fenêtre, ils virent sur un des carreaux les mots suivants parfaitement lisibles encore : « Je t'aime... Pr. G. »

La nouvelle se répandit rapidement à Saint-Dizier parmi les officiers, qui vinrent en grand nombre visiter la vitre légendaire. Quelques jours après, d'autres troupes arrivèrent, qui demandèrent également la maison de Mme Varnier. Maintes fois encore se renouvela la cérémonie de la fève. Enfin l'on annonça le Quartier général.

Le désir que Mme Varnier éprouvait de loger le roi ne put être satisfait à raison de diverses circonstances. Mais Guillaume était à peine arrivé à Saint-Dizier, que, sans suite et vêtu du simple uniforme de soldat, il se dirigea vers la maison qu'il avait habitée tant d'années auparavant, et entra sans se faire annoncer. Madame Varnier le reconnut aussitôt et le salua avec le plus profond respect. Mais Guillaume, la grondant avec un doux sourire et levant le doigt : « Angélique, lui dit-il, vous avez causé, et maintenant tous mes officiers parlent de moi. — Grâce, grâce, Sire, s'écrie la dame en se jetant à ses genoux ; mon cœur débordait lorsque les premiers Prussiens sont venus ici. » Le roi la releva et, lui tendant la main : « Laissez cela, dit-il ; mes officiers n'interprèteront pas en mal mon amour d'adolescent ; mais je ne vous ai point oubliée. »

* * *

M. le baron de Chaubry de Troncenord, vient de mourir à un âge très-avancé dans son château de Congy (Marne). Membre du conseil général du département pendant plus de trente ans pour le canton de Montmort où son fils lui a succédé, conseiller à la cour de Paris, chevalier de la Légion-d'honneur. M. de Chaubry a eu la vie la plus active et la mieux remplie : On ne doit pas oublier que c'est à ses efforts que le canton de Montmort doit la conservation de ses eaux qu'on voulait amener à Paris. Il appartenait à une ancienne famille noble de robe du Maine : c'est son grand-oncle, M. de Chaubry de la Roche, inspecteur-général des ponts-et-chaussées, qui a acquis la terre de Congy à la fin du siècle dernier. M. le baron de Chaubry avait au Conseil général la spécialité des monuments historiques et il a rédigé de nombreux et intéressants rapports sur cette matière : il a composé également quelques travaux intéressants sur les artistes champenois.

Le Secrétaire Gérant,

LÉON FRÉMONT.

ARMORIAL

DE LA GÉNÉRALITÉ DE CHAMPAGNE

Nous avons dit, en quelques mots, ce qu'était le grand armorial de France dressé en 1696 ; nous avons constaté qu'il ne constituait pas un document constitutif de la noblesse des familles, mais qu'enfin il prouvait au moins à ce jour pour les familles une notoriété importante d'ancienneté. A ce titre nous croyons utile d'en continuer la publication pour notre province d'après l'original conservé à la Bibliothèque nationale.

Nous donnons aujourd'hui l'élection de Langres, l'une des plus importantes, en faisant remarquer combien est peu considérable le total des familles qui y figurent, quand on sait au contraire le nombre des familles nobles ou de haute bourgeoisie qui habitaient cette circonscription. On remarquera en outre qu'il n'y est mentionné aucune famille de Bourbonne, Coiffy, Montigny et Nogent, qui cependant possédaient chacune leur petite aristocratie locale. B.

Armorial de l'élection de Langres.

Estat des armoieries des personnes et communautés denomméz cy après envoyées aux bureaux établis par Mᵉ Adrien Vanier, chargé de l'execution de l'édit du mois de novembre dernier pour estre presentées à Nosseigneurs les commissaires généraulx du conseil députés par S. M. par arrets des 4 décembre 1696 et 23 janvier 1697.

1698

20 1. Anthoine *Gérard*, conseiller du roy, garde des sceaux, doyen du présidial de Langres ; porte gironné d'or et d'azur de huit pièces et un chef aussi d'or.

» 2. Louis *Boudrot*, conseiller du roy, maire perpétuel de Langres ; porte d'azur à trois carpes d'argent posées en face l'une sur l'autre.

» 3. Philippe *Thibault*, escuyer de la grande écurie du roy ; porte de sable semé de trefles d'argent à un lion de même.

» 4. George *Milleton*, chanoine en l'église cathédrale d'Autun, prieur commandataire de Saint-Pierre de Soyer et de La Ferté sur Amance ; porte d'azur au chevron d'or accompagné en chef de deux pigeons d'argent, et en pointe d'une cloche de même.

» 5. Pierre *Gaillard*, docteur en Sorbonne, doyen de l'église cathédrale de Langres ; porte d'azur à deux sabres d'argent, les gardes et poignées d'or, passés en sautoir, les pointes en bas et accompagnés de quatre étoiles d'or.

100 6. La ville de *Langres* porte d'azur semé de fleurs de lys d'or au sautoir de gueules.

1699

50 7. Le chapitre de l'*Eglise cathédrale* porte d'azur à un S. Mammès martyr tenant une palme d'une main et soutenant de sa senestre les entrailles qui sortent de son ventre. Le saint debout sur une terrasse adextré d'un lion posé et contourné, le tout d'or.

1698

20 8. René *Carteron*, bachelier en la faculté de Paris, chantre à Saint-Mammès et grand vicaire de Mgr l'Evêque ; porte d'azur à trois croissants d'argent, les pointes tournées au premier quartier.

» 9. Pierre *Péchin*, conseiller du roy au bailliage et siége présidial de Langres et procureur en l'hotel de ville ; porte d'argent à une bande de sinople chargée de trois pêches d'or.

1701

10. Charles *le Vacher*, seigneur de Rimbuisson, conseiller du roy et échevin ; porte de gueules à cinq étoiles d'argent posées en sautoir.

11. Jean Baptiste *Monnot*, avocat au parlement, directeur des aydes en l'élection de Langres ; porte de gueules à trois étoiles d'or, deux et une.

12. Jean *Sevrot*, avocat en parlement esleu en l'élection ; porte pallé d'argent et d'azur de six pièces.

13. Prudent *Philpin*, conseiller du roi en l'élection ; porte échiqueté d'or et d'azur.

14. Pierre *Péchin*, conseiller du roi, ancien lieutenant

en la justice des traites foraines ; porte de gueules à une bande d'argent chargée de 3 coquilles de sable.

15. Guillaume *Gautherot*, conseiller du roi ; d'or à une fasce de gueules.

16. Etienne de *Baly*, seigneur de Sangy, conseiller du roi, président au baillage de Langres ; d'azur à une fasce d'argent, accompagnée en chef de deux croissants et en pointe d'une étoile de même.

17. J. B. *Piétrequin*, éc., seigneur de Gilley, Montormentier, Sacquenay, conseiller et lieutenant particulier au présidial de Langres ; de gueules à une croix dentelée d'argent.

18. Jean *Piot*, sgr en partie de Provenchères, cons. d'honneur au baillage ; d'argent à une bande vivrée de gueules.

19. Anth. *Godart*, cons. du roi ; d'argent à trois merlettes de sable, 2 et 1.

20. Christophe de *Pevy*, cons. du roi ; de gueules à un aigle d'argent, bequé et membré d'or.

21. Jean *Lebel*, cons, du roi ; d'argent à une fasce d'azur chargée de trois étoiles d'or.

22. Etienne *Voinchet*, éc., sgr de Rangecourt, Courcelles, Nettour, Verceil ; d'azur à trois couronnes d'or, 2, 1.

23. Henri *Lebel*. V. n° 21.

24. Hugues de *Laloy*, directeur général des fermes du roi ; d'argent à une fasce de gueules.

25. Gabriel de *Secey*, cons. et procureur du roi au baillage ; de gueules à une fasce d'or chargée de trois coquilles de sable.

26. Fr. d'*Hemery*, ec., sgr de Nettancourt ; d'argent à deux léopards de gueules.

27. Claude *Mauguy de Champagne*, cons. du roi ; d'argent à une fasce d'azur chargée de trois croix d'or.

28. *La Maison de l'Oratoire de Langres* ; de gueules à un nom de Jésus d'argent, enfermé dans une couronne d'épis d'or.

29. Marie *Lebel* veuve d'Edme Turquet, avocat au parlement.

30. Louis *du Boutet*, éc., sgr de Sancy ; d'or à trois faces de sinople.

31. Louise Françoise *Marmet*, veuve de François de Goix, cons. prévot de la maréchaussée ; de gueules à un chevron d'or chargé de deux lions affrontés de sable.

32. Didier *Tournois*, cons. lieutenant en l'élection ; d'azur au cigne d'argent.

33. J. J. *du Feron*, ec , sgr de Moulainville, ancien garde du corps du roi ; d'azur à deux lions affrontés d'or.

34. Cl. *Mariotte*, sgr de Choiseul ; d'or à trois merlettes de sable.

35. Anne *du Bois*, veuve de Jean de Vasson, sgr en partie de Chaseul, l'un des 200 chevau-légers de la garde ordinaire du roi ; d'azur à une bande d'argent accostée de deux étoiles d'or.

36. Jac. *Mareschal*, cons. en l'élection ; d'azur à une épée d'argent.

37. Georges *Martin de Choisey*, sgr de Barjon ; d'or à un lien de gueules.

38. Claude *Martin de Choisey* ; de gueules à une croix ancrée d'or.

39. Pierre Fr. *de Mongeot*, avocat au parlement ; d'argent à une fasce de sinople chargée d'un château d'or.

40. Georges *Dubois*, éc., sgr de Courchamp ; de sinople à une croix d'argent.

41. Valentin *de Cenevy*, éc., cons. du roi, lieutenant criminel à Langres ; de sinople au château d'argent sommé d'un aigle de sable.

42. Etienne *du Moulinet*, éc., sgr de Rozoy, cons., lieutenant général ; de gueules à une bande d'or accompagnée de deux coqs de même.

43. Nicolas *d'Escoret*, ec., cons. d'honneur au baillage ; d'argent à trois trèfles de sable et un croissant de gueules en abîme.

44. Cl. Ant. *de Montarby*, chr. sgr de Charmoille en partie ; de gueules au chevron d'argent.

(*A suivre*). E. DE B.

LA SEIGNEURIE DE RAUCOURT

En remontant au IXe siècle, nous voyons Raucourt figurer sur le polyptyque de l'abbaye de Saint-Remi de Reims. Ce village faisait alors partie du *pagus Mosomensis* ou Mouzonnais, répondant aujourd'hui aux cantons de Mouzon, Raucourt et Sedan.

Jusqu'à une époque relativement peu ancienne, Raucourt, ainsi qu'un certain nombre de fiefs compris dans le Dormois et l'Astenois, étaient considérés comme terres de l'empire. Ce fait est assez remarquable pour que nous disions rapidement comment les empereurs d'Allemagne acquirent ce droit de suzeraineté dans cette partie de la Champagne.

A la suite de différends entre l'Empereur et le roi Louis VII au sujet de l'anti-pape Victor IV, Henri-le-Libéral, comte de Champagne, s'était engagé par serment de livrer à l'Empereur tous les fiefs qu'il tenait du roi, si ce dernier n'exécutait pas le traité qu'Henri avait conclu en qualité d'ambassadeur auprès de l'Empereur. Ce cas s'étant réalisé en 1163, il fit hommage à l'empereur Frédéric Ier de Belrain, Bourmont, Cornay, Dampierre-en-Astenois, Gondrecourt, La Fauche, Possesse, Raucourt et Reynel [1]. Le grand interrègne de l'Empire 1256-1272, paraît avoir amené l'oubli de la suzeraineté impériale sur ces châteaux [2].

Raucourt se serait composé primitivement de quelques censes et maisons isolées dont un certain Raoul aurait pris le titre de seigneur souverain et lui aurait donné son nom Radulphi Curtis [3].

1. *Feoda Campanie*, art. 233 et 233 *bis*).
2. D'Arbois de Jubainville. *Hist. des comtes de Champ.*, t. IV, p. 885.
3. Le mot *curtis* est l'un des termes les plus employés dans le vocabulaire géographique ; il dérive du latin *cohors*, et dans le latin du moyen-âge il signifie *cour* de *ferme*, enclos pour les bestiaux et s'applique comme l'allemand *hof* aux fermes ou domaines bâtis par des colons, des chevaliers, des seigneurs. Ces fermes sont devenues plus tard les noyaux des villages et villes modernes. Citons seulement pour le canton de Raucourt, Aillicourt, Angecourt, Haraucourt. Ce mot signifia ensuite château-fort, puis s'éleva à la dignité d'une résidence de souverain et cour devint synonyme de palais. (Cocheris, *Origine et formation des noms de lieux*, p. 94 et suiv.).

Au XIIe siècle, nous trouvons Amaury comme seigneur de Raucourt donnant en 1179 une charte pour indemniser l'abbaye de Sept-Fontaines des dommages qu'il lui avait causés.

Voici cette charte d'après les *Annales de l'Ordre de Prémontré*, tom. II, col. 398, traduction française[1] :

« Avec le laps de temps et le cours des années la mémoire des hommes s'affaiblit et diminue ; aussi nos ancêtres ont ils sagement prescrit de confier à l'écriture ce que nous voulons conserver au souvenir de la postérité. Moi donc, le gentilhomme Amaury de Raucourt, je fais savoir à tous ceux qui la présente verront, qu'ayant souvent tracassé par dommages et procès les pauvres frères de Sept-Fontaines, mais étant revenu à de plus sains conseils et guidé par un sincère repentir, je suis venu les trouver et pour réparation de mes torts à leur égard comme aussi pour assurer le salut de mon âme et de celles de mes ancêtres, je leur ai octroyé en pur don et concédé mon alleu de Cheveuges qui s'étend jusqu'au ruisseau d'Omicourt avec le consentement et l'aveu de ma femme Ide et de ma sœur Helvide.

« Je leur concède en outre le libre usage de tous les pâturages auxquels j'ai droit ou qui m'appartiennent dans les prés, champs et bois pour tous les bestiaux de leur ferme de Saint-Quentin, toutes mes aisances, le droit de glandée et de pâture pour leurs porcs.

« De plus, je leur ai concédé de couper dans toutes mes forêts le bois dont ils auront besoin pour leurs édifices, charrois, moulins, feux et clôtures et en général tout ce qui leur sera nécessaire pour l'entretien de ladite ferme.

« De son côté, l'abbé de Sept-Fontaines, mû par l'amour de la paix et de la charité, et désireux de reconnaître mes bienfaits à son égard m'a donné 50 sous et un palefroi.

« Mais afin que cette gratuite concession de ma part ait son plein et entier effet, je l'ai, par charte, offerte sur l'autel dans l'église de Sept-Fontaines, du consentement d'Ide ma femme et d'Helvide ma sœur. Et comme je n'avais pas de sceau particulier, j'ai prié le Révérendissime Dom Simon, prieur du Mont-Dieu et obtenu de lui par mes instances réitérées de vouloir

1. *Notice historique sur le canton de Mézières*, par Dom. Albert Noël, p. 182 et suiv.).

bien confirmer par l'apposition et l'autorité de son sceau spécial cette présente charte.

« Nous frère Simon et frère Nicolas, moines de notre chartreuse sommes témoins de cet acte et le confirmons de notre sceau. Aussi témoins : Etienne de Noyers et Herbert de Raucourt, prêtres ; Wilfrin et Thomas, chevaliers ; Ide, femme d'Amaury ; Alide de Sorcy.

« Fait l'an de l'Incarnation 1179. »

Ce même Amaury donne en 1193 au monastère de Mouzon la moitié des moulins de Raucourt et de Pouilly avec la moitié du winage et la pêcherie desdits lieux.

La seigneurie de Raucourt à laquelle s'était réunie celle de Haraucourt pour n'en former qu'une seule sous le nom de Raucourt, ne fut guère connue comme telle qu'au XIIe siècle ; elle se composait d'abord de 17 villages et à la fin n'en comprenait plus que 7, savoir : Raucourt, Haraucourt, Angecourt, Bulson, Noyers, Thelonne, Wadelincourt et quelques censes, fermes enclavées dans les villages, entr'autres la Malmaison et Beauménil ce dernier fief appartenant à l'abbaye de la Val-Dieu.

En consultant le cartulaire du comté de Rethel[1], l'un des plus remarquables que nous ait légué le moyen-âge, nous voyons qu'en mars 1220, Hugues, fils aîné du comte de Rethel donne en échange à Gobert de Montchalons le domaine de Saint-Souplet contre la cinquième partie de Raucourt.

Par un accord de février 1244 conclu entre Jean, comte de Rethel, et Gaucher, son frère, chanoine de Reims, archidiacre de l'église de Liège, pour l'héritage de la fille de feu Hugues, comte de Rethel et pour celui de la mère dudit Gaucher, Raucourt est assigné à Gaucher pour un revenu de 500 livres parisis.

L'estimation devait en être faite par Claranbaud de Rouffy, Henri, chevalier d'Evergnicourt, dit le Bec, et Pierre, abbé de Saint-Remi de Reims. — Si Raucourt était insuffisant, l'assiette serait faite à Vouziers, Leffincourt, Machault, Longevé, Livry, Bussy, Saint-Morel, Cully et Dichicourt.

Dans le second accord de juin 1244, conclu entre les mêmes, il est déclaré que Gaucher possèdera sa vie durant Raucourt, le château de Saint-Hylier, une rente à Beaumont-en-Ar-

1. Voir *Une notice sur le cartulaire du comté de Rethel*, par M. Léopold Delisle. — *Bulletin de la Société de l'histoire de France*, t. 5, année 1867.

gonne, la terre de Saint-Morel, le bois de Juel et Chassericourt. Gaucher cédait au comte « Villam de Mari. »

Gaucher, devenu comte de Rethel à la mort de son aîné Hugues III, donne en avril 1255 aux habitants de Raucourt et d'Haraucourt une charte où sont énoncés les droits, priviléges, engagements et servitudes desdits habitants.

Manassès V (1262) succéda à Gaucher son frère et eut pour héritier Hugues IV, son fils, qui laissa en 1290 son comté de Rethel et sa seigneurie de Raucourt à sa fille Jeanne qui les apporta en mariage à Louis de Dampierre de Flandres, fils de Robert, comte de Nevers.

Louis II dit de Crécy, devint, après son frère Louis Ier, comte de Rethel et seigneur de Raucourt (1322), et laissa tous ses domaines à Louis III dit de Marle, duc de Brabant, comte de Flandre, de Nevers et de Rethel.

En 1374, il donne à Raucourt une charte qui n'est guère qu'une copie ou une confirmation de celle donnée en 1255 et qui avait été comme consumée de pourriture pour avoir été longtemps cachée sous l'autel de l'église d'Haraucourt à cause des longues guerres de ce temps qui avaient occasionné la ruine desdites seigneuries de Raucourt et d'Haraucourt [1].

Nous reproduisons ici une copie de cette pièce dont l'original sur parchemin est conservé précieusement aux archives de la commune de Raucourt.

« Louis, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers et Rételois, et seigneur de Malines, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut à jamais en notre Seigneur. La requête de nos aimés sujets et habitants de nos villes de Raucourt et Haraucourt dépendant de notre comté de Rételois, à nous présentée par eux, contenait que comme notre illustre prédécesseur Wuacher, comte de Rételois, leur aurait ci-devant octroyé à leur requête et supplications, certaines lois, liberté et priviléges et leur aurait donné ces lettres patentées et scellées de ses armes, pour mémoire perpétuelle de la chose dont la teneur s'ensuit de mots à mots.

Et est telle :

Je Wuacher, comte de Rételois, à tous présents et à venir

1. *Chronologie des faits concernant la ville et les principautés de Sedan, Raucourt, Saint-Menges et autres lieux circonvoisins*, 1778, par le P. Norbert, capucin. — Ce manuscrit qui appartenait aux Capucins de Sedan, se trouve aujourd'hui à la bibliothèque de la ville. Il en existe plusieurs copies à Laon et à la Bibliothèque nationale (S F n° 2036-42).

qui verront les présentes lettres, fait à savoir que j'ai concédé et accordé pour jamais aux bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt, telle liberté que chacun des bourgeois qui demeurent à présent et demeureront dans lesdites villes, est tenu de me rendre dans Raucourt ou dans Haraucourt ou à mon Prévost deux sols de Reims ou parisies, et point d'avantage au jour et fête de Saint-Remy, chef d'octobre, par chaque an, en telle sorte que si quelqu'un ne paie lesdits deux sols au jour et fête de Saint-Remy, chef d'octobre, comme il est dit dès lors, mon Prévost pourra prendre pour l'amende, par les échevins, des biens de celui qui aura manqué à payer jusqu'à la valeur de deux sols et demi, c'est à savoir outre; et par dessus lesdits deux sols qu'il doit rendre d'assise et ne pourra ledit Prévost exiger d'iceluy une plus grande amende pour le défaut de payer lesdits deux sols.

« D'abondant si je fais mon fils chevalier, si je marie ma fille, si je suis pris en guerre et rencontré, ou si je me croise pour aller à Jérusalem, les Bourgeois pour chacune de ces choses me donneront quatre livres de ladite monnaie et s'il me plait de choisir quelqu'un desdits bourgeois de Raucourt ou Haraucourt pour mon Prévost, celui des bourgeois qui sera Prévost me fera créance si je veux jusqu'à trente livres parisies ; et non plus, et ne pourrai faire un autre Prévost de Raucourt ni de Haraucourt jusqu'à ce que le Prévost soit remboursé de ce qu'il m'aura prêté ce que ne faisant point par moi, le même Prévost prendra son dû, dont je lui serai tenu sur l'assise des deux sols ci-dessus déclarés ; et si je veux agir contre ledit prévost pour quelques causes, j'en dois déduire les raisons par devant les échevins de Raucourt et Haraucout, et faut savoir si je veux affirmer les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt, je paierai soixante sols parisies pour ladite affaire, et les bourgeois seront tenus de payer quarante livres parisies pour.

« Je veux aussi que l'on sache que j'ai de celui qui succombera en cause d'appel, deux sols et demi pour l'amende ; que si aucun frappe un autre dans le château, lui fera sang avec armes affère, il me paiera cinquante livres parisies pour l'amende ; et s'il a fait sang dans le château sans armes fera, il me paiera soixante sols ; et d'un coup sans sang dans le château, il me paiera quinze sols ; et qui aura fait sang avec armes dans le bourg, il me paiera cent sols ; et du sang sans armes, soixante sols, et du ban rompu, quinze sols.

« Mais celui qui donnera un démenti à un échevin, il me

paiera sept sols et demi parisies, et qui donnera un démenti à un bourgeois, si de cela le bourgeois fait plainte, il paiera deux sols et demi ; qui aura appelé un bourgeois larron ou meurtrier, il paiera cinq sols parisies ; s'il ne voulait point faire d'avantage, la parole et le besoin en serait déduit en justice par sentence des échevins.

Mais si quelqu'un tuait un homme dans les villes de Raucourt et Haraucourt, ce sera à moi d'en disposer. Si procès est intenté par devant le Prévost sur le rapport des échevins pour choses mobilières ou pour héritages, et si la partie est reformée entre yceux discordantes chaque partie me doit quatre livres parisies, et dix sols, et celui qui perdera à toute la querelle me paiera toute l'amende et paiera encore l'épens du procès raisonnable à la modération des échevins, mais il faut savoir que le procès ne peut être mis sinon pour la valeur de dix sols et dessus.

« Et si un bourgeois de Raucourt ou de Haraucourt est arrêté par quelqu'un ou les biens d'icelui par moi, je dois délivrer lui et ses biens de deniers de l'assise et des biens de ville suivant la valeur des facultés qu'il avait eue en ce temps auquel il aurait été arrêté ; et cela sera taxé par le serment des échevins, et ne plus, en aucune façon, contredire au jugement qu'en aurait prononcé sur cela lesdits échevins.

« Et si un homme bourgeois a un différend ou convention à l'encontre d'un autre bourgeois de Raucourt ou de Haraucourt, il ne doit produire aucun témoin contre lui s'il n'est bourgeois desdites villes.

« Au pardessus, si aucun tire un autre en cause pour quelque marché et sans un serment d'icelui il sera au choix du défendeur de jurer ou bien sera référé le serment au demandeur.

« Je veux qu'on sache si je veux tirer en cause pour quelques causes la communauté de Raucourt et de Haraucourt ou aucun des bourgeois desdites villes, je pourrai le faire, sinon dans les mêmes villes par devant les échevins d'icelles, et ne pourrai aller à l'encontre de ce qui aura été décidé par lesdits échevins sous leur serment non plus qu'un autre.

« D'abondant, ni moi ni aucun autre de ma part, ne pourront mettre au ban des villes de Raucourt et d'Haraucourt sinon du consentement et volonté des échevins.

« Et ce, lesdits échevins auront jugé être à faire pour la commune utilité et commodité des villes, le Prévost le fera calculer et observer en ce qui ne contiendra point aux articles du présent écrit.

« Et ni moi ni autre de ma part ne pourront arrêter ni saisir aucun de Raucourt ni d'Haraucourt, ni leurs biens sinon par les échevins.

« Et quelqu'un des bourgeois qui fera sa demeurance à Raucourt ou à Haraucourt, il pourra prendre femme partout où il voudra, mais faut savoir que les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt ne pourront point épouser aucune des femmes du châtelain de Mézières ni aucune des femmes du seigneur d'Orsimont [1] ; des femmes ils seront les tenants, et si je veux mettre en action aucun des bourgeois lui imposant d'avoir épousé aucune des femmes desdits seigneurs, — celui qui aura contracté forfaiture-mariage avec elles, dépendra pour cette forfaiture de ma volonté, et, si les échevins disent qu'elle n'est point d'aucun desdits seigneurs, elle et son mari demeureront en repos.

« Outre cela, les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt me doivent assister en guerre et expédition partout mon comté et encore je les peux mener hors de mon comté pour une journée à leurs dépens, que si je les veux tenir d'avantage, je les pourrai tenir à mes dépens raisonnables suivant l'estimation des échevins ; et toutefois je ne les peux tenir ni les mener en guerre ou expédition sinon avec la chatelaine de Mézières ; mais celui qui ne sera point en l'armée ou expédition au cas qu'il n'en ait point sur l'ordre s'en purgera seulement par serment si le Prévost le veut inquiéter pour cela, mais celui qui en aura eu avis et n'y aura point été, il paiera cinq sols parisies au Prévost.

« D'avantage, si aucun des bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt demeure hors les bans desdites villes et tient quelque possession dans le ressort d'icelle, il sera traité selon les usages et coutumes des autres bourgeois qui demeurent à Raucourt et Haraucourt, hormis seulement qu'il ne sera contraint en aucune facon de venir au tour et au moulin desdites villes.

« Outre cela, si aucun des bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt achète une maison ou quelqu'autre héritage sous la relation des échevins sans retrait, il possèdera paisiblement ledit achat pour l'avenir, et personne ne pourra rentrer audit achat, si par le témoignage des échevins, il ne fait paraître avoir été hors du pays. Et tout ce qu'aucun bourgeois a possédé jusqu'à maintenant d'héritages ou d'acquisitions dont il

1. Cette singulière prohibition a été levée par Henri-Robert de La Marck.

ne serait parlé dans leur déclaration, il le possédera paisiblement pour toujours, par notre ordonnance. Ensuite de ce que j'ai octroyé cette liberté et assise aux bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt, je leur octroye encore et accorde que quiconque demeure et viendra demeurer ès villes de Raucourt et d'Haraucourt sous cette liberté et assise, qu'il y demeure quand il voudra, qu'il en sorte librement et qu'il ne laisse de jouir partout ce qu'il y laissera, en payant toutefois les deux sols d'assise et en payant encore le vuinage comme un autre esquiers fait l'Entrecourt, s'il y en avait aucun, il lui sera loisible s'il lui plait de vendre tout ce qu'il possède à Raucourt et Haraucourt.

« De plus convient savoir que les bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt peuvent demeurer sur leurs terres et prés de Raucourt et de Haraucourt, à distance d'une demie lieue et feront comme les autres bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt, et quiconque des bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt sera en icelle liberté et assise, paiera à l'entrée de la bourgeoisie, ladite assise de deux sols spécifiée.

« Je veux qu'on sache que les bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt éliront des échevins, lesquels échevins prêteront le serment de fidélité à mon Prévost, de ma part, qu'ils garderont les droits de la ville et les maintiendront.

« Aussi faut-il savoir que les bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt sont bannaux au seizième à mes moulins qui sont proches desdites villes, en telle sorte néanmoins que si le blé du bourgeois demeuroit par l'espace d'une nuit sur les moulins et que le meunier ne fît moudre jusqu'au matin, lesdits bourgeois ou tous autres de sa part pourront porter ledit blé à un autre moulin et s'y faire moudre sans forfaiture ; et si le blé du bourgeois est par quelqu'un pour ce qu'il n'auroit point été auxdits moulins pour y être moud, le bourgeois à qui appartiendra le blé, le perdra s'il ne jure ou s'il ne fait voir par le rapport du meunier que ledit blé avoit été porté audit moulin comme il avoit dû y être porté et si le bourgeois a fait ainsi pour ledit blé, il aura son blé franc et quitte.

« Outre cela si aucun cas arrive qui ne soit compris en ces lettres et ne puisse être terminé par icelles, ledit cas sera observé par rapport des échevins à l'usage de Mézières ; et si aucun contredit au rapport et dire desdits échevins, leur imposant d'avoir rendu un faux jugement, la ville élira et fera d'autres échevins qui viendront savoir en ma cour si les pre-

miers échevins auront rendu un faux jugement ; et s'ils avoient rendu un bon jugement, les derniers échevins le feront garder; et si les premiers échevins, par la recherche des derniers sont trouvé n'avoir pas rendu un bon jugement, iceux premiers échevins se purgeront du serment qu'ils auroient prononcé un bon jugement suivant leur bonne intention ; et sans faire plus autres choses, ils seront quittes et les derniers échevins viendront prendre avis en ma cour pour y dresser le jugement, et, toutes, et quand j'en serai requis par lesdits échevins, je leur dois pourvoir d'un conseil de mes hommes fidèles, si j'en peux avoir, et le dicton qui sera remporté de ma cour par lesdits échevins sera observé fermement et personne ne pourra contredire audit jugement.

« Et qu'on sache que je me suis retenu deux porteurs, quatre piocheurs, deux cochers, un portier, un cuisinier, un sommeillier, un pannetier, un maréchal, un chambellan ; et si iceux sont tels qu'ils ne peuvent servir, j'en substituerai d'autres auxquels je donnerai la valeur de quinze livres et non plus ne pouvant donner librement d'avantage.

« Je veux aussi que l'on sache que j'ai six deniers parisies pour chacun tonneau de vin que chaque bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt enverra hors du comté et de chaque setier d'hivernage, un denier, et de chaque setier de marsage une obole, et ne me paieront pour poinçon ni pour grain que ce qui est dit.

« Au pardessus, les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt, par toute ma terre au deça du Chatelle ne me seront tenus d'aucun vuinage ; qu'on sache aussi que les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt auront dans mes eaux suivant le jugement des échevins tels usages qu'ils ont eus ci-devant.

« Et si quelqu'un fait tort aux bourgeois de Raucourt et de Haraucourt, je suis tenu de tout mon possible d'y apporter remède ; de plus je quitte pour toujours aux bourgeois de Raucourt et de Haraucourt toutes les corvées et le bon vin, ensemble la bûche qu'ils me doivent au jour de Noël.

« Et faut savoir que les échevins de Raucourt et de Haraucourt obligeront un homme pour faire les ajournements et autres choses, comme les villes vouloient faire par ci-devant.

« Au pardessus, les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt auront leurs armes suivant le dire des échevins.

« Or les usages sont tels que je leur accorde, c'est à savoir : les pâturages en commun sur toute l'étendue et ban desdites

villes, excepté que le bois de l'Agasse et le bois de Cornelieu me demeureront entièrement, sauf toutefois si le char d'un bourgeois desdites villes se rompît par aventure dans le bois de l'Agasse, il lui sera loisible de prendre dans ledit bois de quoi refaire son char ; et si une charette ou harnais se rompît près desdits bois, ils en pourroient prendre des perches pour les refaire.

« Il auront aussi puissance de pêcher es eaux courantes par lesdites fontaines, hormis les étangs et en l'eau courante du moulin depuis le lieu dit Péronne jusqu'au gué qu'on appelle le gué aux Périères.

« De plus lesdits bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt ont accordé à moi et à mes héritiers, que si aucun d'eux se transporte en autres lieux pour y établir son domicile tout autant de temps qu'il possédera aucun héritage dans le ressort desdites villes. il me sera tenu comme les autres bourgeois qui résident ès-dites villes, excepté qu'il ne sera tenu de moudre auxdits moulins, non plus que de cuire au four.

« Et aussi lesdits bourgeois ne peuvent chasser en aucune façon sur le ban desdites villes, car j'ai retenu pour mes héritiers les terrages et les cens qui ont accoutumé d'être payés jusqu'à présent à moi et à mes prédécesseurs pour les possessions desdits territoires.

« De plus j'ai octroyé à toujours aux bourgeois de Raucourt et de Haraucourt, les bois de Dieulet, de Gerfaux et de Muret, et tous les buissons qui sont dans l'étendue des villes de Raucourt et de Haraucourt, sauf les droits d'autrui, en telle sorte que ni moi ni aucun de mes successeurs n'en pourront aliéner, vendre ni donner aucunes choses, ni faire choses par ce moyen de laquelle les aisances desdites villes et des bourgeois d'icelles dépérissent ou diminuent ; et personne ne pourra essarter lesdits buissons ou haies en tout ou en partie s'il n'est dit par le Prévost et les échevins de Raucourt.

« Je me suis retenu mon usage ès-dits bois pour brûler dans ma maison de Raucourt ; je me suis aussi retenu dans lesdits bois que si je veux hourder mon château de Raucourt, j'y pourrai prendre tous les bois qui me seront nécessaires pour tels ouvrages et rien de plus.

« Et si quelqu'un de mes officiers fait force ou tort à mes bourgeois de Raucourt et d'Haraucourt sur le fait desdits bois, j'y ferai donner ordre de bonne foi.

« D'abondant j'y rétablirai mes fortiers qui me seront fidè-

les, et si mes fortiers ne sont suffisants et que les bourgeois de Raucourt et de Haraucourt se plaignent d'eux, j'y ferai rémédier, j'y en mettrai d'autres suffisants ; et si quelque délit se commet ès-dits bois au rapport des fortiers, les amendes m'en appartiendront.

« Il me sera loisible de faire étangs dans l'étendue desdites villes de Raucourt et d'Haraucourt là où il me plaira en rétablissant les dommages que l'on pourroit faire en dressant lesdits viviers au dire des échevins de Raucourt.

« Il faut savoir que, pour lesdits bois, chaque bourgeois, demeurant à Raucourt et à Haraucourt sera tenu de me payer à moi et à mes héritiers une poule par chaque an au lendemain de Noël.

« Et il me sera loisible de faire un étang dans le bois de Dieulet quand je voudrai.

« Et quant à ces fortiers desdits bois et buissons, je proteste que si les hommes de Raucourt et de Haraucourt se plaignent d'eux et qu'il apparoisse qu'ils sont coupables, j'y en mettrai d'autres à leur place.

« Or, afin que toutes ces choses demeurent fermes et stables à toujours je et les habitants desdites villes, avons juré les mains dessus le Saint-Evangile, que nous garderons de bonne foi et entièrement toutes les choses susdites ; en foi de quoi nous avons octroyé ces présentes à l'instante prière desdits habitants et icelles fait sceller du sceau de nos armes, l'an de notre Seigneur mil deux cent cinquante cinq, au mois d'avril.

« Pareillement lesdits suppléants pour le péril des guerres et dégats arrivés dans le pays, avoient enfoui lesdites lettres, pour lors saines et entières, sous la tutelle de notre dite ville de Haraucourt pour conservation et garde plus assurées d'icelles où elles ont demeuré par tant de temps et d'années jusqu'à ce que lesdits habitants, nos sujets, ont désiré d'en avoir l'inspection pour le besoin qu'ils en ont, et les ont trouvées gâtées en divers lieux et repeis d'icelles pour leur vieillesse et le scel qui y avait été apposé, sur soie et cire verte, entièrement ôté et séparé ; pour cette occasion, ils nous ont humblement supplié à ce qu'ayant égard à ce que dessus, voulussions leur renouveler lesdites lettres, agréer et confirmer les choses contenues en icelles.

« Nous faisons à savoir que, vu par nous en notre conseil, lesdites lettres ici transcrites et le sel qui y avoit été apposé, ont été représentées par devant nous où étoit aussi in-

sérée la teneur d'icelles, scellées du scel authentique, en date de l'an du Seigneur 1461, le lendemain de la Trinité et icelles considérées et examinées. »

A la mort de Louis III, selon les uns 20, selon les autres 30 janvier 1383, Rethel et Raucourt passèrent avec d'autres biens dans la maison de Bourgogne par le mariage de Marguerite, sa fille, avec Philippe II dit le Hardi, premier duc de Bourgogne de la seconde branche, dont le plus jeune fils nommé Philippe eut en partage les comtés de Nevers et de Rethel, la seigneurie de Raucourt et plusieurs autres.

Jean de Bourgogne, comte de Nevers, petit-fils du comte Philippe, eut deux filles, l'aînée, Elisabeth de Bourgogne, femme du duc de Clèves, et Charlotte de Bourgogne, femme de Jean d'Albret, sire d'Orval.

Elisabeth eut d'abord la seigneurie de Raucourt qui vint ensuite à Charlotte d'Albret, fille de Marie d'Albret et de Charles de Clèves, comte de Nevers.

Marie d'Albret était petite-fille de Jean de Bourgogne par sa fille cadette Charlotte, femme d'Albret, sire d'Orval [1].

Charlotte d'Albret, dame de Raucourt, épousa Odet de Foix, vicomte de Lautrec; leur fille Claude, femme de Charles de Luxembourg, vicomte de Martigues, vendit le 29 janvier 1548 [2] sa seigneurie de Raucourt 20,000 écus d'or soleil à Robert IV de la Marck, prince de Sedan qui joignit dès lors à ses titres celui de seigneur souverain de Raucourt.

(*A suivre.*) Léon GUILLAUME.

1. De Longuerue. — *Description de la France*, page 383. — In-fol. Bibliothèque nationale.

2. Une expédition sur parchemin se trouve aux archives nationales R 2-435, papiers de Bouillon. — Ledit contrat passe devant Me François Bastomeau et Vincent Maupeou, notaires au Chatelet de Paris. — Procès-verbal de la prise de possession de ladite terre du 27 février 1548.

JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE

NÉ A REIMS EN 1651, MORT A ROUEN EN 1719

Il existe, de par le monde, des instituteurs humbles et dévoués qui vivent entièrement renfermés dans la sphère des devoirs aussi méritoires que pénibles auxquels ils consacrent leur modeste et utile existence : l'éducation et l'instruction des enfants de la classe plébéienne, voilà leur unique souci; hors de l'école comme dans l'école, ils s'y appliquent avec un désintéressement absolu. Les rétributions scolaires, d'ailleurs si modiques, ne passent même pas par leurs mains ; et les vains désirs de renommée, les plus brillants succès ne touchent nullement des hommes qui, par esprit d'abnégation, renoncent à leur nom patronymique. Les chefs hiérarchiques, pas plus que leurs subordonnés, ne visent à la gloire, à la richesse ; entre le supérieur général qui préside à cette ligue pacifique de l'enseignement populaire organisée par tout le territoire national et le plus minime d'entre ses coopérateurs, qui veille aux soins domestiques, là bas, aux extrémités de la France, devers les Alpes ou les Pyrénées, au milieu des plages bretonnes ou sur les bords du Rhin, la seule différence c'est que l'un trouve onéreux de commander et que l'autre trouve doux d'obéir ; tous portent un manteau de même laine, se couvrent d'un chapeau de même feutre, et se saluent en se disant : mon frère !

Leur fondateur, Jean-Baptiste de La Salle, déclaré vénérable, naquit à Reims, le 30 avril 1651. Il annonça de bonne heure les goûts les plus sérieux. Son père, conseiller au présidial de la ville du sacre, songeait à faire de lui un magistrat; il eût été heureux et fier de voir se perpétuer ainsi les traditions de sa race ; mais l'enfant ne se plaisait qu'au milieu des splendeurs du culte catholique ; il ne tarda pas à recevoir la couronne cléricale ; et, dès l'âge de dix-sept ans, il fut pourvu d'un canonicat: ses études à l'université de Reims ne l'empêchèrent pas de remplir avec une ferveur et une assiduité exemplaires les devoirs du chapitre. Bientôt les écoles de Paris attirèrent par leur éclat l'attention des parents de l'étudiant rémois ; ils l'envoyèrent au séminaire de Saint-Sulpice dirigé alors par l'abbé Tronson, une des lumières de l'Eglise de France.

Le jeune théologien coulait, dans cette pieuse et savante école, des jours pleins de calme et d'innocence, lorsqu'en 1671 le premier chagrin vint affliger son cœur ; ce fut la mort de sa mère. L'année suivante, celle de son père le fit passer de nouveau par une douloureuse épreuve. Ses frères et ses sœurs, devenus orphelins, eurent besoin de quelqu'un qui veillât à leur éducation et à leur avenir. Ce soin regardait naturellement Jean-Baptiste, l'aîné de tous ; le séminariste fut obligé de revenir à Reims pour être comme leur ange gardien. L'occasion favorable s'offrait à lui pour rentrer dans la vie séculière ; il était dans toute la fraîcheur de la jeunesse ; doué de tous les agréments extérieurs, possesseur d'un patrimoine considérable ; rien n'eût été plus facile de rompre le faible lien qui l'attachait à la carrière sacerdotale. Il réfléchit mûrement, prit les conseils d'un directeur expérimenté, et ne différa plus de s'engager irrévocablement dans les ordres sacrés. La veille de la Pentecôte de l'an 1672, à Cambrai, il fut promu au sous-diaconat ; puis, après avoir obtenu le titre de docteur à l'université de Reims, il alla en 1676 recevoir le diaconat à Paris. Son humilité lui avait inspiré l'idée de prolonger les interstices prescrits par le droit canon. En même temps qu'il souhaitait d'être investi du saint ministère, il en redoutait la dignité ; il ne franchit qu'à vingt-sept ans le dernier degré du sanctuaire, dans la cathédrale de Reims, sous l'épiscopat de Le Tellier.

Quelque temps après sa promotion à la prêtrise, J.-B. de La Salle témoigna le désir de permuter son canonicat pour la cure de Saint-Pierre de Reims. Le curé de cette paroisse, étonné autant que charmé d'une offre aussi avantageuse, accepta l'échange sans hésiter. Dans quelle vue, l'abbé de La Salle sacrifiait-il ainsi le loisir de la vie canoniale et se privait-il du temps nécessaire pour continuer à gérer les affaires de la maison paternelle? Par pure docilité pour son directeur le théologal Rolland ; ce chanoine dans son zèle pour les classes indigentes, avait entrepris de procurer une éducation chrétienne et gratuite aux jeunes filles ; dans ce but il avait établi la communauté des *sœurs de l'enfant Jésus* à Reims ; il se persuadait que son digne confrère, devenu curé d'une paroisse, le seconderait dans la propagation de son œuvre ; mais il fallait le consentement de l'archevêque. Les parents et les amis de l'abbé de La Salle, alarmés d'un projet qui allait le détourner des soins de sa famille, avaient déjà prévenu le prélat. Aussi, lorsqu'en exposant sa demande, il dit à son supérieur que le

curé de Saint-Pierre consentait à prendre son canonicat : « Et moi, répondit l'archevêque, je ne consens pas à ce que vous preniez sa cure. » Cette parole termina toutes les négociations.

Le chanoine Rolland, près de descendre dans la tombe, songea dès lors à profiter d'une autre manière du dévouement de celui dont il dirigeait toutes les actions. Il le pria de le remplacer auprès de la communauté des *sœurs de l'enfant Jésus*, Ce pieux établissement n'était encore ni autorisé par la ville, ni approuvé par l'archevêque, ni constitué par lettres-patentes du roi. Dès que son fondateur eut fermé les yeux, l'abbé de La Salle réussit par ses représentations à vaincre l'opposition des magistrats rémois qui voulaient dissoudre cette communauté; ensuite, non seulement il obtint l'autorisation de Le Tellier ; mais ce prélat tout puissant, car il était frère du ministre Louvois, goûta si bien l'esprit et le but de l'institution, qu'il ne tarda pas à faire enregistrer en sa faveur des lettres patentes du roi La satisfaction qu'un tel succès causa au nouveau directeur des saintes filles fut tempérée par les contradictions qu'il commença à essuyer de toutes parts. On glosait sur la vie austère qu'il faisait mener à ses frères ; lui-même donnait l'exemple des plus dures privations. En effet, il n'y avait pas de séminaire plus rigoureux que sa maison ; tout s'y accomplissait à des heures fixes ; la frugalité présidait aux repas ; le silence, l'étude et la prière régnaient seuls dans ce petit intérieur profondément recueilli. Les propos du monde ne changèrent rien à sa manière de vivre, sinon qu'il la rendit encore plus austère en même temps que plus charitable.

Il croyait s'être réduit au strict nécessaire ; à force de s'examiner, il aperçut encore du superflu; il réforma ses habits; il en revêtit de plus vils ; il distribua de plus grandes largesses; il visita plus souvent les misérables ; il ne se contenta pas de leur apprendre à faire un usage méritoire de leurs maux ; il leur prodigua les services les plus bas, les soins les plus rebutants. Son valet eut ordre de le réveiller tous les jours à quatre heures du matin et de ne pas le quitter qu'il ne l'eût vu levé et habillé ; alors il se mettait en oraison. Comme il lui arrivait quelquefois de céder au sommeil au milieu de la prière, il ne trouva pas d'autre moyen que la douleur pour triompher de l'assoupissement ; il s'agenouillait sur des cailloux pointus. Ainsi préludait-il aux mortifications inouïes qu'il pratiqua, lorsqu'il fut à la tête des frères de la doctrine chrétienne.

Un religieux minime, le père Barré, avait établi les *Filles*

de la Providence pour l'instruction des petites filles nées de parents pauvres ; il avait aussi conçu le plan d'un institut de maîtres d'écoles gratuites pour les garçons de familles indigentes. Ce second projet avait rencontré des difficultés tellement insurmontables que le père Barré avait cru devoir y renoncer ; la gloire de le mettre à exécution était réservée à l'abbé de La Salle. Ici s'ouvre pour ce saint fondateur une série d'obstacles et même de persécutions qui montrent à quel point s'élèvent parfois la persévérance et l'héroïsme des bienfaiteurs de l'humanité. La riche et pieuse madame de Maillefer, d'après les desseins du père Barré, avait fondé une école gratuite de jeunes filles à Darnetal, bourg manufacturier près de Rouen ; ensuite, elle avait, de concert avec le chanoine Rolland, propagé cet établissement de bienfaisance à Reims ; elle résolut d'instituer également, dans cette dernière ville, une école de garçons ; elle trouva, dans le laonnais Adrien Niel, un agent plein d'intelligence et d'activité pour la seconder dans cette nouvelle entreprise. Celui-ci confia ses intentions à l'abbé de La Salle qui lui offrit d'abord sa maison ; bientôt, en 1679, deux écoles furent fondées, l'une sur la paroisse Saint-Maurice de Reims, l'autre sur la paroisse Saint-Jacques. Alors éclata contre le bon abbé, dans toute la ville, un déchaînement général. Les parents s'assemblèrent, et, d'un accord unanime, ils retirèrent les deux plus jeunes frères de Jean-Baptiste de La Salle ; l'aîné des trois ne voulut pas consentir à cette séparation.

On ne sait pourquoi le bon abbé quitta la maison paternelle pour s'installer dans le voisinage avec sa nouvelle famille ; cette retraite, berceau de son institut, se transforma promptement en une communauté régulière ; l'affection des maîtres constitua l'abbé de La Salle leur supérieur ; il refusa d'abord par humilité d'être le directeur de leur conscience ; il leur indiqua le curé de la paroisse ; mais celui-ci, tout entier à ses paroissiens, n'avait guère le loisir de diriger des hommes vivant en religieux. L'abbé de La Salle, forcé d'être leur confident intime, demeura jusqu'à sa mort le seul auquel les disciples s'adressèrent pour leurs besoins spirituels.

Cependant plusieurs l'abandonnèrent ; le joug qu'ils s'étaient imposé leur paraissait trop pesant ; cette désertion aurait jeté l'abbé de La Salle dans le plus grand embarras, si d'autres disciples ne s'étaient présentés pour réparer les pertes de l'institution naissante. L'inconstant Adrien Niel lui déclara nettement qu'ayant rempli en Champagne sa mission relative

aux écoles gratuites de garçons, il voulait se rendre à Rouen pour en fonder d'autres. L'abbé se détermina dès lors à prendre en sa place la direction des établissements de Champagne. Des inquiétudes sur l'avenir agitaient sans cesse ces hommes encore chancelants dans les voies d'une vie régulière et mortifiée. « A quoi nous conduira, se disaient-ils entre eux, l'existence pénible que nous menons? Ne ferions-nous pas mieux d'apprendre des métiers qui assureraient notre subsistance? Que deviendrons-nous si notre père nous abandonne, ou si la mort nous l'enlève? » Le bon abbé de La Salle leur répondait qu'il fallait s'abandonner à la Providence; ses exhortations, loin de faire impression sur eux, les aigrissaient au contraire : « Avec un riche patrimoine et un bon canonicat, il lui est bien facile, répétaient-ils, de nous prêcher la pratique d'un dépouillement absolu; si nous étions favorisés de la fortune comme lui, nous serions aussi éloquents. »

Au lieu de s'irriter de ces plaintes amères, que fit le bon chanoine? Il n'y vit que la nécessité de se rendre aussi pauvre que ses disciples; après avoir mûrement réfléchi, après avoir consulté les ecclésiastiques les plus graves, non seulement de Reims, mais même de Paris, il résigna d'abord son canonicat en faveur d'un prêtre inconnu; il pouvait faire cette renonciation en faveur de son frère puîné, ainsi que l'y engageait l'archevêque; il ne le voulut point, afin qu'il n'y eût rien d'humain dans ce sacrifice; seulement Maurice Le Tellier, touché de l'espèce d'injustice faite au frère du démissionnaire, lui donna un autre canonicat. Bientôt après ce premier acte d'abnégation, l'abbé de La Salle se dépouilla de tous ses biens en faveur des malheureux, sans rien réserver pour lui-même ni pour ses disciples. Ceux-ci en murmurèrent; l'homme de Dieu, qui venait d'acheter si chèrement le droit de leur imposer la mortification, n'eut pas de peine à les faire rentrer en eux-mêmes; il leur prouva par ses exemples que rien n'était plus doux que d'être les enfants de la Providence. Dès ce moment, il redoubla d'austérités, jusqu'à manger en commun avec ses disciples, non plus les mets les plus simples, mais les aliments les plus grossiers.

Ensuite, il se livra tout entier à la formation de son institut; il appela douze de ses principaux associés à concourir avec lui à cette œuvre sous le nom de *frères des Ecoles chrétiennes*. Les plus fervents proposaient de faire des vœux perpétuels de pauvreté, d'obéissance et de chasteté. L'abbé de

La Salle borna ces vœux à trois ans. L'usage de renouveler chaque année ces vœux le jour de la fête de la Trinité dura jusqu'en 1694; l'événement prouva combinn l'abbé de La Salle avait eu raison de s'opposer à des vœux perpétuels; lorsque l'année suivante il convoqua les douze pour renouveler leurs engagements, huit seulement se trouvèrent à cette imposante cérémonie; les quatre autres ne tardèrent pas à quitter leur saint fondateur.

Quant à l'habillement des frères, l'abbé de la Salle, pour les séparer entièrement du monde, leur donna un costume tel qu'ils le portent encore aujourd'hui; dès qu'ils parurent dans les rues de Reims, la population s'ameuta autour d'eux; on alla jusqu'à leur jeter de la boue au visage, sans que les magistrats pussent arrêter ces insultes; peut-être même y applaudissaient-ils en secret; ils ne pardonnaient pas à l'abbé de La Salle la résistance invincible qu'il avait opposée aux représentations de pieuses et graves personnes; l'expérience a prouvé tout l'avantage, sous le rapport moral et religieux, de ce costume qui établit entre les séductions du monde et les frères des écoles chrétiennes un inexpugnable rempart. Au surplus, lui-même prit ce costume, et il fut d'autant moins épargné par la populace, qu'alors même trois jeunes frères venaient de succomber aux austérités de la règle du nouvel institut; c'était à qui l'accablerait d'injures; on lui crachait à la figure; on le couvrait de fange; pendant plus d'un mois il essuya ces outrages. L'humble disciple du divin Crucifié montrait une patience inaltérable; il ne s'en pressait pas davantage pour se rendre de son logis à l'école, où il remplissait lui-même les fonctions de maître, depuis que les trois frères avaient laissé dans les classes, par leur mort, un vide qu'il ne fut pas possible de combler sans délai.

Les contrariétés qui assiégeaient l'abbé de La Salle n'avaient pas seulement leur source dans les antipathies parfois brutales des populations; les frères eux-mêmes commettaient souvent des fautes dont la responsabilité retombait sur le fondateur. Les uns, chargés d'apprendre la lecture, l'écriture et le calcul, manquaient de l'habileté suffisante; il leur arrivait de réprimander les enfants à tort et à travers; ceux-ci s'apercevant de l'ignorance de leurs maîtres, perdaient le respect. De là, du désordre dans la classe; les maîtres, pour rétablir la tranquillité, s'emportaient au dela de la modération; ils infligeaient des châtiments d'une rudesse excessive. Ensuite, plainte des enfants aux parents qui allaient assaillir la maison

des frères en vomissant contre eux des imprécations. L'abbé de La Salle, affligé de ces lamentables scènes, exhorta ses disciples à s'attacher surtout à gagner les enfants par la douceur; puis, il redoubla de soins pour perfectionner ces maîtres inexpérimentés ; sa charité le rendait infatigable; elle lui fit dévorer tous les dégoûts de cette pénible occupation.

Au milieu de ces labeurs multipliés, le zélé fondateur se voyait dérangé sans cesse par les visites d'amis influents qui venaient s'édifier dans ses entretiens intimes ; il ne lui restait guère de temps pour la méditation où il puisait la force de résister à tant d'attaques. Pour éviter les visites importunes, il avait recours à d'innocents artifices ; il se cachait dans les endroits les plus retirés de la maison. Un jour il résolut de s'ensevelir momentanément dans une solitude ignorée de tous les frères, excepté de celui qu'il chargea en son absence du soin de la communauté. Cette absence un peu prolongée inquiétait ses disciples ; elle allait entraîner les conséquences les plus fâcheuses, quand la mort d'un des deux frères qui dirigeaient l'école de Laon vint l'arracher à son obscur réduit. Dès son retour, il conçut, par un excès d'humilité, le dessein de se démettre de la dignité de supérieur ; ce ne fut pas sans peine qu'il amena les frères à élire le frère Lheureux, homme plein de sagesse et de vertu. Il donnait à tous l'exemple de l'obéissance, lorsque les supérieurs ecclésiastiques virent un renversement de l'ordre dans cette subordination d'un prêtre et d'un docteur à un simple frère non revêtu du caractère sacré. Ils obligèrent l'abbé de La Salle à reprendre la supériorité.

Une nouvelle tempête s'éleva contre lui. Les enfants, indociles et dissipés, malgré la vigilance des maîtres, troublaient le recueillement des fidèles pendant les offices divins; l'abbé de La Salle commanda aux frères de sévir sérieusement, mais toujours avec prudence; les parents s'ameutèrent de nouveau dès que les frères paraissaient dans les rues, les artisans sortaient de leurs boutiques pour les accabler d'injures; les femmes surtout, semblables à des furies, ne gardaient aucune mesure ; cependant les magistrats de Reims demeuraient spectateurs impassibles. La violence de l'orage se ralentit un peu ; elle ne cessa qu'au moment où le pieux instituteur quitta Reims pour Paris où l'attendaient de nouvelles contradictions. Avant son départ, 1680, il établit, à la sollicitation de plusieurs curés de sa ville natale, un séminaire de maîtres pour la campagne ; ceux-ci, placés dans une partie de sa maison séparée du logement des frères, sous la surveillance de l'un

d'entre eux, furent astreints à un règlement de vie particulier; ils apprenaient à lire, à écrire, à calculer, à chanter. Quant à leur entretien et à leur nourriture, de riches familles chrétiennes se chargèrent d'y pourvoir. Les rejetons de cette sainte pépinière, de retour dans leurs villages, rendirent à leurs compatriotes d'incontestables services. Vers le même temps, toujours sur les fonds que lui fournissait la charité des bonnes âmes, il forma un nouveau séminaire de jeunes gens destinés à entrer chez les frères; plusieurs en prirent l'habit et devinrent d'excellents instituteurs congréganistes.

L'abbé de La Salle, appelé par M. de la Barmondière, curé de Saint-Sulpice, s'empressa de se rendre à ce vœu; il était persuadé que, dans la capitale, son institut prospérerait plus rapidement et serait plus à portée de répandre ses bienfaits par toute la France; il y arriva donc accompagné de deux frères le 24 février 1688. Le bon curé les reçut comme des envoyés du ciel; il les logea dans la maison des écoles et fournit à tous leurs besoins. Quelle ne fut pas leur surprise, quand ils virent une manufacture établie dans les classes; on y travaillait à des ouvrages de laine, sans interrompre les autres exercices; ce bruyant voisinage occasionnait bien du tumulte. L'abbé de La Salle et ses deux collaborateurs parvinrent à faire prédominer la règle au milieu de ce désordre; les enfants, assujettis au silence, furent divisés en trois classes; il y eut un temps fixé pour entrer et pour sortir, une heure déterminée pour chaque leçon et chaque devoir. Ce fut un spectacle touchant de voir passer chaque jour, à l'heure de la messe, une multitude d'enfants marchant deux à deux, sans bruit, pour se rendre à l'église; l'explication de la doctrine chrétienne eut son temps réglé, le matin et le soir. C'était surtout par ces sortes d'instruction que les écoles congréganistes se distinguaient des écoles laïques. En outre, l'intelligente distribution de tous les moments destinés à l'enseignement, n'empêcha pas de réserver un temps pour le travail des mains.

Ces heureux résultats charmèrent le vénéré curé de Saint-Sulpice; il ne tarissait point sur l'éloge de l'abbé de La Salle; mais l'ancien directeur des écoles en conçut une vive et implacable jalousie; il n'est point de tracasserie qu'il ne suscitât à son pieux auxiliaire; celui-ci triompha de ses calomnies et de ces méchancetés à force de douceur, de patience et de vertu. L'abbé Baudran, successeur de l'abbé de la Barmondière, voulut qu'une seconde école de frères s'élevât dans sa

paroisse, à l'extrémité de la rue du Bac, près du Pont royal. L'ancien directeur des écoles souleva contre les frères de la doctrine chrétienne les instituteurs de Paris ; il leur fit envisager le préjudice que de tels rivaux allaient causer à leur position matérielle et morale. Les maîtres, persuadés qu'effectivement ils ne tarderaient pas à ne plus avoir d'écoliers, intentèrent un procès à l'abbé de La Salle par devant le grand chantre de l'Eglise de Paris ; celui-ci prononça une sentence qui proscrivait les écoles des frères.

Quelque horreur qu'éprouvât l'abbé de La Salle pour les procès, il surmonta son aversion naturelle, car il s'agissait de l'intérêt des déshérités de ce monde; c'était pour eux qu'il avait déjà fait tant de sacrifices, essuyé tant de contradictions ; c'était pour eux qu'il avait institué une congrégation dont jusqu'alors le ciel avait béni les travaux ; il résolut donc de la défendre contre ses agresseurs. Il commença par faire avec ses collaborateurs un pèlerinage à la chapelle de Notre-Dame des Vertus, située dans la plaine de Saint-Denis; puis il se présenta, le lendemain, devant le tribunal du grand chantre ; il parla avec tant de force et d'onction, qu'il obtint l'annulation de l'arrêt ; les instituteurs de Paris perdirent leur procès et le père des pauvres fut maintenu dans ses laborieuses fonctions de charité.

L'abbé de La Salle eut ensuite à subir une cruelle tribulation de la part de ses disciples. Les deux frères qu'il avait amenés à Reims et qui l'avaient si bien secondé jusqu'alors, s'irritèrent de ce qu'il donnât autorité sur eux, en son absence, à un troisième frère nouveau-venu, mais en qui le supérieur avait reconnu plus de talent et de vertu ; ils finirent par déserter leur poste et retournèrent dans le monde. Le vénérable fondateur n'avait pas de frères qu'il pût sur-le-champ désigner à leur place ; il se mit donc à faire la classe en attendant qu'il eût trouvé des hommes dignes et capables. Ce surcroît de fatigues contribua beaucoup à la maladie qui le conduisit au tombeau. Ce fut une désolation pour les frères de Paris et de Reims ; déjà le courageux abbé avait reçu le saint Viatique ; déjà il avait dit à ses disciples en larmes ces paroles qu'on croyait devoir être les dernières et qui contiennent tout l'esprit de son institut : « Je vous recommande une grande union et une grande obéissance » Un remède héroïque, appliqué à propos par l'illustre médecin Helvétius, sauva le malade, et l'abbé de La Salle, bientôt rendu à ses utiles occupations, entreprit d'établir à Vaugirard, avec l'au-

torisation de François de Harlay, archevêque de Paris, une maison de noviciat; il s'associa pour cette nouvelle fondation deux de ses plus fidèles collaborateurs, le frère Viard et le frère Drolin. Tous trois s'obligèrent, par un vœu formel signé le 21 novembre 1691, à perpétuer l'institut, dussent-ils pour cette œuvre se réduire à demander l'aumône.

Un grand nombre de novices se présenta; l'abbé de La Salle crut ne devoir refuser personne; mais quelques uns ne persévérèrent pas: les autres, saintement passionnés pour l'instruction populaire et pour la perfection chrétienne, soutinrent avec constance ce rude apprentissage; il était en effet bien rigoureux; d'abord, qu'on se représente la maison la plus dénuée de tout, on aura quelque idée de celle de Vaugirard. Pas une fenêtre qui pût fermer; les chambres ouvertes à tous les vents, à la pluie, à la grèle, à la neige, à toutes les intempéries des saisons : les lits en étaient quelquefois tout détériorés, et quels lits! de mauvaises paillasses. Il n'y avait que deux matelas dans cette humble demeure : l'un réservé pour les malades, l'autre destiné au supérieur; ainsi l'avaient voulu les frères; mais le supérieur, avant de se coucher, avait toujours le soin de le retirer; jamais de feu. La cuisine se faisait dans la rue du Bac et les mets étaient transportés à Vaugirard. C'étaient quelques restes de viandes que les communautés de Saint-Sulpice avaient la charité de donner; c'étaient encore quelques rebuts de familles nobles, dont les domestiqnes même ne voulaient pas. La misère était alors au comble dans Paris; toutes les bourses étaient fermées. Les frères ne recevaient tout juste que ce qu'il leur fallait pour les empêcher de mourir de faim. Leurs habits en haillons étaient à l'unisson de leur nourriture.

Malgré ces obstacles, l'institut acquit de puissants et riches protecteurs : tel fut surtout le comte de Charmel qui possédait un château voisin de Vaugirard; il visita le noviciat, en admira les exercices, avoua qu'il n'avait rien vu de plus ravissant à la Trappe, et devint l'ami le plus intime de l'abbé de La Salle. Une nouvelle famine obligea, en 1692, le saint fondateur à transférer son noviciat dans la maison des frères de la grande école de Saint-Sulpice, située rue Princesse. Sa répugnance à prendre ce parti extrême avait dû céder à la crainte réelle et prochaine de mourir de faim, lui et ses novices. Un mendiant avait un jour enlevé à un frère le peu de vivres qu'il portait à la maison de Vaugirard; il fallut se passer de manger ce jour-là; le succès de ce premier vol fai-

sait appréhender que la même chose n'arrivât le lendemain, dans un temps où des pauvres affamés s'attroupaient sur les chemins et arrêtaient les passants.

Malheureusement, à Paris comme à Vaugirard, l'abbé de La Salle et ses disciples se trouvèrent réduits aux mêmes extrémités. Le bon curé de Saint-Sulpice, accablé par le nombre des indigents de sa vaste paroisse, cessa de payer aux frères des écoles les cinq cents francs qu'il leur allouait tous les ans. Le pain était d'une cherté horrible; les frères se virent forcés de se nourrir d'herbes cuites; encore cette dernière ressource allait leur manquer. Quelque austère que paraisse aujourd'hui la vie des frères, elle est pleine de luxe, comparée à l'existence des frères et des novices de cette époque; mais il ne fallait pas moins fortifier leur institution naissante qui, devenue comme un de ces chênes de la forêt contre lequel se déchaînent vainement les orages, couvre de ses rameaux tutélaires toute la jeunesse des classes plébéïennes.

Cependant quelques murmures se firent entendre dans la congrégation; le supérieur reprit doucement ses frères. « Mes chers enfants, leur dit-il, gardez-vous de vous inquiéter comme les païens. » Le lendemain, en effet, une riche et pieuse dame remarqua un frère parmi la foule des nécessiteux qui se pressaient à sa porte; elle l'interrogea, reçut l'aveu de sa misère et de celle de ses compagnons : « Il ne restait plus, lui dit-il, que quatre sols à l'institut. » La compatissante dame courut chez l'abbé Baudran, curé de Saint-Sulpice, et lui marqua sa surprise de ce qu'il négligeait de secourir des hommes si utiles à la paroisse. Le bon pasteur, pour se justifier, allégua la multitude de ses pauvres; il avoua qu'il n'ignorait pas l'affreuse misère des frères de la doctrine chrétienne, mais que, dans les tristes circonstances où gémissaient toutes les familles, il fallait bien qu'ils se résignassent à souffrir. — Autre chose est de souffrir ou de manquer absolument de tout, répliqua-t-elle. L'abbé Baudran n'avait rien à répondre à une charitable dame dont l'intelligent prosélytisme était une de ses principales ressources; il se hâta d'envoyer à l'abbé de La Salle un peu d'argent.

Même disette et encore plus grande au mois de janvier 1694; même diminution de ressources dans les mains du curé de Saint-Sulpice qui, bien qu'affectionné aux frères, était persuadé qu'il se devait de préférence à ses autres paroissiens. L'abbé de La Salle, réduit à la dernière extrémité,

disait-il au supérieur, quelle œuvre ! où seraient maintenant tous ces enfants, s'ils n'étaient pas ici? On les verrait courir dans les rues, insulter les passants, se battre les uns les autres, et faire à leurs dépens le funeste apprentissage du mal. » Ce bien qui s'opérait par les frères dans la paroisse Saint-Sulpice, engagea le curé de Saint-Hippolyte à fonder une semblable école au faubourg Saint-Marcel. Les frères furent également appelés à Chartres par l'évêque Godet des Marais; à Calais par le duc de Béthune, gouverneur de la ville; à Troyes par le conseil municipal; à Avignon par l'archevêque Maurice de Gontery; à Marseille, par de riches habitants. En ce même temps (1702), le roi d'Angleterre, Jacques II, à qui Louis XIV accordait un généreux asile, confiait à l'abbé de La Salle l'éducation de cinquante jeunes irlandais.

Cette même année, le supérieur, désireux de propager en Italie son institut, y envoya le frère Drolin, l'un de ses plus vertueux disciples. Il voulait, en faisant prendre racine à l'arbre de sa fondation dans le centre même de l'unité catholique, le placer à l'ombre du Saint-Siége, et l'asseoir, en quelque sorte, sur cette même pierre angulaire où le Christ avait établi son Eglise. Le frère Drolin, abandonné par le frère que le supérieur lui avait donné pour compagnon, languit d'abord pendant trois années consécutives à Rome, dans le plus complet dénûment; il finit par obtenir la direction d'une des écoles charitables fondées par le pape Clément XI, avec un appointement de quinze livres par mois. Ce fut comme le premier fondement de la maison florissante que les frères y entretinrent sous le pontificat de Benoît XIII; ce pape approuva l'institut et l'érigea en ordre religieux; alors seulement, le frère Drolin revint en France après vingt-six ans de séjour dans la capitale du monde catholique.

Un nouvel orage venait d'éclater contre l'abbé de La Salle; il était causé par les réclamations qu'excitait la dureté des frères préposés à la direction des novices. Ces plaintes allèrent jusqu'à l'archevêché; on informa secrètement et l'archevêque déclara au saint abbé qu'il lui ôterait sa supériorité. L'abbé de La Salle ne proféra pas une seule parole pour se défendre; mais les frères se refusèrent à reconnaître un ecclésiastique, l'abbé Bricot, qu'on voulait leur imposer pour supérieur; après de longues négociations, ils se déterminèrent, sous l'influence de leur saint fondateur, à une soumission respectueuse envers l'abbé Bricot. C'était une pure formalité pour sauve-

garder l'autorité épiscopale ; le nouveau supérieur fut si bien regardé comme sans emploi effectif que le cardinal de Noailles l'appela bientôt à une autre destination, tandis que l'abbé de La Salle continuait à gouverner la congrégation.

Quand le calme fut rétabli, le saint instituteur essaya de retrancher une partie des austérités en usage dans sa maison. Il prévoyait les suites funestes de cette concession aux sentiments de ses adversaires. Les frères indociles et présomptueux perdirent le goût de leur état et quittèrent l'institut. Toutefois la bonne conduite du plus grand nombre consola le vénéré fondateur ; forcé, le 20 août 1703, par la vente de la maison de Vaugirard, de chercher une autre demeure, il alla se fixer rue de Charonne, au faubourg Saint-Antoine. Le curé de Saint-Paul, ravi d'avoir, dans sa paroisse, des hommes dont il pouvait tirer de si grands services, leur fit le plus favorable accueil. L'abbé de La Salle, qui n'avait point de chapelle dans son nouveau local, profita du voisinage de l'église des religieuses de l'église de la Croix ; il y disait la messe et les bonnes sœurs comblèrent d'aumônes sa communauté ; les frères ne pouvaient en avoir plus besoin ; car ils se trouvaient privés de tous les avantages qu'ils possédaient sur la paroisse de Saint-Sulpice.

Encore une fois les maîtres d'école de Paris, tenus en respect jusqu'alors par le crédit de l'abbé de la Chétardie, intentèrent à l'abbé de La Salle un nouveau procès à l'occasion des écoles dominicales qu'il avait transportées au faubourg Saint-Antoine. Au commencement de l'année 1704, une sentence prononça la fermeture des écoles dominicales, l'enlèvement de l'inscription : *frères des écoles chrétiennes,* la saisie des objets mobiliers, la condamnation du saint homme à l'amende et à des dommages-intérêts. Après ce désastre, l'abbé de La Salle retourna dans la maison des écoles de Saint-Sulpice. Cependant les maîtres écrivains de Paris revenaient toujours à dire qu'on admettait dans les écoles gratuites des enfants de parents assez riches pour payer une rétribution. L'abbé de la Chétardie prit une mesure qui, si l'on s'en fût avisé plus tôt, eut épargné au saint fondateur bien des tribulations ; il fit dresser un rôle de tous les pauvres de sa paroisse ; puis il chargea un de ses vicaires de leur délivrer un billet signé de sa main pour certifier leur indigence ; en même temps les frères eurent ordre de ne recevoir que les enfants munis d'un pareil certificat ; les maîtres de Paris se virent désormais dans l'impuissance de les poursuivre.

La persécution avait obligé l'abbé de La Salle de disperser les frères qui avaient fini leur noviciat; d'ailleurs on s'adressait à lui de plusieurs villes de France pour avoir des écoles gratuites et chrétiennes. Le premier président de la Chambre des comptes de Dijon; l'évêque de Mende, Mgr de Piancourt; l'évêque d'Alais, Mgr Maurice de Sault; le conseil municipal de Grenoble les établirent à leurs frais dans les lieux de leur résidence. D'autres furent également fondées au moyen de legs pieux à Saint-Denis, près de Paris, à Versailles à l'ombre de la protection royale, à Moulins, capitale du Bourbonnais, à Boulogne-sur-Mer où le marquis de Colombert, commandant de la ville, traça lui-même le plan de la maison, à Rouen avec le concours de l'archevêque Colbert et du premier président Pontcarré.

Dans un faubourg de cette dernière ville le saint fondateur trouva enfin, pour son noviciat, le local convenable après lequel il soupirait depuis si longtemps. C'était la maison de Saint-Yon bâtie dans un vaste enclos et enveloppée d'une solitude agréable, quoiqu'à la porte d'une grande cité; elle avait été autrefois le manoir de Hauteville; différents seigneurs l'avaient possédée; l'un d'eux, nommé de Saint-Yon, à qui elle avait appartenu jusqu'en 1605, lui avait donné son nom, en y faisant construire une chapelle en l'honneur de saint Yon, martyr. Madame de Louvois, qui entendait son parent, l'archevêque de Reims, Le Tellier, ne parler à l'abbé de La Salle qu'avec une singulière estime, se fit un plaisir de louer à ce saint homme un si beau domaine. Ce fut là qu'après tant de tempêtes, l'abbé de La Salle trouva comme un port assuré. Dès le mois d'avril 1705, l'établissement de Saint-Yon devint le chef-lieu de l'institut. Là, furent élevés les novices; là, se tinrent pendant les vacances, les retraites annuelles des frères qui, dispersés par toute la France, venaient retremper leur ferveur et leur dévouement.

Tout prospérait lorsqu'éclata la famine de 1709. La plus grande partie des revenus de la maison de Saint-Yon consistait dans les productions du jardin. Ce secours devint insuffisant dans un temps où le blé était d'une rareté désolante. Pour surcroît de malheur, à l'archevêque Colbert venait de succéder sur le siége de Rouen Mgr d'Aubigné, prélat ennemi des frères. Ce fut donc une nécessité pour l'abbé de La Salle d'aller à Paris habiter la nouvelle maison des novices. Elle avait des revenus pour douze frères seulement, et plus de

quarante personnes s'y trouvèrent bientôt réunies. Le boulanger refusa un jour de fournir le pain, parce qu'on n'avait pas de quoi le payer. Tout le monde de la maison paraissait condamné à mourir de faim. L'abbé de La Salle, animé de son invincible confiance en Dieu, alla dire sa messe comme à l'ordinaire; chemin faisant, il rencontra un de ses bienfaiteurs qui l'interrogea sur la situation de l'institut; ce bienfaiteur, attendri au tableau saisissant que lui en retraça le saint abbé, « allez en paix, lui dit-il, je vais y pourvoir moi-même. » La communauté affamée reçut immédiatement de quoi vivre pendant plusieurs jours.

En 1710 une riche moisson répara les maux de l'année précédente; mais une épreuve d'un autre genre frappa l'abbé de La Salle. Un jeune ecclésiastique, encore mineur, lui proposa de fonder un séminaire de maîtres pour la campagne avec le bénéfice dont il jouissait sous la tutelle de son père. Pendant plus d'une année, l'abbé de La Salle résista à ces offres; enfin il céda. Une maison fut achetée à Saint-Denis par le jeune bénéficier, mais non sous son nom. Le père, informé de cette acquisition, éclata contre son fils. Celui-ci nia les obligations qu'il avait contractées; l'abbé de La Salle fut condamné; non seulement il perdit la maison et les cinq mille livres qu'il avait payées des deniers de l'institut, mais il passa pour avoir abusé de l'inexpérience d'un mineur.

Pendant qu'on cherchait à le ruiner, à le flétrir, il faisait la visite des maisons des frères dans la France méridionale; il était accueilli comme un père par ses disciples, comme un apôtre par les évêques; mais, dans une ville de la Provence, des ecclésiastiques, imbus de gallicanisme, se firent les persécuteurs les plus implacables du saint abbé. Ils gagnèrent plusieurs frères à leur opinion; presque tous les novices abandonnèrent leur fondateur; on publia contre lui un libelle calomnieux; il y répondit d'une manière solide et grave; malgré cette justification, quelques frères en révolte contre lui osèrent lui déclarer qu'il semblait n'être venu en Provence que pour détruire au lieu d'édifier.

Comme l'abbé de La Salle se trouvait à portée de l'Italie, la pensée d'aller à Rome se jeter aux pieds du souverain pontife et lui demander la confirmation de son institut lui vint comme une consolation à l'esprit. Déjà il avait arrêté son passage sur un vaisseau pour Civita-Vecchia, lorsque l'évêque de Marseille lui conseilla d'aller prendre possession d'une école que

le prélat destinait aux frères ; le saint prêtre obéit sans hésiter. Cette école, par suite des artifices de personnes mal intentionnées, ne fut fondée que plus tard dans cette ville qui, après avoir été pour l'abbé de La Salle un théâtre d'ignominie, devint une des plus favorables aux membres de sa congrégation.

Dans l'espoir d'apaiser ses persécuteurs, le saint abbé se retira de solitude en solitude ; il se réfugia d'abord dans une espèce d'ermitage, puis chez les Capucins, ensuite à la Grande-Chartreuse ; partout l'air de sainteté qui paraissait sur son visage, l'onction, la dignité de ses discours, et je ne sais quoi de céleste qui éclatait dans ses yeux, le firent traiter avec vénération. Ce fut pour lui un motif de ne pas rester davantage dans ce pieux asile. Il se tint caché à Grenoble jusqu'au moment où il remplaça un frère absent ; on le vit alors donner les soins les plus affectueux aux plus pauvres, aux plus grossiers de la classe, aux écoliers que les maîtres sont le plus souvent forcés d'abandonner. Quand le frère fut de retour, le saint abbé rentra dans la solitude ; mais il s'était trop montré, pour qu'on ne parlât pas de lui avec admiration. Les principaux habitants de la ville vinrent le visiter ; on faisait violence à son attrait pour la vie solitaire ; toutefois on n'abusa point de sa complaisance, et il profita de la liberté qu'on lui laissa d'être seul, pour composer de nouveaux ouvrages de piété ; ce fut en cette conjoncture qu'il retoucha le livre des *devoirs d'un chrétien*.

Ces studieux loisirs ne furent pas sans mélange : l'abbé de la Salle se vit de nouveau en proie à de violentes douleurs de rhumatisme ; il eut recours au cruel remède qu'il avait employé à l'époque des premières atteintes de ce mal ; il se fit étendre sur deux chaises ; il s'exposa ainsi à l'action d'un feu vif, incessant, qui portait sur la partie souffrante ; dans cette position, qui représentait assez celle de saint Laurent, toute son occupation était d'imiter la patience du diacre martyr. Dès qu'il eut recouvré la santé par ce supplice, il alla passer sa convalescence dans un ermitage nommé Parménie, à quatre lieues de Grenoble ; puis il revint dans cette ville pour faire recevoir par ses disciples la bulle *Unigenitus*.

Cependant sa vie d'anachorète avait les plus graves inconvénients pour l'institut qui était menacé d'un schisme. Les supérieurs particuliers cherchaient à se rendre indépendants ; des étrangers voulaient changer toutes les constitutions de la

Société, et en substituer d'autres qui tendaient visiblement à l'anéantir ; l'abbé de La Salle ne cessait de recevoir des lettres dans ce sens ; il laissa sans réponse toutes les correspondances relatives à ces menaces ; son but était de contraindre ses disciples à élire un autre supérieur ; ce n'était plus seulement pour satisfaire son humilité ; il prévoyait que si cette élection n'était pas effectuée de son vivant, on obligerait les frères d'accepter pour supérieur un prêtre séculier ; ce qui entraînerait probablement la chute de l'institut. Les frères, néanmoins, refusaient constamment de lui donner un successeur. Contraint de condescendre à leur désir, il conserva le titre de supérieur ; mais il chargea le frère Barthélemi du détail de l'administration ; il se contentait de dire la messe aux frères, de les confesser, de leur adresser, les dimanches et les fêtes, une exhortation ; il se livrait tout le reste du temps à la composition de divers opuscules pour l'usage de ses enfants.

La mort de Louis XIV causa des changemenis qui déterminèrent l'abbé de La Salle à faire revenir ses novices à Saint-Yon ; il les accompagna dans ce lieu qui avait pour lui tant de charmes. Quoiqu'il ne se mêlât plus du gouvernement, il ne put s'empêcher de prodiguer aux novices les soins les plus assidus ; il les aimait d'une tendresse toute parernelle ; il voyait d'ailleurs, dans la bonne direction de leur instruction première, tout l'avenir de la congrégation. Vers le milieu de l'année 1716, comme il sentait sa fin approcher, il notifia aux frères sa volonté irrévocable d'abdiquer en faveur du frère Barthélemy. Tous les frères, réunis à Saint-Yon le jour de la Pentecôte de l'année suivante, approuvèrent le choix à l'unanimité. Quelques jours après cette nomination, l'abbé de La Salle et le nouveau supérieur général procédèrent à la cérémonie du renouvellement des vœux ; puis, le fondateur révisa la règle de l'institut et la mit dans l'état où elle est encore de nos jours.

Il y avait deux sortes de pensionnaires à Saint-Yon : les uns étaient des enfants incorrigibles renfermés par ordre du roi ou par la volonté de leurs parents ; les autres étaient des enfants de bonne famille confiés aux frères. L'abbé de La Salle visitait tous les jours également les uns et les autres ; il eut le bonheur de ramener plusieurs jeunes détenus à de meilleurs sentiments ; quant aux autres élèves, ils faisaient les délices du saint homme ; il allait de temps en temps se mêler à leurs récréations, animait leurs jeux innocents et les

intéressait par des anecdotes appropriées à leur âge. Au milieu de cette paisible vieillesse, il eut à subir une dernière persécution. L'archevêque de Rouen, Claude d'Aubigné, toujours de plus en plus prévenu contre l'institut, lui retira tous les pouvoirs qu'il possédait même à l'égard de ses disciples. Ce fut deux jours avant de rendre le dernier soupir ; le prêtre qui lui notifia cette décision le fit sans ménagements ; mais le saint abbé la tint secrète, par prudence, pour empêcher les murmures qu'elle eût excités au sein de la communauté.

Le lendemain, le frère supérieur, témoin des humiliations et des souffrances de l'abbé de La Salle, lui demanda s'il n'acceptait pas avec joie les peines morales et les douleurs physiques de toute sa vie. « Oui, répondit le pieux moribond, j'adore en toutes choses la conduite de Dieu à mon égard. » Ce furent ses dernières paroles ; il tomba dans l'agonie et mourut le 17 avril 1718. Son corps fut inhumé dans l'église paroissiale de Saint-Sever à Rouen. Quinze ans après les funérailles de ce grand promoteur de l'instruction populaire, la chapelle de Saint-Yon reçut au milieu d'une population nombreuse et sympathique ses ossements qu'on avait retrouvés intacts au fond de son tombeau.

L'esprit dont ce bienfaiteur de l'humanité avait animé son institut s'est continué dans la conduite de ses successeurs : frère Barthélemy, frère Thimothée, frère Claude, frère Florence, frère Agathon, frère Frumence, frère Gerbaud, frère Guillaume de Jésus, frère Anaclet, frère Philippe ; tous ces dignes supérieurs généraux de la congrégation, demeurèrent fidèles aux traditions du saint abbé de la Salle.

Voici en commandements rimés le résumé substantiel de ces traditions :

En toutes choses tu humilieras
Ton cœur et ton entendement.
Devant tous tu t'abaisseras
Et le feras soigneusement.
Jamais la grandeur n'aimeras
Ni les richesses mêmement.
Mais le mépris tu chercheras
Et les rebuts pareillement.
De toi jamais ne parleras
Que pour t'abaisser humblement.
Et quand on te contredira
Réjouis-toi parfaitement.

Au plus haut lieu ne t'asseoiras
Mais bien au plus bas seulement.

Si de toi l'on fait quelque cas
Humilie-toi profondément.

Que ton bonheur jusqu'au trépas
Se trouve dans l'abaissement.

Et quand tes défauts on verra
Bénis-en Dieu dans le moment.

Les plaisirs tu abhorreras
En y renonçant fortement.

Ta propre chair crucifieras
Et ton esprit pareillement.

Nulles peines n'éviteras
Et ne fuiras aucunemeut.

Jamais de croix ne recevras
Sans les baiser très-humblement.

De vivre ne souhaiteras
Qu'afin de souffrir seulement.

Jusqu'à la mort ne cesseras
De souffrir volontairement.

Jamais trop souffrir ne croiras
Quoique tu souffres grandement.

En toutes façons souffriras
Et de tous indifféremment.

En souffrant ne t'affligeras
Du manque de soulagement.

Les souffrances sanctifieras
En les portant chrétiennement.

ı n'a de l'abbé de La Salle que le *Livre des devoirs du tien*, quelques *petits traités* et quelques *méditations*. Le des *devoirs du chrétien* n'est qu'un catéchisme raisonné sage des écoles des frères de la doctrine chrétienne; les *tations* concernent surtout la vie d'oraison recommandée frères pour devenir intérieurs; mais les *petits traités* posent un recueil précieux qui, au jugement des hommes rés, contient l'essence de toute la perfection chrétienne, le mé de l'Evangile, l'abrégé de ce qu'ont laissé de plus ıe dans leurs écrits les auteurs ascétiques les plus cé- ɜs; ils renferment en peu de mots le lait pour les faibles pain pour les forts; c'est dans ce dernier ouvrage que se vent les commandements rimés ci-dessus reproduits.

L'abbé Etienne Georges, de Troyes,
Membre de plusieurs sociétés savantes,
ancien élève des frères des Ecoles chrétiennes.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

LA MAISON DE GRANDPRÉ

Henri V

1230. *Lundi avant l'Assomption*, 12 *Juillet*. Lettre de Simon de Joinville, sénéchal de Champagne, au sujet du projet de mariage d'Alix de Grandpré avec Jean, son fils aîné (*D'Arbois*, V, 305, 315).

1230. *Dimanche après saint Laurent*, 11 *Août*. Autre lettre du même, au sujet du projet de mariage entre Marie, comtesse de Grandpré et Geoffroi, fils dudit Simon [1].

1234. *Mars, veille de saint Benoît*, 20 *Mars*, Accord entre Henri, comte de Grandpré et Henri, comte de Bar, au sujet de préjudices que le premier reprochait au second, et qui remontaient à leurs auteurs respectifs. Le comte de Grandpré renonce à toutes ses réclamations, moyennant les concessions suivantes que lui fait le comte de Bar. Le fief de Itier du Chatelet; un rais de froment à la mesure de Verdun sur les terrages de Verdun: tout ce que le comte de Bar avait à Aprement, excepté le vinage [2]; la garde de Cierges; la moitié du vinage des chemins de Coursancourt et de Vauzelles; ce que le comte de Grandpré et son père tenaient à Romagne; le fief de la veuve de Jean de Termes à Montblainville. Pour toutes ces choses, le comte de Grandpré se reconnait vassal du comte de Bar (*Bibl. nat. Fr.* II, 853, f° 31).

Voir page 97, tome VIII, 5e année, de la *Revue de Champagne*.

1. Geoffroi de Joinville qui succéda à sa mère dans la seigneurie de Montéclère, épousa Marie de Garlande: ce mariage fut dissous par une sentence de l'archevêque de Reims avant le mois de juin 1232, ainsi qu'il résulte des conventions matrimoniales arrêtées entre Jean, frère consanguin de Geoffroi, et Alix de Grandpré. Geoffroi qui mourut avant son père, avait fait hommage au comté de Champagne du fief du comté de Grandpré ainsi que du douaire et des biens de la comtesse, sa femme. J. Simonnet, *Essai sur l'hist. des sires de Joinville*, p. 128 et 142.

2. Il ne faut pas oublier que le mot vinagium servait à indiquer toute espèce de prestations et de redevances.

1235. *Avril*. Hugues, duc de Bourgogne, déclare qu'ayant réformé le traité de paix conclu entre le comte de Champagne et le comte de Bar, il veillera à ce que le fief du comte de Grandpré demeure lige au comte de Bar avant tout autre.

« Henri V est l'un des pleiges de Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, à l'occasion du mariage du fils de celui-ci, avec Blanche de Champagne (*D. Morice*, I, 895).

1236. *Mai*. Thibaut, comte de Champagne, s'engage envers le comte de Bar à ne rien réclamer, sa vie durant, de la ligence du fief du comte de Grandpré (*Bibl. nat. Fr.* II, 853, f° 24).

« *Décembre*. Henri, comte de Grandpré, abandonne au comte de Bar le fief appartenant à l'abbaye de Beaulieu, que Raoul, chevalier, de Clermont, tenait de lui, excepté les hommes de Saint-Maurice, habitant à Jubecourt et à Ville-sur-Cousance (*Id.* f° 31).

« Il déclare avoir vendu à Henri de Luxembourg le fief de Falkenstein, et enjoint à Thibaud de Marleiors d'en faire hommage au nouveau seigneur » (*Soc. G. D. de Luxembourg*, 1859, p. 96).

« Il confirme les libertés accordées par son père à la ville de Grandpré.

1237. *Mai*. Henri, comte de Grandpré, et Isabelle, sa femme, donnent à sa maison des lépreux de Royon, une *carruata* de terre labourable sur le territoire de Contel, près Vienne-la-Ville, ainsi que l'usage dans tous leurs pâturages (*Cart. de Moiremont.*, f° 316).

« Octobre. Marie, dite la comtesse de Grandpré, dame de Montréal, donne à l'abbaye de Saint-Antoine un muids de blé sur la terre de Montreuil » (*Cart. de Saint-Antoine* [1]).

1238. *Novembre*. Henri V confirme les libéralités faites par ses ancêtres au prieuré de Grandpré. Par un autre acte, il abolit certains usages qui s'étaient abusivement établis au préjudice

1. Marie de Garlande, après la mort du comte Henri IV, se retira dans sa terre de Livry (canton de Gonesse, Seine-et-Oise) qui était dans la maison de Garlande depuis le XIIe siècle. En 1128, Etienne de Garlande ayant pris le parti d'Amauri de Montfort contre le roi de France, celui-ci vint assiéger le château de Livry, le prit et le démantela; le comte de Vermandois perdit un œil à ce siége et le roi Louis-le-Gros y fut blessé.

Dès 1231, Marie, comtesse de Grandpré donnait à l'abbaye de Livry, le manoir de Mainferme situé à la sortie de Bondy; cette aumône avait pour but d'entretenir deux chanoines qui prieroient pour elle et pour le comte Henri. En 1237, elle ajoutait à cette première donation deux *doblaria* de vin à percevoir sur son clos de Livry.

du prieuré : les habitants, en effet, prétendaient avoir le droit de s'indemniser à leur gré sur les biens du prieuré, quand celui-ci avait contracté quelques dettes ; ils avaient un passage public à travers la cour du prieuré ; cette servitude est abolie à la condition que le prieur fera établir une autre voie, sur sa terre, et en dehors des bâtiments qui resteront clos ; le four du prieuré ne sera pas changé de place. Le comte, en outre, annexe au prieuré tous les droits qu'il avait sur la vigne du prieuré sise auprès du *Moulin neuf*, supprime la servitude de passage qui existait sur cette vigne, et abandonne enfin 200 livres qui lui étaient dues par feu Thibaud, prieur de Grandpré (*Cartul. de Grandpré*, f° 3, 6 et 33 ; *Cart. de Saint-Denis de Reims*, p. 128).

1239. *Juin.* Henri V reçoit de Jacques, son oncle, seigneur de Hans, la garde de Royon et de Servon, et lui donne en échange la garde de Mouron, sous le fief du comte de Bar.

« Marie, dite comtesse de Grandpré, dame de Montréal, donne à l'abbaye de Chelles un setier d'avoine, mesure de Saint-Denis, que Pierre Blancvillain lui devait sur une maison de Livry. — La même dame et Anceau de Montréal, son mari, vendent, moyennant 15 sous parisis, un bois sis au lieu dit Vaulambin. (*Cart. de N.-D. de Pontoise.*) — Henri V, comte de Grandpré et Isabelle, sa femme, donnent à l'abbaye de Chelles 20 livres de rente, pour la pitance, sur le péage de Bondy (*id*).

1240. *Juin.* Le comte Henri et Isabelle, sa femme, vendent à Saint-Symphorien de Reims, au prix de 300 livres parisis, à titre d'aleu, deux parts de dîme, grosse et petite qu'ils avaient à Saint-Georges, en la paroisse de Landres ; Alix, sœur du comte, adhère à cette vente, et Etienne de *Vico*, chevalier, renonce aux droits qu'il avait sur ces deux parts de dîme (*Arch. de la Marne*, Saint-Georges, n° 3).

1241. 31 *Mai.* Anseau de Montréal, et Marie, sa femme, dite comtesse de Grandpré, aumônent à l'abbaye de Belval 100 setiers de blé et deux porcs que cette abbaye leur devait annuellement à cause des moulins de Nouart et de Barricourt (*Hugo, sacr. antiq. mon.* II, 551).

1242. *Janvier.* Le comte de Grandpré fait savoir qu'il veut élever un château à Montotran, entre Buzancy et Stenay, à la loi de Beaumont et sous le fief du comte de Champagne ; cet acte est curieux par les détails qu'il contient ; le comte de Grandpré, en ce qui le concerne, offre sa terre de Saint-Jean-de-Tourbe comme garantie de ses obligations (*Coll. de Champ.* 137, 243).

« Thibaut, comte de Bar, et Thibaut, comte de Champagne, étant en contestation, avaient pris pour arbitres Jean de Thourotte et Thomas de Cerizy; le comte de Grandpré est pleige du premier pour le payement de 300 marcs d'argent qu'il aurait à acquitter dans le cas où il n'observerait pas le jugement des arbitres.

« *Octobre.* Henri V fait une transaction avec Raoul, évêque de Verdun, au sujet du droit de gîte qu'il prétendait exercer à Forges et à Bethincourt. Il se contente de 20 sous, le jour de la Saint-Remy-en-vendanges; s'il exerce le droit de gîte, il devra payer tout ce qui sera dépensé au-delà de cette somme; de plus, il ne pourra exercer le droit de gîte en nature qu'une fois tous les deux ans. Par une autre charte, de la même date, il déclare que si des hommes de Bethincourt ou de Forges n'acceptaient pas l'arrangement conclu avec l'évêque, il lui ferait remise de ce qui lui est dû par le primecier de Verdun et Jean de Cernay, son frère (*Cart. de l'évêché de Verdun*).

« Cité par l'abbé de Saint-Denis de Reims et le prieur de Grandpré, devant la cour de l'archevêque, au sujet de contestations sur certaines propriétés, Henri V fait savoir au comte de Champagne que ces propriétés sont sous son fief. Il s'agissait de bois situés entre *Brecona* et Grandpré, du pré de Villecoste, des moulins de Verpel, de 100 sous sur les assises de Verpel, des moulins et de la rivière de Grandpré.

1243. *Juillet.* Accord entre Thibaut, comte de Champagne, et Thibaut, comte de Bar, au sujet de la ligence du comte de Grandpré et de fiefs que le comte de Champagne soutenait lui avoir été soustraits par le comte de Bar. La position féodale du comte de Grandpré entre ses deux suzerains est clairement définie, et il ne doit pas servir contre eux, réciproquement en cas de guerres personnelles (*Cart. de Bar*, f° 22).

« *Octobre.* Marie, dite comtesse de Grandpré, donne à l'abbaye de Saint-Antoine 4 muids d'avoine sur la seigneurie de Montreuil, en échange de l'aumône sur le moulin de Charenton, faite par elle et son père (*Cart. de Saint-Antoine*).

« Henri V donne quittance à l'évêque de Verdun d'une somme d'argent que celui-ci lui devait à la Saint-Remy (*Cartul. de l'évêché de Verdun*).

« 29 *Juillet. Dimanche avant sainte Madeleine.* Il se déclare vassal de l'évêque de Verdun, et par un acte du dimanche après la même fête, on voit qu'il s'agit d'hommes de Cusei. (*Cart. de l'évêché de Verdun*).

1244. *Décembre.* Henri V, devant une somme de 1000 livres au comte de Champagne, lui avait accordé de percevoir 200 livres par an sur Grandpré jusqu'à complet acquittement de la dette à la Saint-Remy; par l'arbitrage de Jean de Thourotte, il est dispensé de payer ces 200 livres cette année, à la condition de payer 400 livres à la Saint-Remy 1245 (*D'Arbois*, V, 402).

1245. Octobre. Il prie le comte de Champagne de recevoir l'hommage de sa femme Isabelle, pour la châtellenie de Grandpré qu'il lui a assignée en douaire par contrat de mariage.

« 16 *Octobre.* Thomas de Coucy et Jean de Thourotte, arbitres entre le comte Henri V et Guillaume de Germaines, au sujet d'Authe, établissent un pariage entre ces deux seigneurs; il est interdit aux deux parties de construire des forteresses (*Lib. princ.*).

1246. *Lundi après l'Oct. de Pâques*, (16 *avril*). Henri V et Isabelle permettent à Vermond de Juvigny, leur vassal, d'aliéner à l'abbaye de Saint-Denis de Reims le sixième de la dîme grosse et petite de Chardenay (*Cart. de Saint-Denis*, 150).

« *Octobre.* Ils vendent à Thibaut, comte de Champagne, pour 800 livres de provenissiens, tout ce qu'ils possèdent dans la châtellenie de Saint-Jean-sur-Tourbe.

« Henri V déclare que le village qu'il veut construire, de concert avec l'abbé de Saint-Vanne de Verdun, à *Villeta*, sera sous la garde du comte Champagne qui aura, de chaque bourgeois, une redevance annuelle d'un setier d'avoine, mesure de Grandpré et deux poules (*Dupuy, inv. du Tr. des Ch.* II, 24).

1247. *Juin.* Henri V, loue pour trois ans, à Girard de Nivelle, changeur à Troyes, au prix de 124 livres de provenisiens forts, ses revenus des Ormes, Wepassant et Magnicourt, en son fief de Rameru.

1248. *Dim. av. l'Ascension* (24 *mai.*) Jean, seigneur de Joinville, sénéchal de Champagne, fait connaître à Thibaut, comte de Bar, qu'il a chargé sa femme Alix de donner quittance au comte de Grandpré, son beau-frère, pour les 500 livres qui doivent revenir à celle-ci sur la succession de ses père et mère; dès cette date, elle doit recevoir 300 livres; le surplus lui sera assigné en France, après la mort de leur mère (*Cartul. de Bar*, f° 42).

1249. *Décembre.* Accord entre le comte de Grandpré et le prieur, au sujet de discussions survenues entre eux tant sur la jouissance des biens aumônés, précédemment par les ancêtres d'Henri V, que sur des innovations entreprises par le

comte. Celui-ci cède sur presque tous les points. — Charte d'Henri V et d'Isabelle à ce sujet, et lettre de Pierre, abbé de Saint-Denis (*Cart. de Grandpré*, n° 7, et de *Saint-Denis*, f° 159 et 160).

1250. *Juin.* Henri V, Thomas de Coucy, cousin du comte, et l'abbé de Saint-Denis de Reims, s'entendent pour faire planter des bornes destinées à indiquer les limites des territoires de Châtillon et de Bazancourt (*Cart. de Saint-Denis*, p. 161).

« *Août.* D'accord avec sa femme, Henri V assigne une rente de 12 setiers et demi d'avoine, sur les terrages de la Croix-aux-Bois, pour l'entretien du curé (*Cart. de Saint-Denis*, p. 161).

« *Novembre.* Henri V achète, en commun avec le prieur de Grandpré, à Lambert Chasiers, chevalier, *de Stabulis*, moyennant 100 livres de forts, 55 setiers de blé, savoir 25 de froment et 30 d'avoine qu'il avait, par sa femme Isabelle, sur les moulins et les greniers du prieuré; le comte saisit le prieur de sa moitié (*Cart. de Grandpré*, n° 4. *Arch. de Reims*).

« *Lundi av. la saint Martin*, (7 *novembre.*) Il fait hommage au comte de Champagne de la part qui lui revient, du chef de sa sa femme, dans la succession de Erard de Brienne.

« *Lundi apr. la Toussaint*, (7 *novembre.*) Il s'engage à remplir les promesses faites par lui pour la dot assignée à sa sœur la dame de Joinville, et autorise le comte de Champagne, s'il y manque, à saisir sur ses biens ce qu'il faut pour assurer cette dot.

1251. *Lend. de Pâques*, (17 *avril.*) La commune de Verdun fait un traité avec le comte de Grandpré par lequel, en cas où la ville serait assiégée, Henri fournirait 20 chevaliers et 20 écuyers à la solde de six sous par jour pour chaque chevalier et de un sou pour chaque écuyer (*Clouet*, II, 445).

1252. *Samedi apr. Pâques*, (22 *avril.*) Henri V fait hommage au comte de Champagne de deux parts de la succession d'Erard de Brienne, son beau-frère; l'une lui vient par la mort de celui-ci, l'autre, par l'acquisition qu'il en a faite de Thierry de Beveren.

1255. *Vend. apr. Pâques*, (2 *avril.*) Henri V, devant à Gautier de Montfaucon, bourgeois de Verdun, 300 livres de fors et 100 sous, lui engage tout le revenu de sa prévôté de Montfaucon, à l'exception de ses gîtes et de ses charrois, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté (*Cart. de Bar*, f° 34).

1256. Il intervient dans une contestation entre Jean d'Or-

tillon, chevalier, et l'abbesse de la Pitié de Rameru (*Bibl. nat. fonds Duchesne*, IV, 38).

1257. *Janvier*. Henri V et Isabelle font un traité avec l'abbaye de Saint-Denis de Reims et le prieuré de Grandpré, au sujet des moulins de Grandpré et de Verpel et du bois de Fumuis, moyennant 100 livres parisis qui leur sont données. Par un autre acte de la même date, leurs droits respectifs sont délimités de manière à ce qu'ils jouissent par moitié des revenus des anciens moulins et des nouveaux qui pourraient être construits, du consentement du prieur (*Cartul. de Grandpré*, nos 10 et 11).

1258. Comme seigneur supérieur, il approuve une vente faite à Saint-Nicaise de Reims, d'une dîme à Gratreuil, par Jean d'Aunay, chevalier.

1259. Dreux de Mello réclamait devant le Parlement la part qui revenait à sa femme, sœur de mère du comte de Grandpré; celui-ci y consent. Il s'agissait d'appliquer la coutume d'après laquelle, lorsqu'un particulier se remariait, les enfants du premier lit devaient avoir toute la dot de leur mère (*Olim; arrêts*, 1, p. 450).

1260. Simon, abbé de Belval, essaie en vain d'enlever la justice de l'abbaye au comte de Bar, pour l'attribuer au comte de Grandpré (*Ann. de Prémontré*).

« *Novembre*. Aveu de ce que le comte de Grandpré tient en fief sous le comte de Bar (*Cart. de Bar*, f° 34 [1]).

1. Cet acte est assez important au point de vue de la géographie féodale de cette région pour être rapporté ici : « Je Henris cuens de Grantprei faz savoir que je taing dou conte de Bar, mon signour, Vienne et tote la chastelerie, et que je ai à Saint-Thomas, et tot ce que je ai à Servon et les fiefs que on tient à Hans de moi, et les hommes d'Apremont, et ce que je ai à Romaigne, et la garde de Roion, et l'achat des hommes que messires Jaques de Hans acheta à mon signor Ferri, don messires Henris de Hans est me home; et tout ce que je taing en l'abbaie ont en la vourie de Monfaucon et con tient de moi, sauf les Montignons et la garde de la grange de Cirves; et ce que messires Leudemars tient de moi à Charpenterei, et ce que je ai à Monblainville, et ce que on tient de moi et ce que messires Ogiers de Donnevou acheta à Renars le Verrier à Monbleinville, et ce que cil de Termes tiennent en grenier à Hans en a fait aumogne à Cheheri, et tout ce que Jocelins de Girecort tient au ban de Gonnauville et de Géricort et d'Argeiville, et tont ce que messires Renaut de Fraisnoi et li enfant mon signor Ferri de Loppei partent à Jocelin, et tot ce que messires Jaques d'Orne et li enfant le maréchal tiennent à Bourroure, et ce que li enfant mon signor Richart, chevalier, a à Reconcort. En tesmoignage de laqueil choze et pour ce que ferme doit et estable, j'ai seelées ces lettres de mon seil qui furent faites l'an de grâce mil. cc. et sexante, eu mois de novembre. »

« *Janvier*. Henri V règle les droits de trois gîtes que le prieur de Grandpré avait chaque année à Rémonville et qui étaient contestés par les habitants ; l'accord se fait moyennant que ceux-ci paieront au prieur, à la Saint-Denis, une rente annuelle de 40 sous parisis (*Cart. de Grandpré*, f° 35).

1261. 2 *Janvier*. L'abbé de Belval invite le comte de Champagne, comme protecteur de l'abbaye, à envoyer des gens de son conseil assister au jugement que doit rendre le comte de Grandpré au sujet d'une forêt que lui contestait le comte de Bar. Le comte Thibaut fait assigner les parties à comparaître, un mois après Noël, à Beaufort, près de Stenay (*D'Arbois*, V, 507).

1262. *Juin*. L'abbé de Belval, de concert avec Henri V, affranchissent Nouart et Barricourt et les mettent à la loi de Beaumont ; la garde en est donnée au comte de Champagne qui aura, de chaque bourgeois, à la Saint-Denis, un setier d'avoine, mesure de Beaumont et une géline (*Arch. nat. J.* 197, n° 85).

« Henri V met le village de la Croix-aux-Bois sous la garde du comte de Champagne, qui recevra, de chaque bourgeois, à la Saint-Remi, un setier d'avoine (*Id.* n° 83).

« Il vend à l'abbaye de la Chalade, pour 720 livres, le bois Bouzon, qui avait alors 300 arpents et fut défriché en partie au XVIe siècle (*Clouet*, II, 240).

1263. *Vend. apr. la Chandeleur*, 9 *février*. Henri V s'engage à ne pas user de représailles à l'égard des hommes de la châtellenie de Vienne qui avaient pris parti pour le comte de Bar, dans des différens que celui-ci avait eus avec le comte de Grandpré (*Cartul. de Bar*, f° 36).

1264. Il abandonne au comte Thibaud de Bar ses droits sur le comté de Luxembourg, la Roche et Arlon ; cet abandon fut renouvelé en 1268 (*Soc. B. D. de Luxembourg*, 1860, p. 96 et 113).

1265. *Janvier*. Henri, Isabelle et Henri, leur fils, ratifièrent le legs fait à l'abbaye de Saint-Denis de Reims, par Jean Barat, clerc, consistant en 14 livres de cens et surcens, moyennant une courtoisie de 30 livres. Le samedi avant Pasques Fleuries, Henri V écrit au comte de Champagne en le priant de confirmer cette aumône (*Arch. de Reims* ; *Cart. de Saint-Denis*, p. 196, 197, 198).

« *Vigile des brandons*, 13 *février*. Le comte Henri reprend

pour son homme lige l'Ermite de Stenay, au lieu de Renard de Mouzay, par suite de la vente des bois, rivières et justice que celui-ci avait vendus à l'Ermite (*Arch. de Nancy*, *Apremont*, 40e liasse, n° 11).

« *Mercredi apr. la Pentec.* 19 *Mai.* Il s'accorde avec le comte de Bar au sujet du remboursement de 2,000 livres de provenisien dont celui-ci s'était porté caution pour lui. Il lui cède pour 200 livres le fief de Monblainville et ce qu'il a à Forges et à Bethincourt; de plus cent soudées de terre qu'il possède à Varennes et à Romagne sous-Montfaucon, qui seront estimées par Jean de Briey, Jean du Chatelet et Guillaume Maupetit; de plus, il lui remet, comme gage, la châtellenie de Vienne, moins le château et ce qu'il a vendu de bois à Beauclerc, de Sainte-Ménehould et à Jean Roverel, prévôt de Clermont. Il renonce à toutes les réclamations par lui faites au comte de Bar (*Cart. de Bar*, f° 34). A la même date, il délaisse au comte de Bar le fief de Cornay, si le comte de Champagne et Jean, seigneur du lieu, y consentent [1] (*Id.*).

1266. *Mercredi apr. la Trinité*, 26 *mai.* Henri, empruntant 1200 livres de provenisiens forts, à Asselin de Bouconville, prévôt de Saint-Mihiel, remboursables à la Saint-Remy, lui engage tout ce qu'il a sur le ban de Montfaucon (*Coll. de Lor*).

« *Septembre.* Henri et Isabelle prennent Anseau de Garlande et le seigneur d'Apremont, pour arbitres dans les contestations qu'ils avaient avec le comte de Bar, au sujet de fiefs qu'ils se réclamaient mutuellement; en cas de partage, le tiers arbitre sera le comte de Looz (*Coll. de Lor.*; *Cart. de Bar*, f° 36).

1267. *Vendr. apr. la quinz. de Pâques*, 29 *avril.* Le comte de Grandpré avait été cité par le comte de Champagne aux Grands-Jours de Troyes, le 25 avril précédent, pour répondre de divers méfaits; il s'agissait de sergents du comte Thibaut, battus à Grandpré et à Buzancy et emprisonnés; d'un juif arrêté par

1. Les prétentions du comte de Grandpré ne semblent pas très-fondées. Nous voyons dans le cartulaire de Bar (f° 174) une enquête faite le 23 mars 1368 par Martin, abbé de la Chalade, délégué par le comte de Bar avec Jean de Briey, Louis d'Avocourt, Jean de Cumenières, et trois moines de l'abbaye, pour recueillir le témoignage de « Wichart de Rampont qui estoit vieux et frailes ja soit qu'il fust de bone mémoire, alans et venans. » Guichart qui avait connu les anciens seigneurs de Cornay, Eudes et Milon, affirme sous la foi du serment que ce fief relève de Bar, et que plusieurs fois il a vu les seigneurs requérir auprès du prévot de Clermont pour se défendre contre le comte de Grandpré.

lui ; d'un bien, relevant du comte, vendu à un bourgeois de Verdun. Henri s'engage à donner au comte de Champagne les réparations qu'il exigera, tout en affirmant que tous ces faits ont été accomplis à son insu, et sans son ordre.

« *Mardi av. Saint-Laurent*, 9 *août*. Il donne quittance aux bourgeois de Varennes de ce qu'ils lui devoient sur les bois dudit lieu, et les vend à Asselin de Bouconville, bailli de Saint-Mihiel, pour 200 livres de provenisiens forts (*Cart. de Bar*, f°s 35 et 36).

« *Septembre*. Henri et Isabelle font estimer tout ce qu'ils possèdent en leur terre de Montfaucon par Jean du Chatelet, chevalier, et Asselin de Bouconville ; en cas de désaccord, Thomas de Coucy sera tiers arbitre (*Cart. de Bar*, f° 35 ; *Coll. de Lorraine*, T. 208, 22).

« *Samedi apr. sainte Croix*, 10 *septembre*. Les mêmes reconnaissent devoir à Asselin de Bouconville la somme de 1,200 livres de provenisiens forts, pour la garantie desquelles ils lui engagent tout ce qu'ils ont à Montfaucon, jusqu'à la Saint-Martin en un an, date du paiement (*Coll. de Lor.*, T. 208, 3).

« *Jeudi av. Toussaint*, 27 *octobre*. Les mêmes et Henri, leur fils, vendent à Thibaut, comte de Bar, pour 2,300 livres tournois, tout ce qu'ils ont en l'abbaye de Montfaucon et ses appartenances jusqu'à Romaigne, Gesnes et Epinonville, sauf ce qu'ils ont donné en fief à Gérard de Termes ; plus le fief que Gérard de Louppy tenait du seigneur de Cernay en arrière-fief de Grandpré et celui de Jocelin de Gercourt ; sont exceptés les fiefs du sire de Cernay, de Baudoin Villequart et de Ogier de Dannevoux. Plus ce qu'il possède à Romagne, et le bois voisin situé entre celui du comte de Bar et celui de Cierges ; le fief de Monblainville, les blés dus à Gesnes sur une terre sise entre ce village et le bois, les bichées d'Apremont et un rais de froment dû au grenier de Varennes (*Cart. de Bar*, f° 35).

« *Vend. av. Toussaint*, 28 *octobre*. Le comte de Grandpré reconnaît qu'il ne peut retenir sur sa terre les hommes des fiefs vendus au comte de Bar ; cette clause est réciproque de la part de ce dernier (*Id.* 36).

« *SS. Simon et Jude, id.* Renier Accorre, de Florence, devait au comte de Champagne une somme de 1,700 livres de forts ; le comte de Grandpré devant une somme égale à Renier, s'engage à acquitter cette dette au comte de Champagne, savoir : 850 livres à Noël 1278, et le surplus à Noël 1279. Il donne en

garantie sa châtellenie de Buzancy, qu'il tient en hommage du comte.

« *Lend. de saint Nicolas*, 7 *décembre*. Henri, comte de Grandpré, seigneur de Livry, met sous la garde du comte de Bar ses fiefs de Servon et d'Apremont, tenus par Warin de Girecourt pour 200 livres parisis et 40 livres de joyaux pour la comtesse de Grandpré : Servon est mis à la loi de Beaumont et Apremont à la loi qu'il convient (*Cart. de Bar*, f° 36).

« *Janvier*. Il met Vienne et Saint-Thomas sous la garde du comte de Bar et des successeurs de celui-ci, seigneurs de Clermont ; les bourgeois doivent au comte de Bar, à la Saint-Remi, un setier d'avoine et une géline (*Id.* 35).

« *Février*. Henri n'avait pas encore fait droit aux dommages intérêts auxquels il avait été condamné le 25 avril précédent, envers le comte de Champagne, et qui avaient été établis par Erard et Lambert de Jaucourt, Henri Tuebeuf, chanoine de Paris, et Adam des Grés, désignés par le comte ; il promet de s'en acquitter.

« *Mars*. Le même, comme comte de Rameru, engage pour deux ans à Renier Accorre, les revenus de sa seigneurie de Rameru, biens de sa femme ; dans le cas où il décéderait avant le terme, Renier toucherait un revenu égal à Buzancy. — Il prie le comte de Champagne de ratifier l'engagement qui précède.

« Henri avait à payer au comte de Champagne 4,000 livres de tournois forts, comme amende encourue, par suite de la sentence du 25 avril précédent, et pour acquitter la dette de Renier Acorre ; il s'engage à en verser la moitié à la Saint-Remi 1268, et l'autre moitié à la Saint-Remi 1269 ; il donne en garantie tout ce qu'il possède sous son fief.

« *Lend. de la Mi-Carême*, 22 *mars*. Il reconnaît avoir reçu de Baudoin Barat, prévôt de Grandpré, le remboursement d'une dette de 600 livres (*Arch. de Reims ; Cart. de Saint-Remy*, 204).

(*A suivre*). ANAT. DE BARTHÉLEMY.

LES ROIS DE FRANCE A TROYES

AU SEIZIÈME SIÈCLE[1]

IV

CHARLES IX

L'entrée de Charles IX à Troyes a peut-être été la plus brillante de toutes. Les guerres de religion n'avaient point encore porté atteinte à la prospérité et à la richesse de la ville; jamais celle-ci n'en fournit plus de preuves. L'éclat des fêtes qu'elle offrit fut tel qu'on ne se lassa pas de les décrire. On se hâtait d'en imprimer à Lyon une relation sous ce titre pompeux : *Les triomphes, grans brâvetez et magnificences faictes pour l'entrée du très hault prince Charles IXe, en la ville de Troyes, le jeudi* 23 *mars* 1564. Abel Jouan parla plus tard de ces fêtes dans son *Recueil et discours du roi Charles IX*; Godefroy les raconta dans son *Cérémonial francois*[2]. Enfin de nos jours, M. Boutiot a donné, dans son *Histoire de Troyes*[3], un récit détaillé du séjour que Charles IX et sa mère firent en 1564 dans la capitale de la Champagne. Il serait donc inutile d'en faire une description nouvelle, qui n'aurait rien d'inédit et qui, sous beaucoup de rapports, répéterait d'une manière peut-être fastidieuse des faits que nous avons déjà signalés dans les précédents chapitres. Cependant, nous avons trouvé sur l'entrée de Charles IX des documents qui n'ont pas encore été mis en œuvre et qui nous permettent de faire connaître quelques-unes de ses particularités.

I

Comme pour l'entrée de Henri II, ce fut Dominique Florentin qui fut chargé de la superintendance des travaux. Il s'engagea, dès le 18 novembre 1563, à faire tous les « portraits et ordonnances » nécessaires, moyennant la somme de 90 livres tournois[4]. Il fut secondé dans cette tâche par le charpentier

1. Voir la livraison de juillet 1880, p. 31-37 t. IV
2. Ordre du marcher tenu et observé à l'entrée faite par le Roy Charles Neufième en la ville de Troyes. *Cérémonial françois*, I, 894-897.
3. Boutiot, III, 572-583.
4. Voir le texte de ce marché, dans notre Mémoire sur *Dominique*, p. 35.

Peschat et le tailleur d'images François Dauge, qui firent avec lui le devis des « échaffaulx, figures et autres singularités »; c'est lui également qui dispose les patrons, pour lesquels il emploie sept mains de grand papier; qui distribue les toiles aux peintres et leur prescrit les sujets qu'ils doivent exécuter. Des légions de peintres et de menuisiers travaillent sous sa direction pendant tout l'hiver dans dix ateliers, situés aux Jacobins, au-dessus de la porte de beffroi, dans la maison de Jacques Drouot, dans les bâtiments de la chambre de ville et dans une grange dépendant de l'Estuve aux hommes. Il y a aussi un atelier situé aux Quatre-Vents[1].

François Gentil est l'un des tailleurs d'images appelés à concourir à ces préparatifs; il y travaille dès le mois de décembre avec son fils, les imagers Genet Collet et Edmond Huot[2]; cette fois, du moins, son rôle est plus en rapport avec sa réputation. L'échevinage lui commande de « faire et parfaire de son estat les effigies ou figures anciennes de la France victorieuse et deux autres figures couchées pour estre mises et posées au portal triomphal du marché du bled, achever et parfaire les figures par luy commencées, l'une représentant le roy Charlemaigne et les deux aultres Honneur et Foy. Lesquelles choses faictes et parfaictes, dit le traité passé par l'eschevinage sera payé audit Gentilz la somme de cinquante livres tournois[3]. » Qu'on n'aille pas croire cependant que ces statues décoratives aient été sculptées en bois et en plâtre, pour être recouvertes d'une peinture unie ou polychrome; ce sont des mannequins, dont la tête et les mains seules sont sculptées avec soin, et dont le corps est revêtu d'étoffes et de vêtements. La France victorieuse est drapée de « onze aunes de toile argentée, » et

1. Sous la direction de Jean Moreau, libraire et imprimeur, mestre Nicolas Pothier est qualifié de chef et conducteur des peintres; il reçoit 20 sous par jour en cette qualité. Travaillent sous ses ordres avec un salaire de 12 s. Augustin et Ysac Cautelle, Pierre Chouan, Charles Clément, Jacques Cochin, Jules Coto, Nicolas Cordonnier le jeune, Antoine Forestier, Pierre Galloys, Pierre Mainfroy, Jehan Mordaques, Christophe et Jacques Passot, François Perart, Pierre Perrot, Eustace Planson, Pierre Poterat, Dominique, Eustace et François Pothier, Claude Rongelin, Jacques Rousselet, Nicolas de Rothière, Jehan Taillet, Charles Thays, Jacques Verrat, Benoist Brochet et Jacques Macradré reçoivent chacun 10 sous. Les broyeurs de couleurs Emon Quoquille et Jehan Foucaulx en ont 5. Arch. mun. anc. f., 55, pièce 39.

2. Gentil et son fils recoivent ensemble 25 sous par jour, Collet 12, Huot 10. Carnet des imagers. Arch. mun., 44e c., 2e liasse.

3. Traité du dernier jour de janvier 1563 (vieux style). Arch. mun. anc. fonds, 55, pièce 72.

de cinq aunes et demie de taffetas incarnat semé de fleurs de lys « d'orpeau »; elle tient à la main une lance, surmontée d'un guidon peint par Nicolas Cordonnier. En outre, quatre enseignes de taffetas violet et rouge, aux couleurs de la ville[1], flottent sur l'échafau où la France victorieuse se dresse sur « deux trappans de huit pieds de haut. » Gentil fut appelé à costumer d'une manière non moins somptueuse le roi saint Louis ; sa robe est en satin de Bruges[2]; son manteau de bougran violet, rouge et blanc; il porte sur la tête une couronne de plomb, à la main un sceptre de bois, et singulier anachronisme, un collier de l'ordre autour du cou[3]. Les deux vertus qui l'accompagnent sont également drapées de taffetas[4] et de bougran; et comme elles portent des balances, des mains, des compas et autres « mystères »[5], on peut conjecturer d'après ces emblêmes qu'elles sont les personnifications de la Piété et de la Justice, par allusion à la devise adoptée par Charles IX, *Pietate et Justitia*[6].

Les costumes ne pouvaient résister aux intempéries des saisons ; jusqu'au jour de l'entrée du roi, on les couvrit de toile, et pour empêcher qu'on ne les dérobât, on plaça des gardes de nuit au pied des échafauds et des arcs-de-triomphe.

II

Les poètes sont appelés à seconder les tailleurs d'images, les peintres et les costumiers. Troyes a donné le jour en 1534 à Jean Passerat, qui est devenu professeur au collège de Beauvais, à Paris. Il a une réputation de versificateur habile, et la ville le charge de rédiger les inscriptions latines et françaises des arcs de triomphe et des emblêmes. Passerat ne s'est pas contenté de les composer ; il les a fait imprimer, et l'échevinage lui payera le prix de l'impression. L'extrait suivant des comptes l'atteste :

« A mons Passerat, règent au collège de Beauvais à Paris, la somme de douze livres tornois à luy acccordée pour avoir faict imprimer en grande quantité les compositions faictes sur

1. Le taffetas coûte à lui seul 13 livres 6 s. Extrait du compte de Pierre Nevelet.
2. On y emploie 13 aunes et demie, valant 16 l. 9 s.
3. Compte que rend Robert Largentier, pour la nouvelle entrée du roy Charles Neufiesme. Arch. mun., K. 9.
4. Ce taffetas vaut 21 s. t. l'aune, 12 l. 6 d.
5. Voir l'ordonnance de paiement du 21 avril 1564.
6. Passerat cependant parle de la Prudence et de la Justice.

chascun mistère de ladicte entrée, lesquelles estoient escriptes en table d'attentes devant ung chascun desdictz mistères... »[1]

Passerat fit précéder ces compositions, transcrites par le greffier de l'échevinage, d'un chant d'allégresse. Mais quoique ce chant ait été imprimé « en grande quantité », il est aujourd'hui difficile d'en rencontrer des exemplaires. Le titre en est ainsi conçu :

CHANT
D'ALLÉGRESSE
POUR L'ENTRÉE DE TRES-
CHRESTIEN, TRES HAULT, TRES PUIS-
SANT, TRES EXCELLENT, TRES MAGNANIME ET
TRES VICTORIEUS PRINCE CHARLES IX.
DE CE NOM, ROI DE FRANCE,
EN SA VILLE DE TROIE
PAR IEAN PASSERAT TROIEN
A Messieurs de laditte ville[2].

L'allégresse était, il est vrai, de circonstance; la première des guerres de religion venait d'être terminée; les Anglais alliés des protestants avaient échoué dans leurs desseins, et l'on avait pu voir, comme le dit Passerat :

Le gendarme qui boit le Rhin impétueus
Estre contraint r'entrer de dans son Allemaigne.
Quel plaisir, quelle joie eut toute la Champaigne!...
Ore affranchis de pœur traffiquent les marchans,
Ore les laboureurs r'ensemencent leurs chams...

Mais tout cela n'est rien, ajoute Passerat, auprès

De l'extrême plaisir dont nous sommes épris.
Car quel plus grand plaisir reçoit une province
Que de voir quelques fois la face de son Prince ?

Nous ne suivrons pas le poète troyen dans les éloges hyperboliques prodigués par lui à son prince, qu'il n'hésite pas à regarder comme un descendant d'Hector et comme tel ayant des titres à être bien accueilli des troyens modernes. Nous ne repéterons pas les flatteries qu'il décerne à Catherine de Medicis, lorsqu'il la déclare plus belle que la lune et le soleil; mais nous reproduisons les vers dans lesquels il décrit brièvement les arcs-de-triomphe, les statues de rois, de héros, les allégo-

1. Arch. mun. K. 9.
2. A Paris, chez Gabriel Buon, au clos Bruneau, à l'enseigne S. Claude, 1564. Au centre, une belle vignette représentant Bias, et dans le cartouche qui l'entoure : Omnia mea mecum porto. In-4° de 15 p.

ries superbes, que l'on a élevés de toutes parts dans la ville. Ecoutons-le :

La suite des seigneurs regarde émerveillée
Quelle magnificence y est appareillée,
Les statues des Rois qui en guerre et en pais
Ont laissé immortel le renom de leurs faits;
Lesquels, presques parlans, nôtre CHARLES invitent
A prendre le chemin du ciel où ils habitent.
Sur un arc triomphal ilz regardent ici
Du tonnant Jupiter la mère et fille aussi[1];
Là voïent les Vertus[2] d'or luisant estoffées;
Enceinte de soldats, chargée de trophées,
Faisant craindre de loin sa grave majesté
La France les contemple en un autre côté.
Mais surtous les retient la ferme Pyramide,
Dont la pointe s'eleve au plus haut de l'ær vuide.

Cette pyramide, qui avait trente-six pieds de haut[3], était dressée devant l'hôtel-de-ville. Comme les autres édifices construits pour l'entrée du roi, elle était ornée de tables d'attente ou de larges écriteaux où s'étalaient les vers latins qu'avait composés Passerat et les vers français, moins bien tournés, mais non moins excessifs dans leurs flatteries qu'avait composés un versificateur que l'on ne désigne dans le Chant d'allégrese que par les initiales *du* P. V[4].

III

Tandis que poètes, artistes et ouvriers rivalisent de zèle pour les préparatifs de l'entrée du roi, les habitants de leur côté se disposent à le recevoir.

Le 18 mars 1563, le trompette de la ville publia par les carrefours l'ordre suivant, à haute voix, son de trompe et cry public :

DE PAR LE ROY

Est ordonné à tous manans et habitans de ceste ville de Troyes de incessamment et en toutes diligences abatre ou faire abatre et avaller les ostevàntz de devant leurs maisons et demourances dès et depuis la porte du Belfroy tirant au Marché au Bled, dudict Marché en l'Estappe, et dudict lieu de

1. C'étaient Pallas et Cybèle.
2. La Piété et la Justice, peut-être aussi la Victoire et la Renommée.
3. Arch. mun. K. 9.
4. On donna 22 l. 5 st. au greffier « pour avoir par plus de dix foys mys au nect les rosles contenant les sentances pour faire les carmes (vers) latins et françoys mis ès tables d'attentes. » Arch. mun., anc. fonds, 55, pièce 69.

l'Estappe continuant jusques a l'Eglise monsieur Sainct Pierre dud. Troyes, oster les boys, terres, pierres et aultres entrappes et ordures, ssi aulcunes en y a esdictes rues, et nettoyer et tenir nettes icelles, oster les estaulx, mectre à seureté les trappes des caves de sorte qu'il n'en puisse advenir inconvenient;

Que toutes personnes ayent à tapisser devant leurs maisons et mectre tappiz sur l'appuye des fenestres de leurs dictes maisons depuis ladicte porte du Belfroy jusques à ladicte eglise Sainct Pierre selon les rues cy dessus declarées pour le jour de l'entrée du Roy n^re^ dict sire;

Que toutes personnes ayent à eulx tenir prestz pour aller à cheval avec houlse le plus honorablement que faire se pourra;

Et pareillement que tous ceulx qui ont enfans et ausquelz a este ordonné les faire habiller ayent à les tenir pretz avec habitz au jour de ladicte entrée le plus honorablement que faire se pourra pour les mectre led. jour ès lieuz qui leur seront ordonnez. Le tout sur peine de dix livres tournois d'amende contre chacun refusant, negligent ou delayant à ce faire, et de prison.

Et aussy, que tous commissaires ayans charge et commission d'ordonner les choses susdictes, qu'ilz ayent à y tenir la main de toutes diligences, sur peine de s'en prendre a eulx en propres et priviez noms[1]. »

Il résulte de cette proclamation que l'état de la viabilité laissait toujours à désirer. Les « ostvantz » faisaient toujours saillie; le sol était encore encombré de bois, de pierres et d'autres « entrappes. » La proclamation ne parut pas suffisante. Un sergent royal dut aller de rue en rue faire enlever les étaux de nombreux marchands, « racoustrer » ou « assurer » des trappes de cave, abattre des « avant-toits », rehausser des chanlattes, enlever des pièces de bois. Aux abords de la ville, les routes et les chemins sont réparés, et pour que tout soit propre et brillant, on époussetera avec soin les piliers de la Belle-Croix.

Quant aux bourgeois, qui possèdent des chevaux, on voit qu'ils sont tenus de les garnir de housses et de se rendre dans le meilleur équipage possible au-devant du roi[2]. Les gens de

1. Arch. mun., anc. fonds, 55, pièce 48.

2. Nous avons publié une ordonnance analogue dans notre étude sur le *Guet et la Milice bourgeoise à Troyes, Pièces justificatives*, n° III.

métier doivent aussi se ranger sous les ordres de quatre commissaires, qui ont pour insignes d'autorité des bâtons peints aux couleurs du roi, et former quatre compagnies groupées autour de bannières également aux couleurs du roi. Un ordre rigoureux enjoint à tous les bourgeois assujettis au service du guet de se trouver le 23 mars devant le logis de leur capitaine, sous peine d'une amende de 20 livres et même sous menace de prison[1].

Ce n'étaient pas seulement les hommes que l'on contraignait à jouer un rôle, lors de la rentrée de Charles IX. Les enfants eux-mêmes y étaient astreints, et selon l'usage, ils devaient être « richement habillez aux couleurs du roy. »

Les bourgeois et les enfants étaient costumés, les uns à leurs frais, les autres à ceux de leurs parents. Les sergents et les trompettes de la ville étaient au moins vêtus de neuf aux frais de l'échevinage. C'était lui qui leur fournissait le drap violet et rouge dont leur robe était faite ; il payait la broderie des blasons de la ville fixés sur leurs manches, et fournissait la banderole de soie, garnie de franges, de cordons et de houppes, qui pendait au-dessous de la trompette municipale. Sur cette banderole, Nicolas Pothier, avait peint d'un côté les armes du roi, de l'autre celles de la ville, relevées d'or fin et d'azur.

IV

Les bourgeois, qui avaient des chevaux et des housses pour les parer, ne furent pas ceux qui produisirent le plus d'effet sur les princes et les seigneurs de la cour. Le plus grand succès fut celui obtenu par deux compagnies de sauvages et de satyres, que l'on avait travestis aux frais de l'échevinage.

Les sauvages sont à la mode au XVIe siècle, et l'on ne doit pas en être surpris en songeant à l'impression qu'ont dû produire sur l'esprit des contemporains les découvertes et les exploits des Cortez, des Pizarre et des Magellan. A Rouen, en 1550, on avait célébré une fête des Brésiliens devant Henri II[2].

1. Anc. fonds, 55, pièce 50. — De par le Roy ordonné est à toutes personnes estans soubz la charge des capitaines des quatre quartiers requerir ceulx qui marcheront soubs la conduicte du contrerolleur Mauroy, quilz ayent à eulx trouver demain heure de neuf heures du matin en bon équipage au devant du logis desd. capitaines pour marcher soubz eulx à la venue et joyeuse entree du Roy, sous peine de vingt livres d'amende contre chaque defaillant applicables, a savoir moictié au Roy, et moictié aux pauvres de la ville, et de prison.

2. Hennin, *Les Monuments de l'Hist. de France*, VIII, 288.

Nous avons vu aussi qu'à Troyes en 1548 la bande des sots s'était déguisée en sauvages. La compagnie des sauvages qui fut équipée pour l'entrée de Charles IX se composait de quarante-huit hommes; ils étaient revêtus d'habits garnis de poil et d'ornements peints par les premiers artistes de la localité[1]; leurs chapeaux et leurs ceintures étaient en lierre; des queues de cheval formaient leur chevelure et leur barbe. Ils portaient des boucliers, des arcs et des bouquets[2]. Avec eux se trouvait une compagnie de satyres. Leurs trois enseignes étaient de taffetas, l'une bleue semée de fleurs de lys, la seconde jaune et violette, la troisième jaune et verte. A leur tête marchaient deux « batteurs de tabourin et un joueur de fifre[3]. » On raconte que les sauvages étaient montés sur des ânes et sur des chèvres, et que leur capitaine, couvert d'une armure d'écailles, caracolait sur une « licorne entièrement bardée de feuilles de lierre[4]. »

V

Pendant le séjour du roi, on lui donna d'autres divertissements. Il sortait à peine de l'enfance et devait être disposé à en jouir; sa mère aimait aussi l'éclat et la variété des fêtes. Sa cour, de l'avis de Brantôme, l'emportait sur toutes les autres; « pour bien voir, selon lui, la belle troupe de dames et de damoiselles, créatures plus divines qu'humaines, qui la composaient, il fallait se représenter les entrées de Paris et autres villes[5]. » Aussi la reine-mère saisit-elle avec empressement l'occasion de réjouissances que lui offrait la proclamation de la paix qu'elle venait de conclure avec l'Angleterre. Cette paix honorable fut annoncée solennellement le 13 avril[6], dans la même ville, où cent quarante ans auparavant avait été signé le désastreux traité de Troyes. On la célébra par des joutes et un carrousel.

Un fort de terre et de gazon, fossoyé tout à l'entour, fut

1. A Nicolas Cordouanier, paincire aud. Troyes, la somme de trente sols tornois por plusieurs vacations par luy faictes de son estat de paincire aux acoustremens des habitz des saulvages pour l'entrée du roy. Arch. mun., AA, 44, 2.
2. Arch. mun. Extrait du compte de Gombault pour les saulvaiges de l'ordonnance de mons. le Maire de la ville.
3. Arch. mun. K. 9.
4. Boutiot, III, 572.
5. *Vie des Dames illustres.*
6. *Mém. de Castelnau*, liv. V, ch. VIII.

élevé rapidement dans le jardin de l'ancien palais des comtes de Champagne. Il fut assailli et défendu avec des « artifices de feu, » tels que fusées et grenades, pour donner « passe temps et plaisir au roi. » On disposa également dans le cloître Saint-Etienne une carrière, où l'on courut la bague, sous les yeux du roi, de la reine et de leur suite, qui s'etaient placés aux fenêtres de la maison d'un chanoine afin de mieux voir le carrousel.

Le soir, un somptueux festin fut donné dans la grande salle du palais qu'on appelait la Salle le Roy. Des tapisseries furent tendues sur les murs, des toiles sur les plafonds. Des festons de fleurs furent suspendus tout à l'entour. Sur les tables, disposées sur des tréteaux et recouvertes de fines serviettes de toile, on plaça sur quarante huit écuelles d'estain quarante huit chandeliers garnis de douilles peintes des couleurs du roi. La vaisselle fut fournie par un potier d'étain; il envoya vingt quatre douzaines de plats et onze douzaines d'assiettes pour le service du banquet[1]. Quel menu peut-on supposer si chaque plat contenait un mets différent!

La ville n'en avait point du moins payé la dépense[2]; et cependant elle donnait encore des goûters aux grands personnages. Lorsque le roi était arrivé, la reine-mère, qui voulait sans doute jouir du coup d'œil du cortége, se rendit, avant son passage, dans la maison de sire Jehan Lescot, où la ville lui fit servir une collation, composée « d'ouvrages de pasticerye, de fromages, « de jonchées, » de confitures sèches et liquides, de dragées, de pruneaux, de raisins, de pommes, de « quartiers, » de gâteaux et de tartes. Pendant que le roi était arrêté devant l'hôtel de ville, les chanoines de Saint Urbain ne trouvèrent rien de mieux pour faire prendre patience aux « notables personnes » qui stationnaient devant leur église, que de leur offrir du vin et de la patisserie[3]. Enfin, les échevins ne s'oublient pas

1. Arch. mun. Compte K. 9.

2. M. Lucien Coutant a publié les *dépenses du roi Charles IX à Troyes*, le 5 et le 8 avril 1564, dans l'*Annuaire de l'Aube*. (Ann. 1859, p. 101-106; Ann. 1860, p. 89-93.) Ces dépenses de table s'élèvent pour chacun de ces jours à une somme que M. Coutant évalue de 15 à 1800 fr. de notre monnaie actuelle.

3. Le jeudi avant Pasques Flories... messieurs les dessusdictz et aultres officiers de ceste église ont assisté à l'entrée de ceste église pendant que Charles Neufieme de ce nom, Roy de France, passoit en la Grande Rue faisant sa premiere entrée en ceste ville; auquel lieu et heure de son entrée fut chanté par les vicaires et autres chantres et enfans de chœur de ceste

eux-mêmes, et leurs délibérations sont toujours arrosées de vin et assaisonnées de fruits et de gâteaux ; et pendant l'hiver, où l'on fit tous les préparatifs, les occasions de réunion furent fréquentes. Les goûters ne suffirent plus, et l'on en vint à déjeuner aux frais de la ville. En carême, on se contentait de harengs, de beurre frais, d' « échodés borjoys ou plus petits » et du pain dit « mollot » ; les jours gras, les pieds de mouton accompagnés de veau ou de tripes et relevés de muscade étaient servis, sans compter les figues, les raisins, les amandes et les craquelins[1]. Les menus, du reste, étaient modestes, mais ils attestaient qu'encore à cette époque, il paraissait impossible de se réunir officiellement sans boire ni manger.

Il est vrai qu'on avait aussi le goût de tous les arts, et que la musique était en honneur comme la peinture et la sculpture. Outre les joueurs de tambourins et les « fiffots » du roi, il y avait alors à Troyes trois bandes de musiciens, dirigées par les joueurs d'instruments Jehan Galloys, Jehan Desrey et Claude Flobert. Le jour de l'entrée, Jehan Desrey et Claude Flobert jouent avec leurs compagnons sur les échafauds de l'hôtel de la Hache et du logis des Trois-Têtes. Jehan Gallois paraît avoir eu une réputation supérieure à celle de ses compagnons ; non-seulement il dirigeait les instrumentistes placés sur l'échafaut de l'hôtel de ville, mais il fut appelé avec sa bande pour faire entendre des symphonies pendant le grand repas qui fut donné le mardi de Pâques dans la salle le Roy[2].

dicte eglise ung motet de chose faicte à la louange de Dieu premièrement et dud. sieur Roy. Lequel après qu'il fut passé ceste dicte eglise, messieurs et autres habituez assistans chantèrent *Te Deum laudamus* et furent sonnées toutes les cloches. Et pour ce que pendant que sa majesté recepvoit le present de ville devant la maison d'icelle, plusieurs personnes notables furent arrestez devant ceste dicte église, au moyen de quoy fut ordonné par messrs d'envoyer querir du vin en ville pour presenter aux susdictes notables personnes et y fut employé huict pinctes de vin de xx d. la pinte val. xiii s. t. avec quelques patisseries pour v s. t., et se fut ordonné qu'on distribueroit aux assistans de ceste église comme à une feste solemnelle. — Arch. de l'Aube, 10 G. 7, fol. 94.

1. Despence faicte en l'hôtel de ville par Messieurs les maire et echevins (du 4 oct. 1563 à la saint Barnabé 1564). Voici le menu du déjeuner du 6 avril, une douzainne de piefz de mouton, ung carteron de beurre, une musquade... vi s. x d. t. Le total est de 24 l. 16 s. 4 d. t. — Arch. mun. anc. fonds, 55, pièce 93.

2. Il fut payé 6 liv. aux joueurs d'instrumens, sur lesquelles Gallois reçut 60 sous. Arch. mun. K. 9.

(*A suivre*). ALBERT BABEAU.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780*

La noblesse était alors fort turbulente, et, malgré les défenses que leur avait faites Philippe-le-Bel, de guerroyer entre eux, les nobles ne s'en livraient pas moins à des guerres continuelles, surtout depuis que Louis-le-Hutin, cédant à leurs sollicitations, avait rapporté la décision de son père.

Or, à plusieurs reprises déjà, les seigneurs du Bassigny, en tête desquels ceux de la maison de Choiseul figuraient invariablement, avaient résisté à la volonté royale et refusé de se soumettre à certaines injonctions qu'ils prétendaient contraires à leurs privilèges. En 1314 notamment, une alliance avait été jurée entre eux dans le but d'obtenir du roi qu'il respectât les droits seigneuriaux, et attendu *que cette présente* année, S. M. avait indûment fait imposition sur eux ; ils avaient dans une requête ou protestation déclaré qu'ils *ne pouvaient souffrir ni soutenir en bonne conscience cette chose, car, ajoutaient-ils, ainsi nous perdrions nos honneurs, franchises et libertés et nous et ceux qui après nous viendront*[1].

En face de cette résistance ouverte et de ces idées de révolte contre son autorité, on comprend que le roi ait considéré comme utile d'avoir un pied dans le pays, et en même temps de profiter des embarras financiers d'un des membres de la puissante famille de Choiseul pour amoindrir et contrebalancer son influence en acquérant une partie de ses domaines.

Le sire de Bourbonne, dès lors, était loin d'être des plus fortunés; le plus clair des dîmes de sa terre appartenait aux

* Voir page 449, t. VIII, 4e année, de *la Revue de Champagne.*

1. M. Henri Martin, dans son Histoire de France, relate en son entier ce document.

moines de Morimond, à ceux de Saint-Antoine, au prieur de Saint-Laurent, au curé, et la meilleure partie du territoire et de la ville à ses co-seigneurs qui se la partageaient.

Outre ceux que déjà nous avons cités, voici encore *Jeoffroy de Dombrois*[1], chevalier, lequel ratifie le traité relatif aux dîmes payées à l'abbaye et s'engage à s'y conformer pour ce dont il est *censable* envers elle, en raison de sa terre de Bourbonne.

Puis *Guillaume de Montirel*[2] chevalier, sire de Bourbonne et seigneur de ladite ville pour partie, et qui donne aux religieux un emplacement de maison qu'ils échangent à *Thibault de Clefmont*[3], et où il leur permet de construire tel édifice que *bon leur semblera.*

Enfin, *Jacquet de Saint-Ouen*[4], qui prescrit à ses hommes de Bourbonne de payer la dîme dont il est redevable à ces mêmes religieux.

Les décimateurs ne manquaient point, et même il parait qu'ils n'étaient point toujours d'accord entre eux, témoin cette sentence que les moines de Morimond obtinrent en 1463 pour rendre décimable de leur abbaye la contrée dite *La Côte Follot*[5] dont le curé et le prieur de Saint-Laurent voulaient s'emparer. Cette restitution forcée n'était point du goût de ces derniers, mais bon gré mal gré il fallut céder. Toutefois les choses s'arrangèrent à l'amiable, et cinq ans plus tard un accord intervint entre l'abbé, le curé de la ville, le prieur et Messire Gérard de Gevigney[6], accord par lequel ceux-ci convinrent de donner à l'abbaye, *annuellement, par préciput, sur leurs dimes ou du*

1. Dombrot.
2. Montureux-sur-Saône.
3. Clefmont, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Chaumont.
4. Saint-Ouen, village des Vosges, canton de Vrécourt, et qui doit son nom à sainte Ode (*sancta Oda*), sa patronne.

La terre de Saint-Ouen appartint à la famille de Lavaux. L'un des membres de cette maison avait épousé, en 1640, Anne Lépine qui lui avait apporté en dot la seigneurie de Saint-Ouen. Les Lavaux étaient seigneurs de Saint-Ouen, comtes de *Thiaucourt*, barons de *Pompierre*, *Sommerécourt* et *Bazoilles*. Leurs armes : *Ecartelé au 1er et 4me d'azur à 3 truites d'argent surmontées d'une couronne d'or qui est de Chiny, au 2e et 3e de sable à 3 herses d'argent qui est de Lavaux et sur le tout un écu de sable à 3 tours d'argent.*

5. On désigne sous ce nom une contrée de terres labourables et de bois qui domine la ferme de Vaux-Martin, au territoire de Bourbonne.

6. Gevigney, village de la Haute-Saône, qui, à l'époque, faisait partie de la prévôté de Jussey, et comptait 149 feux. En 1756, la seigneurie était aux mains d'un sieur Guillaume.

moins sur leurs parts dans les dîmes, trente-deux penaux, par moitié blé et avoine, pour l'entretien d'une grange commune où seraient logées toutes les redevances leur appartenant.

Malgré la parole donnée, le prieur tenta plus tard de se soustraire à l'engagement pris; aussi, en 1483, les moines de Morimond durent lui faire signifier officiellement qu'il eût à ne percevoir aucune dîme dans les terres avoisinant son prieuré, mais que, suivant ce qui était convenu, il les fît déposer dans la grange commune pour le partage en être ensuite opéré.

Renard de Choiseul[1] était mort en 1339, ne laissant que deux filles qu'il avait eues de sa femme Alix de Sully, décédée en 1330. L'une, Marguerite, fut mariée au sire de Beauffremont[2]; l'autre, Isabeau, épousa Guillaume de Vergy, seigneur de Mirebel[3] qui, par suite, devint maître des domaines de Bourbonne.

La maison de Vergy était une des plus illustres de Bourgogne[4] et tirait son nom du célèbre château qu'Henri IV fit démolir en 1609. Fils de Jean Ier et de Marguerite de Noyers, Guillaume[5] qui fut la tige des *Vergy-Mirebeau*, ne pouvait se contenter de la situation précaire faite à la seigneurie de Bourbonne. Son premier désir, son premier soin fut de chercher à

1. Renard de Choiseul fut enterré dans l'église de Morimond, au milieu du chapitre, son tombeau portait cette simple inscription : « Cy gist « noble homme Regnard de Choiseul, sire de Bourbonne qui trépassa l'an « de grâce MCCCXXXIX au mois de janvier. » Dans le même lieu reposait sa femme, sur la tombe de laquelle était gravé : « Cy gist Alix dame de « Sully et de Borbonne et ses filz Jehan qui trépassèrent en l'an de grâce « MCCCXXV la vigile de St-Simon et St-Jude. »

2. Beauffremont, ancienne baronnie de la Haute-Lorraine, appartenait à une famille déjà illustre. Nous verrons qu'un de Beauffremont, Henri, seigneur de Mirabeau et de Bourbonne par sa femme Jeanne de Vergy, fut père du comte de Charny et de Guillaume de Beauffremont, baron de Scey. Les Beauffremont portaient : *varié d'or et de gueule.*

3. Mirebeau, village de Bourgogne, entre Champlitte et Dijon.

4. La maison de Vergy eut plusieurs branches : les Vergy-Autrey, les Champvans, et les Vergy-Mirebeau. Ces derniers ne fournirent que trois degrés et finirent à Guillaume II, seigneur de Mirebeau et de Bourbonne, défunt en 1374, ne laissant qu'un fils, qui mourut jeune, en 1383, et deux filles.

5. Guillaume Ier fut du nombre des chevaliers qui accompagnèrent le duc de Bourgogne dans l'expédition que ce dernier fit en 1340, contre Robert d'Artois, il était accompagné de sept chevaliers et de vingt-sept écuyers qui servirent sous ses ordres du 12 mai au 26 septembre suivant; il mourut en juin 1360. Ses armes étaient : *de gueule à trois quinte feuilles d'or, 2 et 1 à la bordure d'argent.*

en relever la puissance et à lui donner une importance digne de lui.

Comme on a pu le voir, lors de la vente faite à Charles-le-Bel, Renard de Choiseul avait réservé le château et ses appartenances, les terres y attenant et quelques redevances qu'il conservait pour lui seul ; ce petit domaine restait ce qu'il avait été jusque-là, libre de tout engagement, de toute mouvance. En sorte que d'un côté le seigneur du lieu demeurait indépendant, tandis que de l'autre il avait le souverain pour copartageant.

Est-ce Guillaume qui, en prenant possession de la seigneurie, demanda au roi de France de modifier cet état de choses, ou bien Philippe de Valois le proposa-t-il au sire de Bourbonne ? Nous ne saurions le dire. Mais ce qu'il y a de certain c'est que, dès 1338, c'est-à-dire avant même que Renard de Choiseul n'eut passé de vie à trépas, son gendre consentait à perdre cette indépendance dont nous parlions tout à l'heure et à reconnaître tenir en fief, foy et hommage-lige, du roi et des rois ses successeurs, le château, les terres et tout ce qui lui appartenait en propre ; en échange de quoi Philippe lui abandonnait au même titre la partie du domaine achetée par Charles-le-Bel.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

NÉCROLOGIE

M. Louis Rœderer vient de mourir le 27 juillet subitement à Reims, à peine âgé de 34 ans. Chef de l'une des premières maisons de vins de la Champagne, fondée par son ayeul, originaire de Strasbourg. M. Louis Rœderer jouissait d'une haute estime. D'une générosité sans bornes et qui se dissimulait toujours avec soin, il laisse les plus nobles exemples. M. Rœderer avait fait avec dévouement, comme mobile, la campagne à l'armée du Nord et était capitaine au régiment de Reims. Il avait été élu député de la circonscription de Reims-Campagne en 1877.

Son nom était particulièrement estimé parmi les bibliophiles et il avait formé une bibliothèque justement célèbre pour laquelle il ne reculait devant aucun sacrifice. — M. Rœderer ne laisse qu'une sœur, Mme Olry qui certainement tiendra à continuer en Champagne des traditions que deux générations ont déjà rendues si justement populaires.

* * *

Mentionnons aussi la mort prématurée de la baronne de Bouver au chateau de S. Remy-en-Bouzemont (Marne). Elle était fille du comte d'Ornano.

* * *

M Maranger, ancien maire de Langres et membre de la Société d'archéologie de cette ville, vient de mourir à 45 ans, laissant dans le Bassigny de légitimes regrets.

* * *

Nous mentionnerons avec regret la mort de M. Drouet d'Arcq, l'un des conseillers les plus estimés de la Cour d'Appel de Paris, qui a succombé à une douloureuse opération, suite d'un accident de chasse. Il était fils du président honoraire du tribunal civil de Châlons et appartenait à une ancienne famille de la bourgeoisie parlementaire de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Cabinet de Vénerie, publié par E. Jullien et Paul Lacroix. — I. ***Discours de l'Antagonie du Chien et du Lièvre***, par Jehan du Bec, réimprimé sur l'édition originale (1593), avec une *Notice* et des *Notes*, par Ern. Jullien, vice-président du Tribunal civil de Reims. — Tirage à 340 exemplaires. — In-12 de 83 pages, Paris, imprimerie de D. Jouaust, librairie des bibliophiles, rue Saint-Honoré, 338, MDCCCLXXX. — Prix : 6 fr.

Le goût de la chasse et la connaissance pratique de ses moyens d'action, élevée à la hauteur d'une science, ont toujours été en France l'un des plus nobles passe-temps. Lorsque Abraham de la Framboisière, le célèbre médecin rémois, dédia en 1606 sa ***Description de la fontaine minérale de Chenay*** au très-illustre et généreux prince Louis de Lorraine, archevêque et duc de Reims, il lui rappela tout d'abord un fait de chasse : « L'an passé, lui dit-il, a vostre nouvel advenement a Reims, un bon nombre de gentilshommes de vostre archevesché, vous estans venus faire hommage, un matin vous persuaderent d'aller a la chasse aux environs du Mont-d'Or, ou apres avoir longtemps couru un chevreul, il vous print envie passant par vostre village de Chenay de boire de l'eau de la fontaine. » Le prédécesseur de Louis de Lorraine, Philippe du Bec (archevêque de Reims de 1595 à 1605), avait un neveu, Jean du Bec, qui fut grand chasseur non moins que sage prélat, selon les mœurs de l'époque. Pour comprendre ces habitudes, qui paraîtraient de nos jours singulières et irrévérencieuses, il faut se figurer que le gentilhomme, appelé aux dignités ecclésiastiques par le roi, ne se dépouillait jamais entièrement des traditions de son éducation mondaine. Il était réservé aux grands hommes du XVIIe siècle de créer les maisons de Saint-Sulpice et de l'Oratoire, où les futurs évêques se formèrent dès l'enfance à la parfaite régularité des gens de l'église. Il y eut jusque-là dans les rangs du haut clergé, des personnages aux allures guerrières, bruyantes et fastueuses, dont la vie se partageait entre les plaisirs du grand seigneur et les austères devoirs de leur charge, ce qui souvent n'empêchait pas, il faut le reconnaître, une foi profonde et une charité éclairée. L'un de ces types les plus intéressants est ce Jean du Bec, né vers 1540, au Bec-Hellouin, en Normandie, grand voyageur dans sa jeunesse, homme de guerre dans l'armée royale, devenu en 1578 Abbé de Mortemer, au diocèse de Rouen, puis en 1599 évêque de St-Malo, sur la puissante recommandation de son oncle l'archevêque de Reims. Lorsqu'il mourut en 1610, les moines de Mortemer écrivirent sur son tombeau cet appel au visiteur :

Siste, inquam : grave nec tibi sit; si Martia quærens
Hic Mars; si literas, hic decus omne toga.

L'épitaphe portait, en effet, que Jean du Bec avait « sur son corps les cicatrices de onze arquebusades qu'il a mariées à autant de livres

qu'il a composés. » On rencontre parmi ses livres ou traités le même mélange et la même variété que dans sa vie : d'une part, le théologien écrivait sur l'*Excellence de l'Oraison dominicale* ou sur l'*Unité de l'indivisible très-sainte Trinité;* d'autre part, l'homme du monde publiait en 1593, le *Discours sur l'Antagonie du Chien et du Lièvre, ruses et propriétez d'iceux, l'un à bien assaillir, l'autre à se bien défendre*. Chose singulière, tandis que l'oubli s'est appesanti sur les œuvres mystiques, l'œuvre mondaine a obtenu sept rééditions de l'exemplaire original : à Rouen, en 1597, à Bruxelles, en 1602, à Londres, en 1597, à Paris, en 1607, en 1612, en 1850 et enfin en 1880.

Cette dernière édition est digne du curieux personnage dont elle étudie l'histoire, au point de vue biographique et au point de vue littéraire ; une introduction de vingt-quatre pages précède le texte, qui est suivi de treize pages de notes grammaticales et cynégétiques. Elle est, d'ailleurs, la première publication d'une collection qui mérite la recherche des érudits et des bibliophiles par le soin artistique de l'impression, autant que par le choix et la critique des textes. L'infatigable bibliothécaire de l'Arsenal, M. Paul Lacroix, s'est adjoint un magistrat rémois, M. Ernest Jullien, qui vient de faire paraître chez Didot une magnifique édition du poème de Claude Gauchet ; ils vont de concert réunir pour les chasseurs bibliophiles, sous le titre de *Cabinet de Vénerie*, les plus anciens livres de chasse en prose et en vers, dont l'intérêt s'impose dans la littérature cynégétique. Le savant conservateur, qui accroît sous tant de rapports nos richesses intellectuelles, trouvera dans son précieux dépôt beaucoup de mines inexplorées, et M. Jullien puisera largement dans une bibliothèque rémoise déjà célèbre, celle de M. Alfred Werlé. Hélas ! nous ne pouvons plus joindre à ce nom celui d'un autre rémois ami des belles-lettres, ami du bien et du beau sous toutes ses formes, M. Louis Rœderer, dont la mort prématurée provoqua de si sincères regrets en Champagne, et y cause un deuil que peut seul adoucir le souvenir de tant de bienfaits ou de généreux exemples !

Jean du Bec vint à Reims en 1598 accompagner son oncle, lors de son installation à la métropole ; il le suivit le 29 octobre au prieuré de Corbeny et à Notre-Dame de Liesse, d'après la relation du secrétaire de Philippe du Bec[1]. Cette parenté avec notre archevêque obligea vraisemblement l'évêque de St-Malo à certaines relations avec Reims, ce qui accroît l'intérêt des détails que M. Jullien a pu recueillir sur lui, avec l'aide obligeante de M. Horeau, conseiller honoraire à la cour de Rouen.

Le *Discours de l'Antagonie* (lutte, combat) *du Chien et du Lièvre* est précédé d'une dédicace à François d'Orléans, comte de Saint-Pol.

1. Voir le *Journal d'un curé ligueur de Paris, suivi du Journal du secrétaire de Mgr du Bec, archevêque de Reims*, publié par E. de Barthélemy, 1 vol. in-18. Paris, Didier, 1865.

L'auteur y avoue ingénuement la singularité de son œuvre : « Vous trouverez estrange, dit-il, ce discours que je vous présente, et où de moy vous avez veu d'autrefois des discours de théologie, maintenant vous me voyez un chasseur qui vous parle du Chien et du Lièvre... » Suit un éloge de la chasse et des préceptes que Xénophon donna à Cyrus sur ce sujet : « Je reviens en moi-même, ajoute-t-il, et ne rougis point si fort, et doucement je commence à reprendre mon premier naturel, et viens à penser que Dieu, autheur de la nature, n'a point mis en ces deux animaux dequoy je vous traicte, en l'un tant de sagesse à la poursuite, et en l'autre à la fuite, qu'il n'eût voulu que l'homme en fût fait sçavant. » Les plaisirs que donne la poursuite du gibier sont naturels et légitimes, car l'homme « ne peut pas avoir tousjours son esprit tendu comme il devroit à la contemplation et aux recherches du ciel, ou bien au maniement des affaires de la chose publique ; » il doit parfois « destourner les yeux en bas pour les eslever après avec plus d'allégresse en haut. » Ce style du prélat amateur des distractions champêtres, est vraiment expressif autant que sa pensée est intelligente et pratique.

Quatorze chapitres déroulent avec maints conseils et remarques, les amusantes péripéties de la chasse à courre du lièvre par le chien. Nous ne connaissons plus en pratique cette poursuite du gibier par un chasseur désarmé, uniquement occupé à suivre et à diriger une meute sur la piste du mélancolique quadrupède. Nous ne comprenons plus la chasse sans la retentissante détonation du coup de feu, qui abat le plus vite possible à terre l'animal sans défense. L'Abbé de Mortemer, voulant sans doute obéir à la maxime *Ecclesia abhorret a sanguine*, ne fait pas la moindre allusion au massacre du lièvre ; s'il devient la proie des chiens (car il leur abandonne tout sauf les poils), c'est que son habileté à fuir aura été inférieure à leur ténacité à poursuivre. La chasse, pour Jean du Bec, est un duel entre animaux également bien doués, dont le chasseur est l'instigateur ardent mais désarmé. Il se mêle aux réflexions de l'auteur de ridicules rêveries sur l'influence des couleurs et de la robe des chiens : « Le chien, dit-il, excelle à l'odorat parce qu'il est chaud et sec ; le cheval n'en ayant quasi point (d'odorat) par son humidité excessive, il a en récompense une grande mémoire. » Les chiens blancs sont les meilleurs ; quant aux chiens noirs, « il n'en fait pas grand compte pour estre chiens mélancoliques et rechignez, subjects à la galle. » Les « chiens jaunastres sont tempérés plus qu'autres chiens, et sur la vieillesse deviennent bons et durent longtemps. » La meilleure saison pour l'élevage de chiens est l'automne, « car, par ce moyen, ils s'affermiront contre le froid et ne seront point frilleux. » Ailleurs, il apprend l'art de faire la curée aux chiens.

Au-dessus des propos du chasseur, on trouve chez Jean du Bec quelques aperçus de haute raison. Après avoir constaté que ce sont les meilleurs chiens de la meute qui acquièrent la domination sur les autres, il ajoute cette réflexion qui peint le vieux royaliste, l'ami du

Béarnais: « C'est chose admirable, montrans ces bestes irraisonnables aux hommes, à qui Dieu le Créateur a donné une raison, de suivre les bons, et ceux qui ont gagné ceste authorité d'estre estimez veritables, non les menteurs et abuseurs du peuple. Ces animaux sçauroyent bien distinguer un chien qui a accoustumé par trop d'ardeur de parler à faux, d'avec celuy qui ne ment point, et qui parle à bon escient ; car ce menteur aura beau appeler, les autres n'en leveront pas le nez de dessus leurs questes. Ainsi, devons-nous boucher nos oreilles, à l'exemple de ces chiens, aux maldisans et menteurs qui, faussement crians le peuple, le vont séduisant, afin de le départir du vray service de Dieu, ou bien de l'obéissance deuë, après Dieu, aux roys et aux supérieurs; dont sont causées tant de guerres qui apportent tant de désolations et tant de misères aux royaumes et républiques..... Doncques la sagacité du chien doit nous servir d'instruction. O! que c'est une grande prudence à l'homme de pouvoir, aux actions des animaux, apprendre la sagesse de quoy ils usent par leur instinct naturel!..... Il ne faut point que l'homme ait honte d'avoir des maistres d'escole tels qu'il pleut à Dieu que nous les peussions bien imiter..... »

De nombreuses remarques sur les ruses du lièvre évoillent en l'auteur un retour vers la philosophie : en voyant que ce petit animal arrive à faire plus de dix lieues « devant qu'il soit prins à force, » il conclut que les chiens ont à faire pour le prendre « des conclusions de silogismes que Aristote ne les sauroit faire en meilleure forme. »

Quelques conseils moraux émaillent le chapitre XIII, *où est traicté l'instruction au Chasseur de quelque estat qu'il soit*. Voici l'un d'eux qui édifie singulièrement: « Or, je conseille à celuy qui voudra prendre tel plaisir de chasse, qu'il se donne le loisir à six heures d'ouyr la saincte messe et y faire ses dévotions accoustumées, sans en rien que son plaisir luy interrompe la contemplation de Dieu son créateur, pour l'admirer et le recognoistre, pour luy rendre grace de ses benefices journaliers, et lui demander ce qui est nécessaire à un chacun pour ceste vie passagère. » C'est après ce devoir sacré « qu'il aura une heure et demie pour penser à ses affaires..... après il disnera sur les neuf heures, pour monter à cheval à dix heures et demie..... »

Bonne chance à ce chasseur dont l'âme reste si élevée en ce divertissement rural! Il mérite d'y trouver ce salutaire exercice et cette joyeuse humeur qui récréent l'esprit par la fatigue du corps. Jean du Bec est gai conteur, mais sage moraliste. Henri JADART.

***

MÉMOIRES *de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube*, pour 1879 ; un beau volume in-8° jésus de 480 pages. — Troyes, Léopold Lacroix, libraire-éditeur.

I. — L'ARMORIAL DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE, par M. Alphonse Roserot, archiviste à Troyes. (*Voy. plus loin, p. 249*).

II. — Les Pierres tombales de l'église Saint-Urbain, par M. l'abbé Méchin.

Les travaux de restauration qui s'exécutent en ce moment à Saint-Urbain ayant nécessité l'enlèvement provisoire de la plupart des pierres tombales de cette église, feu M. l'abbé Méchin, curé de la paroisse, profita de cette circonstance pour étudier ces pierres au triple point de vue de l'art, de l'esthétique chrétienne et de l'histoire locale. Ces tombes sont au nombre d'une trentaine dont plusieurs fort intéressantes, soit par leur aspect, leurs dimensions, leurs dessins, leurs inscriptions, ou enfin simplement par les noms des personnages qu'elles recouvraient originairement. Nous disons originairement parce qu'il a été malheureusement démontré que la plupart de ces tombes avaient déjà été déplacées par suite de nouveaux dallages, et qu'elles n'abritaient plus ni cercueil, ni ossements. Quoi qu'il en soit, et sans entrer ici dans la description détaillée de ces monuments, bornons-nous à constater avec M. l'abbé Méchin que les plus riches ou les plus dignes d'intérêt sont ceux de Renaut de Colombier, doyen de la collégiale de Saint-Urbain (1336) ; de Pierre Derbice, bourgeois de Troyes, inscrit aux prières du prône comme l'un des principaux bienfaiteurs de l'église (1348) ; de Gui de Bosco, chanoine et trésorier (1371) ; de Milon Berthier, autre chanoine (1375) ; de Jean Maulery, bourgeois, notaire des foires de Champagne et de Brie (1384) ; d'Etienne Morce, doyen (1396); de Félix Le Gras, de Chauchigny (1398) ; de Pierre Le Bréton, notaire des foires (1497) ; de Jean Bompas, docteur en médecine (1563), et enfin de Jacques Julyot, le fameux sculpteur troyen (1576). Nous n'exprimerons qu'un regret au sujet de ce travail, c'est qu'il ne soit pas accompagné du dessin de l'une au moins des tombes décrites. Mais nous savons que ce fait ne peut être imputable à l'auteur.

Nous ne saurions terminer cette note sans payer aussi un légitime tribut de regrets à la mémoire de M. l'abbé Méchin, frappé lui-même par la mort au moment où il venait d'achever le nécrologe de son église dans lequel il est appelé à occuper également une place distinguée.

III. — Un Souper chez Molière, scène en vers, par M. Alfred Nancey.

Cette piquante comédie en un acte a pour sujet un curieux épisode de la vie de Molière. Alors que le grand comique était retiré à sa maison d'Auteuil, ses trois amis, Boileau, Chapelle et La Fontaine, vinrent un soir lui demander à souper, au sortir du théâtre où l'on avait joué deux de ses pièces : l'*Avare* et l'*Amphytrion*, auxquelles sa santé trop affaiblie ne lui avait pas permis d'assister. Il reçut ses hôtes et les traita de son mieux, sans toutefois pouvoir prendre part au repas. Les convives échauffés par les vins généreux et devisant sur les misères de la vie et cette maxime des anciens : que le premier bonheur est de ne pas naître, et le second de mourir promptement,

résolurent sérieusement d'aller sur-le-champ se jeter dans la Seine. Ils y allaient, en effet, au milieu de la nuit, lorsque Molière leur représenta qu'une si belle action méritait d'être faite en plein jour. Sur cette judicieuse observation, ils s'arrêtèrent et remirent au matin l'exécution de leur héroïque projet. Mais bientôt leurs idées changèrent et ils résolurent de supporter courageusement et philosophiquement les misères de la vie.

C'est sur cette donnée que M. Nancey a brodé en hexamètres coulants et faciles une très-jolie pièce, bien charpentée et bien mouvementée. Cette pièce qui nous paraît écrite pour le salon et rappelle le genre d'Alfred de Musset, pourrait avoir également beaucoup de succès au théâtre, en élaguant seulement certaines digressions qui, tout intéressantes qu'elles soient à la lecture, paraîtraient des hors-d'œuvre à la scène. Sans doute aussi, cela manque d'intrigue au fond ; mais la fameuse Laforêt, la servante de Molière, qui y sème à pleines mains son gros sel de cuisine, vaut bien une amoureuse de convention.

Enfin, cette comédie est précédée d'un *Avertissement* et suivie de *Notes justificatives* qui en expliquent et en complètent tous les détails.

IV. — Flore de Pont-sur-Seine, par M. Paul Hariot.

M. Hariot fils, de Méry-sur-Seine, botaniste distingué, a déjà publié il y a quelques années, en collaboration avec son père, une petite étude des plantes locales intitulée : *Florule du canton de Méry*, qui a été accueillie avec beaucoup de faveur. Le nouveau travail qu'il donne aujourd'hui sous le titre de : *Flore de Pont-sur-Seine*, malgré son objet restreint, n'offre pas moins d'intérêt, car il a trait précisément à une localité qui mérite de fixer d'une manière particulière l'attention des botanistes. En effet, la constitution géologique du territoire de Pont diffère sensiblement de celle des territoires circonvoisins en ce qu'elle présente sur le point culminant du Grand-Parc, dont l'altitude est de 209 mètres, un lambeau de terrain tertiaire dont on ne trouve d'autre trace dans le département qu'au sommet de la Côte-Ronde, sur le territoire de Chaudrey.

La flore de Pont-sur-Seine comprend trois divisions caractéristiques qui correspondent naturellement aux différentes natures du sol : 1° Flore de la prairie, sur le sol graveleux d'alluvion entremêlé de dépôts tourbeux ; 2° flore des champs, sur le sol calcaire, vers la base de la colline ; 3° flore des bois, sur le sable tertiaire avec grès erratique, au sommet de la Belle-Allée. Cette dernière région, qui est de beaucoup la plus intéressante à étudier, a souvent tenté la curiosité des savants et des amateurs qui, chaque année, y viennent faire quelques excursions dont ils rapportent toujours de nouvelles plantes. On y trouve notamment la *Digitalis purpurea*, le *Cerasthum brachypetulum* et plusieurs autres raretés végétales. Citons parmi les explorateurs du Parc de Pont, M. Des Etangs, qui, l'un des premiers, en 1840, en fit connaître la richesse florale ; la Société horticole, vigne-

ronne et forestière qui y fit d'intéressantes et fructueuse excursions en 1873 et en 1876, et enfin M. le major Bréard et M. Paul Hariot fils qui l'explorent encore tous les ans.

V. — Essai historique sur la paroisse de Gyé-sur-Seine, par M. l'abbé Chauvet.

Notre époque est à l'histoire et particulièrement à l'histoire locale ; mais, certes, ce n'est point par l'appat d'un gain matériel, et encore moins par une vaine spéculation de gloire que l'on peut être amené à écrire l'histoire d'un simple village. En effet, quelque intéressant et bien fait que soit un travail de ce genre, il ne saurait porter bien haut ni bien loin le nom de son auteur. Il faut donc pour cela être mu par un sentiment plus noble, plus élevé, plus désintéressé : il faut, en un mot, n'être guidé que par l'amour de son pays, et voilà pourquoi aussi une histoire locale ne peut être bien faite que par un indigène du lieu même. Sans doute, cet amour en quelque sorte filial nous portera à l'exagération, à certains détails complaisants sur notre pays natal ; mais ne vaut-il pas mieux pécher par cet excès que par la froideur et l'aridité ?

M. l'abbé Chauvet est originaire de Gyé-sur-Seine ; il aime son pays, il le connaît et il veut le faire connaître. La notice qu'il lui a consacrée sous le modeste titre d'*Essai historique*, dénote un chercheur sérieux et même un érudit qui puise tous ses renseignements à des sources authentiques et n'avance que des faits démontrés. Dans les premiers temps de la monarchie française, la commune n'est pas encore constituée, et le village n'a pas d'histoire propre ; mais, à partir du moyen-âge, cette histoire se concentre, d'une part, autour de l'ég ise : c'est l'histoire religieuse, et, d'autre part, autour du château : c'est l'histoire féodale. Quant à l'histoire communale proprement dite, elle ne commence guère pour la plupart des villages qu'à la Révolution de 1789, c'est-à-dire avec l'époque contemporaine. M. l'abbé Chauvet, ayant publié précédemment un *Précis historique de la seigneurie de Gyé* (1878), il ne lui restait à traiter que l'histoire ecclésiastique de la paroisse, et c'est ce qu'il a fait avec un plein succès.

VI. — Essai sur Colbert et Turgot, par M. Victor Deheurles.

Les hautes questions d'économie sociale et politique sont familières à M. Deheurles qui en a fait une étude spéciale. Il a donc pu, sans présomption, non pas s'attaquer, mais s'attacher à Colbert et à Turgot pour étudier les systèmes politiques, administratifs et financiers de ces deux grands ministres, dont l'un marque l'apogée de la puissance royale sous Louis XIV, et l'autre son déclin sous Louis XVI. L'auteur, qui est un esprit libéral et réfléchi, examine les faits froidement, les discute sans passion et en tire les conclusions logiques qui sont les enseignements de l'histoire. Il rend justice à la fois aux intentions et aux actes des deux illustres hommes d'Etat et n'hésite pas à attribuer en grande partie la Révolution de 1789 à l'insuccès de leurs

projets de réformes financières. Mais en critiquant les fautes et les erreurs de l'ancien régime, M. Deheurles n'est ni aveugle ni injuste pour les hommes et les choses de cette époque. « La philosophie de « l'histoire, dit-il, défend toute expression d'un dénigrement haineux « et systématique contre l'ancien régime, elle reste juste envers les « hommes dont les actions mériteraient peut-être d'être maudites si « elle se produisaient à l'heure présente, mais qui étaient de leur « temps, et à qui il était difficile et même parfois impossible d'agir « autrement. C'est en plaçant les hommes et les époques antérieures « dans leur milieu que nous pouvons les comprendre et les juger avec « impartialité. » Voilà, certes, le langage d'un homme juste et sensé qui tout en se déclarant partisan absolu des libertés publiques et du progrès accompli, sait se mettre en garde contre les vaines déclamations et souvent les accusations aveugles et passionnées de certains utopistes de nos jours.

VII. — La ville de Sézanne et l'abbaye du Reclus, par M. le comte Edouard de Barthélemy.

L'auteur de ces deux notices qui est un de nos écrivains les plus laborieux et les plus érudits, déclare modestement qu'il n'a pas ici la prétention d'écrire l'histoire de Sézanne, mais qu'il a voulu seulement réunir quelques notes qui pourront servir un jour au futur historien de cette ville. Ces notes pleines d'intérêt ont été recueillies par l'habile chercheur dans les archives de la Marne, et dans la *Topographie de Champagne*, à la bibliothèque nationale; elles forment, sinon une histoire complète, du moins un excellent résumé des grandes phases historiques de la ville de Sézanne qui, avant la Révolution, faisait partie du diocèse de Troyes, et était le siège d'un bailliage royal, d'une maîtrise des eaux et forêts et d'une élection comprenant soixante quinze paroisses.

L'abbaye du Reclus, qui appartenait également à l'ancien diocèse de Troyes, fut fondée en 1141 ou 1142 par saint Bernard, abbé de Clairvaux, et Hatton, évêque de Troyes; elle eut pour premier abbé Hugues Reclus qui lui donna son nom. Les chartes relatives à cette abbaye dont M. de Barthélemy donne l'analyse, sont, paraît-il, dans un état de dégradation tel que l'on en doit craindre la perte prochaine, ce qui ajoute au mérite de l'extrait qu'il en a fait un grand intérêt de conservation.

VIII. — Notice sur M. Boulanger, par M. Truelle.

Il est d'usage que le président en exercice de la Société académique de l'Aube paie un tribut de regrets à la mémoire des membres de cette Société qui viennent à décéder pendant sa présidence. M. Truelle a rempli ce pénible devoir envers un de ses dignes collègues, dont il a esquissé à larges traits la vie active et les importants travaux d'art et d'architecture qui ont été exécutés sur ses plans et sous sa direction dans le département de l'Aube. Parmi les travaux qui font le plus

d'honneur à l'ancien architecte, inspecteur des édifices diocésains, nous citerons la jolie chapelle de Notre-Dame-du-Chêne, l'église d'Eaux-Puiseaux, la nouvelle église de la rue du Palais-de-Justice à Troyes, l'hôtel de Marisy et de nombreuses restaurations de monuments historiques également marquées au coin du bon goût et de la pureté du style architectural.

M. Louis-Henri Boulanger, né près de Cambrai en 1810, est mort à Troyes, dont il avait fait depuis longtemps sa ville d'adoption, le 21 juillet 1878. Arsène THÉVENOT.

***

COLLECTION des principaux cartulaires du diocèse de Troyes, par M. l'abbé Ch. Lalore. Paris, Thorin et Champion, 1880, in-8 de CXIV-426 p. — Prix : 7 fr. 50.

Voici le cinquième volume d'une série de documents qui en comprendra neuf; les tomes VI et VII sont sur le point de paraître, et d'ici à un an on peut espérer avoir l'ouvrage complet. On doit admirer l'activité infatigable avec laquelle un homme seul peut mener avec autant de rapidité la publication d'une aussi copieuse collection de textes ; on a le droit d'en être d'autant plus surpris que, si je suis bien informé, M. Lalore publie et prépare d'autres ouvrages, destinés à compléter, en ce qui touche le diocèse de Troyes, Thomassin et les *Acta Sanctorum*. Lorsque l'auteur aura ainsi édité tous ces documents, il aura sous la main tous les éléments d'une histoire du diocèse de Troyes.

Le tome V, que nous avons sous les yeux, contient les cartulaires du Chapitre de la cathédrale (Saint-Pierre de Troyes) et les chartes de la collégiale de Saint-Urbain. Une introduction contient à la fois l'histoire de la constitution du Chapitre, et celle de la fondation et du domaine de la collégiale. Nous n'avons pas à insister sur l'intérêt qui est attaché à l'histoire du clergé de la cathédrale de Troyes et à celle de la fondation du pape Urbain IV. Nous regrettons seulement que l'auteur n'ait pas fait précéder chaque acte d'un titre court, en indiquant le sujet ; il aurait facilité ainsi les recherches à ses lecteurs, qui sont obligés de feuilleter le livre entier pour chercher le document qui peut leur être utile. A défaut de ce titre, on aurait pu avoir, à la fin du livre, une table analytique et chronologique de toutes les pièces contenues dans le volume. Je sais que de copieuses tables tiennent 72 pages; mais on n'y trouve que des noms de personnes et de lieux, et ce n'est pas suffisant pour satisfaire la curiosité. Il faudra bien que M. Lalore ait la complaisance de donner à ceux qui possèderont ses neuf volumes un fil conducteur qui les empêche de se perdre dans ces archives. Si je me montre aussi exigeant, c'est que je parle au nom de tous ceux qui s'occuperont de l'histoire de la Champagne et qui ne pourront pas le faire sans les publications de M. Lalore. Il a un excellent modèle dans le dernier volume de l'*Histoire des comtes*

de Champagne, de M. d'Arbois de Jubainville. Sans ce dernier volume, on ne se retrouverait plus, à moins de longues recherches, dans cet ouvrage indispensable. Or, M. Lalore fait, pour l'histoire religieuse, ce que M. d'Arbois a fait pour l'histoire civile et féodale. A. DE B.

(*Extr. du Polybillion*).

***

ARMORIAL DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE, par Alph. Roserot. Troyes, Dufour-Bouquot, 1879, in-8 de 178 pages et 2 pl.

Ce livre, qui se recommande par son titre à tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la Champagne, est dû à M. Roserot, déjà connu par des publications estimées sur la famille de Marisy et sur la convocation du ban et de l'arrière ban du bailliage de Troyes en 1473. Nous n'avons pas à insister sur l'intérêt qui s'attache aux travaux héraldiques de ce genre ; maintes fois nous avons fait connaître notre opinion personnelle à leur sujet et nous avons fait des vœux pour qu'ils se multipliassent. L'armorial du département de l'Aube comble très-utilement une lacune. Dire que dès à présent il est complet, serait téméraire ; mais en l'état, il ne peut que mériter des éloges. Il comprend 845 articles, relatifs à la Champagne méridionale et au comté de Bar-sur-Seine.

L'introduction, trop courte à mon avis, ne contient que des renseignements indispensables. Toutefois le lecteur pourra regretter que l'auteur ne soit pas entré dans quelques détails sur les origines de plusieurs familles, sur les circonstances et l'époque où elles ont passé de la bourgeoisie dans la noblesse ; à Troyes, ce sujet, encore inédit, est intéressant à étudier, et se rattache étroitement à la question de la transmission de la noblesse par les femmes ; on pourrait y trouver l'explication de la similitude d'armoiries appartenant à des familles différentes. Je prends comme exemple les *Molé* et les de *Pelé*. Dans la convocation du ban de 1473, je les trouve parfaitement roturiers, marchands et payant la taille (n° 41) ; au milieu du seizième siècle on les voit ouvriers à la monnaie, comme vingt autres familles mentionnées dans l'*Armorial de l'Aube* ; ne serait-il pas curieux, pour l'histoire, de suivre l'élévation progressive de ces familles ?

Une table des noms de lieux, qui donne l'énumération des fiefs cités dans l'ouvrage, et une autre table alphabétique des pièces héraldiques facilitent singulièrement les recherches ; des planches, dessinées par M. Louis Le Clest, font honneur à cet artiste. Nous faisons des vœux sincères pour que cette édition, une fois épuisée, M. Roserot entreprenne un ouvrage considérable, sur un plan plus vaste, du genre de celui que nous devons à M. le comte de Soultrait ; ses connaissances personnelles, les riches archives qu'il a à sa disposition, les renseignements que chacun s'empressera de lui fournir le mettront à même de repondre à l'attente de tous ceux qui aiment à lire ses travaux. A. DE B.

***

Parmi les travaux les plus intéressants publiés récemment sur la question des douanes et des traités de commerce, il convient de signaler, en première ligne la remarquable étude que M. Edouard Vignes a consacrée aux effets de ces traités et qui a paru dans le *journal des Economistes*.

L'auteur appréciant le but que poursuivent les partisans de la protection de la production c'est-à-dire le renchérissement de l'objet fabriqué, se demande si un tel résultat est *juste* et *nécessaire;*

Sans insister sur la question de *justice*, il reconnait que le producteur peut à bon droit attendre de son industrie un bénéfice suffisant sur le prix de revient, mais il fait remarquer que le prix de revient ne saurait être exactement fixé et que la constation en est à peu près impossible ;

Que d'autre part, on ne peut non plus déterminer d'une manière précise le « bénéfice suffisant. » La proportion de ce bénéfice est extrêment variable ; ce qui est suffisant aux yeux de l'un, ne le paraîtra pas à l'autre ; d'ailleurs le bénéfice augmente ou décroit avec l'activité de la production. Il n'y a donc pas là d'élément certain d'appréciation. Quant à la surchage d'impôts que notre industrie supporterait, comparativement aux autres nations, M. Edouard Vignes estime qu'elle ne pourrait justifier que dans une mesure fort restreinte la théorie des droits compensateurs et que, dans tous les cas, admit-on qu'elle existe, elle ne motiverait, exactement évaluée qu'un droit fort minime.

Ce que M. Edouard Vignes s'est proposé surtout de démontrer c'est que le rencherissement de l'objet fabriqué n'est nullement nécessaire aux industries diverses qui, en souffrance peut-être sur certains points, sont, en général et dans leur ensemble, dans une situation rassurante.

La démonstration de l'auteur est fondée sur les renseignements statistiques qui lui ont paru fournir les témoignages les plus sûrs de la prospérité de nos grandes industries.

Plaçant l'agriculture au premier rang, il étudie le mouvement de la production des céréales et celui des échanges dont elles sont l'objet depuis l'année 1866 jusqu'à l'année 1877.

Il montre ce qu'était le mouvement du commerce des vins avant 1860 et ce qu'il est devenu après la réforme économique, c'est-à-dire de 1861 à 1877.

Il fait ressortir, en ce qui concerne les bestiaux, la progression constante du prix de la viande en dépit de l'accroissement des importations.

M. Edouard Vignes examine tour à tour en se basant sur les mêmes éléments d'appréciation, l'industrie de la houille, celle des fers, puis les industries textiles : chanvre, lin, laine, coton, soie ; enfin d'autres industries diverses et la Marine marchande. Il couronne cette revue détaillée par le tableau du mouvement général du com-

merce à l'importation et à l'exportation avant et après la réforme de 1860 et montre qu'en ce qui regarde spécialement notre commerce avec l'Angleterre, celle-ci a été en somme, non pas un marché d'achat mais un marché de vente.

Il conclut en faveur des traités de commerce dont les chiffres cités par lui précisent, les effets et pense que le malaise réel qui s'est manifesté ne saurait être attribué à ces traités, mais à d'autres causes économiques, politiques et morales.

Cette étude très substantielle, très serrée et poursuivie avec une très grande lucidité reste constamment dans le domaine des faits et à ce point de vue, répond victorieusement au reproche fait si souvent; et non toujours à tort, aux économistes de se confiner d'une manière trop exclusive dans la théorie pure. M. Edouard Vignes a d'ailleurs en pareille matière une compétence incontestable; son savant *Traité des Impôts en France* qui en est à la 4me édition, ses travaux sur le *Taux de l'Intérêt*, sur *l'Usure et le Crédit Agricole*, sur les *Pamphlets de Bastiat* ont suffisamment établi l'autorité spéciale du savant économiste. A. N.

* * *

Il existe un curieux petit livre, intitulé l'*Almanach des honnêtes gens*, contenant des prophéties pour chaque mois de l'année 1793; des anecdotes peu connues sur les journées du 10 août, 2 et 5 septembre 1792 et les noms de toutes les personnes égorgées dans les différentes prisons de Paris, 1793. Il y a, en effet, d'effroyables détails et des anecdotes peu connus. Nous y relevons une erreur : « A Rheims, y lit-on, on procéda par le feu; on jetait les prêtres dans des brasiers ardents, de ce nombre fut l'abbé de Puységur, vicaire-général. Trois fois il s'échappa des flammes et trois fois il y fut ramené, jusqu'à ce qu'il perdit la vie. » Il n'y avait pas à Reims d'abbé de Puységur, mais bien l'abbé de la Condonnine de Lescure, premier vicaire-général qui, à cause de ses fonctions, n'avait pas voulu émigrer et s'était retiré avec l'abbé de Vachères au château de Montchenot, près de Villers-Allerand. On vint de Reims les arracher à leur retraite le 3 septembre, et ils furent massacrés sur les marches de l'Hôtel-de-Ville. C'est l'abbé Alexandre qui subit l'horrible supplice dont parle l'*Almanach des honnêtes gens*[1].

L'abbé de Lescure se rattachait à une vieille famille rémoise; son frère avait épousé Marie-Anne Aubert du Godard, fille d'un receveur des tailles à Reims et de Mlle de Cambray, d'où descendent les Jourdain de Muizon; du mariage de M. de Lescure descendent les Lespagnol de Chanteloup et les Berteulx d'Hautebecque.

* * *

Signalons la publication de la première livraison du tome IV des Mémoires de la société archéologique de Langres. Elle comprend le

commencement d'une remarquable étude épigraphique, sigillographique et héraldique des évêques de Langres, par M. A. Daguin. Ce sera un travail d'autant plus curieux qu'il sera accompagné de portraits, d'écussons et de sceaux.

***

A l'occasion du congrès pour le progrès des sciences, tenu à Reims du 12 au 21 août, on a publié un gros volume avec le titre modeste de « Notes sur Reims. » C'est un excellent recueil réunissant tout ce qui peut intéresser cette ville et ses environs. Nous y signalerons la topographie du département par M. l'ingénieur Jozon; la formation géologique du territoire, par MM. Peron et Lemoine; l'histoire de la ville et ses monuments gallo-romains, par M. Loriquet; la biographie rémoise, par M. Courmeaux; Reims monumental, par M. l'architecte Gosset; la vigne et le vin de Champagne, par MM. Jolicœur et Ivernel; le commerce rémois, par M. Garnier.

***

Nous mentionnerons ici la représentation à la Comédie française du drame en vers de M. Paul Delaire, *Garin*, qui a été accueilli avec un vrai succès. L'auteur a placé la scène à Sept-Saulx, en plein Moyen-Age. Ce village situé non loin du camp de Châlons, possédait un château fort démantelé par l'archevêque de Reims au XIIe siècle et dont les derniers vestiges ont disparu au commencement de notre siècle. Pendant l'action, une députation des bourgeois de Reims vient réclamer l'assistance du sire de Sept-Saulx.

Ce village possède encore une église remarquable qui communiquait avec le château des archevêques de Reims où la Cour et Jeanne d'Arc séjournèrent en se rendant au sacre.

***

Les deux derniers volumes parus des *Travaux de l'Académie de Reims* contiennent des mémoires excessivement intéressants : l'Etude sur les reliques de Saint-Remi, par M. l'abbé Tourneur ; l'histoire de la vie et des œuvres de Robert de Sorbon, par M. Jadart ; l'Enseignement dans l'archidiaconé de Reims jusqu'à la Révolution, travail des plus importants de M. l'abbé Portagnier, et prouvant une fois de plus contre les accusations d'ignorance des temps passés ; la vie de saint Sigebert III, roi d'Austrasie, par M. Demaison ; le lieu de naissance d'Urbain II, par M. Jadart; la vie de dom Mabillon, par le même. — Nous dirons que notre savant collaborateur démontre que Urbain est bien né à Chatillon-sur-Marne ; il ajoute qu'issu des sires de Lagèry, on peut le rattacher à la famille des Châtillon, mais à cet égard M. Jadart est moins affirmatif et nous croyons qu'il agit prudemment. Ce mémoire est très-bien fait et excessivement curieux.

1. Voir pour ces détails l'intéressant travail de M. A. Barbat de Bignicourt sur les « Massacres à Reims en 1792. » In-8°, Reims, 1872.

CHRONIQUE

On vient de découvrir un cimetière gallo-romain à Sexfontaines près de Chaumont; des fouilles y ont été commencées avec succès. M. Millon a fait creuser également le tumulus de saint Valentin à Courcelles en Montagné; il y a trouvé, au milieu de débris d'ossements et de traces de foyers, un grand vase en bronze et une épée en fer.

***

M. Henri Brocard, secrétaire de la Société archéologique de Langres, vient d'être nommé officier d'académie.

***

On vient de construire à Langres une chapelle des catéchismes disposés à l'église Saint-Martin, dans le même style que cet édifice.

***

La construction du nouvel hôtel des Postes de Paris amène la destruction d'un certain nombre de maisons de la rue de la Jussienne, entr'autres le n° 8 auquel se rapportent des souvenirs champenois. C'est au second étage de cette maison que le plus jovial des poètes badins, nous dit le chroniqueur du *Journal des Débats*, y recevait les gens d'esprit et d'humeur joyeuse de l'époque. Nous voulons parler de l'abbé de Lattaignant. chanoine de Reims, conseiller au Parlement de Paris et poète. Il chantait lui-même ses couplets et nul plus que lui ne charmait ses auditeurs. Sa chanson favorite qui est restée populaire est : « J'ai du bon tabac dans ma tabatière. »

***

Nous remarquons la réponse suivante de M. de Rochefort-Luçay, à une allusion faite par un membre du congrès ouvrier de l'Alhambra :

« Moi aussi, m'assure-t-on, j'aurais été qualifié l'autre jour de « César champenois », sous prétexte que je descendrais de Thibaut IV, comte de Champagne, ce dont je ne puis répondre, les Versaillais m'ayant entr'autres choses, filouté mes papiers de famille, qu'il m'est conséquemment impossible de consulter..... »

(*Mot d'Ordre* du 27 juillet 1880.)

***

Il vient de paraître à la librairie Martin, à Châlons, une intéressante brochure sur « deux prêtres du diocèse », le chanoine Bégin et l'abbé Roussel, mort récemment supérieur du grand séminaire.

* * *

Madame Anaïs Ségalas, poète et romancier des plus distingués, vient d'être nommée officier d'académie.

Notre pays de Champagne applaudira à cette distinction si bien méméritée. Il n'est personne qui ne connaisse les œuvres délicates et charmantes de Madame Anaïs Ségalas dont, il n'y a pas longtemps encore, nous avons publié une poésie, pleine de pensées élevées, sur Saint-Memmie.

* * *

Nous avons omis dans notre dernier numéro de mentionner l'étude sur les artistes champenois au Salon comme emprunté au *Journal de la Marne*.

* * *

Un comité dit des Femmes de France, présidé par Mme la duchesse de Chevreuse, s'est formé pour l'érection d'un monument à Jeanne d'Arc au lieu même où elle a entendu les voix surnaturelles. L'évêque de Saint-Dié a acheté le terrain. La Pucelle d'Orléans a déjà une statue à Paris, de M. Frémiet, celle de la princesse Marie et celle de M. Leveel, destinée à l'une des places de Rouen, mais rien ne la rappelait à Domremy. Nous applaudissons à l'initiative du comité que nous recommandons à nos lecteurs. Ce monument en marbre blanc doit coûter 60,000 fr.

* * *

Un de nos plus éminents savants en matière ecclésiastique, M. l'abbé Gainet, quitte sa cure de Cormontreuil près Reims, pour retourner en Franche-Comté, d'où le cardinal Gousset l'avait amené il y a une quarantaine d'années; c'est une perte sensible pour notre province.

* * *

A Epernay (Marne), la compagnie du gaz faisant exécuter des tranchées sur la petite place Flodoard, les ouvriers mirent à découvert un certain nombre d'ossements humains, provenant de l'ancien cimetière Saint-Remi, lequel était situé sur cette place ; ce cimetière s'étendait jusqu'à la rue du Collége, et le sol de l'ancien jardin du collége en était encore jonché en 1833, de fémurs et de têtes.

* * *

Je lis dans un journal artistique de juin 1880 :

« Il est de nouveau question de déplacer la belle fontaine de la rue de Grenelle à Paris, et de la transporter sur un point où l'effet de la perspective pourra permettre d'apprécier mieux sa valeur artistique,

cette œuvre d'art est, on le sait, placée dans une rue relativement fort étroite, il n'y a là ni perspective, ni aspect d'ensemble, dont puisse jouir le spectateur, et le monument, qui mesure 12 mètres de hauteur sur 29 de largeur, est nécessairement écrasé par les maisons qui l'environnent. La fontaine de la rue de Grenelle a deux grandes portes numérotées 57 et 59. Elles servent d'entrée à des cours particulières.

Ce monument remarquable a été construit en 1739, il est l'œuvre du célèbre sculpteur Edme Bouchardon, le statuaire de Versailles. On voit de lui de nombreux et gracieux bas-reliefs qui décorent l'intérieur de la chapelle du château. C'est sous la prévôté de Michel-Etienne Turgot et aux frais de la ville, que cette fontaine fut élevée; sa façade s'élève sur un plan demi-circulaire, au centre un soubassement à refend, forme un avant corps, au milieu duquel se tient une figure en marbre, couverte d'une draperie, elle représente la Ville de Paris; de chaque côté, la Seine et la Marne sont représentées par deux autres figures qui sont couchées et appuyées sur une urne.

L'avant-corps du centre, dans sa partie supérieure, se compose de colonnes ioniques accouplées deux à deux et surmontées d'un fronton. Le surplus du monument présente une belle ordonnance de pilastres, de niches, de croisées, avec un entablement surmonté d'un acratère. Dans ces niches se trouvent des statues mythologiques debout, et dans les cadres qui les séparent, sont sculptées en bas-relief, des scènes de charmants petits amours, folâtrant dans les blés et dans les fleurs.

Ce monument sera rétabli dans une amorce du boulevard d'Enfer. Mais quelle sera sa position? Sera-ce à un mur de maison formant un des angles du carrefour, que l'on adossera cette fontaine à l'instar de la fontaine Saint-Michel?

Félicitons l'administration d'avoir songé à donner à une œuvre aussi remarquable, une place digne de son importance artistique.

Son auteur, Edme Bouchardon, est né à Chaumont en Bassigny en 1698, et est mort à Paris le 27 juillet 1762. A. V.

* * *

On conserve à la bibliothèque de Châlons un plan immense de cette ville, dressé en 1760, et contenant l'indication des habitants, maison par maison. Il nous a paru curieux de relever ces noms pour les rues habitées par la noblesse et la haute bourgeoisie, afin de donner une idée de ce qu'était alors la « société » châlonnaise.

Rue Sainte-Croix, on trouvait, à commencer du coin de la rue Saint-Nicaise : Horguelin, Hoccart de Renneville, le président Deu de Vieux-Dampierre (maison Bertrand-Lemaire actuellement); de Ligny, Mlle de Pinteville, de la Fournière, Collet, avocat; Leclerc de Morains (maison Goërg actuellement);

Rue Saint-Nicaise : Mme Leclerc, M. de Lépine, le vidamé (maison Garinet); de Pinteville, Ouriet, Chedel, Saguez de Breuvery (maison de l'abbé Lecomte; Jacobé, de Saint-Mard, Sébille de Bajacourt (recette générale), de Bar, de Saint-Martin, d'Argens;

Rue Sainte-Marguerite : M. de Clozier.

Rue de la Bassinerie : de Pinteville (maison Perrier), de la Fournière, Beaugier de Bignipont, Billet, du Bois.

Rue Grande-Etape : Lemoine et de Failly, faisant les deux coins de la rue des Trésoriers : Billecart, L'Hôte, Godard de Blacy, de Bignipont, de Parvillez, Aubelin de Villers, le président Morel (au coin de la rue Traversière) ; de Parvillez, Chedel, Bocquet d'Anthenay, Clozier de Soulières, Guerzot ; de Torcy (au coin de la rue d'Espence). d'Houdan, d'Aulnay, de Charmoye (au coin de la rue Flocmagny).

Rue Saint-Jacques : d'Argens, Brémont, de Felcourt, Du Bois de Chanterenne, Cousinat, Joppé, Deu de Montigny, Lallemant, de Bojacourt, Soleau, de Vassy, Jourdain (au coin de la rue de l'Arquebuse), Papillon.

Rue du Collége : Lallemant de Lettrée et Papillon (aux deux coins de la rue de la Gendarmerie), Dombasle, de Brémont (maison de Barthélemy actuellement), Cambray (après le collége), Fagnez de Mardeuil (maison Poincenet).

Sur l'emplacement du théâtre, les héritiers Godet et Darras.

* * *

A l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, le concours de sculpture, en 1880, avait pour sujet à traiter : *L'Enfant prodigue réduit à garder les pourceaux*[1]. Il est représenté assis, sur un coin de rocher, ayant les mains pendantes ; sur dix concurrents au grand prix de Rome, c'est M. Peynot, Emile-Edouard, né le 22 novembre 1850, à Villeneuve-s-Yonne (Yonne), élève de M. Jouffroy, qui a remporté ce grand prix.

* * *

Parmi les œuvres d'art attribuées à diverses villes de France par le ministère des Beaux-Arts sur le budget de 1881, la ville de Reims (Marne) est assez bien partagée, M. Schtzenberge, la salle des mariages ; M. Lematte, la salle du conseil ; Fritel, portraits ; Lucien Berthault, portrait ; Lucien Doucet, Carrière, portrait à l'Hôtel-de-Ville.

* * *

L'*Annuaire* du département du Nord, paru l'an XIII, donne à la page 292, l'épitaphe suivante, relevée dans le cimetière de l'hôpital Saint-Sauveur :

« Dans ce cimetière est inhumé le corps de *Pierre-Antoine Parechape*, mousquetaire du roi, de la deuxième compagnie, natif d'Epernay, âgé de 27 ans, blessé à la bataille de Fontenoy le 11 mai 1745, et mort de ses blessures, en cet hôpital, le 26 dudit mois. *Requiescat in pace.*

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FRÉMONT.

1. Statue ronde-bosse.

ÉTUDE SUR FRANÇOIS PREMIER

ET LES HISTORIENS DE SON RÈGNE

Introduction.

Il y a des temps où la vérité historique a bien de la peine à se dégager des nuages que les passions aveugles ont accumulés autour d'elle. Ainsi, pendant la plus grande partie du XVIe siècle, les luttes religieuses, en divisant la France en deux camps irrités, ne laissent plus aux historiens de la génération suivante la liberté de raconter les événements, tels qu'ils ont été, et d'en exposer exactement le caractère. Tout ce qui est arrivé semble passer au travers d'un prisme dont les écrivains se partagent les couleurs plus ou moins trompeuses. Ce n'est plus dans la louable intention de transmettre la mémoire des faits accomplis qu'on se décide à les écrire : c'est pour les présenter sous un jour favorable à la cause qu'on a embrassée, défavorable à la cause opposée. Sous le joug de ces préventions pour ainsi dire inévitables, on recueille les bruits les moins sérieux et les plus contradictoires ; on admet les uns, on rejette les autres, sans s'inquiéter de la source souvent empoisonnée qui les a répandus. Plus tard, ils deviennent l'arme des historiens qui procèdent des anciens partis et qui les continuent. On ne conteste plus leur sincérité, et l'histoire, corrompue presque dès sa naissance, ne nous arrive plus que chargée de débris impurs qui l'altèrent, la troublent et la rendent méconnaissable.

La période tourmentée des seconds Valois, depuis François Ier jusqu'à l'avènement de Henri IV, est ainsi devenue la proie d'écrivains aveuglement hostiles ; et cette proie, la postérité ne la leur a pas assez disputée. François Ier n'avait pas eu lieu d'appeler du jugement de ses contemporains : d'une voix unanime ils l'avaient proclamé le Grand roi, le Restaurateur des lettres, des arts et des sciences. Les historiens étrangers avaient confirmé ce double titre et rendu le plus éclatant hommage à sa loyauté chevaleresque, à l'élévation de ses sentiments et de son caractère. Mais, un demi-siècle à peine passé, la voix de la médisance usurpe celle de la justice ; elle se fait de plus en

plus écouter, si bien que François Ier cesse d'être le grand roi, le premier des princes de son temps ; Louise de Savoie, sa mère, qui avait tant fait pour la France, les ministres du Roi, ses compagnons de bonne et de mauvaise fortune, tous perdent dans la postérité le bon renom qui les avait accompagnés jusqu'au tombeau.

Un tel changement dans la façon de juger les hommes et les événements d'un grand règne n'a pas été l'effet d'un second examen plus réfléchi, mais le résultat d'un plan au succès duquel se trouvait intéressée la maison la plus rapprochée du trône. Les Bourbon-Montpensier, neveux et petits-neveux du connétable de Bourbon, héritiers de ses immenses domaines, avaient grandement à cœur d'effacer la tache imprimée par le grand coupable sur leur glorieux blason : on était sûr d'acquérir ses droits à leur reconnaissance, en présentant la défection du Connétable comme la conséquence naturelle des affronts dont l'avaient abreuvé le Roi, sa mère, ses maîtresses et ses ministres. Tout concourut au succès de cette réhabilitation.

François Ier, par le traité de Madrid qui mettait fin à sa captivité, par celui de Cambrai qui lui rendait ses enfants, avait promis de pardonner aux complices de Bourbon et de couvrir le Connétable lui-même d'une sorte de silencieuse amnistie. D'un autre côté, le déclin de la branche des Valois ajouta chaque jour à l'ascendant, au prestige de la maison de Bourbon, dont le chef, Henri, roi de Navarre, était petit-neveu du Connétable. Les Bourbon-Montpensier jouissaient de toute la faveur des Catholiques par les gages qu'ils avaient donnés à la Sainte-Ligue : enfin, le roi de Navarre allait devenir, puis était devenu Henri IV. Plus tard encore, régnants Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, personne n'aurait trouvé son compte à défendre la mémoire du premier des Valois contre un prince de la famille royale. Toute liberté fut donc laissée aux héritiers du Connétable de le présenter comme une héroïque victime et de rendre ceux qu'il avait trahis seuls responsables de sa trahison.

Mais on n'a pas assez remarqué que les premiers détracteurs de François Ier, ceux qui ouvrirent la série de toutes les accusations formulées plus tard contre ce grand prince, étaient deux familiers de la maison de Montpensier. Le premier, François Beaucaire de Peguillon, avait été nourri sous les yeux du Connétable ; il était parent et filleul d'un de ses plus intimes

complices, François Montagnac-Tauzanne[1]. Après une vie assez aventureuse, Beaucaire avait trouvé l'abri de sa vieillesse dans le Bourbonnais, son pays natal, et c'est alors qu'il écrivit, quarante ans après la mort de François Ier, ses *Rerum gallicarum commentaria*, qui embrassent l'histoire d'un siècle, (de 1464 à 1562.) C'est un gros volume qui n'est pas dépourvu d'intérêt pour ce qui touche aux affaires d'Orient et à l'immortelle défense de l'île de Rhodes. Dans le récit des deux règnes de Charles VIII et Louis XII, Beaucaire s'est contenté de suivre Gaguin, Paul Aemile et Paul Jove ; mais, à compter de François Ier, il vole de ses propres ailes et l'histoire dégénère aussitôt en *factum*. L'avocat déclaré des Montpensier ne recule devant aucune invention, ne se défend d'aucune invective : jamais la vérité ne fut sacrifiée plus insolemment à l'esprit de parti. Toute la vie de François Ier n'est plus partagée qu'entre les plaisirs de l'amour et ceux de la chasse ; aucun souci des affaires publiques ; la direction en est abandonnée à la plus coupable des mères, aux plus indignes des maîtresses. Le chancelier Duprat est le plus malfaisant des bipèdes, *bipedum omnium nequissimus*. Là se trouve, pour la première fois insinué, sous la réserve d'une conjecture, que Louise de Savoie était devenue l'implacable ennemie du Connétable, parce que ce prince (à peine âgé de treize ans) lui avait inspiré une passion qu'il n'avait pas partagée. La fable de ces amours devait faire, après Beaucaire, bien du chemin.

Le second apologiste du Connétable fut un autre Bourbonnais, Antoine de Laval, capitaine du château de Moulins et intendant du duc Henri de Montpensier. Laval a ménagé le roi François plus que n'avait fait Beaucaire, mais aux dépens de Louise de Savoie. Son livre intitulé : *Desseins de professions nobles et publiques*, imprimé à Paris en 1592 et 1603, n'est pas dépourvu d'originalité. Il y propose un plan d'éducation qui s'accorde assez bien à celui qu'on veut faire aujourd'hui prévaloir dans l'Université ; sinon qu'il veut bien ne pas estimer perdu le temps qu'on donnait alors à l'instruction religieuse ; on ne peut être parfait. Il ne faut pas le croire sur parole dans tout ce qu'il avance à la gloire de son héros, et à la confusion de ceux qui n'en furent pas les complices. Au milieu de ses *Desseins* il introduit le *Journal du sieur Marillac*, se-

1. Le Connétable, en s'évadant de Chantelle, avait changé de vêtement avec Tauzanne, et celui-ci, dans la crainte d'être pris, avait gagné la maison du père de Beaucaire et s'y était caché jusqu'au moment où il avait pu rejoindre Bourbon. (*Belcar. Commentaria*, p. 529).

crétaire du Connétable, journal écrit apparemment sous les yeux d'Anne de Beaujeu, douairière de Bourbon, et la digne fille de l'astucieux Louis XI. Il s'arrête, et nous le regrettons, à l'année 1521, quand allaient commencer les pourparlers du Connétable avec les agents de Charles-Quint. Marillac fait remonter à Louis XII les sujets de mécontentement de son maître. Louis avait, suivant lui, craint de voir les exploits de Gaston de Foix éclipsés par ceux du jeune duc de Bourbon. C'était pourtant à Bourbon, chargé de la conduite des trois cents pensionnaires du Roi, qu'aurait été due la victoire d'Agnadel, et Louis n'aurait pas même payé d'un remercîment cet incomparable service. François Ier, en conférant à Bourbon l'épée de connétable, n'aurait pourtant fait que répondre aux intentions deLouis XII ; la victoire de Marignan aurait encore été due, comme celle d'Agnadel, à la valeur du nouveau connétable, et le Roi n'en aurait été que l'inutile spectateur. Mais le secrétaire Marillac ne paraît rien savoir de la part que Louise de Savoie aurait prise, par un double entraînement d'amour et de haine, à la défection de Bourbon : le seul reproche qu'il fasse au Roi est de n'avoir pas exactement payé les pensions et les indemnités du Connétable, faibles motifs de ressentiment (en les supposant réels), pour un prince dont les revenus ordinaires n'étaient guère moins élevés que ceux du Roi. On ne voit pas bien ce qui put empêcher Marillac de poursuivre son journal au-delà de l'année 1520 ; car à la façon dont il parle de la duchesse Suzanne de Bourbon, afin de mieux faire éclater la vertu de son maître, on doit croire qu'il écrivait après la mort de cette princesse, arrivée l'année suivante. « Elle n'était pas, « dit-il, de celles, par sa difformité, où l'on pût prendre beau- « coup de plaisir. » Il est certain que deux ans plus tard Marillac exerçait encore les mêmes fonctions : il dut suivre son maître en Italie, à moins qu'on ne veuille le reconnaître dans « un secrétaire de Monsieur de Bourbon » dont parle le *Journal d'un Bourgeois de Paris;* lequel, arrêté dans Avignon par les gens du Roi, fut jugé, condamné et pendu comme espion, à la même époque.

Laval, dédia au duc de Montpensier le journal de Marillac, auquel il avait ajouté une continuation. « Le sieur de Marillac, » dit-il dans cette dédicace, « a poursuivi son histoire jusqu'à « l'année 1520, où commencèrent les efforts de l'envie brassée « contre ce grand guerrier, pour destruire la splendeur de son « illustre maison. Je suivrai où il achève, c'est le seul moyen « de renouveler à la postérité la glorieuse mémoire de ce grand

« chef, au rétablissement de laquelle le roi Henry est particu-
« lièrement obligé, comme vous, Monseigneur ; l'histoire de
« monseigneur votre grand oncle ne respirant que valeur et
« vertu. » Par ces derniers mots on peut juger de la sincérité de la continuation. Elle est, à tout prendre, dépourvue de valeur historique : aux allégations de Marillac, Laval se contente de joindre de prétendus *on-dit*, qu'il a bien l'air de dire le premier, et des révélations qu'il a recueillies, vers 1600, de personnes de l'un et de l'autre sexe qu'il se garde de nommer. Mais ce qu'il ne dit pas est plus intéressant que ce qu'il dit. Par exemple, il ne fait encore aucune mention de la passion de Louise de Savoie pour le Connétable ; il n'attribue qu'à l'avarice de la mère du Roi le procès qu'elle intenta pour réclamer l'héritage de Suzanne de Bourbon. Il passe sous silence le traité souscrit par le Connétable, aux termes duquel la France devait être partagée entre l'Empereur, le roi d'Angleterre et lui. Mais on voit que ce Laval ne connaissait pas encore le livre de Beaucaire, imprimé seulement en 1626 ; autrement il n'eût pas manqué d'enrichir sa continuation de tout ce qu'il y aurait encore trouvé à la charge de la mère de François Ier.

A ces trois accusateurs postumes, il faut joindre l'insouciant et peu scrupuleux Brantôme, Brantôme auquel on peut appliquer le jugement de La Bruyère sur Rabelais : « Où il est
« bon, il va jusqu'à l'exquis, et peut être le mets des plus dé-
« licats ; où il passe au delà du pire, c'est le charme de la
« canaille. » Brantôme a trop souvent et surtout dans son livre *des Dames galantes* passé au-delà du pire ; il s'y fait tour-à-tour l'inventeur de récits saugrenus et le racolleur de saillies disséminées, même avant lui, dans les recueils de *Contes à rire*. Ces gaîtés de mauvais goût, il les a rassemblées, nous dit-il, pour l'amusement de François duc d'Alençon, le triste frère du roi Henri III. Le duc étant mort en 1584, n'en dut savourer que la première partie. Au reste, l'original des *Dames* n'a pas été conservé, les imprimeurs de Hollande en donnèrent la première édition en 1666, et Brantôme n'eût sans doute jamais permis qu'on imprimât. Pour en apprécier la valeur historique, il suffit d'en lire la dédicace au duc d'Alençon :

« Monseigneur,

« D'autant que vous m'avez fait cet honneur souvent à la
« cour, de causer avec moy fort privement de plusieurs bons-
« mots et contes qui vous sont si familiers et assidus qu'on
« diroit qu'ils vous naissent à veue d'œil dans la bouche, je

« me suis mis à composer ces discours tels quels, et au mieux « que j'ay pu ; afin que si aucuns en y a qui vous plaisent, « ils vous fassent passer le temps et ressouvenir de moy parmi « vos causeries. Je vous desdie donc ce livre, en attendant « que je me mette sur les discours sérieux [1].

Un livre « de bons mots et contes » opposé par son auteur à « ses livres sérieux, » devait-il être admis comme autorité sérieuse? et n'eût-il pas mieux valu le reléguer parmi ces sottisiers où l'on peut espérer de trouver tout, excepté la vérité; comme les *Amours des Gaules*, les *Galanteries des rois de France*, les *Recueils* dits *de Maurepas*, imprimés ou réimprimés de notre temps, dans un tout autre intérêt que celui de l'histoire?

La médisance découvrit encore un épi à glaner, un seul, dans la moisson rassemblée en 1620 par un obscur médecin de Limoges, nommé Guyon, sous le titre de *Diverses leçons de Pierre Messie et d'Antoine Du Verdier*. A ces *leçons*, Guyon avait ajouté les siennes; entr'autres l'histoire d'un avocat, singulier médecin de son honneur, que Mezeray, le bilieux ennemi des financiers et des femmes, a, de sa propre autorité et cinquante ans plus tard, proposé de nommer Le Feron, par la seule raison que sa malheureuse femme devait être l'original du portrait connu sous le nom de la *Belle Feronnière*.

Et comme ces quatre grandes autorités, Beaucaire, Laval, Brantôme et Guyon, accordaient dans leurs légendes une forte part au crédit de Louise de Savoie, de Marguerite de Valois et des autres dames de la cour de François Ier, ceux qui plus tard introduisirent dans les récits historiques l'élément romanesque virent là un merveilleux sujet à disséquer. Dans ce genre de compositions, le rôle principal est toujours, on le sait, dévolu aux intrigues galantes : les révolutions de palais, la direction de la politique générale, les faveurs ou les disgrâces, tout se rattache aux influences féminines, et les plus grands événements y sont toujours produits par les plus petites causes. Varillas, un des premiers, semble avoir donné la vogue à cette transformation de l'histoire : il a saupoudré de cette ivraie tous ses ouvrages, mais en plus forte dose les deux volumes qu'il a consacrés, en 1686, au règne de François Ier. A l'appui de ce qu'il veut bien nous y révéler, Varillas a grand soin d'invoquer des lettres, des papiers d'Etat, des documents; mais, suivant

1. *Œuvres complètes de Brantôme*, éd. Lalanne, tome IX.

la remarque d'un judicieux critique, auteur de l'article *Varillas* dans la *Nouvelle Biographie universelle*, « personne n'a jamais vu une seule des relations qu'il nous recommande de lire. » Reconnaissons-le pourtant, ce n'est pas dans une intention intéressée que Varillas s'est permis, à cent cinquante ans de distance, de nous révéler les anecdotes secrètes du règne de François Ier : il a seulement cru que la trop grande sévérité de l'histoire devait être tempérée par d'agréables broderies,

Pour orner son éclat et non pour le cacher,

bien différent en cela, des sombres sectaires de la Réforme, les Laplanche, les Henry Etienne et les d'Aubigné qui, sous la pression de ressentiments justes peut-être, n'ont reculé devant aucun genre d'invectives et de calomnies.

Tels ont été, je le répète, les garants assez peu recommandables, on en conviendra, de tout ce qu'on a complaisamment accumulé contre la mémoire de François Ier. Ce qui manquait dans Beaucaire, on l'a trouvé dans Laval, dans Brantôme, dans le limousin Guyon, et dans Varillas. Cependant personne n'avait pu découvrir, dans les documents contemporains : chroniques, journaux, lettres publiques ou privées, relations diplomatiques, romans et poésies, une seule ligne à l'appui de tant d'allégations intéressées ou romanesques, pour la première fois hazardées un demi siècle ou plus d'un siècle après la mort de tous ceux dont elles déshonoraient la mémoire.

Je me vois maintenant obligé, à contre cœur, de présenter un résumé de tout ce que les champions du connétable de Bourbon et les romanciers du dix-septième siècle ont raconté de la personne et de la cour de François Ier.

Ce prince, dès sa première jeunesse, aurait mené la vie la plus dissolue. Nulle femme n'aurait été à l'abri de ses impudiques entreprises ; nulle bourgeoise d'Amboise, d'Angoulême ou de Paris n'aurait été belle et sage sans avoir eu à craindre d'arrêter ses regards. — Quand la princesse Marie d'Angleterre était arrivée à Calais pour épouser Louis XII, François, chargé de la conduire au Roi, en aurait sollicité et en eût obtenu les dernières faveurs, si quelqu'un (Boissy, Duprat, Grignaut ou Louise de Savoie) ne l'avait à temps averti du danger auquel il allait exposer ses droits d'héritier présomptif. — Il aurait recueilli les germes d'une maladie honteuse dans les bras de la Belle Feronnière ; le secret n'en avait pas échappé à la reine Anne de Bretagne qui, si elle eût vécu, n'eût jamais, à cause de cela, consenti à lui donner sa fille en mariage. — En effet,

il aurait avancé les jours non-seulement de cette vertueuse reine, mais de plusieurs dames de la cour, victimes complaisantes de sa lubricité. — Suivant d'autres auteurs, l'aventure de sa maladie devait être reportée vingt-cinq ans plus tard, à l'année 1538; c'est à compter de là seulement que François aurait traîné une existence douloureuse, inquiète et chagrine. — Mais avant de se laisser prendre à Pavie, l'éloge qu'il avait entendu faire de la beauté de Françoise de Foix, madame de Châteaubriant, lui aurait inspiré l'idée d'un odieux artifice pour attirer cette dame à la cour. Devenue la maîtresse du Roi, madame de Châteaubriant aurait usé de son crédit tout-puissant pour distribuer les plus hautes charges du royaume à ses frères, à ceux qu'elle admettait au partage de ses bonnes grâces. — Quand elle avait eu à se plaindre de l'inconstance du Roi, elle avait uni ses ressentiments à ceux de Louise de Savoie qui avaient la même origine, et elle avait ainsi contribué à la défection du Connétable. — Dans le temps même de sa plus grande faveur, la jeune Diane de Poitiers aurait eu le bonheur d'obtenir la grâce de son père et la douleur de le sauver au prix de son honneur. — Diane aurait été plus tard la commune maîtresse du Roi et du Dauphin Henri. — Enfin, madame de Châteaubriant n'étant plus aimée, aurait été abandonnée à la sombre vengeance d'un mari jaloux [1]. — Quand le Roi était revenu d'Espagne, sa mère, toujours complaisante, lui avait présenté la plus belle des filles de sa maison, Anne de Pisseleu demoiselle d'Heilly. Anne aurait enfin fixé ce cœur, jusqu'alors si banal; François lui aurait aussitôt cherché un mari complaisant, et Jean de Brosse, comte d'Etampes, n'avait consenti à l'épouser qu'à la condition de rentrer dans ses domaines confisqués. Devenue comtesse et duchesse d'Etampes, la nouvelle favorite aurait été, comme sa devancière, toute-puissante à la cour, l'arbitre de toutes les grâces et de toutes les disgrâces. Son premier soin aurait été d'obliger le Roi à réclamer les bagues et les bijoux qu'il avait auparavant donnés à madame de Châteaubriant; elle voulait s'en approprier les belles devises, faites par Marguerite la sœur du Roi. — Cette seconde maîtresse aurait trompé François plus ouvertement que la première; elle aurait prodigué ses faveurs

1. Nous dirons ici que l'auteur d'une violente diatribe sur François Ier, l'ancien constituant devenu comte Rœderer, veut bien élever des doutes sur cette vengeance conjugale. « Il est, dit-il, plus vraisemblable que cette dame « ait fini comme la reine Claude, de la maladie que leur avait à toutes deux « communiqué le Roi. » Bon Rœderer!

au comte de Brissac, au connétable de Montmorency, à l'amiral Chabot, au comte de Bossut-Longueval. C'est Brissac que le Roi avait un jour surpris sous la table de l'infidèle, et qu'il avait gratifié d'un os en l'accompagnant de paroles que d'autres, avec la même vraisemblance, devaient attribuer à Henri IV à l'égard d'un autre Brissac. C'est un autre amant de Madame d'Etampes suivant les uns, de Madame de Châteaubriant suivant les autres, qui, recouvert de feuillages accumulés dans la cheminée, aurait reçu l'offrande qu'il était loin de réclamer. — Quand Charles-Quint était passé par la France en 1539, la duchesse d'Etampes, de concert avec le fou Triboulet[1], avait été d'avis qu'on le retînt prisonnier ; mais elle n'avait pu résister au don d'un magnifique diamant que Charles-Quint aurait avec intention laissé tomber à ses pieds. Dès ce moment elle s'était vouée, corps et âme, aux ennemis de la France : son intermédiaire auprès de Charles aurait été son amant Longueval ; elle l'aurait averti de tout ce qui pouvait aider l'armée de l'Empereur à pénétrer dans le cœur de la France jusqu'à Paris. Des fausses lettres remises par son ordre au brave Lalande, défenseur de Saint-Dizier, auraient décidé la perte de cette ville, et grâce à ses avis, Charles-Quint, dont l'armée était réduite à la plus complète disette, se serait emparé des immenses magasins de vivres réunis dans Epernay, dans Château-Thierry et dans la nouvelle ville de Vitry-le-François. Le hasard seul aurait fait échouer les honnêtes projets de la favorite. Mais bien que le Roi eût été informé de ses criminelles intrigues, elle n'aurait rien perdu de son crédit et de sa funeste influence. — On sait d'ailleurs tout ce qu'on a raconté de la dernière maladie de François Ier, et du dicton répandu, un siècle plus tard, à cette occasion.

Voilà pour le grand roi et pour les deux femmes qu'il avait aimées. Quant à Louise de Savoie, elle aurait donné à son fils l'exemple des désordres qu'elle devait favoriser chez lui. Elle aurait été cruelle, avare et vindicative. Bien qu'elle eût seize ans d'avance sur Charles duc de Bourbon, elle l'avait poursuivi de ses ardeurs, et plus tard, quand il devint veuf de la duchesse Suzanne, elle avait conçu l'espoir de l'épouser. Pour vaincre ses répugnances, elle avait intenté le procès qui devait le réduire à la condition d'un simple gentilhomme. C'est enfin pour échapper à ses persécutions qu'il s'était vu contraint de quitter

1. Il est vrai que Triboulet, le héros *du Roi s'amuse* de M. Victor Hugo, était alors mort depuis plus de vingt ans.

la France; il ne s'était jeté dans les bras de Charles-Quint que pour éviter de tomber dans les siens. Mais, à l'égard de ce prince, Louise avait été constamment combattue de sentiments opposés. Dans la campagne de Hainaut, en 1522, elle lui avait fait ôter le commandement de l'avant-garde; elle avait détourné le Roi de poursuivre ses premiers succès, pour ravir au Connétable l'occasion de s'y couvrir de gloire. — Nous démontrerons, dans la suite de notre travail, l'injustice du reproche qu'un grave historien, Martin de Bellay, semble faire à Louise de Savoie d'avoir retenu l'argent destiné à la solde des troupes commandées en Italie par le maréchal de Lautrec; d'avoir ainsi fait perdre au roi le Milanais et provoqué la condamnation de Samblançay. — Quoique secrètement huguenotte, comme sa fille Marguerite, elle avait, ajoute-t-on, fait allumer des bûchers contre les Huguenots, et l'on serait en droit de lui reprocher jusqu'au traité de Cambrai qui avait rendu la liberté aux enfants du Roi.

Reste la duchesse d'Alençon, sœur du Roi, que les poètes nommaient la *Marguerite des Marguerites*. On l'a bien soupçonnée de quelques tendres complaisances pour l'amiral Bonnivet, pour le connétable Anne de Montmorency; mais on ne s'est arrêté qu'à deux grands reproches. Le premier c'est d'avoir conçu un amour incestueux pour son frère. Il n'est pas prouvé que François ait partagé cette folle passion; mais on ne doute pas que Marguerite n'ait tout fait pour la lui inspirer. Toutefois, à chacun le mérite de ses œuvres: ce n'est pas Beaucaire, ni Varillas, ni Brantôme qui ont découvert cette vilaine tache sur la blanche robe de Marguerite; c'est en 1729, Lenglet du Fresnois, dans la préface d'une édition des poésies de Marot; et c'est encore à Lenglet que Clément Marot doit d'avoir été l'amant doublement fortuné de Marguerite et de Diane de Poitiers.

Rien de tant de supppositions malsaines n'aurait soutenu le regard sérieux de la critique : malheureusement, les auteurs modernes ont cru leur responsabilité à couvert en n'inventant rien, en se contentant de répéter ce qu'on avait écrit avant eux; sans peser la valeur des témoignages, sans donner la préférence à ceux qui avaient vu, et raconté ce qu'ils avaient vu, sur ceux qui plus tard, sans en donner la moindre preuve et dans un intérêt de parti facile à reconnaître, avaient ajouté des impostures ou des contes frivoles qu'on avait dédaigné de démentir. Les uns se sont contenté de faire un choix parmi les

inventions de Beaucaire, de Varillas et de Brantôme ; les autres les ont adoptées en bloc, comme si elles eussent été suffisamment prouvées. Bayle lui-même, dont on devait mieux attendre, après avoir exalté le règne et le caractère de François Ier, après avoir reconnu dans Varillas le plus infidèle des historiens, cède à son penchant pour les anecdotes graveleuses, et répète, en l'accompagnant du plus indécent commentaire, tout ce qu'il a recueilli dans Varillas et dans Brantôme, sans tenir compte de l'hommage que Brantôme avait rendu à François Ier, quand il en avait parlé sérieusement :

« Pour ses amours, le roi François Ier n'abandonna jamais « son royaume, ses affaires, sa conservation, sa grandeur ni « rien de son honneur. Il ne se rendit nullement esclave des « dames, ne s'en laissant pas mener par le nez comme un « bufle, et comme font autres princes, rois et grands, dont les « histoires sont pleines. Il les aimait avec discrétion et modé- « rément. Voilà pourquoi ce grand roy est hors de blasme et « de reproches. » (*Vie de Henry II*).

Ce jugement, aucun historien moderne ne l'a recueilli : il méritait pourtant mieux de l'être que tous les impertinents propos de Brantôme qu'il prétendait tenir des honnêtes dames de la cour de Henri III. En résumé, personne, en vingt endroits de ses œuvres sérieuses, n'avait mieux que Brantôme reconnu les grandes qualités de François Ier, et personne dans quelques lignes de ses vilaines *Dames galantes* ne l'a plus odieusement diffamé.

Il est bien vrai que François Ier n'offrit pas un modèle de fidélité conjugale, et je n'entends pas ici l'excuser. Je rappellerai seulement que l'intérêt politique avait présidé à ses deux mariages ; le premier avec la vertueuse fille de Louis XII, le second avec la sœur de Charles-Quint. Il devait à ces princesses plus qu'il ne leur accorda ; car il eut un véritable amour non pour elles, mais pour madame de Châteaubriant et pour mademoiselle d'Heilly. Au moins les deux reines furent-elles constamment à la cour entourées des égards et des respects dus à leur naissance et à leur rang suprême. François eut toujours pour Claude une amitié vraie, dont la bonne reine se contentait, et jamais elle ni la reine Eléonore ne paraissent avoir souffert de l'abandon de leur royal époux. François eut le tort de suivre de près le mauvais exemple qui lui avaient donné ses quatre prédécesseurs, Charles VII, Louis XI, le petit roi Charles VIII et le père du peuple Louis XII. Et cet

exemple il devait le transmettre à ses successeurs Henri II, Charles IX, Henri III, et, je le dis avec peine, à notre grand roi Henri IV. Sur tous les princes que je viens de nommer et dont je pourrais grossir ma liste, François eut pourtant l'avantage de rendre sa première femme, la vertueuse reine Claude, mère de sept enfants, et de n'avoir pas laissé un seul bâtard. C'est au moins, on en conviendra, une circonstance atténuante.

Or tout l'échaffaudage de médisances et de calomnies que les défenseurs du Connétable, les conteurs et les romanciers ont dressé contre la mémoire de ce grand roi, je me propose de le renverser. J'en ai découvert les fondements et j'en ai reconnu la singulière fragilité. Ceux qui l'avaient dressé nous ont dérobé l'éclat d'une des grandes époques de notre histoire. Ils ont masqué la véritable figure d'un roi loyal, éclairé, clément, spirituel, véritable type du caractère français ; réformateur de la justice, fondateur du Havre, de Cherbourg, de Vitry-le-François, et, dans un autre ordre d'idées, du Collège de France ; digne autant que Louis XIV de la reconnaissance des savans, des écrivains, des artistes qu'il attirait en France ou qu'il pensionnait à l'étranger. Je ne toucherai pas aux événements généraux de son règne ; je ne m'arrêterai pas sans nécessité sur les succès et les revers entremêlés d'une guerre pour ainsi dire incessante. Je laisserai le Milanais pris et perdu, repris et reperdu ; les frontières de France trois fois envahies de tous les côtés par les armées combinées de l'Espagne et de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Pays bas ; armées trois fois refoulées au-delà des Pyrénées, de la Moselle et de l'Escaut, grâce à la sagesse des plans tracés par le Roi, grâce à sa présence au milieu des grands hommes de guerre que lui seul, et non sa mère ou ses maîtresses, avait su distinguer ou former : les maréchaux de Lautrec et de La Palice, le connétable Anne de Montmorency ; le fameux Louis de la Trémouille ; François et Claude de Guise ; Charles de Vendosme, Guillaume et Martin du Bellay ; celui qu'il avait choisi pour en être armé chevalier le lendemain de Marignan, Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche. Non, je ne dirai rien de tout cela : j'entends ne m'attacher qu'aux imputations calomnieuses et mensongères qui pèsent encore aujourd'hui sur la grande mémoire de François Ier, et je ferai tous mes efforts pour n'être pas victorieusement démenti.

Les moyens de contrôle ne me manqueront pas. D'abord les mémoires des deux frères Guillaume et Martin du Bellay. Il

est vrai que la plus grande partie du livre de Guillaume n'a pas été retrouvée. Mais nous en conservons des fragments considérables dont son frère paraît avoir beaucoup profité, comme on peut l'apercevoir en rapprochant ce qu'on a conservé du premier du Bellay du texte correspondant du second [1]. Ces mémoires sont gravement et sincèrement écrits. Ils témoignent d'une parfaite indépendance d'esprit. Seulement, les informations de Martin du Bellay, très-justes pour ce qui a trait aux choses de la guerre et de la diplomatie, ne sont pas sans appel pour ce qui ressort d'un autre ordre de faits. Martin est moins que son frère au courant de ce qu'on fait et de ce qui se passe à la cour et à la ville, à moins qu'il ne rapporte ce qu'il y a vu de ses propres yeux; par exemple les incidents du passage de l'Empereur à travers la France en 1539, et la dernière maladie du Roi. Mais quand il se trompe, il le fait d'après des avis qu'il croit fidèles, et nullement avec l'intention de dissimuler la vérité.

Pour compléter ces précieux mémoires, nous avons un historien, également contemporain, qui mériterait d'être consulté plus souvent et plus utilement. C'est Antoine Le Feron, mort en 1563. Sa continuation de l'historien Paul Aemile embrasse les règnes de Charles VIII, Louis XII et François Ier et forme une relation complète, impartiale et des plus judicieuses. Je n'ai pas surpris une seule fois son estimable auteur en délit de mauvaise foi ou d'appréciation intéressée. Le Feron a le cœur vraiment français, et, comme Tacite, il a pu dire qu'il n'était tenu de rien à ceux dont il avait à raconter les actes : *Nec injuria nec beneficio cogniti.*

D'autres illustres témoins seront encore entendus. Parmi les Italiens, Philippe Guichardin, grand écrivain, trop abondant en harangues qu'il compose à l'exemple de Tite-Live ; c'est en homme d'Etat qu'il suit les événements et qu'il en apprécie les causes et les effets. Guichardin, on le voit, souffre de l'immixtion des Français dans les choses d'Italie ; mais il garde toujours à leur égard, le respect de ce qu'il croit la vérité. Un

1. Voyez l'excellente notice consacrée à la famille du Bellay dans l'*Histoire littéraire du Maine* de M. Hauréau, édition de 1872, tom. IV. Martin du Bellay nous avait appris dans sa préface que « son frère avait composé sept « *Ogdoades* latines, par luy mesme traduites, du commandement du Roy, en « nostre langue vulgaire. » Il ne faudrait pas conclure de ce passage que les *Ogdoades* latines eussent été entreprises par l'ordre du Roi; mais seulement que le Roi, apprenant que du Bellay les avait écrites en latin, l'avait engagé à les traduire en français.

autre éminent italien, Paul Jove, est moins désintéressé, partant moins sincère ; il mesure trop souvent ses éloges et ses dénigrements aux pensions qu'on lui donne ou qu'on lui refuse ; mais quand il omet de dire la vérité, ce n'est pas qu'il l'ait ignorée, et comme il lui arrive souvent de blâmer la politique et la conduite de François Ier, on ne peut croire qu'il ait alors été couché sur la liste de ses pensionnaires. Chez les Allemands, le fameux historien protestant Jean Sleidan, mort en 1556, a cependant, en dépit de l'esprit de secte, reconnu les grandes qualités de François Ier, et son jugement est d'un tout autre poids que celui de Paul Jove.

Parmi les autres livres que nous avons eus sous les yeux, nous relevons deux curieux volumes : la *Chronique du Roy François premier*, mise assez nouvellement au jour par un habile et savant critique, M. Ludovic Lalanne, bibliothécaire de l'Institut ; et le *Journal d'un Bourgeois de Paris*, dont nous devons la publication à M. G. Guiffrey. Ces deux ouvrages, assez mal ordonnés, répondent à ce qu'on appelait autrefois la *Chronique scandaleuse* : ils conservent la note des bruits courants de la ville. La véritable histoire gagne à rapprocher ces bruits confus des documents dont l'autorité est incontestable. Ils constatent au moins les sentiments mobiles de la bourgeoisie ; c'est une sorte d'écho de ce qu'on appelle l'opinion publique : nous leur devons la révélation d'une foule de ces petits faits qui échappent à la gravité de l'histoire et qui nous font mieux juger de l'état de la société.

Il va sans dire que nous avons étudié avec toute l'attention dont nous étions capable tous les autres documents contemporains dont nous avons pu découvrir l'existence : le journal trop concis de Louise de Savoie ; les Mémoires trop tôt interrompus du maréchal de Fleuranges ; ceux de Vincent Carloix, secrétaire du maréchal de Vieilleville ; les précieux commentaires de Blaise de Montluc ; l'histoire de notre temps de Guillaume Paradin ; les innombrables lettres du Roi, de sa mère, de ses maîtresses et de ses ministres conservées dans le cabinet des manuscrits de notre Bibliothèque nationale ; les procès de Samblançay et du connétable de Bourbon ; la *Vita di Benvenuto Cellini* ; la correspondance de Corneille Agrippa ; les poésies diverses de Macrin, Nicolas Bourbon, Sainte-Marthe, Saint-Gelais, Marot, Joachim du Bellay ; les lettres, contes et poésies de la reine de Navarre ; les relations diverses des ambassadeurs, etc., etc. Enfin nous avons tiré le plus grand profit d'un

recueil que j'appellerai le *Portefeuille de François Ier*, et qu'on a publié en un trop petit nombre d'exemplaires sous le titre de ses *Poésies*. Une partie des vers dont le recueil se compose est en effet l'œuvre du Roi ; mais les épîtres qui lui sont adressées appartiennent à Louise de Savoie, à Marguerite d'Alençon, sa sœur, à Françoise de Foix et Anne d'Heilly, les deux seules femmes que François ait tendrement aimées. Ces épîtres ont un intérêt particulier dont jusqu'à présent les historiens n'ont tiré aucun parti. Elles jettent un nouveau jour et des plus favorables sur le caractère, les qualités d'esprit et de cœur du Roi et de ses chères correspondantes.

Le tout, je le répète, pour opposer l'ensemble des témoignages contemporains aux calomnies intéressées de François Beaucaire et d'Antoine de Laval, aux insouciantes facéties de Brantôme, aux romanesques imaginations de Varillas. Quant à la foule des écrivains plus récents, depuis Mezeray jusqu'à ceux de nos jours, ce qu'ils ont accepté au déshonneur de François Ier, ils l'avaient recueilli de ces premiers auteurs et leur opinion ne s'est formée que sur leur autorité. Je pourrai donc me dispenser de protester contre des jugements dont je conteste assez la solidité, en battant en brèche les ouvrages qui les ont inspirés. Je ferai cependant une exception pour Etienne Pasquier quelque peu venu en aide à Varillas, et pour Le Laboureur, qui, dans ses *Additions aux Mémoires de Castelnau*, allègue, au détriment de la duchesse d'Etampes, un procès soulevé par le mari de cette dame sans y avoir rien vu de ce qui s'y trouvait en réalité. Pour avoir été la maîtresse d'un roi, il n'en faut pas conclure qu'on puisse être accusée des torts que l'on n'a pas eus, des fautes que l'on n'a pas commises [1].

P. P.

1. Le livre dont on vient de lire l'*Introduction*, doit prochainement paraître à la librairie de M. Léon Techener.

QUELQUES PREUVES SUR JEAN COUSIN

Peintre, sculpteur, géomètre et graveur

Né à Soucy, près Sens, vers 1500, *mort à Paris vers* 1589.

Si l'histoire de l'art français de nos jours s'est rajeunie, si force erreurs ont été rectifiées et beaucoup de lacunes comblées, il faut en rendre grâce au parti pris des nouvelles méthodes historiques de récuser toute affirmation dénuée de preuves. Les écrivains ont été amenés ainsi à fouiller partout, à dépouiller les archives, à examiner de près les traditions, les légendes, les chroniques locales et les greffes de tribunaux, les registres des naissances et des décès. Chose étrange cependant, le glorieux précurseur de l'école française moderne, le grand homme de Sens, Jean Cousin, en un mot, malgré ce grand mouvement d'investigations, tient encore une place des plus modestes dans les procès-verbaux de l'histoire. On ne sait au juste ni quand il est né, ni quand il est mort, et beaucoup d'œuvres qu'on lui attribuait généralement lui sont aujourd'hui disputées.

Pourtant ce qu'on nommait la question Jean Cousin, les sociétés savantes de Sens, de Paris et d'Auxerre l'ont agitée maintes fois, conviant leurs membres les plus actifs à en explorer les ténèbres[1]. Malheureusement, les témoignages contemporains sont presque muets, les registres de l'état-civil datent de 1537 seulement et le dépouillement des archives d'Auxerre et des comptes de la cathédrale de Sens, n'a fourni qu'un petit nombre de documents. C'est donc ailleurs qu'il

1. Bibliographie. 1851 *Jean Cousin*, par M. E. Deligand (*Société des sciences de l'Yonne*). 1857 *Jean Cousin a-t-il été sculpteur*, par M. Ph. Béclard (*Revue du Maine et de l'Anjou*). 1858 *Archives de l'art français*, note de M. de Montaiglon. — *Cousin* (*Jean*), article du *Grand Dictionnaire universel*, par M. J. Lobet. — *Une enquête sur J. Cousin*, par le même (*Almanach de l'Yonne*, pour 1869). 1869 — *Notes sur J. Cousin*, par M. Quantin (*Société des sciences de l'Yonne*). — *J. Cousin*, par M. Moiset (*Annuaire de l'Yonne*, pour 1870). — *Essai sur J. Cousin*, par M. J. Lobet (*Almanach de l'Yonne*, pour 1870). — 1872 *Etude sur J. Cousin*, par M. Ambroise Firmin-Didot, avec Album, 1874. — *Une gravure de J. Cousin*, par M. Monceaux (*Société des sciences de l'Yonne*).— *Le troisième mariage de J. Cousin*, par l'abbé Prunier, Sens, 1879. — *Les alliances de J. Cousin*, par M. Deligand, Sens, 1879.

faut chercher. Mais où? Ce dire de M. Quantin, ancien archiviste de l'Yonne, au cours d'une enquête par nous ouverte dans le journal l'*Yonne* et la *Gazette des Beaux-Arts*, nous l'apprendra peut-être :

Auxerre, 19 décembre 1868.

Mon cher monsieur,

J'ai lu dans l'*Yonne*, du 17 courant, l'appel que vous faites à tous es amateurs des arts et de l'histoire des artistes, pour arriver à compléter la biographie d'un célèbre compatriote, Jean Cousin, Me permettrez-vous de répondre à cet appel dans la mesure de ce que je sais et puis dire? Rassurez-vous, je serai bref.

Dans ma pensée, tous les efforts, toutes les suppositions que l'on fera seront vaines, aussi longtemps qu'on ne portera pas les recherches dans les archives des anciens notaires sénonais. Or, il existe à Sens, à la Chambre des notaires, un riche dépôt inexploré de minutes remontant au XVIe siècle ; c'est là surtout qu'il faut fouiller. Si on veut le faire sérieusement on y trouvera, j'en ai l'entière certitude, des documents sur Jean Cousin et, notamment, des marchés passés entre lui et des communautés religieuses pour des travaux d'art de diverses natures.

Et alors la lumière que vous avez eu la bonne idée de provoquer se fera et les plus incrédules, M. de Montaiglon en tête, seront forcés de reconnaitre que Jean Cousin a été peintre, sculpteur, etc.

Agréez, etc.

MAX. QUANTIN,
Archiviste de l'Yonne.

La Chambre des notaires de Sens consentit, sur notre demande, à laisser fouiller ses archives. C'était là, malheureusement, une question de temps et d'argent. Le déchiffrement de l'écriture fantasque et capricieuse du XVIe siècle, réclame la science d'un paléographe spécial, doué de beaucoup de loisirs et de dévouement. Or, le prêtre vit de l'autel, et malgré notre appel à la bonne volonté des fervents d'art, la petite somme nécessaire au dépouillement des anciennes minutes de la Chambre des notaires ne put être réunie. Depuis lors, c'est-à-dire depuis dix ans, les choses en sont toujours au même point.

Mais le hasard sert souvent ceux qui cherchent et qui cherchent bien. M. Quantin a cherché, et les archives de l'Yonne, peu riches en la matière, lui ont fourni plusieurs des preuves demandées. L'excellent curé de Soucy, M. Prunier, en a trouvé une autre qui réduit à néant, les riches alliances que la tradition attribuait au Maître de Sens. Enfin, une publication spéciale, l'*Intermédiaire des curieux*, a mis la

main sur une pièce établissant d'une manière approximative la date de sa mort.

C'est justice aussi de rappeler la tâche laborieuse que s'imposa M. A. Firmin-Didot, un savant amateur au cœur d'artiste. Collectionneur passionné de gravures attribuées à Jean Cousin, chercheur épris du vrai autant que du bien, il ne se borna pas à lire et à transcrire tout ce que les auteurs sérieux ont pu écrire sur son maître de prédilection. Il a vu de ses propres yeux, il a étudié les unes après les autres toutes les œuvres qui lui ont été attribuées ; il a fouillé les musées publics, les collections d'amateurs à Paris et, dans les départements, il a exploré tous les lieux qui furent témoins de ses travaux : Troyes, Sens, Soucy (l'humble village où il naquit), Villeneuve, Fleurigny, Saint-Julien, Joigny et même Auxerre, cherchant et faisant reproduire en spécimens, toutes les œuvres portant son nom. De leur comparaison attentive, le consciencieux écrivain a tiré force déductions judicieuses qui, sans fixer l'opinion sur bien des attributions douteuses, avaient du moins le mérite de grouper, de mettre sous les yeux de la critique érudite, les pièces à conviction du procès. Tous les fervents de l'ancien art français apprécient le livre de M. Firmin-Didot, et le magnifique *Album* qui l'accompagne, comme un touchant hommage rendu à la gloire de Jean Cousin, comme « un monument véritable où respire son esprit « et sa pensée, » a dit M. Barbet de Jouy, délégué de l'Institut aux fêtes d'inauguration de sa statue.

Aujourd'hui que la ville de Sens, jalouse de réparer un trop long oubli, vient de lui ériger un monument populaire et durable, l'heure est venue semble-t-il, de rappeler combien est grande la dette de la reconnaissance publique, non-seulement pour l'éclat jeté par l'artiste sur les lieux où il vécut et qui furent témoins de ses travaux, mais encore sur l'art français dont il est l'une des plus brillantes manifestations. Dans son histoire malheureusement, comme dans celle d'un grand nombre de ses œuvres, le fabuleux et le réel ont été si bien mêlés qu'une plume patiente, douée de longs loisirs et guidée par une érudition sûre, pourrait seule faire toucher du doigt le point où la réalité commence et où les mythes finissent.

Une pareille tâche, déclarons-le tout d'abord, est trop au-dessus de nos forces et de notre bonne volonté. Classer les faits reconnus authentiques, saluer la lumière qu'ils projettent sur beaucoup de points restés obscurs, tel est l'unique

but de ce travail. Quelques recherches que nous ayons pu faire, au cours de ces dix dernières années, nous avons dit pourquoi il nous a été impossible d'arriver à plus de précision. Mais pour faire une gerbe, il faut rassembler d'abord les épis, et l'école française n'est pas assez riche en talents de la force de Jean Cousin, pour qu'on ne puisse croire rendre service en fournissant à son histoire des documents mêmes incomplets.

I

JEAN COUSIN ET L'ÉCOLE DE TROYES

Quel maître eut l'honneur de guider et d'encourager le génie de Jean Cousin? On l'ignore. Avant et même pendant le XVIe siècle, la peinture à l'huile était peu pratiquée en France, à l'exception du portrait; nos brillantes écoles provinciales, ce foyer primitif de l'art français, concentraient surtout leur activité sur l'architecture, la sculpture, l'orfévrerie et la peinture sur verre. En ce temps-là, nos anciennes provinces vivaient encore de leur vie propre; chacune avait sa figure et son tempérament, qui n'était pas comme aujourd'hui le reflet de la physionomie et du tempérament parisien. Paris n'était encore qu'une succursale des trois ou quatre grands foyers de l'art provincial. En y centralisant les arts, sous prétexte de les soustraire au pouvoir devenu tyrannique des anciennes corporations, la protection royale les mit sous la férule des Florentins de la décadence d'abord, puis de ces soi-disant réformateurs qu'on nomma Lebrun, Boucher et David. Sous la tutelle royale l'art se développa, mais perdit de sa saveur et de son originalité.

On n'a retrouvé la trace d'aucune école existant à Sens, à l'époque de la première jeunesse de Cousin. Très-restreintes même étaient, depuis longtemps, à en juger par les comptes des travaux de la cathédrale, heureusement conservés, les ressources qu'un élève bien doué pouvait y trouver. L'antique métropole romaine était bien déchue, en effet, de ce qu'elle fut autrefois; les luttes civiles qui la désolèrent pendant tout le Moyen-Age avaient achevé l'œuvre de son déclin.

Troyes fut au contraire, depuis le XIIe siècle jusqu'au XVIIe, l'un des plus actifs foyers de l'art français. Pendant qu'à Sens la toute-puissance du clergé faisait obstacle au mouvement communal, — ce réveil de l'esprit public d'où surgirent les corporations auxquelles on doit toutes les merveilles de l'art

au Moyen-Age, — les comtes de Troyes le favorisèrent de toutes leurs forces, appelant, encourageant les artistes, les savants, et créant ainsi la célèbre école qui fut, avec celles de Tours et de Toulouse, l'un des trois grands foyers de l'art français [1].

On sait aussi comment la capitale de la Champagne, dont l'industrie était toute plébéienne et les foires fréquentées de toute l'Europe, grandit en puissance et en richesse, comment au milieu des joies de la paix, de la tolérance et du travail tous les arts y trouvèrent un abri protecteur, l'art du sculpteur, de l'orfèvre et de l'émailleur, comme celui du peintre-vitrier. Ce fut là l'origine de tant de merveilles fameuses dans l'histoire de l'art, et qui firent des églises de Troyes pendant tout le Moyen-Age un foyer d'études permanent, de véritables musées, dont les chefs-d'œuvre révélaient sa vocation à l'apprenti et provoquaient chez le maître l'inspiration et l'esprit créateur. La *Sainte Chapelle des comtes*, la collégiale de Saint-Étienne, contenaient mille trésors d'art rapportés des Croisades, et qui donnèrent l'impulsion aux arts de la jeune école. Leurs tombeaux en orfévrerie, ciselés et couverts de riches émaux, étaient, au dire d'un antiquaire compétent, le docte Mabillon : « les plus beaux de ce genre qui aient *jamais existé en France*,

1. Le nom de beaucoup de vieux peintres verriers de l'école troyenne nous a été conservé. Tels sont : *Jehan* de Damery (1375); Jacquemin, qui restaura une verrière du chœur de la cathédrale (1388); Guyot Brisetout (1412); Jehan de Bar-sur-Aube (1460). Mais c'est au XVIe siècle que ce be art prend le plus d'extension. Les peintres verriers pullulent. Citons *Liévin Varin*, *Jean Verrat* et *Balthazar Gondon*, auteurs des magnifiques verrières des deux bras du transept de la cathédrale de Sens (1500 à 1503); *Jean Cornuat*, peintre de Sainte-Madeleine (1520); *Nicolas Cordonnier*, qui plaça des vitraux aux églises de Saint-Nicolas, Saint-Jean et Saint-Pantaléon, *Jean* et *Pierre Soubdain*, *Gérard Lyenin*, *Jacques Cochin*, *Pierre Lambert*, *Eustache Plancon*, *Charles Verrat*, *Eustache* et *François Pothier*, *Marcassin*, *Pierre* et *Jean Macadré*.

Luthereau, *Jean Barbarat*, *François Clément* et *Madrin* ouvrent la série des artistes verriers du XVIIe siècle, dont *Jean* et *Léonard Gonthier*, *Linard* et *Blondel* ferment bientôt la liste.

Ajoutons les noms de quelques sculpteurs : *Jean Gailde*, qui sculpta le jubé de l'église de la Madeleine (1514); François *Mattray*, *Hugues Bailly*, *Martin de Vaux*, *Nicolas Beauvoisin* et *Jean Brisset*, ses élèves, qui, tous, devinrent des artistes remarquables; *Nicolas Havelin* (1512); *Dominique Renouce* (Rinucci), et son gendre *Le Fandreau*, qui sculptèrent le jubé de la cathédrale (1550); *Jacques Millon*, qui sculpta le maître-autel de l'église de Vauluisant, dont Jean Cousin fit les peintures; *Gabriel Noblet*, *Jacques Julyot*, l'orfèvre, *Jean Papillon*, qui termina en 1505 la célèbre châsse de Saint-Loup, et enfin *François Gentil*, dont les œuvres élégantes inspirèrent le jeune et non moins célèbre sculpteur *Girardon*.

comme la châsse de Saint-Loup, ajoutait-il : « *n'avait d'égale* « *dans toute la chrétienté*, que le chef de Saint-Lambert à Liége. » (M. Julien Gréau, *Introduction au catalogue du musée*, p. 37). Presque tous ces chefs-d'œuvre ont péri sous les coups des agités de 1793, mais quelques-uns leur échappèrent, et font encore des églises de Troyes et de celles de la Champagne, dont Sens dépendait alors, la joie des artistes et des archéologues.

Ce goût des arts n'était pas l'apanage seulement, ajoute M. Gréau, du clergé, des princes et des seigneurs: il pénétra profondément dans toutes les classes de la population, notamment parmi celle des commerçants et surtout parmi les corporations d'artisans, comme le prouvent les écrits du temps et les monuments qui ont échappé à la destruction.

« A Troyes, dit de son côté P. Leviel (l'*Art de la peinture sur* « *verre*, Paris, 1772), de simples maisons bourgeoises étalaient « avec orgueil leurs verrières historiées. »

Jean Cousin, à n'en pouvoir douter, fut élevé à cette brillante école. Né d'un père qui n'était probablement qu'un pauvre laboureur, la vocation artistique dut s'éveiller de bonne heure en lui et le faire entrer comme apprenti dans la *boutique*, — c'était alors le terme consacré, — de quelque maître ès-art de peinture à Sens. Mais bien grande était dans cette ville, on va le voir, la pénurie d'artistes recommandables. Un prélat, ami des arts, y occupait le siége archiépiscopal. C'était Tristan de Salazar, qui fit élever le célèbre *Hôtel de Sens*, l'unique spécimen, avec l'*Hôtel de Cluny*, des grandes constructions civiles du xve siècle, encore existantes à Paris. Peu de temps après, il résolut l'adjonction de transepts à sa cathédrale, œuvre mâle et robuste, établie au xiiie siècls sur le plan des anciennes basiliques. Or, pour la construction et la décoration de ces deux brillants hors-d'œuvre, il fallut recourir à des artistes du dehors (1490 à 1503).

L'architecte fut Martin Chambiges, que M. Vallet de Viriville croit Troyen d'origine (*Arch. hist. de l'Aube*, 1841), et le sculpteur Pierre Gramain, imagier à Auxerre. A la même époque, trois peintres verriers de Troyes, Liévin Varin, Jean Verrat et Balthazar Gondon, furent chargés des verrières. De même, environ un quart de siècle plus tard, l'abbé Pierre de Vauluisant (monastère voisin de Sens), confiait à Jacques Millon, sculpteur de Troyes, la « *menuiserie* » du maître-autel de son église dont Jean Cousin, jeune encore, exécuta la « *peinture*, » le tableau central (*Arch. de l'Yonne*, fonds de Vau-

luisant). Une seule fois, en 1516, les comptes des travaux de la cathédrale de Sens mentionnent un maître de cette ville. Il était chargé d'établir « une verrière du portail d'Abraham et celle qui est voisine, » y lit-on. On les voit encore à gauche du portail nord en regardant la rose ; leur effet est médiocre. Elles ont pour auteur *Jehan Hympe*, que M. Villot, incline à donner pour maître à Jean Cousin :

« Il *paraît*, dit-il, que Jean Cousin se livra d'abord à la peinture « sur verre, et qu'il eut pour maître en ce genre Jacques (lisez Jean) « Hympe et Tassin Grassot. Il surpassa bientôt ces maîtres *habiles*. » (*Catalogue du Louvre*, École française, Paris, 1855).

L'œuvre de ces maîtres si habiles, au dire de M. Villot, supporte mal le voisinage de l'œuvre étincelante et harmonieuse des verriers Troyens. Comme Jean Hympe et Tassot, furent, nous l'avons dit, les seuls verriers connus à Sens à cette époque, ils ont pu, sans contredit, servir de maîtres à Jean Cousin. Mais cette hypothèse, on ne peut ni l'adopter, ni la contredire, ni même la discuter faute de preuves. Ainsi, d'une autre de M. de Clarac .

« Il est à croire que Jean Cousin voyagea en Italie, et qu'il profita « des leçons de Michel-Ange. Il se pénétra si bien de son style, qu'au « premier coup d'œil ses ouvrages semblent sortir de la main de ce « grand maître. » (*Musée de la Renaissance*, 1848, p. 395.)

Talent vrai et original Jean Cousin fut détourné, en effet, de sa voie naturelle par le courant, alors si puissant, de l'imitation italienne. Mais ses premières œuvres connues et signées, nous le montrent tout empreint encore de ces qualités d'observation précise, de vérité, de naturel, qui sont le patrimoine distinctif de la vieille école troyenne. D'où l'on peut conclure, non sans vraisemblance, qu'il alla compléter ses études non en Italie, mais aux brillantes écoles de Troyes.

La démonstration historique de cette conjecture reste à établir, mais se déroberait-elle longtemps aux recherches des membres actifs de la Société académique de l'Aube? Nous ne le croyons pas. C'est à Troyes, c'est dans les dépenses de la ville, comptes, contrats, pièces de procédure et actes touchant les anciennes corporations des métiers, qu'on découvrira des issues vers la lumière.

II

LA VIE DE JEAN COUSIN

La date de la naissance de Jean Cousin est aussi ignorée que celle de sa mort. Guidé par cette prudence qui convient à

la véritable critique, quand elle n'arrive pas à l'évidence, Félibien (1669) se borne à dire : « Il m'a été impossible de scavoir « en quelle année il est mort, seulement qu'il vivoit encore « en 1589, véritablement fort âgé. » Sous la plume des biographes qui suivirent, la question s'embrouilla. Lacombe (*Dictionnaire des Beaux-Arts*, Paris, 1757) fait naître Cousin en 1589, d'autres en 1492, plus d'un siècle d'écart ! Alexandre Lenoir, fit graver sur le pseudo-tombeau du musée des monuments français (n° 253), cette inscription :

A la mémoire de Jean Cousin, peintre et sculpteur, fondateur de l'École française, mort en 1550

Un historien estimable, qui fut à la fois le compatriote et le contemporain de Cousin, Jacques Taveau (*Jacobus Tavellus*) le mentionne en détail dans son *Cathalogue des Hommes illustres*, mais sans rien nous apprendre sur les dates. Sa notice restée inédite et qu'il nous fut donné d'exhumer en 1868, n'en est pas moins, au dire de M. de Montaiglon, « très-importante « pour la vie de Jean Cousin. C'est la première fois, nous « écrivit le savant professeur de l'École des Chartes, qu'il se « produit un texte antérieur à Félibien, et cela est impor- « tant. » On nous en permettra donc quelques citations :

Jehan Cousin, natif d'un village nommé Soucy, en la banlieue de Sens, peintre fort gentil et d'excellent esprit, a monstré par les belles peintures qu'il a délaissées à la postérité la subtilité de sa main, et a fait cognoistre que la France se peut vanter qu'elle ne le cède en rien aux gentils esprits qui ont été ès autres pays. Il a faict de beaux tableaux de peinture très ingénieuse et artiste, qui sont admirez par tous les ouvriers experts en cet art pour la perfection de l'ouvrage auquel rien ne deffault.

Oultre ce, il estait entendu à la sculpture de marbre, comme le tesmoigne assez le monument du feu amiral Chabot en la chapelle d'Orléans, au monastère des Célestins de Paris, *qu'il a faict et dressé*, et monstre l'ouvrage l'excellence de l'ouvrier.

. . . . . Il mourut à , ... le . . . . . jour de . . . . . M. D. LX... plus riche de nom que de biens, de fortune qu'il a toute sa vie négligez, comme tous hommes de gentil esprit faisans profession des artz et sciences s'y sont peu arrestez (*Cathalogue d'aulcuns Hommes illustres qui ont été nés et extraicts de la ville de Sens et des lieux prochains*), colligé par Jacques Taveau, Senonoys[1].

1. Cet ouvrage est resté manuscrit. On en connaît deux exemplaires à Auxerre, dont l'un chez M. Quantin, et une continuation par Maulmirey, neveu de Taveau et comme lui échevin, chez M. de la Vernade, à Sens.

La date 1587, la dernière qu'on trouve au *Cathalogue*, en donne la date approximative. Ainsi Taveau, mort trente ans plus tard, ignora la date de la mort et de la naissance de Cousin. Lui, si consciencieux dans ses biographies et autres écrits français et latins, n'a pu remplir les deux lignes en blanc qu'il laissa sur son manuscrit, comme témoignage de ses incertitudes. Maulmirey, son neveu, le continua jusqu'à la première moitié du XVIIe siècle et n'en sut pas davantage. Mais il fit mieux! Méconnaissant le caractère provisoire de la date MDLX... Maulmirey traduisit le millésime romain en chiffres arabes, soit 1560, date fausse qui nous a un moment trompé et M. Moiset après nous.

Ainsi, deux lettrés, tous deux Sénonais, ignorent, vingt-cinq ans après son départ de Sens, ce qu'était devenu J. Cousin. Nul souvenir, nulle trace n'était restée de lui dans une ville où il passa la première moitié de sa vie, où il contracta, au dire de ses panégyristes, de riches alliances!

Dira-t-on qu'à cette époque, la politique avait troublé toutes les têtes? Ville ligueuse et anti-royaliste, assiégée en vain par Henri IV en 1590, Sens fut longtemps en effet, dupe et victime des politiciens, que Taveau nomme « les sangsues du menu peuple. » Dès 1594 cependant, l'autorité réparatrice du Béarnais y répandit, comme ailleurs, ses bienfaits. Si donc Cousin, comme on l'assure, avait été gendre d'un ambassadeur de François Ier, puis d'un lieutenant-général, et enfin d'un riche apothicaire, n'eût-il pas laissé à Sens des parents intéressés à sa gloire, des amis influents qui eussent parlé de lui, de sa personne, de ses ouvrages, soit à Taveau ou à son neveu Maulmirey, tous deux échevins de Sens et historiens?

Beaucoup plus rationnel, il serait de conclure que l'existence de Jean Cousin, fut comme pour tous les artistes de son temps et des temps antérieurs, celle d'un nomade et d'un simple artisan, et qu'il vécut de par la loi et les règlements, confondu dans une même corporation avec les ouvriers. Et en effet, si peu de gens alors savaient distinguer entre les ouvriers, et même entre leurs œuvres; si peu de gens attribuaient à l'homme qui savait peindre un tableau, ou sculpter un bas-relief, une habileté fort supérieure à celle de l'artisan qu'on appelait pour badigeonner une chambre ou pour fabriquer un meuble, qu'un écrivain contemporain des Jean Goujon, des Pierre Lescot et des J. Cousin, Thévet, s'excuse d'avoir accueilli dans sa *Vie des Hommes Illustres*, celle de Jean

Fouquet, c'est-à-dire d'un homme exerçant une profession *illibérale !* Mais, ajoute-t-il en forme d'excuse, l'antiquité honorait ces gens-là !

« Le mot *artiste* lui-même, dit M. Vitet, ce mot aujourd'hui si clair qu'on dirait aussi vieux que la langue, le mot *artiste* n'existait pas ou, ce qui revient au même, n'avait pas l'acception qu'on lui donne aujourd'hui. Si le mot n'existait pas, c'est que l'idée qu'il représente était encore confuse, indéterminée... Quelque fut leur génie, les peintres et les statuaires dépendaient de la Maîtrise des peintres, sculpteurs, doreurs et vitriers ; ainsi l'entendaient le corps de la justice, les huissiers, le procureur, le Châtelet et le Parlement, ainsi l'exigeaient les statuts du *Livre des Métiers*, d'Étienne Boileau, auquel se réduit à peu près pour nous l'histoire de l'art du Moyen-Age et de la Renaissance. (Vitet, *Académie royale de Peinture.*)

Cela nous explique l'aridité des documents historiques sur ce point. S'ils avaient su juger les œuvres d'art, les chroniqueurs n'auraient pas manqué d'en parler. Leur silence prouve que ces œuvres et ceux qui les accomplissaient étaient, aux yeux des contemporains, de simples objets d'ornement et des manœuvres ! Jean Cousin vécut ainsi confondu, avec les artisans ses ouvriers, et avec les artistes ses élèves. Certes, dans quelques familles patriciennes, comme celles de Taveau et de Maulmirey, on pouvait être fier de ses œuvres, vanter « l'*excellence de l'ouvrier*, » mais on restait indifférent, dédaigneux peut-être de sa personne. Un siècle plus tard encore qu'était Puget, aux yeux des échevins marseillais, rien? également qu'un ouvrier ! La même obscurité enveloppa la vie de tous nos vieux maîtres. La date et même le lieu de naissance de Jean Goujon et de Germain Pilon, qui représentent avec Jean Cousin le point culminant de la Renaissance française, sont absolument ignorés. Des papiers de famille conservés par M. Deligand et qu'il devrait bien faire connaître, fixent de 1500 à 1501 la naissance de Jean Cousin. M. Renouvier admet comme probable cette date approximative.

Jean Cousin, nous l'avons dit, fut probablement reçu à la maîtrise dans la puissante corporation des peintres, sculpteurs, doreurs et vitriers de Troyes. C'est une simple hypothèse, mais confirmée, semble-t-il, par des considérations de voisinage et par la grande renommée de l'École troyenne avant et depuis cette époque. Elle mériterait, en tous cas, de stimuler les chercheurs zélés de la *Société académique de l'Aube* qui, jusqu'ici, ont laissé à ceux du département de l'Yonne tout le fardeau des recherches. Il nous semble impossible que les

archives de Troyes ne contiennent pas, sinon des documents directs sur Jean Cousin, au moins des points de repère, autrement dire des dates. Or, c'est par les dates qu'on arriverait à classer les productions de ce maître, à les comparer avec les monuments et à faire concorder les uns avec les autres, au grand profit de l'histoire. La docte assemblée troyenne se doit donc à elle-même d'essayer de découvrir et de publier ce qu'il y a, s'il y a quelque chose.

On peut croire qu'une fois reçu, il alla se fixer dans sa ville natale où nous le trouvons, en 1525, attaché, comme géomètre arpenteur, au bailliage de Sens[1]. Quatre années plus tard, des travaux moins indignes de lui l'occupent. On conserve aux Archives d'Auxerre les *Comptes du chapitre de la cathédrale de Sens*, comptes précieux pour l'histoire artistique de la contrée, car ils mentionnent la dépense des travaux de ce monument, depuis le XIIIe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe. On y lit à la date de 1526 :

Payé à Jehan Cousin, painctre, 110 sous pour avoir *raccoustré* et painct une image de N. D. près la porte du cueur devant le trésor.

Jean Cousin, peintre, était donc en même temps sculpteur. A l'occasion de ce *raccoustrement*, interprété seulement, et à tort, comme *repeinture*, le fait a été contesté. Il ne semble point contestable. Est-ce que de son temps, un maître vraiment complet ne se mesurait pas à l'universalité de ses connaissances? Cousin fut de ceux-là, mais c'est de la hauteur de son génie seulement qu'il le faut vanter. Comme ils se fussent égayés de nous ces grands artistes de la Renaissance, si on leur eût dit qu'un jour viendrait où un homme capable de faire un bon portrait ou un beau paysage, pourrait ne pas savoir peindre un ornement, dessiner un cheval, un chien ou composer un sujet! Les spécialistes sont dans l'art un produit tout moderne.

Et pourtant, comme on l'a vu, la hiérarchie sociale tenait ces

1. « Le bailli étant sur les lieux, dit un procès-verbal des opérations, « déclare qu'il a nommé Jehan Cousin, demeurant à Sens, pour figurer et « pourctraire les lieux contentieux. Les deux bornes seront pourctraites et « figurées par ledit Cousin, auquel avons ordonné de ce faire. » Mais l'une des parties, qui était le chapitre de Sens, réclamant le contrôle d'un second expert, le procès-verbal ajoute : .... « et pour quelque cause ou suspicion « qu'ils avoient à l'encontre du dit Jehan Cousin, peintre, dessus nommé, « requerroient que Jehan Hympe, aussi peintre demeurant à Sens, illec pré- « sent, assistât, avec le dit Cousin et que, par eulx deux, à fraiz commun, « fust faicte la dicte figure. (G. 1409, *Arch. de l'Yonne.*)

grands artistes pour gens de peu. Antoine Pierre, abbé de Vauluisant, riche abbaye du pays sénonais, dotant son église d'un grand rétable en boiseries, le fit construire par deux célèbres sculpteurs de Troyes, Blottin et Jacques Millon, et en confia la peinture à Jean Cousin. Voici en quels termes la *Chronique de Vauluisant* mentionne ce travail, antérieur à la mort de l'abbé Pierre (1534).

« Il fit faire la table du grand autel de menuiserie, imaigerie et « peinture, par ung nommé Jacques Millon, les imaiges par ung « nommé Blottin, et les peintures par ung nommé Jehan Cousin. » (*Archives de l'Yonne*, fonds de Vauluisant).

A la même époque, le *nommé* Jean Cousin dressait le plan de l'enceinte de Courgenay, que des lettres patentes de François Ier, en 1529, autorisaient le monastère à clore de murs et de fossés. En 1545, on le trouve encore désigné comme géomètre expert par le bailliage[1]. En 1550, les comptes du chapitre le mentionnent comme *pourtraicteur;* dessinateur d'*orfrois*[2], étoffes tissues d'or, et du célèbre retable byzantin en orfévrerie, nommé la *Table d'Or*, et qui fut aussi célèbre dans les fastes sénonais que la *Pala d'Oro*, de l'église Saint-Marc, dans ceux de Venise. Une mention significative, quant aux mœurs du temps, se lie à la restauration du précieux monument :

« 1550. Pour avoir *donné à boire* à l'orphèvre, à *maistre Jehan* « *Cousin*, au serrurier et autres, quand la dite Table d'Or fut trans- « portée au chapitre, 4 livres 12 sous. »

Jean Cousin recevant de la générosité de MM. du Chapitre un pourboire! le trait ne manque pas de saveur. A la même époque (1540 à 1550), M. de Laborde signale dans les comptes de Fontainebleau un Jean Cousin, placé à un rang subalterne

1. « Le bailli reçut les dire des parties et leur choix de praindre des per- « sonnes de Jehan Cousin, painctre *demeurant à Paris*, où il sera à Sens « et, où ne serait au dit Sens, de la personne de Bertrand Aubry, « peintre. »

2. « 1550. Payé pour les orfroys de deux chapes qu'a fait mestre Jehan Cousin 100 sous tournois. *Item*, pour la façon des orfroys qui ont été faicts, selon le pourtraict du dit Cousin, par maistre Loys Guignet, brodeur, 24 livres. » Et plus loin : « Payé à maistre Jehan Cousin, paintre, pour avoir visité par plusieurs fois et faict un portrait avec enseignement pour élever la Table d'Or sur le grand autel. Quatre livres 12 sous. »

En 1551, nouvelle et dernière mention de « maistre Jehan Cousin, paintre, six écus pour avoir fait un pourtraict d'un fus d'orgue pour servir à l'église. *Item*, pour le pourtraict des offroys d'une chappe de damas vert 55 sous. » L'artiste donna quittance de cette somme, signée *Cousin*.

parmi les décorateurs de ce château, et touchant quatorze livres par mois, soit moins de 150 fr. d'aujourd'hui. S'agit-il du maître de Sens, pourtraicteur, c'est-à-dire dessinateur de passementeries pour le chapitre et géomètre expert du bailliage? Tout porte à le croire, mais sur la foi de la version qui rattache Jean Cousin aux plus grandes familles du pays sénonais, M. de Laborde hésite à lui attribuer ce maigre salaire. Après ce qui précède et ce qui suit, peut-on éprouver les mêmes hésitations et ne pas considérer le dessinateur géomètre de Sens et le sculpteur de Fontainebleau, comme un seul et même homme[1]?

Nous tenons aussi pour probable, avec Victor Petit, dessinateur et archéologue bien connu, qu'il fut employé, après la mort du Primatice, à décorer le château d'Ancy-le-Franc, près Tonnerre. L'inscription *Soli Deo gloria* 1546, inscrite en relief sur la voûte de l'une des portes d'entrée, celle du sud-est, concorde avec la tradition constante qui fait du Primatice, fixé en France en 1542, l'architecte, et de Niccolo del Abate, le décorateur de ce château splendide. Antoine de Clermont son fondateur, qui avait toute la ferveur artistique des grands seigneurs de son temps et de sa race, périt en 1569 à la bataille de Montcontour. Son fils Charles Henri, plus épris des qualités de l'école française de son temps, l'appela à décorer plusieurs salles, celle dite de l'*Écho* notamment, où se retrouvent plusieurs des qualités essentielles de Jean Cousin, le naturel et l'élégance contenue, alliés à la fermeté du dessin. La date 1578 inscrite dans la voûte reporterait à la vieillesse du maître cette œuvre importante, dont les tons ont beaucoup souffert.

Peu nombreuses, du reste, sont les œuvres authentiques conservées dans son pays natal. Beaucoup de ses vitraux d'église ont disparu sans laisser de traces, à l'exception sans doute des marchés passés pour ses travaux et qui dorment ensevelis dans les archives des vieux notaires sénonais. Le beau vitrail de Fleurigny subsiste intact. Il a été reproduit en chromo-lithographie, par M. A. Firmin-Didot, avec les deux vitraux de la cathédrale de Sens qu'on lui attribue, la *légende de Saint-Eutrope* et la *Sybille de Tybur*. De ceux-ci les *comptes du chapitre* ne font point mention, car ils décoraient des chapelles particulières, construites aux frais de particuliers. Ils

1. Maître Jehan Gailde architecte et sculpteur du jubé de la Madeleine à Troyes, inauguré en 1517, était payé sept sols par jour ; c'est moins de onze livres par mois.

n'ont donc pour eux qu'une longue tradition, comme le vitrail de Fleurigny, mais se rattachent visiblement à la manière de Jean Cousin. Beaucoup de sculptures et de peintures qui portent le nom de maîtres illustres dans nos musées, n'ont de sanction que par leur rapprochement d'œuvres authentiques ou s gnées.

La *Pandore première Ève* qu'on montre encore à Sens, est un précieux monument de l'art national, mais trop souvent décrit pour que nous ayons à en parler. Premier jet de la grande peinture en France, il est déjà un chef-d'œuvre, italien, si l'on veut, par l'exécution et les procédés, mais essentiellement français par la pensée, le dessin et la composition. La famille de Bonnaire le possède en indivis depuis l'acquisition, déjà ancienne, du domaine de Monthard à la famille de Richebourg, qui le tenait d'un descendant de Jean Cousin[1]. Cette provenance en garantit l'authenticité. N'étaient les révolutions, ce mal chronique de la France, la place de ce chef-d'œuvre serait au Louvre, mais il est permis de le croire plus en sûreté entre les mains de ses possesseurs actuels qui, naguère encore en faisaient libéralement les honneurs aux lettrés et aux artistes.

D'autres œuvres, des vitraux d'église surtout, doivent exister encore dans la région sénonaise. Il est de tradition, en effet, que Jean Cousin fut surtout peintre verrier. Presque tous les vitraux d'église du pays qu'il habita lui sont attribués, mais ces peintures multiples, par la diversité évidente qu'elles présentent, ne sauraient être rapportées à un seul et même auteur. Ce qu'il faudrait pour arriver à reconstituer avec quelque certitude son patrimoine de verrier, c'est la description faite une à une de toutes les verrières du XVIe siècle dans la contrée avec des notes précises sur le style, les contours, les particularités, en un mot, et surtout l'incompatibilité de certaines entre elles. Les œuvres de Cousin sont faciles à reconnaître avec un peu d'études. Il suffit de bien se pénétrer de sa manière, de son style, de son dessin à la fois ferme, savant et gracieux. Du reste, les éléments certains de comparaison ne manquent pas. Ainsi du vitrail de Fleurigny parfai-

1. M. Feuillet de Conches dit à l'occasion de ce précieux panneau : « On « assure que Félibien le découvrit au château » de Monthard, « où il rem- « plissait au grenier la fonction de cloison d'un charbonnier, la peinture « tournée du côté du charbon. Félibien le sauva de la ruine. » (Feuillet de « Conches, les *Apocryphes de la Peinture*). Si ce détail est exact, nous en doutons absolument. C'est à vérifier dans l'ouvrage de Félibien.

tement authentique, de ses *marques* de libraires, de ses frontispices, d'une si fière tournure, et dont l'ouvrage de M. A. Firmin-Didot contient de bons spécimens, ainsi encore de ses figures du *Livre de perspective*. Il n'y a que la comparaison, l'élimination sévère qui peuvent amener à quelque chose sur ce point et l'on y arriverait par la restriction critique, au lieu de l'extension indéfinie, comme on l'a fait jusqu'à présent. La récolte serait moindre, mais du moins certaine et assurée.

Malheureusement, rien n'est encore commencé de ces investigations. Le département de l'Yonne compte plus d'archéologues que d'artistes érudits et pourvus de loisirs. Ce que M. Vallet de Viriville a entrepris pour Fouquet, M. Renouvier pour le roi René, et M. de Laborde pour les della Robia, est encore à tenter pour Jean Cousin. L'œuvre exigerait beaucoup de critique et, au début, encore plus d'hésitation. Puisse-t-elle tenter quelque jour un érudit patient et laborieux!

On montre à Sens dans la rue qui a reçu le nom de Jean Cousin, la maison où il habita et qu'il aurait fait construire lui-même, d'après la tradition. Elle n'a rien de remarquable sinon, dans la cour, une tourelle d'escalier en bois, avec galerie adjacente dont l'effet est pittoresque. Des verrières peintes en médaillons fermaient ces galeries; elles en furent détachées il y a un demi siècle. Plusieurs de ces médaillons se voient encore chez MM. Chaulay à Sens, et Poncelet à Auxerre, dont l'un serait le portrait de Jean Cousin par lui-même.

Si aucun document écrit ne prouve que là fut l'habitation du maître, on sait du moins qu'il possédait à Sens un jardin, pour lequel il paya pendant vingt-quatre ans, de 1534 à 1558, une redevance[1]. Mais nous avons vu qu'en 1545, il s'était déjà fixé à Paris :

« Son bien étant situé aux environs de Sens, nous dit Felibien, il passait dans cette ville là une grande partie de l'année ».

Le censier de l'abbaye de Saint-Remy, fouillé par M. Quantin, constate en effet la possession par Jean Cousin, y est

1. 1534, septembre. « Reçu de maistre Jehan Cousin, paintre, demorant à Sens, pour un jardin qu'il tient du curé de Saint-Léon, au lieu dit Merceau, tenant d'un long au rup (ruisseau) de Mondereau, d'autre au grand chemin commun, pour « deux deniers parisis. » (*Arch. de l'Yonne*, fonds de l'abbaye Saint-Jean, H. 420). On lit dans les comptes de 1558 : « Pierre Bouvier, apothicaire, possède ce jardin au lieu de J. Cousin. »

il dit, « de terres à Collemiers acquises de sa belle mère, veuve de feu Colas Coste ». La mention remonte à 1537 ; le village de Collemiers est aux portes de Sens. En 1537, il possédait dans la ville un jardin, au lieu dit *Merceau* et en paya la redevance jusqu'en 1558. Il comparaît le 30 janvier de cette année, avec sa femme Christine Rousseau, comme témoin au mariage de sa nièce, Antoinette Thomyn. De celle-ci la dot ne dépassait pas 200 livres !

Apparemment que son oncle n'était pas peintre de cour comme le disent ses biographes. A cet égard Félibien, trompé sans doute par la tradition, dit :

« Outre tous les talents nécessaires dans sa profession, il avait encore celui de plaire à la Cour, où il était fort aimé et où il passa une partie de ses jours auprès des rois Henri II, François II, Charles IX, et Henri III ».

Princes fastueux et libéraux, ces rois dotaient *coustumierement*, comme disait Cousin, de cannonicats et même d'abbayes leurs artistes favoris. Ainsi des Pierre Lescot, des Philibert de l'Orme, des Primatice, des Rosso, et du poëte Ronsard. Rien ne prouve que le « Sénonais » comme Cousin se qualifiait, eût part à ces faveurs, ni même qu'il ait travaillé aux bâtiments royaux comme on le prétend. A peine figure-t-il, et pour le maigre salaire de quatorze livres par mois, (150 fr. d'aujourd'hui) dans les comptes de 1500 à 1550 publiés par M. de Laborde.

Pourtant il est incontestable qu'il fut galant homme, suivant le mot du temps, et lettré. *L'advertissement au lecteur*, dans son *Livre de Perspective* révèle un tour de phrase limpide et facile, une modestie de bon goût ignorée de plus d'un de ses compères, hommes de Cour, de Philibert de l'Orme entre autres, et à laquelle vient se joindre une allure d'esprit fort éloignée de la souplesse propre aux courtisans :

« Amy lecteur, dit-il, tu as ici un mien œuvre, contenant les premières règles de l'art de perspective. Je l'eusse desdié au Roy ou à quelques princes et grands seigneurs, selon que coustumièrement il se faict, si j'eusse senti de l'éloquence et sçavoir assey en moy pour m'y oser adresser. Mais j'ai voulu servir aux rudes et aux ignorants qui voudraient en connaître quelque chose. En quoi, véritablement, j'ai esté d'autant plus hardi qu'il me semblait bien que l'expérience que j'en ai faicte, par longtemps, me devait avoir laissé quelque jugement et cognoissance pour en pouvoir parler ».

C'est le langage de nos ancêtres de race, à l'heure où la

vieille langue d'oil se renouvelait, dans le fond comme dans les détails. Louis le Roy en 1575 mentionne un troisième traité didactique de Cousin, l'*Art de la Peinture*. Aucun exemplaire n'en est arrivé jusqu'à nous, alors que le *Livre de Pourtracture* ne compte pas moins de vingt-quatre éditions, de 1572 à 1826.

Si le peintre du *Jugement dernier* ne s'employa pas, comme on doit le croire, pour la Cour, il travailla activement aux ouvrages de ville. Son temps répond à la bonne époque de la xilographie, l'imprimerie avec des planches gravées sur bois. On le vit s'appliquer assidûment à ces travaux paisibles et « convenables, dit M. Firmin Didot, à la modestie de son caractère. » (*Etude sur Jean Cousin*, p. 14). S'il faut en croire le graveur Papillon, « presque toutes les estampes publiées à Paris sous les derniers Valois sont de ses dessins ou de sa gravure. » (*Traité de la gravure sur bois*, Paris, 1766). Mais il dut se borner à graver de sa main les pièces capitales, entre autres l'*Entrée de Henri II à Paris* en 1549 : « C'est, dit un « juge compétent, M. Renouvier, le chef-d'œuvre de la gra- « vure sur bois française et je ne vois pas à qui l'attribuer « mieux qu'au maître senonnais. » (*Types et manières des maîtres graveurs*, Paris 1853).

J. Cousin fut incontestablement le plus grand maître de cet art si utile, plus propre qu'aucun autre à éclairer, à côté du texte, et à commenter pour les yeux la pensée de l'auteur. L'écrivain a son langage et le peintre a le sien, mais les livres sortis de cette collaboration ne sont recherchés et payés au poids de l'or que si le style ferme et fier de Cousin s'y affirme dans le frontispice, les encadrements historiés, les fleurons et les sujets. Aucun dessin pourtant ne porte son nom ni sa marque ; la comparaison avec des œuvres authentiques suffit à en établir la paternité. Combien de sculptures et de tableaux, ornements de nos musées, et porteurs de noms illustres, ne pourraient invoquer un autre certificat d'origine !

Dans la gravure au burin et à l'eau forte, l'illustre sénonais tient une place moindre, mais brillante encore. La gravure française encore à ses débuts, reçut de lui l'impulsion. S'il n'en surmonta point toutes les difficultés « sa pointe ferme et « savante donne à ses figures expressives et variées, un accent « de grandeur et de beauté qu'on chercherait en vain, dit « M. Duplessis, chez les premiers graveurs français. » (*Merveilles de la gravure*, Paris 1869.)

L'application toute récente de l'esprit de recherche à la vie et aux travaux de Cousin a exhumé nombre de pièces enfouies et pour ainsi dire oubliées dans les cartons des amateurs. L'un d'eux, M. de Baudicour, en a retrouvé une vingtaine signées ou portant des monogrammes. Le livre précieux à cet égard de M. A. Firmin Didot en décrit les principales. Le cabinet des Estampes de Paris, le plus riche du monde, n'en possède que quatre.

Formés de signes alphabétiques, les monogrammes nous donnent en outre, avec les comptes du Chapitre de Sens, les seules signatures connues du maître. En voici quelques-unes : I. COVSIN — I + C + INVENTOR-IOHANNES CVSINUS, SENON, ou simplement les quatre initiales I. C. S. I. et même deux I. S. (Jean de Sens) et I. C. (Jean Cousin). On lit cette dernière marque sur une estampe in-4° l'*Enfant pétrifié* qui accompagne le récit d'une opération chirurgicale faite à Sens en 1582. Elle a été retrouvée par M. Henri Monceaux à la Bibliothèque d'Auxerre. La date la plus ancienne que l'on connaisse, 1544, est inscrite sur une *Sainte Famille*, grande et belle composition du cabinet de M. de Baudicour.

(*A suivre.*) J. Lobet.

LES ÉCOLES ET L'UNIVERSITÉ DE REIMS

D

Tarif des Droits de l'Université de Reims pour les lettres qui s'expédient dans son Greffe.

Lettre de Scholarité ou d'Ecolier juré

	Livres	Sols
A M. le Recteur	1	00
A l'Université	2	00
A M. le Principal	1	00
Au Professeur de l'écolier pour le certificat		15
Au Greffier y compris le parchemin	1	13
Total	6	3

Si l'Ecolier est noble ou bénéficiaire

A M. le Recteur	2	00
A l'Université	4	00
Au Greffier	2	13
Total	8	13

Si l'Ecolier est noble et bénéficiaire

A M. le Recteur	3	00
A l'Université	6	00
Au Greffier	3	13
Total	12	13

Lettre de Maître-ès-arts

A l'Université	2	00
Au Greffier, y compris le parchemin	1	13
Total	3	13

Nota. Ces droits seront payés double ou triple comme ci-dessus, suivant la qualité du Maître-ès-arts.

Lettre de Quinquennium

A M. le Recteur		10
A M. le Chancelier		10
Au Doyen des Arts	1	10
A MM. les Examinateurs	3	00

* Voir page 140, tome VIII, 5e année, de la *Revue de Champagne*.

A l'Université	2	00
Au Greffier, y compris le parchemin	1	13
Total	9	3

Lettre des Septennium et Decennium

A M. le Recteur		10
A M. le Chancelier,		10
A l'Université	2	00
Au Doyen des Arts, pour le sceau		10
Au Greffier, parchemin compris	1	13
Total	5	3

Lettre de Nomination à une Cure

A M. le Recteur	1	00
A l'Université	2	00
Au Greffier, parchemin compris	3	00
Total	6	00

Lettre d'Avocat, Procureur et autres Suppôts de l'Université

A M. le Recteur	1	00
A l'Université	2	00
Au Greffier, parchemin compris	1	13
Total	4	13

Certificat d'Etude

A M. le Recteur		10
A l'Université	2	00
Au Greffier		15
Total	3	5

Légalisation d'un Certificat de Théologie ou autre

A M. le Recteur		10
A l'Université	2	00
Au Greffier		15
Total	3	5

Pour une Assemblée extraordinaire à l'Université

A l'Université	6	00
Au Bedeau qui l'aura convoquée	1	00
Total	7	00

Expédition d'une Conclusion demandée par un particulier

Au Greffier..... 15

Le précédent tarif a été arrêté dans l'Assemblée extraordinaire du 19 décembre 1757, homologué au présidial le 13 dudit mois.

E

Nous plaçons ici quelques pièces justificatives, concernant des usages de l'Université de Reims, dont il a été question dans le cours de cette étude.

I

Index Dierum et Horarum quibus Sacrum Missæ Officium in Sacello Divi Patricii Celebratur cum Numismatum distributione.

1. Die 14 Januarii, hora Sesqui-Septimâ.
2. Missa D. Rectoris dicta, mense januario.
   Variat dies ad Universitatis nutum.
3. Grands habits. 30 Januarii, horâ Sesqui-septimâ.
4. 12 Martii. horâ Sesqui-Septimâ.
5. Missa solemnis, horâ decimâ.
   Die quâ festum D. Patricii celebratur.
6. 9 Maii, horâ septimâ.
7. Missa pro Cardinale a Lotharingiâ, horâ decimâ.
   Grands habits. Die Martis post Festum Sanctissimæ Trinitatis.
8. 14 Julii, horâ Septimâ.
9. 6 Decembris, horâ Sesqui-Septimâ.
   Nota. Vestem talarem rubram induent D. Doctores diebus asterico notatis.

II

Constitutio

In Numismatum distributione perpetuo servanda, juxtà Conclusionem habitam in Comitiis generalibus Universitatis, die sextâ Decembris Anni M. DCC. LVI.

1°

Fiet Numismatum distributio, quoties celebrabuntur ordinaria totius Universitatis Comitia, cum Sacro-sancto-Missæ Sacrificio, scilicet :

1. Die 14a Jamarii, horâ Sesqui-Septimâ. Missa pro Rege.
2. Missa D Rectoris dicta, mense Januario. (Indicatur dies in Comitio præcedenti).
3. Die 30a Januarii, quâ Rector eligitur, horâ Sesqui-Septimâ.

4. Die 12a Martii, Missa de S. Gregorio, horâ Sesqui-Septimâ.
5. Die 17a Martii, in Festo S. Patricii, horâ decimâ[1].
6. Die 9a Maii, in Missâ de S. Nicolao, horâ septimâ.
7. Die Martis post Festum Sanctissimæ Trinitatis, in Missâ Defunctorum, pro Cardinali a Lotharingiâ, quot annis in perpetuum celebrandâ, horâ indicandâ per Bidellos[2].
8. Die 14a Julii, in Missâ pro Rege, horâ septimâ.
9. Die 6a Decembris, in Festo S. Nicolaï, horâ Sesqui-Septimâ.

2°

Numismatum distributio fiet a D. Questore Generali, intrà Missarum solemnia, statim atque Viri omnes Academici ex Oblatione reduces, locum suum repetierint.

3°

Nemini distribuentur Numismata, nisi sit in aliquâ e quatuor Facultatibus Remensibus legitimè aggregatus et immatriculatus, atque eo nomine sese Universitati per solitum Jusjurandum obstrinxerit. Dabitur etiam Numisma Scribæ Universitatis.

4°

Ut, quantùm fieri potest, certus sit Quæstori Generali Numismata distribuendi modus, unaquæque Facultas primâ die Januarii cujuslibet anni, tradet Quæstori Generali Catalogum Virorum suorum qui Sunt Numismatis percipiendi capaces, In eo autem Catalogo inscribi tantùmmodò poterunt :

In Facultate Theologiæ, hi omnes et soli quorum nomina in Capsulâ reponuntur, et qui munia Doctoratûs exercent[3].

In Facultate Juris : Primicerius, Professor regius Juris Gallici, Antecessores duo Juris Civilis et Juris Canonici, et tres Doctores aggregati.

In Facultate Medicinæ : Sex Seniores et quatuor Juniores.

In Facultate Artium : Primicerius Collegii et octo Professores in Collegio Bonorum Puerorum actu docentes.

5°

In Comitiis Generalibus, nullus erit Numismatis particeps, nisi sit integrâ veste academicâ adornatus, et in Missâ ordine suo processerit ad Oblationem, ad finem usque Comitiorum permansurus[4].

6°

In Missâ Solemni quæ Rectoria dicitur, præter Viros Academicos, dabuntur Numismata D. D. Prætori Privilegiorum Regiorum Conser-

1. Par conclusion du 12 Mars 1761.
2. Par conclusion du 9 Mai 1761, fixé au mardi d'après le dimanche de la Trinité, et fixé à 7 heures par conclusion du 27 Mai 1766.
3. Par conclusion du 1er janvier 1770.
4. On viole tous les jours cette dernière clause, *ad finem*.

vatori, Procuratori et Advocato Regiis in eâdem Conservatione ; et vicem gerenti in Conservatione Privilegiorum Apostolicorum [1]. Cæteris autem, sive Academiæ Suppositis, sive Viris honestis qui ad hanc Missam invitati fuerint, non numismatum, sed pecuniæ, ex more, fiet largitio [2].

7°

Quando Rector novus inaugurabitur, et quando Quæstor Generalis rationem Administrationis suæ reddet, honorarii loco dabuntur Numismata Viris Academicis qui jure suo vocari et honorario gaudere solent ; nimirùm :

In inauguratione Rectoris : D. D. ex Rectori, quatuor Facultatum Decanis cum suis Adjunctis, Archimagistro, Collegii Primario, Procuratori Generali, Quæstori Generali [3] et Scribæ Universitatis.

In ratione Administrationis Quæstoris Generalis : Domino Rectori, quatuor Facultatum Decanis cum suis Adjunctis, Procuratori Generali, Quæstori Generali et Scribæ.

8°

In quâlibet Numismatum distributione, Lex ista generalis servabitur, ut nullus duplici Numismate donetur, etiamsi multiplici Dignitate vel Officio gaudeat ; ità ut, qui anteà ratione Muneris duplicis, duplex percipiebat honorarium, deinceps pro uno Munere Numisma accipiat, et pro altero pecuniam solvi solitam accipere possit [4].

9°

Statutum est ut unaquæque Facultas quolibet anno solveret Academiæ summam trium librarum [5] pro singulis suis Doctoribus, Numismatis accipiendi capacibus, quorum institueretur Indiculus initio Mensis Januarii.

J. CHARDRON,
Curé de Chappes.

1. On en donne un au Greffier Présidial, sans conclusion.
2. Cinq sous.
3. Decrevit Universitas, conclusione latâ die 14 Januarii 1758, Archivorum Præfectum aliis Officiariis esse addendum, eo titulo in omnibus Comitiis appellandum, et Numismate donandum.
4. Il a été réglé depuis qu'on ne donnerait plus d'argent.
5. On en donne actuellement six, par conclusion du 12 Mars 1761.

LETTRES

RELATIVES AUX FORTIFICATIONS DE SAINTE-MENEHOULD

(11 Mars 1395-28 juillet 1398).

En parcourant les Archives municipales de Vitry-le-François, nous avons découvert plusieurs documents concernant Sainte-Menehould. Entre autres, une copie de lettres royales relatives aux fortifications de cette ville ; lettres qui, en raison de leur ancienneté, nous ont paru dignes d'intérêt.

Jusque vers 1398, la ville de Sainte-Menehould n'était défendue, au midi et au nord, que par des terrasses palissadées, entourées d'un fossé profond. Elle avait bien au levant le château qui présentait autrefois un *front* de fortifications assez redoutable, mais qui, brûlé en partie vers 1394, se trouvait pour le moment fort délabré. Sainte-Menehould qui, à cette époque, était sur les confins du Royaume[1] de France et sur les marches de la Lorraine, du Hainault, d'Allemagne et de Liége était donc peu protégée et restait ainsi exposée aux incursions des partis ennemis ; aussi les habitants faisaient-ils guet jour et nuit pour parer à toute éventualité. Un tel état de choses ne pouvait durer ; et, quand le roi Charles VI en visitant quelques-unes des villes de son royaume passa par Sainte-Menehould, les habitants lui demandèrent que la ville fût entourée de murailles.

Charles VI le leur promit ; mais comme cette promesse resta sans effet, ils furent obligés de renouveler leur demande. Enfin par une lettre royale datée du 11 mars 1395, il fut fait droit à cette requête. Il leur fut même octroyé une somme de 400 francs d'or à prendre à la recette de Vitry, à condition toutefois que cette somme ne serait employée qu'aux fortifications de la ville et que les habitants seraient tenus d'en rendre bon et fidèle compte au bailli de Vitry[2].

1. En 1239 le comte Thibault étendit le territoire de Sainte-Menehould jusqu'au ruisseau de Biesme, qui servait alors de borne entre la France et l'empire d'Allemagne. (Buirette, Histoire de Sainte-Menehould, p. 117 et suiv.).

2. A cette époque il n'y avait à Sainte-Menehould qu'une seule juridiction : une prévoté qui faisait partie du bailliage de Vitry. Le bailli venait plusieurs fois par an tenir ses assises et juger avec le prévôt les affaires majeures de Sainte-Menehould. (Buirette, Histoire de Sainte-Menehould).

Plus tard, comme ils ne possédaient pas de bois propres à la réparation de leur forteresse, le roi leur concéda pour une seule fois le droit de dépouille et tonsure sur dix arpents d'une forêt qu'il possédait aux environs de Sainte-Menehould. Le droit leur fut vendu 200 livres tournois payables en cinq ans, et par portions égales, à la fête Saint-Martin, au receveur de Vitry. Le jour de l'échéance arrivé, on ne put payer, et plusieurs habitants s'étant engagés corps et biens, furent contraints. Pour éviter de pareilles nécessités, le roi par lettre du 28 juillet 1398, fit déduire les 200 livres tournois qui lui étaient dues des 400 francs d'or que les habitants n'avaient pas encore touchés, et leur fit remettre les 200 francs restant pour être employés aux fortifications en grande partie commencées.

L. MOULÉ.

Lettres pour la construction des murailles de la ville de Sainte-Menehould auparavant fermée de bois.

Scaichent tuits que nous Jacques Vivier clerc et notoire du Roy nostre Sire et son Receveur de Vitry, avons aujourdhuy receu des habitans de Sainte Manehoult deux Lettres Royaulx ausquelles sont attachées deux paires de Lettres de nosseigneurs les Tresoriers de france ensemble certaines Requestes et lettres en papier, de la première desquelles Lettres Royaux la teneure sensuit :

CHARLES, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE, à nos amés et feaux Thresoriers a Paris, salut et dilection. Oye la supplicacion de nos amés les Bourgois et habitans de notre ville de Sainte Manehould contenans comme lad. ville soit assize es fins de notre Royaume et sur les marches de Lorrainne, d'Allemaigne, de Hainault, et du Liege, et ait esté de tous temps ancienne chastellenie, et notable, et la plus grant du Bailliage de Vitry, en laquelle nos droits ont toujours esté et sont grandement soustenus et gardés, tant contre Estrangiers Pillars, bannis et malveillans de notre Royaume comme autres quelles conques, et laquelle ville qui fait en grant partie fermette et closture de nostre chastel dudit lieu n'est fermée que de bois, par quoy il convient faire jour et nuit continuellement grant guet et garde dont les suppliants sont trop fort chargiés et grevés, mesmement que lad. forteresse est moult amoindrie et diminuée tant par les vens, mortalités, et autres pestilences qui ont estés sur led. pays, et aussy que en l'année darnière passée une partie d'icelle forteresse par feu de meschief et cas de fortune qui se fery és comparemens de lad. ville fut arse comme pour la pauvreté et les affaires que ont lesdits suppliants soutenus et soutiennent de jour en jour par le fait et occasion des guerres et pour les grans frais quil leur a convenu et convient chacun jour supporter tant pour le fait dudit guait et garde et retenuë dicelle ville comme autrement, et ait lad. ville plusieurs grans haineurs ennemis malveil-

lans et bannis de notre dit Royaume et leurs ailliez qui souvent repassent et sentrecombattent environ lad. ville et qui y ont haine particulière pour le fait et exercion de Justice qui de tout temps y a esté et est executée et gardée, pour quoy il est très grand necessité de remettre lad. ville en estat tant pour la garde et tuission dicelle et de tout nostre pays denviron comme pour obvier aux inconveniens qui se pouroient ensuivre a nous et a notre dit Royaume par deffaut des fortifficacions et reparacions de lad. ville et mesmement que la ville de Damvilliers qui est prés dud. lieu de Sainte Manehould a dix petites lieuës a esté prinse de nouvel par le Bailly de Vitry parquoy lesdits Ennemis et malveillans pouroient plutot tendre a y mesfaire que ils ne feroient aillieurs, lesquelles fortifficacions et Reparacions lesd. suppliants ne pouroient faire deux meisme sen notre grace et ayde, sy comme ils dient, requerans humblement icelle : Nous ces choses considérées à iceulx suppliants avons donné et donnons de grace especialle par ces presentes la somme de quatre cens francs dor a prendre et avoir pour une fois des deniers de la Recette de Vitry pour tourner, convertir et emploier és fortifficacions et reparacions de lad. ville de Sainte Manehoult et non aillieurs ; sy vous mandons que par le Receveur dudit lieu de Vitry vous leur faciez tantost baillier et delivrer lad. somme de quatre cens francs pour emploier et mettre en ce que dit est et non ailliors, desquels quatre cens francs lesd suppliants seront tenus de rendre bon et fidel compte devant led. Bailly de Vitry ou son Lieutenant en la presence de notre Procureur audit Bailliage et par rapportant ces presentes et quittances souffisantes sur ce, nous voulons icelle somme estre allouée sen contredits és comptes dudit receveur et rabatuës de sa Recette par nos amés et feaulx gens de nos comptes a Paris nonobstant lordenance darniere faitte de non donner aucune chose sur notre Domaine, et quelconque autre ordenance, mandement ou deffenses a ce contraire. Donné à Paris le onzième jour de mars lan de grace mil trois cent quatre vingt quinze, et de notre regne le seiziéme, et estoient ainsy signée, par le Roy, vous les sires de Coussy et de Chastillon le Maitre des Arbalestiers, Messire Huë Le Torch et plusieurs autres presens, J. Bertaut.

*
* *

Item sensuit la teneure des autres Lettres royaux.

CHARLES, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE, à nos amés et feaux gens de nos Comptes et Thrésoriers à Paris. Salut et dilection, humble supplicacion des Bourgois et habitans de notre ville de Sainte Manehoult nos subgiez sen moyen avons receuë, contenant comme pour certaines causes a ce nous mouvans nous leur ayens piece donné la somme de quatre cens francs aprenre des deniers de la Recette de Vitry pour tourner et convertir en la fortificacion de lad ville et non ailleurs si comme plus aplain pouvet apparoir par nos autres Lettres sur ce faittes, et il soit ainsy que parceque lad. ville est assize és frontierre prés de la rivierre de Meuse et sur les marches d'Alle-

meigne de Hainault, Lieges, Lorraine et Barrois et la derrenierre ville de ce costé de notre Royaume en laquelle nos droits ont toujours esté et sont grandement soustenus et gardés tant contre Estrangiers pillarts bannis et malveillans de nous et de notre Royaume comme autres, car il y a chastellenie notable et ancienne, et par ce en ont lesdits supplians plusieurs haineurs et par especial Lorains, allemens et autres estrangiers et laquelle ville n'est fermée que de bois qui en grande partie fait fermette et closture à notre chastel dudit lieu, et pour ce est necessité de y faire continuellement bon guet et garde de jour et de nuit dont lesd. supplians sont fort chargiez, mesmement que lad. forteresse est moult amenrie par vens, mortalité pestilance qui ont esté sur le pays, et aussy que n'a pas longtems une partie des Emparemens de ladite forteresse par feu de meschief qui sy fery fut ars, pour lesquelles causes fust et encore soit necessité de ouvrer en ladite forteresse et comme lesd. suppliants n'eust aucuns bois convenables a reparer lad forteresse et nous ayens aud. Sainte Manehoult et environ une bel et grant forest qui point nest foulée ne dommagiée, pourquoy eussiens ottroyé pièce ausdits supplians que par juste et raisonnable prix la dépouille et tonsure pour une fois de dix arpens de notre ditte forest leur fussent baillées et delivrées pour tourner et convertir a lad. fortificacion par vertu duquel octroy et de expedition faitte par notre amé et faul et cousin le vicomte de Meleun Souverain Maitre de nos eaues et forests, et aussy du consentement de vous Thresoriers dessudits, Pierre de la Cugne Maitre et Enquesteur de nos Eaues et forests ès pays de France, de Champagne et de Brie eut mandé au Maitre sergent de notre dite forest de Sainte Manehoult de faire ausdits suppliants la venduë et delivrance de ce que dit est, lequel Maitre sergent pour obeir à ces choses vendit ausdits suppliants ladite dépouille de six arpens de bois prins assez près de Harderon entre le lieudit le bois Guinet et le Beau Tremble parmy chacun arpent vingt livres montant en somme toutte a deux cens livres tournois a payer a cinq ans et cinq festes de Saint Martin dhyver, cest a sçavoir a chacun terme quarante livres tournois dont le premier fust et escheut au jour de feste Saint Martin dhyver darnier passé et dicelle somme de deux cens livres tournois paier par egaux porcions aux termes que dessus a nous ou a notre Receveur dudit Vitry plusieurs desd. suppliants sont obligiés en corps et en biens et chacun pour le tout, soubs aulve de laquelle obligation notredit Receveur a fait lesd. obligiés contraindre et executer de la somme de quarante livres tournois escheus audit jour de Saint Martin dernier passé et en sont prins plusieurs de leurs biens qui sont en aventure d'estre perdus par éxecution, et aussy doubtent iceulx supplians d'estre contrains a la Saint Martin prochain venant du second paiement, et pareillement des autres paiemens avenirs qui pouroit estre en la destruccion de notre d. ville et par ce attendu plusieurs beaux droits que nous y avons en notre tres grand prejudice et dommage et aussy au prejudice desdits supplians se sur ce ne leur est pourveu de notre grace, requerant humblement icelle, pourquoy nous ces choses considerées, et que desdits quatre

cens francs ainsy par nous donné lesdits supplians nont jusqa présent en aucun paiement, que iceulx supplians ont fait commencer a ouvrer a la fortifficacion de notre dite ville et y œuvrent de jour en jour en quoy il ont moulte exposé et exposent du leur et que se a cette foy n'y est pourveu ils ne pouvent plus supporter les frais atn pour les charges quil ont et les grands reparacions qui y sont a faire comme pour ce que nostre dite ville est fort diminuée et despeuplée et se diminue et se despeuple chacun jour, avons desduit et desduisons par ces presentes des quatre cens francs dessusdit ladite somme de deux cens livres tournois, et de ce tant pour le terme passé comme pour ceulx a venirs avons tenu et tenons lesd supplians et ceux qui pour eux en sont obligiés pour bien acquitter et deschargier. Sy vous mandons et estroitement enjoignons et a chacun de vous sy comme a luy apartiendra que en entherinant cette presente compensacion, vous ausdits supplians faitte rendre lad. obligacion casse et nulle et de ce par ledit Receveur et tous autres les faitte tenir quittent et paisibles, et quant aux autres deux cents francs dessus dit vous mandons et enjoignons que selon la forme de notre d. don vous les faites paier pour les emploier en lad. fortifficacion et non autrement, lesquelles choses nous avons ottroyé et ottroyons de grace especialle ausd. supplians par ces presentes se mestiers est nonobstant quelques ordonnances, mandement ou deffenses faittes de non donner aucunnes choses sur notre domaine ne quelconque autres lettres ou affaire au contraire. Donné à Paris le vingt huitieme jour de juillet lan de grace mil trois cent quatre vingt dix huit et de notre regne le dix huitieme, et estoient ainsy signées, Par le Roy a la relation du grand Conseil auquel vous le Sire Dugyet et maitre Robert Cordelier estiés. T. Hocre.

Item (suit la Requête desdits habitans afin d'entherinement). Plus une lettre desdits Thresoriers audit Receveur de Vitry.

La Réponse dudit Receveur favorable ausdits habitans suivant l'avis du Bailly de Vitry et du Procureur du Roy.

Et enfin cette lettre :

De par les Thresoriers du Roy notre sire a Paris. Receveur de Vitry. Veuës les deux paires de Lettres royaux et nos aultres Lettres a vous sur ce adrecant et certaines vos Lettres clauses touttes cy attachèes sous lun de nos signes, nous par vertu desdites Lettres royaux vous mandons que aux habitans de Sainte Manehoult nommés en icelles, vous deduisi, et rabaté la somme de deux cens livres tournois quils doivent ausd. sr pour certain achapt de bois fait par lesd. habitans pour la reparacion d'icelle ville dont mencion est faitte esd dernieres lettres de et sur la somme de quatre cens francs dor que led. seigneur leur a donne pour emploier et mettre esdites reparacions de lad. ville, et par rapportant lesd. lettres royaux nos autres lettres et vos dites lettres clauses avec ces presentes et quittances souffisantes de ladite somme de deux cens livres tournois elle vous sera allouée en vos comptes. Escrit à Paris le dernier jour de janvier lan mil trois

cent quatre vingt dix huit. Du Perier, donné sous notre scel le vingt deuxiéme jour d'avril lan mil trois cent quatre vingt dix neuf, apres pasques.

Collationné a l'original en parchemin, representé et rendu par nous Jean Mathieu conseiller du Roy Lieutenant particulier au Bailliage et subdelegué a Sainte Manehould de Monseigneur l'Intendant de Champagne, ce premier octobre mil sept cent dix neuf pour être la présente envoyée a mondit seigneur l'Intendant.

Signé : Mathieu.

En marge : Double envoyé aux historiens de Champagne, à Reims en octobre 1742.

LA SEIGNEURIE DE RAUCOURT

Divers auteurs prétendent que lors de cette acquisition les princes de Sedan étaient déjà en possession d'une partie de cette seigneurie. Jean de la Marck aurait acquis cette partie du domaine par son mariage avec Agnès de Vernambourg (1449) et Robert IV n'aurait acheté de Claude de Foix que l'autre partie de la seigneurie. Quoiqu'il en soit, il est certain que c'est Robert IV qui le premier des princes de Sedan porta le titre de seigneur souverain de Raucourt.

Les forges de Haraucourt existaient déjà, car Bernard Palissy qui fit un voyage dans les Ardennes vers 1543 en parle dans ses œuvres.

Robert de la Marck, duc de Bouillon et seigneur souverain de Sedan et Raucourt, donna le 3 mars 1550 une charte par laquelle il confirma aux habitants de Raucourt et de Haraucourt et leurs dépendances, les priviléges que Louis, comte de Flandres, son prédécesseur leur avait accordés par la charte de février 1374 [1].

Il exempta les habitants de Raucourt du guet et de garde pour toujours et en tout temps au château dudit lieu ; il leur accorda la jouissance de leurs usages ordinaires dans la forêt du Dieulet [2] et non ailleurs tant pour chauffage que pour bâtiments moyennant les cens et redevances annuels de 3 sols 6 deniers par chaque deux feux payables aux fêtes de Noël [3].

Henri Robert de la Marck (1556 - 1574), successeur de son père, avait remarqué comme lui les nombreux abus qui venaient d'une justice rendue tant bien que mal par des juges choisis parmi les échevins et les principaux habitants de chaque village. Il entreprit donc de réviser les coutumes, de refondre toutes les vieilles ordonnances, de simplifier la législation et de la réduire « en un bref cahier et recueil par bon ordre [4]. »

1. Archives nationales R 2 - 435, papiers de Bouillon.
2. Vaste forêt au sud de Beaumont en-Argonne ; la portion occidentale s'appelle le Grand-Dieulet ; elle a donné son nom à Vaux-en-Dieulet. — Carte de Bassin, feuilles 78 et 79.
3. Manuscrit du père Norbert.
4. En 1539, Robert IV avait rédigé un recueil de diverses pratiques judiciaires et de décisions touchant plusieurs questions de jurisprudence, qui a servi à la rédaction des ordonnances et coutumes de Sedan.

Pour mener à fin cette laborieuse entreprise, il appela dans son conseil des hommes renommés par leur expérience et leur savoir et au mois de mars 1568 l'œuvre était accomplie ; elle prenait le titre d'*Ordonnances de M. le duc de Bouillon pour le règlement de la justice de ses terres et seigneuries souveraines de Bouillon, Sedan, Jametz, Raucourt, Fleuranges, Florenville, Messancourt, Lognes et Le Saulcy avec les coutumes desdites terres et seigneuries.*

Ce fut la charte de la principauté et qui l'a régie jusqu'à la Révolution.

Le prince de Sedan voulut associer les populations à son œuvre; le 22 janvier 1569, il réunit ses états généraux qui s'empressèrent de donner leur ratification; mais il était entendu que la comparution faite par les officiers, vassaux, bourgeois et habitants de la terre de Raucourt ne devait aucunement préjudicier à la souveraineté d'icelle, ni aux droits que pouvaient prétendre lesdits vassaux et bourgeois par chartes, priviléges, coutumes ou usages.

Henri Robert fit la fortune de Sedan en donnant l'hospitalité aux Huguenots, qui, vaincus dans le Nord et l'Est, s'enfuyaient vers la frontière ; bientôt le calvinisme devint la religion dominante dans le pays à l'exception de Raucourt où Françoise de Brézé défend le catholicisme contre l'invasion protestante. Cette princesse qui habitait Raucourt dont elle jouissait par son douaire, s'adressa en 1561 à son fils Henri-Robert qui, cédant aux sollicitations de sa mère, enjoignit aux Calvinistes de la souveraineté de Raucourt de se rendre à Sedan pour les prêches et autres exercices de leur culte, leur défendant « sous peine de désobéissance et de rébellion de faire aucune pratique de leur prétendue réforme dans aucun des lieux de la souveraineté de Raucourt [1]. » — Le chemin dit des Huguenots doit son nom aux Protestants se rendant par cette voie de Raucourt à Sedan.

Si le protestantisme ne fut pas toléré sous Françoise de Brézé, à la mort de cette princesse la place fut livrée à l'ennemi ; 28 Calvinistes armés d'un édit de la Régente Françoise de Bourbon (1574-1583) pénétrèrent dans l'église de Raucourt en 1579 et s'installèrent à côté des Catholiques [2].

Avec la révocation de l'édit de Nantes, l'exercice de la Réforme est aboli : Péricard qui était ministre à Raucourt obtint

1. Manuscrit du père Norbert.
2. *Les La Marck et les deux Turenne*, par M. Villet.

de Louis XIV la permission de se retirer dans le Palatinat avec toute sa famille et il ne fut pas remplacé.

Sous le triste gouvernement de Guillaume Robert (1583-1588), qui vit la guerre, la peste et la famine, les Ligueurs connaissant depuis longtemps le chemin de notre pays reparaissent dès 1584 et dévastent à leur aise Raucourt où le duc de Guise avait établi son quartier général.

La guerre remplit le règne de Charlotte de la Marck (1588-1591) comme celui de Guillaume Robert. Les Ligueurs commandés par de Rosne, lieutenant du duc de Guise se répandent dans toute la contrée et attaquent Raucourt. L'assassinat du duc de Guise mit un terme au pillage et amena la retraite de toutes ces troupes qui infestaient le pays.

Henri de la Tour, vicomte de Turenne, devint, en octobre 1591, duc de Bouillon, prince souverain de Sedan, Jametz et Raucourt par son premier mariage avec Charlotte de la Marck.

Par édit du 4 février 1614, ce prince dota Raucourt d'une fabrique de monnaie à moulin sous la conduite de Paul Manlick, directeur de la Monnaie de l'électeur de Cologne, évêque de Liège, de la Monnaie de Sedan, des souverainetés de la Tour à Glaire et de Château-Regnault.

La monnaie qui se fabriquait à Raucourt aux coins, effigie, nom et armes de Henri de la Tour, consistait en des florins, écus, pistoles simples, doubles ou quadrubles d'or, des pièces d'argent, valeur de 45 sols, de 22 sols 6 deniers, de 11 sols 3 deniers et des liards.

Ces pièces ne pouvaient avoir cours que dans les souverainetés de Sedan, Raucourt, Saint-Menges et devaient avoir une marque distinctive de celles qui se fabriquaient à Sedan.

Manlick, chargé de construire à ses frais et dépens la monnaie de Raucourt et de payer les gages de tous les officiers qui y seraient employés, devait verser annuellement au prince de Sedan pendant les trois ans de son bail une somme de 12,000 livres pour droits de seigneuriage.

Paul Richier, orfèvre de Sedan, était essayeur, fondeur d'or et contrôleur de ladite monnaie.

Daniel Goffin, né à Givorne près Sedan, très habile artiste, grava 60 paires de coins tant pour la monnaie de Sedan

que pour celle de Raucourt, la Tour à Glaire et Château-Regnault[1].

De son second mariage (16 février 1595) avec Elisabeth de Nassau, fille de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, le duc de Bouillon avait eu deux fils, Frédéric-Maurice et le vicomte de Turenne qui fut depuis le grand Turenne.

Frédéric-Maurice succéda à son père sous la régence d'Elisabeth de Nassau.

Ce prince, entraîné dans la conspiration de Cinq-Mars, n'obtint son pardon qu'au prix du plus grand sacrifice ; il dut offrir ses États à Louis XIII. Avant de sortir de prison, il signa l'ordre de remettre au roi les clefs de Sedan et reçut la promesse d'une indemnité en échange des terres souveraines (25 septembre 1642)[2].

Neuf ans après, 20 mars 1651, était signé devant Vaultier et Jean Marreau, notaires au Châtelet de Paris, le traité par lequel Frédéric-Maurice cédait les souverainetés de Sedan et Raucourt à Louis XIV et recevait en échange le duché-pairie d'Albret et la baronnie de Durance, le duché-pairie de Château-Thierry y compris Epernay et Châtillon-sur-Marne, le comté d'Auvergne à la réserve de la ville de Clermont-Ferrand, la baronnie de la Tour en ce qui appartenait à Sa Majesté, le comté d'Evreux, les terres et seigneuries de Poissy et Saint-Jame à la réserve des bois taillis, le comté de Beaumont, Faux, Monts et Baune en Périgord, la châtellenie de Gambais[3].

De ce jour, Raucourt était à la France.

Léon GUILLAUME.

1. Manuscrit du père Norbert.
2. *Les La Marck et les deux Turenne*, par M. Villet.
3. Me Devès, notaire à Paris, rue Laffite, 3, est possesseur de ce contrat dont il existe plusieurs copies imprimées.

INVENTAIRE

DES

MONUMENTS MÉGALITHIQUES DE LA CHAMPAGNE

Grâce à l'initiative de la Société d'Anthropologie, un arrêté ministériel en date du 21 novembre 1879, institua une *sous-commission d'inventaire des monuments mégalithiques et des blocs erratiques de France*. Une des premières préoccupations de la sous-commission, dont le président est M. Henri Martin, président actuel de la Société d'Anthropologie, a été de dresser un inventaire sommaire destiné à servir de base à ses travaux. Cet inventaire a paru dans la livraison (janvier 1880) du Bulletin de la Société d'Anthropologie; nous remarquons que les départements champenois apportent à la liste un contingent de plus de *six cents* monuments mégalithiques, ainsi répartis[1] :

Dolmens.

Aisne. — Arcy-Sainte-Restitue ; Axy-Bonneil ; Cierges ; Courcelles, 2 ; Fieulaines ; Fonsomme (?) ; Fontenoy ; Haramont ; Montchâlons ; Montigny-l'Engrain, 2 ; Neuvilette ; Vaurezis. — *Total* : 14.

Ardennes. — Rumigny.

Aube. — Avant; Bercenay-le-Hayer, 2 ; Bourdenay, 3 ; Bouy-sur-Orvin, 2 ; Barbuize, 5 ; Crancey, 3 ; La Fosse-Corduan ; Marcilly-le-Hayer, 4 ; Nogent-en-Othe ; Nogent-sur-Seine ; Périgny-la-Rose, 2 ; Pont-sur-Seine, 4 ; La Saulsotte, 8 ; Soligny-les-Etangs, 6 ; Saint-Loup-de-Buffigny ; Saint-Martin-de-Bossenay ; Trancault, 6 ; Villenauxe-la-Grande, 4 ; Villeneuve-au-Châtelet. — *Total* : 56.

Haute-Marne. — Nogent ; Saint-Loup-sur-Aujon ; Suzannecourt ; Villiers-les-Aprey ; Vitry-les-Nogent. — *Total* : 5.

Haute-Saône. — Champey.

Marne. — Chouilly ; Congy, 2 ; Fontaine-Denis ; Leuvrigny, 3 ; Potangis ; Saint-Masme. — *Total* : 9.

Seine-et-Marne. — La Chapelle-sur-Crécy ; Provins ; Rumont. — *Total* : 3.

Yonne. — Auxerre ; Island-le-Saulçois ; Lain ; Michery ; Pont-sur-Yonne ; Saint-Martin-sur-Ouanne ; Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes ; Le Vault-de-Lugny ; Villemanoche, 2. — *Total* : 10.

1. Nous faisons figurer dans la liste, les départements circonvoisins de la Meuse, de la Haute-Saône et des Vosges, dont l'histoire intéresse un grand nombre de nos compatriotes.

Menhirs.

AISNE. — Ambleny, 2; Beaurevoir; Bois-les-Pargny, 2; La Bouteille Brenelle; Bucy-le-Long; Chaudun; Chavigny; Courcelles; Courmont; Crouy; Dhuizel; Fère-en-Tardenois; Fieulaine; Jouaignes; Limé; Mont-Saint-Père; Ostel; Pernan; Pinon; Saint Nicolas-aux-Bois, 3; Tugny-et-Pont; Viel-Arcy; Villers-Cotterets. — *Total* : 28.

ARDENNES. — Château-Regnault; Ham-sur-Meuse. — *Total* : 2.

AUBE. — Avant, 2; Bercenay-le-Hayer, 3; Bouy-sur-Orvin; Barbuise; Bérulles; La Fosse-Corduan, 4; Marcilly-le-Hayer; Pont-sur-Seine; Soligny-les-Etangs, 2; Saint-Aubin; Saint-Loup-de-Buffigny; Saint-Martin-de-Bossenay; Trancault, 3; Villenauxe-la-Grande. — *Total* : 28.

HAUTE-MARNE. — Auberive; Bourg-Sainte-Marie, 2; Châteauvillain; Fontaines-sur-Marne. — *Total* : 5.

HAUTE-SAÔNE. — Aboncourt; Bourguignon-les-Morey; Champey; Dampvalley-les-Colombe; Fougerolles, 2; Haut-du-Them; Jonvelle, 3; Moley; Morey; Noroy-les-Jussey; Polaincourt; Raddon; Traves; Vernoy. — *Total* : 17.

MARNE. — Congy, 5; Férébrianges; Potangis. — *Total* ; 7.

MEUSE. — Bovée; Branvilliers; Ecurey; Milly-Devant-Dun; Montplonne; Nant-le-Grand; Savonnières-en-Woëvre; Saint-Mihiel; Vandeville. — *Total* : 9.

SEINE-ET-MARNE. — Baby; Beautheil; Cély-en-Bière; Courtomer; Diant; Dormelles; Ecuelles ou Moret; Fontaine-sous-Montaiguillon; Louan; Montereau, 7; Paley; Pierrelevée; Saint-Brice; Thoury-Ferrottes; Vignely; Villecerf. — *Total* : 22.

VOSGES. — Escles; Remiremont, 2; Vallée-de-la-Sale. — *Total* : 4.

YONNE. — Aillan-sur-Tholon, 2; Appoigny; Auxerre; Avallon; Baon; Bœurs; Champigny; Chastellux; Chatel-Gérard; Chigy; Collemiers; Courgenay; Michery; Montacher, 2; Mont-Saint-Sulpice, 2; Ouanne; Pizy; Pont-sur-Vannes; Quarré-les-Tombes; Ravières: Saint-Julien-du-Sault; Santigny; Sépaux; Les Sièges; Sognes; Sommecaisse; Soucy; Theil; Treigny; Vaumort; Verlin, 2; Villemanoche, 2; Villeneuve-sur-Yonne; Villers-Bonneux; Villethierry; Voutenay. — *Total* : 41.

Alignements.

Néant.

Cromlechs.

AUBE. — Bercenay-le-Hayer; Saint-Aubin; Saint-Loup-de-Buffigny. — *Total* : 3.

HAUTE-MARNE. — Langres.

MARNE. — Potangis.

MEUSE. — Epiez; Montplonne; Rumont; Vandeville. — *Total* : 4.

SEINE-ET-MARNE. — Trilport.

YONNE. — Champcevrais; Saint-Agnan; Voisines. — *Total* : 3.

Polissoirs.

AISNE. — Pinon ; Troesnes. — *Total* : 2.

AUBE. — Avant, 2 ; Avon-la-Pèze, 2 ; Bercenay-le-Hayer, 3 ; Marcilly-le-Hayer, 4 ; Pouy, 3 ; Rigny-le-Ferron ; Villadin, 2 ; Villemaur, 2. — *Total* : 19.

MARNE. — Bouvancourt.

SEINE-ET-MARNE. — Paley ; Saint-Mammès. — *Total* : 2.

YONNE. — Cerilly, 4 ; Champigny ; Courgenay ; Flacy, 2. — *Total* : 8.

Pierres à bassins.

AISNE. — Oigny ou Silly-la-Poterie.

ARDENNES. — Carignan.

HAUTE-SAÔNE. — Aroz ; Fouvent-le-Haut. — *Total* : 2.

VOSGES. — Bleurville ; Darney. — *Total* : 2.

YONNE. — Saint-Léger, 6.

Pierres branlantes.

HAUTE-MARNE. — Cirey-les-Mareilles.

Pierres diverses.

AISNE. — Berny-la-Rivière ; Braisne ; Chartèves ; Château-Thierry ; Chezy-l'Abbaye ; Coincy ; Courmelles ; Fère-en-Tardenois ; Hartennes ; Longpont ; Molinchart ; Neuilly-Saint-Front ; Osly-Courty ; Pommiers ; Remigny ; Rocourt ; Saint-Michel ; Urcel ; Viel-Arcy, 2. — *Total* : 20.

ARDENNES. — Chuffily-et-Roche ; La Férée ; Neuville-aux-Tournons ; Nouzon ; Signy-l'Abbaye. — *Total* : 5.

AUBE. — Bourdenay, 4 ; Gelannes ; Isle-au-Mont ; Marcilly-le-Hayer, 3 ; Metz-Robert ; Nogent-en-Othe, 2 ; Trancault, 5 ; Villenauxe-la-Grande. — *Total* : 18.

HAUTE-MARNE. — Ageville ; Courcelles ; Crenay-sur-Suize ; Dommarien ; Héricourt ; Leffonds ; Pierrefaite ; Poinson-les-Nogent ; Rochefort ; Roches-sur-Marne ; Roches-sur-Rognon ; Rochetaillée. — *Total* : 12.

MARNE. — Congy ; Courcy-la-Neuvilotte ; Œuilly ; Outrines ; Pierre-Morins. — *Total* : 5.

MEUSE. Ginerey ; Pierrefitte-sur-Aire. — *Total* : 2.

SEINE-ET-MARNE. — Boulancourt ; Bransles ; Bussières ; Coutevroust ; Ecrennes ; La Grande-Paroisse ; Pierrelez ; La Rochette ; Verdelot. — *Total* : 9.

VOSGES. — Clerjus ; Pierrefitte ; Rochesson ; Rupt. — *Total* : 4.

YONNE. — Asnières, 3 ; Asquins ; Avallon ; Avrolles ; La Belliole ; Bœurs ; Bonnard ; Les Bordes, 3 ; Brannay, 2 ; Brion ; Bussy-en-Othe, 2 ; Carisey ; La Celle-Saint-Cyr ; Cerisiers, 7 ; Chailley ; Champigny, 9 ; Châtel-Censoir ; Chaumont ; Cheny ; Chéroy, 6 ; Chevannes, 3 ; Collemiers, 2 ; Compigny ; Cornant ; Coulours ; Courceaux, 2 ; Courgenay, 4 ; Courlon, 2 ; Courson ; Cravant ; Cruzy-le-Châtel ; Cudot ; Cui ; Dixmont, 4 ; Dollot ; Fontaine-la-Gaillarde, 2 ; Fouchères, 2 ; Gigny ; Girolles-les-Forges, 2 ; Gisy-les-Nobles, 2 ; Gland ; Grange-le-Bo-

cage, 4; Gron; Hauterive; Jouy, 4; Joigny; Lain; Lainsecq; Lixy, 2; Lucy-sur-Yonne; Magny; Maillot; Mailly-la-Ville, 3; Malay-le-Roi, 3; Malay-le-Vicomte, 3; Marsangy, 2; Michery, 3; Molinons; Moutiers-Saint-Sauveur; Nailly, 2; Noé, 2; Pailly, 2; Pierre-Perthuis, 2; Plessis-Saint-Jean; Pont-sur-Vanne, 2; Pont-sur-Yonne, 2; Précy; Prégilbert; Préhy; Quarré-les-Tombes, 10; Saligny, 4; Seignelay; Senan, 2; Serbonnes, 3; Sergines, 4; Sermizelles, 2; Les Siéges; Sognes; Soucy, 5; Sougères, 5; Subligny, 2; Saint-Agnan, 10; Saint-Aubin-sur-Yonne, 3; Saint-Cidroine; Saint-Germain-des-Champs, 5; Saint-Julien-du-Sault, 2; Saint-Léger, 4; Saint-Martin-sur-Ouanne; Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes, 5; Saint-Maurice-le-Viel, 3; Saint-Valérien, 2; Theil, 2; Thorigny, 4; Treigny, 3; Vareilles; Vaudeurs, 3; Vaumort, 6; Véron, 3; Vertilly, 3; Vézelay; Vignes; Villebougis, 3; Villechétive, 4; Villegardin, 2; Villemanoche, 5; Villeneuve-la-Dondagre; Villeneuve-la-Guyard; Villeneuve-sur-Yonne; Villeroy; Villers-Bonneux, 2; Villethierry, 2; Villiers-Louis, 3. — *Total* : 259.

Telle est, d'après le Bulletin de la Société d'Anthropologie, la statistique des monuments mégalithiques de notre région. La partie qui concerne la Haute-Marne présente des lacunes; nous sommes persuadé qu'il en est de même pour les autres départements, sauf peut-être pour l'Aube et l'Yonne dont les listes ont été rédigées apparemment à l'aide de renseignements dus à la Société académique de l'Aube et à la Société des sciences naturelles de l'Yonne, toutes deux correspondantes de la Société d'Anthropologie.

L'inventaire général, du reste, n'est pas définitif. La Société d'Anthropologie déclare, elle-même, que c'est un premier essai et qu'il y aura *un peu à retrancher, beaucoup à ajouter et de nombreux changements à faire*; aussi prie-t-elle ses membres de lui signaler les défauts ou les omissions de l'inventaire. A notre tour, nous faisons appel aux archéologues de la région, et nous les prions d'adresser à la Société, par notre intermédiaire s'ils le désirent, toutes les communications qu'ils jugeront utiles ou intéressantes.

ARTHUR DAGUIN,
Membre titulaire de la Société d'Anthropologie.

NÉCROLOGIE

M. Guy, directeur honoraire de l'Ecole nationale des Arts-et-Métiers de Châlons, membre titulaire de la Société d'agriculture de la Marne, vient de mourir à Châlons. Esprit distingué et laborieux, il avait pendant 17 ans dirigé avec succès cet important établissement. Il avait été mis à la retraite l'an dernier et cette mesure avait causé une douloureuse surprise à cause de la valeur de l'homme et de la supériorité du fonctionnaire.

* * *

Le comte de Baussancourt est mort dans son château de Baussancourt, prés de Bar-sur-Aube. La famille de Baussancourt a fait ses preuves devant M. de Caumartin, lors de la réforme de la noblesse en Champagne, depuis l'année 1514. Elle possédait dans cette province les seigneuries du Petit-Mesnil, Chaumesnil, Mesnil-Fouchard, Vauchonvilliers, Valsuzenay, etc. — Armes : d'argent au lion de sable, la queue fourchue et en sautoir, chargée sur l'épaule sénestre d'une étoile de gueules.

* * *

M. Victor Fiévet vient de mourir à 70 ans, à Abbeville. Longtemps imprimeur à Epernay, il y fonda le *Journal d'Epernay*. Nous lui devons une histoire de cette ville en trois volumes. Vice-président au Congrès des imprimeurs à Tours en 1865, il était membre des Sociétés académiques de Reims et de Châlons. M. Fiévet avait repris aux frères Warin la première imprimerie fondée en 1790 à Epernay, par M. Paroissien.

* * *

Le marquis de Bouthillier-Chavigny, maire de Montmort depuis 1852, ancien auditeur au Conseil d'Etat, gentilhomme de la Chambre du roi Charles X, ancien membre du Conseil général de la Marne, est mort subitement le 12 août dans son château de la Charmoye à Montmort. Il était le chef d'une famille originaire de Bretagne où vivait au xve siècle. Jean Bouthillier, écuyer, seigneur de Maupertuis. Cette maison a produit plusieurs personnages considérables : Victor, archevêque de Tours en 1640 ; le célèbre abbé de Rancé, le réformateur de la Trappe ; Claude, surintendant des finances et favori de Richelieu ; Léon, comte de Chavigny et de Buzançai, son fils, ministre d'Etat ; François, fils de celui-ci, évêque de Troyes, auquel succéda en 1657, son neveu Denis Bouthillier : Armes : d'azur à trois losanges d'or posées de face.

BIBLIOGRAPHIE

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, COMMERCE, SCIENCES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DE LA MARNE. Année 1878-1879. *Châlons-sur-Marne*, chez Auguste Denis, libraire de la Société, rue Saint-Croix, 14.

J'apprécie plus que personne ce qu'il y a d'érudition profonde et de pénétrante sagacité dans les travaux des sociétés savantes de la Champagne et de la Brie; mais, du moment où je crois reconnaître que ces travaux s'écartent trop du but que se proposent ces doctes compagnies, c'est-à-dire des études historiques, littéraires, scientifiques, agricoles, commerciales, industrielles, artistiques, dans leur application aux diverses régions de notre province, dois-je remplacer mes observations critiques par des éloges de complaisance? Sans doute, en ce temps de louanges banales, il y a quelque chose d'étrange dans le rôle d'un écrivain qui se permet d'examiner et de critiquer; pourtant mes collègues des académies champenoises, que je regarde comme fort au-dessus des félicitations officieuses, mettront quelque prix, j'en suis sûr, à des remarques indépendantes et consciencieuses.

Ainsi, dans les susdits *Mémoires*, une *Etude*, fort intéressante d'ailleurs, *sur les différentes écoles de violon depuis Corelli jusqu'à Baillot, par M. Félix Huguet*, occupe presque la moitié du volume. Cette étude fort curieuse et savamment faite, j'en conviens, ne serait-elle pas mieux à sa place dans une *Revue* spécialement consacrée à l'art musical? Combien je préfère, malgré leur importance évidemment moindre, les excursions lichénographiques de M. Brisson dans les alentours de Château-Thierry, les souvenirs champenois recueillis par M. le colonel de Boureulle dans ses explorations à travers le moyen-âge de la Lorraine, les considérations artistiques relatives à la restauration de la galerie nord du grand comble de la cathédrale de Reims, les extraits d'un vieux manuscrits d'Etienne de Bourbon, dominicain du XIIIe siècle, par M. Eugène Perrier, les documents inédits publiés par M. l'abbé Lucot sur Jeanne Darc en Champagne! Toutes ces recherches marquées au coin d'une érudition de bon aloi peuvent, du moins, contribuer à mettre en lumière la physionomie de notre ancienne province.

Les *Lichens des environs de Château-Thierry*, étudiés par M. Brisson, ne démontrent-ils, par exemple, que la Champagne offre aux botanistes nés dans son sein les éléments d'utiles et agréables découvertes dans le règne végétal? « Nous avons passé plus d'une fois, dit le docte auteur, la journée entière au sommet des côteaux qui enserrent la Marne et la ville de leurs gracieux et frais contours, livré tout entier, au milieu des roches de grés, à nos études de prédilection ». La première fois ajoute-t-il, que le naturaliste aperçoit

l'un de ces rochers énormes, il est ravi de la quantité de lichens qu en émaillent la surface; c'est comme une mosaïque où s'étalent les plus vives couleurs, depuis les tons éclatants de l'or jusqu'à l'ébène le plus pur; il y a là toute une population d'une physionomie charmante; mais il arrivera que certaines espèces, spécialement confinées, disparaîtront par suite de l'exploitation des roches qu'on convertit en pavés. Pour récolter, dans ces contrées rocheuses, les lichens dont il donne l'énumération raisonnée, M. Brisson a multiplié ses courses qui lui ont coûté beaucoup de fatigues, mais qui lui ont procuré d'aimables surprises; c'est lui qui, le premier, entreprit des recherches lichénographiques dans les environ de Château-Thierry; un ancien directeur des domaines, M. Dey, installé récemment dans cette ville, a découvert plusieurs espèces rares offertes comme nouvelles à notre future flore de la Champagne et de la Brie; les renseignements qu'il a communiqués au savant botaniste de la Marne sur les résultats de ses explorations ont permis à son digne émule de donner, dans son énumération des lichens, une indication précise des stations et des localités.

L'intéressant *Rapport sur un manuscrit d'Etienne de Bourbon, dominicain du* XIIIe *siècle*, par M. Eugène Perrier, ne prouve-t-il pas que des investigations patientes et sagaces faites, même en dehors des sujets exclusivement locaux, dans de vieilles collections, amènent souvent la découverte de curieux documents relatifs à notre province? Etienne de Bourbon, quoique originaire du diocèse de Lyon, relate dans son ouvrage écrit sans aucune prétention littéraire, mais avec une certaine originalité, plusieurs récits authentiques ou légendaires qui peignent les habitudes sociales au temps de Louis XI en Champagne; c'est ainsi qu'il nous apprend que le troyen Pierre Comestor fut candidat au siége épiscopal de Paris en même temps que Maurice de Sully; les chanoines parisiens consultèrent Louis VII; celui-ci voulut être renseigné sur les titres des deux candidats; on lui dit que Maurice se distinguait surtout par son zèle ardent pour le salut des âmes, et Pierre par sa passion insatiable pour l'étude; le roi répondit alors: « donnez l'évêché au plus fervent et la direction des écoles au plus savant. »

Dans *les souvenirs lorrains et champenois du moyen-âge*, M. le colonel de Boureulle explique par suite de quels événements la ville de Neufchâteau a dû sa première charte d'affranchissement au patronage d'un comte de Champagne et montre les conséquences qui résultèrent, pour un bon nombre de cités lorraines, de l'initiative de Guillaume de Champagne, archevêque de Reims, en faveur de l'émancipation des habitants de la petite ville de Beaumont-en-Argonne.

La commission de la Société académique de Châlons-sur-Marne conclut, par son *Rapport sur la galerie nord du grand comble de la cathédrale de Reims*, au rétablissement en totalité de cette galerie dans le style si ferme, si grave, si pure de la nef qu'elle est appelée à couronner. Les conclusions du rapporteur rémois tendent, au con-

traire, à la reconstruction de cette galerie telle qu'elle est d'après le style ogival fleuri. Des archéologues paraissent se prononcer, les uns pour la commission rémoise, les autres pour la commission châlonaise; sans vouloir intervenir dans le débat, ne peut-on pas déclarer en principe que les restaurations ne doivent pas être en désaccord avec l'ensemble de la splendide basilique?

Ma thèse qui consiste à soutenir que les Académies de province doivent se livrer à des études exclusivement locales trouve un argument péremptoire dans les savantes recherches de M. le chanoine Lucot, archiprêtre de Châlons-sur-Marne. *Jeanne d'Arc en Champagne, note inédite d'un contemporain de la Pucelle sur la campagne du sacre 1429 avec quelques éclaircissements*, tel est le titre d'un travail dont le vénérable et docte ecclésiastique a découvert les éléments dans un *Ordo* de la Bibliothèque nationale. Ce beau livre liturgique, écrit vers le milieu du XIIIe siècle, renferme des notes ajoutées successivement du XIVe au XVIIe; ces notes rédigées tantôt en latin, tantôt en français, ont trait la plupart à des faits de notre histoire provinciale. Une, entre autres, regarde Jeanne d'Arc. Comme tout ce qui se rattache à cette pieuse libératrice de la France attire aujourd'hui l'attention des esprits sérieux et excite l'émotion des cœurs patriotiques, M. le chanoine Lucot s'arrête plus spécialement aux détails inédits qui concernent l'héroïne champenoise; il les expose avec la science et l'exactitude d'un bénédictin. ET. G.

* * *

NOTES HISTORIQUES SUR L'HOPITAL MILITAIRE DE BOURBONNE-LES-BAINS, avec plusieurs plans et documents entièrement inédits sur les thermes de cette ville, par A. Lacordaire, officier d'académie, etc. *Langres*. Jules Dallet, libraire-éditeur. 1880.

On sait qu'à Bourbonne, une des plus anciennes stations balnéaires de la Champagne méridionale, il existe deux établissements thermaux complètement distincts: les bains civils acquis en 1872 d'un seigneur dont antérieurement ils étaient la propriété, et l'hôpital militaire où le ministre de la guerre envoie, chaque année, un certain nombre de malades pour y recevoir les soins médicaux que réclame leur situation.

Divers opuscules rédigés avec érudition affirment que, dès la conquête des Gaules, les Romains avaient construit, en ce lieu, de magnifiques thermes dont l'importance et la splendeur sont attestées par les vestiges encore subsistants; ils ajoutent que ces somptueux édifices gallo-romains furent détruits de fond en comble par les hordes d'Attila. Depuis ce passage dévastateur, les sources thermales, longtemps ignorées, perdues même, furent retrouvées par hasard et utilisées dans des bâtiments primitifs conservés jusqu'en 1763. On construisit alors un établissement d'une certaine importance que le comte d'Avaux, son propriétaire, fit démolir vingt ans plus tard pour le remplacer par un autre modèle transformé à son tour en 1812.

Mais si l'origine et l'historique des bains civils sont bien connus, il

n'en est pas de même des documents relatifs à l'hôpital militaire; aussi M. A. Lacordaire a-t-il pensé qu'il serait utile de réunir en une succincte notice tous les résultats de ses patientes et laborieuses recherches qui concernent ce précieux établissement; il déclare qu'on ne saurait préciser l'époque à laquelle les sources de Bourbonne ont été retrouvées ; ce qui est vrai, c'est que dès le XVIe siècle, les soldats qui venaient prendre les eaux étaient si malheureux sous le double rapport du logement et de la subsistance que des personnes, touchées de cette situation, créèrent une sorte de refuge pour les pauvres invalides. Cette fondation, autorisée par lettres patentes en date du 2 octobre 1702, devint tellement insuffisante que Louis XV décida la construction de l'hôpital militaire; les travaux furent mis en adjudication le 7 mars 1730 en l'hôtel de messire Jean-Marie de Serrey, écuyer, seigneur de Bougey, Saint-Broing et autres lieux, lieutenant-général au baillage ducal de Langres, subdélégué de l'intendant de Champagne.

Le savant auteur de la notice expose ensuite avec pièces à l'appui les modifications, les améliorations, toutes les vicissitudes que nécessitèrent les circonstances dans le personnel et dans la construction de l'hôpital militaire. Aujourd'hui, l'hôpital constitue un des plus importants de France; la saison thermale comprend deux périodes; la première commence au 15 mai pour finir au 15 juillet; la seconde s'étend du 15 juillet au 15 septembre, date de la fermeture. M. A. Lacordaire ajoute avec raison que les travaux effectués et ceux projetés feront de Bourbonne-les-Bains un établissement modèle.

L'abbé Etienne GEORGES, de Troyes.

* * *

DESCRIPTION HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE NOTRE-DAME DE REIMS, par M. l'abbé V. Tourneur, vicaire-général de son Eminence l'archevêque de Reims, vice-président de l'Académie de Reims, etc. Reims, Daligne, libraire de l'Académie. Ernest Renart, gérant, 1880.

De tous les monuments historiques de la Champagne et de la Brie, les plus remarquables par l'ampleur de leurs dimensions et par la magnificence de leur architecture sont, sans contredit, les cathédrales, merveilleuses créations du génie catholique de nos ancêtres. Plus d'un archéologue, après les avoir tour à tour étudiées, éprouvera un certain embarras pour les classer selon leur mérite; le sentiment qui finira, en dernière analyse, par dominer chez lui et par absorber tous les autres, sera peut-être celui d'une vive et profonde admiration pour leur beauté respective ! Nous pensons, nous, qu'entre toutes ces cathédrales qui se dressent majestueusement çà et là dans notre province natale avec tout leur cortège de figures symboliques et d'inspirations célestes cachées sous un riche vêtement de pierre, celle de Reims est digne d'occuper le rang le plus élevé. Aussi M. l'abbé Tourneur, vicaire-général et savant académicien, a-t-il été heureusement inspiré en composant, d'après le désir à lui exprimé, une des-

cription sommaire de ce chef-d'œuvre de l'architecture ogivale, objet de ses ardentes et bien legitimes sympathies.

L'auteur ne s'est point proposé de donner de la cathédrale rémoise une description en forme ; un pareil travail comporterait tout un énorme volume. M. l'abbé V. Tourneur s'est borné à faire ressortir dans son petit livre, véritable modèle de clarté, de précision et d'exactitude, les principaux caractères de beauté que nous révèle, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, ce monument u'on peut considérer comme le type d'une cathédrale de la plus splendide époque de l'art chrétien du moyen-âge ; mais, sans sortir du plan restreint que l'élégant écrivain s'est imposé, le charmant opuscule, méthodiquement conçu, renferme des pages si substantielles, qu'avec ce judicieux et aimable cicerone, un touriste se trouve en mesure de visiter d'une manière rapide et profitable, la somptueuse basilique jusque dans ses plus minutieux détails de construction et d'ornementation ; aucune longueur descriptive, aucune digression érudite n'entravent la marche du visiteur. « C'est à dessein que nous avons omis toutes controverses, dit le docte et vénérable abbé, soit sur les faits historiques, soit sur quelques interprétations iconographiques ou autres ; nous avons indiqué ce qui nous a semblé le plus probable, laissant à ceux qui voudront pousser jusqu'au fond leur étude, le soin de recourir aux grands ouvrages. Nous serons satisfait, si nous inspirons à quelques-uns de nos lecteurs la résolution de se livrer à ces intéressantes recherches ; et si tous, après nous avoir pris pour guide, conservent de notre belle cathédrale un souvenir durable. »

L'abbé Etienne Georges, de Troyes.

* * *

Société des sciences et arts de Vitry-le-Francois, 1878. Typographie Pesser, rue Dominé de Verzet. Un volume in-8°.

De tous les travaux contenus dans ce volume, le plus remarquable est sans contredit la collection des *Documents inédits sur les Etats-Généraux, tirés des Archives de Vitry-le-François* et publiés avec une introduction, par M. G. Hérelle, professeur de philosophie au collège de cette ville. *L'ancien Ponthion*, par M. Barbat de Bignicourt ; l'*Etude sur la seigneurie et les villages de Changy, Merlaut et Outrepont*, par M. Moulé ; l'*Essai sur la topographie et la géologie du canton de Sézanne*, par M. Robert ; les *Quelques mots à propos de la pierre tombale de Jean de Mutigny*, en l'église de Notre-Dame de Vitry, par M. Barbat de Bignicourt ; l'*Eglise de Changy et ses défenses militaires*, par M. Pestre ; les *Cimetières de la Marne*, études archéologiques, par M. Mougin ; la *Description des plantes cryptogames nouvelles*, par M. Richon ; tous ces mémoires ne sont dépourvus ni d'intérêt ni de charme ; ils se distinguent même par la patience des recherches et par la sagacité des vues ; mais, je le répète, la pièce la plus importante, le travail par excellence du volume en question, c'est la précieuse publication du savant

professeur de Vitry-le-François. M. Hérelle a compris qu'il s'agissait de reconstituer les annales de nos vieilles assemblées et de rendre ainsi à l'histoire politique des siècles précédents sa véritable physionomie ; en conséquence, il s'est mis courageusement à l'œuvre pour explorer les archives et recueillir les documents originaux ; ceux-ci se divisent en deux séries ; la première comprend les documents antérieurs au XVIIIe siècle ; la seconde concerne l'Assemblée de 1789.

I.

M. Hérelle constate que la destruction des archives de Vitry-en-Perthois laisse ignorer presque complètement la part que prit ce bailliage aux Etats réunis en 1484. Le paiement de huit sols quatre deniers au chevaucheur chargé d'apporter à Vitry l'édit royal et l'ordonnance de Regnault Doulcet, lieutenant du bailli de Vermandois au siége de Châlons, prouvent qu'un commencement d'exécution fut donné à la clause par laquelle le roi de France s'obligeait à faire ratifier par les trois ordres les stipulations signées le 23 décembre 1482, par Maximilien d'Autriche et Louis XI. Un siècle plus tard, le 10 décembre 1560, les Etats convoqués à Meaux entendirent les doléances des députés de l'ancien ressort de Vitry ; ceux-ci étaient : pour le clergé, messire Thierry de Tournebulle, chanoine-doyen de l'église collégiale de Vitry-en-Perthois ; pour la noblesse, messire René d'Anglure de Givry, chevalier de l'ordre, capitaine de cent hommes d'armes ; pour le Tiers-Etat, maîtres François Hocquart, procureur du roi au bailliage de Sainte-Menehould, et Claude Le Besgue, prévôt en garde de l'ancien et du nouveau Vitry. Leur cahier de remontrances déclare qu'il faut remettre à l'élection les archevêques, évêques, abbés, prieurs, curés, chanoines et autres dignitaires, nommer à ces fonctions des gens doctes et de sainte vie, exiger la résidence, proscrire la commende, défendre l'ordination des prêtres qui n'ont pas au moins trente ans et cinquante livres de revenu, séparer la juridiction temporelle de la juridiction spirituelle. La magistrature aussi doit être réformée : les officiers sont vénaux, qu'on les fasse électifs; les magistrats ne sont pas toujours suffisamment expérimentés, que le Parlement examine leur loyauté ; les charges de judicature se sont multipliées outre mesure ; les tabellions, notaires ou greffiers exigent des salaires illicites ; ils abusent du parchemin et de l'écriture ; ils ruinent le pauvre peuple. Viennent ensuite les plaintes relatives au péage des ponts-et-chaussées ; ceux qui les perçoivent, non-seulement laissent ces services en souffrance, mais ils s'approprient les deniers perçus ; pour rendre l'activité et la prospérité au commerce, il faut qu'on lui donne toute liberté à l'intérieur ; qu'on abolisse même les droits de haut passage et les impositions foraines ; de cette façon, il sera possible d'attirer les étrangers, d'enrichir les nationaux et de favoriser l'accroissement des villes nouvelles. La noblesse n'est pas épargnée non plus dans ces âpres récriminations ; il paraît qu'une multitude de faux nobles se soustrayaient frauduleusement à l'impôt

de la taille ; en voyage, les gentilshommes refusaient de solder leurs dépenses et détruisaient le laboureur ; leurs chasses occasionnaient la dévastation des vignes et des récoltes ; il serait bon, disent les cahiers, de réfréner le luxe par des lois somptuaires, de limiter le nombre des domestiques, d'interdire les vêtements précieux, de supprimer les jeux, de fermer les cabarets pendant les jours de fête, d'expulser les histrions qui divertissent le peuple et lui donnent des habitudes de paresse. Chacun de ces articles n'est-il pas une amère condamnation du desordre qui régnait en Champagne comme dans les autres provinces ? Certaines villes champenoises s'expriment plus hardiment encore; ainsi, à Troyes, les bourgeois et les nobles n'hésitent pas à réclamer l'aliénation des biens du clergé et des joyaux des églises pour payer les dettes de l'Etat.

En ce qui concerne les Etats-Généraux de 1576, l'assemblée du bailliage de Vitry choisit, le 17 octobre, ses députés : pour le clergé, vénérable Pierre Zybert, docteur en théologie, grand archidiacre de Châlons-sur-Marne ; pour la noblesse, messire Jacques d'Anglure, vicomte d'Etoges, capitaine de cinquante hommes d'armes, chevalier de l'ordre ; pour le Tiers-Etat, maîtres Jacques Linage, conseiller du roi, président, lieutenant-général, et Germain Godet, lieutenant du bailli de Vitry au siége de Sainte-Menehould. Leurs remontrances ressemblent en beaucoup de points à celles de 1560 ; les mêmes abus provoquaient les mêmes plaintes ; seulement, cette fois, le Tiers-Etat sentit le vice de ces Etats-Généraux dont les délibérations n'avaient point de sanction et dont le pouvoir royal se servait principalement pour obtenir des subsides. Il faut, dit-il, que ce qui sera conclu soit ponctuellement observé, sans y ajouter ni diminuer, sans remettre l'exécution en d'autre temps ; il faut aussi que les opinions soient librement émises et que chacun puisse déclarer franchement les nécessités du royaume. N'entrevoit-on pas déjà, sous ces formules encore timides, le principe de la souveraineté nationale ? Le bourgeois des bonnes villes, ajoute M. Hérelle, n'entend plus qu'on se joue de lui. Il est curieux de noter également qu'à cette époque où les catholiques prenaient dans les conseils du gouvernement une influence décisive, le Tiers-Etat de Vitry montra une sorte de défiance à l'égard du clergé ; il se plaint que le faste du corps sacerdotal voué par profession à l'humilité, soit devenu un scandale par ses prodigalités mondaines ; il déplore que le plus clair revenu des biens ecclésiastiques soit dissipé par des séculiers au lieu d'être affecté au soulagement des pauvres ; il souhaite que les officiers royaux soient déclarés compétents pour connaître de l'administration de ces biens et que les maires, gouverneurs, échevins soient autorisés à poursuivre l'exécution des contraintes prononcées en ces matières par la justice séculière. Le cahier de la noblesse fait, avec celui du Tiers-Etat, un singulier contraste. Les nobles se déclarent sans réserve, royalistes et catholiques ; ils osent remercier très-humblement la reine mère, de la peine qu'il lui a plu de prendre en faveur de la propagation de la

foi ; ils la supplient de bien et mieux continuer en cette volonté. Quand on songe qu'il s'agit ici de Catherine de Médicis, principale instigatrice des massacres de la Saint-Barthélemy, on se demande ajoute avec une juste indignation M. Hérelle, quelles violences nouvelles pouvait rêver le parti de la Ligue en réclamant mieux que ces horribles boucheries d'hommes ; et pourtant les abus deviennent si criants dans le clergé que la noblesse elle-même convient qu'il est nécessaire de convoquer un concile national pour supprimer les maisons monastiques et réunir leurs biens au domaine de la Couronne, afin que ces revenus, une fois les intentions de leurs fondateurs remplies, servent au soulagement des nobles. Est-il possible de demander plus naïvement une spoliation dont on veut s'attribuer le profit ?

Les élus pour les Etats-Généraux de 1588 furent : pour le clergé, révérend père en Dieu Cosme Clausse, évêque, comte, de Châlons-sur-Marne, pair de France ; pour la noblesse, messire Jacques d'Anglure, sieur d'Etoges, chevalier de l'ordre ; pour le Tiers-Etat, maîtres Jacques Linage, lieutenant-général au bailliage, et Jean de Saint-Remy, juge ordinaire de la prévôté royale de Sainte-Menehould ; tous ces députés, attachés à la Ligue, avaient été nommés par les intrigues du duc de Guise et de son frère le cardinal, archevêque de Reims ; car Vitry était au pouvoir des Guise depuis le mois de mars 1585. Dans de telles conditions, faut-il s'étonner que les remontrances du Tiers-Etat reproduisent presque intégralement les instructions transmises par les ligueurs aux villes et communautés de la Champagne et de la Brie ? Le Tiers demande que nul ne soit reçu roi en France, s'il n'appartient à la religion catholique, apostolique et romaine ; que les princes du sang, s'ils devenaient hérétiques ou fauteurs d'hérésie, soient déchus de leurs droits à la couronne de France ; qu'en cas où le roi de France tomberait dans l'hérésie, le peuple soit déchargé de l'obéissance qu'il devait au monarque. Ces articles visent la personne d'Henri de Navarre ; d'autres s'attaquent au principe de l'autorité royale ; on déclare effectivement que cette autorité devra se soumettre à celle des Etats-Généraux ; que la paix et la guerre ne se feront point sans l'assentiment de ces Etats ; que le pouvoir est issu d'eux et doit leur retourner ; un contrôle incessant assurera cette Révolution politique ; pour cela, les Etats éliront une chambre chargée de l'exécution de leurs ordonnances ; cette chambre, par l'intermédiaire de son syndic, communiquera avec les syndics des trois ordres. N'est-ce pas là le régime parlementaire organisé au profit du parti catholique avec un comité de surveillance permanente ?

Ce qui frappe tout d'abord dans les remontrances des députés champenois aux Etats-Généraux tenus à Sens en 1614, c'est que le clergé, précédemment énergique dans ses réclamations contre ses propres abus, s'inquiéta fort peu de l'exécution de ses reglements disciplinaires et beaucoup de l'accroissement de ses privilèges ecclésiastiques ; les choses spirituelles deviennent un prétexte de revendications temporelles ; le clergé veut écarter le contrôle de l'Etat, même

dans les circonstances où le dogme et la morale n'ont rien à démêler; son ambition est de se constituer en pouvoir indépendant, de s'affranchir des juridictions ordinaires et d'exercer, sans surveillance, au nom des principes religieux, une autorité intolérante et tracassière. Il suffit de parcourir le Recueil des Mémoires du clergé, notamment le cahier du clergé du bailliage de Troyes, pour se convaincre que le savant et judicieux M. Hérelle constate ici, non pas une exception, mais une tendance générale ; plus on avance, dit-il, et plus le mal devient sensible ; bientôt le clergé n'élèvera la voix que pour défendre ses intérêts politiques, administratifs et financiers ; quant au pauvre peuple, on se contente de rappeler sommairement qu'il est accablé sous le poids des impôts ; on souhaite son soulagement, afin qu'il lève plus librement les yeux au ciel, priant sans cesse pour la prospérité de sa Majesté.

II.

Depuis cette époque, sauf deux convocations faites sans résultats en 1649 et en 1651, on ne pensa guère à consulter la France sur ses destinées ; le pouvoir personnel s'était imposé d'une manière définitive avec Louis XIV pour durer jusqu'au moment où il devait se briser, par suite de ses propres excès, contre la puissance, parfois désordonnée, mais désormais invincible de la volonté nationale. Il n'est pas sans intérêt, continue M. Hérelle, de constater dans les archives locales les signes avant-coureurs de ce brisement de l'ancien régime. Les archives judiciaires du bailliage de Vitry abondent en documents qui manifestent l'ébranlement des croyances et l'émancipation des esprits ; un scepticisme agressif, cyniquement exprimé, devenait pour certaines gens la monnaie courante de la conversation ; à ce point de vue, rien n'est plus curieux que le procès de l'huissier Poignant qui, en 1699, confondait dans une même haine, grossière et véhémente, la majesté divine et la majesté royale. Les jours de fête n'étaient plus des jours de recueillement et de prière ; les cabarets étaient plus fréquentés que les églises ; il fallait que le prévôt renouvelât tous les ans avec une sévérité croissante les ordonnances contre les bals et les mascarades en carême ; il fallait qu'il prohibât rigoureusement les danses le jour de la Saint-Jean où l'on allait en pèlerinage à Saint-Jacques de Vitry-en-Perthois, parce que, sous prétexte de religion, il se commettait mille excès dans la cour de l'abbaye. Dès le commencement du XVIIIe siècle, la licence devenait plus grave encore : tantôt c'étaient des jeunes gens qui s'assemblaient en bandes pour envahir la maison où l'évêque de Châlons-sur-Marne avait établi une veillée chrétienne pour les femmes et pour les filles ; tantôt c'étaient des charivaris nocturnes, des enseignes dérisoires suspendues aux portes des presbytères, des injures publiques contre le clergé, des voies de fait perpétrés jusque dans l'exercice du culte. Ainsi le premier ordre se trouvait discrédité dans l'opinion.

La noblesse ne jouissait guère plus de considération que le clergé ;

depuis François Ier les prérogatives nobiliaires s'achetaient moyennant finance, de sorte que les vieux titres dus à la naissance et au courage se trouvèrent confondus avec les titres nouveaux uniquement dus à l'argent ; il arriva que les nobles furent regardés comme de simples privilègiés qui, grâce à leur fortune, se faisaient dispenser de la taille; or, l'opinion publique n'admettait plus les immunités de la noblesse, parce que les services onéreux rendus autrefois par la noblesse n'étaient plus à sa charge ; depuis la réorganisation militaire, c'était le roturier qui formait le gros des armées ; la convocation du ban et de l'arrière-ban n'était plus guère qu'une revue de parade, comme l'atteste le cahier du Tiers-Etat de Vitry en 1789. Un autre genre d'abus sévissait en Champagne : nombre de seigneurs, devenus avant tout financiers, s'avisèrent de reproduire les anciennes chartes contre lesquelles cependant, à défaut de prescription légale, il y avait une sorte de prescription morale ; des procès innombrables s'engagèrent entre eux et les villages pour la résurrection de vieilles redevances tombées depuis longtemps en désuétude. Les prétentions seigneuriales provoquèrent une résistance énergique, surtout lorsque les débats portèrent, non plus sur le paiement d'un impôt, mais sur l'exigence de prestations serviles et sur l'aliénation de la liberté individuelle, comme dans le procès des habitants de Changy contre le sieur de Saint-Blaise.

« Nous sommes trop enclins à ne considérer le XVIIe siècle et le XVIIIe qu'à travers le prisme charmant de la littérature et des beaux-arts, remarque avec raison M. Hérelle ; tout alors semble vive couleur et merveilleux rayonnement; mais, aux yeux de l'observateur fidèle, il y a dans cette histoire des profondeurs sombres et d'inquiétants recoins. » Les populations mouraient de faim ; la culture des terres était presque abandonnée ; les villes et les campagnes se dépeuplaient ; tous les métiers languissaient et ne nourrissaient plus les ouvriers ; tout commerce était anéanti ; la France entière, suivant l'expression de Fénélon, archevêque de Cambrai, n'était plus qu'un grand hôpital désolé et sans provisions. Qu'on songe en outre aux prodigalités ruineuses de la cour, aux guerres follement entreprises et pitoyablement conduites, au déficit qui croissait d'année en année, et l'on comprendra que si la royauté française est morte de la misère, c'est de la misère de ses sujets ; lorsque le peuple souffre, dit judicieusement M. Hérelle, il n'est point patient; des troubles populaires se produisaient souvent et partout depuis les dernières années du règne de Louis XIV; ce que demandaient les séditieux, c'était du pain. Le bailliage de Vitry eut aussi ses jours d'émeute; en 1770, M. Debraux de Drosnay, lieutenant de police, entouré sur la place par un millier de personnes, faillit être étranglé. Pour achever ce triste tableau, il faut ajouter que les impôts étaient intolérables par leur poids qui écrasaient les contribuables, par l'arbitraire de leur répartition, par les mesures vexatoires qu'on employait pour en obtenir le paiement ; les procès-verbaux de l'assemblée provinciale de Champagne, tenue le 4 août 1787, reconnaissent ces abus avec une franchise significative.

Aussi, lorsque la royauté en détresse eut décidé, en 1788, la convocation des Etats-Généraux, ce fut dans toute la France une immense acclamation de joie, parce qu'on se persuadait que la réunion des trois ordres allait apporter un remède efficace à de longues et cruelles souffrances.

Ce fut le 16 juillet 1788 que l'arrêt de convocation parvint au Conseil de ville de Vitry ; on l'enregistra le 16 novembre de la même année au bailliage ; le 17 février de l'année suivante, parut l'ordonnance du grand bailli d'épée, M. de Thomassin de Bienville qui, conformément au règlement royal du 24 janvier, prescrivait la procédure à suivre pour la réunion des assemblées électorales. M. Hérelle analyse avec beaucoup de soin les opérations qui préparèrent le plus grand évènement de notre histoire. Il serait trop long de résumer ici les cahiers où sont renfermés les éléments explicatifs de l'état des esprits en Champagne à la veille du renversement de l'ancien régime social ; qu'il suffise de dire avec le savant et laborieux professeur de Vitry : « Si les cahiers de province et de bailliage, plus abstraits, plus théoriques, sont précieux pour l'homme d'Etat, les cahiers primaires des paroisses, plus voisins de la réalité, plus imprégnés des passions actuelles, plus émus dans leurs formes grossières, ont encore pour l'historien philosophe un intérêt supérieur. Ces doléances rustiques sont la partie vive du sentiment populaire ; on ne s'y inquiète point de l'origine du pouvoir, des attributs qu'il convient de lui reprendre, des contrôles dont il faut l'entourer ; c'est sur ces gens que pèse surtout la misère publique, et ils crient, sans prendre grand souci de l'exactitude des termes et de l'agencement des idées. Tantôt un simple paysan champenois a tenu la plume, et alors l'écriture, le style, l'orthographe semblent d'un enfant qui commence à fréquenter l'école ; tantôt un bourgeois retiré aux champs, ou un petit officier de justice, ou même le curé comme à Sermaize, se sont faits, pour la grande circonstance, les greffiers de leur village, et alors le langage est plus élégant, le cahier tracé avec plus de soin. Peut-être que d'une paroisse à l'autre on se contredit sur l'opportunité de telle ou telle réforme ; mais dans toutes les paroisses l'accusation contre l'état social est unanime. — La société actuelle, disent tous les cahiers, n'est pas règlée selon la justice. — Et voilà pourquoi ces laides pages paysannes ont changé en quelques jours la face du monde. »

Et. G.

* * *

Bulletin de la société historique et archéologique de Langres. Tome II, livraison 1.

Le premier numéro du tome II du *Bulletin* vient de paraître; il comprend deux études biographiques: l'une, par M. d'Arbaumont, sur M. Henry Baudot, président de la Commission des antiquités de la Côte-d'Or, mort à Dijon, le 21 mars 1880; l'autre, par M. Brocard, sur Joseph Berger, peintre, qui, né à Langres, le 12 thermidor an VI, mourut à Cambray, le 6 octobre 1870.

Le *Bulletin* annonce la mise en vente de la première livraison du tome III des *Mémoires* et l'ouverture d'un concours dont la clôture aura lieu le 30 juin 1881.

Une médaille de vermeil sera décernée à l'auteur du meilleur travail d'histoire concernant, soit une localité importante du département de la Haute-Marne, soit un des principaux établissements religieux, civils ou militaires, soit une période déterminée des annales de quelqu'une de ses villes, ou à l'auteur du meilleur mémoire d'archéologie ou de numismatique relatif au département de la Haute-Marne. Une médaille d'argent sera donnée à l'auteur du travail qui aura été classé au second rang.

Les mémoires qui doivent être adressés à M. le Président de la Société, ne seront pas signés; ils porteront seulement une devise ou épigraphe qui sera reproduite sur l'enveloppe d'un billet cacheté joint au mémoire, et contenant le nom de l'auteur, son adresse et la déclaration, signée de lui, que son travail est inédit et n'a été présenté à aucun concours antérieur.

Les manuscrits, admis au concours, resteront dans les archives de la Société, qui aura le droit de publier les ouvrages couronnés.

Arthur DAGUIN.

* * *

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS DE BAR-LE-DUC. Tome IX. *Bar-le-Duc*, Contant-Laguerre, 1880, in-8°.

Ce volume renferme d'excellentes études; plusieurs d'entre elles intéressent particulièrement les historiens et les archéologues de la Champagne. Nous n'alalyserons pas ces travaux érudits et substanciels, ils perdraient trop en passant par notre plume; mais voici leurs titres:

NOUVELLES RECHERCHES SUR LA SITUATION DE LA LIBRAIRIE, L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉTAT DE L'IMPRIMERIE A BAR-LE-DUC, PENDANT LES XIVe, XVe, XVIe, XVIIe ET XVIIIe SIÈCLES; par M. Victor Servais, vice-président de la Société.

ÉTUDE SUR LES SEIGNEURS DE LIGNY, DE LA MAISON DE LUXEMBOURG, LA VILLE ET LE COMTÉ DE LIGNY; par M. Bonnabelle, membre titulaire.

LES OSCILLATIONS POLAIRES ET LES TEMPÉRATURES GÉOLOGIQUES. NOUVELLES CONSIDÉRATIONS; par M. Jules Péroche, membre correspondant.

ÉTUDE SUR LA CONSIDÉRATION DES ÉTRANGERS EN FRANCE DEPUIS L'ORIGINE DE LA MONARCHIE JUSQU'A NOS JOURS; par M. L.-Ch. Bonne, secrétaire quenquennal de la Société.

LA QUESTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN FRANCE. ETUDE PÉDAGOGIQUE; par M. Alexandre Martin, agrégé des lettres, membre titulaire.

NOTE SUR LES OBJETS TROUVÉS DANS LA MEUSE, A VERDUN EN 1876; par M. l'abbé Gabriel, aumônier du collège de Verdun, membre correspondant.

ÉTUDES SUR LES MONNAIES AU TYPE ALTÉRÉ DE HENRY-L'OISELEUR. TROUVAILLE DE LONGEAUX ; par M. Maxe-Werly, membre correspondant.

Arthur DAGUIN.

* * *

BULLETINS DE LA SOCIÉTÉ D'ANTHROPOLOGIE.

Le dernier fascicule du *Bulletin* de la Société d'anthropologie (Février à Avril 1880) contient deux études intéressantes de M. Edouard Foudrignier. La première concerne les sépultures doubles de Thuisy (Marne.)

C'est vers la fin du mois de juillet 1879 que M. Fourdrignier explora le cimetière gaulois qui se trouve sur les confins du territoire de Thuisy et de Prunay, près de Reims ; soixante-quatre tombes furent ouvertes, mais huit avaient été déjà fouillées.

Vingt-quatre tombes étaient simples et contenaient des adultes masculins ou féminins ; les uns avec leurs épées, leurs fers de lance, quelques fibules souvent en fer ; les autres avec leurs colliers, leurs bracelets, leurs fibules en bronze très ouvragées, et parfois leurs pendants d'oreilles. Chacune de ces fosses contenaient en outre des vases variés par deux, trois et même cinq spécimens.

Vingt-huit tombes étaient à deux personnages des deux sexes, et quatre avaient trois sujets : un adulte et deux adolescents. Nous ne ferons que mentionner le mobilier funéraire : torques et fibules en bronze, crochets de suspension, fers de lance, javelots de toute dimension, épées à deux tranchants avec leurs gaines de fer, pinces épilatoires, outils divers et rasoirs en fer, vases de toute sorte, patères, assiettes, gobelets à boire, grands vases ventrus à panses arrondies, etc. Ce mobilier est évidemment fort remarquable, mais ce qui donne aux fouilles de M. Fourdrignier une grande importance, c'est que, *si le fait est bien prouvé*, elles ont amené la découverte d'une coutume funéraire.

Toutes les tombes doubles avaient leurs sujets dans la même position. Le cadavre féminin reposait sur le dos, le visage légérement tourné sur le côté gauche, les bras le plus souvent étendus de chaque côté, les jambes légèrement écartées. Le cadavre masculin se trouvait au contraire dans le sens inverse : la face contre le sol et appuyée sur le visage de la défunte, les bras souvent pliés et rapprochés de la tête de sa compagne, les jambes serrées l'une contre l'autre.

Les deux bassins se trouvaient toujours juxtapposés ; et même dans l'une des tombes, les fémurs et les tibias de la femmes étaient repliés sur le bassin et les fémurs de l'homme. Cette remarque indique par elle-même la curieuse position que parfois on donnait aux défunts dans ces sépultures et tout porte donc à croire, suivant M. Fourdrignier, que c'était une coutume funéraire.

Sur les quatre sépultures présentant trois sujets, une seule put être explorée avec attention ; elle contenait le cadavre d'un homme

et d'une femme adultes, dans la même position que dans les sépultures doubles; le troisième cadavre, dont le sexe n'a pu être déterminé, mais qui était celui d'un adolescent; tenait les deux autres étroitement serrés.

Telle est en résumé la première communication de M. Fourdrignier. En présence de ces faits et en se reportant aux habitudes des peuplades sauvages, il suppose qu'il était de règle que l'un des époux, la femme probablement, ne survécût pas à l'autre et qu'on l'inhumait soit étant sous l'influence d'un narcotique, soit après l'avoir fait mourir, par un poison.

La seconde étude est consacrée à la *découverte de deux casques gaulois à forme conique dans les sépultures de Cuperly et de Thuizy* (*Marne.*) Dans l'une des doubles tombes de Thuizy, M. Fourdrignier avait découvert sur les jambes du défunt vingt-six cocardes en bronze qu'il crut d'abord appartenir à une ceinture, mais qu'il reconnut plus tard provenir d'un casque conique. En mars 1880, notre compatriote recueillait, dans une sépulture à char un casque conique en cuir, qui à peine à l'air libre, se divisa en menus fragments. Nous ne suivrons pas l'auteur dans la description qu'il donne des ornements et des pièces métalliques, nous dirons seulement que c'est cette découverte qui l'amena à reconnaître dans sa trouvaille de Thuizy les restes d'un casque en cuir.

Ces deux nouveaux spécimens laissent supposer que ce genre de coiffure conique, loin d'être exceptionnel, était au contraire fort répandue dans cette partie des Gaules. Si jusqu'à ce jour, on ne l'a que fort peu signalé, c'est que, ne songeant nullement à son existence, les archéologues ont attribué ses pièces métalliques à d'autres objets de parure.

La forme conique de ces casques est à peu près identique à celle des coiffures qu'on observe dans les bas-reliefs assyriens. M. Henri Martin, qui signale ce fait, remarque en outre qu'une inscription de Ninive, nous apprend que tête de l'armée de Cyaxare, le vainqueur de l'Assyrie, se trouvaient les Cimmériens ou Gaulois orientaux. Dès lors, les Cimmériens n'auraient-ils pas porté en Gaule ces casques empruntés à l'Orient, de même que les Gaulois ont sans doute apporté d'Italie les vases étrusques que l'on trouve en Suisse et en Belgique. S'il en est ainsi, il y a là un indice qui confirme les données sur l'identité des Cimmériens avec les Gaulois du Danube qui ont pris Rome.

Notons enfin que ces casques possèdent une sommité qu'on retrouve dans la coiffure militaire allemande, c'est le *pikenhaupt*, *pikkelhaube* ou *sturmhaube* du casque prussien[1]. Arthur Daguin.

1. Il est juste à propos de ces deux casques de rappeler qu'en 1873, MM. E. de Barthélemy et Werléy ont, les premiers, découvert à Berru, près Reims, un casque de ce genre qui a été l'objet des études les plus intéressantes de MM. A. Bertrand et E. de Barthélemy. L'original est conservé au Musée de Saint-Germain. (*Note de la Rédaction.*)

* * *

Notre collaborateur M. Grignon vient de publier un volume très-curieux de « documents inédits pour servir à l'histoire de Châlons de 1420 à 1430, » démontrant que c'est dès la mort du roi Charles VI en 1422 que Châlons s'est soumis à la domination anglaise. On y trouve une série de pièces inédites très-intéressantes, notamment un manuscrit qui daterait du milieu du xve siècle et qui raconte les événements accomplis dans cette région de 1417 à 1430. Nous y reviendrons, le sujet en vaut la peine.

Ajoutons que M. Grignon poursuit dans le *Journal de la Marne*, l'histoire de la paroisse Saint-Jean de Châlons et prépare tout un volume sur celle de la paroisse de Notre-Dame-en-Vaux.

* * *

M. Edouard Bercet vient de publier à Hirson une brochure curieuse : « *Procès entre le curé d'Hirson et l'abbaye de Saint-Michel, 1748-1776.* » Il s'y agit de la revendication des dîmes contre les religieux. Les détails de ce procès interminable sont bien racontés et constituent réellement comme le dit l'auteur un intéressant « chapitre d'histoire locale. »

* * *

Souhaitons la bienvenue à deux nouvelles feuilles champenoises : à Reims, *la Flûte enchantée*, recueil hebdomadaire, artistique et littéraire ; à Vouziers, *le Sport dans le Nord-Est*, journal de chasse, canotage, tir, courses, etc., publié par M. Henrionnet.

* * *

Excellent travail que celui de M. Fayet, ancien inspecteur d'académie, sur les *Communes et les Ecoles de la Haute-Marne* (1 vol. in-8°, Langres, Dangien). Il nous faudrait un livre semblable pour chacun de nos départements, et nous sommes heureux de voir qu'on se décide à entreprendre partout cette grande enquête. Alors on ne pourra plus prétendre que l'instruction populaire était inconnue avant 1789.

M. Fayet s'est livré, aidé par les instituteurs de la Haute-Marne, à une enquête aussi consciencieuse que minutieuse. Il étudie d'abord le mouvement de la population depuis 1701 et constate la tenue régulière, bien avant cette époque, des registres de l'état-civil ; puis il examine les degrés de diffusion de l'instruction « prouvés par le nombre des signatures des époux et des épouses depuis cette date. » Il énumère toutes les paroisses pourvues d'écoles depuis 1680 et démontre qu'à la veille de la Révolution, *toutes* en possédaient. Un chapitre est particulièrement intéressant, consacré à l'administration des écoles sous l'ancien régime, au programme des études, à tous les détails d'organisation intérieure. Un autre chapitre s'occupe des écoles

de ville, moins nombreuses, mais qui fonctionnaient cependant dans tous les centres un peu populeux. Enfin M. Fayet énumère les fondations et on peut voir dans quelle large part la noblesse et le clergé s'associèrent au soin de la diffusion de l'instruction.

Ce livre mérite d'être médité et fait bonne justice de bien des fables répétées à satiété par des gens qui connaissent certes leur fausseté, mais n'ont pas la bonne foi de l'avouer.

« L'école paroissiale, écrit M. Fayet, existait depuis un temps immémorial. Cela ne pouvait pas être autrement, puisque de tout temps l'Eglise a prescrit à tout prêtre qui a charge d'âme, d'avoir auprès de lui un clerc laïque ou dans les ordres pour le seconder dans la célébration des offices, l'administration des sacrements et l'instruction des enfants, en tenant les écoles. Il a pu y avoir, il y a eu en effet trop souvent des négligences, mais la prescription a toujours été en vigueur et l'autorité diocésaine veillait à son exécution. »

Nous sommes heureux de savoir que la Société académique de la Marne insérera, dans son prochain volume, un mémoire sur l'instruction primaire dans le diocèse ancien de Châlons avant la Révolution [1]. E. DE B.

* * *

Notons un intéressant discours prononcé par M. l'abbé Gillet à la distribution des prix du petit séminaire de Reims, dans lequel il a brièvement résumé l'histoire de cet établissement.

Le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims, fonda l'Université de Reims au milieu du XVIe siècle. En 1563, il fit construire à ses frais, dans la rue du Barbâtre, une maison pour servir de grand séminaire. Louis de Guise, son successeur, le transféra dans un quartier du collège des Bons-Enfants et la maison du Barbâtre reçut une colonie de pasteurs catholiques anglais chassés de leur patrie (1584). Quand ceux-ci purent repasser la Manche, les religieux du Mont-Dieu s'y installèrent et y demeurèrent jusqu'à la Révolution. Mgr Le Tellier s'occupa activement du séminaire qui avait plutôt le caractère d'un Petit-Séminaire et y développa, au contraire, une école pour les jeunes gens se destinant définitivement au sacerdoce. Il se décida donc à faire construire un grand séminaire auprès du collège des Bons-Enfants, en y maintenant d'abord le petit. En 1702, les deux séminaires furent fusionnés. Pour combler la lacune qui privait de l'instruction les enfants au-dessous de la quatrième, l'abbé de Louvois, neveu du prélat, avait de son côté fondé sur la paroisse Saint-Jacques, à ses frais, un petit séminaire. Les choses durèrent ainsi jusqu'à la Révolution. En 1787, les Sulpiciens succédèrent aux Geno-

1. Nous avons sommairement traité ce sujet en constatant la remarquable organisation scolaire de notre diocèse, dans un article publié dans le *Journal officiel* du 5 avril 1875 et dans l'Annuaire de la Marne de 1877, VIe série de nos *Variétés historiques sur la Champagne*.

véfains. En 1820 on tenta de rétablir le petit séminaire, et il se restaura promptement et brillamment grâce à M. l'abbé Lambert qui le dirigea de 1824 à 1851.

*
* *

Les Évêques de Langres. Étude épigraphique, sigillographique et héraldique, par Arthur Daguin. — Tel est le titre du mémoire qui, en 1877, obtint la première médaille au concours de la Société historique et archéologique de Langres. Nous donnerons prochainement un compte-rendu de cette œuvre qui, au dire des juges compétents, est loin d'être sans mérite ; voici en effet le verdict de la Société de Langres : « La commission de lecture loue *sans restriction* ce travail pour l'étendue des recherches qu'il a exigées, la sûreté de leurs résultats, la lucidité de discussion, la parfaite convenance du style et le soin avec lequel sont reproduits les sceaux et les armoiries des évêques. Ce travail est classé *le premier sans discussion.* »

Quelques mois plus tard, la Société décidait que l'étude de M. Daguin, figurerait dans le tome III de ses *Mémoires*. La première livraison de ce volume vient enfin de paraître et elle est consacrée à la première partie du travail de notre collaborateur. Le Bulletin de la Société annonce la mise en vente de cette livraison et s'exprime ainsi :

« Cette étude divisée en plusieurs parties et d'une importance toute spéciale, occupera plusieurs livraisons. Dans la première partie, l'auteur expose les généralités sur l'Evêché de Langres ; il fait l'historique du comté de Langres, de la duché-pairie, du mode de nomination des évêques, des gardiens de l'évêché, des barons de l'évêché, des cérémonies de la prise de possession et de l'entrée solennelle des évêques à Langres.

« La seconde partie, qui n'est que commencée, comprend des généralités sur les sceaux et les armoiries des évêques de Langres », une étude sur les armes de l'évêché et sur leur origine, les inscriptions tumulaires des évêques antérieurs au XIe siècle.

La troisième partie est consacrée aux évêques, depuis Brunon de Roucy (980) jusqu'à nos jours.

« Un portrait, gravé sur bois, de Claude de Longwy, cardinal de Givry, 90e évêque de Langres (1529 à 1561) accompagne cette première livraison. C'est la reproduction d'un dessin du Cabinet des estampes, avec la signature et les armes du cardinal.

« La suite de cette intéressante étude sera très-prochainement éditée et comprendra les armoiries des évêques, avec les sceaux les plus importants qui ont pu être recueillis ; les clichés sur bois sont entièrement exécutés. Enfin pour terminer ce travail et lui donner tout l'intérêt qu'il mérite, la Société vient de décider la publication d'un portrait du cardinal de La Luzerne, 100e évêque de Langres, qui sera gravé d'après une peinture appartenant à la cathédrale de Langres. »

Il est aussi à souhaiter que la Sociéte publie les dessins des tombeaux d'évêques qui se trouvent à la bibliothèque nationale, fond latin 17035, ainsi que l'indique le manuscrit de M. Daguin. X...

* * *

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE TROYES. *Histoire*, par M. Émile Socard, conservateur, Troyes, Imp. Bertrand-Hû, 1875-1880. 6 vol. in-8° raisin.

Le Conseil municipal de Troyes a voté en 1874 les fonds nécessaires pour l'impression du catalogue des imprimés de la belle bibliothèque communale de cette ville. Depuis cette époque, M. Socard a rédigé les articles de ce catalogue avec autant de zèle que de soin. Tous les titres des ouvrages ont été reproduits textuellement par lui. La section historique est aujourd'hui terminée ; elle forme six volumes. qui contiennent ensemble près de 13,000 numéros, et une importante table alphabétique des noms d'auteurs et des ouvrages anonymes. Quelques-uns de ces numéros désignent des recueils, formés d'un nombre considérable de plaquettes ou de brochures. On sait que la bibliothèque de Troyes a été composée en grande partie de la bibliothèque de l'abbaye de Clairvaux et que cette dernière s'était accrue des 31,652 volumes que l'abbaye avait achetés aux héritiers des présidents Bouhier et de Bourbonne. La plupart des recueils historiques relatifs au seizième et au dix-septième siècle avaient été formés par ces érudits, pui unissaient au goût des livres le savoir et le discernement. Ils firent aussi des collections de portraits historiques, dont l'indication et la description ont été données par M. Socard. La plupart de ces portraits qui sont du XVIIe siècle, ont été gravés par Nanteuil, par Larmersin, par Montcornet. Ceux de Montcornet accompagnent une riche collection de mazarinades. On peut citer aussi un recueil factif de 220 portraits gravés par Robert Bonnart. M. Socard a donné à la fin du sixième volume la table alphabétique des personnages dont la bibliothèque possède les portraits.

Parmi ces portraits, il en est qui se rattachent à l'histoire de la Champagne et du département de l'Aube en particulier. L'histoire du département et de la ville de Troyes occupe une partie importante du 4e volume. Elle se retrouvera. avec plus de détails dans les deux volumes du catalogue que M. Socard consacre à la bibliographie locale. Nul n'était plus compétent pour décrire les productions de l'érudition et de la topographie troyenne. Ces deux volumes ne contiennent pas seulement les ouvrages relatifs à l'histoire de la ville et du département ; ils renfermeront aussi les livres qui ont été écrits par les auteurs qui s'y rattachent et les livres qui sont sortis des presses de leurs imprimeurs. Rédigé comme il l'est par M. Socard, ce catalogue local ne saura manquer d'intéresser au plus haut point les bibliophiles et les érudits de la Champagne. A. B.

CHRONIQUE

L'académie de Reims a tenu sa séance solennelle le 15 juillet. Nous constaterons avec regret qu'aucun mémoire historique et archéologique n'a été présenté au concours cette année. Les médailles de vermeil pour la poésie ont été décernées à MM. Cizel, professeur au collège de la Chapelle, près Belfort ; Melvil, de Paris ; celles d'argent à MM. Mieusset, de Besançon ; le colonel Chabert ; Courteville, de Versailles ; des médailles d'or à M. Hery, de Sissonne et à M. Milliers, de la Nièvre. Des médailles ont été aussi accordées à MM. Chalmandrier, pour le dessin de l'arcature souterraine de la rue des Anglais à Reims et Savoye et pour la reproduction du tableau de la messe pontificale, conservé à S. Remy.

Le rapport sur les travaux de l'académie a été fait avec son talent habituel par M. de Loriquet et le président, M. Duchataux, a lu un excellent discours qui avait pour sujet la vie et les œuvres du champenois Villehardouin.

* * *

L'académie de Reims met au concours pour 1881, les sujets suivants : Histoire du collège des Bons-Enfants ; — Etude sur les mémoires de Joinville ; — Etude sur Mgr Le Tellier, archevêque de Reims ; — Histoire du chapitre de Notre-Dame de Reims. Pour 1882 ; — Histoire de l'organisation militaire de Reims et de ses fortifications ; — Plus, comme tous les ans : monographie d'une commune importante du diocèse ancien ou nouveau ; — Description des monuments d'un des cantons de l'arrondissement.

* * *

A l'occasion du Congrès de Reims, M. Leblan, architecte, a exposé à l'Hôtel-de-Ville une suite de dessins remarquables des monuments de cette ville : c'est une précieuse collection destinée à devenir une magnifique publication qui paraîtra sous les auspices de la municipalité et de l'académie : l'église Saint-Remy, l'Hôtel-de-Ville, état actuel et état ancien, l'ancien Lycée, l'hôtel Cliquot, les Boucheries, etc.

* * *

Le Congrès de l'association française pour l'avancement des sciences à Reims, s'est ouvert le 12 août au Théâtre, sous la présidence de M. le sénateur Krantz, qui a prononcé un remarquable discours embrassant tous les sujets auxquels peut se livrer l'esprit humain dans ses recherches ; M. le maire Diancourt a répondu ; puis M. Poulain a parlé comme président du comité local et M. Mercadier, secrétaire général, a retracé rapidement les travaux du précédent

Congrès tenu à Montpellier. On s'est ensuite rendu au lycée pour assister à l'ouverture de l'exposition, organisée par les naturalistes rémois, et les sections ont commencé leurs travaux dans les salles préparées à cet effet dans ce bel établissement. Le soir, la municipalité a offert aux membres une brillante soirée de bienvenue dans les salons de l'Hôtel-de-Ville. Toute la ville était pavoisée de drapeaux.

Le 14, la section d'anthropologie a tenu sa première séance, sous la présidence de M. Cartailhac, assisté de MM. Chantre et Bertillon. On y a entendu les lectures suivantes : Alluvion de l'âge de la pierre polie, par M. Pommerol; de la coloration en rouge d'ossements humains de l'âge de la pierre, par M. Pigorini, directeur du Musée préhistorique de Rome ; de l'âge du bronze en Italie, par M. Chantre, sous-directeur du Muséum de Lyon ; la grotte-dolmen de la Garenne, près Dormans, par M. Nicaise, etc.

***

De nombreux membres du Congrès de Reims, surtout des notabilités étrangères considérables se sont rendus, le 17, chez M. de Baye à Baye ; il y avait 85 personnes. On a visité d'abord les grottes du Mont-Razet et de Coizard, où quatre grottes avaient été ouvertes à cette occasion. M. Joseph de Baye fit sur le terrain une excellente conférence, très-justement applaudie. On se rendit ensuite au musée du château ; nous n'avons pas besoin d'ajouter avec quelle bonne grâce les honneurs de l'excursion furent faites par les jeunes châtelains.

***

Dans sa séance annuelle du 21 août, la Société d'agriculture de la Marne a décerné les récompenses suivantes : Médaille d'argent à M. l'abbé Puiseux, professeur au collège de S. Etienne de Châlons, pour son mémoire sur l'instruction primaire dans le diocèse ancien de Châlons, où il prouve qu'au XVIIe et XVIIIe siècles, ces écoles étaient nombreuses et très-fréquentées ; — mention honorable à M. Bourgeois, percepteur à Pierry, pour une étude sur Cazotte ; — à M. le docteur Aubrion, pour son mémoire sur le menhir du Gault ; — des médailles à MM. Jossin, pour sa poésie sur la culture des arbres fruitiers ; Mercier, le Noël des oiseaux ; — une médaille d'or à M. Collot, de Sainte-Menehould, pour son étude géologique avec plan-relief de ce canton.

***

Deux dalles tumulaires de l'église de Recy, près Châlons. Cet édifice appartient à la période ogivale primaire avec clocher carré à ouvertures romanes ; il vient d'être complètement restauré avec beaucoup de soin, grâce au concours généreux des habitants. On y a placé il y quelques jours une fort jolie chaire en chêne sculpté à pinacles flamboyants, représentant les évangélistes.

« Cy-gît noble homme messire Pierre-Denis d'Origny de Cormont,

dernier de sa branche, chevalier, seigneur de Recy, les Tournelles, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, décédé le 13 avril 1779, âgé de 58 ans, et 4 jours. Militaire, plein d'honneur, 48 ans de services l'ont réduit au tombeau. Héros vraiment chrétien, vous méritez bien les regrets. Ami sincère, modèle des frères, tendre mari, bon maître, patient, charitable, de quelles vertus ne fûtes-vous pas l'exemple ? Madame Anne-Marie du Wicquet de Saint-Inglever de L'Enclos, son épouse, lui a consacré ce pieux monument de sa tendresse. » Dalle de marbre noir, octogonale ; au bas un chien couché ; en haut, deux écus accolés ; d'argent à la croix ancrée de sable chargée en cœur d'un losange du champ ; et d'azur au chevron, accompagné de trois losanges d'argent ; couronne de comte : supports : un sauvage et un dragon.

L'autre dalle recouvre le corps de Toussaint-Nicolas de Guyenne, fils de Nicolas de Guyenne, seigneur de Minecourt et Jussecourt et de Jeanne Elloy, mort le 10 octobre 1770 à 16 ans.

* * *

On vient de décorer M. Tharel, membre du Conseil général des Ardennes, qui fut condamné à mort par les Prussiens et gardé 21 mois dans une dure captivité pour avoir refusé de livrer des francs tireurs dans son village.

* * *

Nous voulons mentionner comme renseignement historique pour l'avenir, un fait sans précédent qui vient de se produire dans le vignoble champenois. Pour la première fois, la récolte encore inconnue comme résultat, a été acquise par les négociants à des prix fabuleux. A Ay, 1,450 fr. la pièce, à Dizy, à Cumières, Hautvillers, 1,000 fr.; à Cramant, Avize, à raison de 2 fr. 50 le kil. C'est au moins un fait curieux à enregistrer ; à Verzenay, 1520 fr. la pièce.

* * *

Le Conseil général de la Marne vient de témoigner par deux votes, sur le rapport de M. le comte de Barthélemy, de son intérêt pour nos vieux monuments. Il a renouvelé la subvention de 500 fr. à l'église de l'ancienne abbaye d'Orbais, dont nous avons parlé l'an dernier, et ouvert un crédit semblable pour les travaux de l'église de l'antique abbaye de Vertus. Ce monument qui date du commencement du XIIe siècle est très-remarquable et renferme une triple crypte romane excessivement importante. Le Conseil a en outre prié M. le préfet d'agir énergiquement pour hâter des concessions de subventions de la part du ministère des beaux-arts.

Le Conseil général a encore pris une excellente mesure en votant un supplément de crédit, pour porter à six le nombre de feuilles de l'inventaire des Archives qui seront désormais mises sous presse chaque année.

* * *

Inscription placée sous les armes du roi à l'arc de triomphe élevé à Sainte-Menehould, pour le passage de Sa Majesté, le 2 août 1744 :

Cives occurrite :
Advenit
Ludovicus decimus quintus
Franciæ et Navarræ
Rex christianissimus
Hujusce urbis instaurator munificentissimus,
Protectorque fortissimus,
Admirate, exsultate, plaudite :
Munitissimas civitates armis occupavit
Subactos populos clementia recreavit,
Agere et pati fortia
Exemplo milites docuit.
Sperate in Dominum
Qui super caput ejus obumbravit in die belli ;
Victor triumphavit
Securitatemque asseret,
Pacem firmavit
Ludovicus.

Ces vers sont du chevalier de La Touche, de Châlons. La copie en est conservée aux Archives de la Marne, fond de l'intendance.

* * *

La Société archéologique de Langres propose pour le concours de 1881, les sujets suivants :

Histoire d'une localité importante du département ou d'un monastère, ou mémoire d'archéologie ou de numismatique relatif à la Haute-Marne. Le travail devra être adressé à la Société avant le 1er juillet.

* * *

Un châlonnais anonyme donne une indication intéressante dans le *Journal de la Marne* du 17 août. On avait toujours annoncé que le collège de Châlons et sa chapelle avaient eu pour architecte, Paul Closse, religieux de la Compagnie de Jésus. La preuve s'en trouve dans le *Traité des Lignes* dudit frère Closse, in-folio dont il existe un exemplaire à la Bibliothèque de Châlons.

* * *

Nous venons de parcourir un livre peu connu et fort curieux qui a pour titre : « Relation d'un voyage forcé en Espagne et en France, dans les années 1810 à 1814, par le général-major lord Blayney, prisonnier de guerre, 2 vol. in-8°. Paris, A. Bertrand, 1815. »

Lord Blayney fait prisonnier en Espagne fut interné jusqu'à la chute de l'Empire à Verdun. Il dut traverser toute la France et il raconte avec beaucoup d'originalité ses impressions. Nous croyons curieux d'en extraire ce qui est relatif à la Champagne.

Le 9 avril 1810 lord Blayney coucha à Vieux-Maisons et le lendemain il continua sa route vers Châlons. « Près du misérable village d'Etoges, nous vîmes un fort beau château qui avait été autrefois la propriété du maréchal Lasne et qui appartient maintenant à M. Genova (Gueheneuc). Il avait appartenu précédemment à M. de Chamilly, premier valet de chambre de Louis XVI, qui fut victime de son attachement pour son maître. Nous vîmes dans l'un des appartements tous les portraits de ceux qui avaient possédé le château. On y voit celui du comte Langlune (?) qui, ayant été fait prisonnier par les Infidèles, vendit le domaine, avec 99 villages qui en relevaient, pour payer sa rançon.

« Le 11 avril, nous nous trouvâmes dans cette partie de la Champagne appelée *Pouilleuse* à cause de la grande quantité de terres incultes qu'on y trouve. Nous arrivâmes le soir à Chalons où nous fûmes bien logé à la petite auberge de la Ville de Metz.

« Châlons est une ville ancienne et considérable sur les bords de la Marne, qui en baigne les remparts. Elle est mal bâtie : les rues sont étroites et les maisons en bois. On y trouve cependant quelques édifices dignes de remarque, entr'autres la cathédrale, construite dans le XIIIe siècle et dont l'architecture est arabo-gothique ; l'hôtel de la préfecture est un bel édifice moderne en pierres de taille ; l'hôtel-de-ville est aussi moderne, la façade et la grande salle sont d'ordre corinthien. La promenade appelée le Jard est regardée comme une des plus belles de France. Cette ville contient 12,000 habitants. Elle possède une bibliothèque publique de 30,000 volumes et une école impériale des arts et métiers dans laquelle 450 élèves nommés par l'Empereur reçoivent une éducation aux frais de l'Etat.

« Le 12 avril nous quittâmes Châlons et je fus forcé de m'arrêter dans un méchant petit village, mon gendarme ayant déclaré que son cheval ne pouvait plus avancer. Le lendemain je m'arrêtai quelques instants à Sainte-Menehould, petite ville d'environ 3,200 habitants, située dans un marais entre deux rochers. C'est là que les Prussiens furent battus par les Carmagnoles en 1791. De Sainte-Menehould à Clermont le pays est agréablement varié de collines pittoresques et de belles vallées. On voit de toutes parts de riches cultures, entremêlées de bois et de rivières. Il s'y trouve aussi de grands vergers de cerisiers et de pruniers. Auprès de Clermont, mon gendarme m'indiqua une éminence sur laquelle avait été placée l'armée de Dillon. Cette petite ville est dans une situation charmante, au pied d'un rocher qui s'élève au milieu d'une grande plaine. On aperçoit encore au sommet des restes de fortifications. J'en vis trois faces qui présentaient chacune une hauteur perpendiculaire de 60 à 80 pieds. A l'une des extrémités de cette montagne, on voit une petite colline artificielle où les républicains allaient prêter serment et célébrer leurs mariages civiques. »

Le 14 avril, notre prisonnier arriva à Verdun où il devait séjourner

Le 13 janvier 1814, lord Blayney se vit libéré par l'invasion, et il

quitta le jour même Verdun pour gagner Clermont et Chalons à travers des routes encombrées de soldats débandés et de convois de voitures. Il descendit de nouveau à la *Ville de Metz*, toute remplie d'officiers de hussards qui ne se gênaient pas pour se plaindre de l'Empereur, « paraissant même mettre le dictionnaire à contribution pour en dire des injures bien fortes et bien expressives. Lorsqu'il nous fallut sortir de la ville, nous eûmes beaucoup de peine à nous faire jour dans les rues qui étaient encombrées d'artillerie, de caissons, de troupes de toutes espèces et de prisonniers espagnols et autrichiens changeant de dépôts. Nous fûmes enfin forcé de nous mettre à la queue d'un convoi de canons venant de Metz. Nous passâmes la Marne sur un beau pont de pierre, auprès duquel nous observâmes un arc de triomphe magnifique qui avait été élevé quelques années auparavant en l'honneur de Napoléon..... Je me dirigeai sur Epernay où j'arrivai promptement. Je trouvai les écuries si pleines qu'il me fut impossible de mettre mes chevaux à couvert et je fus obligé de m'adresser à M. Morvhil (Moët), le grand négociant de vins de Champagne. Il était sorti, mais sa famille me reçut de la manière la plus flatteuse et me fit donner une écurie et une remise. M. Moët rentra bientôt et voulut me retenir à diner, mais je ne pus accepter, étant engagé avec quelques compatriotes. Il me força pourtant d'accepter quelques bouteilles de son vin de Sillery ; il m'en envoya six : son vin délicieux ne mousse pas comme beaucoup d'autres vins de Champagne ; il a un petit goût amer qui le rend stomachique et très-sain. La terre qui produit ce vin appartient aujourd'hui au général Valence, gendre de Madame de Genlis, épouse du marquis de Sillery, qui demeure actuellement à Romainville et joue encore un rôle assez considérable dans la littérature française. La terre de Sillery est affermée à M. Moët et toute la récolte passe dans ses celliers qui sont d'une étendue immense et forment une suite d'appartements taillés dans un rocher de craie ; on dirait une ville entière dans le sein de la terre. On ne peut se faire une idée de la quantité de vin qu'on y conserve en pièces et en bouteilles. C'est lui qui fournit la cave impériale et la célébrité de ses celliers parvint à triompher du flegme de Napoléon qui, dans l'année 1810, vint exprès de Paris à Epernay pour les visiter. Une inscription gravée en gros caractère rappelle le souvenir de cet insigne honneur. Le lendemain je déjeunai chez M. Moët. Le repas fut excellent et amplement arrosé du plus délicieux vin de Champagne. Quand on veut boire de ce vin, on commence par le faire rafraîchir dans de la glace et on l'introduit ensuite dans la salle à manger sur une petite voiture à roues faite exprès pour cet usage. M. Moët m'assura qu'il était de la plus grande importance de bien calculer le temps qu'on laisse ce vin dans la glace : cinq minutes de plus ou moins suffirait pour lui ôter beaucoup de son agrément. Lorsque je fus sur mon départ mon hôte avec son amabilité ordinaire, voulut absolument m'offrir une douzaine de bouteilles de vin de 1792. Je partis à 4 heures pour Château-Thierry. »

***

Rieux (Marne), ce 24 août 1880.

Monsieur,

J'ai lu avec le plus grand plaisir, dans le dernier numéro de la *Revue de Champagne et de Brie*, la notice de M. le baron de Baye, sur la châtellenie dont il porte le nom. Cette châtellenie est des plus intéressantes, tant parce qu'on y trouve un des rares châteaux du XIIe siècle, conservé à peu près tel qu'il a été construit, que parce que son propriétaire actuel, en y créant le musée préhistorique que tout le monde admire, lui a donné une notoriété européenne. Il est donc à désirer que la notice qui le concerne soit aussi complète que possible; or je lis page 113 : « Les Châteauvillain, seigneurs de Baye, formaient une branche de la maison de Broyes ; de la maison de Châteauvillain sont ensuite sorties deux branches, la première, celle des seigneurs de Pleurs et la seconde, celle des seigneurs de Baye, qui eut pour auteur Hugues de Châteauvillain, second fils de Simon II, mort en 1314. Ces seigneurs ont fini à Jean de Châteauvillain, seigneur de Vauclerc et de Baye, mort sans enfants. La famille de Béthune succéda aux Châteauvillain. Un dénombrement fut rendu en 1402 par Jean de Béthune qui possédait la terre de Baye à Charles de Poitiers, évêque de Châlons. »

Tout cela est exact, mais pourrait être ainsi complété : Jean de Broyes, sire de Châteauvillain, qui avait recueilli Baye dans la succession de Simon, son oncle, laissa en mourant, en 1363, cette terre à sa sœur, Marie de Châteauvillain et néanmoins Isabeau de Châtillon, la veuve de Jean de Châteauvillain sus-nommé, continue à recevoir la qualification de dame de Baye. Cependant, Marie épousa Gaucher de Conflans et lui porta la terre de Baye dont il prit le titre; ils n'eurent pas d'enfant de leur mariage, ce fut leur sœur, Jeanne de Conflans, mariée en secondes noces à Thomas de Vaudenay qui hérita de la seigneurie de Baye ; Eustache de Vaudenay, le fils qui sortit de cette union, recueillit non-seulement une grande partie des biens de la maison de Conflans, mais encore la terre de Baye qu'il porta à la famille de Béthune par son mariage avec Marie de Béthune, fille de Jean de Béthune dit de Locres. Sa veuve en mourant recommanda à Jean II de Béthune, son frère, devenant seigneur de Baye, d'achever l'hôpital qu'elle y avait fondé,

La notice sur Baye me suggère une autre observation. La reproduction d'un extrait emprunté à la géographie de la Marne de Lesage est accompagnée de la réflexion suivante : « Les données contenues dans ce document sont très-discutables et résisteraient avec peine à l'examen d'une critique éclairée. » Si je ne me trompe, l'extrait en question serait tiré de l'œuvre que M. Chalette, dans sa topographie historique et statistique de la Marne signalait, au sujet de la commune de Férébriange, en écrivant ceci : « Pierre Garnier, ancien curé de Férébriange composa, vers 1727, un roman qu'il donna pour l'his-

toire ancienne et moderne de Châlons. » M. Ed. de Barthélemy dans le premier volume de son histoire du diocèse de Châlons, page 11, avait sans doute en vue l'abbé Pierre Garnier, lorsqu'il écrivait : « Il ne paraît pas que César, retenu d'abord dans le Beauvoisis, puis entraîné par la guerre contre les Belges ait paru dans notre pays ; quelques historiens, peu sérieux, il est vrai, assurent cependant qu'il envoya des troupes du côté de Férébriange et qu'elles y établirent un système de fortifications dont le Mont-Aymé, le Mont-Aout et la Fortelle, étaient les points principaux, mais ceci, je le répète, n'est qu'une conjecture ; ce qui est probable c'est que, sous la domination romaine, une station ou camp fut établi au-dessus de Carkonne, sur une montagne dominant le cours de la Saulx ; cette colonie prit le nom de Vitry, etc. » Dans le second volume, M. de Barthélemy transcrit cette fois l'extrait, reproduit aujourd'hui dans la notice ou document sur Baye, et se montre beaucoup moins sévère dans son appréciation, il s'exprime ainsi, page 350, dans l'article relatif à Montmort :

« Montmort remonterait à en croire la tradition à une origine ancienne et très-intéressante ; ces données ne rsposent sur aucun renseignement positif ; mais je crois devoir les reproduire, n'ayant aucun motif pour exclure complètement des détails qui ne sont pas dénués d'une certaine vraisemblance ; cette légende embrasse l'histoire complète de ces contrées. Suit la transcription du passage de la géographie de Lesage reproduit presque entier dans la notice sur Baye.

S'il y a identité entre cette légende et l'histoire romanesque de l'abbé Garnier, ne devrait-on pas rechercher à quelles sources il puisait ses documents ; car si l'on ne doit prêter foi qu'avec une extrême réserve à des esprits simples qui, quoique érudits, admettent sans critique ce qui enrichit et pare leur sujet ; plus d'une fois, cependant, ils ont mis sur la voie de solutions depuis longtemps désirées ; et dans tous les cas, ne serait-il pas très-intéressant de savoir quelles sont les origines, les fondements ou les altérations des traditions dont parle M. de Barthélemy et notamment de celle sur laquelle M. de Baye appelle la critique ; or personne assurément ne serait mieux placé que les érudits du canton de Montmort pour élucider les problèmes posés par la notice sur Baye. Il est un point certain, c'est que César lors de la guerre civile fut obligé de rappeler deux de ses légions ; rien alors d'étonnant à ce que quelques-uns des chefs, mariés à des gauloises, possédant sans doute des propriétés dans la Gaule, aient voulu y rester. On a bien vu dans cette guerre, son principal lieutenant Labiénus abandonner César.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. Baron Carra de Vaux.

* * *

Il y aurait un curieux travail à faire, ce serait le relevé exact des aveux fournis par les seigneuries. On en trouve les sources aisément

dans le Terrier du bailliage de Sainte-Ménehould, conservés aux archives de la Marne et tenus très-exactement depuis le commencement du XVIe siècle. Nos lecteurs jugeront de l'intérêt de ce travail par le spécimen suivant :

Ante. — 1632. Partagées entre François de Créquy, Marie Godet, Pierre Baillay, François Rozet.
1633. Anne de Maupertuis, veuve Germain de Godet.
1635. Jean de Chamisso.
1643. Jean le Rouyer pour un huitième.
1644. Arthur Guillaume, trésorier de France.
1653. Catherine Aubry ou Aubuy.
1663. Jacques de Saint-Remy, avocat du roi à Sainte-Ménehould.
1657. Antoine Moisy-Clivot, par sa tante Jeanne Daverhoult(?).
1678. Les frères et sœurs De Moisy-Clivot.
1683. Jean-Ignace de Moisy, fils d'Antoine.
1723. Jean-Ignace de Clairon.
1733. Jean-Henri de Clairon d'Haussonville.

Bois-Gérard à Argers :
1645. Françoise de Marolles, par acquisition sur le baron de Saffot.
1686. Louis Jacquesson, fermier.

Auve. — 1624. Nicolas de Cuissotte, pour 14 parts sur 16, au décès de sa mère, Marie Lallemand.
1670. Philbert Cuissotte, son fils.
1681. Philbert-Nicolas, son fils.
1723. Charles-François Cuissotte de Gizaulcourt.
1770. Nicolas-Edouard Cuissotte de Gizaulcourt, son fils, racheta des terres vendues, en 1739, « aux Camiat. »

Dimes d'Auve. — 13 juillet 1635, Charles Deu, pour un tiers et un douzième, par sa femme de Braux.
27 mai 1656, Daniel Gallement, curateur de Marie Deu, veuve d'Antoine Clément de Lépine.
27 mai 1656, Madeleine Braux, veuve de Bar, pour un douzième.
1682. Marie Lallemant, veuve de Constant, pour un douzième.
1700. Louis de Constant, son fils.
1730. Jean-Baptiste Braux, fils de Pierre.
1732. Antoine de Pinteville d'Ecury, achat des douzièmes de Louis de Constant.
1757. Ses enfants.
1771. Auguste du Pin de la Gérinière, pour la part de Braux, par Marie Braux, sa femme.
1776. Le même.

Baronnie d'Autry, mouvante pour moitié du roi ; érigée en comté en décembre 1691.

1623. Jean d'Autry (rendant hommage en même temps pour Condé, Grand'Han, Charbogne).
1656. François de Brouilly, par sa femme, fille du précédent.
1664. Charles d'Autry, qui acheta la part de sa sœur ci-dessus.
1686. Jean-Ignace Goujon de Thuisy.
1720. Louis-Joseph, son fils.

En 1576. D'Autry, mouvaient Bouconville, Séchault, Fontenay, Nouart, Saint-Pierremont, Les Champy.

***

Certaines communes possèdent dans leurs archives des pièces assez curieuses. A la mairie de Ville-sur-Tourbe, chef-lieu d'un ancien marquisat de la famille de Joyeuse, près de Sainte-Ménehould, nous retrouvons les documents ci-après :

Aveu en dénombrement du 4 février 1588 par Jean Daguerre, chevalier, baron de Vienne-le-Château, seigneur de Ville, pour les fiefs de Ville, Massiges, Le Mesnil-Hurlus, Hurlus, Rouvroy, et le vicomté de Glageole, mouvant du roi à cause du château de Sainte-Ménehould.

Aveu du 23 mai 1751 par Jean Armand de Joyeuse, marquis de Ville, brigadier des armées du roi, pour les fiefs de Virginy, Minaucourt, Berzieux, Ville, relevant du château de Hans à Henri du Val, comte de Dampierre, baron de Hans.

Aveu du 14 mars 1684 par Jean Armand de Joyeuse, marquis de Ville, baron de Saint-Jean, Cernay, Verpel, lieutenant général des armées du roi, pour les terres de Ville, Saint-Jean, Melzicourt, Buzy, bois d'Hanlzy, étang de Royon, Verpel, mouvant du château de Ste-Ménehould.

Saisie du 10 juillet 1778 desdites terres de Ville et seigneurie sur Jean Armand, marquis de Joyeuse et comte de Grandpré, lesquelles passèrent ensuite au fils de sa sœur, mariée au marquis Hennequin d'Ecquevilly.

En 1787, le marquisat de Ville comprenait Cernay, la Glageole, la ferme de la Carpierre, le moulin de Saint-Jean-sur-Tourbe, les Crouées, les moulins de Wargemoulin, Virginy, terres et fermes ; fermes de Maison, Minaucourt, Somme-Tourbe, Melzicourt, Berzieux, Massiges, Le Châtelier, Tahure, Rouvroy, Cernay, emplacements des châteaux de ces deux villages, territoire de Ville et de nombreuses terres exploitées directement par le seigneur. Au point de vue seigneurial, il se composait des baronnies de Saint-Jean, Minaucourt, Somme-Tourbe, Cernay, de la vicomté de la Glageole, seigneurie de Laval, Maison, Thouanges, Rouvroy, Yvoir-le-Petit, Wargemoulin, Haulzy, Royon, Buzy, Massiges, Berzieux, Virginy, Tahure, Le Châtelet, Melzicourt, avec mouvance sur Malmy, Le Mesnil, Harlus, Maffrecourt, Moiromont. Les droits consistaient en haute justice. Chapelle depuis 1704 avec nomination du chapelain, dîmes, corvées, four, pécheusages divers, etc.

Les charges comprenaient 4 l. de rente sur Rouvroy à l'abbaye de la Chalade, 24 s. sur la Carpière au seigneur de Vienne-la-Ville, 3 s. pour droit de foire à Saint-Jean. Le domaine était évalué alors 655,000 livres, plus 51,000 pour la seigneurie de Bricquenay.

L'aveu de 1654 fournit une description détaillée du château dont il ne reste plus rien que quelques débris des communes, en briques.

« Le château est côtoyé à gauche par la Tourbe : il consiste en une avant-cour close de fossés devant, au fond et à droite ; à gauche par la rivière, avec pont pour accéder au village ; ensuite du pont une porte cochère fermée par deux pilastres avec fronton sculpté et au centre un cartouche armorié entre deux vases, puis une grande cour non pavée ; à droite le long des fossés de devant est un grand bâtiment à 22 fénêtres où loge le régisseur ; en retour de ce bâtiment, à droite, un autre bâtiment également en briques : à son retour et à gauche de la cour, presque sur toute sa profondeur, un bâtiment à 5 croisées. Au derrière et à droite de la cour, un terrain en parterre ; derrière et toujours à gauche, le moulin. Le château occupe le fond de la grande cour, entouré de fossés en briques, avec pavillon au milieu, tournelles rondes aux quatre coins ; puis vient la cour d'honneur côtoyée de deux ailes de 4 fenêtres, tenant au château.

* * *

Nous publions ici une très-curieuse pièce concernant l'histoire de Châlons-sur-Marne. C'est la lettre-patente par laquelle le roi Charles VI approuve sans réserve l'attitude des habitants de cette ville pendant les terribles luttes des Bourguignons et des Armagnac. Les Châlonnais demeurèrent fidèles au prix des plus grands sacrifices et de plusieurs attaques vaillamment repoussées. En 1426 seulement ils durent céder à la force, ne pouvant être secourus, et subir la loi du roi d'Angleterre jusqu'à l'approche de la cour, lors du sacre de Reims.

« Charles, par la grâce de Dieu, roi de France. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que comme nos chiers et bien amez les bourgeois, manans et habitans des ville et cité de Chaalons, considérans le faulx et deloyal gouvernement de feu Bernart d'Armagnac et de ses alliés et complices qui pour convoitise dampnable avoient emparé le gouvernement de nostre seignourie, tenoient en subjection nous et nostre très chier et très amé aisné filz le dauphin de Viennois, et avoient mis hors de nostre compaignie et envoye loing de nous come en exil nostre très chière et très amée compaigne la Royne ; et aïant eu congnoissance que nostre très chier et très amé cousin le duc de Bourgogne poursuivoit le bien de nous et de nostre royaulme, nostre franchise et liberté et remettre nostre dicte compaigne avecque nous ; Et come ceste chose mettre a conclusion se mettoit sur un an ou environ a grant nombre de gens d'armes et de trait, et envoyé plusieurs barons et chevaliers nos vassaulx, et les siens en plusieurs villes et citez de ce royaume et par espécialement lieu de Chaalons, en requerant par ses lettres les cler-

gié, bourgeois, manans et habitans de ladite ville qu'ils se voullissent (*sic*) adhérer à la poursuite qu'il entendoit à faire pour le bien des susdicts, lesquels clergié, bourgeois, manans et habitans sentans la nécessité de nous et de nostre dict royaume, le petit gouvernement qui y estoit et la requeste de notre dit cousin tendant à nostre bien et honneur se adhérèrent a icellui nostre cousin pour le bien et honneur de nous, conservacion et contentement de nostre seigneurie. Et combien que ladite adhesion ils aient faite pour prouffit de nous et de notre dict royaume, comme dict est pour ce que par l'induction dudict Bernard d'Armagnac et de ses dicts alliés on leur avoit fait commandement de par nous sans notre sceu et voulenté qu'ils ne reçussent notre dit cousin de Bourgogne ne ses gens. Ils se doutent que pour le temps advenir on ne leur voullist (*sic*) imputer à aulcune faulte et pour nous qui ne voulons nos bons vassaulx et loyaulx sujects pour avoir bien fait, et nous loyamment servi mesmement en si grant nécessité come nous et notre dit royaume estions encheoir en aucun dangier. Tout ce que par lesdits clergié, nobles, bourgeois, manans et habitans de ladite ville de Chaalons et des pays à l'environ a esté fait en adherant à la poursuite de nostre dit cousin, avons bien aprouvé, ratiffié, louons, aprouvons et ratiffions et avoir très agréable et les en avoir réputé et réputons par ces présentes et par l'advis et delibéracion de nostre grant conseil nos bons, vrais et loyaux vassaulx et subjects, est en mémoire de ce les en voulons avoir tousiours mais estre recomandés de vraye et entière obéissance et ceux des pays à l'environ qui pareillement ont fait. En tesmoing de ce nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Paris le VIIe jour d'aoust l'an de grâce mil quatre cent et dix huit, et ds nostre règne le XXXVIIIe. »

Sur le pli : Par le roy, De Reniel, avec paraphe.

(Arch. de la ville. Liasse M. 1°).

* * *

LISTE DES TABLEAUX QUI SE TROUVENT AU CHATEAU DE BAYE. — I. — Tableau carré, à l'huile, représentant grandeur naturelle : François Berthelot de Pléneuf, baron de Baye, Villevenard, etc, lieutenant général des armées du roi, commandant des cadets gentilshommes du roi de Pologne, grand'croix de Saint-Louis, né en 1703, mort en 1776. Il tient de la main droite une épée nue et porte le grand cordon de Saint-Louis. Son casque est posé à gauche, sur un rocher. Le fond du tableau représente le siège de la ville d'Eimbeck.

Haut 2^m 50^c, larg. 1^m 80^c.

II. — Peinture à l'huile, portrait de Cécile-Elizabeth Rioult de Douilly de Cursay, baronne de Baye, dame de Pléneuf. Elle est en robe de satin bleu clair, dont le corsage ouvert en carré, est orné de rubans bleus, elle a, sur ses cheveux poudrés une fanchon de dentelle noire, qui vient s'attacher sous le menton.

III. — Portrait de la même, plus jeune, Mme de Baye est costumée en chinoise, la robe est jaune et rouge, le corsage est attaché à la

taille par une large ceinture de satin bleu. Elle tient une ombrelle ouverte.

Ce portrait est carré.

IV. — Magnifique portrait carré à l'huile de messire Larcher, marquis d'Olisy, de Boujacourt, de Nogent, baron de Baye, d'Ormoy, de Villevenard, etc, intendant général de Champagne, conseiller du roi en tous ses conseils, président en la chambre des comptes, mort en 1715. Il avait épousé Mlle de Cursay, sœur de la baronne de Baye. M. Larcher est représenté en costume de velours rouge, brodé d'or, il porte la grande perruque. La main droite est appuyée sur un livre.

Ce portrait est de Largilière.

V. — Tableau carré à l'huile représentant :

1° Agnès Rioult de Douilly de Cursay, baronne de Baye, dame de Pléneuf, née en 1681, morte en 1758, connue pendant la régence sous le nom de Mme de Pléneuf ;

2° Agnès Berthelot de Pléneuf de Baye, sa fille, mariée en 1711 au marquis de Prie.

La mère assise est vêtue d'un simple corsage blanc, bordé de guipure : un grand manteau de satin bleu clair, brodé d'or, recouvre ses genoux ; sur l'épaule gauche retombe une grande boucle de cheveux châtains ; la figure est d'une beauté ravissante. Près d'elle, sur un grand coussin de velours rouge, se tient debout la future marquise de Prie, costumée en amour, avec de petites ailes roses. Elle est âgée de 5 ans : de la main gauche, elle présente une rose à sa mère, de l'autre, elle tient une flèche. Près d'elle est couché un petit carlin.

Ce tableau est de Nattier. Le cadre, de l'époque est très-fin et bien conservé.

VI. — Portrait carré, au pastel de Cécile-Adelaïde Berthelot de Baye, marquise de Girardin, vicomtesse d'Ermenonville, née en 1744. La marquise est en grand costume de cour. Le corsage en satin blanc est bordé de fourrure et orné de perles ; les cheveux poudrés sont relevés très-haut et accompagnés de plumes noires. Le visage est d'une beauté remarquable.

VII. — Portrait à l'huile d'Adelaïde-Sophie Berthelot de Baye, marquise de Loras, née en 1749. Elle est assise devant une table et travaille au portrait de son père le baron de Baye. Elle porte une robe de soie gorge de pigeon et un petit capuchon rejeté en arrière ; ces cheveux sont poudrés.

VIII. — Portrait au pastel de la même, lorsqu'elle avait 15 ans. Robe de soie bleue ouverte en carré ; autour du cou, une ruche de soie bleue. Charmante physionomie.

IX. — Portrait au pastel d'Agdès-Victoire Berthelot de Baye, plus tard comtesse de Berchény, et dame pour accompagner Mesdames. L'enfant est en bleu et tient un gros chat blanc. Ce portrait est signé *Vigée-Lebrun*.

X. — Portrait à l'huile d'Etienne Berthelot de Pléneuf, baron de Baye, né en 1705. Ce portrait le représente enfant, en costume de hussard.

XI. — Portrait au pastel représentant une jeune femme très-belle, tenant une colombe blanche. Elle est vêtue *très-légèrement* d'une draperie blanche et bleue. Les cheveux noirs sont ornés d'une branche de jasmin. La marquise de Prie s'était fait peindre ainsi, ce qui fait supposer que ce portrait est le sien. (Voir *les Maîtresses du Régent*, par M. de Lescure, page 302).

XII. — Tableau à l'huile, très bien peint, représentant une femme en costume de religieuse; un voile noir tombe sur les yeux, mais sans rien cacher du visage qui est charmant. Du reste la toilette est si élégante et la physionomie si piquante, que ce costume à l'air d'un déguisement. Le tableau est daté de 1757; il était assez fréquent à cette époque de voir les femmes se faire peindre ainsi.

XIII. — Portrait à l'huile de Agnès de Cursay, baronne de Baye, dame de Pléneuf, en costume de Diane, avec une tunique blanche, elle prend une flèche dans son carquois, derrière elle, se tient sa fille Agnès, la future marquise de Prie, en amour, conduisant un grand levrier.

XIV. — Portrait long-carré, à l'huile, représentant en groupe : Sophie-Victoire de Girardin, plus tard comtesse de Vassy et comtesse de Bohm [1], et son frère le comte de Girardin. Tous deux sont costumés en savoyards et sont assis sur l'herbe. La petite fille joue de la vielle et son frère penché sur elle, fait sauter une marmotte. L'ensemble est charmant.

Ce tableau est de Drouet. Le cadre est très-fin et de l'époque.

XV. — Portrait carré à l'huile de Léopold, comte de Bohm. Il a les cheveux blonds et frisés et porte un col de fourrure. Le comte de Bohm, bien qu'il mourût, jeune, a laissé une traduction de *Saluste*, estimée, et un ouvrage intitulé *le Droit des gens*.

***

Nous trouvons dans un article publié par *la France* ayant pour titre *Nos Drapeaux* le passage suivant consacré au régiment de Champagne :

7e RÉGIMENT.

17e *corps d'armée*, 33e *division*, 66e *brigade*. Colonel Tarayre. Porte-drapeau, sous-lieutenant Gaillard.

Voici un régiment qui a été commandé par Bayard. Il s'appelait, en effet, sous l'ancienne monarchie, le régiment de Champagne, et sa

1. La comtesse de Bohm fut détenue à Sézanne, sous la Terreur, et écrivit plus tard un ouvrage intitulé : *Mes prisons*.

première formation date de 1521. A cette époque, le chevalier sans peur et sans reproche alla s'enfermer dans Mézières, presque dépourvue de remparts, pour tenter d'arrêter l'effort de l'armée de 40,000 hommes commandée par le duc de Nassau, que Charles-Quint venait de lancer sur notre frontière.

Toute la garnison se composait, avec les seigneurs désireux de combattre sous les ordres de Bayard, de 1,000 hommes de pied appartenant aux *bandes* de Champagne. C'est avec ces braves gens que l'on tint un mois contre les Allemands. Après ce temps écoulé, Bayard, usant de ruse, réussit à effrayer son ennemi par de faux rapports et mit la division dans ses troupes. Ayant reçu lui-même des renforts, il fit lever le siége. En apprenant la délivrance de Mézières, François Ier s'écria : « Aujourdhuy, Dieu s'est montré bon François. »

Sommé de se rendre, au début des hostilités, Bayard avait répondu au parlementaire : « Dites à ceux qui vous envoient qu'avant que j'abandonne une place que le roi, mon maître, a bien voulu confier à ma foi, j'aurai fait, des corps de ses ennemis entassés, le seul pont par où il me soit permis d'en sortir. »

Le siège de Mézières, voilà donc le baptême du 7e de ligne, et Bayard, voilà son parrain. Il est resté digne de ce double honneur.

C'est à la bataille de Montcontour qu'il figura pour la première fois régulièrement organisé, et c'est en 1585 qu'il prit le nom désormais historique de régiment de Champagne. Son drapeau fut dès lors de couleur vert clair, avec la croix blanche.

Il eut pour mestre de camp, à La Rochelle, La Mothe-Arnaud, qui fit faire des merveilles d'héroïsme et d'habileté. Pendant la paix, ce brillant officier fit de Champagne un régiment modèle et fonda des cours de science militaire auxquels vinrent assister les jeunes gentilshommes se destinant au métier des armes. Ce fut la première école militaire spéciale ; elle était organisée par un officier dont les élèves étaient des soldats.

Arnaud mort, le marquis de Toiras fut son digne successeur. Avec le seul régiment de Champagne, il conquit l'île de Ré, dont il fut nommé gouverneur et qu'il défendit pendant cinq mois, avec une opiniâtreté incroyable contre les Anglais de Buckingham et contre un autre ennemi plus redoutable encore : la famine.

Ils étaient du régiment de Champagne, ces trois soldats qui s'offrirent à porter *à la nage*, de Ré à la côte française, en traversant l'immense flotte anglaise, les dépêches du gouverneur ! Un se noya en route, l'autre fut pris ; quant au troisième, qui s'appelait Pierre Lanyer dit *La Pierre*, il était de Gascogne et se plaignit seulement, après avoir remis ses dépêches et assuré le salut de tous, que « les poissons étaient venus tout le temps lui mordiller le ventre. »

Louis XIII voulut voir ce modeste héros. Émerveillé de son intrépidité comme de sa bonne humeur, il le prit dans ses gardes en lui donnant une pension de vingt écus par mois.

Pour Toiras, sa belle défense de l'île de Ré à la tête du régiment de Champagne l'avait rendu si populaire, que lorsqu'il mourut, en 1636, maréchal de France, à l'attaque du château de Fontanet, dans le Milanais, les soldats trempèrent leurs écharpes dans son sang, *pour se rendre invincibles*.

En 1635, Champagne montre à sa façon comment l'on fait un siége : il prend en plein jour Altkirch, par escalade.

Un jour, en 1644, au siége de Tarragone, les Espagnols font une sortie et menacent de détruire les batteries assiégeantes. Champagne, qui n'était point de garde, les aperçoit, les charge et les culbute.

Pendant la Fronde, le régiment, enfermé dans Miradoux avec son brave lieutenant-colonel, Lamothe-Vedel, fut sommé de se rendre. Condé menaça son chef d'être *pendu* et ses soldats d'être passés au fil de l'épée, s'il tardait trop. Lamothe-Vedel se contenta de répondre : « *Je m'en f... !* » — Cette rude parole, traduit en langage plus noble est devenue : « *Je suis du régiment de Champagne* » et sous cette forme est restée la devise de cette brave troupe. Ainsi, l'on a vu, dans les temps modernes, plus d'une réponse héroïque, mais brutale, transformée pour l'histoire en quelque périphrase pudibonde.

Champagne participe en 1674 à la conquête de la Franche-Comté par Turenne. On ne se rendait jamais, dans ce régiment; aussi les officiers, sûrs, lorsqu'un des leurs était pris, qu'il avait fait tout son devoir, décidèrent-ils, en 1677, que la rançon serait, en pareil cas, toujours payée par ses camarades.

Le régiment était à Fleurus, où il perdit son colonel et trente officiers morts ou blessés.

A Malplaquet, après la retraite qui se fit, comme on sait, en bon ordre et qui coûta cher aux alliés, Champagne, campant sous Valenciennes, eut la gloire d'arborer sur son front de bandière 9 drapeaux pris à l'ennemi.

En 1743, treize grenadiers de Champagne, placés dans une tour à Deckendorf, au bord du Rhin, protègent, par un feu incessant, le passage de tout leur régiment, et quand l'ennemi les somme de se rendre, une fois leur mission accomplie, le sergent Bienvenue qui les commandait exige, pour abandonner sa tour, qu'on leur laisse rejoindre leurs camarades, — et il l'obtient.

En 1746, au siége de Namur, quatre officiers dont deux de Champagne, MM. d'Amère et de Launay, prennent le fort Ballard à eux tout seuls. Sautant pardessus les retranchements, ils font mettre bas les armes à la garnison qui ne peut croire à tant de confiance et qui s'imagine les voir suivis de tout un régiment.

A la bataille d'Hastembeck, en 1757, Champagne s'empare d'une redoute, de 8 canons et de 2 obusiers.

Le nouveau 7e de ligne, où l'on continue la tradition des ancêtres, s'est distingué dans toutes les guerres du dix-neuvième siècle. Son nouveau drapeau porte l'inscription que voici :

Fleurus, 1794; — Bautzen, 1813; — Anvers, 1832; Sébastopol, 1854-1855.

Le 28 mai 1811, le caporal Victor Ferrand, du 7e de ligne, prend le drapeau du régiment d'Ibéria, à l'attaque d'Olivença.

Le 21 juillet 1812, au combat de Castalla, le régiment qui se trouve à l'avant-garde de l'armée d'Aragon, prend pour sa part trois drapeaux et participe à la capture de trois mille prisonniers, de deux canons et de dix mille fusils.

A l'assaut de Sébastopol, enfin, le 7e marche en tête d'une colonne d'attaque, et voit plusieurs de ses officiers mis à l'ordre du jour de l'armée et décorés pour actions d'éclat.

C'est toujours le régiment de Champagne.

* * *

Notre-Dame-de-Cuves en Champagne. — Dans le département de la Haute-Marne, diocèse de Langres, arrondissement de Chaumont, canton de Clefmont, près d'un affluent du Rognon, rivière motrice de plusieurs forges, se trouve un humble village appelé *Cuves*; ce village, composé de moins de deux cents âmes, se cache à tous les regards dans une vallée profonde creusée au sein d'une aride et montagneuse contrée; de quelque côté que l'on y arrive, on ne l'aperçoit qu'à quelques pas des premières maisons. L'étroite et verte prairie qu'arrose le ruisseau, les saules qui bordent ses rives, les arbres vigoureux qui se dressent ça et là, les habitations rustiques jetées au hasard, la vieille église avec son moderne clocher qui s'élève sans pouvoir égaler les hauteurs environnantes, les bosquets, les gazons qui couvrent les pentes plus ou moins rapides, forment un ensemble vraiment pittoresque; aussi n'est-il pas un voyageur qui ne pousse instinctivement un cri d'agréable surprise lorsqu'il aborde pour la première fois les rochersd'où il découvre subitement ce gracieux paysage; c'est une vallée suisse, disent certains touristes; c'est un paradis terrestre, disent les autres. Les passants vulgaires, à la vue de ce vallon, de forme oblongue et arrondie, ont reconnu l'image d'une cuve et lui ont donné cette dénomination toute naturelle.

Au sommet du vallon, au centre d'un amphithéâtre de verdure, des solitaires dans le XVIe siècle bâtirent une chapelle dite *Notre-Dame-des-Ermites*; derrière s'élève un bois qui semble l'encadrer dans son épais feuillage; à gauche s'étalent de vertes pelouses; à droite se développe encore un massif d'arbres; deux chemins qui se dérobent bien vite aux regards isolent l'enclos où a été bâtie la chapelle. Quand, au bout d'une courte chaussée qui traverse les jardins de l'ermitage placés en contre-bas, on remarque, de chaque côté du portail, deux magnifiques tilleuls qui étendent leurs dômes de verdure au-dessus du rustique sanctuaire, on éprouve je ne sais quelle impression de calme et de pieux recueillement; l'édifice avec son clocher couvert de bois peint n'offre cependant rien de saisissant; il se compose d'un carré long partagé en deux parties inégales; la plus grande forme la nef où

viennent s'agenouiller les pélerins ; l'autre, le chœur ; une voûte en planches peintes clouées à la pauvre toiture règne dans toute la longueur et repose sur des murs peu élevés. Le chœur et la nef sont séparés par une maçonnerie avec une grande ouverture en plein cintre; cette ouverture est garnie d'une grille faite de longs fuseaux de bois tourné ; deux étroites fenêtres pratiquées du même côté, ne donnent qu'une pâle lumière ; en y pénétrant on se souvient de Béthléem ou de Nazareth, car tout y respire l'humilité, la pauvreté.

La légende raconte qu'au village de Longchamp, situé dans la contrée environnante, vivait dans le XIIIe siècle une pauvre famille honnête et laborieuse ; le père, devenu aveugle, se vit dans l'impossibilité de travailler pour nourrir sa femme et ses enfants ; il avait entendu parler des miracles opérés à Notre-Dame-des-Ermites à Einsielden ; il s'y rendit en pélerinage avec son fils aîné et y recouvra la vue. En reconnaissance, il fit tailler en pierre une statue semblable à la Vierge qui l'avait guéri, puis la chargea sur ses robustes épaules ; mais, arrivés dans le vallon de Cuves, à quatre kilomètres de Longchamp, ils se sentirent exténués de fatigue et pris d'une soif ardente ; or une source abondante et limpide sortait des flancs de la colline ; les deux voyageurs s'y arrêtèrent pour s'y rafraîchir et se reposer. Tout près de la fontaine se trouvait un amas de rocs éboulés ; ils y placèrent leur précieux fardeau comme sur un trône ; quand ils voulurent enlever la statue pour continuer leur route, ils ne purent la soulever ; ils essayèrent à plusieurs reprises, mais en vain ; ils résolurent de la laisser en place et de lui construire une petite chapelle.

Le bruit de la guérison miraculeuse du paroissien de Longchamp et du prodige par lequel la statue rapportée du pélerinage d'Einseilden demeurait fixée dans le vallon de Cuves se répandit au loin. On accourut de toutes parts pour vénérer la Vierge qui opérait des guérisons nombreuses ; la petite niche improvisée se transforma bientôt en une chapelle plus spacieuse ; des ermites vinrent s'établir à l'entour pour recevoir les pélerins dont l'affluence allait toujours croissante ; ces religieux, infatigables travailleurs, déblayèrent le terrain, se bâtirent des cellules, défoncèrent un endroit pour y cultiver un potager, près de la fontaine où les fidèles s'empressaient de boire pour y puiser le rafraîchissement avec la santé.

Les choses restèrent ainsi jusqu'à la Révolution française ; les ermites qui vivaient sous la règle de saint Augustin, eurent la douleur de voir leur maison, la chapelle et l'enclos confisqués ; mais ces biens furent concédés à la commune de Cuves ; pendant la Terreur, ils furent respectés, grâce aux lieux déserts où ils se trouvaient situés ; non-seulement la chapelle échappa aux profanations, mais on assure que les âmes pieuses venaient y implorer la protection maternelle de la Vierge, consolatrice des affligés. Les prêtres fugitifs, cachés dans les environs, y célébrèrent souvent la messe comme autrefois les apôtres dans les catacombes. Un jour, le vénérable abbé Caumont et deux autres prêtres y achevaient les saints mystères. Tout à coup les gendarmes

parurent ; ils donnèrent leurs montures à garder à un jeune homme qu'ils avaient remarqué parmi les curieux ; ils franchissaient le seuil de la chapelle, lorsqu'ils furent rappelés par le galop de leurs chevaux qui prirent la fuite sous le fouet du malicieux enfant; pendant que les gendarmes se mettaient furieux à la poursuite de leurs montures, l'enfant et les prêtres gagnèrent les bois.

Les ermites ne revinrent point après la tourmente révolutionnaire, car ils avaient cessé d'exister; le curé de Cuves se trouva chargé du soin de la chapelle ; il y disait la messe presque tous les samedis pour satisfaire à la piété des pélerins qui, plus que jamais, affluèrent au sanctuaire de Notre-Dame de Cuves. Un chrétien fortuné fit l'acquisition de l'ermitage, en sépara les bâtiments et même en construisit de nouveaux; ce fut là que s'opéra la restauration de l'ordre des Servites de Marie. L'abbé Etienne Georges, de Troyes.

***

Aux Bibliophiles. — Nous signalons aux bibliophiles châlonnais les plaquettes suivantes devenues fort rares :

1° Procès-verbal de la fédération générale du département de la Marne, à Châlons, le 14 juillet 1791. — 7 pages in-4°, à Châlons, chez Collignon, imprimeur du département.

2° Procès-verbal de la fête civique qui a eu lieu à Châlons, département de la Marne, le 23 octobre 1792, à l'occasion du succès des armées de la République françoise. — 12 pages in-4°, à Châlons, chez Depinteville-Bouchard, imprimeur du département de la Marne.

3° Extrait du procès-verbal de la fête qui a eu lieu pour l'inauguration du temple de la Raison, le 1er pluviose an II. — 28 pages in-4°, à Châlons, chez Depinteville-Bouchard.

4° Discours prononcé à la fête civique qui a eu lieu à Châlons le 23 octobre 1792, à l'occasion des succès de la République françoise, par le citoyen Moignon, maire. — 8 pages in-4°, à Châlons, chez Depinteville-Bouchard.

5° Discours pour les fête de la Liberté de l'an IVme, célébrées le 10 thermidor.... par le citoyen Charron, administrateur du département. — 44 pages in-8°, à Châlons, de l'imprimerie de Mercier.

6° Discours pour les fêtes de la Victoire et de la Reconnaissance, de l'an 4me, prononcé..... par le citoyen Charron, administrateur du département. — 22 pages in-8°, de l'imprimerie de Mercier, à Châlons.

7° Discours prononcé à Châlons le dix prairial an Ve, jour de la fête de la Reconnaissance..... par le citoyen Charron..... — De l'imprimerie de Mercier, rue de Brebis. 30 pages in-8°.

8° Discours prononcé à Chalons le 30 vendémiaire, jour de la cérémonie funèbre célébrée en l'honneur du général Hoche, par le citoyen Charron.... — 10 pages in-8°. A Chalons, chez Pinteville-Bouchard, an VI de la République.

9° Procès-verbal des séances de l'assemblée du département de la Marne, en novembre et décembre 1791. — 107 pages in-4°. A Châlons, chez Depinteville-Bouchard et Collignon, 1791.

10° Arrêté du représentant du peuple Albert, en mission dans les départemens de l'Aube et de la Marne, relatif au renouvellement des autorités constituées. — 26 pages in 4°, à Châlons, chez Mercier, imprimeur du département.

11° Jugement du tribunal criminel du département de la Marne, séant à Châlons, contre Joseph Leclerc et Cénis-Souris, pour avoir participé aux massacres qui eurent lieu à Reims en septembre 1792. — In-4°.

* * *

Portraits conservés par Mme de Vaulogé née de Girardin :

Portrait carré à l'huile de Pierre de Girardin, ambassadeur à Constantinople en 1685.

Portrait carré à l'huile de 0,73 cent. de haut et 0,62 cent. de large peint par Largillière, de Louis-Alexandre de Girardin, marquis de Vauvré, né le 7 septembre 1699.

Portrait ovale à l'huile d'Alexandrine-Reine-Philippine Berthelot de Baye, comtesse de Girardin, née le 4 février 1773.

Portrait ovale à l'huile d'Alexandre-François-Louis de Girardin, né le 16 août 1767 (mari de la précédente).

Portrait à l'huile ovale peint par la comtesse de Ludre née de Girardin, de Sidonie-Isabelle-Fernande d'Yve de Bavay, née à Mons (Belgique) le 3 septembre 1802, morte à Paris le 29 juin 1873.

Petit portrait en pied, uniforme de la jeune garde, 0,48 cent. de haut. sur 0,48 cent. de large, d'Alexandre-Numance de Girardin, né à Sezanne (Marne) le 20 ventôse 1794, mort à Paris le 6 novemdre 1851.

Petit portrait carré à l'huile, peint par Chabord, représentant en pied la comtesse de Ludre, née de Girardin.

Portrait à l'huile ovale dans un cadre carré d'Eleuthèare de Girardin enfant (frère de la précédente), peint par Chabord.

Portrait carré au pastel de Madame de Maucouseil née Rioult de Curzay. En frileuse, enveloppée d'un manteau de fourrure, elle tient un manchon.

Très-beau portrait carré au pastel de Jean-Jacques Rousseau peint par Latour.

MINIATURES

Portrait ovale de demoiselle Berthelot de Baye mariée à M. de Boutin.

Portrait ovale de demoiselle Berthelot de Baye, mariée à Louis de Girardin (sœur de la précédente).

Portrait ovale d'Amable-Ours-Séraphin de Girardin jeune, né le 2 juin 1769.

Portrait de demoiselle Pinel du Manoir, mariée à Etienne-Hippolyte Berthelot, baron de Baye.

Portrait de demoiselle Rioult de Curzay, mariée à François Berthelot baron de Baye.

***

Monsieur le Rédacteur,

Me trouvant dernièrement aux archives municipales de notre ville, le hasard a fait tomber entre mes mains une charte en latin, de l'an 1206, portant translation des reliques de Saint-Anne en l'église collégiale de ce nom à Douai. Parmi les évêques qui procédèrent à cette cérémonie, le nom de Gérard de Douai, évêque de Châlons-sur-Marne me frappa.

A cette occasion j'ai fait sur la famille de ce prélat et sur les temps qui précédèrent son élévation à l'épiscopat, quelques recherches dont j'ai l'honneur de vous transmettre le résultat.

C'est peu de chose, mais tel quel je crois ce peu susceptible d'intéresser des Châlonnais, et c'est à ce titre que je vous le donne :

Gérard naquit à Douai, au milieu de la deuxième moitié du XIIIe siècle, de l'illustre famille de ce nom qui portait : de vair au chef d'hermines. Son père Wauthier III, auquel le chroniqueur Lambert de Watreloos a presque exclusivement consacré un de ses ouvrages, fut châtelain vicomte de Douai, fonctions que cette maison remplissait héréditairement depuis le sire Hugues de Douai, dont on a trouvé la trace en 1024. Sa mère, Agnès de Beaumez, qui mourut en 1230, était la fille du châtelain de Bapaume. Il eut un frère et une sœur : Wautier IVe du nom, qui continua la descendance, et dame Agnès de Douai qui fut abbesse de Notre-Dame-des-Prés.

Quant à Gérard, il fut investi d'un canonicat à Saint-Vincent de Senlis ; c'est là qu'on alla le chercher en 1203 pour le sacrer évêque de Châlons. Il revint passagèrement à Douai en 1206 et y revit encore son père, qui décéda le 21 février 1208.

J'hésite à fixer l'époque et le lieu de la mort de Gérard de Douai, car si les documents que j'ai sous les yeux affirment qu'il abdiqua en 1215 et mourut à l'abbaye de Toussaint, au diocèse de Châlons en 1230, je lis d'autre part dans les *Beautés de l'histoire de la Champagne* par M. le chanoine Boitel (tome II, page 225) qu'il abdiqua en 1214, se retira au Val-des-Écoliers, y mourut peu après et y fut enterré.

Je laisse aux érudits le soin de trancher une question qui me paraît à peu près insoluble.

Veuillez agréer, monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes meilleurs sentiments. *(Journal de la Marne.)*

Henri Renaud de Motey,
Avocat à la Cour d'appel.

* * *

Un congrès international d'anthropologie, s'ouvre le 20 septembre à Lisbonne. On y discutera la question si obscure de la trépanation à l'époque négolithique au sujet de laquelle des découvertes identiques à celles de Champagne ont été faites récemment en Portugal. M. Joseph de Baye s'y rend comme délégué de la Société française d'archéologie.

* * *

Mme veuve Plumard, née Lestumier vient d'offrir au musée de Provins, un portrait à l'aquarelle de M. Lelorgne de Savigny, qui perdit la vue dans ses savants voyages en Egypte et consacra sa vie au bien. Il a notamment fondé une rente pour fournir une dot à quatre jeunes filles pauvres de la ville annuellement.

* * *

Exemple de fermeté de Raoul de Salisbury, doyen du chapitre de Reims. — Henri de France, 51e archevêque de Reims se montra exact observateur de la discipline ecclésiastique, qu'il rétablit dans sa vigueur primitive. Il fut merveilleusement secondé, dans cette restauration, par un anglais, Raoul de Salisbury qui, ayant accompagné en France S. Thomas de Cantorbéry, se fixa à Reims où il devint doyen du chapitre.

Nous trouvons dans un ancien manuscrit le fait suivant, qui montre la fermeté dont usait le doyen de Reims [1]. Nous le copions textuellement :

Solertissimum quemdam in Rhemensi Ecclesia Decanum genere Anglicum, ab his qui virum cognoverunt fuisse audivimus qui canonicos suos pro excessibus viriliter corrigebat : accidit autem ejus tempore, ut venerabilis et Deo dignus Albertus Leodiensis, episcopus, frater Ducis Brabantiæ, ab imperatore Henrico exul ab imperio pelleretur et a militibus ejus juxtà Rhemensem urbem pro justitia dolosissime necaretur [2]. Ad cujus exequias cum venerabilis Rotardus ex regali genere ortus, tunc quidem Archidiaconus Rhemensis, sed in Cathalauno præsul electus, sine nuptiali veste cum multa turba nobilium interesset sepulto sacro cadavere in choro cathedralis Ecclesiæ ut decebat. Decanus omnes canonicos, necnon et ipsum Cathalaunen-

1. L'auteur de notre manuscrit attribue le récit de ce fait à Thomas de Cantimpré, chanoine régulier de S. Augustin près de Cambrai. Entré dans l'ordre de S. Dominique, il eut pour maître Albert le Grand, et pour condisciple S. Thomas d'Aquin. Il publia plusieurs ouvrages, dont le plus important a pour titre : Bonum universale de Apibus; c'est dans cet ouvrage, lib. II, cap. XXXIX, que se trouve le fait en question. Thomas de Cantimpré mourut en 1293.

2. S. Albert de Liége fut assassiné à Reims en 1192, à cinq cents pas de la ville, par des soldats allemands, envoyés par Hugues de Worms, sous l'épiscopat de Guillaume de Champagne, 52e archevêque.

sem Electum ad capitulum convocavit. Residentibus ergo cunctis, dixit Decanus Electo : « Nondùm adhùc, ut credo, Archidiaconatum aut canonicatum resignastis ? » — Cui Electus : « Nondùm inquit.— Surgite ergo, ait Decanus, et satisfaciatis Ecclesiæ, et dorsum ad disciplinam coràm fratribus præparate, eo quod sine nuptiali veste, chorum cum canonicis contrà regulam introistis. » Nec mora, surgens et procumbens Electus, vestes exuit, et a manu Decani validissimam disciplinam accepit. Quâ acceptâ, vestibus reindutus se erexit, et Decano cum maximâ oris gratiâ, coram omnibus, dixit : « Gratias ago Deo, et Patronæ Rhemensis Ecclesiæ ejus piissimæ Genitrici, quod te talem in regimine relinquo. Hinc magis diligam locum istum, et in sede istâ dignam severitatis memoriam venerabor. » Hæc dicens, archidiaconatum et canoniam resignavit, et in se verificavit illud vulgare proverbium : « Quanto caput altius, tanto collum mollius. » Mirè enim decet nobilitatis celsitudinem humilitatis mansuetudine remolliri. Ergo quantùm in re narrata conjicio, non minùs in correcto exemplum virtutis relinquitur, quàm in Prælato constantiæ præcesserat corrigentis, dùm nobilis et electus in Præsulem, correctionem pervalidam parvæ culpæ, cum patientiâ et humilitate sustinuit. Et ille etiam in tanto viro inultum ire non pertulit quod non correctum, aliis in ruinam futurum fore prævidit.

J. CHARDRON,
Curé de Chappes.

* * *

Dimanche 10 octobre a été inaugurée la statue de Jeanne d'Arc à Compiègne. Nous mentionnerons seulement ce fait en déplorant le rôle que la politique a pris dans une cérémonie qui devait être purement nationale. Jeanne d'Arc, entortillée dans un drapeau tricolore, saluée des centaines de fois par la *Marseillaise*, sans que le clergé ait été convoqué à la cérémonie officielle, c'est tout simplement une farce grotesque et indigne de la France. Ajoutons que la feuille locale croyait devoir écrire le nom de notre glorieuse héroïne *Darc* ; elle s'appelait d'*Arc* de son lieu d'origine, et cette prétendue démocratisation de son nom est encore une niaiserie.

* * *

On restaure activement la couverture de l'église Sainte-Croix de Provins. La flèche vient d'être démontée.

A propos de ces restaurations de l'église, M. Emile Lefèvre, dans ses *Rues de Provins*, nous fournit d'intéressants détails sur le monument.

Dans nos archives, dit-il, il est parlé pour la première fois de Sainte-Croix en 1153, c'était alors la chapelle de Saint-Laurent-des-Ponts, ainsi nommée parce que pour y arriver il fallait traverser les ponceaux établis sur les rivières et ruisseaux qui l'avoisinent. En 1237, le roi de Navarre, qui avait obtenu du patriarche de Jérusalem un morceau

de la vraie Croix, le partagea entre les Cordeliers dont il était le fondateur et l'église de Saint-Laurent qui prit alors le nom qu'elle porte aujourd'hui.

En 1509, un incendie ne laissa debout que la nef du nord de l'église Sainte-Croix. On a travaillé à la rebâtir depuis 1510 jusqu'en 1581. On en fit la bénédiction et la dédicace le 24 septembre de ladite année. Voici le prix de divers objets pendant le cours des travaux :

Le muid de chaux, 4 à 5 livres. — Le mille de tuiles, 2 l. 10 sous. — 12 tombereaux de sable, 9 l. — La pinte d'huile, 3 s. 6 deniers. — La pinte de vin, 6 d. — La livre de vieux oing, 1 s. — Un œuf, 1 d. — Un ouvrier gagnait par jour, 2 s. — Un tailleur de pierres, 4 s. — Un roulier et son cheval, 7 s. — Un service solennel coûtait, tant pour l'église que pour les prêtres, 25 s. ou 25 boisseaux de blé. — Une messe coûtait 2 s. 6 d.

Pendant que Sainte-Croix était reconstruite et simultanément il se faisait à Provins une quantité de grands travaux. De 1502 à 1520, l'Hôtel-Dieu édifia la nef de son église, une chapelle et plusieurs parties de la maison. En 1505, les Cordeliers rétablirent leur église, brûlée par les Anglais. En 1561, cette même église incendiée par l'imprudence d'une sœur, est de nouveau réédifiée et les travaux durèrent jusqu'en 1579. En 1512 et 1513, on curait les fossés de la ville, on réparait les murailles et on complétait l'artillerie, car les Anglais étaient en Picardie et les Suisses en Bourgogne. En 1520, on bâtissait des loges sur le Pont-aux-Poissons. En 1541-42-43-44, on élevait la tour de Notre-Dame-du-Val. En 1571, on réparait la Grosse-Tour, et en 1579, les tuyaux des fontaines qui avaient été coupés dans la campagne par des soldats, furent rétablis.

* * *

Le 1er octobre a été célébré, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris, le mariage de Mademoiselle Gabrielle de Maupas, fille de l'ancien ministre, ancien ambassadeur, Grand-Croix de la Légion-d'honneur, avec M. Antoine de Tavernost.

* * *

On annonce le mariage de deux sœurs Mlles de Bourgogne ou plutôt de Bourgongne, en Franche-Comté. Les deux mariées appartiennent à la branche aînée d'une famille annoblie le 20 septembre 1462 par le duc de Lorraine pour services militaires. Plusieurs rameaux se formèrent : l'un d'eux établi à Mautour-en-Brie s'éteignit en trois frères, au commencement du XVIIIe siècle. L'un commissaire d'artillerie ; l'autre prieur de Marbos : le dernier capitaine au régiment de Toulouse et chevalier de Saint-Louis. Une sœur porta en 1730 la seigneurie de Mautour à la famille Moreau. Une autre branche se fixa au milieu du XVIe siècle à Reims et fut confirmée dans sa noblesse le 20

septembre 1757 ; elle n'est éteinte que depuis peu d'années dans l'honorable famille Henriot de Reims. Très-nombreuse au XVIIIe siècle, cette branche était représentée en 1760 par François de Bourgongne, chanoine de Reims, abbé de Sablonceaux en 1784, conseiller au parlement de Paris ; M. des Crayères, lieutenant au régiment de Condé ; M. de Menneville, brigadier de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, qui forma une galerie de tableaux dont plusieurs ont été gravés ; et Mme Danré d'Armancy, tous enfants de Pierre de Bourgongne, conseiller à la cour des monnaies de Lyon, puis receveur-général des gabelles, après son beau-père Claude le Doulx, de Reims. — Armes : de sable à six billettes d'or, 3, 2, 1, au chef d'or.

***

Nous mentionnons avec plaisir le mariage de la seconde petite-fille de notre savant compatriote M. Paulin Paris, Mlle Urbain avec M. Ehrart, d'une honorable famille industrielle de l'Alsace française. La cérémonie a eu lieu à Avenay, (Marne) bourg d'où la famille Paris est originaire et où tous les membres sont groupés, donnant un exemple de vie intime et vraiment patriarchale bien rare de nos jours.

***

Mentionnons encore le mariage de Mlle de Vroil avec M. du Fayet de la Maisonneuve, lieutenant de vaisseau. Mlle de Vroil est fille de M. Henryot de Vroil, d'une ancienne famille du Perthois, établie au château de Rocquigny près Reims, et de Mlle Parent du Chatelet. Par son père elle est petite-fille de M. le vicomte Ruinart de Brimont, jadis maire et député de Reims sous la Restauration.

***

Mariage encore de M. Tyrant de Bury, demeurant au château de Savigny (Marne) avec Mlle Seroux de Bienville, d'une famille noble de Compiègne. M. de Bury appartient à la noblesse de Champagne où ses ancêtres possédaient les seigneuries de Bury, les Istres, Flavigny, Athis, etc., et dont le chef comparut aux assemblées de l'ordre de la noblesse du baillage de Châlons en 1789.

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FRÉMONT.

CLAUDE-FRANÇOIS BIDAL

Marquis d'Asfeld, Maréchal de France

(1665-1743)

Le registre des causes d'audience du bailliage du marquisat d'Asfeld contient sur ses premiers feuillets un document inédit, dont la publication offre un véritable intérêt pour la biographie d'un maréchal de France et pour l'histoire d'un chef-lieu de canton du département des Ardennes [1] : c'est la teneur des Lettres patentes de 1730 érigeant, en faveur d'un homme de guerre déjà célèbre, un marquisat démembré du comté d'Avaux, la terre patrimoniale de la famille de Mesmes, l'une des plus illustres dans la diplomatie ou la robe au parlement de Paris. Ces lettres royales, écrites sous la forme narrative, présentent un abrégé de la vie militaire de Claude-François Bidal, de 1683 à 1730, et énumèrent en même temps l'état du domaine auquel il attachait son nom. Sans doute ces pages ne suffiraient point à retracer la vie de ce personnage, et ne relatent que fort incomplètement le passé du chef-lieu du nouveau marquisat, et non; mais elles présentent des détails authentiques qui serviront un jour de matériaux pour une biographie précise et consciencieuse. Les pièces originales ont pour ceux qui prennent la patience de les lire, l'immense mérite de peindre les hommes sur le vif, et d'instruire sur leurs particularités avec une garantie que ne peuvent offrir les travaux de seconde main [2].

Il en est de même pour l'étude des annales du pays. Quelles qu'aient été les vicissitudes des événements depuis la création du marquisat d'Asfeld qui dura soixante ans à peine, il en reste dans la contrée quelques souvenirs intéressants au point de vue de l'histoire et de l'art : ces vestiges du passé, pleine-

1. Ce registre de 100 feuillets, petit in-folio dérelié, va de 1783 à 1789; il appartient aux archives du greffe du tribunal de Rethel, où furent transportés en 1790 tous les papiers des justices du district. La partie historique de ce dépôt non classé sera réunie aux Archives départementales des Ardennes à Mézières.

2. La 26e édition du *Dictionnaire d'Histoire*, par N. Bouillet, Hachette, 1878, porte que le *baron d'Asfeld était un général suédois au service de France*. Verbo Asfeld, p. 125.

ment inoffensifs pour la société moderne, relient les temps entre eux et doivent apprendre aux fils à ne pas maudire les pères dont il recueillent l'héritage. Il peut donc être utile de faire précéder les lettres patentes de 1730 de quelques renseignements sommaires sur la famille Bidal et sur le pays qui consacra sa gloire militaire.

I

ECRY — AVAUX — ASFELD

Tels sont les trois noms qui désignèrent successivement une localité importante située sur l'Aisne, jadis aux confins du Rémois et du Vermandois, devenue depuis la Révolution le premier par ordre alphabétique des cantons du département des Ardennes [1]. Le dernier de ces noms d'une forme tudesque peut sembler singulier dans ce pays situé au cœur de la vieille France. Comme tant d'autres d'importation étrangère, il est à lui seul une preuve de l'expansion de nos anciennes familles, qui allaient conquérir au loin l'honneur et le prestige pour accroître leur fortune sans doute, mais pour étendre aussi par elle la puissante action de leur patrie : c'est à la reine Christine de Suède, annoblissant le fils d'un négociant de Paris, que notre bourg d'Asfeld doit son nom actuel.

Le nom primitif de cette localité fut *Ecry* depuis une origine fort ancienne et inconnue jusqu'en 1671 ; on le trouve écrit dans les chartes et les chroniques sous différentes formes : *Eccreium*, *Ercreium*, *Aicris*, *Aicri*, *Ecri*, *Eris*. Ce n'est pas ici le lieu de discuter, ni surtout de décider le point délicat de savoir s'il y eut en cet endroit une maison royale, si Ebroïn s'y rendit en 680 après sa victoire à *Leuco-Fago* sur les maires austrasiens, si Carloman y défit les Normands en 883 dans un sanglant combat. Sans que ces évènements aient été fixés d'une manière positive, les auteurs en attribuent l'emplacement à diverses localités [2]. Il faut faut arriver à la fin du

1. Bourg de 1057 habitants situé sur la rive gauche de l'Aisne, dans une contrée agricole près d'une riche prairie, à 20 kilom. O. S. O. de Rethel, son chef-lieu d'arrondissement, à 63 m. d'altitude. Les villages d'Avaux, Vieux et Aire, qui étaient compris dans les limites du marquisat d'Asfeld, sont aujourd'hui trois communes du canton d'Asfeld, les plus voisines du chef-lieu. La ferme de Vauboison, près de laquelle se trouvait la garenne du marquis, existe encore sur le territoire d'Asfeld.

2. Consulter *Dom Lelong*, *Hist. du diocèse de Laon*, p. 4, 92, 125. — *Mabillon*, *De re Diplomatica*, lib. IV, p. 282. — *Melleville* et *Matton*, dans leurs travaux sur le département de l'Aisne, Saint-Erme et Chéry-en-Laonnois.

XIIe siècle pour trouver un fait mémorable, relatif à la IVe croisade, qui eut certainement Ecry pour théâtre : « En l'autre an après (1198), raconte Geoffroy de Ville-Hardouin, que cil preudon Folques parla ainsi de Deu, ot un tornoi en Champaigne, à un chastel qui ot nom Aicris.....» Une variante de ce texte, recueillie par M. Natalis de Wailly, précise le lieu du tournoi : « entre Ecri et Balehan, » ce qui ôte toute incertitude puisque le village de Balham est situé sur l'Aisne une lieue au dessus d'Asfeld[1]. Bien d'autres documents donnent ensuite d'une façon certaine le nom d'*Ecry* à divers chevaliers du XIIIe siècle, sans qu'il soit possible toutefois d'en dresser la généalogie. L'un d'eux, *Gerardus dominus Ercreii*, est qualifié en 1212 d'*avoué de la Prêle*, *advocatus loci de Pratella*, dans un acte confirmatif de la fondation de ce prieuré, tout voisin d'Ecri quoique relevant de l'abbaye de Molesmes. On découvrit vers 1850 dans les fondations de ce monastère ruiné depuis longtemps, une pierre blanche sur laquelle on lit très-distinctement : *ci-git . Berte . decri . pries . por . li.* — Une autre pierre tombale à l'abbaye d'Elan, celle d'Isabeau, femme de Manassès V comte de Rethel mort en 1273, contenait ce vers : *de ciux decri fut née, moult étoit bonne dame*[2]. Durant les XIVe, XVe et XVIe siècles, le domaine d'Ecry resta sous ce nom l'apanage de diverses familles dont les relations et la succession offrent peu de clarté et n'ont qu'un intérêt tout local ; un dénombrement et aveu de l'an 1573 établit qu'à cette date le seigneur d'Ecry était M. de Bossu ; ses successeurs furent MM. de Boury jusqu'en 1670, époque où cette modeste seigneurie fut acquise par la maison de Mesmes.

Ce fut le 30 septembre 1670, que Jean-Jacques de Mesmes, comte d'Avaux et de Neufchâtel, seigneur de Cramoiel, président à mortier au parlement de Paris, agrandit ses domaines d'une nouvelle terre[3]. Il ne tarda pas à l'incorporer au comté

1. *La Conquête de Constantinople*, texte publié par M. N. de Wailly, in-4°, Didot, 1872, p. 4 et 490. — La variante est tirée du ms. français de la Bibl. Nat. 15,460, *Chroniques de Baudoin d'Avesnes*.

2. *Gallia christiana*, t. X, Instrum. LX. — *Jolibois*, Histoire de Rethel, p. 192.

3. « La terre d'Escry a été acquise par contrat passé devant Thibert et son confrere notaires à Paris le 30 Septembre 1670, par Mgr Jean-Antoine de Mêmes, qui le meme jour en a fait declaration au profit de Mgr Jean Jacques Demesme son frere cons^r d'Etat ord^re, qui s'est rendu adjud^re desd. terres par sentence de decret des Reqt^es du Palais du 3e Septembre 1680 scellée le 4 dudit mois. » *Extrait fait en* 1723 *des Criées du marquisat d'Asfeld, Archives des Hospices de Reims*, B, 40.

d'Avaux, fief limitrophe, entré dès 1584 dans sa famille par le mariage de son grand-père avec Antoinette de Grossaine, et érigé par Louis XIII dès 1638, en considération des loyaux services rendus à la couronne par les seigneurs de Mesmes. Le premier comté d'Avaux (1638-1671) comprenait une riche et fertile contrée située dans la vallée de l'Aisne, dont les mouvances s'étendaient depuis Guignicourt et Prouvais jusqu'au village d'Avaux, à la limite actuelle des départements de l'Aisne et des Ardennes. Le seul débris qui en subsiste à Avaux est une maison encore appelée *le Château*, située sur la rive de l'Aisne ; ses murailles, remaniées bien des fois, offrent un dessus de fenêtre portant cette inscription : ABSOLVI. FECIT. H. G. ANNO. 1552, et au milieu un écusson portant deux épées en sautoir la pointe en bas. Le village actuel d'Avaux est situé à une lieue au-dessous de l'ancien Ecry : ce fut ce dernier bourg que Jean-Jacques de Mesmes choisit pour en faire le chef-lieu du nouveau comté d'Avaux démembré à son tour en 1726. Des lettres royales du mois de mars 1671 avaient constitué cette seigneurie qui comprenait de nombreuses dépendances et formait un revenu considérable [1] : le manoir principal fut fixé à Ecry, qui changea son nom en celui d'*Avaux-la-Ville*, tandis que le village d'Avaux prenait celui d'*Avaux-le-Château* ; un marché par semaine et deux foires par an vinrent enrichir le bourg principal dont l'importance et la position permettaient d'entreprendre de nombreux embellissements. Jean-Jacques de Mesmes garda l'ancien château, mais créa en avant diverses avenues et de riants parterres ; il crut surtout distinguer son domaine en y élevant en 1683 une église originale moyennant une allocation de 6,000 livres promise par les paroissiens ; cet édifice d'un aspect bizarre, construit en briques, est encore par sa singularité même l'un des monuments les plus curieux de la contrée [2].

Les coutumes de Vermandois régissaient le comté d'Avaux, mais son bailliage eut une justice ressortissant par appel au parlement de Paris : « pour le tout, disent les lettres patentes de 1671, être tenu en une seule foy et hommage, à cause de la tour du Louvre, à l'effet de quoy ledit comté fut déchargé des mouvances et juridiction de Laon et Reims. » Pour orner di-

1. G. A. Martin, *Essai historique sur Rozoy-sur-Serre*, t. II, p. 392 à 398 — *Almanach-Annuaire de Matot-Braine pour* 1873, p. 92.

2. Jean Hubert, *Trav. de l'Acad. de Reims*, t. XVII, p. 65. — Une vue de l'église d'Asfeld se trouve au t. II, p. 149, des *Ardennes illustrées*, par El. de Montagnac, in-folio, Hachette, 1868.

gnement le prétoire de son comté, Jean-Jacques de Mesmes y fit placer un tableau, aujourd'hui mutilé et déchiré, peinture sur toile (de 1 m. 70 de haut. sur 1 m. 40 de largeur), offrant le Christ en croix sur un fond de paysage, ayant à sa droite la Sagesse, sous les traits de la Minerve antique, le casque en tête et une branche d'olivier en main, et la Justice à sa gauche tenant comme Thémis le glaive et la balance. Au dessous un écusson peint et doré reproduit les armoiries des de Mesmes : *écartelé au* 1 *d'or au croissant de sable et au* 2 *et* 3 *d'argent à* 2 *lions passants de gueule, au* 4 *d'or à une étoile de sable, au chef de gueule et en pointe coupée et ondée d'azur*, le tout surmonté d'une couronne et d'un mortier, entouré de deux lions pour supports et des cordons des ordres royaux. — Le président de Mesmes, si puissant au parlement, ne négligea point dans son comté d'Avaux le soin de la justice ; voici le témoignage qu'en rendait notre chanoine Maucroix dans une épître dédicatoire où il louait son zèle pour l'équité : « Nous sommes témoins, que quand vous venez joüir du repos de la Province, vous amenez, s'il faut ainsi dire, la paix avec vous ; les haines, les dissensions de vos voisins s'appaisent à votre veüe, et par vôtre autorité, vous les obligez quelques fois, malgré eux-mesmes, à consentir à leur bonheur [1]. »

La famille de Mesmes appartenait par son comté d'Avaux à la noblesse de Champagne : on pourrait s'étonner qu'elle ne figurât pas dans le procès-verbal de M. de Caumartin. M. Léopold Delisle a découvert pourquoi la généalogie rédigée dans ce but et remise à l'intendant ne fut point insérée : elle était à vrai dire fabuleuse et extravagante, en ce qu'elle faisait remonter cette famille de robe à un *Guillaume de Mesmes*, chapelain de saint Louis. « Là dessus, écrivait d'Hozier, que le lecteur juge de la certitude de cet acte et de ceux qui le précédent. Aussi sont-ils tous faits exprès et mal faits pour supposer une extraction noble et militaire à cette famille glorieuse, qui n'a cependant rien gagné ni établi pour se faire croire autre chose qu'une bourgeoisie ordinaire de la ville de Mont-de-Marsan [2]. » — « Ces Mesmes, disait Saint-Simon, sont des paysans du Mont-de-Marsan..... Le premier au net qui se trouve avoir quitté les sabots fut un professeur en droit à l'Université de Tou-

1. *Abbrégé chronologique de l'Histoire universelle du R. P. Petau, mis en françois par M. Maucroix*. In-12, Paris, 1683.

2. Léopold Delisle, *le Cabinet des manuscrits de la Bibl. Imp.* In-4°. Impr. Imp., 1868, t. I, p. 403 à 407.

louse... [1] » A part ce ridicule, commun à tant d'autres grands hommes, les comtes d'Avaux ont illustré dans les belles-lettres, la jurisprudence, l'érudition et les arts le nom de ces villages champenois adopté par leur gloire et connu par eux dans l'Europe entière.

Jean-Jacques de Mesmes mourut en 1688 ; le titre de comte d'Avaux fut porté avec lui par son frère Jean-Antoine, le célèbre plénipotentiaire de Nimègue ; puis il se soutint jusqu'en 1723 sur la tête de son fils, appelé Jean-Antoine comme le diplomate son oncle, et qui fut pendant onze ans le premier président du parlement de Paris. Avec lui s'éteignit la série des six comtes d'Avaux, ces personnages si considérables dans l'histoire politique, littéraire et judiciaire du XVIIe siècle, qui attendent encore une biographie caractérisant leur rôle au milieu de tant d'illustres contemporains. La famille de Mesmes donna en outre quatre abbés commendataires à l'abbaye de la Valroy au diocèse de Reims ; elle produisit des diplomates, des financiers, tous gens de haute valeur et d'heureuse fortune, mais la splendeur de son nom s'évanouit à la mort du premier président qui ne laissait que deux filles : la duchesse de Lorge et la marquise de Lautrec. Le démembrement du comté d'Avaux eut lieu trois ans après la mort de son dernier titulaire ; des lettres patentes de décembre 1726 en détachèrent les terrres de Neufchâtel, Menneville, Proviseux et Pignicourt, qui formèrent en 1753 le marquisat de Nazelle ; l'autre portion, comprenant les deux Avaux, Aire, Vieux et Vauboison, fut acquise le 20 mars 1728 par Claude-François Bidal, marquis d'Asfeld.

Avec un nouveau seigneur, l'ancien Ecry allait subir une transformation et prendre un nouveau nom, plus durable toutefois que le régime qui le lui imposait : aux gens de robe succédait une famille dont la gloire militaire avait illustré le blason et grandi la fortune à travers d'intéressants épisodes.

II

LA FAMILLE BIDAL ET LE MARQUISAT D'ASFELD

Pierre Bidal, fils d'un marchand de Paris, devint, je ne sais comment, au milieu du XVIIe siècle l'un de nos diplomates en relations avec la reine Christine de Suède. Après avoir rendu

1. *Mémoires du duc de Saint-Simon*. In-8°, Hachette, 1857, t. X, p. 54. — On trouve dans le Dictionnaire de Moréri la suite et les alliances des comtes d'Avaux, *verbo* Mesmes.

à cette célèbre princesse des services considérables, il fut annobli par elle à Stockholm le 12 octobre 1653, et en reçut un domaine comprenant les fiefs de Willembruck dans la Poméranie et de *Harsefeldt* dans le duché de Brême. Ce dernier endroit, dont Pierre Bidal prit la qualification de seigneur, est un bourg encore existant de l'ancien royaume de Hanovre (aujourd'hui annexé à la Prusse), à 3 lieues 3/4 S. de Stade et à 15 lieues N.-E. de Brême, sur la rive droite de la Lühe ; il comptait 833 habitants en 1828 et était à cette date le chef-lieu d'un bailliage domanial [1].

Le nom germanique d'*Harsefeldt* se transmit dans la famille Bidal avec un adoucissement de prononciation : on l'écrivit *Asfeldt*. Chose plus singulière encore, le nom d'un bourg allemand donné à un diplomate français par Christine de Suède devint le titre d'un marquisat en Castille, conféré par le roi d'Espagne au fils de Pierre Bidal. En effet, ce dernier, mort vers la fin du XVIIe siècle, laissa cinq fils connus dans l'histoire : deux abbés et trois militaires ; l'un d'eux, Claude-François Bidal, dit d'abord le chevalier d'Asfeldt, ayant contribué à consolider le trône de Philippe V, en reçut, le 16 avril 1715, les honneurs d'un marquisat et la Toison-d'Or. C'est ce personnage qui voulut fixer en France un nom transplanté du nord au sud de l'Europe, et obtint dans ce but en 1719 qu'il serait attribué à une terre de Jouy qu'il venait d'acquérir, puis, en 1730, à un domaine plus considérable acheté par lui en 1728 de l'héritière des comtes d'Avaux.

La biographie de Claude-François Bidal serait une étude fort intéressante, si on la puisait aux sources originales des Archives des Ministères de la guerre et des affaires étrangères ; ne pouvant entreprendre ici semblable recherches, cette notice se borne à reproduire le texte des lettres royales qui ont retracé sa brillante carrière militaire : devenu d'abord directeur général des fortifications, puis maréchal de France en 1734 et gouverneur du Château-Trompette et de Strasbourg, il continua sinon l'œuvre et le génie de Vauban, du moins ses traditions dans l'art de la défense des places ; le nom d'*Asfeld* est encore attribué de nos jours à une partie des ouvrages de Sedan et de Charlemont. Vanté par les uns, critiqué et chansonné [2] par les

1. *Dictionnaire géographique universel, par une Société de Géographes*, in-8°, Paris, 1828, t. IV, p. 694. — La Suède avait obtenu en 1648, à la paix de Wesphalie, la cession du duché de Brême. *Dict. de Moréri, verbo* Brême.

2. *Revue de Champagne et de Brie*, t. I, 502.

autres, le marquis d'Asfeld est un homme assez considérable dans notre histoire pour que sa généalogie ait une place naturelle à la suite du document qui éclaire la plus brillante portion de sa vie. Lorsqu'il mourut à Paris le 5 mars 1743, âgé de 78 ans, il laissait un fils, Claude-Etienne, second et dernier marquis d'Asfeld, mort en émigration à Aix-la-Chapelle en 1793 [1]. Soldat comme son père, ce dernier conserva l'héritage paternel, mais ne put transmettre à ses filles, mortes sous la Restauration, que le vain titre de son marquisat, car la Révolution avait détruit le château, brûlé les papiers, mis les meubles à l'encan et anéanti à jamais le domaine féodal. En 1783, comme le porte le registre du bailliage [2], Claude-Etienne Bidal s'intitulait *marquis d'Asfeld, marquis de Castille, comte d'Avaux, baron de Radoy, seigneur de Vieux, d'Aire et autres lieux, baron d'Harsfeld dans le duché de Brême et de Willembruck en Poméranie, maréchal des camps et armées du Roy, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.* — En 1787, le 26 août, le marquis d'Asfeld adressait aux notables de ses terres un discours politique sur la tenue de l'Assemblée provinciale de Champagne, dans lequel il montrait un acquiescement sincère aux réformes inaugurées alors. En 1789, la faveur populaire l'avait élu commandant de la garde nationale d'Asfeld, mais l'année suivante il y était redevenu dans le langage officiel « le sieur Bidal [3]. »

L'emplacement du château des marquis d'Asfeld se voit au milieu du bourg en face de l'église : un terrain d'une contenance de 2 hectares et demi appartenant à M. Courty, maître-charpentier, y dessine encore une vaste plateforme entourée de larges fossés dont il subsiste quelques revêtements en pierre.

1. *Revue historique des Ardennes*, par M. Sénemand, t. I, p. 82. — L'âge du maréchal est fixé à 78 ans par son épitaphe, mais beaucoup de biographes indiquent sa naissance en 1667, et non en 1665 comme le veut l'inscription de Saint-Roch. Il avait son hôtel sur cette paroisse, rue Saint-Honoré.

2. Ce registre nous conserve au f° 17 les *Ordonnances de police pour le marquisat d'Asfeld* en 71 articles publiés le 28 juillet 1783. A cette date, le bailly était maître Gabriel Panier, avocat en parlement. — Le marquis avait soutenu en 1774 un procès au parlement contre Me Nicolas Alexandre, notaire royal à Asfeld, qui malmenait son seigneur dans un Mémoire in-4° de 36 pages.

3. Voir son discours à la pag. 456 du t. II de l'*Histoire de Rozoy*, par G. A. Martin, et aux Registres des délibérations municipales d'Asfeld. — Le marquis comparut en personne à l'assemblée de la noblesse du bailliage de Reims sous le nom de *Bidal d'Asfeldt*. V. *Catel. des Gentilshommes de Champagne*, par L. de la Roque et Ed. de Barthélemy, p. 38, et *Hist. de Rozoy*, p. 524. — *Almanach de Reims pour* 1789, p. 110.

A l'angle se dressaient aussi, il y a peu d'années, deux hauts piliers en briques surmontés de vases, qui indiquaient une analogie d'architecture entre l'église et le château. Je ne sais s'il en existe une vue, mais il faut signaler quatre plans teintés qui en donnent l'état minutieux lors de sa construction : ces précieuses épaves figurent dans le carton 17 du manuscrit des *Ardennes illustrées*, légué par M. Ch. Pauffin à l'hôtel-de-ville de Rethel ; le premier reproduit le manoir des comtes d'Avaux, les trois autres offrent les plans des *souterrains*, du *rez-de-chaussée* et de l'*étage sous le comble* du château construit en 1730 par le marquis d'Asfeld ; ils sont signés ainsi : *Fait à Paris le* 25 *juillet* 1729 (*signé*) *Mazin ;* ils portent en outre qu'ils sont *dressés sur les desseins de Monsieur le marquis d'Asfeld.* A l'aide de ces plans calculés à l'échelle de 15 toises, on pourrait mathématiquement reproduire l'aménagement de cette vaste et belle demeure.

L'édifice dut être terminé et meublé dès 1732, car on retrouve dans le pays deux plaques de cheminées en fonte portant cette date et provenant incontestablement du château [1]. Elles offrent les armoiries du maréchal entourées du collier de la Toison-d'Or et soutenues par deux lions couchés ; l'écu est écartelé *au* 1 *et* 4 *à la bande chargée de couronnes, au* 2 *et* 3 *au lion naissant environné de fleurons ; sur le tout à trois pals avec cygne au dessus.* — Deux portraits historiques provenant également du château d'Asfeld sont conservés dans une maison d'Avaux [2] ; malgré les mutilations qu'elles ont subies, ces toiles offrent deux personnages à mi-corps en costume de cérémonie ; on lit au bas de l'un : *Cde Gme Testu Mis de Balincourt, Mal de France ;* et au bas de l'autre : *Marguerite Guillemette Allemand de Montmartin, Marechalle de Balincourt* [3].

La bibliothèque de Charleville a hérité de livres et d'objets d'art confisqués en 1793 sur le ci-devant marquis : deux beaux bustes de Cicéron et d'Homère en marbre de Carrare décoraient la grande salle de cet établissement, et M. Jean Hubert en reporte la provenance au château d'Asfeld. Parmi les manuscrits, on remarque un volume in-folio sur papier, intitulé :

1. Elles se trouvent chez M. Brugnon et chez Mme veuve Bourdaire ; utilisées dans les cheminées, ces plaques d'un fort relief mesurent 90 c. de hauteur sur 95 c. de largeur.

2. Chez Mme veuve Lefèvre, peintures sur toile encadrées mesurant 66 c. de haut. sur 53 de larg.

3. Le portrait en buste du maréchal de Balincourt (Claude-Guillaume) figure aux galeries de Versailles ; il mourut en 1770.

Traité des siéges et de l'attaque des places par le maréchal de Vauban, 1704 ; cet exemplaire calligraphié et accompagné de dessins au lavis, est relié en maroquin rouge aux armes du marquis d'Asfeld [1].

Au musée de l'hôtel-de-ville de Reims figure le portrait de Claude-Etienne Bidal en costume militaire : cette peinture de mérite, attribuée par l'ancien livret à Vanloo, a été restituée par M. Loriquet à Jacques Wilbault dans le livret de cette année ; aucune pièce ne renseigne sur les circonstances qui ont enrichi ce dépôt d'une œuvre d'art provenant vraisemblablement du château d'Asfeld. Si le portrait du marquis est conservé en Champagne, on retrouve celui de son père, le maréchal de France, aux galeries historiques de Versailles et à Saint-Roch de Paris. Dans une chapelle latérale de cette église, au bas de la nef à droite, près le grand portail, au milieu d'autres monuments, figure un médaillon en marbre blanc offrant le buste de profil de Claude-François Bidal ; il ne subsiste aucun fragment de la glorieuse épitaphe que lui avait consacrée Charles Coffin, le célèbre recteur originaire de Buzancy [2] ; après avoir dépeint ses exploits en Espagne, en Italie et en Allemagne, le poëte terminait ainsi sa prose carrée :

In otio
Viris probis et litteratis familiaris vixit.
Tot bellicas laudes, tot præclara in patriam merita
Christianis virtutibus consecravit.

Ch. Coffin et Rollin furent en effet les amis du marquis et les confidents intimes de son frère l'abbé d'Asfeld : M. Villemain a célébré cette douce intimité des gens de lettres avec le maréchal, et a dépeint l'hospitalité qu'ils reçurent de lui dans ses divers domaines, au moment des querelles du jansénisme [3].

La biographie du maréchal d'Asfeld et les renseignements sur sa famille n'ont pas fait l'objet d'une étude spéciale ; il faut consulter la *Chronologie historique militaire de Pinard* (vol. IV, p. 472 à 516) — l'*Histoire militaire du règne de Louis-le-*

1. Voir *Jean Hubert, Mélanges d'histoire Ardennaise*, p. 331, — *Catalogue des manuscrits des départements*, Paris, Impr. Nationale, 1879, pag. 675.

2. *Epicedium Claudii Francisci Bidal, marchionis d'Asfeld, Franciæ Marescalli, in æde sancti Rochi nomine insignita.* Œuvres de Coffin in-18, Paris, 1755; t. II, p. 201.

3. *Cours de littérature par M. Villemain*, X^e leçon sur le XVIIIe siècle. Edit. in-12. t. I, p. 219.

Grand par le marquis de Quincy (vol. II, p. 210) — le *Dictionnaire de Moréri* — les notices de la *Biographie Didot*, signées A. Sauzay (t. III, p. 431) — la *Table, Abrégé des* 135 *volumes de la Gazette de France* (t. I, in-4°, Paris, 1766, page 183, années 1688 à 1755) — enfin les *Mémoires du duc de Saint-Simon* (t. V, VI, XI, XII, XIII, XVII de l'édition in-8°, Hachette, 1857). Les sources manuscrites, assurément très-nombreuses, se trouveraient dans les grands dépôts de Paris. Les Archives hospitalières de Reims (B, 40) contiennent plusieurs autographes et pièces sur les marquis d'Asfeld, à raison des dîmes du lieu qu'ils partageaient avec l'Hôtel-Dieu.

(*A suivre.*)

HENRI JADART,
Membre de l'Académie de Reims.

Villers-devant-le-Thour (Ardennes), le 26 juin 1880.

INSCRIPTIONS DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE

PREMIÈRE SÉRIE

Nous avions commencé à recueillir dans les églises de l'Aube les inscriptions qui pouvaient nous servir pour l'histoire des seigneuries de ce département ; nous avons eu ensuite la pensée de les publier ; mais il importe de se rappeler que ces notes ont été prises à un point de vue particulier et que par suite nous n'avons pas la prétention de donner au public un recueil *complet* des inscriptions qu'on rencontre dans les monuments du département de l'Aube. Ainsi, nous n'avons pas pris copie de celles qui concernent des personnages d'une condition modeste tels que les laboureurs, les artisans, les officiers inférieurs des justices seigneuriales, etc. Nous n'avons fait exemption à cette règle que quand le monument était intéressant à cause de son ancienneté [1].

Nous devons aussi prévenir le lecteur que nous n'avons pu voir les cloches d'un certain nombre d'églises.

AUBETERRE

EGLISE

Sur la cloche

1. — L'an 1770 jay été bénite par Me Pierre Lefelon, curé de Montsuzain, Voué, Aubeterre, et nommée Henriette par messire Nicolas Maizière, écuyer, conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France, et de ses Finances, seigneur de Charmont, Le Vouldy, Fontaine, Jérusalem, et d'Aubeterre, et par dame Anne Henriette Joly de Chavigny, son épouze, dame des dites terres. — J. Baptiste Prévost, procureur fiscal.

BAR-SUR-AUBE

ÉGLISE SAINT - PIERRE

Pierre tombale, dans la nef principale.

2. — Cy gist noble Pierre Chiffles, vivant seigneur des Grand Jardin et de Trigny, conseiller du Roi,..... premier commissaire examinateur en l'Election de Bar-sur-Aube, qui décéda le 15 janvier 1680. — Priez Dieu pour son âme.

1. Voir, par exemple, l'inscription tumulaire de Messon.

EGLISE SAINT-MACLOU

Pierre tombale, près du chœur.

3. — Cy gist noble homme Gillebin de Pons, seigneur de Regnepont, cappitaine du chastel et alleu de Bar-sur-Aube, qui trespassa le premier jour de mars lan M. CCCC. XIV, et vènèrable et discrète personne mestre Jehan de Pons, son filz, chanoîne, prévost, et depuis doyen de [céan]s, qui trespassa le XVIe jour de avril M. CCCC. LXI.

Autre pierre tombale, en marbre noir, près du chœur, dans la grande nef.

4. — Cy gisent noble homme Jehan de Moustier, cappitaine de Bar-sur-Aube, qui trespassa le XXI jour de janvier, lan M. CCCC. LXIII, et damoiselle Colette de Manl..., sa femme, qui trespassa le VII jour de may, lan M. CCCC.... — Priez pour leurs âmes.

BAR-SUR-SEINE

EGLISE

Verrière de la 9e chapelle, dans la nef de gauche.

5. — Nobles personnes Jehan Nallier, licencié ès drois, lieutenant général ou bailliage de Bar-sur-Seine, seigneur de Chassenay et du Vaigneurx, et Guillete, sa femme, ont donnez ceste verrière le XVe jour de mai mil cinq cens quarante, XL jours après Pasque. — Priez, etc.

CHALETTE

EGLISE

Sur la cloche.

6. — Pour parrain Mesre Claude du Metz, chevalier des ordres de St Michel et de Nre Dame du Mont-Carmel, maréchal des camps et armées du roy, lieutenant-général de l'artillerie de France, seigneur de cette paroisse de Chalette, et pour marraine dame Marguerite du Metz, espouse de Mesre Antoine Le Ménestrel, coner, secrétaire du roy, maison, couronne de France et de ses Finances, premier commis du trésor royal, et seigneur de St-Germain-de-Laxis, en Brie. — César Brajeu et Gabriel Massay, marguilliers. 1679.

CHENNEGY

EGLISE

Pierre tombale, au milieu du chœur.

7. — Cy gist noble homme Pierre de Lainad (?), en son vivant escuier, seigneur de Jourquinar (?) et en partie de Chenigy, de Sainct Liébault, Dierré-Sainct-Pierre, Dyerré Sainct Jullien, de Thuysy, Moré[1] et Villemeiron[2], lequel trespassa le cinquiesme jour dapvril, lan mil cinq cens quarante, avant Pasques. — Priez Dieu pour l'âme de luy.

1. Méirey.
Villemoiron.

COLOMBEY-LE-SEC

EGLISE

Pierre tombale, devant l'autel de la Sainte-Vierge.

8. — Cy gist noble Claude Henry, sieur du Chesne, qui décéda le 13 janvier 1680. — Priés Dieu pour son âme.

Et dme Jeanne Nicle Delacrette, épse de Nble George Joseph Henri Duchesne, décédée le per aoust 1751. — Requiescant in pace.

CRENEY

EGLISE

Verrière du sanctuaire.

9. — Monsieur Henri de Foyssy, capitaine de Chamille, seigneur de ceste ville. et Marguerite ....vueau, sa femme, ont donné ceste verrière en l'honneur de Dieu et de sa Passion en l'an de grâce mil Vt deux fois dix. — Prié Dieu por eulx et pour tous [les tr] espassés, et pour nous..... quant nous serons passés.

FONTAINE-SAINT-GEORGES

EGLISE

Sur l'une des cloches.

10. — Jésus Maria. Jay esté bénite par Mr Pierre Doué, prestre, premier curé de Fontaine-Saint-Georges, et nommée Catherine par Me Pierre Legras, receveur au grenier à sel d'Arcies-sur-Aube, et damoiselle Catherine Paillot, femme de Me Edouard Legras, capitaine au château de Villacerf-le-Grand. Me Pierre Dollot, procureur fiscal. Quentin Oudot et Louis Brisset, marguilliers. 1688. — Briard.

FONTVANNE

ÉGLISE

Buste en terre cuite de M. Congniasse Desjardins, bienfaiteur de la commune. On lit au bas :

11. — Edme François Congniasse Des Jardins de Fontvanne, de ce dernier nom, conseiller, secrétaire du roi, maison, couronne de France et de ses Finances en MDCCXXXVIII, précédemment valet de chambre de madame la dauphine, mère des rois Louis XVI, Louis XVIII et Charles X ; de Madame, comtesse de Provence, plus son gentilhomme ordinaire ; seigneur d'Errey, de Villecerf, de Messon, de Chaast et de Fontvanne, et par sa grandmère maternelle, Marie Le Page d'Errey, de Villecerf et de Messon, des Le Page d'Errey, de Villecerf et de Messon, de Vaubercey, des Fossés, de Haudebert, de Précy-Notre-Dame, de Flacy, de Charbonnière, de Maligny, de Batilly, de la Barre ; né à Maraye-en-Othe le XXX janvier MDCCXXVI, décédé à Paris le 1 août MDCCCXXX, veuf de Françoise Antoinette de La Hoguette, née à Paris le XVII janvier MDCCXXV et décédée dans cette ville le XVIII mars MDCCLXXVI ; inhumés dans l'église de Saint-Roch.

JUSANVIGNY

ÉGLISE

Sur une cloche.

12. — I. S. Maria Joseph. Page populus iste susplicem vobis cœdo. Ste Martine, hujus ecclesie de Jusanvyneio patrone, ora pro nobis. Facta fui anno reparate salutis 1666, et benedicta ministerio Lud. Guerapain, hujus parroegie parrochi, necnon etiam eadem oriundi. Fuit mihi patrinus vir summus Feriolus de Choiseul, eques, hujus loci dominus, baro Sextafontana, comes d'Hostel, etc., matriaque fuit Pepotete (?) domina Francisca Ménardeau, prefati de Choiseul sponsam (*sic*). Me Charle Guérin, pr fiscal, Me Claude Bisteur, marguelliés.

LA CHAPELLE-SAINT-LUC

ÉGLISE

Vitrail, dans la nef principale (XVIe siècle).

13. — Damoiselle Ysabeau Boucher, veufve de feu noble homme ..... Foret, de Troyes, a donné ceste verrière en l'honneur de ..... et dix-neuf. — Priez pour elle et pour les [trépassés].

MESSON

ÉGLISE

Buste et inscription de M. Congniasse Desjardins. (Voir Fontvanne).

Pierre tombale au milieu de la nef.

14. — Si gissent Obers de Villeloups, peletiers de Troies, et Marie, sa femme, fille de..... Champguion, liquex Obers trespassa en l'an de grace MCCIIII$_{xx}$V, ou mois d'avril ; ladite Marie trespassa en l'an de grace MCCIIII$_{xx}$II ou mois de j.....

MONTGUEUX

ÉGLISE

Sur la cloche.

15. — I. H. S. Maria. Mil Vc IIII$_{xx}$ et trois. Jehan Pillie.

Pierre tombale, en marbre noir, devant l'autel de Sainte-Croix.

16. — Cy gisent nobles personnes Nicolas Riglet, en son vivant sieur de Montgueux, notaire et secrétaire du Roy, et damoiselle Colette Legoix, sa femme, qui décedda le Ve jor de novembre lan mil Ve LX ; et le der le Ve jor de Xbre mil Vc LXVII.

(Très-bien gravée. Le dessin de cette tombe mériterait d'être publié).

MONTREUIL

ÉGLISE

Pierre tombale.

17. — Cy gist Jeanne Rose, en son vivant femme de Me Pierre

Julliot, juge en garde de Marolle, Chauffour et aultre lieu, laquelle décéda le 20 aoust 1667, âgée de 38 ans. — Priz Dieu pour son ame.

Autre.

18. — Cy gissent feu maître Pierre Julliot, vivant prévost de Bailly et de Marolles, décédé le 28 novembre 1687, et honneste femme Jeanne Rose, vivante femme dudit sieur Julliot, décédée le 20 aoust 1667. — Priez Dieu pour leurs âmes.

Autre.

19. — Cy gist sous cette tombe Louis de Vault, escuyer, sieur de La Routelle, lequel décéda le... juillet 1679, aagé de 72 ans. — Priez Dieu pour son âme.

NOGENT-SUR-AUBE

ÉGLISE

Sur une cloche.

20. — J'ai été bénite par messire Charles Fériole de Curmont, curé de Nogent et Coclois, et nommée Louise par haut et puissant seigneur François Louis des Réaulx de Coclois, seigneur d'Avant, Brillecourt, Véricourt, Jasseine, Sainte-Thuise, Nogent-sur-Aube, Bucey, Souligny et autres lieux, et par haute et puissante dame Anne Françoise Louise de Mesgrigny, espouse de haut et puissant seigneur Mre des Réaulx, lieutenant-colonel.

SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

Inscription tumulaire, scellée dans le mur du transept gauche.

21. — Cy devant gist le corps de feue damlle Marie Coiffart, vivant femme de noble home Me Regnault du Bourglabbé, coner du Roy et général en sa cour des Monnoies, laquelle décéda en ce lieu le XIII juin M VIc XVII aagée de XLVII ans. — Priez Dieu pour son âme.

SAINT-LYÉ

ÉGLISE

Inscription tumulaire, scellée dans le mur du sanctuaire, à main droite.

22. — Cy devant gist partie du corps de noble dame dame Eliénor de Courcelles, vefve de feu messire Jehan de Coulligny, en son vivant seigneur de Chastillong, Dandelo[1] et de Formentes, laquelle dame, en alant faire certain pélerinaige à la glorieuse vierge madame saincte Sire, trespassa en l'ostel épiscopal de ce lieu de Sainct-Lyé le pénultième jour de juing l'an de grâce mil cinq cens et dix. — Priez Dieu pour son âme.

1. d'Andelot.

SAINT - PARRE - AUX - TERTRES

ÉGLISE

Pierre tombale, en marbre noir,
servant de marchepied à l'autel Saint - Nicolas.

23. — Cy gist vénérable et discrète personne..... Gavarlet, vivant prestre, religieux profes et aulmosnier de céans, qui décéda le XIIIme juin 1626.

SAINT-PARRE-LÈS-VAUDES

ÉGLISE

Pierre tombale, devant le sanctuaire.

24. — ..... ent soubs cette tombe les corps de Philipes le Margueset, escuier, seigneur de Saint-Parre, du Puny pour moytié, ajé de 67 ans, [qui] décéda le 25 octobre de 1674.

Deux pierres tombales, devant l'autel de la Ste-Vierge.

25. — Cy git Thomas de La Chappelle, écuyer, seigneur en partie de St-Parre, exempt des gardes du Roy, mort le 26 septembre 1721.

26. — Cy git Claude de La Chappelle, écuyer, seigneur en partie de St-Parre, capitaine de dragons, mort le 23 Xbre 1768.

SAINT-REMY-SUR-BARBUISE

ÉGLISE

Plaque de marbre blanc scellée dans un des murs
de la nef.

27. — D. O. M. Mre Barthélemy Thoynard, cher, seigr de cette paroisse, baron d'Arcis, du Vouldy et de Monçay, seigr de Cendray, Jouy-le-Pothier, Ligny, Goury, Pouan, Montsuzain, Nozay, Vilemilan, et en partie d'Arcueil, décédé en son château des Gaschetières le 7 novembre 1752, a fondé à perpétuité, etc. — Priés pour luy, s'il vous plait.

SAVIÈRES

ÉGLISE

Pierre tombale, de marbre noir, devant le chœur.

28. — Cy gist noble seigneur Guillaume de Gobillon, en son vivant seigneur de Chars, lequel décéda le 21e janvier 1584, et damoiselle Nicolle de La Salle, sa femme, laquelle décéda le 20, février 1602. — Priez Dieu pour leurs âmes.

Pierre tombale, dans la nef de gauche.

29. — Icy gist..... Charles Dubourg, escuyer, chevalier, seigneur de Malozat, Blive, Rège et autres lieux, lequel décedda le 17 aoust 1670, aagé de 48 ans.

TENNELIÈRES

ÉGLISE

Sur une plaque de marbre blanc, devant l'autel de gauche.

30. — Galtero de Dinteville Anna Duplesseys, chara conjux. 1531.

UNIENVILLE

ÉGLISE

Pierre tombale, dans la chapelle de la Ste-Vierge.

31. — Cy gist très vertueuse et noble demoiselle..... Davanne, veuve de honoré seigneur Edme du Mesgnil vivant seigneur en partie Dunyenville, qui décéda le lundy 17 février 1631.

VERRIÈRES

ÉGLISE

Plaque de marbre noir appliquée au premier pilier gauche du chœur.

32. — Cy gisent les corps de feu Pierre Le Clerget, escuier, en son vivant seigneur de Buchères et du Bochet, conseigneur des terre et seigneurie de Corjuraines et Villetart, et damoiselle Edmée de Mauroy, son espouze en seconde nopces, et en première de feu maistre Oudart de Villemort, advocat du Roy au siège présidial de Troyes, lesquelz décédèrent, savoir : la dte damoiselle de Mauroy le IIIIe septembre mil Ve IIII,,XVII, et le dit sieur Le Clerget le XXVe décembre mil VIcXIIII. — Priez Dieu pour leurs âmes.

VILLEMAUR

ÉGLISE

Pierre tombale, au milieu du chœur.

33. — Cy gist Jehan Bourez, meires de Villemor, qx trespassa lan de grace mil CCCXXIIII, le vendredi d'après Pantecouste, san dit e..... Cy gist Issabeaus, fame dudit Jehan, qx trespasa lan de grace mil CCC ..... Or, prions Dieu et saint Denis qui les conduie en paradis.

VILLIERS-LE-BRULÉ (commune de Piney)

Plaque de marbre noir, appliquée au mur du chœur.

34. — A la mémoire de messire Pierre d'Avanne, chevalier, seigneur de Villiers, Villevoque et autres lieux, décédé à Troyes le 9 octobre 1673 et enterré en l'église de St-Nicier, dans la cave de Mrs de Nevelet ses prédécesseurs maternels, etc. (Suit le dispositif de plusieurs fondations).

(*A suivre.*) ROSEROT.

QUELQUES PREUVES SUR JEAN COUSIN

Peintre, sculpteur, géomètre et graveur

(SUITE)

Cette récapitulation sommaire des faits connus de la vie et des ouvrages du Maître nous conduit ainsi à l'époque de son extrême vieillesse. Ici encore les faits précis manquent, à deux incidents près qu'il nous reste à signaler.

Si nous en croyons M. Vitet, l'écrivain éminent auquel nos vieilles écoles provinciales doivent tant de lumineuses recherches, J. Cousin, dans ses derniéres années abandonna l'art pour le métier. Le doute était-il entré dans son âme ? l'admiration professée par ses contemporains pour les décorations théâtrales mises à la mode par les imitateurs de Michel-Ange troubla-t-elle son goût jusque-là si ferme, si épris des vraies notions du beau ? On peut le croire, si, d'autre part, l'on considère les effets de la fureur des partis allumée par la faction des Guise, portant le désordre et la ruine dans toutes les villes où travaillaient nos vieilles écoles provinciales, dispersant les artistes, étouffant ainsi l'art vrai dans ses foyers. L'on comprendra alors, l'on excusera même l'austère gardien des saines traditions se laissant, le dernier, entraîner par le torrent à l'heure où le poids des années glaçait en lui les forces indispensables pour continuer la lutte. Voici comment s'exprime M. Vitet :

« Jean Goujon n'existait plus et ceux qui lui survivaient semblaient « avoir perdu le sentiment de leur individualité et le secret de leurs « premiers succès. Quelle différence entre les productions qui sortaient « alors des mains de Germain Pilon et celles de ses jeunes années ! « Jean Cousin, lui-même, ce grand artiste qui avait toujours conservé « dans une si juste mesure la précision et la fermeté du vieux style « français, Jean Cousin, touchant à la vieillesse, s'était fait une pra- « tique qui lui enlevait en partie son ancienne physionomie. » (M. VITET, *Eustache Lesueur*, p. 134.

Sur quelles autorités M. Vitet fonda-t-il ce jugement ? c'est ce que nous n'avons pu savoir. Il y a quelque dix ans, l'aimable vieillard nous déclara l'avoir puisé dans les écrits du temps alors qu'il préparait son drame si connu : *Les Barri-*

cades et la Ligue. Sur ce point, il nous promit des recherches, des textes précis que la mort, arrivée dans l'intervalle, l'empêcha sans doute de nous donner. Encore un point à éclairer.

Une délibération du *corps de ville* de Sens, à la date de 1583, atteste la présence à Soucy de Jean Cousin, fuyant, on peut le croire, les agitations factieuses qui se donnaient un libre cours à Paris plus encore que partout ailleurs. Voici cette délibération encore inédite et qui nous a été transmise par M. Challe, le docte historien des pays Auxerrois et Sénonais :

« 1583. Le *bonhomme* Cousin, qui est à Soucy, sera prié de venir « nous donner son avis sur les projets de décoration qui nous sont « présentés pour fêter l'Entrée à Sens des hauts et puissants Sei- « gneurs les ducs de Guise et d'Aumale... »

Le « *bonhomme Cousin !* » quel digne pendant au « *ung nommé Jehan Cousin,* » écrit, plus d'un demi siècle auparavant, dans la chronique du monastère de Vauluisant. L'entraînement était donc général. Dans l'esprit de ses contemporains, et même de ses concitoyens, le puissant génie du Maître et la célébrité de ses œuvres ne l'élevaient guère au-dessus d'un vulgaire artisan.

C'est à Paris qu'il mourut, on ne sait en quelle année. Un censier de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés (1595), découvert aux Archives par M. de Montaiglon, fait mention des « droicts « des *héritiers*, hoirs ou ayant cause de feu M. Jehan Cousin « pour une maison et appartenances assises en la rue Desma- « rest... » C'est la rue des Marais, aujourd'hui Visconti, à côté de l'École des Beaux-Arts.

III

LES ALLIANCES DE JEAN COUSIN

Naissance, décès, mariages, autant de dates importantes et incertaines dans la vie de Jean Cousin. Tout ce qu'on a dit de ses riches alliances n'a d'autres bases qu'une généalogie, de toutes les bases la plus sujette à caution.

Une généalogie n'est pas un document historique, car trop souvent la vanité des familles y prend la place de la vérité. C'est un simple renseignement et il faut le contrôler, si on veut l'élever à la hauteur d'une preuve. Témoin ce fait bien connu, remontant à la création des galeries de Versailles, d'innombrables généalogies affirmant les droits de nobles familles à voir figurer leur écusson dans les salles des Croisades. Vérification

faite, les trois quarts de ces documents furent reconnus apocryphes !

C'est cependant sur la foi d'un document de ce genre, la généalogie des Bowyer, famille d'apothicaires à laquelle s'unit la fille de Jean Cousin, que repose la version, accréditée partout, de riches alliances contractées par l'humble artiste dont nous venons d'esquisser la carrière. En 1851, la *Société des sciences de l'Yonne*, publia sous ce titre : *Notice sur Jean Cousin*, non-seulement l'énumération des œuvres qu'on lui attribue, mais celle de ses alliances, d'après la généalogie Bowyer. L'auteur M. Deligand, jurisconsulte distingué et depuis maire de Sens, livrait ainsi au grand jour un document, qui allait répandre sur la vie obscure de l'artiste, de nouvelles erreurs, de nouveaux embarras. L'administration du Louvre l'accueillit de confiance. (*Catalogue de l'École française*, 1858). M. A. Firmin-Didot l'admit sans plus d'examen dans son précieux ouvrage. Un document suspect acquit ainsi, avec une rapidité singulière, l'autorité d'un fait historique. Seul, M. de Montaiglon osa élever des doutes trop justifiés :

« Il serait utile de signaler à la recherche et à la vérification, dit-il, des faits aussi inattendus. Si donc ces documents existent encore dans les mains de MM. Deligand et Hesme[1], ce serait pour elles un devoir et un honneur de mettre l'histoire de l'art français à même de s'en servir, avec la critique et la sûreté absolue qu'une analyse sommaire ne peut jamais porter avec elle. » (*Archives de l'art français*, 1858).

Malheureusement, cet appel ne fut pas entendu. L'honorable M. Deligand, cédant à des scrupules qui nous échappent, mit un soin jaloux à laisser dans l'ombre des manuscrits, qu'il nomma « de précieux documents de famille. » Il vient cependant de nous en donner les titres[2], en réponse à certain acte notarié, récemment découvert, et qui les contredit.

1. M. Hesme, ancien notaire à Sens, avait fait des points nouveaux du travail de M. Deligand, une analyse qu'il envoya à l'administration du Louvre.

2. « Je tenais de la famille de M. Tarbé, l'historiographe sénonais, qui les avait reçus lui-même en 1825 d'un honorable descendant de Jean Cousin, deux manuscrits portant pour titres, l'un : *Observations sur la vie de J. C. rédigés d'après les manuscrits conservés et les traditions constamment perpétuées dans la famille Bouvyer*, et l'autre : *Remarques sur J. C. d'après les manuscrits, notes et traditions de notre famille*... Aussi, est-ce à l'aide de ces précieux documents que j'ai pu publier, pour la première fois, en ayant soin d'en indiquer la source, une généalogie dont l'exactitude devait m'inspirer toute confiance. » (M. Deligand, *Jean Cousin et ses alliances* Sens, 1879).

De la généalogie en question, nous donnerons seulement le texte relatif aux « *illustres* » alliances de Jean Cousin :

BOWYER EN CHAMPAIGNE

De sable à la rencontre de bœuf d'or, dépouillé et sans cornes, sommée de deux épis, tigés de blé aussi d'or, etc., etc., etc.

Premier degré. JOHN BOWYER, premier du nom, esquire, seigneur de Monthard, paroisse de Soucy, d'origine anglaise, vint se fixer en France sous le règne de Charles VII. Il épousa...., etc., mort en 1470.

Deuxième degré. HENRI BOWYER, premier du nom, seigneur de Monthard, né à Soucy en 1450, épousa en 1508 Marie-Jeanne Tenelle, de Sens, dont il eut :

1° JEHAN II Bowyer, né à Soucy en 1510, chanoine de la cathédrale de Sens.

2° MARIE, née à Soucy en 1515, mariée en 1537 à JEAN COUSIN, qui était déjà veuf en premières noces de MARIE RICHER, fille de Christophe Richer, conseiller valet de chambre et secrétaire du roi François Ier, et son ambassadeur en Danemarck et en Turquie.

Et en secondes noces de *Christine-Nicolle* ROUSSEAU, fille de Lubin Rousseau, procureur du roi, puis lieutenant-général du baillage de Sens (1487-1488). De ce second mariage, Jean Cousin eut une fille unique MARIE, mariée le 15 septembre 1552, à

Étienne BOWYER, deuxième du nom, escuyer, seigneur de Monthard, receveur du grenier à sel et maître apothicaire ; né à Sens, en 1521.

La famille Bowyer personnifie donc aujourd'hui la descendance féminine directe de l'illustre artiste.

De ces trois mariages de Jean Cousin, un seul, le second, est incontestable. Christine Rousseau serait sa seconde femme d'après la généalogie Bowyer et vivait encore en 1558 ; mais pouvait-elle être la fille de Lubin Rousseau, qui fut créé procureur au baillage de Sens près d'un siècle auparavant, c'est-à-dire en 1463? Elle put être parente, petite-fille tout au plus de ce personnage lequel, le fait est constant, mourut d'aliénation mentale après avoir été renfermé à Vincennes. Du reste, c'était déjà l'époque où « l'on commença, nous dit « Taveau, à créer de nouveaux officiers tant de judicature que « autres, pour tirer argent, peste la plus pernicieuse que l'on « puisse *excogiter.* »

Sur Marie Richer, fille du seigneur de Thorigny, et première femme de Jean Cousin, au dire de la susdite généalogie, les dates apportent encore leur terrible témoignage. Christo-

phe, son père, ambassadeur de François Ier, naquit en 1513. Son épitaphe, qui se voyait à l'ancienne église Saint-Sulpice à Paris, et que donne Taveau en fait foi. Il aurait donc eu douze années environ de moins que son prétendu gendre !

« D'après la date 1513, si elle est exacte, nous écrivit M. A. Firmin « Didot en 1871, Marie Richer *ne pouvait être fille de Christophe*... « Aussi, dans la généalogie que j'établis, au lieu de dire Jean Cousin, « qui était déjà veuf en premières noces de Marie Richer, *fille* de « Christophe, je mets qui était *de la famille* de Christophe... »

C'est ainsi modifiée par une plume trop indulgente, qu'on peut lire la généalogie Bowyer à la page 35 de l'*Étude sur Jean Cousin*, de l'éminent imprimeur. C'est que helas! et M. Deligand nous l'apprend : « Avant de mettre son œuvre au jour, « M. Didot a tenu à se renseigner par lui-même sur la valeur « du *document* ; il est allé, en personne, le vérifier auprès de « M. Bouvyer à Tours, et il en est revenu convaincu de sa « véracité. » (*Jean Cousin et ses alliances*, p. 7).

A cette deuxième version de la fameuse généalogie, une troisième vient s'ajouter qui achève d'ébranler ce document. Christine Rousseau vivait encore en 1558 [1]. Jean Cousin n'était donc pas veuf en 1537, date assignée à son troisième mariage. Pour tout autre qu'un fabricant de généalogie, mortel eût été l'embarras. Mais l'auteur des *Observations*, l'un des manuscrits cités par M. Deligand, vient contredire formellement l'auteur des *Remarques*, autre « document de famille. » Ce n'est pas en 1537, dit-il, mais *un demi-siècle plus tard*, que Jean Cousin épousa Marie Bouvier. Un demi siècle plus tard, Jean Cousin étant âgé d'environ 86 ans et sa prétendue de 72 ans !

Voilà pourtant où conduit l'esprit de système et la rage d'avoir raison quand même. Il est à regretter qu'un homme de la valeur de M. Deligand, s'évertue à montrer la possibilité d'une union qu'il qualifie lui-même de « singulière. » Jean Cousin, nous dit-il, avait « conservé toute la vigueur de son intelligence. » Cela n'est pas prouvé et M. Vitet prétend même

1. 1557-58. 30 janvier. Contrat de mariage de Jean Hérardin, sergent royal à Sens, et d'Antoinette Thomyn, fille de feu Nicolle Thomyn et de Guillemette Rousseau, sa veuve qui l'assiste, ainsi que maître Jehan Cousin paintre demeurant à Paris, et *Christine Rousseau, sa femme*, ses oncle et tante. Dot 200 livres et trousseau à l'avenant (*signé*) Cellier, notaire royal. » (U. Prunier, curé de Soucy, *Le troisième mariage de Jean Cousin*, Sens, 1876). L'année commençait alors à Pâques ; de là cette double date 1557-58. Mais une dot de 200 livres nous paraît bien maigre pour la petite nièce d'un lieutenant-général et d'un ambassadeur !

le contraire. En tous cas, ce genre de vigueur n'est pas toujours, comme entrée en ménage, un apport suffisant.

Nous aimons mieux M. Deligand dans sa réplique à M. Quantin, à l'occasion de sa découverte aux Archives d'Auxerre d'une belle-mère de Jean Cousin[1]. Avec cette verve bourguignonne qui le caractérise, l'éminent archiviste s'était peut-être trop hâté d'accorder à Jean Cousin, comme première femme, la fille de cette belle-mère, veuve de Nicolas Coste, qui était d'une famille de procureurs : « Mais cette belle-« mère, riposte M. Deligand, ne pouvait-elle pas avoir été la « seconde femme du père de Jean Cousin, devenue ensuite « femme et veuve de Nicolas Coste? »

L'argument est sans réplique. La note, retrouvée par M. Quantin prête à l'équivoque, donc elle ne peut avoir l'autorité d'une preuve, le mot de belle-mère pouvant désigner à la fois la mère de la femme du mari et la femme du père par rapport aux enfants issus d'un mariage précédent.

De tout ce qui précède, la conclusion nous paraît se déduire bien clairement. Ce qu'on nomme la généalogie Bouvier, dut être à l'origine un de ces registres qu'on rencontrait partout avant l'établissement de l'état-civil au XVIe siècle. Le père de famille, suivant en cela la tradition romaine, y inscrivait les dates importantes de la vie des siens. Mais un jour vint, on doit le croire, où celui-ci fut falsifié par un membre quelconque de la famille Bouvier, vivant dans l'unique contemplation de lui-même et de la gloire qu'une alliance — certaine celle-là[2], — avec la fille de Jean Cousin, faisait rejaillir sur sa maison. Le livre de famille devint alors un arbre généalogique, hérissé d'invraisemblances, de contradictions, et imposé néanmoins à la conviction des vrais croyants! Ce n'est pas d'aujourd'hui que chez bien des gens, une préoccupation exclusive nuit à la justesse de l'esprit en lui montrant toutes choses à la clarté de sa propre personne.

(*A suivre.*) J. LOBET.

1. 1537. Reçu de maître Jehan Cousin, peintre à Sens, pour les terres qu'il tient à Collemiers et qu'il a acquises de *sa belle-mère*, vefve de Colas Couste, 2 s. parisis. (*Archives de l'Yonne*, fonds de l'abbaye Saint-Remy, à Sens). Collemiers est une commune voisine de Sens.

2. 4 septembre 1581. Baptême de Marie et Etienne, enfants de E. Boucher et de Rachel Bouvier. Parrain : Etienne Bouvier, apothicaire. Marainne *Marie Cousin*. (*Inventaire des Archives de la ville de Sens*, in-4°, p. 7.)

LES ROIS DE FRANCE A TROYES

AU SEIZIÈME SIÈCLE[1]

IV

CHARLES IX

(*Suite*).

VI

Charles IX descendit sans doute à l'évêché. Une inscription pompeuse en vers latins et français fut placée à la porte[2], devant laquelle une barrière était disposée. Deux compagnies écossaises veillaient à la garde du roi. Pendant toute la durée de son séjour, une messe solennelle fut chantée chaque jour dans le chœur de la cathédrale, dont les issues étaient confiées aux soldats suisses. Charles IX assistait à la messe, dans l'oratoire, qui avait été dressé pour lui devant le grand-autel. Les quatre piliers de cet oratoire, revêtus « de peaulx d'or et d'argent, » supportaient un dais garni de « pentes en peaux d'oripeau, de franges de florettes bleues et de crespine d'or[3]. »

Quant à la reine-mère, il est probable qu'elle logea dans le palais des comtes; elle y trouvait plus d'espace pour sa nombreuse cour, et des facilités de promenade qu'aucune autre résidence dans la ville n'aurait pu lui offrir. Le palais n'était pas éloigné des remparts, et l'échevinage s'empressa de faire nettoyer les allées des murailles, particulièrement la plate-forme des Jacobins, « parce que la royne y voullayt aller prandre son plaisir et son passe-temps ; » il fit aussi construire un pont improvisé dans le jardin d'un chanoine de Saint-Etienne pour que le roi et les seigneurs de sa cour pussent se rendre sur les remparts. En même temps il prescrit l'enlèvement des ordures du chemin qui mène à la rivière « depuis le pont du cloistre Saint-Etienne jusques aux arches du pont de la Planche

1. Voir la livraison de septembre 1880, p. 225-234 t. IV

2. *Chant d'allégresse*, par Passerat.

3. On avait nettoyé le jubé pour l'arrivée du roi, comme l'atteste l'acquisitition de deux livres de soye de pourceau. L'église était en outre garnie de chapeaux de triomphe, en paille recouverte de lierre, enrichis d'or et de couleurs. — Arch. de l'Aube, reg. G. 1602, fol. 343 v°.

Clément; » c'est que l'on médite de grandes promenades sur l'eau. Deux bateaux sont préparés; l'un est destiné au roi, l'autre à la reine-mère « pour leur donner le plaisir et passe-temps de se aller esbattre sur l'eaue. » Les bateaux furent recouverts de cercles que Gentil et ses hommes[1] décorèrent de festons de lierrre et de bouquets, et comme le « pont aux champs » opposait un obstacle au passage de ces bateaux, on rompit le pont aux champs.

VII

Mais ces dépenses étaient peu considérables en comparaison des présents, des dons et des gratifications que l'usage imposait à la ville. Quoique le voyage du roi eût été annoncé longtemps à l'avance, on n'eut pas le temps nécessaire pour exécuter en argent l'objet d'orfévrerie qu'on devait lui présenter. Comme de coutume, on en fit le modèle en bois. L'imagier Charles Colin, qui avait travaillé à Fontainebleau vers 1540, fut chargé de l'exécuter, d'après un « portraict » et sur les dimensions qui lui avaient été prescrites; Nicolas Pothier le compléta en le dorant et en l'argentant; c'est dans cet état qu'il fut présenté au roi; et ce ne fut qu'après son départ qu'on s'occupa de le « faire et entièrement former en argenterye. » Un marché fut passé dans ce but entre l'échevinage et l'orfèvre Nicolas Boulanger; il devait rendre « l'œuvre parfaicte au rapport des gens à ce congnoissanz[2], » moyennant la somme de 280 l. pour la façon.

Pour ce prix, il doit livrer « un parc faict en triangle auquel il y a trois portaulx ausquelz sont posez les vertus de Justice, Prudence et Force; et au milieu dudict est possé l'effigie du roy Charles[3]. » Ces trois vertus, sans doute placées sous les portiques de telle façon qu'elles se tournaient le dos, n'étaient-elles pas inspirées des trois Grâces de Germain Pilon, dont le piédestal avait été sculpté par Dominique Florentin; et n'est-il pas à supposer que Dominique en ait fait lui-même le portrait? La forme de cette pièce d'orfèvrerie était triangulaire. Les trois portiques devaient supporter une plate-forme sur laquelle

1. Ordonn. de paiement à Françoys Gentilz... pour journées qu'il a vacqué luy et ses hommes à l'emparement des bâteaux faicts sur la rivière de Trévoye... Cette ordonnance est suivie d'une quittance de la main de Gentil. Arch. mun. AA. 42.

2. Marché du 9 mai 1564, pardevant notaires. Arch. mun. A. A. 44, 2e liasse.

3. Arch. mun. K. 9.

aurait été élevée une statuette du roi. Tel était l'aspect général du groupe des trois Grâces ou des Vertus chrétiennes qui tenaient élevé au-dessus de leurs têtes le vase destiné à recevoir le cœur de Henri II.

Quel devait être le sort de cette œuvre d'art? Après avoir coûté tant d'argent à la ville, tant de peine aux artistes et aux orfèvres, serait-elle au moins placée dans le palais du roi, de manière à rappeler aux courtisans et aux connaisseurs le talent des sculpteurs et des ciseleurs de Troyes? Il n'en fut rien. Le présent d'orfévrerie était une redevance financière sur laquelle on comptait, et six mois avant l'entrée du roi, la reine-mère en avait disposé en faveur d'un de ses maîtres d'hôtel. L'acte dans lequel elle faisait cette libéralité est rédigé comme il suit :

« Aujourd'huy vij° jour de septembre l'an mil cinq cens soixante troys. La Reyne mère du Roy estant à Baillon a fait don au sieur de Carnay, maistre d'hostel ordinaire dudit seigneur, du don et present qui sera faict à sa Majesté par les habitans de la ville de Troyes en Champaigne à l'entrée que ledit seigneur fera en icelle, à quelque valleur et estimacion que ledit don et présent se puisse monter[1]... »

La pièce d'orfèvrerie, qu'on envoya avec tant de soin au mois d'août 1564 dans une double gaine de cuir garnie à l'intérieur de drap vert[2], fut sans doute remise directement au s^r de Carnay, car autrement on s'expliquerait difficilement la présence dans les archives de Troyes du brevet qui lui attribuait le présent fait au roi. L'échevinage voulut du moins en conserver le modèle. Comme il avait été « gasté et pillé » dans l'atelier de l'orfèvre, Nicolas Pothier fut chargé de le repeindre et de le redorer[3]. Quoiqu'il fût en bois et que l'on n'ait pas été tenté de le détruire pour en utiliser la matière, comme on le fit sans doute pour la pièce d'argenterie, le modèle n'eut point un sort plus heureux qu'elle, et il est probable qu'après avoir figuré dans la chambre de l'échevinage, il passa un jour dans les greniers de l'hôtel-de-ville, d'où il ne sortit sans doute que pour être dépecé et brûlé.

Malgré les garanties de durée que pouvaient avoir ces œuvres d'art, elles n'en ont pas moins partagé le sort des décorations et des constructions éphémères qui furent élevées dans les mêmes circonstances. Tous ces souvenirs des fêtes d'un

1. Arch. de Troyes, anc. fonds, 55, pièce 33.
2. A Claude Rimbault, guesnier, dem. à Troyes, IX l. t.
3. Ord. de paiement. Arch. mun. A. A. 44, 2.

autre âge ont été condamnés à ne point leur survivre. Il en était de ces effigies, couvertes d'oripeaux et d'étoffes brillantes, que créait le talent des Dominique et des Gentil, comme de ces statues de neige que sculptait Michel-Ange pour complaire aux désirs de Côme de Médicis[1], comme des portiques qu'élevaient pour l'entrée des souverains Léonard Limosin à Bordeaux, Germain Pilon à Paris, et plus tard Rubens à Anvers[2]. Quant aux échafauds et aux arcs de triomphe, ils furent dégagés des toiles peintes, des guirlandes de lierre et de fleurs, qui les garnissaient, et l'on en vendit la charpente aux enchères. Ces enchères furent annoncées aux prônes des paroisses dans les termes suivants :

« L'on faict à sçavoir que ce jourd'huy heure de midy on tiendra l'enchère des artifices, portes, arcs de triomphe, charriot et aultres ouvrages faictz pour l'entrée du roy, et se fera la première enchère et delivrance à la porte de Belfroy des artifices qui sont à lad. porte. On fera aussy suyvamment l'enchère et delivrance des aultres ouvrages sur les lieux esquelz ils sont assiz[3]. »

Les charpentes et les artifices trouvèrent des amateurs ; l'arc triomphal élevé au bas du marché au blé fut adjugé six vingts livres par le voyeur ; on vendit 200 l. « le portal et arc triomphal assiz devant l'hôtel de ville, » les pyramides y compris les effigies et les tableaux, avec la décoration en forme de « portal » de la porte même de l'hôtel de ville. Enfin, on trouva 49 l. du chariot « et garnitures d'icelluy, sur lequel estoit montée la fille qui a fait le présent au roy[4]. »

Il s'agissait cette fois non plus d'un cœur et d'un lys qu'une jeune fille semblait apporter du ciel, mais d'une bague, qu'on remettait au roi du haut d'un char de triomphe garni de franges de soie incarnat[5]. Cette bague sortait des ateliers de l'orfèvre Jehan Vaulchier dit Domino, à qui elle avait été payée 16 l. 17 s. t.[6] En la donnant, la jeune fille adressa à Charles IX un quatrain, dont l'intention était meilleure que le style. Nous

1. Michelet, *Hist. de France*, VII, 29.
2. *Rev. des Sociétés savantes*, 7e série, I, 67.
3. Il existe plusieurs copies de cet avis, avec certificat des publications au prône dans les églises S. Jacques, S. Nicier, S. Jehan, S. Remy, S. Pantaléon et la Magdeleine. Arch. mun, A. A. 44, 2.
4. Anc. f. 55, pièce 71. Procès-verbal d'adjudication du 25 avril 1564.
5. A Pierre Collot, 36 s. t. pour avoir conduict le charyot pour mener la fille pour faire le présent au roy...
6. Elle pesait demye once deux grains.

pouvons le juger ainsi, quoique nous ne puissions affirmer lequel des deux quatrains contenus dans le poème de Passerat fut prononcé devant le roi; mais à coup sûr ni l'un ni l'autre ne sont des chefs-d'œuvre. Le premier est ainsi tourné :

En un anneau tout rond et d'or bien esprouvé
Je vous offre le Cœur de la ville Troyenne;
Quelquefois le voïant, Sire, qu'il vous souvienne
Que son cœur est tout rond et tel sera trouvé.

Cette chute était bien faible; aussi croyons-nous qu'on lui préféra les vers suivants du P. V. malgré leur platitude :

Par le portrait de cette bague ronde
Qui se commence et se finit en soi,
Nous vous offrons le service et la foi,
Et si pouvions, tout l'empire du monde.

La poésie officielle n'était pas plus brillante au XVIe siècle qu'aux siècles suivants.

VIII

Quand le roi fut parti, il fallut songer à payer les frais que son séjour avait causés. La ville avait emprunté 10200 livres tournois pour y subvenir, plus de 150000 f. de notre monnaie actuelle, et le 7 août 1564, elle payait 920 l. 16 s. 6 d. pour treize mois d'arrérages[1] de cette somme, ce qui en portait l'intérêt au taux élevé de 8 1/2 pour cent.

Aussi n'est-il pas surprenant que l'échevinage ait profité de la présence du roi pour lui demander « quelques aydes » dont il avait un besoin véritable; il invoquait, afin de mieux réussir dans sa démarche, l'appui et les avis du duc d'Aumale, qui remplissait alors les fonctions de gouverneur de Champagne. Parmi les requêtes qu'il se résolut à présenter à Charles IX, il en est une qui mérite d'être particulièrement mentionnée parce qu'elle témoigne du zèle que l'on portait alors à l'instruction.

L'édit d'Orléans avait décidé que le revenu d'une prébende canoniale serait affecté dans chaque ville à l'instruction de la jeunesse; mais à Troyes le revenu d'un prébende de la cathédrale ne dépassait pas « douze-vingt livres »; il n'était pas suffisant « pour l'entretenement des precepteurs et régenz qu'il convenait avoir pour la grandeur de la ville », et l'échevinage demanda qu'on y ajoutât le produit d'une prébende de chacune des deux autres églises canoniales de Troyes[2]. Cette sollicitude n'avait rien de surprenant, au moment où Passerat jouissait dans

1. Ordonnance du 7 août 1564.
2. *Mémoires de Claude Haton*, p. 376-377.

sa patrie de la réputation littéraire qu'il avait acquise à Paris, et où un autre poète, Amadis Jamyn, valet de chambre du roi, s'apprêtait à fonder un collége à quelques lieues de Troyes, à Chaource, où il était né.

La présence des rois dans les villes était pour eux une occasion de se mettre en rapport avec leurs sujets. Charles IX n'entendit pas seulement les échevins; il convoqua à Troyes les magistrats et les nobles de plusieurs bailliages de Champagne, pour leur faire connaître son règlement de justice, leur recommander d'observer les édits de pacification et d'obéir au duc d'Aumale, garde du gouvernement de Champagne pour son neveu, le duc de Guise. La justice et la noblesse de chaque bailliage purent dans cette réunion faire entendre leur voix par l'organe de leurs orateurs. C'est ainsi qu'on put voir, dans la même séance, le bailli de Provins, maître Jehan Alleaume, après avoir parlé en longue robe et en bonnet carré au nom des magistrats, reparaître en cape à l'espagnole, le bonnet de velours sur la tête, l'épée à la ceinture, pour porter la parole au nom des nobles de son bailliage. Double rôle dont il s'acquitta « fort dextrement et fort honorablement. [1] »

V

LES

GOUVERNEURS DE CHAMPAGNE

Les villes ne faisaient pas seulement des réceptions officielles aux rois, aux reines et aux princes de leur sang; elles en faisaient aussi aux dignitaires de l'église et de l'état qui venaient pour ainsi dire prendre possession des pouvoirs qu'ils étaient appelés à exercer dans leurs murs. Tels étaient les évêques et les gouverneurs. Ces derniers acquirent au seizième siècle une importance qu'ils n'avaient jamais eue, et lorsqu'ils appartenaient à de puissantes familles, comme celle de Lorraine, on pouvait les regarder comme des vice-rois dont l'influence balançait parfois celle du souverain.

I

Les gouverneurs de province ne paraissent s'être établis d'une manière permanente en Champagne que dans le cours du

1. Délibération du 27 mars 1563 (ancien style). Arch. de Troyes, A, 14.

quinzième siècle. On ne saurait regarder comme des gouverneurs les lieutenants du roi et du régent que l'on trouve dans cette province de 1355 à 1366[1]. Dans le cours de la guerre de Cent-ans, plusieurs personnages exercent le gouvernement de Champagne, tantôt pour le duc de Bourgogne, comme Jehan de Toulongeon en 1417, tantôt pour le roi d'Angleterre, comme les comtes de Salisbury et de Dammartin vers 1426, tantôt pour le roi de France. Charles VII confia la garde de cette province à Louis de Bourbon, comte de Vendôme[2], à Charles de Bourbon, comte de Clermont, au sire de Barbazan, au connétable de Richemont[3]. Mais le premier qui peut être regardé comme ayant rempli d'une manière permanente les fonctions de gouverneur, c'est Charles d'Amboise, sire de Charenton.

M. et Mme de Charenton séjournèrent plusieurs fois à Troyes. Ils y sont en 1473, où le chapitre de Saint-Pierre leur fait un présent de « pain et de vin[4]. » Les gouverneurs ont dans la ville un logis ou un « hostel » qui leur est fourni par les habitants. Jean d'Albret, sire d'Orval, qui vient à Troyes dès 1487 en cette qualité, y possède un logis en 1504. De 1508 à 1512, il descend à l'hôtel de la Salle du Roy[5], c'est-à-dire dans l'ancien palais des comtes, où des appartements lui sont réservés.

M. d'Orval mourut à Blois, en mai 1524, à l'âge de 76 ans[6]. Il eut pour successeur Claude de Lorraine, comte puis duc de Guise. Le comte de Guise fit son entrée solennelle à Troyes le 24 juillet. Chef militaire de la province, il fut accueilli par les officiers du roi et de la ville, à la tête des arquebusiers et des bourgeois armés. Il passa en revue toute l'artillerie. L'échevinage lui offrit un cœur d'or semé de larmes, dont l'intérieur renfermait un saint Claude et un saint Antoine en argent. L'a-

1. Le sire de Grancey (1355), Jean de Chalon, sire d'Arlay (1358), Robert de Fiennes (1359), Philippe le Hardi, duc de Bourgogne (1366). — Boutiot, *Hist. de Troyes*, II, 115, 162, 195. — Je dois la plupart des indications tirées de cet ouvrage à la *Table des matières*, rédigée par M. Dey, qui a bien voulu m'en communiquer les bonnes feuilles.

2. Il est cité par Baugier, en tête de sa liste, qui contient de nombreuses lacunes pour le XVe siècle. *Mém. historiques de Champagne*, II, 249.

3. Arnault Guilhem, sire de Barbazan, fut gouverneur de Champagne de 1429 à 1431. Richemont fut nommé lieutenant-général du roi en Champagne et dans plusieurs autres provinces en 1437. Boutiot, II, 512, 537, III, 4.

4. Il vient aussi en 1477. (D'Arbois de Jubainville, *Inv. Arch. Aube*, G, 1860). — Charles d'Amboise mourut en 1481.

5. D'Arbois de Jubainville, *Inv. Arch. Aube*, G. 1875.

6. *Journal d'un bourgeois de Paris sous le règne de François Ier*, p. 203. M. d'Orval avait épousé, en 1484, Charlotte de Bourgogne, comtesse de Rethel, fille du comte de Nevers.

vocat du roi le harangua. Il fut logé à la Salle du Roy, où la ville avait meublé les chambres qui lui étaient destinées, et le défraya de toutes ses dépenses de bouche pendant la durée de son séjour [1].

Claude de Guise vint souvent à Troyes. En 1526, le chapitre de la cathédrale lui fit des présents « en la maison de M. le Doyen. » En 1531, il dîne et soupe, tantôt chez l'évêque, tantôt à la Salle du Roy. Il soupe chez un M. Boutrouille. En 1532, il vient avec sa femme, et prend la plupart de ses repas à l'évêché. C'est aussi chez l'évêque, qui est alors Odard Hennequin, qu'il est hébergé en décembre 1536 avec son frère le duc de Lorraine, et qu'on leur porte, à dîner et à souper, de la part du chapitre, un certain nombre de pintes de « vin cléret [2]. » Il séjourna aussi souvent à Troyes avec son fils, le duc d'Aumale. Celui-ci aimait à courir la bague. La ville lui fit disposer, entre le ruisseau de la Vienne et l'église Saint-Gilles, une carrière où il tira l'anneau le 22 mai 1542, avec les gentilshommes de sa suite [3].

Le duc de Guise fut investi en 1543 du gouvernement de Bourgogne; il aurait voulu conserver en même temps celui de Champagne; le 13 août 1544, il était à Troyes, et le chapitre lui offrait deux tabliers et quatre douzaines de serviettes de laine, en lui donnant la qualification de gouverneur de Champagne et de Bourgogne [4]. Mais François Ier craignait avec raison le pouvoir toujours grandissant de la maison de Guise; selon l'expression d'un contemporain, il lui « tira des poings par grand artifice » le gouvernement de Champagne, pour le donner à son second fils, le duc d'Orléans [5]. Est-ce en cette qualité que ce prince vint passer en revue, dans ce même mois d'août, la population troyenne, qui aurait mis sous les armes 3875 hommes? Toujours est-il que le 11 janvier 1545 des lettres du lieutenant du duc d'Orléans, gouverneur de Champagne et de Brie, parvenaient à Troyes [6]. Ce jeune prince, âgé de 23 ans, que Brantôme représente comme « bravant, piaffant, orgueilleux [7], » mourut le 8 septembre de la même année d'une fièvre maligne. Le roi lui donna pour successeur le duc de Nevers.

1. Boutiot, III, 327-329. — *Inv. Arch. Aube*, G. 1876.
2. D'Arbois de Jubainville, *Inv. Arch. Aube*, G. 1878-1880.
3. Man. de Semilliard, III, 139. — Boutiot, III, 381-382.
4. D'Arbois de Jubainville, *Inv. des Arch. Aube*, G. 1283.
5. Pierre de la Place, *Commentaires*, Ed. Panthéon littérairé, p. 154.
6. *Inv. Arch. Aube*, G. 1283.
7. *Vie des hommes illustres*, *Œuvres*, Londres, 1779, III, 374.

François de Clèves, duc de Nevers, né en 1516, n'était pas un étranger pour la Champagne. Il y avait de grandes possessions; son père avait épousé Marie d'Albret, fille et héritière de M. d'Orval et de Charlotte de Bourgogne[1]. Lui-même s'était allié à la famille des Bourbon par son mariage avec la fille du duc de Vendôme. C'était, comme on le voit, un très-grand personnage, et les habitants, qui avaient pu conserver un bon souvenir de M. d'Orval, n'hésitèrent pas à lui faire un brillant accueil. Il fit sa première entrée à Troyes le 26 mars 1546[2]. Les compagnies armées de la ville allèrent à sa rencontre, sous les ordres de leurs quatre capitaines, déployant les huit enseignes de taffetas qu'un brodeur avait faites aux couleurs du duc. Un dais, dont les bâtons avaient été peints par Jacques Passot, lui fut présenté. Les dons ne furent pas oubliés. Nous remarquons parmi eux « une harquebouze à roue garnye de flasque et de esmourain couverte de velours et dorez, » qui fut payée 56 livres 5 sous tournois à un orfèvre, une coupe d'argent à pied doré, et surtout « deux potz d'argent à croissans dorez, » qui furent achetés moyennant 283 livres. Mais le duc ne se borna pas à recevoir des hommages et des cadeaux; il s'occupa de la défense de la ville, que les guerres contre Charles-Quint rendaient nécessaire; déjà le duc de Montpensier et François Carracciole, comte de Melphe, lieutenants-généraux du roi dans la ville de Troyes, s'étaient occupés des travaux des fortifications, qui venaient d'être renforcées au prix d'efforts persistants et énergiques[3]. Le fameux maître-maçon ou architecte Martin Devaulx fut chargé de faire « le portrait des travaux de fortifications » qui venaient d'être terminés, pour le présenter au duc[4].

Le duc et la duchesse de Nevers se rendirent plusieurs fois à Troyes. S'ils ne venaient pas y chercher des présents, ils en réclamaient de loin. En 1559, ils attendaient le prince de Piémont et d'autres personnages; il leur fallait beaucoup de linge pour les festins qu'ils comptaient leur offrir ; ils en demandèrent à l'échevinage de Troyes, qui s'empressa de leur

1. Moréri. — *L'Art de vérifier les dates.*

2. Adventus primus seu novus domini comitis Niverniensis Campanie et Brie gubernatoris. — Dél. capitulaires. Arch. de l'Aube, reg. G, 1283, fol. 301, v°.

3. Boutiot, III, 306 et suiv.

4. Arch. mun., registre K. 7.

envoyer douze douzaines de serviettes et vingt-quatre aunes de Paris de fin lin ouvré[1].

François de Clèves résigna avant de mourir[2] son gouvernement entre les mains de son fils, François II de Clèves, né en 1540. Celui-ci prit possession de son gouvernement à Troyes, en y entrant le 22 novembre 1561. Les guerres de religion commençaient; les protestants s'agitaient à Troyes et menaçaient d'y dominer. Le jeune gouverneur ne tarda pas à y revenir, mais cette fois à la tête de sa compagnie, que, malgré les anciens priviléges, il fit loger dans la ville. Il exigea aussi qu'on lui remît les clés des portes, malgré les réclamations du maire. L'année suivante, le 10 janvier 1563, le duc de Nevers mourait des suites d'une blessure qu'il avait reçue à la bataille de Dreux. Il laissait d'unanimes regrets à la cour. « C'était le plus beau prince, dit Brantôme, que j'ai jamais vu, le plus doux et le plus aimable. Nous le tenions tel parmi nous[3]. »

On le remplaça par un enfant, qui devait être plus tard un grand homme. Henri de Guise, qui fut surnommé le Balafré, n'avait que treize ans; mais il appartenait à la puissante maison de Lorraine, que soutenait Catherine de Médicis. Son oncle, le duc d'Aumale, lui fut donné pour lieutenant-général. Il exerça les fonctions de gouverneur jusqu'en 1571. A cette époque, le duc de Guise prit possession de son gouvernement. Il fit son entrée solennelle à Troyes, le 25 novembre, à la tête de cinq cents gentilshommes. C'était le train d'un roi; on le reçut comme un roi. Depuis le couvent de Saint-Antoine, où il s'était logé avant d'entrer en ville, jusqu'à la porte de Belfroy, et le long de Sainte-Savine, des tapisseries avaient été tendues. Tous les habitants, même les chanoines, avaient été convoqués par le maire et les échevins pour se rendre en armes au-devant de lui. Les chanoines résistèrent cependant; ils exposèrent au maire « que leurs armes estoient les prières et larmes, la croix et procession, pour aller au-devant dudit seigneur. » Le maire insista, les menaçant d'amende et « criant devant le peuple que le clergé ne veut rien faire ny aider aux affaires publiques[4]. » Il n'y en eut pas moins quatre mille hommes à pied et à cheval qui sortirent des murs pour accueillir Henri de Guise. Les rues avaient été ornées de festons de lierre, entremêlés de nœuds

1. Il mourut à Nevers le 13 février 1562.
2. Boutiot, III, 441.
3. L'*Art de vérifier les dates*, II, 579-580.
4. Délibérat. capitulaires. *Inv. Arch. Aube*, G. 1286.

de toile d'argent, de chapeaux de triomphe et d'armoiries du roi, de la reine, du duc et de la duchesse[1]. Le dais et les drapeaux étaient aux couleurs du duc. Une demi-heure après son arrivée, la duchesse fit son entrée solennelle, escortée de la comtesse de Brienne et de plusieurs demoiselles, à cheval ou en coche[2]. Catherine de Clèves, duchesse de Guise, pouvait retrouver à Troyes les souvenirs de son père, le duc François Ier de Nevers, et de son frère, le duc François II, mort en 1563.

L'échevinage offrit à Henri de Guise un présent digne d'un roi. François Gentil, qui avait survécu à Dominique, fut chargé de faire « le portrait et le modelle de la nave » que devait lui présenter la ville. Un orfèvre de Paris, Mathurin Fèvre, l'exécuta en argent doré selon le portrait qui lui fut porté par Christofle Angenost, conseiller à l'échevinage, et Pierre Passart, marchand de Paris. Cette « nave » ou nef pesait 25 marcs une once qui, au prix de 35 livres tournois le marc, valaient 879 livres. Elle fut remise au duc après son départ, alors qu'il était à Nanteuil[3].

Ce ne fut pas le dernier présent, d'une valeur artistique considérable, qui fut offert par la ville à un gouverneur. Brantôme prétendait que les premières guerres civiles semblaient avoir enrichi la France[4]. Elles n'appauvrirent pas d'une manière considérable la ville de Troyes. Lorsque Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, fut nommé en 1589 gouverneur de Champagne par Mayenne, il s'empressa de demander 12,000 écus aux habitants de Troyes. Après que cette ville se fut rendue au roi Henri IV, en 1594, elle décida qu'elle donnerait au duc de Nevers, désigné comme gouverneur de la province par le roi, une « nace » de 300 écus. Ce duc de Nevers était d'origine ita-

1. Mémoire de Jehan de Gor, peintre. On paya au fils de maistre François l'ymager (François Gentil) quinze sous tournois « pour ses peines et sallaires d'avoir aydé à mettre et poser les armoyries audictz festons et chappeaulx de triomphe. » On apporta sept charretées de lierre. Arch. de Troyes, A. A. 44e carton, 3e liasse.

2. Manuscrits de Duhalle, I, 318-319. C'est la première fois qu'il est question de « coches » ou de voitures dans une entrée.

3. Gentil reçut sept livres dix sols tornois « pour le portrait de la nave. » Le peintre De Gor eut 53 l. 7 s. t. pour « le modelle en papier avec aultres œuvres pour lad. entrée. » Les compagnons de l'orfèvre Fèvre eurent un escu soleil pour « leur vin; » les notaires touchèrent 12 solz tornois « pour leur sallaire » d'avoir passé le marché. Enfin l'on paya 50 s. t. au sr Pougiat, boucher, » pour l'achapt d'une douzenne d'andoilles envoyées à Paris par le chasse-marée pour présenter audict Passart, en considération des secours qu'il a faictz... Arch. de Troyes, A. A. 44, 3 et K. 10.

4. Brantôme, *M. l'admiral de Chastillon*, *Œuvres*, IX, 241-249.

lienne ; il s'appelait Louis de Gonzague; par son mariage avec Henriette de Clèves, sœur de la duchesse de Guise et fille du duc de Nevers, il avait hérité non-seulement de son duché, mais du comté de Rethel et de nombreuses seigneuries situées en Champagne, parmi lesquelles se trouvait la terre d'Orval[1]. On peut dire que pendant cent cinquante ans le gouvernement de Champagne fut une sorte de fief qui se perpétua par les femmes dans la famille de Jean d'Albret, sire d'Orval.

Comme les premiers Capétiens, les premiers ducs de Nevers de la maison de Gonzague avaient la précaution de faire attribuer avant leur mort leur gouvernement à leur fils. C'est ainsi que Charles, duc de Rethelois, fit son entrée à Troyes, en 1594, avec son père, qui mourut l'année suivante[2]. Charles, devenu duc de Nevers, voulut de même en 1618, céder ses prérogatives à son fils, François de Paule, duc de Rethélois[3]. Mais cette fois, le jeune gouverneur, quoiqu'il n'eût que douze ans, mourut en 1622, avant son père, qui rentra en possession de son gouvernement[4]. Le duc de Nevers, qui fut l'un des hommes remarquables de son temps, devint en 1631 duc de Mantoue, après la mort de son second fils, et mourut en 1637. En 1641, selon Baugier, Louis de Bourbon, comte de Soissons, était investi du gouvernement de Champagne[5].

II

Ces gouverneurs, qui jouèrent pour la plupart un grand rôle dans l'état, ne faisaient souvent que traverser leur province ; il était nécessaire qu'ils fussent suppléés dans leurs fonctions pendant leur absence. C'était la mission confiée aux lieutenants généraux, qui tantôt exerçaient dans toute l'étendue de la pro-

1. L'*Art de vérifier les dates*, II, 580-584.
2. Boutiot, IV, 171, 238, 241.
3. *Inv. Arch. Aube*, G. 1295.
4. Il prend le titre de gouverneur de Champagne et de Brie en mars 1623 dans des lettres où il nomme Antoine de Vienne, conseiller au bailliage de Troyes, lieutenant-général en son marquisat d'Isles. Arch. de l'Aube, registre 3e des mandements du roi enregistrés au baillage, fol. 49 vo.
5. Voici les gouverneurs de Champagne à partir de cette date. — 1644, Louis de Bourbon, prince de Condé. — 1647, le maréchal de l'Hôpital. — 1647, Armand de Bourbon, prince de Conti. — 1660, Thomas de Savoie, comte de Soissons. — 1674, le duc de Vivonne. — 1688, le maréchal de Luxembourg. — 1691, le prince de Soubise. — 1693, Hercule-Mériadec de Rohan, prince de Soubise. — 1741, Charles de Rohan, prince de Soubise. — 1751, le comte de Clermont. — 1769-1790, Louis-Henri-Joseph, duc de Bourbon, fils du prince de Condé et de Charlotte de Rohan Soubise. — Baugier, II, 250, 251. — *Almanach royal*.

vince et pour un temps déterminé, tantôt possédaient un pouvoir limité sur un ou plusieurs bailliages. Parmi les premiers, nous pouvons citer le duc d'Aumale, pendant la minorité du duc de Guise, le comte de Brienne, qui commande en l'absence du duc de Guise. A une époque antérieure, nous trouvons à Troyes Marc de La Baume, baron de Chateauvillain, comte de Montrevel[1], dont nous avons parlé à l'occasion de l'entrée de François Ier, M. de Perroys en 1529[2], Nicolas de Bossut, sire de Longueval, en 1543, M. de Bourdillon en 1548. M. de Longueval recevait des présents de la ville de Troyes, comme un véritable gouverneur. Elle lui offrit en 1545 « cent écus d'or, six tabliers, douze douzaines de serviettes et six banquetiers de toile de lin. » En 1546, il refusa deux vases d'argent que lui présenta l'échevinage; il est vrai que ce fut pour demander du linge à la place. Le linge de Troyes est très estimé à cette époque, et l'on ne trouve rien de mieux « pour « avoir l'amour de M. de Bourdillon » que de lui faire présent de belle toile de lin ouvré[3].

A l'époque des guerres de religion, deux lieutenants généraux jouèrent un rôle particulièrement important dans l'histoire de Troyes; le premier fut Charles de La Rochefoucauld, seigneur de Barbezieux, le second Joachim de Dinteville. Barbezieux convoqua plusieurs fois chez lui les autorités et les notables de Troyes de 1562 à 1575[4]. Il eut pour lieutenant en 1562, René de Malain, seigneur de Missery[5]. Joachim de Dinteville appartenait à une famille qui depuis le commencement du quinzième siècle avait fourni plusieurs baillis à la ville de Troyes[6]. Il prit possession de son commandement en mars 1580, et l'exerça jusqu'à l'époque de sa mort, en 1607.

III

Dinteville resta fidèle à la cause royale pendant la Ligue. Il revint à Troyes aussitôt que cette ville se fut déclarée en faveur de Henri IV. Il assista au premier rang à l'entrée de ce roi, en 1565. Cette entrée qui eut lieu, avant la fin de la guerre civile,

1. Boutiot, III, 298-307.
2. *Inv. Arch. Aube*, G. 1878.
3. Boutiot, III, 384, 401.
4. *Inv. Arch. Aube*, G. 1286 et 1287.
5. Boutiot, III, 574 et 584.
6. Courtalon, II, 361-364. — M. Ed. de Barthélemy a publié dans la *Revue de Champagne* l'analyse de la correspondance de Joachim de Dinteville.

à la veille de la bataille de Fontaine-Française, ne saurait être comparée aux réceptions de ses prédécesseurs, à celle de Charles IX en particulier. Point de présent considérable d'orfèvrerie, point de mystères et d'arcs de triomphe ; on y vit cependant les tentures et les estrades accoutumées ; mais il y avait, à cette époque, un jeune peintre verrier, qui prit note des principaux épisodes de cette réception, et qui sut les retracer vingt-cinq ans plus tard sur des vitraux qui lui avaient été commandés par la compagnie des Arquebusiers. Ces charmants vitraux, dus au pinceau de Linard Gontier, sont exposés aujourd'hui dans la grande salle de la bibliothèque de Troyes, et, grâce à eux, l'entrée de Henri IV a gardé une notoriété que les autres ont perdue[1].

Elle fut loin d'égaler en magnificence celle de son fils Louis XIII. Le séjour que ce prince fit à Troyes en 1630, fut la dernière résidence quelque peu prolongée que les rois de France y firent. Louis XIV y demeura deux jours en 1650 ; il y passa la nuit du 20 février 1668 en revenant de Franche-Comté[2]. Louis XV n'y resta que quelques heures en 1744 ; Louis XVI n'y vint pas. Les grandes villes n'étaient plus comme au seizième siècle des états dans l'état, qui avaient leurs murailles, leur arsenal et leur milice armée : elles n'étaient plus, à côté des seigneuries féodales, des sortes de seigneuries municipales, qui rendaient au souverain un hommage spécial, lorsqu'il venait le recevoir en personne ; les intendants, plus modestes que les gouverneurs, y avaient introduit d'une manière plus efficace l'autorité royale, et si les clés qu'on remettait aux rois n'étaient plus en fer, comme sous François Ier, les clés de vermeil qu'on leur offrait étaient un gage plus sûr de la soumission de la ville et de son impuissance à résister à l'action de plus en plus grande de l'autorité centrale.

ALBERT BABEAU.

1. Voir mon travail sur *Henri IV à Troyes*, 1879, in-8° de 25 p.

2. Il coucha dans l'hôtel du baron de Vouldy, rue de la Monnaie ; en 1650, il avait logé chez le doyen Vestier ; la reine-mère était descendue à l'évêché ; Mazarin et ses nièces chez M. Angenoust. Recueils de Semilliard, I, 341.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780*

Dès lors, la seigneurie de Bourbonne entière devenait mouvante du roi de France, mais Guillaume de Vergy rentrait en possession de la totalité.

Voici l'acte qui confirme ce fait :

« Philippes, par la grâce de Dieu, Roys de France, savoir « faisons à tous présens et à venir, que comme notre amé et « féal Guillaume de Vergy, sire de Mirebéal[1], chevalier, disant « que il tenoit le chastel de Bourbonne avecques quatre cens « livrées de terre ou environ en la chastellenie et ès apparte- « nances dudist chastel, et en la ville de Corchan sur la rivière « de Vigenne de franc-aluef, ait repris de nous le chasteal et « les quatre cens livrées de terre dessus dites à tenir en fielige « de nous, de nos hoirs et successeurs, ensemble les chos-s « que nous li donnons, si comme ci-après est contenu, et « avec ce nous a juré pour luy, ses hoirs et successeurs, foy « et loyauté pourter, et nous et nostre chière compaigne la « Royne, et à nos enfants, et à nos hoirs, envers tous ceux qui « pourront vivre et mourir, et contrester efforceement de tout « son povoir à noz ennemis, espécialement à ceuls qui voul- « droient entrer à force d'armes en nostre royaume pour y « porter dommage. Nous pour considération de ce, de grâce « espécial, et de nostre libéralité royal avons donné, cessé et « transporté, donnons, cessons et transportons audit Guil- « laume pour lui, ses hoirs et successeurs à touz (jours mais), « en héritage perpétuel, et par don fait entre les vifs non « rappelable, toutes les choses et tout le droit que nous avons « en la ville de Bourbonne commune entre nous et ledit che- « valier, pour cause de ses enfants, tant en justices, seigneu-

* Voir page 235, t. VIII, 5e année, de *la Revue de Champagne.*

1. Mirebeau (Côte-d'Or).

« ries, tailles, ventes, minages, paages, seel, escriptures,
« bains, moulins, gelines, cens, oublies, corvaiges, criages,
« fours, bans et esbonnemens, quant en quelconques autres
« choses que nous et ledit chevalier avions en commun en
« ladite ville, tant en propriété comme en saisine, excepté
« tant seulement les fiez et les bois que nous retenons à nous.
« Lesquelles choses dessus dites par information que nous y
« avions environ sept vins et sept livrées à valeur ou à assiete
« de terre, desquelles choses, et dudit chastel de Bourbonne,
« et de quatre cenz livrées de terre dessus dites, ledit Guil-
« laume en est entrez en notre foy et homaige ligement, et les
« a repris de nous, l'en avons receu à un fié lige comme dit
est; et lesdites choses à li données li délivrons par la teneur
« de ces présentes lettres, avec tout le droit de saisine et de
« propriété pour les avoir, tenir, possider, et en joïr comme
« de sa propre chose, et en souz le fié et service dessusdiz,
« sauve l'exception des fiez et de bois dessusdiz. Et que ce
« soit ferme chose et estable à touz (jours mais), nous avons fait
« mettre notre scel en ces présentes lettres. Sauf en toutes
« autres choses nostre droit, et en toutes l'autrui. Ce fu fait
« à Conflanz lès le pont de Charenton, l'an de grâce MCCCXXXVIII
« au mois de juillet.

» Par le Roy, vous Present.

VERBER[1]. »

La nouvelle condition dans laquelle se trouvait placée la seigneurie de Bourbonne obligea Pierre de Bar, sieur de Rochefort[2], oncle et tuteur des enfants que Guillaume II de Vergy laissait en mourant, à faire en personne, au nom et comme responsable de ses pupilles, acte de foy et hommage entre les mains de Charles V.

Cet hommage fut rendu le 21 septembre 1376. En voici le procès-verbal :

« Sachent tous que ie, Pierre de Bar, escuier, comme aïant
« le bail et le gouvernement des enfans mineurs d'ans de feu
« Guillaume de Vergy, mon cousin, congnoiz et confesse ou
« non que dessus, que ie tien en foy et hommaige du Roy
« nostre Sire à cause de son chastel de Coiffy, au bailliage de

1. Bougard, Bibliotheca Borvoniensis (extrait des archives de l'Empire, section historique, registre LXXI).

2. Les Rochefort étaient originaires de Franche-Comté, ils portaient : *Coupé d'argent et d'azur, l'argent chargé d'un lion passant, et l'azur de 9 billettes d'or.*

« Chaumont, les choses qui s'ensuivent. C'est assavoir, le « chastel de Bourbonne et le Breuil, la courvée, la vigne « appertenant audit chastel; item une seigneurie, appelée la « seigneurie de Luroul[1], où il y a environ six maignées « d'ommes et un four banal, de rechief la grant seigneurie qui « est par indivis entre le Roy et lesdits enfants et se part les « émolumens d'icelle seigneurie par moitié.

« Et s'aucune chose venoit à ma congnoissance que lesdits « enfans eussent mouvant du fief dudit seigneur ie le advoue « tenir de lui et proteste de le bailler par dénombrement ou « adveu et en faire tel devoir comme il appartient. Et se de « plus ne povois adviser ou savoir, ie ou non que dessus « advoue a tenir en fief dudit seigneur.

« En tesmoing de ce ie ai seellé ces lettres de mon scel, qui « furent faites le XXXI° jour de septembre l'an de grâce mil « trois cens soixante et seize[2].

Cette tutelle des enfants de Guillaume de Vergy avait donné lieu à de sérieux débats entre Jean de Vergy et Huguenin de Charmes, qui élevaient des prétentions à cet égard, contre Pierre de Bar; le différend dut être soumis à la juridiction du Parlement de Paris, à laquelle le déféra une décision du Roi Charles V, conçue en ces termes :

« Charles, par la grâce de Dieu, roy de Navarre, au premier « de noz sergens d'armes, huissier de nostre parlement, ou « autre nostre sergent qui sur ce sera requis, salut.

« A nous s'est griefment complaint nostre très chier et amé « cousin Pierre de Bar, escuier, disant que feu Guillaume de « Vergi, seigneur de Mirebel, au temps de son trespassement, « tenoit et possédoit le dit chastel de Mirebel, Bourbonne, « Chailly, Choys et plusieurs aultres, avecques leurs apperte- « nances et appendances, à lui venuz de par feu Jehan de « Vergi, chevalier, son père, et ainsi avoit au dit temps de son « trespassement plusieurs biens meubles montans à la somme « de dix mille livres ou environ, et d'iceulx biens, meubles, « heritages étoit saisis et vestuz et a laissé un ou plusieurs « enfans mineurs d'ans, desquelx feu Guillaume et mi- « neurs le dit complaignant est cousin et le plus prouchain

1. Quelques recherches que nous ayions faites, il nous a été impossible de savoir ce qu'était cette portion du domaine de Bourbonne. Nous trouvons bien qu'une contrée du territoire portait le nom de *Lirol* ou Lirot, mais ce rapprochement est trop vague pour qu'on en tienne sérieusement compte.

2. Archives de l'Empire.

« qui leur apparteigne du coste et ligne dont les dits biens et
« heritaiges sont venuz et descenduz, et que tant par la cous-
« tume notoire gardée entre les nobles et aultres personnes
« par tout nostre royaume et ès lieux où lesdits héritaiges
« sont assis, qui est telle que les plus prouchains amis ont le
« bail et garde ou administracion du mineur se il accepte, et
« sont les meubles et debtes, avec les fruitz profitz et émolu-
« ments des héritages du mineur venuz et descenduz de leur
« costez et lignes durant la minorité et jusques ad ce que le
« mineur soit aagez à plain, comme par la général coutume
« nottoire de nostre royaume, qui telle est que le mort saisit
« le vif comme autrement deuement, le dit complaignant qui
« a accepté et accepte le dit bail a esté et est en possession et
« saisine seul et pour le tout de avoir le gouvernement et
« administracion de la personne ou personnes des ditz mineurs
« et des biens meubles et heritaiges et appartenances venus de
« son dit costé et ligne et qui escherront et venront a yceulx
« durant la dicte minorité et les appliquer à son prouffit seul
« et pour le tout, et de ce ait joy et usé, luy et touz aultres en
« cas semblables, par tel et si lonc temps qu'il n'est mémoire
« du contraire ou qui souffist et doit souffire à bonne posses-
« sion et saisine avoir acquise et retenue. Neantmoins, Jehan
« Vergy, chevalier et Huguenin de Charmes, escuier ou aulcuns
« autres de fait et senz inventoire faire, ont prins ou fait
« prendre les ditz biens meubles, les chasteaux, terres, mai-
« sons et aultres heritaiges dessus déclairez ou à déclairier plus
« à plain en temps et lieu se mestier est, et d'iceulx ont pris
« et levé, prennent et lievent ou font prendre et lever de jour
« en jour les fruitz, profitz et émolumens et en font leur
« volonté, ou grant grief, préjudice et domage du dit complai-
« gnant et en le troublant et empeschant en ses dictes posses-
« sion et saisine, à tort et senz cause, induement et de nouvel,
« si comme il dit, suppliant que par nous luy soit sur ce
« pourveu de remède convenable; pourquoy nous considéré ce
« que dit est, te mandons et commettons que, se, appellé les
« diz Jehan de Vergi, Huguenin de Charmes et autres qui
« seront a appeller sur le lieu, au chastel de Mirebel qui est
« le principal lieu de la dicte succession ou bail, il t'appert des
« choses dessuz dictes, tiens et gardes le dit complaignant en
« ses dictes possession et saisine et d'icelles le fay user et
« jouir paisiblement en ostant tout trouble, empeschement et
« nouveleté indeue et en contraignant les dessuz ditz, et tous
« aultres qui feront ce contraindre à eulx cesser les diz troubles

« et empeschemens et a rendre, restituer et délaissier les diz « meubles, avec les fruiz, proufiz et émolumens des ditz héri- « taiges, et ou cas qu'ilz en seront refusans, delaians ou oppo- « sans la chose contensieuse prise et mise en nostre main « comme souveraine et gouvernée par icelle sur bon, seur et « loyal inventoire, aus couz de la chose et restablissement fait « premierement et avant toute euvre royale et de fait de ce « que pris et levé aura esté des choses dessus dite pour ce que « des cas de nouveleté à nous ou à noz officiers appartient la « cognoissance quant l'en s'en trait premièrement par devers « nous et que les héritages et biens contencieux sont assis « partie en nostre juridicion et mouvenz et tenuz à foy et « homage de nous et partie en autres diverses juridicions et « que le dit Vergi est puissant ou païs et la cause de grant « pois, et que les parties pourront mieux avoir conseil, raison « et briefve justice à Paris que ailleurs, adjourne les délaïans, « refusans ou opposans ad certain et compettent jour en nostre « présent parlement, nonobstant qu'il siée pour dire les causes « de leur delay, refus ou opposicion et pour respondre au dit « complaignant sur les choses dessus dites et leurs deppen- « dances, procéder et aler avant, tant sur le principal comme « sur la recréance, et en oultre comme de raison sera, en cer- « tiffiant souffisamment nos gens tenans nostre parlement au « dit jour du dit adjournement et de tout ce que fait en auras, « auxquels nous mandons et commandons que aus partyes. « ycelles oyes, facent souverenement et de plain bon et brief « accomplissement de justice, sanz faire aucun renvoy de la « dite cause.

« Car ainsi le voulons nous estre fait et au dit complaignant « l'avons ottroié et ottroyons de grace especial, pour considé- « racion des choses dessus dites, non obstant quelconques « lettres subreptices empetrées ou à empétrer au contraire.

Es Requestes de l'ostel.

H. Guingant.[1]

Ce mandement qui portait la date du 21 mai 1376, fut suivi d'un arrêt du parlement qui, le 4 juillet de cette même année, donna gain de cause à Pierre de Bar, et le maintint en tutelle en dépit des protestations de ses compétiteurs.

Nous avons vu qu'il rendit hommage, en cette qualité, au mois de septembre suivant.

1. Collection de Lorraine, vol. 199 bis, p. 59. Bibliothèque nationale, obligemment communiqué par M. A. Bonvallet de Maizières.

D'autres actes d'hommage émanant des différents seigneurs de Bourbonne eurent encore lieu par la suite, nous citerons en particulier celui de 1460, rendu par Jean de Beauffremont [1] et celui de 1500 par Bertrand de Livron.

Ces deux documents n'ont point été retrouvés par nous, mais nous avons la preuve de leur existence par divers titres et surtout par un mémoire publié en réponse aux prétentions soulevées par M. l'abbé de Larochefoucault, prieur de Varennes qui soutenait que la terre de Bourbonne était mouvante de Coiffy, et par suite de l'abbaye de Molesmes et de son prieuré [2].

Une des filles de Guillaume II de Vergy, Jeanne, avait apporté en dot à son mari, Henry de Beauffremont, la seigneurie de Bourbonne. Mais cette famille ne la posséda que pendant peu de temps, car Françoise, dont Jeanne était l'aïeule, la transmit par son mariage, en 1477, à Bertrand de Livron, fils d'Antoine et de Marguerite de Noailles.

* * *

Notre intention, en écrivant ces notes, n'a jamais été d'entrer dans le domaine de l'histoire proprement dite de Bourbonne et de ses seigneurs, mais nous voici arrivé à une époque où il nous sera bien difficile de ne point y toucher quelque peu.

La maison de Livron, que nous venons de voir prendre possession de la seigneurie, a laissé dans le pays des traces trop profondes pour qu'il nous soit possible d'en négliger le souvenir et de ne point donner certains détails à son sujet. Aussi bien cela nous amènera à citer des documents peu connus et qui, nous aimons à le penser, ne manqueront pas d'intérêt pour nos lecteurs.

Originaire du duché de Valentinois, en Dauphiné, la famille de Livron tirait son nom d'un bourg situé non loin de la ville de Crest [3], à proximité du cours de la Drôme et qui appartint à la généralité et à l'élection de Grenoble. Alliée à l'illustre maison de Noailles [4], riche de nombreux domaines, elle

1. Jean de Beauffremont était seigneur de Mirebeau et Bourbonne par sa mère Jeanne de Vergy.

2. Au moment ou ces lignes étaient sous presse il nous parvient des notes sur les différents dénombrements des seigneurs de Bourbonne : Nous les donnerons in extenso, à la suite de ce travail et comme pièces justificatives.

3. Crest (*Crestidium*) est une petite ville du département de la Drôme, qui eut autrefois une assez grande importance militaire. Son château-fort, dont on voit encore la tour, fut une des meilleures places des ducs de Valentinois.

4. La terre de Noailles, en Limousin, a donné son nom à cette maison, une des plus considérables de la province et dont les armes sont : *de gueule*

était elle-même très-puissante, et la plupart de ses membres occupaient de hauts emplois en France et en Lorraine. L'un d'eux, dit-on, ayant embrassé le parti d'Henri de Bourbon contre le roi Henri III, résista ouvertement à ce monarque et, en 1574, le sieur de Bellegarde[1], récemment fait maréchal de France, ayant été envoyé pour s'emparer du château de Livron, fut, après de vaines tentatives, forcé d'en lever le siége et de renoncer à son entreprise[2].

La branche des Livron-Bourbonne possédait de nombreux fiefs et de vastes domaines que les alliances vinrent encore augmenter, et parmi lesquels il en est dont on ne saurait préciser la situation ou dont le nom est controversé.

Bertrand de Livron était seigneur de Bourbonne, Larivière[3] et Wart[4], écuyer d'écurie du roi de France et capitaine pour ce dernier du chastel de Coiffy ; il mourut en 1501, laissant un fils, Nicolas Ier, qui lui succéda.

à la bande d'or. Les Livron, eux, portaient : *d'argent à 3 fasces de gueules, brisé au franc-cartier d'un roc d'eschiquier de mesme*. (Certains chroniqueurs prétendent que le *roc d'eschiquier* qui brise l'écusson, représentait le château de Livron).

1. Roger de Saint-Lari ou Lary, seigneur de Bellegarde, avait fait ses premières armes sous le maréchal de Termes ; il était au siége de La Rochelle, où il se distingua et fut nommé maréchal en 1574. La terre et la ville de Bellegarde, aujourd'hui Seurre, étaient sur la Saône, à la frontière de la Franche-Comté, généralité de Dijon, bailliage d'Auxonne. Les Bellegarde de Saint-Lari avaient : *d'azur au lion couronné d'or*.

2. Mémoires de messire Philippe Murault, comte de Cheverny, chancelier de France. (Collection Michaud).

3. Est-il ici question de Larivière-sous-Aigremont qui n'était alors qu'un groupe de deux ou trois maisons, moulin ou forge, dépendant d'Aigremont, ou de Larivière, seigneurie de 180 feux, dans le Limousin? Suivant nous il y a doute. En tous cas, dans le dénombrement de la seigneurie de Bourbonne qu'on lira plus loin, bien que Nicolas de Livron n'ait eu à stipuler que des choses, appartenances et dépendances relevant du roi, auquel il en devait l'hommage à cause des châteaux de Coiffy et de Montigny, il est étonnant, s'il s'agit de la terre voisine de Bourbonne, qu'il ne soit fait aucune mention de la seigneurie de Larivière, appartenant à la Champagne comme Parnot qui en dépend.

4. *Wart*. Nous sommes également dans l'incertitude sur ce fief, que M. Bougard désigne ainsi, et que dans différents autres documents nous voyons écrit Ward, Werd, Vart, Vart, Verd ou Vert.

Doisy qui, dans un ouvrage très-utile intitulé *Le Royaume de France et les Etats de Lorraine*, a réuni le nom de toutes les villes, bourgs, etc., du territoire au XVIIe siècle, n'indique aucun de ces vocables. Nous ne trouvons que le mot *Vars* en Limousin, qui nous semble devoir être adopté. C'est, du reste, celui qui a le plus d'analogie avec celui de *Vart*, gravé sur l'inscription funéraire de François de Livron, inscription dont nous parlerons ultérieurement. *Vars* était un village de 99 feux, de la généralité de Limoges, et de l'élection de Brives.

Celui-ci fut chevalier de l'ordre du roi, grand Gruyer et général réformateur des eaux et forêts en la duché de Bourgogne, seigneur de Parnot. Ward, Bourbonne, Larivière, Objat et Chézeaux, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances[1], gouverneur pour le roi des forteresses de Coiffy et Montigny.

Il s'occupa tout d'abord de faire réparer le château dont il releva les murailles effondrées en beaucoup d'endroits, et qu'il mit en sérieux état de défense[2]. Le premier, il prit le titre de baron de Bourbonne, ainsi qu'on le voit dans un acte de mariage que relate M. le docteur Bougard, et où il est dit :

« Contrat de mariage du 20 mai 1529, passé pardevant Jean « Bodinais, licencié es loix, lieutenant-général du bailliage, « auditeur des comptes, et garde du duché de Bar, et mestre « René Boudet, secrétaire du duc de Lorraine, de noble et « honorable seigneur Messire Nicolas de Livron, chevalier « seigneur et baron de Bourbonne, de Warth et de Larivière, « avec dame Oudette Luillier, veufve d'honorable seigneur « Louis, sire de Stainville.....

Aucun seigneur, plus que Nicolas de Livron, ne donna d'importance et de relief à la seigneurie de Bourbonne. Le dénombrement qu'il en fit en 1530, dans l'acte d'hommage qu'on va lire, montre ce qu'était alors ce domaine que les de Vergy et les de Beauffremont avaient laissé amoindrir.

Nous citons textuellement.

CY EST LE DÉDUICT ET DES NOMBREMÈS DES SEIGNEURYES ET FÉAULTÉS DE BOURBONNE[3]

« A tous ceux qui ces pntes lettres verront, nous Nicolas de

1. Les capitaines des compagnies d'ordonnance étaient choisis parmi les hommes les plus distingués par leur naissance, leur aptitude militaire et leur fortune. Presque tous ceux auxquels ce poste était confié s'étaient déjà signalés par des actions d'éclat. En 1526, François Ier avait réglementé les compagnies dites des Ordonnances; elles devaient se composer de 50 ou 100 hommes d'armes. Seulement chaque homme d'armes avait avec lui 7 personnes de suite, savoir : 2 écuyers, 4 archers et un coutillier; en sorte qu'une compagnie de 50 hommes d'armes était en réalité une troupe de 400 cavaliers.

2. Les *de Vergy* et les *de Beauffremont* n'avaient jamais habité le château de Bourbonne, qui tombait en ruines, alors que Bertrand de Livron en prit possession.

3. Copie collationnée, existant aux archives de Bourbonne.

« Livron, chevalier, seigneur de Bourbonne, Vard[1], Larivière[2],
« Ogal[3], Pernot[4], et Chezeau[5], grand Gruyer et gnal réforma-
« teur des eaux et forêts du Roy nostre sire en la duché de
« Bourgogne, scavoir faisons que tenons et confessons tenir en
« plein fief foy et hommage du Roy notre seigneur à cause de
« ses chastels et chatellenies de Coiffy et de Montigny-le-Roi,
« scavoir : nos terres et seigneurye de Bourbonne et de Chezeau
« appartenances et dependances à cause dudit chastel de Coiffy
« pareillement nos terres et seigneuries de Pernot et apparte-
« nances mouvans dudit chastel de Montigny-le-Roy, assis au
« bailliage de Chaumont-en-Bassigny.

« Premièrement au dit Bourbonne sont deux seigneuries,
« l'une *particulière*, appartenante à nous pour le tout, l'autre
« seigneurie partable pour moitié au Roy nre seigneur et à
« nous, en laquelle seigneurie somme seigneur haut justicier
« seul et pour le tout. Et pour l'exercice de notre justice
« avons droit d'y commettre prévost, sergent, greffiers et
« autres officiers exerçant icelle justice, prendre et recevoir les
« profits et exploits de laquelle nous peuvent valloir, commune
« année, vingt livres tournois.

« *Item*. Le greffe et tabellionage de nostre prévosté, y celuy
« avons accoustumé d'admodier et nous peut valloir par année
« commune la somme de sept livres tournois.

« *Item*. Audit Bourbonne à cause de notre seigneurie particu-
« lière, nous sont dûs *lods et ventes*[6] des terres vendues qui est
« pour chacune livre trois sols tournois, lesquels lods et ventes
« laissons à ferme et nous peuvent valloir par communes
« années quinze livres tournois.

« *Item*. Audit Bourbonne avons un château circuit de fossés

1. *Vars*, en Limousin.

2. Voir la note que nous avons donnée précédemment au sujet de cette terre.

3. *Objat*, croyons-nous, car nous ne trouvons nulle part ce mot Ogal Objat ou Objac, suivant M. Beugard, était un village de 150 feux, en Limousin, de la généralité da Limoges, élection de Brives.

4. *Parnot*, village du canton de Bourbonne et qui, à cette époque, avait à peine 80 feux appartint successivement aux *Choiseul* et aux seigneurs de *Bourbonne*; devenu la propriété des sires de La Fauche, il revint à la famille de Livron au XVIe siècle.

5. *Chézeaux*, canton de Varennes-sur-Amance, au bailliage de Langres.

6. Les lods-,Lods et ventes (*Laudimia*) étaient une redevance en argent que l'on payait au seigneur, lorsqu'on vendait un héritage ou une propriété ; c'était le droit d'aliénation, et en le percevant le seigneur approuvait le contrat et l'autorisait.

« à l'entour, où il y a un pont-levis pour entrer en iceluy « château au devant duquel a un jardin fermé de murailles « joindant à une grande place en laquelle il y a un colombier « et au bout du dit jardin a un grand cours de maisons et sont « les estaubles et granges de notre dit château et au devant « d'icelle grange a une halle dessous laquelle a deux pressoirs « s'admodiant et baillant à ferme et peuvent valloir pour com- « munes années deux muids de vin, lequel notre dit chatel les « appartenances d'iceluy sont joindant la Rivière de la Pance[1] « d'une part et la grande rue dudit Bourbonne d'autre part, « aboutissant devers le devant de la Rüe qui vient de Saint- « Antoine allant à l'église[2] paroissiale dudit Bourbonne et « devant le derriere, au grand pont qui est dessus ladite rivière « d'Apanse[3].

« *Item*. Chacun habitant dudit lieu de Bourbonne doit une « *taille* par chacun an appelée echez[4] qui se jette; le fort « portant le faible, par les échevins dudit Bourbonne, laquelle « taille nous peut valloir par commune année la somme de « soixante-huit livres tournois.

« *Item*. Audit Bourbonne a foires et marchez et tous les « marchands difforains y viennent vendre et achepter aucunes « marchandises et payent vente à scavoir un denier tournois « et ceux qui passent par ledit lieu et par le finage doivent « rouage à scavoir, pour un charriot ferré, deux deniers et un « qui n'est pas ferré, quatre deniers tournois, laquelle vente « et rouage baillons à ferme à qui plus et nous peut valloir « par commune année la somme de sept livres tournois.

« *Item*. Avons droit de banvin audit Bourbonne, à scavoir « ceux qui vendent vins en détail depuis le jour de Pasques « jusqu'au jour de l'Ascension Notre Seigneur qui sont six « semaines, lequel banvin baillons et laissons à ferme et nous « peut valloir par commune année quarante sols tournois.

1. *Apance*, petite rivière qui prend sa source non loin de *Larivière-sous-Aigremont*, arrose *Arnoncourt*, *Bourbonne*, *Villars-Saint-Marcelin*, *Enfonvelle* et se jette dans la Saône à *Châtillon* (Vosges).

2. L'ancienne rue Saint-Antoine porte actuellement le nom de rue des *Capucins* et de l'*Aitre*. On voit encore, sur l'une des maisons de l'extrémité de la rue, la plaque indicatrice portant le nom de saint Antoine.

3. Le grand pont, situé à l'extrémité de la chaussée qui aboutit aux routes de Lorraine et de Franche-Comté.

4. *Eschets*, vieux mot qui signifiait redevances; c'était un droit payé au seigneur sur les successions; les *escheoites* ou *eschoites*, comme on disait alors. Une ordonnance de Louis IX avait réglementé la perception de cette taille.

« *Item.* Chacun habitant étant dans notre seigneurie parti-
« culière vendant vin en détail audit Bourbonne, doit chacun
« douze deniers tournois par an pour le tailliage, assavoir : six
« deniers tournois au jour de feste St-Laurent qu'est une des
« foires du dit Bourbonne et six deniers tournois à la feste de
« St-Denys lequel tailliage nous peut valloir chacun an par
« admodiation la somme de sept sols six deniers tournois.

« *Item.* En nostre dite seigneurie particulière avons droit de
« prendre langues et onglots, scavoir de ceux qui tuent grosses
« bêtes pour vendre en détail nous est dû la langue à défaut
« qu'il n'y ait pas de malades[1] et les onglots des porcs qui
« semblablement se tuent et vendent en détail.

« *Item.* Audit Bourbonne avons deux fours bannaux l'un
« appelé le four vieil qui est entre le grand chemin d'une part
« et Mongin marchand d'autre, dessoubs l'église[2] dudit Bour-
« bonne et l'autre appelé le four neuf qui est assis près la halle
« dudit Bourbonne et au circuit de la place qui est devant
« nostre chatel, auxquels fours les sujets de notre dite sei-
« gneurie particulièrement sont tenus y cuire à peine de l'a-
« mande, lesquels fours nous peuvent valloir par an la somme
« de cinquante livres tournois.

« *Item.* Près ledit Bourbonne passe une rivière appelée la
« Panse laquelle est bannable depuis le moulin Regnard,
« moulin du seigneur de Moustier[3] qui est joindant au village
« de *Villers-Saint-Marcellin* où les habitans dudit Bourbonne
« n'y ont droit de pesche et si aucun y est trouvé pêchant
« autres que ceux qui l'admodient, payent soixante sols tour-
« nois d'amende, et à nous il nous peut valloir par commune
« année par admodiation la somme de soixante sols tournois.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

1. Le seigneur avait droit à la langue des bêtes à cornes abattues pour la boucherie, et aux foies des porcs que l'on vendait en détail, seulement s'il se trouvait des malades dans la ville, c'était à eux qu'étaient destinées ces dépouilles. On désignait sous le nom d'onglots ou onglets certaine partie de la fresssure des animaux.

2. Au bas de la *Porte Gallon*, environ à l'endroit où se trouve aujourd'hui la pharmacie Habert.

3. Messire *du Moustier* était père de *Françoise du Moustier*, deuxième femme de *Jacques de Saint-Cry*, seigneur de Villars-Saint-Marcelin et de Bourbonne. Les *du Moustier Haute Pierre* étaient de noblesse franc-comtoise.

LES ARCHIVES DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

DE

CHALONS-SUR-MARNE

XIIIe REGISTRE (1770-1779).

1878. Le fevrier 1770, M. Duboys de Crancé, Gouverneur de cette ville et d^lle Françoise de Parvillez se sont mariés, paroisse St-Alpin.

1879. Le 8 septembre 1770, b. Bonaventure-Alexis, f. de Léonard-Louis Fagnier, Ec. Sgr de Mardeuil. Breuvery, Livry et a. l. Bailly de cette ville et de d. Marie-Anne-Jeanne Barbier de Felcourt.

1880. Le 9 octobre 1770, b. Claude-George, f. de Claude-François Fagnier, Ec. ancien capitaine de cavalerie, chev. de St-Louis, Sgr de Fagnières, Marson, etc., et de d. Marie-Magdeleine Hardy. Mort le 12 octobre suivant.

1881. Le 1er novembre 1770, déc. Jean-Ignace le Lorain, greffier en chef au B. et S. P. de Chaal.

1882. Le 7 fevrier 1771, b. Anne-Françoise, f, de M. Louis de Vige, Sgr de Drouilly et de Marie-Jeanne Delaval.

1883. Le 10 décembre 1771, marié Claude-Pierre-Denis Baugier, chev. Sgr de Benoien, ancien mousquetaire du Roi, 27 ans, f. de M. Pierre-Louis Baugier, chev. Sgr de Benoien, Bignipont et Fontaines, et de f. Marie-Anne-Jacquette Papillon et d^lle Anne-Julie Bocquet d'Anthenay, 19 ans, f. de Pierre-Jean Bocquet, Ec. et de Suzanne-Denise Chanoine.

1884. Le 22 fevrier 1772, déc. Marie-Louise de la Tour, 63 ans, ép. de Claude de Bœuf de St-Martin, Ec. Sgr en partie de Saint-Martin et de Brabant.

1885. L'an 1772, le 1er septembre est décédé à Vitry-la-Ville, après avoir reçu les Sacrements de l'Eglise Messire François-Jean-Marie Morel, âgé de 69 ans, chev. Sgr de Vitry-la-Ville, Glacourt, St-Martin, le Fresne, Vouciennes, et a. l. Président honoraire au Bailliage et Siège Présidial de Chaal. lequel a été inhumé en cette Egl.

1886. Le 29 octobre 1772, b. Denise-Marie-Pierre, f. de Claude-Pierre-Denis Baugier et de Marie-Julie Bocquet d'Anthenay.

Voir page 152, tome VIII, 5e année, de la *Revue de Champagne*.

1887. Le 23 décembre 1773. b. Anne-Pierre, fille de Claude-Pierre Denis Baugier et de Marie-Julie Bocquet d'Anthenay.

1888. Le 27 décembre 1773, b. Pome, f. de M. Louis de Tige, Sgr de Drouilly et de d. Marie-Jeanne Delaval.

1889. Le 15 juin 1774, déc. Marie-Anne Guyot, ép. de Messire Jean-Baptiste-Marie Rosnay de Villers, ancien mousquetaire, 40 ans. Inh. en cette Egl.

1890. Le 17 novembre 1774, b. Marie, f. de Jacques Dubois de Crancé de Livry, Ec. Sgr de Compertrix, Boisjacourt, Fagnières et de d. Marguerite Clicquot.

1891. Le 21 fevrier 1775, b. Charlotte-Louise, f. de Claude-Pierre-Denis Baugier, chev. Sgr de Benoien, et de Marie-Julie Bocquet d'Anthenay.

1892. Le 3 juin 1775, déc. M. Germain Dubois de Crancé, Ec. Sgr de Loisy, ancien officier de la garde ordinaire du corps de S. M. chev. de St-Louis, Ecuyer de main honoraire de Madame la Dauphine, gouverneur et commandant de la ville et faubourgs de Chaalons. 73 ans. Inh en cette Egl.

1893. Le 5 fevrier 1776, marié Messire Claude-Gilles Cabaret de Gionge, chev. cap. des Grenadiers royaux, chev. de St-Louis, de la Par. de Champigneul, f. de f. Messire Claude Cabaret de Villeneuve, chev. Sgr de la Crouillière, Gionge et a. l. et de f. Marie-Josephe Baugier et d[lle] Francoise - Denise Baugier, f. de Pierre-Louis Baugier, Ec. Sgr de Bignipont et de Marie-Anne-Jacquette Papillon.

1894. Le 10 juillet 1776, b. Jules-Alexandre-César, f. de Messire Claude de Berle, chev. Sgr de Maffrécourt, ancien capitaine de grenadinrs et de d. Etiennette-Marie-Antoinette Traquet de Blemy.

1895. Le 23 avril 1777, né Antoine - Athanase, f. de Messire Antoine-Nicolas Lemoyne de Villarsy, Sgr de Montcetz et de Anne-Madeleine Ternier. P. Messire François Ternier de la Ribeyre.

1896. Le 5 mai 1777, b. Antoine-Edme-Denis, f. de Claude-Pierre-Denis Baugier, et de Marie-Julie Bocquet d'Anthenay.

1897. Le 16 septembre 1777, déc. d[lle] Louise-Charlotte Bocquet, 69 ans, f. du sieur Pierre Bocquet d'Anthenay' off. chez le Roy et de d[lle] Thérèse Boyer.

1898. Le 17 octobre 1777, déc. Nicolas Lorain de Beuville, 75 ans, cons. au Br et S. P. de Chaal.

1899. Le 30 novembre 1777, b. Etienne-Jérome, f. de Jean - Paul de Corvisier et de Marguerite Rogé.

1900. Le 2 janvier 1778, déc. Messire Christophe-Bonaventure Fagnier, chev. Sgr de Mardeuil, Breuvery-sur-Coole, Livry et Buzancy.

1901. Le 8 juin 1778, déc. Messire Charles-Antoine d'Argent, chev. Sgr de Deux-Fontaines, Dommartin-la-Planchette, ancien gouverneur de cete ville, député de la noblesse, 78 ans, veuf de dlle Marie-Marguerite Cabrillon,

1902. Le 31 aout 1778, b. Augustin-Philippe, f. de Messire François de Sales Aubelin de Villers, chev. Sgr de Coole, la Chapelle, Faux et de dlle Marie-Benoite Hocart.

1903. Le 10 fevrier 1779, b. Félicité-Suzanne, f. de Messire Alexandre Denis Bocquet d'Anthenay, et de dlle Françoise - Felicité Sutaine.

1904. Le 11 mai 1779, b. Angélique-Antoinette, f. de Jacques Dubois de Crancé de Livry, Ec. Sgr de Compertrix, Banjannot, Boisjacourt, Fagnières, et de Marguerite Clicquot.

1905. Le 19 juillet 1779, déc. d. Marguerite de Bar, veuve de M. Adrien de Parvillez. 93 ans.

1906. Le 19 août 1779, déc. d. Marie-Madeleine Hocart, veuve de M. Etienne Barbier, Sgr de Felcourt, Ec. Cons. du Roi, Président trésorier de France honoraire au bur. des finances de Champ. 67 ans.

XIVe REGISTRE (1780-1789)

1907. Le 16 fevrier 1780, déc. M. Pierre-Paul Deu, Ec. Sgr de Perthes, Hurlus, du Mesnil, et de Soin en partie. 36 ans.

(*A suivre*). Cte D. DE R.

NÉCROLOGIE

M. de Mosny, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'honneur, vient de mourir à 91 ans à Barbonne (Marne). Prisonnier à Flessingues, il demeura de 1809 à 1813 sur les pontons anglais. Il fit depuis toutes les campagnes de l'Empire et quitta l'armée en 1840.

***

Madame la marquise de Chamoy vient de mourir à 89 ans, au château de Chamoy, dans l'Aube. La famille Rousseau, originaire du Tonnerrois a formé des branches en Poitou, en Picardie, en Ile-de-France et en Champagne par l'acquisition de la terre de Chamoy, en 1681. Anne-Claude Rousseau de Chamoy, colonel de cavalerie, constitua, en 1811, un majorat-baronnie et obtint en 1818 des lettres-patentes du titre de marquis. Il eut trois fils dont l'un fut tué dans la campagne de Russie. La marquise dont nous annonçons la mort avait épousé le dernier; le nom s'éteint avec elle. Elle était fille du marquis de Sauvan d'Aramon. — Armes: d'azur à 3 bandes d'or. — Sa fille unique a épousé M. Desponty de Saint-Avoye, colonel de carabiniers.

***

M. Célestin Hanus est mort le 20 octobre à La Croix en Champagne. On ne doit pas oublier le zèle avec lequel, l'un des premiers dans la Marne, il a entrepris les fouilles des cimetières gallo-romains et mérovingiens et les services qu'il a rendus. M. Counhaye, de Suippe, a rappelé en quelques mots bien sentis ce que l'on devait à M. Hanus. C'était justice.

***

Nous annoncerons avec regret la fin prématurée de M. Le Parmentier, professeur de dessin à l'école des Arts-et-Métiers et au collège de Châlons, officier d'Académie. C'était un artiste d'un vrai talent. Dans ces derniers temps, il avait relevé le plafond de la célèbre galerie du château d'Etoges pour un de nos plus zélés collectionneurs champenois.

Soit dit en passant, ce malheureux château d'Etoges disparaît petit à petit et c'est un douloureux spectacle à contempler. Nous y avons récemment passé; on le dépèce pierre à pierre; il y a déjà des lucarnes vendues, les trous restent béants aux toitures et la pluie tombe à verse à l'intérieur. Ce beau château avec ses quatre tours rondes à

toitures en minarets, baignant dans l'eau de ses douves, sa cour d'honneur, ses dépendances, méritait un meilleur sort.

***

M. Augustin Menjot, vicomte de Champfleur-Grustel, vient de mourir à Alençon à 81 ans. Il était chef de la famille Menjot, originaire du Perthois, qui a donné des conseillers au Parlement et à la Cour des Comptes de Paris ; des trésoriers généraux des finances, un député des Cinq-Cents, de nombreux officiers, des chevaliers de Saint-Louis. Antoine Menjot était conseiller et médecin ordinaire de Louis XIV. La vicomté de Champfleurg est dans le Maine. Le frère du défunt a formé le rameau des vicomtes d'Elbène.—Armes : d'argent au chevron d'azur, accompagné en chef de deux épis de blé tigés et feuillés de gueules penchées dans le sens du chevron, et en pointe d'un lion de même.

***

Nous mentionnerons avec regret la mort de M. de Saulcy, membre de l'Institut, qui s'est éteint subitement le 4 novembre à 71 ans. Nos lecteurs n'ont pas oublié l'excellent travail qu'il nous avait donné sur l'atelier monétaire de Sainte-Menehould. Issu d'une famille noble de l'Artois, M. Caignard de Saulcy avait servi dans l'artillerie. Nommé de bonne heure conservateur du Musée d'Artillerie, on sait la place qu'il avait acquise dans le monde savant, particulièrement par ses beaux travaux sur la Palestine et par ses études numismatiques. Il avait été sénateur sous l'Empire et était commandeur de la Légion d'honneur.

***

Haramont, (Aisne). — Nous avons la douleur d'annoncer la mort de M. le comte de Sémellé qui, par son mariage avec Mme la baronne Dussaud, était devenu presque notre compatriote.

Hardi explorateur de l'Afrique, M. de Semellé s'était, en avril dernier, arraché des bras de sa jeune et charitable femme, après quinze jours de mariage, pour aller continuer ses pérégrinations scientifiques et commerciales.

Il revenait en France ! et allait arriver à Madère quand la mort impitoyable l'a tué, à 33 ans, dans toute la force virile de son âge et d'un caractère solidement trempé.

BIBLIOGRAPHIE

L'Archéologie préhistorique, par le baron Joseph de Baye, un vol. gr. in-8° avec planches, Paris, Leroux, 1880. — Il y a peu d'années que l'archéologie dite préhistorique a pris naissance et elle a acquis déjà un large essor, grâce à l'importance des découvertes obtenues et à la valeur des savants archéologues ou anthropologistes qui s'en occupent. Elle touche, en effet, aux questions les plus graves puisque ce sont celles de nos propres origines ; elle est en outre, indiquons-le en passant, un champ-clos commode pour l'école matérialiste qui espère y trouver des arguments décisifs contre la science orthodoxe. C'est un grave et périlleux écueil que M. de Baye a su éviter avec une prudence dont nous le félicitons. La lutte est engagée très-sérieusement à propos des époques tertiaire et quaternaire ; pour cette dernière, l'existence de l'homme n'est ni contestée, ni contestable, mais pour la première, elle n'est guère soutenue que par certains savants, nous ne voulons citer aucun nom libre-penseurs. Par une singularité assez piquante, c'est un ecclésiastique, M. l'abbé Bourgeois, qui le premier a cru reconnaître l'existence de l'homme durant la période tertiaire à cause des silex travaillés, recueillis par lui dans la couche miocène de Thenay (Loir-et-Cher). Cette découverte, vivement soutenue par M. l'abbé Bourgeois, a trouvé de chaleureux défenseurs et d'ardents adversaires. La grossièreté du travail de ces silex a paru à beaucoup d'esprits sérieux la preuve qu'ils n'étaient produits que par le hasard et nous croyons que c'est encore aujourd'hui l'opinion de la majorité des savants qui s'occupent de cette question, mais ces quelques explications suffisent pour indiquer les merveilleuses proportions de cette question qu'on ose, comme le remarque M. de Baye, à peine rattacher à l'archéologie préhistorique. Elle ne tend à rien moins en effet qu'à démontrer l'existence d'un être anthropomorphe antérieur à l'homme adamique, moyen de conciliation que n'a pas repoussé le R. P. Monsabré, dans une de ses conférences de Notre-Dame en 1875 et au sujet de laquelle le R. P. de Valroger écrivait en 1876 : « L'idée de ce précurseur mystérieux du règne humain peut être chimérique, mais elle n'a rien d'hétérodoxe. Elle peut-être arbitrairement encadrée dans des théories matérialistes, athées, polygénistes, qui la compromettent; mais elle peut-être dégagée de tout mélange funeste, de tout voisinage dangereux. »

L'époque quaternaire nous offre un terrain absolument sûr. Cette fois nous nous trouvons en présence d'un temps où l'homme existait certainement, non pas un homme de fantaisie, mais l'homme de la création génésiaque, « L'homme quaternaire, dit M. A. Bertrand, comme le prouvent un grand nombre de squelettes de provenances incontestées, avait la même conformation, la même taille moyenne

que nous, le front élevé et portant tous les indices d'une race forte et intelligente. » Comme on le voit dès ces temps reculés, il n'y a aucune place, soit dit en passant, pour les partisans du transformisme à outrance. L'honneur de la découverte de l'homme quaternaire revient à M. Boucher de Perthes ; on s'est longtemps moqué de ce qu'il démontrait et on en est venu aujourd'hui à en reconnaître l'exactitude absolue. Les preuves matérielles sont venues en foule et on n'a plus que l'embarras du choix.

Le premier gisement, celui auquel M. Boucher de Perthes a attaché son nom, est celui de Saint-Acheul, dans la Somme. Nous ne prétendons pas relever la liste de tous ceux qui ont été mis au jour depuis, mais seulement indiquer les quatre subdivisions entre lesquelles se partage l'époque quaternaire, d'après la classification officiellement adoptée par les savants, suivant l'examen des objets, produits du travail humain, qui y ont été recueillis : époque de Saint-Acheul, du Moustier, de Solutré et de la Madeleine. Une autre classification plus simple est cependant à noter . époque de la pierre éclatée, qui correspond à l'âge de la pierre ou période *paléolithique*, époque de la pierre taillée ou période de transition et époque de la pierre polie ou période *néolithique*.

Une grande discussion s'est élevée au sujet des périodes dites *paléolithique* et *néolithique* et nous devons tout d'abord nous y arrêter. Beaucoup de savants, frappés de la différence profonde existant entre l'imperfection des produits de l'âge de la pierre éclatée ou taillée et de ceux de l'âge de la pierre polie, ont cru pouvoir constater une lacune puissamment accusée, un immense hiatus entre les deux époques de la pierre. M. de Baye démontre victorieusement la non-existence de cet hiatus qui, logiquement même, n'est pas acceptable. Les silex simplement travaillés se sont retrouvés en effet dans les stations les mieux caractérisées de la pierre polie. On a fouillé des grottes où les deux époques se touchaient et se succédaient avec certains points de ressemblance qui n'admettent pas la solution de continuité. La question est jugée aujourd'hui et les motifs soutenus par les défenseurs de l'hiatus ne sont plus acceptables.

L'âge de la pierre polie inaugure une civilisation nouvelle, relativement supérieure, où la situation de l'homme s'améliore sensiblement. Les objets qu'il travaille sont beaucoup mieux exécutés ; lui-même recherche plus de bien-être et au lieu de se contenter pour abris des grottes naturelles qu'il pouvait rencontrer, il sait en creuser de plus commodes : il construira même bientôt ces allées-couvertes, connues sous le nom de chambres des Géants, notamment dans les régions scandinaves ; il élèvera de bizarres constructions dites cités lacustres au-dessus des lacs. La marche ascendante de l'humanité est désormais nettement accusée. On en juge facilement par l'exécution souvent admirable de haches et de flèches de pierre, par la présence de certains ornements de toilette, notamment de colliers.

Nous sommes obligé de nous hâter. M. de Baye cependant traite

des questions qui mériteraient d'être indiquées ici avec quelques développements. De l'usage des flèches à tranchant transversal, découverte qui lui est toute personnelle, car jusqu'alors on ignorait complètement à quoi pouvaient servir ces instruments dénommés *tranchets*. De la trépanation préhistorique, question qui lui est encore personnelle. M. de Baye avait été frappé du nombre de crânes portant des entailles indiquant l'enlèvement d'une rondelle de l'os cranien et il avait recueilli une certaine quantité de ces rondelles. Ses recherches ont abouti à démontrer que pendant la période néolithique, les os du crâne humain étaient l'objet d'un travail méthodique, soumis à des règles fixes, et que la coutume de porter des fragments crâniens comme annulettes ne paraît pas moins positive. Cette opinion a d'abord soulevé une railleuse opposition, mais les préjugés se sont dissipés et la réalité de la trépanation préhistorique a été acceptée en 1878 au congrès de Buda-Pesth et le mois dernier à celui de Lisbonne.

M. de Baye consacre des chapitres non moins curieux aux haches polies dont il possède une si belle collection, aux outils en os, aux parures, à la céramique. Nous nous contentons d'indiquer ses études, désireux de dire quelques mots des stations de grottes qu'il a mises à jour en Champagne et qui constituent la découverte la plus considérable pour l'histoire de l'archéologie préhistorique.

C'est en 1872 que le hasard fit découvrir la première grotte factice à l'extrémité du territoire de la commune de Villevenard (canton de Montmort, Marne), à mi-côte d'une forte colline, en face de vastes marais dits de Saint-Gond, qui formaient évidemment à cette époque reculée un grand lac. Les découvertes se multiplièrent dans cette vallée dite du Petit-Morin et amenèrent la reconnaissance de plusieurs groupes de diverse importance. La principale station est celle de la pente du Razet, sur le territoire de Coizard : elle comprend cinquante grottes creusées dans la craie : « C'était, dit M. de Baye, un centre perfectionné où l'homme des tribus néolithiques avait réuni tout ce que les besoins de son existence comportaient. » Elles furent longtemps habitées, à en juger par les nombreuses galeries où le silex était tiré pour fabriquer les instruments. Quelques mots sont nécessaires pour donner une courte description de ce village primitif, assurément bien intéressant, puisqu'il est le type des centres d'habitation de nos ancêtres. Une tranchée précède toutes les grottes pour en rendre plus facile l'accès ; les unes sont doubles, les autres simples, c'est-à-dire que les unes — toutes sont composées d'une seule chambre — sont précédées d'un vestibule. L'entrée est presque carrée, mais les vestibules sont peu proportionnés à la grandeur de la grotte et l'ouverture qui y donne accès est tellement resserré — dans un but évident de défense — qu'on ne peut s'en servir qu'en rampant ; le sol de la salle d'ailleurs est en contrebas d'au moins cinquante centimètres. Les parois ont conservé leur aspect primitif et sur plus d'une on pourrait encore compter le nombre de coups de hache qu'il a fallu pour tailler la craie ; le haut est presque plat, plusieurs grottes sont munies d'un

trou d'aération ; quelques-unes possèdent des tablettes de diverses formes entaillées dans la craie. Les plus grandes de ces grottes servaient à l'habitation, comme on le reconnaît aisément par l'usure du sol ; la marque des pieds y est même encore visible ; d'autres, plus petites, étaient réservées comme sépulcres et M. de Baye en a retiré des centaines de squelettes qui ont puissamment servi dans ces dernières années aux études des anthropologistes. Ajoutons que quelques-unes de ces grottes, les plus vastes, presentent encore quelques sculptures, assurément très-grossières, mais dans tous les cas excessivement curieuses.

Nous devons nous arrêter, espérant avoir donné assez l'idée de ce livre important pour attirer sérieusement l'attention sur lui. Ajoutons qu'il est imprimé avec un véritable luxe typographique et accompagné de nombreux dessins dus également au crayon de l'auteur du texte. M. le baron de Baye a écrit un travail doublement utile : d'abord en résumant l'historique de cette archéologie des temps les plus reculés et en précisant nettement son état actuel. Ensuite en faisant connaître ses découvertes personnelles qui ont si puissamment contribué à l'éclairer d'un jour tout nouveau. Les grottes de la vallée du Petit-Morin constituent un élément décisif d'études certaines et il ne se trompe pas en écrivant simplement comme conclusion : « Nous pensons avoir rendu un véritable service aux études archéologiques, en conservant et en faisant connaître les progrès de l'industrie d'un temps si reculé. »

Comte E. DE BARTHÉLEMY.

* * *

MATIN ET SOIR, poésies par C. Gay. — Une édition elzévirienne exquise — papier crême, épais et mat — culs-de-lampe et vignettes finement dessinées, originales et variées : voilà l'extérieur d'un volume que la vieille et respectable maison Fischbacher met en vente.

Cet écrin, d'un raffinement si cher aux bibliophiles, renferme une œuvre poétique d'une réelle valeur. L'auteur est Mme Cécile Gay, que Reims peut revendiquer comme sienne. Honorablement connue jusqu'ici comme auteur de contes pour les enfants empreints d'une forte et pure morale, puis d'un roman, *Mémoires de tante Gertrude*, dont nous avons dit ici même tout le bien que nous en pensons, Mme Gay débute maintenant comme poète.

C'est manquer d'exactitude que de parler du début dans le cas présent, car non-seulement les poésies de Mme Gay ont été connues depuis longtemps dans un large cercle d'amis qui en ont eu la primeur, mais l'œuvre elle-même, dans son ensemble, n'a rien de l'inexpérience d'un débutant.

C'est la vie entière de l'auteur qui vient se refléter dans *Matin et Soir*. Tandis que les premières strophes datent de 1843, les dernières sont écrites d'hier. Les unes comme les autres nous dépeignent les émotions de la même âme, tendrement éprise du beau et du vrai.

L'inspiration est la même, quoique le sujet varie. On ne sait que choisir et lequel prendre de ces fugitifs rayons.

La muse de Mme Gay est tranquille. Le lecteur y chercherait en vain de ces drames palpitants que tant de poètes imaginent pour nous captiver, mais qui sonnent faux comme n'ayant pas vécu. Tout, au contraire, sent ici le vrai. Les évènements, parfois ordinaires, ont fait vibrer les cordes intimes de l'âme du poète et ont donné naissance aux vers harmonieux. De là cette grande variété des sujets, qui est une qualité dans un recueil. (*Courrier de la Champagne*).

* * *

VIE ET TRAVAUX DE M. LÉON MOYNET, STATUAIRE A VENDEUVRE, par Monseigneur Justin Fèvre, protonotaire apostolique. Saint-Dizier, imprimerie veuve Carnandet, 1880.

L'art céramique remonte à la plus haute antiquité : la facilité d'imprimer des formes élégantes à une matière aussi ductile que l'argile, la possibilité de lui donner une solidité suffisante sous l'action des feux du soleil, l'abondance de ce mol élément répandu à la surface du sol, durent faire effectivement de cette industrie l'une des premières que les hommes aient mises en pratique. Comme elle jouit de la double propriété de recevoir, sous les doigts de l'artiste, l'ébauche inspirée par le génie, et de conserver fidèlement cette empreinte rudimentaire, jusqu'au moment où l'œil plus calme, la main plus assurée, viennent corriger les défauts, perfectionner les détails, ajouter à l'ensemble la correction et le fini, on s'en est servi pour fabriquer des vases, des statues, des bas-reliefs qui entrent dans la décoration des frises, des corniches et des autres membres d'architecture.

Les chrétiens eux-mêmes ont souvent employé l'argile ; on en signale de curieux vestiges, depuis les vases, les lampes et les tabernacles des catacombes, jusqu'aux œuvres de la Renaissance, alors qu'au sixième siècle Bernard de Palissy inventait ses rustiques figurines et ces belles poteries émaillées qu'aujourd'hui les amateurs payent au poids de l'or. M. Léon Moynet, créateur d'un établissement d'art céramique, près de Vendeuvre-sur-Barse, arrondissement de Bar-sur-Aube, adopta, lui aussi l'argile, comme moyen de reproduction du beau idéal ; trois voies s'étaient ouvertes devant son talent de statuaire : celle de l'art païen avec ses extravagances et ses immoralités; celle de l'art réaliste avec ses charges et ses caricatures ; celle de l'art chrétien avec ses types infiniment variés des habitants de l'Eglise triomphante ; il s'engagea résolument dans cette dernière voie ; sous le toit hospitalier du presbytère de Magnifouchard où, plus d'une fois, invité à prêcher le panégyrique de sainte Madeleine, patronne de cette paroisse, je le rencontrai en compagnie du vénérable abbé Charles, le jeune artiste avait trouvé, avec l'assurance du lendemain et l'absence de tout souci matériel, les éléments les plus favorables à l'heureux développement de sa vocation.

Il faut lire dans l'excellente étude biographique de Mgr Justin Fèvre, les détails relatifs à la vie, aux travaux et aux ateliers de ce restaurateur de l'art céramique. Quel aimable cicérone que ce docte protonotaire apostolique, et comme il y a plaisir à se promener avec lui au milieu des splendides galeries de l'établissement de Vendeuvre, l'un des plus importants du monde catholique ! Il est de l'école un peu trop rare de ces érudits de bon aloi qui, au lieu de nous faire sentir le poids de leur érudition, mettent tous leurs soins à présenter sous une forme attrayante les résultats de la science la plus solide et la plus étendue Les descriptions purement poétiques ont quelquefois le défaut de rester vagues ou de dénaturer par la surcharge des couleurs l'exactitude des principes ; les descriptions trop sèches et trop minutieuses sont trop souvent dépourvues de charme. Entre ces deux manières d'apprécier les personnes et les choses, il y en a une troisième, aisée et naturelle, à la fois exacte et littéraire, poétique et précise ; cette manière satisfait toutes les délicatesses du goût en même temps qu'elle répond à toutes les exigences de l'érudition ; elle caractérise particulièrement l'opuscule de Mgr Justin Fèvre ; ce savant auteur pense en philosophe, sent en poète, écrit en homme d'esprit.

Aussi se contente-t-il de quelques pages pour traduire ses impressions personnelles sur chaque étape de la carrière artistique de celui qu'il considère comme le décorateur populaire des églises de campagne. Je n'essaierai pas d'analyser ces pages où il rétablit, sur sa véritable base, la théorie de l'art religieux ; j'en citerai seulement une qui me semble les résumer toutes : « Expression de la beauté idéale sous une forme créée, dit Mgr Fèvre, l'art a pour objet immédiat le beau, c'est-à-dire la splendeur du vrai et du juste ; et, considéré en lui-même, il se révèle à nous comme une création humaine faite à la ressemblance des créations divines ; sa fonction, c'est de glorifier Dieu et de perfectionner la vie humaine en la rapprochant de son idéal qui est Dieu même ; c'est d'imprimer à l'humanité, par un mouvement de bas en haut, une direction ascensionnelle et une marche progressive ; or, l'art trouve dans la foi chrétienne sa base la plus ferme, dans l'espérance chrétienne son ascension la plus sublime, dans l'amour chrétien son ressort le plus puissant, dans la sainteté chrétienne ses types les plus beaux ; et, dans le culte chretien, son théâtre le plus éclatant. »

Pour le statuaire, en particulier, quels types admirables ne lui offrent pas les litanies du Seigneur Jésus, de la Vierge mère, des saints et des saintes ! Léon Moynet, voulut les chanter, ces litanies, avec des statues ; c'était sa mission providentielle, ajoute son vénérable biographe, ce fut son choix, ce sera son œuvre : Enfant de l'église, il se voue à la décoration de l'église ; élève du sanctuaire il se consacre à l'embellissement du sanctuaire ; nourrisson du prêtre, tandis que le prêtre prêche avec des paroles, il prêche lui, artiste, par des images pieuses ; et, parlant aux populations qui comprennent mieux les choses sous des formes sensibles que sous les formes métaphysiques, il se donne, par l'art, un rôle d'apôtre.

Quelques critiques reprochent à ce chantre plastique des litanies, la rotondité des formes de ses statues en terre cuite ; ils prétendent qu'elle atteste un usage fréquent des organes de la mastication. Ce reproche est sans ombre de raison, réplique Mgr Justin Fèvre ; les bienheureux sont représentés suivant leur âge, leur sexe, leur condition, tantôt en chairs pleines, tantôt en chairs moyennes, tantôt avec la maigreur ascétique ; en général, ils sont doux et calmes. Le statuaire de Vendeuvre ménage discrétement l'expression ; il évite les contorsions, les tiraillements ; il ne veut produire son effet qu'en éveillant la réflexion ou en sollicitant la sympathie.

D'autres adressent à ses statues le reproche d'être belles ; mais les bienheureux, parvenus victorieusement au terme de l'épreuve, ne sont-ils pas constitués en beauté fixe au point de vue physique comme au point de vue moral ? L'influence de la sainteté chrétienne, dit avec un célèbre orateur sacré Mgr Justin Fèvre, ne se borne pas à rehausser dans l'humanité l'image de la beauté morale ; elle y perfectionne aussi le type de la beauté physique en soustrayant l'homme à la dépravation morale, le christianisme a peu à peu arraché les corps à la dégradation physique ; il a fait remonter l'homme, autant qu'il est possible à l'humaine infirmité, vers le type plus ou moins effacé de sa beauté première. L'humilité, la pureté, la charité, la force, l'abnégation, le sacrifice, toutes ces vertus éclairent le visage des saints d'une incomparable lumière ; et, comme autant de rayons tombés sur leur front de la face adorable de Jésus-Christ, elles composent par leur mélange un type de beauté humaine que les artistes de la Grèce et de Rome ne pouvaient reproduire, parce qu'ils ne l'avaient jamais rencontré sous leurs regards. L'abbé Etienne GEORGES, de Troyes.

* * *

MM. Desnoyers et Leclerc ont rendu compte, dans la dernière livraison de la *Revue des Sociétés savantes* au nom du Comité des Travaux historiques du tome XLIII du mémoire de la Société académique de l'Aube et ils ont rendu hommage au zèle et au savoir des membres de cette laborieuse compagnie. M. Desnoyers a constaté « la part considérable et méritoire, par l'intérêt et la variété des sujets traités que la Société Académique de l'Aube a fourni à l'ensemble des études historiques que les Sociétés savantes de France tendent à enrichir chaque année ont la plus louable imitation. » M. Leclerc, à propos d'un travail de M. D'Arbois de Jubainville sur « le Dieu de la mort et les origines mythologiques de la race celtique », rappelle que M. A. de Barthélemy, dans un mémoire publié il y a quelques années, avait signalé, à l'attention des érudits, un certain nombre de statuettes antiques représentant un homme armé d'un marteau, dans lequel il reconnaissait le dieu gaulois de la mort. César appelait ce dieu *Dis pater* et les Gaulois prétendaient descendre de ce dieu. M. d'Arbois s'est proposé de démontrer que la même doctrine existait dans la mythologie irlandaise.

* * *

Nous annoncerons avec plaisir un curieux volume de M. Ed. de Barthélemy, publié à la librairie Didier : *Sapho, le Mage de Sidon et Zénocratre*. C'est une étude très intéressante sur la société précieuse et trois de ses membres les plus célèbres : Mademoiselle de Scudery, l'Évêque Godeau et Isarn. M. de Barthélemy reconstitue la biographie presque inconnue de ce dernier personnage, et a rassemblé un grand nombre de pièces inédites des plus piquantes.

* * *

M. Denis vient de faire paraître chez notre éditeur de curieuses *Recherches bibliographiques et historiques sur les Almanachs de la Champagne et de la Brie*, en les faisant précéder d'un très bon essai sur l'histoire de l'Almanach en général. Imprimé avec un véritable luxe typographique, et avec encadrements, c'est un véritable bijou bibliographique. Le travail de M. Denis est des plus intéressants pour notre province. C'est Troyes qui fut le berceau de l'Almanach en Champagne, et l'on sait avec quel empressement on recherche les éditions gothiques sorties des presses troyennes. Le premier de ces monuments est le *Grand Kalendrier, et compost des bergiers avec les astrologie et autres choses proufitables*. Troyes, petit in-f°, Nicolas le Rouge, 1510, avec figures sur bois. Beaucoup plus tard, il nous faut mentionner les excellentes *Ephémérides troyennes*, publiées par Grosley de 1757 à 1768, continuées jusqu'à 1790 par Courtalon, Delaitre et Simon.

Dans la Marne, Bocquillon imprima, à Châlons, un diurnal en 1491. Puis il faut sauter à 1752 pour trouver l'*Almanach de Reims*, qui se continua jusqu'en 1760, et reprit de 1761 à 1792. Châlons eut ses *Tablettes topographiques*, de l'Abbé Siucer, en 1757 et 1758 très-recherchées de nos jours. L'*Almanach de la Marne* commença à paraître en l'an IX et l'on sait l'importance historique qu'il a prise depuis 1806, comparable à l'*Annuaire de l'Aube*, qui remonte seulement à 1826.

Le premier almanach ardennois date de 1767 et parut à Bouillon, sous le titre d'*Almanach philosophique*. L'Almanach du département parut de 1832 à 1847.

Dans la Haute-Marne, nous trouvons le *Compostet Manuel Kalendrier*, publié à Langres par Jehan des Preys, le 10 décembre 1582, rédigé par Tabourot. Divers almanachs ont paru dans notre siècle ; les plus importants sont ceux dits du département de la Haute-Marne de 1837 à 1846.

Nous félicitons vivement M. Denis, en espérant qu'il ne nous fera pas trop attendre la seconde édition de sa bibliographie champenoise qu'il nous promet depuis longtemps.

* * *

TROIS PAGES DE L'HISTOIRE DE REIMS, EN 1879, par Vindex. — Un volume in-4°, papier anglais, caractères elzéviriens, Reims, Renard.

Sous ce titre, un bibliophile a fait paraître au mois de juin dernier la collection de tous les articles de journaux et de tous les documents officiels relatifs aux *Trois Pages de l'Histoire de Reims* auxquelles il fait allusion, savoir : 1° l'interdiction des processions de la Fête-Dieu ; 2° la liberté laissée aux fêtes civiles et à leurs cortéges, à l'époque de la Saint-Louis ; 3° enfin, les divers incidents qui se sont produits à Reims à l'occasion de la fête des Morts, l'année dernière.

La réunion en un seul dossier de toutes les pièces du procès permet de juger avec une connaissance de cause d'autant plus parfaite que l'incident du jour ne fait pas oublier celui de la veille, comme cela arrive quand on apprend les choses à mesure que les journaux les publient.

Le volume, édité avec luxe, encadré de noir, parce que, dit l'auteur les pages qu'il publie, sont des pages de deuil, a été tiré à un très petit nombre d'exemplaires.

Dès aujourd'hui, il est une de ces curiosités bibliographiques que tous les amateurs voudront posséder ; nous leur prédisons que dans quelques années elle sera sans prix.

Du même auteur :

« *Valets, vous faites une triste besogne !!!* in-8° (Paris et province, chez tous les honnêtes gens.)

De la même plume est sortie la brochure appréciée ainsi par un journal de Paris :

« *Valets, vous faites une triste besogne !!!* tel est le titre d'une courte et vigoureuse brochure qui s'adresse, dit l'auteur à tous les honnêtes gens. Le titre fait prévoir que la brochure est vive.

CHRONIQUE

Conseil municipal de Reims, séance du 3 novembre. — Travaux de restauration a la Cathédrale. — M. Courmeaux expose les faits suivants :

Il y a six ans environ, MM. les architectes constatèrent que les couronnements des contreforts de la cathédrale ainsi que la galerie extérieure qui règne le long des façades latérales, menaçaient ruine.

A la suite de ces constatations, l'Assemblée nationale vota un crédit de deux millions échelonnés par annuités de 200,000 francs pour subvenir aux réparations de l'incomparable monument qui excite l'intérêt et l'admiration de tous, soit au point de vue historique, soit enfin au point de vue esthétique.

Peu après, les travaux, dont l'urgence était trop bien établie, commencèrent sous la direction supérieure de M. Millet, qui est décédé il y a 18 ou 20 mois.

C'est en 1878 que la façade latérale sud (côté de l'archevêché) fut découverte, et c'est alors que les archéologues, ecclésiastiques ou laïques, contemplèrent avec stupéfaction la galerie qu'on venait d'édifier.

Elle ne ressemblait nullement à l'ancienne que tous s'attendaient à voir reparaître.

Sous prétexte de rentrer strictement dans le style initial, caractéristique du treizième siècle, et convaincus qu'ils faisaient mieux que leurs devanciers qui avaient construit ou reconstruit la galerie après le fameux incendie de 1481, MM. les architectes s'étaient permis de créer, d'innover sans respect pour la tradition consacrée par quatre siècles.

Sans trancher, ni même effleurer le point de savoir si leur œuvre est plus ou moins la pure expression de l'art ogival au XIIIe siècle, on peut hardiment affirmer que la question n'est pas là.

En matière de restauration de monuments historiques, un principe, une règle inviolable domine toutes les considérations même esthétiques.

Restaurer, c'est copier, c'est refaire, c'est reproduire scrupuleusement ce qui menace ruine. Comprendre autrement les restaurations, c'est altérer la physionomie des monuments, c'est fausser l'histoire, c'est ouvrir la porte aux fantaisies les plus déplorables.

De quel droit, en effet, vient-on falsifier l'aspect d'un édifice que, depuis si longtemps, des dessins et des gravures sans nombre représentent dans l'état où nos ancêtres nous l'ont transmis? Alors même qu'on ferait mieux que ce qu'ils ont fait, n'y a-t-il pas là une sorte de

délit artistique, un acte de lèse-majesté de l'histoire, enfin une sorte de vandalisme officiel ?

Que de pareils actes s'accomplissent sans protestation et avec l'aide des architectes subséquents, leurs successeurs, plus audacieux encore, finiraient par traiter une merveille d'art comme on fait du *couteau de Jeannot !*

Il paraît indispensable que le Conseil municipal intervienne pour couper court a ces abus. Sur ce terrain, nous devons être unanimes.

Déjà il y a deux ans, M. le Maire, se faisant l'organe des plaintes trop légitimes émanées de l'Académie de Reims, a adressé à M. le Ministre des Beaux-Arts une lettre qui posait nettement la question.

Il ne s'agit pas de démolir ce qui est fait malheureusement, mais de préserver la façade latérale Nord, et il n'est que temps !

Après avoir lu la lettre de M. le Maire, M. Courmeaux demande au Conseil d'exprimer un vœu tendant à obtenir du Ministère et des Conseils compétents la *reconstruction pure et simple de l'ancienne galerie extérieure, sur le côté septentrionale.*

M. Fossier dit que la question qui occupe le Conseil est très-délicate.

La galerie méridionale exécutée par M. Millet, dans le style du XIIIe siècle, est loin d'être sans mérite. Beaucoup d'architectes et d'archéologues trouve qu'elle s'harmonise mieux que celle septentrionale avec l'ensemble de l'édifice.

Il n'est pas prouvé que la galerie construite après l'incendie de 1481 existât, avant cette époque, telle que nous la voyons.

Quand on se figure ce qu'était notre cathédrale au XVe siècle, avec sa flèche centrale dominant tout l'édifice, et ses quatre flèches des transepts, construites en bois et plomb, il n'est pas téméraire de penser que les parties élevées sur les plans de Robert de Coucy ne fussent couronnées de leur galerie.

Malheureusement, si cette galerie a existé, on n'en connaît aucun dessin, et il n'en est resté aucune trace.

Les trois arcades qui se trouvent à la base de la tour Nord ont servi de point de départ pour la construction des travées de la galerie du XVe siècle, et l'on s'en est inspiré pour la composition des pinacles. Car il faut remarquer qu'il n'existe aucun dessin ou fragment de ces pinacles. et il n'est pas du tout établi qu'ils aient été reconstruits dans leur forme primitive, en admettant l'existence de cette galerie avant l'incendie ; d'autant plus que leur plan prismatique s'adapte mal à l'amortissement rectangulaire qui leur sert de base.

M. Millet a construit les nouveaux pinacles sur un plan en rapport avec les amortissements qui les supportent, et c'est aller beaucoup trop loin que de signaler comme désastreuse l'œuvre de restauration de notre cathédrale.

La question n'est pas de savoir laquelle des deux galeries est le mieux en harmonie avec le style de l'édifice : elle doit être envisagée

sous un autre point de vue. Les galeries du xve siècle sont, comme tracé, d'une rare élégance, et, bien que leur exécution laisse beaucoup à désirer, elles auraient dû être conservées intégralement.

C'est une œuvre qui nous a été léguée par nos ancêtres, qui est unique en son genre, que tout le monde connaît, et qu'il faut admirer au sommet de l'édifice qu'elle couronne, et non dans un musée.

Lorsqu'il s'agit de restauration, les architectes doivent, autant que possible, respecter ce qui existe et s'efforcer, non pas à traduire le monument qu'ils sont appelés à restaurer, mais à rétablir les formes qui portent l'empreinte des siècles.

Il propose d'émettre un vœu conforme, dans sa conclusion, à celui de M. Courmeaux.

Après un échange d'observations entre M. le Maire, MM. Courmeaux, Fossier, Doyen et Thomas,

Le Conseil,

Considérant que la galerie du xve siècle, qui couronne la façade septentrionale de la cathédrale, est une œuvre unique, d'une rare élégance et consacrée par le temps,

Emet le vœu que cette galerie soit scrupuleusement reproduite.

(*Courrier de la Champagne*).

* * *

Société des amis des arts de Reims. — Exposition de 1880. — Les peintres rémois. — Nous citerons au premier rang M. Rigon qui, depuis longtemps, a obtenu chez nous des lettres de naturalisation, et qui y a fait souche d'élèves et de bons élèves.

Cet artiste vient de faire en Italie un voyage essentiellement artistique, et il en est revenu avec de nombreux matériaux, force ébauches et esquisses, qui n'attendent qu'une occasion favorable pour éclore et se produire au grand jour, comme les trois sujets vénitiens qu'il a exposés sous les n°s 696, 697 et 698 : *Fête de Paroisse au Castel*, Vue prise (et non pas *Une Prise*, comme dit le livret) à *Fondamente Nuovo*, et le *Grand-Canal*, ce dernier acheté pour la loterie de l'Exposition. Ce séjour en Italie semble avoir transformé le talent de M. Rigon. Cette vue du *Grand-Canal* de Venise est magnifique de couleur et de lumière. La splendeur du ciel se reflète dans les eaux, rendue plus éclatante encore par des oppositions heureusement ménagées. Dans ses tableaux, l'artiste ne recherche par le fini, le léché ; il procède par contrastes et arrive à des effets combinés de lumière et d'ombre d'un aspect qui frappe agréablement l'œil à distance. Toutes ces qualités se retrouvent plus ou moins accentuées, dans les trois remarquables toiles que nous avons signalées.

M. Rigon fait mentir le proverbe : tel maître, tel élève. Il a fait chez nous, nous l'avons dit, de bons élèves, mais dont aucun ne reproduit la manière du maître, qui ont tous leur cachet d'originalité.

Le premier de ces élèves est M. Armand Guéry, dont nous admirons — le mot n'est pas exagéré, — deux remarquables tableaux, deux paysages bien choisis et d'une exécution qui donne les plus belles espérances. Le premier (382) est une vue des *Roches de la Semoy*, à Tournaveaux (Ardennes). L'aspect est à la fois grandiose et pittoresque : on y trouve de la vie, de la vérité, en même temps que de la correction et de la couleur. Mais nous préférons encore le n° 383, une *Matinée d'Eté à Sept-Saulx*. Quel admirable petit coin de la vallée de la Vesle ! Le ciel, les arbres, les hautes herbes et l'étang, légèrement voilés par une sorte de buée vaporeuse et transparente, que les feux naissants du soleil sont en train de dissiper : tout y est frais, ravissant, poétique. Nous félicitons M. A. Guéry d'un coup d'essai qui est presque un coup de maître, et nous lui conseillons vivement de cultiver ces heureuses dispositions, si riches de promesses.

Un autre élève de M. Rigon est M. Delsuc, qui a exposé un *Intérieur de Ferme* (280) et une *Vue de la Suippe* (281). Il ne cherche pas à idéaliser ses sujets, il est plutôt réaliste ou naturaliste, comme on dit maintenant. Il reproduit avec fidélité tous les détails. Sa vue de la Suippe est d'un heureux effet.

M. Daux, élève de M. Cabanel, est un artiste épris surtout de la couleur. Ses deux toiles (258, 259), *Sous les Cerisiers*, *Femme endormie*, nous représentent le même modèle sous deux aspects bien différents, mais d'une magnifique carnation. Il y a, dans la dernière, un raccourci du bras droit très bien réussi.

Nous rencontrons à l'Exposition des œuvres de quelques professeurs de la ville.

M. Parmentier, qui fait le cours de dessin à la Société Industrielle, a envoyé un petit tableau représentant une *Cabane de Douanier à Saint-Pair*, près Granville (Manche). Paysage un peu monotone, pas de qualités saillantes, mais exécution soignée.

M. Messieux, récemment promu à la direction du cours municipal de dessin, a exposé deux petits tableaux, *Fruits* et *Fleurs* (565, 566), une tête étude (564) et trois portraits (567, 568, 569). Nous avouons préférer de beaucoup les dessins aux peintures. Les trois portraits dénotent un éminent talent de dessinateur.

Un jeune homme, M. Maurice Boucton, expose (n° 101) un *Paysage* (*Environs de Chenay*), et (n° 102) une aquarelle : *la Vallée-au-Blé*. Cette dernière est faible et insignifiante : je préfère de beaucoup le premier. On voit que c'est l'œuvre d'un élève, mais d'un élève qui a d'heureuses dispositions.

Un autre jeune Rémois, M. Louis Schmit, aborde un genre beaucoup plus élevé. Son grand tableau biblique *Isaac et Rebecca* est une composition très compliquée, beaucoup trop compliquée pour les essais d'un débutant. Nous croyons que ce jeune artiste ferait bien d'étudier, d'étudier encore. La vue de l'*Aisne à Evergnicourt* est mieux réussie, quoique laissant encore bien à désirer.

Donnons encore en passant un coup d'œil aux deux *petits Chiens* bien pomponnés, bien frisottés de M. Marcelin Mathieu (n° 561), ainsi qu'aux *Chrysantèmes* et aux *Roses* (n°s 542-543) assez bien venues, de Mlle Ernestine Maingot, et arrivons à des productions d'un ordre plus élevé. *Paulo majora canamus.*

Voici venir un grand artiste, un membre de l'Institut, le célèbre directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, M. Paul Dubois, qui, malgré la haute position qu'il occupe, n'oublie pas qu'il est Champenois, et envoie fidèlement quelques-unes de ses œuvres à chacune de nos expositions rémoises.

Nous trouvons de lui, aux n°s 306 et 307, sous la modeste dénomination d'études, deux têtes de femmes, deux merveilles, ravissantes de charme et d'expression. Il y a surtout une tête bretonne, pleine à la fois de candeur, de mysticisme et de résolution. Non-seulement c'est magnifique comme peinture, mais, ce qui nous plaît davantage, c'est le caractère, le sentiment, l'idée qui se révèle dans ces deux physionomies.

Un autre artiste champenois, c'est M. Juglar, de Châlons-sur-Marne. Sa *Leçon de plain-chant* (447) est une très jolie scène de genre. La commission l'a acheté pour la loterie, et ce tableau en sera certainement l'un des lots les plus enviés. Son second tableau. l'*Espion* (448), qui a figuré au dernier Salon Parisien, est une toile d'une certaine valeur. Les détails sont soignés : toutefois, la scène principale, celle qui fait l'objet du tableau, ne se détache pas assez sur l'ensemble.

M. Marion, qui pendant quelques années a été l'ingénieur de la ville et a laissé chez nous d'excellents souvenirs, M. Marion, disons-nous, consacre aux beaux-arts les loisirs que lui laissent les ponts et chaussées. Nous l'avons déjà cité comme l'auteur des motifs d'après lesquels M. Wéry-Mennesson a exécuté en fer repoussé le *Morion* et le *Gorgerin*, signalés plus haut. Il a de plus envoyé à notre exposition deux toiles remarquables, un portrait en pied admirablement réussi d'une toute jeune rémoise, Mlle D... (550), et une vue de nuit d'un port de mer, *Marée haute* (551), avec des reflets fantastiques sur les flots de la lune et des fanaux.

Mentionnons encore, avec éloges bien mérités, les deux natures mortes *Fleurs* et *fruits* (108, 109) de Mlle Caroline Bouffay, une artiste qui fait honneur à sa ville natale, et dont les œuvres figurent avec distinction chaque année dans les expositions parisiennes. Les *fleurs* et *fruits d'automne* révèlent un pinceau délicat et expérimenté.

Tout près, je rencontre un fort joli paysage (110) de notre bien regretté Louis Boulangé, de Verzy. Donnons en passant un souvenir sympathique au compatriote et à l'artiste.

M Détouche fils a exposé sous le n° 289, une grande toile intitulée : *Un Fait divers.* La catastrophe se passe dans la banlieue parisienne, aux bords de la Seine. Un joyeux festin se trouve subitement et désagréablement interrompu par l'arrivée d'un commissaire de

police, suivi de deux agents. L'un des convives se tire en pleine poitrine un coup de revolver, tandis que les autres s'exclament épouvantés. C'est très dramatique comme composition, mais l'expression n'est pas à la hauteur ; et, de plus, il règne dans tout le paysage des tons pâles et verdâtres qui ne nous semblent pas heureux.

M. Détouche père nous a envoyé deux tableaux, entre autres une allégorie à cinq figures, qu'on nous dit représenter la *République*. Nous avouerons en toute humilité n'en avoir que très médiocrement goûté l'exécution. Notre ancien compatriote était jadis mieux inspiré.

Nous n'oublierons pas d'admirer en passant le joli portrait de Mlle Rose Bunzli, intitulé la *Leçon de Chant*, et fait par son mari, M. Louis Delaunay.

Vouziers nous a fourni quelques portraits qui sont loin d'être sans mérite.

Citons de Mme Marie Oswald le beau portrait de Mlle C... (631), et de Mlle Virginie Allart, celui de Mlle L. P... (7), et la *Liseuse* (8), dont la tête est d'une très belle expression.

Un jeune architecte, M. Arthur Stein, a exposé des plans et dessins d'un monument d'architecture arabe, d'un dessin très correct et d'un heureux effet (n° 758).

Deux photographes rémois ont pris part à l'exposition.

Nous voyons de M. Bordéria (99 et 100), des photographies couleurs et divers portraits bien réussis.

L'exposition de M. Trompette a plus d'importance. Elle renferme trois vues de la propriété de Mme veuve Pommery, et trois autres de celle de M. Quenardelle-Lavis. C'est tout bonnement magnifique ; mais, ce qui est plus beau encore, c'est un intérieur de l'Eglise Saint-Remi.

La grandiose architecture de notre vieille basilique s'y étale d'une façon saisissante, avec une admirable pureté et netteté de lignes. A côté de cette merveille, en voici une autre, d'un genre tout différent. C'est un magnifique portrait de bébé, obtenu inaltérable et par un procédé instantané. Quel que soit du reste le procédé, le résultat est ravissant : c'est le charme enjoué, c'est la grace naïve, c'est la beauté enfantine prise sur le fait et fixée sur le papier.

Nos compliments à M. Trompette de ce précieux résultat.

(Courrier de la Champagne).

* * *

Les cartulaires des archives de la Haute-Marne. — Quoique la *Semaine religieuse de Langres* ne soit pas un recueil consacré aux études historiques, elle renferme cependant quelques travaux intéressants à notre point de vue spécial. Lorsque j'aurai fini de parcourir les vingt-huit tomes dont se compose actuellement la collection, je me ferai un plaisir de vous signaler ces rares articles. Aujourd'hui

j'appellerai l'attention des historiographes champenois sur le passage suivant que je relève page 98 du tome II de l'année 1866 :

« Il se publie à Paris..... une excellente Revue des questions historiques, au point de vue catholique, par M. de Beaucourt....

« M. Léon Gauthier, ancien archiviste de la Haute-Marne, et surtout catholique zélé et savant, applaudit à ces utiles études.... A ces félicitations sincères, le savant archiviste joint les plus sages conseils sur la nécessité de remonter aux véritables sources historiques, qui sont les chartes authentiques étudiées au flambeau : 1° de la Paléographie, 2° de la Diplomatique. Ce n'est que sur ces bases solides que peut s'appuyer une critique judicieuse et la sage appréciatien de l'historien par rapport aux faits....

« Ainsi M. Léon Gauthier nous dit qu'il *a trouvé aux archives de Chaumont d'admirables cartulaires des* x^e^, xie *et* xiie *siècles, presque tout remplis de faussetés, et même de bulles de Papes audacieusement fabriquées, au sujet de la célèbre abbaye de Montiérender*, fondée au viie siècle. La diplomatique seule a pu lui révéler les mensonges de ces pièces et le préserver de l'erreur.... »

Ce dernier paragraphe m'a littéralement frappé de stupeur. Quelle confiance, en effet, doit-on désormais ajouter aux ouvrages publiés jusqu'à ce jour sur l'histoire de la Haute-Marne au moyen-âge, puisque les auteurs ont *spécialement* puisé leurs documents dans les cartulaires, qui leur offraient une lecture plus facile que les originaux tout en abrégeant le temps consacré aux recherches des pièces ; quelle confiance, dis-je, leur accorder, si les cartulaires des archives de la Haute-Marne sont *tout remplis de faussetés*. Il faudra en outre, et surtout, rejeter toutes les monographies de nos abbayes, car elle ont accepté, sinon toutes les chartes seigneuriales, du moins toutes les bulles pontificales qui les intéressaient.

En 1866, tandis que M. Gautier élevait son accusation de faux, M. Arcelin, alors archiviste de la Haute-Marne, publiait chez Aubry un ouvrage : *Les Bulles pontificales des archives de la Haute-Marne* (in-8 de viii-72 p.) Cette étude diplomatique, paléographique et historique est basée sur 284 bulles du ixe au xviiie siècle, qui proviennent de la plupart des fonds d'établissements religieux.

L'auteur consacre tout d'abord une notice spéciale à sept chartes antérieures à la deuxième moitié du xie siècle, et cependant il ne suspecte l'authenticité d'aucune d'elles, bien qu'il avertisse le lecteur qu'il les a *empruntées au cartulaire de l'abbaye de Montiérender*, et que dans quelques-unes, il reconnaisse des erreurs de copie.

Dans l'étude des bulles postérieures au pontificat de Léon IX, M. Arcelin note aussi des erreurs ou des irrégularités ; il cite par exemple un titre d'Urbain II pour Molêmes, qui « n'est point un original, mais une copie ou plutôt un *fac-simile* fort exact du xie siècle » ; une bulle de Pascal II en faveur de Montiérender, écrite en caractères lombardiques, au sujet de laquelle il reconnaît que « c'est une chose étrange

que ce caractère archaïque des bulles de Pascal II » ; un titre d'Honorius II pour Montiérender qui « lui paraît authentique malgré l'étrangeté de sa forme » ; etc. Mais nulle part nous ne voyons la moindre mention de suspicion, c'était cependant ici le cas, ou jamais, de mentionner les fausses bulles.

Que conclure? comme la Semaine religieuse de Langres, mais dans un autre sens qu'elle, disons avec Gœthe : *de la lumière! de la lumière!*

Arthur DAGUIN

* * *

Saint-Dizier, le 18 octobre 1880.

Monsieur le Secrétaire-gérant,

Maire de la ville de Saint-Dizier en l'année 1870, date funeste de la guerre franco-prussienne, je ne puis, pour l'honneur de la ville que j'administre encore aujourd'hui, laisser s'accréditer les faits que vous reproduisez dans le numéro du mois d'août 1880 de votre revue.

Dans ce numéro vous rappelez, dites-vous, un *épisode intéressant* de cette guerre, tiré du journal le *Luxemburger Leitung* du 15 mai 1876, sous la traduction de M. Aubriot, professeur au collège de St-Dizier.

Je donne à tous les faits qui constituent cet épisode, le démenti le plus formel. Rien n'est vrai dans le récit du *Luxemburger Leitung*. Il n'est pas vrai que l'empereur Guillaume soit venu à Saint-Dizier pendant cette guerre ; il n'est pas vrai qu'un seul de mes concitoyens ait sollicité près de moi ni près de qui que ce soit, l'honneur de loger des officiers prussiens, dont les régiments occupaient alors la ville.

La *Gazette le Luxemburger* avait bien le droit de mystifier ses lecteurs par un récit fantaisiste ; mais je regrette qu'un journal français s'en soit fait l'écho.

Je suis profondément attristé de voir qu'un professeur de notre collège, résidant depuis longues années à Saint-Dizier et qui sait avec quel patriotisme les habitants de cette ville se sont conduits pendant l'invasion, ait traduit cette calomnie ridicule, et surtout l'ait rendue publique sans la faire suivre d'un énergique démenti.

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire, d'insérer la présente protestation dans l'un des prochains numéros de votre revue.

Recevez, Monsieur le Secrétaire-gérant, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Sénateur, Maire de la ville de Saint-Dizier,
ROBERT-DEHAULT.

* * *

C'est encore un artiste de notre contrée, un sculpteur de grand mérite, M. Chapu (Henri-Michel-Antoine), né au Mée (Seine-et-Marne) qui est l'auteur de la belle statue de Jean Cousin, qui vient d'être élevée sur une place de la ville de Sens (Yonne). L'artiste universel dans les arts, est représenté debout, tenant un compas avec lequel il mesure une figure antique ; les attributs des trois arts qu'il

cultiva accompagnent cette statue, laquelle est d'un grand style, et fait un nouvel honneur à M. Chapu, si connu déjà par le monument de l'artiste Regnault.

Il a été prononcé par M. Barbey de Jouy, au nom de l'Académie des Beaux-Arts un bel éloge de Jean Cousin, qui a été applaudi et apprécié ; Monsieur Chapu a reçu de sincères et vifs applaudissements des personnes marquantes réunies à cette cérémonie ; on peut dire qu'il a eu un talent précoce, ayant eu le grand prix de Rome à 22 ans en 1855, quand la généralité ne l'obtient que de 27 à 29 ans.

Adolphe VARIN.

***

L'église de Vitry-la-Ville (Marne) que l'on répare actuellement, renferme une nef du XIIe siècle fort remarquable. Le portail plus récent vient d'être reconstruit. En fouillant ses fondations on retrouva les débris d'une pierre tombale semblable aux plus belles de la cathédrale de Châlons. Les restes de l'inscription donnent les documents suivants :

« Hic jacet Odo presbiter qui..... ætatis ejusdem..... justus humilis sobrius qu..... perpetuam donet ei requiem. Ob. Anno Ani MCC. »

Ce prêtre est représenté vêtu de sa chasuble, tenant le calice dans la main gauche et élevant de la droite l'hostie au-dessus. Ses pieds sont appuyés sur un chien. Le dessin est d'une exécution fort belle.

La pierre mesure 2 mètres 75 de hauteur et 1 mètre 30 de largeur ; elle porte des traces d'incendie.

***

Le Conseil municipal de Reims vient enfin de décider la réparation des dégâts causés à l'une des flèches de l'église de Reims sur laquelle la foudre est tombée dans la nuit du 2 au 3 août dernier.

***

Parmi les fragments inédits des papiers de Saint-Simon, publiés dans l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France, par M. de Boislisle, nous recueillons l'anecdote suivante qui intéresse notre province :

« Le bon Langres. — L'abbé de Gordes, évêque de Langres en 1671, mort le 21 novembre 1695.... était un gros joueur en toutes sortes de jeux. M. le Grand et quelques autres de cette distinction qui vivoient fort avec lui, lui gagnèrent un hiver beaucoup d'argent au billard. Il ne dit mot, paya et s'en alla à Langres, disant qu'il y demeureroit longtemps pour se remettre à flot. Il y avoit un billard dans le plus grand secret du monde et s'y exerça six mois pour porter son défi. Revenu à la Cour, la même partie de billard lui fut proposée. Il dit qu'on se moquoit de lui, qu'il s'y étoit ruiné avec eux,

qu'il venoit de son diocèse où ses prêtres ne lui avoient point appris le billard (et il disoit vrai). Il se fit bien prier et importuner, enfin, comme de guerre lasse, il se laissa fléchir. Il les amorça par quelques parties qu'il se laissa perdre, puis voulut quitter de colère ou tripler le jeu qui étoit déjà gros. Ces messieurs, contre qui il étoit seul, furent ravis de cette furie de pique. Alors, le bon prélat joua de son mieux et gagna quatre fois plus qu'il n'avoit perdu l'année précédente. Les perdants ne pouvoient en revenir d'étonnement et s'opiniâtrèrent si bien contre ce qu'ils croyoient hasard, qu'ils s'enfilèrent de la sorte. On s'est aperçu du manége du bon évêque dans son diocèse. Il l'avoua ; on en rit fort et il se moqua d'eux. »

* * *

M. Moreau continue ses magnifiques découvertes dans l'Aisne. Il vient d'attaquer un nouveau cimetière au Martois (commune de Breny, canton d'Oulchy) et il y a exploré 1370 tombes. Ce cimetière est franc et romain, contenant des sépultures à inhumation et d'autres à incinération. On a recueilli 50 francisques, autant de vases en verre, un bien plus grand nombre en terre et une seule monnaie gauloise, attachée à un collier mérovingien — la monnaie à l'homme tenant un torque d'une main et une torche de l'autre et beaucoup de monnaies romaines de Trajan à Zénon ; de beaux bijoux garnis d'or et de grenats, un seau de bois avec cercle de fer et un pliant en fer, nombre de silex taillés. Les fouilles continuent.

* * *

A propos de l'excursion faite au camp d'Attila pendant le congrès de Reims, le chroniqueur de la *Revue archéologique* fait remarquer qu'aucun savant français ne croit plus à la présence d'Attila dans le retranchement de Cheppe, reconnu pour un ancien oppidum, portant du IXe au XVIIe siècle le nom du *Viel-Chaalons*. Cette bataille a eu lieu positivement entre Troyes et Orléans.

* * *

Au mois de juillet dernier, M. A. de Barthélemy a été admis à lire à l'Académie des inscriptions une note sur une monnaie gauloise, en argent, frappée au nom du chef cadurque Lucterius et trouvée à Cuzanne (Lot). Après avoir établi que le prototype de cette pièce où le nom du chef est écrit en lettres romaines, se retrouve dans une monnaie romaine et diffère démesurément d'autres monnaies du même chef, paraissant plus anciennes, M. de Barthélemy conclut que les monnaies de Luctérius connues jusqu'ici ont été frappées par le lieutenant de Vercingétorix entre le moment où celui-ci prit la direction de la guerre nationale et la prise d'Uxellodunum, tandis que la monnaie de Cuzanne, plus récente, serait postérieure aux évènements et daterait d'une époque où Luctérius s'était rallié aux Romains.

Le congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique qui s'est tenu à Lisbonne du 21 au 30 septembre dernier, a eu un incontestable succès et les questions les plus graves y ont été savamment traitées. Notre collaborateur, le baron Joseph de Baye qui y remplissait la fonction de secrétaire pour la section française, a traité des instruments en pierre à l'époque des métaux. Nous signalerons aussi les mémoires de MM. Bellucci sur le culte de la pierre, Millescamps sur les silex taillés et emmanchés de l'époque mérovingienne ; Vilasco y Santes sur les enterrements préhistoriques en Espagne ; Fiejao sur une femme microcéphale ; Henri Martin sur le type ethnique et anthropologique des Ibéres ; Ferreira sur les peuples préhistoriques du Portugal ; Arcelin sur l'ancienneté de l'homme dans la vallée de la Saône, etc.

* * *

Nous trouvons dans le *Figaro* un détail curieux à enregistrer. Le premier ouvrage inédit que Rossini ait écrit pour la France, est un opéra italien de circonstance. *Il viaggio à Reims* (le voyage à Reims), galanterie musicale improvisée en l'honneur du sacre de Charles X. L'œuvre admirablement interprétée et remplie de véritables beautés, renfermait en réalité deux parties : la pièce officielle et la pièce artistique. C'est avec celle-ci que Rossini composa, à l'aide du libretto de Scribe, le *Comte Ory*, joué en 1828 et dout on connaît l'éclatant succès.

* * *

Il existe à Rome un tombeau érigé en l'église de Sainte-Marie-du-Peuple à Jean de Montmirel, évêque de Vaison, referendaire du pape Sixte IV, né à Chaumont (Haute-Marne) en 1409, mort à Rome en 1479.

En 1869 il en fut fait un moulage et ce tombeau est posé contre le mur de la chapelle des fonts baptismaux de l'église de Chaumont (Haute-Marne)[1].

Cette pierre est d un beau style, rappelant la renaissance italienne, le vêtement est très-orné, le personnage debout a la tête appuyée sur un coussin et un livre, la mitre est sur sa tête et ses mains croisées plus bas que la poitrine ; la plus grande bordure est faite par un enroulement de branches et feuilles de chêne et sur la plus petite bordure se trouve l'inscription concernant le personnage, qui est sculpté en bas-relief d'un style sans caractère. AD. VARIN.

* * *

UN RECEVEUR INFIDÈLE EN 1734 A CHALONS. — Nous n'avons certes pas l'intention de relever, dans nos archives judiciaires, tous les

1. Ce moulage fut donné par M. Auguste Foissy.

procès que les gens de finance ont pu s'attirer pour faits délictueux relatifs à leur gestion. Nous ne savons pas s'ils sont nombreux, mais nous croyons que la relation en serait peu intéressante.

Nous ne citerons celui-ci qu'à cause de son ancienneté; nous avons cru devoir donner asile à un dossier égaré qui n'a certainement, que par hasard, échappé à la destruction. Un dossier judiciaire du XIVe siècle est chose rare dans nos archives locales, et nous croyons qu'on en chercherait vainement un second.

Voici les faits relatés au procès dont il s'agit :

Arnault le Tappie, bourgeois de Châlons fut, en l'an 1363, investi des fonctions de receveur des aides pour le diocèse de Châlons. Il exerçait sa charge depuis une dizaine d'années sans que rien fît prévoir que sa carrière dut se terminer par une catastrophe.

Se livrait-il en secret à des spéculations hasardeuses, fit-il des acquisitions de propriétés qui ne lui rapportèrent point le revenu qu'il en attendait, fit-il des dépenses exagérées ? C'est ce qui n'est point connu, mais il est certain qu'en 1374, pressé de verser certaines sommes au trésor royal, il ne put y satisfaire, bien que par les écritures qu'il avait fournies il se reconnût débiteur d'une somme assez élevée.

Ce refus ou cette impossibilité donna l'éveil, et un commissaire des aides fut dépêché vers lui pour procéder à la vérification de ses comptes.

Celui-ci arrivé à Châlons en mars 1374 releva, à la charge du sieur le Tappie, un déficit de 2,534 livres *ou environ* comme on disait à cette époque de comptes peu surs. Peu après survint une lettre de Jehan de Clamecy écuyer prévot de Laon portant ordre de mettre arret sur les biens dudit Le Tappie. Cet ordre fut apporté et exécuté par Jehan Durant, sergent de ladite prévoté, qui mit les biens qui lui furent déclarés sous la garde du prévôt du ban Saint-Pierre de Châlons.

L'affaire fut évoquée devant la Cour des aides qui, après examen, envoya Gautier le Senéchal, sergent à cheval du Châtelet de Paris avec mission de faire emprisonner le receveur et de procéder à l'inventaire rigoureux de ses biens.

Arnault le Tappie n'attendit pas l'issue du procès, il mourut dans sa prison et ses biens furent vendus à l'encan en janvier 1375.

Voici le texte de la lettre royale qui fut donnée à cette occasion :

« Charles par la grace de Dieu roy de France. A notre amé sergent d'armes Lorent de Limage, salut.

« Comme Arnault le Tappie, bourgeois de Chaalons, naguère alé de vie à trespassement, pour le tems qu'il vivoit fust et eust estre nostre receveur au diocèse de Chaalons sur le fait des aides des guerres par le temps de dix ans ou environ, et pour savoir l'estat de la recepte dudit receveur nos amés et féaulx les généraux conseillers sur le fait desdites aides eussent mandé ledit deffunct et veu son estat sur le fait de toute sa recepte, par la fin duquel leur a apparu ycellui deffunct

estre tenu envers nous en très grant et grosses sommes de deniers : Et pour ce eussent fait faire inventoire de tous ses biens tant meubles que heritaiges par Gautier le Seneschal nostre sergent à cheval du Chastelet de Paris et mettre la main à sa personne et arrester prisonnier ; assez tost après lequel arrest ledit receveur se laissa morir, sur la fosse duquel sa femme renonça à tous ses biens, ni depuis aucuns de ses amis, enfans ou autres ne soyent portés ne se portent ou veulent porter heritiers, pour doubte des grosses sommes esquelles iceluy deffunct estoit tenu à nous.

« Et pour ce lesdits biens demeurent comme espavez et se pourroient périr en l'état où ils sont si par nous n'estoit sur ce pourveu.

« Nous, considerans la nécessité d'avoir finance pour le fait de nos guerres et que ne voulant lesdits biens laisser périr, si comme il nous est dit qu'ilz ne peuvent païer la quarte partie de ce dont ledit deffunct estoit tenu à nous.

« Vous mandons de sans delay vous transporter audit lieu de Chaalons et partout ailleurs ou pourroit avoir heritaiges ledit deffunct et les vendre ou faire vendre au plus offrant et dernier enchérisseur.

« Donné à Paris le XVIIJ iour de décembre l'an de grâce III, CCC LXX IIIJ et le XIe de nostre règne.

« Par le roy : DAUNOY. »

Les biens d'Arnault le Tappie furent vendus, ils consistaient, d'après l'acte de vente :

1° En une maison, cour, jardin, grange, pourpris et appartenances, séant à Châlons au ban Saint-Pierre, maison appelée la maison du Châtelet.

2° 60 journées de terre sises au finage de Châlons.

3° Une pièce de vigne aux corvées Saint-Pierre.

4° Une petite maison au marché au blé.

5° Une maison devant la grille de Notre-Dame, alors occupée par Jehan des reliques.

6° Deux petites maisonnettes rue Rancienne.

7° Une maison sise devant l'église Saint-Antoine.

8° Un colombier sis en la ville de Courtisout.

9° Les biens meubles.

Les propriétés furent adjugées par un seul lot à Me Jehan Margnet, chapelain de l'église de Châlons, et à Cellesson le Claselier, moyennant la somme de 481 livres payée comptant plus un franc d'or. Quant aux biens meubles on n'y trouva ni vaisselle plate ni objets de prix, la vente qui en fut faite ne produisit que cent quatre livres six sols tournois. La lettre royale avait raison de dire que les biens d'Arnault le Tappie ne couvriraient pas *la quarte partie* de son déficit, ce chiffre ne fut en effet pas atteint.

L. GRIGNON.

* * *

Nous extrayons, dans le numéro d'octobre de la *Revue Britannique*, d'un article sur l'*Histoire anecdotique du piano*, par M. Spire Blondel, le passage suivant :

« Vers 1660, un organiste de Troyes, nommé Raisin, cherchant le moyen de soutenir sa nombreuse famille, fit faire un clavecin plus grand que tous les clavecins ordinaires, qui paraissait aller tout seul. Tout Paris courut voir cette merveille, et Louis XIV lui-même, curieux de connaître ce prodige, le fit venir à Saint-Germain. La reine assista à ces exercices. Mais cette machine étonnante lui causa une surprise mêlée d'effroi ; le roi, pour détruire cette impression, ordonna qu'on l'ouvrît sur-le-champ, et on en vit sortir un jeune enfant, fils de Raisin, qui commençait à se trouver fort mal de la privation d'air et de la longueur du concert. Ayant eu recours aux bontés de Louis XIV, auquel il exposa tout le tort que lui causait la divulgation de son secret, le roi, touché de sa position, lui permit d'établir une troupe d'enfants. »

* * *

M. Morel, dont on n'a pas oublié les fouilles en Champagne, les continue dans l'arrondissement de Noyon (Drôme), où l'on sait qu'il est receveur particulier des Finances. Le *Journal officiel* du 14 octobre rend compte des heureux résultats qu'il a obtenus sur le territoire de la commune de la Rochelle où il a découvert une station de l'âge de la pierre polie. « Au milieu d'un magma de terre noire, pierres et charbons, gisait un squelette dont on a retrouvé la tête sous un gros bloc de pierre. La boîte osseuse est d'une épaisseur énorme : le double environ de celle de nos crânes actuels. Evidemment, c'est de ces gens-là qu'on peut dire qu'ils avaient la tête dure ! A un mètre de profondeur à peu près se trouvaient une hachette en pierre verte polie, neuf flèches et huit couteaux en silex, une cinquantaine de couteaux cassés, mais portant ce que les archéologues appellent leur bulbe de percussion, c'est-à-dire un renflement caractéristique qui est la conséquence du procédé de clivage ; une dizaine de grattoirs et autant de lances ou pointes ; cinq autres plus petites ; une petite scie, finement retouchée; onze fragments de haches polies en jadéite et deux autres en silex ; des *nuclei*, c'est-à-dire des morceaux d'où l'on tirait les objets en silex et qui portent encore la trace du travail d'extraction ; deux percuteurs et bien d'autres objets que je néglige.

« La céramique est représentée par une trentaine de débris de vases variés, en terre grise et noire, fort grossière, sans ornements. Une dizaine de morceaux portent des renflements avec des trous de suspension, ou autres appendices faisant office d'anse. Avec cela deux *fusaïoles* en terre. Les fusaïoles sont de petits cônes doubles, percés d'un trou dans l'axe de révolution des cônes. On dit qu'ils servaient de fuseaux, ce qui ne serait pas impossible en passant dans le trou une broche de bois ou d'os. Mais ils pouvaient aussi servir à d'autres usa-

ges. Ils ne se trouvent que dans des tombes de l'antiquité la plus reculée. Schliemann en a rapporté plusieurs milliers de la Troade.

« Enfin M. Morel a trouvé encore 4 perçoirs en os et un manche d'outil en corne de cerf ou de bouquetin.

« J'allais oublier de vous mentionner l'intéressante découverte de quelques pointes de flèche en cristal de roche. »

*
* *

Pour son pauvre pays, depuis ses premiers jours,
Elle priait, priait comme on aime, et toujours !
Une voix lui parla dans la forêt des Chênes ;
Elle ceignit le fer, partit, brisa nos chaînes ;
Ensuite elle tomba dans les mains des méchants,
Le bûcher s'alluma pour la fille des champs,
Elle y monta.....

Ces vers d'Alexandre Soumet me revenaient à la mémoire comme je lisais les comptes rendus de la fête de Compiègne. Dans l'un de ces récits, je le veux croire fidèle, n'ayant pas assisté à la cérémonie, il est dit qu'au moment où la statue de Jeanne fut découverte on vit flotter au devant d'elle la bannière de Jeanne. Si ce fait est vrai, au déploiement de ce royal et pieux étendard les visages officiels présents à la cérémonie ont dû singulièrement grimacer.

Ecoutez donc, plutôt comme il était fait ce fier étendard. Il était en « boucassin », — tissu de fil fin et transparent, — orné de franges de soie. Le champ en était blanc, semé de fleurs de lis d'or. Sur l'endroit était peint Notre Seigneur, siégeant en majesté sur les nuées, tenant en main le globe du monde. De chaque côté un ange lui présentait un lis qu'il bénissait. A droite et à gauche séparée par la peinture, était cette inscription : *Jhesus Maria*. Sur l'envers, on voyait l'écu de France soutenu par deux anges, il fut béni en l'Eglise Saint-Sauveur de Blois.

Il avait été, disent les pièces du procès, exécuté à Tours, par Poulvoir, peintre, lequel reçut 25 livres tournois « pour avoir paint et baillé estoffes pour ung grand estandard et ung petit pour la Pucelle.» Ce petit étendard était le « pennon » de Jeanne, terminé en forme de pointe, également de couleur blanche. Sur ce pennon était figurée Notre-Dame, et devant elle un ange qui lui présentait un lis.

Son étendard, c'est elle-même qui le déclare à ses juges, elle l'a fait faire sur un ordre « d'en haut », « tout l'estandard estoit commandé par Nostre Seigneur, par les voix de sainctes Catherine et Marguerite qui disaient « Pren estandart de par le Roy du Ciel ». Son étendard, elle le chérissait « quarante fois plus que son épée ». Elle le tenait à la main, tout près de l'autel dans la cathédrale de Reims, durant le sacre de Charles VII.

Dès 1438, les habitants d'Orléans élevèrent un monument en l'honneur de leur libératrice, sur l'ancien pont de la ville. On l'appela

Bellecroix. Charles VII y était représenté à genoux, la tête découverte, les mains jointes, armé de toutes pièces et revêtu d'un manteau court: sa couronne était déposée auprès de lui, Jeanne, en face, à droite, également à genoux, les mains jointes. Entre le roi et Jeanne était une croix très simple au pied de laquelle une vierge assise soutenait les bras et la tête du Christ mourant. Ces quatre figures, en bronze, semblaient fixées sur une espèce de rocher. En 1562, les protestants brisèrent ce « calvaire » et le jetèrent dans la Loire. On entreprit de le restaurer en 1570. Des travaux nécessaires pour consolider l'ancien pont obligèrent à enlever, en 1745, ce monument qui resta oublié dans les magasins de l'hôtel-de-ville pendant vingt-cinq ans. En 1771 on replaça les figures, telles que je viens de les décrire, à l'angle de la rue Royale et de la rue Vieille-Poterie ; on y fit alors quelques changements. Enfin, — détail peu connu, — en 1792, on les enleva encore, et elles furent transformées en canons.

Montaigne qui passait à Domremy en 1581, dit dans ses Voyages. « Je vis le devant de la maisonnette où Jeanne naquit toute peincte de ses gestes, mais l'usage en avoit fort corrompu la peincture. » En 1756 on découvrit, près de la porte d'entrée de son humble demeure et presque cachée dans un mur, une statue qui représentait Jeanne à genoux, la tête nue et couverte de son armure et chose singulière, elle a de longs cheveux, tandis que presque tous ses historiens s'accordent à dire qu'elle les portait très courts pour être plus à l'aise dans la mêlée. C'est, croit-on, le seul monument ancien par lequel on puisse relever les traits de la Pucelle, à moins qu'on ne tienne à retrouver le portrait, que, suivant une tradition, on montrait dans la ville; je traduis : « Item, avons payé pour voir le tableau de la jeune fille qui a combattu en France, 24 deniers. » (*La Civilisation*).

* * *

Saint-Imoges. — Le dimanche 7 novembre prochain, Mgr l'Archevêque de Reims a bénit solennellement, dans la forêt de Saint-Imoges, le nouveau Chêne à la Vierge et la statuette de la Mère de Dieu, dons gracieux de la fabrique de la cathédrale de Reims.

Entouré d'une grille élégante, donnée également par la fabrique, propriétaire de cette partie de la forêt, ce chêne, disposé pour recevoir l'élégante statuette dorée qui attend la bénédiction du Pontife, remplace, ainsi qu'il se pratique d'âge en âge, depuis un temps immémorial, l'ancien chêne tombé en vétusté.

Quant à l'origine de la statuette (Vierge Mère), la tradition du pays rapporte qu'elle fut trouvée, au moyen-âge, par des ouvriers bucherons dans le cœur d'un chêne. On suppose qu'à une époque antérieure, des bûcherons pieux l'avaient placée puis oubliée dans un chêne qui, en prenant de l'accroissement, aurait enfermé cette statuette trouvée plus tard. Quoi qu'il en soit, ce Chêne à la Vierge est vénéré dans le pays, et il n'y a aucun doute que le nom du village de

Saint-Imoges ne vienne de là ; en effet, voici le résultat des recherches de Dom Noël, et ce qu'il a écrit à ce sujet au curé de cette paroisse :

« Solesmes, 21 septembre 1874. — Châtelain, en son *Martyrologe* « *Français* parle d'une *Sainte-Image* miraculeuse, dont la fête se « célèbre le 8 septembre en votre village et dont le peuple par corrup- « tion a fait *Saint-Imoges*. En effet, le Pouillé de Bauni, rédigé en « 1777, vous donne pour patronne Notre-Dame. Mais le Pouillé de « 1306 donne saint Jacques. Je suppose que la Madone miraculeuse « honorée chez vous aura fini par l'emporter dans la vénération des « peuples, et qu'à une époque inconnue la substitution se sera « accomplie légalement, après avoir passé en coutume. »

* * *

— La *Gazette anecdotique*, dont le numéro 18 vient de paraitre, publie en variétés un document très intéressant, qui est le contrat de mariage du père de Colbert.

* * *

— On sait qu'il existe encore des descendants de l'illustre auteur de *Phèdre* et de *Britannicus*. Une arrière-petite-fille de Racine est mariée à l'un de nos plus célèbres professeurs de calligraphie, M. Chouilloux des Radrets.

M. Chouilloux, expert devant les tribunaux et maître d'écriture au lycée Saint-Louis, compte parmi nos plus habiles calligraphes et a été depuis longtemps récompensé de ses beaux travaux par les palmes d'officier d'académie. Nous avons vu récemment à ses cours, rue Montmartre, 160, un grand tableau sur la généalogie de Racine et de ses descendants qui est un véritable chef-d'œuvre d'écriture et de bon goût. Ce tableau a dû être offert à M. le vice-recteur de l'Académie.

(*Siècle du 6 octobre.*)

* * *

M. Moreau vient de faire don au Musée de Reims d'un riche choix d'objets gallo-romains mérovingiens provenant de ses fouilles de Caranda et de Sablonnières.

Le Secrétaire Gérant,
LÉON FARMONT.

LES INSTRUMENTS EN PIERRE

A L'ÉPOQUE DES MÉTAUX

Lorsque les découvertes relatives aux époques préhistoriques furent parfaitement étudiées, les archéologues de tous les pays se prononcèrent avec l'autorité d'une science éprouvée, reconnue, et affirmèrent l'existence des âges de la pierre. Les gisements les plus authentiques servirent à caractériser les diverses époques ; les instruments isolés, disséminés, furent naturellement attribués à leurs époques respectives sans égard pour les milieux dans lesquels ils avaient été rencontrés. Ils étaient restitués à l'industrie dont ils ressortissaient, comme on rend à la période romaine les médailles des Empereurs trouvées dans la monnaie courante des nations modernes. En effet, ces instruments dispersés partout ne réunissaient aucune des conditions nécessaires pour les rattacher à la civilisation avec laquelle ils se trouvaient en contact. Leur présence s'expliquait aisément par le concours de ces milliers de circonstances, qui avaient dû nécessairement se produire dans le cours des siècles.

L'industrie de la pierre imposée par la triomphante démonstration des faits, admise par les savants, chaque jour enrichie par de nouvelles découvertes, planait dans une région calme qui ne connaissait point de discussions sur les points essentiels. Les époques de la pierre partageaient le temps, comme les autres périodes archéologiques anciennement adoptées et reconnaissaient des limites déterminées, généralement admises. Effectivement, l'industrie lithique termine ses évolutions à l'apparition du bronze, et, les monuments de la transition, nous présentent un mélange ou la pierre et le bronze sont associés et ne laissent plus à l'élément néolithique, qu'un rôle amoindri et sans importance. Alors, non-seulement le travail de la pierre ne fait plus de progrès, comme dans la période néolithique, mais il disparaît sensiblement. L'industrie de la pierre est simplement alors une réminiscence et dès le premier âge du fer, dans les splendeurs de l'industrie gauloise, les centres habités, les sépultures si abondantes en produits contemporains, ignorent la pierre comme matière utilisée par le travail humain. Le métal est exclusivement employé. Les

instruments en silex sont souvent alors comme des témoins muets, inconscients; d'autre fois comme des objets de curiosité, le plus ordinairement ils assistent avec passivité aux développements des industries des temps historiques. Ils apparaissent comme les résultats fortuits de l'action capricieuse des forces multiples qui s'exercent dans leur voisinage.

Les âges de la pierre étaient séparés des autres époques par les faits, par les enseignements de la science archéologique puissamment fortifiée par le double concours de la géologie et de la paléontologie,

Cependant, dans ces derniers temps, en 1874, un archéologue avança; qu'à une époque relativement récente, c'est-à-dire à l'époque mérovingienne, au ve siècle, on devait connaître et pratiquer encore l'art de tailler le silex[1]. L'industrie de la pierre aurait pénétré parmi les populations franques, sans laisser toutefois la moindre trace de ses pas sur la route qu'elle avait parcourue, pour arriver jusqu'à elles.

Voici à quelle occasion M. Millescamps insinua d'abord devant la société d'anthropologie de Paris, que la pratique de la taille du silex était encore usitée sur certains points de la Gaule à l'époque mérovingienne.

M. Frédéric Moreau entreprit, en 1873, les fouilles si fécondes de Caranda ; il continua avec un rare succès ses persévérantes recherches dans la contrée voisine. Les travaux qui avaient primitivement pour objet des sépultures gauloises, romaines et franques, réunies dans un même champ, amenèrent au jour une quantité de silex ouvrés, de lames et d'éclats qui furent soigneusement recueillis. Le zélé explorateur ne préconisa aucune interprétation. Il s'abstint de tout jugement personnel. Il se bornait à conserver les fruits précieux de ses découvertes pour les études, en attendant que la science bien renseignée prononçat son verdict. Cependant, les intéressantes découvertes de Caranda attiraient l'attention des archéologues. M. Millescamps, dans la séance du 18 juin 1874, entretint la Société d'anthropologie de Paris, de la présence des silex dans les sépultures franques de Caranda. Le nombre des pierres travaillées était considérable. La quantité de silex paraît néanmoins avoir été exagérée dans la première mention. L'auteur se résuma ainsi dans le principe : « La seule conclu-

1. Millescamps. Le cimetière de Caranda. Bull. de la Soc. d'Anthrop. de Paris, 1874, p. 513.

« sion à tirer, est que ces silex ont été jetés ou, pour parler « plus exactement, semés intentionnellement dans les tom- « bes[1]. » Puis, tout en paraissant réserver pour l'avenir les conclusions pratiques, l'auteur de la communication concluait que l'examen du contenu des tombes de Caranda, était de nature à faire descendre jusqu'aux mérovingiens, c'est-à-dire beaucoup plus bas qu'on ne l'admet généralement, l'époque de la coexistence de l'usage des instruments de pierre avec ceux de bronze et de fer. Puis, pour préciser, deux points principaux furent signalés à l'attention des archéologues. 1° Le caractère votif des silex intentionnellement répandus dans les tombes. 2° La pratique de la taille du silex encore usitée sur certains points de la Gaule à l'époque mérovingienne. Cette seconde proposition n'était avancée que sous la garde de nombreuses réserves.

Dans une séance tenue le 4 février 1875, M. de Mortillet combattit les propositions émises précédemment. « Notre « collègue, M. Millescamps, dit-il, le premier qui vous a « signalé ce fait est disposé à en conclure qu'à l'époque fran- « que, qu'à l'époque mérovingienne on taillait encore le silex, « je ne suis pas du tout de son avis[2]. » Cette assertion était motivée par des raisons qui conservent encore aujourd'hui toutes leurs forces démonstratives.

A peu près vers la même époque, le 10 février 1875, M. Quicherat, interprète de M. Frédéric Moreau, présenta à la Société des Antiquaires de France des instruments en silex provenant de Caranda. J'assistais à la séance et je fis une observation dans le but d'établir que les découvertes de Caranda n'autorisaient nullement à nier l'existence de l'époque où l'homme se servait exclusivement de pierre. Les motifs de mon assertion ont été consignés dans le Bulletin de la Société des Antiquaires et n'ont point été repoussés.

Bientôt, le 4 mars 1875, M. Millescamps revint à la charge pour atténuer les objections présentées par M. de Mortillet ; sa conclusion identique à celle de sa précédente communication, a été conçue dans les termes suivants : « Aujourd'hui comme « alors, je pense que les silex taillés recueillis dans les cime- « tières mérovingiens autorisent à supposer que l'usage et la

1. Bull. Soc. d'anthrop. de Paris, 1874, p. 512.
2. Extrait des Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris, séance du 4 février 1875.

« taille des instruments de pierre ont persisté en Gaule tout « au moins pendant les premiers siècles qui ont suivi l'inva- « sion des Francs[1]. »

La question s'accentuait de plus en plus, en présence des difficultés. Le sujet ne manquait pas d'intérêt. Nous possédions de nombreux éléments de solution puisés dans les stations néolithiques que nous avions explorées et dans les nécropoles franques que nous avions découvertes; il nous parut utile de présenter aux réunions des sociétés savantes de la Sorbonne un mémoire ayant pour titre : *Les instruments en silex mélangés aux produits de l'industrie franque*. Le mémoire donna lieu à de sérieux débats et les opinions restèrent partagées. Le partage était toutefois très-inégal. Les archéologues étrangers à l'étude des époques préhistoriques, accueillirent surtout avec une faveur particulière l'idée de prolonger la durée de l'industrie de la pierre jusqu'à l'invasion des Francs.

Plus récemment, dans la séance de la Société d'anthropologie de Paris, tenue le 17 décembre 1879, M. Millescamps ramena la question au sujet de deux silex trouvés à Hermes (Oise) dans une sépulture mérovingienne. Ces deux silex lui parurent dignes d'être remarqués comme coopérant à la même démonstration que les vingt mille silex préconisés en 1874. Les conjectures dont ces silex furent le prétexte se résument principalement dans les lignes suivantes : « Aujourd'hui plus « que jamais nous pensons que les instruments en silex « étaient encore en usage à l'époque mérovingienne et que, se « servant de la pierre, les Francs savaient la tailler et l'appro- « prier à leurs besoins[2]. » Malgré les atténuations qui suivaient, c'est là le dernier jugement formulé par M. Millescamps.

Des constatations nombreuses faites dans les hypogées de la pierre polie et dans les nécropoles franques ne permettent pas de partager l'opinion qui reconnait l'existence et la pratique de l'industrie de la pierre à l'époque franque.

Nous avons saisi l'occasion présentée par le Congrès pour l'avancement des sciences tenu dernièrement à Reims, pour parler de l'*Existence indépendante et de la durée de l'industrie néolithique proprement dite*. Nos conclusions limitaient selon

1. Bull. de la Soc. d'anthrop. de Paris, 1875, p. 182.
2. Millescamps. Silex taillés et emmanchés de l'époque mérovingienne. 1880, p. 7.

les plus solides preuves l'âge de la pierre par l'industrie du bronze. Nos propositions ont été applaudies. Néanmoins, il nous a paru nécessaire de porter la question devant notre Congrès international, car jusqu'à ce jour, elle n'a pas eu de retentissement devant ces grandes assises de l'archéologie préhistorique. Nous avons besoin d'une décision puissamment autorisée. La marche des études est entravée, par les assertions insuffisamment établies par les partisans de la prolongation de l'industrie néolithique dans les temps modernes. Les conséquences logiques de l'existence des âges de la pierre sont atténuées ou suspendues, la vulgarisation des connaissances préhistoriques est sérieusement empêchée et certainement ajournée. En un mot, le résultat scientifique n'est pas atteint parmi les masses. Il s'agit donc de conserver par l'influence d'une science solide et loyale, le terrain laborieusement conquis et d'arrêter un mouvement rétrograde peu autorisé.

Les silex travaillés, retaillés, ont été trouvés dans quelques nécropoles franques du même groupe, à Caranda, à Sablonnière, à Sainte-Restitute, etc..., autant de localités situées dans le même rayon. La moyenne des silex, est huit par sépulture. Leur présence est un fait patent qui n'admet pas de discussion. Mais ces silex, mélangés à des instruments en fer, ont-ils une origine franque comme les tombes qui les renfermaient dans leur périmètre ?

Dans le nombre des silex retaillés de Caranda, il en est qui proviennent d'une allée-couverte où ils accompagnaient des ossements humains. Les objets funéraires étaient exclusivement en silex. Il est évident qu'ils appartiennent à l'industrie néolithique. Une autre catégorie considérable contient un nombre très-grand de silex d'un travail grossier. Les altérations du silex, les marques d'oxyde de fer, les cryptogames adhérents à leurs surfaces révèlent un long stationnement sur la terre. Ces objets qui, du reste, ne sauraient constituer une industrie ressemblent aux instruments des âges de la pierre qui ont été longtemps exposés à l'influence du temps sur la surface du sol. Il n'y a point de raison pour les considérer comme fabriqués à l'époque franque ; mais il faut admettre qu'ils ont été ramassés alors. Ces lames imparfaites, brisées, ces éclats grossièrement ébauchés sont évidemment les restes abandonnés dans un atelier de l'âge de la pierre. L'admission d'un atelier devient une nécessité lorsqu'on examine la multitude des éclats, des objets imparfaits, des nucleus et des per-

cuteurs. Les ateliers reconnus ne se caractérisent pas autrement.

Une troisième catégorie se compose d'objets en silex soigneusement travaillés. En les comparant avec l'outillage néolithique, la ressemblance est très-frappante. Nous donnons ici le dessin d'une flèche du dolmen de Caranda en parallèle avec une flèche provenant du cimetière franc de Sablonnière. On remarque les mêmes formes, l'aspect est identique. Personne n'a songé à contester l'origine préhistorique du dolmen de Caranda. Les flèches du cimetière franc sont l'œuvre du peuple qui a construit l'allée-couverte. Comment supposer qu'une industrie pratiquée par un peuple complètement étranger aux tribus néolithiques aurait pu réussir des formes si ressemblantes et adopter des instruments tellement disparates dans son industrie propre. Ce n'est pas seulement à Caranda que les flèches trouvées dans les sépultures franques affectent une grande ressemblance avec les mêmes instruments remontant à l'époque de la pierre polie. Dans une nécropole franque située à Oyes, nous avons visité deux mille tombes et nous y avons trouvé une seule flèche dont le type est le même que celui de l'atelier de la Vieille-Andecy, situé environ à quatre kilomètres. Ce ne sont pas seulement les flèches provenant des tombes mérovingiennes, qui offrent des traits de ressemblance avec les mêmes projectiles rencontrés dans les stations néolithiques. Nous avons un grattoir discoïdal trouvé à Oyes (Marne) dans une tombe franque ; il présente la plus grande similitude avec un instrument de même nom trouvé dans l'atelier de la Vieille-Andecy. Ces instruments, pourvus de nombreuses retailles, dépendent certainement de la même industrie.

Comment expliquer la présence des instruments en pierre dans les tombes franques ? Pour les objets grossiers, pour les ébauches et les instruments brisés, il n'y a là qu'un pur accident. Dès les premiers moments de la découverte de Caranda, M. l'abbé Bourgeois, dans un entretien particulier, me déclara que la présence des silex était accidentelle, et il ajoutait avec ce calme éclairé qui le distinguait : Je connais certaines localités dans les environs de Pont-Levoy où il serait impossible d'ouvrir une fosse et de la refermer sans enfouir un nombre plus considérable encore de silex. M. l'abbé Bourgeois avant que la question ait atteint l'importance qu'elle revêt aujourd'hui, n'hésitait pas à considérer les silex dont il est question, comme de provenance néolithique. Plusieurs d'entre vous ont

visité l'atelier de Spiennes, lors du Congrès de Bruxelles en 1872. La jonchée de silex plus ou moins travaillés qu'ils ont foulés aux pieds, permettait-elle de pratiquer la moindre excavation sans y précipiter une quantité énorme de silex ? La présence de ces pierres est donc accidentelle. On ne voit pas du reste pourquoi on aurait déposé des objets ébauchés, informes, dans une tombe. Souvent les silex portent des traces d'oxyde de fer qui proviennent du passage des instruments aratoires. Les taches ferrugineuses, attribuables au contact des objets en fer, des tombes sont faciles à distinguer, elles s'étendent et ne laissent pas les marques d'érosion dues à un frottement énergique. La disposition des silex dans les tombes aurait été plus méthodique si elle avait été intentionnelle. Le désordre des objets en silex s'explique mal avec les positions régulières, fixes, habituelles aux objets francs. Pourquoi ces dispositions disparates ? Peut-on les attribuer à la même main ? En examinant une tombe franque à Férebrianges (Marne), nous avons remarqué un grattoir, sis entre le squelette et le niveau du sol, mais sans rapport avec le corps. Il était là accidentellement, car le sol dans la contrée recèle des instruments néolithiques. Les silex qui avaient un emploi à l'époque franque occupaient une place en contact avec le corps. Témoin le briquet dont nous donnons deux spécimens provenant de la nécropole franque d'Oyes. Le briquet n'était cependant même pas un écho fidèle de l'industrie de la pierre. Au contraire les silex sont, pour nous servir de l'expression même des partisans de l'industrie de la pierre à l'époque franque, jetés ou pour parler plus exactement semés intentionnellement dans les tombes [1]. Ce désordre sera difficilement admis comme un résultat prévu et intentionnel. Nous l'avons déjà insinué, il n'y avait pas de raisons pour déposer des objets incomplets, à peine ébauchés.

Hâtons-nous maintenant de parler de la catégorie des objets soigneusement retaillés qui provoquent l'attention par la perfection du travail. Ces instruments en pierre ont été probablement déposés volontairement et on peut leur reconnaître un caractère votif. Les remarques qui ont été faites par tous les archéologues dans les contrées où les âges de la pierre ont été trouvés, établissent que les silex ouvrés ont été l'objet d'une grande attention et de croyances superstitieuses. Les Francs partageaient ces idées et attribuaient ainsi à ces pierres mys-

1. Bull. Soc. d'anthrop. de Paris, 1874, p. 512.

térieuses un grand rôle dans leurs habitudes, et le leur conservaient jusque dans la tombe. M. de Mortillet s'est ainsi prononcé sur cette question : « Les silex enfouis dans les tombes « mérovingiennes de Caranda ne prouvent donc qu'une chose, « c'est que les Francs attachaient une idée superstitieuse aux « silex taillés de l'époque Robenhausienne[1]. »

Jetons maintenant un coup d'œil sur les raisons invoquées pour considérer les silex comme fabriqués à l'époque franque. La rareté des monuments mégalithiques n'expliquerait pas la grande quantité de silex. Mais combien de monuments de cette époque qui ont disparu dans le cours du temps! Cette absence, cette preuve négative sont absolument sans valeur. La grande quantité de silex provoque l'idée de les considérer comme de fabrication contemporaine des tombes. On indique en effet que le nombre est de vingt à trente par tombes[2]. M. Moreau dit : « La moyenne est huit par sépulture[3]. » La raison du nombre est donc singulièrement atténuée. La difficulté plus apparente que réelle d'expliquer l'origine des silex n'autorise pas à les considérer comme des produits de l'industrie franque. L'outillage venant des tombes mérovingiennes ne représente pas l'industrie de la pierre, il ne serait pas même possible de le regarder comme une altération, comme un diminutif. Les objets en silex dans les tombes franques sont des accidents, des anomalies.

Les motifs les plus sérieux exigent que les instruments en silex restent attribués aux âges de la pierre, Après la vulgarisation du fer, le rôle de l'instrument en silex n'existe plus. Dans cet outillage si varié qui se trouvait à Caranda, il est difficile de donner un emploi utile, avantageux, méthodique aux silex. Ils n'avaient plus leur place naturelle, normale dans l'outillage métallique. Les mains accoutumées à manier les lames de formes si multipliées de l'époque franque, auraient été fort embarrassées pour manier utilement le silex. Comment se fait-il, de plus, que les silex soient si rares dans d'autres nécropoles mérovingiennes? Si l'industrie de la pierre avait encore été en vigueur à l'époque franque, nous la retrouverions partout et jusqu'à présent on ne cite que le groupe de Caranda et la nécropole du Mont de Hermes qui a donné un grattoir et

1. Bull. Soc. d'anthrop. de Paris. Séance du 4 février 1875.
2. Bull. Soc. d'anthropologie de Paris. Séance du 18 juin 1874.
3. Collection de Caranda. Légende de la planche 21e.

une lame en silex. Il faut reconnaître que deux silex trouvés dans une vaste nécropole ne revêtent pas une autorité démonstrative imposante.

Enfin, les rares stations mérovingiennes de la France qui contiennent des silex ne nous paraissent pas fournir le prétexte de prolonger la durée de l'industrie de la pierre jusqu'à l'époque franque. En admettant cette conclusion en effet, il résulterait que l'âge de la pierre aurait duré plus longtemps en France qu'en Scandinavie. Cependant loin d'atteindre cette perfection qu'elle revêt dans les pays Scandinaves, elle aurait conservé tous les caractères de l'industrie néolithique telle qu'elle apparaît dans les stations les plus authentiques de la pierre polie. Pourquoi ce stationnement? L'art de tailler le silex au lieu de progresser aurait perdu avec le temps et la pratique! Les autres contrées de l'Europe où les recherches archéologiques sont depuis longtemps en si grand honneur, ont-elles trouvé des traces de l'industrie de la pierre dans des temps aussi rapprochés? Les pays qui ont été traversés par les populations qui envahissaient la Gaule, retrouvent-ils les silex associés aux restes de ces peuples en migration, venus du Nord? Si des observations de cette nature ont été faites, les archéologues ont-ils considéré ce mélange des silex avec les métaux, comme un motif de prolonger la durée de l'industrie de la pierre? La question est digne de l'attention du Congrès, car il n'est pas possible que l'âge de la pierre ait pu se prolonger exceptionnellement en France. La domination romaine avait opéré dans l'industrie une révolution qui ne laissait plus de place au travail si rudimentaire de la pierre. D'un autre côté, il est peu présumable que des populations sorties d'un pays où le bronze était déjà en usage et parfaitement armées de fer, aient importé l'industrie de la pierre. Dans cette hypothèse au moins leur industrie aurait revêtu la nuance de perfection qui la caractérise dans la Scandinavie. Dans la solution de la question qui nous occupe, l'élément fourni par un groupe de sépultures franques, semble exclusivement appelé à trancher la discussion. Cependant pour prononcer avec les garanties nécessaires l'identité de l'industrie de la pierre à l'époque franque et à l'époque préhistorique, il est nécessaire de faire intervenir les éléments qui se trouvent réunis dans les stations les mieux étudiées et les plus authentiques. Cette partie du travail a été négligée. La confrontation a été omise.

Il faut reconnaître que l'attention qui a été accordée à la

supposition que l'industrie de la pierre s'exerçait encore à l'époque franque, doit particulièrement son succès à l'idée de diminuer l'ancienneté de l'homme. Le moyen est peu propre à atteindre le but désiré, car il n'est pas capable d'amoindrir la signification et la valeur démonstrative des stations, des gisements où l'âge de la pierre s'affirme dans toute sa pureté.

Baron J. de Baye.

LA

CHAMPAGNE AU PARLEMENT DE PARIS

EN 1706

On sait qu'à la fin du règne de Louis XIV, les ducs et pairs avaient par leurs excessives prétentions vivement excité l'animosité des membres du parlement de Paris, dont les exigences n'étaient d'ailleurs pas moins outrées. Ceux-ci voulurent frapper un coup de vigueur en chargeant un sieur Guillart de publier un pamphlet dans lequel toutes les familles ducales étaient représentées comme issues des plus infimes origines [1]. Les ducs naturellement ne se tinrent pas pour battus, mais ils ne s'adressèrent pas à un pamphlétaire sans considération ; c'est d'Hozier qui fut chargé de rechercher les origines exactes de tous les membres du parlement en exercice en l'année 1705. Ce travail fut terminé au mois de mai 1706 « pour le roi, constate une note contemporaine, sur l'ordre du contrôleur général Chamillart, et l'original au net de ce cahier est demeuré dans les mains de ce secrétaire d'Etat auquel madame de Maintenon l'avait donné à garder. » Cet original était revêtu de la signature de d'Hozier. L'exemplaire que nous avons eu entre les mains était transcrit par M. Rohault de Villers, auditeur à la Cour des comptes de Paris, qui y ajouta les notes que l'on va reconnaître ci-après, et écrites en 1777.

Ce travail est évidemment composé avec dénigrement ; les familles n'y sont pas flattées. Nous avons pu constater de fréquentes inexactitudes dans les recherches de notre savant Juge d'Armes, et nous croyons utile de les corriger pour ceux des parlementaires appartenant à notre province.

Au point de vue nobiliaire, l'entrée au parlement de Paris ne conférait à l'origine aucun privilége nobiliaire. Charles VI le constate officiellement en décidant, en 1401, qu'à l'avenir « parmy ceux qu'on eslira pour remplir les vacances... il y

1. Ce factum est conservé à la Bibliothèque nationale, fonds Gaignères, 1025. Il a été publié dans le *Cabinet historique*, années 1858 et 1859 ; mais l'éditeur l'a fait suivre d'une excellente réfutation du marquis de ***, laquelle ne laisse subsister aucun doute sur les mensonges du sieur Guillard.

soit pris et mis des notables personnes à ce suffisamment. » Un édit de juillet 1644, enregistré le 15 août 1625, confirma la noblesse héréditaire, après vingt ans d'exercice, et en cas de mort en charge, aux présidents, conseillers, avocats et procureurs généraux, greffiers en chef et notaires-secrétaires. Ce privilège confirmé en 1651, retiré en juillet 1665, fut rétabli en novembre 1674. Un édit du 2 janvier 1691 étendit la noblesse à l'avocat du roi aux requêtes de palais, au greffier en chef criminel et au premier huissier.

Nous commençons sans plus tarder l'extrait du « cahier. »

M. Molé, président à Mortier, reçu le 1er janvier 1717.

La famille Molé qui est d'ancienne bourgeoisie de la ville de Troyes en Champagne, vint s'établir à Paris en 1500. Nicolas Molé, petit-fils de Guillaume Molé, marchand bourgeois, vendant et détaillant dans la ville de Troyes, fut reçu conseiller au parlement en 1517. Son fils Edouard, conseiller en 1562, puis président à Mortier, fut père de l'illustre Mathieu Molé, seigneur de Champlatreux, premier président de parlement et garde des sceaux de France en 1651. Le président Molé était petit-fils du garde des sceaux.

J'ay ouy dire au feu sieur du Bouchet, homme célèbre par les ouvrages d'histoire et de généalogie qu'il a composés, que ce fut Edouard Molé, qui après avoir été fait procureur-général par la Ligue, dont il avait pris le parti, donna des conclusions de mort contre le roi Henri III, lorsque les factieux lui firent son procès, fait qui, s'il est vrai, ne saurait être trop détesté.

M. Henrion de Pensey dit que ce fut Guillaume Molé qui remit sous la puissance du roi Charles VII la ville de Troyes, et que cette action ouvrit les portes de Reims et de Paris. Il affirme aussi que M. de Sully dit qu'Edouard Molé, son procureur général, excita et exalta le courage des magistrats, et que ce fut sur ses conclusions que fut rendu cet arrêt célèbre qui rendit les droits de la maison royale de Bourbon sacrés à mille personnes qui les avaient méconnus jusqu'alors. Tout le monde sait qu'il était alors question de reconnaître Henri IV pour roi de France.

L'abbé Hennequin, conseiller clerc à la Grand'chambre[1].

1. Les lettres d'annoblissement sont datées de Melun, le 23 juillet, et ont été accordées pour services militaires au camp de Breteuil. Le fils aîné d'Oudinot s'établit à Troyes comme avocat du roi. Depuis cette famille a formé des nombreuses branches et ses membres ont occupé les charges les plus

Oudinot Hennequin, flamand d'origine et marchand fréquentant les foires de Bar-sur-Aube, étant venu s'établir à Troyes, fut annobli en 1359. Entre les diverses branches sorties de sa postérité et dont les principales se sont distinguées dans les premières charges de robe à Paris, celle dont est issu le sieur Hennequin de Charmont, après être demeurée longtemps dans la bourgeoisie à Troyes, rétablit sa noblesse par l'office de secrétaire du roi et par l'emploi de secrétaire du cardinal de Bourbon et d'intendant de la maison du prince de Condé qu'exerçait le grand-père de ce conseiller en 1605. Celui-ci est fils d'un conseiller au grand conseil en 1635, et son frère aîné, père de M. de Charmont, lecteur du roi et ci-devant ambassadeur à Venise, est mort procureur général au grand conseil.

L'abbé Pajot, conseiller clerc.

Le père qui était fils d'un habitant de Pont-sur-Seine, terre qui appartenait à Denis Bouthillier, secrétaire d'Etat, étant venu à Paris au service de ce ministre, il lui fit épouser la fille du sommelier du sieur de Chavigny, son fils, aussi secrétaire d'Etat, et le mariage ayant aidé à sa fortune, après avoir été commis des postes, il fut maître des courriers, puis contrôleur général et fermier des postes et il est mort secrétaire du roi en 1686 avec une richesse immense.

L'abbé Pajot était sieur du fief de Lormoy sis à Longpont, près de Montlhéry, ainsi que de la paroisse de Saint Michel-sur-Orge. Après sa mort ces terres passèrent à la marquise d'Asfeldt, sa nièce.

Note du copiste. — Il existe de cette famille à ma connaissance actuelle en 1777, M. Pajot, sieur de Juvisy qui a épousé la fille aînée de M. Portail, maître des comptes ; et Mlle Pajot de Villeperot qui a épousé le marquis d'Asfeldt, fils du maréchal.

élevées dans toutes les cours souveraines de Paris : Branches de Mathau, Bernonville, Espagne, Perray, Dommartin, La Chapelle, Ozon, Le Mérie, Sonyndre, Assy, Lantaiges (marquis de Charmont), Curel (comte du Saint-Empire), Vaubercey, les Allonneaux, Saint-Martin, Willermont (marquis), Ecquevilly (marquis), plus deux rameaux à Epernay et à Ay. La maison a produit : présidents et conseillers aux monnaies, 2 ; aux comptes, 4 ; au grand conseil, 3 ; au conseil d'Etat, 3 ; au parlement, 10 ; maîtres des requêtes, 3 ; un évêque de Troyes, un de Soissons, un archevêque de Reims, un ambassadeur de Venise, deux lieutenants-généraux, un contre amiral, un pair de France (1815), etc.

L'abbé de Vienne, conseiller clerc.

Son trisayeul fut annobli en 1594 pour avoir contribué à la réduction de la ville de Troyes. Son bisayeul fut conseiller au présidial de Troyes. Son grand père, conseiller au même bailliage, eut un fils lieutenant particulier au Chatelet de Paris, lequel est père de l'abbé. Ce trisayeul annobli était greffier à Troyes. Un mandat d'Henri IV, du 4 février 1595, révoqua l'ordre donné audit de Vienne de distribuer 7200 écus à divers habitants de Troyes pour les récompenser des services par eux rendus en la réduction de Troyes sous l'obéissance du roi.

M. Dorieu, conseiller aux enquêtes.

Charles Dorieu, marchand à Troyes en Champagne, eut pour petit-fils le président Dorieu, en la cour des aides, mort en 1679 ; il vivait en 1552. Le président était père du conseiller.

On trouve un Dorieu, intendant de Soissons en 1667.

M. Raviere, conseiller.

Son père était procureur du roi en la chambre du trésor et contrôleur général des domaines de Paris, et son grand père, qui était un simple habitant de la ville de Saint-Florentin, ayant acquis toute la plaine de la porte Dauphine, y fit bâtir toutes les maisons du quartier et il gagna dans ce marché de quoi élever sa famille. Mais ce qui fit encore mieux sa fortune, à ce qu'on dit, c'est qu'après avoir été compagnon maçon, puis maître maçon et entrepreneur de bâtiments, il trouva un trésor en fouillant les fondations d'une maison.

M. Midorge, conseiller.

Fils d'un conseiller à la cour des aides dont le grand père était trésorier d'artillerie, était fils de Jean Midorge, sieur de Fretay en Brie et écuyer en 1557 et oncle de Jean et Pierre Midorge, chevaliers de Malte en 1591 et 1610.

M. Chevalier, conseiller [1].

Son père était secrétaire du roi reçu le 11 octobre 1671, mort en 1675. Il était originaire de Champagne et feu M. Colbert qui l'avait lancé dans les affaires, le fit fermier général, depuis il fut receveur général des finances à Metz et son père avait été receveur des tailles à Nogent-sur-Seine.

M. Leclerc de Lesseville, conseiller [2].

1. « Jeune, pas expérimenté et connaissant peu les affaires, promettant néanmoins quelque chose. » (Note secrète à Colbert en 1669).

2. Lettre-patente de marquisat de Lesseville, érigé par Louis XV.

Son père était conseiller au grand conseil ; son ayeul mourut doyen de la chambre des comptes en 1601, et le bisayeul, marchand bourgeois de Paris, secrétaire du roi, originaire de Meulan.

Nota. — Il y a en 1777 Mlle Leclerc de Lesseville, femme de M. Lescalopier, conseiller d'Etat ; M. Leclerc de Lesseville, doyen de la chambre des comptes ; le marquis de Lesseville ; M. Leclerc de Lesseville, auditeur des comptes, marié à Mlle Le Juge, petite-fille du trésorier du Marc-d'or, d'une très-bonne famille de Paris ; M. Leclerc de Lesseville, officier d'artillerie, seigneur d'Aulnay en Champagne, de laquelle terre il rendit hommage au roi en 1777. Cette famille est des mieux alliées. Il y a dans l'église de Meulan une grille de chapelle en bois portant trois écussons à leurs armes. Ils ont pris ce nom d'un bois situé entre Meulan et Magny. Il existait à Magny une famille Leclerc, dont le chef était président de l'élection, qui se disait la branche aînée. On dit dans le pays que le premier fut annobli pour avoir prêté une grosse somme d'argent acquis par du travail à Henri IV, dans un temps de détresse, pour lui aider à reconquérir sa couronne. On dit encore que ce M. Leclerc ayant été obligé un jour de prêter serment dans quelque déception, s'étant présenté devant le juge, celui-ci lui dit d'ôter ses gants. Leclerc qui avait toujours beaucoup travaillé des mains et les avait extrêmement calleuses, lui répondit fièrement : « Jamais nen boutit. »

M. Morel, conseiller [1].

Son père, conseiller au présidial de Vitry, mort secrétaire du roi et maître à la chambre aux deniers après avoir amassé de grands biens dans la ferme des salines de Lorraine. Son grand père était marchand à Vitry-en-Perthois.

M. Molé, conseiller.

1. Renseignements absolument erronés. La famille remonte authentiquement à Avril Morel, seigneur de Heiltz-l'Evêque, en 1420, avec sa femme Mélinc Macadre, fille du sieur de Francheville-sur-Marne. Le père du conseiller, Zacharie, mort doyen de parlement en 1735, sans postérité de Michelle Titon et dernier de sa branche, était maître en la chambre des deniers; son ayeul, lieutenant en la prévôté de Vitry (1585-1649), issu au sixième degré de Avril ci-dessus. La branche de Villers s'éteignit au milieu du XVIIIe siècle ; la branche aînée, en 1791 par la mort sans hoirs de Jean-Charles Morel, fils de M. Morel, seigneur de Vitry-la-Ville, Vouciennes, Cheppes, Saint-Martin, Glannes, Le Frêne, Loisy, président du présidial de Châlons. La sœur unique de Jean-Charles épousa en 1756 le comte de Riocourt, auquel elle porta la terre et le château de Vitry-la-Ville.

Fils du président.

M. Guillaume de Chavaudon, conseiller.

Son père, lieutenant général à Troyes, était fils et petit-fils de lieutenants criminels de cette ville. Le père a pris des lettres de confirmation de noblesse au mois de septembre 1704.

Nota. — Il existait il y a quelques années (1777) un M. de Chavaudon de Montmagny, officier aux gardes françaises. Le président de Chavaudon, seigneur de Sainte-Maure, conseiller au parlement de Paris, puis président à la chambre des comptes (1777). Son frère qu'on appelle le comte de Sainte-Maure, chevalier de Saint-Louis, retiré dans sa terre de Droupt-Saint-Basle, marié à Mlle de Renneville, fille de M. Hoccart, maire de la ville de Châlons.

M. Gaspard Brayer, conseiller.

Son père, médecin de la Faculté à Paris, fils également d'un médecin ordinaire du roi, annobli en 1623.

Nota. — Nicolas Brayer était de Château-Thierry. Fils de Gaspard, médecin de la Faculté, il était très charitable et donnait 1,000 fr. par mois à sa paroisse. Il eut trois enfants : la femme de M. Leschassier, conseiller au parlement, laquelle eut 30,000 écus de son comptant ; une fille qui se consacra aux bonnes œuvres. En descendait probablement le président Brayer (1777), marié à Mlle Joly de Fleury, sœur du procureur général.

M. Doublet, conseiller.

Son père, receveur général des finances à Caen et secrétaire du roi en 1655 : il était fils d'un avocat au parlement qui quitta le Palais parceque la mémoire lui manquait en plaidoirie, et petit-fils d'un procureur au parlement de Paris, dont le père était natif de Vendeuvre en Champagne.

M. Boulet, conseiller.

Père et ayeul de Tours, trésoriers de France au bureau de Châlons. Le bisayeul, receveur des tailles, le trisayeul était élu, le quadrisayeul, drapier à Reims[1].

1. Cette généalogie nous paraît peu exacte. Le premier membre de cette famille remoise, Pierre, figure en 1496 comme procureur fiscal de l'archevêché et procureur syndic de la ville en 1504. — Son fils, élu (1550), marié à une Cauchon de Verzénay. — Le fils de celui-ci, receveur des tailles et Élu (1585) ; son fils et son petit-fils trésoriers généraux à Châlons, seigneurs d'Ouchamp ; ce dernier père du conseiller. — D'azur au chevron accompagné de 3 molettes, d'or. (Papiers de famille).

Nota. — Le conseiller épousa Elisabeth du Noyer; leur fille Gabrielle épousa : 1° Gaston de Montvallat, comte d'Entrague, enseigne aux gendarmes Dauphin; 2° Louis du Creuzet de Richerand, lieutenant général au gouvernement de Nivernais; 3° René Merault de Villeron, président au grand conseil : elle mourut en 1763.

M. Frizon de Blamont [1], président de la 4e chambre des enquêtes.

Son père, bourgeois de Reims, reçu secrétaire du roi en 1650.

Nota. — Pierre Frizon, doyen de l'église de Reims, envoyé au pape par le duc de Mayenne pour l'entretenir sur l'assassinat de M. de Guise.

M. Morel, conseiller [2].

Frère du précédent conseiller de ce nom.

M. Doublet de Crouy.

Frère du précédent conseiller de ce nom.

M. de Vienne.

Frère du précédent conseiller de ce nom.

M. Le Moine, conseiller.

Fils d'un lieutenant général au bailliage de Saint-Dizier, petit-fils d'un marchand de fer de la même ville, depuis secrétaire du roi.

M. du Metz Berbier, conseiller [3].

Son père, Gédéon Barbier dit du Metz, président aux comptes, est aussi garde du trésor royal et trésorier des parties carnelles. Le trisayeul, lieutenant général de la comté de Vertus en 1580.

1. « Bon homme et qui a de l'honneur ; bon juge et mollement attaché au Palais; fort riche; a épousé une Villeurs. » (Note secrète). — Vieille famille remoise connue depuis Nicolas Frizon, échevin de Reims en 1450. Le président, fils d'un secrétaire du roi et arrière petit-fils d'un conseiller au présidial, fut arrêté sous la Régence pour s'être mêlé des affaires d'Etat à propos de la banque de Law et exilé pendant quelques mois aux îles Sainte-Marguerite.

2. Jean, seigneur de Courbevoie, abbé de Saint-Arnoul de Metz, prieur de Senuc (1645-15 octobre 1719), envoyé plénipotentiaire près l'électeur Palatré en 1619, après avoir négocié le mariage de la Dauphine, princesse de Bavière, en 1675.

3. Fort honneste homme, civil, bienfaisant, réglé, quelquefois prompt; se donnant entièrement aux affaires et au succès, est estimé au Palais, a toute l'intelligence que l'on peut désirer. Très riche et très sensé. » (Note secrète). Maintenue de noblesse par arrêt du conseil d'Etat du 22 mars 1661.

Nota. — Il y a en 1777 M. du Metz de Rosnay, ci-devant président aux comptes, marié à Mlle de la Blinière, fille d'un maître des requêtes, d'où un fils, maître des requêtes, marié à Mlle Le Tellier, fille d'un maître des requêtes, de la famille du chancelier.

M. Leclerc de Lesseville, président à la 5e chambre des enquêtes.

Fils d'un maître des comptes, cousin-germain du précédent conseiller de ce nom.

M. Le Rebours, président.

Oncle de Mme de Chamillart et de M. Le Rebours, intendant des finances. Son père président à la cour des aides. Le bisayeul si célèbre avocat au parlement qu'on disait de son temps en commun proverbe de palais par allusion à son nom : « Tout va à Rebours ! » parce que tout le monde le chargeait de ses causes. — Je me trompe en avançant ceci : ce célèbre avocat se nommait Pierre Rebours. Legrel a dit que son grand père, appelé Claude, était médecin et poète. — Le bisayeul dont il est ici question est Germain Le Rebours ; il était d'une famille différente.

Nota. — Il existe en 1777 : M. Le Rebours, président au parlement, et son fils, conseiller au parlement, qui a épousé la fille de M. Clément de Barville, avocat général en la cour des aides.

M. Molé, conseiller.

Frère du président.

M. Goujon de Thuisy, conseiller [1].

Son père, maître des requêtes ; son ayeul, trésorier de France à Châlons ; son bisayeul, lieutenant général au présidial de Reims ; le trisayeul, lieutenant des habitants de la ville et fils d'un grenetier de cette ville annobli en 1523.

Nota. — Il existe en 1777 : M. Goujon de Thuisy, conseiller d'honneur au parlement de Paris qui a marié sa fille à M. de Ricouart d'Héronville, conseiller au parlement où le premier Ricouart est entré en 1584.

1. Pierre Goujon habitait Reims en 1440 ; son arrière petit-fils, Nicolas, épousa en 1519 Jeanne de Thuisy, héritière de Pierre, chevalier, seigneur de Thuisy, sénéchal héréditaire de l'archevêché à Reims, dernier représentant d'une famille chevaleresque de Reims, à charge de relever le nom et les armes. — Thuisy fut érigé en marquisat en 1680 pour son arrière-arrière petit-fils.

M. de Mégrigny, conseiller[1].

Son père, le marquis de Vendeuvre, était grand tranchant et porte-cornette blanche; son ayeul, premier président au parlement de Provence et conseiller d'État ordinaire; le bisayeul et le trisayeul maîtres des comptes; le quadrisayeul, prévôt de Troyes, était fils d'un marchand drapier ainsi dénommé dans les statuts de la ville en 1500.

M. des Réaulx, conseiller[2].

Ses père et ayeul étaient lieutenants de gardes de corps du roi; son bisayeul, gentilhomme servant le roi en 1557. Cette famille a passé devant Caumartin en Champagne en 1667.

M. de Pleurre de Romilly, conseiller[3].

Son père ne possédait ni charge ni emploi. Son ayeul et son trisayeul étaient maîtres des comptes. Le trisayeul était originaire de Troyes en 1580.

Nota. — Jacques de Pleurre, maître des comptes en 1567, Jean en 1587, Pierre en 1625.

M. Leclerc de Lesseville, conseiller[4].

Neveu du conseiller aux enquêtes.

M. Larcher de Pocancy, conseiller.

Son père, conseiller aux aides; son ayeul, conseiller au grand conseil; son bisayeul, maître des comptes; son trisayeul, conseiller au parlement en 1554; le quadrisayeul, général des aides en 1505.

M. Jacquier, président aux requêtes.

Son père était munitionnaire général des vivres et secrétaire du roi. Fils d'un marchand de Châlons.

1. Les généalogistes font remonter la noblesse de cette famille au XIVe siècle, mais en produisant la filiation. LaChesnaye des Bois ne vise que Moréri. Du reste elle s'est élevée considérablement aux XVIIe et XVIIIe siècles par les hautes charges parlementaires et militaires de ses membres, leurs services réels et leurs alliances.

2. Originaire du Nivernais, passa par mariage en Brie en 1581, et par un autre mariage dans les environs de Troyes. Terre de Brantigny, érigée en marquisat en 1650 pour le père du conseiller.

3. Pleurre fut érigé en marquisat pour le chef de la branche aînée par Louis XIV. Le fils du conseiller lui succéda en 1733.

4. « Jeune, étourdy, léger, faible, sans application, faisant de la dépense. » (Notes secrètes). Mort en 1716 à 25 ans. — Ancienne famille parlementaire qui obtint la création des terres d'Olisy et d'Esternay (Marne) en marquisat. Le conseiller était arrière petit-fils du cadet d'un président au parlement, et de Claude Godet, dame de Pocancy, fille d'un maître des comptes et d'une Molé.

M. Rolland, conseiller.

Son père, qui était intéressé dans les affaires du roi, devint fermier général et secrétaire du roi. Il était fils d'un bourgeois de Châlons.

Nota. — Cette famille existe aujourd'hui dans le parlement et dans les finances (1777), savoir : le président Rolland[1]; M. Rolland de Tremeville, conseiller général des finances, père de M. de Villersaux, et mort il y a deux ans ; M. Rolland de Fontferrière, fermier général, qui a laissé une grande fortune; M. Rolland de Juvigny, conseiller au parlement.

M. de Morillon, conseiller.

Son père était conseiller au parlement de Metz ; ses ayeul et bisaieul étaient lieutenants généraux du bailliage à Châlons en 1584 et 1561 et celui-ci fils de l'hôtelier de la Couronne de la même ville en 1525[2].

M. Lamblin, conseiller.

Son père, secrétaire du roi, originaire de Château-Thierry.

M. Boucherat, conseiller d'honneur.

Frère du chancelier, fils du doyen de la chambre des comptes ; l'ayeul, auditeur des comptes en 1573 ; le bisayeul, avocat au parlement en 1550 ; le grand-père de celui-ci était marchand bourgeois à Troyes, fils d'un marchand de sel en 1471.

Nota. — Ils descendaient de Guillaume Boucherat, avocat au parlement au commencement du XVIe siècle, et d'Aymon, son frère, avocat du roy au parlement en 1557. Ils étaient champenois, dit Loysel, et tous deux les conseillers de la maison de Guise. Ils avaient été attirés de Troyes et fixés à Paris par le savant Budé, leur parent, par des frères et des neveux de ce nom chanoines de Saint-Etienne de Troyes ; ils avaient dû leur accès dans la maison de Guise à un Pericard, de Troyes, se-

1. Originaire de Reims et très nombreuse, cette famille parvint en effet au XVIIIe siècle aux charges les plus brillantes de magistrature et de finance. Le plus ancien membre connu est Pierre Rolland, conseiller à Reims en 1557. Le président mourut en 1741 ; son père était grand maître des eaux et forêts de Metz, marié à une Clozier, de Châlons. Sa sœur épousa M. Le Coq, maître des requêtes : son oncle était écuyer de la grande Ecurie.

2. D'après les notes authentiques que nous possédons, le conseiller eut pour père en effet un conseiller au parlement de Metz. Son bisayeul, conseiller au parlement établi à Châlons en 1589, mort conseiller d'Etat en 1638; son trisayeul, lieutenant général au bailliage de Châlons (1547), fils de Pierre de Morillon, qualifié écuyer, seigneur de Marne, marié en 1520 à Elisabeth Garnot, fille de Jean et de Jeanne de Florines.

crétaire de confiance du duc qui procura à un des fils Pericard l'évêché de Senlis.

M. Colbert, conseiller honoraire [1].

Archevêque de Toulouse ; son père, maître des comptes, mort conseiller d'Etat, ayant épousé la sœur du chevalier Le Tellier. Son ayeul, marchand de draps à Troyes en 1586 s'était associé l'an 1600 avec les sieurs Laumagne, Parfait, Saintôt et Le Camus pour l'établissement de manufactures de draperies, soie d'or, etc. Annobli en commun avec ses associés en août 1603, puis secrétaire du roi en 1611. Le père et l'ayeul marchands de soie à Reims, demeurant à l'enseigne du Long-Vestu en 1550 et 1510.

Oudard Colbert entra le premier au parlement le 4 juillet 1614, seigneur de Saint-Pouange, mort octogénaire en 1640, enterré aux Cordeliers de Reims. Il y est seulement qualifié secrétaire du roi et est le dernier des négociants de Troyes qui ait eu une maison connue. — Jean-Baptiste Colbert, dit l'abbé de Choisy, se piquait d'une grande noblesse et avait là-dessus un furieux faible. Je ne sais s'il avait tort ou raison ; je m'en rapporte aux généalogistes. On disait que M. Colbert avait été assez insolent pour dire au roi qu'il était parent de Madame et que pourtant le roi en avait cru quelque chose. Il dit aussi à MM. de Malthe qu'il les priait d'examiner les preuves de son fils le chevalier avec la dernière rigueur ; ils le fire aussitôt et trouvèrent le parchemin plus moisi de 300 ans qu'il ne fallait. Cette chimère lui était montée à la tête dès les premières heures de sa fortune, mais quand il se vit ministre, il outra la chose.

M. Lépinette dit le Mairat, conseiller honoraire.

Le père, appelé Jean Lespinette, maître des comptes, fut institué héritier par M. Le Mairat, son frère utérin, à condition de porter son nom. Le sieur Le Mairat était petit-fils d'un drapier de Troyes en 1553, dont le père, sergent, était fils d'un pâtissier du village de Droupt près Troyes. Jean Lespinette, maître des comptes, était petit-fils d'un vinaigrier de

1. Il y a au *Cabinet des titres* de la Bibliothèque nationale tout un carton de documents généalogiques dressés au XVIIe siècle pour les Colbert. Voici la version présentée pour expliquer leur descendance des Colbert d'Ecosse, reconnue, comme on sait, au commencement de notre siècle par les autorités officielles d'Angleterre. — Edouard Colbert, garde écossais de Louis X le Hutin, serait tombé malade à Reims pendant le sacre de ce prince en 1314. Soigné dans une maison du faubourg Cerès, il épousa « après amourettes, » la fille de son hôte et demeura en cette ville.

Troyes. M. Le Mairat, conseiller honoraire, est oncle paternel de la femme du président Le Pelletier ; son frère était maître des requêtes.

Nota. — Jean Le Mairat, seigneur de Droupt, conseiller au grand conseil, épousa Anne Colbert de Villaurt ; vivait en 1777.

Le chevalier Le Mairat, chevalier de Saint-Louis, officier aux gardes françaises, mort en 1778 ; M. Le Mairat, président aux comptes ; Mlle Le Mairat, épouse du comte de Saint-Cyr, officier au régiment du Roi, et plusieurs autres leurs frères et sœurs, sont fils du président, seigneur de Bruyères-le-Châtel, conseiller honoraire au parlement, puis président aux comptes, et de Mlle Pecquot de Saint-Maurice. Ce dernier avait eu une sœur mariée à M. Le Gendre, comte d'Ohzembray.

B.

QUELQUES PREUVES SUR JEAN COUSIN

Peintre, sculpteur, géomètre et graveur

(SUITE)

IV

L'ŒUVRE DE JEAN COUSIN

Parmi les peintres de son temps Cousin seul conquit la renommée. Alors que notre statuaire de la Renaissance atteignait aux plus hauts sommets de l'art, on ne connaissait guère en France de peintures autres que des portraits et des verrières. Qu'on ne s'étonne donc point de voir l'auteur de cette allégorie ingénieuse et profonde de la *Pandore*, cette grande nouveauté d'un art voué jusqu'alors à la peinture religieuse, salué par ses contemporains du titre de fondateur de l'école française.

Ce premier jet du génie de la peinture en France tous les écrivains d'art lui ont payé leur tribut d'admiration. Félibien, le comte de Caylus, Millin, de Laborde, Mérimée, Clément de Ris dans ses *Musées de France*, Viollet le Duc dans son *Catalogue*, M. Feuillet de Conches dans ses *Apocryphes de la peinture*, M. Arsène Houssaye, (*Discours d'inauguration de la statue de Thénard à Sens*), d'autres encore ont signalé et décrit cette œuvre merveilleuse et étrange, française par la pensée et l'expression, italienne par le procédé. Entre tant d'appréciations diversement remarquables, celle-ci de M. Emile Montégut dans ses *Souvenirs de Bourgogne*, nous a surtout frappé par le sentiment exact et précis qu'elle revèle de l'œuvre et de son auteur :

« Comme les peintures de J. Cousin sont extrêmement rares, il est « fort difficile de prononcer un jugement absolu sur la nature de ses « facultés ; à tout le moins nous ne l'aurions pas osé tant que nous « n'avions vu de lui que le *Jugement Dernier* du Louvre. Depuis que « nous avons vu *Eve, première Pandore* nous pouvons être plus « hardis.

« Ce qui nous frappe dans l'une et l'autre de ces œuvres, c'est une « merveilleuse facilité d'assimilation, toute semblable à cette opération

* Voir page 371, tome IX, 5e année, de la *Revue de Champagne*.

« de la nature par laquelle le corps transforme en sa propre substance « les aliments qu'il reçoit. Le *Jugement Dernier* est une combinaison « harmonieuse de la science de composition de Michel Ange et du « coloris vénitien ; l'*Eve, première Pandore* donne en même temps « les deux sensations d'un chef-d'œuvre du Titien et d'un chef-d'œu- « vre de Léonard de Vinci. En contemplant ce tableau, on ne peut « chasser de son souvenir ces splendeurs de la chair dont les magni- « fiques nudités du Titien ont si souvent étonné nos yeux.

« Elle vient incontestablement du Titien, cette pose si bien choisie « pour faire ressortir les lignes du corps ; ils en viennent aussi, ces « plis gracieux que forment les chairs par la manière dont le buste se « redresse. Encore moins peut-on s'empêcher de se rappeler la fasci- « nation magnétique et la profondeur psychologique des œuvres de « Léonard de Vinci. L'un et l'autre de ces deux grands artistes sont « là reconnaissables, et cependant ce n'est ni l'un ni l'autre. . Tout « en les imitant, le peintre est resté original, absolument de la « même manière que Racine en transcrivant Euripide et Molière en « transcrivant l'*Aulularia* et l'*Amphytrion* de Plante. Le tableau « n'a d'exotique que la connaissance des secrets et des procédés de « l'art. »

Souvent salué du titre de *Fondateur de l'Ecole française*, Cousin ne fut que le plus puissant parmi les initiateurs d'un art nouveau. En réalité, l'Ecole française se fonda au XIIIe siècle, elle n'attendit pas la Renaissance italienne pour doter nos grandes cathédrales d'une statuaire, également remarquable par la liberté de l'exécution, la profondeur du sentiment et la perfection du travail. L'Angleterre, la Suède et l'Allemagne à l'envi nous demandaient des architectes ; et le pape Eugène IV appelait de Tours à Rome Jean Fouquet pour exécuter son portrait, art naissant encore à son époque, même en Italie, alors que nos peintres verriers allaient non y porter, mais y élever l'art du vitrail à une hauteur que les Italiens n'avaient pas connue et qu'un français, Jean de Bologne, prenait rang parmi les plus grands sculpteurs de l'Italie. La suprématie italienne sur le monde de l'art date donc seulement de Léonard de Vinci, de Raphaël et de Michel-Ange.

Mais une loi inéxorable veut que toutes les écoles de peinture et de sculpture débutent par la naïveté et finissent par le maniérisme. L'art italien en était là, il touchait à son déclin lorsque François Ier chargea le Rosso d'abord, puis le Primatice d'initier l'art français à la grande peinture. Le Rosso apporta le goût des poses apprêtées et des découpures anatomiques, et si le Primatice n'était pas autant porté vers l'énergie, le style capricieux et d'une élégance affadie, qu'il imposa à l'école de

Musée d'Auxerre. Photoglyp Lemercier & Cie

PORTRAIT (inédit)

DE

JEAN COUSIN,

Par Aug. MICHELON d'Auxerre,

d'après la verrière de M. Poncelet.

Fontainebleau, l'emporta, grâce à l'engoument général, sur l'esprit de naturel et de sincérité dont nos vieilles écoles provinciales s'inspiraient. Jean Cousin personnifia, malgré ses concessions à la mode du jour, la lutte du grand et du vrai contre la décadence. Après lui tout s'affaissa, tout périt, jusqu'au jour où le Poussin et Lesueur dégagèrent l'art du crépuscule où l'avait plongé l'invasion italienne.

Le Rosso trônait encore à Fontainebleau, imposant à ses élèves sa manière violente et désordonnée, lorsque Jean Cousin peignait à Sens la *Pandore*. Mais un peintre de cette force, de ce tempéramment, n'a pu se borner à ce tableau et à celui du *Jugement*. On ne fait pas de tels chefs-d'œuvre sans être non-seulement un grand peintre, mais un peintre habituel, exercé et fécond. Où sont les peintures qui suivirent ou précédèrent ces deux là, qu'une longue suite d'années sépare visiblement ?

« Jean Cousin, dit Taveau, a faict de beaux tableaux de « peinture très ingénieuse et qui sont admirés par tous les « ouvriers experts en cet art... »

Félibien est encore plus précis : « Ayant épousé, dit-il, la « fille du sieur Rousseau, il l'amena à Paris ; il continua les « ouvrages qu'il avait commencez et en fit *quantitez d'autres*. « Un des plus beaux que l'on voie de lui est un tableau du « *Jugement universel*... » De son côté de Piles, historien d'art qui devait ainsi connaître le pays natal du peintre, car il était de Clamecy, s'exprime ainsi : « *On voit* dans la ville de « Sens *quelques tableaux* de sa façon et plusieurs portraits. » (De Piles, *Vie des Peintres*, Paris, 1699).

Encore une fois, que sont devenus ces tableaux ? Si préoccupé qu'il fut de peindre des verrières, d'écrire des préceptes ou de dessiner, Cousin, au cours de sa longue carrière dut pratiquer également et assidûment la peinture à l'huile. M. Arsène Houssaye nous a montré une *Diane de Poitiers*, grandeur nature, qui, par l'arrangement des personnages, la sévérité élégante des lignes, la touche un peu sèche, mais posée franchement, pourrait bien justifier l'attribution qui lui est donnée. Un autre grand tableau, *Les noces de Cana*, fut envoyé au musée de Rennes en 1804, par l'Etat, avec l'indication *attribué à Jean Cousin* et comme provenant de l'église Saint-Gervais à Paris, où aucun ouvrage ne le mentionne. Le docteur Aussant, amateur distingué et directeur du musée de Rennes, voulut bien, il y a dix ans, nous en envoyer la description que voici :

« Le caractère n'en est pas le même dans toutes ses parties ; Jésus-« Christ et la Vierge, qui occupent le premier plan, font penser à Léo-« nard de Vinci, alors que d'autres figures rappellent le mode vénitien, « comme si l'artiste, fort habile d'ailleurs. cherchait encore sans avoir « de manière arrêtée, comme on le remarque chez quelques peintres « de l'école de Fontainebleau... Les figures sont nombreuses et l'ar-« chitecture y joue un rôle si important, elle porte un tel cachet de « précision, que le peintre a dû être en même temps architecte [1]. »

La *Pandore*, elle aussi, fait songer au Titien et à Léonard, comme le *Jugement dernier* du Louvre aux grands maîtres florentins. Le tableau de Rennes, tel que le décrit M. Aussat, serait-il contemporain de la *Pandore ?* Les régistres du Louvre l'indiquent à tort comme provenant de l'église Saint-Gervais à Paris. Il présente donc, comme l'a dit M. Clément de Ris, deux énigmes à déchiffrer : De qui est-il ? D'où vient-il ?

Il ne vient pas de Vauluisant, comme on a pu le croire. Une tradition très-accréditée veut que le maître-autel de cette abbatiale soit échu à l'église de Courgenay, sa voisine. On le démonta il y a une dizaine d'années, car il masquait les fenêtres de l'abside et avec ses parties principales l'on établit un banc d'œuvre.

« Je crois pouvoir affirmer que ce n'était pas un chef-d'œuvre, nous « écrit M. Boudard, curé de Courgenay, et qui nous paraît homme de « goût. On peut encore en juger le style par les boiseries du banc « d'œuvre et elles n'ont rien de la Renaissance. Je le croirais bien « plutôt, avec Victor Petit, du siècle dernier. La toile qui l'ornait se « trouve roulée dans mon grenier. Elle mesure 2 m. 85 sur 1 m. 85 « de large et représente un grand Christ en pied [2]... »

D'où il suit que le maître-autel de Vauluisant, dont l'église de Courgenay hérita, n'est pas celui que deux grands artistes troyens, Blottin et Millon, sculptèrent et dont Jean Cousin peignit le tableau. Fut-il détruit au XVIIIe siècle comme entâ-

1. M. Aussant, mort en 1873, a pour successeur M. G. Jan, qui vient de nous écrire ceci : « Je crois faiblement à l'authenticité de cette toile, car elle « a des parties faibles et ne ressemble ni comme couleur ni comme dessin au « tableau du Louvre. » Mais la *Pandore* n'y ressemble pas davantage et n'en est pas moins authentique.

2. Deux lignes encore de la lettre de M. Boudard, à l'intention des curieux : « Quant au rétable de la chapelle de la Vierge, celui-là est « vraiment une œuvre d'art et doit appartenir à la belle époque de Vaului-« sant. Un tableau a forme cintrée ayant 2 m. 39 sur 1 m. 34, en occupe « le milieu et représente l'*Annonciation*. La peinture, admirée des con-« naisseurs, ne serait peut-être pas indigne de Jean Cousin. » C'est un point à éclaircir.

ché de *gothicisme* ou bien vendu en 1793 ? Encore un point à éclaircir.

Plus heureux nous fûmes au musée de Mayence, très glorieux d'une *Descente de Croix* que son directeur attribue au peintre du *Jugement dernier*. C'est un des bons et beaux tableaux de la *Confrérie du Puy-Notre-Dame*, dont plusieurs sont restés à Amiens. Il nous a semblé de la même manière, du même temps et un peu antérieur à Jean Cousin, car il est daté 1523. L'inventaire du Louvre, l'attribuait *à un ancien maître français*, sans indication de provenance. Tel aussi le cas du musée de Valenciennes et de l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris, à l'occasion de deux tableaux représentant le *Jugement dernier* attribués au maître de Sens et, tous deux, apocryphes au premier chef.

Ces deux attributions, comme celle du Musée de Mayence, remontent à l'époque, récente encore, où Jean Cousin était un peu oublié. Les deux notices romanesques de MM. Deligand et Frédéric Villot lui, rendirent la vogue. Alors tout vitrail, tout tableau, statue, dessin, ivoire ou même émail de son temps et de provenance inconnue, lui fut attribué au hasard, sans contrôle autre que celui de quelques érudits dont la voix isolée se perdit au milieu de l'engouement général. L'histoire des œuvres de Jean Cousin s'est vue ainsi encombrée de faits parasites qu'il faut en élaguer aujourd'hui.

Catherine II confia au baron Grimm, son correspondant à Paris l'acquisition de plusieurs centaines de tableaux français dont elle orna son palais de l'Hermitage. L'un d'eux était l'esquisse du *Jugement dernier*, mesurant 28 pouces sur 31 et que le catalogue évalue trois mille roubles. On ne sait rien de plus sur cette œuvre intéressante. Non-seulement M. Viardot, qui a longuement décrit les Musées de Russie, n'en dit rien mais il place le nom de Jean Cousin sur une liste de peintres « dont personne ne parle plus » assure l'auteur estimé des *Musées d'Europe*, qui ajoute :

« Si j'en connais pas un, je veux être pendu ! »

Preuve nouvelle que dans les meilleurs ouvrages il y a toujours quelque chose de donné ou de refusé par le hasard.

Le catalogue du Musée de Brunswick fait mention d'*un Groupe de trois femmes dont l'une fait l'aumône*, tableau qu'il attribue au maître sénonais.

L'*Artémise* de M. Poncelet, à Auxerre, ne peut guère lui

être contestée. Comme l'a dit justement M. Gallichon, dans la *Gazette des Beaux-Arts*, « il faut bien la donner à Jean Cousin » à défaut de tout autre à qui on puisse l'attribuer. « M. de Montaiglon est encore plus précis : « L'Artémise est char- « mante, nous écrit-il, et tout ce qu'il y a de plus authenti- « que. L'effet blanc, mince, pâle, maniéré, en un mot le « Michel-Ange affecté jusqu'à la *cocodetterie* des Valois y est « un suprême degré. Remarquez aussi la fidélité trop grande « à la copie de l'orfévrerie contemporaine : les deux vases « sortent de chez le bon faiseur et Sauvageot aurait bien voulu « les rencontrer. » Cette œuvre remarquable, fidèlement rendue par l'élégant burin de M. Hausseullier, a été reproduite par la *Gazette des Beaux-Arts* (tome IV, 1871).

Nous avons donné au musée d'Auxerre un petit panneau représentant la *Cène* et dont le faire offre plus d'une analogie avec celui du maître. L'œuvre, peinte de pratique, n'est pas de lui assurément, mais peut être d'un de ses élèves, car, au revers du panneau, qui sort probablement de son atelier, on distingue encore ces lettres : JEH.... SENON.... Le reste a disparu.

Signalons enfin à Paris deux compositions qui lui sont attribuées et dont l'une, tout au moins, est apocryphe. La première, une *Descente de Croix*, possédée par un artiste peintre, M. Lechevalier, aurait, suivant M. A. Firmin-Didot, tous les caractères de la peinture de Jean Cousin influencée quelque peu par l'art italien. L'autre qui représente la *Guérison du Paralytique* et fait partie du cabinet de M. X., rue Suger, à Passy, fut signalée, il y a quelque dix ans, par les feuilles politiques comme œuvre authentique et *signée* de Jean Cousin. M. Gallichon, invité par l'heureux possesseur d'aller en apprécier le style et la beauté, nous délégua ce soin et grande fut notre surprise à l'aspect de ce panneau, réellement signé JOANNES C.V, mais dont les types de têtes, la tournure des personnages et leurs ajustements différaient absolument de sa manière.

Nous n'aurions pas demandé mieux que d'être convaincu par M. X. si de nombreuses déceptions ne nous avaient enseigné le doute ; mais lui, fort du dire d'un expert, — le même qui sans doute lui vendit le tableau, — n'en voulut pas démordre. Vérification faite, les majuscules transformées en signature disaient *Joannis capitulo quinto*, d'après l'évangile selon saint Jean, où l'histoire de la guérison du Paralytique se trouve aux premiers versets du chapitre V.

Cette revue sommaire des peintures de Jean Cousin, ou qui lui sont attribuées, serait trop incomplète sans la mention de ses « *quantitez de portraits* » signalés par Félibien et de Piles. L'*Arthémise* d'Auxerre doit être l'un de ces portraits, celui d'une veuve inconsolable, mais idéalisé. M. Tarbé, le célèbre imprimeur sénonais, mentionne trois portraits de famille « qui sont, « dit-il, chez la citoyenne Bouvier: le *portrait de Jean Cousin*, « exécuté par lui-même, celui du chanoine Jean Bouvier et « enfin celui de Marie Cousin » (*Almanach de Sens*, l'an VII de la République). Tarbé a dû prendre le portrait d'Etienne Bouvier, l'époux de Marie Cousin, pour celui du peintre, car « les traditions de la famille, dit M. Deligand, ne confirment « pas qu'elle ait jamais possédé le portrait de Jean Cousin. » Celui d'Etienne Bouvier, dont Tarbé ne parle pas, existe encore avec les deux autres chez M. Bouvier à Tours. Nous les avons appréciés, d'après des photographies exposées à Sens, dans la chronique de la *Gazette des Beaux-Arts* (décembre 1866). Nous n'avons rien à en dire de plus.

De Jean Cousin peintre on n'a donc qu'un petit nombre de tableaux et, sculpteur moins d'ouvrages encore que peintre. S'il sculpta la statue de l'amiral Chabot il faut le mettre au premier rang des statuaires de son époque, puisqu'elle remplit toutes les conditions qui caractérisent le chef d'œuvre L'expression calme et profonde de la tête, l'aisance et la souplesse du corps sous son armure de fer et jusqu'à l'habileté merveilleuse du ciseau impriment à cette œuvre sans seconde, comme la *Pandore*, un cachet remarquable de supériorité. On conçoit, dès lors, combien la recherche de sa paternité importe à la gloire du maître de Sens.

On a vu que son contemporin Taveau (1587), la lui accorde sans conteste : Jean Cousin, dit-il en parlant du tombeau, « *l'a faict et dressé.* » Félibien, une autorité en l'art français et qui n'a point connu l'ouvrage de Taveau, car il l'eût cité, Félibien est tout aussi affirmatif (1666). D'Argenville (1745), auteur qu'on a trop cité et qui ne cite guère, se borne à dire : « la statue de l'amiral Chabot est de sa main ; » mais Sauval, contemporain de Félibien, avait écrit :

« Perlan l'attribue à maître Ponce, Sarrazin n'est pas de cet avis. Tous avouent que le goût en est fort et superbe » (*Histoire de la ville de Paris*, 3 vol. in-f°, 1725).

Et Sauval ne parle pas de Jean Cousin. Le judicieux écrivain n'était plus depuis un demi siècle lorsque Rousseau, son

ami, publia son ouvrage avec des corrections et additions que le docte Lenglet Dufresney jugeait sévèrement : « Le premier volume est bon, le second médiocre et le troisième détestable, » dit-il. Or le passage relatif à la statue de Chabot est du premier volume ! Malgré cela, l'opinion en faveur de Cousin, à force d'être répétée, est devenue traditionnelle. Presque tous les écrivains d'art s'y rallient, sauf M. de Montaiglon et un fin connaisseur d'Angers, M. Beclard, dont l'œuvre *Jean Cousin a-t-il été statuaire?* est bien moins paradoxale que son titre ne le fait supposer.

Il y a deux choses dans le tombeau, et très distinctes : la statue, chef-d'œuvre de vie, d'expression et d'exécution, puis l'encadrement avec les figures aujourd'hui séparées, la *Fortune* et les *deux Génies* funéraires qui l'accompagnaient à l'origine. Ces statues très belles d'ailleurs, sont d'un goût plus moderne et aussi moins élevé. C'est la remarque qui me fit M. Montaiglon le jour où j'opposai à ses conclusions le texte de Taveau :

« Votre passage est très curieux, répondit-il. C'est la première fois qu'il se produit un texte antérieur à Félibien et cela est important. Mais une chose reste certaine ;

1° Que les accessoires ne peuvent être que de la fin des Valois ; par conséquent, l'ayant ou ne l'ayant pas sculpté, Cousin peut être l'auteur de la composition et du dessin et en avoir surveillé l'exécution.

2° Que la statue, la seule chose qui soit un chef d'œuvre, est bien antérieure, ce qui résulte d'elle-même : elle est contemporaine de François Ier et de Chabot, et, dans mon opinion, plus voisine de sa nomination au grade d'amiral (1525) que de sa mort (1543).

Il faudrait donc que Cousin à 40 ans de distance ait d'abord fait la statue vers 1530 et le cadre ornamental vers 1570, date du goût de ce dernier qui sent pleinement l'exagération des derniers Valois et des derniers temps de l'école de Fontainebleau expirante.

A l'égard des mots « *faict et dressé* » je crois que vous leur donnez une extension moderne. M. Quantin doit être de mon avis. Philibert de l'Orme, architecte, *a fait et dressé* le tombeau de Henri II, sculpté par vingt artistes partant de son croquis et travaillant sous sa direction. Ainsi de bien d'autres. La division du travail pour un monument est alors plus fréquente qu'aujourd'hui. Le cadre sculpté du tombeau, son arrangement architectural et ornemental est bien du temps de Cousin, il pouvait être de lui. Votre texte prouve qu'au lieu de possibilité, il y a probabilité, *certitude même*. J'en ai fait la supposition, vous la confirmez. »

La question en est là et rien que la production de preuves écrites et contemporaines ne peut la trancher. L'opinion de

notre savant contradicteur reste contestable seulement quant à la date de la statue (1537), qu'il croit ou croyait avoir dû être sculptée du vivant de l'amiral. Dans ce cas l'artiste l'eût représenté debout; or il est couché, comme le sont toutes les statues funéraires, ce qui reporte la date probable de celle-ci non à 1530, mais de 1543 à 1545 environ. Toutefois, l'autre argument paraît sans réplique : les variations du goût, en effet, donnent, à de rares exceptions près, la date des œuvres d'art, tout comme celle des monuments et avec une égale certitude. La chronique de la *Gazette des Beaux-Arts* résuma ainsi ce débat qui fit quelque bruit dans la presse artistique :

« Le document nouveau apporté par M. Lobet est important, dit « M. T. Del Tall; les raisons données par M. de Montaiglon sont sé- « rieuses. Aux critiques versés dans la connaissance du XVIe siècle « nous en remettons la décision; nous n'entrons pas dans le débat : « ce que nous demandons, c'est que les Bourguignons fouillent les « archives de leurs villes, de leurs presbytères, de leurs châteaux, les « comptes de fabriques d'église, des études de notaires, et nous ne « doutons point qu'ils ne trouvent, sur ce point quelques faits nou- « veaux. »

Dix années ont passé sur cet appel et il n'y a pas encore été répondu. Ici pourtant la matière ne peut manquer. Chabot fut un personnage célèbre de son temps; tous les historiens en ont parlé longuement. Mais comme il était originaire de Bourgogne, que les comtes de Charny, ses ancêtres, jouèrent un rôle dans l'histoire de la contrée, c'est aux Bourguignons, comme l'a dit M. Del Tall, que le hasard a réservé de trancher quelque jour la question.

Belle de vérité, de simplicité, de force et de noblesse, la statue de l'amiral Chabot contraste singulièrement avec la grâce affectée des Gallo-Florentins de son époque. Au dire de critiques éclairés, c'est le chef-d'œuvre de la sculpture française. A la première Révolution, Alexandre Lenoir la détacha de l'ensemble du tombeau élevé par Léonor de Chabot, fils de l'amiral, et dont nous reproduisons, d'après Millin, la disposition (voir pl. IV). Transférée d'abord au *Musée des monuments français*, elle est aujourd'hui au Louvre (N° 104) avec les trois statues principales qui l'entouraient : deux *Génies funéraires* et la *Fortune*.

Fidèle à la tradition antique, J. Cousin représenta cette dernière, non-seulement aveugle, mais folle et sourde, telle que l'a décrite Cébès, disciple de Platon. Nonchalamment couchée

sous le sarcophage, son œil hagard respire la haine et l'irritation de la défaite, allusion visible aux manœuvres des ennemis de Chabot acharnés à sa perte. La distinction et la grâce caractérisent les deux *Génies funéraires*, abaissant leurs flambeaux en signe de deuil. Les *quatre* statues sont en albâtre de Lagny. Voici leurs dimensions : Statue de l'amiral, 1 m. 58 ; les deux Génies, 1 m. 02 ; la Fortune, 85 c. La hauteur du monument au-dessus du piedestal dépassait 3 m. et sa largeur 2 m. 50.

Le piedestal, lui-même, a disparu avec son épitaphe greco-latine d'Etienne Jodelle, l'ami du poète Ronsard et les deux figures, — bas-reliefs ou statues on ne sait trop au juste, — qui l'accompagnaient. L'une représentait *Saint-Paul* et l'autre *Melchisedec*. Le dessin le plus ancien du Mausolée, publié par Piganiol, en donne seulement la partie supérieure, et cette partie disparut elle-aussi, en 1818 lors du transfut au Louvre des quatre statues. Le goût sec et étriqué de cette époque blâmait la surabondance de ses détails ; on admirerait aujourd'hui leur richesse, leur variété et leur parfait ensemble.

Un cadre ovale très orné et renfermé dans un grand cartel de marbre richement sculpté entourait la statue de l'amiral. Aux angles supérieurs on y voyait deux *Génies de la Navigation*, au centre les armoiries de Chabot tenues par deux enfants, aux angles du cartel des ancres symbolisant sa dignité d'amiral, et aux deux côtés, posant sur des consoles les deux *Génies funéraires* déjà cités. Chabot, dans l'attitude que l'antiquité donnait aux divinités des eaux, était à demi couché en avant d'un bassin d'eau en marbre noir, sur les bords duquel grimpaient, des poissons d'eau douce, à grosse tête plate, qu'on nomme des *chabots* et qui figurent dans l'écusson de la famille. Cette statue est considérée nous l'avons dit, comme le chef-d'œuvre de la sculpture française au XVIe siècle. Telle est l'opinion de M. Charles Blanc, qui en apprécie ainsi la suprême beauté :

« Au milieu des statues purement païennes de Jean Goujon, de « Germain Pilon, celle-ci frappe tout d'abord par son caractère grave « et par cette expression si humaine de la méditation intime et des « sentiments les plus profonds de l'âme que le christianisme a introduit dans l'art. Le guerrier au repos a l'air plongé dans la contemplation du monde intérieur. Chose remarquable ! cette belle statue « modelée par un peintre n'a rien d'un peintre ; elle est conçue et « exécutée dans les données les plus sévères de la grande sculpture. »

Ce superbe mausolée qui eut fait honneur aux plus beaux temps de l'Italie elle-même est aujourd'hui détruit, sauf les quatre statues principales et quelques parties accessoires. L'Italie, l'Angleterre ou l'Allemagne l'eussent conservé pieusement, comme un glorieux patrimoine national. Mais on n'a pas en France le culte des monuments et leur histoire n'est, la plupart du temps, qu'une suite non interrompue de ruines et de dégradations. Il faut en excepter toutefois la Normandie et, en particulier Rouen, dont le bon sens de la population les protégea aux heures du péril. Les magnifiques tombeaux de la cathédrale demeurèrent intacts et parmi eux celui de *Jacques de Brézé*. Une tradition ancienne et constante, mais dénuée de preuves, en fait honneur à Jean Cousin. D'autres monuments funéraires qu'on lui attribuait méritent à peine une mention.

V

STATUES, BUSTE ET PORTRAITS

En cherchant bien on trouve, tant en statues, qu'en buste et portraits, une douzaine d'effigies de J. Cousin, presque toutes dissemblables. La belle gravure d'Edelinck ouvre la série et n'en est point la meilleure. Mais comme ses reproductions accompagnent les dernières éditions du *Livre de pourtraiture*, elle est devenue légendaire, comme certaines erreurs historiques qui sont tenues pour vraies à force d'avoir vieilli.

Le plus beau des hommes, pour le commun des mortels, c'était Raphaël. Vainement s'est-il représenté, dans ses grandes fresques, avec le nez gros, la lèvre de travers, le cou grêle et long et le teint olivâtre. Rien n'y a fait et sur la foi de portraits de fantaisie, le sentiment général, subjugué par la grâce infinie de ses œuvres, a décoré sa personne de leur cachet. On a mauvaise grâce aujourd'hui à dire que Raphaël n'était pas un Adonis.

Ainsi du marbre de M. Chapu inauguré tout récemment. Les fervents de Jean Cousin, — et on ne les compte pas à Sens, — le connaissent par le tableau érigé en son honneur, à la mairie, il y a quelques vingt ans et reproduction par le pinceau de la gravure d'Edelinck. On s'est si bien habitué à l'air fringant et musqué du personnage gravé, les traits de sa figure de fantaisie ont si bien pénétré tous les esprits qu'on

hésite, quant à la ressemblance du marbre de M. Chapu, à se prononcer. Mais les plus osés n'hésitent pas. Pour eux, c'est la statue qui a tort !

On connaît trois *états* de la fameuse gravure. Le premier ne porte aucun nom ; le second porte celui de *Jean Cousin*, écrit après coup sur une console et à gauche *Edelinck sculpt.* Un troisième nom *Drevet exc.* a été ajouté plus tard. Né en 1640, Edelinck n'a pu connaître son modèle, n'a remonté à aucune source, ni consulté aucun document, puisqu'il n'en cite point, lui si scrupuleux d'ordinaire, D'où M. Didot, un fin connaisseur en la matière, conclut que « le nom de J. Cousin a dû « être ajouté par l'éditeur pour donner plus d'intérêt au por- « trait. » (Etude sur J. C., p. 62).

Personne ne méconnaît la justice de cette observation. Une voix pourtant s'est élevée pour la combattre : la voix du patriotisme de clocher, plaidant *pro domo sua*, c'est-à-dire l'authenticité de la gravure et, partant, du tableau par elle inspiré. Nous ignorons si cette voix respectable aura modifié l'opinion des érudits sur ce point.

Pareille mésaventure advint à Auxerre quelques années plus tard à l'occasion, non d'un tableau, mais d'un buste. La *Société des sciences* de l'Yonne avait résolu de consacrer la mémoire du grand artiste, par un monument durable qui prendrait place au musée du chef-lieu. Mais l'effigie authentique restait à trouver. Tarbé dit, en 1799 que « il existe à Sens, « chez la citoyenne Bouvier, le portrait de Jean Cousin, peint « par lui-même, » mais c'est le portrait d'Etienne Bouvier, gendre de l'artiste, qu'il a dû prendre pour celui du maître. D'Argenville, le premier, a signalé, au bas du tableau du *Jugement*, le buste d'un personnage drapé à l'antique, assez âgé, a longue barbe et à cheveux longs presque blancs, calme et indifférent aux scènes terribles qui se déroulent devant lui, comme étant le portrait probable de J. Cousin.

Nous n'avions pas lu encore d'Argenville lorsque, en 1868, l'étude détaillée du tableau nous fit découvrir, presque voilé par une demi-teinte, le buste en question. Serait-ce le portrait du peintre ou celui d'un donateur ? Nos doutes se dissipèrent lorsque M. de Montaiglon qui, lui non plus n'avait eu connaissance du passage de D'Argenville, nous écrivit :

« Vous avez deux cents fois raison pour le portrait de Jean Cousin. J'ai voulu revoir celui d'Edelinck que je me rappelais fort peu. Il est parti de la tête du *Jugement dernier*, en lui coupant et pointant la

barbe et en le coiffant d'un bonnet d'artiste du XVIe siècle. Ceux qui sont dans les dernières éditions de l'*Art du dessin* — ou *Livre de pourtraiture*, — sont encore plus mauvais.

« La tête du *Jugement dernier* tourne au patriarche et au philosophe, mais telle qu'elle est, elle se trouve dans des conditions à être probablement la figure du peintre et non du donateur. C'est encore la moins éloignée de la vérité et il faut s'y tenir si la ville d'Auxerre a la bonne inspiration d'ériger un buste à Jean Cousin. »

Mais on se hâta trop. Abandonné à lui-même, à sa seule imagination, le statuaire choisi, M. Leclaire, de Vermanton, aboutit à une tête quelconque, fière et inspirée, mais dont les Edelinck de l'avenir devront se méfier. Ce buste figura (n° 1752) au *Salon de* 1872.

Ainsi encore de la statue demi-colossale de M. Jacques, perdue dans la triple rangée de grands hommes encadrant la cour du nouveau Louvre. C'est une création de fantaisie, conçue sans modèle, sans préoccupation de la ressemblance.

Et pour ne rien omettre dans cet inventaire de statues, bustes et portraits consacrés au Maître de Sens, rappellons les effigies gravées des diverses éditions du *Livre de Portraiture*, inspirées de celle d'Edelinck et encore altérées par des copies successives, celle de la *Vie des plus fameux peintres* du trop fameux d'Argenville qui, le premier, reconnut le portrait du « Sénonais » dans le tableau du *Jugement*. Mais peu soucieux de prêcher d'exemple d'Argenville publia un portrait tout différent de celui-là, œuvre de pure fantaisie comme la statue de la cour du nouveau Louvre, comme le buste du Musée d'Auxerre, comme le tableau de la Mairie de Sens.

« Les quatre cinquièmes des portraits modernes du Musée « de Versailles ne sont guère, au dire d'un juge éclairé, M. « Feuillet de Conches (*Les apocryphes de la Peinture*) que des « suppositions souvent effrontées. » Le portrait de J. Cousin ne figure pas dans ces annales du mensonge, mais on le retrouve, à notre grande surprise, dans l'*Histoire des Peintres*, cette admirable encyclopédie de l'art dans tous les pays où il fleurit. C'est une reproduction d'Edelinck, avec quelques variantes.

On sait que le flamand, Pierre de Jode a gravé en douze feuilles le *Jugement Dernier*. Chose étrange! la tête qu'il reproduit n'est pas celle du tableau. Les draperies du buste sont identiques, mais la figure est beaucoup plus jeune et presque de profil; les cheveux sont courts comme la barbe.

Le graveur aurait-il substitué son portrait à celui du peintre? Non, car de Jode a été peint par Van Dyck, gravé dans l'œuvre du peintre anversois et sa figure diffère absolument de celle qu'il nous donne comme celle de Jean Cousin.

Il n'y a donc pas lieu, avec M. Firmin Didot, de lui imputer une fraude ni à nous, qui avons publié ce portrait équivoque, une méprise (*Etude sur Jean Cousin*, p. 44) Méprise cherchée, alors, et à l'appui d'une conjecture que nous allons de nouveau formuler De Jode n'aurait-il pas gravé le *Jugement*, non d'après le *tableau*, alors placé dans l'église des Minimes, mais d'après l'*esquisse* achetée au siècle dernier pour la Russie? L'esquisse pouvait être de bon nombre d'années antérieure au tableau et cela expliquerait, faute de mieux, la différence d'âge de deux têtes dont les caractères généraux ne sont pas dissemblables.

Enfin M, A. Firmin Didot vint! et le premier, il restitua à l'art et à l'histoire la tête véritable du tableau du Louvre. M. Duvivier a pu la dessiner dans les proportions exactes de l'original, en pleine lumière, à la loupe pour ainsi dire afin de restituer avec plus de certitude quelques traits un peu affaiblis par le temps. Ici encore, l'éminent imprimeur, labourant un sol presque vierge, a justifié le but du monument élevé par lui à la gloire du Maître sénonais, moins, comme il l'a dit avec trop de modestie « comme travail d'ensemble que comme « recueil de matériaux. » (*Album*, J. Cousin, p. 3). Chercheurs et érudits ont maintenant à leur portée l'effigie à peu près certaine et si longtemps cherchée.

Mais avant la publication de l'œuvre de M. Didot, Auguste Michelon, avocat à Auxerre et artiste à ses heures, s'était mis, lui aussi, à *jouer des coudes*, comme il disait, et à faire place nette au portrait véritable et authentique du grand sénonais. Parmi les œuvres que M. Poncelet, l'ardent collecteur, entoure de soins jaloux, figurent de petites verrières, grandes comme la main et qu'on détacha, il y a un demi-siècle, de la maison de J. Cousin. Deux d'entre elles portent au front un caractère d'individualité qui annonce incontestablement des portraits : l'une serait le portrait du peintre et l'autre celui de sa fille unique, Marie, encore enfant. Et il faut reconnaître que la comparaison du premier avec la *tête* du *Jugement dernier* donne à cette attribution un grand caractère de certitude.

On parlait à Auxerre, en 1868, d'ériger un buste à J. Cousin et l'on sait ce qu'il en advint. Ce que voyant, Michelon, tout empreint d'une sainte colère, modèle la verrière de M. Ponce-

let et la traduit en un médaillon qui est placé aujourd'hui en guise de protestation, non loin du buste trompeur de M. Leclaire.

La sculpture de terre cuite, cette statuaire économique, si humble de matière, de travail si modeste, n'en est pas moins l'une des branches essentielles de la production artistique. La matière n'y fait rien, l'art est partout le même, aussi fin dans l'argile que dans le marbre ou l'albâtre. Tout dépend et de la tête qui conçoit et de la main qui exécute. Artiste et écrivain, Michelon possédait très incomplètement la pratique du grand art auquel il vouait ses loisirs : mais il y suppléa par l'inspiration et par une constance qu'aucune déception ne lassait. Il avait le goût, le sentiment du beau, l'esprit chercheur et original du véritable artiste. Sans la destinée qui, le détourna dans ses jeunes ans, des ateliers de sculpteurs, où sa vocation l'appelait, pour l'envoyer sur les bancs de l'école de Droit, il eut compté, peut-être, parmi les maîtres de la statuaire moderne[1].

La terre cuite du musée d'Auxerre et la tête du *Jugement* semblent, à quelque vingt ans de distance, l'effigie d'un seul et même homme. Les traits caractéristiques de la face sont les mêmes ; la physionomie morale seule diffère et n'a plus rien de la placidité pensive et résignée que le peintre s'est donnée dans le tableau. Dans le médaillon, les yeux animés du feu de la jeunesse et de l'inspiration rayonnent, étincellent, mais dans leur ensemble les deux effigies portent la marque d'une même individualité forte et puissante.

Nous arrivons ainsi au marbre de M. Chapu et au monument dû à la pieté filiale de la ville de Sens pour le plus illustre de ses enfants. Le gouvernement s'était associé à la fête d'inauguration en y déléguant M. Edmond Turquet, le zélé et intelligent sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts. MM. Thomas et Barbet de Jouy y représentaient l'Institut. MM. Lorin et Montceaux la Société des sciences d'Auxerre qui a donné l'impulsion aux études et aux recherches locales sur J. Cousin. Dans cette appréciation de l'œuvre de M. Chapu, que nous

1. Mort en 1872, à l'âge de quarante-cinq ans, Auguste Michelon a fait de la façade du musée d'Auxerre en reconstruction, une sorte de Panthéon des hommes remarquables de la contrée. On y voit, en bustes plus grands que nature, Pierre de Courtenay, empereur de Constantinople, le chroniqueur Hérik, le poète Jean Regnier, l'évêque Amyot, l'abbé Lebœuf, le docte Lacurne de Sainte-Pallaye, l'architecte Soufflot et Roux, chirurgien.

avons adressée à une publication artistique de Paris, nous ne trouvons rien à retrancher, ni rien à ajouter :

« C'est au marbre qui illumine et non au bronze qui éteint que le statuaire M. Chapu a demandé la transfiguration du grand maître sénonais. Il l'a représenté dans l'attitude qui lui convient, celle de la pensée recueillie et méditative. De la main droite Cousin mesure du compas une statuette que tient l'autre main. La tête est celle du *Jugement dernier*, mais plus empreinte du caractère d'énergie et de fermeté de l'âge mûr. On dirait que le statuaire a voulu lui donner en quelque sorte l'aspect d'un Michel-Ange français et il y a réussi.

Le Jean Cousin de M. Chapu s'appuie sur un motif d'architecture, réduction du tombeau de l'amiral Chabot. A ses pieds, les attributs du peintre et du sculpteur et derrière, le dessin au trait de l'un des vitraux de la chapelle de Vincennes. C'est bien là le grand *ouvrier* comme l'appelait Taveau, poursuivant sans hésitation ni défaillance, le travail de sa pensée.

L'œuvre a du style, de la vie et du mouvement sans être pour cela ni théâtrale, ni maniérée. Elle repose non sur un piédestal, mais sur un fût de colonne inonique tronquée, innovation hardie mais heureuse et dont il faut féliciter l'architecte, M. Lefort, le fils du zélé coopérateur de Viollet-le-Duc. » (*L'Art*, 24 octobre 1880).

Quant à la physionomie de la fête en elle-même, nous l'avons esquissée, en toute sincérité et sous l'impression du moment, dans ces lignes, écrites de Sens 3 octobre et publiées dans une autre feuille parisienne :

«.... Cette fois la fête est complète et la foule considérable ; les plus exigeants se trouvent satisfaits ; tous les fervents d'art rendent hommage à la municipalité sénonaise, à M. le sénateur Charton, promoteur de l'œuvre de la statue, à ses souscripteurs et surtout au statuaire M. Chapu, dont le marbre, comme l'a dit heureusement M. Turquet, directeur des Beaux-Arts, a ranimé une glorieuse existence éteinte depuis trois siècles.

« Cousin, d'ailleurs, est le grand homme de Sens. Son nom plane sur la ville comme une auréole indélébile ; son culte y est en honneur comme celui de Rubens, à Anvers. Tout y parle de lui et tout le monde en parle chacun à sa façon. Nulle part, je crois, le souvenir n'a ces proportions colossales, ne possède cette force imposante. » (*Journal des Débats*, 6 octobre 1880).

CONCLUSION

Nous avons essayé de nous débrouiller au milieu de tant d'effigies diverses d'origine, contradictoires ou insignifiantes et dont le modèle n'a laissé de traces, plus ou moins authentiques, que dans trois têtes de petite dimension : celle perdue dans la demi-teinte du tableau du Louvre, la petite verrière

de M. Poncelet, un peu affaiblie dans les traits du modelé et le portrait, resté problématique, de la gravure de Pierre de Jode. Ce sont, à notre avis, les seuls types sur lesquels la discussion peut s'ouvrir utilement.

C'est peu, la certitude absolue manque, mais dans l'état actuel de ce qui a pu échapper aux ravages de trois siècles, c'est déjà quelque chose et il faut s'en contenter.

Grâce à quelques érudits d'Auxerre et de Sens, bien des faits importants de la vie du plus grand maître de la Renaissance française ne sont plus ignorés ; bien des mythes ont disparu, mais bien des preuves restent à trouver pour mettre en évidence ce que déjà les preuves obtenues font pressentir : la simplicité d'une longue existence consacrée toute entière au travail, son dédain des commodités de la vie, auxquelles tout est sacrifié aujourd'hui, en un mot cette grandeur morale en laquelle toute immense supériorité de l'esprit puise « coutumièrement » sa racine.

Qu'il ait eu pour maître tel ou tel peintre secondaire pour lui enseigner la partie matérielle de l'art, la façon de se servir des couleurs et quelques règles banales de composition qui furent bientôt dépassées par son génie, cela au fond importe assez peu. Les deux grands novateurs de l'art contemporain, Géricault et Delacroix, n'eurent-ils pas à s'imprégner, dans leur jeunesse, des règles de l'école de David? Ce qui fait dans l'art toute supériorité : la pensée, le sentiment, l'âme enfin, ne s'enseignent pas. J. Cousin, comme tout véritable artiste, dont le nom et les œuvres doivent enrichir les siècles futurs, se distingua par des qualités qu'il ne devait qu'à lui-même.

Il fut d'abord, comme Bernard de Palissy, un pauvre artisan verrier se livrant, quand besoin était, à l'arpentage et à la levée des plans, mais gagnant en somme modestement sa vie et parvenant, à force de labeurs, souvent peu dignes de lui, à se créer une petite aisance. On l'a fait naître dans un château, Monthard, dont on l'a même fait, contre toute vraisemblance, le reconstructeur ; on l'a doté après sa mort de charges de Cour et de riches alliances. Ce sont de ces enfantillages qu'il faut bien signaler, ne fut-ce que pour étayer les preuves qui en attestent l'invraisemblance.

Il importe peu, après tout, que J. Cousin ait été riche ou pauvre, apprécié ou dédaigné de ses contemporains. L'essentiel pour l'histoire de l'art, comme pour la sienne propre, c'est de considérer le parti qu'il tira du milieu où il vécut.

Plus on récueille d'indices sur la vie et les travaux de Jean Cousin plus on est convaincu qu'il avait véritablement la passion de l'art dans toutes ses formes. Avide de progrès auxquels la peinture et la sculpture ne pouvaient suffire, il donna l'essor à la gravure, art encore à ses débuts en France à l'heure où elle était à son apogée en Italie et en Allemagne. Ses œuvres à l'eau-forte et au burin brillent par un accent de grandeur et de beauté alors incomparable. Il tient plus de place encore dans la gravure sur bois. L'époque des elzévirs n'était pas encore arrivée, celle des manuscrits venait de finir. Cousin aida plus qu'aucun de ses contemporains au lustre jusque là inconnu qu'atteignirent les livres imprimés et qui, reproduisant à l'infini ses dessins, propagèrent le goût et l'amour du Beau.

De grands progrès réalisés en technique ajoutent un fleuron de plus à sa couronne. Son *Livre de Perspective* (1560) et la *Vraie science de Pourtraicture* (1571) nous le montrent sûr de sa pensée comme il l'était de son crayon. Sur ce double terrain de l'art et de la science il domine son époque, il y tient, de même qu'en peinture le premier rang. Fréminet, ce singe de Michel-Ange, est le seul peintre du temps dont l'autorité balança la sienne. Comme peintre-verrier sa gloire ne fut jamais contestée. Si la statue de Chabot est de lui, il ne compta guère d'égaux en sculpture, comme il n'eut point de rivaux parmi les maîtres graveurs de son temps.

S'il ne fonda point, comme on l'a cru longtemps, l'école française, il en fut tout au moins le renovateur. Elle lui doit, elle ne doit qu'à lui ce style ferme et fier, tout empreint des plus fines qualités, style magistral qu'il créa et qu'il substitua à la manière un peu minutieuse de ses prédécesseurs. Alors que les peintres de cour et leurs élèves français créaient l'école de Fontainebleau, qu'ils travaillaient par leur genre emphatique, leur grâce affectée et pédantesque, à corrompre le goût français, lui, le maître de Sens, tout en se livrant avec amour à la partie scientifique du dessin italien, en restait le champion fidèle et persévérant. Par ses exemples et ses leçons, comme par l'étonnante diversité d'aptitudes dont il était doué, et qui le rapproche des grands maîtres de l'Italie, il put reculer d'un tiers de siècle peut-être l'heure de la décadence de notre ancienne école. Heure fatale, puisqu'elle marque le moment où nos peintres, abdiquant toute originalité, prennent le style éclectique des Carrache pour le meilleur des styles, où, sauf Poussin et Lesueur, et, parmi les modernes, David, Prudhon

Ingres et Delacroix, ils ne furent plus guère dans le secret véritable du grand art.

C'est que Cousin ne fit point école. Il n'eut point d'élèves et ne pouvait en avoir à une époque d'engouement général pour un art étranger, où rien ne naît de soi-même, où tout est le produit de la réminiscence et de l'imitation. Mais, comme l'a dit M. Feuillet de Conches, « Jean Cousin éclaira d'une chaude demi teinte une époque à son déclin. » Qui pourrait dire à quelles hauteurs eût atteint son talent, essentiellement original et national, si le faux goût de ses contemporains n'eut tendû sans cesse à le contenir, à le paralyser !

Un art nouveau était à naître. J. Cousin le créa. Il justifia ainsi, à certains égards, le titre un peu vague de *fondateur* de l'Ecole française que lui donnaient encore Alexandre Lenoir et M. de Clarac. Dans ses peintures sur verre, comme dans ses tableaux, gravures et dessins, il exprima l'idéal de cet art nouveau, trop tôt étouffé sous l'abus de l'imitation italienne ; il mérita ainsi d'être appellé le chef d'une école nouvelle ne procédant plus des anciennes écoles provinciales et qui, concentrant son activité de Fontainebleau à Paris, reçut le nom d'Ecole française. Il en fut le chef incontesté car ses doctes écrits lui donnèrent un code et des lois.

« On a comparé Jean Cousin à Michel-Ange et il n'est pas « sans avoir quelque ressemblance avec ce grand homme. Il « a comme lui embrassé toutes les branches de l'art et laissé « dans chacune, des preuves éclatantes de son génie... Aussi « savant dans le dessin qu'il est possible de l'être, statuaire « plein de style et d'élévation, bon coloriste, habile dans le « maniement du pinceau, J. Cousin est, si l'on veut, le Michel-« Ange de nos régions tempérées. Il n'eut sans doute ni la « sublimité du Florentin ni ses défauts héroïques ; mais il fut, « un siècle avant le Poussin, la personnification la plus puis-« sante et la plus française de notre art. Je dis française, « quoique sa couleur et sa manière soient italiennes, parce « que ses tableaux, sa sculpture, ses dessins, portent ce « caractère d'élégante sobriété, ont cette grâce, cette mesure, » ce grand goût qui sont les traits distinctifs de l'art français, « même lorsqu'il emprunte le langage d'autrui pour exprimer « sa pensée. »

Il faut s'en tenir à ce jugement, car il est du législateur de l'art, de M. Charles Blanc, et définit merveilleusement le caractère et la portée des facultés de Jean Cousin.

J. Lobet.

ARMORIAL

DE LA GÉNÉRALITÉ DE CHAMPAGNE*

Élection de Langres (SUITE)

45. Gérard Alexandre *Talbart de Lorbigny*, cons. président, juge des traites foraines ; bandé d'or et d'azur de six pièces.

46. Nicolas *Thiellement*, prêtre chanoine de la cathédrale ; échiqueté d'argent et de gueules.

47. Etienne *Marivetz*, éc., conseiller, lieut. assesseur civil et criminel ; d'or au chevron de sable chargé de trois aigles d'argent.

48. Philippe *Valon*, contrôleur au bureau des traites foraines ; d'argent à une croix ancrée de sable.

49. Simon *Deserrey*, premie chantre chambrier de la cathédrale ; d'azur au chevron d'or chargé d'un croissant de gueules.

50. Pierre de *Quanteal*, premier chantre ; d'azur à une fasce vivrée d'or.

51. Michel-François *Perrenot*, prieur de Saint-Martin de Langres ; de gueules à un croissant d'argent.

52. René Ant. *de Capisucchi de Bollogne*, prêtre, doct. en théologie, abbé de St André de Bust (diocèse de Senez) ; d'azur à une bande d'or.

53. Pierre Fr. *de Capisucchi de Bollogne*, chr, marquis de Bonnecourt ; écartelé au 1er et 4e à trois tourteaux de gueules, 2 et 1 ; au 2e et 3e de gueules à une bande d'argent accompagnée de 6 billettes de même, et sur le tout d'azur à une bande d'or.

54. Gabriel *Girault*, éc., sgr de Genevrieres, Bellefond et Vergillier ; de gueules à 2 pals de vair.

55. Gabriel *Debcey*, premier chantre ; de sable au sautoir composé d'argent et de gueules.

56. Marie Huguette *Clément*, veuve d'Etienne Heudelot, éc., sgr de Valpelle ; d'hermines à une bande de gueules.

Voir page 177, tome IX, 5e année, de la *Revue de Champagne*.

57. Jacq. *Filsjean*, éc., chanoine archidiacre en l'Eglise: d'argent à trois jumelles de gueules.

58. Edme *de Chapeaux*, éc.; d'azur à un lion d'or.

59. Nicolas *de Montarby*, chr, sgr de Dampierre; de gueules à trois tours d'or, deux et un.

60. Nicolas *Tassel*, docteur ès-droit, et ancien chanoine; de sinople à trois macles d'argent 2, 1.

61. Nicolas *Boudrot*, cons., président en l'élection; d'argent à deux fasces bretessées et contrebretessées de gueules.

62. Alexandre *Lambert*, lieutenant de la bourgeoisie; de sable à une bande lozangée d'argent.

63. François *Heudelot*, éc., sgr de Montesson; de gueules à un cigne d'argent.

64. Jean *Adrien*, éc., cons. secrétaire du roi, maison couronne de France, présid. au présidial; d'azur à un lion assis d'or tenant de sa patte dextre une fleur de lys d'argent.

65. Simon *Parisot*, 1er chantre, grand archidiacre; d'argent semé de croix recroizetées de sable à une bande de gueules brochant sur le tout.

66. Georges *de Garnier*, éc., sgr de Gurgy-la-Ville; d'azur à trois coquilles d'argent, 2 et 1.

67. Louise *Dargonnelle*, veuve de Robert Noirot, éc., sgr de Tournay et de Lostelle; d'argent à une bande de sable.

68. J. B. *Philpin*, avocat au parlement; d'or à un chêne de sinople, glandé d'argent.

69. Claude *Poisson*, major de la bourgeoisie; d'or à un loup de gueules.

70. Jeanne *de Mange*, veuve de Nicolas Philpin, cons.; de sable à un chevron d'argent accompagné de trois mâcles de même.

71. Marie *Gérard*, veuve de Gabriel Bocquin, juge de la mairie du chapitre; fascé d'or et de sable de six pièces.

25 72. Le couvent des religieuses Ursulines de Langres; d'azur à un lys de jardin au naturel, mouvant d'une touffe d'épines d'or.

73. Guillemette *Thibaut*, veuve de Gilles Petit, sgr de

Pièpape et autres lieux; d'or à un lion passant de gueules.

74. Fr. *Damedor*, sgr de Mesland; d'or à 2 cerfs de gueules.

75. Antoine *Matheret*, chanoine; d'or à la bande de sable.

76. François *Fourier*, archidiacre; d'or à 3 membres de griffon de gueules, 2-1.

77. Mammès *Boisselier*, chanoine et docteur ès droits; de gueules à la bande échiquetée d'or et d'azur de 3 traits.

78. Glaude-Mathieu *Marillier*, assesseur en l'hôtel de ville de Langres; d'azur au chevron d'or, accompagné de 3 étoiles de même.

79. Sébastien *Delecey*, conseiller en l'élection, sgr de Récourt; d'azur au val d'or, au chef d'argent chargé de 3 étoiles de gueules.

80. Pierre *Brisson*, cons. et proc. du roi en l'élect.; d'azur une face vivrée d'or.

81. Marie Bernarde *Chrétiennot*, veuve de J.-B. Demongeot[1], médecin; lozanze d'argent et de g.

82. Jean *Heudelot*, gruyer, sgr de Grandchamp; d'argent chappé de sable.

83. Jacq. *Gérard*, veuve de René Le Vacher, cons., esleu en l'élect.; d'azur à une face d'argent chargée de 3 roses de g.

84. Jacq. *de la Merchaussée*, éc.; d'azur à 3 pals d'or.

85. Cl. Pernot, exempt. de Robecourte en la Maréchaussée; d'argent à un griffon de g. couronné et armé d'or.

86. Hubert *Mauparty*, cons.; d'argent à une bande de S. accomp. de 2 aigles de même.

87. Nicolas *Le Coussin*, proc. en l'élect.; d'argent à un lion passant de g.

88. Cl.-Fr. *Mariet*, avocat au parl., lieut. part. au bailliage ducal de Langres; d'azur au chevr. d'or accomp. de 3 trèfles de même.

89. Nicolas *Bournot*, av. au parlem. et cap. de la bourg. de Langres; d'azur à un chevr. d'or accomp. de 3 roses de même.

1. Marie-Bernarde Chrétiennot, veuve de J.-B. Demongeot.

90. Cl. *Bichet*, cons. asses. en l'hôtel de ville : d'argent à 3 biches passant de g. 2-1.

91. Jean *Mauferet*, av. au parlem. et lieut. de bourg. à Langres ; de g. à une face d'argent chargée de 2 roses de g.

92. Pierre *Chrestien*, chanoine ; d'azur à 3 étoiles d'argent, 2-1.

93. L'abbaye de Morimond (50) ; d'azur semé de fleurs de lys d'or à une crosse d'argent en pal.

94. Mammès *Gauché*, cons. de la ville et contrôleur des revenus de l'hôtel de ville ; d'azur à 3 soucis d'or, 2-1.

95. François *Gauché*, receveur des droits du sceau de chancellerie.

96. Ant. *Delecey*, chanoine ; facé d'or et d'argent de six pièces à un vautour d'argent brochant sur le tout.

97. Pierre *Fillon*, chan. ; d'arg. à un lion passant de g.

98. Hubert *Jourdeuil*, commissaire provincial des Maréch. de Champagne à la résidence de Chaumont et Langres, sgr en partie de Pisseloup ; d'azur à un chevr. d'or accomp. en chef de deux coquilles de même et en pointe d'une rose d'argent.

99. Bernard-Louis-Eléonor *de la Villeneuve*, abbé de Longuay ; d'or à une croix ancrée de sable.

100. Guillaume *de Buteat*, éc. ; de g. à un croissant d'argent.

101. Marie *Beslongne*, femme de Denys de Choiseuil ; d'azur à une face d'argent bordée de gueules.

102. Barbe *de Fornier*, dame de Germonil, femme séparée de Cl. de Freville ; de g. à une face d'argent accomp. de 3 quintes feuilles de même.

103. Le prieuré d'Escouvrables ; d'or à un sautoir de g.

104. Jean *de Nogent*, sgr de Vezocelles ; de g. à un chevr. d'argent.

105. Le couvent des religieux de l'abbaye de Longuay ; d'azur à 3 faces ondées d'argent et une crosse d'or en pal brochant sur le tout.

106. Le couvent des religieux de la Visitation Ste Marie de Langres ; d'or à un cœur de g. chargé d'un nom de Jésus-Maria d'or et percé de 2 flèches de sable ferrées et empennées d'argent passées en sautoir

à travers le cœur qui est sommé d'une croix pallée au pied fiché de sable, le tout enfermé dans une couronne d'épines de sinople, les pointes ensanglantées de gueules.

107. Le couvent des religieuses du tiers ordre de Saint-Dominique; d'azur chappé de sable, l'argent chargé d'un chien de S. tenant en sa gueule un flambeau de même alumé de g.

1700

108. Le corps des Officiers du présidial de Langres; de France plein.

109. Jean-Philippe *Varney*, chanoine; de gueules à l'arbre dit « verne » d'or accosté en face de 2 croissants d'argent.

110. Philippe *Profillet*, chanoine; d'azur à la bande d'or, accompagnée de 2 étoiles d'or, une en chef et une en pointe.

111. Nicolas *Rathier*, avocat au parlement, protonotaire apostolique; d'azur au chevron d'argent, chargé en chef de deux merlettes de sable, accompagné en pointe d'une rose d'or.

112. François *Cavirot*, chanoine; d'azur au chevron d'or accompagné de 3 besans d'argent.

113. Jeanne *Garnier*, veuve Antoine Godard, avocat au parlement; de gueules à 3 besans d'or.

114. Georges *de Han*, chevalier, sgr de Fontaines, cy-devant major de Philisbourg pour le roy; losangé de gueules et d'or au chef de gueules chargé de 2 roses d'or.

115. Antoine *Barrillot*, chanoine; de gueules au croissant d'argent, accompagné de 3 étoiles d'or.

116. Pierre *Gousselin*, chanoine : d'azur au chevron d'or, accompagné de 3 aigles de même, portant chacun en son bec un serpent d'argent.

117. François *Mathié*, avocat au parlement, bailliage et siége présidial; de sable au chevron d'or, accompagné en chef de 2 trèfles d'argent et en pointe d'un lion de gueules.

118. Claude *Conrtet*, chanoine; d'azur au chevron d'or.

119. Bernarde *Bouvot*, veuve Philibert Piétrequin, éc.,

sgr de Gilley et autres lieux, conseiller du roi, lieutenant particulier au bailliage, etc.; d'argent à une face d'azur, chargé de 3 étoiles d'argent.

120. Christophe *d'Haumont*, bourgeois de Langres; d'or au chevron d'azur, accompagné de 3 têtes de lion de sable.

121. Nicolas *Le Poivre*, avocat au parlement; d'or à la face d'azur chargé de 3 étoiles d'argent.

122. Le corps des Officiers de l'Eléction; de France plein.

123. Thomas *Petit*, écuyer, sgr de Farincourt; de gueules au massacre d'argent, sommé d'or.

124. Nicolas *Frequart*, ingénieur ordinaire du roi et capitaine au régiment de Normandie; d'argent à 3 bandes de sable au chef d'azur chargé de 3 besans d'or.

125. Nicolas *Piot*, sgr en partie de Dommarien, conseiller d'honneur au présidial; d'azur au chevron d'or, accompagné de 3 glands d'or.

126. Marie *Petitjean*, veuve Etienne Mahudey, docteur en médecine de la Faculté de Paris; d'argent aux bandes d'azur, en pal.

127. Simon *de Bonnet*, chanoine; de gueules à la bande d'argent chargée de 3 quintefeuilles d'azur.

128. Claude *Monginot*, chanoine et théologal; d'argent à 3 cœurs de gueules.

129. Simon *Lefebvre*, conseiller en l'Election; losangé d'or et d'argent.

130. Jean Baptiste *Petitjean*, avocat au parlement et bailliage, lieutenant de quartier de la bourgeoisie; d'azur à 3 roses d'or, tigées et feuillées de même.

131. Nicolas *Fouvrel*, avocat au parlement, greffier en chef des traites foraines; d'or semé de croisettes de sable, au lien d'argent brochant.

132. Nicole *Baudot*, veuve Germain Mauparty, avocat au parlement, grenetier au grenier à sel de Monsauljon; d'azur à une face d'argeut, chargée de 3 merlettes de sable.

133. Nicolas *Véron*.

134. Jules *Gousselin*, conseiller du roi, assesseur en l'hôtel de ville.

(*A suivre*). E. DE B.

LES SEIGNEVRIE ET FÉAVLTEZ

DE

BOVRBONNE

ENSEMBLE LES DÉDUICTZ ET DESNOMBREMENS D'ICELLES

Etude historique sur les documents existant aux archives
612-1780*

« *Item*. Sur la rivière de Panse et derrière notre dit chateau « a un moulin qui est bannal où nos sujets de notre dite sei- « gneurie particulière sont tenus y moudre leurs bleds sans « pouvoir aller ailleurs à peine de l'amande lequel moulin « nous peut valloir par commune année la quantité de deux « cents penaulx[1] froment bled de mouture, mesure de Bour- « bonne.

« *Item*. Audit Bourbonne avons un étang[2] et dessous la « chaussée d'iceluy il y a un moulin qui est en ruine, et sem- « blablement ledit étang qui peut contenir six faulchées de « pré s'il était en nature de pré, et à la queue d'iceluy étang « sont quatre fauchées de prez, lesdits étang et prez joindant « au chemin d'*Aizy*[3] d'une part, et les hoirs Morlot d'autre « part, et peuvent valloir lesdits étangs et preys par communes « années pour l'herbe et foing y étant, la somme de cinquante « sols tournois.

« *Item*. Chacun habitant dudit Bourbonne étant sous notre « seigneurie particulière ayant charüe nous doivent pour cha- « cune bête trahante un penal froment et un penal avoine

* Voir page 391, tome IX, 5e année, de la *Revue de Champagne*.

1. Le Penal ou Penault était une mesure de contenance dont on se servait dans le pays pour les grains, le Penal était de cent livres ou cinquante kilogr.; il fallait deux bichets pour un Penal.

2. Cet étang, qui n'existe plus aujourd'hui, a laissé pourtant un souvenir, le vallon où il fut se nomme Montlétang, et, on y peut voir la trace de la chaussée qui autrefois en bordait les rives.

3. Ce chemin était celui qui conduit au bois des Epinets, on lui avait donné alors le nom d'*Aisie-Aisy* (qui est heureux, à son aise), en raison du site riant et agréable qu'il traversait.

« la quantité de quatre cent penaulx par moitié froment et « avoine par commune année.

« *Item*. Chacun habitant dudit Bourbonne tant de ladite « seigneurie particulière que de la seigneurie partable, nous « doivent par chacun an la somme de trois sols tournois pour « le guet payables à deux termes à sçavoir, 18 deniers qui est « la moitié au jour de feste Nativité Saint Jehan Baptiste, « suivant et si bon nous semble lesdits habitans de Bourbonne « en temps d'éminent péril feront ledit guet en notre chatel de « Bourbonne, lequel peut valloir en argent par commune an- « née la somme de dix-huit livres tournois.

« *Item*. Chacun feu étant audit Bourbonne en notre seigneu- « rie particulière nous doit chacun an au jour de caresme en- « trant une poulle qui peuvent monter par commune année à « huit vingt deux poulles.

« *Item*. Chacun habitant dudit Bourbonne tant de ladite « seigneurie particulière que de la seigneurie partable ayant « chevaux nous doivent chacun an deux voitures de bois appe- « lées *lignieres*, scavoir l'une pour le jour de la feste de la « Toussaint, et l'autre pour le jour de la Nativité Notre Sei- « gneur, lequel bois doivent prendre et apporter es bois et « commune dudit Bourbonne[1] et le rendre en nostre dit chatel.

« *Item*. Chacun habitant dudit Bourbonne, tant de la sei- « gneurie particulière que de la seigneurie partable, ayant « charüe quelqu'elle soit nous doit par chacun an six jours de « charüe, assavoir deux jours pour semer nos avoines, deux « autres pour sombrer et les deux autres jours en la saison du « vin pour semer les bleds, lesquelles chacun peuvent monter « à soixante-dix charües.

« *Item*. Chacun habitant dudit Bourbonne nous doivent cha- « cun an deux corvées de bras, à sçavoir l'une à moissonner « les bleds et l'autre à moissonner les avoines.

« *Item*. Deux deniers tournois de cens à nous dû le lende- « main de Noel par Jean Guire, sur un chais de vignes et « payables au jour et feste Saint Martin d'hyver en nostre « chatel dudit Bourbonne et peuvent monter lesdits cornages à

1. Dès cette époque, les habitants de Bourbonne possédaient 2,400 arpens de forêt et le seigneur 530, les bois communaux étaient : la *Bannis*, les *Charmes*, le *Plain-des-Bordes* et des *Loges*, le *Ban-de-Borne*, le *Racel* et le *Champenon* jusqu'au *Bois-le-Roi*, le *Repremont* (Refremont), l'*Aintre*, *Rencheval* et les *Vabres*.

« courtes haires[1] finage dudit Bourbonne entre *Guillaume*
« *Mougins* d'une part, et *Simon Arnoult* d'autre part.

« *Item.* Neuf deniers tournois dûs par *Nicolas Laneret* à
« *Pierre Perrin* sur une pièce de terre, entre *Husson* et join-
« dant audit *Laneret* d'une part, et *Jean Perrin* d'autre part.

« *Item.* Douze deniers de cens dû par les hoirs *Nicolas*
« *Billiette* sur un meix[2] qui est derrière leur maison séante
« en la rue des Bains, entre les hoirs *Jean Rincourt* d'une
« part, et le chemin d'autre.

« *Item.* Six deniers tournois dus par *Gayot,* tonnelier, et
« *Claude Didier* sur une chenevière séante en la rue Saint-
« Antoine entre *Guillaume de Mongeot* d'une part, et les
« courvées d'autre part.

« *Item.* Cinq deniers tournois de cens dus par *Antoine Si-*
« *monnet*, sur une maison séante en la rue de la Corvée Pernot
« entre *Pernot Bouleret* d'une part, et *Guyon Didier* d'autre.

« *Item.* Douze deniers tournois de cens dus par *Etienne*
« *Tonnelier* sur un champ séant à l'étang *Baudot*[3] entre *An-*
« *toine Simonnet* d'une part, et la rivière d'autre.

« *Item.* Une obole due par *Nicolas Tonnelier* sur une pièce
« de pré en retournant comme elle se contient entre les hoirs
« de *Guillaume Tonnelier* d'une part, et la rivière d'autre.

« *Item.* Deux deniers tournois de cens dû par les hoirs *Ni-*
« *colas Viard* sur une chenevière derrière les bains entre *Jean*
« *Billotte* d'une part, et lesdits hoirs d'autre.

« *Item.* Un denier tournois de cens dû par *Estienne Tonne-*
« *lier* sur trois quartiers de pré séant au pré des Parties
« joindant à *Claude de Mongeot* et la fontaine d'une part,
« et à la coste d'autre.

« *Item.* Deux deniers tournois de cens dus par les hoirs
« *Jean Morlot* sur une chenevière devant l'hôpital Saint-

1. *Haires* pour *Aires* (*Area*), enclos, plantation, surface cultivée. Quant à Courtes-Haires nous n'avons pu en trouver la signification exacte; ce devait être un terme local qui a disparu.

2. Meix ou Mex s'entendait surtout des héritages ou propriétés appartenant à des gens de main morte, peu à peu la signification de ce mot s'est étendue à toutes sortes de propriétés de personnes peu aisées (vergers, champs attenant à la demeure).

3. L'étang Baudot ne devait être autre chose que le bief d'un moulin, qu'on qualifiait d'étang à cette époque.

« Antoine[1] entre lesdits hoirs d'une part, et *Nicolas Bousse-*
« *loing* d'autre part.

« *Item*. Dix deniers tournois de cens dus par *Jean Barbier*
« dit *Monnot* sur une maison séante audit Bourbonne, entre
« *François Magnier* et le chemin commun d'autre.

« *Item*. Deux sols six deniers tournois de cens dus par *Nico-*
« *las Tonnelier* sur un jardin derrière sa maison en la coste de
« nostre chatel entre la veuve *Laurent* d'une part, et ladite
« coste d'autre.

« *Item*. Dix deniers tournois de cens dus par les hoirs *An-*
« *toine Laneret* sur une pièce de terre ès-leusson[2], entre
« *Nicolas Laneret* d'une part, et *Pierre Perrin* d'autre part.

« *Item*. Douze deniers tournois de cens dus par *Nicolas*
« *Bailly* sur une place appelée la *Pergie*, entre les hoirs *Jean*
« *Perrin* d'une part, et *Jean Tonnelier* maâl[3] d'autre part.

« *Item*. Trois deniers tournois de cens dûs par les hoirs *Si-*
« *mon Grénand* sur une maison séante en la grande rue, entre
« *Simon Lenoir*, et le chemin d'autre part.

« *Item*. Trois sols quatre deniers de cens dus par *Pierre*
« *Morel* sur une pièce de pré comme elle contient, séante au
« *Pont de la Chartre*, joindant au pré de la Commanderie
« Saint-Antoine d'une part.

« *Item*. Cinq deniers tournois dus par les héritiers *Gérard*
« *Torchebeuf* sur une pièce de pré appellée le pré de *la fon-*
« *taine*[4] joindant à nous d'une part, et les hoirs *Claude Thomas*
« d'autre.

« *Item*. Deux sols six deniers de cens dus par *Antoine*
« *Cluiseret* et les hoirs *Antoine Torchebœuf*, sur une pièce de
« pré en *Mal-en-Rap*[5], entre *Pierre de Moril* d'une part,
« et *Pierre Jacob* et *Etienne Tonnelier* d'autre.

« *Item*. Douze deniers de cens dus par les hoirs *Jean Ton-*
« *nelier*, et la côte de notre chatel d'autre.

1. L'hôpital Saint-Antoine était, on le sait, placé à l'extrémité nord de la rue de ce nom.

2. Lieu situé au bas de la côte dite des *fourches*, près du cimetière actuel. On dit encore les *Leussons*, la *Pie* ou *Pièce des Leussons*. Un pré qui avoisine a porté le nom de pré de la *Cure*.

3. Abréviation de l'époque, pour maréchal.

4. Ce pré est celui qui avoisine la fontaine de Francrupt, au nord de Bourbonne.

5. *Mal-en-Rap*, pour Mal-en-Rupt, pré situé entre la vieille et la nouvelle route de Bourbonne à La Ferté, non loin du moulin dit *du Loup*.

« *Item.* Quatre deniers tournois de cens dus par *Jean Mo-*
« *rel*, sur une pièce de terre jointe au bout de la rue Saint-
« Antoine, entre les deux chemins d'une part, et d'autre
« aboutissant sur la terre de la commanderie Saint-Antoine[1].

« *Item.* Douze deniers tournois dus par *Jean Michel* sur les
« Meix et maison séante audit Bourbonne en la rue des Bains,
« entre *Gaspard Masson* de Voisy[2] et le rup de Borne[3] d'une
« part et d'autre.

« *Item.* Trois sols tournois de cens dus par *Simon Morelot*,
« sur une pièce de vigne en *Beauregard*[4], entre *Gérard Bo-*
« *naut*.

« *Item.* Trois sols tournois de cens dus par *Gérard Bonaut*,
« sur une pièce de vigne en *belregard* joindant à *Simon Mo-*
« *lot* d'une part.

« *Item.* Un denier tournois de cens dû par les hoirs *Théve-*
« *nin Besançon*, sur une pièce de pré séant en *Malaurupt*,
« entre le hoirs *Jean Jeoffroy* d'une part, et la rivière d'autre.

« *Item.* Trois sols tournois dus par lesdits hoirs *Jean Mou-*
« *tier* sur une chenevière en *Craye*[5] joindant à *Jean Caillouet*
« d'une part, et à la ruelle d'autre.

« *Item.* Quatre sols tournois de cens dus par *Pierre Priozet*,
« sur une pièce de pré comme elle se contient au lieu de

1. La terre de la Commanderie Saint-Antoine était, en partie, située entre les deux chemins de Serqueux et d'Ainvelle, la Maladière ou Maladrerie de l'hospice s'élevait sur le coteau, à droite de ce dernier chemin ; on en trouvait encore les ruines ou les fondations il y a quelques années. Outre cet établissement sanitaire, les moines avaient encore un autre refuge où ils enfermaient jadis les insensés, les malheureux atteints de folie, les *balbi*, comme on les nommait alors, du mot *balbus* (niais, sot), expression latine qui, dans la bouche des habitants, s'est peu à peu transformée en celle de *Bau Bébau* (imbécile, pauvre d'esprit), puis en patois *Bébeu*, mot que l'on emploie encore à notre époque. — Autrefois, en parlant des pensionnaires des frères de Saint-Antoine, on disait : les *bébeu de Bourbonne*, aujourd'hui en s'adressant à un sot, on dit en patois du pays : *Coge-té, bébeu* (tais-toi, imbécile).

2. Voisey, Haute-Marne, canton de Laferté (*Vogesus*), il faisait partie de la Franche-Comté, bailliage de Vesoul, prévosté de Jussey.

3. Le ruisseau de Borne prend sa source dans les bois communaux, à l'ouest de la ville qu'il traverse pour aller se jeter, en aval, dans l'Apance.

4. Beauregard est un lieu plaisant des bois de Bourbonne, où se trouve une fontaine qui sert de but de promenade.

5. Craye ou Crée (de *Creta*) est le nom sous lequel on désigne le plateau nord-ouest de la colline sur les versants de laquelle la ville est assise ; il y a la rue du *Haut-de-Craye*, la plaine, les vignes de *Craye*.

« *Revenus*[1] joindant à nos bois d'une part, et à la rivière « d'autre.

« *Item*. Deux sols six deniers tournois de cens dus par les « hoirs *Augustin Jobart*, sur une vigne séante en *Craye*, « joindant à nous d'une part, et à la vigne de notre chapelle « d'autre.

« *Item*. Six deniers tournois de cens dus par les hoirs *Pierre* « *Borat* (ou Barat), sur une pièce de pré au *Vaurely*[2], entre « *Barthélemy* de Genrup d'une part, et *Jean Barat* de l'autre.

« *Item*. Deux deniers tournois de cens dus par les veuve et « héritiers *Massuet*, sur une maison séante en la rue Saint-« Antoine et les hoirs *Nicolas Jacquet* d'une part, et *Nicolas* « *Genuet* d'autre.

« *Item*. Deux deniers tournois de cens dus par les hoirs « *Pierre Thomas* et *Nicolas Morelot*, sur une pièce de pré en « *Voie Bezantenille*[3], entre *Antoine Done* d'une part, et *Pierre* « *Thomas* d'autre.

« *Item*. Trois sols quatre deniers tournois de cens dus par « les hoirs *Pierre Grenneau et Mougot-Hardy*, sur une mai-« son en la rue *Pailley*[4] et une chenevière au long de ladite « maison, joindant à *Jean Barbier*, manœuvre et autres « fourneuf (?) d'autre part.

« *Item*. Deux sols tournois de cens dus par les hoirs *Jean* « *Ramion*, sur une maison séante en la rue des Bains, entre « les hoirs *Nicolas Billotte* d'une part, et *Nicolas Braconnier* « d'autre.

1. Les Revennes ou Revenues; ce mot, dans le style de l'époque, indiquait une rente de fief donnant une rente annuelle; peut-être le lieu dont il est question avait-il fait partie d'un semblable domaine, et lui avait-on par cette raison appliqué cette dénomination.

2. Actuellement *Vauly*, canton non loin de Genrupt.

3. Cette désignation a disparu.

4. On nommait *Pailley* ou *Paillis*, certains lieux où l'on plaçait les fourrages, les granges par exemple; la rue dont il est question ici n'était d'abord qu'un chemin aboutissant à une poterne, qui donnait accès dans les communs du château (la basse-cour actuelle), c'est par là qu'on y amenait les foins et les pailles destinés aux écuries, de là son nom primitif.

Sous Bertrand de Livron, une famille nombreuse, ayant obtenu, moyennant une faible redevance, l'autorisation de construire des maisons sous la roche du château, c'est-à-dire du côté gauche du chemin, en montant, ses différents membres : Pierre Paradis, François Paradis, Jean, Etienne et Thibault Paradis vinrent y établir leurs demeures. Dès lors, la rue perdit son premier nom et prit celui de rue *des Paradis* que la population lui donna et qu'on a transformé, nous ne savons pourquoi, en celui de rue du Paradis.

« *Item*. Six sols de cens dus par les hoirs *Jean Chiforel*,
« sur une maison séante en Craye[1] entre *Perrin Priozet* et le
« chemin commun d'autr

« *Item*. Douze deniers tournois de cens dus par *Guillaume*
« *Demorgon*, sur une fauchée de pré et demye.

« *Item*. Deux sols six deniers de cens dus par *Claude Neu-*
« *vet*, sur une fauchée et demye de pré séante aux *Revenus*[2],
« entre ledit *Neuret* d'une part, et *Guyon Didier* d'autre.

« *Item*. Quatre deniers tournois de cens dus par *Jean Rain-*
« *court*, sur une pièce de terre séante en *heusson*[3] entre *Antoine*
« *Millot* d'une part, et les hoirs *Pierre Barbier* d'autre.

(*A suivre*). A. LACORDAIRE.

1. Il s'agit ici de la rue du *Haut-de-Craye*.
2. Pour Revennes.
3. Pour Leusson.

NOTES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE SENS

II

Vers 1240. — Geoffroy de Collon (Gaufridus a Collone), moine de Saint-Pierre-le-Vif, contemporain et neveu de Geoffroy de Montigny-Lancoup, 37e abbé de ce monastère. Il a rendu public en 1234, *Libellus de Sacris reliquiis Vivi cœnobii.* La vieille chronique de Saint-Pierre-le-Vif, revue et continuée par lui ne va que jusqu'en 1294. Elle finit à la table 52, où est rapportée l'installation d'Etienne Bécard [1]. La suite de cet ouvrage est due à des modernes, dont les plus anciens ne vivaient pas même dans le xve siècle. Tels sont Bureteau, Coquin, etc. Mathoud en cite plusieurs autres que je ne connais nullement : Democharès, Pierre Noël (de Natalibus), Jean Chenut, Jacques Severt. Le même Mathoud avait projeté de donner une édition de cette chronique et de l'accompagner de Notes.

Un autre ouvrage de Geoffroy de Collon est intitulé : *Libellus de Archiepiscopis Senonensibus ad annum* 1295. — Fenel l'a possédé en belles lettres gothiques et fort grosses sur vélin. On le dit à la bibliothèque du Roi, parmi les manuscrits de Duchesne... En 1656, on tira des décombres de l'abbatiale de Saint-Pierre-le-Vif un manuscrit autographié de Geoffroy de Collon, autre que sa chronique. Mathoud, qui rapporte le fait, ne dit pas quel était le titre de cet ouvrage. Il croit que personne avant lui n'en a fait usage, si ce n'est-peut être Bureteau. C'est le Libellus de sacris reliquiis Vivi cœnobii.

Geoffroy de Collon n'a pas vécu au-delà de 1295. Mathoud place après lui un Geoffroy Hiron et dit que celui-ci n'a pas passé le xiiie siècle. C'est le dernier de nos anciens chroniqueurs. Les modernes ne commençant qu'au xvie siècle. Il se

1. Sous les auspices de la Société archéologique de Sens, son savant et zélé président, M. Gustave Julliot a publié en 1876 la Chronique de Geoffroy de Courlon avec une traduction.

La *Revue de Champagne* a mentionné cette intéressante publication dans son Numéro de Décembre 1876.

trouve entre les uns et les autres un vide de deux cents ans, qui se ferait sentir dans notre histoire de ce temps, si les écrivains postérieurs n'avaient eu la ressource de la tradition, et des registres soit de la ville, soit des communautés séculières et régulières.

Vers 1500. — Urbain Reversey[1], Docteur en théologie, chanoine et préchantre de l'Eglise de Sens, a écrit : *Opus de Episcopis Senonensibus, sive Annales Senonensis ecclesiæ ad annum* 1558. Fenel porte cet ouvrage à 7 volumes in-folio. M. Thomas n'en admet que 5 petits aussi in-folio. Cette collection précieuse, dit ce dernier, était restée dans une bibliothèque à Sens, en proie aux vers et à la poussière. Colbert fit acheter ce manuscrit à la vente des livres du propriétaire, et le déposa à la bibliothèque royale des manuscrits[2] : c'est un trésor perdu sans ressource pour la ville de Sens. Il est presqu'inacessible aux lecteurs curieux, et on ne peut guère sans une permission du ministre, pénétrer le sanctuaire où plutôt le dortoir impénétrable où reposent les manuscrits. « Je ne crois pas, ajoute M. Thomas, qu'on ait tiré aucune copie de cet ouvrage (de Reversey). Aujourd'hui, quoiqu'écrite en assez gros caractère, cette histoire n'est plus lisible, à cause de la différence de l'écriture du XVIe siècle d'avec celle du XVIIIe. Il nous fallut au bibliothécaire et à moi, deux heures de pénibles recherches, pour en déchiffrer douze lignes. »

Reversey mourut le 2 novembre 1560.

* 1512[3]. — Bureteau, Religieux Célestin de Sens, fit profession en 1502 et je le crois plus ancien que Reversey. Il a composé en latin une Chronique de Sens, à laquelle il n'a travaillé que jusqu'en 1519, parcequ'il fut à cette époque, transféré en qualité de prieur à la maison de Rouen. La suite de son ouvrage est d'une autre main. On l'accuse, et il l'avoue lui-même dans sa préface, d'avoir mis peu d'ordre dans ces matières : cela n'empêche pas Mathoud de l'appeler un excel-

1. Urbain Reversy ou de Reversin, prêtre d'Angers, docteur en théologie, chanoine et préchantre de Sens, fut nommé évêque de Bethléem, par François de Clèves, duc de Nevers, le 28 avril 1558 et confirmé par le St-Siège le 17 juin 1560. — Il mourut avant d'avoir pris possession. Il prenait pour armoiries un retz renversé avec cette devise : *Ima Summis.*

2. Ce manuscrit est à la bibliothèque nationale N° 5204 des manuscrits latins. — Catalogue de 1744.

3. Cette date et toutes celles qui seront précédées d'une étoile, marquent le temps ou écrivaient les auteurs et non celui de leur naissance.

lent écrivain, *Buretellus scriptor eximius*. Bureteau[1] aurait peut-être mérité ce titre, s'il n'eût pas été transféré à Rouen.

* Vers 1530. — Je place ici un autre anonyme dont l'ouvrage est appelé le *Manuscrit Farinade*, du nom de celui à qui il a appartenu dans les premiers temps. Jacques Rousseau qui le cite assez souvent, dit que cet anonyme écrivait sous le cardinal Duprat. Dans quelle langue a-t-il écrit, et quel est le titre de son ouvrage ? C'est ce que j'ignore.

* 1557. — Coquin (Pierre). — Ce nom assez mal sonnant en français et qui en latin sent un peu la cuisine, est devenu celui d'un historien de Sens, que les frères Ste-Marthe, Dom Mathoud, etc, n'ont pas dédaigné de Citer. Pierre Coquin[2] fut prêtre, secrétaire du cardinal de Bourbon et curé de Saligny. Sous l'archevêque Bertrandi, il a composé en latin la vie des archevêques de Sens, et l'a continuée jusqu'en 1557. Fenel a possédé cet ouvrage.

* 1572. — Balthazar Taveau, né à Bray-sur-Seine, fut procureur aux causes du Bailliage de Sens et greffier de la Ville, depuis 1556 jusqu'à sa mort arrivée en 1586. Cette place lui fut disputée, mais en vain, par cinq bourgeois du canton de St-Pierre-le-Rond et de celui de St-Hilaire, lesquels prétendirent qu'on devait choisir un procureur aux causes, né à Sens, pour en faire un greffier de la Ville... On a de B. Taveau un inventaire fait en 1572, où il a mis en ordre les titres et privilèges de la Ville de Sens. Cet inventaire contient, comme je l'ai dit ailleurs, 30 chapitres de plusieurs pages in-folio chacun. C'est un monument curieux que l'on conserve aux Archives de la Ville.

Note du Manuscrit.

1. « Bureteau a composé vers 1520, une histoire manuscrite des archevêques de Sens sur laquelle le P. Lelong (T. 2, p. 649, Edit de 1778) fournit quelques détails d'après les notes du doyen Fenel. On lui doit encore un recueil d'épitaphes conservé à la bibliothèque d'Auxerre N° 100 des manuscrits. Dans la préface il se désigne ainsi lui-même : Ego frater Petrus Bureteau, sacerdos, religiosus ordinis Celestinorum, Senonis Oriundus. (Note de la C° de Lebeuf, t. 1er, p. 74).

Le manuscrit de l'histoire des archevêques de Sens appartenait à M. Th. Tarbé, de Sens, c'est un in-folio de 383 feuillets. Il a été vendu en 1849 à M. de Salis, de Metz, moyennant 65 fr.). »

2. Pierre Coquin (mort en 1569) a écrit : *Fasciculus Archiepiscoporum Senonensis civitatis metropolitanæ incipiens a beato Saviniano primo illius archipresule usque ad præsens.* — 1551, in-folio de plus de 100 folios, titres rouges. — Ce manuscrit appartenait à M. Th. Tarbé, de Sens ; il a été acheté en 1849 par M. de Salis, de Metz.

Taveau avait aussi écrit sur les Antiquités de Sens ; mais dit Jacques Rousseau, on ne sait autre chose là-dessus, sinon qu'il en a écrit, sans savoir ce qu'il a écrit. Jacques Taveau, fils de Balthazar, n'a sûrement pas renoncé à cette portion précieuse de la succession paternelle, et il est à présumer qu'il en a inséré la meilleure partie dans son histoire des Archevêques de Sens.

J...

NÉCROLOGIE

Depuis quatre jours il agonise, ce pauvre diable! A chaque heure qui s'écoule, on s'attend à recevoir la nouvelle de sa mort, la nouvelle de sa délivrance. Quelle horrible existence depuis six ans! Jamais, je crois, la souffrance ne tortura, avec une cruauté plus raffinée, la chair d'un damné ou d'un martyr. Je l'ai vu dans sa chambre sombre, étendu sur une chaise-longue, le corps tordu comme un vieux cep de vigne, le visage creusé et grimaçant, pâle de la pâleur bistrée des vieux ivoires. Ses mains effilées, maigres, quadrillées par le bleu des veines, sortaient des larges manches de sa robe de laine grise, et s'agitaient et se crispaient avec des mouvements éperdus de fou. Jamais plus affreux tableau! On eût dit une vieille toile espagnole, tant l'horreur en était poignante. J'assistai un jour à son déjeuner. Le souvenir de ce spectacle restera éternellement dans mon esprit, comme le souvenir d'un cauchemar. Ses lèvres s'ouvraient avec un claquement sec; tous ses os cliquetaient comme les os d'un squelette mis en branle; il poussait de petits soupirs, et ses plaintes se mêlaient au bruit macabre des dents s'entrechoquant et des mâchoires qui brinquebaillaient et grinçaient, comme des charnières rouillées et disloquées. Il portait lentement des morceaux à sa bouche, avec des gestes tremblés, et fixait sur vous ses deux yeux qui ne voyaient plus rien, mais qui semblaient *écouter*, sous les paupières retombantes et mi-closes... La vieille bonne qui le soignait, penchée sur l'amas de couvertures qui l'enveloppaient et sous lesquelles pointaient, comme des clous, les angles du pauvre corps émacié, coupait tristement une côtelettte par menues parties, tandis que les mains tâtonnantes du matyr bondissaient de ci, de là, affolées, nerveuses, pareilles aux tentacules de calmar qui cherchent dans le désert mouvant des flots à s'aggripper au flanc d'une roche. Et pendant six ans il a vécu cette épouvantable vie, luttant contre la mort qui était là, sans cesse, à son chevet. La morphine était même impuissante à calmer les atroces douleurs qui tenaillaient ses moelles et qui brûlaient son sang. Et, chose horrible! au milieu de l'effarement de cette souffrance, son cerveau restait libre, son esprit et son intelligence s'affinaient. Il se faisait lire tous les journaux, dictait des vers et des articles, causait avec ce même charme un peu contourné et précieux, et ce même pétillement de mots qui faisaient l'admiration de cette fameuse tablée de chez Bignon, aujourd'hui dispersée aux quatre coins du monde parisien.

Le jour où la maladie le coucha pour toujours sur sa chaise-longue, Aubryet vit ses amis de la veille l'entourer, le consoler, le ramener à l'espérance d'une guérison prochaine. Mais peu à peu, son caractère aigri par le mal devint acariâtre. On pardonne peu, à Paris, aux

disparus de la vie du boulevard, aux souffrants et aux décavés. Et puis on oublie vite. La mauvaise humeur, pourtant bien naturelle du malade, fut l'excuse dont les fidèles des années brillantes masquèrent leurs désertions. Et Aubryet longtemps resta presque abandonné, seulement réjoui de loin en loin par la visite d'un ami qui lui apportait, comme d'une terre lointaine, les nouvelles de ce Paris passionnément cher. — Aubryet ressentit de cette défection une peine profonde, qu'il étala, dans la préface de sa *Philosophie mondaine*, avec une aigreur âpre, qui des indifférents de la veille lui fit d'implacables ennemis.

Aubryet, né en 1827, était venu très jeune à Paris. Il était d'une très bonne et vieille famille bourgeoise de Champagne. Son père, propriétaire de vignobles, à Pierry près d'Epernay, avait une marque estimée. Son grand père paternel avait écrit quelques comédies, dont une seule a eu une certaine notoriété, le *matériel d'un comédien de Persépolis*. Xavier Aubryet se lia vite avec une société de jeunes gens qui touchaient au monde et aux lettres. On fut étonné de la verve étincelante de ce provincial tout frais débarqué, qui lançait le mot avec la prestesse et le mordant d'un vieux Parisien. il écrivit de ci, de là, quelques articles qui lui valurent tout de suite, dans ce monde spécial, une réputation méritée par leur tournure originale, piquante et joliment tourmentée. Il devint vite un personnage connu, dont on citait les traits, comme ceux de Nestor Roqueplan. Il y avait d'ailleurs, entre eux, une certaine affinité de parisianisme. Quand on voulait parler de Paris et des choses de Paris, on disait: Roqueplan et Aubryet. Ils avaient, au même degré, le culte du boulevard et l'horreur de la campagne; l'amour de la vie factice, qui fait de la nuit le jour, et dont les aubes se lèvent sur les tables d'un souper ou sur le tapis vert d'un cercle. Toutefois, Aubryet n'avait pas atteint le dandysme raffiné de Roqueplan; et il restait, avant tout, un homme de lettres, mais un homme de lettres d'une éducation soignée et de manières élégantes. C'était, avec Roqueplan, un des habitués de cette table de Bignon qui réunissait tous les soirs Masséna, Abeille, le grand Saint-Maurice, Paul Demidoff, de Lagrenée, aujourd'hui consul à Moscou; Merton, qui devait se faire sauter la cervelle; les frères Espelata, disparus de l'horizon changeant des Champs-Elysées; La Brunerie, qui est allé se refaire en Egypte de ses nuits déveinardes du *Petit Club*; tous les viveurs d'élite dans lesquels Paris et l'esprit de Paris semblent s'incarner, et pour ainsi dire se résumer. Aubryet était le charmeur de ces réunions. Il y dépensait une verve intarissable. C'est là qu'il baptisait du nom fameux de *Bibisme* l'imbécilité et le gâtisme bourgeois, et qu'il se livrait, sur le dos des Prudhommes, à une bastonnade d'infatigables plaisanteries et de sarcasmes toujours renouvelés. Réactionnaire jusqu'à la férocité, et trouvant que l'Empire n'était pas un gouvernement assez autoritaire, il poussait jusqu'au paradoxe néronien ses théories d'absolutisme politique, et rêvait l'hyperbolique massacre des bibistes républicains, qu'il exécutait d'ailleurs à coups d'esprit.

Aubryet a peu produit. Il passait son temps à flâner et prodiguait son talent en causeries. Il a éparpillé un peu partout des trésors d'esprit, écrivant des aticles à l'*Artiste*, au *Paris-Journal*, au *Figaro*, au *Gaulois*, articles plus tard publiés en un volume *les Jugements nouveaux*. Il donna une série de nouvelles sous le titre de *la Femme de vingt-cinq ans ; Madame veuve Lutèce* ; *Robinsonne et Vendredine ;* la *Philosophie mondaine* ; le *Poème des mois*, etc.

Aubryet a été très attaqué, comme écrivain, et quelques critiques lui reprochent son afféterie, sa recherche voulue du paradoxe, la forme très apprêtée et très raffinée de son style. Littérature d'énervé, dit-on. Soit, mais littérature charmante et pimpante, dans son exquise corruption, et parfois pleine de notes vibrantes et d'accents virils. Il ne restera peut-être rien de ses œuvres plus tard ; mais son souvenir vivra, comme celui d'un des plus délicats esprits de ce temps, et des plus sincèrement passsionnés pour la littérature et les arts — ce qui est bien quelque chose, aujourd'hui qu'on écrit par pure spéculation, et qu'on vend ses livres comme un épicier sa mélace.

Elève au collège de Saint-Quentin où ses parents habitèrent pendant quelques années, Aubryet acheva ses études au Lycée Charlemagne ; il entra ensuite au ministère des finances d'où il se retira en 1849.

Avec Aubryet, c'est un coin de Paris qui s'en va. Hélas ! on voit bien ceux qui partent, mais ceux qui viennent !... (*Gaulois*).

BIBLIOGRAPHIE

Histoire de la ville de Troyes et de la Champagne méridionale, par Théophile Boutiot; — Table générale et alphabétique, par Alexis-Sylvère Det; — A Troyes, chez Léopold Lacroix, et à Paris, chez Auguste Aubry, 1880.

L'Histoire de Troyes et de la Champagne méridionale, par M. Théophile Boutiot, publiée en quatre volumes, de 1870 à 1874, est incontestablement le plus important de nos monuments historiques locaux, par l'abondance, la variété et l'intérêt des faits et des renseignements qui y sont consignés. Mais on ne pouvait réellement extraire de cette mine féconde tous les trésors qu'elle renferme qu'à l'aide d'une table ou fil conducteur guidant le chercheur dans toutes les galeries. Cette table, l'auteur de l'ouvrage en avait compris la nécessité et il se disposait à la faire quand, malheureusement, la mort était venue le frapper avant qu'il eût pu réaliser ce projet. M. Henri Boutiot, son fils, a regardé comme un pieux devoir d'ajouter à l'œuvre capitale de son père ce complément indispensable. Mais ses occupations industrielles ne lui laissant pas le loisir d'entreprendre ce long et minutieux travail, il en confia le soin à notre excellent compatriote et ami, M. Alexis-Sylvère Det [1], sous-bibliothécaire de la ville de Troyes ; jeune homme instruit, laborieux et modeste, qui se mit aussitôt à l'œuvre et pendant quatre années se livra, sans relâche, à ce travail de bénédictin.

La *Table générale et alphabétique* dont M. Det est l'auteur et qui vient d'être publiée par les soins de M. Henri Boutiot, forme un beau volume grand in-8° de 500 pages ; elle est précédée d'une dédicace de M. Boutiot fils « à la mémoire de son vénéré père » et d'une préface dans laquelle M. Det expose le plan clair et méthodique qu'il a suivi pour dresser cette table. Tous les noms de personnes, de lieux ou de choses sont placées ensemble dans leur ordre alphabétique rigoureux; mais ils sont distingués par des caractères d'impression différents qui rendent toute confusion impossible. Une table unique pour tous les noms offre, en effet, l'immense avantage d'éviter souvent de doubles et triples recherches dans des tables multiples et distinctes. Ajoutons que cette table générale a été faite avec un soin scrupuleux et une rare intelligence. Tous les noms de personnes ou de lieux ont été contrôlés jusqu'aux dernières limites du possible, afin d'éviter toute erreur au sujet de leur identité, parfois douteuse dans le texte. Quant à la rédaction propre de l'auteur dans ces notes succinctes, elle est toujours faite de manière à piquer la curiosité du lecteur, pour l'engager à se

1. M. Det est né à Lhuitre, le 20 juin 1849.

reporter à l'ouvrage ; puis des notes hors texte complètent au besoin les autres renseignements en élucidant souvent une question controversée de biographie, d'histoire ou de géographie.

On a comparé l'*Histoire de Troyes* par M. Boutiot à une cassette fermée pleine de trésors, et la *Table* de M. Det à la clef servant à ouvrir cette cassette ; mais pour être complètement exact il faut continuer la comparaison et dire encore que cette clef est comme la lampe merveilleuse d'Aladin, car elle éclaire en même temps et fait briller d'un vif éclat tous les trésors renfermés dans la cassette en question. Au reste, la Société académique de l'Aube, dans sa séance du 19 novembre dernier, a décidé spontanément et à l'unanimité qu'une médaille d'or serait décernée par elle dans sa prochaine séance publique à M. Det, pour sa *Table générale et alphabétique de l'Histoire de Troyes et de la Champagne méridionale*, par M. Boutiot. Tout le monde applaudira comme nous à cette récompense si bien méritée et qui fait autant d'honneur à ceux qui la donnent qu'à celui qui la reçoit.

Arsène THÉVENOT.

* * *

BAZEILLES DIX ANS APRÈS, par Georges Bastard. Un vol. in-18. Paris, Dentu.

Qui ne connaît l'émouvant tableau d'A, de Neuville, *Les dernières Cartouches*, popularisé par la photographie et la gravure comme une œuvre nationale? Scène terrible qui rouvre dans tous les cœurs français les blessures d'il y a dix ans et ramène les larmes dans tous les yeux.

C'est qu'en effet, ce qui se passa là, dans une pauvre maison de Bazeilles, le 1er septembre 1870, nous offre, condensés pour ainsi dire, toutes les brutalités de l'attaque et tous les héroïsmes de la défense.

Les Dernières Cartouches !... Oui, ils ne se sont rendus, ces braves, décimés, sanglants, épuisés, que lorsque leur dernier grain de poudre a eu lancé au cœur de l'ennemi leur dernier morceau de plomb! Et la France a fait comme eux.

Cette lutte désespérée mais sublime dans l'auberge de Bazeilles, immortalisée par le pinceau de notre peintre de batailles, la plume d'un de nos compatriotes vient de nous offrir à son tour le tableau imagé et saisissant. Le livre est le commentaire de la toile.

C'est bien en effet la défense héroïque de la maison des *Dernières Cartouches* qui est le fait saillant que l'ouvrage de M. Georges Bastard vient de publier sous ce titre : *Bazeilles dix ans après*.

Autour de ce légendaire épisode de la guerre franco-allemande, il a su grouper les récits émouvants et anecdotiques des luttes qui l'ont précédé et lui ont donné naissance, comme aussi de celles qui l'ont suivi et dont le dénoûment a été la destruction de l'infortuné village,

puis le massacre de ses habitants convaincus du crime de trop aimer leur pays.

Il y a des pèlerinages religieux, et ils sont bons. Pourquoi ne se ferait-il pas également des pèlerinages patriotiques? Est-ce que l'union des citoyens d'une même patrie ne se resserrerait pas sur cette terre sacrée, encore fumante du sang de leurs frères qui ont donné leur vie pour la défense du sol natal? La Religion et la Patrie n'ont-elles pas des droits de même origine à notre amour? Et si tant de questions irritantes nous divisent, hélas! à l'heure sombre qu'il est, ne serait-il pas salutaire, ne serait-ce pas un gage d'apaisement, de nous trouver réunis dans la même pensée sur les champs dont les malheurs et les gloires sont le patrimoine de tous les enfants de la France?

Tel est le noble vœu de l'auteur, et c'est pour encourager le pèlerinage dont nous venons de parler qu'il a donné au public ces pages attachantes et émouvantes. Que dis-je? C'est le voyage même de Bazeilles qu'il nous fait faire avec lui. Il nous guide de Paris à Mézières, de Mézières à Sedan, recueillant sur son passage, avec les souvenirs historiques, les moindres anecdotes du grand drame de l'*Année terrible* qui démembra la France. Il nous fait visiter cette ville infortunée, marquée désormais au front, par l'histoire, d'une flétrissure qu'elle n'a point méritée. Nous assistons, dix ans après, à la mêlée homérique où se décida le sort de l'Empire. Nous accompagnons le souverain, vaincu, humilié, cheminant sous la lugubre escorte des hussards de la mort vers le château de Westphalie, qui doit lui servir de prison.

Mais le principal intérêt de la narration se concentre, comme l'annonce le titre, sur le village de Bazeilles. L'auteur nous introduit dans la maison désormais célèbre des *Dernières Cartouches*. Il nous fait mettre le doigt dans les plaies encore béantes de ces murailles; il nous montre une par une les reliques du champ de bataille, réunies avec intelligence et respect dans une salle consacrée à ces souvenirs de nos malheurs. Grâce à la vivacité de son récit, le drame du 1er septembre se passse sous nos regards. Nous entendons le crépitement de la fusillade qui brise les fenêtres et crible les pierres des murs; les cris féroces des Bavarois, irrités d'une résistance imprévue; les gémissements des blessés, le râle des mourants, les imprécations de rage et de désespoir du troupier français dont la main crispée par une héroïque colère, fouille en vain dans la giberne des tués pour y trouver encore une dernière cartouche et rendre à l'ennemi mort pour mort!...

Tout cela, il faut le lire dans les pages frémissantes que nous avons sous les yeux. L'analyse le refroidirait en le décolorant.

Avant de laisser tomber le rideau sur ces tableaux déchirants, l'auteur nous conduit à travers les rues du nouveau Bazeilles, car Bazeilles, comme le Phénix, est sorti de ses cendres. Il nous invite à nous agenouiller au pied du monument funéraire dont le granit redira

à la postérité les noms des habitants et des soldats qui tombèrent là, victimes de leur patriotisme. Il nous donne le martyrologe navrant des citoyens de Bazeilles torturés, jusqu'entre les bras de la mort, par la cruauté raffinée de ces barbares, à qui le nombre avait donné la victoire, et qui ne surent pas être magnanimes dans leur triomphe.

Qui, c'est une œuvre saine et patriotique que de rappeler la pensée d'un peuple trop souvent et trop justement peut-être accusé de légèreté, sur les malheurs qui ont déchiré son drapeau et son territoire, afin que, tout en pansant ses plaies profondes, il s'applique à en détruire les causes. (*Courrier de Champagne*).

* * *

Nous voudrions voir publier dans chaque région un livre comme l'*Histoire des Théâtres en Picardie jusqu'à la fin du* XVIe *siècle*, par M. Lecoq [1]. C'est une œuvre originale, très-neuve et très-intéressante, dans laquelle les curieux Champenois ont plus d'un renseignement à recueillir, notamment sur l'existence d'une « bande » de comédiens à Reims en 1540. M. Lecoq s'occupe d'abord naturellement des mystères dans tous les détails s'y rattachant ; puis des allégories, farces, moralités et des spectacles populaires ; enfin des jongleurs, des trouvères et des Ménestrels. Nous le répétons, le travail est bien fait et bon à consulter.

* * *

Mentionnons la *Petite Géographie de la Marne*, avec cartes, par M. Leroy, professeur au Lycée de Reims ; c'est un excellent travail, très-complet, très-bien fait, et qui contient toutes les indications topographiques et économiques sur le département.—*Reims en poche* (in-18. Matot Braine et Menu), excellents vade mecum du voyageur dans cette ville avec une carte remarquablement exécutée.

* * *

SAPHO, LE MAGE DE SIDON, XÉNOCRATE, étude sur la société précieuse, d'après les lettres inédites de Mademoiselle de Scudéry, de Godeau et d'Isarn, par Ed. de Barthélemy, un vol. in-18, Paris, Didier, 1880.

Le nouveau travail de notre laborieux compatriote est des plus curieux ; M. de Barthélemy a trouvé moyen d'être très neuf en traitant d'un sujet cependant bien souvent étudié. Nous n'analyserons pas ce volume ; nous pensons mieux faire en reproduisant la courte préface de l'auteur.

« Mademoiselle de Scudéry et Godeau sont certainement deux des individualités les plus originales du XVIIe siècle ; tous deux ont aimé passionnément les lettres. Mademoiselle de Scudéry a été peut-être

1. Un vol. in-8°. Chez M. Menu, notre éditeur.

le type le plus accompli de la Précieuse intelligente et instruite; Godeau, tout en étant un prêtre excellent, peut être regardé comme le modèle du bel-esprit, le plus « honnête homme » des ruelles et des assemblées de son temps. Tous deux étaient assurément faits pour s'entendre, et l'on comprend aisément qu'ils se soient mutuellement recherchés et qu'ils aient entretenu un long et intime commerce intellectuel.

« Il nous a paru qu'il ne serait pas sans intérêt d'esquisser un peu plus nettement ces deux figures, en les plaçant à part dans un cadre où elles ne fussent pas confondues dans la foule précieuse de leur siècle. Nous avons pu trouver les éléments de ce travail dans les inépuisables archives du grand archiviste de la préciosité, nous voulons dire dans le portefeuille de Conrart, qui fut aussi bien le secrétaire perpétuel de cette société lettrée et polie que le secrétaire perpétuel de l'Académie française.

« Une correspondance active s'établit entre Mademoiselle de Scudéry et Godeau, relégué dans son lointain diocèse. Conrart nous en a conservé de nombreux et curieux échantillons. C'est avec ces documents et quelques autres épars dans ces volumes que nous allons essayer de pénétrer plus avant dans cette intimité et de dessiner un peu plus nettement quelques-uns des traits du caractère de Mademoiselle de Scudéry.

« Chemin faisant, nous avons rencontré un autre personnage notable de la préciosité, sur lequel les biographes sont presque muets, quoiqu'il ait laissé une œuvre qui a conservé l'estime des lettrés. Nous voulons parler d'Isarn, l'auteur du *Livre d'Or*. Nous avons eu la curiosité de vouloir connaître cet homme si recherché dans les ruelles, et, entre tous les alcôvistes, de recueillir ses œuvres, de reconstituer en un mot, autant que cela nous a été possible, sa biographie. Nous espérons y être parvenu et ne pas avoir employé inutilement notre temps en mettant en pleine lumière un original aimable et galant.

« Nous n'avons certes pas eu la prétention d'écrire un chapitre de la grande histoire ; nous avons voulu essayer seulement une étude qui initiât nos lecteurs à une foule de détails piquants sur une société dont le raffinement, peut-être puéril, arma cependant sans conteste toute la sociabilité moderne. »

Nous ajouterons que le lecteur certainement trouvera que M. de Barthélemy a pleinement réussi : il a placé dans l'appendice une correspondance excessivement curieuse de l'abbesse de Malnoue, Eléonore de Rohan, avec Isarn. H.

CHRONIQUE

Mémoire sur la reliure des livres, par M. Dreux de Radier, avocat au Parlement, de l'académie royale, de Châlons, etc. — Les livres de la forme des nôtres, c'est-à-dire en carré ou carré long, n'ont presque point été en usage parmi les Grecs, ni parmi les Romains, que longtems après la chute de la république. Il est vrai que le roi Attale, voyant que l'on avait trouvé le secret de préparer le parchemin, de telle sorte qu'on pouvoit écrire des deux côtés, sur le recto et sur le verso, fit donner une figure carrée à quelques-uns de ses livres; mais néanmoins l'ancienne manière, qui était de donner aux livres, en les roulant, la figure d'une petite colonne, se maintint si bien, qu'au siècle de Cicéron, et longtems après, toutes les Bibliotèques étaient composées de ces rouleaux. La cherté du parchemin, et le bon marché du papier dont on faisait les livres roulés, étaient cause qu'on n'en voyait presque point d'autres. Pour ce qui est de la reliure, on n'y apportait point d'autre façon que de coller en long plusieurs feuilles de papier; les unes au bout des autres, autant qu'il fallait, selon la grandeur de chaque livre auquel on donnait le nom de *volume*, *volumen*, du mot *volvere*, rouler, quand les feuilles étaient remplies d'un côté, on se trouvait à la fin; car on n'écrivait point des deux côtés, aussi Juvénal, pour exprimer la longueur d'un poëme, intitulé Oreste, dit: « Scriptus, et in tergo, nec dum finitus Orestes. » Oreste écrit même sur le revers, et dont on ne trouve point la fin. On roulait toutes les feuilles ensemble, en commençant par la dernière, qu'on appelait *umbilicus*, d'où vient l'expression des Romains, *ad umbulicum perducere* pour dire finir, achever. On attachait à cette dernière feuille un bâton de buis, d'ébène ou de quelqu'autre matière, afin de tenir tout le rouleau en état, on collait à l'autre extrémité, c'est à dire en haut de la 1re feuille, un morceau de parchemin qui couvrait tout le volume, et servait, non seulement à conserver le papier, mais aussi à lui donner un grand ornement, parce qu'il était teint en couleur de pourpre ou en cramoisi. Le titre du livre était écrit en lettres d'or, sur le parchemin par dehors; mais l'épître dédicatoire s'écrivait sur le côté intérieur[1], et lorsque le rouleau était fait, on le rognait par les deux bouts, en lui donnant une situation perpendiculaire à l'horizon; car s'il eût été penché, la tranche n'eût pas été égale dans toute la longueur du livre. On mettait sur chaque tranche bien polie, avec une pierre ponce et quelquefois peinte de vermillon, des morceaux d'or, ou d'argent, d'ébène, ou

1. On l'appelait liminaire ou préliminaire parce qu'elle se trouvait à l'ouverture du rouleau et avant l'ouverture du livre comme dans nos livres, *in l'imine*.

d'ivoire que l'on attachait au bâton joint à l'umbilicus, et qui conservaient la tranche des livres. C'est ainsi qu'Isaac Vossius s'explique sur la reliure ancienne des livres, dans ses observations sur Catulle, publiées in-4° à Londres, en 1684 page 54. Almeloveen[1], dans ses conjectures sur différens sujets, jointes à son essai sur les antiquités profanes, tirées des auteurs sacrés, prétend ce que l'on appelait précisément l'umbilicus, était, non pas la dernière feuille du livre, à laquelle s'attachait le rouleau de buis, ou d'ébène; mais un cordon ou un ruban qui s'attachait à la première feuille ou au parchemin qui servait de couverture, et avec lequel on liait le volume, pour le tenir serré et en état; de sorte que l'air ni la poussière ne pussent en gâter l'intérieur. Cet auteur pense encore que le mot *Umbilicus* donné au lieu, est une métaphore tirée du nombril des animaux.

Il en prouve la ressemblance et les rapports qu'on peut aisément se figurer; comme ce lien, dit-il, était la dernière chose qu'on attachait au volume pour le rendre parfait, de manière à ce qu'il n'y eût plus rien à y faire, aussi a-t-on dit proverbialement; ad umbilicum perducere, pour dire mettre la dernière main à quelque chose; et cette conjecture me paraît fort raisonnable.

La manière de relier des anciens, est exposée trop clairement par Vossius, pour avoir besoin d'autre explication. On n'a qu'à se figurer une carte géographique, ou un plan de plusieurs feuilles, roulé autour d'un bâton, également rond et poli, attaché au pied, sans qu'il y en eût à la tête, et proprement enveloppé d'une feuille de parchemin, attachée ou collée à la tête, et liée d'un ruban par le milieu; les deux extrémités du rouleau ornées d'une plaque d'or ou d'argent, pour maintenir et embellir le volume. Non seulement cet usage a duré très longtems après la chûte de la République, il a passé, même jusqu'au XIVe et XVe siècle. Les titres de conséquence, et les chartres des abbayes, ou de g^des^ Maisons se roulaient sur un bois poli; de là les mots de *rôle* et dans la basse latinité, *rotulus*, *a rotundo*, rouler; de même que le mot volume vient de volvere. Cependant la façon de relier les livres en carré, et d'attacher plusieurs feuilles ensemble, avec une couverture de parchemin, ou de quelque matière plus solide, est aussi très ancienne, puisqu'on peut la faire remonter au tems de l'invention du parchemin, et au règne d'Attale. L'usage qu'on en avait abandonné, fut tout à fait rétabli lorsqu'on se servit plus fréquemment du papier que du parchemin, et surtout depuis l'imprimerie, les formes de l'in-folio, de l'in-quarto, de l'in-douze, et les autres, exigèrent nécessairement qu'on réduisit les livres en carré oblong; alors il fallut joindre plusieurs feuilles ensemble, et la reliure telle que nous la pratiquons, devint presque de nécessité absolue; au lieu de corde, les premiers relieurs se servaient de lacets de peau, ou d'un

1. Sous le titre de Conjectanea, dédiées à M. Guper, et imprimées en 1685, in-12, à Amsterdam.

cuir délié, qui se prêtant encore plus aisément que la corde pour l'ouverture des livres, en rendait l'ouverture plus facile. Les feuillets s'y attachaient avec une double couture, et pour rendre le tout plus solide, on passait l'excédant de ces lacets dans des ais de bois très-minces, qu'on couvrait de parchemin, ou de peau de mouton, ou de veau, plus ou moins préparées. Ces ais étaient d'autant plus propres à l'usage qu'on en faisait, qu'on y attachait avec plus de fermeté les fermoirs de cuivre ou de fer poli et quelquefois d'or ou d'argent dont on se servait. Boileau nous a donné une description des livres couverts à l'antique, laquelle est justifiée par la vûe de ceux qui nous restent encore. En parlant du chanoine Fabri, dans le combat qui se livre sur le perron de la Ste-Chapelle, il dit de lui :

A ces mots, il saisit un vieil Infortiat
Grosse des visions d'Accurse et d'Aciat,
Inutile ramas de gothique écriture
Dont 4 ais mal unis formoient la couverture
Entourée à demi, d'un vieux parchemin noir
Où pendoit à 3 clous un reste de fermoir.

Le lutrin, chant V, vers la fin.

Il y a un exemple réel de ce combat imaginé par le poëte, dans une lettre de Christophe Longueil, adressée à Jean Balesne de Beautais et jointe au panégyrique de St-Louis et des François, prononcé à Poitiers en 1510. aux Cordeliers et imprimé à Paris, in-octavo, chez Henri Estienne.

La dépense que l'on fit aussi dans les commencemens de la renaissance des lettres, sous Charlemagne, pour la copie des livres, dont les caractères étaient quelquefois en or, et en argent, sur du vélin, peint ou en bleu ou en rouge, fit qu'on n'oublia rien pour parer la couverture du livre qu'on orna de plaques d'or ou d'argent, ou même de perles ou de pierreries. Il nous en reste encore quelques-uns dans les trésors de nos anciennes églises. Ceux qui prenaient le soin d'écrire la vie des princes ou des prélats de ces tems, ne manquaient pas de remarquer les présens que les uns ou les autres avaient fait de quelques livres décorés de ces magnifiques enrichissemens.

L'usage du velours s'introduisit aussi et s'est soutenu très-longtemps ; surtout pour les livres destinés à la bibliotèque des dames ; mais le peu de durée de son éclat, eu égard à celle des livres, la difficulté de les mettre au rang des autres sur les tablettes, depuis qu'on a placé les livres droits, au lieu de les placer sur leur plat, comme on faisait ; ce que prouvent les livres desquels les titres s'écrivoient sur la longueur du dos ; ces raisons firent quitter l'usage du velours et des autres ornemens, on s'en tint pour les livres les plus rares, au maroquin du levant, avec les dorures dont on les chargea, depuis le commerce suivi avec l'Orient et en particulier depuis Louis XIII. Les vers qui s'engendrent dans les ais de bois applatis furent aussi une raison de les supprimer. Ces insectes, passant de la couverture dans le corps

du livre, le consumaient à la fin. D'ailleurs, si l'ais se brisait, la couverture du livre pouvait se briser et cet accident exigeait une seconde reliure. Enfin, il appesantissait le volume et en rendait l'usage incommode. Les relieurs adoptèrent donc le carton depuis le siècle de Louis XII et de François Ier que les livres commencèrent à se multiplier et les bibliotèques à se former.

Ce que nous appelons reliure à la Grecque, c'est-à-dire celle où le cordon est en dedans du dos au lieu d'être au dehors, est fort ancienne, et beaucoup de livres du seizième siècle sont dans cette forme de reliure. Comme elle fait tout aux feuilles qu'il faut scier pour enfoncer la corde ou le lacet de cuir, duquel nous avons dit que se servoient les premiers relieurs, on se contenta d'applatir ces cordons, cependant elle a toujours régné et a été de mode depuis l'introduction de la reliure et elle a fixé le goût d'un certain nombre d'amateurs. Elle est même encore aujourd'hui d'un grand usage dans ce qu'on appelle bibliothèques élégantes. Les doreurs y trouvent moyen d'y placer plus facilement leurs ornemens et dans toutes les reliures en vélin, on adopte les reliures à la Grecque. Je n'ai point vu de livres dorés sur tranche, ni de couvertures dorées et embellies de dessins avant Louis XII ; je crois que la mode s'en introduisit sous François Ier, et ce luxe érudit ne s'établit bien généralement que chez ses enfans.

L'illustre de Thou, qui n'avait pas moins de goût pour l'extérieur de sa bibliothèque que pour l'intérieur, faisait dorer presque tous ses livres sur tranche. La plus grande partie était couverte d'un vélin choisi, soutenu d'un carton fort mince ou faux carton, auquel suppléait l'épaisseur du vélin. La couverture était ornée de quelques filets d'or, avec les armes de la Maison de Thou au milieu. J'en ai quelques-uns dans ma bibliothèque.

Tout répondait à l'amour qu'il avait pour les lettres. Sa bibliothèque qui existe encore dans la maison de Rohan est un monument des soins qu'il prenait d'avoir non-seulement les ouvrages les plus rares, mais encore les éditions les plus recherchées, soit pour les caractères, soit pour le papier qu'il envoyait quelquefois à l'imprimeur, chargé des ouvrages anciens et nouveaux qui s'imprimèrent de son tems. Les exemplaires de son cabinet étaient presqu'autant d'exemplaires uniques.

L'usage des tablettes de bois enduites de cire, qui a duré jusque sous le règne de Philippe-le-Bel, c'est-à-dire jusqu'au commencement du XIVe siècle, est justifié par quelques-unes de ces tablettes qui nous restent. Il y en a à Saint-Germain-des-Prez ; elles étaient composées de petites planches de bois de hêtre ou d'autre bois convenable. Elles étaient enduites des deux côtés de cire peinte en noir, retenue par une petite marge de bois que formait le carré long sur lequel s'appliquait la cire ; on écrivait dessus avec un poinçon d'argent, d'ivoire, de fer ou d'autre matière dure. Quand ces tablettes ne contenaient que deux tables, on pouvait les appeler dyptiques. Quand elles en contenaient

plusieurs, les Grecs les appeloient polyptiques. Ces tables ou feuillets de bois, enduits de cire, étaient liées par le dos avec trois bandes de parchemin qu'on inséroit dans chaque tablette et un morceau de parchemin collé par dessus, le tout en formoit le dos ; elles s'ouvroient très-facilement et se tenaient ouvertes avec plus de facilité que nos livres. Lorsqu'on vouloit écrire, on présentait la tablette enduite au feu, et l'on pouvoit graver facilement avec le poinçon et effacer avec la même facilité avec la tête du poinçon qui était ronde, c'est ce qu'on appeloit stilium vertere, le bas de la page étoit ce qu'on appeloit una cera.

Il y aurait encore un point à examiner, c'est la construction des anciennes bibliothèques et de quelle manière étoient placés les volumes pour être en évidence, de sorte qu'on vit les titres. Je crois que ce qu'ils appeloient *capsæ foruli* [1], étoient de petites cases ou rayons formés en demi-rond, où le rouleau se mettoit de sa longueur et qu'il y avait autant de ces cases que de rangs de rouleaux, desquels le titre écrit sur l'*umbilicus* ou sur le parchemin qui seserroit, étoit exposé au dehors, et que de là notre premier usage de mettre les livres sur leur plat et sur leur longueur. C'est ce qu'on appelait *prostare*.

22 avril 1762.

* * *

Il est question d'élever, à Lyon, une statue à Pierre Dupont. Le journal l'*Illustration*, sous la signature Alter, a consacré à l'auteur des *Sapins* les lignes suivantes :

« Encore un brave homme, Pierre Dupont, et de plus un poète rural d'une puissance rare, un Troyon en vers, chantant les *Bœufs* et les *Prés*, et l'*Atelier* et l'*Enclume*, entrant dans la forge de Vulcain en sortant de l'idylle de Virgile ; mais digne d'une statue sur l'Agora ! c'est la question, comme dit Hamlet.

« Je sais d'ailleurs de Pierre Dupont un véritable trait de poète errant et pauvre.

« Il était jeune, il se débattait à Paris, donnant des leçons de français à *un franc* le cachet ; il avait soif de gloire et, pis que cela, faim de pain quotidien.

« Il alla trouver Victor Hugo, place Royale.

« Victor n'était pas chez lui. Pierre Dupont prit un crayon et, sur la carte qu'il laissa, il mit ces vers improvisés dans l'antichambre :

Si tu voyais une anémone
Languissante et près de périr,

1. Foruli diminutif de fori. Ce dernier mot signifie les rayons d'une planche de terre labourée. Et c'est dans ce sens propre que l'emploie Columelle. Les rayons des bibliothèques des anciens devaient ressembler assez aux rayons d'une terre labourée.

Te demander comme une aumône,
Une goutte d'eau pour fleurir;
Si tu voyais une hirondelle
Un jour d'hiver te supplier,
A ta vitre battre de l'aile,
Demander place à ton foyer;
L'hirondelle aurait sa retraite,
L'anémone sa goutte d'eau:
Pour toi que ne suis-je, ô poète,
Ou l'humble fleur, ou l'humble oiseau!

« Ces vers sont émouvants, ils touchèrent le poète à qui ils étaient adressés. Victor Hugo écrivit à Pierre Dupont d'aller le voir et il l'encouragea et l'aida ensuite de ses conseils et de sa bourse. »

Dupont nous a raconté souvent le fait, en comparant l'accueil de Victor Hugo à celui d'un autre grand écrivain de l'époque, Eugène Scribe, qui, en réponse à un envoi, lui adressa une pièce de 5 francs.

Il ne faut pas oublier que c'est à Provins, à l'imprimerie de la *Feuille* où il fut ouvrier compositeur, que s'imprimèrent les premiers essais poétiques de Pierre Dupont; le produit était destiné à le racheter du service militaire. Grâce à M. Lebrun et à quelques autres habtants de Provins, le but fut atteint et le conscrit désigné pour les cuirassiers put cultiver en paix la Muse.

* * *

Le *Courrier de la Champagne* publie la lettre suivante que nous croyons devoir publier en réponse au rapport de M. Courmeaux au Conseil municipal de Reims :

Monsieur le Rédacteur,

J'ai lu ces jours derniers, dans votre journal, le compte-rendu de la séance du Conseil municipal de Reims du 3 novembre 1880.

A propos d'une question mise à l'ordre du jour de cette séance, relative à la restauration de la cathédrale, M. Courmeaux croit voir dans l'œuvre d'un homme qui ne peut plus lui répondre un acte de « vandalisme. » Il se demande de quel droit cet architecte s'est permis « d'innover sans respect pour la tradition consacrée de quatre siècles et d'altérer la physionomie du monument; » qu'agissant ainsi, il a méconnu « le principe inviolable » sur lequel doit s'appuyer tout restaurateur d'un édifice historique.

Je n'aborderai pas ici cette question délicate, me réservant d'essayer de la traiter plus tard avec toute l'attention et le soin qu'en exige le sujet : je ne rechercherai pas non plus si la définition du verbe « restaurer » est bien celle que fait connaître M. Courmeaux et que rappelle plus loin ma lettre. Je me permettrai seulement de lui faire observer qu'il ne peut exister « de principe, de règle inviolable » en fait de restauration d'édifices, mais de simples procédés méthodiques

mis à la disposition d'homme de goût possédant — outre l'unité de style, l'harmonie dans l'emploi des formes et l'instinct des proportions — la raison et le bon sens.

Les règles générales laissent l'architecte praticien sans ressources devant les exceptions nombreuses qui surgissent à chaque pas; il convient donc de lui accorder une grande liberté d'action.

« Restaurer, dit M. Courmeaux, c'est copier, c'est refaire, c'est reproduire scrupuleusement ce qui menace ruine. » C'est justement ce que n'ont point fait les constructeurs de la galerie qu'il voudrait voir refaire. Ils n'ont ni copié le dessin, ni respecté les formes qu'ils avaient alors sous leurs yeux. Ils ont restitué cette galerie suivant la mode de leur temps, commettant ainsi les premiers la faute grave qu'on reproche à feu M. Millet avec tant d'acrimonie aujourd'hui.

Si les gens du xve siècle se sont fourvoyés, que dire de ceux qui, au commencement du siècle dernier, ont été chargés déjà de réparer cette même partie de l'édifice? Pour ma part, je ne sais quelle qualification donner aux auteurs d'une pareille mutilation!

Jusqu'en 1840, époque à laquelle on a commencé à entreprendre d'une manière sérieuse et rationnelle la restauration de nos monuments historiques, on ne faisait, dit Violet-Leduc, que des substitutions et non des restitutions, et ceux qui, au commencement de ce siècle, ont essayé de donner une idée des arts antérieurs, n'ont réussi qu'à montrer leur complète ignorance en archéologie et leur profonde inexpérience de la construction gothique. Or, tous les architectes et archéologues qui ont écrit depuis quarante ans sur cette question multiple s'accordent à reconnaître qu'il faut, en général, se garder de reproduire les substitutions partielles faites à diverses époques, et de rechercher au contraire à restituer ce qui était dès l'origine, d'après les restes qui en subsistent encore.

Quoi qu'il en soit, j'admets un instant que la théorie émise par M. Courmeaux soit la seule dont on doive se servir, et je suppose qu'au lieu d'une balustrade du xve siècle on ait à restaurer, ou plutôt à refaire à neuf, une de ces horribles productions de la fin du règne de Louis XV. L'architecte chargé de cette mission devra, suivant M. Courmeaux, se contenter simplement de reproduire la balustrade Louis XV.

Il est question, en ce moment, de démolir et de reconstruire les pignons du transsept qui menacent ruine, et de restituer ou seulement de rétablir l'amorce des tours en pierres qui existaient de chaque côté de ces pignons, rasés comme ceux-ci après l'incendie de 1841. Comment intexpréter cette restauration? D'après M. Courmeaux, il ne peut subsister ni embarras, ni ambiguité. On devra réédifier les tours du xiiie siècle (1250) et reproduire « scrupuleusement » les pignons existants qui datent de la fin du xve siècle. Eh bien! je déclare que c'est impossible. Ou il faudra sacrifier les pignons, dont les amortissements occupent l'emplacement d'un angle des tours, ou il faudra renoncer à restituer ces dernières.

Je suppose maintenant qu'il s'agisse de refaire à neuf le portail de la cathédrale de Châlons-sur-Marne. Une restauration entreprise sous Louis XIV, à la suite d'un terrible incendie, a achevé de dénaturer ce qui restait du monument du XIIIe siècle. Quel parti devra prendre l'architecte? M. Gourmeaux le lui indique, il faudra qu'il restitue scrupuleusement le pertail Louis XIV.

Je suppose encore qu'on veuille restaurer le portail occidental de l'église Saint-Eustache, à Paris, construit sur les dessins de Mansard, œuvre ni antique, ni moderne, conçue sans goût, sans proportions et qui n'a aucune espèce d'analogie avec le reste de l'édifice. Afin de ne point « falsifier l'aspect de l'église et de point fausser l'histoire, » on restitue ce morceau d'architecture.

Je pourrais citer bien d'autres exemples de restaurations comportant autant de programmes différents, qui toutes viendraient les unes après les autres démontrer qu'en pareille matière les règles absolues sont inapplicables. Si elles pouvaient d'ailleurs être admises, elles auraient pour résultat déplorable de créer l'anachronisme, cette plaie de l'art, et de répudier ouvertement l'unité de style et de goût, une des conditions essentielles du beau.

En résumé, au lieu de la restauration de l'arcature imaginée par Robert de Coucy, reproduite plus ou moins fidèlement au XIVe siècle — balustrade qui aurait au moins l'avantage de rendre au monument l'aspect qu'il devait présenter avant l'incendie du 24 juillet 1841 — M. Courmeaux préfère « la reconstruction pure et simple de la galerie actuelle »; il demande donc la reproduction exacte, au XIXe siècle, d'une œuvre du quinzième, c'est-à-dire la copie d'une substitution et non point la restitution partielle de l'œuvre primitive.

Qu'il veuille prendre garde ! Il est bien près de « fausser » lui-même l'histoire, et d'y semer le doute et l'erreur.

Reims, le 16 novembre 1880.

Ch. Gozier, *architecte*.

***

Le mois dernier, mariage de M. le comte de Coligny-Chatillon, au château de Villegusien (Haute-Marne), avec Mademoiselle d'Amédor, fille du comte de Mollans, colonel en retraite, et de Mademoiselle de Simony. La famille de Pillot-Chemency qui a relevé par mariage la maison de Coligny-Chatillon appartient à la noblesse de Bourgogne, où est situé le château-fort de Chemency, détruit sous Louis XIV. La maison d'Amédor, pour laquelle Louis XIV a érigé le comté de Mollans a produit un cardinal. Quant à la famille de Simony, originaire de Sienne, elle vint en Lorraine avec le duc Jean II; François de Simony commandait les bandes italiennes et fut blessé, en 1377, à la bataille de Nancy. Sa descendance a produit un grand prieur de Malte, un évêque de Vienne, un écuyer de la reine Marguerite, neuf chevaliers de St-Louis. Elle s'est établie dans la Hte-Marne, où elle forme deux

rameaux. — Armes : écartelé d'or, de gueules à l'étoile d'or, d'azur, d'argent, à la croix de sinople, brochant sur le tout.

* * *

Mariage de M. Dallier, organiste de Saint-Eustache, à Paris, avec Mademoiselle Biard, fille de l'écrivain bien connu. M. Dallier appartient à l'une des plus anciennes familles de Reims, dont était Henri Dallier, conseiller au présidial et lieutenant de ville en 1672. Un de ses descendants a laissé, au XVIIIe siècle, des mémoires extrêmement curieux sur l'histoire de Reims, encore inédits. — Armes : d'or à trois écrevisses de gueules, au chef d'azur, chargé d'une étoile d'or.

* * *

Mariage de M. Florent Evain Pavée de Vendeuvre avec la fille du prince Caradjà, consul général de Turquie. Le marié, secrétaire d'ambassade, est fils du baron Evain, ancien député et de Mademoiselle Bourlon de Sarty d'Haironville et fils adoptif du baron Gabriel Pavée de Vendeuvre, ancien député de l'Aube, son oncle. La famille Pavée descend de Gabriel Pavée, secrétaire du roi (1742), seigneur de Vendeuvre, Villeneuve, etc., son petit-fils, conseiller à la cour des aides, fut créé baron en 1808 et son arrière petit-fils fut nommé pair de France en 1837. Il laissa de Mademoiselle Dassy, Gabriel de Vendeuvre et Adrienne Pavée de Vendeuvre, marié à M. Paul Bourlon de Sarty d'Haironville. — Armes : d'or au paon au naturel ; au chef d'azur chargé d'une croisette accostée de deux étoiles de gueules — Le baron Evain, ancien député des Ardennes, était neveu du baron Evain, maréchal de camp d'artillerie et avait été substitué à son titre impérial.

* * *

La Société d'agriculture de la Marne a proposé, pour prix à distribuer en 1881, les sujets suivants : Etude critique et littéraire des œuvres latines et françaises des principaux auteurs champenois ; — mode d'administration des Intendants en Champagne en 1789 ; — étude historique et archéologique sur une église du département ; — travail historique ou archéologique sur une ou plusieurs localités du département, notamment Courtisols, Orbais, Passavant, Vertus et Bussy-Lettré ; — des médailles seront aussi accordées aux meilleurs travaux historiques concernant la province, aux créateurs de collections archéologiques ne contenant que des objets trouvés en Champagne ; aux fouilleurs les plus intelligents ; aussi aux personnes qui auront révélé à la Société des terrains pouvant être utilement fouillés.

* * *

L'héroïne de la commune, Louise Michel, appartient à notre province ; elle est née dans la Haute-Marne vers 1830, nous n'avons pas

à nous appesantir sur cette origine, d'après le *Gaulois*; élevée au château de Vroncourt, Mademoiselle Michel fut soigneusement instruite, et composa de bonne heure des vers qui lui valurent des compliments emphatiques de Hugo et de Lamartine. En 1850, elle hérita du domaine — excessivement réduit de Vroncourt, mais les héritiers légitimes intervinrent, et Mademoiselle Michel se retira avec sa mère à Audeloncourt où, presque complètement dans la misère, elle dut épouser un employé des forges; elle avait d'autres aspirations; refusant avec dédain, elle réalisa son mince avoir et partit pour Paris, après avoir laissé l'argent qu'elle se crut superflu aux sœurs et aux institutrices du village. Elle ouvrit une école à Montmartre, ne réussit pas et se lança alors dans la politique. On sait le reste.

* * *

Nous avons recueilli quelques notes sur un Rémois peu connu, puisque jusqu'à présent on le faisait naître dans les Ardennes. — Henri Hachette des Portes naquit à Reims en 1712, issu d'une des plus vieilles familles de cette ville, chanoine de la cathédrale dès 1738, grand antiquaire en 1751, il se fit remarquer par une vive ardeur contre les Jansénistes. Visiteurs des Carmélites en 1748; il reçut l'année suivante l'abbaye de Vermand et obtint le titre d'évêque de Sidon *in partibus* en 1755, lequel il échangea en 1772 pour le siège effectif de Glandèves.

Une dévotion toute particulière l'attachait au Sacré-Cœur de Marie dont il répandit le culte parmi les maisons des Carmes! En 1780 il publia un mandement pour en établir une fête solennelle dans son diocèse, et des instructions plus étendues en 1788 sur le même sujet.

En 1751, Monseigneur Hachette se retire à Puget-Thenier, près de Nice, puis à Nice; la prise de cette ville l'année suivante le força à gagner Fossano en Piémont, ensuite Bologne, où il mourut en 1795.

Le vertueux prélat a laissé: *Catéchisme sur les affaires du temps.* — *Dévotion au cœur de Marie*, Nice, in-12, 1752; réédité à Paris en 1825. — *Lettre pastorale contre le serment de la Constitution civile du clergé.* — Lettre aux missionnaires de N.-D. de la Garde d'Avignon sur la mort de M. Imbert, leur supérieur général.

Son portrait a été peint par G. Mauperin et gravé par J.-B. Bradel, in-folio. J. V.

* * *

M. Henrionnet, directeur du *Sport dans le Nord-Est*, qui, soit dit en passant, réussit à souhait, se fait le promoteur d'une œuvre excellente, la fondation d'une Société de chasseurs de l'Aisne, de la Marne, des Ardennes, de la Meuse, pour s'occuper à la fois de la répression du braconnage et du repeuplement du gibier. Nous consi-

rons nos lecteurs de prendre cette création en très-sérieuse considération ; la chasse est trop menacée pour ne pas s'en occuper activement, promptement et énergiquement[1].

***

Dans le catalogue de vente d'autographes de MM. Charavay, pour le 18 décembre, nous remarquons les articles suivants :

Charlotte de Bourbon, fille du duc de Montpensier, abbesse de Jouarre, qui embrassa la réforme. — Lettre du 25 août 1575, déclarant qu'on lui a fait suivre la profession religieuse à douze ans « contre son bon gré, vouloir ou intention, par induction et menaces et de peur de désobéir à sa pieuse mère, malgré ses pleurs. »

Le maréchal Drouet, comte d'Erlon — Lettre du 21 décembre 1832, de Nantes. Il parle des événements qui lui ont fait reprendre un commandement dans l'Ouest où l'arrestation de la duchesse de Berry ramènera le calme, mais où il faut appliquer sévèrement l'état de siège contre les Chouans. L'acquittement des chefs de l'insurrection peut leur rendre de la force.

***

Une requête en vers en 1763. — La poésie et le style administratif ont été de tout temps choses assez dissemblables ; rencontrer une pièce de vers dans un carton d'affaires est chose assez rare pour que nous croyions devoir reproduire une requête en vers adressée, en 1763, à l'Intendant de la Généralité de Champagne.

L'auteur, dans sa versification facile, a employé, sur la mesure métrique de huit pieds, la rime croisée et la rime redoublée à l'imitation de Chaulieu, poète, dont Voltaire a dit :

Sa vive imagination
Prodiguait dans sa douce ivresse
Des beautés sans correction
Qui choquaient un peu la justesse.

Et comme Chaulieu aussi l'a fait dans ses lettres au marquis de la Fare et à quelques belles dames du XVIIe siècle, il emploie et la prose et le vers dans cette même pièce dont voici le texte fidèle :

Monseigneur,

Enhardi par les bienfaits que vous répandez dans toute la Champagne, un malheureux garde du corps prend la liberté de demander des grâces à votre Grandeur :

1. Il y aurait un Conseil d'administration, avec un président par arrondissement et un président par canton ; de larges primes seraient distribuées. S'adresser à M. Henri Henrionnet, à Vouziers.

Je suis certain Monseigneur
Que vous n'avez pas connaissance
Des requêtes qu'en mon absence
Mes parents à votre Grandeur
De présenter ont pris licence.
Voici (à peu près) l'exposé
De la très-soumise requête
Que quelque lutin malhonnête
A soustrait à vostre bonté.
Je crois qu'il est fort inutile
De vous ennuyer du récit
Des disgrâces de ma famille
En voici l'extrait raccourci.
Celui de qui je tiens la vie
Porta les armes pour son Roy ;
On se ruine en ce noble employ ;
Il accomplit la prophétie.
Un vieux soldat est épouseur,
D'épouser il fit la sottise
Vostre très-humble serviteur
Est-ce le fruit de sa balourdise ;
Mon père mort sans aucuns biens,
J'eus recours à la triste bourse
De ma mère ; elle est mon soutien,
Mon espoir, ma seule ressource ;
Ce qu'elle a consiste en deux prés
En trois ou quatre jours de terre,
En un jardin qui à mon gré
Valoit celui du premier père
Par votre ordre on en fit un chemin
Qui de Paris réjoint les routes
On nous prit un très-grand terrein
Ce qui rogna déjà nos croûtes.
De Vaucouleurs à Neufchâteau
On fit encor une levée ;
Un champ dont le chanvre très-beau
Fesait serviettes nappées
Fut coupé par l'alignement,
Ah ! si j'avais osé écrire
A vous Monseigneur l'intendant
Vous auriez pu me faire inscrire
Pour avoir dédommagement.
Demander est action vile,
Cependant m'y voici contraint
Car votre chemin de Joinville
M'ote une terre et mon jardin.
Jardin mon unique héritage
Vos clos, vos murs sont abattus
Ce qui vous reste est au pillage
Et vous n'existez presque plus !
On dit encor qu'il faudra faire
Reconstruire un mur à nos frais
Mais si Monseigneur veut j'espère
Que cela ne sera jamais.
Vous pouvez par une ordonnance
D'un seul mot me dédommager
D'un seul mot vous pouvez changer
Mon désespoir en espérance.
Votre crédit vous rend heureux
Le bonheur est de le répandre
A vos bontés je puis prétendre
Monseigneur je suis malheureux.

En effet, j'espère que vous voudrez bien descendre pour un moment dans la classe des malheureux, non pour le devenir, Monseigneur, mais pour les plaindre et les soulager. — Mon état est triste, élevé dans le monde et pour le monde, je ne sçais que les choses qui pouvaient me rendre ce monde supportable, et ces mêmes choses m'excédent à présent que la fortune ne me rit pas.

La musique, la peinture, fesaient mes délices, je ne joue plus que les tristes airs et ceux qui conviennent le mieux à ma situation ; si je peins, je sens malgré moi mon pinceau mêler les couleurs les plus froides et si je tire quelques sons de ma lyre languissante c'est pour soupirer la triste élégie. Rendez-moi, Monseigneur, mon jardin et mes petits talents, ils seront consacrés et employés à peindre et à chanter vos bienfaits.

Je suis, etc.

HUOT,
Garde du corps de S. M. Lieutenant au régiment de Pologne.

Vaucouleurs, ce 11 octobre 1763.

* * *

La Société des Sciences de Vitry propose cette année des médailles d'or de 100 fr. pour une étude historique de l'une des communes de l'arrondissement ; pour une notice géologique sur un des cantons du département ; pour la géographie médicale de l'arrondissement. Des médailles seront également décernées aux travaux qui paraîtront à la Société dignes d'encouragement.

***

NOTES CHAMPENOISES SUR LE XVIe SIÈCLE. — Nous avons trouvé dans les tomes 3198, 3240, 3321 du fond français à la bibliothèque nationale, quelques pièces intéressantes pour la Champagne. D'abord des détails sur le passage du duc d'Anjou avec son armée, quand après la prise d'armes qui suivit les tentatives des protestants pour enlever le roi à Monceaux, le duc d'Anjou fut lancé à la poursuite du prince de Condé. Il s'avança jusqu'à Vitry, mais Condé ayant rassemblé des forces considérables, le duc se replia sur Troyes et laissa les protestants gagner Orléans.

Les deux autres lettres datent du séjour de Charles IX à Vitry quand il fit la conduite de son frère, qu'il voyait avec tant de plaisir partir pour la Pologne [1].

Le duc d'Anjou au duc de Nevers :

Camp de Sézanne, 18 décembre 1567.

Il lui réitère l'ordre de venir le joindre de Troyes à Châlons avec toutes ses forces ; les Reitres ont passé le Rhin.

Le même au même :

Camp de Châlons, 23 décembre.

Les ennemis ont quitté Lépine la veille dans la nuit pour aller rejoindre les Reitres ; il se dispose à les poursuivre d'étape en étape ; le mande de Troyes à Ligny.

Le même au même :

Camp de Vavray, 25 décembre.

Va séjourner pour rassembler ses troupes ; ordonne au duc de s'arrêter à huit lieues de Vitry.

Le roi au maréchal de Damville. Vitry, 31 octobre 1573. — Mon cousin, j'arrivay en ce lieu le 29 de ce mois où estant je me trouvay ung peu mal disposé d'ung rhume qui est cause que je m'y suis arresté pour me reposer et prendre quelque purgation afin de me guarir comme j'espère, Dieu aydant, l'estre entièrement dans quatre ou cinq jours et de poursuivre après mon voiage de Nancy et de Metz, pour y conduire mon frère, le roi de Pologne, suivant ma première délibération. Ayant bien voulu vous donner advis de ce que dessus

1. D'autres lettres du roi, sans intérêt, sont datées de Vitry les 13, 15, 17, 15 novembre 1573 ; dans celle du 15 il annonce que, quoiqu'allant mieux, sa maladie le force à ne pas accompagner plus loin son frère.

23

afin que si d'adventure l'on faisoit courir aultre brut de mon indisposition, vous en sachiez la vérité, qui est telle comme je vous l'escript icy.

Le roi à M. de Matignon. Vitry, 12 novembre 1573. — Partant le roy de Polongne, monsieur mon frère, pour s'acheminer en son royaulme, j'ay bien voullu pour la très-grande et singullière affection que je lui ay toujours porté et porte l'accompaigner et conduire le plus avant qu'il m'est possible, ce que j'ay fait jusqu'en ce lieu où, estant arrivé, par la malladie qui m'est survenue, nous sommes contraints de nous séparer l'un et l'autre, ayant la reyne ma mère et mon frère le duc d'Alençon, poursuivi jusqu'à Metz ; et cependant je suis demeuré arresté en ce lieu pour me remettre et fortifier de ma dite maladie de laquelle je me porte beaucoup mieulx que je n'ay pas fait et je suis qu'azi hors de tout grâces à Dieu.

* * *

Nous avons relevé dans les volumes des correspondances autographes du XVIe siècle, à la Bibliothèque nationale, les dates suivantes sur des passages de nos souverains en Champagne :

Le roi à Langres, 17 mai 1562.
à Troyes, 7 avril 1564.
La reine à Troyes, 14 avril.
Le roi à Château-Thierry, 11 janvier 1569.
à Epernay, 18 janvier.
à Joinville, 13 février.
à Vitry, 31 octobre-15 novembre 1573.
à Châlons, 25 novembre-1er décembre.
à Cormiers, 6 décembre.
à Reims, 12 décembre.
à Soissons, 17 décembre.
à Mézières, 24-26 juin-8 juillet 1583.

E. B.

* * *

Ajoutons en finissant la demande au roi par Monsieur et Madame de Nevers, d'ériger en paierie leur comté du Réthelois et baronnie de Rozoy, rapportant 32,096 l. 5 s. 12 d., chargé d'un douaire de 6,500 l. à la duchesse de Nemours. — Accordé le 19 octobre 1573.

Le Secrétaire Gérant,

LÉON FAGNIOT.

Stanford University Libraries
3 6105 005 782 607

DC
611
C44R
Ser. 1
v. 8-9
1880

DATE DUE			